UNIVERSITÉ DE NANTES

UNIVERSITÉ DE NANTES
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES POLITIQUES
ÉCOLE DOCTORALE : DROIT, ECONOMIE-GESTION, ENVIRONNEMENT, SOCIETES, TERRITOIRES

Année : 2012

N° attribué par la bibliothèque

!_!_!_!_!_!_!_!_!_!

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE NANTES

Discipline : Droit Public

Présentée et soutenue publiquement par

Garba LOMPO

Le 21 Décembre 2012

Coopération Internationale et Droits de l'Homme – cas de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine et des Etats membres (Le Bénin, Le Burkina Faso, La Côte d'Ivoire, La Guinée-Bissau, Le Mali, Le Niger, Le Sénégal et Le Togo)

_____

Directeur de thèse

Professeur **Eric MONDIELLI**, Université de Nantes-Faculté de droit et sciences politiques.

JURY

M. Professeur émérite **Jean DHOMMEAUX,** Université de Rennes 1

M. Professeur **Alioune Badara FALL,** Université de Montesquieu-Bordeaux IV

M. Professeur **Patrick CHAUMETTE,** Université de Nantes

M. Professeur **Eric MONDIELLI,** Université de Nantes

L'université n'entend donner aucune approbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

« J'ai réalisé qu'un homme ne peut écrire un livre le jour même sans se dire le lendemain, si j'avais écrit ceci, cela aurait été mieux ou si j'avais changé cela, cela aurait été meilleur ou si j'avais ajouté au présent ceci, cela aurait encore été meilleur et si j'avais laissé cela, ceci aurait été excellent ».

Cette pensée est parmi les plus belles expressions existantes et elle est la preuve de l'imperfection sur l'ensemble de l'Etre humain.

Abu FARADIS-ISFAHADI (897-967)

DEDICACES

A mon feu père Elh. LOMPO TINDANO ABDOULKADRE qui est rappelé à Dieu le 14 Octobre 2012 au moment où je m'apprettais à soutenir publiquement cette thèse, ayant bénéficié de ses sages conseils et encouragements, je tiens à saluer sa mémoire ainsi que le père modèle qu'il était.

A ma mère Hadjia ADAMA SALEY et sa jumelle Hadjia HAOUA SALEY, toute la reconnaissance du fils.

A mon épouse Saadi Diallo, à mes cinq enfants Yacouba, Nana-Chamcya, Mariam, ZakariYaou et Abdoulbaki, toute mon affection pour leur soutien indefectible et encouragements qu'ils m'ont toujours apporté.

A mes frères, sœurs, cousins, parents et alliés, toute ma gratitude pour les multiformes conseils.

REMERCIEMENTS

Au terme de cette thèse qui a été, de longues années durant, la plus prenante mais attachante labeur de ma vie, j'exprime mes sincères remerciements et ma profonde gratitude à toutes les personnes qui m'ont soutenu et encouragé dans mon travail.

En premier lieu, je remercie les membres du jury de ma thèse pour l'intérêt qu'ils ont porté à mon travail et pour leur disponibilité malgré leur agenda hyper-chargé.

Je souhaite remercier particulièrement le professeur **Eric MONDIELLI**, pour son aide précieuse et le soin qu'il a apporté à la correction de mon manuscrit, à l'encadrement de mes recherches. Le professeur MONDIELLI s'est toujours soucié de m'offrir, de tout point de vue, les meilleures conditions de travail, sa grande disponibilité, ses grandes qualités scientifiques, sa patience et l'abnégation, qualités propres à l'homme de sciences m'ont permis d'aller jusqu'au bout.

Mes remerciements vont également à l'ensemble du personnel du laboratoire DCS (Droit et Changement Social) qui m'ont beaucoup assisté à chacune de mes sollicitudes. Qu'ils recoivent toute ma gratitude.

Et enfin mes remerciements vont également aux responsables et agents de l'UEMOA et de ses institutions spécialisées, à ceux de la CEDEAO et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies (Genève).

SOMMAIRE

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS..... 9

INTRODUCTION GENERALE.....15

PREMIERE PARTIE : LA COOPERATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'UEMOA ET LES NORMES INTERNATIONALES RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME.....43

Chapitre I : La nature et les enjeux de la coopération internationale mise en œuvre par l'UEMOA..... 44
Section I : Les objectifs fondamentaux de l'UEMOA 46
Section II : Le dispositif institutionnel de l'UEMOA. 52

Chapitre II : La problématique d'intégration des droits de l'homme dans l'ordre juridique de l'UEMOA..... 65
Section I : Le droit communautaire de l'UEMOA et la garantie des droits de l'homme 65
Section II : Le droit communautaire de l'UEMOA confronté au pluralisme juridique régional. 79

Chapitre III : Les actions concrètes de l'UEMOA dans l'optique d'une coopération respectueuse des droits de l'homme..... 108
Section I : La libre circulation des personnes et des biens, du droit d'établissement et de circulation des capitaux au sein de la Communauté. 108
Section II : Les droits de l'homme dans les politiques sectorielles de l'UEMOA et des Etats membres (Cas de la Côte d'Ivoire pays à littoral et le Mali, pays sahélien) 183

Chapitre IV : Les particularismes étatiques et la problématique de l'inclusion des droits de l'homme aux politiques de l'UEMOA. 222
Section I : Les conventions internationales relatives aux droits de l'homme dans le droit interne des Etats membres de l'UEMOA. 224
Section II : L'impact négatif des ingérences étatiques sur l'activité normative de l'UEMOA en matière de droits de l'homme. 233

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE 254

DEUXIEME PARTIE : L'EVOLUTION DE LA COOPERATION VERS L'INTEGRATION DES ETATS DE L'UEMOA ET LA PLACE DES DROITS DE L'HOMME..... 257

Chapitre I : La vision stratégique de l'UEMOA pour 2020, envisagée sous l'angle des droits humains. 264
Section I : De l'intégration des Etats à l'intégration des peuples. 266
Section II : L'internalisation par l'UEMOA des principes Directeurs de la gouvernance démocratique 295

Chapitre II : La réforme des mécanismes d'élargissement et de renforcement du contrôle juridictionnel dans l'optique de l'intégration sous régionale. 331
Section I : L'élargissement et la facilitation de l'accès des citoyens de l'Union à la justice communautaire. 333
Section II : La prise en compte des droits sociaux et culturels, constat explicite de la diversité socio culturelle au sein de l'UEMOA. 342

Chapitre III : La formulation expresse et l'insertion de dispositions garantissant les droits de l'homme dans le corpus normatif de l'UEMOA. 368
Section I : L'insertion de dispositifs innovants de protection des droits dans les instruments juridiques de l'UEMOA. 369
Section II : La clarification du rôle des organes étatiques de contrôle démocratique et juridictionnel dans le processus d'intégration 402

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE 472

CONCLUSION GENERALE 475

ANNEXE 483

TRAITE DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA) 483

TRAITE MODIFIE DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA) 507

Compilations établies par le Haut Commissariat des droits de l'homme sur les huit (8) Etats membres de l'UEMOA, conformément aux résolutions du Conseil des droits de l'homme. 528

BIBLIOGRAPHIE GENERALE 670

ANNUAIRES, REVUES ET RECUEILS 684

TABLE DES MATIERES 686

SIGLES ET ABREVIATIONS

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACP	Afrique-Caraïbes-Pacifique
AEC	Communauté économique africaine
AEF	Afrique équatoriale française
AFDI	Annuaire français de droit international
AIF	Agence internationale de la francophonie
AOF	Afrique occidentale française
APE	Accords de partenariat économiques
ARMP	Autorités nationales de régulation des marchés publics
AQMI	Al Qaeda au Maghreb islamique
BAD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BNT	Barrières non tarifaires
BOAD	Banque Ouest africaine de développement
BRVM	Bourse régionale des valeurs mobilières
BT	Barrières tarifaires
CAMI	Conférence des ministres africains de l'industrie
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CEAO	Commission économique de l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CER	Communautés économiques régionales

CILSS	Comité inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel
CJ	Cour de justice
CCJA	Cour commune de justice et d'arbitrage
CCR	Chambre Consulaire Régionale
CDTS	Conseil du Travail et du Dialogue Social
CEAO	Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIMA	Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances
CSCRP	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
COMAI	Conférence des ministres africains de l'intégration
COMESA	Marché commun des États de l'Afrique orientale et australe
COPAX	Conseil de Paix et de sécurité en Afrique Centrale
CUA	Commission de l'Union africaine
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
EAC	Communauté de l'Afrique Orientale
ECOMOG	Economic Community of West Africa States Monitoring Group
FAA	Force africaine en attente
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDH	Fédération internationale des droits de l'homme
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
IFRI	Institut français des relations internationales
FRPC	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
GATT	Accord Général sur les Tarifs Douaniers et du Commerce
IADM	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
IEDDH	Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme

IHPC Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

IMAO Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest

IPPTE Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés

JCP Juris Classeur périodique

LGDJ Librairie générale de droit et de jurisprudence

MAEP Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs

MRR Mécanisme de Réaction Rapide

MST Maladies Sexuellement Transmissibles

NEPAD Nouveau Partenariat économique pour le développement de l'Afrique

OAMPI Office Africain et Malgache de la Propriété Intellectuelle

OAPI Organisation Africaine de la Propriété intellectuelle

OCAM Organisation commune africaine et malgache

OCDE Organisation de coopération et de développement économique

OHADA Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique

OIF Organisation internationale de la francophonie

OMC Organisation mondiale du commerce

OMD Objectifs du millénaire pour le développement

ORMP Observatoire Régional des Marchés Publics

ONG Organisation non gouvernementale

ONU Organisation des Nations Unies

ONUDI Organisation des Nations Unies pour le Développement de l'Industrie

OSC Organisation de la société civile

OUA Organisation de l'Unité africaine

PAC Politique agricole commune

PAGAM-GFP	Plan d'Action Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques
PAL	Plan d'Action de Lagos
PAM	Programme alimentaire mondial
PAP	Programme d'Actions Prioritaires
PAS	Programmes d'ajustement structurels
PESC	Politique étrangère et de sécurité commune
PDCT-AC	Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale
PDDAA	Programme détaille pour le développement de l'agriculture africaine
PHARE	Programme d'aide communautaire aux pays d'Europe centrale et Orientale
PMI	Programme minimum d'intégration
PNDEF	Plan National Education/Formation
PNDS	Programme National de Développement Sanitaire
PNLP	Programme de Lutte contre la Pauvreté en juin 1997
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRSA	Programme régional de sécurité alimentaire
RCADI	Recueil des cours de l'Académie de droit international de la Haye
RGDIP	Revue générale de droit international public
RIDC	Revue internationale de droit comparé
RTDH	Revue trimestrielle des droits de l'homme
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SDS	Schéma Directeur Statistique
SPS	Produits sanitaires et phytosanitaires
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté

TEC	Tarif extérieur commun
TIC	Technologies de l'information et des Communications
TVA	Taxe à la valeur ajoutée
UA	Union africaine
UD	Union Douanière
UDEAO	Union Douanière des Etats de l'Afrique de l'Ouest
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
UMA	Union du Maghreb Arabe
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la Culture
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'enfance
ZLE	Zone de libre-échange

INTRODUCTION GENERALE

INTRODUCTION GENERALE

Depuis quelques décennies, les organisations internationales (comme l'Organisation des Nations Unies/ONU) jouent un rôle de plus en plus important. Elles sont créées par les Etats dans un but précis qu'ils ne peuvent atteindre par leurs moyens individuels. Dans le contexte du droit international, les organisations internationales se chargent donc, le plus souvent, de tâches que les Etats avaient généralement assumées seuls dans le passé.

La totalité ou la quasi-totalité des instruments juridiques internationaux sont d'ailleurs négociés dans le cadre de ces organisations internationales. Ces dernières sont devenues de facto le berceau du droit international qui se définit, en termes simples, comme étant l'ensemble des règles contraignantes en vigueur au niveau international. Une organisation internationale peut se définir comme « une association d'Etats constituée par traité, dotée d'une constitution et d'organes communs, et possédant une personnalité juridique distincte de celle des Etats membres ».[1]

Après les Etats, les Organisations internationales sont devenues les principaux sujets de droit international en ce sens qu'elles sont titulaires de droits et obligations sanctionnés par ce droit. « Mais à la différence des Etats, elles sont des sujets constitués par les Etats. Elles procèdent de la volonté des Etats et ont des compétences moins larges que ces derniers. Leur degré d'autonomie dépend très largement des Etats. En d'autres termes, elles n'exercent que des attributions que les Etats leur ont déléguées, en vertu du principe de spécialité »[2] ; à moins qu'elles n'aient reçu une vocation universelle, générale (comme l'Organisation des Nations Unies-ONU) ou régionale (comme l'Union Européenne-UE).

A côté des organisations internationales, se sont développés d'autres organismes internationaux, comme les organisations non gouvernementales (ONG) et les entreprises transnationales auxquels la qualité de sujets de droit international n'est pas en principe reconnue. Il en va de même des individus. Toutefois, depuis le milieu du XXème siècle, ceux-ci sont de plus en plus visés par le droit international public.Les facettes du droit international public se rapportant à la protection et à la responsabilité de l'individu se sont multipliées.

---

[1] Marc Perrin de BRICHAMBAULT, Jean François DOBELLE : *Leçons de droit international public, Presses de Sciences politiques et Dalloz, 2° éd., 2011, p. 149*

[2] Marc Perrin de BRICHABAULT et Jean François DOBELLE, ibid. p. 150

Cette évolution est particulièrement flagrante dans le domaine des droits de l'homme, du droit international humanitaire ou du droit pénal international. Les individus se voient imposer des obligations ou accorder des droits qu'ils peuvent faire valoir devant une juridiction internationale ou par le biais de mécanismes de contrôle quasi-judiciaires. C'est dans ce sens que David RUZIE affirmait qu' *« il faut noter que le développement du droit international public reste encore limité par des considérations de politique internationale. Toutefois de plus en plus les intérêts du politique coïncident avec les décisions de la justice »*[3].

Le droit international moderne n'a pas comme seul objectif la stabilité des relations entre les Etats, mais, il vise également, et de plus en plus, la protection et le bien des personnes ; et cela, à par le biais des Etats et des organisations internationales de coopération (PERRIN de BRICHAMBAUT , DOBELLE , & COULEE , 2011). Il est avéré que cette évolution n'est pas restée sans effet sur le concept de souveraineté étatique. En effet, « celle-ci ne se résume plus uniquement à un droit (négatif) des Etats de se défendre contre toute ingérence de l'étranger, mais se double désormais de leur responsabilité (positive) de veiller à la sécurité et à la prospérité de leur population ».[4]

Il va sans dire que l'architecture juridique de la coopération internationaleest faite de normes démocratiquement discutées et adoptées par les acteurs concernés, destinées à régir des domaines ou des problèmes aussi différents que l'interdiction du recours à la force dans les relations internationales, les droits de l'homme, le terrorisme , la protection des êtres humains pendant les conflits armés , l'environnement, le développement économique, social et culturel[5], etc.

Les normes du droit international s'appliquent indistinctement à tous les Etats qui ont l'obligation de les respecter dans les rapports des uns avec les autres, individuellement et collectivement.[6]Le sujet de notre thèse s'inscrit dans cette vision de la coopération internationale (telle qu'elle est régie par le droit international) appliquée à une organisation sous régionale de coopération économique et monétaire, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

En ce début du troisième millénaire, les pays pauvres et particulièrement ceux d'Afrique doivent faire face, sur la voie du développement durable, à des défis colossaux. Le principal de ces défis consiste pour eux à se mettre en position de pouvoir participer, de manière à en bénéficier, du processus de mondialisation de l'économie.

---

[3] David RUZIE. *Droit international public, Dalloz 16eme ed, 2002, P1*

[4] *ABC du droit international public, publication du Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse*, Ed ; 2009, p.5

[5]RENOUCHI Jean François., *Droit européen des droits de l'homme*, 3e Ed. Paris, LGDJ, 2002.

[6] REAL L.avergne, *Intégration et coopération régionale en Afrique de l'ouest, CRDI, Karthala, 1996*

RENOUCHI Jean François, *Droit européen des droits de l'homme, 3e Ed. Paris, LGDJ, 2002.*

C'est dans ce sens que Jean Yado TOE et Vincent Zakane disaient que *« dans le contexte économique actuel, un marché n'est économiquement viable que s'il acquiert une certaine dimension »*[7]. Dans cette optique, la coopération régionale s'affirme comme une solution pour échapper à la marginalisation. Elle estconsidérée par les Etats en voie de développement comme un instrument clé d'intégration dans l'économie mondiale et, partant, comme une stratégie de coopération au développement.A cet égard, on peut dire qu'il y a en Afrique, continent marqué par la balkanisation générée par la colonisation, un consensus global sur l'opportunité et la pertinence de l'intégration économiquepour enrayer le cycle infernal de l'appauvrissement et la spirale de l'endettement (REAL , 1996).

Les analystes et les chercheurs qui s'intéressent à ce continent sont unanimes pour affirmer que le régionalisme est revenu en force dans les préoccupations prioritaires des décideurs qui ont multiplié et diversifié les expériences dans ce domaine. Selon le professeur Moustapha KASSE de l'université « Cheikh Anta Diop » de Dakar, « *les analyses et recherches se sont élargies et approfondies autour de nouvelles théories positives relatives aux zones monétaires optimales, à la convergence économique, aux coalitions, à l'économie des institutions et des organisations (…) Toutes ces analyses* révèlent *les trois faits stylisés que sont la régionalisation, la mondialisation et le développement. Elles montrent que le nouveau régionalisme va bien au-delà de l'intégration puisqu'elle implique des dimensions économique, politique et sociale* ».[8]

Le concept d'intégration est indissociable du concept de coopération internationale. En effet, l'intégration, en tant que processus par lequel des Etats cherchent à éliminer les barrières discriminatoires existant entre eux, dans le but d'établir un espace économique unique, n'est qu'une des multiples modalités de la coopération internationale. La diversité des objets de la coopération internationale est aussi variée que celle de ses sujets[9]. Le champ de la coopération internationale correspond à tous les domaines des relations internationales, au-delà des différents domaines de « coopération économique et sociale » énumérés par la Charte des Nations Unies.

Pendant longtemps, la notion de coopération a été associée au développement économique et à l'assistance technique, comme le montrent les dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Mais la coopération juridique a pris depuis lors toute sa place dans une conception large, associant construction de l'Etat de droit, droits de l'homme et développement.

---

[7] Jean Yado TOE et Vincent Zakane, *Droit du commerce international ; collection Précis de droit burkinabe, ed Presse africaine 2006 ; P.5*

[8] Moustapha KASSE : *Intégration et partenariat en Afrique : de l'UEMOA au NEPAD* ;
Editions Silex/Nouvelles du Sud, Yaoundé 2003, P.11

[9]Emmanuel DECAUX, *Le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme, CDH, Conseil Consultatif, 6ème session, 17 au 21 janvier 2011, p. 11*

Les exigences de coopération judiciaire et policière ont également été progressivement mises en avant dans la lutte contre l'insécurité, notamment le terrorisme. Par ailleurs, la coopération culturelle, qui relève en premier lieu de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture), a été notamment marquée par des progrès en matière d'éducation et de formation aux droits de l'homme, de lutte contre le racisme et toutes formes de discriminations et de dialogue entre les civilisations, les cultures et les religions. La coopération internationale est également présente dans le domaine de la lutte pour la préservation de l'environnement, notamment en ce qui concerne le réchauffement de la terre (DECAUX, 2011).

Toutefois, ces différents volets de la coopération internationale seraient vains sans la coopération politique qui est au cœur de la diplomatie bilatérale et multilatérale. Cette affirmation tient au fait que l'idée de coopération implique pour les acteurs la participation à un processus s'inscrivant dans la durée, c'est-à-dire travailler ensemble à travers une politique, ou un accord, un plan d'action ou un programme, en tout cas un cadre général qui fixe des étapes, des objectifs, des indicateurs, des critères d'évaluation etc. En outre, comme l'a si bien exprimé M. Emmanuel DECAUX, membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, l'idée de coopération traduit « un certain idéal commun »[10].

Il ne s'agit pas seulement de bon voisinage, de coexistence ou de réciprocité, mais bien de dépassement des intérêts réciproques dans la recherche de l'intérêt général. Coopérer ce n'est pas seulement préférer le dialogue à la confrontation, c'est agir ensemble dans un même but. La coopération sous-tend l'existence d'une communauté internationale, transcendant les relations interétatiques. C'est sur ce terrain que la coopération internationale en matière de droits de l'homme trouve toute sa signification, dans la mesure où elle est inséparable de la mise en œuvre de l'idéal commun défini par la Charte de 1945 et la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948[11].

Les droits de l'homme sont un concept selon lequel tout être humain possède des droits universels, inaliénables, quel que soit le droit positif en vigueur ou les autres facteurs locaux tels que l'ethnie, la nationalité ou la religion. Selon cette définition, l'homme, en tant que tel, et indépendamment de sa condition sociale, a des droits inhérents à sa personne, inaliénables et sacrés, et donc opposables en toutes circonstances à la société et au pouvoir.

---

[10] Emmanuel Decaux, *Le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme, dans A/HRC/AC/6/CRP/4 du Comité Consultatif des droits de l'homme, sixième session, janvier 2011, p. 12*

[11]Emmanuel Decaux, ibid., p. 12 Emmanuel Decaux, *Le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme, dans A/HRC/AC/6/CRP/4 du Comité Consultatif des droits de l'homme, sixième session, janvier 2011, p. 12*

Ainsi le concept de droits de l'homme est-il par définition universaliste et égalitaire, incompatible avec les systèmes et les régimes fondés sur la supériorité d'une caste, d'une race, d'un peuple, d'une croyance, d'une classe ou d'un quelconque groupe social ou individu ; incompatible tout autant avec l'idée que la construction d'une société meilleure justifie l'élimination ou l'oppression de ceux qui sont censés faire obstacle à cette édification.

Les droits de l'homme, types de prérogatives dont sont titulaires les individus, sont généralement reconnus dans les pays civilisés par la loi, par des normes de valeur constitutionnelle ou par des conventions internationales, afin que leur respect soit assuré, si besoin est, même contre l'État. La place de l'organisation des Nations unies dans la légitimation et la promotion des droits de l'homme est essentielle. Le qualificatif d'universel a été inscrit dans le titre de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

Depuis la Charte des Nations Unies 1945) et la Déclaration universelle des droits de l'homme, la notion de droits de l'homme a été étendue, légiférée et des dispositifs ont été créés pour surveiller les violations de ces droits. Parmi ces événements marquants on peut citer notamment :

1966 : Adoption par l'ONU du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ;

1967 : Création de mécanismes d'enquêtes par la Commission de l'ONU sur les violations des droits de l'homme des pays membres.

1991 : Première rencontre internationale des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme, organisée par la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH),)[12], à Paris, sous l'égide des Nations-Unies.

Décembre 1993 : Adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de la Déclaration et programme d'action de Vienne[13], qui accorde une large place à la démocratie et au développement, considérés comme faisant partie intégrante des droits de l'homme, et qui appelle tous les États parties à créer des institutions nationales garantes des droits de l'homme et Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

2006 : Création du Conseil des droits de l'homme de l'ONU lors de l'adoption par l'Assemblée générale le 15 mars 2006 de la résolution A/RES/60/251.

---

[12] La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) est une instance gouvernementale française créée en 1947 pour éclairer l'action du gouvernement et du Parlement concernant le respect des droits de l'homme

[13] La Déclaration et le programme d'action de Vienne (ou VDPA) est une déclaration des droits de l'homme adoptée par consensus lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993 à Vienne en Autriche. Le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a été créé par l'admission de cette déclaration en l'Assemblée générale des Nations unies (résolution 48/121)

Les rapports internationaux (envisagés sous l'angle de la coopération) et les droits de l'homme exercent donc une influence réciproque les uns sur les autres. Selon le professeur Ernest HAMBURGER[14]*« les relations internationales dépendent de la conduite de la politique étrangère des Etats alors que les droits de l'homme sont tout d'abord des phénomènes de politique intérieure. Mais l'interdépendance de la politique étrangère et de la politique intérieure s'oppose à la prise en considération de l'une sans l'autre. Les expressions « rapports de force » et « intérêt national » dérivent leur contenu de la pensée et de l'action des individus, des groupes et des gouvernements, qui se fondent sur un nombre de facteurs dont la sélection comporte, à côté des éléments de fait, des appréciations subjectives. La définition de l'intérêt national, les moyens utilisés pour défendre cet intérêt, la tendance vers la coopération internationale, les actions des hommes d'Etat et des équipes politiques au pouvoir (…) sont largement déterminés par la forme de gouvernement et par le rôle de l'individu et des groupes dans l'Etat et la société»*.[15]

Ces remarques préliminaires quant à la relation coopération internationale, intégration économique et monétaire et droits de l'homme, éclairent et situent la problématique de notre thèse dont l'objet est de vérifier la fonctionnalité de ladite relation dans le cadre de l'UEMOA.

L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été créée par le Traité signé à Dakar au Sénégal le 10 Janvier 1994 par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de sept pays (Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo) ayant en commun l'usage d'une monnaie commune, le FRANC CFA. Ces Etats ont été rejoints par la Guinée Bissau le 02 mai 1997. L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) occupe une superficie de près de 3,5 millions de KM^2 dans la bande soudano sahélienne et sur la côte du Golfe de Guinée. La population de près de 95 millions devrait atteindre 112 millions en 2015 et 235 millions au milieu du siècle.

Le Traité constitutif de l'UEMOA est entré en vigueur le 1er Août 1994 après sa ratification.L'UEMOA vise à créer un cadre de vie harmonieux dans l'espace afin de permettre le plein épanouissement de ses populations. Mais la croissance économique ne saurait se faire sans le développement de l'Etat de droit ; d'où la question du respect des droits de l'homme dans l'espace UEMOA.

[14] Ernst Wolfgang Hamburger est un physicien allemand et vulgarisateur de la science. Hamburger est internationalement connu pour ses activités en ce qui concerne la compréhension du public de la science

[15] Erna Hamburger : *Droits de l'homme et relations internationales, dans RCADI, 1959, II, Tome 97, p.298*

Force est ici de souligner que la démocratie *« gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple »,* pour paraphraser Abraham LINCOLN, est un système dans lequel la souveraineté est investie dans le peuple et exercée directement par lui ou par ses représentants désignés ou élus au cours d'élections libres.[16] Cette définition sommaire de la démocratie met en exergue toute l'importance de la thématique de la bonne gouvernance dans la problématique de notre sujet.

Comme l'a écrit Diane RAVITCH, universitaire américaine *« Quand une démocratie représentative fonctionne conformément à une constitution qui limite les pouvoirs du gouvernement et garantit les droits fondamentaux des citoyens, ce régime est une démocratie constitutionnelle. Dans une société de ce type, la majorité gouverne et les droits des minorités sont protégés par la loi et par les institutions qui incarnent le droit »*[17] .

Malgré les différences que l'on constate entre les nations et les sociétés, les éléments essentiels du gouvernement démocratique – primauté du droit, règle de la majorité, garantie des droits de l'homme - sont toujours exigés.

L'UEMOA et les Etats qui la composent se préoccupent- t- ils du sort des droits de l'homme tel que l'exigent l'idéal démocratique et les conventions internationales ? Si oui comment se sont-ils engagés à en assurer la promotion et le respect ? Quels dispositifs normatif et institutionnel l'Union a-t-elle mis en place en vue de l'épanouissement de la personne humaine au sein de sa sphère géographique de compétence et quel est l'état actuel de la question ? C'est à l'ensemble de ce questionnement que la présente thèse se propose d'apporter les réponses au regard des fondements théoriques et des pratiques observées dans l'espace UEMOA.

D'ores et déjà, force est de reconnaître qu'à l'instar de ses membres étatiques l'UEMOA est formellement une institution fondée sur le droit. Pour ce qui concerne la question des droits de l'homme, son engagement est sans équivoque.

L'article 3, Titre premier du Traité, dispose clairement que l'Union respecte dans son action « les droits énoncés dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948 et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981.»[18]

---

[16] Aujourd'hui, la démocratie représentative est la forme la plus commune dans le monde.

[17] Diane RAVITCH citée dans la revue US Information Agency *« qu'est-ce que la démocratie »* ; octobre 1981, p.5

[18] Cf. *Traité révisé de l'UEMOA de 2003*

Jean Matringe « *Tradition et modernité dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples: étude du contenu normatif de la Charte et de son apport à la théorie du droit international des droits de l'homme »,* Ed. BRUYLANT 1996

Maurice Kamto, Navanethem Pillay *« La charte africaine des droits de l'homme et des peuples et le protocole y relatif portant création de la Cour afri1caine [sic] des droits de l'homme: commentaire article par article »,* Ed. BRUYLANT 2011

Horace Adjolohoun *« Droits de l'homme et justice constitutionnelle en Afrique: le modèle béninois : à la lumière de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples »,* Éditeur Editions L'Harmattan, 2011

L'UEMOA est donc théoriquement en phase avec les principes du droit international, notamment ceux énoncés par les articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies qui stipulent que « les membres de l'Organisation des Nations Unies s'engagent , en vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, à agir, tant conjointement que séparément, en collaboration avec l'Organisation pour le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi, des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social (…), le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion »[19].

C'est sur ce terrain que doivent être recherchées en priorité les bonnes pratiquesvisant le renforcement de la coopération. Il ne s'agit pas seulement de viser la promotion des droits de l'homme, mais également de prendre en compte leur protection effective. En somme, c'est l'ensemble de la diplomatie des droits de l'homme qui doit être envisagé, y compris la politique juridique des Etats et les programmes d'action de l'organisation régionale, afin de développer une véritable stratégie collective en faveur des droits de l'homme.[20] Sur le plan normatif interne, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine est parvenue à fixer les bases certes embryonnaires d'un droit communautaire fondé sur le Traité constitutif (droit primaire) et les Actes additionnels (droit dérivé), droit applicable dans tous les Etats membres, sous le contrôle de la Cour de justice.

L'effectivité du droit communautaire UEMOA est assurément, dans l'optique de l'Etat de droit et de la démocratie, une donnée favorable à la promotion et au respect des droits de l'homme. Cependant, la survivance des susceptibilités liées à la souveraineté nationale, le faible niveau de démocratisation des Etats membres de l'Union, les remises en causes fréquentes de l'ordre constitutionnel normal desdits Etats (fréquence des coups d'Etat militaires, révisions constitutionnelles destinées à prolonger l'exercice du pouvoir par le chef de l'Etat en fonction..) et les conflits armés de toutes natures (contestations électorales violentes, rébellions, fanatisme et extrémisme religieux…) sont des freins évidents à l'affermissement de l'Etat de droit et des droits de l'homme.[21]

[19] Cf. *Charte des Nations Unies de 1945*

[20] M. KASSE, op cit p. 16

[21] L.uc Marius IBRIGA et SM COULIBALY : *Droit communautaire ouest africain, collection précis de droit burkinabé novembre 2008, p.2*

La situation que vit le Mali depuis le mois de février résume à elle seule les difficultés auxquelles sont confrontées les Etats et les peuples de l'espace UEMOA :

Une rébellion armée touareg appuyée par des combattants terroristes d'Al Qaeda du Maghreb Islamique (AQMI), proclame en vertu de l'autodétermination des peuples, l'indépendance du nord du Mali et occasionne de fait la partition de l'Etat malien,[22]

Un coup d'Etat militaire du capitaine Amadou SANOGO, perpétré contre le régime démocratique de Amadou Toumani TOURE, met fin à près de vingt ans de stabilité politique et de vie constitutionnelle au Mali,

Les difficultés de la communauté internationale, notamment la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à faire rétablir l'ordre constitutionnel, à garantir l'intégrité territoriale du Mali et à endiguer le chaos économique et social, fléaux qui risquent d'emporter l'un de ses membres.

Il convient ici de signaler que l'UEMOA évolue dans une ère géographique caractérisée par la coexistence d'organisations communautaires diverses qui partagent avec elle les mêmes ambitions intégrationnistes.

Avant même la proclamation de leur indépendance, quatre Etats francophones d'Afrique de l'Ouest avaient ressenti la nécessité de se doter d'un cadre de concertation. Ils ont donc créé en 1959 le Conseil de l'Entente. Le Conseil de l'Entente est une organisation de coopération sous-régionale à finalité principalement économique.

Les pays fondateurs sont le Dahomey (actuel Bénin), la Haute-Volta (actuel Burkina Faso), la Côte d'Ivoire et le Niger. Ils ont été rejoints par le Togo en 1966.

Le Conseil est né de l'éphémère Union Sahel-Bénin, elle-même créée par les quatre membres originels du Conseil en tant que successeur partiel à la fédération régionale de colonies de l'Afrique occidentale française (AOF).

Depuis 1966, le Conseil s'est doté d'un secrétariat administratif permanent situé à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Un fonds d'entraide et de garantie des emprunts permet de soutenir les membres les plus défavorisés.

---

[22] Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) qui porte les revendications de la rébellion touareg a, autoproclamé l'indépendance de l'Azawad par un communiqué rendu public le 6 avril 2012. La question qui se pose est de savoir si ledit mouvement peut légitimement s'appuyer sur le principe d'autodétermination des peuples. On est en droit d'en douter au regard notamment des conditions non pacifiques du processus d'accession à l'indépendance (rébellion armée, violation massive des droits de l'homme, occupation de force d'une partie du territoire malien…), de l'usage abusif de la notion de peuple touareg, de la violation flagrante de l'intangibilité territoriale et de la souveraineté du Mali. Au demeurant, les réactions de réprobation de cette auto proclamation de l'indépendance d l'Azawad émanant de l'ensemble de la communauté internationale (CEDEAO, UA, UE, ONU, France…) sont la preuve que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne saurait prévaloir en l'espèce sur les droits d'un Etat souverain qu'est le Mali.

Sur un plan plus large, l'Afrique de l'Ouest abrite notamment la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une institution qui englobe les Etats membres de l'UEMOA qui y siègent avec des Etats anglophones de la zone (Nigéria, Ghana, Libéria, Sierra Leone, Gambie) la Guinée Bissau et le Cap vert lusophones.

Sur un plan plus large, l'Afrique de l'Ouest abrite notamment la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une institution qui englobe les Etats membres de l'UEMOA qui y siègent avec des Etats anglophones de la zone (Nigéria, Ghana, Libéria, Sierra Leone, Gambie) la Guinée Bissau et le Cap vert lusophones.

Il est à noter par ailleurs que les Etats membres de l'UEMOA sont parties prenantes de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des Affaires en Afrique (OHADA).La cohabitation de ces trois institutions (CEDEAO, OHADA, UEMOA), autrement dit la diversité des traités d'intégration, pose inévitablement des problèmes de compatibilité et d'harmonisation des textes juridiques ; d'où des conflits de normes et de compétences particulièrement au niveau des différentes juridictions communautaires[23].

En sus de ces paramètres, l'UEMOA est confrontée à de nombreux problèmes relativement au respect des pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques, aux droits économiques sociaux et culturels. Elle doit également faire face à l'insécurité du fait notamment du terrorisme entretenu par la branche d'Al Qaeda du Maghreb Islamique (AQMI) et de la rébellion touareg qui affectent le Mali, le Niger et le Burkina Faso. A ces facteurs d'insécurité vient s'ajouter la piraterie maritime qui sévit de plus en plus dans le Golfe de Guinée et dont les effets négatifs touchent le Bénin et le Nigéria voisin.

Sur le plan fonctionnel, les organes de l'UEMOA constituent en principe ses armes dans la réalisation de ses missions. Or, la structure même de l'institution fait apparaître qu'elle est avant tout un système d'Etats. Comme l'Union Africaine, cette « structure traduit bien la prépondérance absolue des Etats ».[24] A cet effet, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement organe suprême de décision, prend, en tant que de besoin, des actes additionnels au Traité de l'Union, actes de nature hybride car relevant à la fois du droit primaire étant annexés au Traité de l'Union et le complétant sans le modifier cependant, et du droit dérivé car provenant d'un organe institué par le Traité notamment la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement et s'imposant aux organes de l'Union ainsi qu'aux autorités des Etats membres (Art 19 du Traité) .

---

23 IBRIGA Luc Marius., *La problématique de la juridictionnalisation des processus d'intégration en Afrique de l'Ouest*, consulté le 11 mars 2011 sur Institut international de Droit d'Expression et d'inspiration Françaises : http://www.institut-idef.org/IMG/pdf/Microsoft_Word_-_LA_PROBLEMATIQUE_DE_LA_JURICTIONALISATION.pdf

24 François BORELLA : *Le système juridique de l'OUA ; AFDI, Paris 1971, P. 236*.

Le Conseil des Ministres assure la mise en œuvre des orientations générales définies par la Conférence et, peut émettre, à ce titre, des règlements, des directives, des décisions, des avis ou des recommandations de même que la Commission qui, elle, est l'organe exécutif et représentatif de l'Union et œuvre à l'efficacité et à la visibilité des actions de l'Union . Les organes consultatifs participent à l'efficacité des actions de l'Union en créant des cadres de concertation, entre l'UEMOA et les principaux opérateurs économiques, les acteurs non étatiques, nécessaires au renforcement de la bonne gouvernance et de la démocratie.

Pour plus de transparence, de rationalité dans l'utilisation de ressources très insuffisantes face aux besoins des populations, la Cour des comptes contrôle l'ensemble des comptes des organes. La Cour de justice, quant à elle, veille au respect du droit pour ce qui concerne l'interprétation et l'application du Traité de l'Union à travers une fonction contentieuse et une fonction consultative. Mais ces organes sont-ils vraiment efficaces pour assurer le respect des droits de l'homme? La grande politisation de l'Union n'est-elle pas un facteur contempteur des droits de l'homme? La nomination des membres des différents organes étant plus politique qu'objective, les critères de compétence et d'intégrité morale des agents sont inopérants dans la plupart des cas.

En Afrique prédomine toujours une certaine conception de l'Etat-nation [25]qu'on ne saurait passer sous silence dans le cadre de ce travail. Ayant accédé tout récemment à l'indépendance, les Etats africains sont très jaloux de leur souveraineté nationale à telle enseigne qu'ils en usent trop souvent pour se soustraire sur le plan international de certains principes et règles à l'élaboration desquels ils ont parfois participé. Ce faisant, ils semblent se complaire dans un micro étatisme improductif, prenant le risque d'aller à contre-courant de l'évolution du monde.

Cette attitude ambiguë des Etats africains constitue inévitablement un freinpour l'entreprise d'intégration régionale trop tributaire des gouvernements en place.L'idée même d'intégration qui exige un certain degré de renoncement à la souveraineté se réduit à une forme decoopération intergouvernementale, insuffisante pour porter le processus intégrateur[26]. Face à cette conception de l'Etat qui leste le renforcement de la coopération régionale dans le domaine des droits de l'homme, il est déplorable de constater que la communauté internationale n'a pas toujours su servir de pôle de référence.

---

[25] KIPRE Pierre, (Professeur ENS Abidjan), *La crise de l'État-nation en Afrique de l'Ouest*, Pierreconsulté en janvier 2009 sur CAIRN.INFO :http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2005-2-page-19.htmPierre Kipré (Professeur ENS Abidjan)

[26]Luc Marius IBRIGA et S.M. COULIBALY : *Droit communautaire ouest africain, collection précis de droit burkinabé op cit.p.3.*

Bien au contraire, l'impact négatif sur les droits de l'homme de certaines politiques mises en œuvre par les organisations internationales est à décrier. DECAUX fait remarquer à ce sujet que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (de l'ONU) s'est déjà prononcé dans une observation générale sur les conséquences désastreuses des sanctions sur les droits économiques, sociaux et culturels, estimant qu'il y a lieu d' « envisager de manière systématique les effets des stratégies d'ajustement structurel, des politiques de coopération internationale ou de certaines formes de conditionnalité sur la jouissance effective des droits de l'homme, notamment dans les groupes vulnérables et les personnes marginalisées »[27].

En effet, force est de constater que les politiques d'ajustement structurel et les sanctions infligées aux Etats peu respectueux des règles de la gouvernance mondiale pénalisent généralement les populations pauvres et non les gouvernants.

Sur un tout autre plan, il est impossible d'occulter la problématique de la coexistence de l'UEMOA avec d'autres institutions communautaires d'intégration économique et/ou juridique ouest africaines.

Sur le plan régional africain, les Etats de l'UEMOA sont membres de l'Union Africaine qui a succédé à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Ils y sont tenus par la Charte de cette organisation d'intégration continentale ; ainsi que notamment par la Charte africaine [28]des droits de l'homme et des peuples.

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples est une convention internationale adoptée par des pays africains dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) le 27 juin 1981 à Nairobi (Kenya) lors de la 18ème Conférence de l'Organisation.

Elle est entrée en vigueur le 21 octobre 1986, après sa ratification par 25 États.

Elle s'appuie sur la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine et la Charte des Nations unies ainsi que sur la Déclaration universelle des droits de l'homme tout en « tenant compte des vertus de leurs traditions historiques et des valeurs de civilisation africaine qui doivent inspirer et caractériser leurs réflexions sur la conception des droits de l'homme et des peuples » (préambule de la Charte).

---

[27] Luc Marius IBRIGA et S.M. COULIBALY : *Droit communautaire ouest africain, collection précis de droit burkinabé op cit.p.3*.
E. DECAUX, op. Cit. P.15

[28]Solange Ngono *« LE PROCÈS PÉNAL CAMEROUNAIS AU REGARD DES EXIGENCES DE LA CHARTE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES »,* Editions L'Harmattan, 2002
Barnabé George Gbago *« Le Bénin et les droits de l'homme »,* Editions L'Harmattan, 2001

Cette charte n'est pas une simple adaptation des principes fondamentaux de la Déclaration Universelle aux spécificités de la culture africaine ; d'ailleurs la notion de "civilisation africaine" à laquelle elle se réfère est assez large puisque ce texte a été ratifié par des pays de traditions très diverses (de l'Algérie à l'Afrique du Sud et du Cap-Vert aux Comores).

Elle place au même niveau que les droits de l'homme d'une part le droit des peuples africains à disposer d'eux-mêmes face au monde extérieur et d'autre part les devoirs de l'individu envers la famille et l'État. Elle définit donc un dispositif dans lequel indépendance nationale, tradition, cohésion sociale et autorité (dès lors que cette autorité n'est pas imposée par une puissance coloniale) sont des valeurs aussi importantes que les droits de l'homme au sens individuel, qui ne sont donc plus des droits au-dessus des autres.[29]

La Charte des Nations unies de 1945 réaffirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cependant, au sortir de la Seconde Guerre mondiale et malgré ces déclarations d'intention de la communauté internationale, nombre de pays et de peuples sont encore sous la sujétion coloniale. Le mouvement de décolonisation, déjà enclenché avant la guerre (la fondation du Parti du congrès indien date de 1885, tandis qu'en Algérie, l'Étoile nord-africaine a été fondée après la Première Guerre), s'accélère après. Le processus est parfois pacifique (Commonwealth britannique), parfois violent (guerres de libération nationale), toujours difficile.

Au vu de ce mouvement, l'Assemblée générale de l'ONU vota, le 14 décembre 1960, la Résolution 1514 (XV), dite « Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ». Bien que dénuée de valeur obligatoire, celle-ci réaffirma avec vigueur le droit à l'autodétermination en refusant tout retard dans l'accession ou l'octroi de l'indépendance, sous quelque prétexte que ce soit. La résolution précisa en particulier que le manque de préparation à l'indépendance ne pouvait jamais être invoqué pour retarder celle-ci.

---

[29] Luc Marius IBRIGA et S.M. COULIBALY : *Droit communautaire ouest africain, collection précis de droit burkinabé op cit.p.3.*
E. DECAUX, op. Cit. P.15

La résolution 1541 (XV) du 15 décembre 1960, intitulée « Principes qui doivent guider les États Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e de l'article 73 de la Charte, leur est applicable ou non », précise les modalités d'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle en retient trois :

- Indépendance et souveraineté ;
- Libre association avec un État indépendant ;
- Intégration à un État indépendant.

La résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970, intitulée « Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations-Unies », ajoute aux trois modalités d'exercice prévues par la résolution précédente, une quatrième, à savoir : « l'acquisition de tout autre statut politique librement décidé par un peuple ».

Outre le fait que le concept d'autodétermination s'oppose à celui d'intégrité territoriale, il y a conflit entre les différentes interprétations du mot « peuple » :

Il y a lieu de relever d'ores et déjà que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne va pas sans un certain nombre de difficultés politiques et juridiques. Toutes découlent de l'imprécision du terme "peuple".

La première d'entre elles est le risque de balkanisation du monde que le principe contient en germe. Dès lors que la liste des peuples pouvant être amenés à mettre en œuvre ce droit reste ouverte, la possibilité d'une fragmentation politique ne peut être écartée. Face à ce risque, un glissement s'est peu à peu opéré dans la définition du droit à l'autodétermination, glissement très sensible dans les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies : au lieu de s'interroger, sans perspective de réponse indiscutable, sur le sens du mot "peuple", il a été préféré une approche de la question centrée sur la notion de "droit à". Dès lors, la question devient "quel peuple à droit à l'autodétermination ?". La réponse évidente est alors : les peuples colonisés. Le problème est donc juridiquement déplacé vers celui de la colonisation.

D'un point de vue juridique, plusieurs principes encadrent la mise en œuvre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le premier est l'uti possidetis (principe de l'intégrité territoriale et de l'intangibilité des frontières), depuis longtemps consacré par le droit international. La résolution 1514 (XV), adoptée le 14 décembre 1960 par l'Assemblée générale de l'ONU, admet cette limite et lui consacre le paragraphe 6 qui dispose clairement que « toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes des Nations Unies ».

La Résolution 2625 (XXV) relative aux principes du droit international touchant aux relations amicales et à la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 24 octobre 1970, a réitéré la condamnation de la sécession en précisant que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut être interprété, « comme autorisant ou encourageant une action, quelle qu'elle soit, qui démembrerait ou menacerait, totalement ou partiellement l'intégrité territoriale ou l'unité politique de tout État souverain et indépendant ».

Toutefois, à partir de 1990, les résolutions 1514 et 2625 firent l'objet de nombreuses transgressions avec la reconnaissance internationale de l'indépendance de l'Érythrée et du démembrement de la Yougoslavie ou de l'URSS.

-Les États défendant l'intégrité de leur territoire considèrent généralement l'ensemble de leurs citoyens comme un peuple unique (au sens de « nation », se référant au « droit du sol ») ;

-Les mouvements séparatistes de certaines minorités nationales considèrent les communautés (linguistiques, religieuses ou autres) qu'ils affirment représenter, comme des peuples à part entière et revendiquent leur droit à l'autodétermination ; comme c'est le cas des peuples de l'Azawad au Nord-Mali.[30]

Pour en revenir à la Charte des droits de l'homme et des peuples de l'UA, elle énonce dans la première partie les droits reconnus à toute personne « sans distinction aucune, notamment de race, d'ethnie, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation » (article 2). Les 18 premiers articles définissent des droits individuels, les droits civiques et les droits sociaux.

Les articles suivants (19 à 24) définissent les droits des peuples, considérés comme égaux : droits à l'existence, à la libre disposition de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, à leur développement économique, social et culturel, à la paix et à la sécurité et à un environnement satisfaisant et global, propice à leur développement. La charte condamne le colonialisme, le néocolonialisme, l'apartheid, et le sionisme et la domination économique. (Dans sa préface) L'article 20 en particulier (dans son alinéa 2) affirme le droit des peuples colonisés ou opprimés à lutter pour leur libération.

[30] Le débat suscité par la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo à partir de 2008 et le refus de certains États membres de l'Union européenne de suivre les États-Unis, la France et l'Allemagne dans cette reconnaissance révèle la vigueur des controverses. The African charter of Human and people's Rights : A Comprehensive Agenda for Human Dignity adn Soustainable Democracy In Africa

Cependant, la charte ne contient aucune disposition explicite quant aux droits des peuples lorsqu'ils sont opprimés par des régimes politiques nationaux indépendants.

Les articles 27 à 29 énoncent les devoirs qu'a tout individu « envers la famille et la société, envers l'État et les autres collectivités légalement reconnues et envers la Communauté Internationale. »

La deuxième partie crée une Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples chargée de promouvoir ces droits et d'assurer leur protection en Afrique. Elle précise son fonctionnement.

La troisième partie est composée de dispositions diverses, notamment les procédures de ratification et de modification.

Deux protocoles à la Charte des droits de l'homme et des peuples ont été adoptés en vue d'en compléter les dispositions ; il s'agit :

- Du Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, adopté à Ouagadougou en juin 1998 ;

- Du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes, adopté à Maputo en juillet 2003.

Le bilan de l'Union africaine est très mitigé, voire négatif quant à l'intégration africaine qui semble compromise.

Face aux grands défis actuels inhérents à la promotion d'une politique d'intégration régionale, nul ne saurait remettre en cause l'inertie dont fait preuve actuellement l'Union Africaine.

En effet, toute démarche scientifique conduirait certainement à faire remarquer que des menaces sérieuses pèsent actuellement sur la politique d'intégration qui est celle de l'Union Africaine. Bien qu'étant fondamentalement liées à l'organisation et au fonctionnement même de la nouvelle organisation panafricaine, ces menaces sont surtout d'ordre juridique et institutionnel.

Ces menaces se situent essentiellement au coeur même des dispositions ou normes sur lesquelles se fonde l'arsenal juridique de l'Union Africaine. Il ne fait aucun doute que c'est l'Acte constitutif de l'Union qui nous porte et rensigne sur la philosophie des règles régissant l'organisation et le fonctionnement de cette institution panafricaine.

Pourquoi soulever cette question des menaces juridiques, comment les déceler et quelles sont les mesures qui s'imposent en la matière pour sauver l'Union Africaine de son probable naufrage ? L'Union Africaine se présente comme un mélange d'intégrationnisme et de souverainisme. De ce mélange donc, il est possible de comprnedre que les menaces juridiques qui perturbent la bonne marche de la politique d'intégration de l'Union Africain sont, non seulement d'ordre normatif, mais aussi de nature institutionnelle.

L'idée des menaces normatives s'est construite autour d'un paradoxe en ces termes : en même temps que l'organisation met l'accent sur le principe de l'union, l'Acte constitutif de l'Union Africaine consacre des principes et objectifs qui s'opposent à toute idée de regroupement.

Il faut admettre que la reconduction des principes et objectifs souverainistes est une situation paradoxale qui porte un coup quasi-fatal à la politique d'intégration de l'Union. Le paradoxe né de la réaffirmation des principes et objectifs souverainistes tient à deux articles essentiels de l'Acte constitutif de l'Union Africaine pouvant être indexés comme s'opposant à toute idée d'intégration même si, en la matière, des efforts sont fournis pour tenter de corriger cette incohérence. Il s'agit des articles 3 et 4 de l'Acte constitutif.

En effet, le premier, en son alinéa b, fixe comme objectif à l'Union de «défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance des Etats membres». En ce qui concerne le second, il définit les principes de base de l'organisation. Parmi ces principes, l'on peut citer :

- L' « égalité souveraine et l'indépendance de tous les Etats membres de l'Union» ;

- Le «respect des frontières existant au moment de l'accession à l'indépendance» ;

- La «non -ingérence d'un Etat membre dans les affaires intérieures d'un autre Etat membre».

En réalité, ces principes, tirés de la plus pure tradition de l'interétatisme fondé sur le triomphe de l'Etat-nation, constituent la négation tout simplement du principe d'union puisque, fondamentalement, celle-ci repose sur des abandons de souveraineté et la disparition progressive ou immédiates des frontières étatiques internationales au profit d'une entité à vocation supranationale.

C'est donc le souverainisme qui continue de dominer, pour l'essentiel du moins, les fondements de l'Union Africaine. En cela, celle-ci s'inscrit dans la droite ligne de sa devancière : l'Organisation de l'Unité Africaine. En effet, après avoir affirmé la nécessité de «renforcer l'unité et la solidarité des Etats africains et malgache», la Charte de la défunte organisation fixe comme objectifs, entre autres, de :

- « Coordonner et intensifier » la coopération entre les Etats membres» ;

« Défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur indépendance».

Afin d'atteindre ces différents objectifs, les Etats s'appuient notamment sur des principes suivants :

- «égalité souveraine...» ;

- «non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats» ;

- «respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque Etat et de son droit inaliénable à une existence indépendante».

Force est donc de constater qu'entre l'Union Africaine et l'Organisation de l'Unité Africaine, la ressemblance sur ces points précis est très frappante. On peut même soutenir que la première, en inscrivant le principe de l'«uti possidetis juris» dans son Acte constitutif, accentue ses traits souverainistes, puisque du temps de l'O.U.A., un tel principe était certes en vigueur, mais ne se trouvait consigné que dans une simple résolution adoptée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement en 1964 au moment du premier sommet ordinaire tenu au Caire en Egypte.

Dès lors, il se pose la question de savoir quelles peuvent être les raisons qui permettent d'expliquer un tel paradoxe ?

C'est en ayant recours à l'histoire du régionalisme africain que nous serons en mesure d'élucider ce paradoxe entretenu par l'Acte constitutif de l'Union Africaine.

En effet, au moment de la création de l'ex-O.U.A., il y avait deux thèses en présence : celle du fédéralisme défendue par Kwamé NKRUMAH et celle du nationalisme étatique soutenue notamment par Félix HOUPHOUET-BOIGNY, premier président de la Côte d'Ivoire indépendante. Si la première voulait que l'Afrique s'unisse immédiatement par l'abolition des frontières héritées de la colonisation, la seconde, en revanche, prônait une unité africaine fondée sur la coopération entre Etats souverains regroupés au sein d'une organisation de coopération.

Lors de la conférence d'Addis-Abéba (21-28 Mai 1963) qui donna naissance à l'O.U.A., ce fut la deuxième thèse qui triompha. L'on comprend ainsi la mention dans la Charte de l'O.U.A. des principes qui mettent l'accent sur l'interétatisme et ignorent le supranationalisme.

Comme le soulignaient les partisans de l'Afrique des Etats-Nations, «l'unité qui constitue notre but actuel n'a pas en vue une intégration politique d'Etats souverains, mais une unité d'aspiration et d'action considérée sous l'angle de la solidarité nationale africaine et de l'identité des points de vue politiques». Fondée sur cette base, l'O.U.A. ne tarda pas à montrer son inefficacité. Un consensus se dégagea progressivement aux fins de la réformer.

D'accord sur le principe, les dirigeants africains se divisèrent, une fois de plus, sur les orientations à donner à la nouvelle organisation. Alors que le président Khadaffi de Libye défendait, comme Kwamé NKRUMAH en son temps, le projet d'une union continentale immédiate, les présidents Mbéki (Afrique du Sud), Obasanjo (Nigéria), Bongo (Gabon), etc, trouvaient la démarche précipitée ; un troisième groupe de Chefs d'Etat, parmi lesquels feu Eyadéma GNASSINGBE, préconisaient l'union par étapes. C'est à cette voie moyenne que tous finirent par adhérer, ce qui explique les concessions faites au panafricanisme et la résistance des principes interétatiques.

Cette coexistence d'idéaux contradictoires constitue un obstacle de taille à la dynamique unitaire, car la concrétisation de celle-ci suppose la renonciation à bon nombre d'avantages certains (recettes financières, position de pouvoir...) en contrepartie de gains futurs aléatoires. La tendance sera toujours plus forte de faire triompher le court terme sur le long, c'est-à-dire de faire prévaloir les égosmes nationaux sur la solidarité. C'est ce que soulignent les auteurs précités du rapport de la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique en notant «la réticence des gouvernements à sacrifier les intérêts politiques nationaux immédiats sur l'autel des objectifs économiques régionaux à long terme (qui seraient plus avantageux pour les populations à long terme) ou à céder des domaines essentiels de la souveraineté à des institutions régionales ».

N'est-ce pas ce qui pourrait expliquer les résultats décevants enregistrés par le processus d'intégration africaine ?

On peut le croire si l'on sait surtout qu'un tel processus doit être impulsé par des organes plus imprégnés de la philosophie interétatique que supranationale.

Par ailleurs, il faut admettre que ce paradoxe connaît certains aménagements qui ne sauraient constituer une solution définitive en raison justement du contrôle absolu exercé.

Ceci étant, le principal défi de l'Union Africaine restera certainement l'affirmation, de façon audacieuse, de sa personnalité juridique internationale afin de contrôler, efficacement, la résistance de certains de ses Etats membres qui ne seraient pas prêts à accepter d'abandonner une partie de leur souveraineté au profit du succès de l'intégration.

Cette situation serait d'ailleurs, la cause principale des faiblesses récurrentes de l'Union Africaine à maintenir la paix et la sécurité sur le continent. Ce qui l'oblige justement à se réfugier derrière les solutions unilatérales des organisations sous-régionales africaines qui, elles aussi, ne se préoccupent pas véritablement des problèmes les plus élémentaires de leurs populations.

C'est ainsi que la jeunesse africaine se trouve aujourd'hui désorientée, car ne croyant plus en un avenir meilleur en raison du taux de chômage qui reste très élevé en Afrique. Ceci pourra davantage expliquer le fait que le phénomène actuel de l'insécurité alimentaire touche principalement le continent noir. Et, cette recrudescence du phénomène de chômage apparaît aujourd'hui comme la conséquence immédiate de l'ampleur que connaît actuellement l'émigration clandestine de la jeunesse africaine vers les pays du Nord. Dans ces conditions, il reviendrait à l'Union Africaine d'encourager, au niveau des sous-régions, la mise en place d'une réelle politique de développement au niveau des secteurs clefs comme l'éducation, la santé, le travail, l'agriculture et l'économie.

Au regard de ces exigences de développement, la question se pose de savoir si l'Union Africaine a véritablement les moyens de sa politique d'intégration ?

En effet, si l'Union Africaine, contrairement aux organisations dont elle s'inspire sur ces points politiques (principalement l'Union Européenne, le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), ne peut pas rester ferme sur la défense de ses principes fondateurs, il est à craindre qu'elle ne s'engage sur la même voie que son prédécesseur, l'O.U.A., naguère connue pour sa frilosité à l'égard des questions relatives à la démocratie ainsi qu'aux droits et libertés des citoyens.

Préserver au maximum leur souveraineté», telle est la volonté indéfectible des Etats africains malgré l'existence de dispositions conventionnelles et de déclarations de principes panafricanistes. Malheureusement, ce vice souverainiste des Etats est, d'une manière ou d'une autre, entretenu par l'Acte constitutif de l'Union Africaine qui a fixé des objectifs et a posé des principes qui sont de nature à encourager le recours à la souveraineté étatique.

Or, une telle politique individualiste de la part des Etats n'est pas sans danger pour le développement du continent. Dans ces conditions, l'objectif d'intégration politique demeure une vague idée sans aucune consistance puisque les prés requis qui doivent conduire à sa réalisation relèvent du mythe. Dans tous les cas, les incohérences et les faiblesses dont fait preuve actuellement l'Union Africaine ne peut conduire qu'à des situations de risques imprévisibles voire extrêmement dangereux pour l'ensemble du continent. L'environnement organisationnel interafricain immédiat de l'UEMOA est constité par la CEDEAO, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.[31]

Le Traité de la CEDEAO, en stipulant en son article 2, al.1 que cette dernière doit être à terme la seule communauté économique de la région aux fins de l'intégration économique et de la réalisation des objectifs de développement, interpelle avec insistance l'UEMOA sur la question de sa pérennité. Il convient de préciser que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est une organisation intergouvernementale ouest-africaine créée le 28 mai 1975. C'est la principale structure destinée à coordonner les actions des pays de l'Afrique de l'Ouest. Son but principal est de promouvoir la coopération et l'intégration avec pour objectif de créer une union économique et monétaire ouest-africaine.

En 1990, son pouvoir est étendu au maintien de la stabilité régionale avec la création de l'ECOMOG, groupe militaire d'intervention qui devient permanent en 1999. La CEDEAO compte aujourd'hui 15 États membres. Selon le FMI, le PIB PPA global des États membres de la CEDEAO s'élève à 564,86 milliards de dollars US ce qui en fait la 25e puissance économique du monde.[32]

Bien qu'au départ son rôle soit purement économique, la CEDEAO s'est assez vite intéressée au maintien de la paix. C'est en effet une condition essentielle pour qu'une union puisse se réaliser. Par ailleurs la CEDEAO crée des infrastructures régionales en matière de transport et de télécommunication.

---

[31] La CEDEAO est, comme on peut le constater, l'acteur-clé pour la résolution de la crise malienne évoquée plus haut (constitution d'une force d'intervention, désignation d'un médiateur, prise de sanctions économiques, politiques, diplomatiques et financières contre les « putschistes », etc.).Le 12 octobre 2012, le conseil de sécurité des Nations-Unies charge les pays de la Cédéao de définir un plan de reconquête militaire du Nord Mali qui se trouve entre les mains de groupes armés islamistes comme AQMI, le MUJAO et Ansar Dine.

[32] PIB en parité de pouvoir d'achat (Fonds Monétaire International): Nigeria USD 374,323 - Ghana USD 38,143 - Côte d'Ivoire USD 37,153 - Senegal USD 23,818 - Burkina Faso USD 19,717 - Mali USD 16,872 - Benin USD 14,017 - Guinea USD 10,918 - Niger USD 10,548 - Togo USD 5,901 - Sierra Leone USD 4,698 - The Gambia USD 3,384 - Cape Verde USD 1,864 - Guinea-Bissau USD 1,793 - Liberia USD 1,709 - TOTAL Cédéao USD 564,86 .L'avenir des droits de l'homme en Afrique à l'aube du XXIème siècle Sidiki Kaba 2diti. Panafrican Systemes, 1996 198 P

En raison de tensions entre différents pays, la CEDEAO a décidé en 1978 d'adopter un Protocole de non agression. Suivi en 1981 par le Protocole d'assistance en matière de défense et une Déclaration des principes politiques en juillet 1991.

Mais c'est en 1990 que l'aspect sécuritaire de la CEDEAO a été appliqué concrètement. Lors de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, il fut décidé de mettre en place un groupe surveillant l'application d'un cessez-le-feu, l'ECOMOG (pour Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group). Ce groupe de supervision est vite devenu une force d'interposition et est intervenu notamment dans les guerres civiles du Liberia, de Sierra Leone et de Guinée-Bissau.

En 1999, suite aux différentes guerres civiles, les États membres décidèrent la création d'une force de sécurité en attente. Cette force conserve son appellation d'origine (l'ECOMOG) et ses principales tâches seront entre autres l'observation et la supervision des cessez-le-feu, le maintien de la paix, l'intervention humanitaire, le déploiement préventif, la construction de la paix, le désarmement et la démobilisation.

La CEDEAO est composée de 8 institutions principales :

- la Conférence des Chefs d'États et du gouvernement ;
- le Conseil des ministres ;
- le Parlement de la Communauté ;
- le Conseil économique et social ;
- la Cour de justice de la Communauté ;
- la commission : Lors du sommet d'Abuja le 14 juin 2006, les chefs d'États de la CEDEAO ont approuvé une modification de l'organisation. Le secrétariat est remplacé par une commission de neuf commissaires, issus à tour de rôle des pays membres. Le mandat de 4 ans des premiers commissaires, issus du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, du Ghana, du Mali, du Niger, du Nigeria, du Sénégal, de Sierra Leone et du Togo débutera en janvier 2007. Le Ghana assurera la présidence de la commission et le Burkina Faso la vice-présidence ;
- la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO ;
- l'Organisation Ouest-Africaine de la santé.

La coexistence de l'ensemble des ordres communautaires sur un même territoire cause d'ores et déjà des interférences politiques, économiques et juridiques réciproques face auxquelles l'UEMOA n'est pas a priori en position dominante (IBRIGA & COULIBALY, 1999).

Sans faire preuve de pessimisme excessif à l'égard d'une institution qui a le mérite d'exister et de vouloir aller de l'avant , ce sont là quelques-unes des interrogations que tout observateur en général, le chercheur en particulier, est tenu de se poser lorsqu'il s'intéresse à l'intégration économique et monétaire ouest africaine, version UEMOA.

La coopération sous régionale pour l'intégration économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest doit prendre en compte les droits de l'homme[33] et envisager leur place non seulement dans l'ensemble des domaines qu'elle s'est assignés mais aussi au-delà, en intégrant la problématique des droits de l'homme au centre de ses préoccupations fondamentales.

L'adoption et la mise en place d'un dispositif juridique et institutionnel spécifique aux droits de l'homme s'imposent donc à l'UEMOA.[34] La problématique de la gouvernance démocratique, les questions touchant aux droits de la femme et de l'enfant, ceux des minorités culturelles, la thématique de la citoyenneté de l'Union, devront y trouver des réponses claires.

L'avenir de l'UEMOA exige des Etats qu'ils changent de perspective en lâchant du lest dans leurs rapports avec les droits de l'homme ; en d'autres termes, il est attendu des gouvernants le respect de leurs engagements internationaux.

A cet égard, la résolution 13/23, §2 du Conseil des droits de l'homme sur « le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme » , dont le respect incombe à tous les Etats membres, considère que les Etats « outre les responsabilités qu'ils doivent assurer à l'égard de leurs sociétés respectives, sont aussi collectivement tenus de défendre au niveau mondial les principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité ».[35]

---

[33] Réf. Doctrinales : BECART Alain : Intégration et développement : *bilan et perspectives de la zone franc en Afrique,* Ed. L'Harmattan, mai 1997.
La commission africaine de des droits de l'hommenet des peuples : analyse juridique Aut. Oumar Ba (juriste) edit. UHEI, 1993 60 pages
les droits de l'homme dans la prévention et la resolution des conflits en Afrique subsaharienne Aut. Hermenegilde-Richard Gueret-Gbagba Edt. Atelier national de reprodution des thèses, 2006 499 P

[34] BERG Elliot : *L'intégration économique en Afrique de l'Ouest : problèmes et stratégies. Revue d'économie du développement*

[35] DECAUX Emmanuel (2011), op. Cit. p. 3
Réf. Doctrinales : BECART Alain : *Intégration et développement : bilan et perspectives de la zone franc en Afrique*, Ed. L'Harmattan, mai 1997.
BERG Elliot : *L'intégration économique en Afrique de l'Ouest : problèmes et stratégies. Revue d'économie du développement*, n°2, 1993, PP ; 51-82

Ne faut-il pas y voir, plutôt qu'un déclin de l'internationnalisme, mais une emprise véritable des valeurs de civilisations sur l'ensemble des les communautés humaines ?

Certes, comme l'a déclaré Samir Amin (dont nous retenons ici de larges extraits d'un entretien avec la presse), la crise financière mondiale semble avoir renforcé les méfaits du capitalisme au détriment des peuples[36]. Ainsi, dit-il « les subprimes ne sont pas la cause de la crise, qui est systémique, mais seulement l'accident de parcours qui l'a déclenchée. Après la privatisation des profits, les forces dominantes en place vont s'employer à en socialiser les pertes, c'est-à-dire à les faire payer aux travailleurs, aux retraités et aux pays vulnérables du tiers-monde.

« Le système capitaliste, comme système historique, a connu une très longue maturation. Au contraire, son apogée, amorcée au plan politique par la Révolution française et au plan économique par la révolution industrielle, s'est concentré sur le XIXe siècle, c'est-à-dire sur une période très courte. La fin de cet apogée est annoncée très tôt, dès 1871, par la Commune de Paris et peu après, en 1917, par la première révolution au nom du socialisme, la révolution russe.

Contrairement aux apparences et aux opinions dominantes, le capitalisme est entré, alors, dans une longue période de déclin. Remis en cause au XXe siècle, comme système économique, social et politique par les projets alternatifs (socialistes, communistes), il est également confronté au contraste grandissant qu'il a lui-même produit entre les centres dominants et les périphéries dominées. Ce contraste a alimenté la révolte, le refus des peuples dominés de s'ajuster, d'accepter cette domination et la dégradation des conditions sociales qu'elle engendre.

« Les dimensions - idéologique et géopolitique - de la remise en cause du capitalisme sont indissociables. Tout simplement parce que le capitalisme réellement existant, comme système mondialisé, est impérialiste par nature. Cette indissociabilité a été formalisée, au siècle dernier, par les révolutions socialistes qui ont pris corps aux périphéries du système capitaliste. Je pense aux révolutions chinoise, vietnamienne et cubaine.

Cette association, au XXe siècle, entre les deux dimensions de la remise en cause du capitalisme constitue en quelque sorte une première « vague ». Celle des révolutions au nom du socialisme, des grands mouvements de libération nationale avec des degrés divers de radicalité, du non-alignement, de l'anti-impérialisme.

---

[36] Samir Amin : Le nouveau défi de l'internationnalisme des peuples ; dans un entretien réalisé par Rosa Moussaoui pour « le Grand Soir, 1er février 2008

Cette première vague a atteint ses limites historiques assez rapidement. Elle s'est essoufflée. Très rapidement, dans le cas des pays du tiers-monde sortis de la libération nationale. Moins rapidement dans le cas des révolutions au nom du socialisme. Mais le résultat est le même : cette première vague s'est émoussée, puis exténuée.

« Entre la vague qui s'est épuisée et la nouvelle vague, possible et nécessaire, du XXIe siècle, il y a un creux. Dans ce creux, les rapports de force sociaux, politiques, sont inégaux. Tellement inégaux qu'ils permettent une contre-offensive du capital, renforcée par les illusions de la fin de l'histoire, de l'effacement totale de la première vague.

« Le vieux monde se meurt. Le nouveau monde tarde à paraître. Et dans ce clair-obscur les monstres surgissent, écrivait Antonio Gramsci. Cette phrase m'a toujours frappé par sa justesse et sa puissance. On peut dire que l'ancien monde, celui de la première vague de remise en cause du capitalisme, est mort. La seconde vague est en train de naître.

Dans ce clair-obscur, les « monstres » prennent la forme de personnages comme Bush, Sarkozy, Berlusconi, d'un côté, comme Ben Laden et ses complices de l'autre. Mais ce clair-obscur est aussi un moment de grandes illusions, que l'on peut classer en trois familles. Elles se répartissent dans le monde en des lieux différents, l'une ou l'autre est dominante selon les régions, mais elles existent et coexistent partout.

« C'est l'illusion d'un capitalisme à visage humain. Elle a pu se traduire dans un projet politique à certains moments de l'histoire du capitalisme, quand le rapport de forces était plus favorable aux classes populaires. Je ne dénigre pas du tout ce qu'ont réalisé les régimes du « welfare state » après la Seconde Guerre mondiale. Mais ces réalisations n'auraient pu voir le jour sans la « menace communiste » qui hantait alors la bourgeoisie. Cette menace était incarnée, aux yeux des dominants, par l'URSS. En réalité, la menace n'était pas tant celle du communisme ou de l'URSS que la menace que représentaient pour eux leurs propres peuples.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les retraites par répartition, les régimes spéciaux ou la Sécurité sociale auraient été impensables sans la puissance, dans le cas français, du Parti communiste. C'est vrai un peu partout dans le monde, sous des formes différentes. Ce capitalisme à visage humain n'est donc envisageable que dans les périodes d'affaiblissement du capital.

En revanche, lorsque la domination du capital est assise, forte, il n'a pas du tout de visage humain. Il prend son visage réel, un visage tout à fait sauvage. Nous sommes dans un moment de ce genre. Dès lors, croire, aujourd'hui, dans la possibilité d'un mouvement vers un capitalisme à visage humain relève de l'illusion. Une illusion grave et dangereuse, dans la mesure où elle désarme les classes populaires en leur faisant miroiter la possibilité d'avancées sans luttes, sans renversement des rapports de forces en leur faveur. Cette famille d'illusions est dominante en Europe occidentale.

Dans les pays dits émergents, ce sont les illusions nationalistes qui dominent. Ce type d'illusions consiste à considérer que des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, assez forts, désormais, pour entrer dans le système capitaliste mondial, peuvent s'imposer comme des partenaires à égalité avec les anciennes puissances. Ces illusions sont nourries par une abondante littérature sur la crainte de « l'hégémonisme chinois montant », presque une variante de la peur du « péril jaune ».

« À cette littérature en répond une autre, nationaliste celle-là, faisant l'éloge des évolutions en Chine et ailleurs. En réalité, les rapports de forces internationaux, la domination du capital financier, de l'impérialisme collectif des États-Unis, de l'Europe et du Japon ne permettra pas à ces pays de jouer à égalité, sur la scène mondiale, avec les vieilles puissances.

« Le langage de plus en plus agressif vis-à-vis de la Chine en témoigne. Ce langage trouve déjà sa traduction, dans le réel, avec des agressions brutales visant des pays faibles, comme l'Irak. D'autres pays, moins faibles, mais qui sont néanmoins des puissances moyennes, comme l'Iran, sont à leur tour menacés. Derrière ces agressions se profile, en réalité, la volonté des États-Unis d'envisager jusqu'à une guerre contre la Chine si celle-ci devenait trop menaçante pour leurs intérêts. Dans un tel contexte, croire que les pays émergents pourront s'imposer dans le système pour rompre avec la logique capitaliste est une illusion.

« La troisième série d'illusions, la pire, recouvre les passéismes. Ces illusions-là frappent les peuples défaits dans l'histoire. C'est le cas des pays arabes, et, plus largement, des pays islamiques, mais aussi de l'Afrique subsaharienne, tentés par la recherche de solutions dans les « racines », dans la reconstruction aberrante d'un passé mythique qui n'a jamais existé.

« Ces passéismes se déguisent facilement. La religion, l'adhésion à la religion s'y prêtent, de même que la revendication de racines « ethniques » ou « tribales ». Ces illusions se fondent sur une pseudo-authenticité fabriquée, qui n'a rien à voir avec la réalité. Nous sommes dans un moment où ces trois illusions travaillent des sociétés différentes.

« Le moment de démoralisation des forces populaires, des ralliements aux idées selon lesquelles le « socialisme était définitivement vaincu » et le capitalisme était devenu « la fin de l'histoire » ont cédé la place, dès la fin des années quatre-vingt-dix, à l'appel au combat pour un autre monde, meilleur. Les forums sociaux altermondialistes ont été l'un des lieux donnant une visibilité aux luttes. Mais il reste beaucoup de chemin à parcourir pour que la convergence de ces luttes se cristallise dans des stratégies cohérentes et efficaces, capables de mettre en déroute les projets de contrôle militaire de la planète par les États-Unis et leurs alliés, d'ouvrir des voies nouvelles ».

Notre travail s'inscrit dans une vision optimiste de la coopération internationale qui fait toute sa place aux droits de l'homme et invite à une dialectique permanente entre la résolution des problèmes internationaux d'ordre politique, économique, monétaire, social, intellectuel ou humanitaire et le renforcement des droits de l'homme.

La présente thèse comporte deux grandes parties (ci-dessous indiquées) dans lesquelles nous entendons décliner nos points de vue sur les questions qu'appelle la problématique ainsi posée :

Première partie : La coopération économique et monétaire de l'UEMOA et les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

Deuxième partie : L'évolution de la coopération vers l'intégration des Etats de l'UEMOA et la place des droits de l'homme.

PREMIERE PARTIE

PREMIERE PARTIE : LA COOPERATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'UEMOA ET LES NORMES INTERNATIONALES RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME.

La coopération internationale est inclusive des droits de l'homme. En effet, la protection internationale des droits de l'homme découle de la Charte des Nations Unies. L'article 1.3 de cet instrument juridique cite parmi les buts de l'Organisation des Nations Unies la coopération internationale « en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales »[37].

Il en résulte pour les membres des Nations Unies une activité obligatoire expressément prévue par la Charte. En effet, les Etats s'engagent à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'organisation, en vue d'atteindre le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous[38].

A cet égard, aucun domaine de coopération n'échappe aux dispositions de la Charte. Il va sans dire que les accords régionaux, qui constituent une formed'action internationale par un groupe d'Etats géographiquement déterminés, doivent contribuer à encourager le respect universel des droits humains.

Une telle obligation est-elle observée dans la pratique par l'UEMOA ? La réponse à cette question dépend d'un certain nombre de paramètres inhérents aussi bien à la nature et aux enjeux de la coopération voulue par l'UEMOA (chapitre I), à l'ordonnancement institutionnel et juridique établi pour la mettre en œuvre (II) et aux attitudes particularistes des acteurs étatiques de ladite coopération (chapitre III). Après avoir précisé ces différents aspects, nous ferons le point sur la manière dont l'UEMOA tente d'assurer la promotion des droits de l'homme (Chapitre IV).

[37] *Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948*

[38] Cf. *Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies de 1945*

Chapitre I : La nature et les enjeux de la coopération internationale mise en œuvre par l'UEMOA

L'un des buts des Nations Unies énoncés à l'article premier de la Charte de l'organisation mondiale, est de «développer entre les Nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes[39]. L'article 55 de ladite Charte prévoit entre autres qu'en vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaire pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront « le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous».[40]

Dans cette perspective, l'une des actions des Nations Unies consiste à « réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, et la promotion du respect des droits. »[41]Aussi, aux termes de l'article 56 de la Charte, les Etats s'engagent-ils «en vue d'atteindre les buts énoncés à l'article 55, à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation».

Dans sa résolution 217 C (III) du 10 décembre 1948, l'Assemblée générale de l'ONU, après avoir salué l'adoption de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, a recommandé aux gouvernements des Etats membres de manifester leur fidélité à l'article 56 de la Charte «en ne négligeant aucun des moyens en leur pouvoir…»[42].

Conformément aux obligations nées de la Charte des Nations ci-dessus évoquées et en application de la résolution 217C(III) précitée, les Etats Membres de l'Organisation mondiale ontexpressément fait référence, dans un certain nombre de traités multilatéraux et bilatéraux conclus depuis 1948, tant à la Charte elle-même qu'à la Déclaration universelle en ce qui concerne les droits humains.

L'un des plus anciens instruments internationaux portant cette référence est la Conférence de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, à Rome, en 1950. Les deux premiers alinéas de son préambule sont ainsi libellés :

---

[39]Cf. Article 1[er] de la Charte des Nations Unies de 1945

[40] Article 55 op cit

[41]Article 1.3 de la Charte

[42] Résolution 217 C (III) de L'AGNU du 10 décembre 1948

- «Considérant la Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948; »
- «Considérant que cette déclaration tend à assurer la reconnaissance et l'application universelle et effective des droits qui y sont mentionnés».

La dixième Conférence interaméricaine, qui s'est tenue à Caracas en 1954, après avoir déclaré que «le souci permanent des Etats américains est de maintenir en pleine vigueur les droits et les devoirs fondamentaux de l'homme, ce qui ne peut être obtenu que dans le cadre d'un régime de démocratie représentative».[43]

A décidé :

- de réaffirmer l'inébranlable adhésion des Etats américains quant aux droits de l'homme adoptés dans la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme et proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ;

- de recommander aux Etats américains d'adopter des mesures progressives en vue d'adapter leur législation interne à la Déclaration américaine des droits et des devoirs de l'homme et à la Déclaration universelle des droits de l'homme et de prendre, dans le cadre de leur souveraineté et conformément à leurs préceptes constitutionnels, toutes les mesures propres à assurer l'observation fiable de ces droits.

L'Afrique n'est pas restée en reste à cette aspiration de la communauté internationale. En effet, les Chefs d'Etat et de Gouvernement africains, réunis à Addis-Abeba (Ethiopie), ont convenu, le 23 mai 1963, de créer l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), « persuadés que la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux principes desquelles ils réaffirment leur adhésion, offrent une base solide pour une coopération pacifique et fructueuse entre leurs Etats »[44].

L'un des objectifs primordiaux de l'Organisation panafricaine tel que précise l'article 2 de la Charte de l'OUA, est de « favoriser la coopération internationale, en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme ».[45] Sur cette question, l'engagement des Etats Membres de l'UEMOA est sans équivoque.

---

[43] Hector GROS ESPIELL, op cit p. 10

[44] *Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement africains*, réunis à Addis-Abeba (Ethiopie), le 23 mai 1963,

[45] L'OUA, ancêtre de l'Union Africaine (UA) confirmait ainsi son intégration au sein du système universel des Nations Unies comme système régional de protection des droits de l'homme.

En effet, l'article 3, Titre premier du Traité, dispose en effet que l'Union respecte «les droits énoncés dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948 et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981.»L'UEMOA est théoriquement en phase avec les principes du droit international, notamment ceux énoncés par les articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies. L'intégration économique et monétaire des Etats Membres de l'UEMOA, objet de la coopération envisagée et mise en œuvre, est donc conçue pour aller de pair avec les droits humains dont le respect s'impose tant à l'Organisation communautaire qu'aux Etats qui la composent.

Avant de nous pencher sur le traitement réel réservé aux droits de l'homme dans les actions de l'UEMOA (Voir ci-dessous chapitre IV), il n'est pas inopportun, par souci de clarté méthodologique, d'appréhender cette institution à travers ses objectifs fondamentaux et son mode d'organisation et de fonctionnement. Cet exercice a pour finalité de situer la capacité intrinsèque de l'UEMOA à s'inscrire résolument dans la dynamique d'une coopération internationale respectueuse des droits humains.

Section I : Les objectifs fondamentaux de l'UEMOA

L'UEMOA a été conçue comme une organisation de coopération interétatique dont l'objectif principal est la réalisation de l'intégration économique et monétaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui la composent. Il s'agit essentiellement pour elle de bâtir une aire de prospérité, de progrès et de solidarité entre les Etats Membres, liés par l'usage d'une monnaie commune, le franc CFA[46]. Dans le schéma d'intégration suivi par l'UEMOA, l'union économique accompagne et s'appuie sur l'union monétaire qui la précède historiquement.

Paragraphe 1 : L'intégration monétaire préalable à l'union économique

L'UEMOA est composée de huit pays[47] qui établissent entre eux la convertibilité de leur monnaie, organisent la fixité de leur taux de change et synchronisent leurs politiques monétaires. Cette coopération est, d'une part, une coopération verticale entre la France et les pays membres avec comme caractère essentiel la parité fixe entre le franc français (l'Euro aujourd'hui) et le franc CFA et, d'autre part, une coopération horizontale entre les pays membres qui ont le CFA comme monnaie commune.

[46] Le franc CFA (franc des Colonies françaises d'Afrique et aujourd'hui franc de la Communauté financière africaine) est la monnaie de plusieurs pays d'Afrique constituant en partie la Zone franc.

[47] Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo

Il importe de signaler que depuis les années 1940, la France a organisé son empire colonial pour mieux exploiter les échanges entre la métropole et ses colonies productrices de matières premières. La création du franc CFA en 1945 et celle de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en 1959 ont, de ce fait, précédé l'accession à l'indépendance, en 1960, des Etats de l'UEMOA.

La coopération monétaire à proprement parler a donc démarré avec la signature, le 12 mai 1962, du Traité de l'Union Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UMOA), autour du dispositif du compte d'opérations avec le Trésor français.[48] La zone FRANC instituée dans le sillage, cette coopération est l'exemple type d'une union monétaire intégrale avec centralisation des réserves, libre convertibilité de la monnaie, liberté de mouvement des capitaux. Les avantages cumulés par le franc CFA sont :

- Une stabilité parfaite sur une période relativement longue ;
- La libre convertibilité soutenue par la garantie du Trésor français ;
- La solidarité entre Etats membres par le mécanisme du compte d'opérations ;

La rigueur dans la gestion des politiques économiques, reposant sur une politique budgétaire saine, une politique monétaire efficiente et une bonne maîtrise de l'inflation pour préserver la stabilité du cadre macroéconomique.Du reste, ce sont ces avantages qui font du franc CFA une monnaie assez prisée dans la sous-région ouest africaine, notamment par les opérateurs économiques des pays frontaliers hors zone, comme le Nigéria, le Ghana, la Mauritanie, la Guinée Conakry et la Gambie, dont les monnaies instables se sont détériorées.

Pour emprunter la formule du professeur JACQUEMONT, ce sont ces prémisses d'un monde meilleur qui poussent les décideurs à faire de *« l'intégration la mère de toutes les vertus. Est-ce une formule magique ou la panacée du développement économique et de la mondialisation. D'aucuns voient dans cette option une incantation idéologique à la fois commode et mobilisatrice »*.[49]

En nous situant au cœur de la problématique de notre thèse, nous pouvons affirmer qu'au regard de la démarche adoptée et des fondements politiques de l'UEMOA, les droits humains sont principalement abordés sous l'angle de la croissance économique et de la stabilité monétaire.[50]

[48] Le Traité de l'UMOA a été ratifié en 1973.
[49] JACQUEMONT cité par Moustapha KASSE ; op cit. P.15
[50] IBRIGA ET COULIBALY, op cit p.6

Paragraphe 2 : La transition de l'union monétaire à l'union économique

En matière d'intégration économique régionale, « le passage d'une union monétaire à une union économique (comme c'est le cas à l'UMOA) est un processus tout à fait inédit. Traditionnellement, c'est la libéralisation commerciale qui a presque toujours précédé la coopération monétaire, comme ce fut le cas dans l'Union Européenne ».[51] Trois arguments sont avancés pour justifier la démarche différente de l'UMOA.

En premier lieu, l'union monétaire influence positivement le niveau des taux de change réels et favorise les relations commerciales. Ainsi, par exemple, lorsque deux ou plusieurs pays mettent en place un accord de coopération commerciale, il apparaît entre eux un problème de compétitivité. En effet, l'écart de compétitivité déséquilibre la coopération et nécessite des mécanismes de compensation difficiles à mettre en œuvre.

Dans cette situation, les ajustements monétaires apparaissent comme étant la seule solution ; de sorte que grâce à une politique monétaire et de change autonome, les pays les moins compétitifs peuvent participer à l'accord commercial, sans que s'installent des déséquilibres structurels régionaux. Toutefois, il convient de signaler que les effets de l'instabilité des taux de change réels se retrouvent aussi au niveau de la commercialisation des produits. L'incertitude sur la rentabilité des activités commerciales et donc sur les volumes échangés limite la constitution de réseaux commerciaux stables. Or, celle-ci est le préalable à l'intensification des échanges entre pays.

En second lieu, une coopération monétaire préalable à la coopération économique permet, d'une part, de consolider les tissus industriels nationaux, base des échanges entre pays en réduisant l'instabilité des taux de change réels et en supprimant le recours à des dévaluations agressives et répétitives et, d'autre part, de réduire les coûts des transactions qui sont souvent élevés du fait de la défaillance des systèmes monétaires et de l'inconvertibilité des monnaies[52]. Des coûts de transaction trop élevés constituent des freins au développement des échanges, à la libre circulation des capitaux et, partant, du développement économique et social des pays concernés.

---

[51] Moustapha KASSE, op cit P. 74

[52] L'expression « cours forcé », ou inconvertibilité, correspond au régime monétaire dans lequel les banques (banques de second rang ou banque centrale) sont dispensées d'échanger le papier-monnaie contre du métal précieux. L'adoption du cours forcé met fin à un système fondé sur l'étalon-or. Le cours forcé impose la circulation d'une monnaie à sa valeur nominale, sans aucun rapport avec sa valeur métallique (ou plus généralement la valeur du bien qui est censé servir de référence : une devise étrangère par exemple). Le cours forcé est différent du cours légal, qui oblige le créancier à accepter des monnaies en paiement mais ne fixe pas leur valeur, mais il serait inopérant si le créancier pouvait exiger une autre monnaie (convertible). Le cours forcé apparaît donc comme un prolongement du cours légal. Pris séparément, le cours légal en lui-même ne renvoie qu'à la circulation de la monnaie, alors que le cours forcé renvoie à la valeur de la monnaie et sa fixation. Le cours forcé est également différent de l'inconvertibilité, dans la mesure où une monnaie peut être inconvertible sans pour autant bénéficier d'un cours légal ou forcé

En troisième lieu, la coopération monétaire est génératrice de stabilité de la monnaie et permet, en conséquence, la consolidation des structures productives des Etats en empêchant notamment les brusques variations de la compétition commerciale et industrielle. La stabilité de l'environnement macro-économique des entreprises est un préalable à l'instauration de relations commerciales stables et durales (KASSE , 2003).

Les difficultés économiques et financières au sein de l'UMOA vont accélérer le passage à l'union économique au début des années 1990. Ces difficultés se caractérisent par des déficits budgétaires, des dettes extérieures importantes, une récession[53] ; autant de problèmes qui risquaient d'hypothéquer la viabilité de la coopération verticale avec la France contrainte, pour la première fois, d'intervenir pour maîtriser les déficits du compte d'opération. Le manque de compétitivité de la zone apparaît au grand jour et se pose en termes de surévaluation du taux de change et de détérioration des termes de l'échange. L'ajustement monétaire se révèle être la seule alternative et la seule voie de retour à la compétitivité pour les économies de l'UMOA. La mesure ultime de dévaluation du Franc CFA en 1994 va inaugurer une ère nouvelle d'approfondissement de l'intégration économique et monétaire en Afrique de l'Ouest.

L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) instituée par le Traité du 10 janvier 1994 succède à l'Union Monétaire Ouest Africaine. « Au-delà de la monnaie unique, l'intégration acquiert une dimension économique ».[54] Le Traité instituant l'UEMOA s'inspire de l'expérience de l'Union Européenne (UE) qui est un exemple de régionalisme fermé visant à la libéralisation économique partielle pour un grand marché protégé mais reposant sur un régime intracommunautaire juridiquement bien encadré et sur des institutions solides dont les objectifs sont à la fois sociopolitiques et économiques. Par exemple, le droit communautaire européen est inclusif des droits humains qui y sont garantis de manière exhaustive et dont la protection juridictionnelle (Cour européenne des droits de l'homme) est pleinement établie. On ne peut en dire autant du système mis en place par l'UEMOA en ce qui concerne les droits de l'homme.

«Les piliers fondamentaux de la construction de l'UEMOA sont calqués sur le schéma de l'UE et reposent sur l'harmonisation du cadre macroéconomique et réglementaire, l'unification des espaces nationaux et l'harmonisation des politiques sectorielles. Les options fondamentales de l'UEMOA ont, à coup sûr, un impact plus ou moins positif sur les droits économiques et sociaux des populations».[55]

---

[53]IBRIGA Luc Marius *l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) une nouvelle approche de l'intégration économique régionale en Afrique de l'Ouest, in Annuaire Africain de Droit international, janvier 1999*

[54] DIALLO M.L.: *L'UEMOA est-elle une zone monétaire optimale ? In Documents de recherche du CREA-UCAD de Dakar, série n°2, avril 1996, p.22*

[55] Moustapha KASSE ibid. P. 77

A. L'assainissement du cadre macro-économique et réglementaire

C'est un facteur indispensable à la compétitivité. Il s'agit essentiellement dans un premier temps, d'organiser la convergence des politiques budgétaires et leur mise en cohérence avec la politique monétaire commune, ainsi que la rationalisation et l'harmonisation des législations régissant l'activité économique. Cela suppose donc l'harmonisation des fiscalités intérieures avec pour corollaire la rationalisation de la fiscalité indirecte à travers la généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), le réexamen dans une perspective sous régionale de la fiscalité pétrolière et l'élargissement de l'assiette par la fiscalisation du secteur informel (très développé). Ensuite, il sera procédé de manière graduelle à l'harmonisation de la fiscalité directe, en accordant une priorité à la fiscalité de l'épargne, des valeurs mobilières et des instruments financiers, et ce, dans l'optique du marché financier régional déjà mis en place. Par ailleurs, l'harmonisation du droit des affaires vise à adapter le cadre législatif et réglementaire des mutations socio-économiques en cours aux dispositions prises en application du traité instituant l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA).[56]

B. L'unification des espaces économiques nationaux

Elle comporte deux volets : l'institution d'une union douanière et la mise en place d'un marché financier.

B.1 L'union douanière.

1. La mise en place d'un marché financier et intégré nécessite particulièrement la réussite d'une union douanière. Celle-ci constitue l'une des faces les plus importantes de l'intégration économique de l'UEMOA. L'union douanière est une zone de libre-échange renforcée par la mise en place d'un tarif extérieur commun (TEC) dans l'Union. Sa finalité réside dans « sa vocation potentielle à favoriser la croissance économique des pays Membres, notamment par l'intensification des relations commerciales entre eux, l'élargissement des débouchés ouverts aux opérateurs économiques, l'élimination des entraves à la libre circulation des marchandises et l'instauration de la préférence communautaire ».[57]

---

[56] Dans ce sens DIAGNE Abdoulaye: *politique économique et environnement économique : les travaux de recherche de l'UEMOA, in Afrique et développement, vol. 16, p. 5 à 26 R*

[57] Moustapha KASSE ; Ibid. P. 78

B.2 La mise en place d'un marché financier régional.

L'harmonisation des règles de gestion monétaire au regard de l'organisation de plus en plus libérale de l'activité économique tant nationale qu'internationale, est impérative. L'organisation du marché financier participe de la politique d'assainissement des systèmes financiers en vue du financement sain de l'activité productive. Elle passe par le renforcement du secteur bancaire (assaini au préalable), la réhabilitation du secteur des assurances (avec le Traité CIMA) et la prévoyance sociale (avec le Traité CPRES).

La création du marché financier UEMOA apparaît, à juste titre, comme une réponse aux besoins des agents économiques et constitue un facteur de dynamisation tant de l'épargne que du comportement des entreprises et des Etats comme émetteurs de titres sur les marchés. Force est de souligner que ce marché financier est « à la fois un facteur de croissance et d'incitation, cela, grâce aux opportunités de financement qu'il met à la disposition des entreprises présentant des conditions de sécurité é et de rentabilité. Compte tenu de la fragilité des ressources bancaires, le marché financier offre un outil appréciable pour le financement à long terme des entreprises et pour mener à bien la privatisation (vivement recommandée par les Institutions de Breton Wood) des entreprises publiques.

Enfin, pour les Etats, la création du marché financier constitue un moyen d'allègement des tensions de trésorerie, d'arbitrage entre la dette publique et la dette privée et un outil d'incitation à la bonne gestion des finances publiques ».[58] La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'UEMOA a été mise en place dans le cadre de ce schéma d'organisation des marchés financiers. Basée à Abidjan (Côte-d'Ivoire) et fonctionnant comme une bourse centrale, la BRGM est régie par deux principes : d'une part, l'égalité d'accès, en termes de temps aux informations de la Bourse, pour chaque intervenant sur le marché quel que soit son pays de résidence, d'autre part, la mutualisation des coûts de fonctionnement de la Bourse avec la répartition proportionnelle des coûts d'accès quel que soit le lieu de l'opération.

C. L'harmonisation des politiques sectorielles.

Elle est facilitée par l'unification des espaces économiques nationaux, conjuguée à l'assainissement du cadre macro-économique et réglementaire. D'une manière générale, l'harmonisation des politiques sectorielles a pour finalité de favoriser l'émergence dans la zone UEMOA d'unités de productions compétitives, aptes à supporter la concurrence internationale.

---

[58] DIOUF M. : *Intégration économique : perspectives africaines, Paris, Publisud-NEA, 1998, p.281*

Dans cette perspective, les actions mises en œuvre sous l'égide de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ont trait notamment au développement des ressources humaines, à l'aménagement du territoire, à l'amélioration de l'environnement et des réseaux de transport et télécommunication, aux politiques agricoles, énergétiques et minières.

Au-delà de ces secteurs importants, l'UEMOA a fourni d'importants efforts en matière d'éducation, de santé, d'hydraulique. Elle a également adopté une politique sécuritaire et une ligne de conduite appréciable sur la question du genre.[59] Les piliers de l'intégration économique et monétaire de l'UEMOA étant situés, il importe à présent de voir comment l'institution sous régionale est gouvernée.

Section II : Le dispositif institutionnel de l'UEMOA.

Le terme « institution » aux dire des juristes est assez difficile à cerner. Il recouvre en fait deux réalités différentes bien qu'étroitement liées et caractérisées toutes deux par l'idée d'une manifestation créatrice et organisatrice d'une société humaine [60]».

La gouvernance institutionnelle de l'UEMOA s'inspire largement de l'expérience de l'Union Européenne, avec des adaptations relatives notamment aux domaines parlementaire et juridictionnel.

Cependant, au-delà des textes juridiques, la ligne directrice principale est d'ordre politique, c'est-à-dire la claire volonté partagée par les Etats Membres de bâtir un espace économique intégré et d'accepter, pour y parvenir, des règles comportant transfert de souveraineté au profit de l'institution commune.

Il convient d'ajouter qu'à côté des organes de gestion proprement dits, des institutions consultatives ont été mises à profit pour participer à la mise en œuvre des politiques communautaires.

Paragraphe 1 : L'organisation et le fonctionnement de l'UEMOA

L'organigramme de gestion politique et administrative de l'UEMOA comprend trois organes : la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, le Conseil des Ministres et la Commission.

[59] Voir plusinfraplus loin : Chapitre IV relatif aux droits humains dans les politiques sectorielles de l'Union.

[60] Lexique des termes juridiques, Dalloz, 14eme édition, 2003

A. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Elle sert essentiellement de guide et d'orientation générale au schéma communautaire[61]. Elle joue alors unrôle et une fonction d'ajustement permanent du schéma de l'intégration mais aussi et surtout un rôle de gestion de la volonté politique des Etats Membres en matière d'intégration. Elle se réunit au moins une fois par an.[62]

En ce qui concerne la nature des actes que peut prendre la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, le Traité de l'Union a retenu « une série d'actes juridiques appelés actes additionnels, chaque fois qu'une étape importante devra être franchie dans la voie de l'intégration, étape qui nécessite l'affirmation d'une nouvelle volonté politique claire ».[63]Par exemple, on peut citer notamment :

- la modification du nombre des membres de la Commission ; ce qui exige l'introduction éventuelle de la pondération dans le dispositif juridique de la Communauté[64],
- la création d'organes consultatifs nouveaux[65],
- la définition des principes directeurs pour le choix des domaines prioritaires[66],
- la mise en œuvre des politiques sectorielles[67].

Il convient de constater ici combien la structure politique interne des Etats membres influence l'organisation internationale. Comme a pu le souligner le professeur BORELLA, « l'Etat africain, a-t-on pu dire par similitude avec la vielle théorie des Etats princiers, est un Etat personnel (…) La structure politique de l'Etat concentre le plus souvent tout pouvoir dans les mains du chef (…) L'organe compétent pour engager juridiquement l'Etat est le chef de l'Etat ou l'organe qui en tient lieu »[68].

Enfin, il ne paraît pas exagéré d'affirmer que les africains ne montrent guère d'enthousiasme vis-à-vis des vertus de la coopération internationale marquée du sceau de la mondialisation. A l'instar du professeur KI-ZERBO, ils sont perplexes, voire pessimistes : *« le monde se mondialise. Cela crève les yeux et le petit écran quotidiennement… Et pourtant cette unicité physique n'est pas forcément union sociale et humaine.*

---

[61]Cf. *Articles 17 et 19 du Traité de l'UEMOA de 1994*

[62] Les mêmes arguments ont été développés par François BORELLA, précité à propos de l'OUA…..

[63] Luc Marius IBRIGA et S.A. COULIBALY : *Droit communautaire ouest africain ; Coll. Précis de droit burkinabè, nov. 2008, P. 37*

[64] Cf. Article 27 du Traité

[65] Cf. Article 40 du Traité

[66]Cf. Article 60 du Traité

[67]Cf. Protocole additionnel n° 2

[68] François BORELLA ; op cit. PP. 236 et 237

C'est dire qu'on ne mondialise pas, on ne se mondialise pas innocemment. Ce processus n'est pas neutre ; il est chargé de sens…« Le mur de Berlin, qui divisait le monde en deux camps, a permis de totaliser le monde sous la férule du libéralisme capitaliste, scellant la mondialisation proprement dite et interpellant le monde entier sur les enjeux et les défis du système « monde » en tant qu'entité globale. Abusivement, on symbolise cette globalisation par quelques acteurs phares : internet, le téléphone cellulaire, la Banque mondiale. Mais, disent les africains : dans l'eau, il y a plus que le crocodile »[69]

B. Le Conseil des Ministres.

Composé des ministres de l'économie, des finances et du plan des Etats membres, le Conseil des Ministres de l'UEMOA se réunit au moins deux fois par an. Pour des questions autres que les finances, les ministres concernés sont appelés à se réunir mais les délibérations ne deviennent définitives qu'après vérification, par les ministres en charge de l'économie, des finances et du plan, de leur compatibilité avec la politique économique, monétaire et financière de l'Union. Pour les questions politiques et de souveraineté, les ministres des affaires étrangères siégeront au Conseil des Ministres.

Adjoint à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement par le Traité instituant l'Union, le Conseil des Ministres :

- exerce un pouvoir normatif dérivé. A cet effet, il prend les actes juridiques relatifs à l'application du Traité et des politiques communes,
- assure la mise en œuvre des orientations des politiques générales définies par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement[70],
- assure la coordination des politiques des Etats[71],
- exerce un pouvoir de décision en matière budgétaire, pouvoir qu'il partage avec la Commission[72].

Il n'est pas exagérer d'affirmer ici que le rôle prépondérant de la Conférence des Chefs d'Etat et Gouvernement ne laisse pratiquement aucune marge de manœuvre au Conseil des ministres.

---

[69] Joseph KI-ZERBO : *Repères pour l'Afrique ; Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar 2007, pp. 192 et 193.*

[70] *Cf. Article 20 du Traité*

[71] *Cf. Article 63 du Traité*

[72] *Cf. Article 47 du Traité*

C. La Commission de l'UEMOA.

Elle est composée de huit membres dénommés « Commissaires », ressortissants des Etats membres, désignés par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, sur la base de critères de compétences et d'intégrité morale, pour un mandat de quatre ans, renouvelable.[73] La Commission est l'organe de base de l'Union, car elle est chargée de la gestion quotidienne du processus d'intégration. En vue du bon fonctionnement et de l'intérêt général de l'Union, elle exerce les pouvoirs propres que lui confère l'article 26 du Traité. En outre, aux termes de l'article 28, « les membres de la Commission exercent leurs fonctions en toute indépendance dans l'intérêt général de l'Union. Ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions de la part d'aucun gouvernement et d'aucun organisme… ».

Le Président de la Commission, désigné parmi les membres de celle-ci par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, a compétence pour déterminer l'organigramme des services de la Commission et procéder aux nominations aux différents emplois.En dehors des actes additionnels, tous les autres actes juridiques produits par les organes communautaires font intervenir, en amont ou en aval, la Commission qui dispose notamment des attributions[74] ci-après :

- La transmission à la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement ou au Conseil des Ministres des avis et recommandations des organes communautaires,
- L'exercice, par délégation du Conseil des ministres et sous son contrôle, du pouvoir d'exécution de ses actes,
- L'exécution du budget de l'Union,
- L'établissement du rapport annuel sur le fonctionnement et l'évolution de l'Union.

Deux remarques importantes peuvent être formulées à propos de la gouvernance institutionnelle de l'Union :

En premier lieu, dans l'organigramme de l'institution, les politiques occupent trop de place par rapport aux techniciens qui sont mieux outillés pour l'élaboration et l'exécution des programmes d'intégration. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement marque trop fortement la sphère des prérogatives nationales et compromet le nécessaire abandon de souveraineté au profit de l'autorité supranationale en charge de la gestion fonctionnelle de l'intégration. A titre illustratif, le pouvoir de nomination des hauts cadres de l'administration et de la justice de l'Union (commissaires et magistrats) limite l'indépendance de ces derniers vis-à-vis des gouvernants de leurs pays d'origine.

---

[73] *Rapport d'activité de la commission de l'UEMOA,* http://www.uemoa.int

[74]Cf. art. 26 du Traité

En second lieu, malgré l'étendue de ses attributions, « le Président de la Commission apparaît comme un grand commis toujours redevable des différentes instances qui l'ont désigné. Sa marge de manœuvre est extrêmement réduite pour défendre souverainement les intérêts supérieurs de l'UEMOA ».[75] La Commission semble cependant, au vu de ses actions, avoir réussi à fournir des éléments d'appréciation contraires. En effet, l'on peut y noter que la Commission a pris conscience du fait que le système international interpelle les Etats membres de l'Union quant à l'urgence de consolider le processus d'intégration et de renforcer leur pouvoir de négociation.[76]

Elle souligne dans son Rapport 2010 que « les relations économiques internationales sont aujourd'hui marquées par une concurrence beaucoup plus vive et des déséquilibres budgétaires qui laissent peu de marge à un accroissement des flux financiers nets enregistrés par l'Union. Par conséquent, la mise en place d'un cadre macroéconomique sain, l'application effective des réformes communautaires, la réalisation des politiques sectorielles et l'exécution des accords commerciaux internationaux constituent des impératifs pour assurer une insertion harmonieuse de l'Union dans l'économie mondiale.

Les activités de la Commission au cours de l'année 2010 se sont essentiellement inscrites dans cette optique. Elles offrent des informations sur l'état d'exécution des missions de l'organisation et laissent entrevoir des perspectives pour ses actions futures »[77] C'est ainsi que des efforts ont été fournis pour soutenir la production agricole, développer les infrastructures, encourager le secteur industriel et améliorer les conditions de vie des populations. Ces actions ont également contribué à appuyer la recherche de diversification et de compétitivité des économies dans les Etats membres. Forte de la bonne tenue de la production vivrière, la vigueur de la production minière ainsi que le regain de dynamisme du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance honorable de 4,3%.

Par pays, cette dynamique de croissance économique se décline comme suit : Bénin (2,8%), Burkina Faso (5,5%), Côte d'Ivoire, (3,0%), Guinée-Bissau (4,5%), Mali (5,8%), Niger (4,6%), Sénégal (3,4%) et Togo (3,5%)[78]. Le taux d'inflation annuel moyen de l'Union sur l'ensemble de l'année 2010 est, quant à lui, estimé à moins de 3%, soit un taux conforme à la norme fixée par le Pacte de convergence[79].

---

[75] Luc Marius IBRIGA, S.A. COULIBALY ; op cit P. 6

[76] *Rapport 2010 de l'UEMOA*

[77] *Rapport 2010, P. 32*

[78] *Chiffres de 2010*

[79] *Cf. ACTE ADDITIONNEL N° 04/99 du 8 décembre 1999, portant pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)*

La poursuite des réformes visant la mise en place d'un marché commun et les mesures de politique économique novatrices prises, notamment en matière de finances publiques, de comptabilité et de fiscalité, ont contribué, dans l'ensemble, à promouvoir un cadre économique plus transparent et beaucoup plus intégré. [80]Enfin, des progrès sensibles ont été enregistrés dans la mise en place du Tarif Extérieur Commun (TEC)[81] de la CEDEAO et pour la conclusion à brève échéance d'un Accord de Partenariat Economique (APE)[82] avec l'Union Européenne.

Pour affirmer davantage la volonté des Etats membres de l'Union de mener une politique commerciale commune vis-à-vis de l'extérieur, ceux-ci doivent appuyer plus fermement les initiatives de la Commission visant la finalisation des négociations d'accords commerciaux, notamment ceux avec les pays du Maghreb. Par ailleurs, selon le Rapport précité, « la convergence macroéconomique s'impose comme une priorité dans le contexte économique actuel où les fortes contraintes de dépenses liées aux exigences des programmes de lutte contre la pauvreté commandent que des efforts soient déployés pour assurer une meilleure mobilisation de recettes et une gestion efficace des ressources publiques. »[83].

Ainsi, les activités relatives à la surveillance multilatérale se sont inscrites dans la logique d'accroître les capacités et de renforcer l'expérience de la Commission en matière de suivi et de coordination des politiques économiques entreprises par les Etats membres. Ces activités se sont traduites notamment, par l'élaboration de rapports d'exécution de la surveillance multilatérale, ainsi que par l'assistance et le suivi des économies des Etats membres... Partant du constat que les effets de la crise économique et financière internationale ont mis en exergue la fragilité des économies de l'Union tant au niveau de la faiblesse de la base productive que de la stabilité de leur cadre macroéconomique, la Commission interpelle les Etats membres par rapport à l'urgence de mettre en œuvre des réformes structurelles et sectorielles adéquates pour asseoir les bases d'une croissance forte et durable »[84].

---

[80] *Financement de l'intégration régionale, Centre Africain Pour la Politique Régionale (Rapport Novembre 2004)*

[81] Le Tarif extérieur Commun de la CEDEAO est l'un des instruments d'harmonisation des politiques commerciales de la CEDEAO et de renforcement de son Marché Commun. L'Article 3 du Traité Révisé de la CEDEAO définit les objectifs de la Communauté comme un ensemble d'efforts visant à promouvoir "la coopération et l'intégration dans la perspective de réaliser une union économique en Afrique de l'Ouest …."

[82] Les articles 36 et 37 de l'Accord de Cotonou fixent le cadre de référence des accords de libre-échange à négocier avec l'Union européenne, dénommés "accords de partenariat économique" ou APE.L'objectif de ces accords était d'améliorer l'accès aux marchés pour les pays ACP, de consolider l'intégration économique régionale de ces pays et de faire progresser les réformes institutionnelles. Ceux-ci devaient se substituer au 1er janvier 2008 au régime de relations commerciales asymétriques dont les pays ACP bénéficient depuis les Accords de Yaoundé (1963), puis ceux de Lomé (1975), régulièrement reconduits. Mais la plupart des pays ACP ont refusé de signé ces accords.

[83] Rapport 2010, op cit

[84] Rapport 2010, pp.36

Dans ce sens il est demandé aux Etats membres d'inscrire la politique économique au cours de l'année 2011, dans la logique de relever les défis que sont : la promotion d'une croissance forte et durable afin de réduire la pauvreté par le renforcement de l'investissement dans les secteurs prioritaires,l'assainissement et le renforcement des finances publiques par la mise en œuvre du programme de la transition fiscale et l'application des directives sur les finances publiques. Dans cette perspective, la Commission a poursuivi son assistance aux Etats membres en répondant favorablement à leur invitation à prendre part aux missions du Fonds Monétaire International, conformément aux dispositions de la Directive n°02/2001/CM/UEMOA du 21 mai 2001.

En ce qui concerne l'harmonisation des cadres législatifs et réglementaires des finances publiques, celle-ci a été marquée par deux types d'activités : la mise en œuvre des directives du nouveau cadre harmonisé des finances publiques par des actions de sensibilisation et de communication ainsi que des mesures d'accompagnement aux Etats membres et la mise en œuvre du programme de transition fiscale pour accroître la performance des administrations fiscales et douanières. Dans ce cadre, les Directives relatives aux marchés publics ont été transposées dans les législations nationales de tous les Etatsmembres :

- Au niveau régional, l'Observatoire Régional des Marchés Publics (ORMP) a été mis en place en vue du suivi et de l'évaluation de la qualité et de la performance des systèmes nationaux.
- S'agissant des Autorités nationales de régulation des marchés publics (ARMP), une étude relative à la définition des conditions de financement des Autorités nationales de régulation des marchés publics (ARMP) est en cours. Sa réalisation devrait permettre d'aboutir à une plus grande autonomie ces structures et donc, davantage d'efficacité dans leurs activités.

Dans le domaine de la fiscalité intérieure, une Directive portant harmonisation de la fiscalité applicable aux valeurs immobilières dans les Etat membres de l'UEMOA[85], a été adoptée.

[85] Voir Directive N° 02/2011/CM/UEMOA du 24 juin 2011, portant harmonisation de la Fiscalité applicable aux entreprises d'investissement à capital fixe au sein de l'UEMOA

Dans le cadre des efforts entrepris par la Commission pour rendre disponible une information économique régulière et de qualité irréprochable, la Commission a poursuivi la rédaction de sa note de conjoncture économique régionale et fait le point du basculement des Etats membres dans la nouvelle méthodologie de calcul de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC[86]). Il en ressort que tous les Etats ont procédé à ce basculement. Toujours à ce titre, la Commission a procédé à la maintenance du logiciel de calcul de l'indice.

Dans le cadre de sa mission de contrôle et de suivi de l'application des directives communautaires en matière d'échanges intracommunautaires, la Commission a examiné et tranché des litiges nés à l'occasion de l'application des réformes sur le régime préférentiel des échanges intra-communautaires. Une trentaine de décisions, portant reconnaissance de l'origine communautaire à certaines marchandises fabriquées au sein de l'Union ont été entérinées et transmises aux Etats. (Voir Tableau en Annexe I en fin de thèse). Par exemple, au titre de la politique de la concurrence, [87]la Commission a mené des interventions de terrain. Ont ainsi été traitées les affaires suivantes :

la plainte de la Société des Produits Industriels et Agricoles (SPIA), transmise par le Ministre de l'Economie et des Finances du Sénégal, qui dénonce des exonérations irrégulières de TVA appliquées en Côte d'Ivoire, au Mali et au Burkina Faso sur les importations d'intrants et d'emballages destinés à la fabrication et au conditionnement de produits phytosanitaires. Par ailleurs, dans le cadre du contentieux, les affaires suivantes font également l'objet de procédures ouvertes suite à des saisines d'Etats membres ou d'entreprises privées :

- la plainte de la République du Sénégal contre l'Accord de siège signé entre la République Togolaise et la Compagnie aérienne ASKY ;
- les saisines de la Société de Distribution Pharmaceutique du Burkina et de la Société Multi M. concernant le traitement préférentiel accordé à la Centrale d'Achat des Médicaments Génériques (CAMEG) par l'Etat du Burkina ;
- la saisine de la Commission Nationale de la Concurrence et de la Consommation du Burkina Faso au sujet des agissements de la Société Nationale des Postes dans le secteur du transport de courrier et de colis ;

[86] L'IHPC a été créé par le règlement de l'UEMOA n° 05/97/CM du 16 décembre 1997 et a remplacé l'indice des prix à la consommation africaine (IPC) calculé dans la principale agglomération de chaque pays membre de l'UEMOA. L'IHPC possédait une base plus récente, une nomenclature commune et internationale, et bénéficiait de pondérations actualisées (datant de 1996), d'une collecte des prix améliorée et de calculs plus précis. Une rénovation de l'indice a été engagée depuis 2007 pour créer une meilleure série dite IHPC-2008.

[87] *LE DROIT DE LA CONCURRENCE DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE, COULIBALY* Abou Saïb.

- les plaintes des sociétés BA NEGOCE et Industrie, NIMA Sarl et ETS KOUMA du Mali et les Grands Moulins de Dakar (GMD) relatives aux restrictions des importations de farine au Mali, imposées par le truchement d'un protocole d'accord signé entre certains opérateurs du secteur, sous le couvert de l'administration ;

Le traitement de ces affaires « revêt une importance particulière dans le fonctionnement du marché commun qui est particulièrement affecté par les entraves dues aux interventions publiques occasionnant des distorsions de concurrence »[88]. Sur un tout autre plan, la Commission a fait adopter le Règlement n°04/2010/CM/UEMOA du 21 juin 2010 modifiant les droits de douane de certains produits essentiels à la compétitivité de nombreuses entreprises et à l'approvisionnement des populations en produits de base. Au plan de la Politique commerciale commune, la Commission a renforcé sa collaboration avec la Commission de la CEDEAO, dans le cadre des négociations de l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Union Européenne. Plusieurs réunions du Secrétariat Technique Conjoint ont été organisées, notamment sur :

- la définition des règles d'origine ;
- la détermination de la liste des produits sensibles de l'Afrique de l'Ouest et l'élaboration de son offre d'accès au marché ;
- la formulation du Programme de l'APE pour le Développement (PAPED) et de son opérationnalisation ;
- la détermination de l'impact fiscal net de l'APE sur les économies de la région.

Parallèlement à ces rencontres techniques, la Commission a organisé, soit seule, soit en collaboration avec la Commission de la CEDEAO, divers séminaires d'information et de sensibilisation sur le processus de négociation de l'APE. Ces rencontres, auxquelles ont pris part des experts des Etats, des parlementaires, des universitaires, des opérateurs économiques, des hommes de médias, des membres de la Chambre Consulaire Régionale (CCR)[89] et du Comité Interparlementaire de l'UEMOA (CIP) avaient, entre autres, pour objectifs, de faire le point sur les nouveaux développements intervenus dans les négociations APE, surtout en ce qui concerne le respect des délais pour la conclusion de l'accord régional, les questions liées à l'accès au marché, le projet de texte de l'Accord et la dimension développement de l'APE.[90]

---

[88] IBRIGA Luc Marius et COULIBALY Abou Saib, op cité p. 37

[89] Créée par le Traité Constitutif de l'UEMOA en son Article 40, elle a été structurée par Acte Additionnel n° 02/97 du 23 juin 1997 fixant les Attributions, la Composition et les Principes d'Organisation et de Fonctionnement de la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA.

[90] Il convient de signaler que la conclusion de l'APE global régional devient urgente afin de permettre à la région de retrouver un régime commercial unifié vis-à-vis de l'Union Européenne et d'éviter les conséquences fâcheuses que pourraient entraîner, sur son processus d'intégration régionale, la multiplicité actuelle des régimes commerciaux.

En ce qui concerne le commerce international des services, sur la base des normes internationales édictées par le système des Nations Unies, la Commission a mis en place un vaste chantier pour cerner le commerce international des services en son sein et vis-à-vis des pays tiers. Dans ce sens, elle a fait l'état des lieux dans les Etats membres pour identifier les sources d'information, procéder à une évaluation sommaire de la connaissance et du respect des normes internationales et apprécier la périodicité et la disponibilité des données concernées.

Un programme de renforcement des capacités est aussi envisagé afin que les Etats membres et la Commission s'approprient les enjeux liés à ces données et en fassent un usage adéquat dans le cadre des négociations sur les services. Enfin, pour ce qui concerne la liberté de circulation des personnes et le droit d'établissement, les activités principales de la Commission de l'UEMOA ont porté notamment sur la mise en œuvre effective des dispositions déjà arrêtées en ce qui concerne diverses professions notamment les médecins, les chirurgiens, les dentistes, les pharmaciens, les architectes et les avocats.

Concernant les professionnels de la santé, la Commission a fait le point des efforts entrepris par les Etats et les Ordres nationaux, pour rendre effective l'application des Directives n° 06/2005, 06/2008 et 07/2008. Elle a noté que la transposition de ces Directives n'est pas encore effective dans tous les Etats. La Commission a noté également que la transposition de la Directive n° 01/2005 sur l'égalité de traitement des étudiants ressortissants de l'UEMOA, dans la détermination des conditions et des droits d'accès aux institutions publiques d'enseignement supérieur des Etats membres de l'Union, n'est effective que dans trois Etats : le Burkina Faso, la Guinée-Bissau et le Niger.

Des initiatives ont été prises et des projets de textes élaborés sur la libre circulation et le droit d'établissement des docteurs vétérinaires, l'harmonisation des règles régissant la profession d'avocat au sein de l'espace UEMOA, et les stratégies communautaires pour la facilitation de l'usage effectif par les officiers ministériels de l'espace UEMOA des libertés et droits prévus par le Traité de l'Union.

Un visa unique pour faciliter l'accès à l'espace communautaire des ressortissants des pays tiers, est institué. L'entrée en vigueur du visa unique est programmée pour 2012. Le programme « visa unique »[91]permettra l'harmonisation des conditions d'entrée et de séjour et des modalités de contrôles aux frontières et la sécurisation de l'espace communautaire.

[91] MAIGA Fatim, Visa Unique UEMOA *: Une volonté d'ouverture au reste du monde, 26 janvier 2011, consulté sur le site de L'ESSOR :* http://essor.ml/economie/article/visa-unique-uemoa-une-volonte-d, le 20 octobre 2011 (Fatim Maiga)

Des actions d'information et de communication sur le visa unique ont été organisées, tant dans les Etats membres que hors de l'espace, notamment auprès des missions diplomatiques. Dans ce même registre, la Commission a procédé à la signature avec la société Multimédia Glory d'une convention portant mise en place d'un système de gestion et d'information sur les visas et les mouvements des personnes dans l'espace. Cette société est chargée de la création du système de gestion, de la conception et l'édition de la vignette, l'équipement des services de visa et la formation des personnels.

Paragraphe 2 : Les organes de contrôle parlementaire et juridictionnel de l'UEMOA.

Ces organes sont principalement le Comité interparlementaire, la Cour de justice et la Cour des Comptes.

A. Le Comité interparlementaire.

Le Comité Interparlementaire est l'organe chargé de contrôler de façon démocratique les organes de l'Union en attendant la mise en place, du Parlement de l'Union, prévue par le Traité. Il est composé de cinq membres (parlementaires) par pays, désignés par l'organe législatif de chaque Etat. Il tient lieu de parlement de l'Union à titre provisoire. Le Comité peut exprimer ses vues et ses opinions par le truchement de résolutions ou de rapports[92]. Il reçoit chaque année le rapport établi par la Commission sur le fonctionnement et l'évolution de l'Union. Il peut entendre le Président du Conseil des Ministres et le Président de la Commission à son initiative ou à leur demande. Le Comité interparlementaire n'a donc pas de pouvoir normatif. Non élus au suffrage universel direct, les membres du Comité ont du mal à faire entendre leur voix.

B. Les organes de contrôle juridictionnel

Le contrôle juridictionnel est assuré par la Cour de justice et la Cour des comptes de l'UEMOA. Elles sont régies par le Protocole additionnel n°1(Article 38) du Traité de l'Union. La Cour de justice de l'UEMOA est composée de membres nommés, pour un mandat de six ans renouvelable, par la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement. Elle a pour mission de veiller au respect du droit quant à l'interprétation et à l'application du Traité de l'Union d'une part ; elle apprécie la légalité des règlements, directives et autre décisions d'autre part.

[92] *Cf. Article 35 du Traité*

La Cour des comptes, quant à elle, assure par l'intermédiaire de ses trois conseillers qui la composent (et qui sont nommés par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement) le contrôle de tous les comptes des organes de l'Union.[93]

Paragraphe 3 : Les organes consultatifs de l'UEMOA

Il s'agit de la Chambre Consulaire Régionale et du Conseil du Travail et du Dialogue Social (CDTS).

A. La Chambre Consulaire Régionale :

Elle regroupe les chambres consulaires des Etats membres, les associations professionnelles et les organisations patronales des Etats membres. Elle est un lieu privilégié de dialogue entre l'UEMOA et les principaux opérateurs économiques.

B. Le Conseil du Travail et du Dialogue Social (CDTS).

Ses membres sont élus pour un mandat de deux ans. Mis en place par l'Acte additionnel n°02 /2009/CCEG/UEMOA du 17 Mars 2009, le Conseil du Travail et du Dialogue Social de l'UEMOA (CTDS) est le lieu de rencontre entre l'Union et les partenaires sociaux et la société civile. Le CTDS comprend une Assemblée Générale, un Bureau, un Secrétariat administratif permanent.[94] Le bureau est composé de trois membres, dont un Président (représentant gouvernemental), deux vice-présidents, l'un représentant les employeurs et le second représentant les travailleurs.[95]

Les membres du bureau sont élus pour un mandat de deux ans. Le CTDS se réunit une fois par an en session ordinaire sur convocation de son Président. Elle peut aussi se réunir, en cas de besoin, sur l'initiative de son président ou sur proposition des deux vice-présidents, après consultation de leurs mandants[96]. Les fonctions de membre de l'Assemblée Générale ne sont pas rémunérées ; le fonctionnement du CTDS étant assuré par le budget des organes de l'Union.[97]

---

[93] Nous reviendrons sur le rôle de ces deux institutions judiciaires, plus loin dans le chapitre III de cette première partie consacré au droit communautaire.

[94] Cf. art 6 de l'Acte additionnel n° 2

[95] Cf. Art 8 de l'Acte additionnel n°2

[96] Cf. Art 7 de l'Acte additionnel n°2

[97] Cf. Art 12 de l'Acte additionnel n°2

Paragraphe 4 : Les institutions spécialisées autonomes de l'UEMOA

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) font office d'institutions spécialisées autonomes avec des missions précises doublées d'une fonction de conseil de l'Union.

A. La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) concourt, en toute indépendance, à la réalisation des objectifs de l'Union. Elle est l'institut d'émission et l'organe de gestion de la politique monétaire de l'UEMOA.

B. La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

Elle concourt à la réalisation des objectifs de l'Union. Elle finance le développement, notamment le développement communautaire.

L'ordonnancement institutionnel de l'UEMOA, au regard des organes que nous venons de présenter, est relativement simple afin de faciliter sa fonctionnalité. On peut y déplorer l'absence d'une structure spécialisée dans le traitement des droits de l'homme ; ce qui laisse préjuger du faible intérêt de l'Union relativement à cette question. Les Etats Membres ne sont certainement pas étrangers à cette situation de clair- obscur sur les droits de l'homme dans la stratégie d'intégration de l'UEMOA.

Chapitre II : La problématique d'intégration des droits de l'homme dans l'ordre juridique de l'UEMOA.

Lorsqu'on examine le droit qui régit une organisation internationale « il faut distinguer les règles de droit originaire de celles de droit dérivé. Le droit originaire est l'acte constitutif de l'organisation internationale. Il s'analyse comme un accord international qui est le fruit de la volonté des Etats membres créant l'organisation. Mais il revêt, néanmoins, une nature particulière dans la mesure où cet acte constitutif est en quelque sorte la charte constitutionnelle de l'organisation internationale, à laquelle sont subordonnées toutes les règles de droit dérivé, c'est-à-dire celles produites par l'organisation ainsi créée »[98]

L'UEMOA est une organisation internationale à vocation intégrationniste des politiques économiques et monétaires des Etats membres. Aussi, les normes qu'elle édicte dans cette perspective ont-elles un caractère supranational. Le droit communautaire de l'UEMOA qui en découle, constitué de règles fondamentales directement issues du Traité constitutif (droit primaire) et de règles complémentaires de ce dernier (droit dérivé), est indistinctement applicable à tous les Etats membres. Force est de signaler que l'UEMOA évolue dans une région caractérisée par une multitude d'organisations de coopération auxquelles appartiennent lesEtats qui la composent. Enserrée par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui poursuit les mêmes objectifs qu'elle, l'UEMOA fait également partie de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA). Elle subit inévitablement les influences multiformes de ces deux organisations dont elle partage la vision commune d'intégration régionale.

Cette situation a des répercussions tant sur l'ordre normatif de l'UEMOA que sur la mise en œuvre de sa politique communautaire notamment dans le domaine des droits de l'homme.

Section I : Le droit communautaire de l'UEMOA et la garantie des droits de l'homme

L'UEMOA évolue dans un espace géographique caractérisé par une multitude d'organisations régionales de coopération auxquelles appartiennent les Etats qui la composent.

[98]Marc Perrin de BRICHAMBAULT, Jean François DOBELLE : *Leçons de droit international public, Presses de Sciences politiques et Dalloz, 2° éd., 2011, p.150*

Enserrée par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui poursuit les mêmes objectifs qu'elle, l'UEMOA fait également partie de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA). Elle subit inévitablement les influences multiformes de ces deux organisations dont elle partage la vision commune d'intégration régionale. Loin d'apparaître comme une simple juxtaposition d'institutions internationales, cette situation a des répercussions tant sur l'ordre normatif de l'UEMOA que sur la mise en œuvre de sa politique communautaire notamment dans le domaine des droits humains.

Après la deuxième guerre mondiale, les phénomènes intégratifs ont pris de l'ampleur. On assiste à la création d'organisations Intergouvernementales. On est passé dans les relations internationales d'un système de type relationnel à un système de type institutionnel. Mais notons que l'intégration va au-delà de la simple coopération dans la mesure où il ne s'agit plus de mettre en commun des moyens mais d'aller vers l'abandon de certaines prérogatives souveraines[99]. L'heure n'est plus au triomphe des particularismes mais au renforcement des interdépendances. Partout et à des degrés divers, des regroupements à caractères économiques s'opèrent ou se consolident. Pour de nombreux acteurs nationaux ou internationaux, l'intégration sous régionale apparaît comme une alternative pour de meilleurs lendemains.[100]

A la veille de l'accession des Etats Africains à la souveraineté internationale, la notion d'intégration est déjà connue et la sous-région ouest africaine n'est pas restée en marge de ce mouvement d'intégration. C'est dans le cadre d'une structure administrative coloniale, la Fédération de l'Afrique Occidentale Française, que prend forme la première expérience d'intégration économique[101]. Puis vint l'Union Douanière de l'Afrique Occidentale en 1956, réaménagé en 1959 pour donner L'UDEAO[102].

Les gouvernements des pays concernés vont repenser le modèle de la coopération sur une base plus approfondie et élargie à travers l'institution de la CEAO (Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest) puis de la CEDEAO cadre encore plus élargi. C'est dans ce contexte que fut adopté le Traité de Dakar du 10 janvier 1994 créant l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) avec pour objectif essentiel l'édification, en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est prévue la pleine jouissance de la liberté de circulation des personnes, des biens et le droit d'établissement.

---

[99] Luc Marius IBRIGA et Abou Said COULIBALY *« droit communautaire ouest africain »,* collection précis de droit burkinabé novembre 2008, p.3

[100] ISABELLE Grunberg et SARBULAND Kahn, *La mondialisation : Le dialogue sur le développement des Nations Unies. Les finances, le commerce, la pauvreté, le maintien de la paix*, BROCHEE, SL, 2005,

[101] M. DIOUF, *Intégration économique, perspective africaines, Dakar, Nouvelles Editions africaines/Publisud, 1984, p77*

[102] Union Douanière des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Contrairement aux pays de l'Unions européenne, qui ont cimenté leur unité autour de leurs échanges commerciaux pour adopter ensuite une monnaie commune, les Etats membres de l'UEMOA[103]ont effectué la démarche inverse[104]. Ils se sont unis autour de l'unité de compte léguée par le colonisateur, pour ensuite élargir cette coopération monétaire aux domaines économiques susceptibles de favoriser les synergies. La principale innovation de l'UEMOA par rapport aux tentatives précédentes d'intégration de l'Afrique de l'Ouest (la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest- CEAO- par exemple), réside dans le fait qu'elle crée une Communauté de droit fondée sur la force du droit et des valeurs fondamentales, telles que la liberté et l'égalité, préservées et réalisées par le droit. C'est sur la base de ces considérations sans doute louables qu'a été signé le Traité de Dakar ; toutes choses qui suscitent particulièrement notre intérêt et nous amènent à porter notre travail sur cette organisation d'intégration.

Le Traité du 10 janvier 1994 a donc généré un ordre juridique nouveau, autonome par rapport aux droits internes des Etats membres et un système institutionnel supranational qui impliquent que les Etats membres (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo) liés par l'usage d'une même langue, partageant en outre une monnaie commune et d'économies semblables, consentent à un transfert d'une partie de leur souveraineté au profit de l'Union[105]. Le droit d'intégration ou droit communautaire peut être défini comme un ensemble de règles juridiques édictées dans le cadre d'un processus d'intégration et conduisant à la mise en place d'une organisation supranationale[106]. Le droit communautaire de l'UEMOA n'échappe pas à cette définition[107]. Il est fortement inspiré du droit européen parce que conçue à une époque où l'expérience européenne d'intégration exerçait une sorte de fascination, en se présentant comme un modèle qui a fait ses preuves ; la nouvelle née n'a pas pu s'empêcher de tenter une reproduction du modèle occidentale.

Cela s'observe à travers les sources et les caractéristiques du droit communautaire. On peut distinguer les sources primaires (Traité constitutif et protocoles) et les sources dérivées (directives, règlements, décisions….) qui sont les actes juridiques produits par les organes mis en place par le Traité constitutif. La question fondamentale qui se pose est de savoir à quel ordre juridique sont soumis les Etats Membres de l'UEMOA. En effet, compte tenu de la multitude et de la diversité des traités d'intégration économique et d'harmonisation des législations qui prospèrent en Afrique de l'Ouest, l'on est en droit de formuler cette interrogation.

---

[103] Institué par le Traité du 10 janvier 1994

[104] Le phénomène est similaire au niveau de la CEMAC institué par le Traité de Libreville du 5 juillet 1996

[105] C'est sur l'aspect économique que s'opère le transfert de souveraineté

[106] Luc Marius IBRIGA et Abou Said COULIBALY *« droit communautaire ouest africain »,* op.cit., p.1

[107] *L'APPLICATION DES DROITS COMMUNA L'APPLICATION DES DR L'APPLICATION DES DROITS COMMUNAUTAIRES UEMOA ET OHA UTAIRES UEMOA ET OHADA PAR LE JUGE NATIONAL* (par Marius IBRIGA)

Dans la catégorie des traités d'intégration économique, la CEDEAO et l'UEMOA se partagent pratiquement le même espace géographique avec ce que cela comporte comme incompatibilités, doubles emplois et autres conflits juridiques.

Dans la gamme des traités d'harmonisation, on peut citer l'Accord relatif à la création de l'Organisation Africaine de la Propriété intellectuelle (OAPI) [108]signé à Bangui le 2 mars 1977 et révisant l'Accord relatif à la création de l'Office Africain et Malgache de la Propriété Intellectuelle (OAMPI), le Traité instituant la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA) signé à Yaoundé le 10 juillet 1992, le Traité relatif à l'Harmonisation en Afrique du droit des Affaires (OHADA) signé à Port-Louis le 17 octobre 1993.

Les Etats Membres de l'UEMOA sont parties prenantes de l'ensemble de ces organisations communautaires, tout comme ils appartiennent à l'Union Africaine (UA) qui est continentale.

La coexistence des traités d'intégration et d'harmonisation des législations pose, outre la question de l'incompatibilité éventuelle des traités, un certain nombre de problèmes ayant trait notamment à :

- la hiérarchie des normes juridiques : hiérarchie entre droit interne et droit communautaire, hiérarchie entre plusieurs droits communautaires, hiérarchie entre les normes à l'intérieur d'une même communauté ;
- l'effet relatif des traités.[109]

En réponse à l'accélération de la mondialisation depuis une vingtaine d'années, les stratégies de développement misent un peu partout sur les intégrations régionales. L'Afrique n'est pas en reste. Le phénomène des regroupements régionaux n'y est cependant pas nouveau ; il est contemporain de la décolonisation et de la naissance des Etats mêmes.

[108] L'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle ou OAPI (anglais: African Intellectual Property Organization) est une organisation de la propriété intellectuelle, basé à Yaoundé, Cameroun. L'organisation a été créée par Accord Bangui du 2 mars 1977. L'Accord de Bangui a été amendé par la suite en 1999. Ses 16 états membre sont des pays principalement Francophones.

[109]IBRIGA Luc Marius, *La problématique de la juridictionnalisation des processus d'intégration en Afrique de l'Ouest, p. 7*, http://www.institut-idef.org/IMG/pdf/Microsoft_Word_-_LA_PROBLEMATIQUE_DE_LA_JURICTIONALISATION.pdf

« Le fait marquant du phénomène des regroupements régionaux en Afrique au cours de ces dernières années semble consister moins dans la création de nouvelles organisations venues élargir l'éventail de systèmes d'intégration que dans la restructuration et la complication occasionnées par leur avènement dans le paysage institutionnel régional »[110] .

Il a été observé que la multiplicité des organisations régionales n'est pas un signe évident de vitalité. Une première explication proposée à ce fait est que parfois le foisonnement institutionnel « masque des rivalités entre pays candidats au rôle de leader régional »[111], alors qu'il n'est pas vérifié qu'un tel rôle constitue un passage obligé de l'intégration régionale. En outre, la dispersion des moyens limités des Etats dans de multiples engagements ne peut qu'en amoindrir les résultats.

Il est vrai, en effet, que la plupart des Etats africains sont parallèlement engagés dans des réformes institutionnelles tendant à établir, restaurer ou développer l'Etat de droit. La réorganisation des Etats et l'intégration régionale des marchés sont conduites de front.

Ce processus lourd n'est-il pas simplement inéluctable dès lors qu'on ne conçoit plus le développement [112] sans la performance économique et l'Etat de droit à la fois ? Seul le droit peut assurer qualitativement la satisfaction de l'ensemble des besoins humains et l'épanouissement des hommes et des peuples que l'on appelle le développement.

S'agissant afortioride développement envisagé dans un cadre communautaire, l'outil juridique n'est pas seulement une nécessité pratique ; c'est aussi une méthode. Comme le soulignait l'avocat général Darmon en 1986 à propos de la communauté européenne, dès lors qu'elle est « constituée des Etats de droit, … la communauté est une communauté de droit ».

---

[110]Les traités de 1994 instituant l'UEMOA et la CEMAC, par exemple, ont entraîné une restructuration dans la mesure où ils venaient à la fois compléter des Traités antérieurs, regrouper des institutions préexistantes tout en en créant de nouvelles dans le même domaine économique et monétaire. De même, il y a une restructuration géographique chaque fois qu'un nouveau pays fait acte d'adhésion (telle celle de la guinée Bissau à l'UEMOA). Enfin, l'institution de l'OHADA, en raison de l'originalité de cette organisation rendait plus compliqué l'ensemble institutionnel consacré à l'intégration régionale.

[111] C'est ainsi, selon Willy Jackson (in la marche contrariée vers l'union économique, *le mode diplomatique,* mars 1996. P. 14 ; ou *www.monde-diplomatique.fr!1994/03/JACKSON/2444)*, que la contestation de la position dominante du Cameroun dans l'UDEAC a conduit le Gabon à susciter la création d'une nouvelle structure, sous couvert du plan d'action de Lagos (PAL) favorable à la multiplicité des regroupements régionaux… Naissait ainsi la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Quant à la République Démocratique du Congo (ex-Zaïre) après l'expérience décevante de l'UEAC en 1968, elle avait dés 1976, réaffirmé sa prééminence en Afrique centrale en créant avec le Burundi et le Rwanda la communauté économique des pays des grands lacs (CEPGL).

[112] La conception du développement ne se réduit plus ç la simple croissance économique. L'idée triomphante aujourd'hui tient en deux mots : « développement durable », supposant à la fois amélioration des performances économiques, amélioration du niveau du bien-être pour les membres du corps social et garanties de conservation ou de renouvellement des ressources de la nature au profit des générations à venir.

Pour être aussi vertueux, encore faut-il que le droit vive avec la société, en s'affirmant comme phénomène social. Au-delà des formulations normatives et statiques, aussi modernes et aussi adaptées soient-elles, le droit d'intégration ne peut remplir sa mission que par son application, sa réelle emprise sur les comportements. Il est d'autant plus opportun d'engager dans une perspective pratique la réflexion sur la compétence des institutions chargées du contrôle de l'application, sachant que le corpus normatif produit est déjà considérable et que le contentieux s'accumule rapidement.

Il convient d'esquisser d'abord un aperçu de l'état des lieux (I) dont la complexité explique bien des difficultés ressenties ou redoutées dans la mise en œuvre du droit d'intégration en Afrique de l'ouest et en Afrique centrale. Leur résolution la plus satisfaisante devrait nécessiter une volonté et une décision politiques conséquentes des Etats, qui conduirait à un agencement et complémentarité fonctionnelles des systèmes d'intégration. Techniquement, il est indispensable qu'un projet d'intégration dépasse le recours à des mécanismes de concertation et de coopération[113] pour s'appuyer sur un réel partage de l'exercice de certaines prérogatives des Etats concernés[114].

Plus précisément le pouvoir de légiférer et le pouvoir de juger sont les deux attributs dont les Etats transfèrent en partie l'exercice à des organisations régionales. Dans le contexte de foisonnement institutionnel qui est celui de l'Afrique, l'intégration se traduit par un fractionnement et une distribution de la fonction législative d'autant plus importants. Dans l'espace ouest africain, la production législative est ainsi le fait non seulement des Etats, titulaires, originaires, mais également l'œuvre de la CEDEAO, de l'UEMOA, de l'OHADA, de l'OAPI, de la CIMA, de la BCEAO, délégataires spéciaux.

Hormis l'union africaine (UA)[115] dont le domaine de compétence est le plus étendu, les systèmes d'intégration régionale en Afrique sont en général spécialisés. Des organisations indépendantes les unes des autres se partagent différent secteurs de la vie sociale : droits de l'homme[116], propriété intellectuelle[117], assurance[118] économie et monnaie[119], droit des affaires etc.

---

[113] Mais cette formule a montré ses limites et les Etats signataires du Traité du 16 mars 1994, instituant la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, ont préféré passer au-delà « pour parachever le processus d'intégration » en recourant à des institutions législatives et juridictionnelle (art. 1, 2 et 3)

[114] En ce sens, voir ISSA SAYEG (Joseph) et LOHOUES-OBLE (Jacqueline), op. Cit. P. 94

[115] Organisation regroupant les 53 Etats du continent africain, instituée par l'acte constitutif adopté à Lomé le 12 Juillet 2000.

[116] *La Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981*

[117] OAPI (Organisation africaine de la propriété intellectuelle) composé de 15 Etats

[118] CIMA (Conférence interafricaine des marchés d'assurances) instituée par 15 Etats qui en ont signé le traité fondateur à Yaoundé le 10 Juillet 1992

[119] *UEMOA (Union économique et monétaire ouest africain) instituée par le traité du 10 janvier 1994 et regroupant 8 Etats : CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), créée par le traité du 16 mars 1994 et composée de six (6) Etats ; CEDEAO (communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) créée par le traité de Lagos du 28 mai 1975 et regroupant 16 Etats.*

L'intégration poursuivie par les organisations est plus ou moins étendue selon leur objet statutaire, et plus ou moins approfondie selon la technique de l'harmonisation qui ménage prudemment la souveraineté des Etats, la technique de l'uniformisation étant plus hardie et plus unificatrice[120]. Les organisations économiques sont consacrées principalement à l'établissement d'un marché commun entre les Etats membres, à la coordination et au contrôle des politiques sectorielles nationales propres à promouvoir des meilleures performances économiques et commerciales. Pour ce faire, ces organisations communes sont engagées à harmoniser « dans la mesure du nécessaire les législations des Etats membres »[121].

A l'inverse, l'OHADA se caractérise par l'originalité de son objet et de sa technique. D'abord, elle a pour objet principale vise principalement la construction d'un droit supranational uniforme (mais non d'une économie) ; ensuite, elle entreprenda entrepris l'harmonisation des règles juridiques dans tous les secteurs de la vie des affaires ; elle asa vocation àest de réunir tous les pays du continent africain[122] ; enfin, elle est une organisation internationale jouissant de la personnalité morale avec une autonomie décisionnelle garantie par une structure institutionnelle très fonctionnelle[123].

A la multiplicité desdiversité systèmes d'intégration s'ajoute leur concurrence. Du point de vue de la compétence matérielle, les organisations régionales se trouvent parfois potentiellement ou réellement en concurrence du fait d'une définition peu stricte de leurs domaines respectifs. Trois d'entre elles se trouvent ainsi en concours[124] dans le domaine économique et monétaire en Afrique de l'ouest et en Afrique centrale[125] : CEDEAO, UEMOA et CEMAC, sans qu'aucun des Etats concernés ne soit membre des trois organisations à la foi. Dans ces conditions de disparité organique, le risque de disparité normative, voire de conflit est réel malgré l'objectif commun d'intégration. Chacune ayant vocation à faire et à dire le droit dans des matières telles que le droit de la concurrence et le droit comptable, l'on sait les arrangements qui se sont imposés pour que l'UEMOA ayant édicté un système comptable (SYSCOA), l'OHADA l'adopte dans un second temps quasi textuellement de sorte que les règles de fond de l'UEMOA et de l'OHADA soient les mêmes en la matière.

---

[120] Sur les techniques d'intégration, Voir ISSA-SYAGH (Joseph) et LOHOUE-OBLE (Jacqueline, OHADA, *harmonisation du droit des affaires*, Bruylant, Bruxelles 2002, p. 46 et s.

[121] *Traité UEMOA, art 3, e ; dans le premier sens, l'article 1er du traité instituant la CEMAC, 'la mission essentielle de la communauté est de promouvoir un développement harmonieux des Etats membres*

[122] Cf. art 53, *traité du 17 octobre 1993, relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique*

[123] Un organe de délibération et de décision qui est le conseil des ministres, un organe exécutif et administratif qui est le secrétariat permanent (auquel est rattachée une école régionale supérieure de la magistrature), un organe consultatif et juridictionnel qui est la cours commune de justice et d'arbitrage)

[124] IBRIGA Luc Marius, op. Cit. p. 6

[125] Soit 23 Etats : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap vert, Centre Afrique, Comores (qui ne fait pas géographiquement partie de cette région), Congo, Côte d'ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Libéra, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Léone, Tchad, et Togo

Les vertus de telles solutions ponctuelles sont sans doute limitées. D'abord, elles ne règlent pas définitivement le problème posé par la concurrence des organisations concernées, laissant par conséquent persister le risque de conflits de normes. En effet, chacune de ces organisations, demeurée compétente, peut à tout moment modifier discrétionnairement des règles substantielles. Ensuite, de telles solutions n'ont pas d'effet sur le risque de conflits de juridiction ou d'interprétations divergentes des règles de fonds par les juridictions des organisations concernées[126] les dispositions actuelles ne semblent pas d'avantage prévenir tout conflit entre les règles (présentes ou à venir) de l'OHADA, d'une part et de la CEMAC et de l'OAPI (légiférant aussi dans des manières du droit des affaires), d'autre part.

Outre le fait que les organisations régionales sont légions, il est notable qu'elles sont parallèles : en général il n'existe pas de mécanisme statuaire de coopération entre elles, qui soit destiné à harmoniser les normes régionales ou, à tout le moins faciliter la convergence. Le cloisonnement des compétences normatives, en amont, se prolonge en aval par l'exclusivité des compétences juridictionnelles. Ainsi, la Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA) de l'OHADA a-t-elle le monopole du contentieux né de l'application des Actes uniformes. Elle ne s'aurait cependant, connaître des litiges relevant du droit des assurances :

- le conseil des ministres de l'OHADA[127] à 'rejeté l'extension du champ de compétence de la CCJA en matière de droit des assurances. Certes, l'obstacle statutaire élargi par la spécialité de la compétence des juridictions communautaires peut-il toujours être levé par une commune volonté des Etats parties, par une modification du traité fondateur, mais aucun signe annonciateur d'une pareille évolution n'est encore perceptible.
- Les problèmes ci-dessus évoqués, ont reçu pour certains, des solutions d'ordre jurisprudentiel, comme nous le verrons plus bas dans la section II consacrée à l'application du droit communautaire par les juridictions compétentes.
- D'une manière générale, la doctrine qui s'est intéressée à la problématique du droit communautaire distingue deux catégories de normes ; les unes constituant le droit primaire et les autres génératrices d'un droit dit dérivé. En comparant les normes juridiques de l'UEMOA directement applicables aux droits de l'homme avec celles de l'Union Européenne, on ne peut qu'être déçu. Le mimétisme institutionnel évoqué plus haut n'a pas de prolongement juridique dans le domaine des droits de l'homme.

---

[126] Sur l'analyse juridique de cette question, voir. SERE Soulémane et SAWADOGO (Michel), présentation de l'acte uniforme du 24 mars 2000 portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises, OHADA, *traité et actes uniformes commentés et annotés, éd. 2002, Juriscope, Paris, p. 561 et s*

[127] Réuni les 11 et 12 mars 1999 à Ouagadougou, J.O. OHADA, n° 11 du 01/01/02, p. 12

Paragraphe 1 : Le contenu et les limites du droit primaire de l'UEMOA

Le droit primaire constitue le droit originel ou « droit constitutionnel » de l'Union. Il détermine les compétences et les pouvoirs des différentes institutions mises en place, ainsi que la nature et la portée des actes juridiques qui y sont édictés. Par opposition au droit dérivé, le droit primaire est d'une nature typiquement conventionnelle car son élaboration obéit aux principes et aux règles du droit des traités.

Tirant sa source du Traité constitutif de l'UEMOA et fondé exclusivement sur celui-ci, le droit primaire s'impose indistinctement, sans équivoque ni réserve, à tous les Etats Membres. Aussi, n'allons pas nous y attarder afin de pouvoir nous intéresser davantage au droit dérivé qui comporte des zones d'ombres.

Paragraphe 2 : Le contenu et la portée du droit dérivé de l'UEMOA

Le droit dérivé[128] est constitué d'un ensemble de normes élaborées par les instances compétentes tenant leurs pouvoirs normatifs des traités, mais des normes qui sont hiérarchiquement subordonnées à ces traités.

Appelé comme le droit primaire à s'intégrer dans l'ordre juridique interne des Etats parties au Traité constitutif, le droit dérivé pose nécessairement le problème de cohabitation avec le droit positif interne et celui d'autres organisations internationales intervenant dans le même domaine.

Dans la nomenclature des normes du droit dérivé de l'UEMOA[129] il existe un acte singulier que le Traité de l'Union qualifie d'acte additionnel. L'acte additionnel, comme son nom l'indique, est un acte complémentaire du Traité destiné à modifier un acte antérieur ou à le corriger. Les actes additionnels font l'objet de l'article 19 du Traité de l'UEMOA qui dispose : « La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement prend, en tant que de besoin, des actes additionnels au Traité de l'Union. Les actes additionnels sont annexés au Traité de l'Union. Ils complètent celui-ci sans toutefois le modifier. Leur respect s'impose aux organes de l'Union ainsi qu'aux autorités des Etats membres ». Les actes additionnels constituent une innovation et même une particularité du droit communautaire de l'UEMOA.

---

[128] Les actes adoptés par les institutions communautaires, qu'ils soient unilatéraux (directives, règlements, décisions) ou conventionnels (accords internationaux), constituent ce que l'on appelle le « droit dérivé ». Les actes de droit dérivé doivent toujours être conformes non seulement aux traités, mais également aux principes généraux du droit que la Cour de justice a dégagés à l'occasion des différents arrêts qu'elle a rendus, la jurisprudence constituant une source très importante du droit communautaire.

[129] Article 42 du Traité

En effet, l'acte additionnel de l'UEMOA est un acte communautaire atypique, sui generis aussi bien de par son objet (l'acte additionnel est un acte hybride dans la mesure où il peut avoir des objets différents) que de par sa sphère de rattachement (il peut émaner des acteurs forgeant le droit primaire que de ceux chargés de l'application de ce droit).[130]

Paragraphe 3 :L'UEMOA et la vaine tentative de mimétisme du dispositif juridique de l'Union européenne

Le modèle européen d'intégration correspond au « type de coopération que l'UEMOA entend promouvoir. Le processus engagé par cette institution sous régionale africaine, quand bien même sur le terrain de l'intégration économique et monétaire des similitudes d'approche avec l'Union Européenne sont perceptibles, tranche d'avec le schéma politique et social de cette dernière »[131]. La problématique des droits de l'homme que l'UEMOA a jusque-là évité d'aborder frontalement, en constitue l'une des illustrations manifestes.

Les carences de la coopération ouest africaine en matière de droits de l'homme reflètent les limites de la volonté réelle des gouvernements des Etats membres de l'UEMOA de transposer dans l'ordonnancement institutionnel et juridique de leur organisation commune le modèle mis en place par l'UE dont nous présentons les grandes lignes.

Au-delà de son territoire, l'Union européenne (UE) promeut le respect de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme en tant qu'élément fondamental de ses relations extérieures bilatérales et multilatérales. Ses instruments de politique étrangère (accords, dialogues, etc.) et d'assistance financière contribuent à renforcer la démocratie et les droits de l'homme dans le monde.

Le respect des droits de l'homme est par ailleurs l'une des conditions préalables à toute adhésion d'un pays candidat à l'Union. Le Règlement (CE) n° 1889/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 instituant un instrument de financement pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde,[132] établit un instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme fournissant une aide qui contribue au développement et à la consolidation de la démocratie et de l'État de droit ainsi qu'au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'aide fournie dans le cadre de cet instrument a pour objectifs:

---

[130] Luc Marius IBRIGA et COULIBALY Abou Said, op cit p. 8

[131] Moustapha KASSE : Intégration et partenariat en Afrique, op cit ; p.16

[132] Source : *Rapport annuel 2007 de l'UE sur les droits de l'homme*

- le renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans les pays et régions où ils sont les plus menacés;
- le soutien de la société civile, dans son rôle de promotion des droits de l'homme et de la démocratie, son action en faveur de la réconciliation pacifique d'intérêts particuliers, sa fonction de représentation et de participation politique ;
- l'appui aux actions liées aux droits de l'homme et à la démocratie, dans des domaines couverts par les orientations communautaires ;
- le renforcement du cadre international et régional pour la protection des droits de l'homme, de la justice, de l'État de droit et de la promotion de la démocratie ;
- la promotion de la confiance dans les processus électoraux démocratiques, en renforçant leur fiabilité et leur transparence, notamment par le biais d'observations électorales.

Afin de poursuivre ces objectifs, l'aide communautaire soutient les actions suivantes:

- la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamées dans la déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux.
- la promotion des droits de l'homme et de la démocratisation est un des domaines de coopération prévu dans les programmes tels que PHARE[133], TACIS[134] et MEDA[135] pour la période 2000-2006 (remplacés, pour la période 2007-2013, par les instruments d' aide de préadhésion, de financement de la coopération au développement notamment) . L'accord de Cotonou conclu avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) va encore plus loin, en fondant les allocations d'une partie du Fonds Européen de Développement (Initiative Bonne Gouvernance) sur les engagements par les pays bénéficiaires en matière de réformes institutionnelles dans plusieurs domaines liés à la gouvernance, y compris les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

[133] Le programme d'aide communautaire aux pays d'Europe centrale et orientale (Phare) constitue le principal instrument financier de la stratégie de préadhésion pour les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) candidats à l'adhésion à l'Union européenne. Depuis 1994, les missions de Phare ont été adaptées aux priorités et aux besoins de chaque PECO. Le programme Phare rénové possède un budget qui s'élève à plus de 10 milliards d'euros pour la période 2000-2006 (environ 1,5 milliard d'euros par an). Il poursuit essentiellement deux priorités: le renforcement des institutions et des administrations; le financement des investissements. Même si, à l'origine, le programme Phare était réservé aux PECO, celui-ci est en passe de s'étendre aux pays candidats des Balkans occidentaux.

[134] Le programme TACIS vise à favoriser la transition vers une économie de marché et renforcer la démocratie et l'État de droit dans les États partenaires d'Europe orientale et d'Asie centrale.

[135] Le programme MEDA vise à mettre en œuvre les mesures de coopération destinées à aider les pays tiers méditerranéens à procéder à des réformes de leurs structures économiques et sociales et à atténuer les effets du développement économique sur le plan social et environnemental.

- la promotion de la démocratie participative et représentative et des processus de démocratisation, à travers les organisations de la société civile (notamment: la promotion de la liberté d'association et de réunion, d'opinion et d'expression; le renforcement de l'État de droit et de l'indépendance du pouvoir judiciaire; la promotion du pluralisme politique et la représentation politique démocratique; la participation égale des hommes et des femmes à la vie sociale, économique et politique; le soutien aux mesures visant à faciliter la conciliation pacifique des groupes d'intérêt);

Les entités qui peuvent bénéficier d'un financement sont les suivantes :

- des organisations de la société civile ;
- des organisations sans but lucratif du secteur public et privé ;
- des organes parlementaires nationaux, régionaux et internationaux dans les cas où la mesure proposée ne peut être financée par un instrument connexe d'aide extérieure de la Communauté ;
- des organisations intergouvernementales, régionales et internationales ;
- des personnes physiques, lorsque leur concours est nécessaire pour atteindre les objectifs du règlement instituant l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme.

La participation aux procédures de passation de marchés publics ou d'octroi de contrats de subvention est ouverte, entre autres, à toutes les personnes physiques ou morales ressortissantes d'un État membre de l'Union ou établies dans un État membre, dans un pays adhérent ou candidat officiel, dans un État membre de l'Espace économique européen, dans un pays en voie de développement (tel que défini par le Comité d'aide au développement de l'OCDE), ainsi qu'aux organisations internationales.
Suite à l'expiration des règlements n°975/1999 (pays en développement) et 976/1999 (autres pays tiers) du Conseil, qui ont servi de base juridique pour les activités menées dans le cadre de l'Initiative, celle-ci a été remplacée par l'Instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde à partir du 1er janvier 2007.[136]

Créée en 1994 à l'initiative du Parlement européen, l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) regroupait les lignes budgétaires concernant la promotion des droits de l'homme, la démocratisation et la prévention des conflits, qui devaient être exécutées essentiellement en partenariat avec des Organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations internationales.

[136] *Rapport de l'UE 2007 sur les droits de l'homme.*

Le Traité de l'Union européenne (traité UE) réaffirme en effet dans son article 6 que l'Union européenne (UE) «est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit, principes qui sont communs aux États membres»[137]. Dans son article 49, il souligne que le respect de ces principes est également requis pour les pays candidats à l'adhésion à l'UE.

De plus, il a introduit, à l'article 7, un mécanisme destiné à sanctionner les violations graves et persistantes des droits de l'homme par les États membres de l'UE. Ce mécanisme a encore été renforcé par le Traité de Nice, conclu en décembre 2000[138]. Il a aussi étendu l'objectif de promotion du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales à la coopération au développement et à toutes les autres formes de coopération avec les pays tiers selon les articles 177 à 181 du Traité instituant la Communauté européenne (traité CE). Les articles 179 et 308 de ce traité ont permis de créer une base légale pour toutes les actions de l'UE en matière de droits de l'homme et de démocratisation. Les activités dans ce domaine ont d'ailleurs été renforcées en 2000 par la déclaration solennelle de la Charte des droits fondamentaux qui guide désormais les actions de l'UE dans ses relations extérieures.

L'IEDDH[139] présentait une valeur ajoutée par rapport aux autres instruments communautaires, dans la mesure où elle était complémentaire des programmes communautaires exécutés avec les gouvernements (tels que le FED, TACIS, ALA, MEDA, CARDS, PHARE) ainsi que du mécanisme de réaction rapide (MRR), et en ce qu'elle pouvait être mise en œuvre avec différents partenaires, en particulier des ONG et des organisations internationales. Elle pouvait également être utilisée sans le consentement du gouvernement du pays d'accueil ou lorsque les principaux programmes communautaires n'étaient pas disponibles pour d'autres raisons, telles que leur suspension. De plus, elle était complémentaire aux objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC).[140]

---

[137] *Article 6 du Traité de l'Union Europeenne*

[138] Le traité de Nice, conclu politiquement lors du Conseil européen de Nice le 11 décembre 2000 par les Chefs d'État ou de gouvernement et signé le 26 février 2001, est l'aboutissement de onze mois de négociations menées dans le cadre d'une conférence intergouvernementale (CIG) lancée en février 2000. Il est entré en vigueur le 1er février 2003 après avoir été ratifié par les quinze États membres de l'Union européenne (UE) selon leurs règles constitutionnelles respectives. La réforme institutionnelle accomplie à Nice a été qualifiée de "technique" et de "limitée". En effet, le traité ne bouleverse guère l'équilibre institutionnel, il conduit plutôt à des ajustements orientés autour de deux axes principaux : d'une part la question du fonctionnement et de la composition des institutions et d'autre part les coopérations renforcées. En marge des discussions concernant la réforme des institutions, quelques rares sujets de nature non institutionnelle ont été abordés.

[139] Lancé en 2006, l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) remplace l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (2000-2006), dont il est inspiré. L'IEDDH a pour objectif de soutenir la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans les pays n'appartenant pas à l'UE. Voir http://ec.europa.eu/europeaid/how/finance/eidhr_fr.htm

[140] Source *: Rapport 2001 de l'UE sur les droits de l'homme*.

En mai 2001, la Commission a adopté une communication sur le rôle de l'UE dans la promotion des droits de l'homme et de la démocratisation dans les pays tiers dans laquelle elle met en place le développement d'une stratégie cohérente et d'avantage axée sur un certain nombre de thèmes prioritaires et de "pays cibles" pour les actions concernant les droits de l'homme.

La nouvelle approche a été développée en collaboration avec plusieurs directions générales. Les États membres, le Parlement européen et des ONG participent également à sa mise en œuvre.

Sur la période 2005-2006, quatre campagnes thématiques ont été mises en œuvre, couvrant chacune un nombre limité de priorités spécifiques, à savoir :

- la promotion de la justice et de l'État de droit. Les actions financées concernaient le fonctionnement efficace de la Cour pénale internationale et d'autres tribunaux pénaux internationaux, l'abolition de la peine de mort ainsi que le renforcement des mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme ;

- la promotion d'une culture des droits de l'homme. Les fonds distribués étaient consacrés, entre autres, au renforcement des organisations de la société civile dans le domaine de la défense des droits des groupes vulnérables, à l'avancement des instruments internationaux en la matière et à la lutte contre la torture
- la promotion du processus démocratique ;

- Les fonds étaient consacrés à la promotion de processus électoraux démocratiques et au renforcement d'une base pour le dialogue démocratique dans la société civile ;

- la promotion de l'égalité, de la tolérance et de la paix ;

- Les actions financées concernaient l'égalité des droits et de traitement des individus et des personnes appartenant à des minorités, la garantie du respect des droits des populations indigènes ainsi que l'engagement de la société civile dans la prévention et la résolution des conflits :

- la promotion de l'égalité entre les sexes et des droits de l'enfant.

L'UE s'est engagée à respecter les droits de l'homme en général et les droits de l'enfant plus particulièrement, en vertu des traités internationaux et européens. Ainsi, elle adhère à la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant[141], promeut la mise en œuvre de la déclaration du Millénaire et des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et soutient le plan d'action intitulé «Un monde digne des enfants».[142]

Cet exposé des grandes orientations de l'UE en matière de promotion, de protection et de respect des droits de l'homme, montre l'étendue du chemin que l'UEMOA devra parcourir dans ce domaine ; quand on sait que pour l'heure, cette entreprise a encore du mal à se dessiner.

Section II : Le droit communautaire de l'UEMOA confronté au pluralisme juridique régional.

La multiplicité des organisations d'intégration économique et d'harmonisation des législations en Afrique francophone en général et en Afrique de l'Ouest en particulier, induit une pluralité juridictionnelles régionales et sous régionales

Paragraphe 1 : La pluralité des institutions régionales et les conflits de compétences intercommunautaires.

En dépit des apparences, « il n'est plus possible aujourd'hui de méconnaître la superposition des normes nationales, régionales et mondiales, ni la surabondance d'institutions et de juges, nationaux et internationaux, a compétence élargie. Ces réalités nouvelles font évoluer le droit vers des systèmes interactifs complexes et fortement instables. Plus que d'un défaut du droit, est d'une mutation qu'il s'agit dans la conception même de l'ordre juridique »[143].

---

[141]La Convention relative aux droits de l'enfant (aussi appelée Convention internationale des droits de l'enfant : CIDE) est un traité international rédigé sous l'égide de l'ONU en 1989 dans le but de reconnaître et protéger les droits spécifiques des enfants. Parmi les 193 États reconnus par l'ONU, seuls les États-Unis, la Somalie et le Soudan du Sud ne sont pas parties à ce traité :

- les États-Unis, qui l'ont signée sous la présidence de Bill Clinton, ne l'ont pas ratifiée car elle interdit toute condamnation à la peine de mort suite à un crime commis par un enfant de moins de 18 ans. Cette peine étant toujours aujourd'hui légale dans la Constitution de certains États américains (abolie par la Cour suprême dans son arrêt Roper v. Simmons de mars 2005), la ratification a été bloquée au Sénat américain (même si elle n'est appliquée qu'à sa majorité). De surcroît cette Convention interdit également la perpétuité réelle contre les personnes de moins de 18 ans, qui elle n'a pas été abolie par la Cour suprême contrairement à la peine de mort ;
- quant à la Somalie, son contexte politique intérieur troublé ne favorise pas son engagement international. Les mêmes motifs se retrouvent pour le Soudan du Sud. Voir le discours de Jean Zermatten du 12 octobre 2011 pour connaitre l'état de la ratification de la Convention et des Protocoles facultatifs.

[142] Source : *Rapports 2000 à 2010 de l'UE sur les droits de l'homme 6e séance plénière du 10 mai 2002, Plan d'action « un monde digne des enfants », Résolution adoptée par l'Assemblée générale, sur le rapport du Comité spécial plénier (A/S–27/19/Rev.1 et Corr.1, 28p.*

[143] DICKO Boubacar : *La Cour de justice et d'arbitrage de l'OHADA et les problématiques de l'intégration juridique et judiciaire par l'OHADA, in Rapport de la Rencontre inter juridictionnelle de Cotonou, mai 2008, p.86*

Ces propos sont d'une parfaite pertinence lorsqu'on entreprend une réflexion sur la problématique posée par l'émergence dans les organisations régionales africaines d'intégration d'organes juridictionnels de natures aussi différentes que les cours de la CEDEAO et de l'UEMOA, la Cour de la justice de la CEMAC , la Cour de la COMESA , la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA pour ne citer que ces quelques exemples.Uneprésentation des cours de justice en question s'impose.

A. La Cour de justice de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

Son intervention est ici retenue en raison de son appartenance à l'OHADA et en guise de comparaison. Avant de présenter cette cour, il convient de rappeler que la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) a été instituée par le traité du 16 mars 1994 complété par un additif du 5 juillet 1996. Ces deux textes prévoient la création de quatre institutions :

- l'Union Economique de l'Afrique Centrale (UEAC)[144] ;
- l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC)[145] ;
- le parlement communautaire ;
- la cour de justice communautaire.

Chaque institution est régie par une convention du 5 juillet 1996 à l'exception du parlement dont la convention est en cour de ratification.[146] La cour de justice de la CEMAC a son siège à N'Djamena (République du Tchad) où elle a été installée officiellement le 12 Avril 2000. Elle comprend treize membres à raison de deux juges pour chacun des six Etats membres (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad). Le treizième juge est désigné par l'Etat membre dont est originaire le juge élu Premier Président qu'il remplace à la Chambre à laquelle il appartenait initialement.

---

[144] L'Union des États d'Afrique centrale (UEAC) était une union économique créée le 2 avril 1968, à l'initiative du maréchal Mobutu Sese Seko, alors président de la République démocratique du Congo (Congo-Kinshasa).
Désireux de créer une structure transnationale, les « États-Unis d'Afrique centrale », qui regrouperait les États de la région, le maréchal Mobutu sollicite le Tchad, le Gabon, la République centrafricaine, la République du Congo (Congo-Brazzaville), le Rwanda et le Burundi.
En avril 1968, la charte de l'organisation est signée à Fort-Lamy, la capitale tchadienne. Mais la plupart des pays sollicités, se méfiant du projet qu'ils jugent non viable, ne répondent pas à l'appel. Au final, l'UEAC ne compte comme membres que la République démocratique du Congo (rebaptisé plus tard Zaïre et redevenu RDC aujourd'hui après le fin du régime de Mobutu), le Tchad et la République centrafricaine. En 1981, l'UEAC disparaît suite au retrait de la République centrafricaine et du Tchad, sans avoir eu de réalisations tangibles à son actif.

[145] La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) est une organisation internationale regroupant plusieurs pays d'Afrique centrale, créée pour prendre le relais de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC). Le traité instituant la CEMAC a été signé le 16 mars 1994 à Ndjamena (Tchad) et est entré en vigueur en juin 1999. Son siège est à Bangui (République centrafricaine.)

[146] *Rapport d'activité de la commission de l'UEMOA, http://www.uemoa.int*

La Cour de justice communautaire se compose de deux chambres. La Chambre judiciaire et la Chambre des comptes. La Chambre judiciaire comprend six membres à raison d'un juge présenté par chaque Etat membre. Ils sont nommés par un acte de la conférence des Chefs d'Etat pour un mandat de six ans renouvelable une fois. Ils élisent en leur sein un président de Chambre dont le mandat est de trois ans renouvelable une fois. La Chambre judiciaire connaît notamment des différends entre Etats ayant un lien avec le traité et les textes subséquents, si ces différends lui sont soumis, des litiges entre la Communauté et ses agents, des recours en contrôle de la légalité des actes juridiques déférés à sa censure, des recours directs ou préjudiciels en interprétation des actes juridiques, des traités, conventions et autres textes subséquents de la CEMAC , des litiges relatifs à la réparation des dommages causés par les organes et institutions de la Communauté ou par les agents de celle-ci dans l'exercice de leurs fonctions.

La Chambre connaît, en matière d'arbitrage, des différends qui lui sont soumis en vertu d'une clause compromissoire ou d'un compromis. Elle émet des avis sur la conformité aux normes juridiques de la CEMAC, des actes juridiques ou des projets d'actes initiés par un Etat, un organe de la CEMAC dans les matières relevant du domaine des traités.

La Chambre exerce ses fonctions en formation du jugement, en assemblée générale, en Chambre du conseil.La procédure suivie devant elle se déroule en deux phases : l'une écrite, l'autre orale. Elle est contradictoire dans tous les cas. La Chambre des comptes se compose de six membres à raison d'un juge présenté par Etat membre, dont l'un est élu par les pairs président de la chambre pour un mandat de trois ans renouvelable une fois. Ils sont nommés par acte de la conférence des Chefs d'Etat pour un mandat de six ans renouvelable une fois. Ils prêtent serment avant d'entrer en fonction.

La Chambre des comptes dispose d'un statut, d'un règlement de procédure et d'un greffe. Les juges sont assistés dans leurs fonctions par des agents appelés vérificateurs.Dans l'exercice de ses attributions juridictionnelles, la Chambre des comptes vérifie sur pièces et au besoin sur place la légalité et la régularité des recettes et des dépenses, juge les comptes, sanctionne la gestion de fait, connait les fautes de gestion, prononce les condamnations à l'amende et statue sur les recours. La Chambre des comptes émet des avis à la demande des institutions, organes et institutions de la Communauté sur toute question relevant de son domaine de compétence. La Chambre des comptes se saisit d'office. Tout dépôt de comptes vaut saisine. Il en est de même de l'inscription annuelle du contrôle de demande de contrôle ou d'avis[147].

[147]*Rapport d'activité de la commission de l'UEMOA, http://www.uemoa.int*

Elle apporte son appui aux cours des comptes nationales. La Chambre judiciaire et la Chambre des comptes de la Cour de justice de la CEMAC constituent des organes juridictionnels autonomes, séparés l'un de l'autre, sans chambre réunies. Ils statuent en toute indépendance. Les réformes institutionnelles actuellement en cours à la CEMAC proposent la transformation de ces deux organes en cour de justice et en cour descomptes.

B. La Cour de Justice de l'UEMOA.

La Cour de Justice de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été consacrée par le traité du 10 Janvier 1994 signé à Dakar (République du Sénégal). Il modifie le traité de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) signé à Paris le 14 Novembre 1973.

A cet effet, l'article 2 du traité de Dakar énonce que par le présent traité les hautes parties contractantes complètent l'Union Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Avant de présenter la cour de justice, le régime juridique des actes pris par les organes de l'UEMOA, doit être rappelé.

L'article 42 du Traité est assez explicite sur la question. Il dispose que « pour l'accomplissement de leurs missions et dans les conditions prévues par le présent traité :

- la Conférence prend des actes additionnels conformément aux dispositions de l'article 19 ;

- le Conseil des Ministres édicte des règlements, des directives et des décisions ; il peut également formuler recommandations et ou des avis ;[148]

- la commission prend des règlements pour l'application des actes du conseil et édicte des décisions ; elle peut également formuler des recommandations et – ou des avis ».

L'article 43 dispose que « les règlements ont une portée générale. Ils sont obligatoires dans tous leurs éléments et sont directement applicables dans tout Etat membre »[149]. Les directives lient tout Etat membre quant aux résultats à atteindre. Les décisions sont obligatoires dans tous leurs éléments pour les destinataires qu'elles désignent. Les recommandations et les avis n'ont pas force exécutoire. » Il résulte de ce qui précède qu'en dehors du Traité qui est passé par les procédures de ratifications, toutes les autres normes édictées par les organes rentrent directement dans le droit positif des Etats membres.

---

[148] *Rapport d'activité de la commission de l'UEMOA, http://www.uemoa.int*

[149] *Article 43 du Traité de l'UEMOA du 10 mai 1996*

Si la Cour de justice garantit la légalité communautaire les juridictions nationales sont les juges de droit commun de ce contentieux.

La composition de la Cour de justice de l'UEMOA est déterminée par les articles 4 et suivants de l'Acte additionnel N°10 /96 du 10 mai 1996[150].

Il résulte notamment de ces dispositions que la cour de justice est composée de membres nommés pour un mandat de six (6) ans renouvelable par la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Ils doivent être choisis parmi les personnalités offrant toutes les garanties d'indépendance et de compétence.

Les membres de la cour désignent en leur sein pour trois ans, le Président de la cour. Ils se répartissent entre eux les fonctions de juges, de premier avocat général et d'avocats généraux.

Les membres de la Cour sont tenus de résider au siège de la juridiction fixé à Ouagadougou au Burkina Faso. Ils entrent en fonction dès leur prestation de serment.

La Cour de justice est une juridiction permanente. Elle exerce ses fonctions à travers les formations suivantes :[151]

- L'assemblée plénière : Elle est une formation contentieuse composée de l'ensemble des juges et d'un avocat général. Elle ne peut délibérer qu'en nombre impair et avec un minimum de trois (3) juges. L'assemblée plénière est la formation ordinaire de la Cour.
- La Chambre du conseil : La Cour y siège avec le même nombre de juges qu'en assemblée plénière lorsque l'affaire qui lui est soumise est de nature à compromettre l'ordre public, la tranquillité publique et la sécurité publique.

- L'Assemblée Générale Consultative : Elle réunit l'ensemble des membres de la Cour. Le greffier en assure le secrétariat. L'assemblée générale consultative peut émettre des avis, des recommandations lorsqu'elle est saisie par un organe compétent de l'UEMOA.

- L'Assemblée intérieure : Elle comprend aussi l'ensemble des membres de la Cour et les membres du personnel. L'assemblée intérieure se réunit sur convocation du président. Elle peut se prononcer sur le règlement administratif de la Cour ainsi que sur les modalités d'application de ses règlements généraux et de sa discipline.

---

[150] *Acte additionnel au Traité de l'UEMOA N°10 /96 du 10 mai 1996*

[151] *Rapport d'activité de la commission de l'UEMOA, http://www.uemoa.int*

L'article 27 du titre IV de l'acte additionnel n° 10/96 du 10 mai 1996 portant statut de la Cour est consacré à ses compétences. Le libellé de cet article laisse entrevoir que l'énumération de ces compétences n'est pas exhaustive avec l'utilisation de « notamment » en début de phrase. Mais essayons déjà d'examiner les différents recours cités dans l'article[152] :

- Le recours en manquement. La Cour de justice connaît sur recours de la commission ou de tout autre Etat membre, des manquements des Etats aux obligations qui leur incombent en vertu du traité de l'union. A la suite de cette saisine, si la Cour constate qu'un Etat membre a manqué à l'une de ses obligations nées du traité, cet Etat sera tenu de prendre les mesures qu'impose l'exécution des arrêts de la Cour. En cas de résistance de l'Etat incriminé, la commission peut saisir la conférence des chefs d'Etats et de gouvernement.
- Le recours en manquement formé par un Etat membre devant la Cour est préalablement communiqué à la commission pour ses observations.
- Le recours en appréciation de la légalité. II est dirigé contre les actes communautaires obligatoires : les règlements, les directives, ainsi que les décisions individuelles prises par le Conseil et la Commission. Ce recours est ouvert à toute personne physique ou morale contre tout acte de l'union lui faisant grief. II doit être formé dans un délai de deux (2) mois à compter de la publication de l'acte, de sa notification ou à défaut, du jour où le requérant en a eu connaissance.
- Le plein contentieux de la concurrence. La Cour de justice peut se prononcer sur les décisions et les sanctions que la Commission a pu prendre contre des entreprises qui n'ont pas respecté le principe de la libre concurrence ou qui ont abusé de leur position dominante sur le marché de l'Union.
- Le recours du personnel de l'Union. La Cour de justice est habileté pour statuer sur les litiges opposant les organes de l'Union et leurs agents dans les conditions prévues au statut du personnel.
- Le recours en responsabilité. La Cour de justice est seule compétence pour déclarer engagée la responsabilité extracontractuelle de l'Union qui peut être condamnée à la réparation du préjudice causé soit par des agissements matériels, soit par des actes normatifs des organes de l'Union ou de ses agents dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. Toutefois, l'Union a la possibilité de se retourner contre ses agents en raison de fautes personnelles qui leur seraient imputables.

[152] *Rapport d'activité de la commission de l'UEMOA du 10 mai 1996, http://www.uemoa.int*

- Le recours préjudiciel. Le recours est introduit par les juridictions nationales lorsqu'elles rencontrent un problème d'interprétation du traité de l'Union, de la légalité et de l'interprétation des actes pris par les organes de l'Union, de la légalité ou de l'interprétation des statuts des organismes créées par un acte du Conseil. Lorsque la question préjudicielle[153] se pose devant une juridiction nationale dont les décisions sont susceptibles de recours, celle-ci peut y faire droit, si elle l'estime nécessaire. Mais lorsque la juridiction saisie au plan national statue en dernier ressort, la saisine de la Cour de justice du recours préjudiciel est obligatoire.

- Des avis et des recommandations. La Cour peut émettre des avis et des recommandations sur tout projet de texte qui lui est soumis par la commission. Son avis peut être demandé par le Conseil ou la Commission sur la comptabilité d'un accord international existant ou en voie de négociation, avec le traité de l'Union. La Cour peut être appelée à donner un avis lorsque la conférence des chefs d'Etats et de gouvernement, le Conseil des ministres ou la Commission rencontre des difficultés dans l'application ou l'interprétation des actes relevant du droit communautaire[154].

- Les clauses d'arbitrage. La Cour remplit également des fonctions d'arbitre lorsqu'elle est saisie en vertu d'un compromis établi par les Etats membres à l'occasion d'un litige lié à l'interprétation ou à l'application du traité.

Le règlement N^0 01/ 96 du 05 Juillet 1996 détermine la procédure suivie devant la Cour de Justice. Elle comprend une phase écrites et une phase orale.

- Pour la phase écrite : la Cour est saisie par une requête adressée au président. La requête est établie, outre l'original, en autant d'exemplaires notifiés conformes qu'il y a de parties. Elle est accompagnée, s'il y a lieu, de l'acte dont l'annulation est demandée. Le greffer transmet au demandeur une copie certifiée conforme de ladite requête.

A l'exception des Etats membres et des organes de l'Union, le requérant est tenu de déposer un cautionnement dont le montant est fixé par délibération de la Cour. Les parties doivent être assistées d'un avocat inscrit au barreau de l'un des Etats membres. Ceux-ci ou les organes de l'Union sont représentés par un agent qui peut être assisté d'un avocat.

---

[153] Le renvoi préjudiciel, ou question préjudicielle est une notion de droit de communautaire qui s'applique devant les juridictions d'États membres de l'Union. Celle-ci « permet à une juridiction nationale d'interroger la Cour de justice de sur l'interprétation ou la validité du droit communautaire dans le cadre d'un litige dont cette juridiction est saisie. ». Son objectif est « de garantir la sécurité juridique par une application uniforme du droit communautaire dans l'ensemble de l'Union. »

[154] *Rapport d'activité de la commission de l'UEMOA du 10 mai 1996, http://www.uemoa.int*

Un rapporteur est désigné pour chaque affaire par le président. La requête et le mémoire peuvent être complétés par une réplique du requérant et une duplique du défenseur. Le juge rapporteur établit alors son rapport et l'avocat général ses conclusions. Le dossier est en ce moment en état pour recevoir jugement.

- La phase orale : Elle se déroule en audience publique sauf si la Cour en décide autrement sur demande motivée d'une partie. Au cours des débats qui suivent la lecture du rapport, la Cour peut entendre des experts, des témoins ainsi que les parties elles-mêmes. La cour peut par arrêt ordonner des mesures d'instruction.

Les recours formés devant la Cour ne sont pas suspensifs[155]. Cependant, à la requête d'une partie, le sursis à l'exécution peut être ordonné lorsque l'affaire est pendante devant la juridiction. La présentation des conclusions de l'avocat général met fin aux débats qui sont déclarés clos. La Cour statue en premier et dernier ressort. Ses arrêts peuvent être attaqués par la voie de la tierce opposition et de la révision. Elle est compétente pour interpréter ses arrêts.

Face à la pluralité des cours de justice liée à la multiplication des regroupements d'intégration économique ou d'harmonisation du droit, l'établissement d'un espace d'échanges entre elle, apparaît indispensable dans l'intérêt des justiciables. Les Etats de l'UEMOA sont souvent membres de la CEDEAO, de l'OHADA ou de la CEMAC. Les normes édictées par ces organisations s'appliquent concomitamment à plusieurs Etats. Cette situation n'est pas sans créer ou favoriser les conflits.

C. La Cour de Justice de la CEDEAO

La Cour de justice de la CEDEAO est l'institution juridictionnelle de cette communauté de quinze (15) Etats membres dont les (8) huit francophones membres de l'UEMOA.

La CEDEAO a été instituée par le Traité du 28 Mai 1975, révisé le 24 Juillet 1993, avec pour objectif principal de promouvoir le développement économique accéléré et soutenu des Etats membres, leur intégration dans la perspective d'une Union Economique de l'Afrique de l'Ouest en vue d'élever le niveau de vie de ses populations.

[155] *Rapport d'activité de la commission de l'UEMOA du 10 mai 1996, http://www.uemoa.int*

Une telle finalité économique nécessite une intégration juridique. C'est pour cette raison que fut adopté le 06 Juillet 1991 le protocole A/P1/7/91 relatif à la Cour de justice de la communauté CEDEAO.[156]

Les compétences de la Cour de justice de la CEDEAO se situent à troisniveaux : consultatif, contentieux, arbitrage.

Le protocole additionnel de 1991 assigne à la Cour les principales missions suivantes :

- assurer le respect du droit et des principes équité dans l'interprétation et l'application des dispositions du traite, des protocoles, conventions et autres instruments connexes de la communauté ;
- régler les différends pouvant surgir entre les états membres et les institutions de la Communauté, à l'occasion de l'interprétation ou de l'application des dispositions du Traité et des textes connexes,
- émettre, à titre consultatif, des avis juridiques sur des questions qui requièrent l'interprétation des dispositions du Traité (article 10).

Sous le régime du protocole de 1991, la saisine de la Cour était donc limitée aux Etats Membres et aux institutions de la Communauté ; tandis que les individus devaient passer par le biais d'un Etat membre pour la saisir. Les fonctions de la Cour se limitaient alors à l'interprétation ou à l'application des dispositions du Traité. La Cour n'a donc pu, pratiquement, être pleinement opérationnelle .Ainsi, de 2001 à 2004, soit en trois ans, elle a enregistré une seule requête ; celle dite de l'Affaire « afolabi Olajide » contre la République fédérale du Nigeria[157], prélude à des amendements du protocole de 1991.

[156] Les arrêts de la Cour de justice ont force obligatoire à l'égard des Etats Membres, des institutions de la communauté et des personnes physiques et morale.

La Cour de justice de la communauté ne sera mise en place que le 30 janvier 2001 par la prestation de serment des sept (7) juges qui la composent. Initialement nommés pour un mandat de cinq (5) ans renouvelable une fois, le protocole additionnel du 14 Juin2006 a ramené le mandat des juges de la Cour de justice de la Communauté à quatre (4) ans non renouvelable. Ce même protocole précise que les 7 juges élisent en leur sein un bureau de trois (3) membres, composé du président, du vice-président, du juge le plus ancien ou du plus âgé de la Cour.

Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

[157] La Cour, depuis sa création a eu à émettre des avis consultatifs et a même été saisie de cas de violation de droits à la suite de la fermeture de la frontière entre le Bénin et le Nigeria par un ressortissant Nigérian en 2003. Dans une décision à la lisibilité difficile, la Cour a enjoint au Nigeria de s'abstenir à l'avenir de telles fermetures sans reconnaître au demandeur le droit d'introduire un tel recours (Arrêt n° 01/04/04 du 27 avril 2004). Voir Arrêt n° 01/04/04 du 27/04/04, M. OLAJIDE AFOLABI c/ Rep. Fédérale du Nigeria.

Le protocole additionnel intervenu le 19 janvier 2005 marque donc un tournant dans la vie de la Cour en ce qui concerne ses fonctions et son rôle dans le processus d'intégration. Ce protocole, de par l'ouverture de la saisine de la Cour aux particuliers, personnes physiques et morales, et de par l'extension de ces compétences, a opéré une révolution au sein de la Communauté et de ses institutions.[158]

Les affaires pour lesquelles la Cour a été saisie couvrent les domaines suivants :

- L'Interprétation des textes communautaires,
- L'appréciation de la légalité des actes de la Communauté (Règlements, Directives, Décisions etc..);
- L'examen des manquements des Etats à leurs obligations,
- Le contentieux de la fonction Publique de la Communauté ;
- Les actions en réparation des dommages causées par une institution ou un agent de la communauté ;
- La responsabilité extracontractuelle de la Communauté ;
- Les cas de violation des droits de l'Homme dans tous les Etats Membres.

La liste n'est pas exhaustive. Il convient de souligner qu'en ce qui concerne la compétence de la Cour en matière de violation des droits l'Homme, deux conditions de recevabilité des requêtes sont exigées : Il faut que la requête ne soit pas anonyme et qu'elle n'ait pas été portée devant une autre Cour internationale (cette deuxième condition vise à limiter autant que possible les conflits inter-juridictionnels)[159]. La règle de l'épuisement des recours internes[160] n'est pas exigée.

Les spécificités de l'ordonnancement juridique de la CEDEAO telles qu'elles ressortent de l'exposé des compétences de la Cour posent nécessairement le problème des rapports entre l'institution judiciaire communautaire et les juridictions nationales des Etats membres de la Communauté. En effet, l'article 15 (4) du Traite révisé dispose que «les arrêts de la Cour de justice ont force obligatoire à l'égard des Etats membres, des institutions de la Communauté et des personnes physiques et morales».

---

[158] Cela explique l'enregistrement de nombreuses affaires telles que mentionnées dans le dernier Rapport annuel de la Cour ; à savoir que sur une même période de trois ans (2005–2008) la Cour a enregistré 43 requêtes réduites à vingt neuf par suite de jonctions de procédures.
Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

[159] Article 9 du protocole additionnel de 2005
Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

[160] Cette condition est la conséquence de la compétence subsidiaire de la juridiction supranationale, conçue comme un organe de contrôle de l'application de la convention. Les juridictions des États signataires sont chargées d'appliquer la convention, et de faire disparaître les violations des droits de l'homme. Pour saisir la Cour, le requérant doit établir l'incapacité des juridictions nationales à remédier aux manquements, en exerçant les recours utiles, efficaces et adéquats, et en invoquant en substance une violation de la convention.

L'article 22(3) du protocole de 1991 précise quant à lui que « les Etats membres et les institutions de la Communauté sont tenus de prendre sans délai toutes les mesures nécessaires, de nature à assurer l'exécution des décisions de la Cour». (Article14). Par ailleurs, aux termes de l'art. 26 du même protocole de 1991 « la Cour peut décider de siéger sur le territoire d'un autre Etat Membre» que celui de son siège. La lecture combinée de ces dispositions montre que les juridictions nationales des Etats membres participent à l'action et à la mission de la Cour et qu'en conséquence, la Cour communautaire et les juridictions nationales se doivent d'entretenir des rapports de coopération, voire de collaboration étroite. Dans le même registre, le mécanisme des questions préjudicielles règle le problème de rapports entre la juridiction communautaire et les juridictions nationales en ce sens que l'article 10 du protocole additionnel de 2005 tout en réservant la compétence exclusive à la Cour pour l'interprétation des textes adoptés par la CEDEAO ou sous ses auspices, ne dessaisit pas le juge national ; mais au contraire, il lui permet de dire le droit et donc d'appliquer le droit communautaire sur son territoire.

Par exemple, dans le domaine des commissions rogatoires, le règlement de la Cour en son article 41 prévoit des actes de procédure dont les juridictions nationales constituent les canaux idoines pour leur accomplissement. En matière d'exécution des décisions de la Cour, la tâche incombe aux Etats membres et à leurs juridictions nationales. Ainsi, l'article 24 du protocole additionnel qui a institué les voies d'exécution des arrêts de la Cour, rend les cours nationales partenaires de la Cour communautaire et donc complémentaires de celle-ci.[161] En définitive, « au plan normatif pur, il n'existe pas de primauté de degré juridictionnel ; c'est-à-dire que les décisions de la Cour, tout en s'imposant aux Etats membres ne peuvent infirmer les décisions rendues par les juridictions nationales. Au total, on peut donc dire que entre la Cour de justice de la CEDEAO et les juridictions nationales des Etats membres il existe des rapports de complémentarité empreinte d'une coopération qui vise à façonner de manière décisive, l'intégration sous régionale par le droit »[162][163]. S'agissant des questions de droit de l'Homme ; il convient de souligner que celle-ci constitue l'un des objectifs visés par les pères fondateurs des regroupements communautaires ; et c'est pourquoi la CEDEAO a opéré l'extension des compétences de son institution judiciaire pour y inclure la protection des droits humains. Cela constitue pratiquement une particularité de cette cour.

---

[161] En effet, le juge national, se basant sur des règles de procédure en vigueur sur son territoire, fera exécuter les décisions de la Cour communautaire et le lui notifiera.

[162] NANA-DABOYA, juge à la Cour de la CEDEAO, *in Rapport précité de la Rencontre inter juridictionnelle de Cotonou, p.46*

Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

[163]Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

D. La Cour de justice et d'arbitrage de l'OHADA

Pour l'OHADA, l'objectif est d'uniformiser tout le droit des affaires , en Afrique de l'Ouest et du Centre, promouvoir l'arbitrage comme mode de règlement des différends contractuels, d'améliorer le climat d'investissement et de soutenir l'intégration économique africaine en vue d'accomplir de nouveaux progrès sur la voie de l'unité africaine.[164]

Paragraphe 2 : La pluralité des juridictions communautaires régionales et la pluralité des conflits.

Le foisonnement des juridictions régionales qui traduit les progrès du droit et de la justice au sein de l'espace ouest africain doit être salué. Mais la crainte des décideurs et des juristes, ce n'est pas en soi la pluralité, ce sont les difficultés procédurales qu'une telle évolution suscite, notamment le risque de conflits virtuels de compétences ou même de conflits entre droits matériels applicables[165].

Ces conflits peuvent stimuler l'activité des cabinets d'avocats ; les travaux de la doctrine et l'imagination des juges ; mais il est à craindre que soient oubliés les perspectives d'ensemble du droit international. Celui-ci doit s'adapter aux réalités régionales ; mais il doit conserver son unité et fournir aux acteurs de la vie internationale les preuves de sa capacité.

Comment alors parvenir à ce que la pluralité des juridictions soit une source d'enrichissement et non de désordre ? Peut-on, en d'autres termes, faire l'économie d'une guerre des juges ?

Telles sont les questions qui vont être abordées au cours de notre réflexion pour laquelle nous avons choisi de nous en tenir aux relations entre les juridictions francophones de l'UEMOA et de l'OHADA.

L'UEMOA est née de la nécessité de favoriser le développement économique et sociale des Etats membre grâce à l'harmonisation de leur législation, à l'unification de leurs marchés intérieurs et à la mise en œuvre de politiques sectoriels communs dans les secteurs essentiels de leurs économies.

---

[164] La présentation de cette cour est incluse dans le paragraphe é2é ci-dessous (A)

[165] Luc Marius IBRIGA et Abou Said COULIBALY, op cit. P. 3
Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

Elle s'est dotée d'une cour de justice ayant pour fonction d'assurer l'intégration conforme du Traité de l'Union et des actes dérivés, fonction qu'elle accomplit, à coté de ses autres attributions particulières, dans le cadre de la procédure de recours préjudiciel par laquelle une juridiction nationale peut ou doit , selon qu'elle statue à charge d'appel ou en dernier ressort , poser des questions préjudicielles lorsque se présente un problème d'intégration du Traité de l'Union, de la légalité d'un acte pris par les organes de l'Union etc.

Le 17 Octobre 1993, a été créée , par le Traité dit de Port-Louis, l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires(OHADA)[166] par les Etats suivant : Benin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Cote d'Ivoire, Gabon, Guinée Equatoriale, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Guinée Bissau et la République de Guinée (Conakry). L'OHADA a pour objectif de « favoriser le développement de l'intégration économique régionale par la garantie d'une sécurité juridique et judiciaire notamment par l'érection d'un droit des affaires simple, moderne et adapté au contexte et l'institution d'une instance régulatrice du droit : la cour commune de justice et d'arbitrage »[167].

Ladite cour est chargée d'assurer dans les Etats parties l'interprétation et l'application commune du présent Traité, des règlements pris pour son application et des actes uniformes. Elle peut être consultée par tout Etat Partie ou par le conseil des Ministres sur toute question entrant dans le champ du droit uniforme. La même faculté de solliciter l'avis constitutif de la cour est reconnue aux juridictions nationales de première instance ou d'appel.

Saisie par la voie du recours en cassation, la cour se prononce sur les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions de fond des Etats parties dans toutes les affaires soulevant des questions relatives à l'application des actes uniformes et des règlements prévus au Traité fondateur à l'exception des décisions appliquant des sanctions pénales. En cas de cassation, elle évoque et statue sur le fond.

---

[166] L'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (en abrégé OHADA) est une association panafricaine de normalisation juridique créée en remplacement de l'OCAM. Elle a été créée par le traité du 17 octobre 1993 à Port-Louis (île Maurice). Cette organisation regroupe 16 pays (les 14 pays de la Zone du franc CFA, plus les Comores et la Guinée Conakry) et elle reste ouverte à tout État du continent africain. La plus importante réalisation de l'OHADA est la signature d'actes uniformes d'où est issu le plan comptable OHADA.

[167] DICKO Boubacar : *La Cour de justice et d'arbitrage de l'OHADA et les problématiques de l'intégration juridique et judiciaire par l'OHADA, in Rapport de la Rencontre inter juridictionnelle de Cotonou, mai 2008, p.87*

Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

A l'examen de la composition des membres des deux organisations communautaires, on peut tout de suite relever que :

Tous les Etats partenaires dans l'UEMOA sont membres de l'OHADA et appartiennent à la zone Franc[168]. Tous les Etats membres de l'OHADA, à l'exception notable de la République de Guinée, appartiennent à la zone franc qui comprend la zone UEMOA, la zone CEMAC et les Comores. En outre, les deux organisations ont les mêmes visées intégrationnistes en vue du développement économique des Etats membre et ont, pour garantir l'harmonie et la cohérence de leur démarche, mis en place des juridictions chargée d'assurer l'application et l'interprétation des droits communautaires.

A. La primauté des droits communautaires sur les droits nationaux et leur applicabilité directe.

L'article 10 du Traité OHADA dispose que « les actes uniformes sont directement applicables et obligatoires dans les Etats Parties nonobstant toute disposition contraire de droit interne antérieure ou postérieure. » L'article 6 du Traité de l'UEMOA prévoit de son côté que : « les actes arrêtés par les organes de l'union pour la réalisation du présent Traité et, conformément aux règles et procédures instituées par celui-ci, sont appliqués dans un Etat membre nonobstant toute législation nationale contraire, antérieure ou postérieure ». Les cours communautaires devaient d'ailleurs chacune de son côté réaffirmer ce principe. La cour de justice de l'UEMOA l'a fait dans deux avis en date du 18 Mars et du 27 Juin 2007[169].

La CCJA de l'OHADA, par avis en date du 30 Avril 2001 mis en exergue que : « l'article 10 du Traité relatif à l'harmonisation en Afrique du droit des affaires contient une règle supranationale parce qu'il prévoit l'application directe et obligatoire dans les Etats parties des actes uniformes et institue, par ailleurs, leur suprématie sur les dispositions de droit interne antérieur et postérieur ». Mais si la primauté sur les droits nationaux et l'application directe des législations communautaires sont ainsi consacrées textuellement et confrontées par les jurisprudences communautaires, la problématique des rapports des deux organisations dans le domaine de la production normative de leurs activités respectives n'en demeure pas moins.

---

[168] La Zone franc est constituée de zones géopolitiques où sont utilisées des monnaies qui étaient autrefois liées au franc français (anciennes colonies ou territoires d'outre-mer) et sont aujourd'hui liées à l'euro par un système de parité fixe garanti par des bons du Trésor français. Ces monnaies résultent de la politique de coopération monétaire de la Banque de France et des banques centrales des anciennes colonies, liées par des accords. Le Franc CFP correspond à des zones sous souveraineté française et est émis par un établissement public français, l'institut d'émission d'outre-mer. La Banque de France gère cet ensemble sous le concept de Zone franc. Les pays de la zone Franc sont en Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo.

[169] *Cf. article 10 du Traité OHADA de 1993.*

B. Les zones de friction entre l'UEMOA et l'OHADA

B.1 Des frictions dans la production normative

Le champ du droit des affaires qui constitue le domaine de l'OHADA, en raison de l'imprécision de la notion, n'a pas de frontières bien délimitées. Aussi, le Traité instituant l'OHADA a-t-il procédé à une énumération des différentes matières entrant dans ce champ qui correspond à « l'ensemble des règles relatives aux droit des sociétés et au statut juridique des commerçants au recouvrement des créances, aux sûretés et aux voies d'exécution, au régime du redressement des entreprises et de la liquidation judiciaire, au droit de l'arbitrage, et au droit du travail, au droit comptable, au droit de la vente et des transports. »[170]

A cette énumération déjà assez longue, le texte fondateur ajoute « toute autre matière que le conseil des ministres déciderait d'y inclure ». Ainsi le caractère particulièrement extensif du domaine de l'OHADA contient à n'en pas douter des germes symptomatiques de conflits avec le risque de contrariété de normes édictées, en l'absence de concertation entre les différents législateurs communautaires. L'illustration la plus parfaite de cette situation se rapporte au droit comptable où ont coexisté les règles élaborées au sein de l'UEMOA relative au Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA)[171] entré en vigueur en Janvier 1998 et l'Acte uniforme portant organisation et harmonisation de la comptabilité des entreprises adoptée en 2000 par l'OHADA. Ce n'est qu'au prix d'une heureuse entreprise de rattrapage menée par l'UEMOA que le SYSCOA a été modifié en 2001 pour concilier les deux réglementations dans le cadre d'une combinaison et d'une adaptation des concepts et techniques comptables pour donner naissance au SYSCOHADA[172].

Par ailleurs, c'est conscient de ce risque que le législateur communautaire OHADA s'entoure parfois de quelques précautions méthodiques comme en offrent l'exemple les dispositions de l'article 916 de l'Acte uniforme relatif aux sociétés commerciales et aux groupements d'intérêt économique qui précise que « le présent Acte uniforme n'abroge pas les dispositions législatives auxquelles sont assujetties les sociétés soumises à un régime particulier ».

---

[170] *Cf. article 2 du Traité OHADA de 1993.*

[171] Les autorités de l'UEMOA, reconnaissant le rôle important que doit jouer la comptabilité dans le développement et l'intégration économiques des Etats de l'Union, ont décidé de réaliser un nouveau Plan Comptable Général Commun, dénommé SYSTEME COMPTABLE OUEST AFRICAIN, en abrégé SYSCOA, devenu applicable dans l'Union depuis le 1er janvier 1998. Voir http://www.izf.net/pages/uemoa-syscoa/2365/

[172] *Système Comptable de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires.*

Parmi celles-ci il y a notamment les établissements de crédits soumis à la réglementation édictée sous l'égide de l'UEMOA et les sociétés d'assurance soumis au code CIMA[173]. On peut toutefois relever une certaine incohérence dans le fait que le statut du commerçant et les actes de commerce soient régis par l'acte uniforme sur le droit commercial général de l'OHADA alors que les effets de commerce le sont par règlement relatif aux systèmes et paiement de l'UEMOA.

B.2 Des frictions dans les activités juridictionnelles

Aux termes des dispositions du traité instituant l'OHADA, « la Cour commune de justice et d'arbitrage qui assure dans les Etats parties l'interprétation et l'application commune du présent traité, des règlements pris pour son application et des actes uniformes, [quand elle est] saisie par la voie du recours en cassation, elle se prononce sur les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions [de fond] des Etats Parties dans toutes les affaires soulevant des questions relatives à l'application des actes uniformes et des règlements prévus au … Traité constitutif de l'OHADA à l'exception des décisions appliquant des sanctions pénales et, en cas de cassation, elle évoque et statue sur le fond »[174].

Par cette disposition qui confère un pouvoir d'évocation au juge de cassation (qu'est en principe la CCJA) de connaître de l'entièreté d'un litige en droit, le législateur OHADA a élargi dans une perspective pratiquement sans limites le champ de compétence de la CCJA[175].

En effet, quand la CCJA est saisie d'un pourvoi en cassation, elle se prononce dans une première phase sur la régularité de la décision querellée en vérifiant si les dispositions d'un acte uniforme appliquées pour la solution du litige ont été bien interprétées et appliquées à bon escient aux faits de l'espèce tels qu'ils ont été souverainement appréciés par les juges du fond.

---

[173] DICKO Boubacar : *La Cour de justice et d'arbitrage de l'OHADA et les problématiques de l'intégration juridique et judiciaire par l'OHADA, in Rapport de la Rencontre inter juridictionnelle de Cotonou, mai 2008, p.78*
Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

[174] Cf. article 14 *du Traité OHADA de 1993*

[175] Il se pose ici le le problème de la transformation de ces juridictions en troisième degré de juridiction, V. TALON (D.), «Une cour de cassation peut-elle juger en fait ? Le cas de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (O.H.A.D.A.) », in Gazette du Palais, 12-13 janvier 2001, p. 7. ; NSIE (E.), « La Cour Commune de Justice et d'Arbitrage », Penant no 828, p. 308 ; DIALLO (B.), « Réflexions sur le pouvoir d'évocation de la CCJA dans le cadre du Traité de l'OHADA », Op. Cit. p. 40 ; ASSEPO ASSI (E.), « La Cour Commune de Justice et d'arbitrage de l'OHADA : un troisième degré de juridiction ? », RIDC no 4, 2005, p. 943.

Ce faisant la CCJA procède comme une juridiction classique qui n'est juge que du droit et demeure dans ce rôle en cas de rejet du pourvoi[176]. Il en est autrement dans la phase de l'évocation où la CCJA se transforme en juridiction de fond apprécient les démentions tant juridiques que factuelles du litige. Or la solution d'un litige dans toutes ses démentions peut appeler l'application simultanée de disposition du droit uniforme et de dispositions de droit national qui pourrait être issu d'un règlement de l'UEMOA ou d'une autre organisation communautaire. L'occasion la plus probable est que la CCJA soit amenée à statuer sur un litige commercial impliquant l'interprétation des dispositions du règlement relatif au système de paiement dans les Etats membres de l'UEMOA.

Faudrait-il alors user du recours préjudiciel et saisir la cour de justice de l'UEMOA en interprétation des dispositions controversées comme l'aurait fait une juridiction nationale ? Si la CCJA statue dans le cadre de l'évocation[177] après cassation dans les mêmes conditions qu'une juridiction d'appel ou même de première instance, aucune disposition de son règlement de procédure n'autorise une telle démarche qui serait d'ailleurs en porte à faux avec le souci de célérité et de simplification de la procédure qui justifie ce raccourci procédural que constitue l'évocation. En définitive, on peut noter, qu'en dépit de l'existence de quelques zones de frictions, les organes communautaires des régions Ouest et Centre de l'Afrique ont contribué substantiellement à l'intégration juridico-économique. Mais si, en raison de son emprise géographique qui comprend grosso modo les Etats des espaces UEMOA et CEMAC, « les ambitions expansionnistes de l'OHADA peuvent paraître justifiées dès lors qu'elles permettent une intégration sur une plus vaste échelle, il s'avère toutefois nécessaire de mettre en place des instances de coordination associant des experts des autres organisations communautaires dans l'élaboration de tout projet d'harmonisation »[178]. La multiple appartenance des Etats à des groupements d'intégration économique et régionale, dont les fonctions et les activités font souvent double emploi ou se chevauchent quand elles ne se contredisent pas, interpelle et suggère d'intensifier la réflexion sur la compatibilité et la nécessaire mise en cohérence des différents schémas d'intégration.

---

[176] Voir art. 14 et 15 du Traité du 17 octobre 1993. Pour une répartition de compétence entre les juridictions nationales et la CCJA, lire KANTE (A.), La détermination de la juridiction compétente pour statuer sur un pourvoi forme contre une décision rendue en dernier ressort en application des actes uniformes, Observations sur l'arrêt de la Cour suprême du Niger du 16 aout 2001, www.ohada.com/doctrine/ , OHADATA D-02-29 ; NZET BITEGUE (G.), «Les rapports entre la Cour commune de justice et d'arbitrage et les juridictions nationales », Hebdo Informations (Libreville), no 406 du 21 août 1999, p.1 ; TIGER (Ph.) et (L.) BEN KEMOUN, « Les rapports entre les juridictions de cassation nationale et la CCJA de l'OHADA : aspects conceptuels et évaluation », Penant no 860, juillet-septembre 2007, p. 284 ; ANOUKAHA (F.), « La délimitation de la compétence entre la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage OHADA et les cours suprêmes nationales en matière de recouvrement des créances », Juridis périodique n° 59, juillet-décembre 2004, p. 118.

[177] Sur la question, voir DIALLO (B.), *« Réflexions sur le pouvoir d'évocation de la CCJA dans le cadre du Traité de l'OHADA », Penant no 858, p. 40.*

[178] TATY Georges, juge à la Cour de la CEMAC, In Rapport de la Rencontre de Cotonou de 2008, p.56
Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

L'Afrique de l'Ouest est un exemple parlant, dans la mesure où dans cette zone géographique, la problématique de l'intégration a presque toujours été envisagée dans un contexte concurrentiel. Longtemps focalisée sur le problème de la comptabilité entre la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) et la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la concurrence pour ne pas dire la rivalité s'est aujourd'hui déplacée et se situe dans les rapports entre l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et la CEDEAO, d'une part et la même UEMOA et l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), d'autre part.

En Afrique centrale le problème est le même si bien que la CEMAC, sœur jumelle de l'UEMOA dans cette zone, cohabite avec des organisations comme la Communauté des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté des Pays de Grands Lacs (CEPGL), la CENSAD et, bien entendu, l'OHADA. De prime abord, un rapprochement des Traités UEMOA, CEDEAO révisé et OHADA, ne laisse entrevoir aune incompatibilité notoire quant aux objectifs.

Concernant le rapport UEMOA-CEDEAO, le préambule du Traité UEMOA inscrit l'action de cette dernière dans l'optique de la CEDEAO tandis que l'article 2 du Traité CEDEAO ne fait pas obstacle à l'existence de l'UEMOA. Toutes les deux organisations visent à terme l'union économique, admettent l'abandon de souveraineté par les Etats, prévoient la participation des peuples par l'intermédiaire de leurs représentants (CIP UEMOA et parlement CEDEAO) et assurent la promotion du droit communautaire par la création d'une cour de justice, etc.[179]

Quant à la relation UEMOA-OHADA, la lecture des traités constitutifs[180]prouve que les deux processus poursuivent des objectifs quasi identiques ; c'est-à-dire que du point de vue des objectifs, la compatibilité UEMOA-CEDEAO et OHADA ne souffre d'aucune objection majeure, ce, d'autant plus que l'article 14 du Traité UEMOA fait de l'élimination des incompatibilités une action prioritaire de l'organisation. Ce n'est donc pas la nature des projets et programmes qui constitue la pierre d'achoppement, mais c'est sans doute dans la matière dont les objectifs sont mis en œuvre qu'il faut chercher une éventuelle pomme de discorde. En effet, la situation géographique et la compétence de ces trois organisations révèlent un entrelacement de relations susceptible de déboucher sur des incompatibilités majeures. C'est donc tout naturellement que l'on est amené à se demander s'il n'y aurait pas une contre-indication notoire à la cohabitation de ces trois organisations.

---

[179] Voir dans ce sens : IBRIGA et Coulibaly, op cit p. 14

[180] Notamment à travers les articles 4 (UEMOA), 1 et 2 (OHADA).
Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

Cette interrogation devient préoccupante lorsque la question est envisagée sous l'angle de la coexistence des trois juridictions que sont la cour de justice de l'UEMOA, la cour de justice de la CEDEAO et de la cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA.

Le risque de conflits entre systèmes juridiques, loin d'être potentiel, est réel eu égard à l'existence d'un domaine concurrent entre l'UEMOA, la CEDEAO et l'OHADA. Un risque aggravé par le caractère supranational des normes secrétées par chacune de ces organisations de coopération[181].

Dans cette situation, quelle démarche est à suivre en vue d'endiguer les inconvénients inévitables de cet entrelacement juridique ? La problématique de l'harmonisation des normes juridiques et des pratiques communautaires s'énonce en ces termes.

Paragraphe 3 : L'harmonisation des normes juridiques régionales, un défi pour l'UEMOA.

Au regard des problèmes ci-dessus évoqués, il est urgent que soit mise en place une structure de concertation et de coordination des différentes organisations d'intégration aux fins de créer entre elles une synergie allant dans le sens de l'harmonisation , voire de la fusion . Des réformes sont donc nécessaires aux fins d'harmonisation des règles de droit applicables dans l'espace UEMOA.Dans cette perspective, la réflexion pourrait s'articuler autour des problématiques ci-dessous déclinées.

A. Problématique relative au choix des méthodes et modalités de l'intégration juridique et judiciaire.

Selon deux éminents auteurs « l'intégration juridique achevée et strictement entendue, se définit comme le transfert des compétences étatiques de deux ou plusieurs Etats à une organisation internationale dotée de pouvoirs de décision et de compétences supranationales ou supra étatiques pour réaliser un ensemble juridique étatique unique et cohérent dans lequel les législations nationales s'insèrent ou se fondent pour atteindre les objectifs économiques et sociaux que les Etats membres se sont assignés. » [182]

---

[181] IBRIGA, Luc Marius, *La problématique de la juridictionnalisation des processus d'intégration en Afrique de l'Ouest, http://www.institut-idef.org/IMG/pdf/Microsoft_Word_-_LA_PROBLEMATIQUE_DE_LA_JURICTIONALISATION.pdf*

[182] Professeur ISSA SAYEGH et Jacqueline OBLE, *in Harmonisation du droit des affaires – Collection UNIDA- Juriscope.*

Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

Cette définition se trouve assurément dans les Traités constitutifs des organisations régionales, mais elle élude quelque peu les méthodes et les modalités techniques par lesquelles cet « ensemble juridique unique et cohérent » se réalise et comment « il se fond » dans les législations nationales.Sur le premier point, l'Article 1 du Traité de l'OHADA donne une indication en fixant comme objet de celui-ci « Harmonisation du droit des affaires dans les Etats parties » et la mise en place dans ces Etats « d'un droit des affaires harmonisés, simple, moderne et adapté afin de faciliter l'activité des entreprises »[183] le corpus de ce droit harmonisé étant constitué par les actes uniformes

Sur le second point, le législateur OHADA a défini, au plan des principes, l'influence et l'impact des actes uniformes sur les textes de droit interne antérieurement applicables dans les Etats parties lorsqu'ils sont en concours ou en concurrence : à cet égard, il convient de rappeler que le Traité prescrit que « les actes uniformes sont directement applicables et obligatoires dans les Etats parties nonobstant toute disposition contraire de droit interne, antérieur ou postérieur »[184].

Cet article a une portée abrogatoire qui concerne aussi bien l'abrogation des dispositions antérieures contraires à celles des actes uniformes, que l'interdiction de l'adoption de dispositions postérieures contraires à ceux-ci.Mais, en tout état de cause, l'intégration juridique ci-dessus définie, est généralement réalisée à travers le binôme Harmonisation- Unification du droit. Selon le vocabulaire juridique Capitant, l'harmonisation est l'opération consistant à rapprocher des systèmes juridiques d'origine et d'inspiration différentes pour les mettre en cohérence entre eux en réduisant ou supprimant leurs différences et leurs contradictions de façon à atteindre des résultats compatibles entre eux et les objectifs communautaires recherchés.

L'uniformisation (ou l'uniformisation du droit) est quant à elle, a priori, une forme plus brutale et radicale d'intégration juridique. Elle consiste à instaurer, dans une matière juridique donnée, une réglementation unique, identique en tous points pour tous les Etats membre, dans laquelle il n'a pas de place en principe pour des différences.Dans certains systèmes intégrés, auteurs et observateurs l'option entre les deux techniques est claire et tranchée[185]. Dans le cas de l'OHADA, certains pensent que nonobstant la mention du terme « Harmonisation », c'est de l'uniformisation du droit qu'il s'agit[186].

---

[183] Voir. *Article 1er du Traité OHADA*

[184] Voir. Art. 10

[185] Par exemple, cas du droit de la propriété intellectuelle de l'OAPI, du code CIMA pour les assurances. Pour ces cas, l'option clairement choisie est l'uniformisation pure et simple et donc l'exécution totale de la législation nationale antérieure afférente à ces matières.

[186] ISSA SAYEGH : *quelques aspects techniques de l'intégration juridique, l'exemple des actes uniformes de l'OHADA, in revue UNIDROIT, Rome 1er trim. 1999).*

Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

Par contre, pour d'autres, le droit communautaire OHADA emprunte simultanément aux deux techniques d'autant que certains actes renvoient expressément quant à leur application à certaines dispositions légales du droit interne, qui, elles, de ce fait, ne sont pas abrogées.

Ces « querelles » ou, à tout le moins, ces contradictions méthodologiques ne sont pas seulement théoriques et épistémologiques : elles ont des prolongements en pratique, notamment pour les applicateurs et utilisateurs de ce nouveau droit communautaire : à l'évidence, il est plus simple et aisé d'appliquer un droit réellement unifié qu'un autre qui pose souvent des questions qui sont souvent déroutantes de mélange, de survivance et de prééminence entre droit antérieur et droit nouveau, et de détermination de dispositions contraires et non contraires.

La démarche devrait donc être cohérente d'autant que de leur lecture et de la pratique, il paraît entre les actes uniformes eux-mêmes des différences dans leur portée. En effet, certains ont une compétence exclusive : c'est le cas de l'Acte relatif aux sociétés commerciales et au groupement d'intérêt économique qui ne laisse aucune possibilité aux législations nationales d'instituer de nouvelles formes de société commerciale.

D'autres ont une compétence relativement partagée et on est en présence d'une véritable harmonisation : c'est le cas de l'acte relative aux sûretés qui laisse la latitude aux législations nationales de réglementer d'autres sûretés, voire même de déroger à certaines règles, notamment la présomption de solidarité en matière de cautionnement.

Ces différences sont d'ailleurs perceptibles au niveau réactionnel puisque les dispositions finales de certains actes uniformes prescrivent expressément l'abrogation du droit interne antérieur dans les matières qu'ils régissent alors que d'autre sont silencieux à ce sujet, ce qui induit l'application de l'article 10 sus énoncé du Traité.

Il est vrai, pour paraphraser Portalis, que« tout prévoir est un but qu'il est impossible d'atteindre … Un code quelque complet qu'il puisse paraître n'est pas plus tôt achevé que mille questions inattendues viennent s'offrir au magistrat… une foule de choses sont donc nécessairement abandonnées à l'empire de l'usage, à la discussion des hommes instruits, à l'arbitrage des juges »[187]. Néanmoins, il serait souhaitable, pour une plus grande lisibilité, que le législateur OHADA opte à l'avenir pour un droit véritablement uniformisé et autosuffisant, tendant à l'atteinte de la sécurité juridique et judiciaire recherchée.

[187] *Portalis, in Rapport de présentation du projet de code civil français*

B. Problématique relative aux matières entrant dans le domaine de l'harmonisation

L'article 2 du traité OHADA a délimité le champ des matières à harmoniser. Il s'agit de l'ensemble des règles relatives au droit des sociétés et au statut juridique des commerçants, au recouvrement des créances , aux sûretés et aux voies d'exécution, au droit du travail, au droit comptable, au droit de la vente et du transport et toute autre matière que le Conseil des ministres déciderait à l'unanimité d'y inclure conformément à l'objet du présent Traité. Faisant preuve d'un dynamisme étonnant, le Conseil des ministres, organe normatif de l'OHADA, a eu à adopter des actes uniformes portant sur la quasi-totalité des matières susmentionnées (soit huit actes uniformes). Il aura très prochainement à se prononcer sur les projets d'actes uniformes relatifs au droit du travail et au droit de la preuve qui sont très avancés dans leur phase de préparation.

Cette extension du contenu du droit des affaires est critiquée du fait que les matières retenues par l'article 2 du Traité sont si hétérogènes que l'on estime qu'il ne s'agit pas d'un droit des affaires, mais d'un droit des activités économiques.[188] De plus, dans l'espace OHADA, cette dernière n'a pas le monopole de l'harmonisation du droit des affaires. On y trouve des organisations diverses poursuivant le même but à des degrés plus ou moins importants. Certaines officient sur des matières précises : l'OAPI pour la propriété intellectuelle, la CIMA pour le droit des assurances. D'autres ont un spectre plus large bien que moins étendues que l'OHADA : il s'agit des communautés économiques et douanières, singulièrement l'UEMOA et la CEMAC.

Dans tous les domaines où ces organisations ont compétence, il serait sage que l'OHADA s'abstienne d'intervenir ou de légiférer ; sauf renonciation, après concertation, de l'organisation concurrente. Ces considérations invitent donc à la prudence et à la circonspection dans l'élaboration des actes uniformes. A titre illustratif, il faut relever que la CCJA, outre le fait qu'elle est l'organe juridictionnel compétent pour interpréter et appliquer les actes uniformes est aussi à la fois cour de cassation et troisième degré de juridiction en matière contentieuse[189]. En effet, en cas de pourvoi elle évoque à nouveau et statue au fond. Toutes ces prérogatives et compétences de la CCJA mettent « hors-jeu » les juridictions nationales de cassation qui avaient antérieurement le monopole de la compétence matérielle en ces matières et qui voient avec angoisse, sinon même avec colère, celle-ci se rétrécir comme unpeau de chagrin.

---

[188] Cf. Paillusseau : *Le droit de l'OHADA – un droit très important et original, Editions entreprises et affaires, n°5 supplément à la Semaine Juridique n°44 du 28 Octobre 2004*
Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

[189] Cf. *Article 14 du Traité*

Cette situation engendre des rapports désormais conflictuels entre les deux ordres de juridiction et le malaise est aggravé par le rythme accéléré de l'harmonisation dans l'espace OHADA, rythme que la doctrine a qualité « d'harmonisation à tour de bras. »[190] En tout état de cause cette situation est d'autant plus gênante que les juridictions nationales de cassation et la CCJA sont en quelque sorte « les enfants du même père » contribuant toutes à l'œuvre de justice.

Il peut être tentant, parce que plus facile, de garder le statu quo, mais jusqu'à quand et à quel prix ? Où est véritablement l'intérêt des justiciables dans cette problématique ? Peut-être que si l'on arrivait à l'évaluer objectivement, des solutions idoines seraient trouvées ; mais , en attendant, il ya certainement lieu de suspendre pour un certain temps le rythme de l'harmonisation, ne serait-ce que pour permettre au acteurs et aux utilisateurs du droit OHADA de bien connaître ou de maîtriser celui-ci, ce qui n'est pas toujours le cas si l'on en juge statistiquement par le nombre de recours qui remontent des Etats parties à la CCJA.

C. Problématique relative aux questions institutionnelles

L'une des originalités marquantes du traité instituant l'OHADA a consisté à faire du Conseil des ministres, son organe suprême, une institution administrative et normative en ce que c'est lui seul qui a le monopole, avec l'assistance du secrétaire permanent, de l'élaboration et de l'adoption des actes uniformes. Les parlements nationaux ont ainsi vu une partie de leur pouvoir législatif transférée audit conseil des Ministres. Il est indéniable que ce transfert a permis à l'OHADA d'être dynamique et efficace compte tenu du volume impressionnant de travail[191].

Un tel résultat serait sans aucun doute impossible à atteindre avec les parlements nationaux en raison des contingences et des lourdeurs politico administratives qui caractérisent habituellement leur saisine et leur fonctionnement.

---

[190] La dite malaise s'est clairement manifestée lors d'un colloque organisé par l'AA-HJF en juin 2006 à Lomé sur le thème *« rapport entre les juridictions de cassation nationale et CCJA de l'OHADA : bilan et perspective d'avenir »* au cour duquel l'Association des Haute cour de juridiction francophone a fait recommandations aux Chefs d'Etats parties tendant globalement à la rétrocession des compétences de la CCJA à leur profit, ou, à tout le moins de *« ne saisir celle-ci qu'après épuisement des voies de recours devant les juridictions nationales y compris celles de cassation ».* A titre de contribution pour résoudre le conflit, le professeur Filiga SAWADOGO Michel (in « Présentation de l'OHADA : organe de l'OHADA et Actes uniformes » communication à la journée OHADA du Caire 8 Avril 2006) propose d'exposer, entre autre, l'une des pistes suivantes :

- Rétrocéder les recours intéressant les litiges de moindre importance aux juridictions nationales de cassation ou
- faire en sorte que dans la plupart des cas, la saisine de la CCJA soit à titre préjudiciel, à l'instar de la cour de justice de l'UEMOA ;

[191] Plus de 2000 articles des actes uniformes ont été adoptés et sont applicables dans les Etats parties dans un temps relativement court depuis la signature et l'entré en vigueur du Traité de Port Luis du 17 octobre 1993).

Mais paradoxalement, ce qui constitue ainsi une source de dynamisme et même de succès pour l'OHADA fait de plus en plus l'objet de critiques en ce que le processus même de l'élaboration des actes uniformes souffrirait d'un « déficit démocratique » parce qu'affaire « d'experts » non africains pour la plu part et de « commissions nationales » dont la composition et la qualité varient d'un Etat partie à un autre (BOUREL , 2007).

Par ailleurs, le secrétaire permanent qui est, selon les textes, la pièce maîtresse dudit processus, n'est pas matériellement et structurellement doté pour accomplir toutes ses missions[192]. Face à ces difficultés, l'on n'a pas manqué de critiquer « un droit imposé, venu d'en haut…» et « un droit importé, venu d'ailleurs… »[193].

Ces critiques paraissent excessives mais elles donnent la mesure de tout ce qu'il ya lieu de faire en termes de maîtrise structurelle par l'OHADA elle-même de son projet, d'une part et d'appropriation véritable de celui-ci par les parties prenantes bénéficiaires que sont les Etats parties et leur ressortissants, d'autre part.

Sans pour autant remettre en cause la procédure d'élaboration et d'adoption des actes uniformes[194], il convient dans chaque Etat partie de susciter un vaste et profond débat sur ces questions afin que des solutions idoines puissent justifier pleinement l'abandon de souveraineté et l'extension croissante du champ matériel de l'OHADA.

D. Problématique relative à l'application des actes uniformes

Elle concerne entre autres, l'insertion du droit uniforme dans l'ordre juridique interne des Etats parties, le contrôle de son application dans ces Etats et son extension à d'autres Etats que ceux composant actuellement l'espace OHADA.

- L'insertion des actes uniformes dans l'ordre juridique des Etats parties

En principe, l'article 10 du traité, comme ci-dessus précis, suffit à assurer l'insertion automatique des actes uniformes dans l'ordre juridique des Etats parties. Cependant, des mesures pratiques complémentaires peuvent davantage la faciliter et résoudre dans le même temps des problèmes éventuels de compréhension des actes uniformes.

---

[192] Du reste, ledit secrétariat avait été conçu dès le départ comme « une structure légère » afin de ne pas grever abusivement les budgets des Etats.

[193] BOUREL Pierre : A propos de l'OHADA *: Libres opinons sur l'harmonisation du droit des affaires en Afrique, Recueil DALLOZ, 2007 n°14*

[194] En vertu des articles 6 et suivants du Traité.
Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

Ainsi, Il ya lieu de recenser toutes les dispositions du droit interne antérieur qui sont abrogées par les actes uniformes ; remplacer tous les termes génériques utilisés dans les actes uniformes par les termes spécifiques du droit national (par exemple, le concept de « juridiction compétente » qui a fait l'objet d'une demande d'avis d'un Etat partie à la CCJA) ; assortir les dispositions des Actes uniformes instituant des infractions pénales de leurs sanctions correspondantes, le législateur OHADA ayant expressément imputé cette prérogative aux Etats parties lesdites sanctions pénales peuvent être déterminées par renvoie aux infractions homologues si elles existent ou peuvent être, le cas échéant, créées ex nihilo par un texte spécialement pris à cet effet.

Cette démarche contribuait du reste à créer un droit pénal des affaires de l'OHADA ; enfin lorsqu'une disposition d'un acte uniforme renvoie à un texte de droit interne, il y a lieu d'identifier ou faire figurer celle-ci dans l'acte uniforme à la place qui convient.

Ce travail de « mise en conformité des droits internes des Etats parties avec les actes uniformes de l'OHADA » requiert technicité, persévérance et moyens. Quelques Etats parties s'y sont timidement attelés, parfois avec l'aide financière étrangère. Il serait souhaitable que le mouvement s'amplifie et que les Etats parties s'impliquent davantage puisque la sécurité juridique recherchée en dépend.

- Le contrôle de l'application des actes uniformes :

L'outil incontournable du contrôle de l'application et de l'interprétation des actes uniformes est judicaire puisque le droit OHADA est d'abord appliqué par les juridictions nationales de fond de la CCJA. Cependant, certaines professions juridiques et parajudiciaires (Avocats, Notaires, Huissiers) les uns et les autres devraient être autorisées, dans un cadre structurel, à faire rapport de leur évaluation, perception, critiques et suggestions éventuelles tendant à l'amélioration des actes uniformes[195].

- L'ouverture du Traité à des Etats non francophones :

Le Traité OHADA a été au départ signé par quatorze (14) Etats parties, aujourd'hui il y en a seize (16). Il semble que d'autres Etats soient fortement intéressés à rejoindre ces derniers. Si ces candidatures réelles ou potentielles sont une preuve du succès et de l'attrait que l'OHADA suscite, une extension mal maîtrisée et préparée pourrait être préjudiciable en créant des problèmes de fonctionnement, de financement, d'organisation et de réadaptation des structures à l'effet de prendre correctement en charge les contraintes nouvelles liées à l'adhésion de nouveaux Etats membres.

[195]Etant donné que la procédure de modification des actes uniformes est présentement très encadrée par le Traité OHADA de 1993, il conviendrait de l'assouplir ; ce qui ne peut être envisagé que si des suggestions sont faites aux Etats parties par des professionnels. Aux termes de l'article 12 du Traité « les actes uniformes ne peuvent être modifiés que dans les conditions prévues par les articles 7 à 9 à la demande de tout Etat partie ».

Mais au-delà même des questions structurelles et financières, il faudra aussi résoudre celles relatives à la symbiose éventuelle entre des systèmes et des héritages juridiques très différents, si les futurs candidats appartiennent au « monde » anglophone (par exemple le Nigeria, le Ghana…).

Selon certains observateurs, l'adhésion de ces Etats dont le système juridique est inspiré de la « Common Law » provoquerait une distorsion telle qu'il faudrait revoir complètement les actes uniformes déjà adoptés, alors même par ailleurs qu'elle pourrait déstabiliser les praticiens du droit et les justiciables de l'espace.

Ils suggèrent pour ces Etats, qu'avant toute adhésion éventuelle, des commissions d'experts maîtrisant les deux systèmes juridiques (Common Law et droit de tradition civiliste) se réunissent au préalable pour gommer toutes les sources de difficultés diverses que pourraient susciter ces adhésions[196].

Enfin il n'est pas impossible, au train ou l'intégration juridique se déroule et s'amplifie dans tous les domaines qu'à l'occasion d'une même affaire contentieuse, deux hautes juridictions communautaires soient compétentes rationne materiae ; les législateurs respectifs n'ayant pas prévu cette hypothèse conflictuelle, rien n'empêche à priori, chacune de ces hautes juridictions communautaires également compétente de rendre sa décision ; ce qui à l'évidence ferait désordre. Afin de prévenir ce type de difficultés, il serait peut-être indiqué que les hautes juridictions communautaires déterminent un cadre partenarial solide et permanent.

E. Problématiquerelative à la sécurité judiciaire

La recherche de la sécurité judiciaire est la raison d'être et la justification de l'existence et surtout des fonctions et compétences actuelles de la CCJA. Les promoteurs de l'OHADA ont estimé que l'objectif de « garantir la sécurité juridique des activités économiques » ne pourrait être atteint qu'en ajoutant la sécurité judiciaire à la sécurité juridique. Si celle-ci est, en principe, acquise par l'application du même droit des affaires accessible dans les Etats parties à tous les acteurs, elle n'aura toutefois de portée et d'intérêt réel que si ce droit est uniformément appliqué et respecté.

En créant la CCJA et en lui confiant pour l'ensemble des Etats parties, en matière contentieuse le pouvoir de cassation des décisions rendues en dernier ressort et le pouvoir d'évocation des affaires sans renvoi devant la juridiction nationale, les promoteurs de l'OHADA ont aussi voulu rechercher la sécurité judiciaire et la rapidité de solution des litiges dans l'application des Actes uniformes.

---

[196] DICKO Boubacar : Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

Peut-on dire que cette sécurité judiciaire a été atteinte depuis que la CCJA fonctionne effectivement[197] ? On ne pourrait valablement répondre à une telle question qu'après avoir procédé à une évaluation d'ensemble de l'application des actes uniformes par les juridictions nationales de fond des Etats parties ; puisque c'est à travers leurs décisions remontant à la CCJA que celle-ci est amenée à exercer sa fonction juridictionnelle et jurisprudentielle dans l'espace OHADA, en général et sur le plan national, en particulier. Cependant même sans faire l'évaluation d'ensemble, il a été noté quelques difficultés résiduelles susceptibles d'entraver le fonctionnement de la CCJA et qui pourraient, si des solutions idoines n'y étaient pas trouvées, influer négativement sur l'atteinte de l'objectif de sécurité recherchée par les promoteurs de l'OHADA.

La création dans le même espace régional de trois juridictions supranationales pose la problématique de leur compatibilité, de leur cohabitation et des risques possibles de conflits de compétences. Les solutions ici évoquées seraient applicables avec grand intérêt à l'UEMOA dans ses rapports avec la CEDEAO et l'OHADA.

E.1. UEMOA-OHADA

Les systèmes normatifs de l'UEMOA et de l'OHADA sont d'essence supranationale. « Cette supranationalité, dans l'UEMOA tout comme dans l'OHADA, se manifeste au regard des conditions d'insertion du droit communautaire dans l'ordonnancement juridique des Etats membres que du degrés de l'effet juridique que peuvent produire ces différentes normes communautaires. De ce point de vue, la force de ces deux organisations se vérifie avec la consécration par leur Traité respectif du principe d'applicabilité directe »[198].

Ce principe trouve à s'affirmer dans le régime des actes des deux organisations, respectivement aux articles 43 du Traité UEMOA[199] et 10 de l'OHADA[200], qui mettent en évidence les effets juridiques que peuvent produire ces différents actes.

Par ces dispositions, les systèmes normatifs de l'UEMOA et de l'OHADA consacrent le principe d'applicabilité directe dans ces deux aspects (applicabilité directe et effet direct).

---

[197]La Cour fonctionne depuis Octobre 2003, période à partir de laquelle elle a commencé à rendre ses premiers arrêts.

[198] ISSA SAYEGH : *quelques aspects techniques de l'intégration juridique, l'exemple des actes uniformes de l'OHADA, in revue UNIDROIT, Rome 1er trim. 1999).*

Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

[199] L'Article 43 dispose que*« Les règlements ont une portée générale. Ils sont obligatoires dans tous leurs éléments et sont directement applicables dans tout Etat membre.Les directives lient tout Etat membre quant aux résultats à atteindre.Les décisions sont obligatoires dans tous leurs éléments pour les destinataires qu'elles désignent.Les recommandations et les avis n'ont pas de force exécutoire. »*

[200]L'*Article 10 dispose que : « Les actes uniformes sont directement applicables et obligatoires dans les Etats Parties nonobstant toute disposition contraire de droit interne, antérieure ou postérieure »*

C'est dire que, pour l'essentiel, le droit secrété par les deux organisations s'insère automatiquement dans l'ordre interne des Etats et peut, après les formalités de publicité prescrites, entre revendiquer par les particuliers. Au-delà du principe d'applicabilité directe, la supranationalité se matérialise à travers les articles 6 du Traité de l'UEMOA et 10 du Traité OHADA qui affirme expressément la primauté à la vocation du droit communautaire. Par cette affirmation formelle, les Traités de Dakar et de port louis adoptent un postulat moniste pour résoudre le problème de l'intégration du droit communautaire dans les ordres juridiques nationaux.

La mise en œuvre de cette conception aboutit à une solution non équivoque : le droit d'essence communautaire prime le droit interne des Etats membres. Il apparaît ainsi que le droit produit par l'OHADA et par l'UEMOA présente les caractéristiques d'un droit supranational puisqu'il est d'applicabilité direct et jouit de la primauté à l'égard des droits nationaux. En l'absence de toute hiérarchie entre droit communautaire et droit interne uniforme et en raison du titre prééminent que chacun de ces droits tient du système qui le crée, le problème de leur incompatibilité peut déboucher sur un conflit inextricable. S'il ya d'un côté les systèmes normatifs de l'UEMOA et de l'OHADA qui sont d'essence supranationale, il ya de l'autre la situation différente qui prévaut dans les rapports CEDEAO et UEMOA. En effet, il a fallu attendre les réformes de 2005 de la CEDEAO pour que cette dernière évolue de l'inter- étatisme à la supranationalité.

E.2. UEMOA-CEDEAO

La portée des actes communautaires qui s'appliquaient avant tout aux Etats membres[201] et le fait que les personnes physiques et morales ne soient pas des sujets de droit et ne soient pas concernées par les décisions de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement et les règlements du Conseil des ministres, ont cédé la place à un système où le droit produit par la CEDEAO est désormais d'essence supranationale[202].

Il ressort de ce qui précède que l'ordre juridique de l'UEMOA, de l'OHADA et de la CEDEAO secrètent tous aujourd'hui un droit d'essence supranational, censé toucher non seulement les Etats et les institutions communautaires, mais aussi les particuliers des Etats membres. Cet aspect mis en évidence, il convient maintenant d'envisager les contrariétés que contiendraient les modalités du contrôle juridictionnel dans les trois organisations.

---

[201]Le secrétariat exécutif sans pouvoir normatif, la non affirmation de façon expresse de la primauté du droit communautaire sur le droit national

[202] Dans cette optique, avec l'adoption du Protocole A/SP./1/06/06 de la CEDEAO, la nouvelle nomenclature de droit dérivé de la CEDEAO est non seulement identique à celle de l'UEMOA puisque selon l'article 9 al 1er les actes de la Communauté sont dénommés actes additionnels, règlements directives, décisions recommandations et avis ; mieux, ces actes présentent les mêmes caractères que ceux produits par l'UEMOA.

Les Etats de l'Afrique de l'Ouest, tout comme ceux du Centre du continent, semblent avoir compris qu'aucune politique véritable d'intégration n'est possible sans un minimum de supranationalité.Cette prise de conscience « s'est matérialisée par la création d'une cour de justice en lieu et place des structures relevant de la justice internationale. Mais si le souci est de s'écarter des règles classiques de la justice internationale ou du règlement diplomatique des conflits, la multiplicité des juridictions des organisations d'intégration économique de nature communautaire pose le problème de la concurrence juridictionnelle entre ces différentes juridictions »[203].

Même si a priori chaque juridiction est censée se limiter à ses domaines de compétences telles que définies par les différents textes les régissant, les terrains d'accrochage ne manquent pas. En considération des questions diverses et complexes dont nous venons de faire état, le « citoyen » de l'UEMOA, que l'on peut qualifier de « citoyen à casquettes multiples » compte tenu de sa soumission à plusieurs ordres juridiques, ne peut qu'être déboussolé par tant de règles qu'il est incapable de comprendre et dont, par conséquent, il ne peut tirer le meilleur pour sa propre gouverne.

Dans ce contexte, les droits de l'homme paraissent enfermés dans un maquis juridique et la coopération internationale qui était pourtant censée apporter l'éclaircie indispensable à leur pleine jouissance s'avère ici constituer une source de complication.

[203] DICKO Boubacar, op cit p. 7
Toutefois l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'UEMOA et dans ses Etats membres n'est pas parfaitement respectée en raison de l'action du pouvoir exécutif.

Chapitre III : Les actions concrètes de l'UEMOA dans l'optique d'une coopération respectueuse des droits de l'homme.

L'intégration économique et monétaire étant l'objectif principal de l'UEMOA, celle-ci n'a de chance de progresser que si les peuples des Etats concernés sont pleinement impliqués dans le processus. « Les droits civils et politiques semblent globalement délaissés aux Etats, seuls comptables apparents de la mise en œuvre de la gouvernance démocratique, chacun en ce qui concerne à l'intérieur de ses frontières »[204].

Les questions ayant trait notamment à la gouvernance politique et à l'exercice des libertés publiques et individuelles, appartiennent toujours au « domaine réservé des Etats [205]» en dépit de l'activisme ambiant des sociétés civiles, des pressions internationales et des décisions judiciaires (rares) communautaires ou nationales.

La libre circulation des personnes et des biens, le droit d'établissement au sein de l'espace communautaire, qui sont des droits humains essentiels pour l'intégration, échappent à la chape de plomb qui comprime çà et là la sphère des libertés publiques et individuelles. L'UEMOA les a donc retenus au rang des modalités incontournables de l'intégration ; tout comme elle n'a pas hésité, à travers des politiques sectorielles, à s'intéresser à la sécurité des populations et de leurs biens, à l'environnement, à l'éducation, à la santé et à l'assurance sociale notamment.[206]

Section I : La libre circulation des personnes et des biens, du droit d'établissement et de circulation des capitaux au sein de la Communauté.

L'intégration économique et monétaire suppose que soient assurées les conditions d'une libre circulation des marchandises et que les principes de libre circulation et de non-discrimination soient étendus aux personnes, aux capitaux et aux services et à leur établissement dans l'espace.

C'est dire donc que la concrétisation du projet d'intégration se mesure à l'aune de l'effectivité de ces libertés. En effet, la mise en place d'une union douanière impose notamment le libre-échange intérieur et la différenciation de l'espace commercial régional.

---

[204] IBRIGA Luc Marius et COULIBALY Abou Said ; op cité p. 21

[205] En principe les institutions communautaires n'ont pas d'influence en droit pénal, qui reste un domaine réservé des états membres.

[206] Cf. Objectifs contenus dans le Traité de l'UEMOA et les politiques sectorielles (Voir Rapports de la Commission de l'UEMOA 2005- 2010)

Il s'agit d'une part, de l'application effective du principe de liberté consistant en la suppression de différents obstacles tarifaires et non tarifaires (droits de douane et restrictions quantitatives) dans les échanges intracommunautaires et d'autre part, de la différenciation de l'espace commercial régional par l'établissement d'un tarif extérieur commun ou tarif douanier commun qui constitue le versant externe de la libre circulation des biens en ce qui concerne les échanges avec l'extérieur de la zone.

Paragraphe 1 : Les normes juridiques de l'UEMOA relatives à la circulation des personnes et des biens dans l'espace communautaire.

L'UEMOA a opté résolument pour la libéralisation des échanges commerciaux qui est transcrite dans le préambule du Traité constitutif et à l'article 4. Elle est affirmée avec force au paragraphe 7 du préambule dans lequel les parties signataires se déclarent « déterminés à se conformer aux principes d'une économie de marché, ouverte, concurrentielle et favorisant l'allocation optimale des ressources ».[207]

Mais si l'optique libre échangiste constitue l'axe d'approche , sa réalisation emprunte nécessairement une démarche progressive qui, malheureusement, risque d'être lente et laborieuse du fait des insuffisances institutionnelles intrinsèques de l'UEMOA, du peu de considération des règles régissant l'Union et surtout des violations par les Etats des engagements souscrits.

A cet égard, la Commission de l'UEMOA relève qu' « ilavait constateril avait constaté : « Il faut déplorer, dans le cadre de la circulation des biens, la persistance d'entraves non tarifaires consistant notamment en des normes techniques imposées aux produits communautaires et en la multiplicité des barrages sur le corridor de l'Union ». Egalement, elle souligne « la survivance de certaines redevances perçues uniquement d'Etats Membres de l'Union, alors que les produits équivalents fabriqués localement en sont dispensés ».[208]

[207] Cette profession de foi libérale est confirmée par les articles 4 et 83 du Traité.

[208] *In Rapport 2002 de la Commission de l'UEMOA.*

A ces facteurs endogènes, il convient d'ajouter la généralisation de la corruption sur les axes routiers dont se rendent coupables les douaniers et les forces de sécurité en poste aux frontières et à certains points stratégiques à l'intérieur des Etats, la montée du grand banditisme œuvre de coupeurs de routes et de pirates des mers[209].

L'UEMOA a dû mettre en place un observatoire (OPA)[210] des pratiques anormales qui entravent la marche vers l'intégration, particulièrement en ce qui concerne le volet de la libre circulation. De toute évidence, la mise en place de l'union douanière est incontestablement inachevée et les libertés qu'elle sous-tend sont fragilisées par d'innombrables pratiques contraires à l'esprit et à la lettre des principes de la coopération pour l'intégration ouest africaine.

Dans le paragraphe suivant, nous avons choisi de nous intéresser à la libre concurrence pour illustrer les difficultés qui plombent l'intégration économique.

Paragraphe 2 : Les entraves à la libre circulation dans l'espace : Cas de la libre concurrence.

L'ensemble des textes de droit primaire comme de droit dérivé sus indiqués constitue le droit de la Concurrence de l'UEMOA[211]. Il s'agit d'un ensemble de règles prohibitives de pratiques portant atteinte à la concurrence entendue comme l'existence d'une émulation appropriée des acteurs économiques, pour conquérir sainement la clientèle dans un marché donné.

Si l'on se réfère à l'article 4 paragraphe a) du Traité, le renforcement de la compétitivité des activités économiques et financières des Etats membres suppose un marché ouvert et concurrentiel avec un environnement juridique rationalisé et harmonisé.

---

[209] Sécurité dans l'espace UEMOA Un des défis à lever en matière de sécurité des usagers de la route reste la prolifération des bandes organisées. Les braquages deviennent depuis les années 1990 de plus en plus fréquents sur les routes communautaires. C'est pourquoi les Etats doivent faire face à cette question afin d'en trouver des solutions autant en leur sein qu'au niveau communautaire. La mise en place des convois escortés dans le cadre du projet « Solidarité sur la mer » du Port Autonome de Lomé en partenariat avec les pays de l'hinterland est de ce point de vue une initiative à encourager et à étendre. On note d'ailleurs sur ce point que tous les pays se sont conjointement engagés dans cette perspective. C'est pourquoi, dans la coopération des services de sécurité des huit Etats de l'UEMOA, la collaboration frontalière occupe une place importante et permet aux forces de sécurité des différents pays de relayer leurs collègues dès qu'ils convoient les camions jusqu'à leur entrée sur le territoire voisin

[210] Création de l'observatoire Emanation de l'UEMOA et de la CEDEAO, l'APO a été mis en pace en 2005 avec l'appui financier des Etats-Unis et la Banque mondiale. Plusieurs constats ont présidé à sa mise en place. Ainsi, par exemple, la BAD faisait observer en 2003 que le transport routier en Afrique de l'Ouest 'est entravé par *une multitude de barrages routiers qui sont officiellement là pour vérifier l'état des véhicules, les permis ainsi que le respect des lois et règlements mais qui en réalité sont là pour extorquer de l'argent des camions et autocars*'. Par ailleurs il est de plus en plus reconnu qu'il existe un lien entre les pratiques honnêtes dans le système d'un Etat et sa prospérité économique.

[211] *LE DROIT DE LA CONCURRENCE DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUESTOUESTAFRICAINEOUEST AFRICAINE* (COULIBALY Abou Said)

C'est dire donc que le droit de la concurrence est perçu comme un instrument privilégié dans la constitution du Marché Commun de l'Union.En effet, la politique concurrentielle peut aider au développement d'un environnement harmonieux dans un marché intérieur permettant aux :

- Petites et moyennes entreprises (P.M.E), de s'épanouir sans la menace des grandes entreprises, les termes et conditions de la concurrence étant les mêmes pour tous les acteurs économiques concernés ;
- Opérateurs économiques en général de gagner en compétitivité.

Les règles de la concurrence, tout en consacrant le droit à la libre entreprise, à l'initiative privée, droit à valeur quasi constitutionnelle dans un régime de libéralisme économique, constituent en outre, un équilibre entre la liberté d'entreprendre et les contraintes liées aux effets économiques et sociaux des échanges, entre l'initiative individuelle et l'intérêt général.Le droit de la concurrence appelle en définitive, la protection des consommateurs, ultimes destinataires de la production. C'est grâce à ce droit hautement protecteur, que les consommateurs peuvent opérer un choix large de biens et services au prix les plus bas, associant ainsi le prix à la qualité et que les Etats peuvent élaborer et appliquer une politique efficace pour juguler toute tendance inflationniste.

«Ce droit assez particulier est le prolongement en droite ligne des principes fondamentaux qui fondent l'Union économique et qui ont pour noms, liberté d'établissement, liberté de circulation des personnes, des biens et des services même si dans sa conception et sa formulation il apparaît comme un droit libellé en des termes assez flexibles voire imprécis ou d'interprétation variable, d'où la fréquence d'une expression comme « de nature à ou susceptible de … » qui incite à l'analyse au cas par cas, pour caractériser une situation de fait ou de droit. »[212]

La plasticité apparente de ce droit qui intrigue les juristes et inquiète les acteurs économiques, a cependant, son côté positif ; elle lui donne toute souplesse requise pour son application et son adaptabilité aux circonstances.

Les règles sur les atteintes à la concurrence par des actes collectifs comme les ententes, décisions d'associations, pratiques concertées ou par ces actes d'abus de domination, collectifs ou individuels ou par actes d'aides publiques, constituent les principes de base du droit de la Concurrence auxquels on se réfère pour caractériser tout comportement anticoncurrentiel.

---

[212] M'BACKE Moustapha., ancien juge à la Cour de justice de l'UEMOA : *Eléments de droit de la concurrence de l'UEMOA, in Rapport de la Rencontre inter juridictionnelle des cours de justice de la CEDEAO, de l'OHADA, de l'UEMOA et de la CEMAC, Cotonou 19-23 mai 2006, p.2*

A. Les actes collectifs anticoncurrentiels

A.1. Les ententes

L'UEMOA déclare « incompatibles avec le Marché Commun et interdits, tous accords entre entreprises, décisions d'associations d'entreprises et pratiques concertées entre entreprises, ayant pour objet de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur de l'Union »[213]. L'entente apparaît comme un concours de volonté plus ou moins formalisé ou une action collective entre entreprises ayant pour objet ou pour effet de fausser, de restreindre (ou d'entraver) le jeu de la concurrence.

A la suite de ces prohibitions, des cas indicatifs d'interdictions sont donné par l'UEMOA. Le principe de l'interdiction vise en réalité, trois catégories de cas : « les accords, les pratiques concertées et les décisions d'associations d'entreprises »[214]. Si l'on se réfère à la jurisprudence de la Cour de Justice européenne, qui a été l'un des concepteurs principaux du droit de la concurrence de l'Union européenne, on peut ainsi définir ces notions précitées : « Les accords sont des contrats, quelle que soit leur forme juridique, entre producteurs ou entre producteurs et revendeurs ou entre revendeurs, déterminant leurs engagements réciproques sur un marché ».[215]

L'annexe n°1 du Règlement n°1 sus visé donne à travers la Note n°1 des orientations utiles sur la notion d'entente. La noté 4 de la même annexe n°1 distingue les accords verticaux conclus à un même niveau de production ou de distribution, des accords horizontaux conclus entre deux ou plusieurs entreprises dont chacune opère aux fins de l'accord à un niveau différent de la chaîne de production ou de distribution. Ces accords peuvent être sous seing privé ou authentiques, voire de simples écrits ou même de simples accords verbaux comme un gentleman's agreement. Ils peuvent être bilatéraux ou multilatéraux et supposent donc une pluralité d'au moins deux protagonistes.

A.2. Les pratiques concertées

Il s'agit de comportements plus ou moins similaires sans pour autant avoir été suscités manifestement par un accord tel qu'entendu dans la définition qui précède. On parle pour les caractériser de « discipline de comportements volontaires consentie par des entreprises »[216].

---

[213] Voy. Article 3 du règlement R1/2000/CM/UEMOA

[214] Ibid. article 3 du règlement R1/2000/CM/UEMOA, op cit

[215] *LE DROIT DE LA CONCURRENCE DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUESTOUESTAFRICAINEOUEST AFRICAINE* (COULIBALY Abou S.)

[216] Voir ROCA David, Le démantelement des entraves aux commerces mondial et intracommunautaire, Droit communautaire et de l'OMC comparé, Tome 2, éd. L'Harmattan, 2007, p.170

Ces comportements sont souvent occultes au point de ne pas laisser apparaître ses fondements juridiques d'où la difficulté de les distinguer des accords proprement dits, ce qui laisse entendre qu'il s'agit de véritables collusions moins formelles que les accords.

Les critères de détection de ces pratiques sont les suivantes :

- Une certaine coordination ou coopération pratique entre entreprises affectant leur indépendance ;
- Des contacts directs ou indirects dans le cadre de cette coordination.

Le but visé est d'éliminer toute incertitude quant au comportement des concurrents. En tout état de cause, « les pratiques concertées supposent un comportement de fait, commun aux entreprises impliquées qui agissent effectivement ou négativement sur la concurrence. Alors que dans les ententes, il y a accord de volonté, dans les pratiques concertées ou on constate plutôt un concours de volonté qui se caractérise par des faits constants, graves, précis et concordants »[217].

A.3. Les décisions d'associations d'entreprises

L'association d'entreprises entre elles n'est pas en elle-même condamnée et ne peut l'être au risque d'enfreindre certaines normes supérieures de droit.Il s'agit de décisions générales obligatoires prises par un groupe ou par plusieurs groupements ayant ou non la personnalité morale dont l'objet est la défense des intérêts économiques des adhérents. « C'est en quelque sorte un circuit fermé à l'intérieur duquel les transactions s'effectuent entre les entreprises membres des associations, excluant ainsi les entreprises non membres qui ne peuvent prétendre aux prix pratiqués, ni aux conditions de vente ou d'approvisionnement… »[218]

Les décisions réprimées peuvent être des recommandations dont le respect joue dans la physionomie de la concurrence.Les manifestations constituées par les ententes, pratiques et décisions des entreprises doivent avoir pour objet ou pour effet de fausser ou de restreindre et, même si l'article 3 ne le précise pas, d'empêcher le jeu de la concurrence à l'intérieur de l'Union.

[217] M'BACKE Moustapha: *Eléments de droit de la concurrence de l'UEMOA, op cit p.12*

[218] M'BACKE Moustapha. op cit p. 4

B. L'atteinte à la concurrence

Avant de spécifier en quoi consiste l'atteinte, peut-être, faudra-t-il définir ce que l'on entend par la notion de concurrence. A ce propos, l'arrêt de la Cour de Justice du Luxembourg LT.M./MBU en date du 30 juin 1966[219]est déterminant puisqu'il définit la concurrence dite praticable[220], comme une concurrence qui peut se faire « dans le cadre réel où elle se produirait à défaut de l'accord litigieux et où il faut prendre en considération notamment la nature et la quantité limitée ou non des produits faisant l'objet de l'accord, la position et l'importance du concédant et celle du concessionnaire sur le marché des produits concernés, le caractère isolé de l'accord litigieux ou au contraire, la place de celui-ci dans un ensemble d'accords (…) la concurrence a pour effet l'accès à un marché ouvert où les modifications de l'offre et de la demande se traduisent dans les prix, où la production et les ventes ne sont pas limitées artificiellement et où la liberté des fournisseurs, des acheteurs et des consommateurs est intangible »[221].

En termes plus clairs, il s'agit du cadre de compétition entre entreprises concernant un produit précis ou assimilable où les règles du jeu sont respectées pour atteindre les objectifs du Traité dans la constitution d'un marché unique réalisant les conditions requises pour la formation d'un marché intérieur.

En somme, la notion de concurrence praticable est une notion contingente qui dépend de données précises étudiées et appréciées concrètement dans le cadre dont il s'agit en ce qui concerne les restrictions à la concurrence tolérables dans le marché.[222]

La concurrence peut se présenter sous plusieurs formes :

- Elle peut être potentielle, lorsqu'elle se développe sans une pratique restrictive, collective ou abusive, elle existe en puissance et agit virtuellement.
- Elle peut être résiduelle, lorsqu'elle est fortement restreinte par l'intervention de la puissance publique à tel point que la seule subsistance de certains facteurs permet de dire qu'il existe encore une certaine concurrence restante qui opère encore.
- Elle peut être suffisante, parce que pratiquée à un niveau où le mécanisme des prix et les libertés des acteurs économiques et des consommateurs sont à la rigueur assurées.

---

[219] Recueil des arrêts de ladite cour, 1966, Page 337

[220] À la différence de la concurrence parfaite qui relève du domaine de la fiction, en ce sens qu'il s'agit d'une concurrence idéale où les échanges sont réglés exclusivement par le jeu de l'offre et de la demande sans autres interférences de fait ou de droit

[221] Voir Alexander KISS, *Jurisprudence française relative au droit international* (année 1967), In: Annuaire français de droit international, volume 14, 1968. pp. 817-877.

[222] La concurrence de cette nature est appelée en anglais « WORKABLE compétition »

- Elle est générale, lorsqu'elle couvre les échanges sur l'ensemble du marché intérieur, lorsqu'il y a cloisonnement du marché intérieur, la concurrence, si elle existe, n'est plus générale.

La notion d'atteindre à la concurrence ne pourra également être appréhendée de façon absolue, elle sera variable en fonction des cas soumis.

En droit de la concurrence de l'Union européenne « les faits qui entravent, faussent ou restreignent la concurrence et qui consistent à paralyser, limiter ou déformer le jeu de la concurrence qui doit être générale et non limitée entre parties ou l'une d'elles avec un tiers et suffisante parce que pratiquée à un degré minimal, doivent émaner d'actes anticoncurrentiels restrictifs de la concurrence à l'intérieur du Marché Commun et être susceptibles d'affecter le commerce entre les Etats membres ».[223]

Ces actes doivent avoir pour effet ou pour objet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence au sein du marché intérieur c'est-à-dire que les actes peuvent être analysés de l'intérieur, pour déceler le but visé qui peut être manifestement interdit ou analysé dans ses manifestations externes, qui peuvent révéler des conséquences qui sans être voulues, ont caractérisé les interdictions prescrites. Cet objet ou effet limitatif de la concurrence peut résulter de :

- Conditions exigées pour l'exercice de certaines professions réglementaires notamment les professions libérales ;
- Boycott de concurrents récalcitrants ou de leur élimination par des pratiques convenues de prix prédateurs au moyen de prix artificiellement baissés ;
- Accords pour éviter de baisser le prix en recourant à des barèmes syndicaux ou professionnels.

Le critère matériel de la nature du droit européen de la concurrence c'est d'abord l'effet restrictif de la concurrence à l'intérieur du Marché Commun et ensuite l'affectation potentielle du commerce entre Etats membres par cette restriction.

Les dispositions des articles 85 et 86 du Traité de Rome sont en effet ainsi libellées :

- Article 85 : « sont incompatibles avec le Marché Commun et interdits, tous accords entre entreprises, toutes décisions qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre Etats membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du Marché Commun… ».

[223] Cf. M'BACKE Moustapha. Op cit P.18

- Article 86 : « est incompatible avec le Marché Commun et interdit, dans la mesure où le commerce entre Etats membres est susceptible d'être affecté, le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le Marché Commun ou dans une partie substantielle de celui-ci ».

Selon ce Traité, il y a deux conditions cumulatives pour que l'interdiction communautaire s'applique :

- la restriction volontaire ou effective de la concurrence à l'intérieur du Marché Commun européen vu dans les limites géographiques.
- la susceptibilité d'affecter le commerce intercommunautaire c'est-à-dire entre les Etats membres de l'Union. L'accord, la décision ou la pratique concerté doit pouvoir « exercer une influence directe ou indirecte actuelle ou potentielle sur les courants d'échanges entre les Etats membres »[224].

C'est l'association de ces deux critères qui matériellement limitent le champ d'application du droit communautaire de la concurrence selon le Traité de Rome. Cette coexistence des deux droits est pacifique ; en cas de conflit, en vertu du principe de primauté, le droit communautaire l'emporte.

En revanche, si l'on se réfère au texte du Traité de Dakar, les articles 88 a) et b) contrairement à l'article 85[225] du Traité de Rome, sont ainsi libellés : « Sont interdits de plein droit :

- Les accords, associations et pratiques concertées entre entreprises, ayant pour objet ou effet de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur de l'Union ;
- Toutes pratiques d'une ou de plusieurs entreprises assimilables à un abus de position dominante sur le Marché Commun ou dans une partie significative de celui-ci. »

L'interdiction faite selon ce Traité diffère fondamentalement de celle édictée par le Traité de Rome en ce sens qu'en l'espèce, il suffit que les accords, associations ou pratiques concertées ou l'abus de domination aient pour but ou pour effet de restreindre le jeu de la concurrence à l'intérieur de l'Union, autrement dit, du Marché Commun dans ses limites géographiques et peu importe qu'ils affectent ou pas les échanges entre les Etats, pour que le droit communautaire s'applique.

---

[224] Voir Communication de la Commission — Lignes directrices relatives à la notion d'affectation du commerce figurant aux articles 81 et 82 du traité (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE), Journal officiel n° C 101 du 27/04/2004 p. 0081 - 0096

[225] *Cf. dispositions sus citées*

Le seul fait de restreindre la concurrence à l'intérieur de l'Union et quel que soit le marché en cause et ses limites, constitue selon le Traité de l'UEMOA, une infraction communautaire au droit de la concurrence[226].

De ce qui précède on peut déduire que deux droits de la concurrence régissent les Etats membre de l'Union Européenne :

- Celui communautaire qui suppose non seulement une restriction de la concurrence à l'intérieur de l'Union mais encore une modification structurelle de l'état des relations commerciales entre Etats membres.
- Celui national qui n'est que dans le cadre des limites territoriales et de souveraineté, de l'Etat membre et qui, à cause de son caractère infra communautaire est soumis en cas de conflit entre les deux droits au principe de primauté sous l'emprise duquel il est tenu d'évoluer.

En ce qui concerne les Etats membres du Traité de Dakar, l'analyse exégétique des dispositions précitées, laisse entendre que le droit communautaire de l'UEMOA est un droit à vocation monolithique en ce sens qu'il intègre dans son champ d'action tous accords, associations ou pratiques concertées ou abus de domination ayant pour objet ou pour effet de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence dans l'espace communautaire.

Le Traité de Dakar consacre ainsi « une unicité du marché de l'Union où les différents marchés nationaux sont fondus dans un marché unique qui ignore tout cloisonnement national » ; en somme, il s'est produit en quelque sorte un processus d'absorption du droit national de la concurrence par le droit communautaire qui reste seul applicable. Le contexte rédactionnel de ce droit vient renforcer l'option non équivoque des rédacteurs du Traité de Dakar, qui ont entendu manifestement se détacher de la conception de la double barrière adoptée par le droit européen.

C'est ainsi que contrairement à l'article 92 du Traité de Rome, relatif aux aides d'Etat qui reprend la notion d'affectation du commerce entre Etats, l'article 88 c du Traité de l'UEMOA, quant à lui, parle d'aides susceptibles de fausser la concurrence. »[227]

---

[226] *LE DROIT DE LA CONCURRENCE DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE* (COULIBALY Abou Said, Le droit de la concurrence de l'union économique et monétaire ouest africaine.)

[227] La Cour de justice et d'arbitrage de l'OHADA et les problématiques de l'intégration juridique et judiciaire par l'OHADA, in Rapport de la Rencontre inter juridictionnelle de Cotonou, mai 2008, p.92

Enfin, tout en s'inspirant assez étroitement du droit européen dans les règlements d'application de l'article 88, le Traité de Dakar a manifestement occulté les dispositions de l'article 9 du règlement n°17 du Conseil de l'Union européenne[228] du 6 février 1962 prévoyant une compétence subsidiaire des autorités nationales à défaut d'acte d'engagement de la Commission.

De même, le Traité de l'UEMOA, contrairement à ce qui est prévu à l'article 87, paragraphe 2 du Traité de Rome n'a pas cru devoir charger la Commission de définir les rapports entre les législations nationales et le droit communautaire de la concurrence, sans doute à cause de la compétence exclusive de l'Union en matière de droit de la concurrence compris comme partie intégrante du Marché Commun de l'UEMOA.

Il est certain qu'une telle conséquence du droit communautaire de la concurrence comporte des avantages certains. Elle est de nature à simplifier les rapports qui pourraient naître entre les autorités communautaires chargées de la mise en œuvre du droit de la concurrence et les autorités nationales des Etats membres dans l'éventualité d'une application du droit national et du droit communautaire sur le territoire du même Etat.

Le sens et la portée des deux droits pourraient être différemment interprétés par les différentes autorités qui les appliquent. En outre la primauté du droit communautaire et surtout les décisions d'exemption de la Commission pourraient faire peser des incertitudes sur l'efficacité réelle d'un droit régissant des activités à portée purement internes de l'Etat membre.

En effet, la manipulation de la notion d'atteinte au droit de la concurrence réputée de géométrie variable, avec sa dimension nationale et sa dimension communautaire, peut être source de confusion voire de dissension d'interprétation, toute chose préjudiciable à la bonne marche des affaires dont les premières victimes sont les entreprises, exposées qu'elles sont à un double contrôle opéré par des administrations différentes tant dans les buts poursuivis que dans leur manière d'opérer surtout lorsque les sanctions qui résultent de ces contrôles peuvent se cumuler.

---

[228] Article 9 relatif à la Compétence dispose que : « 1. Sous réserve du contrôle de la décision par la Cour de justice, la Commission a compétence exclusive pour déclarer les dispositions de l'article 85, paragraphe 1, inapplicables conformément à l'article 85, paragraphe 3, du traité.

2. La Commission est compétente pour appliquer les dispositions de l'article 85, paragraphe 1, et de l'article 86 du traité, même si les délais prévus à l'article 5, paragraphe 1, et à l'article 7, paragraphe 2, pour procéder à la notification ne sont pas expirés.

3. Aussi longtemps que la Commission n'a engagé aucune procédure en application des articles 2, 3 ou 6, les autorités des États membres restent compétentes pour appliquer les dispositions de l'article 85, paragraphe 1, et de l'article 86 conformément à l'article 88 du traité, même si les délais prévus à l'article 5, paragraphe 1, et à l'article 7, paragraphe 2, pour procéder à la notification ne sont pas expirés. »

Les rédacteurs du Traité de Dakar ont, sans doute, tiré les leçons des difficultés rencontrées dans l'expérience européenne de l'application de la théorie de la double barrière qui a été consacrée judiciairement par un Arrêt de la Cour de Justice du Luxembourg dans l'affaire Walt Wilhem c/Bundeskartellant du 13 février 1969[229].

Dans cette décision, la Cour tolère que les autorités nationales puissent appliquer leur loi interne de la concurrence « sous réserve que cette mise en œuvre du droit national ne puisse porter préjudice à l'application pleine et uniforme du droit communautaire et à l'effet des actes d'exécution de celui-ci »[230]. Dans ce droit, la compétence de l'Union se limite à l'élément constitutif et l'affectation du flux des échanges entre Etats membres.

Il convient de relever également que ces autorités nationales, aux termes de l'article 9 du règlement n°17 précité du Conseil, exercent une compétence résiduelle en matière d'application du droit communautaire de la concurrence, compétence qu'elles perdent en cette matière, dès que la Commission prend une décision d'engagement d'instruire une affaire.

C'est donc dire que l'application de cette double barrière dans son fonctionnement paraît poser plus de problèmes qu'elle n'en résout, même sur le plan judiciaire où les juridictionsnationales sont à la fois juges de droit interne et juges de ces dispositions.De même, l'existence ou l'éventualité de l'intervention d'exemptions par décisions de la Commission, lesquelles peuvent avoir pour effet de « légitimer » même en cours de procédure judiciaire certains comportements anticoncurrentiels, vient rendre plus aléatoire la finalisation de telles procédures.

Au vu de tout ce qui précède, il faut convenir que l'application du droit communautaire de la concurrence présente certaines particularités qui peuvent dérouter le juge national. C'est pourquoi une certaine simplification voire homogénéisation du droit de la concurrence pour rendre sa lecture plus limpide et sa pratique plus aisée peut constituer une option judicieuse surtout à ce stade initiatique où même en droit interne, règne un certain syncrétisme dans la conception et l'application de ce droit au niveau des Etats membres.

Si l'on part de ce principe de la simple barrière qui correspondait à l'option du Traité de Dakar, il faudra en tirer toutes les conséquences de droit notamment en ce qui concerne les rapports entre les droits nationaux de la concurrence existants et le droit communautaire émergent. Dans cette perspective, deux hypothèses peuvent apparaître :

[229] Recueil de la Cour, 1969, P 48

[230] Cf. arrêt du 13 février 1969 sus cité.

Celle où il a préexisté un droit national de la concurrence dans l'Etat membre, antérieur à la mise en vigueur du droit communautaire.

Dans ce cas de figure, « ce droit de la concurrence devient inapplicable même s'il subsiste matériellement. Il se produit donc un mécanisme de substitution en faveur du droit communautaire applicable de façon uniforme dans tous les Etats membres. Le droit pénal de la concurrence de ces Etats qui ont la compétence retenue en cette matière, devra en conséquence s'adapter au droit communautaire pour caractériser les infractions pénalement punissables »[231].

Ce droit réprime en général le manque de loyauté dans la concurrence comme :

- L'imitation qui consiste à créer la confusion dans l'esprit du public en reproduisant les produits d'un concurrent, sa publicité, sa marque ou ses documents commerciaux ;
- Le dénigrement qui consiste à jeter le discrédit sur un concurrent ou ses produits ;
- La désorganisation du réseau de vente d'un concurrent par exemple en débauchant son personnel pour créer une confusion entre les deux entreprises.

Ces actes de concurrence déloyale sont présumés causer un préjudice réparable devant les juridictions nationales même s'ils peuvent constituer des atteintes communautaires à la concurrence, susceptibles d'être sanctionnées de façon autonome dans ce même cadre communautaire.

Toute initiative étatique en matière de droit de la concurrence devient en raison de la compétence exclusive de l'Union en matière de droit de la concurrence en tant que partie intégrante du Marché Commun, contraire aux engagements de l'Etat membre qui, aux termes de l'article 7 du Traité prescrivent aux Etats de s'abstenir de toutes mesures faisant obstacle à l'application du Traité de l'Union.

Le contexte n'est pas le même dans l'hypothèse du principe de la double barrièrecomme en droit européen où l'article 87 paragraphe 2, reconnaît implicitement le caractère opérationnel du droit national de la concurrence, par la mission dont il charge le Conseil des Ministres et qui consiste à définir les rapports entre les législations nationales d'une part, et les dispositions d'application du droit communautaire de la concurrence, d'autre part.

[231] M'BACKE Moustapha, op cit p.26

Celle où le droit national de la concurrence, n'existe pas ou est en cours d'élaboration, dans ce cas de figure, il n y a aucune raison ni de droit ni de fait d'envisager ou de poursuivre l'élaboration d'un tel droit, dès lors que le droit communautaire en vigueur est venu régir de façon impérative et uniforme ce domaine devenu du reste de la compétence exclusive de l'Union. Toutefois, la répression pénale d'actes anticoncurrentiels reste de la compétence de ces Etats pourvu qu'elle soit compatible au droit de la concurrence communautaire de l'Union.

En résumé, si selon le principe de la double barrière, « c'est le régime juridique de la coexistence des droits nationaux et communautaire agissant sur un même objet mais dans des champs d'actions différents, qui prévaut, en revanche le principe de la simple barrière exclut la coexistence des deux droits en faveur du régime de la substitution qui privilégie l'existence solitaire du droit communautaire qui absorbe le droit national de la concurrence dans son application uniforme »[232].

En tout état de cause, dans ce dernier cas, les services administratifs de la concurrence des Etats membres auront certainement une vocation à opérer une conversiondans l'objet et les modalités d'exécution de leurs nouvelles missions.

Il importe de souligner concernant les limites territoriales de l'atteinte à la concurrence, que ses effets doivent porter à l'intérieur de ce marché, peu importe l'origine et la position géographique ou juridique des auteurs du mal, qui peuvent être des entreprises étrangères ou situées hors des limites territoriales de la Communauté, pourvu que les effets néfastes de leurs activités aient des répercussions sur le marché intérieur de l'Union, c'est donc le principe de la territorialité objective qui est appliqué.

La restriction de la concurrence peut être interne c'est-à-dire, affecter les seules parties à l'entente ou aux pratiques internes ou externes c'est-à-dire, viser les seuls tiers à l'entente ou aux pratiques, comme il est indifférent que l'atteinte se circonscrive au territoire d'un ou plusieurs Etats membres.

Enfin, il peut être prescrit que l'effet restrictif doit revêtir une certaine sensibilité dans le jeu de la concurrence, il appartient à la Commission de l'UEMOA, à l'instar de la Commission européenne, de dégager les critères de sensibilité pour en mesurer le degré notamment, en ce qui concerne le volume d'affaires réalisées sur le marché sur lequel l'acte anticoncurrentiel peut produire ses effets ; les produits visés et ceux considérés comme similaires par les utilisateurs, le chiffre d'affaires total des entreprises parties à l'acte litigieux.

[232] DICKO Boubacar op cit p. 17

On aura remarqué à travers l'évocation de la notion d'entreprise, dans les textes de droit de la concurrence cités que cette entité recouvre une conception différente de celle admise dans d'autres droits. La Cour de Justice du Luxembourg s'est penchée sur la question et dans plusieurs de ses arrêts a prétendu que « est considérée comme entreprise, toute entité exerçant une activité à caractère économique indépendamment du statut juridique de cette activité et son mode de financement. »[233] Ce critère fonctionnel de l'entreprise suppose donc :

- l'existence d'une unité économique de fait en dehors de tout formalisme dans son organisation ainsi, une personne physique ou une personne morale qui peut être sans capacité juridique, un simple service ou une activité économique de fait, peut constituer une entreprise ;
- la disposition d'un minimum d'autonomie réelle de l'entité dans ses décisions et son comportement dans le marché constitue l'élément constitutif de l'entreprise. Une filiale, selon les circonstances et la nature de ses relations avec la société mère peut constituer avec cette dernière, une entreprise ou non, tout va dépendre de son degré d'autonomie de gestion dans l'accord pris en considération.

Dans l'Arrêt Mannesmann Agathe Authorityen date du 13 juillet 1962, la Cour de Justice européenne avait déjà esquissé une définition de l'entreprise adoptée par le droit communautaire de la concurrence : « L'entreprise est constituée par une organisation unitaire d'éléments personnels, matériels et immatériels rattachés à un sujet juridiquement autonome et poursuivant d'une façon durable, un but économique déterminé »[234]. L'article 3 du règlement n°R1/2000/Cm/UEMOA définit, dans ses dispositions, non seulement la notion d'ententes anticoncurrentielles mais, cite à titre indicatif, quelques cas illustratifs de ces comportements comme ceux visés aux paragraphes a, c et d à savoir :

- Les accords de quotas de production ou de vente ou accords de spécialisation ;
- Les accords qui limitent ou contrôlent le marché en limitant l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ;
- Les accords qui limitent ou contrôlent la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements ou procèdent à des répartitions du marché comme les accords horizontaux entre producteurs ou fabricants ou les accords verticaux entre producteurs et distributeurs ce qui se traduit par un cloisonnement du marché en zone de vente, des répartitions de la clientèle et des exclusivités collectives.

---

[233] Affaires POUCET 19/01/94 et HOFNER 29/04/91 ; Rec. 1994 et 1991

[234] Recueil Affaire Agathe Authority, Cour de justice de la communauté Europeenne, 13 /07/1962

Ces interdictions vont poser le problème des conditions de validité, des concessions d'exclusivité et des distributions sélectives qui se différencient surtout parce que dans la concession, le revendeur choisit librement ses clients alors que dans la distribution sélective, les revendeurs, ses clients, sont limités aux revendeurs agrées et aux consommateurs.Ces accords anticoncurrentiels peuvent se manifester dans les comportements discriminatoires ou de subordination.Sont compris parmi ces accords interdits :

- Les accords fixant des hausses générales de prix en fonction d'un indice ;
- Les accords réduisant ou limitant les rabais ou fixant ces rabais ;
- Les accords fixant des prix indicatifs.

Ces accords peuvent consister à fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction comme par exemple les pratiques de prix prédateurs ou les ventes à perte.

L'interdiction de ces ententes va poser le problème général des conditions normatives de validité des concessions d'exclusivité et des distributions sélectives les unes se distinguant des autres en ce sens que dans les concessions, le revendeur dispose d'une liberté de choix de ses clients tandis que dans les distributions sélectives comme son nom l'indique, le revendeur est limité dans le choix de ses clients qui ne peuvent être que des revendeurs agrées ou de simples consommateurs.[235]

Ces actes collectifs, ententes, pratiques et décisions peuvent également se manifester par :

- La fixation de façon directe des prix d'achat ou de vente où des entreprises achètent directement des produits en se conformant à des règles communes de prix d'achat maximum sous forme de contrats standardisés avec liste de fournisseurs agréés ou vendent dans les mêmes conditions à certains niveaux de la production ou de la distribution à des prix imposés ou conseillés voire, avec le consentement implicite des pouvoirs publics nationaux ;
- La répartition des marchés qui peut se manifester par une répartition territoriale comme l'entente se limitant au territoire d'un Etat membre auquel on réserve certains produits avec un accord sur le prix, par une réparation des marchés publics où une entreprise est désignée à l'avance pour être attributaire de telle ou telle offre, par une répartition des sources d'approvisionnement entre importateurs ou grossistes. L'approvisionnement exclusif pose le problème des concessions exclusives qui doivent remplir certaines conditions pour être validées.

[235] COULIBALY Abou Said : *Le droit de la concurrence de l'union économique et monétaire ouest africaine*

- La subordination vise en particulier les ventes liées où l'acheteur est contraint à des obligations abusives sans lien direct avec ses besoins lui retirant ainsi tout droit à opter.

La discrimination peut être illustrée par le fait de faire des remises en fonction de l'Etat d'origine de l'acheteur ou de sa seule appartenance à un groupement donné. Le refus de vente est équivalent à une forme de discrimination entre acheteurs.L'article 3 du règlement précité contient la disposition fondamentale d'effet immédiat[236], de nullité de plein droit des accords conclus ou en cours d'exécution à compter de cette date et ce, sans qu'il y ait besoin de l'intervention d'un acte déclaratif de nullité de ces accords.

« Cette nullité réputée absolue, opère juridiquement, à la suite des procédures administratives et judiciaires de constatation et de sanction de ces comportements anticoncurrentiels, une rétroactivité générale notamment dans les dispositions portant atteinte à la libre concurrence dans le marché concerné, son caractère déclaratif de plein droit permet au juge de la constater au lieu de la déclarer ».[237]

C. Les dérogations aux interdictions

Tout comportement anticoncurrentiel, même avéré, n'est pas forcément répréhensible ; le droit de la concurrence a prévu que pour la protection d'intérêts communautaires supérieurs, certains comportements peuvent être tolérés dans l'intérêt économique et social bien compris de l'Union notamment, lorsque les exigences du développement de certains secteurs économiques paraissent évidentes.[238]

Pour parvenir à ces fins, il a été élaboré tout un régime juridique propre à la mise en œuvre de ces dérogations au principe de prohibition des actes anticoncurrentiels conformément aux dispositions pertinentes des articles 3 et 7 du règlement R1/2000/CM/UEMOA relatifs aux pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'UEMOA. Ces dispositions permettent à le Commission, seule compétente pour déclarer inapplicable l'interdiction faite, si selon son appréciation, les avantages tirés de la pratique en cause, dépassent largement les restrictions à la concurrence constatées.

[236] C'est-à-dire un an après la date de mise en vigueur du Traité

[237] IBRIGA Luc Marius et COULIBALY Abou Said: *Droit communautaire dans l'espace UEMOA, op cit. p 23*

[238] IBRIGA Luc Marius et COULIBALY Abou Said: *Droit communautaire dans l'espace UEMOA, op cité. p 23*

C'est ainsi que certaines ententes faites sous forme d'accords entre entreprises ou visant un certain secteur d'activité économique, peuvent être placées hors du champ d'application des prohibitions édictées par les articles 88 a)[239] du Traité et 3 du règlement n°R1/2000/CM/UEMOA et échapper ainsi aux effets de nullité et aux sanctions prévues pour de telles infractions économiques, même si les éléments constitutifs de l'infraction sont réunis, c'est ce qu'on appelle dans le jargon du droit de la concurrence, le rachat d'entente.

Mais pour qu'il y ait rachat d'entente, les dispositions de l'article 7 du R1/2000/CM/UEMOA spécifient bien que lesdites ententes doivent :

- Améliorer la production ou la distribution des produits ou promouvoir le progrès technique ou économique ;
- Réserver aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte ;
- Ne pas imposer aux entreprises intéressées, les restrictions qui ne sont pas indispensables pour restreindre ces objectifs ;
- Ne pas donner à ces entreprises la possibilité, pour une partie substantielle de produits en cause d'éliminer la concurrence.

Ces quatre conditions dont deux sont positives et deux négatives doivent être remplies cumulativement pour que l'entente soit rachetée et bénéficier ainsi des dispositions d'exemption de l'article 7 du règlement R1/2000/CM/UEMOA précité.

Après avoir dégagé les conditions d'exemption, le Conseil des Ministres de l'Union, en se fondant sur l'article 89 alinéa 3 du Traité, à par délégation, investi la Commission de la compétence de :

- Prendre des actes d'exemption individuelle ou par catégorie ;
- Délivrer des attestations négatives ;
- Constater des infractions aux dispositions de l'article 88 paragraphe a ou d relatif aux ententes et abus de positions dominante ;
- Prendre des mesures provisoires et d'investigation en coopération avec l'Etat membre ;
- Prendre des sanctions à l'encontre des auteurs des infractions relevées.

[239] Article 88 dispose que *« Un (1) an après l'entrée en vigueur du présent Traité, sont interdits de plein droit :a) les accords, associations et pratiques concertées entre entreprises, ayant pour objet ou pour effet de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur de l'Union. »*

En recourant notamment à l'arsenal juridique assez malléable mis à sa disposition comme l'initiative des règlements d'exemption catégorielle ou individuelle, et les attestations négatives, toute chose qui, à l'initiative des Etats, des entreprises ou des autorités communautaires, est de nature à sécuriser les activités économiques dans l'espace communautaire, la Commission européenne a amplement concouru à la régularisation du marché intérieur de l'Union.

Outre les attestations négatives et les exemptions individuelles délivrées, elle a conçu des exemptions catégorielles en tenant surtout compte de l'environnement économique général du marché intérieur et des nécessités économiques et sociales propres à certains secteurs d'activités. C'est ainsi que par le règlement :

- n°1983/83 et 1984/83 du 22 juin 1983[240], les accords de distribution exclusive et d'achat exclusif ont fait l'objet d'exemptions catégorielles ;
- n°240/96 du 31 janvier 1996[241], les accords de transfert de technologie ont bénéficié d'exemptions ;
- n°4087/88 du 30 novembre 1988[242], il a été accordé une dérogation aux accords de franchise ;
- du conseil n°4056/86 du 22 décembre 1986[243] a adopté le règlement par catégorie concernant les transports maritimes ;
- n°3976/87 du 14 décembre 1987[244], la Commission a édicté les conditions techniques et de coopération entre entreprises aériennes pour bénéficier de l'exemption catégorielle applicable aux transports aériens ;
- n°3932/92 du 21 décembre 1992, la Commission a déterminé les conditions d'encadrement des accords de coopération entre assureurs.

Ces compétences sont exercées par la Commission dans le cadre de procédures administratives spéciales qui peuvent avoir des prolongements judiciaires devant la Cour de Justice de l'Union, organe de contrôle juridictionnel des activités de la Commission.

---

[240] Ce règlement concerne l'application de l'article 81, paragraphe 3, du traité à des catégories d'accords de distribution exclusive qui dispose que : « Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 peuvent être déclarées inapplicables:
- à tout accord ou catégorie d'accords entre entreprises,
- à toute décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises, et
- à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans :
a) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs;
b) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence. »

[241] voir *Journal officiel de l'UE n° L 031 du 09/02/1996 p. 0002 – 0013 ou sur : http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:31996R0240:FR:HTML*

[242] Voir JO de l'UE no 36 du 6 . 3 . 1965, p . 533/65

[243] Il détermine les modalités d'application des articles 85 et 86 du traité aux transports maritimes

[244] Il détermine les modalités d'application des règles de concurrence applicables aux entreprises de transports aériens

C.1 : Les interdictions étatiques

La libre circulation des biens, des capitaux et des services étant consacrée par les dispositions de l'article 76 du Traité en tant que principe fondamental pour la réalisation du Marché Commun, il s'avère important que le droit de la concurrence vienne concourir au renforcement de la mise en œuvre de ces principes[245].

Mais il va sans dire que l'application du principe de liberté des prestations de services[246] va rencontrer plus de difficultés que celle de l'application de la liberté de circulation des marchandises en raison des réglementations nationales qui les sous-tendent et qui quelques fois requièrent une harmonisation des législations même si le principe de primauté de la loi communautaire peut réduire à néant ces dispositions de droit interne surtout lorsqu'elles apparaissent comme des entraves injustifiées à l'exercice de la liberté de prestations de services par des non nationaux. Tel est le cas de l'exercice de certaines professions qui apparaissent sous forme d'organisation professionnelle en vertu de textes de droit interne qui les organisent.

Il est heureux de constater par exemple, qu'en ce qui concerne l'exercice de la profession d'avocat, notamment en matière de liberté d'établissement et de création de cabinets secondaires, liberté du reste déjà proclamée par le Traité de l'Union mais à parfaire par des mesures de facilitation, la Conférence des Bâtonniers de l'espace UEMOA tenue à Bamako le 13 mars 2000, a anticipé sur le futur immédiat, en prenant des initiatives tendant à la mise en œuvre d'un exercice concerté et libre de la profession d'avocat dans la sous-région.[247]

Quant à la liberté des avocats inscrits au barreau d'un Etat, de plaider devant toute juridiction d'un Etat membre de l'Union, elle est fondée sur le principe de non-discrimination par la nationalité.

La création d'un conseil permanent de la profession comptable dans l'UEMOA va certainement dans le même sens, et ce, après l'harmonisation de la législation comptable.

Ce processus d'intégration des marchés de services dont les activités sont ainsi organisées, peut-être d'application d'autant plus immédiate, que l'Union baigne dans une culture et un environnement juridique homogène.

---

[245] CfVoyCf. dans ce sens : Pr. Didier FERRIER *« La liberté du commerce et de l'industrie »* auquel participe la libre circulation des biens et des capitaux en droit communautaire ; In libertés publiques et droits fondamentaux, Coll. Sous la direction de Rémy CABRILLAC, Marie-Anne FRISON-ROCHE et Thierry REVET, Dalloz 2008, p.687

[246] Le principe de la libre prestation de services permet à un opérateur économique fournissant ses services dans un Etat membre d'offrir ses services de manière temporaire dans un autre Etat membre, sans devoir y être établi.

[247] Cf. M'BACKE Moustapha op cit p. 27

C'est là du reste, que la Commission et la Cour de Justice, organes chargés au premier chef de l'application du Traité, pourront jouer un rôle déterminant dans la promotion du droit communautaire et la protection des intérêts de ceux qui s'en prévalent. Les Etats membres peuvent jouer un rôle déterminant dans la structure de l'Union non seulement en tant que puissance publique mais encore en tant qu'organes de régulation, s'ils ne sont pas gagnés par l'instinct protectionniste.

En effet, ils peuvent, au-delà de la création d'entreprises publiques ou parapubliques à vocation économique ou de la réglementation de certaines activités professionnelles, influer de façon plus ou moins directe dans les comportements de certaines entreprises privées au niveau national. On peut considérer les comportements de ces entreprises comme totalement libres dans certains secteurs où l'Etat organise, contrôle ou provoque les rapports entre les opérateurs économiques.

Les pouvoirs publics peuvent ainsi être amenés à homologuer des accords entre entreprises ou même des prix pratiqués par ces entreprises ou les obliger à se concerter, le phénomène est assez courant en matière de commercialisation de certains produits ou services de première nécessité économique ou sociale. Les prix, dans certains Etats, peuvent être imposés, conseillés ou avoir un caractère purement indicatif, l'intervention de l'autorité publique pouvant, si elle n'est pas informelle, être matérialisée par un acte législatif ou réglementaire.

Il apparaît ainsi donc que tout tarif obtenu par accord collectif d'un organisme professionnel de droit privé comme les banques et les compagnies d'assurance ou d'organismes professionnels détenant une parcelle de l'autorité publique à l'exemple des ordres professionnelles de certaines professions comme les avocats, les médecins et les experts, peut constituer une infraction au droit de la concurrence si les conditions de sa fixation sont déclarées incompatibles avec le droit positif communautaire[248].

En somme, les autorités communautaires ont bien compris les menaces évidentes que les comportements étatiques peuvent porter sur la politique communautaire en matière de concurrence. C'est pourquoi elles ont prévu des dispositions spéciales dans le règlement n°R1/2000/CM/UEMOA relatives aux pratiques anticoncurrentielles imputables aux Etats membres. A l'article 5 de ce règlement, ils sont mis en garde contre toute mesure de leur part susceptible de faire obstacle à l'application des règlements en matière de concurrence notamment vis-à-vis de leurs entreprises publiques ou privées.

[248] Cf. dans ce sens : Pr. Didier FERRIER *« La liberté du commerce et de l'industrie »* auquel participe la libre circulation des biens et des capitaux en droit communautaire ; In libertés publiques et droits fondamentaux, Coll. Sous la direction de Rémy CABRILLAC, Marie-Anne FRISON-ROCHE et Thierry REVET, Dalloz 2008, p.687

Les autorités communautaires, qui apparemment n'excluent pas les entreprises publiques de l'emprise des règles de la concurrence, ne sont pas pour autant insensibles à la spécificité de ces entreprises qui peuvent être des monopoles fiscaux ou avoir un objet d'intérêt général ou même de service public, c'est sans doute pour ces raisons, que les dispositions de l'article précité ont prévu la possibilité de leur appliquer les régimes relatifs aux exemptions même en cas d'abus de position dominante.

En tout état de cause, il appartiendra à la Commission et à la Cour de justice communautaire dans son ensemble, de veiller à la régularité de tels comportements et au besoin, de tirer les conséquences de droit en cas d'infractions aux règles de la concurrence.

Dans la lutte contre les obstacles artificiellement posés, contre la liberté de circulation des services, peut-être faudra-t-il mutatis mutandis, s'inspirer de l'arrêt de la Cour du Luxembourg, Cassis de Dijon[249] statuant en matière de libre circulation des marchandises. Cet arrêt a retenu comme principe, que tout produit légalement fabriqué et commercialisé dans un Etat membre doit être en principe, admis sur le territoire de tout autre Etat membre, les seules exceptions admises étant les cas de nécessité impérative comme la protection de la santé publique ou de la sécurité publique ou de l'ordre public en général strictement soumis au contrôle des autorités communautaires.

Les autorités communautaires de l'Union européenne, notamment la Commission et la Cour de Justice, ont, par des décisions pertinentes, beaucoup contribué à « moraliser » les rapports entre les Etats et leurs entreprises de droit national dans ce domaine de la concurrence. A ce titre, on peut citer :

L'arrêt BNCI contre Guy CLAIR[250] où une organisation inter professionnelle appartenant de la viticulture, travaillant en étroite collaboration avec l'Administration fixait par accord le prix des vins blancs susceptibles d'être distillés et aux eaux de vie de cognac, prix qui faisait l'objet d'un arrêté ministériel d'extension le rendant obligatoire au secteur concerné.

Cet accord qui fixait un prix minimal a été considéré comme contraire au jeu de la concurrence et peu importe qu'il soit réalisé sur la base d'une loi ou d'un règlement ou d'un arrêté dès lors que le Traité interdit en son article 7 aux Etats membres de prendre ou de maintenir en vigueur des mesures susceptibles d'éliminer l'effet des dispositions de l'article 85 du Traité de Rome.

---

[249] C.J.C.E. Aff. 120/78, 20 février 1979

[250] C.J.C.E/UEMOA du 30 janvier 1985, Affaire 123/83 Rec. P. 391

Il apparaît ainsi que tout tarif obtenu par accord collectif d'organismes professionnels de droit privé, comme les banques et les compagnies d'assurance ou d'organismes professionnels détenant une parcelle de l'autorité publique comme les ordres de certaines professions libérales comme les avocats, les médecins, et les experts, peut constituer une infraction au droit de la concurrence si les conditions de sa fixation sont, après examen, déclarés incompatibles avec le droit positif communautaire de la concurrence.

Il ya de même le cas de l'arrêt Edouard Leclerc et autres C/Sarl Aublevert et autres[251] .Dans ce cas d'espèce, c'est le législateur qui a décidé des conditions dans lesquelles le prix des livres importés ou édités localement sont fixés mais, la Cour ne retiendra pas la notion d'entente illicite au motif que la mesure prise par l'Etat n'a pas pour origine une entente mais, provient d'un acte unilatéral de l'Etat.

Elle retiendra toutefois, comme fondement de l'infraction, les articles 30 et suivants du Traité C.E.E., relatifs aux mesures d'effet équivalent à une restriction quantitative en ce sens que la mesure nationale fixant les conditions de détermination du prix des livres, a eu pour effet de supprimer toute possibilité de répercuter sur le produit importé les avantages tirés du prix d'origine par rapport à son prix à l'importation. En effet, l'importateur de livres est mis dans l'impossibilité de pratiquer le prix de vente qu'il juge convenable par rapport à son prix d'achat dans l'Etat d'origine.

Dans un arrêt en date du 29 janvier 1985[252]portant sur la réglementation des prix du carburant en France, la Cour de Justice a adopté pour les mêmes motifs la même solution. Il s'est agi encore une fois d'entreprises poursuivies devant une juridiction pénale pour non observation de la législation interne sur les prix et qui ont mis en cause la compatibilité de cette loi nationale avec la loi communautaire de la concurrence.

La Cour a ainsi donc, à l'occasion, d'un recours préjudiciel stigmatisé le comportement des Etats membres en affirmant notamment que même si les règles de la concurrence concernent le comportement des entreprises et non les mesures législatives ou réglementaires des Etats membres, ces derniers n'en sont pas moins tenus, en vertu de l'article 5 alinéa 2 du Traité C.E.E[253], de ne pas porter préjudice par leur législation nationale à l'application pleine et uniforme du droit communautaire et à l'effet utile des actes d'exécution pris en son application. Cette jurisprudence communautaire n'a cependant pas rencontré l'adhésion de la doctrine dans certains Etats membres.

---

[251] C.J.C.E du 10 janvier 1985, Aff. 229/83 Rec. P. 1985 : *Affaire communément appelée : « Affaire du prix fixe du livre ».*

[252] Arrêt Henri GUILLET C/Centres LECLERC ; Rec. Page 1989, Aff. 231/83

[253] Cet article correspond au niveau de l'UEMOA à article 7 du traité UEMOA

Concernant le cas spécifique de l'UEMOA, il convient de préciser que sa directive relative à la transparence des relations financières d'une part, entre les Etats membres et les entreprises publiques d'autre part, entre les Etats membres et les organisations internationales, n'a d'autre objet que d'éviter que directement ou indirectement, les Etats ne viennent perturber le marché intérieur de l'Union par des appuis financiers apportés négativement sur le jeu de la concurrence.

Outre les ententes, décisions d'associations et pratiques concertées, le jeu de la concurrence peut être remis en cause par des manifestations fautives d'une ou de plusieurs puissances économiques préjudiciables à l'ensemble du marché, c'est l'abus de domination qui fait l'objet du point suivant.

C.2 : L'abus de position dominante

Les ententes et autres concours de volonté à caractère infractionnel en matière de concurrence constituent les cas les plus fréquents d'actes anticoncurrentiels. Cependant, les abus de domination en sont des formes aussi insidieuses que frustratoires d'atteinte à la libre concurrence. Aux termes de l'article 4 R/2000/CM/UEMOA : « est incompatible avec le Marché Commun et interdit, le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une fonction dominante sur le Marché Commun ou dans une partie significative de celui-ci »[254].

L'analyse de telles dispositions laisse apparaître les trois éléments constitutifs de cette notion à savoir :

- La position dominante,
- L'exploitation abusive de ladite position,
- Le marché de référence.

Dans la formulation des différentes catégories des atteintes à la concurrence, les règlements y afférents utilisent souvent les termes d'incompatibilité et d'interdiction voire d'inapplicabilité. D'une manière générale, ces vocables recouvrent le même sens propre au droit de la concurrence. C'est ainsi qu'on peut dire que l'incompatibilité marque plutôt un résultat, elle est réalisée lorsque, les actes collectifs, l'abus de domination, l'aide publique, se retrouvent en contradiction manifeste avec les principes prônés par le Traité constitutifs tels que la libre circulation des biens et services, la non-discrimination, l'ouverture du Marché Commun et son caractère concurrentiel, etc. Quant à l'interdiction, elle est anticipative, en ce qu'elle met en garde et sanctionne l'incompatibilité.

[254] Article 4 R/2000/CM/UEMOA

Toutefois, ces normes défensives de la libre concurrence ne sont pas absolues. « Elles ouvrent des possibilités de sécurité juridique par l'attestation négative ou les exemptions négatives ou catégorielles qui, par la non applicabilité des sanctions ou l'inopportunité des poursuites, lèvent les sanctions susceptibles d'être prononcées tout en laissant subsister les infractions dans leurs éléments caractéristiques »[255].

La notion de position dominante a été circonscrite dans les arrêts UNITED BRAND du 14 février 1978 et Hoffmann-la-Roche en date du 13 février 1979[256]de la Cour de Justice de la Communauté européenne, qui caractérisent la position dominante comme une situation de puissance économique détenue par une entreprise et qui lui permet de faire obstacle au maintien d'une concurrence effective sur un marché donné en lui fournissant la possibilité d'adopter des comportements indépendants vis-à-vis de ses concurrents, de ses clients et des consommateurs[257].

Telle que conçue, cette définition reste différente de la notion de monopole en ce sens qu'elle laisse subsister une certaine concurrence tout en mettant l'entreprise dominante dans la capacité d'influencer sensiblement les conditions de fonctionnement de cette concurrence sans pour autant être à son tour influencée défavorablement par cette concurrence.

La position dominante n'est pas non plus une situation oligopolistique où les comportements des différentes entreprises qui constituent l'oligopole s'influencent réciproquement en vase clos, ce qui n'est pas le cas de l'entreprise en position dominante dont, en la condition, agit en sens unique.

Pour qu'il existe une position dominante dans un marché donné, il faut un certain nombre de facteurs retenus par la pratique du droit de la concurrence comme nécessaires mais dont la mise en évidence des plus déterminants sans les autres ne suffit pas toujours pour caractériser une position dominante. Les signes et indices qui concourent à la réalisation du phénomène sont en général :

[255] FALL Ndongo, Président de la CCJA, in Rapport de la Rencontre inter juridictionnelle de Cotonou, mai 2008, p.36
[256] Aff. 27/76 Rec. Page 207 Aff. 85/76 Rec. Page 42
[257] La Commission, dans sa décision dans le dossier continental CAN du 9 décembre 1971 JUCE n°7 di 8 janvier 1972 confirmée en cela par la Cour de Justice par décision du 21 février 1973 Rec. ; Page 215, n'a pas entièrement appréhendé la notion de position de domination.

- La part du marché, c'est-à-dire, la force concurrentielle de l'entreprise, sa capacité à se positionner dans le marché. Il s'agit là, d'un indice assez déterminant, ainsi, lorsque cette part du marché atteint un taux assez élevé (80% au plus) on frise le quasi-monopole et la position dominante devient position de domination. L'importance de l'écart avec ses concurrents qui suivent immédiatement peut être mise en compte dans l'appréciation des parts du marché[258] ;
- L'absence de concurrence potentielle due à des obstacles naturels ou financiers ;
- L'intervention législative d'un Etat qui privilégie d'une certaine façon une entreprise ;
- La position de principal acheteur lorsque ce dernier est par exemple chargé de fournir à un ensemble d'entreprises indépendantes du matériel en exclusivité.

C.3 L'exploitation abusive

La position de domination n'est pas répréhensible en elle-même, c'est plutôt l'abus qui est fait à partir de cette position qui constitue l'atteinte à la concurrence qui pourrait être reproché à une ou plusieurs entreprises indépendantes agissant en commun. Il consiste en comportements de nature à faire un effet sur la structure du marché dont le niveau concurrentiel est déjà affaibli, du seul fait de la présence d'une position dominante.

Par leur particularité, ces comportements feront obstacle au déroulement normal de la concurrence sur le marché. Selon la Cour de Justice européenne, l'abus est une notion objective[259]. Pour imager l'idée qui est sous-tendue dans le concept d'abus de domination, il a été cité à l'article du R1/2000/CM/UEMOA quelques exemples constitutifs d'abus de position dominante proches de ceux énumérés à l'article 3 du R1/2000/CM/UEMOA relatif aux ententes à savoir :

---

[258]Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

[259] C.J.C.E. 14 février 1978 U.B.C. Rec. Page 207

Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

- L'imposition directe ou indirecte de prix, de façon non équitable, c'est-à-dire la pratique d'un prix excessif donc sans rapport raisonnable avec la valeur économique du bien fourni ;
- Les limitations d'activités en influant négativement sur la production, les débouchés ou le développement techniques comme le refus d'approvisionner en matière première certaines entreprises potentiellement concurrentes, l'imposition d'une exclusivité de s'approvisionner pour une grande part de leurs besoins, faite à des entreprises de taille modeste, limitation systématique des livraisons pour cloisonner le marché et jouer sur les prix ;
- La discrimination à l'égard des partenaires commerciaux comme la suppression ou le maintien des rabais de fidélité lorsque les clients, les acheteurs d'une même quantité de produits diversifient ou non leurs sources d'approvisionnement ou la modification des prix en fonction de l'Etat d'origine de l'acheteur ;
- La subordination de conclusion de contrats à l'acceptation par les cocontractants des prestations supplémentaires étrangers à l'objet du contrat comme les ventes liées ou ce qu'on appelle la clause anglaise qui permet à un client qui reçoit des offres plus favorables d'un tiers de se faire servir par ce dernier en cas de refus de s'aligner sur les conditions favorables offertes par le tiers et cela sans risque de perte du droit acquis à des rabais de fidélité.

Tous ces exemples précités ont trait au comportement de l'entreprise, sa conduite dans la structure concurrentielle du marché et qui est considéré comme préjudiciable aux concurrents, aux clients ou aux consommateurs d'où son appellation commune d'abus de comportement, on parle également de la notion d'abus de structure née de la jurisprudence de la Communauté européenne [260] et qui est plutôt liée à l'influence que l'entreprise dominante exerce du fait de sa seule présence, sur la structure de la concurrence qui est déjà affaiblie par la position dominante qu'elle a intégrée.

C.4 : Le marché de référence

Les conditions de la concurrence et la puissance de l'entreprise dominante ne peuvent s'apprécier que dans un contrat d'échanges délimité par un marché précis appelé marché de référence. Ce marché sera délimité aussi bien dans sa dimension naturelle autrement dit par référence à certains produits caractéristiques.

Le marché géographique peut être défini comme l'espace territorial dans lequel le comportement de l'entreprise dominante se mesure à la concurrence effective des autres entreprises.

[260] Arrêt HOFFMANN- la Roche C.J.C.E. du 13 février 1979 Rec. Page 46

C'est dans ce cadre que l'autorité communautaire compétente va situer l'entreprise mise en cause dans ses pratiques. C'est également l'occasion pour ces autorités de vérifier si une partie substantielle du Marché Commun est affectée. Pour ce faire, il faudra également prendre en compte « la structure et la consommation du produit en question, les habitudes et les possibilités économiques des vendeurs et acheteurs. »[261]

Le marché du produitvise tous les produits répondant à une demande précise comme les produits identiques ou substituables parce que répondant aux mêmes usages, c'est ainsi que les variétés d'u même fruit peuvent être substituables les unes aux autres. En revanche, les fruits ou les légumes ne peuvent l'être entre eux.

Pour déterminer si des produits appartiennent au même marché, on a recours au critère du degré d'interchangeabilité. Dans ce cas, non seulement la nature des produits, leurs prix et leur usage peuvent entrer en compte, mais encore les conditions de concurrence et la structure de la demande et de l'offre dans le marché. Le degré d'interchangeabilité doit être raisonnable et doit aussi tenir compte de la nature de l'offre et de la demande dans le marché.

Il a été jugé dans l'arrêt United Brand ou l'affaire des bananes Chiquita, que l'interchangeabilité existant entre les bananes et d'autres fruits frais n'était pas suffisante.

Dans l'expérience du Marché Commun européen, on consacre comme marché :

- Le marché de la banane,
- Le marché des pneus pour poids lourds,
- Le marché de l'essence super et de l'essence ordinaire,
- Le marché du sucre cristallisé, etc.

Si nous référons à la formulation de l'abus de position dominante telle que caractérisée par l'article 88 b) du Traité de Dakar, on constate qu'à l'instar de l'article 88 a) de ce Traité, l'élément « affectation du commerce entre les Etats membres » n'a pas été repris contrairement à la rédaction européenne de l'article 86 où on parle « d'incompatibilité avec le Marché Commun dans la mesure entre les Etats membres est susceptible d'être affecté ».

---

[261] C.J.C.E. UNITED BRANDS 14 février 1978 Rec. Page 207.
Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

En conséquence, on peut affirmer qu'en droit communautaire de l'UEMOA, l'effet requis pour constituer un abus de position dominante ou des ententes ou pratiques interdites est limité au seul fait de restreindre ou de fausser les concurrences à l'intérieur de l'Union ou une partie significative du Marché Commun lorsqu'il s'agit d'abus de domination.[262]

Si les interdictions d'ententes et pratiques anticoncurrentielles et celles d'abus de position dominante présentent des similitudes de conception et sont même régies par la même procédure administrative de constatation et de sanction, il reste que les deux catégories d'infractions sont différentes sur plusieurs aspects :

- L'abus de domination peut être constitué par une seule entreprise qui agit unilatéralement alors que les ententes et autres supposent au moins deux entreprises qui agissent ;
- L'effet de sensibilité d'un certain degré pour caractériser l'entente ou la pratique interdite n'est pas retenu en matière d'abus de position dominante.

Les dispositions d'exemption ne sont en général pas applicables aux entreprises convaincues d'abus de position dominante à l'exception du cas prévu par les articles 7 b) du R2/2000/CM/UEMOA visant le cas de domination d'entreprises chargées de gestion de services d'intérêt économique général ou ayant le caractère de monopole fiscal, lorsque l'application des règles ou la concurrence peut avoir pour conséquence de faire échec à l'accomplissement de leur mission de service public.

Dans ce cas, et dans ce seul cas, le droit de la concurrence de l'UEMOA leur permet de prétendre au bénéfice de l'exemption individuelle conformément aux dispositions des articles 8 à 11 du règlement R2/2000/CM/UEMOA. En ce qui concerne les entreprises poursuivies pour ententes ou pratiques anticoncurrentielles, les exemptions tant catégorielles qu'individuelles leur sont applicables.

La nullité des actes juridiques consécutive à la sanction prononcée pour les ententes et accords ne joue pas en matière d'abus de position dominante, la base juridique de l'annulation en cas d'abus de position dominante de plusieurs entreprises réunies à cet effet sera l'article anticoncurrentiel d'entente ou d'accord et non le comportement collectif pour abuser d'une domination qui est un fait juridique et non un acte juridique.

---

[262] Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

C'est justement l'objet visé parmi tant d'autres par les dispositions de l'article 4.3. du R2/2000/CM/UEMOA destinées à la prévention des concentrations d'entreprises de nature dominante et à la fois abusive. Toutefois, les concentrations d'entreprises ne sont pas en soi un mal économique.

Le droit européen de la concurrence, contrairement au droit de l'UEMOA, a réservé un sort particulier au phénomène de concentration des entreprises. Cette concentration si l'on se réfère à ce droit, se caractérise par « la fusion de deux ou plusieurs entreprises antérieurement indépendantes ou lorsqu'une ou plusieurs entreprises acquièrent directement ou indirectement soit par prise de participation ou acquisition d'éléments d'actif, contrat ou tout autre moyen comme des droits de propriété ou de jouissance sur tout ou partie du patrimoine d'une entreprise des droits conférant une influence déterminante sur la composition ou les décisions des organes d'une entreprise, le contrôle de l'ensemble ou de parties d'une ou plusieurs autres entreprises. Ce contrôle découle de droits, contrats ou autres moyens que confèrent, seuls ou conjointement et compte tenu des circonstances de fait ou de droit, la possibilité d'exercer une influence déterminante sur l'activité d'une entreprise ».».[263]

Le processus, comme on le voit, pousse à une certaine exclusion et pratiquée à une certaine échelle, peut aboutir à une oligopolistique tendancielle du marché de manière à entraver une concurrence effective à l'intérieur du Marché Commun. La concentration peut toutefois, contribuer à une politique d'intégration économique, lorsqu'elle renforce la productivité en orientant les structures économiques existantes vers la réduction du nombre des entreprises pour gagner en puissance de pénétration du marché par la compétitivité face aux menaces de domination d'entreprises extérieures à la communauté.

La concentration peut également faciliter la politique d'équilibre économique et social d'une communauté grâce à une concurrence suffisante, facteur de souplesse et de limitation des difficultés des entreprises de moyenne ou petite importance. Une telle concentration est en outre source d'emploi à cause de l'importance de la demande du personnel fournissant une variété de services. Toutefois, est-il que le régime juridique du règlement n°406/89 du conseil, pose le contrôle a priori des concentrations d'entreprises d'une certaine dimension en ce sens que les opérations de concentration projeté sont soumises au contrôle de la Commission pour en vérifier la compatibilité avec le Marché Commun.

---

[263] La concentration des entreprises est un trait immanent de toute economie de marché. Poussée à un haut degré, elle donne à certains acteurs une position dominante sur les plans économique et même, selon les circonstances, politique. Pour assurer le fonctionnement de la concurrence, les gouvernements ont institué des autorités de surveillance qui combattent la formation de monopoles et d'oligopoles. On distingue concentration horizontale (entre entreprises situées au même niveau de production) et concentration verticale (ou plutôt intégration verticale).

Quant au droit de la concurrence de l'UEMOA, on peut dire qu'il est moins méfiant vis-à-vis des concentrations et semble ravaler le phénomène à des frais pouvant relever de l'abus de position dominante ou des ententes en tous cas, tel semble être le cas si l'on se réfère aux dispositions de l'article 3 4.1. du Règlement n°2/2002/CM/UEMOA du 23 /05/ 2002 relatif aux pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'union économique et monétaire ouest africaine consacrées aux concentrations où les concentrations sont assimilées aux ententes ; sur ce point donc, le droit communautaire de l'UEMOA se détache de son inspirateur[264].

Si l'on examine l'ensemble du droit communautaire de la concurrence[265], on se rend compte que toute infraction aux règles de concurrence n'est pas forcément vouée à la sanction implacable des autorités communautaires.

Ces derniers ont la haute mission de concilier les intérêts qui peuvent être divergents des Etats membres de l'Union. C'est à travers les procédures administratives que nous allons aborder que les autorités communautaires décident, en se basant sur les dispositions d'inapplicabilité prévues, des exemptions à prendre en faveurs des entreprises prises individuellement ou collectivement en tant que parties d'un secteur d'activités économiques.

Ces mesures d'exception, comme du reste des mesures sanctionnant les comportements fautifs des entreprises obéissent à des règles de procédure spéciale qui en garantissant l'objectivité et l'efficacité.

---

[264] L'article 3.4.1 dispose, en effet, que : *« Est incompatible avec le Marché Commun et interdit, le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le Marché Commun ou dans une partie significative de celui-ci.*
Sont frappées de la même interdiction, les pratiques assimilables à l'exploitation abusive d'une position dominante, mises en œuvre par une ou plusieurs entreprises. Constituent une pratique assimilable à un abus de position dominante les opérations de concentration qui créent ou renforcent une position dominante, détenue par une ou plusieurs entreprises, ayant comme conséquence d'entraver de manière significative une concurrence effective à l'intérieur du Marché Commun. »

[265] Voir :

- Règlement n°2/2002/CM/UEMOA du 23 /05/ 2002 relatif aux pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'union économique et monétaire ouest africaine
- Règlement n°3/2002/CM/UEMOA/du 23/05/2002 relatif aux procédures applicables aux ententes et abus de position dominante a l'intérieur de l'union économique et monétaire ouest africaine
- Règlement n°4/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relatif aux aides D'Etat à l'intérieur de l'union économique et monétaire ouest africaine et aux modalités d'application de l'article 88 (c) du traité
- la Directive n° 01 / 2002 / CM / UEMOA du 23/ 05/2002 relative à la transparence des relations financières d'une part entre les Etats membres et les entreprises publiques et d'autre part entre les Etats membres et les organisations internationales
- La Directive n° 02/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002relative à la coopération entre la commission et les structures nationales de concurrence des Etats membres pour l'application des articles 88 , 89 et 90 du traite de L'UEMOA.

D. Les procédures administratives et judiciaires relatives à la mise en œuvre du droit de la concurrence en matière d'actes collectifs et d'abus de position dominante

D.1 : les procédures administratives

La Commission de l'Union, dont la vocation est de veiller à l'application du Traité, est l'organe central dans ce domaine du respect des règles de la concurrence[266]. A ce titre, toute la procédure de constatation de droit ou d'infraction et de répression repose sur elle en tant qu'acteur principal de la mise en œuvre de la libre concurrence à l'intérieur du marché de l'UEMOA.

Cette procédure se déroule chronologiquement en plusieurs phases successives : la saisine de la Commission, l'enquête préliminaire, la décision d'engagement de la procédure contradictoire, l'instruction administrative, et la clôture de la procédure.

La Commission est chargée de rechercher et de constater les atteintes à la concurrence, elle peut utiliser à cette fin tout moyen de droit ou de fait tels que procéder à des enquêtes, donner des mandats de vérification[267], etc. Elle apprécie librement l'opportunité des poursuites, et n'est pas tenue de les engager ou de les poursuivre.

Elle peut recevoir des plaintes de tiers ayant intérêt à agir comme les syndicats professionnels, les membres d'une entente, les particuliers, victimes de pratiques anticoncurrentielles mais, reste maître d'engager des poursuites ou non. En somme, elle exerce de véritables fonctions de police de la concurrence.

La Commission exerce en outre un pouvoir normatif en vertu des dispositions précitées de l'article 7 Règlement n°2/2002/CM/UEMOA puisqu'elle est habilitée à déclarer les articles 88 a) du Traité et son article 3 inapplicables sous réserve de l'accomplissement des conditions édictées à son l'article 7[268].

---

[266] cf. Les articles 3 à 7 du règlement N°3/2002/CM/UEMOA relatif aux procédures applicables aux ententes et abus de position dominante à l'intérieur de l'union économique et monétaire ouest africaine.

[267] cf. Article 4 du règlement N°3/2002/CM/UEMOA sur la Constatation des infractions.

[268] Article 7 du RÈGLEMENT N°3/2002/CM/UEMOA relatif aux Exemptions individuelles et par catégorie, dispose que : *« En application de l'article 89 alinéa 3 du Traité de l'UEMOA, la Commission peut déclarer les articles 88(a) du Traité de l'UEMOA et 3 du présent Règlement inapplicables, - à tout accord ou catégorie d'accords,*

- à toute décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises,

- et à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées, qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans

a) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs ;

b) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence. »

A cet effet, la Commission pourra d'office ou à la demande d'une ou plusieurs entreprises considérées isolément[269], prendre des actes d'exemption individuelle par lesquels elle constate, compte tenu des éléments dont elle a connaissance, que l'article 7 Règlement n°2/2002/CM/UEMOA lui est applicable, qu'il n'y a lieu en conséquence d'intervenir à cet égard et couvre ainsi d'une sorte d'immunité de poursuites du chef d'infraction aux dispositions de l'article 3 du Règlement n°2/2002/CM/UEMOA.

Ces décisions d'exemption individuelle notifiables à la Commission conformément aux dispositions des articles 6.8 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA sont accordées pour une durée déterminée et peuvent être soumises à des conditions et charges imposées aux entreprises notifiantes. Elles peuvent être renouvelables d'office ou sur demande des notifiants sous réserve que les conditions d'octroi soient remplies. Enfin, la Commission, le cas échéant, peut révoquer, rectifier ou interdire certains actes antérieurement permis[270].

La Commission peut, dans les mêmes conditions, mais par règlement d'exécution, onstater la même applicabilité des dispositions de l'article 7 R1/2000/CM/UEMOA, à un ensemble catégoriel d'entreprises appartenant à un secteur donné ou menant les mêmes activités dans les mêmes conditions sous forme d'accords, de décisions d'associations d'entreprises ou de pratiques concertées. On parlera alors d'exemption par catégorie.

Aux termes de l'article 6 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA, les règlements d'exemption peuvent porter sur les accords de spécialisation, les accords de recherche et de développement ou les accords de transfert de technologies tels que précisés par des dispositions de cet article.

Ces règlements par catégories, régis par les paragraphes 2 à 8 de l'article 6 Règlement N°3/2002/CM/UEMOA :

---

[269] Aux termes de Article 3 du RÈGLEMENT N°3/2002/CM/UEMOA sur l'Attestation négative *« 3.1 : La Commission peut constater d'office ou sur demande des entreprises et associations d'entreprises intéressées, qu'il n'y a pas lieu pour elle, en fonction des éléments dont elle a connaissance, d'intervenir à l'égard d'un accord, d'une décision ou d'une pratique en vertu des dispositions de l'article 88 paragraphes (a) ou (b) du Traité.*

3.2 : Demande d'attestation négative : Les accords, décisions et pratiques concertées visés à l'article 88 paragraphes (a) et (b) du Traité en faveur desquels les intéressés désirent se prévaloir du bénéfice d'une attestation négative en vertu du paragraphe précédent, doivent être notifiés à la Commission dans les conditions prévues aux articles 8 à 11 du présent Règlement. »

[270] Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

- contenir une définition précise des accords visés notamment, les restrictions et les clauses interdites dans ces accords ;
- préciser la part du marché détenue par les parties à l'accord au-delà de laquelle, le bénéfice de l'exemption ne peut être invoqué ;
- préciser si le règlement prend effet pour l'avenir ou a un effet rétroactif.

Le règlement, n'a aucun caractère définitif selon l'évolution de la situation concurrentielle du marché ou des circonstances plus générales. Il peut être abrogé ou modifié après une période transitoire d'adaptation.

Ce type de règlement, en raison de son caractère général et impersonnel, fait l'objet de consultations préalables d'organismes communautaires[271] créés à cet effet comme le Comité Consultatif de la concurrence[272].

Il s'agit d'actes à caractère réglementaire au contraire des décisions d'exemption individuelle pris par compétence déléguée par la Commission au profit de catégories d'entreprises dans des conditions déterminées par l'acte d'exemption.[273]

Ces actes obéissent aux règles du Traité de l'Union en matière d'actes de règlement, ils sont publiés au Bulletin Officiel et doivent être motivés. S'agissant d'actes pris par délégation, ils sont réputés ayant le même niveau hiérarchique que l'acte primaire qui l'a sous-tendu et qui devait émaner du Conseil des Ministres et en application d'une disposition du Traité.

Les règlements par catégorie, peuvent, selon les dispositions de l'article 6.2 Règlement N°3/2002/CM/UEMOA, porter sur :

- Des accords de spécialisation où des entreprises, sous réserve de réciprocité, s'engagent exclusivement en matière de fabrication (la distribution et les prestations de services étant exclues ou à ne pas faire fabriquer des produits prédéterminés, laissés au soin de leurs cocontractants ou à ne fabriquer ou ne faire fabriquer ces produits qu'en commun ;

---

[271] Cf. article 6.7 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA *« La Commission doit publier tout projet de Règlement d'exécution aux fins d'exemption par catégorie et recueillir les observations des personnes intéressées. D'autre part, la Commission consulte le Comité Consultatif de la Concurrence avant la publication du projet et avant d'adopter le Règlement d'exécution. »*

[272] Voir le Règlement d'exécution n° 007/2005/COM/UEMOA du 31 octobre 2005 portant Règlement intérieur du Comité Consultatif de la Concurrence

[273] Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

- Des accords de recherche et de développement qui portent sur la coopération entre entreprises dans la recherche et le développement de produits ou procédés en vue d'en exploiter les résultats lorsqu'une telle exploitation ne tombe pas sur des prohibitions édictées par l'article 3 n° R1/2000/CM/UEMOA ;
- Des accords de transfert de technologies entre entreprises.

La Commission peut à l'occasion, délivrer une attestation négative à la demande (ou même d'office) à une entreprise pour constater l'inapplicabilité à son égard, des dispositions de l'article 88 paragraphe a ou b du Traité[274]. Il s'agit là d'une disposition préventive que peuvent envisager des entreprises ayant des doutes quant à la régularité des ententes, décisions d'associations d'entreprises, pratiques concertées auxquelles elles veulent se livrer.[275] L'attestation négative, comme la décision d'exemption individuelle, fait l'objet d'une notification par les parties intéressées, à la Commission pour déclencher les mesures d'instruction. Aux termes de l'article 22.5 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA, cette notification[276] a pour effet d'écarter toute sanction ultérieure portant sur la période entre la date de réception de la notification et celle de la décision à venir, cette période bénéficie donc d'une validité provisoire des accords. Les demandes et notifications qui prennent effet à compter de la date de réception par la Commission, sont précisées dans les dispositions de l'article 11 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA[277] ;

---

[274] Aux termes de l'article 3.2 *« Les accords, décisions et pratiques concertées visés à l'article 88 paragraphes (a) et (b) du Traité en faveur desquels les intéressés désirent se prévaloir du bénéfice d'une attestation négative en vertu du paragraphe précédent, doivent être notifiés à la Commission dans les conditions prévues aux articles 8 à 11 du présent Règlement. »*

[275] Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

[276] La notification peut être définie comme l'acte par lequel une entreprise informe la Commission de son intention de participer à une entente avec d'autres entreprises. Les notifications et demandes doivent contenir des indications essentielles, correctes et complètes selon un formulaire annexé au règlement N°3/2002/CM/UEMOA

[277] Article 11 sur la Prise d'effet des demandes et notifications, dispose *: « 11.1 : Sans préjudice des paragraphes 2 à 5 ci-dessous, les demandes et notifications prennent effet à compter de la date de réception par la Commission. Toutefois, lorsque la demande ou la notification est envoyée par lettre recommandée, elle prend effet à la date indiquée par le cachet de la poste du lieu d'expédition.*

11.2 : Si la Commission constate que les indications contenues dans la demande ou notification, ou les documents y annexés, sont incomplètes sur un point essentiel, elle en informe sans délai par écrit le demandeur ou notifiant et fixe un délai approprié pour qu'il puisse les compléter. Dans ce cas, la demande ou la notification prend effet à la date de la réception des indications complètes par la Commission.

11.3 : Les modifications essentielles des éléments indiqués dans la demande ou notification, dont le demandeur ou notifiant a connaissance ou devrait avoir connaissance, doivent être communiquées à la Commission spontanément et sans délai.

11.4 : Les notifications contenant des informations inexactes ou dénaturées sont considérées comme des notifications incomplètes.

11.5 : Si, à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date à laquelle elle a reçu la demande ou notification, la Commission n'a pas communiqué au demandeur ou au notifiant l'information prévue au paragraphe 2, la demande ou la notification est présumée avoir pris effet à la date de sa réception par la Commission. »

Il convient de retenir à ce propos, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois après sa réception sans que la demande complémentaire d'information ait été satisfaite, la demande ou notification introduite, est supposée avoir pris effet à compter de sa date de réception par la Commission. Passé un délai de 6 mois après réception de la demande ou de la notification sans intervention d'une décision de la Commission, la demande ou la notification, selon le cas, est réputée ainsi été implicitement adoptée par la Commission.

Les plaintes[278] des tiers qui peuvent être écrites ou verbales, anonymes ou d'origine identifiable, obéissent aux mêmes conditions d'information quant au produit en cause, sa nature, la structure du marché, etc.

Les Etats membres sont impliqués dès la saisine de la Commission dans le processus. Non seulement, ils peuvent déposer une plainte et même procéder à une notification concernant des parties à des ententes relevant d'eux, toujours, sans obligation de justifier de l'intérêt à agir mais encore, ils sont avisés par la Commission des demandes et sont habilités à formuler des observations tout au long de la procédure. L'Etat membre, lorsqu'il agit en tant qu'entreprise dans le sens du droit de la concurrence peut faire l'objet d'enquête et être poursuivi en infraction.

Une enquête préliminaire est engagée. Elle précède la procédure dite contradictoire en ce sens qu'elle revêt la forme d'une phase précontentieuse qui peut se solder par des solutions transactionnelles ou de reconnaissance des prétentions des demandeurs. Elle se traduit par des contrats plus ou moins informels pour des solutions négociées.

La Commission, dans ce cadre, publie une communication sommaire annexée au formulaire de notification pour permettre après large diffusion, que les intéressés fassent leurs observations sur l'objet de la notification qui est ainsi placée sous contrôle quasi populaire[279]. Une fois le délai imparti pour recevoir les observations expirées, la Commission peut valablement décider d'accorder une attestation négative ou une exemption individuelle.

Pendant cette période précontentieuse dont la durée est limitée à six (6) mois, la Commission est habilitée à exercer un certain nombre d'attributions telles que :

---

[278] Voir sur les plaintes les dispositions de l'Article 13 qui dispose que *: « La plainte peut être verbale ou écrite. Dans le cas où une plainte écrite est constituée, il est recommandé que celle-ci contienne les informations suivantes :· nom et adresse du plaignant, objet de la plainte et une copie de tout document utile ; · description du produit en cause, indication de la nature et de la structure du marché pertinent ; · décision sollicitée par le plaignant »*

[279] Le point 4 du « formulaire obligatoire pour les demandes et notifications pour attestation négative et pour exemption », indique que : *« Dès réception d'une notification, la Commission peut publier une brève communication invitant les parties tierces à faire des observations sur l'accord en question. Cette communication ne contiendra aucune information considérée comme confidentielle. ».* Voir annexe n° 2 au Règlement N° 03/2002/CM/UEMOA relatif aux procédures applicables aux ententes et abus de position dominante à l'intérieur de l'union économique et monétaire ouest africaine : spécifications du formulaire N.

- l'adoption de mesures provisoires en cas d'urgence et de risque de survenance de préjudice grave et irréparable, soit à l'économie générale, soit au secteur intéressé, soit aux concurrents, soit aux consommateurs. Elle peut consister à l'imposition de revenir à l'état antérieur, à la suspension de la pratique litigieuse, à l'exigence de conditions de nature à écarter tout risque anticoncurrentiel éventuel. Les mesures provisoires ne peuvent être envisagées que dans la certitude de l'intervention de la phase dite contradictoire durant laquelle elles peuvent du reste continuer à produire leurs effets ;
- la conclusion avec les parties d'un accord dit informel ;
- l'introduction de demandes de renseignements, procéder à des auditionset autres formes de vérification qui ne peuvent en aucun cas avoir un effet suspensif ou interruptif du délai de six (6) mois préfixé ni être de nature contraignante.

Si dans cette période préliminaire de 6 mois d'enquête officieuse, la Commission reste dans l'incertitude ou émet des réserves sur la régularité des accords, décisions et pratiques soumis en notification, elle décide de passer à la phase contentieuse, matérialisée par une décision où la Commission manifeste sa volonté de procéder à une décision définitive après mise en œuvre d'une procédure formelle et spéciale : la procédure contradictoire.

Cette phase contradictoire consiste à procéder à une introduction en bonne et due forme des dossiers soumis et ce, conformément aux prescriptions édictées par les articles 16 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA à savoir :

- La notification par écrit à chacune des entreprises et associations ou leur représentant, des griefs retenus contre elle et les délais impartis de réponse par écrit ;
- Le délai de 12 mois fixé à la Commission pour adopter une décision définitive, passé ce délai, sans décision, son impéritie est sanctionnée par une décision implicite d'attestation négative ou selon le cas, d'exemption individuelle, ce délai pouvant être suspendu jusqu'à l'expiration des mesures provisoires si elles ont été prises dans le cas d'espèce soumis ;
- Le respect du contradictoire et des droits de la défense ;

La conclusion du Comité Consultatif de la concurrence, conformément aux paragraphes 3 à 7 de l'article 28 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA[280], après la communication des griefs, la Commission, toujours dans la mise en œuvre de cette procédure contradictoire, peut procéder à des auditions des parties contre lesquelles les griefs ont été articulés, elle peut entendre d'autres personnes physiques ou morales ayant l'intérêt à intervenir.

Les Etats membres sont avisés des dates de convocations pour audition, ils peuvent y participer par leur représentant. Ces auditions[281] ne sont plus en principe contradictoires même si les déclarations font l'objet de procès-verbal. Les personnes sont entendues séparément mais elles peuvent être assistées de conseils. Il n'y a pas d'accès au dossier sauf pour les parties intéressées sous réserve pour la Commission de veiller à la préservation de l'intérêt légitime des entreprises, notamment en ce qui concerne le secret d'affaires, d'autres informations confidentielles et en ce qui concerne les droits de la défense des parties[282].

L'instruction comporte également des demandes de renseignements et vérifications en collaboration étroite, avec les Etats membres qui, en vertu de l'obligation de coopération loyale de l'article 7 du Traité sont tenus de lui apporter toute l'assistance requise conformément à leur droit national.

Du reste, la Commission a l'obligation d'associer l'Etat membre concerné à toutes les phases de la procédure.

Ces entreprises sont tenues, sous peine de sanctions, de fournir les renseignements demandés et de se prêter aux vérifications sur place et sur pièces sollicitées.

---

[280] L' 28.3 dispose que : « Il est créé un Comité Consultatif de la Concurrence, composé de fonctionnaires compétents en matière de concurrence. Chaque Etat membre désigne deux fonctionnaires qui le représentent et qui peuvent être remplacés en cas d'empêchement par d'autres fonctionnaires. Le fonctionnement du Comité est régi par un Règlement Intérieur adopté par la Commission après avis du Comité.
Lorsque le Comité est amené à statuer sur une affaire relevant d'un secteur d'intérêt économique général, la délégation de chaque Etat membre devra comprendre un représentant de l'agence nationale de régulation du secteur concerné ou à défaut un représentant de l'association professionnelle dudit secteur. »

[281] Cf. article 17.1 : *« La Commission doit procéder à une audition des parties contre lesquelles elle a retenu des griefs en vue de l'adoption de décisions sous les articles 3, 4, 5, 7, 22 et 23 du présent Règlement. »*

[282] Selon l'article17.6 sur les Audition-*Divers « a. Il est procédé aux auditions par les personnes que la Commission mandate à cet effet.*
b. Les personnes invitées à se présenter comparaissent elles-mêmes, ou sont représentées, selon le cas, par des représentants légaux ou statutaires. Les entreprises et associations d'entreprises peuvent être représentées par un mandataire dûment habilité et choisi dans
Leur personnel permanent. Les personnes entendues par la Commission peuvent être assistées par leurs conseillers juridiques ou par d'autres personnes qualifiées admises par la Commission.
c. L'audition n'est pas publique. Chaque personne est entendue séparément ou en présence d'autres personnes invitées. Dans ce cas, il est tenu compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires et autres informations confidentielles ne soient pas divulgués ».

Ces vérifications sont faites par des agents assermentés relevant de la Commission et des Etats membres soumis au secret professionnel. Munis de mandat, ils sont habilités à contrôler les livres et autres documents professionnels, prendre copie ou extrait desdits documents voire en prendre possession pendant 10 jours au maximum, accéder à des locaux, terrains et moyens de transport et dresser procès-verbal du tout.

Il convient de relever que dans les conditions de l'article 19 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA, la Commission peut être amenée à procéder à des enquêtes par secteurs économiques et même procéder à des études dans le domaine de la concurrence[283].

En conséquence, elle peut, dans le rapport annuel sur la concurrence qu'elle doit élaborer périodiquement, émettre des avis et recommandations comme elle peut émettre des avis et recommandations sur tout projet de texte national ou communautaire ayant trait à la concurrence.

A l'issue de ses investigations telles que décrites ci-dessus, la Commission peut prendre soit une attestation négative si les conditions de l'article 3 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA, ne sont pas remplies, soit une décision d'exemption individuelle si les effets de l'entente s'avèrent somme toute économiquement positifs dans le marché considéré et justifient ainsi l'inapplicabilité desdispositions de l'article3 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA, soit les sanctions prévues à l'article 22 du Règlement si l'entente constatée se révèle contraire aux dispositions de l'article 3 précité et n'est pas susceptible de rachat.

Parmi les sanctions, il faut inclure les astreintes[284] pour mettre fin à un comportement condamné qui se perpétue. L'astreinte est communautaire, c'est-à-dire qu'elle constitue une menace de sanction, elle est liquidée par fixation ultérieure par la Commission de son montant définitif qui, compte tenu des circonstances, peut être inférieur au montant correspondant au décompte des délais de retard.

---

[283] selon l'article 19.1 *« Si dans un secteur économique donné, l'évolution des échanges entre Etats membres, les fluctuations de prix, la rigidité des prix ou d'autres circonstances font présumer que la concurrence est restreinte ou faussée à l'intérieur du marché commun, la Commission peut décider de procéder à une enquête générale et, dans le cadre de cette dernière, demander aux entreprises de ce secteur économique tous les renseignements nécessaires à l'application des principes figurant à l'article 88 paragraphes (a) et (b) du Traité et à l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées. »*

[284] Aux termes de l'article 23.1 : *« La Commission peut, par voie de décision, infliger aux entreprises et associations d'entreprises des astreintes à raison de 50.000 F CFA à 1.000.000 F CFA par jour de retard à compter de la date qu'elle fixe dans sa décision, pour les contraindre : a. à mettre fin à une infraction aux dispositions des articles 88 (a) ou (b) du Traité conformément à une décision prise en application de l'article 4 du présent Règlement,b. à mettre fin à toute action interdite en vertu de l'article 7, paragraphe 3, alinéa (d) du présent Règlement. »*

La Commission peut en outre, adopter des règlements d'exemption par catégorie, actes normatifs qui supposent l'accomplissement des conditions prévues à l'article 6.2 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA. Ces décisions sont publiées. Lesdites décisions, comme prescrit par l'article 48 du Traité, doivent être motivées et sont toujours prises dans le respect du contradictoire, des droits de la défense et du secret des affaires. Elles sont notifiées aux entreprises intéressées et publiées au Bulletin Officiel de l'Union avec toutes les conséquences du droit qui résultent d'une telle publication ou de son omission.

Il est à prévoir les cas où la procédure administrative communautaire est menée parallèlement à des procédures administratives nationales qui ont préexisté et qui sont liées à l'existence d'un droit national de la concurrence plus ou moins élaboré et appliqué en l'absence d'un droit communautaire qui vient de faire son apparition. De même, comme il sera examiné plus loin, l'application judiciaire du droit de la concurrence au niveau des juridictions nationales qui vont, concurremment à la juridiction communautaire connaître des litiges nés de ce même droit communautaire de la concurrence ne va pas manquer de susciter des interrogations quant à l'étendue des compétences respectives de ces deux ordres juridictionnels, la coordination de leurs compétences respectives et leurs limites[285].

D.2 : La procédure judiciaire

Si le système européen reconnaît l'existence d'un droit national de la concurrence avec sa particularité fondamentale qu'elle limite son champ d'application au territoire d'un Etat et ne peut en aucun cas affecter les échanges commerciaux entre les Etats membres, le système juridique en vigueur dans le Traité de Dakar a plutôt penché, vers un droit communautaire de la concurrence unique et exclusive de l'Union plutôt qu'un régime juridique national propre à chaque Etat et qui fonctionne à l'échelle étatique parallèlement au droit communautaire. En effet, il convient de souligner en premier lieu que les dispositions de l'article 88 a et b du Traité de l'UEMOA, ainsi que le droit dérivé qui en découle notamment les articles 3 et 4 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA, 3.6 et 7 du Règlement N°2/2002/CM/UEMOA sont réputés être d'effet direct en ce qu'elles accordent des droits aux particuliers en tant que clients, concurrents ou consommateurs.

[285] Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

Sauf engagement de la responsabilité de l'Union et de ses organes pour des comportements qui leur sont imputables dans la mise en œuvre du droit de la concurrence, c'est devant les juridictions nationales, juridictions de droit commun chargées au premier grief de protéger leurs intérêts, que les particuliers doivent se prévaloir de leurs droits notamment en tant que parties civiles.

Par ailleurs, en vertu, des dispositions de l'article 8 Protocole Additionnel N°1 relatif aux Organes de contrôle de l'Union reprises dans celles de l'article 31 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA[286], les décisions de la Commission ayant effet juridique peuvent faire l'objet de recours devant la Cour de Justice de l'Union. Il s'agit notamment :

- Des décisions constatant une attestation aux règles de la concurrence ;
- Des décisions délivrant une attestation négative ou accordant une exemption individuelle ou catégorielle ;
- Des décisions provisoires ;
- Des décisions ordonnant la communication de certains renseignements obligeant une partie à se soumettre à une vérification.

Il n'est pas inutile de faire observer qu'en vertu de l'article 229 A du Traité de Rome, la Commission de l'UE peut attribuer par voie de règlement, une compétence de pleine juridiction à la Cour de Justice, ce qui a permis à cette dernière de statuer en droit comme en fait en matière de sanctions, les annuler ou les modifier en appliquant le principe de proportionnalité.

Un tel système n'a pas été prévu par le Traité de l'UEMOA de sorte que la Cour de Justice de l'Union ne peut qu'agir sur recours en annulation ou en indemnisation en ce qui concerne les sanctions en matière d'infraction à la concurrence. Elle ne pourra pas les modifier faute de compétence de pleine juridiction.

Par le jeu de l'effet et de compétence directe de la Commission, on se trouve devant le cas classique en droit communautaire de compétence partagée entre la juridiction communautaire et les juridictions nationales où par le truchement de la coopération instituée par le recours préjudiciel, on parvient à une certaine coordination et uniformisation dans l'application du droit de la concurrence.

---

[286] Article 31 sur les Recours juridictionnels dispose que *« La Cour de Justice de l'UEMOA apprécie la légalité des décisions prises par la Commission en vertu du présent règlement dans les conditions prévues au Protocole Additionnel N°1 relatif aux Organes de contrôle de l'Union.*
En vertu de l'article 8 du Protocole précité, le recours en appréciation de la légalité est ouvert aux Etats membres et au Conseil. Ce recours est également ouvert à toute personne physique ou morale contre tout acte lui faisant grief.
Conformément aux dispositions de l'article 15 alinéa 3 du Règlement N° 1/96/CM/UEMOA du 05 juillet 1996, la Cour de Justice statue, avec compétence de pleine juridiction, sur les recours intentés contre les décisions par lesquelles la Commission fixe une amende ou une astreinte. Elle peut modifier ou annuler les décisions prises, réduire ou augmenter le montant des amendes et des astreintes ou imposer des obligations particulières. »

« Toutefois, les procédures administratives instituées devant la Commission et surtout ses attributions exclusives en matière d'exemption individuelle ou par catégorie et même de délivrance d'attestation négative peuvent être de nature à jeter une certaine incertitude dans les procédures menées devant les juridictions nationales et portant sur des faits d'anti concurrence. »

En effet, les mêmes faits infractionnels peuvent se trouver pendant à la fois devant la Commission (voire la Cour de Justice) et devant une ou plusieurs juridictions nationales, les unes ne pouvant dessaisir les autres. Une telle situation doit inciter les juges nationaux à une certaine prudence et à la prise de certaines précautions élémentaires avant de statuer définitivement.

En effet, dans le cas où après vérifications par des voies de droit ouvertes, il s'avérait que la Commission n'a engagé aucune procédure administrative concernant le cas soumis au juge national, ni pris aucune décision sur ce cas, la juridiction nationale peut statuer en toute connaissance de cause.

Si en revanche, la juridiction nationale est informée d'une procédure communautaire en cours concernant le cas à elle soumis, le souci de préservation de la sécurité juridique commande de surseoir à statuer, jusqu'à intervention de la décision définitive issue de cette procédure communautaire.

En effet, la décision communautaire définitive qu'elle soit administrative ou judiciaire s'impose aux Etats membres et doit donc être prise en compte par le juge national dans le traitement des litiges qui lui sont soumis[287]. Il y a dans cette compétence alternative ou concurrente une sorte de question préjudicielle classique propre au droit de la concurrence.

[287] Toutefois, notons que l'analyse d'ensemble de ces textes communautaires autorise à dire que leur finalité est d'instaurer un nouveau cadre juridique concurrentiel propice aux acteurs économiques, évoluant dans l'environnement d'un marché commun marqué du sceau de la libéralisation. Cependant par rapport à la protection des consommateurs des efforts restent à faire sur le plan communautaire, c'est ce qui fait que les associations de consommateurs sont d'habitude déboutées en justice pour défaut d'intérêt, par ce qu'ils n'ont pas d'habilitation législative

En vertu de l'autonomie institutionnelle des Etats membres et procédure de leurs juridictions, les constitutions de parties civiles nées du contentieux de la concurrence ne sont recevables que devant les juridictions nationales même si la constatation et la répression des infractions peuvent relever de l'Administration[288] ou du juge communautaire qui du reste ne peut agir en qualité d'organes de répression pénale qui reste de la compétence exclusive des juges nationaux, les amendes prononcées par la Commission n'ayant aucun caractère de peine correctionnelle et s'apparentent plutôt à l'amende civile bien connue de nos droits nationaux, laquelle, n'exclut pas la réparation civile.

Une autre compétence exclusive du juge national peut être trouvée dans les conséquences à tirer de la nullité de plein droit des ententes et décisions d'associations d'entreprises et qui est en l'occurrence le fondement des constituants de parties civiles.

Une fois la sanction administrative prononcée par la Commission, la nullité implicite constatée par le juge, a un effet rétroactif au profit des victimes des infractions précitées. Les actes juridiques anticoncurrentiels sont examinés selon le cas dans leur globalité ou dans certaines de leurs clauses litigieuses, le tout en fonction de leur caractère détachable de l'ensemble des autres fonctions de l'acte.

Ces interventions concurrentes de la Commission et des instances judiciaires nationales dans l'application du droit communautaire de la concurrence peuvent avoir des effets quelque peu perturbateurssiperturbateurssi elles ne sont pas coordonnées voire nettement délimitées.

On pourrait considérer virtuellement que si les juridictions nationales peuvent limiter l'exercice de leur compétence aux infractions à conséquences limitées aux clients, aux concurrents et aux consommateurs locaux, la compétence communautaire pourra être circonscrite aux infractions à incidence plus large couvrant l'ensemble ou une partie substantielle du marché intérieur de l'Union ou mettant en cause la politique communautaire de l'Union.

---

[288] *Par conséquent à notre niveau, nous estimons que dans la mesure où, l'appréciation des infractions relatives à la concurrence, à la protection des consommateurs demeure à la compétence des organes nationaux, telles que les commissions de la concurrence, il serait plus pratique d'appliquer la même procédure que celle qui est utilisée devant la cour de justice de l'UEMOA, ou devant la CCJA de l'OHADA. Il faudra, pour une répartition rationnelle du travail juridictionnel, faire des commissions nationales des instances ayant une compétence de premier degré, qui pourront lorsqu'elles auront à statuer, solliciter au besoin l'avis de la commission communautaire. Et ensuite c'est après que toutes les voies de droit internes seront épuisées, que la commission communautaire pourra être saisie en cassation. Notre position est d'ailleurs réconfortée par celle du professeur Abdoulaye Sakho de la faculté de droit de l'Université Cheikh Anta Diop. Selon lui ont doit opter pour une procédure à double degré, à l'image du système OHADA. Les litiges doivent être connu en premier temps par les autorités nationales, en l'occurrence les commissions nationales, et dans un second temps par les autorités communautaires (commission de l'UEMOA*

Pour une bonne administration de la justice en matière de droit de la concurrence, il paraît souhaitable de réserver la concurrence exclusive aux juridictions nationales lorsqu'il s'agit de recours introduits par des personnes physiques ou morales ; les recours des parties institutionnelles et des Etats étant réservés à la Cour de Justice.

Il conviendra également de se pencher sur le cas de risque de pluralité de sanctions pour les mêmes faits dont sont saisies différentes juridictions d'Etats membres.

Les rapports entre les autorités communautaires et les juridictions nationales dans ce domaine assez particulier de l'application du droit de la concurrence, ont été rendus d'autant plus complexes, que la Commission qui constitue l'élément moteur de toute la politique communautaire en cette matière, dispose seule et à l'exécution de tout autre organe national des pouvoirs d'exemption catégorielle et individuelle et reste seule juge des dispositions dérogatoires de l'article 7 du Règlement N°3/2002/CM/UEMOA[289], relatives aux cas d'inapplicabilité des dispositions textuelles caractérisant des actes anticoncurrentiels.

Les juridictions nationales, bien qu'investies de la pleine compétence d'appliquer le droit communautaire de la concurrence, restent somme toute, moins armées que la Commission en ce sens que non seulement elles peuvent être suspendues aux suites réservées à des procédures administratives de constatation des infractions pendantes devant la Commission, mais encore, elles ne peuvent en principe accorder directement les dérogations précitées de l'article 7 Règlement N°3/2002/CM/UEMOA, qui sont de l'exclusivité de la Commission dans son rôle d'application de la politique communautaire.

Enfin, ces juridictions nationales, à cause des limites territoriales nationales de leur champ d'action ne peuvent que difficilement mener des enquêtes d'envergure communautaire.

Dans un tel contexte de coopération de l'exécutif et du judiciaire communautaire, il faut également se rendre à l'évidence que le rôle de la Cour de Justice se limite au contrôle au bras séculier des instances communautaires sur le plan national, la Commission ayant vocation à devenir, à cause de la densité et de l'ampleur de ses attributions dans ce domaine de la concurrence et par ses décisions issues des procédures administratives, la pourvoyeuse principale de la jurisprudence administrative du droit de la concurrence.

---

[289] Cf. article 7.1 qui dispose que : *« La Commission, en application de l'article 89 alinéa 3 du Traité, d'office ou sur demande des entreprises ou associations d'entreprises intéressées, peut déclarer inapplicable :*
a) l'article 88 (a) à un accord, une décision ou une pratique concertée remplissant les conditions prévues à l'article 7 du Règlement N° 02/2002/CM/UEMOA relatif aux pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'UEMOA ;
b) l'article 88 paragraphes (a) et (b) aux ententes et abus de position dominante remplissant les conditions prévues à l'article 6.2 du Règlement N° 02/2002/CM/UEMOA relatif aux pratiques anticoncurrentielles à l'intérieur de l'UEMOA. »

Toutefois, le caractère inquisitoire de la procédure administrative qui fait de la Commission l'organe incontournable, qui à la fois recherche, enquête, constate et sanctionne les infractions à la concurrence, milite en faveur d'un contrôle juridictionnel constants des activités de la Commission[290].

Ce contrôle est d'autant plus souhaitable qu'elle sera de nature à garantir aux entreprises un état de droit permanent et consistant.

E. Les assistances anticoncurrentielles :

Il s'agit des concours apportés aux entreprises par des entités extérieures à elles et qui sont de nature à fausser le jeu de la concurrence.

E.1 : Les aides d'Etat

Aux termes de l'article 88 c) du Traité de l'UEMOA : « sont interdits de plein droit les aides publiques susceptibles de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions»[291].

Après les actes collectifs anticoncurrentiels et les abus de domination, les aides d'Etat constituent, l'un des régimes juridiques principaux du droit de la concurrence[292]. Il ne faut pas oublier que les Etats sont non seulement des acteurs économiques par l'intermédiaire des entreprises publiques dont ils assurent le contrôle par l'exercice formel d'une tutelle technique et financière, mais encore des intervenants non négligeables dans la vie économique qu'ils régentent à travers les options politiques des gouvernants.

---

[290] Ibidem, p. 18-27

[291] Article 88 c) du Traité de l'UEMOA

[292] Voir Ramata FOFANA-OUEDRAOGO, Juge à la Cour de Justice de /'UEMOA, *<<Droit de la concurrence UEMOA>> (1ère partie), Cadre normatif et sanction des pratiques anticoncurrentielles, Revue de droit uniforme africain - actualité trimestrielle de droit et de jurisprudence n°004 – 2011, p. 19*

Une tendance à un protectionnisme colbertiste[293] est remarquable chez les Etats membres réputés Etats Providence à une époque de leur accession à l'indépendance. Cette tendance est encore vivace dans certains secteurs économiques malgré l'avènement de la politique de désengagement en cours dans le secteur marchand, de plus en plus ouvert à des privatisations.[294]

Ces aides souvent magnanimes des pouvoirs publics sont souvent inspirées par :

- des considérations économiques comme la volonté publique de soutenir un secteur économique digne d'intérêt malgré une conjoncture difficile mais que l'on considère comme passagère ;
- des considérations politiques comme des nécessités de défense nationale ou même d'ordre purement électoraliste ;
- des considérations d'ordre social comme les nécessités de maintenir l'emploi dans une entreprise ou un secteur donné.

Les institutions communautaires ne pouvaient ignorer ces comportements qui peuvent être dommageables au Marché Commun parce que susceptibles de fausser la concurrence notamment, en rompant les conditions égales de compétitivité des entreprises de l'Union.

C'est pourquoi, à l'instar des ententes, des pratiques concertées et de l'abus de domination, elles ont créé tout un régime juridique des Aides Publiques contenu dans le Règlement n°4 relatif aux aides d'Etat[295] et qui :

- dégage un critérium des aides compatibles et des aides incompatibles avec le Marché Commun ;

---

[293] Le colbertisme est une doctrine économico-politique du xviie siècle. Il correspond à la variante française du mercantilisme. Bien que de nombreuses formes de « colbertisme » datent d'avant 1 Jean-Baptiste Colbert, contrôleur général des finances de Louis XIV, le nom du très puissant ministre d'État reste assimilé à cette doctrine pour l'avoir systématisée et appliquée dans la France de la fin du xviie siècle. La plupart des historiens s'accordent pour voir dans le « colbertisme » davantage un ensemble de pratiques économiques qu'un véritable courant de pensée économique. Pour autant, le « dessein » et la «volonté» colbertistes auront une influence profonde sur la pensée économique française, et même concurrencés au xviiie siècle par le physiocratisme, puis par le libéralisme économique, ils demeurent profondément associés dans ce pays à la définition du rôle de la nation (en politique), de l'Etat (en économie) et de certaines branches de l'activité nationale (secteur du Luxe en particulier).

[294] Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

[295] cf. Règlement n°4/2002/CM/UEMOA du 23/05/2002 relatif aux aides D'Etat à l'intérieur de l'union économique et monétaire ouest africaine et aux modalités d'application de l'article 88 (c) du traité

- définit la procédure administrative relative au contrôle communautaire et propre aux aides d'Etat.

L'article premier du Règlement n°4/2002/CM/UEMOA définit l'aide publique comme : « Toute mesure qui entraîne un coût direct et indirect ou une diminution des recettes pour l'Etat, les subdivisions territoriales de celui-ci ou de tout organisme public ou privé que l'Etat institue ou désigne en vue de gérer l'aide et confère ainsi un avantage sur certaines entreprises ou certaines productions »[296].

La mesure étatique implique tout financement à la charge de l'Etat ou des collectivités publiques ou des personnes morales de droit privé, chargées de gestion de fonds publics.

Ce financement peut être comme les subventions à la production ou à l'investissement, une prise de participation au capital d'une société ou même des dégrèvements de charges sociales ou des remises fiscales, des primes à la création d'emplois ou à l'exportation, des prêts à des taux réduits, la garantie de l'Etat ; tout cela pouvant constituer des manques à gagner ou des diminutions de recettes publiques. Ces aides peuvent être indirects lorsque l'Etat ou la collectivité effectue des règlements ou acquiert des biens pour le compte de la société assistée ou finance une partie de ses activités. La notion d'aide publique peut résulter de façon indirecte de personnes de droit public ou privé chargées de gérer des fonds publics[297].

En conséquence, les formes sur lesquelles l'aide est accordé semblent peu importer ; ce ne sont non plus ni les causes ni les objectifs qui sont déterminants mais plutôt les effets.

Autre élément constitutif de la notion d'aide publique interdite[298], l'atteinte à la concurrence par le fait de l'aide suppose en contrepartie de la perte de recette de l'Etat une faveur dont bénéficient les entreprises publiques ou privées ou certaines productions et qui aura pour effet de fausser ou de menacer de fausser la concurrence dans l'intérieur du Marché Commun.

---

[296] Ibidem, Article 1 du Règlement n°3/2000/CM/UEMOA1er

[297] Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

[298] Certaines aides publiques sont interdites de plein droit ; ce sont d'une part « les aides publiques subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation vers les autres Etats membres » et d'autre part « les aides subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs conditions, à l'utilisation des produits nationaux de référence à des produits importés des autres Etats membres ». Pour les autres, c'est à la Commission de l'UEMOA qu'il appartient de déterminer le caractère nocif ou non de l'aide.

La faveur peut être un avantage à titre gratuit, donc non causé, comme une simple subvention qui allège les coûts d'un investissement ou un avantage à caractère onéreux contraire aux règles du marché comme une prise de participation dans une société pour des raisons manifestement non économiques et qui peut constituer une faveur dans le contexte des aides publiques interdites.

Comme observations de taille, il faut préciser que: la définition de l'aide publique au sens du Règlement n°4/2002/CM/UEMOA n'implique pas comme élément constitutif l'affectation du commerce entre les Etats.

Cet aspect n'est pas une condition nécessaire, le seul fait de fausser ou de restreindre la concurrence à l'intérieur du Marché Commun suffit même si cette atteinte est limitée au territoire d'un Etat membre. Le droit de la concurrence de l'UEMOA ignore le cloisonnement des marchés en marché communautaire et marché national.

Pour résumer, on peut dire que les deux faces de la notion d'aide publique c'est son caractère d'aide d'Etat et celui d'atteinte à la concurrence.

Toutes les aides ne sont pas prohibées[299], ces interventions étatiques peuvent par-delà leur caractère susceptible de troubler le jeu de la concurrence, avoir pour objet de préserver des valeurs économiques et constituer de "fausses aides˝ ; c'est ainsi qu'à l'analyse on peut se rendre compte que :

- Les aides aux consommateurs et non aux produits[300] ;
- Les indemnisations de dommages causés par des calamités naturelles ou par des événements hautement dommageables imprévisibles et irrésistibles[301] ;
- Les aides destinées à la réalisation de projets communautaires ou à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un Etat membre[302] ;
- Les aides destinées à financer des activités de recherche et remplissant certaines conditions[303] ;
- Les aides en matière d'installations existantes à adapter aux nouvelles prescriptions environnementales impliquent des contraintes financières ou techniques[304] ;
- Les aides à la culture et à la conservation du patrimoine, non restrictives de la concurrence dans une partie significative du marché[305].

---

[299] cf. Article 3 du Règlement n°4/2002/CM/UEMOA sur les Aides publiques compatibles avec le Marché Commun

[300] cf. ibidem, article 3.1.a)

[301] cf. ibidem, article 3.1.b)

[302] cf. ibidem, article 3.1.c)

[303] cf. ibidem, article 3.1.d)

[304] cf. article 3.1.e) du Règlement n°4/2002/CM/UEMOA

[305] article 3.1.g) du Règlement n°4/2002/CM/UEMOA

Citées par l'article 3 du Règlement n°4/2002/CM/UEMOA relatif aux Aides d'Etat, celles-ci ne constituent pas en réalité des aides citées ci-dessus et c'est pourquoi la législation communautaire a réservé un régime particulier aux aides publiques compatibles avec le Marché Commun et qui font l'objet d'une procédure de vérification et d'autorisation assez légère.

En effet, dans ces cas cités, la Commission se contente, après réception de la notification de procéder à un examen préliminaire après lequel, elle prend une décision de « non qualification d'aide ».

Dans l'exercice de sa compétence d'organe d'appréciation, la Commission dispose d'un certain pouvoir discrétionnaire en recourant par exemple à la méthode du bilan économique qui rend du reste le contrôle du juge communautaire délicat, réduit à l'espèce à effectuer un contrôle minimal portant notamment sur les motifs.[306]

A côté de ces catégories d'aides publiques considérées comme compatibles de plein droit avec le Marché Commun, il existe des catégories d'aides publiques qui en revanche, sont interdites de plein droit, citées à l'article 4 du même Règlement ; il s'agit :

- Des aides publiques subordonnées en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs de produits autres conditions, aux résultats à l'exportation vers les autres Etats membres[307] ;
- Des aides subordonnées soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés des autres Etats membres[308].

Ces règles de catégorisation des aides publiques qui viennent apporter plus de précisions à la notion d'aide font l'objet d'une procédure administrative de contrôle par la Commission distincte de celle prévue pour les règles de concurrence en matière d'atteinte à la concurrence par actes collectifs ou par abus de position dominante.

[306] Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

[307] cf. article 4.a)

[308] cf. article 4.b)

E.2 : Les procédures de contrôle administratif des aides d'Etat

L'objectif poursuivi dans ces procédures est d'éviter que les aides contraires au Traité soient mises en exécution avant que la Commission en ait pris connaissance pour en apprécier la validité au regard des règles de la concurrence communautaire. Les Etats auront donc à retarder la réalisation de leurs projets dans les délais raisonnables impartis à la Commission pour exercer son contrôle.

Il peut toutefois exister des aides qui ne sont pas nouvelles, qui ne sont donc pas au stade de projet mais en cours de réalisation. Par rapport aux premières dites aides nouvelles ; les aides dites existantes ont en principe[309], précédé la mise en vigueur des procédures de contrôle mais restent soumises aux règles de fond de l'article 88 c) relatives à l'interdiction des aides d'Etat.

Dans les deux cas, aides nouvelles ou existantes, la procédure administrative mise en place, préconise une sorte de dialogue entre la Commission et l'Etat concerné pour une information réciproque et complète sur l'aide mise en cause[310].

Dans ce cadre, les Etats ont tout intérêt à collaborer avec les instances communautaires car toute réclamation, manque de diligence ou négligence peut lui être préjudiciable en raison des conséquences quasi irrémédiables qui peuvent résulter de telles attitudes.

La procédure administrative comprend plusieurs phases et distingue selon la nature du contrôle, les aides nouvelles des aides existantes.

E.3 : Les aides nouvelles

L'aide nouvelle au sens de l'article premier 9) du Règlement est toute aide non existante avant l'entrée en vigueur du Traité.

---

[309] A ce sujet l'article19.1 sur l'Examen permanent par la Commission des aides existantes dispose que : *« La Commission procède avec les Etats membres à l'examen permanent des régimes d'aides existant dans ces Etats. A cette fin, elle obtient tous les renseignements nécessaires de l'État membre concerné. »*

[310] Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

Aux termes de l'article 19.*2 « Si la Commission considère qu'un régime d'aides existant n'est pas, ou n'est plus, compatible avec le marché commun, elle informe l'État membre concerné de cette conclusion préliminaire et l'invite à présenter ses observations dans un délai d'un mois. Dans certains cas dûment justifiés, la Commission peut proroger ce délai. »*

La commission exerce une compétence exclusive pour procéder à un examen permanent des aides nouvelles d'Etat qui doivent toutes être notifiées y compris celles dites compatibles avec le Marché Commun visées à l'article 3 du Règlement n°4/2002/CM/UEMOA. Ces aides n'ont pas à être soumises à l'évaluation comparative de l'article 2.2 mais bénéficient plutôt des dispositions des articles 7.12 et 10.1 du Règlement qui prévoient la procédure sommaire de l'enquête préliminaire suivie, le cas échéant, d'une décision de non qualification d'aide clôturant la procédure.

La notification[311] est une procédure formelle par laquelle l'Etat informe la Commission qui lui accuse réception de son intention d'accorder une aide à une entreprise et lui fournit tous les renseignements nécessaires pour prendre une décision. L'Etat ne peut réaliser sa volonté tant que la Commission n'a pas rendu une décision positive.

Il a été jugé devant l'instance judiciaire européenne[312]que dans une procédure menée devant la Commission, l'absence de notification n'entraîne pas la nullité de plein droit de l'aide mais il en va autrement lorsque l'omission est soulevée devant une juridiction qui peut en effet déclarer l'aide non notifiée nulle et non avenue et en tirer les conséquences de droit.

Cette absence de nullité devant la Commission peut se justifier par les termes de l'article 13.1 du Règlement n°4/2002/CM/UEMOA[313], qui soumettent la Commission à l'obligation d'examiner toutes les aides qui sont portées à sa connaissance même celles qui ne lui ont pas été notifiées. En effet, la Commission peut être informée par des voies assez variées comme la dénonciation par une entreprise concurrente ou par l'annonce faite par voie de presse de l'aide.

Après une saisie par la notification ou par un autre moyen, la Commission procède à un examen préliminaire, à l'issue de cette phase, elle peut :

- Soit constater que le dossier ouvert ne constitue pas une aide et rendre une décision notifiée de non qualification d'aide notamment lorsque le cas soumis entre dans la catégorie des aides citées à l'article 3 du n°4/2002/CM/UEMOA[314] ;

[311] Cf. Article 5 du règlement sur « Notification d'une aide nouvelle »

[312] Cf. C.J.C.E. 14 février 1990 Aff. C.301/88 France c/ BOUSSAC Rec. P 351

[313] L'article 13.1 dispose que *« Lorsque la Commission a en sa possession des informations concernant une aide prétendue illégale, quelle qu'en soit la source, elle les examine sans délai. »*

[314] Cf. article 7.2 qui dispose que : *« Si la Commission constate, après un examen préliminaire que la mesure notifiée ne constitue pas une aide, elle le fait savoir par voie de décision. (Ci-après dénommée "décision de non qualification d'aide"). »*

- Soit, après analyse, constater que la mesure soumise suscite des doutes quant à sa qualité d'aide ou sa compatibilité avec le Marché Commun et décider d'ouvrir une procédure formelle d'examen conformément aux articles 9 et suivants du Règlement n°4/2002/CM/UEMOA[315].

La procédure d'examen préliminaire ne peut dépasser un délai de 2 mois qui court à compter du jour suivant celui de la réception d'une notification complète, c'est-à-dire, aux termes de l'article 7.5 du Règlement précité, lorsque dans les deux mois de sa réception ou de la réception de toute information additionnelle réclamée, la Commission se considère comme satisfaite et ne réclame pas d'autres éléments d'information[316]. Passé ce délai tel que déterminé ci-dessus, sans décision de non qualification ou de ne pas soulever d'objection ou d'ouverture de procédure formelle d'examen, l'aide est réputée avoir été autorisé par la Commission et l'Etat membre concerné peut valablement mettre en œuvre son projet après en avoir dûment avisé la Commission[317].

La procédure formelle d'examen est ouverte lorsque la Commission, suspicieuse, estime qu'une aide pourrait être incompatible ou abusive et prend une décision d'ouvrir ladite procédure. Cette décision reprend la situation de fait et de droit du cas soumis, apprécie s'il s'agit d'une aide et motive ses appréhensions quant à la compatibilité de l'aide avec le Marché Commun. En définitive, elle invite l'Etat membre concerné et les autres parties intéressées à présenter leurs observations dans un délai d'un mois au maximum saut prorogation dûment justifiée par la Commission.[318]

La notion de parties intéressées au sens de l'article premier I) du Règlement, comprend « tout Etat membre, toute personne, entreprise ou association d'entreprises dont les intérêts pourraient être affectés par l'octroi d'une aide en particulier les bénéficiaires de celle-ci, les entreprises concurrentes et les associations professionnelles ».Les observations reçues sont notifiées à l'Etat membre.

---

[315] cf. article 7.3 qui dispose que: *« Si la Commission constate, après un examen préliminaire, que la mesure notifiée, pour autant qu'elle entre dans le champ d'application de l'article 88 (c) du Traité, ne suscite pas de doutes quant à sa compatibilité avec le Marché Commun, elle décide que cette mesure est compatible avec le Marché Commun (ci-après dénommée "décision de ne pas soulever d'objections"). »*

[316] Aux termes de l'article 7.5 *« Les décisions visées aux paragraphes 2, 3 et 4 sont prises dans un délai de deux mois. Celui-ci court à compter du jour suivant celui de la réception d'une notification complète. La notification est considérée comme complète si dans les deux mois de sa réception ou de la réception de toute information additionnelle réclamée, la Commission ne réclame pas d'autres informations. »*

[317] aux termes de l'article 7.6 *« Lorsque la Commission n'a pas pris de décision en application des paragraphes 2, 3 ou 4 ci-dessus dans le délai prévu au paragraphe 5, l'aide est réputée avoir été autorisée par la Commission. L'État membre concerné peut alors mettre à exécution la mesure notifiée après en avoir avisé préalablement la Commission. »*

[318] Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

Les parties qui ont fait des observations peuvent obtenir que leur identité ne soit révélée à l'Etat membre qui peut exercer son droit de réponse aux observations notifiées dans un délai d'un mois sauf prorogation dûment justifiée. La Commission peut procéder à des demandes de renseignements si elle se considère comme insuffisamment informée par l'Etat concerné par la notification faite conformément à l'article 5 du Règlement. Si l'Etat requis ne fournit pas les renseignements demandés ou donne des informations incomplètes dans les délais impartis, après mise en demeure, la notification peut être réputée retirée sauf si l'Etat obtient un délai de prorogation ou que par déclaration écrite, il justifie que la notification est complète.

En effet, aux termes de l'article 11 du Règlement n°4/2002/CM/UEMOA, l'Etat membre peut, en cours de procédure retirer sa notification avant la clôture de la procédure formelle[319]. Une fois l'affaire en état, la Commission prend une décision de clôture notifiée aux parties intéressées et principalement à l'Etat concerné. Cette décision peut être :

- Une décision de non qualification d'aide parce que le dossier soumis entre en définitive dans les conditions édictées par l'article 3 du Règlement relatives aux aides compatibles, il s'est agi donc d'une fausse aide[320] ;
- Une décision dite positive[321] en ce sens que les doutes qui ont habité la Commission ont été levés après l'enquête formelle. L'aide est effectivement compatible avec le Marché Commun (vu que des modifications déterminantes ont été apportées dans les conditions d'octroi de l'aide). Cette décision positive peut être assortie de conditions et même d'obligations mises à la charge de l'Etat concerné ; de positive, la condition devient conditionnelle notamment lorsque la Commission conditionne son acceptation à la modification de certains aspects de l'aide.

[319] Aux termes de l'Article 11 sur le « Retrait de la notification » *: « 11.1: L'État membre concerné peut retirer sa notification au sens de L'article 5 en temps voulu avant que la Commission ne prenne une décision en application des articles 7 ou 10.*
11.2: Dans le cas où l'État membre concerné retire sa notification et la Commission a déjà ouvert la procédure formelle d'examen, elle clôture celle-ci. »

[320] Cf. article 10.2

[321] Cf. article 10.4

La Commission peut également prendre une décision stigmatisant l'incompatibilité de l'aide avec le Marché Commun. Elle prend alors une décision négative et en interdit la mise en exécution[322]. Toutes ces décisions précitées doivent être prises dans un délai de 18 mois à compter de la décision d'ouverture de la procédure formelle d'examen dont la durée est donc censée être limitée à 18 mois. Passé ce délai impératif, l'aide en cause est réputée avoir été autorisée par la Commission.

La Commission peut procéder au retrait d'une décision de non qualification ou de non objection d'une décision positive ou conditionnelle lorsqu'elle se rend compte que l'Etat concerné lui a fourni des informations inexactes et déterminantes dans la décision prise[323].

E.4 : Les aides illégales[324]

Il s'agit des aides définies à l'article premier g) du Règlement n°4/2002/CM/UEMOA c'est-à-dire une aide nouvelle mise en exécution sans avoir été autorisée conformément aux dispositions de l'article 6 dudit Règlement.

Ces aides plus ou moins clandestines sont en général portées à la connaissance de la Commission qui prend d'office l'initiative de les examiner en l'état mais elle peut, si besoin en est, demander à l'Etat concerné de lui fournir au titre d'une procédure d'examen préliminaire, des informations concernant l'aide mise en cause.

Si l'Etat ne fournit pas à temps les informations demandées ou les fournit de façon incomplète, la Commission peut lui notifier une injonction de fournir des informations dans un délai qu'elle fixe à peine de voir la Commission statuer sur la base des seules informations disponibles.

---

[322] Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.
Cf. article 10.5

[323] Cf. Article 12 relatif au Retrait d'une décision de la Commission qui dispose que : *« La Commission peut retirer une décision prise en application de l'article 7, paragraphe 2 ou 3, ou de l'article 10, paragraphes 2, 3 ou 4, après avoir donné à l'État membre concerné la possibilité de présenter ses observations, dans le cas où cette décision repose sur des informations inexactes transmises par l'État membre au cours de la procédure et qui revêtent une importance déterminante pour la décision. »*

[324] Voir Ramata FOFANA-OUEDRAOGO, Juge à la Cour de Justice de /'UEMOA, <<Droit de la concurrence UEMOA>> (1ère partie), Cadre normatif et sanction des pratiques anticoncurrentielles, Revue de droit uniforme africain - actualité trimestrielle de droit et de jurisprudence n°004 – 2011, p. 19

Elle peut, après avoir recueilli les observations de l'Etat concerné, prendre une décision conservatoire en enjoignant à cet Etat de suspendre les versements au titre de cette aide jusqu'à ce qu'elle statue sur sa compatibilité avec le Marché Commun. Ce type de décision est appelé décision de suspension[325].

Lorsque selon une pratique établie, le caractère d'aide du cas porté à la connaissance de la Commission ne laisse aucun doute et qu'elle fait encourir un risque grave à l'économie générale ou à celle du secteur intéressé ou même l'intérêt des consommateurs ou d'un concurrent, la Commission peut, à titre exceptionnel, après avoir entendu l'Etat dans ses observations, lui enjoindre de récupérer provisoirement le montant de l'aide versée irrégulièrement en attendant qu'elle statue sur la compatibilité de cette aide présumée illégale avec le Marché Commun[326].

Cette injonction de récupération est exécutée conformément aux dispositions de l'article 16 du Règlement[327]. Le montant de l'aide va comprendre les intérêts calculés sur la base d'un taux fixé par la Commission et qui courent à compter de la date de la décision de récupération adressée à l'Etat membre.

La procédure en matière d'aides illégales peut se terminer par une décision, soit de non qualification, soit de non objection soit d'ouverture de la procédure formelle d'examen. Dans ce dernier cas, la procédure est clôturée conformément à l'article 10 du Règlement[328] à savoir par une décision de non qualification ou de décision positive ou conditionnelle ou négative.

Il est à préciser qu'en cas de procédure d'aides illégales, l'autorisation implicite de l'article 7.6 du Règlement[329], fondée sur l'expiration du délai imparti à la Commission, n'est pas de droit.

---

[325] Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.
cf. article 14.1

[326] cf. article 14.2

[327] Aux termes de l'article 16.*2 « L'aide à récupérer en vertu d'une décision de récupération comprend des intérêts qui sont calculés sur la base d'un taux approprié fixé par la Commission. Ces intérêts courent à compter de la date de la notification de la décision de récupération à l'État membre concerné. »*

[328] L'article 10.1 dispose *que « Sans préjudice de l'article 11, la procédure formelle d'examen est clôturée par voie de décision conformément aux paragraphes 2 à 5 du présent article »*

[329] Aux termes de l'article 7.6 *« Lorsque la Commission n'a pas pris de décision en application des paragraphes 2, 3 ou 4 ci-dessus dans le délai prévu au paragraphe 5, l'aide est réputée avoir été autorisée par la Commission. L'État membre concerné peut alors mettre à exécution la mesure notifiée après en avoir avisé préalablement la Commission. »*

Les droits de la Commission en matière de récupération d'aide se prescrivent au bout de cinq ans à compter du jour où l'aide illégale a été accordée. Cette prescription est susceptible de suspension qui dure aussi longtemps que la décision de la Commission objet d'un recours, est pendante devant la Cour de Justice. Elle peut être interrompue par toute mesure de la Commission ou d'un Etat membre agissant sur la demande de la Commission.

Une aide ayant fait l'objet d'une décision tendant à ne pas soulever d'objection ou de décision positive ou conditionnelle, peut être exécutée de façon abusive par violation des conditions et modalités de la décision dont elle a fait l'objet. Elle devient dès lors une aide abusive et sera soumise aux procédures formelles d'examen en matière d'aides illégales avec les décisions éventuelles qui en découlent comme la décision négative ou conditionnelle, la décision de retrait d'une décision, la décision d'injonction de fournir des informations ou des suspensions ou de récupération.

Les aides nouvelles sont censées constituer des projets, les aides existantes en revanche sont généralement des aides que les Etats membres ont déjà mis en exécution sans intervention de la Commission.

Il y a lieu toutefois d'observer que la modification d'une aide existante peut être considérée comme une aide nouvelle et soumise aux procédures administratives propres à cette catégorie d'aide.

L'article premier c) du Règlement n°3/2000/CM/UEMOA, donne une définition plus circonstanciée de la notion d'aide existante en spécifiant qu'il peut s'agir :

- des aides et régimes d'aides mis en exécution avant l'entrée en vigueur du Traité dans l'Etat membre concerné, et restés toujours applicables ;
- des aides et régimes d'aides autorisés par la Commission ;
- des aides qui ne peuvent plus faire l'objet de procédure administrative parce que couvertes par une prescription ;
- des aides réputées existantes à la suite de qualification en aides soumises au contrôle de la Commission en raison de la seule évolution du Marché Commun. Toutefois, il est spécifié que les mesures étatiques qui deviennent une aide suite à la libéralisation d'une activité par acte communautaire sont réputées aides nouvelles à compter de la date fixée pour la libéralisation[330].

[330] Cf. article 1er du Règlement N°4/2002/CM/UEMOA relatif aux aides d'état à l'intérieur de l'union économique et monétaire ouest africaine et aux modalités d'application de l'article 88 (c) du traité

S'agissant des aides existantes, le Règlement fait la distinction entre le régime d'aides qui semble viser les aides qui font l'objet d'une réglementation quant aux conditions et modalités de leur octroi et les aides individuelles constituées par les aides n'entrant pas dans la catégorie des régimes d'aides. Les conditions d'existence de ces aides existantes appellent normalement de la part de la Commission un devoir de procéder à leur examen systématique.

A l'instar de la procédure administrative relative aux aides nouvelles, la Commission procède à un examen préliminaire après avoir invité l'Etat concerné à lui fournir les informations jugées utiles. Ce premier examen lui permet d'apprécier si à première vue l'aide en question n'est pas ou n'est plus compatible avec le Marché Commun. Si cette incompatibilité lui paraît apparente, elle invite l'Etat membre à présenter ses observations dans un délai d'un mois qui peut être dûment prorogé. A la lumière des informations recueillies conformément à la procédure formelle d'examen, la Commission, convaincue de l'existence d'un régime d'aides incompatible avec le Marché Commun, adresse à l'Etat concerné des recommandations qui peuvent tendre soit à :

- modifier sur le fond le régime d'aides en question ou ;
- introduire un certain nombre d'exigences d'ordre procédural ou ;
- supprimer le régime d'aides en question.

Si l'Etat membre accepte les mesures utiles prescrites et s'en accommode, il en informe la Commission qui a son tour, prend acte et le notifie à l'Etat qui a pris l'engagement de mettre en œuvre ces mesures[331]. Dans le cas contraire, la Commission, après examen des arguments de rejet desdites mesures, opposées par l'Etat, apprécie s'il y lieu, d'ouvrir une nouvelle procédure formelle d'examen basée sur le refus d'adopter les mesures utiles proposés par la Commission et qui pourront déboucher sur les décisions envisagées plus haut, prévues à l'article 10 du Règlement UEMOA relatif aux décisions de la Commission pour clore une telle procédure. Les décisions prises par la Commission en cette matière des aides d'Etat doivent en général être exécutés sur le territoire des Etats membres concernés. La Commission ne dispose en principe d'aucun pouvoir de coercition contre les Etats membres, c'est dire donc que ce n'est que sur la base d'une coopération loyale à laquelle les Etats membres sont du reste tenus en vertu des dispositions de l'article 7 du Traité[332], que la Commission pourra efficacement procéder au contrôle du respect de ses décisions par les Etats membres.

---

[331] cf. Article 13.3

[332] L'article 7 du Traité UEMOA révisé dispose, en effet, que : *« Les Etats membres apportent leur concours à la réalisation des objectifs de L'Union en adoptant toutes mesures générales ou particulières, propres à assurer l'exécution des obligations découlant du présent Traité. A cet effet, ils s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de faire obstacle à l'application du présent Traité et des actes pris pour son application. »*

C'est ainsi qu'il peut, en accord avec l'Etat membre qui l'autorise, procéder à des visites de contrôle sur place[333] et dans les conditions prédéterminées comme en ce qui concerne les contrôles en vue de l'adoption d'une décision en matière de droit de la concurrence tels les actes collectifs anticoncurrentiels et les abus de domination, le contrôle en matière d'aides d'Etat qui porte sur l'exécution des décisions de la Commission suppose :

- Des agents mandatés et assermentés pour accéder aux locaux et terrains conformément au droit national et contrôler les livres et autres documents professionnels, etc. ;
- Le respect du secret d'affaires et du secret professionnel ;
- Le respect des droits de la défense ;
- Le respect des formalités prescrites en général par les dispositions de l'article 23 du Règlement UEMOA notamment la présentation de l'autorisation écrite portant l'objet et le but de la mission, la remise de copie du rapport à l'Etat membre, l'assistance à apporter aux experts de la Commission, etc.
- La consultation selon le cas du Comité consultatif en matière d'aides publiques ou un Comité consultatif de la concurrence et selon la procédure propre à l'organe saisi.

Il importe de souligner en outre que certaines formalités portent sur des procédures proches de celles prévues en vue de l'adoption de décisions. Il s'agit notamment du respect du secret professionnel qui est général et absolu[334], de la notification des décisions prises au destinataire[335] à savoir l'Etat concerné, la publicité des décisions par la création d'un registre des aides publiques accessibles à tous et la publication au Bulletin Officiel des décisions de la Commission[336].

---

[333] Cf. Article 23 relatif au « Contrôle sur place » qui dispose que *« 23.1: Lorsque la Commission a de sérieux doutes quant au respect des décisions de ne pas soulever d'objections, des décisions positives ou des 9décisions conditionnelles, en ce qui concerne les aides individuelles, l'État membre concerné, après avoir eu l'occasion de présenter ses observations, l'autorise à procéder à des visites de contrôle sur place. »*

[334] Aux termes de l'Article 25 *« La Commission et les Etats membres, ainsi que leurs fonctionnaires et autres agents, y compris les experts indépendants mandatés par la Commission, sont tenus de ne pas divulguer les informations couvertes par le secret professionnel qu'ils ont recueillies en application du présent Règlement. »*

[335] Cf. Article 26 relatif au Destinataire des décisions

[336] Aux termes de l'article 27 *« 27.1: Un registre des aides publiques est tenu par la Commission. Y sont consignées toutes les aides ayant fait l'objet d'une notification. L'inscription au registre inclut l'identité de l'État membre notifiant, une brève description de l'aide publique en cause et les indications prévues dans le paragraphe 2. L'accès au registre est ouvert à toute personne. En fonction des moyens techniques de la Commission, ce registre devrait être accessible sur Internet.*

27.2: La Commission inscrit au registre des aides publiques une communication succincte des décisions qu'elle prend en application des articles 7, paragraphes 2, 3, et 6, 10.6, 11.2 et 20 en liaison avec l'article 21.1.

27.3: La Commission publie au Journal Officiel de l'UEMOA les décisions qu'elle prend en application des articles 10, paragraphes 2, 3, 4 et 5 et 7.4. »

Enfin, il est créé un Comité consultatif des aides publiques composé des représentations des Etats membres et qui est appelé à émettre des avis et recommandations sur les dossiers soumis.

Peut-être faut-il souligner que le droit européen en matière d'aide publique a prévu qu'une aide soumise à la Commission, peut faire l'objet d'un recours en sauvetage devant le Conseil à la demande de l'Etat concerné[337]. Le Conseil statue sur la compatibilité avant l'intervention de la décision de la Commission dont la procédure administrative est suspendue dès la saisine du Conseil. La législation communautaire de l'UEMOA ne dispose pas d'un tel recours

Dans le cas où l'Etat membre concerné n'a pas respecté les décisions de la Commission ou les arrêts pris à la suite de recours en justice contre les décisions devant la Cour de Justice de l'Union, notamment en matière de :

- décisions positives,
- décisions conditionnelles,
- décisions négatives,
- injonctions de suspension,
- injonction de récupération provisoire,
- injonction de récupération définitive.

La Commission, après avoir entendu l'Etat dans ses observations, pourra, et ce, sans préjudice du recours en manquement qui reste ouvert, prendre les mesures suivantes :

- la publication sur recommandation du Conseil d'un communiqué, éventuellement assorti d'information sur la situation de l'Etat concerné ;
- le retrait annoncé publiquement, des mesures positives dont bénéficie éventuellement l'Etat membre ;
- la recommandation à la BOAD de revoir sa politique d'intervention en faveur de l'Etat membre concerné ;
- la suspension totale ou partielle des aides financières et concours de l'Union à l'Etat membre concerné.

Il faut reconnaître que l'exécution des décisions de récupération provisoire ou définitive ne manquera pas de poser des difficultés de mise en œuvre surtout lorsque l'aide est reconnue incompatibles avec le Marché Commun.

[337] Communication de la Commission — Lignes directrices communautaires concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté*in*Journaldifficulté *in* Journal officiel n° 244 du 01/10/2004 p. 0002 - 0017

L'entreprise bénéficiaire peut être dans l'incapacité de restituer l'aide soit parce que sa situation financière ne le lui permet pas, elle serait en situation de cessation de paiement ou de liquidation de biens ou le serait si elle s'exécutait soit parce que les mécanismes juridiques à appliquer pour procéder à la récupération ordonnée sont trop complexes ou en tout cas de maniement fort difficile, tel est le cas d'aides sous forme de participation de l'Etat dans la capital d'une société, la récupération de l'aide dans cette hypothèse peut aboutir à des situations quasi inextricables au regard du Droit des Sociétés[338].

D'une façon générale, ces mesures/ sanctions de même que les décisions qui ont été à leur origine doivent être prises avec le maximum de précaution à cause des effets indirects qu'elles peuvent comporter, lesquelles peuvent être insoupçonnées à la prise de la décision et dépasser en conséquences négatives, les limites envisagées par leurs auteurs. C'est pourquoi, dans ce domaine du droit de la concurrence en général, et compte tenu du contexte économique des Etats membres et des innovations apportées par ce droit dans les activités économiques, une politique rationnelle adaptée au contexte socio-économique de l'Union et tendant au départ à la sauvegarde de ce qui peut être considéré comme l'essentiel des intérêts communautaires, parait être la perception la plus judicieuse de la politique communautaire en ce domaine.Une telle politique de la concurrence pourra être basée sur une priorité donnée au premier chef, aux décisions dont certaines peuvent être prises d'office, de détente de l'atmosphère économique communautaire comme les exemptions, les autorisations, les décisions positives et autres attestations négatives avant d'en venir aux sanctions des comportements manifestement répréhensibles. Ainsi, on aura administré le tranquillisant avant le remède.

Pour ce qui est des droits des parties, le Règlement n°3/2000/CM/UEMOA, donne la définition de la notion de « parties intéressées » qui comprend « tout Etat membre de l'Union, toute personne, entreprise ou association d'entreprises dont les intérêts pourraient être affectés par l'octroi d'une aide, en particulier le bénéficiaire de celle-ci, les entreprises concurrentes et les associations professionnelles. »[339] Ce même Règlement, à l'article 22, reconnaît aux parties intéressées le droit d'informer la Commission de l'existence constatée, de toute aide prétendue illégale ou abusive. La Commission à l'obligation de les informer à son tour de toute décision de classement réservée à cette dénonciation. Les parties intéressées sont en particulier, admises à formuler les observations en cas d'ouverture de procédure formelle d'examen, à ce titre, elles reçoivent copie de la décision définitive prise par la Commission.

---

[338] M'BACKE Moustapha Op cit p.49

[339] Cf. Art. 1er du règlement n°3/2000/CM/UEMOA Cf. article 1er du Règlement N°4/2002/CM/UEMOA relatif aux aides d'état à l'intérieur de l'union économique et monétaire ouest africaine et aux modalités d'application de l'article 88 (c) du traite

Les droits des parties intéressées ne se limitent pas à ces possibilité d'intervention dans les procédures administratives, le contrôle juridictionnel tant communautaire que national ouvre des droits à ces parties parce que bénéficiaires de droits nés des actes communautaires pris en cette matière d'aide d'Etat.[340] Comme il a été stipulé dans l'article 90 du Traité UEMOA, l'application des règles de concurrence par la Commission est placée sous le contrôle de la Cour de Justice. Les parties intéressées notamment les Etats, les entreprises bénéficiaires d'aides ou concurrentes ayant donc intérêt à agir, peuvent attaquer en annulation les décisions prises et qui lui sont préjudiciables. Il s'agit notamment :

- des décisions de non qualification ;
- des décisions de non objection ;
- des décisions d'ouvrir la procédure formelle d'examen ;
- des décisions de non qualification ;
- des décisions positives ;
- des décisions conditionnelles ;
- des décisions négatives ;
- des décisions de clôture de l'article 11.2. du Règlement
- des décisions d'injonction de fournir des informations de l'article 13.3. du Règlement ;
- des décisions de suspension ;
- des décisions d'injonction provisoire ou définitive de récupération.

La procédure de la mise en responsabilité extra contractuelle de l'Union est également ouverte aux éventuelles victimes des actes dommageables tant matériels que normatifs de la Communauté y compris ceux de ses agents dans l'exercice de leurs fonctions. Enfin, le non-respect des décisions communautaires notamment celles de la Commission et de la Cour de Justice ouvre la voie de droit de l'action en manquement de l'article 5 du Traité mais contrairement au Traité de Rome[341] qui a prévu une procédure spéciale de manquement, dérogatoire à la procédure de l'article 169 et 170 de ce Traité et qui permet de saisir directement la Cour de Justice en se dispensant de la procédure ordinaire de la production de l'avis motivé par la Commission[342].

---

[340] Lorsque le critère de la part du marché s'avère insuffisant, on peut avoir recours à des critères supplémentaires comme :a) L'avance technologique sur les concurrents. L'entreprise dominante a souvent une certaine avance technologique sur ces concurrents les plus immédiats. Ces avantages techniques peuvent résider dans la détention de brevets, dans la promotion de recherches avancées dans certains domaines qui permettent de valoriser le produit en concurrence, etc. b) L'existence d'un réseau commercial perfectionné ce qui permet une prospection systématique des marchés et l'identification de concurrents éventuels et de prendre des mesures préventives rapides. Ce réseau peut assurer la présence des agents de l'entreprise une surveillance du marché et un approvisionnement constant auprès d'autres producteurs.

[341] Cf. art. 93 paragraphe 2

[342] Ce qui paraît superfétatoire dans le cas d'espèce de la procédure de l'aide de l'Etat

le Traité de Dakar semble condamner inutilement le requérant en manquement dans ce cas de figure précis, à une double procédure successive constatant les mêmes faits, à savoir celle du contrôle de l'exécution de la décision de la Commission des articles 23 et suivants du Règlement UEMOA suivie de celle de la procédure de manquement de l'article 15 paragraphe 1 du Règlement de procédure.

Il convient de relever, s'agissant de la compétence de la Cour de Justice de l'Union, agissant en organe de contrôle de la Commission, que cette juridiction en vertu des articles 72 et suivants du Règlement de procédure de la Cour, est compétente pour prendre toute décision de sursis à exécution d'une décision de la Commission en attendant de statuer définitivement sur la cause.

Les dispositions de l'article 88 c) relatives aux aides d'Etat ne sont pas, à l'analyse, réputées d'effet direct. Elles ne peuvent donc pas être invoquées devant les juridictions nationales.

En conséquence, il serait aléatoire pour des entreprises au sens communautaire du terme, de contester devant une juridiction nationale et sur la base de cet article du Traité, la validité d'une aide ou sa compatibilité avec le Marché Commun.

Cette interprétation de l'article 88 c) ne rend pas pour autant les juridictions nationales totalement incompétentes pour intervenir en ce domaine des aides d'Etat, c'est plutôt les fondements juridiques de leur compétence qui ont changé.

En effet, ces juridictions restent sur le plan national, en tant que juridictions de droit commun, les protectrices attitrées des entreprises en ce qui concerne l'application des actes communautaires. A ce titre, tous les actes pris en application des dispositions du Traité et qui sont censés leur accorder des droits, peuvent servir de base d'un recours devant les juridictions nationales. C'est ainsi qu'en droit européen, il a été jugé que les actes communautaires pris sur le fondement de l'article 93 du Traité de Rome notamment les actes de suppression ou de modification des aides existantes, peuvent être invoqués directement devant le juge national[343].

[343] Dans l'arrêt C.J.C.E. du 15 juillet 1964 COSTA C/ENEL Rec. Page 1141, une partie s'est prévalue de l'effet suspensif d'une notification d'aide.
Dans l'arrêt C.J.C.E du 11 décembre 1973 LORENZ Rec., page 1471, l'interdiction faite aux Etats de mettre en exécution un projet d'aide avant l'avis de la Commission, a été considérée comme d'effets directs donc invocable devant les juridictions nationales comme un droit de protection des particuliers. Enfin, rien ne s'oppose en outre à ce que les parties intéressées ne se prévalent d'une décision de la Cour de Justice de l'Union devant les juridictions nationales

La pratique de prix discriminatoires qui peut prendre la forme d'une entente ou d'un abus de domination, peut épouser la forme d'une concurrence déloyale lorsque, par ce comportement insidieux, ces producteurs cherchent à éliminer des concurrents dans leur propre marché intérieur en usant de manœuvres pour y fausser la concurrence. Cette pratique est appelée dumping.

C'est l'article 83 in fine qui en dénonce la pratique dans le cadre de la réalisation du Marché Commun de l'Union et conformément à l'accord de l'O.M.C.[344], par une politique commerciale de développement des capacités productives de l'Union et de protection de ses productions contre des pratiques de dumping et de subventions de pays tiers. C'est en application de cet article du Traité, notamment l'article VI de l'accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce de 1994, que le Règlement n°3/2000/CM/UEMOA portant Code anti dumping est pris.

L'objectif essentiel de la réglementation anti dumping n'est pas d'assurer une discipline quelconque avec des sanctions applicables comme prévu en ce qui concerne les ententes et abus de domination. Il s'agit plutôt en cette matière, de protéger les intérêts supérieurs de la Communauté en faisant en sorte que le Marché Commun réalisé, ne soit perturbé de l'extérieur par des actes anticoncurrentiels téléguidés par des entreprises étrangères à l'Union dont le comportement est plus ou moins soutenu par leur pays d'origine.

Mais une telle réglementation préventive, à cause de son orientation extravertie, risque de se heurter à la souveraineté des autres Etats. Elle ne peut donc prospérer que dans le cadre du Droit International, c'est pourquoi, elle s'inscrit dans le contexte de la réglementation plus générale du Commerce International et notamment de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et du Commerce (G.A.T.T.) Auquel a succédé l'O.M.C. dont le Traité est ratifié par tous les membres de l'UEMOA et auquel l'Union elle-même gagnerait à adhérer pour donner à ce Traité la place qui sied dans la hiérarchie des normes communautaires de l'Union.

Le nouvel Accord[345] de l'O.M.C. notamment les dispositions de l'article VI relatif à la mise en œuvre de l'Accord sur les Tarifs Douaniers et de Commerce, est devenu un acte communautaire conventionnel de base, auquel le Code anti dumping, qui le vise dans son préambule, doit se conformer.

---

[344] Organisation Mondiale du CommerceorganismeCommerce organisme international dont le but est de promouvoir et de renforcer le libre-échange dans le monde. L'OMC a été fondée en 1993 par l'Acte final qui a conclu le cycle de négociations multilatérales appelé l'Uruguay Round, conformément à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Basée à Genève (Suisse), l'OMC est entrée en vigueur le 1er janvier 1995.

[345] L'Accord sur l'OMC comprend l' « Accord général sur les tarif douaniers et le commerce de 1994 ». Cet instrument, dénommé le "GATT de 1994", est fondésurfondé sur le texte de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce originel, dénommé le "GATT de 1947".

Quant aux subventions de pays tiers de l'article 83 du Traité, il s'agit en quelque sorte d'aide publique sous quelque forme que ce soit, que des Etats tiers accordent à leurs entreprises fabriquant des produits exportés vers le Marché intérieur de l'UEMOA. Ces aides sont de nature à affecter la concurrence à l'intérieur du Marché Commun au même titre que le dumping ; même si les origines sont différentes, les effets sont les mêmes.

Le Code anti dumping de l'UEMOA a posé en préliminaire des principes selon lesquels :

- C'est le Conseil qui est compétent pour fixer les droits définitifs anti dumping et la Commission compétente pour fixer les droits provisoires ;
- Ces droits, dont le montant s'impose aux Etats membres, sont par eux perçus indépendamment des droits de douane, taxes et autres charges exigibles à l'importation ;
- Il est interdit d'imposer pour un même produit, de droits compensateurs afférents à une même situation résultante d'un dumping ou de l'octroi d'une subvention à l'exportation.

Les marchandises importées de pays tiers ne peuvent faire l'objet de mesures anti dumping, que sous la condition :

- D'avoir fait l'objet d'une enquête publique conformément au règlement de l'Union ;
- Que les dites marchandises font l'objet d'un dumping ;
- Qu'il en résulte un dommage causé au secteur économique de production concerné de l'Union.

Pour soumettre un produit à un droit anti dumping, il faut que trois (3) éléments soient réunis :

- L'existence d'un dumping tel que défini plus haut,
- Un préjudice pour l'industrie communautaire,
- Un intérêt communautaire.

Aux termes de l'article 2.2 dudit Code, un produit est considéré comme faisant l'objet d'un dumping, « si le prix à l'exportation de ce produit d'un pays tiers vers l'Union est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur. »

Elle suppose la constatation de ce que le prix pratiqué à l'exportation vers le Marché Commun de l'Union est inférieur au prix pratiqué dans le marché national du producteur, s'agissant du même produit ou un produit similaire tel que défini par l'article 2.4.

C'est la comparaison entre la valeur normale de ce produit et son prix à l'exportation qui constitue le dumping lorsqu'il s'en dégage une marge. La pratique du dumping n'est pas le fait de vendre à perte mais celui de vendre vers l'Union à des prix inférieurs à ceux pratiqués ailleurs et notamment sur le marché de l'Etat exportateur. Lorsque la pratique se produit à l'intérieur de l'Union, elle peut trouver solution par application des règles de la concurrence.

Cette valeur normale qui correspond à une valeur référence sur le marché intérieur du producteur, peut poser des difficultés de fixation. Elle est censée être « le prix comparable réellement payé ou à payer au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays d'exportation ou d'origine »[346].

Mais comment de l'extérieur appréhender les tenants et les aboutissants d'un prix lorsque les produits similaires peuvent différer en quantité et en qualité et que la collaboration d'entreprises concurrentes n'est pas acquise d'avance ou que la politique commerciale de l'Etat d'origine ou d'exportation peut prendre des contours difficiles à cerner ou que les conditions de vente ne sont transparentes ? Pour parer à toute difficulté, on se rabat en général sur les valeurs commerciales relevées dans des opérations commerciales normales pratiquées dans le Marché Commun et ailleurs. Les valeurs réalisées inférieures au coût de production étant écartées d'office. Peuvent également être éliminées les valeurs réalisées au cours de transactions entre parties associées donc dépendantes les unes des autres.

En somme, en fonction des données, plusieurs techniques de détermination de la valeur normale peuvent être utilisées :

- La valeur normale peut être déterminée à partir des prix pratiqués dans le pays d'exportation ou d'origine et correspond aux termes de l'article 5 du Code « au prix effectivement payé ou à payer lors de ventes représentatives ayant lieu au cours d'opérations normales entre acheteurs et des vendeurs indépendantes dans le pays exportateur »[347] ;
- La valeur normale peut également être déterminée à partir de prix à l'exportation vers un pays tiers ou sur une base de valeur construite lorsqu'il n'y a pas vente de produit similaire sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque la situation particulière de ce marché, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable.

---

[346] *Art. 2. B.4.a, du Règlement (CEE) n° 812/86 du Conseil du 14 mars 1986 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping entre la Communauté à Dix et les nouveaux États membres ou entre les nouveaux États membres pendant la période d'application des mesures transitoires définies par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal in Journal officiel n° L 078 du 24/03/1986 p. 0001 - 0009*

[347] Cf. Règlement n°09/2003/CM/UEMOA du 23 mai 2003

- La valeur construite du produit similaire est calculée « sur la base des prix à l'exportation, pratiqués au cours d'opérations commerciales normales vers un pays tiers approprié à condition que ces prix soient représentatifs ou alors que la base du coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général et pour les bénéfices »[348] ;

Les ventes des produits similaires sur le marché intérieur d'exportation ou à destination d'un pays tiers à des prix inférieurs aux coûts de production unitaire majorés des frais d'administration et de commercialisation et des frais généraux, ne peuvent être écartées de la détermination de la valeur normale que si ces ventes ont été réalisés « sur une longue période en quantités substantielles et à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable ».».

Après la fixation de la valeur normale, premier élément de la comparaison, il convient de fixer le deuxième élément à savoir le prix à l'exportation, c'est le prix réellement payé ou payé par le produit vendu à l'exportation vers l'Union, il est apparemment plus facile à déterminer que la valeur normale mais pose le cas d'exclusion notamment lorsque :

- Il n'y a pas vente, le produit en cause étant importé parce que fabriqué à l'Etranger pour être intégré dans une production ;
- Il existe des rapports d'association ou un aménagement de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou même un tiers ;
- Le produit n'a pas été rendu à un acheteur indépendant ;
- Le prix à l'exportation paraît manifestement hors des normes du raisonnable.

En général, en matière du prix à l'exportation, le recours à un prix construit est celui le plus usité. Ce prix peut être déterminé « sur la base du prix auquel le produit est revendu pour la première fois à un acheteur indépendant ou n'est pas revendu dans l'Etat où il a été importé sur toute base raisonnable »[349].

Pour construire le prix, il est important de tenir compte : des transports habituels, des assurances manutentions, (déchargements, coûts accessoires, etc.), des droits de douanes et autres droits payables dans le pays d'importation du fait de l'importation ou de la vente, de la marge raisonnable pour les frais généraux, les bénéfices, les commissions, etc.

La marge de dumping va résulter automatiquement de la comparaison des deux montants dégagés par la valeur normale et le prix à l'exportation.

---

[348] Cf. art. 6.1. Règlement sus cité

[349] *Cf. art. 12.2. a du code anti dumping de l'UEMOA*

Mais cette comparaison n'est pas purement arithmétique, elle repose sur des bases qualitatives comme les caractéristiques physiques du produit, quantitatives comme le volume commercialisé et méthodologique comme les conditions de vente du produit. En effet, les produits vendus sur le marché national du protecteur peuvent ne pas être le même que celui importé dans le Marché Commun, les conditionnements, peuvent différer de même que les conditions de vente.

En tout état de cause, les produits doivent, notamment être comparés au même stade commercial et de préférence, au stade de sortie d'usine et à des dates aussi voisines que possible.

Une fois ces éléments de comparaison cernés, les autorités communautaires peuvent procéder à des ajustements avant de dégager la marge de dumping qui sera alors « le montant par lequel la valeur normales dépasse le prix à l'exportation »[350].

Lorsque l'on constate des marges de dumping différentes sur différents produits, la Commission peut procéder à l'établissement d'une moyenne pondérée ou lorsque le dumping porte sur une série d'articles qui ont des prix différents, la marge de dumping peut être également établie globalement ou transaction par transaction.

Les différents procédés qui permettent d'établir des valeurs normales et des prix à l'exportation en vue de faire apparaître une marge de dumping, peuvent à l'évidence, contenir une certaine part d'arbitraire. On peut en effet, se poser la question de savoir si la Commission est tenue pour le même produit de procéder au même mode de calcul de la valeur normale et du prix à l'exportation en recourant au besoin au même ajustement[351].

Une fois la marge du dumping dégagée, il ne pourra être institué de droit anti dumping que dans la mesure où il est justifié un préjudice qu'on peut qualifier d'important, souffert par une ou plusieurs branches de production communautaire.

Le code anti dumping soumet la détermination de ce préjudice à des éléments de preuve dits positifs[352] et objectivement appréciés qui sont : le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, l'effet de ces importations sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, l'incidence de ces importations sur l'industrie de l'Union.

---

[350] *Cf. art. 16 du code anti dumping de l'UEMOA*

[351] Dans un arrêt de principe du 7 mai 1987 NIPPON SEIKO, Affaire 250/84, la Cour Européenne de Justice y a répondu en observant que les méthodes employées pour les ajustements ont pour but d'établir les meilleures conditions de comparaison et que les ajustements ne pouvaient intervenir qu'après détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation conformément aux règlements en la matière, que rien n'impose que les ajustements soient effectués de la même façon et par des procédés identiques à ceux utilisés pour le calcul de la valeur normale et de celui du prix à l'exportation

[352] Cf. art. 17 du code UEMOA

Le volume et l'effet des importations faisant l'objet de dumping peuvent s'apprécier à travers l'augmentation importante de la part de marché des produits importés ou en fonction des prix communautaires dont le maintien est de nature à compromettre gravement l'avenir de l'industrie communautaire.

Quant à l'incidence des importations[353] objet de dumping sur la production de l'Union, elle est mesurée notamment sur la base des éléments suivants :

- la diminution effective ou potentielle des ventes, des bénéfices, de la production de la part de marché, de la productivité du retour sur investissement, de l'utilisation des capacités ;
- les facteurs qui influent sur les prix dans l'Union ;
- l'importance de la marge de dumping ;
- les effets négatifs, effectifs et potentiels sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité à mobiliser les capitaux ou l'investissement.

La notion de préjudice implique l'idée de menace de préjudice[354] important et imminent décelable par certains facteurs comme :

- Un taux d'accroissement notable des importations sur le marché de l'Union ;
- La capacité suffisante et librement disponible de l'exportateur ou l'augmentation imminente de sa capacité ;
- L'arrivée d'importations à des prix qui pourraient déprimer sensiblement les prix de l'Union ou empêcher leur hausse ;
- Les stocks du produit objet d'enquête.

Enfin, il convient de souligner que le lien entre les importations incriminées et le préjudice tel que défini dans le code, doit être démontré en articulant des preuves pertinentes.

Comme il a été relevé plus haut, ces procédures n'ont pas un caractère de procédures disciplinaires visant essentiellement à sanctionner un comportement anti concurrentiel. Il s'agit de prendre des mesures de défense appropriées, de protéger des branches d'activités économiques de l'Union menacées de l'extérieur par des comportements hautement préjudiciables à l'intérêt communautaire. La procédure principale[355] se déroule en plusieurs phases dont :

[353] Cf. art. 20 du code anti dumping
[354] Cf. art. 21.1 du code sus cité
[355] Cf. section 3, 4, et 5 du code

- La saisine de la Commission,
- L'ouverture de la procédure par une enquête,
- La Clôture de la procédure et l'opportunité de prendre des mesures de défense.

Il y a lieu de souligner que les produits venant de l'extérieur de l'Union ne sont pas les seules causes de pratiques déloyales. L'installation d'usines de montage dans le Marché Commun peut contourner la réglementation anti dumping de même que certaines pratiques commerciales illicites de pays tiers, lesquelles appellent de la part des autorités communautaires, une politique commerciale commune de défense contre de telles pratiques.Comme le dit l'article 18 du code anti dumping, toute personne physique ou morale et toute association n'ayant pas la personnalité juridique, peut se plaindre de toute allégation de dumping auprès de la Commission qui ouvre une enquête[356].

Ces plaintes peuvent être adressées à l'Etat membre qui les transmet à la Commission après accusé de réception et envoie copie aux autres Etats membres pour information.Les Etats membres sont, en général, tenus de fournir à la Commission tous les éléments de preuve en leur possession relatifs à la lutte anti dumping. Les plaintes déposées doivent comporter des éléments de preuves de l'existence du dumping allégué, du dommage et du lien, de causalité entre ces deux éléments. Elle doit également, preuves à l'appui, fournir les informations requises par l'article 18 du code comme le nom et l'adresse du requérant, l'indication de la branche de production concernée et les identités des entreprises connues de la branche, principalement, les renseignements relatifs au degré de soutien de la branche de production, etc.

C'est à la suite de l'appréciation des éléments d'information recueillis que la Commission décide si l'ouverture d'une enquête se justifie ou non, tant entendu que la plainte est supposée être déposée par l'industrie de l'Union si elle est soutenue par des producteurs représentant plus de 50% de la production totale du produit similaire, en deçà de 25% de ces producteurs, l'enquête ne pourra être ouverte.

Toutefois, les autorités communautaires pourront, à titre exceptionnel, ouvrir une enquête sans avoir été saisies d'une plainte, lorsqu'elles sont en possession d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping exercé sur le Marché Commun.

---

[356] Aux termes de l'Article 18 du Code *« En ce qui concerne le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, la Commission examine s'il y a eu une augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantités absolues, soit par rapport à la production ou à la consommation dans l'Union. En ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, la Commission examine s'il y a eu, pour les importations faisant l'objet d'un dumping sous cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire de la branche de production de l'Union ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer sensiblement les prix ou d'empêcher dans une mesure. »*

Ces autorités, avant de procéder à une ouverture d'enquête[357], avisent le pays exportateur concerné. Elles peuvent se voir notifier le retrait de toute plainte déposée, laquelle est alors censée n'avoir jamais été déposée, sauf si l'intérêt de l'Union commande de poursuivre l'action.

La Commission peut ne pas donner suite à la plainte et clore l'enquête lorsque le volume des importations est négligeable et ne représente pas 1% de part de marché de l'Union et lorsque la marge de dumping est inférieure à 2% du prix de l'exportation.

Lorsqu'elle est convaincue de l'opportunité d'ouvrir la procédure, la Commission procède d'abord à une information des intéressés :

- en avisant les pays concernés de sa décision d'ouverture de la procédure d'enquête et en leur fournissant, sous forme de résumé, les éléments d'information et de preuve détenus ;
- en procédant à une publication de sa décision dans le Bulletin Officiel de l'Union.

La décision d'ouverture de procédure[358] doit intervenir dans un délai de 45 jours après la date de réception de la plainte. C'est dans ce même délai que les plaignants doivent être informés du classement de la plainte pour insuffisance de preuves. Une fois l'ouverture annoncée les parties intéressées peuvent communiquer leurs observations à la Commission.

La Commission dispose en principe d'un délai de douze (12) jours après la décision d'ouverture pour procéder aux enquêtes, ce délai ne pouvant pour causes exceptionnelles, être prorogé au-delà de six (6) mois.

La Commission mène l'enquête en coopération avec les Etats membres qui sont dûment informés de son déroulement. Elle recueille toute information auprès des importateurs, exportateurs, commerçants, producteurs, associations, syndicats professionnels ou autres organisations. C'est ainsi qu'elle peut procéder par remise de questionnaire[359] avec délais de réponse pour demander aux Etats membres de lui fournir des renseignements, qu'elle peut transmettre aux autres Etats membres.

Elle peut donner mandat aux Etats membres d'effectuer des vérifications et contrôles auprès des acteurs économiques et même sous forme diplomatique auprès d'Etats tiers et de leurs entreprises, parties prenantes à la procédure.

---

[357] Cf. sect. 1, §4 du code « Conditions d'ouverture des enquêtes Détermination d'une marge de dumping»

[358] Cf. sect.4.§1 du code *« Conditions d' ouverture des enquêtes »*

[359] Cf. art. 32 du code Cf. Cf. Article 32 *« Les enquêtes antidumping consistent en la recherche des renseignements les plus fiables pour prendre les mesures appropriées à leur clôture. Elles peuvent consister à l'envoi de formulaires d'enquêtes aux parties intéressées, à des contrôles effectués par la Commission ou à sa demande par les Etats membres. »*

L'enquête est faite avec la coopération des agents de la Commission et des Etats membres dûment nantis de pouvoirs. Elle est toujours menée sous le respect du contradictoire et de la confidentialité. Elle peut déboucher sur l'organisation consensuelle de confrontations entre parties ayant des intérêts contraires[360].

En dehors de la collecte d'informations, la Commission peut effectuer des visites et des vérifications sur place et sur pièces de documents comptables des importateurs, exportateurs, opérateurs commerciaux, agents, producteurs et organisations professionnelles. Ces visites de vérifications sont effectuées dans les mêmes conditions usuelles de respect de la confidentialité, des droits de la défense et de convenances consensuelles.

Outre les cas vus plus haut de retrait de la plainte ou de clôture en raison d'éléments de preuve insuffisants, de marge de dumping, de minimiser ou d'un volume négligeable, l'enquête peut se terminer par :

- l'imposition de mesures provisoires,
- les engagements des entreprises et des gouvernements ;
- l'imposition par règlement de droits définitifs.

Dans les soixante (60) jours à compter de l'ouverture de l'enquête, ouverte conformément à l'article 18 du code, menée dans le respect du droit d'informer et de formuler des observations de toute partie intéressée et dans la mesure où un premier examen préliminaire a établi l'existence d'un dumping et d'un préjudice qui en est résulté pour l'industrie de l'Union et l'intérêt de l'Union, la Commission peut imposer des mesures provisoires sous forme de droits provisoires[361] ; elle en informe les Etats membres.

En cas d'urgence, la Commission peut, dans les mêmes conditions, à la demande d'un Etat membre et dans les cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception de la demande, imposer un droit anti dumping provisoire dont le montant ne peut excéder la marge de dumping provisoirement établi et peut être inférieur à cette marge si le préjudice souffert par l'industrie de l'Union peut s'en trouver éliminé.

---

[360] Cf. art. 31 à 36 du code

[361] Cf. art. 40.1. du code Cf. cf. Article 40- 1) qui dispose que *« Des mesures provisoires, qui prendront la forme de droits provisoires, peuvent être imposées si :*

• une enquête a été ouverte conformément à l'article 23 ci-dessus, un avis a été rendu public à cet effet et il a été aménagé aux parties intéressées des possibilités adéquates de donner des renseignements et de formuler des observations ;

• un examen préliminaire positif a établi l'existence d'un dumping et d'un préjudice en résultant pour la branche de production de l'Union et l'intérêt de l'Union nécessite une action en vue d'empêcher un tel préjudice, pendant la durée de l'enquête.

• une procédure d'enquête d'urgence a été ouverte au sens du troisième paragraphe de l'article 31 ci-dessus »

L'enquête peut être suspendue ou close[362] lorsque l'exportateur prend librement et unilatéralement des engagements acceptés ou suggérés par la Commission, après consultations et examen préliminaire, de réviser ses prix et de ne plus exporter vers l'Union à des prix de dumping. Il est à noter que l'acceptation des engagements n'empêche pas de plein droit la perception des droits comprenant un préjudice subi par l'Union.

Les pouvoirs d'appréciation de la Commission pour accepter ou refuser les engagements sont discrétionnaires, elle décide, en fonction des intérêts, de la communauté des mesures qui conviennent dès lors que les faits de dumping sont établis.

Les engagements acceptés font l'objet d'un rapport périodique[363] sur leur exécution de la part de l'exportateur tenu en outre de faciliter tout contrôle à cet effet.

La violation des engagements comme leur retrait, entraîne l'imposition d'un droit définitif fixé par le Conseil des Ministres conformément aux dispositions de l'article 39 du code.

Lorsque l'enquête qui a précédé l'engagement n'a pas été menée à terme, il peut être fixé un droit provisoire sur la base des informations disponibles avant l'acceptation de l'engagement.

Si après l'acceptation de l'engagement, l'enquête est menée à terme, s'il est conclu à l'adresse de préjudice par la Commission après consultation et si la demande est faite par les exportations, l'engagement devient caduc. Toutefois, lorsque l'absence de menace de préjudice est essentiellement due à l'existence d'un engagement, la Commission peut demander son maintien[364].

Un mois au moins avant l'expiration des droits provisoires, le Conseil des Ministres, sur proposition de la Commission, fixe le droit anti dumping définitif lorsqu'il ressort de la constatation définitive des faits qu'il y a dumping et un préjudice en résultant et que les intérêts de la communauté nécessitent une action de sa part, le montant de ce droit ne peut en aucun cas être supérieur à celui de la marge de dumping établie[365].

---

[362] Cf. art. 34 à 39 du code

[363] Cf. art. 43 du code

[364] Cf. art. 44 Cf. cf. Article 44 du Code qui dispose que « *En cas d'acceptation d'un engagement, l'enquête sur le dumping et le préjudice sera néanmoins menée à son terme, si l'exportateur le désire ou si les autorités en décident ainsi. Dans ce cas, s'il y a détermination négative de l'existence d'un dumping ou d'un préjudice, l'engagement devient automatiquement caduc, sauf dans les cas où une telle détermination est due en grande partie à l'existence d'un engagement en matière de prix. Dans de tels cas, il peut être demandé que l'engagement soit maintenu pendant une période raisonnable conformément aux dispositions du présent Règlement. S'il y a détermination positive de l'existence d'un dumping et d'un préjudice, l'engagement est maintenu conformément à ses modalités et aux dispositions du présent Règlement* ».

[365] Art. 46 du code

Les droits anti dumping sont perçus par les Etats membres selon la forme, le taux et les autres éléments fixés lors de leur institution et indépendamment des droits et taxes de douane, taxes et autres charges normalement exigibles à l'importation. Si les conditions du marché changent temporairement et si l'intérêt de l'Union est sauf, les autorités compétentes peuvent suspendre pour une période donné l'application des mesures imposées.

Tout importateur peut demander le remboursement des droits indûment perçus lorsque ces droits dépassent la marge de dumping effectivement retenue[366].

La demande, accompagnée des documents justificatifs[367], devra, dans les six (6) mois de l'établissement des droits définitifs ou de perception des montants déposés au titre des droits provisoires, être adressée à la Commission par l'intermédiaire de l'Etat membre où les produits ont été mis à la consommation.

La décision de remboursement[368] devra intervenir dans les douze (12) mois et au plus tard dans les dix-huit (18) mois à peine de majoration pour intérêts de retard, au cas où le remboursement n'a pas été effectué dans les quatre-vingt-dix (90) jours.

Les actes instituant les droits anti dumping et les décisions d'accepter les engagements peuvent, à l'expiration de la durée de la mesure fixée à 5 ans, faire l'objet d'un réexamen[369] à la demande soit de la Commission, soit des producteurs de l'Union. Dans ce cas, il conviendra de justifier par tout moyen les changements de circonstances nécessitent ce réexamen ou la probabilité de la continuation ou la réapparition du dumping en cas de suppression des mesures ou l'imputabilité du préjudice à la seule existence des mesures ou en ce qui concerne de nouveaux exportations dont le pays, de démontrer que la situation vis-à-vis de l'enquête ou des exportateurs concernés ou même des importateurs dans le pays d'importation les autorise à prétendre à un réexamen en vue de leur fixer des marges de dumping individuelles.

A la condition que les produits concernés aient fait l'objet d'un enregistrement d'importation conformément à l'article 43 alinéa 2 du code, un droit anti dumping définitif peut être perçu rétroactivement sur ces produits destinés pour la mise en consommation, 90 jours au plus tard avant la date d'application des mesures provisoires mais pas avant enquête, ce, à condition que :

[366] Cf. art. 50 alinéas du code
[367] Art. 50 alinéas 3 du code
[368] Art. 50 alinéas 4
[369] Cf. art. 55 alinéas 1 du code

- le produit en question ait fait l'objet de pratiques de dumping de longue durée ou que l'importateur ait eu connaissance ou est censé avoir eu connaissance des pratiques de dumping et leur importance ;
- il y ait une nouvelle augmentation substantielle des importations de nature à compromettre gravement l'effet correctif du droit anti dumping définitif applicable.

La procédure de réexamen est ouverte[370] aux exportateurs, importateurs, représentants des pays exportateurs ainsi qu'aux producteurs de l'Union, qui peuvent présenter des observations sur les demandes de réexamen.Il convient de noter en outre que la Commission peut, à la demande de l'industrie de l'Union, procéder à une réouverture de l'enquête pour mesures insuffisantes, lorsqu'il apparaît des éléments d'information obtenus, que les mesures imposées n'ont pas entraîné une modification ou ont insuffisamment entraîné une modification des prix de revente.

Cette nouvelle enquête, ainsi que les réexamens effectués dans les mêmes formes que celles prévues pour les enquêtes d'ouverture[371], doivent être menées avec diligence pour être clôturer dans un délai de six mois à compter de sa date d'ouverture pour les nouvelles enquêtes et douze mois à compter de sa date d'ouverture pour les réexamens.

En conclusion, on peut remarquer que les procédures administratives en matière de dumping, sont très précautionneuses et ouvertes.Elle appelle la coopération de tous les protagonistes au commerce du produit mis en cause et ne retient les informations disponibles que lorsque les parties intéressées manifestent une certaine récalcitrante dans la production des informations et ces dernières sont dûment prévenues des conséquences fâcheuses qui peuvent résulter de leur attitude. Ces parties sont également étroitement associées au déroulement de la procédure administrative :

- Elles reçoivent des notifications de décisions et des avis rendus publics ;
- Elles peuvent demander des informations écrites sur les motifs des décisions prises ;
- Elles peuvent formuler des informations sur les actes qui les concernent.

Enfin, il est institué un comité consultatif[372] composé de représentations de chaque Etat membre et présidé par un représentant de la Commission qui, à la demande de la Commission ou d'un Etat membre, émet son avis sur :

- L'existence d'un dumping et les méthodes de détermination de la marge de dumping ;

[370] Cf. art. 55 alinéas 3 du code
[371] Cf. art. 57 alinéas 2 du code
[372] Cf. art. 64 du code

- L'existence et l'importance du préjudice ;
- Le lien de causalité entre les importations faisant l'objet du dumping et le préjudice ;

Les mesures qui, eu égard aux circonstances, sont appropriées pour prévenir le préjudice causé par le dumping ou pour y remédier ainsi que les modalités d'application de ces mesures.

Comme en ce qui concerne le contrôle de la Cour pour les actes de la Commission dans le domaine des règles de la concurrence en général, la Cour de Justice de l'Union est appelée à connaître des recours[373] en annulation dirigés contre les décisions de la Commission et du Conseil agissant dans le cadre de la réglementation anti dumping, les actes attaquables peuvent notamment porter sur :

- les décisions d'appréciation de mesures provisoires ;
- des décisions imposant les droits anti dumping provisoires ou définitifs ;
- l'acte d'acceptation d'engagement ;
- les décisions de clôture d'enquête ou de procédure ;
- les décisions de réexamen ou de réouverture de l'enquête ;
- les décisions de remboursement de droits ou de suppression de l'application de mesures.

De même, la responsabilité extra contractuelle de l'Union pourra être engagée en cas d'acte fautif dommageable ou du fait de ses agents agissant dans l'exercice de leurs fonctions conformément à l'article 115 du Protocole Additionnel n°1.

Enfin, la Cour de Justice pourra être saisie par les juridictions nationales dans le cadre de recours préjudiciels de l'article 12 du Protocole Additionnel n°1.

Les actes ayant effet direct pris en application de la réglementation anti dumping, qui du reste, ont un caractère fondamentalement protecteurs des intérêts des acteurs économiques et des ressortissants de la Communauté, pourraient valablement être invoqués devant les juridictions nationales, tenues de concourir à la protection des procédures de l'Union et qui peuvent, à l'occasion, user de la procédure du recours préjudiciel[374].

[373] Ce recours est conduit conformément aux dispositions des articles 9 du Protocole Additionnel n°1 et 15 du Règlement de Procédure et ouvert aux Etats membres, à la Commission et au Conseil des Ministres ainsi qu'à toute personne physique ou morale ayant intérêt à agir

[374] STEPHANE Mail-Fouilleul., *Les sanctions de la violation du droit communautaire de la concurrence, L.G.D.J. Paris, 2002, 665 p.*

Il convient toutefois de préciser que les litiges en matière de dumping, peuvent opposer des Etats membres ou l'Union et des Etats tiers, agissant au nom des entreprises originaires de ces Etats et appeler l'application du Droit International Public, notamment celui de l'O.M.C.

En conclusion, on peut observer que la nouvelle réglementation ainsi que la procédure y relative présentent des difficultés de compréhension pour les citoyens de l'Union[375]. Il faudra sans doute beaucoup de temps aussi bien pour les juristes que pour les opérateurs économiques, qui devront se mettre à l'école de l'UEMOA, pour s'y adapter.

Section II : Les droits de l'homme dans les politiques sectorielles de l'UEMOA et des Etats membres (Cas de la Côte d'Ivoire pays à littoral et le Mali, pays sahélien)

L'UEMOA fait fasse à un certains nombre de défis touchant au respect par les Etats membres des pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques, aux droits économiques sociaux et culturels, d'une part et à l'insécurité ambiante dans l'espace communautaire, d'autre part[376].

Le développement économique et social ainsi que la paix et la sécurité au sein de l'Union constituent donc les objectifs principaux poursuivis par les organes dirigeants de l'institution sous régionale.

Paragraphe 1 : Droit au développement par la lutte contre la pauvreté.

Le monde est dans un système d'économie de marché, de compétition économique dans lequel, pour survivre, il faut avoir des stratégies clairvoyantes, pertinentes et complètes. Or, dans ce contexte induit par la mondialisation, l'Afrique semble végéter depuis les années 1970 « à la périphérie dudit système, contrariée qu'elle est par d'innombrables difficultés économiques et sociales. Celles-ci sont subséquentes d'une part à la chute brutale des cours des matières premières provoquée par la crise financière et économique mondiale et, d'autre part aux conditions climatiques défavorables à l'agriculture et aux problèmes engendrés par l'instabilité et les conflits qui ont affecté une bonne partie du continent »[377].

---

[375] STEVE K.M., *Pour une réforme des institutions africaines. Droit de propriété, rendements et capacités, BROCHEE, SL, 2005, 372 P.*

[376] SHALE H., ALBRECHT S., *Droits de l'Homme et sociétés en transition. Les causes, les conséquences, les réponses, BROCHEE, SL, 2005 466 p.*

[377] -STEVE K.M., *Pour une réforme des institutions africaines. Droit de propriété, rendements et capacités, BROCHEE, SL, 2005, 372 P.*

Malgré quelques embellies dans des pays limités (…) le bilan du développement se lit en termes de contre-performances qui ont progressivement conduit à la marginalisation rampante de l'Afrique des affaires du monde »[378]

A cet égard, il est important de mentionner que les divers plans et programmes de développement (et toutes les théories qui les ont portés) que le continent africain a élaborés depuis le début des années 1970 ont été sanctionnés par un cuisant échec.

C'est le cas notamment du Plan d'Action de Lagos (PAL)[379] pour le développement économique de l'Afrique 1980-2000, (soutenu par la Commission Economique pour l'Afrique de l'ONU) dont l'objectif principal était de résoudre au niveau continental, régional, sous régional et national les grands problèmes du développement[380].

Dans la Déclaration qui a été faite à cette occasion, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) « s'engageaient , au nom de leurs gouvernements et de leurs peuples, à promouvoir le développement économique et social et l'intégration de leurs économies en vue d'accroître l'auto-dépendance et favoriser un développement endogène et auto-entretenu pour faciliter et renforcer leurs rapports sociaux et économiques, pour l'édification au niveau national, sous régional et régional d'une économie africaine dynamique et interdépendante, pour l'établissement, chaque année, de programmes spécifiques pour matérialiser cette coopération économique sous régionale, régionale et continentale ».».

Cependant, les résultats enregistrés ont été largement en-deçà des attentes, au grand désespoir des populations. Dans les années 1990, l'on a pu mesurer la médiocrité des performances, qu'il s'agisse de la croissance économique, des niveaux de pauvreté, de la nutrition, de la santé, de l'éducation, du bien-être social, ou qu'il s'agisse de l'intégration.

Les insuccès du PAL sont imputables notamment aux raisons suivantes :

- l'absence de volonté politique et de détermination à poursuivre des stratégies et politiques économiques et financières pertinentes ;
- l'absence de transformation par les Etats des orientations et des programmes continentaux en politiques et projets nationaux ;

[378] Moustapha KASSE : Intégration et partenariat en Afrique, op cit p.189.

[379] Le plan d'action de LAGOS (PAL), projet de l'OUA, était censé contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial et visait un développement socio-économique de l'Afrique fondé sur l'autosuffisance, la coopération et l'intégration économiques. Il a suscité de grands espoirs mais coïncidant avec l'expérimentation des Programmes d'Ajustement structurels (PAS), il fut écarté par la Banque Mondiale. Faute de moyens donc, il n'a pu être mis en œuvre.

[380] Le PAL a été adopté par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) lors de sa XVIème session ordinaire tenue à Monrovia (Libéria) en juillet 1979

- la différence de conception et de perspective entre les responsables africains et les partenaires extérieurs[381] ;
- les effets de la sécheresse et de la désertification ;
- le poids de la conflictualité africaine avec les guerres civiles, les coups d'Etat militaires, les rebellions armées etc.

Face à la dégradation de la situation économique et sociale du continent, les dirigeants africains ont dû, sous la pression des institutions financières internationales, accepter de mettre en place des programmes d'ajustement structurels (PAS) autour des objectifs majeurs que sont :

- l'ouverture des économies sur le système des relations économiques et financières internationales ;
- l'élimination de l'Etat dans les choix de production et d'allocation des ressources ; ce qui implique à terme le démantèlement du secteur public (privatisation des entreprises d'Etat) ;
- l'élimination des distorsions dans le libre jeu des marchés ;
- la promotion du secteur privé.

En dépit de la mobilisation de la communauté internationale en vue de leur succès, les PAS ont échoué, car ils n'ont pas atteint leur objectif majeur consistant en l'instauration d'un processus vertueux de croissance économique du continent africain[382].

Les divers plans et programmes de développement ayant montré leurs limites, les africains en ont-ils tiré les leçons ? Rien n'est moins sûr ; en témoignent les difficultés de décollage du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) [383] et l'état peu reluisant des économies africaines.

En désespoir de cause, le continent africain continue de placer ses espoirs dans la coopération internationale. Aussi, est-ce avec beaucoup d'enthousiasme que les Etats africains ont accueilli la Déclaration du Millénaire des Nations Unies sur les objectifs du développement (OMD)[384]

---

[381] Les partenaires extérieurs, bailleurs de fonds, ont affiché un manque d'enthousiasme face à des stratégies dont les modalités de mise en œuvre étaient souvent imprécises

[382] De nombreuses évaluations critiques ont été faites par des chercheurs universitaires comme T. MKANDAWIRE, SAMIR AMIN, BEN HAMMOUDA, MOUSTAPHA KASSE.

[383] Le NEPAD a été créé pour tenter de combler le vide induit par l'échec des programmes antérieurs

[384] Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), sont huit objectifs adoptés en 2000 à New York (États-Unis) par 193 États membres de l'ONU, et au moins 23 organisations internationales, qui ont convenu de les atteindre pour 2015. Ces objectifs recouvrent de grands enjeux humanitaires : la réduction de l'extrême pauvreté et de la mortalité infantile, la lutte contre plusieurs épidémies dont le SIDA, l'accès à l'éducation, l'égalité des sexes, et l'application du développement durable.

La Déclaration du Millénaire des Nations Unies fixe avec clarté les objectifs mondiaux du développement que sont :

- réduire de moitié entre 1990 et 2015 la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté ;
- scolariser tous les enfants dans l'enseignement primaire d'ici 2015 ;
- promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes en éliminant les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2015 ;
- réduire de deux tiers les taux de mortalité infantile et juvénile entre 1990-2015 ;
- réduire de trois quarts les taux de mortalité liée à la maternité entre 1990-2015 ;
- assurer l'accès aux services de santé génésique entre 1990-2015 ;
- appliquer des stratégies nationales axées sur le développement durable d'ici à 2015, de manière à réparer les dommages causés aux ressources environnementales d'ici 2015.

Ces objectifs clairement définis avec des horizons de réalisation fixés, sont avalisés par la majorité des décideurs du monde entier[385].

Les objectifs du Millénaire pour le développement trame du droit au développement sont omniprésents dans les instruments juridiques, les études et la documentation de l'UEMOA et des Etats membres[386]. Ils transparaissent notamment dans l'article 4 du Traité constitutif qui fixe à l'Union les objectifs suivants :

- renforcer la compétitivité des activités économiques et financières des Etats membres dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé ;
- assurer la convergence des performances et des politiques économiques des Etats membres par l'institution d'une procédure de surveillance multilatérale ;
- créer entre les Etats membres un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée, ainsi que sur un tarif extérieur commun et une politique commerciale commune ;
- instituer une coordination des politiques sectorielles nationales, par la mise en œuvre d'actions communes et éventuellement de politiques communes notamment dans les domaines suivants : ressources humaines, aménagement du territoire, transports et télécommunications, environnement, agriculture, énergie, industrie et mines ;

[385] Cf. notamment : le Secrétaire Général de l'ONU, le Secrétaire Général de l'OCDE, le Directeur Général du FMI et le Président de la Banque Mondiale, qui ont solennellement proclamé que leurs institutions s'emploieraient à faire de ces OMD le fondement commun de leurs actions et de leurs programmes et à mesurer leur efficacité. Voir à ce sujet Moustapha KASSE, op cit p. 199.

[386] Cf. les stratégies de réduction de la pauvreté élaborées par les Etats (voir ci- dessous dans ce paragraphe)

- harmoniser, dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun, les législations des Etats membres et particulièrement le régime de la fiscalité.

Ces objectifs visent à créer un cadre de vie harmonieux dans l'espace afin de permettre le plein épanouissement de ses populations. Aussi, l'UEMOA déploie-t-elle ses efforts à travers des actions de réduction de la pauvreté et d'amélioration du bien-être matériel, physique et intellectuel des populations. Elle est appuyée en cela par les partenaires au développement (organisations du système des Nations Unies, Union Européenne…). Les principaux domaines d'intervention couverts sont ci-après déclinés :

- L'éducation : L'éducation pour tous n'est pas une réalité au niveau de l'Union, les enfants en âge d'aller à l'école n'y vont pas soit par manque d'infrastructures, soit à cause de la distance, soit par l'ignorance de leurs parents ; la qualité de l'enseignement reste à désirer avec de grands effectifs au niveau de l'enseignement supérieur (125 étudiants par enseignant pour des normes internationales fixées par l'UNESCO à 25 étudiants par enseignant). L'UEMOA s'est engagée à appuyer les Etats dans l'élaboration et la mise en œuvre de réformes de l'enseignement supérieur[387], notamment l'introduction du système LMD[388] dans les universités.
- La protection de la jeunesse : l'Afrique a la population de jeune la plus importante au monde et celle qui augmente le plus rapidement, plus de 20% de la population africaine a aujourd'hui entre 15 et 24 ans d'où la question du chômage et de l'immigration car trois (3) personnes sur cinq (5) en Afrique sont des jeunes.
- La protection et la promotion de la femme : Les femmes représentent 51% de la population totale de l'Union. Elles sont cependant les moins alphabétisées et les moins scolarisées surtout en milieu rural ayant très peu d'opportunités de s'instruire. L'UEMOA encourage les Etats Membres à adopter des politiques respectueuses du genre[389] afin d'améliorer la condition juridique, économique et sociale des femmes qui sont trop souvent victimes de toutes sortes de discriminations et de violences. L'objectif recherché est d'accroître leur participation au développement et à la gestion des affaires publiques.

[387] La mise en œuvre du système LMD l'UEMOA a mis en place un projet dont le montant global s'élève à 5. 851 260 300f .Cfa, soit un peu moins de six milliards CFA, pour une durée de trois ans. Le financement s'inscrit dans le cadre de la convention de partenariat entre L'UEMOA et l'UNESCO, qui établit les conditions générales d'exécution du projet d'appui au développement des technologies de l'information et de la communication (tic) pour le renforcement des capacités de mise en œuvre de la Réforme (LMD) dans les institutions d'enseignement supérieur de l'espace UEMOA.

[388] Cf. Directive n°03/2007/cm/UEMOA du 04 juillet 2007 Portant adoption du système licence, master, doctorat (LMD) Dans les universités et établissements d'enseignement Supérieur au sein de L'UEMOA

[389] Cf. Recommandation N° 03/99/CM/UEMOA relative à la mise en œuvre d'actions communes en matière de promotion et de renforcement du rôle de la femme dans l'UEMOA

- La santé : La couverture sanitaire est insuffisante en termes d'accès aux soins de qualité et des infrastructures sanitaires opérationnelles, les coûts élevés, pour les populations pauvres, des produits pharmaceutiques, l'accès aux soins de santé de base est très limité en milieu rural et le taux de mortalité maternelle reste élevé remettant ainsi en cause le droit à la santé pour tous. L'UEMOA participe à la réalisation d'infrastructures sanitaires et incite les Etats à réduire les coûts de santé, voire à la gratuité des soins[390]. Dans la plupart des Etats la gratuité des soins pour les enfants de moins de cinq ans est déjà admise ; tout comme celle de la césarienne.
- L'environnement et l'énergie : La lutte contre la désertification, la protection des ressources naturelles et de la biodiversité, l'amélioration de l'environnement en milieu rural, l'exploitation des énergies renouvelables, la lutte contre l'érosion côtière, constituent les grands axes de la politique de l'UEMOA[391].

Enfin, il convient de préciser que la population, en grande partie agricole, est très pauvre[392], le droit au développement reste et demeure une quête permanente.

La coopération sous régionale a pour objet de compenser les carences de l'Etat-Nation pour assurer le développement économique et social et le mieux-être des peuples. Ce qui est certain c'est que depuis le début des années 2000 les pays membres de l'UEMOA se sont lancés dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de réduction de la pauvreté ; ce qui, à l'évidence, prouve que l'UEMOA a été incapable de prendre en charge les préoccupations de ces Etats.

Une politique commune de lutte contre la pauvreté aurait dû être adoptée si l'on se réfère à la nature économique et monétaire de l'Union. Cela n'a pas été le cas. En l'absence d'un document communautaire de référence, nous ne pouvons que recourir aux actes pris par les Etats eux-mêmes afin de situer l'impact de leurs niveaux de développement respectifs sur les droits humains. Les stratégies étatiques de réduction de la pauvreté constituent, en l'occurrence, nos sources d'appréciation pays par pays. Mais, auparavant, il convient de cerner le concept de pauvreté.

---

[390] Cf. note simplifié, « *Projet d'appui à l'extension de la couverture du risque maladie dans les pays membres de l'UEMOA* »

[391] Cf. Acte additionnel n°2008/CCEG/UEMOA du 17 janvier 2008, portant adoption de la politique commune d'amélioration de l'environnement de l'UEMOA.

[392] Les trois repas du jour restant un luxe pour beaucoup de familles, 60% de la population vit sous le seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour.

Il n'existe pas de définition unique et universelle de la pauvreté. Mais, depuis la Conférence de Vienne de 1993[393], il existe en effet un consensus au niveau de la communauté internationale pour qualifier la pauvreté comme un état de déni des droits de l'homme un état de dénuement individuel ou collectif qui place l'homme dans une situation de manque ou d'insatisfaction de ses besoins vitaux essentiels[394].

Lorsqu'on définit la pauvreté comme étant une atteinte aux droits de l'homme, on va au-delà des droits économiques, sociaux et culturels. A partir du moment où l'on admet l'indivisibilité desdits droits, la pauvreté n'est pas simplement le déni d'accès à l'école. « En effet, on peut aller à l'école et être pauvre, on peut être soigné et demeurer pauvre, tout comme on peut avoir un toit et continuer à végéter dans la misère. Dans le même ordre d'idées, on peut jouir de certains droits civils et politiques et rester pauvre »[395].

C'est le Comité des Nations unies sur les droits de l'homme qui propose, dans cette optique, la définition la plus opérationnelle permettant de travailler sur la pauvreté comme un champ appartenant aux droits de l'homme. Pour lui, la pauvreté est « une condition humaine caractérisée par une privation soutenue ou chronique de ressources, de capacités, de choix, de la sécurité et du pouvoir nécessaire à la jouissance d'un niveau de vie adéquat et nécessaire à la jouissance d'autres droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux »[396].

L'idée essentielle qui sous-tend l'adoption par les Nations Unies de cette approche de la pauvreté, fondée sur les droits de l'homme, est que les politiques et institutions de lutte contre ce fléau devraient se réclamer expressément des normes et valeurs énoncées dans le droit international relatif aux droits humains.

Cette approche fondée sur les droits de l'homme fournit un cadre normatif explicite et contraignant (celui des prescriptions relatives aux droits humains) à la lutte contre la pauvreté, notamment en ce qui concerne la formulation des politiques nationales et internationales.

---

[393] La Conférence mondiale sur les droits de l'homme s'est tenue sous l'égide de l'ONU à Vienne en Autriche du 14 au 25 juin 1993. C'était la première conférence sur les droits de l'homme qui s'est tenu depuis la fin de la guerre froide. Le résultat principal de la conférence fut la Déclaration et programme d'action de Vienne.

[394] Cf. points 14 et 25 de l'*« déclaration et programme d'action de vienne »,* AG/NU, conférence mondiale sur les droits de l'homme, A/CONF.157/23, 12 juillet 1993

[395] Pierre SANE : *Etre protégé de la pauvreté est un droit de l'homme ; in documentation du colloque de l'UNESCO,* Ouagadougou 2005, p. 2

[396] Cité d'après l'ouvrage *« La voix des pauvres, vol. I, publié par la Banque mondiale en 2001 sous la direction de DeepaNarayan.Deepa Narayan*.

Ainsi, « les obligations auxquelles donnent naissance les droits de l'homme s'articulent autour d'un triple devoir : devoir de respecter, de protéger et de mettre en œuvre. Le devoir de respecter impose de ne pas porter atteinte, directement ou indirectement, à la jouissance d'un droit fondamental quel qu'il soit. Le devoir de protéger impose de prendre des mesures pour empêcher des tiers de violer l'un quelconque de ces droits. Le devoir de mettre en œuvre impose de prendre des mesures d'ordre législatif et administratif et d'autres mesures appropriées visant à la pleine réalisation des droits de l'homme. »[397]

Les différentes dimensions de la pauvreté se renforcent mutuellement au niveau des individus, empêchant ceux-ci de sortir par eux-mêmes de la pauvreté. Ils risquent ainsi d'être maintenus dans la « trappe à pauvreté » en l'absence d'appuis exogènes, notamment de la part des pouvoirs publics, des partenaires ou des organisations non gouvernementales. Par exemple, les personnes malades ou affamées ne peuvent pas travailler convenablement et leurs revenus sont faibles.

En conséquence, les pauvres laissés à eux seuls ne peuvent pas satisfaire leurs besoins essentiels en termes d'alimentation, de santé et d'éducation. En outre, leurs niveaux d'instruction faibles ne leur permettent pas d'accéder à des emplois rémunérateurs, du fait de leur faible qualification. Par ailleurs, leur participation aux processus de prise de décision est marginale.

En somme, la pauvreté résulte d'un processus qui commence par des facteurs économiques (manque de ressources, de capital, de capacité.), elle prend ensuite une dimension sociale (amenuisement du tissu social, isolement, exclusion) et débouche sur des aspects politiques et psychologiques (désespoir, privation).

L'état de pauvreté engendre des effets multiformes au niveau individuel ou collectif. Ainsi, il ressort des opinions recueillies lors de l'enquête participative sur la pauvreté [398]que :

- la pauvreté exacerbe les inégalités d'accès aux opportunités et aux acquis des interventions. En effet, en raison de leur état de dénuement, les pauvres ne disposent pas du minimum pour accéder à certains services qui leur permettraient de sortir de la pauvreté (éducation, santé, services financiers, eau potable…) ;

---

[397] Haut -Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : *les stratégies de lutte contre la pauvreté sous l'angle des droits de l'homme Projet de directives) ; in HR/PUB 2002/5 ; Genève, p.3*

[398] Cette étude fournit des informations sur la perception de la pauvreté par les populations, l'évolution de la situation au cours des dernières années, les stratégies utilisées pour sortir de la pauvreté ainsi que les incidences des activités mises en œuvre dans le cadre des stratégies de réduction de la pauvreté.

- la pauvreté détruit l'intégrité des familles, ménages ou communautés et suscite la déviance. L'état de pauvreté du chef de ménage entraîne une perte d'autorité de celui-ci sur les autres membres ;
- la pauvreté entraîne des sévices psychologiques : elle engendre non seulement l'humiliation, le manque de fierté, mais surtout un certain scepticisme, le désespoir et l'inertie.

Il ressort de tout ce qui précède que malgré les acquis, le nombre des pauvres demeure encore important et les inégalités entre non pauvres et pauvres se creusent davantage. Les stratégies adoptées par les Etats de l'UEMOA s'appuient sur les éléments de définition ci-dessus évoqués.

Les droits humains, au regard de la situation politique et socio-économique particulière des Etats Membres de l'UEMOA, souffrent de pesanteurs diverses telles que l'insécurité dans toutes ses dimensions (physique, matérielle, juridique), l'instabilité politique et l'ignorance (taux d'analphabétisme très élevé dans l'ensemble de la zone UEMOA).

La coopération internationale inscrite dans le contexte de la mondialisation est alors perçue comme une voie de salut. Il s'agit de renforcer, de consolider et d'accélérer, mais sans précipitation, le processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest[399] à travers l'UEMOA (qui doit progressivement s'élargir aux autres Etats de la CEDEAO), afin qu'à terme, la CEDEAO serve de creuset à cette intégration avec des pôles alternatifs de développement comme le Ghana et le Nigeria.

Il s'agit également de prendre toutes les dispositions pertinentes en matière de réformes économiques, de formation et d'information, afin de poursuivre les réformes en cours[400], mieux tirer parti des opportunités offertes par la mondialisation en ce qui concerne les investissements directs étrangers et l'ouverture des marchés à l'exportation.

Ci-joint le tableau du niveau d'efficacité des politiques sectorielles de l'UEMOA qui laisse transparaître une réelle inefficacité de celles-ci[401] :

[399] La création en janvier 1994 de l'UEMOA, qui a coïncidé avec la dévaluation du franc CFA, s'est très largement inspirée des principes de l'Union européenne. Plus qu'une simple union douanière, l'UEMOA vise la convergence des politiques économiques et une véritable intégration des économies des pays membres. L'UEMOA a constitué un puissant levier de changement et de modernisation.

[400] Il s'agira de consolider le dispositif de surveillance multilatérale, passer à l'étape de marché commun, créer une zone monétaire unique en Afrique de l'ouest

[401] Cf. Rapport 2010 de la Commission, p.13

Niveau d'efficacité (perçue) des politiques sectorielles

Classé par ordre décroissant de la note moyenne

	Comm	Etats	SC	PTF	Moy	Nr
La Surveillance Multilatérale	3,09	3,17	N/A	N/A	3,13	164
Union douanière (règles d'origine, tarif ext. Commun,etc.)	3,13	3,08	N/A	N/A	3,11	160
L'harmonisation des fiscalités intérieures	2,73	2,91	N/A	2,86	2,82	155
L'harmonisation et la réduction des barrières tarifaires et non-tarifaires	2,47	2,67	N/A	N/A	2,58	160
Enseignement Supérieur, recherche scientifique et formation professionnelle	2,89	2,81	2,93	2,4	2,88	224
Programme économique Régional (PER)	2,87	2,97	2,87	1,67	2,86	189
Promotion des femmes opératrices économiques	2,59	2,68	2,7	2,33	2,67	186
Coopération et échanges culturels	2,51	2,66	2,87	2,5	2,65	158
La Politique Agricole de l'Union (PAU)	2,59	2,59	2,77	2,17	2,62	192
Les programmes de réhabilitation des routes et chemins de fer	2,61	2,64	2,54	2,5	2,62	221
Scolarisation des filles en zone transfrontalière	2,26	2,77	2,77	2	2,56	172
Les programmes de facilitation du transport terrestre, maritime et aérien	2,48	2,66	2,47	2,4	2,52	222
Les politiques et programmes environnementaux	2,32	2,67	2,51	1,83	2,46	198
La politique industrielle commune (PIC)	2,53	2,47	2,39	1,67	2,45	178
Santé	2,22	2,61	2,34	2	2,37	198
La politique minière commune (PMC)	2,25	2,33	2,41	1,67	2,3	168
Cadres législatifs et réglementaires en matière de télécommunications	2,03	2,39	2,37	1	2,21	212
La politique energétique commune (PEC)	2,09	2,19	2,21	1,29	2,11	218
Les actions visant à favoriser l'accès à la terre	1,94	1,98	2,15	1,67	2,01	183

Légende

Comm:	Personnel de la commission	NR	Nombre de représentants
Etats:	Représentants des Etats membres	Perception Favorable	3,00 - 4,00
SC:	Représentants de la Société Civile	Perception Mitigée	2,00 - 2,99
PTF:	Représentants des partenaires techniques et financiers	Perception défavorable	1,00 - 1,99
Moy:	Moyenne		

Sources : UEMOA (2010)

Les obstacles à l'intégration sont et demeurent multiples, notamment : la multiplicité des organisations intergouvernementales, les divergences d'interprétation conduisant à des engagements disparates sur certaines réformes, l'insuffisance de l'implication des populations, la marginalisation croissante des économies africaines face aux barrières à l'entrée des marchés des pays industrialisés.

Pour s'en convaincre, il importe de jeter un regard sur la situation socio-économique des Etats membres telle qu'elle ressort des « stratégies de réduction de la pauvreté » qu'ils ont élaborées. Nous avons choisi de nous intéresser, en guise d'exemples, à quatre pays membres (sur huit) de l'UEMOA, à savoir deux Etats ayant une façade maritime (la Cote d'Ivoire et le Togo) et deux Etats enclavés (le Mali et le Niger).

A. La République de Côte d'ivoire : la stratégie pour la réduction de la pauvreté – intérimaire vue sous l'angle des droits de l'homme

Pour la Côte d'Ivoire, le Gouvernement s'est engagé dans le processus DSRP[402] (Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté) en posant plusieurs actes. D'abord, le Gouvernement a participé au sommet de Libreville en janvier 2000, puis aux rencontres qui ont suivi (Abidjan en mars 2000, Yamoussoukro en juin 2000). Ensuite, il a mis en place dès juillet 2000, puis confirmé en février 2001, le cadre institutionnel de pilotage du DSRP, sous l'autorité du Premier Ministre, Ministre de la Planification du Développement et Chef du Gouvernement. Le 28 Mai 2001, le Premier Ministre présentait la Déclaration du Gouvernement au cours d'un atelier de lancement, à Abidjan qui a vu la participation de 120 personnes provenant de l'ensemble des composantes de la population (administration, secteur privé, société civile, parlementaires, forces de sécurité…), et des partenaires au développement

Le Gouvernement ivoirien s'est engagé dans le processus DSRP pour trois raisons essentielles : d'abord, c'est une opportunité offerte aux pays de formuler son programme de développement en mettant l'accent sur le problème majeur qui est la pauvreté ; ensuite, c'est un processus participatif qui prend en compte l'aspiration des populations ; et enfin, c'est une initiative à laquelle tous les partenaires nationaux et internationaux adhèrent, multipliant ainsi les chances de succès.

La Côte d'Ivoire à l'instar de nombreux pays africains subsahariens a fait de la Lutte contre la pauvreté une préoccupation majeure de son programme de développement.

Depuis juin 1997, elle dispose d'un Programme de Lutte contre la Pauvreté. Avec l'avènement de la deuxième République, le 24 octobre 2000, le Gouvernement est déterminé à approfondir la question de la réduction de la pauvreté pour en faire un axe prioritaire de son programme économique et social.

Le constat est qu'après plusieurs décennies d'indépendance et malgré de nombreux plans et programmes de développement la pauvreté n'a pu être combattue efficacement et dans de nombreux cas, elle s'est accrue.

---

[402] Selon le site du FMI, les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) sont « établis par les gouvernements des pays à faible revenu selon un processus participatif dans lequel s'impliquent à la fois les parties prenantes au niveau national et les partenaires extérieurs du développement, dont le FMI et la Banque mondiale. Le DSRP décrit les politiques et les programmes macroéconomiques, structurels et sociaux qu'un pays mettra en œuvre pendant plusieurs années pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté; il expose aussi les besoins de financement extérieur et les sources de financement connexes

C'est pourquoi, déjà, en 1995 à Copenhague au Sommet Mondial sur le Développement Social, puis en septembre 1999, les Assemblées Annuelles du FMI et de la Banque Mondiale, la communauté internationale (Nations Unies, Autres multilatéraux et bilatéraux) a approuvé le principe d'adopter un nouveau cadre de formulation des programmes de développement mettant l'accent sur la réduction de la pauvreté, dit Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)[403]. Ce cadre est présenté dans un document dit Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui comprend :

- la situation de la pauvreté (perceptions, profil et politiques) ;

- la définition d'une stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) ;

- un cadre macro-économique fiable qui assure la croissance économique ;

- un paquet d'activités de réduction de la pauvreté (annexe) ;

- un agenda pour le DSRP final et l'approche participative ;

- le mécanisme de suivi-évaluation.

Ce document est le fruit de plusieurs consultations des populations sur le terrain selon une approche participative, de l'exploitation des travaux, d'études, des résultats de travaux de consultants pour des études spécifiques, de l'évaluation des programmes en cours, et de l'exploitation des options du programme présidentiel. Il tient à la fois compte des options de politique économique et sociale du Gouvernement, et des aspirations des populations, mais aussi des contraintes liées à l'environnement national et international.

La situation de la pauvreté se présente ainsi qu'il suit :

Les Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages (ECVM) réalisées par l'INS, ont permis d'établir que sur la base du seuil de pauvreté respectivement à 75.000 francs [404]par an et par tête en 1985, 101.340 en 1993, 144.800 en 1995 et 162.800 en 1998, le taux de pauvreté qui était de 10% en 1985 est passé à 32,3% en 1993,puis à 36,8% en 1995 pour s'établir à 33,6% en 1998.

[403] Certains pays de l'UEMOA ont adopté ce type de document en tant que référence unique en matière d'orientation pour le développement, ouvre des perspectives fort prometteuses.

[404] Il s'agit de francs CFA. Un Euro équivaut à 655,9696F96 F.CFA.

La pauvreté est inégalement répartie du point de vue spatial. Son ampleur est plus marquée dans les milieux ruraux[405] que dans les milieux urbains[406]. Toutefois, le phénomène s'est rapidement développé dans ces derniers milieux en passant d'environ 5% en 1985 à 19% en 1993. Cette tendance observée dans les milieux urbains, est plus marquée à Abidjan. En effet, le ratio de pauvreté est passé à Abidjan de 0,7% en 1985 à 5,1% en 1993, puis à 20,2% en 1995 avant de tomber à11, 1% en 1998[407].

L'extrême pauvreté représente encore 10% de la population surtout dans les villages des régions de la Savane rurale (21,6%) et de la Forêt Est (15,1%). La Savane Rurale contribue à l'extrême pauvreté nationale de 40% en 1998 contre 33% en 1993 et 27% en 1995. A Abidjan, l'extrême pauvreté représente 0,9% en 1998, contre 3,8% en 1995 et 0,7% en 1993. Dans les autres villes le niveau d'extrême pauvreté est de 8,3% en 1998, contre 4% en 1995 et 8,6% en 1993.

L'amplification des inégalités de revenus : En 1998, les 10% les plus riches cumulent un niveau de revenu total 12,4 fois supérieur à celui des 10% les plus pauvres contre 9,1 en 1993 et 8,8 en 1995. Les 50% les plus pauvres cumulent au total moins du quart des revenus totaux nationaux et les 80% les plus pauvres, cumulent seulement 52% des revenus totaux. En 1998, les 20% les plus riches détiennent 48% du revenu total estimé. Entre 1995 et 1998, malgré une amélioration du niveau des revenus de 11,5%, leur distribution est devenue plus inégalitaire.

Selon les résultats de l'enquête sur les conditions de vie des ménages de 1998[408], les groupes socio-économiques les plus touchés par cette pauvreté sont :

• la moitié des agriculteurs pratiquant les cultures de produits vivriers ;

• 45% des ménages d'agriculteurs de produits d'exportation ;

• le tiers des ménages d'employés agricoles ;

• le quart des employés du secteur informel ;

• près de 30% des indépendants du secteur privé informel ;

• plus de 50% des pauvres sont des femmes.

---

[405] 42% en 1993, 46% en 1995 et 42% en 1998

[406] 19,3% en 1993, 24% en 1995 et 23% en 1998

[407] Ces données ne prennent pas compte de la situation durant et après la crise

[408] C'est la deuxième enquête sur les conditions de vie des ménages réalisé en Côte d'Ivoire. La série est composée de : 1. EPAM 85 à 88 (Enquête permanente auprès des Ménages de 1985 à 1988) ; 2. DSA 93 (Enquête Prioritaire sur les Dimensions Sociales de l'Ajustement Structurelle de 1993) et 3. ENV95 (Enquête sur le Niveau de Vie des Ménages de Côte d'Ivoire 1995). Voir le site de l'Institut National dela Statistique de Côte d'ivoir : http://www.ins.ci/nada/index.php/catalog/54/overview

Les actions engagées par le gouvernement depuis plusieurs années ne semblent pas avoir produit les effets escomptés permettant de réduire la précarité des conditions de vie des populations surtout dans les villes de l'intérieur et dans certaines zones rurales comme en Savane Rurale.

Les limites des politiques publiques semblent être liées, à la faible utilisation des approches participatives dans les différents programmes, à l'insuffisance de ciblage des catégories et des régions[409].

En 1994, la dévaluation du Franc CFA et l'inflation mécanique qui en a résulté, ont conduit à une érosion du pouvoir d'achat. Face à cette situation, le Gouvernement a préparé et adopté selon une approche participative un Programme de Lutte contre la Pauvreté en juin 1997 (PNLP) piloté par le Ministère de la Planification du Développement. Une Cellule de Lutte contre la Pauvreté a été mise en place au sein de ce Ministère pour travailler avec la Direction du Plan pour le suivi et la Coordination. En 1993, c'est également déroulé le processus de réflexions prospectives « Côte d'Ivoire 2025 » selon une approche participative.

Les objectifs du PNLP sont : renforcer et consolider la croissance économique ; réduire la proportion des ménages vivant en-dessous du seuil de pauvreté de 36,8% en 1995 à moins de 25% en 2002 ; améliorer le pouvoir d'achat des populations ; renforcer les capacités institutionnelles au niveau national, régional et local dans la formulation et la mise en œuvre des politiques économiques et sociales.

Quant aux stratégies de réduction engagées :

Au niveau central et décentralisé, il s'agit de : mener des actions en faveur des populations défavorisées par un meilleur ciblage des mesures, des investissements et des interventions ; redéfinir le rôle des autorités décentralisées afin qu'elles puissent assurer la mise en œuvre au plan local d'un programme de développement économique et social ; créer un partenariat plus fécond entre les autorités locales, les ONG, le secteur privé, la société civile et les pouvoirs publics ; poursuivre la politique de rééquilibrage interrégional ; accélérer le processus de décentralisation ; rendre opérationnelles les structures de participation des populations dans les prises de décisions. De façon spécifique, les volets visés sont le bien-être social, le développement des ressources humaines et la maîtrise de la croissance démographique à travers des actions dans les domaines suivants : population ; éducation - alphabétisation ; santé et VIH/SIDA ; emploi et activités génératrices de revenus; femmes et famille ; jeunes et enfants ; logement et cadre de vie (habitat, hydraulique, électrification rurale, pistes, assainissement, environnement); et agriculture et alimentation.

[409] *L'UEMOA 15 ans après : 2136 PRODUITS INDUSTRIELS FABRIQUES PAR 489 ENTREPRISES,* par Théodore Kouadio

C'est ainsi que dans le domaine de l'éducation, le Plan National Education/Formation (PNDEF) s'est fixé comme objectifs de : relever le taux brut de scolarisation (TBS) de 72% en 1997/1998 à 77% en 2000/2001 et augmenter les taux nets de scolarisation primaire de 51% en 1996 à 55% en 2000, par l'accroissement des allocations budgétaires et le ciblage des programmes de construction de classes ; améliorer la scolarisation des enfants et particulièrement des filles ; améliorer la qualité de l'enseignement et accroître le taux d'alphabétisation de 43 % en 1996 à 48 % en 2000[410]. Le bilan physique et le niveau de réalisation budgétaire de ces objectifs à fin décembre 2000 est le suivant :

- Le Taux Brut de Scolarisation en 99/ 2000 est estimé à 73,4%. Le taux net de scolarisation des filles est de 44,3% contre 53% chez les garçons. En milieu rural ces taux sont respectivement de 34,1% chez les filles et 43,5% chez les garçons. L'effectif des filles scolarisées a augmenté de 3,6% entre 99 et 2000 contre 2,9% chez les garçons. Sur la période 1998-2000, sur un objectif de 2602 classes, 1082 classes ont été réalisées soit un taux de réalisation de 41,6%. Sur la même période, 3267 puis 2407 enseignants ont été recrutés sur les deux années scolaires. Cependant, il persiste un déficit en juin 2001 de 1778 enseignants.
- Le taux d'alphabétisation est encore faible avec 49,8%. Chez les pauvres ce taux est 39% et 55,6% chez les non pauvres en 1998. Chez les femmes, la proportion des alphabétisées est de 36,8% contre 63,3% chez les hommes. Les actions de réduction des coûts pour l'accessibilité ont visé les cantines scolaires et le matériel didactique et pédagogique, notamment les manuels scolaires. Ainsi, le nombre de cantines scolaires est passé de 2412 en 1999 à 2566 en 2000 soit une hausse de 6,4%. En 1999, 1134000 manuels scolaires ont été acquis dont 823000 distribués aux élèves de 62 sous-préfectures les plus démunies.
- Les taux de réussite aux examens permettent d'apprécier la qualité de l'enseignement : CEPE : 35% en 98/99 à 54,4% en 99/2000 ; BEPC : 24,5% à 26,3% ; BAC : 30,1% à 36,6%.

Un objectif de 5% des dépenses d'éducation par rapport au PIB était fixé pour 2000, et 45% des dépenses d'éducation primaires dans l'ensemble des dépenses d'éducation.[411] En termes de dotation, le taux de 4,5% a été retenu compte tenu des difficultés financières de l'Etat. Les dotations ont diminué, passant de 345,5 Mds CFA en 1999 à 296,4 Mds CFA en 2000. Le niveau d'ordonnancement des dépenses d'éducation à fin décembre 2000 a été de 285 Mds CFA et la part exécutée sur ressources propres a représenté 4,3% du PIB contre 4,5% envisagé.

---

[410] *L'UEMOA 15 ans après : 2136 PRODUITS INDUSTRIELS FABRIQUES PAR 489 ENTREPRISES*, par Théodore Kouadio

[411] *L'UEMOA 15 ans après : 2136 PRODUITS INDUSTRIELS FABRIQUES PAR 489 ENTREPRISES,* par Théodore Kouadio

Dans le domaine de la santé :

Le programme de santé s'est déroulé à travers le Programme National de Développement Sanitaire[412] (PNDS 1996 –2005) avec les objectifs suivants : (i) améliorer la couverture, la qualité et l'utilisation des services de santé ; (ii) augmenter le taux de vaccination infantile à 80% en 2000 contre 60% en 1996 ; (iii) lutter contre le Sida ; (iv) baisser l'Indice Synthétique de Fécondité de 5,7 en 1994 à 4,5 en 2015 ; et (v) augmenter la prévalence contraceptive moderne de 4% en 1994 à 10% en 2000.

Les niveaux de réalisation de ces objectifs à fin décembre 2000 sont les suivants :

- Couverture sanitaire et Accessibilité aux services et soins de santé :

Dans le but d'atteindre un ratio de un (1) établissement sanitaire pour 10.000 habitants, le Programme National de Développement Sanitaire (PNDS) visait l'ouverture de 80 établissements sanitaires par an, dont 35 dispensaires et 45 maternités. Sur la période 1998-2000, ce sont 66 dispensaires et 54 maternités qui ont été ouverts, par rapport à un objectif de 80 établissements sanitaires (35 dispensaires et 45 maternités), soit un taux de réalisation de 50%.

Sur la même période, 85 infirmiers et 35 sages-femmes ont été recrutés et affectés. La proportion (en valeur) des médicaments génériques dans le secteur public est en hausse avec 62,2% en décembre 2000 contre 58,1% pour toute l'année 1999. L'indicateur de performance déterminé par la PSP qui rend compte de sa capacité à satisfaire la demande des formations sanitaires désignées (en termes d'indice de livraison) a atteint un niveau de 90% pour le médicament et 95% pour le consommable pharmaceutique. Il faut noter que 54% de la population vit dans une localité disposant d'une formation sanitaire, 14% vivent à moins de 5 km et 32% à plus de 5 km. La lutte contre le SIDA intègre trois stratégies qui sont la sensibilisation (prévention), la sécurisation du sang et la prise en charge thérapeutique. En ce qui concerne la prévention, au niveau national, 20 millions de préservatifs ont été vendus en 2000 contre 23 millions en 1999[413]. La prévention chez les femmes libres (prostituées) comporte des activités de promotion de l'utilisation du préservatif, de sensibilisation et de prise en charge des MST (Maladies Sexuellement Transmissibles).

---

[412] Ce PNDS se focalise sur l'état de santé et le bien-être des populations. Il prévoit la mise en adéquation de l'offre des prestations sanitaires et des besoins essentiels de celles-ci c'est-à-dire, réduire la morbidité et la mortalité liées aux grands problèmes de santé, améliorer l'efficacité globale du système et la qualité des prestations sanitaires. Il vise l'amélioration de l'accessibilité aux services sanitaires, la promotion des soins de santé primaires par le PMA, l'amélioration de la gestion, l'amélioration de la multisectorialité et du partenariat, le développement et l'utilisation optimale des ressources humaines, la promotion de la recherche. Mais ces actions engagées par l'État ivoirien dans le cadre du programme national de développement sanitaire se sont vues sérieusement contrariées par la guerre qui, par ailleurs, a occasionné une réduction des ressources publiques et une limitation de celles allouées à la santé à seulement 7 % du budget national.

[413] *Rapport sur la santé dans la région Africaine, OMS (Organisation Mondiale de la Santé)-Bureau régional de l'Afrique*

Au 31 décembre 2000, la sécurisation du sang était totale sur l'ensemble du territoire avec quatre (4) centres de transfusion sanguine dont dépendent les dépôts de sang dans les structures hospitalières. En matière de prise en charge du VIH/SIDA, des sessions de formations du personnel médical et paramédical ont été organisées dans ce sens.

L'augmentation des dépenses de santé dans le PIB était donc incontournable. Elle devait atteindre 1,1% du PIB en 2000. La part des dépenses de santé primaire devait également croître de 33% en 1996 à 39% en 2000. En 2000, le montant du budget en ressources propres du secteur Santé s'élève à 72,5 milliards contre 88,3 milliards en 1999, soit une baisse de 22%. Au 31 décembre 2000, les montants ordonnancés s'élèvent à 62,8 milliards de FCFA, en partie financés sur ressources propres soit 0,9% du PIB.

En ce qui concerne le volet population et contraception :

Dans le cadre de la Politique Nationale de Population adoptée en juin 1997 et du PNDS, en matière de prévalence contraceptive, deux objectifs ont été retenus. Il s'agit de : sensibiliser les populations à travers la vente de cycles contraceptifs ; et d'assurer l'ouverture de services de la Santé de la Reproduction/Planning Familial (SR/PF). Le nombre de cycles contraceptifs vendu a progressé entre 1999 et 2000 passant de 367.128 à 381.411. La Côte d'Ivoire dispose actuellement de 250 centres de santé qui proposent des services de SR/PF. La couverture nationale est de 33,13%. En 2000, le ratio est de un centre dispensant des activités de SR/PF pour 6.627 femmes en âge de procréer.

En matière d'emploi et de formation professionnelle :

Le plan national de l'emploi adopté en 1995 par le Gouvernement avait pour objectifs : le redéploiement des effectifs de l'Administration, la révision du Code du Travail, le renforcement du rôle des nouvelles institutions publiques du marché du travail, la réorganisation du secteur informel et des secteurs prioritaires (agriculture – manufacturier – les petites et moyennes entreprises et petites et moyennes industries nationales, etc.).

Il ressort de l'examen du Plan National de l'Emploi qu'au niveau du marché du travail : le marché du travail se caractérise par une structure de l'emploi comprenant le secteur agricole traditionnel, les salariés (publics et privés) et le secteur informel.

Selon les informations de l'INS (1998), le taux de chômage en 1998 est estimé à 4,6% de la population active, dont 16,8% pour Abidjan. Ce taux de chômage cache un sous-emploi très élevé notamment dans les secteurs agricole traditionnel et de l'informel. [414]

[414] *Rapport sur la santé dans la région Africaine, OMS (Organisation Mondiale de la Santé)-Bureau régional de l'Afrique.*

La caractéristique de l'emploi, est une faible qualification (25% des emplois), une forte féminisation des emplois informels, un faible niveau de salariés (8% des emplois).La révision du Code du Travail a introduit une flexibilité du marché du travail. L'emploi précaire s'est malheureusement développé. Sur les actifs de 18 ans et plus seulement 7,6% ont une qualification professionnelle. Les actifs ayant atteint le cycle universitaire sont essentiellement des travailleurs de l'administration publique et du secteur moderne.

Dans le secteur des Infrastructures de base :

- Hydraulique villageoise et urbaine :

L'objectif en ce qui concerne l'hydraulique villageoise portait sur l'augmentation du nombre de localités desservies, avec la création de 5000 nouveaux points d'eau en milieu rural d'ici l'an 2000. Le taux de couverture en hydraulique villageoise devait passer de 75% en 1997 à 85% en 2000. Le bilan au 31 décembre 2000 indique la réalisation de 320 forages équipés de pompe à motricité humaine contre 1284 en 1999. En ce qui concerne l'hydraulique urbaine, l'objectif était d'atteindre un taux de couverture de 65% en l'an 2000 contre 57% en 1998. 95% de la population d'Abidjan a accès à l'eau potable contre 43,5% dans les autres villes.

- Pistes rurales et Electrification rurale

L'objectif en ce qui concerne les pistes rurales visait le désenclavement des zones rurales par l'entretien régulier et satisfaisant de 35.000 km par an en milieu rural. A fin décembre 2000, 10.649 km de pistes rurales ont été entretenues contre 10.096 km en 1999 et 9.767 km en 1998.

L'objectif pour l'électrification rurale visait l'accélération de la mise en œuvre du programme national avec 200 localités rurales électrifiées par an. Il s'agissait de porter le taux de couverture à 33 % en 2000 contre 23 % en 1997. Au 31 décembre 2000, ce sont 112 localités qui ont été électrifiées contre 93 en 1999. Sur la période 1998-2000, ce sont 282 villages qui ont été électrifiés, sur les 600 prévus ; soit un taux de réalisation de 47%. La proportion de ménages utilisant l'électricité comme principale source d'éclairage est de 42,8%. En milieu rural ce taux est de 14% contre 77% en milieu urbain et 87,5% à Abidjan[415].

[415] *Rapport sur la santé dans la région Africaine, OMS (Organisation Mondiale de la Santé)-Bureau régional de l'Afrique.*

- Logement :

Sur cette période 1986-2000, les efforts ont porté globalement sur la production d'environ 40.000 logements, 4500 lots de terrains urbains entièrement aménagés par le CTU, 15.000 lots de terrains urbains non aménagés dans le périmètre de la ville d'Abidjan. Malgré ces efforts, ces mesures se sont révélées insuffisantes face à la croissance rapide de la population urbaine (42,3% de la population) et le déficit en logement ne cesse de croître dans toutes les villes de la Côte d'Ivoire.

Au niveau du statut de l'occupation 53,8% des ménages sont propriétaires et 31,4% des locataires simples. Un ménage sur 3 n'a ni latrines, ni WC. Ce ratio est de 3/5 en milieu rural.

- Gestion des ordures ménagères :

La gestion des ordures ménagères constitue un problème majeur pour l'assainissement notamment en milieu urbain. Avec l'accroissement démographique et les difficultés financières de l'Etat, des dysfonctionnements sont apparus dans la gestion des ordures ménagères. Au niveau national seul 1 ménage sur 5 est dans un système de collecte des ordures ménagères. Les 3/5 jettent leurs ordures ménagères dans la nature. Le mode d'évacuation des eaux usées est précaire, 3 ménages sur 5 jettent les eaux usées dans la nature.

- En matière de décentralisation et de participation communautaire :

De 1994 à 1997, un certain nombre d'actions ont été menées dans le cadre de la régionalisation et de la décentralisation. Ces actions ont permis la création de nouvelles régions, communes, sous-préfectures et de nouveaux départements.

Toutefois, la décentralisation est encore limitée à la communalisation.

En vue d'en faire un instrument efficace de développement de la participation des populations dans l'administration locale et de renforcement de la démocratie, le gouvernement envisage son extension aux régions et aux zones rurales.

Il ressort de tout ce qui précède que malgré les acquis, le nombre des pauvres demeure encore important et les inégalités entre non pauvres et pauvres se creusent davantage.[416]

---

[416] Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA. Voir Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA

Aujourd'hui, les 10% les plus riches consomment 13 fois plus que les 10 % les plus pauvres. Plus de la moitié de la population est analphabète et 35% des enfants en âge d'être scolarisé ne fréquentent pas l'école. Le VIH/SIDA sape sérieusement et pernicieusement la base de l'économie, ébranle le système éducatif, de défense et de sécurité. En milieu rural, le pourcentage de ménages ayant accès à l'eau potable et à l'électrification demeure encore faible.

B. La République du Mali : La stratégie de réduction de la pauvreté et de croissance accélérée, vue sous l'angle des droits de l'homme [417]

Le Mali a pris pendant ces dernières années des mesures importantes pour instaurer le multipartisme politique, l'état de droit et un système économique orienté vers le marché. Ainsi, l'Etat dirigiste a-t-il progressivement fait place à un Etat dont le rôle économique a été redéfini et centré sur le développement des mécanismes de marché, permettant l'allocation efficace des ressources, le maintien des équilibres macroéconomiques et la réduction de la pauvreté de masse.

Le Gouvernement du Mali a intensifié les réformes qui ont porté notamment sur l'adoption, non sans difficultés, du programme de privatisation des entreprises publiques, la dévaluation du Franc CFA en 1994, de l'adhésion aux critères de convergence (des politiques économiques) de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de l'introduction des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Après une évaluation de la mise en œuvre de la première génération du CSLP (2002 - 2006), le Gouvernement a adopté, pour la période 2007 -2011, le document du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCRP), qui ambitionne d'atteindre un taux de croissance moyen annuel de 7%, en vue de réduire la pauvreté et d'accélérer les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Cette ambition est réaffirmée dans le Projet de Développement Economique et Social (PDES) du Président de la République, qui est l'expression de la volonté et de l'engagement politique d'opérationnaliser le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté[418].

[417] La situation du Mali ici décrite est antérieure aux événements tragiques que connaît ce pays depuis le mois de mars 2012 (Coup d'Etat du 22 mars 2012 et tentative de partition du pays par la rébellion touareg et les islamistes d'AL Qaeda.
[418] *STRATEGIE DE CROISSANCE ACCELEREE AU MALI SUR LA PERIODE 2008 -2012, mai 2008, p. 1*

Pour atteindre cet objectif de croissance, le Gouvernement entend faire du Mali une puissance agro - pastorale à travers : l'augmentation et la diversification de la production agricole, la promotion de la gestion rationnelle des ressources naturelles, le développement de la planification de la gestion durable du secteur, le développement des infrastructures pour assurer le désenclavement des zones de production, l'organisation des filières et le développement des aménagements hydro – agricoles[419].

L'ensemble de ces mesures sont consignées dans un document intitulé « Investir dans l'agriculture pour une croissance durable et soutenue sur la période 2008 -2012».

La mise en œuvre de cette stratégie se fera en adéquation avec la préservation des équilibres macroéconomiques, la modernisation de la gestion des finances publiques et l'accélération des réformes structurelles nécessaires à la consolidation de la croissance économique. La qualité de la gouvernance reste un gage du succès des politiques et programmes de développement. C'est à cet égard que le Gouvernement engagera le renouveau de l'action publique, qui tout en consolidant les actions déjà initiées, se matérialisera par l'intensification de la lutte contre la corruption, le renforcement de la justice et la consolidation du processus de décentralisation.

La mise en œuvre des mesures pour l'accélération de la croissance, avec comme levier l'amélioration de la production primaire et le renforcement de la sécurité alimentaire, permettra de réduire significativement la pauvreté notamment en milieu rural et d'entamer le décollage socio -économique du pays.

Au cours de la période récente, le Mali a mis en œuvre, avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), une série de programmes de réformes qui a permis : de réaliser un taux de croissance moyen de 5%, de contenir l'inflation à moins de 3% et de faire des progrès dans l'assainissement des finances publiques. Ces résultats lui ont permis d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) en 2003 et de bénéficier de l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM)[420] en 2006.

---

[419] *STRATEGIE DE CROISSANCE ACCELEREE AU MALI SUR LA PERIODE 2008 -2012, mai 2008, p. 2*

[420] Le FMI a adopté l'initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM) à la fin de 2005. Cette initiative donne effet à la proposition d'allégement lancée initialement en juin de cette année-là par le G-8, qui préconisait d'annuler la totalité des créances de trois institutions multilatérales — le FMI, l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale et le Fonds africain de développement (FAfD) — sur les pays qui ont atteint ou vont atteindre le point d'achèvement au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Voir http://www.imf.org/external/np/exr/mdri/fra/index.htm

Au cours de la période 1987-1993, la croissance au Mali a résulté principalement de l'accumulation des facteurs de production (3,5 %) avec une contribution relativement faible de la productivité (1,0 %)[421].

La période post-dévaluation du Franc CFA s'est caractérisée par une plus forte productivité (1,5 %) et une réduction du rôle des investissements publics et privés pour supporter la croissance. Les principaux déterminants de la progression de la productivité ont été : l'amélioration de la politique budgétaire, l'amélioration de l'allocation des ressources entre les secteurs publics et privé, la bonne pluviométrie et le développement du secteur financier.

La croissance économique observée après la dévaluation reflète le dynamisme du secteur secondaire tiré par les mines et celui du secteur tertiaire impulsé par les services, notamment le commerce, les télécommunications et les services financiers. Néanmoins, le secteur primaire reste la première composante de l'économie malienne (plus de 40% du PIB), malgré le ralentissement de sa croissance.

Le Mali a respecté l'ensemble des critères de convergence de l'UEMOA[422] à l'exception du taux de pression fiscale, qui reste en deçà de l'objectif de 17 % du PIB, et du solde du compte courant extérieur hors dons qui reflète la faible diversification de l'économie.

Ces résultats ont été obtenus dans un environnement international peu favorable, caractérisé notamment par la flambée des prix du pétrole et la baisse des cours du coton.

Le taux de croissance économique au Mali a été en moyenne, sur la période 2002 à 2006, supérieur au taux de croissance de 3% enregistré dans le reste de la zone UEMOA.

Nonobstant ces résultats appréciables, l'économie malienne présente des faiblesses persistantes relatives à la volatilité de la croissance économique reflétant sa vulnérabilité aux chocs exogènes et sa faible diversification.

[421] Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA

[422] ACTE ADDITIONNEL N° 04/99 du 8 décembre 1999 portant pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA.

En attendant les données officielles définitives sur l'année 2007, les estimations indiquent un net ralentissement de l'économie avec un taux de croissance inférieur à la prévision de 2007, dû principalement à la baisse de la production cotonnière et à l'évolution défavorable de l'environnement économique international caractérisé notamment par la flambée des prix du pétrole, des produits de première nécessité et la dépréciation du dollar par rapport à l'Euro.[423] Dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, la situation en 2006, avec 56 % des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (153.310 FCFA par an) est en amélioration par rapport à 2002 où le taux était de 64 %. La pauvreté demeure un phénomène essentiellement rural, et la disparité entre les régions du Mali est encore très forte. Des progrès restent à faire en matière de création d'emplois et d'activités génératrices de revenu.

Ceci souligne l'impératif d'aller vers une croissance forte, afin d'offrir des opportunités réelles aux populations pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. En dépit des progrès tangibles dans la réalisation des OMD, seuls deux OMD, l'accès à l'eau potable et le renversement de la tendance du VIH/SIDA, pourront être atteints à l'horizon 2015. Les chances d'atteinte des autres OMD restent très faibles, en l'absence d'un financement supplémentaire.

Des mesures nécessaires à l'accélération de la croissance ont été adoptées :

Le Mali ambitionne dans un scénario volontariste d'atteindre un taux moyen de croissance de 7% sur la période 2008-2012, avec pour objectif de produire davantage afin de distribuer équitablement les fruits de cette croissance, puis d'investir dans l'avenir et moderniser la société. L'objectif de croissance économique de 7% pour la période 2008 - 2012, tout en assurant le maintien de la stabilité macroéconomique et la poursuite des réformes structurelles, s'appuie sur l'amélioration de la gouvernance et le renouveau de l'action publique, le développement des secteurs productifs notamment l'agriculture, la poursuite du programme d'expansion des infrastructures de base, le développement du secteur privé, et l'accroissement de l'investissement dans les ressources humaines.[424]

---

[423] *Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.*
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

[424] *Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.*
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Voir Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

L'objectif de croissance sera atteint grâce à la relance des investissements publics et privés et à l'amélioration de l'efficacité économique. Les politiques mises en œuvre viseront à relever le taux des investissements publics financés sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales de 21,4 % en 2006 à 23,5 % en 2012.

Le Gouvernement compte orienter les investissements publics vers la réduction des contraintes au développement du secteur privé et améliorer ainsi le système d'incitation des investissements privés. Cela pour renforcer la tendance de la période 2002 -2006, marquée par d'énormes flux d'investissements publics et privés liés essentiellement à la construction de mines d'or, au développement de la téléphonie mobile, aux grands projets routiers, aux programmes immobiliers et aux programmes d'aménagements hydro -agricoles.

Les domaines de concentration des investissements publics concerneront prioritairement le développement rural et les infrastructures de base. Ainsi, la contribution des facteurs à la croissance sera portée à 4,5%. L'amélioration de la productivité des facteurs qui atteindra un niveau de 2,5%, grâce à la mise en œuvre des réformes structurelles et la poursuite d'une politique budgétaire saine et efficace ainsi que le développement des services et de l'environnement des affaires, constituera un élément essentiel de la stratégie de croissance. Le facteur travail bénéficiera d'une attention particulière à travers la poursuite de la politique d'éducation et de formation professionnelle.

La formation professionnelle, notamment des jeunes chercheurs d'emplois, est une des priorités du Gouvernement. Malgré les efforts engagés dans ce sens, il existe une inadéquation entre la formation de nombreux jeunes et les besoins du marché du travail. Pour corriger cette situation, le Gouvernement poursuivra avec vigueur une politique de formation professionnelle dans les filières comme le machinisme agricole, les BTP (électricité, peinture, maçonnerie, carrelage et plomberie), le tourisme et l'artisanat, les transports, les technologies de l'information et de la communication. [425]

La réalisation d'instituts de formation professionnelle dans les régions, ainsi que la mise en œuvre du programme national d'action pour l'emploi seront accélérées, afin de répondre aux besoins en main -d'œuvre qualifiée des secteurs où le Mali possède des avantages comparatifs.

---

[425] *Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.*
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

Le Gouvernement s'était engagé à maintenir les grands équilibres macroéconomiques et à continuer sa politique budgétaire prudentielle. La gestion macroéconomique sera renforcée à travers un mécanisme de suivi régulier des ré formes et un schéma de suivi rapproché de la mise en œuvre du CSCRP. La mise en œuvre du Schéma Directeur Statistique (SDS) sera accélérée pour mieux asseoir le pilotage des politiques économiques et sociales par l'amélioration des normes et des productions des statistiques courantes, la réalisation des enquêtes agricoles et d'autres enquêtes socio - économiques, le recensement général de la population et le développement institutionnel statistique indispensable pour attirer et retenir les cadres compétents.

La gestion des finances publiques sera améliorée dans le cadre du Plan d'Action Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques (PAGAM -GFP) en vue de passer à une gestion axée sur les résultats. Le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) global ainsi que les Cadres de Dépense s à Moyen Terme (CDMT) sectoriels seront élaborés annuellement afin d'assurer la discipline budgétaire qui consiste à définir une enveloppe globale de dépenses cohérentes avec les objectifs de stabilité économique, l'allocation des ressources en cohérence avec les priorités politiques et l'utilisation efficiente et efficace des ressources dans la mise en œuvre de ces priorités. Afin de mobiliser davantage les ressources internes, l'efficacité des services de recouvrement sera renforcée pour atteindre un taux de pression fiscale de 17% dès 2008 (critère de convergence UEMOA).[426]

Le Gouvernement mettra l'accent sur la coordination économique dans le but d'approfondir les discussions sur la conjoncture économique et d'assurer l'exécution et le suivi, dans les délais, des mesures inscrites au Plan d'action 2008 -2012. Cela ira de pair avec la volonté d'un renforcement des capacités institutionnelles et d'une plus grande responsabilisation des acteurs.

Le Gouvernement s'est attelé à rénover l'action publique afin de la mettre au service de la croissance et du développement :

Le Président de la République, dans sa lettre de cadrage au Premier Ministre, a mis l'accent sur la nécessité de mieux organiser l'action publique pour soutenir efficacement les autres composantes du PDES. Il s'agit donc de disposer d'un Etat fort, d'une administration efficace, d'une justice assainie et des collectivités territoriales au service du citoyen.

---

[426] *Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.*
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

La bonne gouvernance, dont la lutte contre la corruption constitue la principale composante, est une priorité pour le Gouvernement. Le Mali a adhéré au Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) en 2003. Le Gouvernement s'engage à élaborer un rapport d'auto-évaluation ainsi qu'un plan national d'actions avec la participation de l'ensemble des acteurs de la société sur les composantes de la gouvernance politique et démocratique, la gouvernance socio -économique, la gouvernance des entreprises et la gestion économique.

Les mesures d'amélioration de la gouvernance vont porter essentiellement sur:

- la restauration de l'autorité et le sens de la responsabilité au sein des services publics ;
- la culture du mérite, de la récompense et de la sanction ;
- la mise en œuvre du Programme de Développement Institutionnel (PDI) ;
- le renforcement de la gestion publique en vue d'améliorer quantitativement et qualitativement les services offerts aux usagers ;
- le transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales ;
- la construction d'un véritable partenariat avec le secteur privé, les partenaires sociaux et la société civile ;
- la systématisation des évaluations, contrôles et audits et le renforcement des capacités pour établir et internaliser les bonnes pratiques de gestion saine et transparente ;
- le renforcement des capacités de la Section des Comptes de la Cour Suprême ;
- la mise en œuvre des recommandations des rapports du Vérificateur Général et des autres structures de contrôle des services publics [427];
- l'organisation des Etats Généraux sur la lutte contre la corruption.

Des réformes structurelles sont indispensables :

Conscient que les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des réformes structurelles ont constitué un obstacle à l'accélération de la croissance, le Gouvernement du Mali entend donner une nouvelle impulsion à l'exécution de ces réformes.

[427] *Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.*
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOAl'UEMOA1948
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

En octobre 2006, le Conseil des Ministres a approuvé le schéma opérationnel de privatisation de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT), qui se fera par la création de sociétés filiales dans les zones d'intervention et dont les actions seront ensuite cédées, le système de zonage avec la création de quatre zones, qui serviront de support à la constitution de quatre sociétés filiales, et la répartition du capital de chacune de ces sociétés à raison de 61 % pour l'opérateur de référence, 20 % pour les producteurs, 2 % pour les travailleurs et 17 % pour l'Etat. Cette réforme sera achevée en 2008, et une nouvelle stratégie de développement du secteur coton sera élaborée et mise en œuvre pour rétablir la rentabilité de cette culture.

Au-delà de la privatisation de la CMDT, un effort de diversification agricole sera entrepris dans la zone cotonnière, notamment l'introduction d'autres variétés de coton, de céréales et autres cultures et plantes à huile.

Le programme de privatisation de la SOTELMA sera accéléré, et une troisième licence de téléphonie mobile sera accordée. Dans ce cadre, l'état d'exécution des cahiers de charges des entreprises récemment privatisées sera évalué pour mieux encadrer le processus. Afin de réduire les coûts de l'électricité, la Société Energie du Mali (EDM) sera restructurée et l'émergence d'opérateurs privés dans le secteur sera promue.[428]

La réforme du secteur financier sera poursuivie pour élargir la gamme de produits financiers, la surveillance des banques et des institutions de microcrédit redynamisée afin de réduire les risques fiduciaires. En vue de consolider les efforts d'assainissement de la Banque de l'Habitat du Mali (BHM), le Gouvernement procèdera à la restructuration de cette banque. Par ailleurs, la BIM sera privatisée.

Au titre des institutions financières non bancaires, le Gouvernement a réalisé l'audit institutionnel et financier de deux institutions, à savoir la Caisse des Retraites du Mali (CRM) et l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS). Les conclusions et recommandations de ces audits, en vue d'améliorer significativement la gestion de ces institutions, seront mises en œuvre.

Le Développement des secteurs productifs va donc de soi :

- Le développement du secteur agricole:

[428] Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

Le développement du potentiel agro -pastoral, vecteur d'une croissance plus forte et d'une sécurité alimentaire assurée, sera la priorité du Gouvernement dans sa stratégie de croissance accélérée. La Loi d'Orientation Agricole vise l'affectation de 20% du budget national par an au secteur rural. L'objectif est d'amener l'agriculture malienne à une production de 10 millions de tonnes par an de céréales à l'horizon 2012 pour faire du Mali une puissance agricole, le taux de croissance annuel visé du secteur primaire devant atteindre 7,8% sur la période 2008 -2012. En outre le renchérissement des prix des produits alimentaires confirme la pertinence de la priorité accordée au développement d'agro -pastorale du pays.

L'objectif de croissance du secteur primaire sera atteint par la mise en valeur des énormes potentialités agricoles et agro-alimentaires du pays surtout dans la zone Office du Niger où le potentiel des terres irrigables par gravité est de l'ordre de 1.000.000 ha.

Ainsi, dans la perspective d'apporter une réponse structurelle à la crise céréalière généralisée et de mettre nos populations à l'abri des soubresauts des marchés internationaux, le gouvernement du Mali a décidé de mobiliser tous les atouts dont le pays dispose et les mettre en synergie dans une démarche volontariste à travers la mise en œuvre d'un plan d'opération permettant de réaliser l'autosuffisance du pays en riz.[429]

L'analyse de la dimension demande des produits agricoles, montre qu'actuellement, la demande extérieure en céréales (mil, maïs, sorgho, fonio), provient essentiellement des pays limitrophes. Ce qui fait du Mali un partenaire pourvoyeur plutôt qu'un partenaire importateur.

Pour le Mali, la sous–région constitue un débouché réel et un créneau pour les producteurs maliens. Le Burkina Faso, la Mauritanie, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Ghana, sont importateurs de riz malien. Les perspectives de développement des légumineuses (arachide, niébé, pois de terre, soja) seront conséquentes avec des marchés urbains en pleine croissance dans la sous -région.

De réelles opportunités de transformation et de commercialisation existent pour les fruits et légumes. Le Mali appartient à l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) avec 73 millions de consommateurs, et à la CEDEAO avec 220 millions d'habitants , offre de plus grands marchés d'exportation à des conditions avantageuses énoncées dans les accords d'intégration économique régionale.

---

[429] Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

Ainsi, la production, la transformation et la commercialisation des fruits et légumes (mangues, haricots, etc.) et des produits de cueillette (karité, gomme arabique, sésame, etc.) pour lesquels le Mali dispose d'avantages comparatifs avérés, et dont le développement a un impact direct sur le revenu des producteurs, seront encouragées.

Pour accroître la production et améliorer les rendements, la Loi d'Orientation Agricole (LOA), adoptée le 16 août 2006, traduit la volonté de l'ensemble des partenaires du secteur de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture intensive et diversifiée capable de satisfaire les besoins croissants du pays, et tournée vers la conquête des marchés sous -régionaux et internationaux.

La Loi d'Orientation Agricole embrasse ainsi non seulement les activités agricoles au sens large du terme mais également toutes celles situées en amont et en aval : enregistrement et immatriculation des entreprises agricoles, aménagement du territoire, questions foncières, maîtrise de l'eau, formation professionnelle, recherche, financement, intrants et équipements, labellisation des produits agricoles, organisation des filières agricoles, transformation et commercialisation des produits, mise en œuvre de programme d'accroissement de la compétitivité et de diversification des produits agricoles, avec un accent particulier sur le développement des filières riz, blé et maïs.[430]

Cette loi est renforcée par d'autres réglementations comme:

- le Code Domanial et Foncier du 22 mars 2000 qui reconnaît le droit de propriété foncière à tout individu ou personne morale et institue, entre autres, un cadastre dans toutes les communes du Mali ;

- le Code de l'Eau du 31 janvier 2002 qui fixe les règles d'utilisation, de conservation, de protection et de gestion des ressources en eau, notamment en ce qui concerne les irrigations pour l'ag riziculture et les obligations des unités industrielles ;

- la Charte pastorale du 27 février 2001 qui définit les principes fondamentaux régissant l'exercice des activités pastorales et organise la gestion de l'espace pastoral ;

- le Code des Investissements du 26 février 1991 qui instaure un régime fiscal et douanier privilégié pour les investissements de capitaux dans les activités de production et de prestation de services et offre les garanties nécessaires pour sécuriser les investissements réalisés.

---

[430] Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

Par ailleurs, il est prévu un objectif d'aménagement hydro-agricole à hauteur de 100.000 hectares dont 60.000 hectares à l'Office du Niger, 5000 ha à Manantali, 3500 ha à Taoussa, et 1700 ha à Sélingué, ainsi que celui de 30.000 ha de bas -fonds.

Pour sécuriser les producteurs agricoles, la politique d'attribution des terres aux grands investisseurs et aux petits exploitants agricoles prévoit l'accès à la propriété foncière, notamment des femmes et des jeunes agriculteurs.

La production et la commercialisation des produits d'élevage et de pêche seront accrues à travers l'amélioration de la compétitivité des filières d'élevage, l'aménagement des zones pastorales, la promotion des investissements dans le traitement de cuirs et des peaux et l'accélération de la mise en œuvre des programmes de pêche.[431]

L'élevage occupe une place importante dans l'économie malienne. Le Gouvernement du Mali a initié le Cadre d'Orientation politique du Développement de l'Elevage qui s'inscrit également dans les orientations définies dans le CSCRP et le PDES du Président de la République, et dans le Schéma Directeur du Secteur du Développement Rural.

Ces différentes dispositions prises par le Gouvernement sont destinées à lever les contraintes qui pèsent sur l'élevage et à en faire un vrai facteur de développement et de croissance économique ;

elles visent ainsi à améliorer l'alimentation des animaux, améliorer la santé animale par la prévention et la maîtrise des épizooties, accroître les rendements des productions notamment par la promotion du « ranching », développer les infrastructures et équipements de commercialisation et de transformation des produits de l'élevage par la création ou la modernisation des infrastructures d'abattage et des unités de transformation des sous

- produits d'abattage, renforcer la capacité des acteurs par la formation et l'accès à des fonds de garantie et lignes de crédit, gérer rationnellement les ressources naturelles par l'é élaboration et la mise en œuvre de plans d'aménagement.

Par ailleurs, la filière viande rouge est une filière au haut potentiel ; elle reste cependant insuffisamment exploitée en raison principalement de déficiences dans la chaîne du froid et dans les infrastructures de transport en gros mais aussi de la production extensive et du manque de suivi sanitaire.

---

[431] Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

Le Mali exporte ainsi du bétail sur pied, ce qui engendre un manque à gagner important pour le pays, que le Gouvernement va minimiser à travers les mesures envisagées dans la LOA, et dans la Charte Pastorale. Les mêmes mesures seront mises en œuvre en faveur de la filière lait, de la filière cuir et peaux, filières hautement porteuses et encore très peu exploitées[432]. Concernant à la pêche, il convient de rappeler que le Mali possède l'une des plus importantes pêcheries du Sahel ; et, à ce titre, il assure plus de 40% de la production de poissons d'eau douce de la sous-région ouest-africaine grâce aux fleuves Niger et Sénégal. La pêche mobilise plus de 200 000 acteurs à différents niveaux. La filière connaît cependant des contraintes liées à des pluviométries insuffisantes, à la mauvaise organisation de la production et au faible niveau de financement et d'encadrement. Il n'existe aucune unité industrielle dans la filière. La transformation reste artisanale. Les contraintes et difficultés connues seront corrigées pour faire de la filière pêche une filière porteuse au profit de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté.

- Le renforcement de la sécurité alimentaire:

Le Gouvernement a élaboré l'initiative d'accélération des OMD dans les 166 communes les plus vulnérables du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA), qui viendra consolider les actions envisagées. Il s'agit, par une initiative ciblée sur des communes structurellement déficitaires sur le plan de la sécurité alimentaire, d'accélérer l'atteinte des OMD au Mali par la réalisation d'actions basées sur l'identification des besoins matériels des populations bénéficiaires. Les communes concernées par l'initiative sont rurales et réparties entre 2855 villages pour une population de près deux millions de personnes. Cette initiative, qui capitalise l'expérience des nombreuses actions déjà entreprises au Mali dans le cadre des OMD, appliquera essentiellement l'approche concrète et transsectoriellede lutte contre la pauvreté, mise en œuvre par le PNSA et le Projet Villages du Millénaire.

- Le développement des autres secteurs productifs :

Le Gouvernement entend accorder une attention particulière au secteur minier en raison de la baisse prévisible de la production d'or. Dans ce cadre, seront intensifiées la recherche et l'exploitation d'autres minerais et la promotion des PME minières, d'une part, et la recherche pétrolière, d'autre part.

---

[432] Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

Par ailleurs, les potentiels de croissance des secteurs du tourisme, de l'artisanat et de la culture seront valorisés notamment à travers un meilleur accompagnement des acteurs et la réalisation d'infrastructures adéquates. Pour mieux valoriser les investissements publics et privés, l'Etat mettra un accent particulier sur la formation professionnelle en créant des centres de formation dans toutes les régions. Les curricula seront adaptés aux demandes du marché.[433]

- En ce qui concerne le Développement du secteur privé

Le secteur privé sera le principal vecteur de la croissance. Les actions du Gouvernement visent une amélioration du cadre juridique et réglementaire des affaires (relecture du code de travail, fonctionnement des tribunaux de commerce et de la chambre d'arbitrage, simplification et harmonisation des documents de transit pour le commerce international, réduction des frais de mutation de la propriété).

La mise en œuvre d'une charte des PME et d'une stratégie de leur promotion facilitera la création des entreprises. La création de l'agence de développement des exportations facilitera l'accès aux marchés extérieurs. Enfin, l'élaboration et l'application de la Loi d'Orientation du Secteur Privé (LOSP) vont soutenir et conforter tous les efforts de développement du secteur.

Toutes ces dispositions viennent conforter la volonté politique des plus hautes autorités du Mali de faire du passage à une économie agroindustrielle la priorité des programmes de promotion des investissements. Plusieurs initiatives attestent et renforcent cette volonté politique, notamment :

- le Conseil Présidentiel pour l'Investissement (CPI), dont l'objet est de faire régulièrement le point sur le secteur privé malien et d'examiner les potentiels d'investissement existant au Mali ;

- la Lettre de Politique de Développement du Secteur Privé (LPDSP), qui définit les objectifs et les axes prioritaires d'actions prioritaires en vue d'accélérer la croissance et attirer les investisseurs étrangers ;

---

[433] *Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.*
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

- le Projet d'Appui aux Sources de Croissance (PASC) qui vise à accroître de façon significative le volume des investissements privés, nationaux et étrangers, et à favoriser le développement des petites et moyennes entreprises au Mali par l'amélioration du cadre juridique et du climat des investissements, du développement des infrastructures et des services financiers.[434]

Le développement du Partenariat Public-Privé sera un instrument privilégié de développement du secteur privé. Il s'a gira de :

- concevoir une stratégie de communication pour faire mieux percevoir cette volonté politique par les investisseurs ;

- faire en sorte que les acteurs représentatifs du secteur privé soient plus impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvredes stratégies pour la résolution des dysfonctionnements structurels (amélioration du climat des investissements, infrastructures, électricité, etc.) ;

- appuyer le développement des entreprises formelles de certains secteurs prioritaires et moteurs de la croissance notamment en réduisant les délais de paiement au Trésor ;

- libérer les entreprises des contraintes qui affectent leur trésorerie ;

- organiser des ateliers de prospective stratégique sur la promotion de la PME au Mali sur les systèmes de financement, l'exécution des contrats, la fraude, la concurrence déloyale entretenue par un secteur informel en croissance continue, les importations illégales ou de produits de contrefaçon ;

- doter le secteur privé et l'administration des moyens humains, méthodologiques et financiers leur permettant d'élaborer leurs stratégies ;

- lutter contre les pratiques liées à la mauvaise gouvernance (non application du droit, corruption, fraude, tracasseries et lenteurs administratives, lourdeur administrative dans l'exécution des contrats avec l'Etat).

---

[434] *Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.*
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

Pour améliorer l'accès du secteur privé aux financements, le secteur bancaire et les marchés de capitaux seront renforcés à travers le développement de nouveaux produits financiers et notamment le crédit-bail, la mise en place d'un fonds d'investissement dédié aux financements en cause, la création d'une société de capital-risque et/ou de société d'investissement en fonds propres, le développement de dispositifs de facilitation de l'accès des PME au crédit et l'amélioration de la bancarisation et de la modernisation des instruments de paiement.

La micro finance sera développée en vue de rapprocher davantage les services offerts par les systèmes financiers décentralisés des bénéficiaires potentiels à travers un meilleur maillage du territoire. En outre, le lien entre les systèmes financiers décentralisés (SFD) et le secteur bancaire et des assurances sera renforcé à travers le développement de la méso finance[435].

La ligne directrice sera la diversification de l'offre de services financiers par la création d'institutions spécialisées dans le financement des PME, la mise en place de lignes de crédits de financement et de garantie, et l'actualisation du plan national d'action pour la micro finance. L'intégration de l'économie malienne au Système commercial multilatéral sera renforcée comme indiqué dans le CSCRP (dont il constitue le quatorzième axe prioritaire d'intervention).

- Dans le domaine du développement des infrastructures

En vue de soutenir le développement des secteurs productifs, les principales mesures porteront notamment sur :

- le développement de l'offre énergétique ;

- la construction de 4 600 kilomètres de route ;

- la facilitation du renouvellement du parc automobile.

La mise en œuvre des programmes du CSCRP -PDES et des OMD nécessite pour la période 2008 - 2012, un montant global d'environ 8 676 milliards de FCFA, dont 51% pour les investissements.

---

[435] *Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.*
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

Il sera donc nécessaire de mobiliser chaque année près de 1 735 milliards de FCFA de ressources intérieures et extérieures. En moyenne, 4 5 % (soit 3 863 milliards de FCFA) des ressources seront affectés aux secteurs productifs, 23 % (soit environ 2 003 milliards de FCFA) iront aux réformes structurelles, à la stabilisation du cadre macro-économique et à la gouvernance, et enfin 32 % (soit 2 809 milliards de FCFA) seront investis dans les secteurs sociaux. Sur le montant du financement global, 5. 865 milliards de FCFA sont mobilisables au titre du budget national, des projets et programme s financés par les Partenaires Techniques et Financiers.

Le gap de financement s'élève à 2 810 milliards de FCFA (environ 5,7 milliards US$). La mobilisation des ressources intérieures et extérieures susmentionnées est une condition indispensable à l'atteint e des OMD, donc à la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté à travers une croissance accélérée et soutenue. Le Gouvernement du Mali est déterminé à relever ce défi et s'engage à mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, les mesures décrites dans le plan d'action en annexe.[436]

Le Mali attend de la communauté internationale un engagement fort à soutenir ses actions de développement conformément à l'esprit des Objectifs du Millénaire pour le Développement, de la Conférence de Monterrey, du Sommet du G 8 à Gleneagles, du Programme de développement de Doha de l'OMC, et surtout de la Déclaration de Paris sur l'Aide Publique au Développement (APD).

Paragraphe 2 : Les préoccupations sécuritaires au sein de l'espace UEMOA sous l'angle des droits civils et politiques, droits sociaux économiques et culturels, et le droit à un environnement sain.

Le concept de sécurité est ici appréhendé sous le triple angle des droits civils et politiques, des droits économiques, sociaux et culturels et des droits de la troisième génération (droit à la paix et à un environnement sain…).

[436] *Stratégie de développement accéléré et de la réduction de la pauvreté, de la déclaration de politique générale des gouvernements.*
Jean Pierre GUENGANT, directeur de recherches et mérites IRD, impact des politiques de population 19-21 Janvier 2011 sur les Etats membres de l'UEMOA.
Document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013 de l'UEMOA
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

Cependant, compte-tenu des questions déjà abordées dans le paragraphe 1 ci-dessus et qui touchent notamment les droits économiques, sociaux et culturels, compte-tenu également des développements consacrés à la gouvernance démocratique au sein de l'UEMOA et des Etats membres, nous ne nous intéresserons ici qu'au terrorisme qui gagne du terrain dans la zone ouest-africaine et dont les effets dévastateurs impactent sur l'ensemble des droits de l'homme.[437]

Au cours de son existence, l'UEMOA a été confrontée à de nombreux conflits armés intervenus dans l'espace ouest africain. Rebellions armées récurrentes au Nord du Mali et du Niger, crises politiques d'ordre électoral violentes au Togo et en Côte d'Ivoire, montée de l'extrémisme religieux (lié à la nébuleuse Al-Qaïda) avec enlèvements et prises d'otages au Mali et au Niger, ont constitué et demeurent de sérieuses inquiétudes pour l'Union. De toute évidence, l'insécurité ralentit la marche vers l'intégration et est contemptrice des droits de l'homme.

Ainsi, par exemple, La liberté de circulation des personnes, et des biens, la liberté d'établissement tant pour les personnes physiques que morales, le flux des échanges commerciaux et la rentabilité des entreprises, ne peuvent qu'être compromis lorsque la paix et la sécurité ne sont pas garanties. Du reste, il en va de même pour l'ensemble des droits humains, particulièrement les libertés publiques des citoyens de l'Union.

La paix et la sécurité restent donc les grands défis des gouvernants car indispensables au développement économique, social, culturel. La tâche est des plus ardues d'autant plus que le terrorisme international, a choisi des Etats du Sahel membres de l'UEMOA comme théâtre d'opération. En effet, la multiplication des actes de terrorisme perpétrés par la branche d'Al Qaeda au Maghreb islamique, a pris des proportions alarmantes ces dernières années. Cet accroissement ne revêt pas exclusivement un aspect quantitatif ; il révèle également une évolution qualitative en ce qui concerne les moyens comme pour ce qui est des méthodes.

On assiste, en effet, comme l'a si bien diagnostiqué dès les années 1970 Jean François PROVOST, à « une inquiétante diversification des techniques de terrorisme : enlèvements de diplomates, séquestrations de particuliers nullement concernés par la cause défendue, actes de sabotages, assassinats, détournements d'aéronefs ; chacune de ces infractions posant des problèmes juridiques particuliers. »[438]

---

[437] RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES : L'entreprise entre développement durable et droit au développement ou comment sortir de l' « éthique en toc » ? (François SERRES - Avocat à la Cour d'appel de Paris et Avocat près la Cour Pénale Internationale)

[438] Jean François. PROVOST : *Les aspects nouveaux du terrorisme international* ; In AFDI 1973, P. 580

La notion de terrorisme n'est pas encore bien définie par le droit international. Néanmoins, de nombreux agissements et activités liés au terrorisme sont interdits par le droit international et le droit humanitaire. En effet, en vertu du droit international humanitaire, les attentats contre la population civile et contre les biens civils ainsi que les attaques sans discernement et les prises d'otages sont proscrits dans tous les conflits armés. De plus, il interdit explicitement les actes ou menaces de violence visant principalement à répandre la terreur dans la population civile.

Dans le monde en général et dans les Etats sahélo sahariens d'Afrique en particulier, l'acte terroriste est devenu un moyen extrême de lutte politique ou religieuse. Sa fréquence croissante le fait aujourd'hui apparaître comme un moyen presque courant. « Cette accoutumance à ces actions ne fait qu'accroître leurs effets néfastes car elles continuent, malgré tout, à menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. »[439]

C'est bien là que se situe le drame qui frappe l'UEMOA dont certains des Etats membres sont en proie constante avec des manifestations terroristes qu'elles soient perpétrées sur leurs territoires ou qu'elles surviennent à leurs portes.

Al Qaeda au Maghreb islamique (AQMI)[440] et Ançar dine[441] qui frappent au Mali et au Niger et la secte islamiste Boko Haram[442] très active au Nigéria voisin du Niger, en sont les principaux auteurs, ce, au nom d'un prétendu fanatisme religieux dont le contenu, les motivations et les procédés de lutte sont aux antipodes des fondements pacifistes de la foi.

---

[439] Jean François PROVOST : Ibid. p.581.

[440] Al-Qaida au Maghreb islamique ou AQMI est une organisation islamiste armée d'origine algérienne. Avant le 25 janvier 2007, elle était connue sous le nom de Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC ; arabe : الجماعة السلفية للدعوة والقتال, al-jamaa`atu l-salafiyyatu li l-da`wati wa l-qitaal). Son affiliation au réseau Al-Qaida aurait obtenu l'approbation d'Oussama Ben Laden. L'organisation est placée sur la liste officielle des organisations terroristes des États-Unis, de l'Australie4 et de la Russie5. Elle est considérée par l'ONU comme proche d'Al-Qaida et à ce titre sanctionnée par le Conseil de sécurité des Nations unies. Si les racines du groupe se trouvent en Algérie, la zone d'opération s'est étendue et correspond aujourd'hui à la région désertique du Sahel qui s'étend des régions semi-arides du Sénégal jusqu'à certaines parties de la Mauritanie, du Mali et du Niger.

[441] Ansar Dine (en arabe : أنصار الدين, également transcrit Ancar Deen ou Ansar ad-Din , ce qui signifie «défenseurs de la foi») est un islamiste groupe dirigé par Iyad Ag Ghaly . Ag Ghaly, l'un des chefs les plus éminents d'une rébellion touareg dans les années 1990, est accusé d'avoir des liens avec Al-Qaïda au Maghreb islamique et d'autres groupes islamistes, un groupe dissident qui est dirigé par son cousin Hama Ag Hamada. Ansar Dine veut l'imposition de strictes de la charia dans Mali. La première action du groupe était en Mars 2012.

[442] Peuple engagé dans la propagation de l'enseignement du Prophète et du jihad (arabe: جماعة أهل السنة لدعوة والجهاد, Jama'atu Ahlu Sunna Lidda'awati Wal Jihad), plus fameux par son nom haoussa Boko Haram, est une organisation terroriste au Nigeria2. Fondée par Mohamed Yusuf en 2002, l'organisation a l'objectif de faire appliquer strictement la charî'a dans tout le pays. Le groupe, activement combattu par les forces armées nigérianes, s'est illustré par une série de violences à l'encontre du gouvernement, des chrétiens et de la population musulmane des régions où ils ont implantés. Prônant un islam radical et rigoriste, l'idéologie du mouvement s'inspire des Talibans d'Afghanistan4, rejetant la modernité et visant à instaurer la charia dans les États au Nord du pays.

Cette nébuleuse islamiste, aux contours de plus en plus larges et dont la capacité de nuisance va au-delà des Etats dans lesquels elle siège habituellement, est devenue au fil des ans une grave menace à la paix et la sécurité dans toute l'Afrique de l'Ouest. Allant au-delà des enlèvements et des prises d'otages, Al Qaeda et BokoHaram sont passés champions d'assassinats massifs de chrétiens au nord du Nigéria où ces derniers sont « interdits » de résidence dans leur propre terroir. La coopération internationale, notamment celle qu'entretiennent les Etats ouest africains victimes du terrorisme agissant conjointement ou en relations étroites avec les Etats maghrébins voisins (Algérie et Libye) a du mal à percer le mystère qui entoure ces organisations « hors-la-loi » et à leur infliger la réplique fatale qu'elles méritent.

Là où le bât blesse, ce n'est certainement pas l'absence de résistance de la communauté internationale, des pouvoirs publics et des populations concernées face à ce péril, mais leur impuissance à situer et à cerner l'ennemi qui a de l'imagination et affiche régulièrement son aptitude inouïe d'accroissement de l'effectif de ses agents sur le terrain. En outre, le développement technologique, notamment la vulgarisation des nouvelles techniques de communication et d'information (téléphone portable, internet, mass medias…) lui assure la publicité dont elle a besoin pour se faire entendre et asseoir son influence dans le monde particulièrement auprès de la jeunesse désœuvrée des villes et des campagnes.[443]

Il est donc temps que la coopération internationale prenne la pleine mesure du terrorisme et, par souci d'efficacité opérationnelle, elle adopte et mette en œuvre résolument un véritable plan d'éradication de ce terrorisme aveugle qui fragilise les Etats sahélo sahariens déjà gravement affectés par des crises alimentaires chroniques et des rebellions armées (rébellion et irrédentisme touareg au Mali et au Niger, mouvement indépendantiste casamançais au Sénégal) pour ne citer que ces phénomènes. Le principe d'intangibilité des frontières héritées de la colonisation (utipossidetisjuris) auquel sont si attachés les Etats africains, est-il en train de voler en éclats ou tout au moins de montrer ses limites face à des revendications irrédentistes de plus en plus soutenues ? L'exemple du Sud Soudan qui est parvenu à acquérir l'indépendance et la souveraineté internationale n'est-il pas un précédent qui a de fortes chances d'être répété ailleurs sur le continent africain ? De toute évidence, il semble avoir nourri d'espoir les rebelles Touaregs de l'Azawad[444] (nord-Mali) qui ont mis en déroute l'Etat malien dans l'espace territorial revendiqué.

---

[443] RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES : L'entreprise entre développement durable et droit au développement ou comment sortir de l' « éthique en toc » ? (François SERRES - Avocat à la Cour d'appel de Paris et Avocat près la Cour Pénale Internationale)

[444] L'Azawad, également orthographié *Azaouad* ou *Azaouâd* (أزواد en arabe), est un territoire presque entièrement désertique situé dans le Nord du Mali. L'Azawad est une zone de transition entre l'espace saharien et l'espace sahélien.

Dans l'hypothèse où la situation ainsi créée perdurera du fait de l'impuissance ou la complicité de la communauté internationale, il faudra se résoudre à reconnaître que le droit à l'autodétermination des peuples s'est forgé une nouvelle jeunesse particulièrement en Afrique.

Cependant, l'on peut en douter car l'indépendance autoproclamée de l'Azawad n'est pas la résultante d'un processus pacifique ni l'expression certaine de la volonté d'un peuple (les Touaregs). Les violences et les crimes qui l'ont précédé, le refus de négocier, les incertitudes qui pèsent sur la viabilité de cette entité nouvelle, plaident en faveur du maintien dans ses limites territoriales de l'Etat malien.

Des facteurs déstabilisateurs comme les guerres civiles consécutives à des processus électoraux chaotiques (Côte d'Ivoire en 2000 et en 2010, Togo en 2005) ou à des mouvements irrédentistes liés à la mal gouvernance, à l'injustice et à la répartition inéquitable des richesses et des emplois publics, participent au même titre que le terrorisme international à la mise à mort des droits de l'homme.

Il en va de même de la résurgence de la piraterie maritime au golfe de Guinée (Bénin, Togo, Nigéria voisin) et du banditisme de grands chemins dans l'ensemble des pays de l'UEMOA[445].

L'UEMOA et les Etats membres n'ont pas, en dépit de quelques prises de position sur la question, une attitude rassurante ni la détermination qui sied en pareille situation. Un engagement plus ferme de l'organisation sous régionale est, à cet égard, attendu avec impatience par les populations.[446]Il en va de même en ce qui concerne la CEDEAO et l'Union Africaine qui se sont de coutume illustrées par leur absence ou l'inconséquence de leurs stratégies comme en témoignent les modalités de règlement de la crise ivoirienne, élaborées et mises en œuvre exclusivement par l'ONU.

[445] Ce type de criminalité est perpétré par des malfrats communément appelés coupeurs de routes qui n'hésitent pas à s'attaquer aux voyageurs et à les dépouiller manu militari de leurs biens.

[446] Le Rapport 2010 de la Commission de l'UEMOA est tiède sur la question de la sécurité sous régionale et rien de consistant n'est envisagé par l'organisation pour circonscrire et combattre le phénomène.

Chapitre IV : Les particularismes étatiques et la problématique de l'inclusion des droits de l'homme aux politiques de l'UEMOA.

Les événements majeurs ayant dramatiquement marqué le vingtième siècle, notamment les deux guerres mondiales, la dictature (marxiste-léniniste principalement), le terrorisme international et la discrimination sous toutes ses formes, ont fortement influencé, mais de manière positive, les relations internationales dans leurs principes et fondements.

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a indéniablement joué un rôle déterminant dans cette évolution qui a produit, avec le temps et en fonction des mutations enregistrées tant sur le plan international qu'à l'intérieur des Etats, des effets directs sur le contenu et la portée du principe fondamentale de la souveraineté de ces Etats.

A cet égard, la Charte de San Francisco de 1945 instituant l'Organisation des Nations Unies et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) du 10 Décembre 1948 et ses deux protocoles, constituent les bases juridiques et les déterminants de la nouvelle conception des relations internationales.

La politique extérieure des Etats (ou politique de coopération), singulièrement celle des pays les moins avancés, s'en trouvera fortement « perturbée » positivement, sinon rationnellement bouleversée.

Traditionnellement, les relations internationales s'établissaient entre Etats entretenant des relations politiques, économiques, culturelles ou technologiques. Après la seconde guerre mondiale, un autre type de coopération est né à la suite de la décolonisation : la coopération pour le développement. Des Etats souverains coopèrent dans un but unique, le développement.[447]

L'inégalité de développement qui divise ces Etats va engendrer simultanément dans les pays en développement deux types de réactions complémentaires et contradictoires :

- Un réflexe de défense de la souveraineté notamment à l'encontre des partenaires mieux nantis ;
- Une volonté de coopération destinée à sortir du sous-développement, source d'inégalité économique.

[447] Ce point de vue est partagé par E. HAMBURGER dans son article cité plus haut *« Doits de l'homme et relations internationales »* , in RCADI 1959.

La coopération pour le développement pose le problème difficile des Etats du tiers-monde qui cherchent à asseoir une véritable indépendance. Ces Etats comptent sur l'aide des pays riches et des institutions multilatérales de coopération pour se libérer du poids de leur situation de sous-développés. Or ce type de coopération, bien qu'orienté vers le développement peut constituer une entrave au plein épanouissement de la souveraineté. Ainsi, coopération et souveraineté risquent d'être en opposition.

Les grandes mutations intervenues sur le plan international, notamment depuis l'éclatement « du bloc de l'Est » devant la poussée du vent de la démocratie libérale, l'émergence en Afrique d'Etats démocratiques, ont renforcé l'idée très répandue que la politique extérieure des Etats est très largement tributaire des conditionnalités imposées par les grandes puissances. La domination, voire le « diktat » des puissances s'exerce bien plus que par le passé par l'imposition d'exigences nouvelles aux pays moins nantis désireux d'aide ou d'assistance. Démocratie, Etat de Droit, Droits de l'Homme, élections libres et transparentes constituent les maîtres mots de la nouvelle coopération pour le développement.

Désormais, seuls sont éligibles à ce type de coopération des Etats respectueux des principes démocratiques et des droits de la personne humaine. La bonne gouvernance politique et économique conditionne l'aide au développement, qu'elle provienne des relations bilatérales ou multilatérales. Les Institutions de « BrettonWoods [448]», l'Union Européenne, l'Agence intergouvernementale de la Francophonie… pratiquent ce type de coopération, à l'instar et sur l'initiative des « grandes puissances» du Nord.

C'est là assurément, sur le plan du respect des Droits humains, celui du combat contre les régimes dictatoriaux, un phénomène positif. Il justifie la limitation imposée à la souveraineté des Etats et l'orientation conséquente de leur politique extérieure. Les Droits de l'Homme ne sauraient, plus que jamais, être de la compétence exclusive des Etats. Universels, ils participent à la mondialisation de la culture démocratique dans ses expressions politiques, économiques, financières et techniques. En matière de coopération internationale, la référence aux droits de l'homme, même si elle est trop souvent demeurée sans effets véritablement probants en Afrique, est bien lisible dans les instruments juridiques des institutions communes chargées de la mettre en œuvre.

[448] Les accords de Bretton Woods sont des accords économiques ayant dessiné les grandes lignes du système financier international en 1944. Leur objectif principal fut de mettre en place une organisation monétaire mondiale et de favoriser la reconstruction et le développement économique des pays touchés par la guerre.
Ils furent signés le 22 juillet 1944 à Bretton Woods aux États-Unis après trois semaines de débats entre 730 délégués représentant l'ensemble des 44 nations alliées. Un observateur soviétique était également présent.

C'est dire donc que, non sans une relative résistance inhérente au sursaut d'orgueil nationaliste, « les pays africains en général et ceux composant l'UEMOA en particulier, se sont engagés à inscrire dans les faits le principe universel du respect des Droits de l'Homme tant dans l'ordre interne que sur le terrain de la coopération entre eux. La souveraineté nationale ne pouvait pas longtemps résister aux baïonnettes de la mondialisation tous azimuts, notamment celle ayant trait à la gouvernance démocratique »[449].

Il ne s'agissait pas pour ces Etats de sacrifier à la mode pour respirer l'air du temps. C'était quasiment pour eux, notamment pour leurs gouvernants, une question de survie. En effet, quelle résistance pourrait opposer au mouvement international visant la généralisation des principes de démocratie, de droit, de justice, de liberté et de paix, des Etats englués dans un marasme économique structurel principalement dû à la mauvaise gouvernance. Pays pauvres très endettés pour la plupart, ils ne pouvaient prétendre trouver leur salut qu'à travers la coopération internationale en dépit des contraintes de celle-ci. Aussi, démocratie, Etat de droit et droits de l'homme, composantes majeures de la bonne gouvernance, ont-ils été obligeamment intégrés aux politiques nationales et aux principes et objectifs des échanges conventionnels sous régionaux.

Qu'il s'agisse de la coopération multilatérale (internationale, régionale ou sous régionale) ou de la coopération bilatérale, la métamorphose est notoire. Au demeurant, pouvait-il en être autrement lorsqu'on sait que la plupart des organisations de coopération et des Etats partenaires de l'UEMOA ont fait des Droits de l'Homme et de l'Etat de droit les conditions insurmontables de leur aide au développement. C'est ainsi que dans le sillage des institutions du système des Nations Unies et de BrettonWoods, l'Union Européenne (UE) et les Etats-Unis d'Amérique, la France, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume Unis, la Canada, le Danemark.

Section I : Les conventions internationales relatives aux droits de l'homme dans le droit interne des Etats membres de l'UEMOA.

Dans le domaine des droits de l'homme, le droit international impose des restrictions fermes à la souveraineté des Etats et les soumet à des devoirs. Non seulement les droits humains ne sont plus du domaine réservé des Etats mais surtout ils constituent des normes impératives auxquelles ces derniers doivent se conformer tant individuellement que collectivement.

---

[449] N'GUESSAN Tchétché : *La zone franc : éléments de bilan économique et institutionnel, Rapport du symposium du CODSRIA, Dakar 4-6 nov.1998, P.8*

La réceptivité par les Etats ouest africains des contingences contemporaines du droit des gens est-elle fluide ou laisse-t-elle à désirer ? La réponse à cette question détermine la condition faite aux droits humains en Afrique de l'Ouest en général et dans l'espace de l'UEMOA en particulier.

Pour résoudre le problème ainsi posé et afin d'appréhender l'état d'intégration des principes du droit international dans les législations et les pratiques nationales ouest africaines, un examen approfondi des instruments juridiques fondamentaux des Etats de l'espace UEMOA s'impose.

Paragraphe 1 : L'adhésion explicite des Etats membres de l'UEMOA aux normes internationales relatives aux droits de l'homme

En dépit des exigences de la communauté internationale, des velléités de résistance demeurent. Elles ont pour dénominateur commun la persistance au niveau des gouvernants des Etats Membres de l'UEMOA « d'une certaine conception de la souveraineté nationale qui range les droits humains dans les affaires intérieures des Etats ou qui privilégie le droit au développement par rapport aux autres droits de l'homme, notamment les droits civils et politiques. »[450]

Anciennes colonies françaises, les Etats Membres de l'UEMOA ont tenu, au cours des trois premières décennies de leur accession à l'indépendance, à affirmer leur personnalité juridique nouvelle sur le plan international. Aussi, ont-ils mis l'accent sur le principe de la souveraineté nationale, avec pour corollaire l'égalité et le consentement aux engagements internationaux.

De prime abord, les principes et normes régissant la communauté internationale présentaient des aspects auxquels ces Etats nouveaux n'entendaient pas se plier sans réserve. Ils ne voyaient pas pourquoi ils devaient se soumettre à des règles de droit à l'élaboration desquelles ils n'avaient pas participé, alors même que le principe de la souveraineté imposait à tous qu'un Etat ne saurait juridiquement être engagé sans son consentement.

C'est donc ce principe qui servira de prétexte à ces Etats pour se dérober de certaines obligations ou normes internationalement admises afin de s'atteler, disent-ils, à la construction de l'unité nationale, la mise en place de leurs institutions républicaines et à des actions de développement économique et social, prioritaires pour leurs peuples respectifs.

---

[450] Luc Marius IBRIGA et Abou Said COULIBALIY : Droit communautaire dans l'espace UEMOA, op cit p. 8

Cette vision a abouti à une sélection des instruments juridiques internationaux. La plupart des pays nouvellement indépendants ont adhéré aux conventions qui leur semblaient en adéquation avec leur propre vision politique. Mais force est de reconnaître que cette mauvaise appréhension des préceptes internationaux par ces Etats a bénéficié durant la période considérée de la tolérance ou de la bienveillance coupable de la communauté internationale jusque-là divisée en deux blocs antagoniques, Est et Ouest[451].

Comment la question des droits de l'homme est-elle abordée aujourd'hui par les Etats Membres de l'UEMOA ? Pour répondre à cette question, il convient tout d'abord de faire le point sur la place des droits humains dans les instruments juridiques fondamentaux de ces Etats avant de nous intéresser ensuite à la pratique des droits humains dans chacun des pays de l'Union.

Toutes les constitutions des Etats de l'UEMOA font expressément référence aux droits de l'homme. Cependant, entre la théorie et la pratique il existe un grand fossé. Sans nous attarder sur la théorie du constitutionnalisme africain, il est opportun de se demander si la garantie des droits humains dans les législations internes des Etats n'est pas en fin de compte une manière implicite pour l'Union de les admettre. Si oui cela ne doit-il pas produire à l'égard de l'UEMOA l'obligation de regard sur le traitement réservé concrètement aux droits humains par les Etats Membres.

Pour la plupart anciennes colonies françaises, les Etats Membres de l'UEMOA ont tenu, au cours des trois premières décennies de leur accession à l'indépendance, à affirmer leur personnalité juridique nouvelle sur le plan international[452]. Aussi, ont-ils mis l'accent sur le principe de la souveraineté nationale, avec pour corollaire l'égalité et le consentement aux engagements internationaux.

Il faut reconnaître, pour situer l'esprit qui a longtemps prévalu en Afrique, que les droits de l'homme ont souvent fait l'objet de critiques diverses à travers le monde. Les reproches communément adressés aux droits de l'homme sont pratiquement de même nature que les critiques du droit naturel. Ils sont liés à la difficulté philosophique et politique que représentent la définition et la mise en œuvre de règles juridiques générales et absolues applicables à tout être humain quel que soit le lieu ou l'époque.

[451] IBRIGA Luc Marius op cit p. 23

[452] Les Etats francophones de l'UEMOA ont acquis leur indépendance en 1960. La Guinée Bissau, ancienne colonie portugaise n'a accédé à l'indépendance qu'en 1973

Edmund Burke[453], conservateur irlando-britannique, est le premier grand critique connu des droits de l'homme. Dans ses « Réflexions sur la Révolution de France »[454] publiées en 1790, il dénonce la Révolution française, son rationalisme, son abstraction qui conduirait à la tyrannie et au désastre.

L'école utilitariste[455] dénonce également les droits de l'homme à travers la philosophie de son représentant le plus illustre, Jeremy BENTHAM[456]. Dans « Anarchical Fallacies» écrit en français entre 1791 et 1795 mais publié seulement en 1816, Bentham attaque les déclarations de droits produites par la Révolution. Pour Bentham, les droits sont créés par la loi et la loi est le commandement du souverain ; les droits naturels n'existent pas. Leur généralité les conduit à l'impotence. L'idée même qu'il existerait des droits antérieurs au gouvernement mène à l'anarchie puisque ceci signifie que la loi ne peut limiter ces droits naturels.

Le philosophe du droit Michel VILLEY[457], critique conservateur de la notion des droits de l'homme distingue plusieurs « fruits » des droits de l'homme. Selon VILLEY, la philosophie des droits de l'homme apparaît avec Thomas HOBBES qui définit un état de nature peuplé d'individus isolés doté du droit absolu de leur conservation, premier droit de l'homme. Ils entrent en conflit de sorte que le premier fruit des droits de l'homme est *« la guerre perpétuelle de tous contre tous, l'insécurité, la peur, la misère.»*

Pour empêcher cet état, les hommes abandonnent au terme d'un contrat social leurs libertés à un despote omnipotent. La philosophie des droits de l'homme a pour deuxième fruit la justification de l'absolutisme, objectif d'un HOBBES au service des STUART qui cherchent à asseoir leur pouvoir. L'État assure la paix mais l'homme est désarmé contre l'État.

---

[453] Edmund Burke (Dublin, le 12 janvier 1729 - Beaconsfield (Buckinghamshire), le 9 juillet 1797) est un homme politique et philosophe irlandais, longtemps député à la Chambre des Communes britannique, en tant que membre du parti whig.

[454] L'ouvrage de l'homme politique et philosophe irlando-britannique Edmund Burke Réflexions sur la Révolution de France (en anglais Reflections on the Revolution in France) a été publié pour la première fois le 1er novembre 1790. L'auteur s'y livre à une critique de la Révolution française, qui venait alors de commencer. L'ouvrage a exercé une influence considérable, notamment dans les milieux conservateurs et libéraux ; les arguments d'Edmund Burke ont été réutilisés par la suite contre les propositions politiques se réclamant du communisme et du socialisme.

[455] L'utilitarisme est une doctrine éthique qui prescrit d'agir (ou ne pas agir) de manière à maximiser le bien-être global de l'ensemble des êtres sensibles. L'utilitarisme est donc une forme de conséquentialisme : il évalue une action (ou une règle) uniquement en fonction de ses conséquences, ce qui le distingue des morales déontologistes, notamment la morale kantienne.

[456] Jeremy Bentham né le 15 février 1748 à Londres et mort dans cette même ville le 6 juin 1832 était un philosophe, jurisconsulte et réformateur britannique. Théoricien majeur de la philosophie du droit, radicaliste dont les idées ont grandement influencé le développement du conséquentialisme, il est surtout reconnu comme étant le père de l'utilitarisme avec John Stuart Mill.

[457] Michel Villey, né le 4 avril 1914 à Caen, mort le 24 juillet 1988, est un philosophe français et historien du droit.

John LOCKE[458] appartient au parti contraire, celui des bourgeois, hostiles à l'absolutisme du souverain. Il expose un état naturel dans lequel les hommes ne sont pas en conflit mais au contraire sont soumis à une loi commune qui commande le respect de la propriété. L'homme, selon Locke, détient la propriété de lui-même mais encore de ce qu'il produit grâce à son travail, avant tout contrat social.

Le contrat social ne sert pas à aliéner les libertés mais à instituer un État qui va assurer le respect du droit naturel de propriété. LOCKE justifie un grand nombre de droits tels que la liberté de conscience et la liberté d'opinion. Mais ces droits ne concernent pas également tous les individus. En profiteront ceux qui ont les moyens de les mettre en œuvre, à savoir les riches.

Karl MARX dénoncera plus tard des « droits formels », réservés en fait à quelques-uns. Le troisième droit de l'homme est ainsi la *« domination politique de la classe bourgeoise ; dans l'économie, du capitalisme. »* A sa suite, de nombreux marxistes, à commencer par son propre gendre Paul Lafargue, dédaigneront les « phtisiques » et « pompeux » droits de l'homme comme un concept bourgeois ne représentant guère plus que les « droits de l'exploitation capitaliste »[459].

Vont être opposés à ces « droits formels » des « droits substantiels » tels que le « droit au bonheur, à la santé, à la culture ». Il en résultera tout d'abord les despotismes éclairés, puis les dictatures et enfin la construction de l'État socialiste tel celui déterminé par les Constitutions staliniennes qui revendiquent ces droits de l'homme. Les droits de l'homme ne profitent jamais à tous, ils sont exercés par certains hommes aux dépens des autres. Pour assurer les droits substantiels il est donc nécessaire de recourir à la contrainte. Le quatrième fruit des droits de l'homme serait ainsi le totalitarisme.

Les droits de l'homme sont parfois présentés comme « une invention occidentale moderne. Bien que des proclamations similaires existent en fait en d'autres lieux et d'autres époques, elles sont simplement plus mal connues, comme la Charte du Manden[460] proclamé au XIIIe siècle par Soundiata Keïta, empereur du Mali. En outre, ils sont parfois utilisés comme un moyen de pression des pays dits « occidentaux » sur d'autres pays du monde.

---

[458] John Locke (Wrington, Somerset, 29 août 1632 - Oates, Essex, 28 octobre 1704) était un philosophe anglais, l'un des principaux précurseurs des Lumières. Sa théorie de la connaissance était qualifiée d'empiriste car il considérait que l'expérience est l'origine de la connaissance. Sa théorie politique est l'une de celles qui fondèrent le libéralisme1 et la notion d'« État de droit ». Son influence fut considérable dans ces deux courants de pensée.

[459] Paul Lafargue(1880), Le droit à la paresse. Bureau d'éditions 1929 Paris in 12 Broché, 40 pages. Réédition de l'édition de 1880

[460] La Charte du Manden (ou Mandé, Manden est la transcription officielle du pays mandingue), ou Manden Kalikan en langue malinké se présente comme conçue par la confrérie des chasseurs du Mandé (au sud de Bamako). Cette déclaration a été transmise par voie orale. Il n'en existerait pas de trace écrite. Celle-ci aurait été solennellement proclamée le jour de l'intronisation de Soundiata Keïta comme empereur du Mali à la fin de l'année 1222. La Charte qui est décrite ci-dessous provient des travaux de Wa Kamissoko, menés dans les années 1970.

Certains y voient même une arme idéologique de destruction culturelle et religieuse, et d'asservissement économique des autres nations. Ainsi, le principe d'universalité des droits de l'homme est parfois contesté par certains pays »[461].

Les pays occidentaux sont accusés de vouloir relancer indirectement une politique colonialiste, remodelant le monde à l'image qu'ils souhaitent donner d'eux-mêmes. Cette crise a été particulièrement aiguë en ce qui concerne le principe de l'ingérence humanitaire, qualifiée par Bernard KOUCHNER de droit d'ingérence, reprenant un concept créé par le philosophe Jean-François REVEL en 1979, voire de devoir d'ingérence (obligation faite à tout État de fournir assistance, à la demande de l'autorité supranationale).

Ce constat a amené l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à déclarer en 1981 la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Cette charte reprend le principe de la Déclaration universelle de 1948, en y ajoutant un certain nombre de droits qui y ont été négligés : le droit à l'autodétermination des peuples ou l'obligation faite aux États « d'éliminer toutes les formes d'exploitation économique étrangère » par exemple. Mais au-delà de cet ajout transparaît une certaine relativisation implicite des droits de l'homme, qui sont placés à égalité avec les devoirs envers la famille et l'État. On peut également citer la Déclaration des droits de l'homme en islam adoptée le 5 août 1990 par l'Organisation de la conférence islamique (OCI), qui proclame dans son article 10 que l'islam est la « religion naturelle de l'homme ».

L'universalisme - ou l'universalité - des droits de l'homme, tels que définis en Occident, est souvent mise en opposition au relativisme culturel qui promeut une notion d'égalité des cultures - fussent-elles les plus brutales du point de vue du monde occidental, et qui peut aussi aller jusqu'à rejeter toute possibilité d'évolution des valeurs ethniques.

Dans ce contexte de disputes d'écoles de pensées devenues superflues aujourd'hui, comment la question des droits de l'homme est-elle abordée aujourd'hui par les Etats Membres de l'UEMOA ? Pour répondre à cette question, il convient tout d'abord de faire le point sur la place des droits humains dans les instruments juridiques fondamentaux de ces Etats avant de nous intéresser ensuite à la pratique des droits humains dans chacun des pays de l'Union.

Le Traité constitutif de l'UEMOA fait mention en son article 4 à la Déclaration Universelle des droits de l'homme et à la Charte africaine des droits de l'homme et déclare s'y conformer. C'est la seule référence explicite de l'Union relativement aux droits humains.

---

[461] M'baye Keba : *les droits de l'homme en Afrique noire ; Pédone, paris 1992 ; p.5*

A la différence de l'institution sous régionale, les Etats qui en font partie sont assez prolixes. Dans leurs lois fondamentales, certains n'ont pas hésité à consacrer des titres entiers aux droits humains. C'est notamment le cas du Bénin, du Mali, du Niger et du Togo. Le processus de démocratisation en cours a contribué à l'élargissement de la sphère des droits de l'homme, particulièrement les droits civils et politiques. La gouvernance démocratique, une exigence de la Communauté internationale en général et de la France ancienne puissance coloniale[462], est passée par là, même si elle est mal perçue par certains dirigeants politiques, contraints malgré eux de s'y plier et de lâcher du lest dans la conduite autoritaire des affaires publiques. Des forums (conférences nationales) et des élections démocratiques sont partout organisés, permettant à des pouvoirs fondés sur des constitutions républicaines de s'installer[463].

Toutefois, la démocratisation au pas de charge n'est pas sans déplaire aux tenants d'un Etat fort surplombant le droit et réticent à être limité par les droits humains. Des crises politiques suivies de coups d'Etat militaires (le Niger en compte trois depuis 1991, année de l'instauration de la démocratie) sont la preuve que la culture démocratique et l'Etat de droit indispensables aux droits humains sont et demeurent des quêtes permanentes en Afrique. Les conflits post électoraux au Togo et en Côte d'Ivoire notamment, les rebellions armées au Mali et au Niger attestent de cette triste réalité.

Paragraphe 2 : La discordance entre la théorie et la pratique des droits de l'homme au sein des Etats de l'UEMOA.

En considération de ce qui précède, force est de reconnaître que l'UEMOA, émanation d'Etats jaloux de leur souveraineté et dont la plupart des gouvernants ne sont que des démocrates de façade, n'a pas été active dans le sens de la consolidation de la bonne gouvernance, de l'Etat de droit et des droits humains. Elle s'est souvent contentée lorsque des crises surgissaient à l'intérieur des Etats Membres d'en prendre acte et de constater les dégâts, laissant à l'ONU, à l'UE, aux USA, à l'Union Africaine ou encore à la CEDEAO le rôle de pompier. Pour les Etats de l'UEMOA, la construction de la nation avec pour corollaire la consolidation de la souveraineté internationale passent avant les droits humains[464].

---

[462] Le discours de la Baule de François MITTERAND de 1989 est illustratif à ce sujet.

[463] La Conférence nationale souveraine de la République du Bénin tenue en 1990 qui a abouti à l'instauration de la démocratie pluraliste dans cet Etat, a inspiré et servi de modèle à une série de conférences dites des forces vives de la nation organisées entre 1991 et 1992 dans plusieurs pays africains, comme le Niger,, le Mali, le Togo et l'ex-Zaïre (Actuel République Démocratique du Congo). Ces grands forums ont permis des avancées certaines en matière de gouvernance démocratique avec la généralisation du multipartisme et la tenue d'élections disputées.

[464] Luc Marius IBRIGA et Abou Said COULIBALY *« droit communautaire ouest africain »,* collection précis de droit burkinabé novembre 2008, p.23

A. La construction de la nation

Le retrait de la métropole des choses publiques de ses anciennes colonies est la conséquence de la naissance de nouvelles entités juridiques. La consolidation de l'Etat-nation était donc au centre des préoccupations des gouvernants placés à la tête de ces Etats nouveaux qui réclamaient alors un traitement égal et la prise en compte par la Communauté internationale de leurs réalités nationales spécifiques.

Cette attitude d'exaltation de l'Etat-nation a, du reste, constitué un frein à la réalisation de l'intégration africaine. L'OUA (actuelle UA), créée en mai 1963 apparaît toujours et davantage comme une organisation « de coordination et de coopération, elle ne vise pas à l'intégration des Etats membres »[465]

B. La revendication de l'égale souveraineté des Etats sur le plan international

A leur accession à la souveraineté internationale, les Etats africains en général se sont trouvés face et soumis à l'ordre international en vigueur. Ce qui a provoqué une certaine atténuation, voire « une remise en question des régimes juridiques internationaux ».

Dans ce cadre, par exemple un pays comme le Niger a développé une bonne partie de sa politique extérieure dans cette logique contestatrice de l'ordre international, et l'a orienté vers des relations réalistes tenant compte de sa spécificité socio-économique.

L'on s'achemine progressivement vers l'élaboration et le développement de nouvelles branches du Droit international : le Droit international économique, puis le Droit international du Développement[466].

Cette approche paraît en effet comme plus proche et plus pragmatique que certains principes lourds et parfois inopérants à l'égard de certains pays comme le Niger, c'est le cas des Droits de l'Homme.

Mais pour autant, on ne peut parler d'une ignorance de ces principes. En effet, dès le lendemain de son indépendance, le Niger a procédé à la confirmation de son acceptation de certaines normes en la matière qui lui étaient appliquées de fait de la ratification par la métropole. On peut citer à ce titre :

---

[465] François BORELLA, op cit P. 239,
David RUZIE : *Droit International Public, 15ème édition, page 6*
[466] David RUZIE : *Droit International Public, 15ème édition, page 6*

- la convention sur l'abolition du travail forcé, adoptée en 1957[467] ;
- la convention sur l'esclavage, adoptée en 1926 et notification de succession en 1961[468] ;
- la convention sur le statut des réfugiés adoptée en 1954 et notification de succession en 1961[469] ;
- la convention sur les droits politiques de la femme, adoptée en 1952 et notification de succession en 1964[470].

En outre, le Niger indépendant a aussi ratifié des conventions relatives aux Droits de l'Homme. Il s'agit par exemple de la convention supplémentaire sur l'esclavage de 1956, la Convention sur la répression de la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution d'autrui de 1949, la Convention sur la discrimination dans le domaine de l'enseignement de 1960. Cet état de fait met en exergue la prise en compte de la question des Droits de l'Homme dans la politique extérieure du Niger. Mais elle n'avait qu'une importance relative car ne constituant pas une priorité nationale. Il s'agit sur ce point précis de consolider l'Etat et de poser les bases de son indépendance économique et de son développement interne, toutes choses devant aboutir à terme à la reconnaissance et à l'imposition de l'égalité entre les Etats.

C'est alors dans cette perspective que la politique extérieure nigérienne a privilégié les rapports bilatéraux et a œuvré fortement pour une intégration africaine, gage d'un Droit International prenant en compte les aspirations des communautés nouvellement souveraines, un meilleur cadre de réflexion et d'atteinte d'objectifs spécifiques du continent. C'est ainsi qu'ont vu le jour des organisations régionales africaines telles que l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest(CEDEAO), l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA) … devant permettre à terme une meilleure prise en compte des réalités nationales.

Pour conclure, il convient de se demander et d'admettre avec l'historien KI-ZERBO, « à quoi sert la souveraineté nationale si elle n'existe pas »[471] (vu le contexte de la mondialisation). Il n'y a pas de souveraineté dans la famine et dans la mendicité. Surtout que l'abandon total ou partiel de souveraineté est prévu par les constitutions établies par les peuples, que les présidents ont fait serment de les appliquer et que les parlements qui votent les lois et ratifient les traités, n'ont pas la force de poser des actes fondateurs d'une nouvelle Afrique[472].

---

[467] RJDH, *les instruments juridiques ratifiés par le Niger en matière de Droit de l'Homme.*
[468] RJDH, Idem.
[469] idem RJDH, *les instruments juridiques ratifiés par le Niger en matière de Droit de l'Homme.*
[470] Idem.
[471] Pr ; J. KI-ZERBO ; Repères pour l'Afrique ; Ed. Silex /Nouvelles du Sud, Dakar 2007 ; p.210
[472] Pr ; Joseph KI-ZERBO ; *Repères pour l'Afrique ; Ed. Silex /Nouvelles du Sud, Dakar 2007 ; p.210*

Section II : L'impact négatif des ingérences étatiques sur l'activité normative de l'UEMOA en matière de droits de l'homme.

L'antagonisme entre la souveraineté nationale des Etats et la jouissance des droits humains est un prétexte fallacieux à l'approche timide desdits droits dans l'ordonnancement juridique des Etats membres de l'UEMOA. Le refus de coopérer au respect des droits humains en dépit la consécration expresse du principe de la primauté des normes internationales par le droit positif des Etats de l'Union et la mal gouvernance sont incontestablement des freins intrinsèques aux mutations que commande la gouvernance politique et juridique mondiale.

Paragraphe 1 : Le manque de volonté des Etats de coopérer au sein de l'UEMOA à la promotion des droits de l'homme.

L'adhésion aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme emporte l'obligation de les respecter et de rendre compte aux instances internationales compétentes. Des rapports périodiques et des communications diverses sur l'état des droits humains sont prévus et exigés des Etats. La production par les Etats Membres de l'UEMOA de tels documents importants reste insignifiante, tout comme du reste la ratification de certaines conventions pour laquelle ils traînent les pieds. Voir ci-dessous le niveau d'engagement des Etats membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie en matière de droits humains. Les huit pays membres de l'UEMOA en font partie. (Cf. les tableaux ci-joint ; pp.41-44). Source ; Etat des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone ; Deuxième rapport de l'Observatoire ad hoc, Paris 2006).

QUATRE TABLEAUX ANNEXES: Source : Etat des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone ; dans le Deuxième Rapport de l'Observatoire ad hoc, Paris 2006).

TABLEAU III

Niveau d'engagement international des Etats membres de l'Organisation internationale de la Francophonie dans le domaine des droits de l'Homme et du droit humanitaire en 2005

	Niveau de ratification		Degré d'ouverture			Niveau de contrôle			
Etats membres	Droits de l'Homme	Droit internat. humanitaire ou pénal	Communications étatiques (art. 41. P.CP)	Communications individuelles (Protocole P.CP)	Invitation permanente	Visite(s) récente(s)	Présentation des rapports	Procédure spéciale géographique	Article 90 Protocole1 aux CG
Albanie	A	A	B	B	B	A	A	B	B
Andorre	C	B	B	B	B	B	B	B	B
Belgique	A	A	A	A	A	A	A	B	A
Bénin	A	B	B	A	B	B	A	B	B
Bulgarie	A	A	A	A	A	B	C	B	A
Burkina Faso	A+	A	B	A	B	A	A	B	A
Burundi	A	A	B	B	B	A	B	A	B
Cambodge	A	A	B	B	B	A	B	A	B
Cameroun	A	C	B	A	B	A	B	B	B
Canada	A	A	A	A	A	A	A	B	A
Cap-Vert	A	C	B	A	B	B	C	B	A
République centrafricaine	B	B	B	A	B	B	C	B	B
Comores	C	B	B	B	B	B	C	B	B
Congo	A	B	A	A	B	B	B	B	B
République démocratique du Congo	A	A	B	A	B	A	B	A	A
Côte d'Ivoire	A	A	B	A	B	A	C	B	B
Djibouti	B	B	B	A	B	B	C	B	B
Dominique	C	B	B	B	B	B	C	B	B
Egypte	A+	B	B	B	B	A	A	B	B
Ex-République Yougoslave de Macédoine	A	A	B	A	A	A	A	B	A
France	A	A	B	A	A	A	A	B	B
Gabon	A	A	B	B	B	B	B	B	B

TABLEAU III

Niveau d'engagement international des Etats membres de l'Organisation internationale de la Francophonie dans le domaine des droits de l'Homme et du droit humanitaire en 2005

Grèce	A	A	B	A	A	A	A	B	A
Guinée	A+	A	B	A	B	B	C	B	A
Guinée Bissau	C	C	B	B	B	B	C	B	B
Guinée Equatoriale	A	C	B	A	B	A	C	A	B
Haïti	B	B	B	B	B	A	C	A	B
Laos	C	B	B	B	B	A	C	B	A
Liban	A	B	B	B	B	A	B	B	B
Luxembourg	A	A	A	A	A	B	A	B	A
Madagascar	A	C	B	A	B	A	C	B	A
Mali	A+	A	B	A	B	A	B	B	A
Maroc	A+	B	B	B	B	A	A	B	B
Maurice	A	B	B	A	B	A	B	B	B
Mauritanie	A	C	B	B	B	B	B	B	B
Moldavie	A	B	B	B	B	B	A	B	B
Monaco	A	B	B	B	B	B	A	B	B
Niger	A	B	B	A	B	B	C	B	B
Roumanie	A	A	B	A	A	A	B	B	A
Rwanda	B	B	B	B	B	B	C	A	A
Sainte Lucie	C	C	B	B	B	B	C	B	B
Sao Tome et Principe	B	C	B	B	B	B	C	B	B
Sénégal	A+	A	A	A	B	A	B	B	B
Seychelles	A+	B	B	A	B	B	B	C	B
Suisse	A	A	A	B	A	A	A	B	A
Tchad	B	C	B	A	B	B	C	A	B
Togo	A	B	B	A	B	B	C	B	A
Tunisie	A	B	A	B	B	A	B	B	B
Vanuatu	C	C	B	B	B	B	C	B	B
Vietnam	B	B	B	B	B	B	B	B	B

TABLEAU XV : La protection des femmes et des enfants

	Conv. discrimination à l'égard des femmes	Prot. à la Conv. discrimination à l'égard des femmes	Prot sur les enfants dans les conflits armés	Prot. sur la vente et la prostitution des enfants	Conv. n°182 de l'OIT
Albanie	11 mai 1994	23 juin 2003	NON	NON	2 août 2001
Andorre	15 janv. 1997	14 oct. 2002	30 avr. 2001	30 avr. 2001	NON
Belgique	10 juill. 1985	17 juin 2004	6 mai 2002	17 mars 2006	8 mai 2002
Benin	12 mars 1992	S. 25 mai 2000	31 janv. 2005	31 janv. 2005	6 nov. 2001
Bulgarie	8 févr. 1982	S. 6 juin 2000	12 févr. 2002	12 févr. 2002	28 juill. 2000
Burkina Faso	14 oct. 1987	10 oct. 2005	S. 16 nov. 2001	31 mars 2006	25 juill. 2001
Burundi	8 janv. 1992	S. 13 nov. 2001	S. 13 nov. 2001	NON	11 juin 2002
Cambodge	15 oct. 1992	S. 11 nov. 2001	16 juill. 2004	30 mai 2002	14 mars 2006
Cameroun	23 août 1994	7 janv. 2005	S. 5 oct. 2001	S. 5 oct. 2001	5 juin 2002
Canada	10 déc. 1981	18 oct. 2002	7 juill. 2000	14 sept. 2005	6 juin 2000
Cap-Vert	5 déc. 1980	NON	10 mai 2002	10 mai 2002	23 oct. 2001
RCA	21 juin 1991	NON	NON	NON	28 juin 2000
Comores	31 oct. 1994	NON	NON	NON	17 mars 2004
Congo	26 juill. 1982	NON	NON	NON	23 août 2002
RD Congo	17 oct. 1986	NON	11 nov. 2001	11 nov. 2001	20 juin 2001
Côte d'Ivoire	18 déc. 1995	NON	NON	NON	7 févr. 2003
Djibouti	2 déc. 1998	NON	NON	NON	28 févr. 2005
Dominique	15 sept. 1980	NON	20 sept. 2002	20 sept. 2002	4 janv. 2001
Egypte	18 sept. 1981	NON	NON	12 juill. 2002	6 mai 2002
France	14 déc. 1983	9 juin 2000	5 févr. 2003	5 févr. 2003	11 sept. 2001
Gabon	21 janv. 1983	5 nov. 2004	S. 8 sept. 2000	S. 8 sept. 2000	28 mars 2001
Grèce	7 juin 1983	24 janv. 2002	22 oct. 2003	S. 7 sept. 2000	6 nov. 2001
Guinée	9 août 1982	NON	NON	NON	6 juin 2003
Guinée-Bissau	23 août 1985	S. 12 sept. 2000	S. 8 sept. 2000	S. 8 sept. 2000	NON
Guinée Equat.	23 oct. 1984	NON	NON	7 février 2003	13 août 2001
Haïti	20 juill. 1981	NON	S. 15 août 2002	S. 15 août 2002	NON
Laos	14 août 1981	NON	NON	NON	13 juin 2005
Liban	16 avr. 1997	NON	S. 11 févr. 2002	8 nov. 2004	11 sept. 2001
Luxembourg	2 févr. 1989	1er juillet 2003	4 août 2004	S. 8 sept. 2000	21 mars 2001
Ex. Rép. Yougoslave de Macédoine	18 janv. 1994	17 oct. 2003	12 janv. 2004	17 oct. 2003	30 mai 2002
Madagascar	17 mars 1989	S. 7 sept. 2000	22 sept. 2004	22 sept. 2004	4 oct. 2001
Mali	10 sept. 1985	5 déc. 2000	16 mai 2002	16 mai 2002	14 juill. 2000
Maroc	21 juin 1993	NON	22 mai 2002	2 oct. 2001	26 janv. 2001
Maurice	9 juill. 1984	S. 11 nov. 2001	S. 11 nov. 2001	S. 11 nov. 2001	8 juin 2000
Mauritanie	10 mai 2001	NON	NON	NON	3 déc. 2001
Moldavie	1er juill. 1994	28 févr. 2006	7 avr. 2004	S. 8 févr. 2002	14 juin 2002
Monaco	18 mars 2005	NON	13 nov. 2001	S. 26 juin 2000	NON
Niger	8 oct. 1999	30 sept. 2004	NON	26 oct. 2004	23 oct. 2000
Roumanie	7 janv. 1982	25 août 2003	10 nov. 2001	18 oct. 2001	13 déc. 2000
Rwanda	2 mars 1981	NON	23 avr. 2002	14 mars 2002	23 mai 2000
Sainte-Lucie	8 oct. 1982	NON	NON	NON	6 déc. 2000
Sao Tome	3 juin 2003	S. 6 sept. 2000	NON	NON	4 mai 2005
Sénégal	5 févr. 1985	26 mai 2000	3 mars 2004	5 nov. 2003	1er juin 2000
Seychelles	5 mai 1992	S. 22 juill. 2002	S. 23 janv. 2001	S. 23 janv. 2001	28 sept. 1999
Suisse	27 mars 1997	NON	26 juin 2002	S. 7 sept. 2000	28 juin 2000
Tchad	9 juin 1995	NON	28 août 2002	28 août 2002	6 nov. 2000
Togo	26 sept. 1983	NON	28 nov. 2005	2 juill. 2004	19 sept. 2000
Tunisie	20 sept. 1985	NON	2 janv. 2003	13 sept. 2002	28 févr. 2000
Vanuatu	8 sept. 1985	NON	S. 16 sept. 2005	S. 16 sept. 2005	NON
Vietnam	17 févr. 1982	NON	20 déc. 2001	20 déc. 2001	19 déc. 2000
Nombre de ratifications (sur 50 États)	50 R.	16 R. 9 S.	26 R. 10 S.	27 R. 11 S.	45 R.

TABLEAU XVI : La protection des réfugiés et des apatrides

	Conv. réfugiés	Prot. Réfugiés	Conv. statut des apatrides	Conv. réduction des cas d'apatridie
Albanie	18 août 1992	18 août 1992	26 juin 2003	9 juill. 2003
Andorre	NON	NON	NON	NON
Belgique	22 juill. 1953	8 avr. 1969	27 mai 1960	NON
Benin	4 avr. 1962	6 juill. 1970	NON	NON
Bulgarie	12 mai 1993	12 mai 1993	NON	NON
Burkina Faso	18 juin 1980	18 juin 1980	NON	NON
Burundi	19 juill. 1963	15 mars 1971	NON	NON
Cambodge	15 oct. 1992	15 oct. 1992	NON	NON
Cameroun	23 oct. 1961	19 sept. 1967	NON	NON
Canada	4 juin 1969	4 juin 1969	NON	17 juill. 1978
Cap-Vert	NON	9 juillet 1987	NON	NON
RCA	4 sept. 1962	30 août 1967	NON	NON
Comores	NON	NON	NON	NON
Congo	15 oct. 1962	10 juill. 1970	NON	NON
RD Congo	19 juill. 1965	13 janv. 1975	NON	NON
Côte d'Ivoire	8 déc. 1961	16 févr. 1970	NON	NON
Djibouti	9 août 1977	9 août 1977	NON	NON
Dominique	17 févr. 1994	17 févr. 1994	NON	NON
Egypte	22 mai 1981	22 mai 1981	NON	NON
France	23 juin 1954	3 févr. 1971	8 mars 1960	S. 31 mai 1962
Gabon	27 avr. 1964	28 août 1973	NON	NON
Grèce	5 avr. 1960	7 août 1968	4 nov. 1975	NON
Guinée	28 déc. 1965	16 mai 1968	21 mars 1962	NON
Guinée-Bissau	11 févr. 1976	11 févr. 1976	NON	NON
Guinée Equat.	7 févr. 1986	7 févr. 1986	NON	NON
Haïti	25 sept. 1984	25 sept. 1984	NON	NON
Laos	NON	NON	NON	NON
Liban	NON	NON	NON	NON
Luxembourg	23 juill. 1953	22 avril 1971	27 juin 1960	NON
Ex. Rép. Yougoslave de Macédoine	18 janv. 1994	18 janv. 1994	18 janv. 1994	NON
Madagascar	18 déc. 1967	NON	20 févr. 1962	NON
Mali	2 févr. 1973	2 févr. 1973	NON	NON
Maroc	7 nov. 1956	10 avr. 1971	NON	NON
Maurice	NON	NON	NON	NON
Mauritanie	5 mai 1987	5 mai 1987	NON	NON
Moldavie	31 janv. 2002	31 janv. 2002	NON	NON
Monaco	18 mai 1954	NON	NON	NON
Niger	25 août 1961	2 févr. 1970	NON	17 juin 1985
Roumanie	7 août 1991	7 août 1991	27 janv. 2006	27 janv. 2006
Rwanda	3 janv. 1980	3 janv. 1980	NON	NON
Sainte-Lucie	NON	NON	NON	NON
Sao Tome	1er févr. 1978	1er févr. 1978	NON	NON
Sénégal	2 mai 1963	3 oct. 1967	21 sept. 2005	21 sept. 2005
Seychelles	23 avr. 1980	23 avr. 1980	NON	NON
Suisse	21 janv. 1955	20 mai 1968	3 juill. 1972	NON
Tchad	19 août 1981	19 août 1981	12 août 1999	12 août 1999
Togo	27 févr. 1962	1 déc. 1969	NON	NON
Tunisie	24 oct. 1957	16 oct. 1968	29 juill. 1969	12 mai 2000
Vanuatu	NON	NON	NON	NON
Vietnam	NON	NON	NON	NON
Nombre de ratifications (sur 50 États francophones)	41 R.	40 R.	13 R.	7 R. 1 signature

Paragraphe 2 : La mal gouvernance politique, entrave à l'émergence d'un droit communautaire harmonisé afférent aux droits de l'homme.

L'UEMOA est largement tributaire de la volonté des Etats membres. Ceux-ci exigent d'elle, comme du reste de la Communauté internationale, qu'elle tienne compte de ce qu'ils qualifient de réalités nationales et qu'elle s'attaque au développement économique et social, concept qu'ils appréhendent d'ailleurs de façon restrictive.

A. La nécessité de tenir compte des réalités internes

La mise en œuvre des instruments juridiques internationaux relatifs aux Droits de l'Homme, surtout ceux ratifiés par la communauté internationale et en vigueur bien avant les indépendances, était apparue lourde et inopportune pour les Etats dès les années 1960. Ils les trouvaient trop « européocentriques »[473]. Un réaménagement s'imposait. Le Droit international devait apporter des tempéraments à certains de ses principes afin de permettre aux Etats que les puissances coloniales venaient de « libérer » de s'occuper véritablement de leurs problèmes internes et de leur reconnaître une sorte de « droit de violer les Droits de l'Homme » ; du moins le droit de sélectionner parmi ceux-ci ceux qu'ils pourraient mettre en œuvre le plus facilement.

En tout état de cause, la politique extérieure de ces Etats fut fondée sur l'option de la coopération bilatérale. La priorité fut donnée aux accords bilatéraux, aux accords d'investissement pour l'exploitation des ressources naturelles, à la coopération militaire, culturelle et scientifique. Cette approche visait, à terme, le droit au développement ou la satisfaction des droits sociaux, économiques et culturels qui constituent une partie importante des Droits de l'Homme.

On constate donc que la faible importance des Droits de l'Homme dans la gouvernance des Etats nouveaux concernait en fait les droits politiques et civils de l'Homme. Sur ce plan, nonobstant les engagements internationaux souscrits, les libertés publiques (libertés d'opinion, d'association et de manifestation, droit de chacun de participer à la vie politique, droit à un procès juste et équitable…), ont été bafouées, faisant l'objet de violations flagrantes aussi bien sous les régimes civils que militaires.

[473] David RUZIE, op. Cit page 6.

Cette tendance répressive et restrictive des libertés pouvait être liée au fait qu'en Afrique le pouvoir des chefs n'admettait pas de limites, a plus forte raison d'opposition. Elle devait favoriser la mise en place d'un Etat fort.

Toutefois, force est de constater que le résultat de la démarche est mitigé. En effet, si elle a permis la création et la mise en place des Institutions de la République, la construction de nombreux édifices et infrastructures publics, l'installation d'unités industrielles, notamment minières et énergétiques… elle a été le théâtre d'atteintes graves aux libertés et au principe d'égalité. Cette politique a montré ses limites et a suscité l'irruption de l'armée dans l'arène politique.

Dans tous les cas, en dépit des changements anticonstitutionnels fréquents d'hommes à la tête de certains pays de la sous-région (seul le Sénégal fait exception en matière de putsch militaire), le problème reste entier. Sans doute, la question de leadership n'y est pas étrangère. En effet, comme l'a si clairement écrit mais avec un brin d'excès Robert DUSSEY : *« Développer et démocratiser les sociétés africaines est une entreprise difficile qui prendra du temps (…) Quand on observe sérieusement les leaders politiques africains, on constate malheureusement qu'ils sont parfois ignorants et manipulés, surtout coupables, rarement innocents. L'observation des pratiques sociales et du rapport à l'Etat de l'africain montre qu'ils vivent sous le règne de l'irresponsabilité collective. Ce état de fait se manifeste par une privatisation par chacun de la parcelle d'Etat dont il dispose, d'un mépris évident du bien commun et de la chose publique concrétisé par les détournements de fonds publics ou le mauvais usage des infrastructures et matériels publics »*[474]

L'Etat africain ne transcende pas encore les intérêts personnels de leurs gouvernants. C'est un Etat patrimonial et, très souvent, les dirigeants arrivent au pouvoir alors qu'ils sont loin d'être fortunés. Ils se servent du pouvoir pour accumuler des biens de toutes sortes, ce, par des opérations frauduleuses à l'occasion de l'attribution de marchés publics. Généralement, une complicité plus ou moins mafieuse s'établit ainsi entre les dirigeants politiques et les opérateurs économiques, et c'est au niveau de la famille, des amis et connaissances des responsables politiques que les avoirs économiques et financiers s'accumulent.

Il convient de souligner que la corruption généralisée rend encore plus sombre ce tableau. En effet, l'Afrique se trouve dans une situation extrêmement paradoxale : c'est en effet le continent le plus pauvre du monde alors que c'est aussi le plus riche en termes de ressources naturelles et minières.

[474] Robert DUSSEY : *L'Afrique malade de ses hommes politiques, Ed. Jean PICOLLEC, 2008, p. 165*

La pauvreté qui y sévit s'explique en grande partie par le manque de main d'œuvre qualifiée, par une mauvaise gestion des ressources existantes qui conduit à une mauvaise redistribution des richesses. Mais les spécialistes du développement s'accordent à dire que le plus grand mal qui ronge l'Afrique et qui freine sa croissance est la corruption.

Présente à tous les niveaux de la société, elle empêche l'établissement d'un environnement économique stable et ruine les effets positifs de l'aide internationale qui afflue pourtant sur le continent.

Est-il possible de lutter contre la corruption lorsque celle-ci est profondément ancrée dans les mœurs ? La question est toujours d'actualité.

Il existe de multiples définitions de la corruption mais, expliquée très simplement, la notion se réfère à l'obtention de services indus par le biais d'un abus de pouvoir ou par le versement de pots-de-vin. Elle est généralement réprimée par les lois pénales, tant que son mécanisme est apparent, mais elle échappe souvent à toutes poursuites puisque les appareils judiciaires des pays où elle sévit sont généralement eux-mêmes victimes de la corruption.

La corruption existe depuis la nuit des temps, sous des formes diverses, mais certains pays, dont la Finlande et la Norvège, considérés comme les pays les plus intègres de la planète, ont réussi à l'endiguer. Ce n'est pas le cas des pays africains qui la vivent au quotidien et où elle est entrée dans les coutumes de la population. Si au départ, la corruption avait simplement revêtu la forme de troc, un service rendu contre un bien matériel ou une somme d'argent, elle se présente aujourd'hui sous diverses formes parfois difficiles à détecter. Cette situation rend la lutte menée contre elle par les différentes autorités bien plus difficile qu'auparavant.

La corruption en Afrique touche de nombreux domaines et compte de nombreux degrés d'intervention. Le secteur le plus touché est toutefois celui de l'Administration publique où elle s'exerce à tous les échelons. Elle est par exemple utilisée par les entreprises privées proches des pouvoirs en place pour s'arroger la quasi-totalité des marchés publics, tuant dans l'œuf la transparence et l'équité nécessaires à la bonne gestion des fonds publics. Elle est aussi utilisée pour évoluer dans la hiérarchie de la fonction publique, et les personnes compétentes sont ainsi écartées des affaires publiques et remplacées par des personnes à l'influence certaine.[475]

[475] Robert DUSSEY : *L'Afrique malade de ses hommes politiques, Ed. Jean PICOLLEC, 2008, p. 112*

La corruption a cours dans le moindre petit bureau administratif et il n'est pas rare que les citoyens paient un pot-de-vin pour obtenir un titre foncier ou une carte d'identité nationale plus rapidement. Dans un certain sens, la lenteur légendaire de l'Administration africaine a favorisé l'expansion de la corruption. Néanmoins, l'inverse est également valable car le développement de la corruption a habitué les fonctionnaires au gain facile et voue tout effort de mise en place de l'intégrité à l'échec. La corruption a même cours dans les milieux scolaires et universitaires car beaucoup d'étudiants africains achètent leurs diplômes au lieu de fournir les efforts nécessaires à leur réussite. Les professeurs, mal rémunérés par l'Etat, y voient un moyen pour arrondir leurs fins de mois et n'hésitent pas à cautionner ces pratiques hautement répréhensibles sous d'autres cieux. Les exemples de manifestations de la corruption ne manquent pas : payer une infirmière pour avoir une chambre d'hôpital décente, pratiquer l'évasion fiscale en graissant la patte des fonctionnaires concernés, importer un bien sans s'acquitter des droits de douane, etc.

La pratique généralisée de la corruption entraîne la perte de crédibilité des appareils étatiques et des fonctionnaires en général, un manque à gagner phénoménal (recettes fiscales et douanières manquantes, etc.) pour l'Etat, une mauvaise exécution des travaux publics issus de marchés conclus de gré à gré, et donc une faible longévité des infrastructures publiques.

Les détournements de fonds nationaux et internationaux sont légion et l'aide internationale octroyée par les bailleurs de fonds (FMI, Banque Mondiale, BAD, etc.) tombe souvent dans les poches de dirigeants véreux et de leurs acolytes. Il n'est pas étonnant que l'Afrique n'ait jamais pu sortir du marasme dans lequel elle est tombée au lendemain de la décolonisation.

Avec l'appui des instances et organisations internationales comme Transparency International, les pays africains ont mis en place des initiatives destinées à réduire les méfaits de la corruption. Des bureaux anti-corruption,[476] sortes de cours indépendantes dévolues à la traque et à la poursuite des corrupteurs, ont été créés, de nouvelles procédures abondant dans le sens de la transparence totale des affaires publiques ont été instaurées et la répression de la corruption en général s'est voulue plus sévère.

[476] Des autorités administratives indépendantes de lutte contre le fléau, comme la haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCI) au Niger, ont vu le jour dans tous les Etats de l'UEMOA

Les gouvernants et les titulaires de mandats électifs de certains pays ont été astreints à présenter publiquement le bilan de leurs avoirs personnels, donnant ainsi au peuple l'occasion de contrôler indirectement ses élus.[477] Bien que ces tentatives de lutte contre la corruption soient plus ou moins efficaces, il est certain que cette pratique ne disparaîtra du continent africain que si la mentalité de la population elle-même change radicalement.

L'Indice de Perception de la Corruption (IPC) publié annuellement par Transparency International ne ment pas : les pays africains sont encore loin d'atteindre l'idéal d'intégrité auquel ils aspirent. L'amélioration de l'éducation de la population est aujourd'hui considérée comme la meilleure piste pour éradiquer le fléau de la corruption. En définitive, malgré la levée de boucliers qui la stigmatise, la corruption semble avoir de beaux restes.

B. L'objectif de développement, justification d'une coopération exclusive des droits de l'Homme

L'intégration des donnes internationales telles que les Droits de l'Homme ne doit pas occulter les impératifs nationaux, notamment le développement économique. Nous nous appuierons sur le cas du Niger dans nos analyses dont la politique extérieure a longtemps reflété cette vision développementaliste de la coopération ; au point où sa politique intérieure excluait pratiquement les Droits de l'Homme.

[477] Au Niger, au Bénin, et au Mali, la déclaration des biens du Président de la République et des ministres est une obligation constitutionnelle, inscrite expressément dans la Loi fondamentale.

B.1 Une coopération à caractère économique

L'égalité théorique qui existe entre les Etats occulte assez pudiquement des inégalités palpables du point de vue purement économique et de celui du développement humain. Cela a conduit à une certaine « désolidarisation » de certains Etats dont le Niger par rapport à des principes universalistes dont l'intérêt, sur le plan local, est assez insignifiant.[478] La prise en compte de cet état de fait a abouti à l'adoption, finalement par la communauté internationale dans son ensemble, d'un nouvel axe d'orientation des relations internationales : c'est la création progressive du Droit international du développement. Ce nouveau courant a été conforté par de nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en la matière[479].

Cette attitude de l'ONU est la conséquence de l'abandon par les Etats notamment africains du suivisme qu'ils avaient adopté depuis les indépendances. En ce qui concerne le Niger, cette démarcation était perceptible déjà en 1960. En effet, lors de l'accession du pays à l'Organisation des Nations Unies, le Président de la République, Hamani DIORI, avait clairement affirmé que, « la politique que suivra le Niger sur la scène internationale reflétera l'âme nigérienne ».[480]

Sur un tout autre plan, il est évident que le meilleur cadre de négociations portant sur les problèmes d'un pays est soit un regroupement des pays dans la même situation (mise en place de regroupement d'Etats tels que l'OUA ou le Conseil de l'Entente dont le Niger est membre), soit le moyen des conventions bilatérales. Cette dernière démarche est envisagée par le Niger pour ses besoins de financement et cela sur toute la période de 1960 à 1990.

En effet, le Président Seyni KOUNTCHE n'a pas remis en cause dans les faits l'assertion de son prédécesseur qui disait le 27 Mars 1960 *qu'* « un pays ne peut se développer sans les moyens techniques et les capitaux nécessaires ». Cependant, une plus grande attention est accordée par le régime militaire qui a gouverné de 1974 à 1991. Il affirmait ainsi que *« les ressources sont et demeureront nationales. Leur exploitation et leur commercialisation ne peuvent donc se convenir que le cadre du développement du pays*[481] *»*.

---

[478] Sur les options politiques de l'Afrique et les turpitudes de ses gouvernants, voir notamment : Robert DUSSEY *«l'Afrique malade de ses hommes politiques», Ed. Jean PICCOLEC Paris 2008 et Jean François BAYARD «L'Etat en Afrique, la politique du ventre», Ed. Fayard, Paris 1989*

[479] Résolution des Nations Unies sur la charte des droits et devoirs économiques des Etats, adoptée en 1974.

[480] Message à la Nation du 2 août 1960 lors de la proclamation de l'indépendance du Niger

[481] Discours programme du chef de l'Etat en date 22 Avril 1974, juste après le renversement du régime constitutionnel en place depuis 1960.

En dépit des problèmes qui l'assaillent au plan interne, le Niger a cependant tenu à faire un clin d'œil aux des droits de l'Homme. C'est dans cette optique que le Président KOUNTCHE a tenu à faire une mention spéciale dans son discours précité, à ce sujet. Il a dit à cet effet que *« nous condamnerons et combattrons de toutes nos forces et sous toutes ses formes, l'apartheid et la discrimination raciale, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme et le sionisme* ». Mais si cette intervention présente l'avantage de poser officiellement la question des Droits de l'Homme, elle laisse augurer de la détermination du régime à mener une politique intérieure susceptible de ne pas les garantir.

B.2 Une politique de coopération exclusive des Droits de l'Homme :

Dans le cadre de l'affirmation de sa souveraineté internationale acquise, le Niger se devait d'imposer de prime abord l'autorité de l'Etat à l'intérieur de ses frontières. Cela s'est traduit, comme souligné plus haut, non seulement par la mise en place des différents organes du pouvoir, mais aussi par la répression de toutes les menées déstabilisatrices.

Cette démarche a justifié plusieurs atteintes aux Droits de l'Homme tant sous la première République que dans le cadre du régime dictatorial imposé par l'armée en 1974. Ainsi, si dans la première période il était question de violences contre les opposants, sous le régime militaire l'on a observé des limitations terribles notamment à la liberté d'association[482], au droit à un procès équitable[483], à la liberté d'expression[484]. En outre il y avait une négation totale des droits politiques, en particulier le droit de vote et celui de sanction populaire.

Cette pratique de répression systématique faisait l'objet d'un plan pour l'exécution duquel elle était appliquée. Mais les dirigeants de l'époque savaient que ce n'était pas conforme à certains de leurs engagements internationaux. C'est pourquoi le Président Kountché a tenu à préciser le sens de son option et de son acceptation des Droits de l'Homme.

---

[482] Toutes les organisations politiques notamment les partis politiques ont été dissoutes.
[483] Des arrestations et persécutions sont encourues par les tenants d'idées contraires à celles du régime en place, l'on a même assisté à des atteintes à la vie et à la contrainte à l'exil, notamment consécutivement aux différentes tentatives de renversement du régime militaire en 1976 et en 1983.
[484] Tous les organes de presse étaient en effet étatiques ou dévoués au régime en place.

En effet, le 31 Décembre 1979, lors de la présentation de vœux de nouvel an par le corps diplomatique accrédité au Niger, il leur disait en réponse aux critiques faites à l'endroit de son régime que : « peut-être certains d'entre vous perçoivent-ils mal à travers nos esquisses la préservation des droits fondamentaux de l'Homme. Je voudrais les rassurer en précisant que nous ne nous contentons pas seulement de la définition étriquée qui a cours actuellement des droits de l'Homme ».[485] Il faut comprendre par-là que le Chef de l'Etat du Niger avait hiérarchisé ces droits en fonction des besoins locaux. C'est du reste ce qu'on peut retenir de son discours lors du sommet des non-alignés en Septembre 1979 à la Havane à Cuba.[486] Dans ce sens, des efforts inestimables ont été déployés pour assurer les Droits de l'Homme nigérien, à savoir :

- Le droit à une alimentation saine ;
- Le droit à l'éducation ;
- Le droit à la santé ;
- Le droit à un meilleur cadre de vie (eau potable, électricité, voies de télécommunication, réseaux routier et aérien…);
- Le droit au développement ;
- Le droit à la sécurité et à la protection de l'Etat.

Voilà autant d'aspects des Droits de l'Homme que les pays en voie de développement mettaient en avant de leurs priorités. Par ailleurs, on ne peut même pas dire qu'il y avait une pression internationale pour une remise en cause de cette propension à occulter les autres aspects des Droits de l'Homme.

Dans le domaine des droits de l'homme, le droit international impose des restrictions fermes à la souveraineté des Etats et les soumet à des devoirs. Non seulement les droits humains ne sont plus du domaine réservé des Etats mais surtout ils constituent des normes impératives auxquelles ces derniers doivent se conformer tant individuellement que collectivement. La réceptivité par les Etats ouest africains des contingences contemporaines du droit des gens est-elle fluide ou laisse-t-elle à désirer ? La réponse à cette question détermine la condition faite aux droits humains en Afrique de l'Ouest en général et dans l'espace de l'UEMOA en particulier.

L'un des objectifs de la Déclaration du millénaire se résume comme suit « L'exercice politique de toutes les libertés contenues dans l'ensemble des droits humains, ainsi que des responsabilités qui leur correspondent, définit la substance et le fonctionnement d'une gouvernance démocratique »[487]

---

[485] Discours reproduit par le quotidien nigérien d'information « Le Sahel » du 2 janvier 1980, PP 1-4

[486] Voir en ce sens, le journal « Le Sahel » du 22 septembre 1979, PP 1-3.

[487] 8ème objectif de la Déclaration du millénaire : *« instaurer un partenariat mondial à l'appui du développement »*. Sans une application immédiate de cet objectif, tous les autres sont largement hypothéqués et facilement pervertis.

Les pays membres de l'UEMOA sont confrontés à une crise de croissance aiguë favorisée par la non-maîtrise des dépenses publiques ; ce qui a engendré un écart croissant entre les charges de l'Etat et ses ressources internes disponibles.

Il est quasiment impossible pour eux de procéder par leurs propres moyens au paiement de ses créanciers internes et extérieurs. Le retard dans le service de la dette extérieure justifié par la mauvaise gestion et la mauvaise foi des dirigeants provoque souvent la suspension[488] des décaissements au titre des programmes d'investissement. Ce qui rend impossible toute relance économique.

Soucieux de rétablir leur crédibilité sur le plan interne mais surtout international, les gouvernements des Etats membres de l'UEMOA ont dû adopter des principes de gestion économique et financière libérale. Ainsi, sous la houlette des partenaires techniques et financiers, ils s'engagèrent dans la voie de l'assainissement de leurs finances publiques par la rationalisation des dépenses publiques en les contenant à un niveau comptable avec les ressources mobilisables. Il s'en est suivi une réduction du train de vie de l'Etat.[489]

L'assainissement des finances publiques exige aussi des gouvernants la transparence de leur gestion, en mettant l'accent sur l'efficacité dans l'exécution des lois de finances, la simplification de la chaîne des dépenses et l'amélioration de la qualité des comptabilités publiques, avec à la clé, la mise en jeu de la responsabilité des personnes concernées.

La mise en œuvre des principes de gestion économique et financière est induite par les Programmes d'Ajustement Structurel (P.A.S) imposés par le FMI et la Banque Mondiale. Du fait de ces programmes, les Etats de l'UEMOA ont par exemple procédé à la privatisation des entreprises publiques conçue comme étant le gage du développement et de la diversification d'activités économiques génératrices d'emploi et de recettes fiscales, car elle allège les charges du budget de l'Etat et participe de l'assainissement financier.

En effet, la privatisation des entreprises publiques répond aux principes directeurs selon lesquels :[490] Une entreprise publique en cessation d'activités est liquidée et reversée dans le secteur privé, sa renaissance lutte contre le chômage. Le désengagement de l'Etat des entreprises de secteur commercial non stratégique est impératif car l'Etat ne saurait concurrencer les citoyens qu'il est censé protéger. Le désengagement de l'Etat des entreprises du secteur concurrentiel stratégique permet de préserver les emplois,

[488] Par exemple, le Niger a bénéficié d'importantes aides budgétaires consenties dans le cadre des programmes appuyés par le FMI et la Banque Mondiale. A partir de 1990 la dérive des dépenses publiques notamment en matière de salaires et d'interventions publiques entraîne la suspension des programmes.

[489] Plusieurs actions se sont posées en ce sens. Il y'a eu réduction des salaires ; la diminution du nombre de portefeuille ministériel ; mise en place d'un programme de redressement d'urgence ; le concours d'entrée à la fonction publique ; le volontariat dans l'enseignement….

[490] GUILLAUMONT Patrick et GUILLOMONT Sylviane : *Ajustement et développement ; l'expérience des pays ACP ; Ed Economica, Paris, 1994*

renforcer leur capacité d'investissement, leur efficacité en tant que moyens de soutien et d'incitation des autres activités économiques. [491]

Bref, le but poursuivi à travers la privatisation est de permettre à la population d'être actrice de son développement économique. Elle assure plus son bien-être et plus loin sur le plan international on assiste à la réhabilitation de la crédibilité du Niger. Il s'ensuit que le concept de droits économiques et sociaux est valorisé.

De plus en plus les politiques et stratégies de développement insistent sur lesdits droits dont la satisfaction est favorisée par l'existence d'institutions démocratiques ainsi que des droits civils et politiques. L'interdépendance entre les droits des première et seconde générations est mieux perçue dans sa fonction progressive[492]. Ce qui impose aux Etats la prise en compte des Droits de l'Homme dans leurs politiques nationales de développement.

L'Etat-providence s'éclipse progressivement et, faisant preuve de libéralisme, se retire de l'arène économique et commerciale afin de laisser s'épanouir la vraie concurrence privée dans un environnement ouvert aux échanges entre les secteurs public et privé, facteur de promotion des activités économiques. C'est là une vision politique favorable aux droits de l'homme dont elle ne peut s'écarter. Elle est inscrite dans l'objectif de bonne gouvernance.

Comme l'a si bien indiqué Aboubacar Ismaël Yénikoye *« la bonne gouvernance est le résultat de l'interaction des institutions que sont l'Etat, le secteur privé et la société civile »*[493].

[491] Cette approche, à un certain niveau, conduit à l'utilisation des règles de l'entreprise privée tout en permettant un contrôle de l'Etat qui procède de leur caractère stratégique. Quant aux entreprises à cheval entre les secteurs concurrentiel et stratégique, il est important de les restructurer pour faire efficacement face au rôle stratégique de l'Etat sans créer un monopole incompatible avec les règles de la libre concurrence. En ce qui concerne les entreprises publiques des secteurs concurrentiels, l'Etat se désengage progressivement d'elles et ceci dans les conditions préservant les intérêts des uns et des autres.

[492] On peut citer : Au plan national : la stratégie de réduction de la Pauvreté et le Programme spécial du Président de la République et au plan international : la globalisation s'attachant à la promotion et la mise en œuvre effective des droits économiques, sociaux et culturels (exemple : la Conférence de Rio sur l'environnement, le Sommet de Copenhague sur le Développement Social, la Conférence de Vienne de 1993 sur les Droits de l'Homme et plusieurs autres rencontres sectorielles sur divers domaines).

183 suite : Au plan régional : l'Autorité du Bassin du Niger [ABN], l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine [UEMOA], la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest [CEDEAO], le Nouveau Partenariat pour le Développement de Afrique [NEPAD], la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens [CEN-SAD].

[493] Aboubacar Yénikoye Ismaël, « bonne gouvernance : un défit majeur pour l'humanité, édition du CERCAP, page 18, 2002.

En matière de bonne gouvernance économique, cela se traduit notamment :

Dans le domaine des finances publiques : les représentants élus de la nation (députés) sont impliqués dans le processus d'élaboration et d'adoption de la loi des finances du début à la fin (examen et adoption du projet de loi avec droit d'amendement, adoption de la loi de règlement après exécution[494], contrôle permanent de l'action gouvernemental. Il revient par conséquent aux élus du peuple d'être vigilants et rigoureux dans l'exercice de leur mandat à l'effet de contribuer positivement au processus d'assainissement des finances publiques. Enfin, la gestion des finances publiques est soumise à des contrôles. Pour satisfaire à l'une des exigences de la bonne gouvernance qu'est la transparence, il est prévu en aval un contrôle administratif confié à des inspections des finances[495] et un contrôle judiciaire par l'entremise de la Cour des Comptes[496] et de Discipline Budgétaire. Tout fonctionnaire qui aurait violé les principes de la bonne gestion économique, engage sa responsabilité.

- En ce qui concerne les acteurs économiques, l'Etat est tenu de promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises. Ce faisant, il poursuit un idéal consistant à faire du plus grand nombre de personnes des actrices du développement économique. En ce sens, il existe des possibilités de prêts[497] régis par des conditions bien déterminées qui sont ouvertes aux citoyens afin de leur permettre d'entreprendre des activités génératrices de revenus. Faire de la population l'actrice de son propre développement est important pour la simple raison qu'à travers les facilités que lui consent l'Etat, cette population va s'employer à assurer les conditions de son mieux-être.

La bonne gouvernance économique associée à la bonne gouvernance politique n'est pas sans incidence sur la politique de développement des Etats de l'UEMOA. Ainsi en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, « Chacun des Etats parties au présent Pacte s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus (…) »[498]. D'où la reformulation des principes de la coopération pour le développement.

---

[494] Lois de règlement : lois de finances permettant au parlement d'exercer a posteriori son contrôle sur l'exécution des lois de finances précitées par le gouvernement, par la comparaison qu'elle nécessite des autorisations contenues dans celles-ci et des opérations réellement exécutées.

[495] Les travaux et résultats des inspections sont suivis d'effets : sanctions administratives et pénales.

[496] C'est le lieu de saluer l'effort du Niger qui a institué cette cour des comptes il y'a une semaine de cela. Le Niger est soucieux de la bonne gestion des finances publiques.

[497] Voir Le programme spécial du Président de la République, son Excellence Tandja Mamadou notamment le volet « Aide aux femmes ».

[498] Article .2§.1 du Pacte international relatif aux droits économique sociaux et culturels de 1966

La démocratisation des pays membres de l'UEMOA a eu pour conséquences, entre autres, la mise en place d'un nouveau cadre de coopération internationale, particulièrement dans leurs relations avec les puissances mondiales et les institutions financières internationales. Dans cette perspective, un changement stratégique se dessine et les Etats de l'UEMOA vont insister dans leurs actions de politique extérieure sur les différents aspects de la coopération pour le développement. A leur entendement, pour que le développement profite véritablement aux populations, outre les réformes économiques telles qu'imposées par les partenaires financiers, la garantie des droits de l'homme et la redéfinition des règles gouvernant la coopération pour le développement, sont indispensables.

Sur le plan de la garantie des Droits de l'Homme conformément aux règles internationales de protection, le respect des Droits de l'Homme est une condition sine qua none du développement social durable. Les règles du droit international sont alors plus contraignantes dès lors que la question des droits de l'homme dans toutes leurs composantes est abordée. Cette nouvelle donne a conduit les Etats africains, en général et ceux de l'UEMOA en particulier, à consacrer une plus grande attention à la garantie des droits et libertés fondamentales de l'homme. Concomitamment s'est développé une société civile active en matière de défense et de protection des Droits de l'homme.

La démocratisation amorcée au Bénin en 1990 avec la tenue de la Conférence nationale (souveraine) des forces vives de la nation en a été le détonateur. Sous la poussée d'une société civile composite et dynamique, l'instauration du multipartisme, la mise en place de structures républicaines suite à l'organisation d'élections démocratiques permettant l'alternance au pouvoir, ont marqué les années 1990 dans tous les Etats de l'Union. Mais cela ne peut être suffisant pour ce qui est des droits de l'homme. Il fallait impérativement que soient institués des garanties sérieuses et des mécanismes de contrôle de l'application des normes tant nationales qu'internationales en matière de Droits de l'Homme. A ce sujet, les différentes Constitutions[499]des Etats de l'UEMOA ont chacune consacré un titre entier aux droits et devoirs du citoyens. Cela constitue en soi une avancée parce que « déclarer, c'est non seulement faire connaître ce qui est ignoré, mais c'est dire les choses exprès et de dessein, pour en instruire ceux à qui on ne veut pas qu'elles demeurent inconnues […] la déclaration annonce une démonstration claire, une action importante, une volonté décidée» [500] .

[499] Ce sont celles de la 3ème, de la 4ème et de la 5ème République, et c'est cette dernière qui est actuellement en vigueur.

[500] F. Guizot, *Nouveau Dictionnaire universel des synonymes de la langue française.*

Cette ère démocratique a institué le principe de la démocratie pluraliste. Cela englobe aussi bien le multipartisme, le pluralisme associatif et syndical que la libéralisation de la presse[501].

Désormais, du fait du caractère constitutionnel des droits de l'homme, ni le libéralisme ni le pluralisme ne peuvent admettre des atteintes à ces droits par les autorités publiques (a fortiori par les particuliers).

Sur le terrain de la défense et la protection des Droits de l'Homme, un progrès notable est à signaler. Des institutions nationales de promotion des droits de l'homme ont été créées. Conjuguées avec les interventions multiformes de la société civile, les actions de ces institutions ont contribué à rendre plus lisible la problématique des droits humains dans les Etats de l'UEMOA.[502]

Force est de noter que les acteurs composant la société civile ont toujours bénéficié de soutiens multiformes des partenaires techniques et financiers extérieurs dans la réalisation des objectifs qu'ils se fixent et dans la mise en œuvre de leurs activités. Ainsi, plusieurs rencontres d'échanges, de formation, d'information et de sensibilisation ont été organisées avec l'appui de ces partenaires. Il y a également des ONG qui arrivent ainsi à assurer une certaine continuité sur le terrain en vue de la satisfaction des besoins des populations ou du respect de leurs droits.

S'agissant des syndicats, il faut préciser qu'ils ont également joué un rôle important dans les changements politiques intervenus dans les Etats de la sous-région ouest africaine. Au Niger, par exemple, le mouvement syndical a été, avec celui des scolaires et étudiants, à la pointe de la lutte pour l'avènement de la démocratie dans ce pays[503]. Le mouvement syndical a connu un essor considérable ; ce qui contribue, à n'en point douter, à une meilleure connaissance des droits civiques et sociaux des citoyens en général et une éducation ouvrière conséquente en particulier.

Des développements qui précèdent, il se dégage un certain nombre de constats. La coopération pour le développement ne désignait à l'origine que le développement économique. Elle occultait en effet les conséquences des mesures qu'elle imposait aux Etats qui l'avaient acceptée. Heureusement, de plus en plus, une réorientation de cette vision est en œuvre et elle a d'ores et déjà abouti à l'admission des droits de l'homme comme condition et but du développement et au principe du consentement aux conditionnalités inhérentes aux droits de l'homme en matière de financement du développement.

---

[501] On a pu faire le constat extraordinaire suivant : Multiplication des partis politiques, des ONG et Associations notamment en matière des Droits de l'Homme et des organes privés de presse audiovisuelle et écrite

[502] Ces institutions sont couramment dénommées Commissions nationales des droits de l'homme dans les textes des Etats de l'UEMOA

[503] La Conférence nationale souveraine de juillet-novembre 1991 au Niger a été un succès à mettre à leur actif.

Les droits de l'homme ont assurément vu leur importance s'accroître de manière exponentielle depuis les débuts de la démocratisation en Afrique. Ainsi, depuis lors, ils ont été, avec des fortunes diverses, de plus en plus intégrés dans les prises de décisions aussi bien sur le plan interne que sur le plan international.

Au plan interne, ce regain d'intérêt pour les droits de l'homme a concouru à l'implantation d'un important mouvement pour la sauvegarde de ceux-ci. Il en est ainsi par exemple de l'Union Européenne qui conditionne sa coopération au respect de principes démocratiques, des droits de l'homme, singulièrement ceux de la femme et de l'enfant, la protection de l'environnement. L'une de ces innovations les plus importantes concerne la coopération décentralisée qui permet l'implication de la société civile dans le processus de développement.

Ainsi, l'admission des droits de l'homme comme condition du développement a conduit les partenaires au développement[504] à être rigoureux quant au respect de ceux-ci avant d'apporter un quelconque appui aux pays qui le sollicitent. Comme corollaire, les Etats de l'UEMOA se sont vus contraints, face au marasme économique qui les gangrène, à adhérer et à mettre en œuvre autant que possible les principes et valeurs en la matière.

Par ailleurs, les Etats de l'UEMOA sont membres des principaux cadres d'intégration régionaux et internationaux. Par conséquent, il est tenu d'honorer ses engagements y afférents, notamment ceux relatifs aux Droits de l'Homme. Ainsi, ayant ratifié la Charte Africaine des droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) et aux termes de l'article 62 de ladite charte « chaque Etat Partie s'engage à présenter tous les deux ans, à compter de la date d'entrée en vigueur de cette charte, un rapport sur les mesures d'ordre législatif et autres, prises en vue de donner effet aux droits et libertés garantis dans ladite charte» [505] .

En ce qui concerne l'admission des droits de l'Homme comme but du développement, il faut noter que directement ou indirectement, même les régimes dictatoriaux ont dû mettre certains droits de l'Homme en avant dans leur politique[506]. Mais les droits de l'Homme, en tant que but vers lequel les Etats doivent mener, impliquent impérativement la mise en place du cadre et des structures nécessaires pour leur réalisation. Ainsi, le développement doit permettre non seulement la jouissance de tous les droits inhérents à la personne, mais aussi tous les droits sous-tendus par le principe de la démocratie. A ceux-là il convient d'ajouter les droits de la troisième génération qui, eux, portent sur la préservation du cadre vie et de l'environnement en général.

---

[504] Il s'agit principalement de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International, des Etats Unis d'Amérique, de la France…

[505] Quatorzième rapport annuel d'activités de la Commission Africaine des Droits et des Peuples, page 7.

[506] En effet, les droits à l'instruction, à la santé n'ont jamais fait l'objet de négation au Niger.

Les pays de l'UEMOA ont dû intégrer ces donnes dans leur politique extérieure mais dans une approche plus participative, en ce sens qu'il ne s'agit pas seulement de ratifier des traités ou adhérer à des structures régionales ou internationales. En effet « il y a une certaine résurgence du concept de souveraineté qui fait que les mesures à mettre en œuvre, notamment en ce qui concerne les Droits de l'Homme, résultent de plus en plus de discussions entre partenaires se considérant comme égaux »[507].

Le respect des Droits de l'Homme étant devenu un impératif dans le monde contemporain, les partenaires des pays pauvres ont commencé à soumettre leur intervention à un certain niveau de conformité aux principes en vigueur en la matière. Ainsi, si dans les années 1990 les conditionnalités avaient pour l'essentiel trait à la démocratie, elles tournent aujourd'hui autour de la bonne gouvernance et des droits et libertés fondamentaux.

[507] IBRIGA Luc Marius et Coulibaly Abou Said, op cit p.6

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

La création de l'UEMOA répond à un besoin fondamental, celui ressenti par les gouvernements des Etats membres de s'associer et, conformément à l'adage « l'union fait la force », afin de mieux assumer leur fonction essentielle de promoteurs du développement économique social et culturels de leurs peuples respectifs.

L'UEMOA est donc une organisation d'intégration dont l'utilité ne fait aucun doute à l'heure de la mondialisation où les pays les moins avancés, déjà empêtrés dans des problèmes économiques et financiers, n'ont aucune chance de se faire entendre, voire de survivre, qu'en se renforçant solidairement.

Aussi, quand bien même cette union est, comme nos analyses l'ont démontré, toujours en train de se frayer son chemin parfois à tâtons, alors même que son dispositif institutionnel et juridique manque encore d'efficience, force est de souligner qu'il appartient à tous les acteurs concernés (Etats, organes communautaires, citoyens) de s'assumer en donnant vie à l'idéal d'intégration ; ce qui exige le respect des textes et la mutation positive des mentalités et des comportements.

Dans cette perspective, la démocratisation en cours dans les Etats Membres, les avancées de la bonne gouvernance politique et de l'Etat de droit, l'élargissement de la sphère des droits humains, doivent impérativement être internalisées par l'UEMOA et se traduire concrètement par des réformes conséquentes.

Il est impératif que l'UEMOA s'engage résolument dans le combat en faveur des droits de l'homme et serve de locomotive pour les Etats et de centre de veille en matière de violation des droits humains. Aussi, l'adoption d'un mécanisme propre de protection et de promotion des droits humains est-elle à concrétiser.

De même, l'Union doit corriger sa ligne de conduite et s'impliquer plus qu'auparavant dans la vie des Etats, aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique. Il n'est pas compréhensible que l'Union soit absente des processus d'élaboration des stratégies de réduction et/ou de croissance en cours dans tous ses Etats membres.

Il n'est pas également normal que l'UEMOA n'intervienne pas de façon visible et non équivoque dans le processus de démocratisation des Etats, notamment au moment des échéances politiques comme les élections, les réformes institutionnelles, le raffermissement des institutions judiciaires et en matière de contrôle citoyen.

Sur un tout autre plan, l'UEMOA se doit d'intégrer les facteurs socio culturels à ses politiques de développement, voire à sa stratégie d'intégration régionale, ce, tant l'apport des peuples est fondamental.

L'intégration des Etats doit évoluer vers celle des peuples qui entretiennent historiquement des liens fraternels séculaires. De telles relations de fraternité et de bon voisinage sont des piliers de la coopération internationale en général et de l'intégration des peuples vivant dans le même espace géographique, en particulier.

Comment donc ne pas se servir de cet avantage qu'offrent la géographie, l'histoire, la sociologie et la culture ?

Comment ne pas, en effet, admettre avec le grand historien africain Joseph KI-ZERBO que « tout ne peut pas être entièrement régi par les lois du marché, si tant est qu'on opte pour un développement humain qui vise à contenir dans certaines limites les coûts humains de la croissance. »[508]

La seconde partie de notre thèse nous édifiera, dans le cadre des perspectives d'évolution de l'Union, sur l'ensemble des thèmes que nous venons d'évoquer. Des réformes structurelles, institutionnelles et juridiques sont attendues de l'UEMOA et des Etats qui la composent. Celle-ci devra aller dans le sens qu'appelle la notion d'intégration, c'est-à-dire vers la supranationalité, donc le recul, sinon la disparition de l'Etat-nation.

[508] Pr. Joseph KI-ZERBO : *Repères pour l'Afrique, Ed. Silex/nouvelles du sud, Dakar 2007, p. 207*
M. Robert BADINTER a émis un point de vue totalement différent dans son article « la mondialisation de la protection juridique des droits fondamentaux, in Coll. Libertés publiques et droits fondamentaux, sous la direction de Rémy Cabrillac et autres, Dalloz 2008 ; pp. 125 et s.

DEUXIEME PARTIE

DEUXIEME PARTIE : L'EVOLUTION DE LA COOPERATION VERS L'INTEGRATION DES ETATS DE L'UEMOA ET LA PLACE DES DROITS DE L'HOMME

Il ressort de la première partie de notre travail que près de dix-huit (18) ans après sa création, l'UEMOA s'apparente toujours à un vaste chantier tant sur le plan structurel que fonctionnel. Parvenue tant bien que mal à poser les jalons de l'intégration économique et monétaire des Etats qui la composent, l'UEMOA affiche des insuffisances notoires des points de vue de la cohérence de la stratégie politique adoptée, de l'adéquation des modalités de conduite de cette intégration et de gouvernance démocratique.

Incontestablement, il existe un fossé entre ce que fait l'UEMOA et ce qui doit être fait. Selon les normes internationales applicables. La relation entre la coopération internationale et les droits de l'homme s'est resserrée au cours des soixante dernières années consécutives à la création de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

L'inscription et la permanence des droits de l'homme dans le champ large de la coopération internationale (qu'elle soit bilatérale ou multilatérale, supra-étatique, infra-étatique ou interétatique) ont largement influencé les relations internationales et, conséquemment, la politique extérieure des Etats. Les droits de l'homme sont devenus une composante essentielle de l'action diplomatique des Etats et des organisations internationales, un objectif stratégique du processus d'édification d'un monde de paix, de liberté, de justice et de progrès.[509]

En adhérant à la Charte des Nations Unies, les Etats s'engagent à « réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe , de langue ou de religion »[510]. (Art.1 §3). Ils s'engagent à favoriser « le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion » (Art. 55-C) ; ce, en agissant « tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation ». (Art.56).

---

[509] IBRIGA Luc Marius, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) une nouvelle approche de l'intégration économique régionale en Afrique de l'Ouest, in Annuaire Africain de Droit international, Janvier 1999.
BECART Alain ; Intégration et développement : bilan et perspectives de la zone franc en Afrique, Ed. L'Harmattan, mai 1997.
BERG E. ; *L'intégration économique en Afrique de l'Ouest* : *problèmes et stratégies. Revue d'économie du développement, n°2, 1993*

[510] Article 1 paragraphe 3 de la Charte des NATIONS UNIES

Dans le droit fil de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des dizaines de conventions ont été adoptées dont la plupart ont été ratifiées par la quasi-totalité des Etats membres de l'ONU. C'est, notamment, le cas du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966.

La résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970 marquant l'adoption de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre Etats, consacre au nombre des principes de base qu'elle développe le devoir des Etats de coopérer les uns avec les autres conformément à la Charte de l'ONU « quelles que soient les différences existant entre leurs différents systèmes politiques, économiques et sociaux, dans les divers domaines des relations internationales, afin de maintenir la paix et la sécurité internationale et de favoriser le progrès et la stabilité économique internationaux , ainsi que le bien-être général des nations »[511]. A cette fin, les Etats doivent coopérer pour assurer le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous.

La Déclaration de Vienne a, incontestablement, marqué un tournant en explicitant la place de la coopération internationale pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Le Préambule met l'accent sur « la détermination de la communauté internationale dans l'action menée en faveur des droits de l'homme, grâce à un effort soutenu de coopération et de solidarité internationales ».

Sur un plan plus concret, la section C de la deuxième partie de la Déclaration, intitulée « Coopération, développement et renforcement des droits de l'homme » donne « la priorité à une action nationale et internationale visant à promouvoir la démocratie, le développement et les droits de l'homme » (§66). Ces mesures concernent notamment, le renforcement d'une société civile pluraliste et l'assistance électorale, les structures nationales, y compris les établissements pénitentiaires, la formation des magistrats et des avocats etc. Par ailleurs, elle souligne que « les organismes de coopération pour le développement devraient être conscients des relations d'interdépendance entre développement, démocratie et droits de l'homme, chacun de ces éléments contribuant à renforcer l'autre (…)»[512].

[511] La résolution 2625 (XXV) portant Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre Etats du 24 octobre 1970

[512] La résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970, op cit

La Déclaration et programme d'action de Durban souligne, pour sa part, « l'importance de l'élargissement de la coopération internationale aux fins de la promotion et de la protection des droits de l'homme et de la réalisation des objectifs de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ».[513]

L'ensemble de ces textes contraignants a des prolongements sectoriels avec notamment la vision relative à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), et à la protection de l'environnement.

A l'évidence, ce rapide survol des principaux textes onusiens permet d'appréhender la dialectique permanente entre la coopération internationale et les droits de l'homme. L'engagement juridique des Etats membres de l'ONU s'est enrichi au fil des ans. L'ensemble des parties prenantes du système international de protection des droits de l'homme est aujourd'hui convié à participer de façon responsable à la coopération internationale multiforme, notamment en veillant à éliminer les obstacles qui s'opposent aux droits de l'homme.

Au regard de l'environnement juridique international ci-dessus décrit, qui place les droits de l'homme au cœur de la coopération internationale, la question se pose de savoir comment y évoluent l'UEMOA et les Etats qui la composent. Sont-ils, l'une et les autres, réceptifs des prescriptions du droit international en matière de droits de l'homme et quelle lecture ont-ils de la relation dialectique entre la coopération internationale et les droits de l'homme ? En d'autres termes, l'UEMOA et ses membres sont-ils en phase avec l'évolution du monde, particulièrement sur le plan de la gouvernance adaptée aux dispositions contenues dans les engagements internationaux par eux contractés ?

Sur ces questions, l'UEMOA et les Etats qui la constituent semblent encore loin des objectifs fixés par la communauté internationale. Force est donc de se demander, s'ils sont désormais disposés à se mettre concrètement en règle vis-à-vis des instruments internationaux auxquels ils ont adhéré.

L'UEMOA entend, faut-il le rappeler[514]:

---

[513] KASSE Moustapha ; *Intégration et partenariat en Afrique : de l'UEMOA au NEPAD, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Yaoundé, 2003, p.54*
Traité instituant la commission économique européenne 25 mars 1977 à Rome.
Traité de l'Union Européenne signé à Maastricht le 7 février 1982

[514] *Cf. Art. 4 du Traité de l'UEMOA*
Traité instituant la commission économique européenne 25 mars 1977 à Rome.
Traité de l'Union Européenne signé à Maastricht le 7 février 1982

- Renforcer la compétitivité des activités économiques et financières des Etats membres dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé ;
- Assurer la convergence des performances et des politiques économiques des Etats membres par l'institution d'une procédure de surveillance multilatérale ;
- Créer entre les Etats membres un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée, ainsi que sur un tarif extérieur commun et une politique commerciale commune ;
- Instituer une coordination des politiques sectorielles nationales, par la mise en œuvre d'actions communes et éventuellement de politiques communes notamment dans les domaines suivants : ressources humaines, aménagement du territoire, transports et télécommunications, environnement, agriculture, énergie, industrie et mines ;
- Harmoniser, dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun, les législations des Etats membres et particulièrement le régime de la fiscalité. ».

Ces objectifs visent à créer un cadre de vie harmonieux dans l'espace afin de permettre le plein épanouissement de ses populations. L'UEMOA est donc une institution de coopération sous régionale, spécialisée dans le domaine de l'économie et de la monnaie. Mais, le développement économique durable est-il concevable et réalisable en dehors des principes et des normes juridiques universels tels que l'affirmation de l'Etat de droit, le respect des droits de l'homme tant au niveau de l'institution communautaire qu'est l'UEMOA que dans les Etats qui en sont parties prenantes[516]. L'UEMOA ne correspond pas encore aux standards internationaux d'une organisation de coopération. [517].

Les principes de la coopération internationale, notamment dans le domaine des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, peinent, en dépit des souscriptions expresses contractées par les Etats, à se frayer un chemin dans l'ordre du concret. Trop de freins et de pesanteurs lestent l'effectivité des normes internationales dans les politiques communautaires et celles des Etats de l'UEMOA. La fragilité du processus démocratique, l'insuffisance de la culture juridique, l'insécurité sous toutes ses formes, la mauvaise gouvernance économique et financière[518], constituent certaines des tares que la présente thèse se propose d'analyser.

---

[516] IBRIGA Luc Marius et COULIBALY Abou Said, *Droit communautaire ouest africain, collection précis de droit burkinabé, 1998*

[517] KASSE Moustapha ; *Intégration et partenariat en Afrique : de l'UEMOA au NEPAD, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Yaoundé, 2003,*

[518] IAN M., JEAN B., TAKASHI I., *Démocratie, gouvernance et performance économique : Asie de l'Est et du Sud-est, BROCHEE, SL, 2005, 372* P

Dans cette optique, on ne peut que déplorer l'absence d'un dispositif juridique et institutionnel spécifique aux droits de l'homme. La dimension supranationale des droits de l'homme commande la création d'un tel dispositif propre à promouvoir la solidarité sous régionale en matière de protection et de respect des droits de l'homme. [519]

L'UEMOA et les Etats qui la composent se doivent d'opérer un changement de perspectives qui tienne compte des données essentielles qui fondent les valeurs de civilisation du monde contemporain.

Se remettre en cause et entreprendre des réformes fondamentales afin de mieux exister dans l'intérêt des populations, tel doit être le chantier d'avenir de l'UEMOA et des Etats qui la portent.

L'esquisse des perspectives de réformes annoncées par la Commission de l'UEMOA laisse entrevoir une lueur d'espoir qu'il est permis d'apprécier malgré les zones d'ombre et les non-dits sur des questions clés de la dialectique coopération internationale et droits de l'homme.

C'est notamment le cas en ce qui concerne les enjeux stratégiques des droits de l'homme dans le développement économique, la question de la supranationalité incontournable non seulement pour la coopération monétaire mais aussi et surtout pour la protection concertée et solidaire des droits de l'homme dans l'espace communautaire, la thématique de la sécurité transfrontalière, la question du genre et celle de la protection de l'enfant. [520]

Une prise de position sans équivoque des Etats sur ces questions constituerait une des pièces maîtresses du dispositif spécifique aux droits de l'homme ci-dessus évoqué. La participation volontaire des peuples au processus d'intégration en dépend.

Consciente de cette situation qui entrave la construction d'un espace économique et monétaire unifié, la Commission de l'institution communautaire a réalisé diverses études et consultations ayant abouti à l'adoption d'un plan stratégique pour 2020[521].

---

[519] LEAH Levin, *Droits DE l'homme. Questions et réponses, Editions UNESCO, Paris, 2005*
Traité instituant la commission économique européenne 25 mars 1977 à Rome.
Traité de l'Union Européenne signé à Maastricht le 7 février 1982
[520] LEAH Levin, *Droits DE l'homme. Questions et réponses, Editions UNESCO, Paris, 2005*
Traité instituant la commission économique européenne 25 mars 1977 à Rome.
Traité de l'Union Européenne signé à Maastricht le 7 février 1982

L'économie mondiale, frappée en 2008 et 2009 par la crise économique et financière la plus sévère jamais enregistrée depuis 1930, voit aujourd'hui ses règles de conduite soumises à une profonde restructuration qui vise à renouer avec une croissance plus vigoureuse et plus respectueuse des équilibres fondamentaux, notamment ceux ayant trait au climat, à l'environnement et aux marchés financiers.

Le choc économique et financier a été ressenti par toutes les économies de l'Union, à travers notamment la baisse des recettes d'exportation consécutive à la contraction de la demande mondiale et la diminution des flux financiers reçus du reste du monde. Ce contexte économique international interpelle les Etats membres de l'Union quant à l'urgence de consolider le processus d'intégration et de renforcer leur pouvoir de négociation.

En effet, les relations économiques internationales sont aujourd'hui marquées par une concurrence beaucoup plus vive et des déséquilibres budgétaires qui laissent peu de marge à un accroissement des flux financiers nets enregistrés par l'Union. Par conséquent, la mise en place d'un cadre macroéconomique sain, l'application effective des réformes communautaires, la réalisation des politiques sectorielles et l'exécution des accords commerciaux internationaux constituent des impératifs pour assurer une insertion harmonieuse de l'Union dans l'économie mondiale.

Les activités de la Commission au cours de l'année 2010 se sont essentiellement inscrites dans cette optique. Elles offrent des informations sur l'état d'exécution des missions de l'organisation et laissent entrevoir des perspectives pour ses actions futures[522].

La coopération pour l'intégration est, certes, en marche ; mais cette coopération laisse toujours une grande place au doute lorsqu'il s'agit des droits de l'homme[523].

Près de quinze ans après sa création, l'UEMOA s'apparente à un vaste chantier tant sur le plan structurel que fonctionnel[524]. Parvenue tant bien que mal à poser les jalons de l'intégration économique et monétaire des Etats qui la composent, l'UEMOA affiche des insuffisances notoires du point de vue de la cohérence de la stratégie politique adoptée et de l'adéquation des modalités de gestion de cette intégration. [525]

---

[522] Cf. rapport 2010 de l'UEMOA

[523] DAVID P. F., *Les droits de l'homme et la politique étrangère comparative, BROCHEE, SL, 2005, 360 p*

[524] IBRIGA Luc Marius et COULIBALY Abou Said, *Droit communautaire ouest africain, collection précis de droit burkinabé, 1998*

[525] LEAH Levin, *Droits DE l'homme. Questions et réponses, Editions UNESCO, Paris, 2005*

Traité instituant la commission économique européenne 25 mars 1977 à Rome.

Traité de l'Union Européenne signé à Maastricht le 7 février 1982

Consciente de cette situation qui entrave la construction d'un espace économique et monétaire unifié, la Commission de l'institution communautaire a réalisé diverses études et consultations ayant abouti à l'adoption d'un plan stratégique pour 2020.

Les axes de l'évolution projetée que nous présenterons dans le chapitre premier font apparaître des insuffisances relativement à la promotion et à la protection des droits de l'homme ; carences que nos analyses tentent de corriger à travers des propositions de solutions se résumant en :

La création de mécanismes d'élargissement et de renforcement du contrôle juridictionnel dans l'optique de l'intégration sous régionale (chapitre II) et l'adjonction explicite de dispositions garantissant les droits humains au corpus normatif de l'UEMOA (chapitre II).

Chapitre I : La vision stratégique de l'UEMOA pour 2020, envisagée sous l'angle des droits humains.

A partir des critiques formulées dans la première partie de la thèse relativement à l'absence d'une claire de l'UEMOA et de ses membres à propos des droits de l'homme, nous nous sommes résolus à prospecter les axes d'évolution possibles sur la base des indications contenues dans le document portant la vision de l'organisation à l'horizon 2020.

Il importe d'ailleurs de souligner que ledit document ne sort pas vraiment des sentiers battus et qu'il se contente de reformuler les politiques économiques et monétaires de l'UEMOA en vue de l'intégration. Il en ressort que ni la gouvernance démocratique de l'institution et de ses membres, ni les droits de l'homme, n'y ont reçu un traitement particulièrement notable[526].

Les critiques demeurent donc et notre ambition est, à travers une démarche prospective, de suggérer des axes de solutions aux défaillances de l'UEMOA notamment en ce qui concerne la prise en charge de la question des droits de l'homme aux fins de l'intégration sous régionale[527].

En 2009, soit seize ans après la création de l'UEMOA, la Commission a souhaité faire un bilan de son activité et tirer les leçons qui préparent, pour les décennies à venir, une stratégie adaptée à un monde en mutation rapide. A cet effet, elle a mis en place, en octobre 2009, un Panel de Haut Niveau, regroupant des personnalités d'expérience, nanties d'une expertise avérée sur le plan politique et économique, en vue de tracer au-delà des limites du traité constitutif de 1994[528], les options stratégiques à l'horizon 2020[529].

Dans le rapport qu'il a élaboré, après six rencontres, le Panel de Haut Niveau fait un bilan succinct de l'action de la Commission qui débouche sur une analyse des forces et faiblesses ; il tire les conclusions pour les actions à venir et propose une vision à l'horizon 2020[530], dont la réalisation repose sur trois axes prioritaires d'action : culture et éducation, technologie et innovation, gouvernance. Le Panel dégage également des principes pour leur mise en œuvre, dans le respect de l'esprit de solidarité mutuelle qui anime l'Union. Enfin, le Panel propose une évolution possible de l'Union, ainsi que du rôle et des missions de la Commission.

---

[526] *Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.*
[527] *Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981*
[528] *Traité de l'UEMOA de 1994*
[529] *Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union..*
[530] *Cf. exposé du rapport du Panel à la 16ème session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UEMOA tenue à Lomé (Togo) le 06 juin 2012.*

L'économie mondiale, frappée en 2008 et 2009 par la crise économique et financière la plus sévère jamais enregistrée depuis 1930, voit aujourd'hui ses règles de conduite soumises à une profonde restructuration qui vise à renouer avec une croissance plus vigoureuse et plus respectueuse des équilibres fondamentaux, notamment ceux ayant trait au climat, à l'environnement et aux marchés financiers.

Le choc économique et financier a été ressenti par toutes les économies de l'Union, à travers notamment la baisse des recettes d'exportation consécutive à la contraction de la demande mondiale et la diminution des flux financiers reçus du reste du monde. Ce contexte économique international interpelle les Etats membres de l'Union quant à l'urgence de consolider le processus d'intégration et de renforcer leur pouvoir de négociation[531].

En effet, les relations économiques internationales sont aujourd'hui marquées par une concurrence beaucoup plus vive et des déséquilibres budgétaires qui laissent peu de marge à un accroissement des flux financiers nets enregistrés par l'Union. Par conséquent, la mise en place d'un cadre macroéconomique sain, l'application effective des réformes communautaires, la réalisation des politiques sectorielles et l'exécution des accords commerciaux internationaux constituent des impératifs pour assurer une insertion harmonieuse de l'Union dans l'économie mondiale[532].

Les activités de la Commission au cours de l'année 2010 s'inscrivent dans cette optique.

C'est ainsi que des efforts ont été fournis pour soutenir la production agricole, développer les infrastructures, encourager le secteur industriel et améliorer les conditions de vie des populations. Ces actions ont également contribué à appuyer la recherche de diversification et de compétitivité des économies dans les Etats membres. Forte de la bonne tenue de la production vivrière, la vigueur de la production minière ainsi que le regain de dynamisme du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance honorable de 4,3%.

Par pays, cette dynamique de croissance économique se décline comme suit : Bénin (2,8%), Burkina Faso (5,5%), Côte d'Ivoire, (3,0%), Guinée-Bissau (4,5%), Mali (5,8%), Niger (4,6%), Sénégal (3,4%) et Togo (3,5%).

---

[531] GUILLOMONT F., GUILLOMONT S. GIRADIN E. ; *L'intégration économique : un nouvel enjeu pour la zone Franc ; Revue d'économie de développement n°2, 1993, pp.83-103*

[532] IAN M., JEAN B., TAKASHI I., *Démocratie, gouvernance et performance économique : Asie de l'Est et du Sud-est, BROCHEE, SL, 2005, 372* P

Le taux d'inflation annuel moyen de l'Union sur l'ensemble de l'année est, quant à lui, estimé à moins de 3%, soit un taux conforme à la norme fixée par le Pacte de convergence. La poursuite des réformes visant la mise en place d'un marché commun et les mesures de politique économique novatrices prises, notamment en matière de finances publiques, de comptabilité et de fiscalité, ont contribué, dans l'ensemble, à promouvoir un cadre économique plus transparent et beaucoup plus intégré[533].

Enfin, l'année 2010 a été marquée par des progrès sensibles dans la mise en place du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO et pour la conclusion à brève échéance d'un Accord de Partenariat Economique avec l'Union Européenne. Pour affirmer davantage la volonté des Etats membres de l'Union à mener une politique commerciale commune vis-à-vis de l'extérieur, ceux-ci doivent appuyer plus fermement les initiatives de la Commission visant la finalisation des négociations d'accords commerciaux, notamment ceux avec les pays du Maghreb. En dépit du parcours ainsi réalisé, l'UEMOA peine à définir une politique de promotion des droits de l'homme pourtant indispensable à l'atteinte de l'objectif d'intégration souhaitée[534].

Section I : De l'intégration des Etats à l'intégration des peuples.

Le Préambule du Traité de l'UEMOA débute par l'énumération des gouvernements des Etats signataires et se termine par la formule « en foi de quoi ont apposé leur signature au bas du présent Traité le 10 janvier 1994 ». [535] Les personnalités ayant procédé à cette signature n'étaient autres que les chefs d'Etat et de gouvernement des parties contractantes. Il pouvait apparaître qu'à travers l'acte constitutif de l'Organisation, les décideurs, en l'occurrence les chefs d'Etat et de Gouvernement, se seraient donnés comme objectif majeur l'accélération du processus d'édification de l'union, en arrêtant toutes les mesures concrètes destinées à établir progressivement cette unité organique sous régionale africaine[536]. Généralement, les traités internationaux de ce genre tiennent souvent lieu de loi constitutionnelle pour les communautés ou unions qu'ils régissent. Aussi, est-on en droit d'attendre du Traité constitutif de l'UEMOA qu'il ait un caractère formel progressiste qui lui permette de légitimer en les forçant politiquement et juridiquement tous les chantiers qui doivent mener vers l'union souhaitée des huit (8) Etats qui en sont les parties prenantes.

---

[533]Panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union.

[534] Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981.

[535] *Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union.*
Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.
Rendre l'UEMOA aux populations de l'Union et les Républiques des Etats membres aux citoyens de chaque Etat (NOUHOU ARZIKA MAHAMADOU, acteur de la société civile nigérienne.

[536] Rendre l'UEMOA aux populations de l'Union et les Républiques des Etats membres aux citoyens de chaque Etat (NOUHOU ARZIKA MAHAMADOU, acteur de la société civile nigérienne

Il devrait alors fixer les orientations et les diverses règles devant contribuer à la définition des obligations tant des Etats que des institutions communautaires. En fait, des cahiers de charges accompagnées de feuilles de routes précises auraient dû compléter opportunément les dispositions du Traité constitutif.

Dans le même sens, le Traité devrait définir les droits et les libertés fondamentales des citoyens dans l'optique de l'intégration. La reconnaissance de tels droits devrait permettre par exemple aux entreprises et aux opérateurs économiques de circuler librement et de faire prospérer sans entraves leurs affaires à l'intérieur de l'espace.

En effet, dans une union économique et monétaire où l'on voit quotidiennement des camions de marchandises bloqués par de multiples barrières ou la persistance d'attitudes protectionnistes[537], Une union dans laquelle des violences d'origine xénophobe ne sont pas absentes[538], ne peut que susciter perplexité et doute.

Sans nul doute, la réalisation des objectifs de l'UEMOA suppose leur appropriation par les peuples et leur mobilisation préalable autour des valeurs de solidarité et dans le respect de leurs cultures.

Paragraphe 1 : La prise en compte des valeurs de solidarité.

Les dix dernières années ont été marquées par de nombreux événements dont les incidences sur la conduite et l'évolution des chantiers du processus d'intégration ne sont pas négligeables, comme les inondations qui ont entravé les efforts entrepris par nos Etats pour sortir de la crise financière et économique internationale qui a frappé la communauté internationale en 2009.

L'Union a, cependant, poursuivi la mise en œuvre de ses différents chantiers, en répondant particulièrement aux sollicitations directes et concrètes des populations. D'où la montée en force des projets du Programme Economique Régional.

Cependant, il convient de souligner la nécessité, pour les Etats et les organes de l'Union, de redonner confiance aux populations en prenant des mesures énergiques pour répondre à certains défis, notamment, la consolidation des libertés de circulation des biens, des personnes et le droit d'établissement, ainsi que la poursuite des réalisations concrètes dans les Etats.

---

[537] Voir plus haut (1ère partie) nos analyses consacrées à la liberté de concurrence et le tableau des réalisations de la Commission de l'Union en ce qui concerne le contentieux des échanges intracommunautaires.

[538] Les guerres civiles intervenues en 2000 et en 2020 en Côte d'Ivoire et qui ont mis aux prises ivoiriens du nord et ceux du sud, ont surtout été marqué par la haine contre « l'étranger» burkinabè, malien, nigérien…tous ressortissants de l'UEMOA.

Mais il est essentiel également de consolider le climat de paix, de stabilité et de sécurité, sans lequel aucun développement n'est possible. La Commission, pour affronter ces défis, s'est dotée d'instruments et d'outils modernes qui lui permettront d'accompagner efficacement les Etats dans leurs efforts de développement en vue d'améliorer les conditions de vie des populations.

A cet effet, elle sait, d'ores et déjà, qu'elle devra s'assurer le soutien des Hautes instances de l'Union, notamment la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Les peuples de l'espace UEMOA ont réellement besoin de savoir ce que l'organisation sous régionale leur apporte de nouveau et surtout ce à quoi elle les conduit. Ayant développé depuis des temps immémoriaux des relations fraternelles de voisinage et d'échanges multiformes, ces populations nourrissent l'espoir légitime de pouvoir inscrire leurs actes dans un cadre formel sécurisant qui leur éviterait les inconvénients liés au micro étatisme que la colonisation leur a imposé[539].

Dans cette perspective, l'UEMOA a prévu dans sa stratégie d'intégration de renforcer le schéma de libéralisation des échanges intracommunautaires[540]. Des rencontres de sensibilisation et d'information des responsables des administrations et des acteurs économiques ont été organisées (par les services compétents de la Commission) au Niger, au Togo et au Burkina Faso sur la réglementation adoptée en matière de libre circulation des biens et des personnes. Ces ateliers devraient permettre de réduire les obstacles physiques et administratifs au commerce intracommunautaire dans la mesure où ils regroupent des agents qui appliquent au quotidien les réformes ou qui interviennent dans le commerce sous régional.

La Commission s'est, par ailleurs impliquée de manière active dans la résolution des litiges nés à l'occasion de l'application des réformes sur le régime préférentiel des échanges intracommunautaires. Durant la même période, une trentaine de décisions, portant reconnaissance de l'origine communautaire à certaines marchandises fabriquées au sein de l'Union ont été entérinées et transmises aux Etats.[541] La Commission a aussi fait adopter le Règlement n°04/2010/CM/UEMOA du 21 juin 2010 modifiant les droits de douane de certains produits essentiels à la compétitivité de nombreuses entreprises et à l'approvisionnement des populations en produits de base.

---

[539] La balkanisation a notamment eu pour conséquence la répartition artificielle de plusieurs communautés culturelles ou ethnies entre plusieurs Etats de l'UEMOA. Les frontières héritées de la colonisation rendent difficiles les rapports entre les différents composantes de ces peuples jadis homogènes.

[540] KASSE Moustapha; *Intégration et partenariat en Afrique : de l'UEMOA au NEPAD, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Yaoundé, 2003, 254 p.*

[541] Voir tableau des réalisations de la Commission présenté en 1ère partie de notre travail.

La liberté de circulation des personnes et le droit d'établissement est un droit essentiel dont le respect conditionne l'intégration.[542] Aussi, des actions d'information et de communication sur le visa unique ont-elles été organisées, tant dans les Etats membres que hors de l'espace.

Dans le cadre de l'institution d'un visa unique pour faciliter l'accès à l'espace communautaire des ressortissants des pays tiers, l'année 2010 a constitué la première année de la phase 1 du programme avec la reconnaissance mutuelle des visas délivrés par les Etats membres.

La Commission a procédé à la signature avec la société Multimédia Glory d'une convention portant mise en place d'un système de gestion et d'information sur les visas et les mouvements des personnes dans l'espace, sous le mode du Build, Operate and Transfert (BOT). Dans ce cadre la société est chargée de la création du système de gestion, de la conception et l'édition de la vignette, l'équipement des services de visa et la formation des personnels.

Le programme « visa unique » permettra l'harmonisation des conditions d'entrée et de séjour et des modalités de contrôles aux frontières et la sécurisation de l'espace communautaire auprès des missions diplomatiques. L'entrée en vigueur du visa unique étant programmée pour 2012.

Dans le domaine de l'application des règles communautaires, il est à noter que concernant les professionnels de la santé, la Commission a fait le point des efforts entrepris par les Etats et les Ordres nationaux, pour rendre effective l'application des Directives n° 06/2005, 06/2008 et 07/2008. Elle a noté que la transposition de ces Directives n'est pas encore effective dans tous les Etats.

La Commission a noté également que la transposition de la Directive n° 01/2005 sur l'égalité de traitement des étudiants ressortissants de l'UEMOA, dans la détermination des conditions et des droits d'accès aux institutions publiques d'enseignement supérieur des Etats membres de l'Union, n'est effective que dans trois Etats : le Burkina Faso, la Guinée-Bissau et le Niger Des initiatives ont été prises et des projets de textes élaborés sur la libre circulation et le droit d'établissement des docteurs vétérinaires, l'harmonisation des règles régissant la profession d'avocat au sein de l'espace UEMOA, et les stratégies communautaires pour la facilitation de l'usage effectif par les officiers ministériels de l'espace UEMOA des libertés et droits prévus par le Traité de l'Union.

Les chantiers de l'UEMOA se déclinent comme suit :

---

[542] IBRIGA Luc Marius et COULIBALY Abou Said, *Droit communautaire ouest africain, collection précis de droit burkinabé, 1998*

- Des initiatives ont été prises et des projets de textes élaborés sur la libre circulation et le droit d'établissement des docteurs vétérinaires, l'harmonisation des règles régissant la profession d'avocat au sein de l'espace UEMOA, et les stratégies communautaires pour la facilitation de l'usage effectif par les officiers ministériels de l'espace UEMOA des libertés et droits prévus par le Traité de l'Union. [543]
- De même la nécessité d'instituer un visa unique pour faciliter l'accès à l'espace communautaire des ressortissants des pays tiers, a conduit en 2010 a constitué la première année de la phase 1 du programme avec la reconnaissance mutuelle des visas délivrés par les Etats membres.
- Cette phase devra se poursuivre jusqu'à fin 2011, l'entrée en vigueur du visa unique étant programmée pour 2012.

La Commission a procédé à la signature avec la société Multimédia Glory d'une convention portant mise en place d'un système de gestion et d'information sur les visas et les mouvements des personnes dans l'espace, sous le mode du Build, Operate and Transfert (BOT).

Dans ce cadre la société est chargée de la création du système de gestion, de la conception et l'édition de la vignette, l'équipement des services de visa et la formation des personnels.

Le programme « visa unique » permettra l'harmonisation des conditions d'entrée et de séjour et des modalités de contrôles aux frontières et la sécurisation de l'espace communautaire. Toute chose qui concourt à la consolidation de la coopération sous regionale et au renforcement des liens entre les Etats membres.

- Des actions d'information et de communication sur le visa unique ont été organisées, tant dans les Etats membres que hors de l'espace, notamment auprès des missions diplomatiques.
- Il convient toutefois, de noter que les dispositions de la phase 1 « reconnaissance mutuelle des visas » n'est pas encore appliquée par les Etats.

Les domaines dans lesquels l'UEMOA entend intensifier ses actions sont les suivants:

---

[543] Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union...
Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.
Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981
Rendre l'UEMOA aux populations de l'Union et les Républiques des Etats membres aux citoyens de chaque Etat (NOUHOU ARZIKA MAHAMADOU, acteur de la société civile nigérienne.

- La fiscalité intérieure. Il est à noter que le Plan Stratégique 2007 - 2015 incarne clairement la volonté de modernisation des impositions fiscales pour mieux exploiter le potentiel fiscal afin d'entreprendre des actions prioritaires.
- Une Directive portant harmonisation de la fiscalité applicable aux valeurs immobilières dans les Etat membres de l'UEMOA, a été adoptée. [544]
- Les études et travaux statistiques et économiques.

Dans le cadre des efforts entrepris par la Commission pour rendre disponible une information économique régulière et de qualité irréprochable, la Commission a poursuivi la rédaction de sa note de conjoncture économique régionale et fait le point du basculement des Etats membres dans la nouvelle méthodologie de calcul de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC). Il en ressort que tous les Etats ont procédé à ce basculement. Il est constant que la Commission a procédé à la maintenance du logiciel de calcul de l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI). Enfin, dans le cadre des travaux d'élaboration des comptes nationaux, des ateliers ont été organisés au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Togo ; un atelier technique sur le système ERETES a également été organisé dans le cadre de l'amélioration des connaissances pour l'élaboration des comptes nationaux. Au titre de l'analyse d'impact, les résultats de la première phase de l'étude sur la conception des matrices de comptabilité sociale harmonisées qui portent sur Le Burkina Faso, le Mali, la Côte d'Ivoire et le Togo sont déjà disponibles. Dans le cadre de cette étude des ateliers nationaux de formation ont été organisés dans tous les pays en collaboration avec les Instituts Nationaux de Statistique (INS)[545].

La réalisation du Marché commun

En vue de renforcer le schéma de libéralisation des échanges intracommunautaires, des rencontres de sensibilisation et d'information des responsables des administrations et des acteurs économiques ont été organisées au Niger, au Togo et au Burkina Faso sur la réglementation adoptée en matière de libre circulation des biens et des personnes. Ces ateliers devraient permettre de réduire les obstacles physiques et administratifs au commerce intracommunautaire dans la mesure où ils regroupent des agents qui appliquent au quotidien les réformes ou qui interviennent dans le commerce sous régional.

---

[544] Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union.
Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.
Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981
Rendre l'UEMOA aux populations de l'Union et les Républiques des Etats membres aux citoyens de chaque Etat (NOUHOU ARZIKA MAHAMADOU, acteur de la société civile nigérienne.

[545] Structures internes spécialisé dans la statistique et souvent en démographie, tel l'INSD du BURKINA FASO

La Commission s'est, par ailleurs impliquée de manière active dans la résolution des litiges nés à l'occasion de l'application des réformes sur le régime préférentiel des échanges intra-communautaires[546]. Durant la même période, une trentaine de décisions, portant reconnaissance de l'origine communautaire à certaines marchandises fabriquées au sein de l'Union ont été entérinées et transmises aux Etats. [547] En ce qui concerne le suivi de la mise en œuvre du Tarif Extérieur Commun (TEC), la Commission a participé activement aux travaux de mise en place du TEC de la CEDEAO en apportant sa contribution à l'établissement d'une liste communautaire de produits à soumettre à la 5ème bande tarifaire d'un taux de 35%, proposée par le TEC de la CEDEAO.

Par ailleurs, la Commission a fait adopter le Règlement n°04/2010/CM/UEMOA du 21 juin 2010 modifiant les droits de douane de certains produits essentiels à la compétitivité de nombreuses entreprises et à l'approvisionnement des populations en produits de base.

La Politique commerciale commune.

La Commission a poursuivi sa collaboration avec la Commission de la CEDEAO, dans le cadre des négociations de l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Union Européenne. Plusieurs réunions du Secrétariat Technique Conjoint ont été organisées, notamment sur : la définition des règles d'origine ; la détermination de la liste des produits sensibles de l'Afrique de l'Ouest et l'élaboration de son offre d'accès au marché ; la formulation du programme de l'APE pour le Développement (PAPED) et de son opérationnalisation ; la détermination de l'impact fiscal net de l'APE sur les économies de la région.

Parallèlement à ces rencontres techniques, la Commission a organisé, soit seule, soit en collaboration avec la Commission de la CEDEAO, divers séminaires d'information et de sensibilisation sur le processus de négociation de l'APE. Ces rencontres, auxquelles ont pris part des experts des Etats, des parlementaires, des universitaires, des opérateurs économiques, des hommes de médias, des membres de la Chambre Consulaire Régionale (CCR) et du Comité Interparlementaire de l'UEMOA (CIP) avaient, entre autres, pour objectifs, de faire le point sur les nouveaux développements intervenus dans les négociations APE, surtout en ce qui concerne le respect des délais pour la conclusion de l'accord régional, les questions liées à l'accès au marché, le projet de texte de l'Accord et la dimension développement de l'APE.

---

[546] Rendre l'UEMOA aux populations de l'Union et les Républiques des Etats membres aux citoyens de chaque Etat (NOUHOU ARZIKA MAHAMADOU, acteur de la société civile nigérienne.

[547] Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union.
Rendre l'UEMOA aux populations de l'Union et les Républiques des Etats membres aux citoyens de chaque Etat (NOUHOU ARZIKA MAHAMADOU, acteur de la société civile nigérienne.

Il convient de signaler que la conclusion de l'APE global régional devient urgente afin de permettre à la région de retrouver un régime commercial unifié vis-à-vis de l'Union Européenne et d'éviter les conséquences fâcheuses que pourraient entraîner, sur son processus d'intégration régionale, la multiplicité actuelle des régimes commerciaux. Dans le cadre des négociations commerciales, les contacts se sont poursuivis avec les Etats du Maghreb, en vue de la conclusion d'accords commerciaux et d'investissement. Il convient surtout d'attirer l'attention sur le fait que la Commission est aujourd'hui à la croisée des chemins, dans la mise en œuvre de ses compétences et de son autorité à impulser et à gérer la politique commerciale commune de l'Union. Une illustration parfaite de cette réalité est la difficulté à conclure les différents processus de négociations d'accords commerciaux et d'investissements engagés avec différents partenaires (Maroc, Tunisie, Algérie, Egypte) depuis bientôt dix (10) ans pour certains. [548]

Il urge que l'Union engage les procédures internes de validation et de conclusion de certains de ces Accords, tout particulièrement celui avec le Royaume du Maroc. [549]La signature de cet accord devrait permettre de clore les premières négociations bilatérales de l'Union et de créer ainsi un modèle qui faciliterait les négociations actuelles avec les autres pays du Maghreb (Tunisie et Algérie notamment) ou avec d'autres partenaires. Elle permettrait ainsi d'envisager des perspectives heureuses pour ouvrir des négociations avec la République Populaire de Chine et les Etats membres de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), tel que recommandé par les Ministres en charge du Commerce de l'Union en 2008. L'Union verrait alors ainsi renforcer sa crédibilité, quant à sa capacité à négocier et à conclure des accords commerciaux et d'investissements, conformément aux dispositions de l'article 84 du Traité, en remplacement des anciens accords bilatéraux signés par chacun des Etats membres. Enfin, dans le cadre des négociations commerciales multilatérales avec l'OMC, la Commission a pris part à divers séminaires sur les Accords Commerciaux Régionaux, à Bamako, Abuja, Libreville, Genève, Cotonou et Ouagadougou. Elle a apporté un appui aux travaux préparatoires du Secrétariat Général de l'OMC dans le cadre de l'élaboration des rapports du Secrétariat et des Gouvernements en vue de l'examen des politiques commerciales du Bénin, du Burkina Faso et du Mali. Dans ce cadre, la Commission a participé les quatre (04) et six(06) octobre 2010, à Genève, à la session de l'Organe d'Examen des Politiques Commerciales de l'OMC consacrée au Bénin, au Burkina Faso et au Mali.

---

[548] Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union.
[549]Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.
Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981
'Accord commercial et d'investissement entre l'UEMOA et le Royaume du Maroc in bulletin hebdomadaire de l'UEMOA N°137 du 24 au 30 juillet 2006

Cette présence de la Commission lui permet de jouer pleinement son rôle de veille dans ce domaine important pour les Etats membres et de renforcer sa visibilité auprès des instances de l'OMC.

La politique agricole commune

Alors qu'un rapport de l'organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'agriculture (FAO) vient de rappeler l'insécurité alimentaire persistante en Afrique, les acteurs du secteur agricole, ministres, bailleurs de fonds, secteur privé… ont appelé au renforcement des investissements dans l'agriculture dans la région subsaharienne du continent. Ils sont particulièrement préoccupés par le problème des moyens pour relancer ce secteur en Afrique de l'ouest durement frappée par la crise alimentaire.

Les grandes lignes de la politique agricole commune de cette sous-région ouest africaine (CEDEAO), outil qui définit notamment les orientations des politiques nationales des différents pays de la sous-région font ressortir que les investissements dans l'agriculture doivent impérativement tenir compte des solutions régionales proposées par la CEDEAO. L'Agriculture joue incontestablement un rôle très important, selon M. Yamar Mbodj de la Commission de la CEDEAO[550].

Elle représente 35% du produit intérieur brut régional, 80% pour certains pays. Elle joue également un rôle clé dans le commerce de la sous-région avec le reste du monde. En moyenne, 16% de nos exportations sont constitués de produits agricoles contre 21% de nos importations.

L'Agriculture est aussi pourvoyeuse d'emplois car elle occupe en moyenne 70% de la population de la sous-région et ce taux peut atteindre 80% dans certains pays. Enfin, l'agriculture joue un rôle important dans la gestion des ressources naturelles et dans l'aménagement du territoire.Il convient de déplorer le fait que même si l'agriculture de la sous-région couvre 80% de ses besoins alimentaires, celle-ci souffre de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux. L'importation de 21% des besoins alimentaires coûte très cher aux Etats[551].

Face au choc brutal entraîné par la flambée des prix, chaque pays a pris de façon isolée des mesures d'urgences parmi lesquelles l'abaissement des droits de douanes, la suppression des TVA, les exonérations sur un certain nombre de produit. Tout cela est très coûteux pour les finances publiques de ces pays mais il fallait le faire face aux émeutes.

---

[550] Yamar MBODJ, *conseiller Agriculture de la Commission de la CEDEAO : L'agriculture en Afrique de l'Ouest doit être nourricière et exportatrice ; in Afri.kom, juin 2008*

[551] Yamar MBODJ, *conseiller Agriculture de la Commission de la CEDEAO : L'agriculture en Afrique de l'Ouest doit être nourricière et exportatrice ; in Afri.kom, juin 2008 op cit*

Ces mesures ne sont pas soutenables pour les finances des pays concernés. Aussi, faudrait-il mieux raisonner, mieux coordonner et mieux insérer ces mesures dans une perspective de plus ou moins long terme qu'offre la politique agricole commune. La réponse à cette crise doit être structurelle et non pas conjoncturelle.[552]

Pour les Etats développés qui disposent de beaucoup plus de moyens financiers et économiques, ces hausses peuvent ne pas représenter grand-chose. L'objectif de la CEDEAO est de faire en sorte que l'agriculture nourrisse sa population et qu'elle devienne exportatrice[553]. Cela est possible vu toutes les potentialités dont dispose la sous-région. Il suffit d'améliorer, un tant soit peu, l'utilisation des intrants, d'améliorer l'irrigation pour que notre région deviennent exportatrice et occupe une place plus importante dans le commerce internationale.

Dans son élaboration, la politique agricole commune de la CEDEAO et, partant de l'UEMOA, cherche à minimiser les contraintes et à développer les potentialités. L'objectif visé est d'assurer un revenu décent aux acteurs de ce secteur et améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle dans la zone CEDEAO. Cette politique cherche à exploiter toutes les possibilités en termes de ressources naturelles, humaines… pour améliorer la productivité de l'agriculture et développer vraiment un marché régional.

Il s'agit aussi d'accroître la compétitivité de ces produits agricoles. Le développement d'un marché régional est vraiment très important, parce qu'aujourd'hui quand on parle de commerce, on pense toute de suite au marché international. C'est, certes, important mais il y a une opportunité offerte par le marché régional que la CEDEAO et l'UEMOA n'ont pas encore suffisamment exploitée. Ces deux institutions doivent ouvrir et conduire à son terme un processus de formulation des programmes d'investissements à moyen et long terme et leurs coûts sur les dix et quinze prochaines années.

Les Accords de partenariats économiques (APE) proposés aux pays ACP peuvent contribuer à l'amélioration de la situation, à condition qu'ils ne reposent pas sur une vision essentiellement commerciale. Il doit s'agir d'APE de développement, c'est-à-dire d'APE qui accompagnent les pays africains, des Caraïbes et du Pacifique, dans le processus de mise en œuvre de leurs politiques sectorielles, dans le processus d'approfondissement de leur intégration régionale.[554]

---

[552] Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union.
Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.
Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981

[553] ISAAC (G) *Droit communautaire général, 5 éd , Armand Colin, 1996, Bruxelles*

[554] Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union.
Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.
Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981

La politique de la concurrence.

Au titre de la concurrence, la Commission a mené des interventions de terrain. Ont ainsi été traitées les affaires suivantes :

- les saisines du Gouvernement de la Côte d'Ivoire et de Monsieur Alassane DIOUF, Président Directeur Général de la Société West Africa Commodities qui ont mis en cause des mesures prises par le Sénégal interdisant les importations d'huile de palme raffinée titrant plus de 30% d'acides gras saturés ;
- la plainte de la Société des Produits Industriels et Agricoles (SPIA), transmise par le Ministre de l'Economie et des Finances du Sénégal, qui dénonce des exonérations irrégulières de TVA appliquées en Côte d'Ivoire, au Mali et au Burkina Faso sur les importations d'intrants et d'emballages destinés à la fabrication et au conditionnement de produits phytosanitaires.

Par ailleurs, dans le cadre du contentieux, les affaires suivantes font également l'objet de procédures ouvertes suite à des saisines d'Etats membres ou d'entreprises privées :

- La plainte de la République du Sénégal contre l'Accord de siège signé entre la République Togolaise et la Compagnie aérienne ASKY ;
- Les saisines de la Société de Distribution Pharmaceutique du Burkina et de la Société Multi M. concernant le traitement préférentiel accordé à la Centrale d'Achat des Médicaments Génériques (CAMEG) par l'Etat du Burkina ;
- La saisine de la Commission Nationale de la Concurrence et de la Consommation du Burkina Faso au sujet des agissements de la Société Nationale des Postes dans le secteur du transport de courrier et de colis ;
- Les plaintes des sociétés BA NEGOCE et Industrie, NIMA Sarl et ETS KOUMA du Mali et les Grands Moulins de Dakar (GMD) relatives aux restrictions des importations de farine au Mali, imposées par le truchement d'un protocole d'accord signé entre certains opérateurs du secteur, sous le couvert de l'administration. Le traitement de ces affaires revêt une importance particulière dans le fonctionnement du marché commun qui est particulièrement affecté par les entraves dues aux interventions publiques occasionnant des distorsions de concurrence. [555]

[555] Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union.
Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.
Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981

Les statistiques du commerce extérieur et la surveillance commerciale.

La Commission a procédé à la collecte et aux traitements des données relatives aux échanges commerciaux de marchandises. Cette activité permet de disposer d'une mesure de l'évolution du commerce intra régionale. Une des faiblesses de ce processus est que la partie non enregistrée au niveau du cordon douanier du commerce des marchandises entre les pays de l'Union n'est pas négligeable et a tendance à minorer l'indicateur d'intégration qu'est le niveau du commerce intra-communautaire.[556] Outre les travaux de collecte des données relatives aux échanges commerciaux de marchandises, la Commission a travaillé à améliorer son dispositif de collecte. Pour apprécier les modalités d'appréhension du commerce dit « informel », une enquête pilote a été menée au niveau de tous les Etats de l'Union. Cette enquête a abouti à la conclusion que les pays de l'Union sont beaucoup plus intégrés que ne le laisse paraître les données « officielles ». Les Autorités de l'Union doivent se donner les moyens de bien cerner ce phénomène qui peut influer positivement sur les politiques d'intégration.

Le commerce international des services.

Sur la base des normes internationales édictées par le système des Nations Unies, la Commission a mis en place un vaste chantier pour cerner le commerce international des services en son sein et vis-à-vis des pays tiers. Dans ce sens, elle a fait l'état des lieux dans les Etats membres pour identifier les sources d'information, procéder à une évaluation sommaire de la connaissance et du respect des normes internationales et apprécier la périodicité et la disponibilité des données concernées. Un programme de renforcement des capacités est aussi envisagé afin que les Etats membres et la Commission s'approprient les enjeux liés à ces données et en fassent un usage adéquat dans le cadre des négociations sur les services.

La Commission a élargi la gamme des instruments d'analyse d'impact des politiques commerciales (modélisation) en collaboration avec la Banque Mondiale. En effet, cette institution a mis au point un modèle d'analyse d'impact qui peut générer les effets cumulés de plusieurs accords.

Une séance de formation a réuni à Dakar en avril 2010, la Commission, les représentants des Etats membres et les formateurs de la Banque Mondiale. Les statisticiens de l'INS, les analystes du Ministère du Commerce et les Agents de douanes en charge des statistiques de tous les Etats membres ont pu bénéficier de cette formation. [557]

---

[556] Jean Yado TOe et Vincent Zakane, *Droit du commerce international ; collection Précis de droit burkinabe, ed Presse africaine 2006*

[557] Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union.
Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.
Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981..

La seule difficulté pour cet outil réside dans le traitement qu'il faut faire sur les données de base avant de les introduire dans le modèle. Un programme de renforcement des capacités dans ce domaine pourrait améliorer notablement la maîtrise des analyses d'impact en matière d'accords commerciaux.

La surveillance multilatérale des politiques macroéconomiques est une tâche incontournable.

La convergence macroéconomique s'impose comme une priorité dans le contexte économique actuel où les fortes contraintes de dépenses liées aux exigences des programmes de lutte contre la pauvreté commandent que des efforts soient déployés pour assurer une meilleure mobilisation de recettes et une gestion efficace des ressources publiques.

Ainsi, les activités relatives à la surveillance multilatérale en 2010 se sont inscrites dans la logique d'accroître les capacités et de renforcer l'expérience de la Commission en matière de suivi et de coordination des politiques économiques entreprises par les Etats membres[558]. Ces activités se sont traduites notamment, par l'élaboration de rapports d'exécution de la surveillance multilatérale, ainsi que par l'assistance et le suivi des économies des Etats membres.

La Commission procède chaque année, à l'élaboration de deux rapports semestriels d'exécution de la surveillance multilatérale dans l'Union. Le premier, au titre du premier semestre 2010, a été soumis au Conseil des Ministres du 21 juin 2010, qui l'a adopté. Ce rapport, présente d'une part, la situation économique, financière et l'état de convergence des Etats membres et de l'Union en 2009[559], et d'autre part, les principales perspectives sur les performances des Etats membres et de l'Union en 2010 à la lumière de l'évolution de la conjoncture. Il propose aux Etats membres de l'Union, à travers une recommandation, des orientations de politique économique pour l'année 2011.

Ainsi, partant du constat que les effets de la crise économique et financière internationale ont mis en exergue la fragilité des économies de l'Union tant au niveau de la faiblesse de la base productive que de la stabilité de leur cadre macroéconomique, la Recommandation interpelle les Etats membres par rapport à l'urgence de mettre en œuvre des réformes structurelles et sectorielles adéquates pour asseoir les bases d'une croissance forte et durable[560].

---

[558] Cf. rapport 2010 de l''UEMOA

[559] ibid

[560] Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union.
Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.
Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981

Dans ce sens il est demandé aux Etats membres d'inscrire la politique économique au cours de l'année 2011, dans la logique de relever les défis que sont : la promotion d'une croissance forte et durable afin de réduire la pauvreté par le renforcement de l'investissement dans les secteurs prioritaires ; l'assainissement et le renforcement des finances publiques par la mise en œuvre du programme de la transition fiscale et l'application des directives sur les finances publiques.

Le second rapport semestriel de la surveillance multilatérale, a été soumis au Conseil des Ministres du 16 décembre 2010, à Lomé. Il a porté sur la situation macroéconomique en 2010 et a procédé à l'évaluation des programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité au titre de la période 2011-2015 des Etats membres. La Commission a poursuivi son assistance aux Etats membres en répondant favorablement à leur invitation à prendre part aux missions du Fonds Monétaire International, organisées dans le cadre des négociations et des revues des programmes économiques et financiers soutenus par les ressources de la FEC. Les Etats ayant invité la Commission sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger et le Sénégal. La Commission n'a pas été invitée par le Togo, à l'occasion des deux missions de revue du FMI (mars et septembre) qu'il a reçues, malgré les dispositions de la Directive n°02/2001/CM/UEMOA du 21 mai 2001.

Le programme d'appui financier et technique à la Guinée Bissau, adopté par le Conseil des Ministres, est entré dans sa phase exécutive au cours du second semestre. La Commission a aussi procédé au renforcement des capacités des cadres et membres des Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) des Etats membres de l'Union, en organisant une troisième session de formation en programmation financière. Deux réunions techniques avec les membres des Comités Nationaux de Politique Economique ont également été organisées en Guinée-Bissau et au Niger, avec pour thèmes principaux les nouvelles Directives sur les finances publiques, les canaux de transmission de la politique monétaire et la productivité des dépenses publiques dans l'UEMOA. [561]

L'harmonisation des cadres législatifs et réglementaires des finances publiques

Elle s'est traduite au cours de l'année 2010 par deux types d'activités : la mise en œuvre des directives du nouveau cadre harmonisé des finances publiques par des actions de sensibilisation et de communication ainsi que des mesures d'accompagnement aux Etats membres et la mise en œuvre du programme de transition fiscale pour accroître la performance des administrations fiscales et douanières.

[561] Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union.
Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.
Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981

Par ailleurs, les deux organismes consultatifs du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) que sont le Conseil Comptable Ouest Africain (CCOA)[562], et le Conseil Permanent de la Profession Comptable (CPPC)[563] ont tenu leur première Assemblée plénière, au mois de mars 2010. Enfin, quinze sessions de formation sur les normes comptables internationales ont été organisées dans l'espace communautaire avec, environ cent cinquante participants aspirant au Certificat International « Visa pour les IFRS »[564] délivré chaque année par le Centre de Formation de la Profession Comptable (CFPC) de France, partenaire de la Commission pour les cours[565]. L'organisation de ces sessions de formation devrait contribuer à améliorer les compétences des différents cadres en vue d'une meilleure exploitation du référentiel SYSCOA.

Le Projet de Réforme des Marchés Publics (PRMP).

Les Directives relatives aux marchés publics ont été transposées dans les législations nationales de tous les Etats membres, mais tous n'ont pas encore installé les institutions prévues dans le cadre de cette réforme.

Au niveau régional, l'Observatoire Régional des Marchés Publics (ORMP) a été mis en place en vue du suivi et de l'évaluation de la qualité et de la performance des systèmes nationaux.

La promotion de l'Industrie et le développement de l'entreprise.

Les actions conduites dans ce domaine s'inscrivent dans la mise en œuvre de la Politique Industrielle Commune adoptée en 1999. La phase pilote du Programme de restructuration et de mise à niveau de l'industrie des Etats membres de l'UEMOA (PRMN), adopté en juin 2006, est entrée, au cours de l'année 2010, dans une étape décisive à travers l'appui direct aux entreprises et la préparation de la transition entre la phase pilote et la phase de déploiement du Programme. Les activités suivantes ont, notamment, été menées : La conduite du pré-diagnostic auprès de 268 entreprises agro-alimentaires candidates à l'appui direct prévu par le PRMN.

---

[562] Création Cf. Règlement n°02/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 Instituant un conseil comptable ouest africain dans l'union Economique et monétaire ouest africaine (UEMOA)

[563] Création Cf. Règlement n°01/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 Instituant un conseil permanent de la profession comptable Dans l'union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA)

[564] Cf. Rapport annuel 2010 de la Commission, p.12

[565] Créé en 1992 par les instances nationales de la profession comptable libérale, le CFPC, est aujourd'hui essentiellement dédié aux besoins de formation des experts-comptables, de leurs collaborateurs et des experts-comptables stagiaires.

La finalisation des rapports de diagnostic stratégique et les Plans de Restructuration et de Mise à Niveau (PRMN) de 107 entreprises ; L'organisation d'une réunion du Comité de Pilotage Régional (CPR) qui a validé le choix des 107 entreprises agro-alimentaires diagnostiquées ; La formation de 370 consultants nationaux et 160 représentants des institutions nationales sur la méthodologie de l'ONUDI en matière de restructuration et de mise à niveau ; La validation des études de création des fonds de restructuration et de mise à niveau des programmes nationaux et des instruments d'intervention en entreprise ; L'approbation de 52 plans de restructuration et la préparation de la phase de déploiement du Programme.

En complément du PRMN, les activités ci-après, visant la promotion et le financement des Petites et moyennes Entreprises ont été conduites :

- L'organisation d'un atelier de validation de l'étude relative à la Charte Communautaire des PME de l'UEMOA[566] et de la 4ème réunion du Comité de Suivi du Programme ;
- Le démarrage de l'étude sur la mise en place d'une base de données industrielles et la création d'un Observatoire des PME/PMI.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme triennal de développement du secteur de la Pêche, l'année 2010 a été consacrée à :

La définition d'une stratégie régionale de négociation des accords de pêche qui permettra aux cinq pays côtiers de se concerter et de prendre une position commune lors des négociations des accords de pêche avec les pays tiers ;La définition d'un programme régional d'appui aux services de suivi, de contrôle et de surveillance des pêches ; L'approbation par les Ministres de la pêche du projet de Règlement portant harmonisation des législations des Etats membres de l'UEMOA en matière de pêche maritime, pêche continentale et d'aquaculture[567]

Afin d'offrir aux opérateurs des filières agricoles un cadre de transaction sécurisé et moderne au niveau régional, susceptible d'améliorer l'échange d'informations commerciales et la formulation des prix, une étude de faisabilité pour la mise en place d'une Bourse Régionale des Produits Vivriers(BRVP) [568]a été menée.

La Politique minière Commune (PMC) et la promotion des énergies renouvelables.

---

[566] BOAD, RAPPORT FINAL, études sur les instruments de garantie et le Marche des garanties bancaires dans la zone de L'union économique et monétaire ouest Africaine (UEMOA), BOAD, janvier 2011, p.10

[567] Cf. Règlement n°05/2007/CM/UEMOA Portant adoption du plan d'aménagement concerté des pêches et d'aquaculture au sein de l'UEMOA.

[568] Cf. Rapport annuel 2010 de la Commission de l'UEMOA, p. 30

Dans le cadre de l''exécution des activités du Programme de promotion des énergies renouvelables[569], un groupe de réflexion sur la relance des activités de l'ex Centre Régional d'Energie Solaire de Bamako (CRES) a été créé. Quant au Programme de rationalisation de l'utilisation des combustibles ligneux,[570] réalisé principalement dans le cadre du Programme Régional Biomasse, il a été axé sur :

le suivi des projets de démonstration dans les Etats membres dans le cadre de la mise en œuvre des Conventions de démonstration des projets à travers une mission d'évaluation technique de la Cellule de Coordination du Programme Régional Biomasse Energie (PRBE) ; la réalisation d'une étude sur le cadre institutionnel et réglementaire pour la promotion et le développement des biocarburants dans l'espace UEMOA ;la réalisation de l''étude portant sur le flux de combustibles ligneux aux frontières Burkina Faso-Niger et Sénégal – Gambie-Guinée Bissau.

Concernant la mise en œuvre de la Politique minière Commune, l'accent a été mis sur la création d'un système d'informations géo minier communautaire qui a conduit à la mise à jour des logiciels de cartographie géologique des Etats et l'accélération de la mise en valeur des substances minérales, ainsi que la création et le renforcement des industries locales de transformation.

La transparence doit être de mise dans l'exploitation et la gestion des ressources minières des Etats. L'UEMOA y veillerait dans l'intérêt des populations. Elle devra inciter ses membres à adhérer à l'Initiative pour la Transparence des Industries extractives (ITIE)[571], lancée en 2002 au sommet mondial sur le développement durable. Elle établit une norme internationale permettant aux entreprises de publier combien elles paient et aux gouvernements de divulguer leurs revenus.

3,5 milliards de personnes vivent dans des pays riches en pétrole, gaz et minerais. Avec une bonne gouvernance, l'exploitation de ces ressources peut générer des revenus importants pour promouvoir la croissance et diminuer la pauvreté. Cependant, lorsque la gouvernance est faible, elle peut conduire vers la pauvreté, la corruption et le conflit. L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) vise veut ainsi renforcer la gouvernance en améliorant la transparence et la responsabilité dans le secteur des industries extractives.

---

[569] Cf. Appel à manifestation d'intérêt pour la réalisation d'étude d'identification d'un programme de développement de l'énergie solaire dans l'espace UEMOA, UEMOA, 2012

[570] Cf. Appel à manifestation d'intérêt pour la réalisation d'étude d'identification d'un programme de développement de l'énergie solaire dans l'espace UEMOA, UEMOA, 2012

[571] L'ITIE est une norme internationale de bonne gouvernance dans le secteur des industries extractives. Elle repose sur la transparence dans la gestion des revenus issus des industries extractives à travers la publication des revenus perçus par l'Etat et des paiements effectués par les entreprises.

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) veille à une meilleure gouvernance dans les pays riches en ressources à travers la vérification et la publication complète des paiements effectués par les entreprises et des revenus perçus par les gouvernements provenant du pétrole, du gaz et des minerais.

L'ITIE est une coalition de gouvernements, d'entreprises, de groupes venant de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales.

L'ITIE dispose d'une méthodologie robuste mais flexible qui garantit le maintien d'une norme globale dans les différents pays exécutants. Le Conseil d'administration de l'ITIE et le Secrétariat International sont les garants de cette méthodologie. Cependant, chaque pays doit élaborer son propre modèle de mise en œuvre. L'ITIE, en un mot, est une norme développée à l'échelle internationale qui favorise la transparence des revenus à l'échelle locale.[572]

A titre illustratif, le Niger, après sa déclaration d'adhésion en mars 2005 et la mise en œuvre de l'ITIE à travers son dispositif institutionnel en place, est devenu « Pays Candidat » en août 2007. Il a été admis pays conforme à l'ITIE le 1er mars 2011 à la suite d'un processus basé sur le rapport de validation du Niger. Les rapports de collecte et réconciliation 2005/2006 et ceux couvrant les années 2007/2008/2009 ont été publiés et disséminés. La production des prochains rapports ITIE, en conformité avec l'édition 2011, est en cours. La nouvelle Constitution de la République du Niger, entrée en vigueur le 25 novembre 2010, introduit des dispositions favorables à la bonne gouvernance et à la transparence dans les industries extractives[573]. Dans cette optique, elle consacre notamment à la charge de l'Etat l'obligation de publication au Journal Officiel (J.O.) des revenus tirés des industries extractives[574].

Dans le domaine de l'aménagement du territoire communautaire.

La principale activité organisée en 2010 dans ce cadre est la Conférence régionale sur le thème « Développement territorial et cohésion sociale au sein de l'espace UEMOA. Quel rôle pour les collectivités territoriales et quelles modalités d'implication dans le processus d'intégration régionale ? ».

Elle a regroupé les Ministres chargés de la décentralisation et de l'aménagement du territoire et les responsables des collectivités territoriales des Etats membres de l'UEMOA, auxquels se sont joints des délégations du Ghana, de la Guinée et du Nigeria ainsi que des représentants des Partenaires Techniques et Financiers.

---

[572] La Guinée, le Burkina Faso ont commeet le Niger ont adhéré à l'ITIE.

[573] Cf. Articles 148 à 153 de la Constitution du Niger

[574] Cf. Article 150

La Conférence a reconnu la nécessité de donner toute leur place aux collectivités territoriales dans la dynamique de la construction de l'intégration régionale afin de faire évoluer l'UEMOA d'une « Union des Etats » vers une « Union des Peuples ».

Les questions liées au financement et au renforcement des capacités des collectivités territoriales ainsi que le développement économique local, ont fait l'objet d'un atelier thématique au cours de la Conférence pour la mise en place de mécanismes et dispositifs de financement du développement local dans l'espace UEMOA[575].

Les autres activités ont été axées sur le programme de formation de cadres supérieurs en DESS Aménagement du territoire à l'institut Panafricain pour le Développement de l'Afrique de l'Ouest /Sahel (IPD/AOS), de formation des fonctionnaires des Etats membres de l'Union en prospective territoriale, et d'experts nationaux à l'utilisation de la base de données régionale en aménagement du territoire dans le cadre de la mise en place de l'Observatoire Régional d'Analyse Spatiale du Territoire Communautaire (ORASTEC)[576].

Le développement des structures et des programmes de promotion de la qualité.

Plusieurs études ont été lancées dans le cadre de la normalisation et de la promotion de la qualité, à côté des actions suivantes :

- Quatre-vingt (80) formations réalisées ;
- Accompagnement de 70 entreprises et 71 laboratoires à la démarche Qualité
- Acquisition et fournitures d'équipements de métrologie ;
- Organisation de la 2ème édition du « Prix UEMOA de la Qualité[577].

L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine est dans sa dix-neuvième (19) année. Elle demeure une organisation assez crédible, qui inspire confiance et fait figure de modèle d'intégration économique en Afrique à travers, d'une part, ses réformes macroéconomiques, commerciales, financières, fiscales et la mise en œuvre de politiques sectorielles et, d'autre part, ses réalisations concrètes grâce au Programme Economique Régional.

---

[575] Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union.
Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.
Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981

[576] En janvier 2004, les chefs d'Etats et de gouvernement de l'UEMOA ont adopté une politique d'aménagement du territoire communautaire (PATC) de l'Union. Afin de réussir sa mise en œuvre, le cadre d'orientations générales de la politique d'aménagement du territoire communautaire de l'UEMOA préconise la mise en place d'instruments et d'outils dont l'Observatoire Régional d'Analyse Spatiale du Territoire Communautaire (ORASTEC) avec des antennes au niveau des Etats membres.

[577] Rapport 2010 UEMOA, p. 24

La consolidation de cette image passe par l'efficacité de la gestion et de la gouvernance de l'Union, ainsi que l'appropriation et la visibilité des chantiers communautaires par les populations. C'est le double défi qu'il faut désormais relever. La vision stratégique pour 2020 s'inscrit dans cette dynamique. La mise en œuvre des activités qui y figurent ont démarré en 2011.

Les nouveaux défis économiques et sociaux, auxquels l'Union est confrontée, constituent la trame du nouveau Programme Economique Régional 2011-2015. Les actions à entreprendre visent le développement et la modernisation des infrastructures, l'accès à l'énergie par l'interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique et la valorisation des ressources énergétiques locales, la sécurité alimentaire par l'appui au développement des filières agricoles ciblées, ainsi que la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles.

Il s'agira aussi de renforcer les capacités des Etats dans la gestion des politiques économiques en vue de consolider leurs performances et leur insertion dans l'environnement international afin de sortir définitivement de la crise.[578]Dans ce sens, la convergence macroéconomique demeure plus que jamais une priorité dans le contexte économique actuel où les fortes contraintes de dépenses liées aux exigences des programmes de lutte contre la pauvreté commandent que le cadre des finances publiques soit mieux organisé, la transition fiscale soit effective et des statistiques fiables disponibles, de sorte à permettre une bonne mobilisation de recettes et une gestion efficace et transparente des ressources publiques.

Sur un tout autre plan, les problèmes d'organisation et d'administration ne doivent pas être négligés. En effet, la mise en œuvre du programme d'une telle ampleur doit avoir un schéma institutionnel cohérent, pertinent et efficace. Cela demande une administration fonctionnelle capable de répondre à différentes préoccupations de transparence, de compétence, d'efficacité et d'indépendance vis-à-vis des Etats en matière de gestion et de bonne gouvernance. Au niveau du siège de l'UEMOA, la modernisation de l'administration est donc indispensable. Celle–ci passe par l'acquisition d'outils de travail performants, conformément au nouveau Plan Stratégique de Développement de l'Informatique (2010-2112), mais également et surtout par le renfoncement des compétences des agents.

[578] Traité de l'UEMOA de 1994, panel de haut niveau sur les stratégies envisagées pour 2020 au sein de l'Union.
Déclaration Universelle des Droits de L'Homme de 1948.
Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981

A cet effet, un nouveau Statut du personnel a été adopté ; un manuel de procédures intégrées des Organes a été élaboré et la première promotion du Programme de recrutement des « cadres juniors »[579], forte de dix-neuf (19) jeunes a pris fonction en février.

Au 15 novembre 2010, l'effectif du personnel des Organes de l'Union (Commission, Cour de Justice, Cour des Comptes, Comité Interparlementaire, Chambre Consulaire Régionale, Bureaux de représentation) s'établit à quatre cent deux (404) agents, répartis comme suit : 19 membres d'Organes, 297 fonctionnaires, 67 contractuels et 19 cadres juniors.

Au niveau des outils informatiques pour l'amélioration de la gestion administrative et financière, un accent particulier a été mis sur le renforcement de la capacité de stockage et la sécurité des données, avec la segmentation du réseau, l'installation d'un nouveau « back one », l'implantation et le déploiement de solution d'administration et de supervision, l'interconnexion sécurisée des sites annexes et le renouvellement partiel du parc des postes de travail.

La réalisation et la migration des sites de la Commission (site Web, Intranet, Extranet) de même que l'acquisition du logiciel ACROBAT pour créer des documents au format PDF professionnel et Excel, amélioreront l'environnement du travail à la Commission.

En examinant de près le contenu de la stratégie projetée, on se rend compte de ce que l'Etat-nation reste et demeure le moteur du processus d'intégration, ce qui a pour corollaires le degré élevé de la dépendance des organes communautaires à l'égard des gouvernements et la faible prise en compte de l'apport des populations.

Les politiques mises en œuvre par l'UEMOA n'ont aucune chance de succès si les droits de l'homme sont méconnus par les pouvoirs politiques des États souverains. Du reste, les victimes n'ont, dans la plupart des cas, aucun véritable recours.

Un droit n'est effectif que si, lorsqu'il est violé, les victimes disposent de réelles possibilités de recours.[580] Au-delà du débat sur le contenu des droits de l'homme, il n'existe au niveau mondial aucune autorité disposant à la fois de la légitimité nécessaire et des moyens de coercition appropriés pour imposer le respect de ces droits dans chaque pays. Les citoyens de certains pays ont accès à des Cours de Justice supranationales (c'est le cas en Europe).

---

[579] Voir Bulletin, La semaine de l'UEMOA, N° 258 Du 08 au 14 février 2010

[580] Cf. Ferdinand AHO, faculté de droit de Poitiers ; Responsable du département Afrique et Francophonie, Poitiers : *L'information comme facteur de convergence dans le contexte de disparité juridictionnelle en Afrique, Centre Juriscope*

[580] DECAUX E., *Justice et droits de l'homme- XXVIIIE congrès de L'IDEF.*

Bien entendu, il existe une Cour Pénale Internationale ainsi que des tribunaux internationaux à compétences spécifiques pouvant intervenir en matière de violation des droits de l'homme ; mais ces institutions, qui n'opèrent que dans des limites étroites et sur la base du consentement des Etats concernés, ne sont pas des voies de recours praticables pour la plupart des victimes. La sanction d'une violation massive des droits de l'homme par une juridiction internationale ne peut avoir lieu, en pratique, qu'après le renversement (généralement à l'issue d'une guerre) du régime politique responsable[581].

Elle est donc exceptionnelle, n'intervient qu'à la suite de certaines crises majeures, et implique que le régime responsable ait d'abord été vaincu militairement par des puissances décidées à l'appliquer. De telles conditions, qui supposent un usage massif de la force et des vainqueurs bien disposés, rendent ce recours impraticable en temps normal, et totalement exclu si le régime « suspect » est lui-même une grande puissance économique et militaire. De manière générale, chaque Etat définit et sanctionne le droit applicable sur son territoire, et détermine par conséquent à sa discrétion et selon ses moyens la manière dont les droits de l'homme sont interprétés et mis en œuvre.

De plus, la validité universelle des droits de l'homme semble ici être en contradiction avec le principe d'autodétermination selon lequel chaque peuple est maître du choix de son régime politique. La stricte application du principe d'autodétermination fait en effet prévaloir les choix politiques locaux sur toute valeur universelle ; elle équivaut à légitimer par avance la politique de tout gouvernement national en matière de droits de l'homme, à la seule condition que ce gouvernement ne soit pas imposé par une puissance étrangère.

On a tenté de tempérer ce principe avec la notion d'ingérence humanitaire, mais cette notion est elle-même très controversée, sa légitimité est à démontrer au cas par cas et son application est de toute façon exclue sur le territoire d'un État disposant d'une puissance militaire significative.

La première conséquence de cette situation est que les droits de l'homme, même s'ils sont théoriquement universels, ne sont pas universellement opposables et que leur application effective dépend de chaque autorité nationale. Ce qui revient à dire que, même s'ils peuvent faire partie du droit dans un pays donné, les droits de l'homme feraient plutôt figure, sur le plan mondial, de recommandations morales que de règles juridiques.[582] La violation des droits de l'homme est l'abus de personne d'une façon qui abuse n'importe quel droit fondamental.

---

[581] C'est le cas du procès de Nuremberg, de la Yougoslavie, du Libéria et plus récemment en Côte d'ivoire. Ce qui a fait dire à certains que la justice internationale est celle des vainqueurs contre les vaincus.

[582] BANA Kapet, *Pour une Afrique pédagogique des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique au seuil du XXIème siècle (contribution à l'éducation et l'information pour la promotion et la défense des libertés fondamentales) SD. Paris. 1995,*

C'est un terme utilisé quand un gouvernement viole le droit national ou droit international relatif à la protection de droits humains. Selon la Déclaration universelle des droits de l'homme, les droits humains fondamentaux sont violés quand notamment :

- Les membres d'une certaine race, foi, ou groupe se voient nier leur état de « personne »[583].
- Les hommes et les femmes ne sont pas traités comme des égaux[584]
- Les groupes différents, raciaux ou religieux ne sont pas traités équitablement[585]
- La vie, la liberté ou la sécurité de personnes sont menacées[586]
- Une personne est vendue ou utilisée comme esclave[587]
- Une punition cruelle, inhumaine ou dégradante est infligée à une personne (telle que torture ou peine de mort)[588]
- Il n'y a pas de protection égale contre toute discrimination et contre toute provocation[589]
- Les victimes d'abus se voient dénier une défense juridique efficace[590]
- Les présumés sont traités arbitrairement ou unilatéralement, sans droit à un procès juste[591]
- Il y a une violation de la vie privée par les agents de l'État[592]
- Il est interdit aux citoyens de partir ou retourner dans leur pays[593]
- La liberté d'expression ou la liberté de religion est niée[594]
- Le droit d'adhérer à un syndicat est nié[595]
- Le droit à l'éducation est nié[596].

La liberté, le respect des droits de l'homme et le principe de la tenue d'élections honnêtes et périodiques au suffrage universel sont des valeurs qui constituent des éléments essentiels de la démocratie.

---

[583] Voir Articles 2 & 6 de la DUDH
[584] Voir Article 2
[585] Idem
[586] Voir Article 3
[587] Voir Article 4
[588] Voir Article 5
[589] Voir article 7
[590] Voir Article 8
[591] Voir Article 11
[592] Voir Article 12
[593] Voir Article 13
[594] Voir Articles 18 & 19
[595] Voir Article 23
[596] Voir Article 26

A son tour, la démocratie devient un environnement naturel pour la protection et la réalisation effective des droits de l'homme. Ces valeurs sont incarnées par la Déclaration universelle des droits de l'homme et développées plus avant dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui consacre toute une série de droits politiques et de libertés civiles qui sont les piliers d'une véritable démocratie.

Le lien entre la démocratie et les droits de l'homme est clairement défini dans l'article 21(3) de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote. »[597]

Les droits inscrits dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et les instruments subséquents relatifs aux droits de l'homme portant sur les droits des groupes sont tout aussi essentiels à la démocratie.

Les nouveaux défis économiques et sociaux, auxquels l'Union est confrontée, constituent la trame du nouveau Programme Economique Régional 2011-2015. Les actions à entreprendre visent le développement et la modernisation des infrastructures, l'accès à l'énergie par l'interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique et la valorisation des ressources énergétiques locales, la sécurité alimentaire par l'appui au développement des filières agricoles ciblées, ainsi que la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles.

Cependant, la question des droits culturels et sociaux reste peu perceptible dans les instruments juridiques et les actions de l'UEMOA sur le terrain. Elle se doit de les reconnaître et les respecter.

Paragraphe 2 : La reconnaissance des diversités culturelles.

Force est de reconnaître que l'Afrique est un macrocosme de plusieurs univers qui s'entrecroisent, s'entremêlent, se chevauchent, s'interpénètrent, s'intègrent et se désintègrent : l'univers du monde musulman, l'univers du monde occidental, l'univers du monde « animiste ».

Chacun de ces univers a une vision particulière du monde : une façon propre de percevoir le monde, une façon propre de structurer et d'organiser le réel, une façon particulière de concevoir la place et le rôle de l'homme dans le monde. L'universalité est-elle possible ? Et d'abord en quoi consistent ces univers qui s'interpénètrent ?

[597] Article 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948

Il est indispensable d'apporter quelques éclaircissements à ce sujet. Au centre de la vision islamique, se trouve la nation de Dieu. Partant de ce constat, « La première loi qui s'impose aux hommes est celle de Dieu et non celle de l'Etat »[598] ; cette loi divine a été relevée aux hommes soit par l'intermédiaire du Prophète Mohamed (révélations contenues dans le Coran) soit par l'exemple du Prophète et de ses compagnons (règles constituées par la Sounna), soit par l'accord unanime des docteurs de la loi (Idjma)[599].

Il en résulte donc que le Droit n'est pas un instrument entre les mains de l'Etat, la loi s'impose aussi bien aux détenteurs du pouvoir qu'à la communauté des croyants ; mieux c'est le respect de la loi divine qui fonde la légitimité des responsables de l'Etat.

De là naît la principale difficulté rencontrée dans la mise en œuvre du principe de l'universalité. Comment être en mesure de supprimer, le cas échéant, certaines dispositions de la Charia qui semblent à l'heure actuelle visiblement incompatibles avec le respect des droits de l'homme, sans heurter de front les exigences de la conscience religieuse ?

En revanche, au centre de l'univers du monde occidental, dominé comme chacun sait, par la vision chrétienne, on trouve la notion d'Etat, qui a pris pour ainsi dire la place de Dieu. L'Etat occidental pour sa part utilise le droit pour s'imposer aux hommes. Comme le « Dieu chrétien » , l'Etat occidental est un Etat transcendant, tout puissant, omniscient, souverain, qui ne souffre pas la présence d'autres divinités devant sa face, que celles-ci s'appellent clans, castes, tribus, ou ethnies.

Il en résulte de ce fait que la loi qui est différente de la loi divine, l'Etat occidental étant un Etat laïc[600], doit être la même pour tous les hommes sans considération de race, de religion, de sexe, d'âge, de couleur, de classe, etc. C'est cette conception quelque peu abstraite et mécanique qui se trouve à la base de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, pour ne rien dire de la déclaration française des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, l'une et l'autre étant une des sources d'inspiration de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981.

---

[598] BOTIVEAU Bernard, *Loi islamique et droit dans les sociétés arabes : mutations des systèmes juridiques du Moyen-Orient, KARTHALA, Paris, p 379*

[599] BOTIVEAU B., *Loi islamique et droit dans les sociétés arabes : mutations des systèmes juridiques du Moyen-Orient, KARTHALA, Paris, 379 p.*

[600] Le mot « laïc », apparu au XIIIème siècle et d'usage rare jusqu'au XVIème siècle, est issu du latin *laicus* « commun, du peuple (*laos*) », terme ecclésiastique repris au grec d'église *λαϊκός*, *laikos*, « commun, du peuple (*laos*) », par opposition à *κληρικός*, *klerikos* (*clerc*), désignant les institutions proprement religieuses. Le terme *laicus* est utilisé dans le vocabulaire des églises chrétiennes dès l'Antiquité tardive pour désigner toute personne de la communauté qui n'est ni clerc, ni religieux; c'est-à-dire profane en matière de théologie. Cependant, elle appartient bien à l'Église, dans le sens qu'elle en suit le culte (l'incroyance étant alors inconcevable à l'époque); et peut même y exercer des fonctions importantes. L'abstrait désignant cette position a donné en français le terme « laïcat ». Au Moyen Âge, le mot « laïc » distingue l'homme commun, qui doit être enseigné, de l'individu *instruit* consacré par son état religieux.

Au centre de la vision « animiste », on trouve l'Homme ; non pas que Dieu soit absent de l'univers « animiste », mais Dieu y coexiste avec sa créature, le Dieu « animiste » étant un Dieu immanent ; de même, l'Etat n'y est pas absent, mais les fonctions de l'Etat y sont réparties entre les divers membres de la communauté (forgerons, tisserands, bijoutiers, cordonniers, bûcherons, guerriers, griots etc.), l'Etat n'étant pas détaché de la « Société Civile ». Dans cet univers « animiste », « nul n'impose sa loi d'en haut, ni Dieu, ni l'Etat »[601]. De plus, aucune loi ne s'impose de l'extérieur à l'Homme. La cohésion, l'équilibre, l'harmonie sociale résultent, d'une part, du désir spontané et de l'élan intérieur qui poussent irrésistiblement chacun à vouloir vivre, à tout prix, en communauté, d'autre part, du jeu des solidarités et du réseau des liens d'interdépendance nécessaire qui se tissent et se nouent entre les membres exerçant des fonctions différentes, aucun des membres de la communauté ne pouvant se suffire à lui-même[602].

L'Homme « animiste » assure pour ainsi dire sa propre souveraineté, sa propre responsabilité, sa propre liberté ; les conflits se règlent non en fonction de règles préétablies et impersonnelles, mais par le dialogue permanent, sans doute patient, et frottement continu résultant du contact direct entre les intéressées, « l'Homme étant le remède de l'Homme », comme disent les Wolofs.

De là, la méfiance qu'éprouvent nos communautés ancestrales à l'égard du droit, des tribunaux et de la justice institués par l'Etat[603]. Comment amener les populations ancestrales à faire confiance à nos droits préétablis issus de déclaration, inspirés pour une bonne part par la vision occidentale ?

La résolution de la question de l'universalité des droits de l'homme en Afrique ou dans le monde, il est préférable de procéder par au moins deux approches :

En effet, il s'agira d'abord, de relever dans un premier temps les éléments de rapprochement des trois univers pour les fondre dans une sorte de « synthèse ».

La vision islamique et la vision chrétienne ne participent-elles pas toutes les deux, de religions révélées, d'origine abrahamique, de structure dite « monothéiste » ? Le droit Musulman n'est-il pas plus proche du droit ancestral en ce que les deux systèmes ne distinguent pas d'un côté la règle morale, de l'autre la règle religieuse, enfin la règle juridique. Le principe de séparation[604] de pouvoirs que préconise Montesquieu n'est-il pas ignoré aussi bien de l'un et de l'autre système ?

---

[601] KI-ZERBO Joseph *repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007 ;*

[602] ISAAC (G) *Droit communautaire général, 5 éd , Armand Colin, 1996, Bruxelles, p.35 et svt Ibid*

[604] Montesquieu, *l'esprit des lois 1758*

Les sociétés occidentales ne se rapprochent – elles pas fondamentalement des communautés ancestrales en raison de la préférence que les unes et les autres accordent aux relations de type « personnalisé » ou « parentalité », que ces relations soient nouées au niveau des tribus ou des clans, qu'elles soient nouées au niveau des classes, des corporations ou des clubs, le tout se jouant au détriment du droit officiel ou du droit des manuels. Cette construction synthétique a l'inconvénient d'être mécanique, de ne s'arrêter qu'aux apparences, de taire les différences, de ne pas être sincère. La deuxième voie conduisant à l'universalité peut consister, de la part des fidèles d'une vision donnée, à vouloir l'imposer aux autres, soit par la force, soit par la ruse, soit par la séduction.

Les différents colonisateurs qui ont prôné directement ou indirectement l'assimilation autrefois n'y ont guère réussi. Ceux des régimes de l'Afrique postcoloniale qui ont voulu imposer des systèmes non conformes aux aspirations légitimes des populations ont provoqué des crises. En face de l'échec subi par ces deux voies, pourquoi ne pas reconsidérer dans un esprit d'humilité, de fraternité, de justice, d'amour, de ferveur, nos différentes visions, à la lumière de l'expérience et de l'enseignement des autres, non pour proposer aux autres d'adopter notre vision du monde, mais pour approfondir cette vision à la lumière des autres ?

La conception traditionnelle de la personne humaine peut à cet égard être prise en exemple s'agissant notamment de l'Afrique ancestrale. Dans cette culture africaine en effet, la personne humaine n'a de valeur qu'à l'intérieur de son groupe ethnique en revanche , en dehors de son groupe ethnique, l'homme se conçoit et se présente comme « un esclave », un « animal », un « oiseau » ou une « chose ». Il n'a pas de personnalité juridique ; ce n'est pas un sujet de droit, ce n'est pas un être humain. Il ne suffit pas d'avoir deux bras et deux jambes pour être considéré comme une personne humaine[605]

Il s'en suit donc que l'on ne choisit pas en principe, son conjoint en dehors de son groupe ethnique, le mariage ayant entre autres fonctions, la perpétuation de l'espèce[606].

Il est évident que l'Afrique ancestrale ne peut plus aujourd'hui continuer à mettre en œuvre une telle conception, après avoir été au contact des autres civilisation ; l'horizon n'est plus délimité par la frontière du groupe ethnique, il est désormais délimité par les contours de la planète[607].

---

[605] KI-ZERBO Joseph *repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007, P 88 et svt*
Le corollaire, c'est que l'on ne choisit pas en principe son conjoint en dehors de son groupe ethnique, le mariage ayant entre autres fonctions, la perpétuation de l'espèce.

[606] LEELA D., *Les femmes et la relation entre les membres d'un groupe familial : Perspectives comparatives sur les comportements sexo spécifiques en Asie du sud et en Asie du Sud-est, BROCHEE, SL, 2005, 212 p*

[607] JOHN H. D., KHALIL A.H., *La mondialisation et les pays en développement, BROCHEE, SL, 2005,p 330 et svt*

Sur le plan diachronique, la conception du sujet de droit, de la personne humaine, n'est pas moins différente. Selon les enseignements de la pensée occidentale, la personnalité juridique se trouve délimitée entre deux bornes : la naissance et la mort, avec évidemment comme exception le cas de l'adage « l'enfant conçu est réputé né chaque fois qu'il y a va de ses intérêts » (« infance conceptus »)[608]. La personnalité juridique en principe ne commence à fonctionner qu'à la date de la naissance ; elle prend fin à la date du décès.

Dans la pensée juridique de l'Afrique ancestrale, l'on sait que l'on peut choisir comme conjoint un enfant encore porté dans le sein de sa mère, d'autre part, l'on sait que dans certaines coutumes, l'enfant né des œuvres d'un frère du défunt qui a recueilli l'épouse de celui-ci, conformément à la coutume du lévirat peut avoir pour père non pas le mari actuel de la mère, mais le défunt lui-même.

C'est dire que dans cette pensée juridique ancestrale, la personnalité juridique n'est pas contenue entre les deux bornes que constituent la date de naissance et la date de décès ; la personnalité juridique peut commercer à fonctionner avant la date de naissance et continuer à fonctionner après la date du décès.

Mieux, la personne n'est pas investie de la personnalité juridique une fois pour toute ; celle-ci s'acquiert au fur et à mesure que la personne franchit les étapes de la vie : à l'occasion de la circoncision, à l'occasion du mariage, à l'occasion de la naissance de enfants ; à l'occasion des divers initiations. Inversement la personnalité juridique peut diminuer et s'étioler à l'occasion de survenance de certains événements (maladie, deuil, etc.)

En d'autres termes, la conception de la personne humaine dans la pensée occidentale est une conception abstraite, mécanique, statique, matérialiste. La personne n'acquiert de valeur qu'en fonction du rôle qu'elle joue dans le fonctionnement de l'appareil de production économique[609].

Le premier corollaire qui se relie à cette conception, est le sort qui réservé au vieillard. Dès que la personne humaine a épuisé ses forces de travail, qu'elle n'est plus rentable pour l'appareil de production économique, elle est placée dans un asile ou dans un hospice de vieillards ou elle attend la mort. Elle devient un déchet de la société industrielle.

---

[608] Arrêt de la cour de cassation du 8 mars, Dalloz 51 page 137 : Une personne décède suite à un accident de travail, on a reconnu à l'enfant de cette personne le droit à une rente. Il était apte à jouir de droit.

[609] Le premier corollaire qui se relie à cette conception, c'est le sort qui est fait au vieillard. Dès que la personne humaine a épuisé ses forces de travail, qu'elle n'est plus rentable pour l'appareil de production économique, elle est placée dans un asile ou dans un hospice de vieillards ou elle attend la mort. Elle devient un déchet de la société industrielle.

Sur ce point, l'Afrique ancestrale a intérêt à approfondir le culte et le sentiment de vénération entretenus à l'égard des personnes âgées[610]. Comment concevoir que la société puisse faire preuve de tant d'ingratitude à l'égard des personnes qui autrefois ont servi à la construire, sous prétexte qu'elles sont devenues aujourd'hui une charge, voire des « déchets toxiques » qui empoisonnent l'existence[611].

Sur ce point le sentiment de solidarité qui anime membres d'un même clan doit pouvoir être présenté en exemple par l'Afrique ancestrale. Certes la relation de fraternité qui caractérise les membres d'un même clan doit s'étendre aujourd'hui à l'ensemble des membres de l'Humanité. Rappelons à cet égard qu'au niveau du clan, les membres se considèrent comme constitués de même sang, d'un même esprit, de même corps, de même taille, de même poids[612].

Le membre de même clan s'installe à la table de son « Frère » sans autre forme de procès, c'est pour lui « un droit » dont aucune personne ne peut le dépouiller, même pas le propriétaire des lieux lui-même ; en revanche, que celui-ci soit attaqué, le membre du clan se doit de défendre son frère jusqu'au péril de sa vie, sans se préoccuper de la nature du danger auquel il s'expose, sans se préoccuper des raisons qui sont à la base du trouble social. C'est un « Devoir » sacré, un honneur et un privilège suprême que de mourir pour la défense de son « Frère » ; il ne se livre à aucun calcul préalable à cet effet, le devoir de solidarité n'étant pas une opération comptable[613].

Ces sentiments de fraternité et de solidarité devraient servir à bâtir le contenu des relations entre personnes humaines. L'Humanité ne doit pas être constituée par une collection, un assemblage d'individus[614].

---

[610] UNION INTERAFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME (UIDH) : Les Droits de l 'Homme en Afrique, historique, réalités et perspectives : rapport sur l'état des droits de l'homme en Afrique 1995-1996, UIDH, Cotonou, 1996,p. 357

[611] Le deuxième corollaire, c'est la condition du « clochard », cette épave qui dort sous les ponts quand ce n'est pas en plein air, qui n'est sûr ni de son repas ni de sa couchette, faute d'avoir des ressources économiques nécessaires.

[612] LAQUEUR Walter, RUBIN Barry, *Anthologie des droits de l'homme, NOUVEAUX HORIZONS, Paris, 1989, p.594*

[613] MOHAMED E. K., *Les garanties fondamentales de la personne en droit humanitaire et droits de l'homme, MARTINUS NIJHOFF PUBLISHERS, 1986, Netherlands, p. 258*

[614] Le dernier corollaire qui se rattache à la conception de la personne humaine dans la pensée occidentale, c'est le sort fait à l'étranger, à l'immigré. Celui-ci ne suscite des égards que dans la mesure où il a une place dans l'appareil de production économique. Sinon il doit être refoulé, au besoin « manu militari ». C'est un intrus.

L'Afrique à cet égard devrait cultiver et offrir dans le cadre du dialogue des cultures la notion d'hospitalité[615] et d'égard vis-à-vis de l'étranger. Traditionnellement dans un village, la personne n'acquiert de prestige et de relief qu'en fonction de la manière dont il accueille ses hôtes : une bonne table, un bon lit, une compagne avenante appelée à partager son sommeil. Bien que de nos jours, certains de ces registres ne soient plus de mise, il reste que l'hospitalité africaine doit pouvoir être approfondie à la lumière de ce qui se passe ailleurs.

Enfin la conception matérialiste de la personne humaine en vigueur dans l'Occident a introduit dans les anciennes colonies françaises des différences de traitement et de considération au niveau des enfants, ou l'on distingue d'un côté des enfants légitimes, d'autre part des enfants naturels, tout cela pour justifier la différence de parts successorales dont ils doivent hériter au décès de leurs auteurs, là où en revanche dans nombre de coutumes ancestrales, aucune différence n'était admise dans le statut des enfants dont certains étaient même considérés comme des divinités (les jumeaux)[616]. Ce sont là quelques aspects de la spécificité africaine qui peuvent inspirer l'UEMOA dans sa relation avec l'universalité des droits de l'homme, celle qui se veut ouverte, dynamique, humaine[617].

Section II : L'internalisation par l'UEMOA des principes Directeurs de la gouvernance démocratique

L'internalisation des principes directeurs de la gouvernance démocratique est un processus inéluctable. Dans cette démarche, il se pose la question difficile de savoir quelles sont les limites "acceptables" que la loi peut imposer aux droits de l'homme dans une société démocratique régie par le droit. Il n'est pas exclu que la démocratie puisse se trouver en conflit avec les droits de l'homme. Le principe démocratique rend a priori légitime toute décision issue de la volonté populaire [618]et ne reconnaît aucune autorité supérieure à celle du peuple-souverain.

---

[615] L'hospitalité africaine est plus qu'une disposition : elle se prolonge dans une attitude d'ouverture à l'égard de toute la création et de tout le cosmos. C'est pourquoi l'Africain se sent constamment lié à la création, dans laquelle il perçoit le prolongement de son être. Le sens du concept de « dignité » dans la vision africaine, trouve son fondement dans « cette vie » à laquelle et les humains et les autres créatures participent *à différents degrés*. La personne humaine, comme synthèse de l'univers et carrefour des forces de vie, situe sa dignité autrement qu'elle ne le fait pour d'autres créatures. « La personne est et [reste] un ordre dans un ordre ; elle est une relation d'être et de vie au monde, une vie reçue, participée à partir d'une même source. Elle n'est pas en dehors du monde, elle n'est pas seulement dans le monde, elle est tissée, fabriquée, faite du monde, dont cependant elle est à la fois archétype et centre ». La spécificité du mode de compréhension de la dignité humaine en Afrique, donne aussi l'Africain un sens propre de sa responsabilité face à la gestion du cosmos. Là encore, soulignons-le, c'est une question qui se pose à l'homme et par l'homme.

[616] MBAYE Keba, *Les droits de l'homme en Afrique, PEDONE, 2002, Paris, p. 386*

[617] MBAYE Keba, *Les droits de l'homme en Afrique, PEDONE, 2002, Paris, p.258*

[618] La doctrine de la souveraineté populaire identifie comme souverain le peuple, au sens de l'ensemble de la population, la somme de tous les individus, par opposition à la nation, corps abstrait

En conséquence, il n'existe pas de solution philosophique, politique ou juridique unanimement reconnue comme satisfaisante au cas où la majorité d'un peuple, directement ou par l'intermédiaire de dirigeants régulièrement élus, soutiendrait une politique contraire aux droits de l'homme[619].

Un État démocratique peut donc violer les droits de l'homme. Pour empêcher cette éventualité, on admet généralement qu'il faut limiter la souveraineté du peuple par des garde-fous indépendants, un rôle souvent tenu par les instances judiciaires (Cours constitutionnelles, Cous suprêmes…)[620].

Un État autoritaire, en général, viole les droits de l'homme notamment par le non-respect de la liberté, et la menace qu'il fait peser sur les autres droits. Mais il arrive fréquemment que, dans une situation où les droits de l'homme sont violés par des individus ou des groupes non étatiques ou étrangers, le peuple croit préférable (à tort ou à raison) de faire appel à des régimes autoritaires pour faire face à la situation.

Certains régimes autoritaires se considèrent d'ailleurs comme les défenseurs légitimes des droits de l'Homme contre leurs ennemis de l'intérieur et de l'extérieur.[621]. La thèse généralement soutenue par les régimes de ce type (généralement issus de coups d'Etat ou de révolutions), est que l'application stricte des droits de l'Homme doit être suspendue car elle pourrait profiter aux ennemis des droits de l'Homme, et que la dictature sert les intérêts du peuple[622].

Même si la forme non-démocratique d'un régime politique n'est pas par définition incompatible avec le respect des droits de l'Homme, on constate que, dans les faits, les régimes non démocratiques sont presque systématiquement amenés à utiliser des méthodes en violation directe des droits de l'Homme.

---

[619] . Samuel Jacques, PrisoPrisoEssawePrisoPriso Essawe, " Le Juge national et la droit communautaire en Afrique centrale'', in Penant n° 826 janvier – avril 1998, note sous jurisprudence, p 107 et ss ; naissance de l'OHADA (Traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique). A ce sujet, voir Martin Kirsch, ''Historique de l'OHADA'', in Penant, n° 827, 1998, p. 129 et Ss.

[620] « Tout serait perdu si le même homme, ou le même corps de principaux ou de nobles ou du peuple exerçait ces trois pouvoirs : celui de faire des lois, celui d'exécuter des résolutions publiques et celui de juger les crimes ou les différends des particuliers. ». La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1789 (DUDH), renforce cette idée en ajoutant qu'un Etat dans lequel la séparation des pouvoirs n'est pas assurée n'a pas de constitution.

[621] C'était le cas par exemple de la période de la Terreur qui, à la fin du XVIIIème siècle France, s'affirmait comme le véritable protecteur de la liberté, de l'égalité et de la fraternité aussi bien politiques, sociales qu'économiques et justifiait la dictature par la sauvegarde de ces acquis de la Révolution.

[622] Le totalitarisme est régimes à parti unique, n'admettant aucune opposition organisée, dans lequel l'État tend à confisquer la totalité des activités de la société. . Ce système est caractérisé par :

- L'autorisation de l'existence d'un seul parti (Parti Unique) contrôlant l'Etat, dirigé idéalement par un chef charismatique
- La présence d'une idéologie imposée
- Un contrôle de la population allant jusqu'à remettre en cause la liberté de penser
- Un monopole des moyens de communications et des forces armées

Un recours à la terreur.

Paragraphe 1 : Le renforcement de la démocratie représentative par l'accroissement des compétences du parlement communautaire.

Deux réunions du Bureau du Comité interparlementaire de l'UEMOA ont permis de préparer deux sessions ordinaires qui se sont tenues à Bamako, du 15 au 23 mars 2010 et à Cotonou du 24 juillet au 04 août. Elles ont été consacrées à :

C'est un constat indéniable que la « représentation communautaire [623]» doit être régit et fonctionne par des principes démocratiques.

- l'évolution des chantiers conduits par la Commission ;
- l'examen de la situation socio-économique dans l'Union avec le Gouverneur de la BCEAO sur les « Développements récents de l'environnement économique et financier des Etats de l'Union et les mesures de soutien mises en œuvre par la Banque Centrale » ;
- l'audition des rapports de la réunion d'évaluation du système de contrôle des comptes et des résultats des contrôles, effectués en 2009 dans les Etats membres de l'Union par la Cour des Comptes ;
- l'adoption du programme d'activités et du budget de l'année 2011.

En vue d'une plus grande participation des députés à la mise en œuvre des réformes et programmes de l'Union, le CIP a adopté un programme de communication visant à affirmer la place et le rôle du Parlement dans l'architecture institutionnelle de l'Union, auprès des parlements nationaux et des populations[624] Cette volonté d'une plus grande implication du Comité a été au centre d'une session extraordinaire consacrée à la libre circulation des biens, des personnes et le droit d'établissement dans l'espace UEMOA[625], à Lomé , du 10 au 14 mai et d'une autre à Abidjan sur le thème « les changements climatiques :

---

[623] Il s'agit du Parlement au sein de l'UNION

[624] Commission de l'UEMOA ; L'UEMOA EN 2020, RAPPORT DU PANEL DE HAUT NIVEAU Ouagadougou, Juin 2011 Dans son discours lors de la cérémonie d'ouverture de la 21ème session ordinaire du Comité Interparlementaire(CIP) de l'UEMOA, le Président du parlement de la CEDEAO, M. Mahamane OUSMANE, affirmait, à ce sujet, que : « *Le rôle des institutions, à vocation législative, est grand dans cette aventure. Celles-ci sont par définition, l'émanation de nos peuples. Elles sont à ce titre, investies de la mission d'assurer le droit de regard de nos populations sur nos processus d'intégration, respectifs. Nous serons plus efficaces, et plus performants dans l'accomplissement de ce rôle, si nous nous engageons, dans la voie d'un rapprochement plus étroit, et de l'établissement d'une plus grande synergie entre nos deux institutions. »*

[625] La démarche progressive retenue en cette matière, par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, au cours de sa session du 30 mars 2005, vise à assurer aux citoyens de l'Union la jouissance effective de la liberté de circulation et du droit d'établissement. Elle devrait également conduire à terme, à la mise en place d'un Code des libertés et du droit d'établissement au sein de l'UEMOA. La mise en œuvre de cette démarche s'est poursuivie par l'adoption de Décisions sur les attributions, l'organisation et les modalités de fonctionnement des Collèges des Présidents des Conseils nationaux des Ordres des Médecins, des Chirurgiens-Dentistes et des Pharmaciens.

Enjeux et rôle des parlementaires », du 12 au 19 septembre. Dans le cadre de sa contribution à la recherche et à la consolidation de la paix et de la sécurité dans l'Union, le Comité a participé à l'observation des élections présidentielles au Togo, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso et conduit une mission du Conseil Parlementaire pour la Paix au Niger[626].

La question de la représentativité du Comité interparlementaire reste et demeure entière. Il faut souhaiter que l'évolution vers une démocratie représentative se fasse à l'instar du Parlement européen[627], organe parlementaire de l'Union Européenne, élu au suffrage universel direct et partageant avec le Conseil de l'Union le pouvoir législatif communautaire[628].

Le Comité Interparlementaire de l'UEMOA doit donc évoluer tant du point de vue de sa nature que de ses fonctions[629]. Il lui faut absolument devenir un véritable parlement afin de :

- participer à l'élaboration de certaines directives et certains règlements dans le cadre de la procédure décisionnelle de l'Union. Le Parlement pourra, à la majorité des membres qui le composent, demander à la Commission de soumettre toute proposition appropriée sur les questions qui lui paraissent nécessiter l'élaboration d'un acte de l'Union pour la mise en œuvre du Traité. Le parlement devra, en outre disposer d'un pouvoir d'amendement. Ainsi, les actes « législatifs » soumis à amendement ou approbation du Parlement sont soit des règlements « directement applicables dans tout État membre »[630], soit des directives qui « lient tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens »[631], soit des « décisions »[632], obligatoires pour leurs destinataires.

---

[626] Commission de l'UEMOA ; L'UEMOA EN 2020, RAPPORT DU PANEL DE HAUT NIVEAU Ouagadougou, Juin 2011, idem

[627] Le Parlement européen (PE) est l'organe parlementaire de l'Union européenne (UE) élu au suffrage universel direct. Il partage avec le Conseil de l'Union européenne le pouvoir législatif de l'Union européenne. Le Parlement est composé de 754 députés européens, qui représentent 375 millions d'électeur provenant de 27 États (en 2009), c'est-à-dire le second plus grand électorat du monde, derrière celui de l'Inde, et le plus grand électorat transnational. Depuis 1979, le Parlement est élu tous les cinq ans au suffrage universel direct, à la proportionnelle. Il ne dispose pas de l'initiative législative, dont la Commission européenne a le monopole. Bien que le Parlement soit la « principale » institution de l'Union européenne (il est mentionné en premier dans les traités et a la préséance cérémoniale sur toutes les autres autorités européennes), le Conseil des ministres a des pouvoirs législatifs plus importants que lui car il est le seul organe qui vote toutes les lois, et le seul à voter les lois dans les domaines où la procédure de codécision ne s'applique pas. Le Parlement a cependant le contrôle du volet dépenses (mais non du volet recettes) du budget européen. Son siège est à Strasbourg en France, où se tiennent les séances plénières ; ses commissions, ainsi que certaines séances plénières additionnelles se tiennent à l'Espace Léopold, à Bruxelles en Belgique ; son secrétariat général est installé à Luxembourg.

[628] IBRIGA Luc Marius et COULIBALY Abou Said, *Droit communautaire ouest africain, collection précis de droit burkinabé, 2007*

[629] OKOTH OGONDO, HWO constitution without constitutionalism an African debat on democracy Harare SAPAS BOOKS 1991-3-25, idem 20.

[630] Art. 43 alinéas 1 du Traité révisé de l'UEMOA

[631] Art. 43 alinéas 2 du Traité révisé de l'UEMOA

[632] Art. 43 alinéas 3 du Traité révisé de l'UEMOA

- Élire le Président de la Commission choisi par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, et approuver la composition de la Commission ;
- Participer au vote du budget de l'Union et contrôler les dépenses ;
- Contrôler l'action de la Commission. Il pourra sans cette optique la forcer à démissionner par une motion de censure[633].

Il en résulte que le pouvoir législatif sera partagé entre le Conseil des ministres et le Parlement, la Commission de l'UEMOA jouant également un rôle, selon la procédure de codécision dénommée en droit communautaire européen « procédure législative ordinaire »[634], Les directives et les règlements seront adoptés conjointement par le Parlement et le Conseil sur proposition de la Commission. Cette procédure devra progressivement concerner presque l'intégralité des secteurs en intégrant notamment les politiques de coopération policière et judiciaire[635].

Les secteurs restants relèvent de la procédure de consultation (le Parlement rend un simple avis), ou de l'avis conforme (le texte est accepté ou rejeté par le Parlement sans possibilité d'amendement). Le Parlement doit donc être en mesure d'exercer une certaine surveillance de toutes les activités de l'UEMOA, particulièrement celles de la Commission.

Aussi, faudrait-il qu'il soit représentatif des citoyens de l'UEMOA. Le nombre de députés accordés à chaque Etat membre sera déterminé par un acte additionnel. Lesdits députés seront élus au suffrage universel direct pour un mandat n'excédant pas cinq (5) ans renouvelable une seule fois.

---

[633] Ihonvber J.O.Towards a New constitutionalism in Africa, LONDON CDD occasional papers Series Number 4 2000, 11.

[634] André MBATA, B. MANGA. TAKASKI I. John K. Edward and, 2005, *le caractère capricieux de la démocratie, Brochée*, SL 284. La procédure législative ordinaire (auparavant procédure de codécision) permet au Parlement européen d'adopter certaines directives et règlements communautaires en partenariat avec le Conseil de l'Union européenne : les deux pouvoirs doivent s'accorder sur le texte avant que celui-ci soit adopté, puis être transposé ultérieurement dans chaque État membre : c'est alors qu'ils auront force de loi. Les domaines en codécision formaient le premier pilier de l'Union européenne avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.
Introduite par le traité de Maastricht en 1993, la procédure de codécision a pratiquement remplacé la procédure de coopération et considérablement élargi les pouvoirs du Parlement européen. Étendue et aménagée (simplifiée) pour en renforcer l'efficacité par le traité d'Amsterdam (1997), la procédure de codécision concerne aujourd'hui quarante-trois domaines du premier pilier (relevant du Traité instituant la Communauté européenne) par suite de l'entrée en vigueur du traité de Nice en 2003. Ce dernier a consacré la procédure de codécision comme processus législatif de référence pour tous les domaines dans lesquels le Conseil des ministres adopte ses décisions à la majorité qualifiée (plutôt qu'à l'unanimité, comme c'est encore le cas pour la Politique agricole commune).
Depuis son introduction, la procédure de codécision a conduit au rejet de quelques textes par le Parlement : la première fois en 1995 dans le cadre du premier projet de directive sur la brevetabilité des inventions biotechnologiques, et la dernière fois (à date, début 2006) lors du débat sur les brevets logiciels. L'écrasante majorité des textes proposés (418 sur 420 pour la législature 1999-2004) est cependant acceptée (que ce soit en 1re, 2e lecture ou à l'issue d'une procédure de conciliation).

[635] Jean Jacques Rousseau 1762, John LOCKE 1690, *Le Contrat unit chacun à l'ensemble de la communauté.*
OKOTH OGONDO, HWO constitution without constitutionalism an African debat on democracy Harare SAPAS BOOKS 1991-3-25, idem 20.
IhonvberJIhonvberIhonvber J.O. Towards a New constitutionalism in Africa, LONDON CDD occasional papers Series Number 4 2000, 11.
André MBATA, B. MANGA. TAKASKI I. John K. Edward and, 2005, *le caractère capricieux de la démocratie,* Brochée, SL 284.
Charte, Traité et constitution, Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948, Constitution des Etats membres de l'UEMOA, Réseau francophone des cours, conseils constitutionnels de la francophonie.

Au sein de chaque État membre, le mode de scrutin sera à la libre appréciation de chaque État membre. Cependant, trois règles devront être respectées :

- Le système doit, au niveau de chaque État membre, être sous la forme de la représentation proportionnelle[636] ;
- La circonscription électorale de chaque État membre peut être subdivisée si elle n'affecte pas la nature proportionnelle du système ;
- Le seuil, au niveau national, en dessous duquel les votes ne donnent pas de députés ne doit pas excéder 5 %[637].

Les partis politiques dont le rôle est de contribuer à l'expression du suffrage y joueront un rôle primordial. Il en va de même des groupes de pression, de la société civile et de la presse. Il convient ici de faire preuve de prudence lorsque l'on traite de la démocratie représentative en Afrique, surtout de sa relation avec les droits de l'homme.

Les démocraties assument, en principe, le respect des droits de l'homme, notamment à travers la doctrine de l'État de droit. Toutefois, il ne faut pas confondre le respect des droits de l'homme par un État et son caractère démocratique, même si les deux vont souvent de pair.

Les droits de l'homme sont l'enjeu d'une lutte entre l'affirmation de la souveraineté des États et l'établissement d'une sphère inviolable autour de chaque individu. L'évolution du système de droit africain est considérable à plusieurs titres : tentative de mise en place de régimes démocratiques, prise en compte des nouvelles données nationales, interétatiques et internationales[638].

---

[636] Compte tenu de la simplicité de la règle de la majorité, ceux qui ne sont pas familiers des modes de scrutin sont souvent surpris que d'autres systèmes électoraux existent. L'objectif principal de la représentation proportionnelle (RP) est de permettre une représentation de toutes les tendances du corps électoral, et tout particulièrement des minorités, s'opposant en cela de manière fondamentale aux modes de scrutin majoritaire. Il s'agit en fait de répartir plusieurs mandats d'élus entre plusieurs formations politiques, proportionnellement à leur poids électoral. Cela suppose l'établissement de listes de candidats de la part de ces dernières, pour que les électeurs puissent les départager. Bien que permettant, techniquement parlant, l'organisation d'élections à l'échelle nationale, la représentation proportionnelle est généralement appliquée dans le cadre de plusieurs circonscriptions, comme c'est le cas avec les systèmes majoritaires. La représentation proportionnelle a su faire des carences des modes de scrutin majoritaire ses qualités, mais elle peut également induire des difficultés quant à la formation d'une majorité politique apte à gouverner convenablement.
Il faut retenir que la représentation proportionnelle n'est pas soumise à une seule et même règle, comme cela peut être le cas avec les modes de scrutin majoritaire. Il existe différentes méthodes de calcul, qui, en fonction de la taille des circonscriptions électorales et du niveau du seuil légal d'accès à la répartition des sièges, permettent une répartition des sièges avantageant soit les grands partis, soit les petits partis, et parfois même les partis moyens. Des systèmes expérimentaux, dits pré-proportionnels, ont été mis au point avant que les vrais systèmes proportionnels contemporains ne fassent leur apparition. Ces derniers regroupent des méthodes de répartition complexes, utilisant dans une première phase un quotient électoral, puis dans une seconde phase une méthode de répartition des sièges restants, et des méthodes beaucoup plus simples, en une phase, recourant à des séries de diviseurs.

[637], Réseau francophone des cours, conseils constitutionnels de la francophonie.

638 Voir Mireille DELMAS-MARTY '' les trois défis d'un droit commun de l'humanité'' in Regards sur l'actualité, 1998, p.3 et s.

Mais cette évolution positive n'a pas de répercussions efficaces sur les garanties des droits fondamentaux des individus dans ces pays. Ces droits sont confrontés aux '' droits pratiques''[639] des détenteurs du pouvoir politique. Ce qui nous interpelle sur les garanties elles-mêmes et les obstacles à leur effectivité que nous qualifions de face cachée.

Les droits fondamentaux des individus doivent être, dans cette analyse, entendus au sens large. Il s'agit notamment des libertés individuelles, de la liberté de presse, d'opinion, de croyance du droit à l'égalité de traitement devant le service public, du droit au respect, du droit à l'intégrité physique, du droit à la vie privée. En somme, ces droits englobent aussi bien proclamés légalement par les droits internes que par les conventions internationales : les droits civils, politiques, économiques et sociaux[640] .Indubitablement, ils sont virtuellement garantis par les Constitutions. [641].

La majorité des constitutions d'Afrique noire reste peu reprochable quant à la consécration des principaux droits et devoirs[642], ces constitutions ont été pour la plupart, revues et corrigées en vue de les adaptées à certaines réalités internes et pour répondre aux exigences des engagements internationaux ou intercommunautaires ou encore multinationaux pris par les Etats[643]. En outre, le régime dit démocratique étant à la mode par les Etats, il est nécessaire pour ceux-ci de prouver à leurs interlocuteurs internationaux et en particulier ''aux bailleurs de fonds'' de leur politique que des efforts sont accomplis dans le sens de la démocratisation.

Et quoi de plus intéressant que des preuves écrites dans un support qui constitue souvent, un des principaux symboles d'un régime à consonance démocratique : la Constitution. En effets, la garantie de certains droits et libertés y est, en général, clairement, vigoureusement et expressément exprimée. On peut, à ce titre citer quelques exemples illustratifs : les Constitutions du Burkina Faso, de la Cote d'Ivoire, du Niger et du Togo.

---

639 Nous qualifions de '' droit pratiques '' ou encore '' droits de fait '', tous les droits non légaux dont s'arrogent et jouissent les membres du pouvoir politique. Ces droits sont générés par leur position et leurs activités et sont imposés aux citoyens.

640 Cf. . Maurice G. AHONHANZO, '' *La commission africaine des droits de l'homme et des peuples '', in Afrique Contemporaine, n° 156, 1990, p. 207 et s*.

641 Jean DUBOIS de GAUDUSSON, Gérard CONAC Et Christine Dessouche*, Les constitutions africaines, tomes I et II, la Documentation française, Paris, 1997.*

642 Arlette HEYMANN – DOAT, *Libertés et droits de l'homme, LGDJ, 3e édition, 1994, p. 13 et s.*

643 Cf. Christian N'DOMBI, '' Quelles voies de développement pour l'Afrique'', in Revue juridique et politique, Indépendance et Coopération (RJPIC), n° 1 janvier – avril 1998, p. 33 et s. Samuel Jacques, Priso ESSAWE, '' Le Juge national et la droit communautaire en Afrique centrale'', in Penant n° 826 janvier – avril 1998, note sous jurisprudence, p 107 et ss ; naissance de l'OHADA (Traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique). A ce sujet, voir Martin Kirsch, *''Historique de l'OHADA'',* in Penant, n° 827, 1998, p. 129 et s.

A. La Constitution burkinabè

L'article 125 de cette Constitution dispose que : « Le pouvoir judiciaire est garant des libertés individuelles et collectives. Il veille au respect des droits et libertés définis par la présente Constitution ». Elle consacre un Titre aux « droits et devoirs fondamentaux » et qui est subdivisé en quatre chapitres portant sur : les droits et devoirs civils, politiques, économiques, sociaux et culturels[644].

Cette Constitution contient dans son ensemble les règles essentielles garantissant les droits fondamentaux. On y trouve, de façon éparse, la plupart des principes prônés par la Déclaration Universelle des droits de l'homme. A cet effet, on peut citer les exemples suivants : l'égalité de tous devant la loi, la présomption d'innocence, le droit pour un justiciable d'être entendu par une juridiction indépendante et impartiale (art. 13 de la Constitution), la protection juridique de l'individu contre l'esclavage, la discrimination (raciale, tribale, professionnelle, sexiste, ethnique, régionale,…) et aussi contre les mauvais traitement, les tortures et sévices (voir les articles 1, 2, et 4)

Il y est aussi inséré d'autres règles exprimées par des conventions et chartes interétatiques et internationales pour lesquelles le Burkina Faso est partie prenante ou signataire. C'est le cas de la protection de l'enfance[645], notamment l'interdiction des sévices et mauvais traitements à l'égard de l'enfant[646].

B. La Constitution Ivoirienne

Elle garantit à l'instar de la Constitution burkinabé, les droits et les devoirs fondamentaux des individus. Le contenu de cette garantie reste pratiquement identique à celui de la Constitution du Burkina Faso. Mais la Côte d'Ivoire la présente sous une forme différente. En effet, celle-ci, à la différence de la plupart des constitutions africaines, ne consacre pas un titre particulier à ce sujet.

Elle se contente, dans le préambule, de renvoyer à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et à la Déclaration universelle de 1948[647]. Toutefois, certaines précisions sont parsemées à l'intérieur de la Constitution c'est ainsi que sont repris des principes internationaux tels que l'indépendance de la justice, les droits de la défense (la présomption d'innocence par exemple), l'interdiction de détention arbitraire.

---

[644] Cette partie de la Constitution comprend trente articles. Il s'ensuit que les articles 1er à 30 décrivent les droits et devoirs fondamentaux des individus.

[646] Cf. article 2 de la Constitution burkinabé de juin 1991

[647] Cette façon de présenter les droits de l'individu reste discutable d'autant plus qu'elle fait surgir l'eternel débat sur l'inégalité de valeur entre le préambule et la Constitution elle – même. Néanmoins, on constate qu'un rééquilibrage intervient dans le corps de la Constitution par l'intermédiaire de précisions sporadiques.

A ce titre, l'article 60 nouveau de la constitution ivoirienne dispose : « Nul ne peut être arbitrairement détenu. Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie à la suite d'une procédure lui offrant les garanties indispensables à sa défenses»[648].défense ». Cet article illustre une fois encore l'insertion par les Etats africains dans leur constitution de principes fondamentaux internationaux relatifs aux droits des individus. Les Constitutions nigérienne et togolaise ne dérogent pas à la règle.

C. La Constitution Nigérienne

Cette constitution[649]contient un volet consacré aux droits fondamentaux de l'individu intitulé : «Titre II : Des droits et des devoirs de la personne humaine » (articles 10 à 35). Cet intitulé à lui seul mérite quelque commentaire. En effet, il est présent sous la forme du langage du droits international : '' la personne humaine'' droits de l'homme''.

« Les droits externes nous ont plutôt habitués aux termes '' individus'' ou '' citoyens'' en ce qui concerne les intitulés des droits et devoirs dans les constitutions. En outre, l'expression '' personne humaine '' renvoie à une sorte de neutralité par rapport aux traitements des individus et à un rêve '' de droit sans frontière '' ce titre témoigne d'une prise en compte progressive dans les constitutions africaines des principes et des termes internationaux de droits qui font l'objet d'une quasi-unanimité.

On peut, à ce titre, penser que certains droits des individus préconisés ou prescrits par les conventions, les traités et les institutions internationales sont favorablement reçus dans les normes internes et en particulier dans les systèmes de droit d'Afrique noir ».[650]

En tout état de cause, le contenu des droits de devoirs fondamentaux est aussi mirobolant que l'intitulé, comme l'illustrent certains articles de cette constitution. Effectivement, l'article 10, par exemple, est éloquent à ce propos : « la personne humaine est sacrée. L'Etat a l'obligation absolue de la respecter de la protéger. Il lui garantit un plein épanouissement. »

Il en est de même pour l'article 11 qui est rédigé en ces termes : « Chacun a droit à la vie, à la sante, à la liberté, à la sécurité, à l'intégrité physique et mentale, à l'éducation et à l'intégrité physique et mentale, à l'éducation et à l'instruction dans les conditions définies par la loi. » Par ailleurs, les droits reconnus à l'individu rejoignent, dans le fond ceux garantis par les précédents droits africains (présomption d'innocence, inviolabilité du domicile, droits de grève, interdiction de la torture et des traitements inhumains,). Qu'en est-il de la constitution togolaise ?

---

[648] OBERDORFF Henry, ROBERT Jacques, *Libertés fondamentales et droits de l'homme, Montchrestien, 6° Ed., 2004 P. 44*

[649] Promulguée le 25 novembre 2010

[650] ; Pierre – François GONIDEC, *''l'état de droit en Afrique'' in RJPIC n° 1 p3 et s*

D. La Constitution Togolaise

Cette dernière traite du sujet dans un titre II formulé ainsi : « Des droits, libertés et devoirs des citoyens» (articles 10 à 50). Les articles relatifs aux droits des individus consacrent pour l'essentiel les mêmes droits que ceux reconnus dans les autres Constitutions.

C'est ainsi que l'article 10 dispose : « Tout être humain porte en lui des droits inaliénables et imprescriptibles. La sauvegarde de ces droits est la finalité de toute communauté humaine. L'Etat a l'obligation de les respecter, de les garantir et de les protéger …» Et l'article 11 abonde toujours dans le sens de la garantie de ces droits en pour suivant dans ces termes : « Tous les êtres humains sont égaux en dignité et en droit. L'homme et la femme sont égaux devant la loi. »

Somme toute, ce sont les formes de présentation de la garantie des droits qui varient d'un système à un autre. Hormis ces exemples, une grande majorité des Etats d'Afrique noire a admis les principaux droits humains dans leur constitution. Ces systèmes s'appuient en général sur celui de la France, comme modèle.

La garantie est aussi assurée par des lois et d'autres normes d'application. Toutefois, malgré la place importante accordée par la Constitution et la loi aux droits fondamentaux de l'homme, le constat sur le terrain présente d'autres réalités qui contredisent la jouissance effective de ces droits. Il s'agit de la face cachée des droits consentis à l'individu[651].

II est louable de consacrer plusieurs articles de la constitution aux droits de l'individu mais il est regrettable que ces droits souffrent d'inapplication. Les droits tels que la liberté de presse, la liberté d'opinion, le droit à la dignité humaine, la présomption d'innocence, la protection contre les détentions arbitraires et les mauvais traitements demeurent parfois à l'état virtuel.

Les grands principes sont également écartés dans des cas ou rien ne le justifie. D'où viennent donc ces contradictions ?[652] On peut les imputer à l'ambiguïté de certains principes de droit et aux agissements des gouvernants.

---

[651] Jean Jacques Rousseau 1762, John LOCKE 1690, *Le Contrat unit chacun à l'ensemble de la communauté.*
OKOTH OGONDO, HWO constitution without constitutionalism an African debat on democracy Harare SAPAS BOOKS 1991-3-25, idem 20.
IhomvberJIhomvberIhomvber J.O.Towards a New constitutionalism in Africa, LONDON CDD occasional papers Series Number 4 2000, 11.
André MBATA, B. MANGA. TAKASKI I. John K. Edward and, 2005, *le caractère capricieux de la démocratie, Brochée, SL 284.*
.Charte, Traité et constitution, Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948, Constitution des Etats membres de l'UEMOA, Réseau francophone des cours, conseils constitutionnels de la francophonie.

[652] Cf. PALOUSKI Massina, '' *Hésitation dans l'organisation des libertés : l'intention libérale contrariée'', in Penant, n° 823, 1997, p 33 et s.*

Il est important de signaler au préalable que ces ambiguïtés existent dans les droits occidentaux dont sont plus ou moins tributaires les systèmes d'Afrique noire. Nous retiendrons à ce titre le principe de prééminence de l'ordre public ou de la paix publique pour illustrer cette ambiguïté.

L'ordre public est fréquemment invoqué pour refuser la jouissance de certains droits fondamentaux à des individus. C'est un principe ''fourre-tout'' et '' passe-partout'' qui peut justifier des arrestations ou des détentions, même arbitraires.

Cette situation peut également se remarquer dans le système français mais elle se fait de façon subtile. Or, dans les systèmes juridiques africains, les arrestations ou les détentions arbitraires se font de façon ostensible. En effet, les pouvoirs publics invoquent comme arme, dans ces cas, le trouble à l'ordre public.

C'est ainsi que certaines catégories de personnes restent parfois des victimes potentielles. Il s'agit notamment des journalistes, des représentants de l'opposition politique dans les régimes dits démocratiques et des opposants politiques, de façon générale[653].

Ainsi, les journalistes font-ils souvent l'objet de véritables persécutions relativement au droit à l'information. Si en France, la liberté de presse est reconnue dans la pratique, ce n'est pas toujours le cas dans les systèmes africains. Pourtant, ces systèmes ''copient'' souvent le modèle français en matière de droit.

Mais cette attitude de copiage a des limites lorsqu'il s'agit de confère des droits de manière effective aux individus. Il en est de même en ce qui concerne la mise à disposition de moyens matériels pour la jouissance des droits des individus. Certes, les journalistes en abusent quelques fois, mais ces dérives sont peu fréquentes dans les systèmes africains dans la mesure où les occasions qui permettent de se trouver dans cette hypothèse s'offrent rarement à ceux-ci, contrairement aux systèmes occidentaux.

En effet, en Afrique, la censure, les arrestations et les condamnations arbitraires, l'abus de pouvoir de la part de certains gouvernants constituent un frein à la jouissance de la liberté de presse, d'opinion et au droit à l'information[654].

Ils Constituent également des '' garde-fous'' ou plus précisément des mises en garde pour ceux qui seront tentés d'en jouir librement sans prendre en compte les intérêts du régime politique au pouvoir.

---

[653] Article de presse *: '' Les médecins préoccupés par détérioration de la santé des détenus politiques'', in Afrique Express, 11 novembre 1994.*

[654] Voir '' Albert BOURGI, '' *point de vue sur justice et presse'', in Afrique Contemporaine, op. Cit. p. 217 et s.*

Au cours de la dernière décennie, plusieurs journalistes voire des écrivains ont été victimes de la mise en pratique de la liberté de presse ou d'information dans de nombreux pays africains[655]. Le motif fréquemment invoqué à l'encontre de ces victimes reste la diffamation, les injures graves, la divulgation de fausses informations le trouble à la paix publique, l'atteinte à la sûreté de l'Etat. En somme, tout est mis en œuvre pour justifier légalement une entrave à la jouissance de ces droits. En d'autres termes, les garants de ces droits fondamentaux ne peuvent permettre leur jouissance à une personne qui ne se soumet pas à la loi ou ne respecte pas les normes sociale établies à cet effet. Mais, en réalité, il s'agit souvent d'un faux-fuyant.

La détention administrative est souvent utilisée pour priver une personne de son droit d'aller et venir et de tous les droits qui s'y attachent. La détention administrative [656] est une mesure dangereuse dans les systèmes politiques africains d'autant plus que les pouvoirs politiques n'ont aucune obligation légale de la justifier et donc s'en servent régulièrement. Sa mise en œuvre reste à l'appréciation souveraine et discrétionnaire de ceux qui l'ordonnent. Ces derniers la décident en arguant souvent le trouble à l'ordre public. Aucun recours n'est possible devant les instances judicaires par exemple pour détention arbitraire[657]. « Contrairement aux pays occidentaux, les pressions sociales ont peu d'influence sur les violations des droits des individus dans les systèmes africaine. Dans ces derniers systèmes, il existe, par exemple, de nombreuses associations défendant les droits de l'homme (ligues des droits de l'homme, associations pour la défense des droits de l'homme,…) Elles se constituent souvent dans les pays à tendance démocratique ».[658.] Ces associations, généralement reconnues par l'Etat adoptent des attitudes qu'on peut regrouper en deux grandes catégories : celles qui se battent réellement pour les droits de l'homme et celles qui s'impliquent dans le jeu politique du groupe au pouvoir. En général, ces dernières, peu nombreuses mais pesantes, ont plus de latitudes dans leurs activités dans la mesure où elles ont l'aval des pouvoirs qui, parfois, leur offre les moyens nécessaires à leur existence.

---

[655] Les atteintes à la liberté de la presse en Afrique sont multiformes. Il s'agit :

- Des interpellations de journalistes
- De la saisie des journaux
- Des suspensions d'émissions radios
- De la fermeture de journaux et de radios
- De l'emprisonnement de journalistes
- Des assassinats de journalistes - etc.

Selon le rapport de Reporter Sans Frontières, plus de 180 journalistes ont été interpellés en fin 2003. Les interpellations souvent opérées par les forces de l'ordre ont trait à des cas de divulgation de secrets, d'atteinte à la sécurité ou à l'ordre public.

[656] La détention administrative est l'arrestation et la détention de personnes par l'Etat sans procès, généralement pour la sécurité des raisons. Un grand nombre de pays, à la fois démocratique et non démocratique, le recours à la détention administrative en tant que moyen de lutte contre le terrorisme, contrôler l'immigration clandestine, ou pour protéger le régime en place.

[657] AUBY Jean Marie et Roland DRAGO, *Traité de contentieux administratif, LGD Tome 2, pp. 441-443.*

658 Cf. Keith PANTER – Brick, *'' La justice au Nigeria entre juges et militaires'', in Afrique Contemporaine, op cit, p. 180 et 181*.

En somme, cette catégorie a une double facette : associative et politique. La facette politique étant dominante mais ne jouissant d'aucune existence officielle. Elle est d'ailleurs comparable à ce qui se passe dans les sectes : officiellement, on brandit les caractéristiques d'un groupe religieux (caractère apparent et légal), mais en réalité, on mène des activités nourrissant des objectifs autres (face cachée). Ces associations de façade affaiblissent la portée des actions menée par les premières catégories ; c'est-à-dire les véritables et sincères défenseurs des droits de l'homme. En effet, elles servent les pouvoirs en place et leur apportent leur soutien. C'est ainsi qu'elles peuvent tenter de prouver et de justifier des actes arbitraires et par là même contredire les revendications des premières. En outre, elles ont en général plus de pouvoirs. Elles sont désignées, dans la plupart des cas, pour procéder à une vérification par rapport à la mise en cause de la jouissance réelle d'un droit ou des irrégularités constatées à ce sujet. Elles accompagnent donc certains organismes ou associations internationaux dans ce type de vérification. Il va sans dire que, dans ce cas, tout est bien organisé de sorte que les contrôleurs n'ont d'autres choix que de conclure par rapport à ce qu'ils ont réellement constaté : la régularité. Ces défenseurs et promoteurs des droits de l'homme constatent donc, dans la plupart des cas, la réalité apparente.

Par ailleurs, il est important de noter que certains organismes internationaux (a priori apolitiques) et des pays occidentaux ont des attitudes, auprès des gouvernants africains, qui tendent à renforcer les obstacles à la pleine jouissance des droits des individus. En tout état de cause, les pouvoirs politiques souvent n'agissent pas dans un sens qui permet aux individus de jouir effectivement de leurs droits, même lorsque les conditions sont remplies pour l'être. Certains gouvernants africains confondent parfois les intérêts personnels et l'intérêt général. Ils gouvernent les citoyens comme dans un environnement de cellule familiale. D'autres détournent les pouvoirs pour atteindre des objectifs privés et font passer leurs propres intérêts avant ceux de l'Etat.[659] Dans une telle ambiance de confusion, on constate que les lois sont habilement interprétées de façon à ne pas mettre ''l'usager'' (l'autorité politique) dans une situation d'illégalité, tout en étant au service de la sphère de ses propres intérêts. En outre, les pouvoirs politiques disposent des moyens nécessaires pour légiférer. «Les lois qui régissent l'ordre social sont directement ou indirectement leur œuvre, d'où la possibilité pour eux de '' façonner'' la loi en tenant compte de leurs propres aspirations »[660]. Dans ces élans de mise en avant d'intérêts personnels, les droits des individus subissent un émiettement. Ainsi ceux qui sont désignés légalement pour assurer le respect de ces droits sont influencés par les pouvoirs politiques et par conséquent n'accomplissent pas leur mission dans de bonnes conditions.

---

[659] BOUTROS BOUTROS-GHALI, *L'interaction démocratie et développement, UNESCO 2002*

[660] Keith PANTER – Brick, *'' La justice au Nigeria entre juges et militaires'', op cit. 181.*

Effectivement, malgré la consécration de l'indépendance des magistrats[661] qui constituent par le truchement de leurs fonctions, les garants des droits des individus, les pratiques restent en discordance avec ce principe[662]. '' La politique interventionniste intempestive'' des autorités politiques dans le domaine de la justice constitue un handicap sérieux à l'effectivité des droits de l'homme. Ce glissement de rôles est assez fréquent et reste déplorable.

Les magistrats sont, dans certains cas, contraints d'agir selon des '' directives'' données par des membres du pouvoir politique. Cette hypothèse intervient lorsque ces autorités politique sont concernées directement (famille) ou indirectement (amis ou alliées politiques) par rapport à un litige.

Le « fonctionnaire de la justice » se trouve quelquefois face à un dilemme : se soumettre et assurer la pérennité de son travail ou obéir à sa conscience et risquer des difficultés liées à son poste, voire la perte de celui-ci. Or, nous sommes sans ignorer que les Africains qui ont un travail supportent souvent des charges familiales considérables au point qu'ils sont, dans certaines situations de travail, contraints d'écarter les questions d'éthique.

C'est la règle de la justice ''guidée''. Et cela explique en partie le non-respect des grands principes et règles qui gouvernent le droit en général et les droits de l'homme en particulier. Il en est de même pour la corruption de certains fonctionnaires. En somme, aux interventions légales du pouvoir exécutif (relations entre le garde des Sceaux et les magistrats du paquet,… composition du Conseil Supérieur de la Magistrature) s'ajoutent les interventions non légales des autorités politiques dues au rang occupé dans la fonction publique. Les institutions légales garantissant les droits de l'homme dans les Etats d'Afrique noire sont minées par des obstacles dépendant de la volonté des gouvernants

Dans de telles conditions, elles ne peuvent produire les effets escomptés. Finalement, ces droits sont effectifs pour les gouvernants et virtuels pour les citoyens ordinaires. Ces dernières doutent de la crédibilité et de l'efficacité des moyens mis en place pour garantir leurs droits. Ce sont plutôt les devoirs de l'homme qui sont garantis, aussi bien sur le plan théorique que sur le plan pratique.

---

[661] La séparation des pouvoirs (de l'exécutif, du législatif et du judiciaire), dégagée par MONTESQUIEU ainsi que les mécanismes de « freins et de contrepoids » visant à éviter la prédominance de l'un de ces pouvoirs, figurent au nombre des principes plus chers à toute démocratie véritable. Non seulement, ils garantissent à l'appreil judiciaire son indépendance, mais ils lui confèrent l'assurance d'un pouvoir considérable.

[662] L'accès à la justice – tel que défini par le Programme des Nations Unies pour le Développement et compris et accepté par la communauté internationale des droits de l'homme – signifie à la fois que les lois et recours doivent être justes, équitables et sensibles aux besoins des pauvres et des marginalisés, et aussi que les difficultés qu'ont les populations vulnérables à comprendre et faire valoir leurs droits fondamentaux auprès des institutions mises en place pour exercer la justice sont traitées.

Il apparaît donc que les institutions garantes des droits de l'homme sont plus faites pour les pouvoirs en place que pour les citoyens[663]. C'est la contradiction des institutions et des normes sociales faites au départ pour défendre ou protéger les individus mais aboutissant par la suite à des résultats opposés.[664]

L'Etat en reconnaissant les droits de l'homme et en les garantissant légalise et reconnaît implicitement les abus opérés par des autorités politiques qui les utilisent pour leurs propres intérêt et s'en servent pour justifier des comportements qui, d'apparence, concourent à la protection de l'intérêt général.

Les droits de l'homme restent donc à l'état illusoire dans les pays d'Afrique noire ou tous les pouvoirs et droits sont confondus pour profiter aux détenteurs des pouvoirs politiques. Ces droits ont donc un bel '' emballage'' mais, dans la pratique, cette beauté s'évanouit dans la laideur.

Il serait judicieux que les détenteurs de parcelles de pouvoirs politiques révisent leur conception de l'intérêt général et fassent des efforts pour mieux s'intéresser au bien-être de tous leurs concitoyens. Les efforts de rapprochement entre les gouvernants et les gouvernés restent actuellement insuffisants dans les systèmes d'Afrique noire.

L'Afrique se présente en ce début du XXIe siècle comme un immense brasier recouvert tout entier par une épaisse flamme rouge de sang et de la chaleur des larmes répandues par des manifestations de violence de tous ordres :

- qu'il s'agisse du drame récemment vécu par l'Afrique du Sud, où pendant près de trois siècle, une minorité blanche a eu à opprimer, au nom de la supériorité de la race, une majorité de ce qu'il était convenu d'appeler « des gens de couleur », composée d'Indiens, de Métis et de Nègres ;

[663] Là où existe une dégradation réelle ou supposée de la justice, et où les discriminations et obstacles politiques, juridiques, économiques et institutionnels marginalisent des parties de la population, le combat pour l'égalité de l'accès à la justice peut être complexe et dangereux. Même dans des pays ayant légiféré dans le but de renforcer les droits des groupes vulnérables ou déshérités – comme au Maroc, avec l'adoption de réformes décisives des droits des femmes dans le code de la famille, ou au Népal, où la discrimination envers tout citoyen basée sur la religion, la race, le genre, la caste ou la tribu est interdite – des obstacles de procédure et institutionnels peuvent sembler insurmontables aux personnes qui n'ont pas de ressources financières importantes ou la connaissance du système judiciaire.

[664] Ismaila Madior FALL et Alioune SALL, *Une constitution régionale pour l'espace CEDEAO*

- qu'il s'agisse des assassinats et des meurtres perpétrés en Afrique du Nord, de l'Est et de l'Ouest au nom de l'intégrisme musulman ; qu'il s'agisse des explosions et des massacres qui embrasent périodiquement la République Démocratique du Congo, le Burundi et le Rwanda et qui mettent face à face pasteurs et guerriers « tutsi [665]» d'origine nilotique d'une part, agriculteurs et cultivateur « hutu [666]» d'origine « bantou [667]» d'autre part ;
- qu'il s'agisse des guerres opposant, depuis bon nombre d'années, les populations chrétiennes et « animistes » du Sud Soudan à celles du nord islamisées ; qu'il s'agisse des exécutions sommaires, arbitraires ou extrajudiciaires qui scandent la vie des dictateurs et autocrates assoiffés de sang et de pouvoir ; qu'il s'agisse des exactions et des crimes qui précèdent ou accompagnent l'instauration de régimes issus de coups d'Etat militaires ;
- qu'il s'agisse du désarroi vécu par des réfugié victimes des rivalités des grandes puissances, de guerres tribale, de famines cycliques ou endémiques ; qu'il s'agisse du désespoir des communautés villageoises en voie de paupérisation ou de population en état de déchéance humaines provoquées par la maladie, voire la déliquescence de l'Etat (NGUEMA, 1995).

Cette énumération, bien que longue, ne saurait être exhaustive. Elle ne concerne que l'action de ce que l'on serait tenté d'appeler des violences « structurelles », fruit du jeu et du dysfonctionnement des structures qui constituent pour ainsi dire la partie visible de l'iceberg. Depuis les années 1989-1990, l'Afrique, en effet, est en proie à des vagues ininterrompues de violence que l'on pourrait croire (à tort) « conjoncturelles » : ce sont en fait des échos et des ondes provenant de lames de fond dont le flux et le reflux accompagnent ou précèdent le déroulement des opérations électorales, consécutives à l'émergence du processus de démocratisation en cours en Afrique[668].

---

[665] Les Tutsis constituent le deuxième groupe de population au Rwanda et au Burundi, environ 15 à 20 % de la population. Ils sont des éleveurs de vaches. C'est en fait une composante socioprofessionnelle traditionnelle de la société, à laquelle des structures politiques étaient attachées.

[666] Les Hutus sont un peuple d'Afrique centrale. Ils constituent le groupe majoritaire au Rwanda et au Burundi, 80 % de la population environ.

[667] On nomme Bantous (ce qui signifie les « Humains » dans la langue kongo) un ensemble de peuples parlant quelque quatre cents langues apparentées dites bantoues. En Afrique, Ils sont présents d'ouest en est du Gabon aux Comores et du nord au sud du Soudan à la Namibie. Ces ethnies très variées couvrent toute la partie australe de l'Afrique, où seuls les Bochimans et les Hottentots ont des langues d'origines différentes.

[668] Impossible de multiplier ici les exemples précis. On se reportera, sur la guerre en Afrique, à trois ouvrages collectifs : B.A. Ogot (éd.), W a r and Society in Africa, Londres, F. Cass, 1972. J. Bazin et E. Ter- ray (éds.), Gztwres lt&iuges et guerres d'Éruts en Afrique, Paris, Ed. des archives contem poraines, 1982. ((Guerres en Afrique noire)) numéro spécial de Cultures et développement XVI, 3-4, 1984, présenté par C. Rivière.

Elles constituent, pour rependre la même image, la partie invisible de l'iceberg. Les roulis et les remous provoqués par ces lames de fond ont déjà donné lieu à l'irruption de quelques tourbillons dont les effets n'ont épargné, malgré la sagesse proverbiale de leurs dirigeants, la Côte-d'Ivoire, le Togo, le Congo, le Gabon, le Soudan, le Nigéria[669]…

Dans l'un et dans l'autre cas, la communauté internationale et les Etats africains de l'ère précoloniale ont mis en œuvre des thérapies de choc destinées à éteindre des flammes, à instaurer ou à restaurer la paix et la sécurité, ou tout au moins à réduire l'impact des violences invisibles, à défaut de pouvoir contenir le déferlement des violences ouvertes. Dans la plupart des Etats, ces remèdes de cheval ont abouti à des échecs.

Quatre sources d'erreurs ou de malentendus semblent à l'origine de ce fiasco.

La première concerne l'attitude adoptée par les Etats africains pour lutter contre les manifestations de violence génératrice de violation des droits de l'homme. La plupart des Etats, en effet, courent « après » les violences, attendent que les violences éclatent pour tenter « ensuite » de les juguler : ils se placent délibérément « derrière » les violences ; c'est l'attitude de ceux qui semblent se préoccuper avant tout de protéger et de défendre leurs privilèges et leurs avantages[670].

La conséquence, c'est qu'ils arrivent toujours trop tard sur le champ de bataille, le mal étant déjà consommé. A notre humble avis, les Etats doivent se placer « face » à la violence, allé à la rencontre de la violence, négocié avec la violence, prévenir la violence. Or dans la plupart des Etats, au lieu de mettre en œuvre cette politique de prévention, certains dirigeants laissent se constituer des milices privées (voire tribales), laissent circuler des armes, provoquent parfois des événements pour pouvoir justifier l'intervention massive et brutale des forces de sécurité[671].

---

[669] les violences qui font l'objet de nos préoccupations actuelles concernent précisément le déchaînement d'antagonismes d'allure irréductible et dont on voit mal le débouché raisonnable, la répétition de massacres qui n'en finissent pas et qui semblent l'expression de frustrations plus que le résultat de projets. La liste des points chauds prend 19 formes d'une litanie nécrologique : Biafra, Zaïre, Sud-Soudan, Ethiopie, Angola, Mozambique, Rwanda, Burundi, Afrique du Sud, Liberia, Somalie, Soudan, Mali ...

[670] Jean Jaques Rousseau 1762, John LOCKE 1690, *Le Contrat unit chacun à l'ensemble de la communauté.*

OKOTH OGONDO, HWO constitution without constitutionalism an African debat on democracy Harare SAPAS BOOKS 1991-3-25, idem 20.

Ihomvber J.O.Towards a New constitutionalism in Africa, LONDON CDD occasional papers Series Number 4 2000, 11.

André MBATA, B. MANGA. TAKASKI I. John K. Edward and, 2005, *le caractère capricieux de la démocratie, Brochée, SL 28 284.*

[671] C'est le cas tristement célèbre de la Cote d'Ivoire avec une décennie de troubles socio- politiques(les RFCI fidele au Président entrant (Alassane Dramane Ouattara) face à l'armée loyaliste (soutenu par des milices et des mercenaires de guerre) de l'ex Président Laurent Gbagbo, qui a secoué toute l'Afrique de l'ouest.

D'autres opposent les ethnies[672] les unes aux autres, les tribus les unes aux autres[673], les provinces les unes aux autres[674], etc. D'autres, enfin, optent pour une politique d'impunité quand ils ne vont pas jusqu'à soutenir le terrorisme d'Etat. C'est ainsi que l'appareil d'Etat semble se trouver entre les mains et au service de la protection et la reproduction d'une oligarchie de privilégiés.[675] La prévention des actes de violences peut pourtant se faire notamment par l'éducation. Celle-ci doit se faire à tous les niveaux de l'enseignement : préscolaire, primaire, secondaire, supérieur ; dans toutes les filières de formation technique ou professionnelle (écoles nationales d'administration, écoles de police, écoles de gendarmerie, écoles des instituteurs, école de la magistrature, écoles des infirmiers, écoles des ingénieurs, écoles des cadres du parti, etc.).

L'éducation doit porter aussi bien sur l'enseignement des droits de l'homme et de la démocratie que sur celui du droit humanitaire et de l'Etat de droit. Cet enseignement peut se faire « à ciel ouvert » (par la presse écrite, radiodiffusée, télévisée, etc.) ou à l'intérieur de cadres ou de groupe fermés (syndicats, organisation religieuses, clubs, forces de sécurité, etc.). La deuxième source d'erreur concerne l'origine ou la nature de la violence. Certains esprits pensent que les manifestations de violence observées en Afrique proviennent des pulsions de l'instinct tribal lié à la mentalité primitive[676] (voire animal) de certains peuples de notre continent[677].

---

[672] En cote d'Ivoire la guerre qui reposait sur des questions politique s'est vite vu transposée sur les deux ethnies (Dioula au Nord et les Bété). Il en a été de pour le génocide Rwandais ou les antagonistes étaient essentiellement les Hutus et les Tutsis. Il est constant que de politiciens peu scrupuleux profite du sentiment d'appartenance ethnique, pour tourner les conflits à leur profit.

[673] Dans les sociétés sans pouvoir centralisé, les luttes entre groupes lignagers ou villages reviennent avec la régularité des saisons et suivent un véritable rituel à la fois religieux et social; elles visent moins à la destruction de l'adversaire qu'à entretenir le respect, à défendre ou étendre un terrain de chasse ou de pâture, voire à rafler du bétail ou des femmes; elles prennent même parfois un tour ludique, comme si la violence contrôlée était une initiation nécessaire à la vie en société.

[674] Les abus incessants de la puissance étatique justifient en effet la fuite des citoyens dans les solidarités de base, familiales, régionales, religieuses ou ethniques. Les adhésions de ce type reflètent donc largement toutes les frustrations sociales

[675] Priso ESSAWE, '' Le Juge national et la droit communautaire en Afrique centrale'', in Penant n° 826 janvier – avril 1998

[676] Ce discours de platitude s a conduit à de fausses oppositions en vertu desquelles les commentateurs (occidentaux ou autochtones) s'estiment obligés de recourir, soit à des clichés sur les supposées spécificités culturelles (oubliant qu'elles peuvent n'être qu'un langage au sujet de très prosaïques modes de contrôle social), soit à un jugement de l' « A u t r e » à l'aune des valeurs dites occidentales que l'on projette sur l'objet de la recherche, se dispensant ainsi de rendre compte des équilibres effectifs produits par des cultures et des histoires différentes. Rompre avec ces positions de fac i l i t é est u n préalable s i l'économie de la violence qui, dans un sens, est constitutive de la montée ou d u déclin de l'Etat, de la cristallisation des rapport sociaux de domination et des régimes d'accumulation dans l'Afrique contemporaine doit faire l'objet d'un examen conséquent.

[677] il y a encore beaucoup trop d'analyses africanistes éprises de particularismes. Ce qu'il est plus important de souligner, c'est que les particularismes du politique africain (qui existent tout comme existent les particularismes japonais ou italiens) ne peuvent, à mon sens, être vraiment compris que dans le contexte d'une analyse « classique universelle ». Ceci étant, en quoi une telle analyse « classique » nous aide-t-elle à mieux saisir le politique africain postcolonial ? Pouvoir et production, notions on ne peut plus « classiques », sont les deux coordonnées de base de toute communauté politique, quel que soit le degré de son « développement » économique ou politique. Car il ne peut y avoir de pouvoir sans production et toute production s'inscrit dans une pratique de pouvoir. La qualité du pouvoir se déduit en grande partie de la qualité de sa légitimité et c'est la légitimité d u pouvoir qui en facilite sa productivité. Le pouvoir s'asseoit en dernier recours sur la coercition, la force, la violence mais la mise en productivité du pouvoir se fait mieux et plus facilement à travers sa légitimité qu'au moyen de sa violence.

D'autres croient que les manifestations de violence qui éclatent dans les Etats proviennent de l'étranger, et surtout des perversions et des scories que charrie la société de production et de consommation sur laquelle semble reposer la civilisation occidentale.

Dans les deux cas, les dirigeants recherchent avant tout un bouc émissaire : c'est une démission, au mieux une fuite en avant ; ils préfèrent confier aux forces de sécurité, aux tribunaux, au droit étatique et aux gens de robe, le soin de résoudre les problèmes de violence.

Les Etats africains doivent pourtant avoir recours à un système de gestion des conflits impliquant une participation directe (et non par intermédiaire), une action personnelle (et non procuration), un rôle dynamique (et non mécanique) des parties et des acteurs sociaux en présence, système ayant pour objectif non seulement un règlement pacifique et amiable (par voie de négociation, par voie de dialogue, par voie de persuasion, par voie de consensus ou compromis), mais également un dévouement durable ayant pour fondement et pour finalité, la sauvegarde, la garantie, la conservation, le renforcement de l'équilibre, de la cohésion, de la paix et de l'harmonie de la communauté.

La troisième source d'erreur concerne le sens de la violence en Afrique. La violence est universelle ; elle existe de tout temps, elle existe dans toutes les sociétés ; la violence coexiste avec la vie dont elle est inséparable[678]. Seulement, chaque société, chaque civilisation, chaque culture possède dans des limites de temps déterminé et par-delà des facteurs géostratégiques, politico-démographiques, techno-économiques et socioculturels, sa propre manière de résoudre ses problèmes de violence correspondant aux objectifs et aux enjeux de son modèle de développement, de son projet de société ou de sa vision du monde.

En matière de gestion de la violence, les Etats africains se contentent d'imiter et de copier le modèle occidental de développement qui leur a été légué notamment par la société coloniale[679].

---

[678] André MBATA, B. MANGA. TAKASKI I. John K. Edward and, 2005, *le caractère capricieux de la démocratie,* Brochée, SL 284 La violence, notons-le, est une force brutale exercée sur une personne de manière intentionnelle contre sa volonté et pour lui faire du mal. Elle est "agir nuisible, délibérément infligée à autrui contre sa volonté et en faveur de l'auteur de l'action"1.Rupture brutale de la coexistence par la dépersonnalisation de la non victime, la violence trouve le terrain fertile là où il y a la peur de l'autre et l'absence du dialogue .Dans cette optique, l'autre est perçu comme un danger ou une "chose" gênante qu'il faut écarter, faire disparaître ou annihiler. Elle est alors une méthode de lutte dans laquelle en déshumanisant la victime, le violent devient lui-même inhumain. Il s'abrutit et n'a plus de cœur ou de sensibilité à la souffrance de l'autre. Dans ce sens, la violence, qu'elle soit physique, morale, verbale, économique ou culturelle, est un moyen de résoudre un conflit en détruisant réellement ou symboliquement son adversaire. Le violent se place ainsi en terrain de non-loi, de non-dialogue de la déshumanisation de l'autre et de l'émotion qui l'empêche de réfléchir. C'est une méthode que la plupart des Etats et sociétés africaines utilisent pour la résolution de leurs conflits.

[679] OKOTH OGONDO, HWO *constitution without constitutionalism an African debat on democracy Harare SAPAS BOOKS 1991-3-25, idem 20*

De ce fait, ils copient et imitent la manière dont les anciennes puissances coloniales réglaient, sous l'époque coloniale, les problèmes de déviance sociale : par des coups de chicotte et par la voie de l'exil. Seulement, les « coups de chicotte » ont été remplacés, de nos jours, à la faveur du bouleversement des idées et de la transformation des techniques, par des coups de mitraillette, tandis que l'exil a été remplacé par la peine de mort.

La conséquence, c'est qu'on ne cherche plus à résoudre le problème social, on tient plutôt à le supprimer par l'élimination physique et radicale de ceux qui révèlent l'existence : il n'y a plus de tolérance, il n'y a plus possibilité de diversification, ni différenciation des opinions ; dans la meilleure des hypothèses, on prétend avoir recours à des élections pluralistes. Mais toute la société fonctionne sur le mode d'exclusion et non sur le mode d'une démocratie de participation[680] préalable à l'émergence de la patrie et du sentiment national.

La quatrième source d'erreur, enfin, concerne la signification de la violence telle qu'elle semble vécue par les masses africaines et telle qu'elle semble se dégager des représentations mentales des dirigeants[681].

La violence actuelle exprime et symbolise la volonté et la détermination de plus en plus affirmée des populations de sorti, coûte que coûte, du monde de vie tribal ou de la conscience ethnique et monolithique dans laquelle elles ont été tenue enfermées par la culture et le culte du monopartisme[682].

Ces populations entendent désormais vivre du commerce des idées et des valeurs correspondant à la construction et au développement de la communauté nationale, à la promotion de la communauté africaine, à l'émergence d'une nouvelle communauté humaine universelle, plus solidaire et plus juste. Ce mouvement est irréversible ; il est même appelé à s'accélérer et à se cristalliser[683].

Ce mouvement est interprété, en revanche, par les dirigeants comme des manifestations des partis d'opposition dont le seul objectif viserait à les déposséder du pouvoir et à les priver des avantages et des privilèges acquis, pensent-ils, de haute lutte et de main de maître.

---

[680]Jean Jacques Rousseau 1762, John LOCKE 1690, *Le Contrat unit chacun à l'ensemble de la communauté*

[681] BADIE Bertrand, *Droits de l'homme et diplomatie, FAYARD, France, 2004, p.324*

[682] En démocratie, la tenue d'élections apparaît comme un jeu banal qui devrait amener l'ensemble des citoyens à resserrer le lien social. Mais, un tel constat ne doit pas nous faire perdre de vue la dimension essentiellement conflictuelle de toute élection. En réalité, l'élection est une compétition qui oppose des groupes sociaux. Comme tout conflit social, elle oppose des intérêts, elle suscite des passions et mobilise les énergies. Comme tout conflit social, elle a un enjeu : l'accès au pouvoir et son exercice. De ce point de vue, le processus électoral en lui-même apparaît comme un effort d'organisation, mieux : un moyen de gestion pacifique de la compétition électorale. Les normes juridiques ainsi que les principes éthiques définis lors de ce processus sont en fait les instruments de gestion de ce conflit social à caractère politique.

[683] DUSSEY R., L'Afrique malades de ses hommes politiques, Jean Picollec, 2° Ed. 2008

Dans les deux cas, peuple et élite ne communiquent plus sur la même longueur d'onde ; ils sont déconnectés ; leurs intérêts divergent, leurs destins aussi. C'est le régime de la contestation permanente, de la confrontation systématique, de l'incompréhension généralisée et de la violence institutionnalisée[684].

Cette situation ne peut exister si la base se reconnaît dans la personne et les attitudes de ceux qui sont censés l'incarner au sommet, et si les dirigeants reflètent dans leurs actes et dans leur comportement les aspirations et les valeurs des peuples avec lesquels ils sont censés être en interconnexion.

Cela s'appelle la transparence démocratique. C'est le « chef » qui en détient la clé, compte tenu des fonctions pédagogiques (entre autres) que lui confère, en Afrique, le statut d' « ancien » : en lui le verbe se fait chair, l'expérience fonde et confirme la science, le savoir-faire et le savoir-être consacrent la sagesse de la liberté. Il n'y a plus de distance entre le dire et l'agir, entre l'être et le paraître, entre le discours et le parcours politique[685]

Ce résultat ne peut être obtenu en Afrique que par voie d'intercommunication, de consultation, de discussion et de concertation permanente, entre la base et le sommet, d'une part, entre le sommet et la base d'autre part. C'est le régime de l'interdépendance, de la solidarité et de la confiance réciproque entre les divers acteurs et les différentes couches de la communauté[686].

Au moment où, face à cette situation, certains esprits considèrent l'Afrique comme un malade désemparé, au moment où d'autre la considèrent comme condamnée à la marginalisation, au moment où d'autres rêvent d'une Afrique sans Africains, une question incontournable brûle toutes les lèvres : Que faire pour sortir l'Afrique de ce marasme apparemment généralisé ? C'est pour tenter d'entrevoir quelques pistes de réflexion destinées à enrichir l'orientation à donner à cette interrogation qu'il nous sera permis de consacrer la deuxième partie de cette étude,

Pour tenter de résoudre le problème posé, il convient d'écarter au préalable une voie faite de facilités : elle consiste à plaquer des morceaux d'étoffe neuve sur des trous qui se sont déjà déclarés sur le pagne qui sert d'habit à notre Patriarche qu'est l'Afrique[687].

---

[684] La violence qui hante les esprits et occupe épisodiquement la une de la presse internationale, c'est celle qui touche des groupes entiers : les massacres collectifs, la répression et la torture institutionnalisées, les tueries opposant groupes religieux ou ethniques, bref le sang versé parmi des populations civiles terrorisées et piégées dans des situations impossibles, sont des événements marqués du sceau de la barbarie aux yeux des spectateurs européens habitués, chez eux, à un demi-siècle de paix. CHRETIEN, J-P, *Les racines de la violence contemporaine en Afrique, CNRS/CRA, p. 1*

[685] Jean Jacques Rousseau 1762, John LOCKE 1690, *Le Contrat unit chacun à l'ensemble de la communauté.* Voir NGUEMA, (1995), Violence, *Droits de l'Homme et développement en Afrique, Revue ''Parlements et Francophonie'', p.8*

[686] ISAAC (G) *Droit communautaire général, 5 éd , Armand Colin, 1996, Bruxelles*

[687] KI-ZERBO Joseph *repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007*

Il est évident qu'un tel raccommodage ne résistera pas à l'usure de l'ensemble de notre vêtement. Et pourtant c'est la méthode préconisée et appliquée jusqu'ici par les divers programmes d'ajustement structurel. Une autre approche, tout aussi séduisante, consiste à éteindre le feu au fur et à mesure que les foyers d'incendie éclatent sur notre continent. Cette deuxième voie ne nous semble pas féconde non plus, le feu pouvant prendre en même temps à plusieurs endroits à la fois. C'est pourtant le « réalisme » qui a présidé à la conception et à la mise en œuvre des programmes des régimes à parti unique[688] de l'Afrique postcoloniale[689].

En réalité, ce qu'il faut comprendre, c'est que l'Afrique vit et prétend devoir se développer à partir de structures qu'elle n'a ni conçues ni mises en place ; ces structures sont le fait de puissances coloniales (ou néocoloniales) qui n'avaient ni les mêmes objectifs, ni les mêmes stratégies. Il est tout-à-fait évident que l'Afrique vouée à l'indépendance dans l'interdépendance, solidaire et responsable, ne peut connaître des échecs en voulant ces structures pour son développement. Dans ces conditions, une des solutions valables, à notre avis, consiste à faire table rase des structures et des orientations actuelles de l'Afrique, pour les remplacer par un nouveau projet de société ou par un nouveau modèle de développement, conforme à la vision actuelle de l'Afrique des années 2000.

Tout modèle de développement ou tout projet de société se définit essentiellement par deux séries d'éléments :

Les objectifs du projet de société ou du projet de développement ; Les stratégies et les mécanismes mis en œuvre pour la réalisation des objectifs du projet de société ou du projet de développement.

---

[688] Les tensions et les contradictions du système de parti du moment ont très tôt engendré un deuxième cycle-, l'époque de la domination des partis uniques et des dictatures militaires. Cette époque a été marquée par les interventions militaires au Togo en mai 1963, au Nigeria en janvier 1966, et au Sénégal de 1966 à 1974, quand il y avait un régime à parti unique. Dans certains cas, les partis politiques étaient complètement bannis, et dans d'autres il n'y avait pas de partis d'opposition, l'espace politique était entièrement artificiel. Voir Said ADEJUMOBI, professeur associé, Lagos State University, Partis politiques en Afrique de l'Ouest. Le défi de la démocratisation dans les Etats fragiles, International IDEA, 2007, p. 20

[689] CONAC Gérard, JEAN De Gaudusson, CHRISTINE Desouches, *Constitutions africaines publiées en langue française, T2*, BRUYLANT, Bruxelles 1998 p.132 Selon Me Abdoulaye WADE alors président du Sénégal *: « le Parti unique n'a pas prouvé son efficacité. Au contraire, les pays qui ont connu les pouvoirs personnels les plus durs (Guinée Conakry de Sékou TOURE, Guinée Equatoriale de Mathias NGUEMA, Ouganda de Idi Amine, Centrafrique de BOKASSA), ont été des échecs retentissants et se sont classés derrière ceux qui, tout en étant des pouvoirs centralisés, étaient relativement tolérants (Côte d'ivoire, Sénégal) »*, in « L'exigence démocratique », sur : http://www.societe-de-strategie.asso.fr/pdf/agir07txt1.pdf

Dans le cas de l'Afrique, la définition des objectifs et des stratégies doit désormais s'effectuer à la lumière et sous la supervision de deux principes directeurs : la nécessité de prendre en compte la situation actuelle de l'Afrique et les aspirations populaires du continent africain ; et la nécessité de prendre en compte les valeurs fécondantes des civilisations africaines actuelles[690].

S'agissant des objectifs, en effet, il va de soi que pour ce qui est du premier principe directeur, c'est-à-dire la prise en compte de la situation actuelle de l'Afrique et des aspirations populaires de notre continent, une double démarche s'impose. Il convient en premier lieu de prendre la mesure de la nature et de la consistance du terrain sur lequel l'Afrique doit bâtir son nouveau projet de société ou son nouveau projet de développement.

La nature et les caractéristiques de ce terrain sont constituées, à titre principal, par l'héritage qui nous a été légué par l'Afrique postcoloniale composée, comme chacun sait, par des régimes à parti unique. Sans avoir la prétention de le rappeler aux acteurs et aux victimes de ces régimes que nous sommes tous les uns et les autres, qu'il me suffise de dire que cet héritage se compose essentiellement de quatre piliers. Le premier pilier est constitué par l'absolutisme des chefs d'Etat. Ce pilier s'est construit, pour la clarté de notre exposé, à travers trois étapes successives : la personnalisation du pouvoir, l'autocratisation du pouvoir[691], la théocratisation du pouvoir[692] à la faveur de laquelle ont été institutionnalisés le culte de la personnalité et la sacralisation du chef de l'Etat[693].

---

[690] KI-ZERBO Joseph *repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007 idem*
A ce sujet Sékou TOURE déclarait au Congrès de Rome *« L'homme d'Afrique, hier encore marqué par l'indignité des autres, déchu des entreprises universelles, éloigné d'un monde qui l'avait infériorisé par la pratique de la domination, cet homme dépouillé de tout, apatride dans son propre pays, assis nu et diminué sur ses propres richesses, ressurgit brusquement au monde pour revendiquer la plénitude de ses droits humains et une entière participation à la vie universelle… L'Afrique, qui encore jouet et enjeu d'appétits déchaînés, est aujourd'hui engagée tout entière sur le chemin de sa liberté, de sa réhabilitation complète. Hier dominée mais non conquise, l'Afrique est déterminé e à délivrer au monde son message particulier et à apporter à l'univers humain le fruit de ses expériences, la totalité de ses ressources intellectuelles et les enseignements de sa culture propre. » voir* Aimé CESAIRE, y a-t-il une civilisation africaine?, consulté sur : http://users.unimi.it/caribana/essays/caribana_4/Cesaire_a.pdf

[691] Le goût immodéré des Africains pour le pouvoir aura conduit certains chefs d'Etat aux pires excès et dérives. C'est fort à propos que Jacques Attali soutient *: «L'exercice du pouvoir grossit les caractères des êtres comme la loupe ceux de l'imprimerie. Il est une drogue qui rend fou quiconque s'y complait. Aveuglées par les phares de la renommée, les chenilles dévouées ont tôt fait de se métamorphoser en vaniteux papillons.»* Dès lors, on comprend mieux le comportement extravagant de nos dirigeants ivres de pouvoir; des mégalomanes en passant par les bouffons, sans oublier les sanguinaires et les génocidaires ; le continent africain aura connu toutes sortes de présidents. Mobutu Sese Seko, Idi Amin Dada, Jean Bedel Bokassa, Charles Taylor, Samuel Doe, Hissein Habré, Moussa Traoré, Lansana Conté, Dadis Camara, Ben Ali, Hosni Moubarak, Laurent Gbagbo… sont des exemples assez illustratifs et leur soif inextinguible de pouvoir les aura conduits aux pires atrocités

[692] Les chefs d'Etat africains gouvernent avec leurs émotions viscérales ; se prenant pour des demi-dieux, ils se croient investis du droit de vie et de mort sur les citoyens ou…sujets

[693] Il s'agit en réalité d'une sorte de monarchisme, qui est une doctrine politique qui prône la monarchie, c'est-à-dire une forme de gouvernement dans laquelle l'État est dirigé par une seule personne qui représente ou exerce l'ensemble des pouvoirs.

Le deuxième pilier légué par les régimes à parti unique, est constitué par la patrimonialisation de l'Etat[694] dont on ne retiendra ici que les principales conséquences :

La personnalisation des règles de gestion et la personnalisation de la finalité de l'Etat (d'où l'absence de transparence totale observée au niveau de la gestion de l'Etat), L'institutionnalisation de la corruption et de l'affairisme des agents de l'Etat, L'institutionnalisation des détournements des deniers publics et l'émergence du problème de la dette publique extérieure des Etats africains, La précarisation et la fragilisation de l'Etat, qui conduit les investisseurs à rentabiliser leurs entreprises à très court terme au prix de bénéfice fort exorbitants[695].

Le troisième pilier légué par le monopartisme, c'est la tribalisation de la société[696] et de la politique de développement. Dès qu'un chef d'Etat a été choisi en effet dans un groupe ethnique, une tribu, un clan, un village, automatiquement les membres du villages, du clan, de la tribu et du groupe ethnique deviennent « mutatis mutandis », de petits chefs d'Etat, que l'on retrouve à la tête de tous les secteurs d'activités aussi bien public, parapublic que privé.

Pendant le même temps, tous les autres citoyens ne sont plus identifiés et reconnus qu'en fonction de leurs origines ethnique, tribales, claniques, à l'exclusion de leurs aptitudes, de leurs travaux personnels, de la formation assumée ou de leur mérite particulier, etc. Le dernier pilier légué par les régimes à parti unique, c'est la monopolisation et la confiscation des ressources par une oligarchie de privilégié.

Deux conséquences essentielles semblent résulter de cette situation :

---

[694] Le patrimonialisme, selon M. Weber, est un type idéal de domination traditionnelle fondé sur l'absence de différenciation entre le public et le privé. Le patrimonialisme traditionnel qui combine un dosage variable d'arbitraire personnel et de normes traditionnelles correspond à l'extension de la logique de la domination patriarcale au-delà des frontières de la parenté. Le mérite principal que nous trouvons à cette notion est précisément la raison pour laquelle d'autres la rejettent : sa généralité. La confusion du public et du privé est en effet le commun dénominateur à tout un ensemble de pratiques caractéristiques de l'Etat africain et de sa logique de fonctionnement, à savoir la corruption, qu'elle soit purement économique ou liée à un échange social, ou encore le clientélisme, le patronage, le copinage, le népotisme, le tribalisme, le prébendalisme ... voir MEDARD Jean François, *L'Etat patrimonialisé, Revue Politique africaine, n°39, octobre 1990*

[695] DUSSEY R., *L'Afrique malades de ses hommes politiques, Jean Picollec, 2° Ed. 2008,p 139*

[696] Il est hors de question de prétendre que les solidarités d'origine sont insignifiantes dans la vie politique des pays africains aujourd'hui. Mais, au lieu d'en faire le seul et unique facteur déterminant, il conviendrait d'en apprécier l'influence réelle et, en particulier, de voir comment elles se greffent sur les autres axes possibles de division ou de regroupement. . Le Kenya, l'Ouganda, le Zimbabwe, et pas ces trois contrées seulement, montrent d'abord que les dynamiques de division sont toujours contrebalancées par des dynamiques d'alliance : parce que toute compétition politique se déroulant dans un cadre étatique et national reconnu oblige à donner à toute force ambitionnant d'y exercer le pouvoir une figure nationale. Mais, ni le mot tribu ni le mot ethnie ne sont ici pertinents, quelles que soient les définitions qu'on en donne. Voir MARTIN Denis, LES MÉFAITS DU TRIBALISME, Revue Politique africaine, n°21, mars 1986, p. 106

La première, c'est l'exclusion et la marginalisation de la majorité des nationaux, des centres de conception et de prise de décisions portant sur la vie et le destin de la nation[697], ce qui entraîne la paupérisation et la misère du peuple, quand celui-ci ne se nourrit pas du parasitisme né de la clientélisation et de la « lazarisation » du citoyen[698].

La deuxième conséquence, c'est la désacralisation, pour ne pas dire la prostitution des règles de la vie publique (favoritisme et laxisme, népotisme et tribalisme, égoïsme et matérialisme, sectarisme et dogmatisme, pour ne pas dire intolérance.)

Tels apparaissent les piliers légués par le monopartisme ; ils doivent être connus et consacrés comme des modèles à éviter et non à imiter, comme des modèles à déboulonner et non à conserver. Mais, nous l'avons dit plus haut, la nécessité de prise en compte de la situation actuelle de l'Afrique s'accompagne également de la nécessité de prise en considération des aspirations populaires pour la définition des objectifs nouveaux. Ces aspirations ont été proclamées et énoncées en effet tout au long des conférences nationales qui se sont déroulées autour des années 1990[699]. Elles concernent le domaine politique, le domaine économique, le domaine social, le domaine de valeurs morales et intellectuelles. Elles s'appellent séparation et partage du pouvoir, partage équitable des richesses, participation à la conception, à la gestion et à l'orientation de l'appareil économique, aussi bien en ce qui concerne la production, la distribution, la commercialisation qu'en ce qui concerne la consommation des biens et services.

Ces aspirations s'appellent également solidarité et unité nationale, égalité des citoyens ou des communautés devant la loi et les chances de progrès. Elles s'appellent aussi liberté du citoyen, culte de la conscience nationale, de la conscience professionnelle, amour de la patrie, primauté de l'intérêt supérieur de la nation. Ces aspirations s'appellent enfin, sur le plan administratif, séparation de l'Eglise et de l'Etat, neutralité des forces de sécurité et neutralité de l'appareil administratif.

---

[697] Cela est illustré par le cas du Kenya où vers le milieu des années 50, le conflit qui opposa le chef guérillero Dedan Kimathi à Stanley Mathenge, l'homme qu'il avait est tout à fait représentatif de la fracture qui traverse depuis lors la politique du Kenya comme celle de l'Afrique.

[698] ISAAC NGUEMA, *Violence, droits de l'homme et développement en Afrique , p89*

[699] CONAC Gérard, JEAN Du Gaudusson, CHRISTINE Desouches, *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998 p.147* et svt Selon Stéphane BOLLE, *les « conférences nationales, « l'une des plus grandes trouvailles politiques de l'Afrique postcoloniale », qui, via la « révolution consensuelle » de personnalités non élues, ont accouché, au début de la décennie 1990, d'un schéma original de production. La conférence nationale a énoncé les linéaments de la constitution post-autoritaire et chargé trois organes de la produire : une commission de rédaction, composée essentiellement de juristes, qui a mis en forme le texte ; un parlement de transition, élu par la conférence nationale, qui a délibéré et arrêté le projet définitif ; enfin, le peuple qui, d'abord consulté lors de la popularisation de l'avant-projet, a approuvé la Constitution par référendum.* » voir BOLLE Stéphane, Des constitutions « made in » Afrique, CERCOP, mai 2005, p.4

Voilà de quelle manière la situation actuelle et les aspirations populaires de l'Afrique commandent la définition des nouveaux objectifs. Pour ce qui concerne la définition des nouvelles stratégies, celles-ci doivent également être déterminées compte tenu de la situation vécus sous le régime du monopartisme d'une part, compte tenu des aspirations populaires d'autre part. Sans vouloir reprendre l'étude exhaustive des fondements de ces stratégies, disons simplement que les aspirations et les revendications entendues tout au long des conférences nationales précédemment évoqués, visent essentiellement l'instauration d'un Etat de droit et son corollaire le respect et la protection des droits de l'homme ; ces aspirations visent ensuite l'instauration d'élections multipartistes, populaires, démocratiques, libres et transparentes ; elles visent l'instauration de l'indépendance judiciaire et la promotion du droit à la justice ; elles visent l'instauration de la liberté d'expression et la promotion du droit à l'information.

Examinons à présent l'influence et la portée du deuxième principe directeur qui doit inspirer la définition ou la conception du nouveau projet de développement ou du nouveau projet de société : il s'agit de la nécessité de tenir compte des valeurs positives de nos civilisations africaines et de la nécessité de nous défaire des valeurs mortes, déconnectées des objectifs actuels de développement[700]. La nécessité de tenir compte des valeurs des civilisations africaines (traditionnelles, coloniales et postcoloniales) doit commander aujourd'hui la définition des institutions et des procédures ; elle doit commander aussi les conditions de mise en œuvre de ces institutions et de ces procédures. Nous prenons à cet égard deux exemples, dont le premier concerne la conception de l'Etat[701], dont l'autre concerne la conception de la démocratie[702]. L'Etat qui a été légué à l'Afrique par les anciennes puissances coloniales est généralement conçu comme étant fait à l'image de Dieu (il s'agit du Dieu chrétien).

---

[700] IGUE, John O., *Le territoire et l'Etat en Afrique. Les dimensions spatiales du développement,* KARTHALA, Paris, 1995, p.272 L'organisation de la société africaine n'est pas partout la même. Mais bien qu'elle présente des différences dues à l'histoire, au milieu naturel, au système de valeurs, elle n'en présente pas moins certains traits communs. Dans presque toutes les sociétés africaines, cinq structures sociales se retrouvent généralement avec des niveaux d'évolution différents : la famille, le clan, la tribu, l'ethnie, le royaume.

[701] La qualification de 1'État en Afrique fonctionne par rapprochement avec les conceptions européennes. En tant que produit historique des sociétés développées occidentales, il est perçu non seulement comme le vecteur de la civilisation, de la modernisation et du développement, mais comme leur expression même. A force d'assimiler 1'Etat à la civilisation - réduite à la culture occidentale -, c'est-à-dire à u n type d'organisation spécifique, on a fini par conclure, très paradoxalement, que le développement, le progrès, l'État de droit)) ne pouvaient qu'être le résultat des efforts de 1'Etat africain-européen pour brider sa société africaine. Voir DARBON Dominique, L'Etat prédateur, Revue Politique Africaine, n°39, octobre 1990, p.37

[702] La référence à la conception libérale de la démocratie permet aux Etats africains de satisfaire partiellement aux « exigences démocratiques » des pays occidentaux. Une des conséquences les plus importantes au plan politique, est la liberté d'association, donc le droit d'opposition. Dans la mesure (assez limitée du reste) ou il est reconnu et effectivement garanti dans les Etats africains, ce droit d'opposition sert presque uniquement à leur donner une image de marque sur la scène internationale. La révision constitutionnelle du 19 mars 1976 instituant le tripartisme au Sénégal est édifiante à cet égard. On peut en effet penser que la perspective d'une adhésion du président Senghor à l'Internationale Socialiste en est une des causes. De même, pour bénéficier des avantages consentis par certaines institutions internationales à caractère économique et financier, les Etats africains se conforment occasionnellement et partiellement au « code de bonne conduite » élaboré par les puissances occidentales qui dominent ces organisations. En définitive, lorsque les droits de l'homme sont respectés par les régimes politiques africains, c'est moins pour les besoins de la réalisation de la démocratie que pour satisfaire aux exigences du système occidental dans lequel ils sont insérés. Voir Djibril FOFANA, L'Union Africaine et le projet des Etats-Unis d'Afrique: Identification et Analyse des facteurs entravant la concrétisation de cet idéal panafricain, Université Gaston Berger de Saint-Louis – Mémoire de Maitrise de sciences politiques 2007, p.4

De ces conceptions résultent des principes caractéristiques :

- Il s'agit d'abord d'un Etat unitaire qui ne peut souffrir la présence d'autres divinités ou d'autres communautés devant sa face, que ces divinités s'appellent race, ethnie, tribu, clan, que ces communautés s'appellent corporation, clubs, classes sociales, etc[703].

- Il s'agit ensuite d'un Etat tout puissant, centralisateur, autoritaire, doté d'un pouvoir absolu.

- Il s'agit en troisième lieu d'un Etat omniscient, extérieur à la société des hommes dont il connaît les besoins et les désirs et qu'il gouverne de façon objective et abstraite par des lois et des décrets. Il s'agit enfin d'un Etat transcendant qui trône au-dessus des hommes et qui ne tient compte ni de leur race, ni de leur couleur, ni de leur sexe, ni de leur âge, etc. l'Etat a une conception mécanique et statique de la société humaine. C'est un Etat souverain, d'une souveraineté absolue.

L'Etat africain traditionnel révèle, quant à lui, d'une toute autre vision. Cette vision agit et exprime par une pensée animée par une logique qui n'est plus conceptuelle, mais fonctionnelle.

A quoi sert l'Etat ? Se demande la pensée traditionnelle africaine. La question « qu'est-ce que l'Etat ? » lui est étrangère. De cette vision résultent ses principaux caractères.[704]

Le premier caractère de l'Etat traditionnel africain, c'est son caractère pluraliste : il n'y a pas un Etat, mais plusieurs structures et acteurs remplissant des fonctions étatiques. En Afrique, l'uniformité comme le silence tue. En Europe, la cohésion sociale résulte de l'homogénéité et l'uniformité d'un modèle décapant, pur et dur, pour ne pas dire desséchant et déshumanisant.

Le deuxième caractère de l'Etat traditionnel africain, c'est son caractère dynamique : celui-ci formé en effet de plusieurs acteurs ayant chacun une fonction sociale distincte. C'est la mise en œuvre de toutes ces fonctions distinctes, mais complémentaires, qui assure la prospérité, la paix, la cohésion, l'harmonie, la sécurité, l'équilibre, la pérennité et le bonheur de la communauté villageoise. Aucune de ces structures, aucun de ces acteurs ne pouvant seul, assurer comme le fait l'Etat moderne[705], le bonheur du village.

---

[703] IGUE, John O., *Le territoire et l'Etat en Afrique. Les dimensions spatiales du développement,* KARTHALA, Paris, 1995, op cit

[704] -STEVE K.M., *Pour une réforme des institutions africaines. Droit de propriété, rendements et capacités, BROCHEE, SL, 2005, 372 P.*

[705] Pour le colonisateur comme pour l'Africain. occidentalisé et comme très souvent pour l'africaniste distingué, 1'Etat apparaît ainsi in fine comme l'illustration de la modernité politique dans un environnement « barbare ». Il y a ainsi d'un côté l'Etat - uniquement défini par l'existence de structures administratives reconnues au niveau international - et de l'autre l'étrange, l'incertain, le bhundu ... L'Etat devient alors non plus le gestionnaire (trustee) mais unique initiateur et objet d u développement. Voir DARBON Dominique, L'Etat prédateur, Revue Politique Africaine, n°39, octobre 1990, p. 38

Le troisième caractère de l'Etat traditionnel africain, c'est sa vocation à prendre en considération pour gouverner la société, non pas des lois et des conventions, mais l'Homme, entendu au sens concret du terme.

Les conflits se règlent non en fonction de normes préétablies et impersonnelles, mais par le dialogue permanent (sans doute patient) et le frottement continu résultant du contact direct entre les intéressés, l'Homme africain étant réfractaire à l'effet dévitalisant et mortifère des lois et des conventions. L'Homme africain assume sa propre responsabilité, sa propre sécurité, sa propre liberté, sa propre souveraineté. L'Homme est le remède de l'Homme, comme disent les Wolofs (Sénégal)[706].

Le quatrième caractère, c'est qu'il n'y pas séparation entre société civil et l'Etat. L'Etat[707] n'est ni transcendant, ni extérieur, ni souverain. C'est un Etat immanent, qui cohabite, qui communique, qui communie avec la société dont il est inséparable. L'Etat-nation[708] n'est pas, quant à lui, une somme, une addition, une collection d'individus, mais une communauté globale.

Il n'est pas exclu que l'on puisse avoir recours aux caractères de l'Etat africain traditionnel pour déterminer la conception de l'Etat africain d'aujourd'hui, lequel gagnerait à être décentralisé, déconcentré, foncièrement démocratique, vivant en interconnexion avec la société civile. Pour ce qui est de la conception, non plus des institutions et des procédures, mais des rapports entre la société et l'Etat, nous avons choisi de retenir l'exemple de la démocratie.

---

[706] UNION INTERAFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME (UIDH) : *Les Droits de l 'Homme en Afrique, historique, réalités et perspectives : rapport sur l'état des droits de l'homme en Afrique 1995-1996, UIDH, Cotonou, 1996, 357*

[707] État vient du latin « status », dérivé du verbe « stare » qui signifie au sens premier « se tenir debout », et au sens figuré « la position ». Le mot « État » apparaît dans les langues européennes dans son acception moderne au tournant des XV^{e} et XVI^{e} siècles. Au XVIIIè siècle , l'État signifie également la condition d'une personne, son « état civil ».

[708] Ayant connu peu de changements depuis 1910, le « partage de l'Afrique » a surtout été critiqué pour le caractère fantaisiste du tracé des frontières qui ne tiennent pas compte du continuum ethno-démographique. Les deux groupes ouest africains qui illustrent le mieux cette situation sont les Peuls que l'on retrouve, sous des appellations différentes, sur toute la bande allant du Sénégal à l'Adamaoua et les Touaregs aujourd'hui disséminés dans six pays (Mali, Burkina Faso, Niger, Algérie, Libye, Tunisie). L'actuelle configuration géopolitique du continent est certes le résultat de remodelages territoriaux ou arrangements frontaliers entre les puissances occupantes (Zidouemba 1977) mais, il importe de relever, quelle que soit la zone géographique considérée, que des formations politiques – de type acéphale ou à forme d'État (empire Almoravide, royaumes de Ghana, Sosso, Mali et Songhaï) – se sont succédé en Afrique bien avant l'arrivée du colonisateur. Les renseignements fournis par les chroniques arabes et la tradition orale ne sont cependant pas suffisamment précis pour permettre de dresser une cartographie exacte des aires précoloniales de souveraineté (Jolly 1989 ; Cuoq 1985 ; Fall 1982). Voir Papa Demba FALL, État-nation et migrations en Afrique de l'Ouest : le défi de la mondialisation, Draft Article of the Migration Without Borders Series, UNESCO, 29 Octobre 2004, p. 3

Sans avoir l'ambition de faire une étude exhaustive à cet égard, nous mettrons l'accent sur le seul des caractères essentiels de la démocratie africaine : démocratie fondamentalement de participation[709] et non d'exclusion. En Afrique, les pôles de sens contraire sont condamnés à l'union. En Occident, les pôles de sens contraire sont condamnés à l'exclusion et à la répulsion. S'agissant des besoins actuels de l'Afrique, il est dangereux d'exclure de la gestion des affaires les partis qui n'ont pas eu la majorité aux élections. Il est dangereux de laisser cette gestion uniquement entre les mains du seul parti majoritaire. Deux raisons principales conduisent à ces conclusions :

La nécessité de créer l'unité et la conscience nationale en lieu et place des consciences tribales ou ethniques ; la nécessité de s'assurer du concours et de la participation de toutes les énergies en vue de la réalisation du projet de développement. C'est donc dire que l'Afrique doit refuser et fuir comme la peste le « spoil system » américain[710](système de dépouilles), ou le système de la chasse aux sorcières inspiré des traditions démocratiques françaises, par exemple, alors que dans le même temps ces traditions occidentales s'appuient sur la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (entre autres) qui interdit de tenir compte de la race, de la classe, des options religieuses ou des opinions politiques des citoyens dans l'exercices de leurs fonctions.

C'est ce nouveau projet de société ou ce nouveau projet de développement que l'Afrique doit pouvoir mettre en œuvre pour assurer son développement. La conception de ce nouveau projet de développement doit inspirer la nature et la structure des nouveaux mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme et des peuples. Cette entreprise commande la révision des dispositions contenues dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981 ; elle exige ensuite la mise en œuvre de nouvelles méthodes de travail au sein de ces nouveaux mécanismes.[711]

---

[709] Les injonctions de démocratisation, de la communauté internationale envers les pays d'Afrique francophone, ont eu pour conséquences la construction d'une démocratie représentative et participative au Bénin, au Burkina Faso et au Mali, et dans d'autres pays du continent. En effet, ces pressions se sont traduites par la conditionnalité qui constitue un ensemble de modalités à mettre en œuvre, en vue de bénéficier de l'aide au développement. Par le biais des conférences nationales et par la volonté mettre en œuvre la démocratie politique et la bonne gouvernance (I), les Etats d'Afrique francophone ont été amenés à introduire la démocratie participative dans le dispositif des réformes institutionnelles. Voir Ladislas NZE BEKALE, Aspects de la démocratie participative en Afrique francophone. Esquisse de L'organisation juridique de la Participation locale, au Benin, au Burkina Faso et au Mali, université Pierre Mendès France, Grenoble (France), consulté le 30 mars 2010 sur : http://www.med-eu.org/proceedings/MED2/NZE%20BEKALE%20Ladislas.pdf

[710] Le système des dépouilles (spoils system) repose sur le principe selon lequel un nouveau gouvernement doit pouvoir compter sur la loyauté partisane des fonctionnaires, et donc remplacer ceux qui sont en place par des fidèles. Il est mis en place aux États-Unis sous la présidence d'Andrew Jackson qui, après son élection, remplace la quasi-totalité de l'administration. Il considère en effet, que le peuple donne mandat au gagnant pour choisir les fonctionnaires dans ses rangs. Pour lui le service public ne doit pas être réservé à une élite mais accessible à tous. L'apogée du système se situe des années 1850 jusqu'au milieu des années 1880, date à laquelle le Pendleton Civil Service Act (en) (1872) rationalise la fonction publique fédérale.

[711] BANA Kapet, *Pour une Afrique pédagogique des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique au seuil du XXIème siècle (contribution à l'éducation et l'information pour la promotion et la défense des libertés fondamentales) SD. Paris. 1995*

La définition des nouveaux mécanismes de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples doit viser la prise en compte de nouvelles missions : aux deux missions fondamentales énoncées dans la charte[712], on devait ajouter à la commission la mission de régler les conflits et d'exercer un pouvoir juridictionnel lui permettant de prendre des décisions dans le traitement des plaintes soumises à son examen - ce rôle étant exclusivement réservé jusqu'ici à la conférence des chefs d'Etat : les chefs d'Etat ne devraient plus être à la fois juges et parties. L'Afrique réclame la séparation des pouvoirs afin de parvenir à la bonne gouvernance[713].

La Commission devait notamment assurer le suivi et l'exécution de ces décisions de caractères juridictionnel : de là est né la nécessité de créer, à part, une Cour Africaine des Droits de l'Homme[714]. En outre, la commission devait être chargée des missions de supervision du déroulement du processus électoral dans les nouveaux Etat soumis aux difficultés nées du processus de démocratisation, tâches pour lesquelles elle a si souvent été appelée par les gouvernements soucieux de garantir l'objectivité et l'impartialité des résultats.

Les objectifs de la révision des principes et des mécanismes de la Commission devaient concerner en deuxième lieu la définition des règles d'organisation et de fonctionnement de la Commission : il serait souhaitable en effet d'instituer des incompatibilités entre l'exercice de certaines fonctions nationales (membres de gouvernement, ambassadeurs, etc.) et l'exercice de fonction de membre de la Commission (ce qui n'est pas le cas actuellement). En outre le nombre de membres pourrait être augmenté pour tenir compte de la création ou de l'admission (au sein de l'Union Africaine) de nouveaux Etats.

Dans tous les cas, la répartition des membres de la Commission devrait obéir à la tradition d'une représentation équitable de toutes les régions et des sexes de l'Afrique. Les membres de la commission devraient enfin relever d'un corps spécialisé et assurer l'exercice de leur fonction de façon permanent.

---

[712] La mission de promotion et la mission de protection des droits de l'homme

[713] DUSSEY R., *L'Afrique malades de ses hommes politiques, Jean Picollec, 2° Ed. 2008*

[714] L'idée d'avoir recours au droit et aux institutions pour promouvoir et protéger les droits humains en Afrique apparaît, rappelons-le, pour la première fois en 1961 lors du congrès des juristes africains organisé par la CIJ à Lagos au Nigeria. On se souvient que la « Loi de Lagos » plaidait pour une Cour africaine des droits de l'homme à l'image de la Cour européenne, mais que cette disposition, de même que toutes celles relatives à la mise sur pied d'un système de protection des droits de l'homme, ont été reléguées à l'arrière-plan des préoccupations des gouvernements africains. En fait, au moment de la conférence de Banjul sur la Charte africaine, l'idée d'une Cour des droits de l'homme fut reprise.

La révision devrait viser, en troisième lieu, les règles de procédure concernant les situations d'urgence suscitées par l'existence de violation massives et systématiques des droits de l'homme (article 58 de la charte), l'expérience vécue par la Commission n'étant pas spécialement concluante[715], dans ce domaine, les dirigeants des Etats n'étant pas disposés à mette en cause les violations des droits de l'homme commises par leurs pairs et encore moins à favoriser l'accélération du déroulement des procédure judiciaires[716].

En quatrième lieu, enfin, la révision devrait concerner la définition de nouveaux moyens logistiques (moyens en personnel, moyens financiers, moyens en équipement et moyens locaux, etc.) et juridiques (dispositions du règlement intérieur). Quant aux nouvelles normes et méthodes de travail à instituer au sein des mécanismes de supervision de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la prise en considération des principes directeurs énoncées ci-dessus devrait conduire à redéfinir le contenu de certains droits et devoirs (de la femme, des personnes âgées, des enfants, de l'étranger, des handicapés, etc.).[717]

L'institution de nouvelles méthodes de travail devrait, en particulier, conduire à privilégier le travail en équipe (que ne permet pas l'impossibilité dans laquelle se trouve la Commission, pour des raisons financières, de traduire les textes examinés, dans les différentes langues de travail de la Commission) et à privilégier le travail permanent (et non temporaire).

---

[715] Notons que le contrôle non juridictionnel exercé par la Commission s'est révélé peu protecteur des droits de l'homme en raison de ses décisions de caractère non contraignant. D'ailleurs, en ce qui concerne la Commission Africaine, une partie de la doctrine a estimé qu'elle ne pouvait en tant qu'organe non juridictionnel, à elle seule, réaliser l'effectivité des droits de l'Homme sur le continent africain. Il fallait alors renforcer la poursuite de la recherche de l'effectivité desdits droits par la mise en place d'un contrôle plus rassurant et assez rigoureux à savoir celui juridictionnel.

[716] La volonté de rédiger un Protocole relatif à la Charte africaine portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples est née des faiblesses institutionnelles, du manque des moyens et donc de la relative inefficacité de la Commission africaine constaté par les ONG et reconnue officiellement par l'OUA en 1994. Adopté le 10 juin 1998 à Ouagadougou par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, le Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples devait être ratifié par quinze Etats pour entrer en vigueur. Ce fut chose faite-après cinq longues années d'atermoiements et de piétinements- depuis le 26 décembre 2003, date à laquelle les Iles Comores ont déposé leur instrument de ratification, à la suite de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, du Burkina Faso, du Burundi, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Lesotho, de la Lybie, du Mali, de l'Ile Maurice, de l'Ouganda, du Rwanda, du Sénégal et du Togo.

[717] UNION INTERAFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME (UIDH) : *Les Droits de l 'Homme en Afrique, historique, réalités et perspectives : rapport sur l'état des droits de l'homme en Afrique 1995-1996, UIDH, Cotonou, 1996, 357*

Mutoy MUBIALA *« Le système régional africain de protection des droits de l'homme Volume 59 de Organisation internationale et relations internationales »,* Éditeur Bruylant, 2005

Evelyn A. Ankumah *« La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples: pratique et procedures »,* Éditeur Société Africaine de droit international et comparé, 1995

Kéba Mbaye *« Les Droits de l'homme en Afrique »,* Éditeur A. Pedoné, 1992

Oumar Ba *« La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples: analyse juridique »,* Éditeur IUHEI, 1993

Paul Tavernier *« Regards sur les droits de l'Homme en Afrique: actes du Colloque du 23 novembre 2006 à la Faculté Jean Monnet à Sceaux »,* Éditeur Editions L'Harmattan, 2008

Théodore Ottro Abie *« De l'union africaine à un Etat fédéral africain »*, Éditeur Editions L'Harmattan, 2009

Ces nouvelles méthode de travail devraient mettre un accent particulier sur la nécessité d'assurer la transparence (et non la confidentialité) des conditions de travail et la rapidité de traitement des procédures ; elles devraient assurer la participation des Organisations non gouvernementales et des Délégués des Etats aux travaux de la Commission[718] ; elles devraient enfin imposer la disponibilité permanente des membres de la Commission[719].

Telles nous semblent, dans les grandes lignes, les réformes à apporter aux mécanismes de supervision de la Charte ; dont les Etats de l'UEMOA sont parties prenantes.

Elles pourront permettre d'assurer, dans les condition actuelles de l'Afrique (et sous réserve des réformes à apporter au niveau international) un fonctionnement régulier de l'institution des mécanismes de sauvegarde des droits de l'homme en Afrique, mécanisme dont on espère à leur tour qu'ils pourront rétroagir sur le niveau de développement des droits de l'homme en Afrique.[720]

Paragraphe 2 : L'instauration du dialogue entre les institutions communautaires et les citoyens.

Deux réunions du Bureau du Comité interparlementaire de l'UEMOA ont permis de préparer deux sessions ordinaires qui se sont tenues à Bamako, du 15 au 23 mars 2010 et à Cotonou du 24 juillet au 04 août. Elles ont été consacrées à :

- l'évolution des chantiers conduits par la Commission ;
- l'examen de la situation socio-économique dans l'Union avec le Gouverneur de la BCEAO sur les « Développements récents de l'environnement économique et financier des Etats de l'Union et les mesures de soutien mises en œuvre par la Banque Centrale » ;
- l'audition des rapports de la réunion d'évaluation du système de contrôle des comptes et des résultats des contrôles, effectués en 2009 dans les Etats membres de l'Union par la Cour des Comptes ;
- l'adoption du programme d'activités et du budget de l'année 2011.

---

[718] Selon les articles 31 de la Charte et 11 du Règlement intérieur, la Commission se compose de onze membres choisis, c'est la formule consacrée, "parmi les personnalités africaines jouissant de la plus haute considération". Voir Jean-Louis ATANGANA AMOUGOU, La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Droits fondamentaux, n° 1, juillet - décembre 2001, p. 91

[719] La solution serait plutôt de consolider le secrétariat en matière de personnel car une grande partie du travail s'y fait en amont. Voir Jean-Louis ATANGANA AMOUGOU, op. cit.,, p. 92

[720] UNION INTERAFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME (UIDH) : *Les Droits de l 'Homme en Afrique, historique, réalités et perspectives : rapport sur l'état des droits de l'homme en Afrique 1995-1996, UIDH, Cotonou, 1996, p. 357*

En vue d'une plus grande participation des députés à la mise en œuvre des réformes et programmes de l'Union, le CIP a adopté un programme de communication visant à affirmer la place et le rôle du Parlement dans l'architecture institutionnelle de l'Union, auprès des parlements nationaux et des populations. Cette volonté d'une plus grande implication du Comité a été au centre d'une session extraordinaire consacrée à la libre circulation des biens, des personnes et le droit d'établissement dans l'espace UEMOA, à Lomé , du 10 au 14 mai et d'une autre à Abidjan sur le thème « les changements climatiques : enjeux et rôle des parlementaires », du 12 au 19 septembre. Dans le cadre de sa contribution à la recherche et à la consolidation de la paix et de la sécurité dans l'Union, le Comité a participé à l'observation des élections présidentielles au Togo, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso et conduit une mission du Conseil Parlementaire pour la Paix au Niger.[721]

L'année 2010 a été notamment marquée par de nombreux événements dont les incidences sur la conduite et l'évolution des chantiers du processus d'intégration ne sont pas négligeables[722], comme les inondations qui ont entravé les efforts entrepris par nos Etats pour sortir de la crise financière et économique internationale qui a frappé la communauté internationale en 2008.

L'Union a, cependant, poursuivi la mise en œuvre de ses différents chantiers, en répondant particulièrement aux sollicitations directes et concrètes des populations. D'où la montée en force des projets du Programme Economique Régional (PER)[723].

Cependant, il convient de souligner la nécessité, pour les Etats et les organes de l'Union, de redonner confiance aux populations en prenant des mesures énergiques pour répondre à certains défis, notamment, la consolidation des libertés de circulation des biens, des personnes et le droit d'établissement, ainsi que la poursuite des réalisations concrètes dans les Etats. Mais il est essentiel également de consolider le climat de paix, de stabilité et de sécurité, sans lequel aucun développement n'est possible. La Commission, pour affronter ces défis, s'est dotée d'instruments et d'outils de modernes qui lui permettront d'accompagner efficacement les Etats dans leurs efforts de développement en vue d'améliorer les conditions de vie des populations.

---

[721] BANA Kapet, *pour une Afrique pédagogique des droits de l'homme au seuil du 21ème siècle*
DOUSSEY R. *L'Afrique malade de ses hommes politiques, Jean PICOLLEC, édition 2008*
HCDH (Haut-Commissariat aux Droits de L'Homme) formation aux droits de l'homme 1994

[722] Cf. Rapport 2010 de l'UEMOA

[723] Le Programme Economique Régional (PER) répond à une vision de l'avenir de l'espace UEMOA, à l' horizon 2015, consistant à « faire de l'UEMOA un espace unifié et ouvert et compétitif au profit d'une population solidaire ». La réalisation de cette vision est sous-tendue par une stratégie d'accélération de la croissance et de réduction de la pauvreté, compatible avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

A cet effet, elle sait, d'ores et déjà, qu'elle devra s'assurer le soutien des Hautes instances de l'Union, notamment la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Dans cette démarche, la création des bureaux de représentation de la Commission dans tous les Etats membres permettra de rapprocher l'Union des populations pour un meilleur suivi de la mise en œuvre des chantiers, mais également pour la conception des stratégies et actions pour l'appropriation des réformes par les populations. La Commission a finalisé, en 2010, son rapprochement avec les administrations des Etats membres, à travers la création de nouveaux bureaux de représentation à Dakar, Bamako, Cotonou et Niamey. Avec ce dispositif qui vient compléter la mise en place des bureaux de Bissau, Abidjan et Lomé la Commission entend désormais assurer, de plus près, le suivi des activités et de la mise en œuvre des programmes et réformes dans les Etats, en s'impliquant davantage dans la sensibilisation et l'appropriation, par les administrations nationales et les populations, des chantiers de l'Union[724].

La Commission se doit d'assurer la promotion des atouts et attraits de l'espace communautaire, l'appropriation par les populations des réformes et programmes, ainsi que la culture de l'intégration. Les activités à conduire porteront, notamment, sur le renforcement de l'image positive de la Commission, l'affirmation de l'identité et du rôle de la Commission auprès des Etats et des partenaires et la visibilité des chantiers.

En ce qui concerne la promotion du rôle de la femme, la Commission a, en matière d'entreprenariat féminin, assuré le renforcement des capacités des femmes opératrices économiques dans l'Union par leur mise en réseau et leur formation[725]. A cet effet, plus de trois cent (300) opératrices économiques de l'Union ont bénéficié des actions de formation en gestion des entreprises.

La Chambre Consulaire Régionale s'est particulièrement distinguée depuis 2010 à travers d'intenses activités (ateliers, séminaires, missions). Elle est de plus en plus sollicitée à l'échelle sous régionale et internationale, avec une implication de la quasi-totalité de ses membres. Dans ce cadre, la Chambre, partenaire stratégique du Programme de Formation «TALENTS DU MONDE UEMOA »[726], a participé à la sélection et au lancement des deux promotions de l'année 2010. La première de vingt jeunes promoteurs ou porteurs de projets a suivi un programme de trois mois à Dinard, en France, à partir du 12 avril et la seconde une formation de septembre à novembre.

---

[724] Cf. Rapport 2010 de l'UEMOA, p. 49

[725] Cette activité a abouti à la mise en réseau des associations professionnelles de femmes et d'opératrices économiques et le renforcement des capacités institutionnelles de ces organisations. Cette structure devra mener des actions concertées en faveur de la promotion économique des femmes de l'espace UEMOA et favorisera l'émergence d'une nouvelle génération de femmes opératrices économiques bien organisées.

[726] Ce programme est un programme de formation qui allie management, organisation de travail, connaissance de l'entreprise et citoyenneté. Il a été conçu au profit des opérateurs économiques de l'Union, dans le cadre de la coopération entre l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, la Région de Bretagne en France et la Fondation Solacroup Hébert.

Identifiée comme membre du Comité de Pilotage du projet AMADE PROINVEST[727] sur le « Renforcement des Organisations Intermédiaires du Secteur Privé de l'UEMOA pour un meilleur Accès des Entreprises Locales aux Marchés Publics », la Chambre a contribué à la finalisation du dossier de financement et au lancement des activités de cet important programme aux côtés de l'Association pour la Promotion des Exportations de Côte d'Ivoire – APEX-CI – et des Chambres de Commerce nationales de l'Union impliquées dans le projet. L'élaboration du programme triennal de construction du Siège, confiée par la Commission de l'UEMOA à l'Ecole Africaine des Métiers d'Architecture et de l'Urbanisme, le lancement des vols inauguraux de la compagnie aérienne régionale ASKY[728], la réactivation et la réorganisation de la fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de la CEDEAO, ont constitué quelques-unes des activités de la Chambre.

Le Bureau de la Chambre Consulaire Régionale a tenu une réunion à Bissau en Guinée-Bissau en juin et les commissions techniques ont organisées trois réunions :

- la Commission Technique des Affaires Générales et Institutionnelles s'est réunie à Dakar au Sénégal, autour du thème : « Normalisation et Intégration Economique Régionale : enjeux et perspectives » ;
- la Commission Technique des Politiques Communes s'est réunie à Cotonou au Bénin, les 29 et 30 avril 2010, elle a examiné les principales conclusions de la rencontre de concertation entre la Commission de l'UEMOA et la Chambre Consulaire Régionale, ainsi que les questions relatives à la Politique Commerciale et Douanière de l'Union ;
- la Commission Technique des Politiques Sectorielles a tenu sa réunion à Bamako au Mali, du 20 au 22 avril 2010 consacrée à la « Problématique du Financement du Secteur Privé au sein de l'UEMOA »[729]

Le Conseil du Travail et du Dialogue Social (CDTS) n'est, quant à lui, qu'au stade de démarrage de ses activités. Il a tenu sa toute première réunion du 28 au 30 juillet 2010, à Ouagadougou. A cette occasion, le CTDS a adopté son règlement intérieur, élu son bureau composé de trois membres et esquissé un programme d'activités pour la période 2011-2013.

---

[727] Le projet ' Accès aux marchés de l'aide publique au développement (AMADE-PROINVEST)' a été mis en place répondre au manque d'accès à l'information, aux difficultés à se conformer aux exigences strictes de procédures complexes de passation des marchés et aussi à la relativement petite taille des entreprises sont, parmi les obstacles à la participation des PME aux marchés publics, considérés les plus difficiles à surmonter par les entreprises. Lancé fin 2005, il vise à améliorer l'accès des entreprises, en particulier des PME, aux marchés publics, notamment financés par l'aide publique au développement (*les pays à faible revenus ont reçu 99 milliards de dollars d'aide publique au développement en 206-2007*), en s'attachant à réduire les difficultés des entreprises sur ces marchés.

[728] Asky est une compagnie aérienne basée à Lomé dont le capital social est estimé à 60 milliards de francs CFA. Les fonds proviennent d'institutions privées régionales : la BIDC (Banque d'Investissement et de développement de le CEDEAO), la BOAD (Banque Ouest Africaine de Développement), le groupe Ecobank et du partenaire stratégique, l'Ethiopian airlines à hauteur de 20%.

[729] BANA Kapet, *pour une Afrique pédagogique des droits de l'homme au seuil du 21ème siècle.*
Cf. rapport 2010 de l'UEMOA, p. 41

L'Association des Médiateurs des Pays membres de l'UEMOA[730] a tenu, à Porto-Novo (Bénin), les 7, 8 et 9 octobre 2010, sa deuxième Assemblée ordinaire, autour du thème : « le rôle du Médiateur de la République dans l'application du droit communautaire ».

L'Association a, à l'issue de ses travaux, adopté, entre autres, une Déclaration exhortant les autorités[731] compétentes des Etats membres de l'Union à : Faire lever les entraves et tracasseries à la libre circulation des personnes et des biens, encore observées sur les voies de communication ; Assurer l'application de la Directive sur l'égalité de traitement des étudiants ressortissants de l'UEMOA, dans la détermination des conditions et des droits d'accès aux établissements publics d'enseignement supérieur, dans les Etats membres.

[730] Il importe de souligner que l'Association des Médiateurs des Pays membres de l'UEMOA avait été créée à Ouagadougou, le 29 octobre 2008. Elle jouit d'un statut particulier au sein de l'Union, conformément à l'Acte additionnel n° 03/2009/CCEG/UEMOA du 17 mars 2009, qui lui reconnaît l'intérêt communautaire.

[731] DOUSSEY R. *L'Afrique malade de ses hommes politiques, Jean PICOLLEC, édition 2008*

Chapitre II : La réforme des mécanismes d'élargissement et de renforcement du contrôle juridictionnel dans l'optique de l'intégration sous régionale.

L'intégration des Etats étant inclusive des peuples qui les composent, le respect des droits de l'homme exige une meilleure accessibilité des ressortissants des Etats de l'espace communautaire à la justice. L'interaction entre coopération internationale et droits de l'homme est notoirement mal perçue et absente du projet d'avenir de l'UEMOA[732]. Afin d'atteindre efficacement ses objectifs, l'Union axe ses efforts sur la modernisation de sa gestion, notamment à travers le renforcement des capacités dans les domaines de la planification et de la programmation stratégique, de l'organisation administrative et financière, de l'informatique, de la conception et de l'exécution des projets, ainsi que dans le domaine de l'amélioration continue de la gestion des ressources humaines.[733]

Des outils modernes de gestion ont été mis en place, appuyés par de nouvelles dispositions réglementaires en matière de gestion financière et de gestion du personnel. Le défi, ici, sera celui de l'appropriation de ces outils en vue de l'adoption d'un comportement nouveau dans l'exécution des tâches, conformément à la mission de la Commission qui est d'impulser et de coordonner l'intégration des économies des États membres afin de créer un environnement favorable à la création de richesses, pour un mieux-être des populations de l'espace UEMOA[734]. Par exemple, au titre de la concurrence, la Commission a mené des interventions de terrain. Ont ainsi été traitées les affaires suivantes :

les saisines du Gouvernement de la Côte d'Ivoire et de Monsieur Alassane DIOUF, Président Directeur Général de la Société West Africa Commodities qui ont mis en cause des mesures prises par le Sénégal interdisant les importations d'huile de palme raffinée titrant plus de 30% d'acides gras saturés :

---

[732] La politique en Afrique noire. Le haut et le bas, KARTHALA, PARIS, 1981, p 150

[733] W. BRADNEE C, JESSICA F. G, 2005, *pour une réforme de la gouvernance des limites institutionnelles aux réformes innovatrices.*

[733]HCDH, droits de l'Homme et application des lois, Nations Unies, Genève, 1997, 228 p.

James K.M. *la longue route vers la reprise. La communauté face au désastre industriel, BROCHEE, SL, 2005, 308 p.*

La politique en Afrique noire. Le haut et le bas, KARTHALA, PARIS, 1981, 159 p.

La Direction du développement et coopération sus, la fondation Charles LEOPOLD MAYER, *pour le progrès de l'Homme, Cahier numéro 2007.02, profil de gouvernance, un diagnostic de la gouvernance en Afrique à partir des expériences concrètes d'acteurs, 112 p.*

- la plainte de la Société des Produits Industriels et Agricoles (SPIA), transmise par le Ministre de l'Economie et des Finances du Sénégal, qui dénonce des exonérations irrégulières de TVA appliquées en Côte d'Ivoire, au Mali et au Burkina Faso sur les importations d'intrants et d'emballages destinés à la fabrication et au conditionnement de produits phytosanitaires.

Par ailleurs, dans le cadre du contentieux, les affaires suivantes font également l'objet de procédures ouvertes suite à des saisines d'Etats membres ou d'entreprises privées :

- La plainte de la République du Sénégal contre l'Accord de siège signé entre la République Togolaise et la Compagnie aérienne ASKY ;
- Les saisines de la Société de Distribution Pharmaceutique du Burkina et de la Société Multi M. concernant le traitement préférentiel accordé à la Centrale d'Achat des Médicaments Génériques (CAMEG) par l'Etat du Burkina ;
- La saisine de la Commission Nationale de la Concurrence et de la Consommation du Burkina Faso au sujet des agissements de la Société Nationale des Postes dans le secteur du transport de courrier et de colis ;
- Les plaintes des sociétés BA NEGOCE et Industrie, NIMA Sarl et ETS KOUMA du Mali et les Grands Moulins de Dakar (GMD) relatives aux restrictions des importations de farine au Mali, imposées par le truchement d'un protocole d'accord signé entre certains opérateurs du secteur, sous le couvert de l'administration ;
- La plainte de la Société Africaine de Transformation de la Ouate de Cellulose Industrielle de Côte d'Ivoire (SATOCI-CI) relative aux restrictions de ses exportations vers le Mali suite à un protocole d'accord signé entre certains opérateurs maliens, sous le couvert de l'administration.[735]

Le traitement de ces affaires revêt une importance particulière dans le fonctionnement du marché commun qui est particulièrement affecté par les entraves dues aux interventions publiques occasionnant des distorsions de concurrence.

[735] W. BRADNEE C, JESSICA F. G, 2005*, pour une réforme de la gouvernance des limites institutionnelles aux réformes innovatrices.*
HCDH, *droits de l'Homme et application des lois, Nations Unies, Genève, 1997, 228 p.*
James K.M. *la longue route vers la reprise. La communauté face au désastre industriel, BROCHEE, SL, 2005, 308 p.*
La politique en Afrique noire. Le haut et le bas, KARTHALA, PARIS, 1981, 159 p.
La Direction du développement et coopération sus, la fondation Charles LEOPOLD MAYER, *pour le progrès de l'Homme, Cahier numéro 2007.02, profil de gouvernance, un diagnostic de la gouvernance en Afrique à partir des expériences concrètes d'acteurs, 112 p.*

Section I : L'élargissement et la facilitation de l'accès des citoyens de l'Union à la justice communautaire.

La majorité des populations des Etats membres de l'UEMOA sont classées parmi les plus pauvres du monde.[736] Elles sont de facto particulièrement exposées à des violations des droits de l'homme et à des atteintes à ces droits commises par les autorités gouvernementales et des particuliers. En principe, les tribunaux leur offrent le moyen de défense le plus important contre ces atteintes[737]. Mais généralement, les pauvres sont dépourvus, pour des raisons économiques ou autres[738], des moyens d'obtenir la protection des tribunaux. Même lorsqu'une assistance juridictionnelle gratuite est disponible, ils n'ont pas toujours l'information et la confiance nécessaires pour saisir les tribunaux.

Comme le souligne le professeur FRISON-ROCHE[739] *« les règles de droit n'ont de valeur que par leur concrétisation qui rend les personnes effectivement titulaires de prérogatives juridiques. Cela peut se faire d'une façon tranquille, par un accès au droit, ou d'une façon plus belliqueuse par un accès à la justice. Tout dépend donc de l'accès à la justice, fût-il virtuel. Encore faut-il que les personnes comprennent le droit, ce qui implique un droit à l'intelligibilité, et qu'elles ressentent les bienfaits des jugements… »*[740] En conséquence, les Etats devraient collectivement et individuellement promouvoir activement le libre accès à la justice et à d'autres mécanismes de règlement des litiges[741] afin de remédier aux violations des droits de l'homme.

Paragraphe 1 : La révision de la procédure de saisine des institutions judiciaires de l'UEMOA

IHERING disait que sans la sanction, la règle de droit serait un véritable « bois mort ». De cette affirmation, il est constant que l'effectivité de la règle de droit résulte de la mise en œuvre des recours prévue pour sanction sa violation. Il est donc plus que nécessaire de permettre, dans le cadre de l'union, l'accès aux instances juridictionnelles par les citoyens.

---

[736] Cf. : L'indice du développement humain (IDH) publié chaque année par le PNUD.

[737] HCDH, droits de l'Homme et application des lois, Nations Unies, Genève, 1997, 228 p.

[738] L'analphabétisme et l'ignorance des textes et de leurs droits, voire la peur, privent les populations de la possibilité d'accéder à la justice.

[739] FRISON-ROCHE Anne-Marie : *Le droit d'accès à la justice et au droit, in Libertés et droits fondamentaux, 14° éd. 2008, p. 473*

[740] FRISON-ROCHE Anne-Marie : *Le droit d'accès à la justice et au droit, in Libertés et droits fondamentaux, 14° éd. 2008 idem*

[741] Lorsqu'un litige est grave mais que, des deux côtés, chacun est sensible à l'intérêt de trouver un arrangement sans trop de frais, il existe des solutions. Choisir un médiateur ou demander une procédure d'arbitrage permettent le plus souvent d'arriver à une solution satisfaisante pour les deux parties sans engager une action en justice. Ces solutions encore appelées, Modes Alternatifs de Règlement des Conflits (MARC) (Alternative Dispute Resolution (ADR) pour les américains) sont en plein développement, mais encore mal connus.

En effet, le droit à un accès égal à la justice, tel qu'il est énoncé notamment par l'article 14[742] du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, signifie que tous les êtres humains doivent bénéficier, sans discrimination aucune, du droit à un accès égal à un tribunal indépendant et impartial devant lequel leur cause sera entendue équitablement et publiquement et qui décidera en vertu de la loi du bien-fondé ou pas des prétentions en conflit.

Force est de relever que si dans l'ordre interne des Etats les populations défavorisées ont du bien du mal à accéder aux tribunaux de leurs pays respectifs, la question est encore plus grave lorsqu'il s'agit des juridictions communautaires. La complexité des mécanismes juridiques, l'ésotérisme des textes communautaires, l'éloignement qui sépare ces juridictions des populations, rendent vident le droit d'accès de ces dernières à la justice communautaire[743].

C'est pourquoi, il est indispensable que les stratégies de réduction de la pauvreté élaborées par les Etats (et que nous avons parcourues dans la première partie de ce travail) comportent des programmes spéciaux visant à améliorer la gratuité et l'égalité d'accès des peuples aux cours et tribunaux, ainsi que leur droit de bénéficier d'un procès équitable. Cette démarche devrait être encouragée soutenue par la Commission de l'UEMOA.

Dans cette perspective, les Etats et ladite Commission veilleront à ce que les voies de recours juridictionnel soient disponibles et ouvertes à tous, particulièrement aux particuliers dans le cadre de l'Union. C'est ce qu'exprimait déjà en 1789 l'article 16 de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen en ces termes : « Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, et la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution ».

La doctrine libérale est unanime pour admettre que « c'est donc l'empreinte de l'Etat de droit et l'essence même de la constitution que de participer directement à la protection des libertés et droits fondamentaux par les trois pouvoirs qui s'y expriment légitimement.

---

[742] *Article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 1. Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil. Le huis clos peut être prononcé pendant la totalité ou une partie du procès soit dans l'intérêt des bonnes mœurs, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, soit lorsque l'intérêt de la vie privée des parties en cause l'exige, soit encore dans la mesure où le tribunal l'estimera absolument nécessaire lorsqu'en raison des circonstances particulières de l'affaire la publicité nuirait aux intérêts de la justice; cependant, tout jugement rendu en matière pénale ou civile sera public, sauf si l'intérêt de mineurs exige qu'il en soit autrement ou si le procès porte sur des différends matrimoniaux ou sur la tutelle des enfants. »*

[743] SOUMANIA, DOUMBIA, MAIGA, IDRISSA, 1996, Rencontre de concertation régionale en Afrique de l'Ouest sur les défis à portée régionale en matière de promotion de la démocratie et des droits de la personne, Bamako du 20 au 22 mars 1996, rapport de synthèse, CENAFOD, Bamako, 108 p.

La théorie libérale a poussé à un fort développement du contrôle juridictionnel et y compris celui exercé au titre du contrôle de constitutionnalité, au point de lui donner une place prééminente par rapport aux autres formes d'intervention de la puissance publique en matière de protection des libertés (et des droits fondamentaux)»[744]. Cependant, pour diverses raisons (nombre important et variétés de situations conflictuelles, éloignement du tribunal, moyens financiers du justiciable insuffisants…) le mode contentieux de protection des droits de l'homme ne saurait suffire. D'où l'importance de modes alternatifs, extra-juridictionnels, de régulation et de protection, comme le recours à l'arbitrage[745] ou à des autorités administratives indépendantes telles que les commissions nationales des droits de l'homme[746]. Force est d'indiquer que rien n'est possible si les citoyens de l'UEMOA ignorent tout de l'Institution et de ses lois. En effet, le vieil adage « nul n'est censé ignorer la loi »[747] est illusoire en Afrique où la majorité des populations, analphabète ou illettrée, vit en milieu rural. Ces populations ont donc une prétention à faire valoir. Il s'agit de leur droit au droit. Le politique en a-t-il conscience ? Rien n'est moins sûr.

Ce qui est certain c'est que « le droit est souvent inaccessible : il est de plus en plus difficile à connaître, à comprendre, à mettre en application, alors même que l'adage « nul n'est censé ignorer la loi empêche qu'on puisse attacher un effet juridique à l'ignorance qu'une personne peut avoir de sa situation juridique »[748]. Compte tenu de ce qui précède, les gouvernements de l'UEMOA pourront ensemble établir des mécanismes novateurs de règlement des conflits qui soient de bonne qualité, accessibles aux pauvres et conformes aux principes pertinents relatifs aux droits de l'homme. C'est ainsi que les Etats membres de l'UEMOA pourraient conjointement envisager ou renforcer les mesures suivantes :

- Organiser des campagnes d'information sur le droit d'accès à la justice dans les zones où vivent les personnes défavorisées (Milieu rural et bidonvilles par exemple) ;
- Accroître le nombre des cours et tribunaux et des mécanismes de règlement des litiges ;
- Accroître l'effectif des juges et du personnel chargé de l'application des lois ;
- Développer des programmes d'assistance juridique pour les populations défavorisées au niveau des procédures judiciaires (Consultations foraines gratuites assurées par des avocats ou autres professionnels du droit, par exemple) ;

---

[744] CRABOIS GROBESCO A. L*a protection des libertés et droits fondamentaux, in Manuel Universités :Droit, 2° éd. Chapitre 5, p. 191.*

[745] Cf. infra cf. paragraphe 2

[746] Cf. infra chapitre 3, section 2

[747] Nemo censetur ignorare legem

[748] FRISON –ROCHE A.M., op cit. p. 476

- Améliorer l'exécution des décisions de la justice par les autorités compétentes ;
- Eliminer la corruption dans l'administration de la justice.

Au regard de ce qui précède, l'UEMOA a entrepris quelques actions tendant à faciliter la réceptivité du droit communautaire dans son espace. Dans ce cadre, trois types d'activités ont été conduits visant à renforcer les capacités de fonctionnement interne et à faciliter la compréhension et l'interprétation du droit communautaire dans les Etats. Il s'agit :

- d'une part , des actions d'information et de sensibilisation organisées en matière de libre circulation des biens, des personnes et le droit d'établissement ainsi que le droit communautaire au profit des opérateurs économiques et des justiciables des Etats membres notamment un séminaire national de formation des Magistrats et Avocats et un séminaire national de formation des opérateurs économiques et agents des administrations au droit communautaire, dans chaque Etat membre ; trois séminaires régionaux de sensibilisation des Magistrats et Avocats, des opérateurs économiques, des journalistes et membres de la société civile des Etats membres, respectivement à Lomé, Ouagadougou et Cotonou[749] ;
- D'autre part, des activités judiciaires, pour lesquelles, la saisine de la Cour de Justice s'est accrue : aux sept dossiers pendants, ouverts sur recours directs en 2009, se sont ajoutées sept nouvelles saisines dont cinq requêtes introduisant des recours directs et deux demandes d'avis[750].

Par ailleurs, en vue d'améliorer son fonctionnement et de renforcer la diplomatie judiciaire, la Cour a participé ou organisé des sessions d'études et de formation au profit de ses membres et agents à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Union.[751]

Les actions de sensibilisation et de vulgarisation permettent d'aller au contact des acteurs judiciaires, des opérateurs économiques, des fonctionnaires des administrations nationales et de la société civile des Etats membres. Il s'agit :

- D'expliquer les droits et les devoirs que la législation communautaire leur octroie ou fait peser sur eux ;
- De montrer comment le respect de ces droits et devoirs est garanti aux plans national et communautaire ;

[749] Formation spécialisée des Avocats,Notaires, Huissiers de justice et autres Juristes, le droit Ohada à l'epreuve de la pratique du 17 au 21 Juillet 2006

[750] Cf. rapport d'activité 2010 de l'UEMOA, p.38

[751] Rapport d'activités 2010 de la Commission Ibidem, p. 38

- De préciser le rôle de la Cour de Justice dans ce domaine et déterminer comment elle est saisie[752].

Elles ont apporté une plus grande visibilité à la Cour de Justice, ce qui est à l'origine de l'augmentation des cas de saisine[753].

En ce qui concerne la rencontre inter juridictionnelle[754], les voyages d'études et autres formations, au-delà du raffermissement des liens avec des juridictions communautaires sœurs, ont permis aux membres de la Cour et à l'auditeur, de renforcer leurs connaissances sur les aspects législatifs et économiques du droit communautaire et d'échanger avec des experts sur les multiples difficultés que renferme le traitement de certains contentieux spécifiques, comme ceux de la fonction publique communautaire et de la concurrence.

Elles ont également permis au greffier et au documentaliste de la Cour de se former aux techniques utilisées par la Cour de Justice des Communautés Européennes dans leurs domaines d'activité respectifs. En ce qui concerne la Cour des Comptes, ses programmes ont été conduits conformément à sa mission, celle d'assurer le contrôle des finances des Organes et l'assistance à l'autorité budgétaire.

Le plan de travail adopté en 2009, réajusté et poursuivi en 2010, a eu comme résultats l'élaboration du rapport définitif de contrôle des comptes des Organes de l'UEMOA au titre de l'exercice 2008, du rapport provisoire de contrôle des comptes des Organes de l'UEMOA au titre de l'exercice 2009, du rapport provisoire du contrôle de la gestion de la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA au titre de l'exercice 2009[755].

La Cour a procédé au contrôle et à la certification des comptes de l'exercice 2009 du Conseil régional de l'Epargne publique et des marchés financiers, qu'elle a présenté au conseil des Ministres en juin 2010.

---

[752] Op. cit.

[753] Il faut préciser également l'ouverture de la saisine de la Cour de Justice de l'UEMOA en matière de question préjudicielle aux particuliers sous conditions de paiement d'une caution. Voir Bulletin, La semaine de l'UEMOA, N° 244 Du 29 juin au 05 juillet 2009

[754] Exemple de la « Rencontre inter juridictionnelle des Cours de Justice de l'UEMOA, de la CEDEAO, de la CEMAC et de l'OHADA », tenue à Bamako au Mali, le 09 au 13 février 2009 à Bamako (Mali), sous le Haut parrainage de son Excellence Monsieur Amadou Toumani TOURE, Président de la République, Chef de l'Etat. Diverses questions ont été abordées lors de cette rencontre dont : les accords de coopération judiciaire inter communautaire ; l'ouverture du recours préjudiciel aux parties ; l'utilisation du recours préjudiciel comme mécanisme de coopération entre juridictions communautaires ; l'opportunité de la création d'un centre d'arbitrage au sein de la Cour de Justice de la CEMAC ; - l'immunité d'exécution des personnes publiques. A l'issue de la rencontre, les participants ont adopté une déclarations sur les différentes questions abordées. Voir Bulletin, la Semaine de l'UEMOA, N° 231 Du 23 au 28 février 2009,

[755] Rapport d'activités 2010 de la Commission

De même la gestion des subventions accordées à six Centres d'Excellence Régionaux dans le cadre du Programme d'Appui et de développement des centres d'excellence régionaux (PACER) [756]a été contrôlée. Elle a procédé à la certification des comptes des états de dépenses du Projet Compétence on Energy Crop and Agroforestry System for Arid and Semi-arid Regions of Africa (COMPETE)[757] arrêtés au 31 décembre 2009, de la situation d'exécution financière arrêtée au 31 décembre 2009 du Projet de Réforme des Marchés Publics dans l'espace UEMOA (PRMP UEMOA) Phase II[758] et des états d'exécution financière arrêtés au 31 décembre 2009 de vingt Conventions de financement de projets du Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) signées entre l'UEMOA et l'AFD et l'état d'exécution financière arrêté au 31 décembre 2009 du Programme Régional Biomasse Energie (PRBE).

En ce qui concerne l'harmonisation des procédures et des normes communes de contrôle la Cour a organisé une réunion d'évaluation des systèmes de contrôle des comptes et des résultats des contrôles des comptes effectués en 2009 et un atelier de validation du rapport préliminaire de l'étude sur l'élaboration de la directive relative à la comptabilité des matières dans les Etats membres de l'UEMOA[759] ; elle a participé aux travaux de réécriture des directives sur le cadre harmonisé des finances publiques organisés par la Commission[760].

L'amélioration du fonctionnement des services de la Cour a été orientée vers l'opérationnalisation des nouveaux services et le renforcement des effectifs du personnel de la Cour.

---

[756] Le Conseil des Ministres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), ayant à l'esprit le Traité de l'Union et les priorités du NEPAD en matière d'éducation, plus spécifiquement d'enseignement supérieur, a adopté au cours de l'année 2002, le Programme d'Appui et de développement des Centres d'Excellence Régionaux au sein de l'UEMOA (PACER-UEMOA). Au cours de la 1ère édition du Programme, conduite de 2006 à 2009, douze (12) institutions ont été labellisées « Centres d'excellence de l'UEMOA » et ont pu, de ce fait, bénéficier d'un appui qui a notamment contribué à renforcer leurs capacités et à améliorer significativement la qualité de leurs programmes de formation et de recherche.

[757] Les principaux objectifs du projet COMPETE, sont celui de contribuer à l'élaboration de stratégies politiques et d'outils viables pour garantir un approvisionnement durable de bioénergie en Afrique qui est basé sur l'amélioration de l'utilisation des terres et des technologies innovantes.

[758] Le projet régional de réforme des marchés publics entre dans le cadre des initiatives d'assainissement des finances publiques et de la promotion de la bonne gouvernance dans les Etats membres. Voir RAPPORT D'EVALUATION, FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT, Septembre 2006

[759] Voir Directive n°07/2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009 Portant règlement général sur la comptabilité publique au sein de l'UEMOA

[760] Rapport d'activités 2010 de la Commission

Paragraphe 2 : L'adoption du système d'arbitrage dans le règlement de certains types de conflits.

L'arbitrage est un mode alternatif de résolution des différends. Les Modes Alternatifs de Résolution des Conflits (MARC)[761] sont des pratiques placées en regard des systèmes mis en place par les états et les gouvernements (recours contentieux, système judiciaire) impliquant un règlement à la fois juridique et judiciaire d'un différend. Ces modes ont fait l'objet d'un livre vert au sein de la commission européenne[762] qui souhaite promouvoir ces nouveaux modes de résolution des conflits.

Les modes alternatifs de résolution de conflits ou MARC se rapportent aux processus et aux techniques de résolution de conflits en dehors des procédures juridiques sous autorité étatique. La pratique la plus connue des MARC est aujourd'hui la médiation[763]. Les intérêts que présentent ces modes sont les suivants :

- Absence de lourdeur dans les procédures ou processus
- Coûts contrôlés de la prestation choisie
- Préférence pour la confidentialité avec la médiation, issue choisie par les parties.

Un mode de résolution des conflits est considéré comme alternatif au regard du système de décision auquel il est fait référence de manière conventionnelle, c'est-à-dire du système judiciaire. Tout processus tendant permettre à des parties en conflits de rechercher et de prendre leur propre décision visant à résoudre le conflit sera considéré comme alternatif, considérant qu'une décision judiciaire imposerait une décision. De même, dans une relation contentieuse avec une administration, la pratique de la négociation ou de l'intervention d'un tiers évitant le recours à une procédure sera considérée comme alternative.

La discussion porte souvent sur l'usage du qualificatif alternatif. A savoir, un mode alternatif devrait présenter deux possibilités. Or, dans cet usage alternatif tend à signifier une autre possibilité relativement à celle des rapports de force, sans offrir deux voies possibles.

---

[761] Les Modes Alternatifs de Résolution des Conflits (MARC) sont des pratiques placées en regard des systèmes mis en place par les états et les gouvernements (recours contentieux, système judiciaire) impliquant un règlement à la fois juridique et judiciaire d'un différend. En anglais, il s'agit des ADR, soit Alternative Dispute Résolution. Ces modes ont fait l'objet d'un livre vert au sein de la commission européenne qui souhaite promouvoir ces nouveaux modes de résolution des conflits.

[762] Cf. Livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, /* COM/2002/0196 final */ : http://eur-lex.europa.eu/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexplus!prod!DocNumber&lg=fr&type_doc=COMfinal&an_doc=2002&nu_doc=196

[763] La médiation depuis une décennie occupe une place de choix dans l'espace communautaire. A cet effet on assiste à de nombre de médiations faites par des Chefs d'Etats sous l'Egide de la CEDEAO. C'est le cas notamment de la médiation du Président Blaise Compaoré dans la résolution de la crise Ivoirienne.

L'arbitrage en matière contentieuse [764]consiste à faire un appel à un tiers en dehors du système judiciaire. Ce tiers - qui peut être un collège de personnes missionnées par les parties - est chargé par les protagonistes d'instruire l'affaire, d'écouter les parties et de prendre une décision. Il se distingue de :

La conciliation [765]qui consiste dans le recours à un tiers, ayant le plus généralement le statut de conciliateur de justice, dans le cadre d'une procédure judiciaire (conciliation dite déléguée) ou en dehors d'une procédure judiciaire (conciliation dite extrajudiciaire, autonome ou conventionnelle), le rôle du conciliateur étant d'écouter les parties et de leur faire une proposition de règlement du différend.

La médiation [766]considérée comme une méthode en dehors des influences juridiques, morales et culturelles qui a pour objectif de permettre aux parties, accompagnées dans leur réflexion par le médiateur, de trouver la solution la plus satisfaisante possible pour elle - non pour le tiers médiateur.

La négociation qui consiste dans la recherche d'un accord. Il existe plusieurs types de négociation. Le principe premier d'une négociation s'inscrit dans les rapports de force. Il s'agit de faire passer habilement ses idées en fondant l'intérêt de l'autre sur l'ambition ou l'espoir[767]. D'autres principes de négociation sont développés actuellement, mais avec peu de succès : sans-perdant ou gagnant-gagnant et la négociation contributive. Cette dernière élevant l'ambition de la recherche d'abord dans le respect de la réussite de l'autre dans et avec l'accord.

Le « med-arb »[768] qui est une approche mixée de la médiation et de l'arbitrage. En cas d'échec de la médiation - et plus vraisemblablement le médiateur ayant atteint ses limites de compétence - le médiateur se transformerait en arbitre. Le « med-arb » est vendu comme une prestation optimisée et permettant d'augmenter les chances que les parties aboutissent à un accord.

---

[764] N'GOUIN CLAIH (L.M.), « *L'exécution des sentences arbitrales et les voies de recours », Etudes offertes au Professeur ISSA-SAYEGH (J.), AIDD 2006, p. 24 ; ANCEL (J.P.), « L'arbitrage et la coopération du juge étatique », Penant n° 833, mai 2000, p. 170*

[765] *Ibidem*

[766] N'GOUIN CLAIH (L.M.), *« L'exécution des sentences arbitrales et les voies de recours », Etudes offertes au Professeur ISSA-SAYEGH (J.),* AIDD 2006, p. 24 ; ANCEL (J.P.), *« L'arbitrage et la coopération du juge étatique* », *Penant n° 833,* mai 2000, p. 170

[767] ibidem

[768] Sorte de résolution de conflit allant de la conciliation au règlement définitif du litige par une décision arbitrale.

Pour les populations de l'espace UEMOA, l'arbitrage présente des avantages certains. Il leur offre une voie de règlement des conflits proche des méthodes traditionnelles de conciliation (l'arbre à palabres) et la possibilité de se faire mieux entendre, directement et contradictoirement par le « juge » choisi par les parties. Les avantages de l'arbitrage[769] sont :

- La souplesse dans la définition du litige, le choix des arbitres, le droit applicable ;
- Le contrôle des parties sur le déroulement du procès (publicité ou non des débats et des documents de la procédure écrite);
- La simplicité et la rapidité.

La procédure s'est perfectionnée et institutionnalisée. On la retrouve souvent dans les conventions multilatérales générales. En principe, le règlement arbitral des litiges se fait sur la base du respect du droit[770], mais il existe dans la pratique une certaine gradation dans les pouvoirs reconnus aux arbitres. Indication de règles de référence : renvoi par le compromis aux règles générales du droit international ou énumération de règles précises[771]. Situation en l'absence de règles de droit : application de corollaires de principes généraux ou raisonnement par analogie[772]. L'arbitre, amiable compositeur : surtout s'il s'agit d'un différend politique, les parties peuvent autoriser l'arbitre à statuer «en droit et en équité» ou « exæquo et Bono».[773] L'arbitre chargé d'établir un règlement pour l'avenir : surtout dans les matières techniques[774].

Concernant sa nature, la sentence arbitrale a :

- Un caractère obligatoire de la sentence arbitrale : elle doit être exécutée de bonne foi par les parties. C'est un trait caractéristique de la procédure d'arbitrage (commissions prévues par les traités de paix de 1947 faussement qualifiées de commissions de conciliation).

---

[769] D'origine ancienne (cités grecques), l'arbitrage s'est développé au Moyen Âge (rôle du pape) et après une éclipse, lors de l'affirmation de la souveraineté des États modernes, il a connu un regain d'audience au lendemain du traité Jay (1794) entre les États-Unis et la Grande-Bretagne

[770] Cf. Convention de La Haye, art. 37

[771] UMAR R., MARCIAL R. C., *Les relations entre la culture et la violence, BROCHEE, SL, 2005 idem Voir les trois règles de Washington dans l'affaire de l'Alabama, 1872*

[772] Arbitrage de la Fonderie de Trail, 1941

[773] Dans un arbitrage international, le tribunal saisi d'un litige peut être aussi amené à statuer *ex aequo et bono* c'est-à-dire en amiable compositeur ou en équité. En droit OHADA, les dispositions de l'AU.A qui confèrent au tribunal arbitral le pouvoir de statuer en amiable compositeur, relèvent de l'al. 2 de l'art. 14 selon lequel, les arbitres *"peuvent [...] statuer en amiable compositeur lorsque les parties leur ont conféré ce pouvoir"*. La formulation en droit suisse de l'arbitrage international, de la possibilité qui est offerte au tribunal arbitral de statuer *ex aequo et bono* est à peu près identique. Selon l'al. 2 de l'art. 187 *"les parties peuvent autoriser le tribunal arbitral à statuer en équité"*.

[774] Cf. Aff. des pêcheries de phoques dans ta mer de Behring, 189 : - arbitrage quasi législatif envisagé par la Convention de Genève de 1958 sur k. pêche

- Un effet relatif aux parties d'une sentence arbitrale, mais avec une valeur de précédent pour la formation éventuelle d'une coutume. La contestation de la sentence arbitrale est possible. Cependant, si les recours en interprétation ou en rectification d'erreur matérielle[775] (découverte d'un fait nouveau) ne soulèvent pas de problèmes, il n'en est pas de même en cas de vice de la sentence arbitrale (ex. Excès de pouvoir ou vice grave de procédure), en l'absence de règles générales en la matière[776].

Section II : La prise en compte des droits sociaux et culturels, constat explicite de la diversité socio culturelle au sein de l'UEMOA.

A l'heure où les instruments normatifs relatifs aux droits de l'homme se sont multipliés, un nouveau texte relatif aux droits culturels est opportunément intervenu. Il s'agit de la Déclaration dite de Fribourg (Suisse[777]), adoptée en mai 2007 par l'UNESCO.

En effet, face à la permanence des violations, au fait que les guerres actuelles et potentielles trouvent en grande partie leurs germes dans les violations de droits culturels, que nombre de stratégies de développement se sont révélées inadéquates par ignorance de ces mêmes droits, un constat s'est imposé : l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme pâtissent toujours de la marginalisation des droits culturels.

Le récent développement de la protection de la diversité culturelle ne peut être compris, sous peine de relativisme, sans un ancrage dans l'ensemble indivisible et interdépendant des droits de l'homme, plus spécifiquement sans une clarification de l'importance des droits culturels. Droits culturels et droits sociaux sont, dans cette interdépendance, des facteurs de paix et de développement et des moteurs pour l'intégration au sein de l'UEMOA.

---

[775] Ex. : Aff. du plateau continental franco-britannique décision du14 mars 1978.

[776] Ex. Recours de la Guinée-Bissau contre le Sénégal, devant la C1J à propos d'un arbitrage rendu en 1989 : arrêt de rejet en 1991.

[777] La Déclaration de Fribourg sur les droits culturels adpotée le 7 mai 2007 est le fruit d'un travail de 20 ans d'un groupe international d'experts, connu sous le nom de "groupe de Fribourg" crée lors d'un colloque en 1991 sur "Les droits culturels, une catégorie sous-développée de droits de l'homme". En 1998, un projet de déclaration avait été co-édité avec l'UNESCO. La version actuelle se présente comme un texte issu de "la société civile", amélioré grâce au travail de nombreux observateurs de divers continents, réunis dans l'Observatoire de la diversité et des droits culturels, lié à l'Organisation Internationale de la Francophonie et à l'UNESCO. Parrainée par des experts des Nations Unies , des universitaires et de nombreuses ONG , dont la FIDH fait partie, la déclaration catalyse un important mouvement pour promouvoir - analyser et faire connaître - la protection des droits culturels au sein du système des droits de l'homme.

Paragraphe 1 : La protection judiciaire des droits sociaux et culturels, socle de paix et de développement.

La Déclaration de Fribourg rassemble et explicite les droits qui sont déjà reconnus, mais de façon dispersée dans de nombreux instruments. Une clarification étant nécessaire pour démontrer l'importance cruciale de ces droits culturels ainsi que des dimensions culturelles des autres droits de l'homme. Elle stipule notamment que :

- les droits de l'homme sont universels, indivisibles et interdépendants, et que les droits culturels sont à l'égal des autres droits de l'homme une expression et une exigence de la dignité humaine;[778]

- les violations des droits culturels provoquent des tensions et conflits identitaires qui sont une des causes principales de la violence, des guerres et du terrorisme ;

- la diversité culturelle ne peut être véritablement protégée sans une mise en œuvre effective des droits culturels ;

- le respect de la diversité et des droits culturels est un facteur déterminant pour la légitimité et la cohérence du développement durable fondé sur l'indivisibilité des droits de l'homme;[779]

- les droits culturels ont été revendiqués principalement dans le contexte des droits des minorités et des peuples autochtones et qu'il est essentiel de les garantir de façon universelle et notamment pour les plus démunis[780] ;

- une clarification[781] de la place des droits culturels au sein du système des droits de l'homme, ainsi qu'une meilleure compréhension de leur nature et des conséquences de leurs violations, sont le meilleur moyen d'empêcher qu'ils soient utilisés en faveur d'un relativisme culturel, ou qu'ils soient prétextes à dresser des communautés, ou des peuples, les uns contre les autres[782];. Estimant que les droits culturels, tels qu'énoncés dans la présente Déclaration, sont actuellement reconnus de façon dispersée dans un grand nombre d'instruments relatifs aux droits de l'homme, et qu'il importe de les rassembler pour en assurer la visibilité et la cohérence et en favoriser l'effectivité;

[778] Cf. Les droits culturels, Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948Fribourg, page 3

[779] Les droits culturels, Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948Fribourg, page 3

[780] *Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966*

[781] ibidem

[782]UMAR R., MARCIAL R. C., *Les relations entre la culture et la violence, BROCHEE, SL, 2005 opcit*

- Les droits énoncés dans la Déclaration sont essentiels à la dignité humaine[783]; à ce titre ils font partie intégrante des droits de l'homme et doivent être interprétés selon les principes d'universalité, d'indivisibilité et d'interdépendance. En conséquence :

    - ces droits sont garantis sans discrimination fondée notamment sur la couleur, le sexe, l'âge, la langue, la religion, la conviction, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, l'origine ou la condition sociale, la naissance ou toute autre situation à partir de laquelle la personne compose son identité culturelle;nul ne doit souffrir ou être discriminé en aucune façon du fait qu'il exerce, ou n'exerce pas, les droits énoncés dans la présente Déclaration;nul ne peut invoquer ces droits pour porter atteinte à un autre droit reconnu dans la Déclaration universelle ou dans les autres instruments relatifs aux droits de l'homme;l'exercice de ces droits ne peut subir d'autres limitations que celles prévues dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme; aucune disposition de la présente Déclaration ne peut porter atteinte aux droits plus favorables accordés en vertu de la législation et de la pratique d'un Etat ou du droit international;

    - la mise en œuvre effective d'un droit de l'homme[784] implique la prise en compte de son adéquation culturelle, dans le cadre des principes fondamentaux ci-dessus énumérés.

La Déclaration de Fribourg définit les notions clés[785]. Ainsi :

- le terme "culture" recouvre les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement;

- l'expression "identité culturelle" est comprise comme l'ensemble des références culturelles par lequel une personne, seule ou en commun, se définit, se constitue, communique et entend être reconnue dans sa dignité;

- par "communauté culturelle", on entend un groupe de personnes qui partagent des références constitutives d'une identité culturelle commune, qu'elles entendent préserver et développer.

---

[783] Les droits culturels, Déclaration de Fribourg, page 4

[784] C. MONTESQIEU de l'esprit des lois, 1748, livre X1, chapitre 6, PARIS, NATHAM, 1999, pages 104

CR, D. BREILLART, Libertés publiques et droits de la personne humaine, PARIS, GUALIMO, Ed 2003, pages 77-82

J. RIVERRO, Les libertés publiques, PARIS, PUF, 1978, P. 52;

D. LOCHAK, les droits de l'homme, PARIS, La découverte, 2005, page 17.

J. MOUNGHAM, les droits de l'homme, PARIS, PUF, 2003, page 24;

R. SAYEGH, l'évolution millénaire des droits hummains, une approche de 5000 ans, LAUVIN. La merve 2000, page 63

[785] Art. 2 de la déclaration de Fribourg, p.5

La Déclaration de Fribourg dispose également que :

- Toute personne, aussi bien seule qu'en commun, a le droit :

    - de choisir et de voir respecter son identité culturelle dans la diversité de ses modes d'expression[786]; ce droit s'exerce dans la connexion notamment des libertés de pensée, de conscience, de religion, d'opinion et d'expression;

    - de connaître et de voir respecter sa propre culture ainsi que les cultures qui, dans leurs diversités, constituent le patrimoine commun de l'humanité; cela implique notamment le droit à la connaissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, valeurs essentielles de ce patrimoine;

    - d'accéder, notamment par l'exercice des droits à l'éducation et à l'information, aux patrimoines culturels qui constituent des expressions des différentes cultures ainsi que des ressources pour les générations présentes et futures.

- Toute personne a la liberté de choisir de se référer ou non à une ou plusieurs communautés culturelles, sans considération de frontières[787], et de modifier ce choix. Nul ne peut se voir imposer la mention d'une référence ou être assimilé à une communauté culturelle contre son gré.

- Toute personne, aussi bien seule qu'en commun, a le droit d'accéder et de participer librement, sans considération de frontières, à la vie culturelle à travers les activités de son choix[788].

Ce droit comprend notamment :

• la liberté de s'exprimer, en public ou en privé dans la, ou les, langues de son choix;

• la liberté d'exercer, en accord avec les droits reconnus dans la présente Déclaration, ses propres pratiques culturelles et de poursuivre un mode de vie associé à la valorisation de ses ressources culturelles[789], notamment dans le domaine de l'utilisation, de la production et de la diffusion de biens et de services;

---

[786] Cf. art. 3 a. dela Déclaration de Fribourg, page 5

[787] Cf. art. 3 b. Déclaration de Fribourg, page 6

[788] Article 5 (accès et participation à la vie culturelle) dela Déclaration de Fribourg, page 6

[789] ibidem

• la liberté de développer et de partager des connaissances, des expressions culturelles, de conduire des recherches et de participer aux différentes formes de création ainsi qu'à leurs bienfaits;
• le droit à la protection des intérêts moraux et matériels liés aux œuvres qui sont le fruit de son activité culturelle.

- Dans le cadre général du droit à l'éducation[790], toute personne, seule ou en commun, a droit, tout au long de son existence, à une éducation et à une formation qui, en répondant à ses besoins éducatifs fondamentaux, contribuent au libre et plein développement de son identité culturelle dans le respect des droits d'autrui et de la diversité culturelle; ce droit comprend en particulier :

- la connaissance et l'apprentissage des droits de l'homme;
- la liberté de donner et recevoir un enseignement de et dans sa langue et d'autres langues, de même qu'un savoir relatif à sa culture et aux autres cultures;
- la liberté des parents de faire assurer l'éducation morale et religieuse de leurs enfants conformément à leurs propres convictions et dans le respect de la liberté de pensée, conscience et religion reconnue à l'enfant selon ses capacités;
- la liberté de créer[791], de diriger et d'accéder à des institutions éducatives autres que celles des pouvoirs publics, à condition que les normes et principes internationaux reconnus en matière d'éducation soient respectés et que ces institutions soient conformes aux règles minimales prescrites par l'Etat.

- Dans le cadre général du droit à la liberté d'expression[792], y compris artistique, des libertés d'opinion et d'information, et du respect de la diversité culturelle, toute personne, seule ou en commun, a droit à une information libre et pluraliste qui contribue au plein développement de son identité culturelle; ce droit, qui s'exerce sans considération de frontières, comprend notamment :

•la liberté de rechercher, recevoir et transmettre les informations;

• le droit de participer à une information pluraliste, dans la ou les langues de son choix, de contribuer à sa production ou à sa diffusion au travers de toutes les technologies de l'information et de la communication;

• le droit de répondre aux informations erronées sur les cultures, dans le respect des droits énoncés dans la présente Déclaration.

[790] Cf. Article 6 (éducation et formation) de la Déclaration
[791] Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948
[792] Article 7 (communication et information) de la Déclaration

- En ce qui concerne la coopération culturelle[793] : Toute personne, seule ou en commun, a droit de participer selon des procédures démocratiques :

    - au développement culturel des communautés dont elle est membre;
    - à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des décisions qui la concernent et qui ont un impact sur l'exercice de ses droits culturels;
    - au développement de la coopération culturelle à ses différents niveaux.

- Sur le plan des principes de gouvernance démocratique [794]: Le respect, la protection et la mise en œuvre des droits énoncés dans la présente Déclaration impliquent des obligations pour toute personne et toute collectivité ; les acteurs culturels des trois secteurs, public, privé ou civil, ont notamment la responsabilité dans le cadre d'une gouvernance démocratique d'interagir et au besoin de prendre des initiatives pour :

    - veiller au respect des droits culturels, et développer des modes de concertation et de participation afin d'en assurer la réalisation, en particulier pour les personnes les plus défavorisées en raison de leur situation sociale ou de leur appartenance à une minorité;
    - assurer notamment l'exercice interactif du droit à une information adéquate de façon à ce que les droits culturels puissent être pris en compte par tous les acteurs dans la vie sociale, économique et politique;
    - former leurs personnels et sensibiliser leurs publics à la compréhension et au respect de l'ensemble des droits de l'homme et notamment des droits culturels;
    - identifier et prendre en compte la dimension culturelle de tous les droits de l'homme, afin d'enrichir l'universalité par la diversité et de favoriser l'appropriation de ces droits par toute personne, seule ou en commun.

- Dans le domaine de l'économie[795] :

Les acteurs publics, privés et civils doivent, dans le cadre de leurs compétences et responsabilités spécifiques :

- veiller à ce que les biens et services culturels, porteurs de valeur, d'identité et de sens, ainsi que tous les autres biens dans la mesure où ils ont une influence significative sur les modes de vie et autres expressions culturelles, soient conçus, produits et utilisés de façon à ne pas porter atteinte aux droits énoncés dans la présente Déclaration;

[793] Cf. Article 8 (coopération culturelle)

[794] Cf. Article 9 (principes de gouvernance démocratique)

[795] Cf. Article 10 (insertion dans l'économie)

- considérer que la compatibilité culturelle des biens et services est souvent déterminante pour les personnes en situation défavorisée du fait de leur pauvreté, de leur isolement ou de leur appartenance à un groupe discriminé.

- En ce qui concerne la responsabilité des acteurs publics et des organisations internationales:

Les Etats et les divers acteurs publics doivent, dans le cadre de leurs compétences et responsabilités spécifiques :

- intégrer dans leurs législations et leurs pratiques nationales les droits reconnus dans la Déclaration[796];
- respecter, protéger et réaliser les droits énoncés dans la Déclaration dans des conditions d'égalité, et consacrer au maximum leurs ressources disponibles en vue d'en assurer le plein exercice;
- assurer à toute personne, seule ou en commun, invoquant la violation de droits culturels l'accès à des recours effectifs, notamment juridictionneljuridictionnel ;
- renforcer les moyens de la coopération internationale nécessaires à cette mise en œuvre et notamment intensifier leur interaction au sein des organisations internationales compétentes. Les organisations internationales doivent, dans le cadre de leurs compétences et responsabilités spécifiques :

- assurer dans l'ensemble de leurs activités la prise en compte systématique des droits culturels et de la dimension culturelle des autres droits de l'homme;
- veiller à leur insertion cohérente et progressive dans tous les instruments pertinents et leurs mécanismes de contrôle;

- contribuer au développement de mécanismes communs d'évaluation et de contrôle transparents et effectifs[797]. Contrairement à l'Acte unique européen, et faisant fi de la Déclaration de Fribourg, le Traité de l'UEMOA a complètement ignoré la question sociale. Dans le domaine culturel, c'est seulement en 2010, qu'elle a songé à élaborer un document de politique culturel.

[796] Cf.Article 11 (responsabilité des acteurs publics)

[797] Cf. Article 12 (responsabilité des Organisations internationales)

Pourtant, la Charte Africaine est le fruit d'un processus politique en quête d'un équilibre entre des droits marqués tant par la tradition que par la modernité, juxtaposition qui en fait toute l'originalité[798]. Ainsi, mentionne-t-elle dès son Préambule l'impératif d'éradication de toutes formes de colonialisme, en tenant compte d'instruments internationaux tels que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948), tout en soulignant invariablement les vertus des traditions historiques et les valeurs de la civilisation africaine, référence susceptible de faire obstacle à une protection effective des droits de l'homme en Afrique.[799]

Incontestablement, la prise en compte des cultures et traditions dans un système marqué par la coexistence de normes étatiques et d'une pluralité de coutumes[800] est indispensable pour une protection effective des droits de l'homme en Afrique. En effet, non seulement les droits de l'homme ont-ils toujours « une dimension qui se mesure par l'histoire, la civilisation et les aspirations du peuple concerné », mais aussi « on ne peut pas isoler une institution protectrice des droits de l'homme de l'ensemble idéologique qui lui sert de soubassement ».[801]

Néanmoins, la référence aux valeurs et traditions africaines semble ici s'apparenter à un processus de « décolonisation culturelle », une revendication énergique d'une identité bafouée par des puissances colonisatrices qui, ayant affirmé d'une part leur rôle pionnier en matière de respect des droits de l'homme, les bafouaient systématiquement dans leurs colonies.

---

[798] Tenant compte du contenu matériel de la Charte, sa caractéristique la plus frappante est qu'elle incorpore, dans un seul document, deux catégories différentes de droits individuels. C'est une démarcation substantielle par rapport aux systèmes Européen et Américain qui ont institué, chacun, deux instruments distincts pour les deux catégories des droits de l'homme, à savoir les droits civils et politiques d'une part et les droits économiques, sociaux et culturels de l'autre.
Ensuite, le fait que la Charte africaine consacre également les droits de solidarité ou les droits de la troisième génération constitue une deuxième originalité. Elle est, sans détours, le premier instrument international à valeur juridique obligatoire à prévoir de tels droits et à désigner le peuple comme leur unique titulaire.
En substance, la Charte africaine consacre le droit des peuples à leur développement économique, social et culturel (article 22), les droits des peuples à la jouissance égale du patrimoine commun de l'humanité (article 22), les droits des peuples à la paix et à la sécurité internationale (article 23) et les droits des peuples à un environnement satisfaisant et global, propice à leur développement (article 24).
Plus encore, la troisième originalité de la charte africaine est sa consécration des devoirs de l'individu. Plusieurs autres instruments juridiques internationaux consacrent le concept de devoirs de l'individu. A cet égard, nous trouvons la déclaration Américaine des droits et devoirs de l'homme du 02 mai 1948 et la Déclaration universelle de Droits de l'homme du 10 décembre 1948.

[799] Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948

[800] La coexistence des systèmes juridiques traduit une situation de pluralisme d'une grande complexité qui interroge la légitimité des modèles juridiques importés. Elle donne naissance à des phénomènes d'inter-normativité dynamique dans lesquelles les systèmes juridiques ne sont pas figés et se transforment continuellement du fait des évolutions des pratiques des acteurs, des besoins sociaux et des valeurs sociales. Les pratiques concrètes des acteurs, par hybridation, créent des ponts entre les ordres juridiques ou procèdent à des « mixages normatifs» qui rendent caduques les démarches opposant tradition et modernité dans le domaine du droit. Les rapports entre les juridicités en présence ne répondent pas à la dichotomie souvent alléguée entre des coutumes prétendument idéales et un système étatique diabolique ni, inversement, entre des coutumes rétrogrades, obstacles à l'unité nationale, au développement et à la modernité et un système étatique centralisateur, civilisateur et uniformisateur. Bien au contraire, les coutumes ne sont pas figées et se révèlent être des phénomènes vivants qui naissent sous le coup d'un rapport de force, d'un besoin social qui évolue. En même temps, le système juridique étatique ne se résume pas en des normes figées; il évolue par voie d'application ou d'interprétation adaptative selon des époques ou des contextes particuliers. La régulation juridique devient source d'insécurité lorsqu'elle n'est pas en mesure de saisir ces situations de pluralisme. Voir Synthèse préparatoire de « Atelier : Tirer le meilleur de la tradition et de la modernité » sur : http://jaga.afrique-gouvernance.net/fr/jagaatelier/jagaatelier-3_syn.html

[801] Kéba M'BAYE, Document d'information, p.28

La Charte révèle ainsi une volonté de rompre, dans un contexte postcolonial, avec un passé de domination qui introduit dans un système marqué par le pluralisme culturel un pluralisme hégémonique. [802] Un conflit semble alors s'élever entre, d'une part, une conception universaliste des droits de l'homme, avec l'impératif d'éviter l'écueil de l'universalisme ethno-centré (ou ethnocentrisme) et, d'autre part, une conception « multiculturalisme » qui autoriserait les Etats à définir leurs droits de l'homme selon leurs critères, avec l'impératif d'éviter l'écueil du culturalisme obtus (ou ethnicisme) et la prolifération d'idéologies défendant les droits et les modèles culturels de certaines minorités, simplement parce qu'elles se réfèrent à des traditions ancestrales, alors même qu'elles feraient obstacle à une protection effective des droits de l'homme[803].

Alors que la Charte Africaine[804] paraissait être l'occasion idéale d'effectuer un tri entre les apports positifs de chaque système, enjeu nécessitant un dialogue mesuré prenant en compte la dimension culturelle, et notamment le caractère communautaire de la culture africaine (I) ; la consécration d'un devoir de préservation et de renforcement de ces valeurs et traditions (article 29) vient remettre en cause l'universalité des droits de l'homme, tel que l'élément culturel semble avoir été le prétexte des dirigeants pour poser des limitations aux droits de l'homme, en criant à l'ingérence et à l'impérialisme culturel ou soft power[805] pour justifier le rejet des régimes universels de protection, et justifier des systèmes beaucoup moins protecteurs des droits individuels (II).

I. La prise en compte des valeurs et traditions : élément nécessaire à la protection effective des Droits de l'Homme en Afrique.

L'étude de l'impact du communautarisme inhérent aux sociétés et cultures africaines permet de mettre en valeur le pluralisme culturel qui doit, dans le cadre de la protection des Droits de l'Homme en Afrique, mener à un pluralisme dialogique (A), et non à un dialogue de rupture (B).

---

[802] Voir Fanny CALLEDE, Valeurs, Traditions et Droits de l'Homme en Afrique, Université Paris II, 2010

[803] ibidem

[804] Sidiki Kaba *« L'avenir des droits de l'homme en Afrique à l'aube du XXIè siècle »*, Éditeur Panafrican Systèmes, 1996
Benoît Saaliu Ngom *« Les droits de l'homme et l'Afrique »*, Éditeur Silex, 1984
Herménégilde-Richard Gueret-Gbagba *« Les droits de l'homme dans la prévention et la résolution des conflits en Afrique Subsaharienne »,* Éditeur Atelier national de reproduction des thèses, 2006
Jean Didier Boukongou Éditeur *« Protection des droits de l'homme en Afrique: manuel des formateurs Collection Apprendre »*, Presses de l'UCAC, 2007
Donald K. Anton, Dinah L. Shelton "*Environmental Protection and Human Rights*", Éditeur Cambridge University Press, 2011
Charles Ntampaka *« Introduction aux systèmes juridiques africains »*, Éditeur Presses universitaires de Namur, 2005

[805] Littéralement le soft power est le pouvoir doux. Il s'agit d'un ensemble d'activités qui contribuent, de façon voilée, à l'emprise des Etats-Unis sur le monde. Les médias et surtout les objets culturels de l'empire américain (cinéma, chaînes de télévision, presse, mode vestimentaires…) sont des vecteurs de l'idéologie américaine à l'échelle mondiale. Ils exercent un impact psychologique assez contraignant sur les modes de consommation et la pensée des individus. L'influence douce se diffuse en se dissimulant. A travers elle, c'est la vision américaine du monde qui se propage, facilitant ainsi la soumission des peuples du monde.

A. Du pluralisme culturel au pluralisme dialogique : l'apport du communautarisme

En Afrique, la communauté est un sujet privilégié de droit[806], quelle que soit sa forme (clan, ethnie, tribu, etc.). La famille étendue, placée sous l'autorité d'un patriarche, est la cellule de base ainsi, l'homme africain est-il indissociable de son peuple, entité qui, bien que non définie dans la Charte, apparaît comme sujet de droits et « d'aspirations légitimes », le respect desquels étant nécessaire à la garantie des droits de l'homme. A l'époque de l'Afrique précoloniale, ce sentiment communautaire, assimilé à un certain mysticisme lié au respect dû aux ancêtres, était vecteur d'une protection des hommes africains assurée par la tribu, le clan, la famille dans son sens élargi.

La Charte du Manden [807]en témoigne, rappelant l'importance de protéger les femmes en leur qualité de mères et donc essentielles à la survie de la tribu, soulignant l'impératif de l'éducation des enfants qui incombe alors à l'ensemble de la société (la puissance paternelle appartient à tous), et prévenant tout tort causé aux étrangers. La pression sociale quant à elle suffisait à la sanction efficace de ces droits consacrés pour le bien-être de la communauté.

La société traditionnelle africaine était donc réputée pour son hospitalité séculaire [808](droit d'asile vigoureusement protégé), et protectrice des libertés collectives, expliquant certainement l'égale importance accordée aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civils et politiques, les uns et les autres étant indissociables (ce que des Etats comme la France peinent encore à faire aujourd'hui), arguant en faveur d'un universalisme amélioré par l'apport de la diversité puisque trois droits sont consacrés dans cette Charte Africaine qui ne l'étaient pas dans les textes internationaux (le droit d'asile, le droit à un égal accès aux biens et services publics, le droit de propriété). Ainsi, ce concept renforce la solidarité entre les membres de la même communauté et explique l'importance que la Charte Africaine accorde aux droits collectifs, et les dispositions relatives à la solidarité nationale et internationale. Néanmoins, si des libertés telles d'expression ou de religion étaient consacrées, elles l'étaient dans la limite du respect de la cohésion du groupe et du respect dû aux ancêtres.

En conséquence, le communautarisme exacerbé fait obstacle à la protection effective de libertés fondamentales individuellement appréhendées.

---

[806] Comme le souligne le juge Kéba Mbaye : « En Afrique, la communauté est un sujet privilégié de droit, quelle que soit sa forme (clan, ethnie, tribu, etc.). Ce concept renforce la solidarité entre les membres de la même communauté. La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples reflète cette solidarité. Ceci explique l'importance qu'elle accorde aux droits collectifs et d'une manière générale justifie ses dispositions relatives à la solidarité nationale et internationale. » (K. Mbaye, « Le concept africain des droits de l'homme », Bulletin africain des droits de l'homme, vol. 3 (6), p. 3).

[807] La Charte du Manden (ou Mandé, Manden est la transcription officielle du pays mandingue), ou Manden Kalikan en langue malinké se présente comme conçue par la confrérie des chasseurs du Mandé (au sud de Bamako). Cette déclaration a été transmise par voie orale. Il n'en existerait pas de trace écrite. Celle-ci aurait été solennellement proclamée le jour de l'intronisation de Soundiata Keïta comme empereur du Mali à la fin de l'année 1222. La Charte qui est décrite ci-dessous provient des travaux de Wa Kamissoko, menés dans les années 1970.

[808] Charte Africaine, Articles 12, 13, 14 ; Préambule §7

B. Du pluralisme dialogique au dialogue de rupture : l'obstacle du communautarisme[809]

Conséquence du communautarisme, l'individu, auquel la dimension abstraite base des droits de l'homme n'est pas reconnue, a des devoirs envers la société et la famille qui en est l'élément de base[810], qui se traduisent par une série de limitations à ses droits fondamentaux. Ainsi, au nom des valeurs de civilisation africaine et conformément au devoir général de solidarité nationale de l'article 29(4) de la Charte, un individu pourrait être contraint d'appartenir à une association, restreignant sa liberté protégée à l'article 10 de la Charte, ou interdit d'exercer son droit de grève.

La famille quant à elle, qui est présentée comme la « gardienne de la morale et des valeurs traditionnelles reconnues par la Communauté », se transforme en carcan pour l'individu qui a le devoir d'en préserver le « développement harmonieux » et la « protection »[811]. Dans ce contexte de communautarisme exacerbé, il est difficile d'envisager une lutte efficace contre des pratiques néfastes assimilées à des rites de passage sans lesquels l'individu ne pourra être socialement reconnu par sa Communauté (excision, scarifications : conflit entre les notions d'intégrité physique et d'intégrité morale (article 4)).

Au nom de ce communautarisme traditionnel, les droits de la personne dans le groupe sont mis en avant, et ceux de l'individu abstrait en retrait (droit à la vie privée, droit à la vie, liberté d'opinion etc.), et encadrés par des devoirs individuels puisqu'en Afrique, les droits et les devoirs sont perçus comme étant « deux facettes de la même réalité voire deux réalités inséparables ». Cette acception du culturalisme au regard de la protection des Droits de l'Homme en Afrique ne fait que mettre en exergue comment les dirigeants africains ont tout fait pour reprendre d'une main ce qu'ils avaient donné de l'autre.

II. La référence aux valeurs et traditions africaines : prétexte à une protection amoindrie des Droits de l'Homme en Afrique

De nombreuses dispositions au sein de la Charte viennent justifier des limitations aux droits énoncés, renvoyant à des notions larges et subjectives telles la « moralité publique» ou les « valeurs culturelles africaines positives », sans être définies de manière satisfaisante (A). En conséquence, tout l'enjeu relatif à la protection des droits de l'homme semble dépendre de l'interprétation qui sera faite de ces dispositions par les autorités compétentes, appréciable à l'aune de l'évolution du droit positif africain (B).

---

[809] Nous utilisons communautarisme, ici, pour désigner tout mouvement de revendication sociale et politique qui, dans un contexte très inégalitaire, mobilise des identités communautaires (surtout religieuses, ethniques ou régionales, éventuellement claniques) dans des rivalités ou des luttes ouvertes pour le pouvoir et pour l'accès aux ressources.

[810] Cf. article 18(1) de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

[811] Cf. article 29(1) et (2) de la Charte

C. La référence aux valeurs culturelles africaines positives et autres notions clés.

Il s'agit là d'une mesure de mise en œuvre de la Charte culturelle africaine du 5 juillet 1976[812], qui visait à développer dans le patrimoine culturel africain toutes les valeurs dynamiques (article 1(h)). L'article 29(7) de la Charte prévoit le devoir de « veiller […] à la préservation et au renforcement des valeurs culturelles africaines positives », tandis que l'article 61, clause générale d'interprétation des droits consacrés, renvoie aux « pratiques africaines conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme et des peuples ».[813]

A priori, toute l'ambiguïté de la Charte semble levée : le tri a été effectué, seules les valeurs « positives », et les pratiques conformes aux droits de l'homme internationalement protégés seront garanties. A contrario, l'absence complète de définition de notions clés (« valeurs culturelles africaines positives », « santé morale »), et les références distinctes de l'article 61 aux « coutumes généralement acceptées comme étant le droit », ainsi qu'aux « principes généraux de droit reconnus par les nations africaines[814] », », ne permettent, par une interprétation large, d'accepter tout et n'importe quoi au nom des valeurs et traditions, au détriment des droits de l'homme, selon une hiérarchie bien établie.

Qu'en est-il des pratiques telles l'excision et l'infibulation, portant atteinte à l'intégrité physique de la femme (article 4 : respect de l'intégrité physique), de l'obstacle ethnique et coutumier en matière d'accès à l'emploi (article 15 : accès à l'emploi), du rejet coutumier des actions en justice menée par une femme contre son mari (article 7 : accès à un tribunal), de l'influence des autorités religieuses et coutumières sur les tribunaux, du procès équitable en matière d'homosexualité, ou de la subsistance de tribunaux traditionnels dans certaines régions d'Afrique (article 7 : tribunal indépendant et impartial), de la jouissance du droit à l'éducation hypothéquée par le devoir de promotion de la morale et des valeurs traditionnelles reconnues par la Communauté en matière d'éducation (risque de censure) (articles 17, 25), de la condition des femmes africaines (article 18(3), renvoi aux instruments internationaux) ?

---

[812] L'OUA a adopté le 5 juillet 1976, la charte culturelle de l'organisation. elle s'articule autour des objectifs ci-après :

- Réaffirmer l'identité culturelle des peuples d'Afrique ;
- Libérer les peuples d'Afrique des contraintes socioculturelles qui entravent leur développement ;
- Réhabiliter, sauvegarder, restaurer et promouvoir le patrimoine culturel africain ;
- Garantir à tous le libre accès à la culture et à l'éducation.

Pour la mise en oeuvre de cette charte, un fonds culturel africain a été créé par l'OUA.

[813] Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948

[814] HCDH, Droits de l'homme et applications des lois, NATIONS UNIES, Genève, 1997, p.200

Quand ces pratiques participent non seulement de la tradition des peuples africains et pourraient à ce titre faire l'objet de la protection des articles 20(1)[815], 22[816], 18(2)[817], 17(2)[818], mais relèvent aussi de valeurs et traditions culturelles ? L'excision sera-t-elle interprétée comme élément de l'intégrité physique et morale d'une femme (article 4) expression de sa libre participation à la vie de la Communauté qu'elle a de toutes manières obligation de préserver et renforcer ?

D. L'enjeu de l'interprétation au regard de l'évolution de la protection des Droits de l'Homme en Afrique.

L'individu sera-t-il contraint de porter atteinte à sa propre intégrité physique (circoncision), à sa dignité (polygamie, répudiation), à sa liberté de procréer (avortement, contraception) ; de renoncer à ses préférences sexuelles, à son droit à l'éducation (talibés, écoles coraniques) ou à la justiciabilité de ses droits fondamentaux afin de respecter la valeur supérieure accordée aux droits des peuples dans leur appréhension subjective, et à des coutumes dont la seule légitimité tient à l'ancestralité [819]? L'individu africain a-t-il le devoir de violer ses droits fondamentaux ? Tout dépendra de l'utilisation qui sera faite de la Charte par la Cour africaine des Droits de l'Homme et des peuples nouvellement créée[820].

Il n'est pas interdit d'être optimiste. L'article 29(7) interprété à l'aune de l'article 61 pourrait subordonner les « valeurs culturelles africaines positives » aux droits de l'homme tels que protégés sur la scène internationale, tout en reconnaissant implicitement la réalité de valeurs culturelles néfastes[821].

---

[815] « Tout peuple a droit à l'existence »

[816] « Tous les peuples ont droit à leur développement économique, social, et culturel »

[817] Obligation de l'Etat d'assister la famille dans sa mission de gardienne des valeurs traditionnelles reconnues par sa Communauté

[818] Clause générale d'interprétation par les Etats et de limitation de tous les droits garantis par la Charte au nom de la morale et des valeurs traditionnelles de la Communauté

[819] MBAYE Keba, *Les droits de l'homme en Afrique, PEDONE, 2002, Paris,p.229*

[820] Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948 Adopté le 10 juin 1998 à Ouagadougou par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, le Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples devait être ratifié par quinze Etats pour entrer en vigueur. Ce fut chose faite-après cinq longues années d'atermoiements et de piétinements- depuis le 26 décembre 2003, date à laquelle les Iles Comores ont déposé leur instrument de ratification, à la suite de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, du Burkina Faso, du Burundi, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Lesotho, de la Lybie, du Mali, de l'Ile Maurice, de l'Ouganda, du Rwanda, du Sénégal et du Togo.

[821] *Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966*

De plus, l'interprétation des notions de consentement éclairé, d'ordre public, et de santé publique a permis de condamner les pratiques telles l'excision[822], bien que toujours en cours dans certaines régions. Cet optimisme est encouragé par l'adoption de la Charte des droits et du bien-être de l'enfant[823] dont l'article 21 protège contre les « pratiques négatives, sociales et culturelles » ; du Protocole à la Charte relatif aux droits des femmes africaines (2003), contemporain d'une prise de conscience générale progressive, qui propose l'élimination des pratiques néfastes[824] (article 5), bien que muet au sujet de la polygamie (sujet tabou). Les réserves à ce texte par certains pays et à certains articles sont néanmoins caractéristiques des pratiques coutumières persistantes.

Finalement, cette référence aux valeurs et traditions africaines rappelle l'influence du phénomène culturel en Afrique : par la coutume, des droits de l'homme sont mis en cause, par la coutume, ils doivent être mieux protégés.

Paragraphe 2 : L'impact positif attendu de la prise en compte des droits sociaux et culturels sur le processus d'intégration sous régionale.

Au titre des initiatives prises, en 2010, la Commission a lancé le processus d'élaboration d'un document de politique de développement culturel de l'Union. En attendant l'adoption et la mise en œuvre de cette politique, plusieurs initiatives de renforcement des acteurs culturels ont été lancées, notamment par le soutien à des manifestations culturelles à dimension régionale dans les Etats membres. Force est de souligner l'importance de la garantie et de la protection des droits sociaux et culturels pour l'intégration sous régionale.

---

[822] L'excision du clitoris, qui est une mutilation génitale féminine (MGF), implique l'ablation de la partie externe prépondérante du clitoris (clitoridectomie) (équivalent de l'ablation du gland chez l'homme) et de son capuchon. Elle est parfois accompagnée de l'ablation des petites lèvres et de la suture des grandes lèvres. Cette mutilation est illégale dans la plupart des pays du monde. De nombreuses organisations militent pour son abolition mondiale. L'excision présente plusieurs variantes qui diffèrent par l'étendue de l'ablation et les pratiques annexes.

Géographiquement, la pratique se rencontre dans de nombreuses parties du monde. Elle est la plus courante en Afrique subsaharienne et dans quelques régions du Proche-Orient et de l'Asie du Sud-Est (Indonésie et Malaisie). Dans les pays occidentaux, ces pratiques se retrouvent dans les communautés issues de ces pays. Selon les pays, la proportion de femmes excisées varie de façon importante, allant de 1,4 % au Cameroun à 96 % en Guinée au début des années 2000.

On considère qu'environ 100 à 140 millions de femmes4 ont subi une excision (principalement en Afrique). Environ 2 millions de fillettes sont susceptibles de subir une telle mutilation tous les ans. Selon une étude de l'INED, 50 000 femmes ont subi des mutilations sexuelles et vivent actuellement en France

[823] La charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant a été adoptée lors de la 26e conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine en juillet 1990. Elle est entrée en vigueur le 29 novembre 1999, après avoir reçu la rectification de 15 États, conformément à son article 47.

L'Afrique est le seul continent qui dispose d'un instrument régional pour les droits de l'enfant. La Charte Africaine des Droits et du Bien-Être de l'enfant (CADBE) est un outil important pour faire avancer les droits des enfants. Tout en s'appuyant sur les mêmes principes fondamentaux que la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies, la Charte des Enfants de l'UA met en lumière les questions qui relèvent d'une importance particulière dans le contexte africain.

[824] Ces pratiques étant définies comme étant tout comportement, attitude ou pratique qui affecte négativement les droits fondamentaux des femmes, tels que le droit à la vie, à la santé, à l'éducation, à la dignité et à l'intégrité physique

Les droits culturels devraient occuper la place centrale dans la considération des questions des droits ainsi que dans l'effort vers un ordre mondial plus équitable. Un tel ordre renfermera non seulement une justice distributive, mais aussi une vision inclusive qui prendrait connaissance des nombreuses expressions variées de la culture aussi bien que de la compréhension de l'interdépendance des droits culturels en tandem avec d'autres droits humains. Pourtant les droits culturels sont les moins compris et les moins développés des droits qui ont été garantis par le droit international.[825] Cet apparent paradoxe serait dû à la complexité du domaine ainsi qu'au fait que l'attention n'a été donnée que récemment aux droits économiques, sociaux et culturels (DESC) dans leur ensemble. Une source de la complexité se trouve dans la compréhension de la « culture [826]». Les définitions comprennent :

La connaissance de et le goût pour les beaux-arts, les humanités, et les vastes aspects de la science tels que distingués des compétences professionnelles et des techniques ; Le comportement humain intégré comprend la pensée, la parole, l'action, ainsi que les objets qu'il réalise et dépend de la capacité humaine à apprendre et à communiquer les connaissances aux générations futures ; Les croyances habituelles, les convenances sociales, et les caractéristiques matérielles d'un groupe racial, social ou religieux[827].

Le renforcement de l'unité africaine est un objectif recherché depuis longtemps sans jamais avoir été atteint.

Alors que l'on comprend mieux aujourd'hui la nécessité de l'intégration régionale et les raisons des échecs passés, de nouveaux efforts visent à resserrer les liens économiques et politiques entre les nombreux pays du continent. Ce dossier examine les principales difficultés à surmonter avant de parvenir à l'intégration : développer les échanges commerciaux entre pays africains, construire davantage de routes et d'autres infrastructures, réformer les institutions régionales, accroître la transparence et la participation du public et coordonner plus étroitement les initiatives du secteur privé et du secteur public. Illustrons cela par une hypothèse d'école : Il existe à la périphérie de Porto Novo (Bénin) une route de terre qui ne porte aucun nom. Peu fréquentée dans la journée, elle est parcourue la nuit par de gros camions qui slaloment entre les nids de poule et apportent du pétrole et d'autres marchandises provenant du Nigéria, juste de l'autre côté de la frontière.

---

[825] Références bibliographiquesVoir :
- KI-ZERBO Joseph, *repères pour l'Afrique, Ed. silex/nouvelles du sud, Dakar, 2007 ;*
- KUMAR R., MARCIAl R. C., *les relations entre la culture et la violence, Brochee, sl, 2005,*
- LAGELEE g., MANCERON G.S, *la conquête mondiale des droits de l'homme. Recueil de textes, Unesco, paris, 1998,*
- LAQUEUR Walter, RUBIN BARRY, *anthologie des droits de l'homme, nouveaux horizons, paris, 1989, 594 p.*
- LAPORTE B. *; l'intégration monétaire avant l'intégration commerciale : le cas de l'Afrique de l'ouest. Revue de l'économie de développement, n°3, septembre 1996.*

[826] - KUMAR R., MARCIAl R. C., *les relations entre la culture et la violence, Brochee, sl, 2005 p. 44*

[827] -ZERBO Joseph, *repères pour l'Afrique, Ed. silex/nouvelles du sud, Dakar, 2007 op cit*

Aucun officier des douanes n'inspecte ces produits, qui ne sont pas non plus comptabilisés dans les statistiques officielles des échanges commerciaux du Bénin[828]. Et, pourtant, la vente de ces produits permet de répondre aux besoins des consommateurs et de faire vivre des milliers de petits exploitants répartis dans l'ensemble du pays.

Comme le Bénin, les 53 pays d'Afrique ont tous leur propre drapeau, leur propre constitution, leur propre capitale et leurs propres services de douane. Ils sont séparés par des frontières clairement indiquées sur la carte. Mais, pour beaucoup d'Africains moyens, ces divisions comptent moins que leurs points communs : ils savent qu'ils sont tous africains et qu'ils ont intérêt à renforcer les liens politiques, économiques et humains de part et d'autre des frontières nationales. [829]

Dans leurs discours, pendant les conférences officielles et dans les traités, les dirigeants politiques se montrent depuis longtemps favorables à une plus grande intégration des pays et des régions d'Afrique, bien que peu de résultats aient été obtenus en pratique. Au cours des dernières années, ce concept est devenu plus important, ainsi qu'en témoigne l'inauguration officielle de l'Union africaine en juillet dernier. Face à l'intensification de la concurrence internationale, estime M. K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'intégration régionale africaine doit s'accélérer pour que le continent puisse s'adapter "mieux à la mondialisation".[830]

L'intégration présente de nombreux avantages. L'élargissement des marchés régionaux donne aux producteurs et aux consommateurs africains davantage de possibilités, bien au-delà des marchés parfois restreints de leurs propres pays. Le Président algérien Abdelaziz Bouteflika a évoqué deux "vertus" de l'intégration économique régionale. Elle peut réduire les coûts de la mise en place d'infrastructures essentielles, comme les transports, les communications, l'énergie, les systèmes d'approvisionnement en eau et la recherche scientifique et technologique, qu'un pays ne peut souvent financer à lui seul.

---

[828] LAPORTE B. ; *l'intégration monétaire avant l'intégration commerciale : le cas de l'Afrique de l'ouest. Revue de l'économie de développement, n°3, septembre 1996 p. 123*

[829] C'est qu'à partir des années 1890 les frontières coloniales ont été définitivement adoptées, préjugeant de l'histoire des Etats à venir. Celle-ci débuta précisément par l'imposition de frontières-lignes dont le concept même était ignoré auparavant des peuples ou des fragments de peuples ainsi encerclés et partagés. Ces frontières furent institutionnalisées par la Conférence internationale de Berlin (1884-1885) et minutieusement révisées et corrigées tout au long de la période coloniale. De ces territoires, les Etat modernes sont issus, et les nations correspondantes ont émergé à leur tour : car ces lignes de partage furent reconnues, voire renforcées par les Etats devenus indépendants dans la charte fondatrice de l'OUA en 1963. Voir UNESCO, Des frontières en Afrique du XIIe au XXe siècle, Bamako, 1999, p.44

[830] LAURIE D. R., ELLEN M., Sara M., *Qui a faim ? Et comment pouvons-nous en être informés ? Pénurie, pauvreté et privation, BROCHEE, SL, 2005, 200 p.*

En même temps, l'intégration facilite les investissements à grande échelle en "renforçant l'attrait que présentent nos économies et en réduisant les risques[831]". La volonté d'intégration ne vient pas seulement des dirigeants. A de nombreux niveaux de la société, les Africains s'efforcent de tisser davantage de liens les uns avec les autres. Pour certains, ces relations existent déjà. Pour d'autres, elles restent à forge[832]. En 2000, des groupes de la société civile africaine ont organisé une caravane qui, après être partie du Cap (Afrique du Sud), a sillonné des dizaines de pays du continent. Le but de cette opération était de promouvoir l'unité africaine "d'en bas", d'après M. David GAKUNZI, militant du Burundi qui a participé à l'organisation de cette caravane[833].

Plus récemment, en mai, dans le cadre d'une exposition organisée à Dakar (Sénégal) et réunissant des œuvres de toute l'Afrique, l'un des artistes, Mansour CISSE, a créé un bureau de change. On pouvait y échanger non seulement de véritables devises, comme le franc CFA et l'euro, mais aussi une nouvelle "devise virtuelle" de sa conception, "l'afro". L'idée d'une seule devise africaine peut sembler "insensée" aujourd'hui, estime M. CISSE, mais, un jour, elle deviendra une réalité.

L'intégration régionale du continent a été rêvée par bon nombre de dirigeants africains et a donné lieu à la création en 1963 de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)[834]. Au fil des ans, beaucoup d'autres institutions ont été créées dans différentes régions de l'Afrique. Mais elles n'ont dans l'ensemble guère contribué à accroître le commerce ou les autres échanges entre pays africains. Dans de nombreux cas, c'est avec leurs anciennes puissances coloniales que beaucoup de pays continuent d'entretenir le plus de relations. Le bilan de l'intégration régionale en Afrique est pour l'instant peu réjouissant, et beaucoup d'alliances régionales se caractérisent par des initiatives non coordonnées, des conflits politiques et de faibles échanges commerciaux infrarégionaux. Cependant, les analystes observent que certains des facteurs extérieurs et intérieurs qui ont freiné l'intégration de l'Afrique par le passé se sont quelque peu résorbés ces dernières années, et qu'il y a donc lieu de se montrer prudemment optimiste (voir "Des conditions plus favorables à l'intégration ?").

---

[831] LAPORTE B. ; *l'intégration monétaire avant l'intégration commerciale : le cas de l'Afrique de l'ouest. Revue de l'économie de développement, n°3, septembre 1996 op cit*

[832] LAGELEE g., MANCERON G.S, *la conquête mondiale des droits de l'homme. Recueil de textes, Unesco, paris, 1998 opcit*

[833] Voir Ernest Harsch, *Concrétiser l'intégration africaine : De nouvelles stratégies axées sur la participation du public et des résultats concrets, Afrique Relance, Vol.16 #2-3 (septembre 2002), page 10*

[834] 32 États créèrent l'OUA à Addis-Abeba (Éthiopie) en 1963. Parmi les chefs d'État fondateurs, les avis divergeaient sur sa nature. Les partisans du fédéralisme, menés par le président du Ghana Kwame Nkrumah, s'opposaient aux tenants d'une « Afrique des États » avec à leur tête le président sénégalais Léopold Sédar Senghor. Ces derniers imposèrent leur vision et l'OUA devint un outil de coopération, et non d'intégration, entre les États. Les quartiers généraux de l'OUA, se trouvaient à Addis-Abeba (c'est toujours le cas pour l'actuelle UA). La charte de l'organisation (qui fut rédigée notamment par le président malien Modibo Keïta et le président togolais Sylvanus Olympio quelque temps avant sa mort) fut signée par trente-deux États africains indépendants, en mai 1963. Au moment de sa dissolution, cinquante-trois des cinquante-quatre pays africains étaient membres, le Maroc ayant quitté l'organisation en 1985 à la suite de l'admission du Sahara occidental en 1982.

Les Africains ont également tiré les enseignements de l'échec de leurs initiatives précédentes[835]. Nombre de partisans de l'intégration adoptent donc maintenant une approche moins ambitieuse et plus pratique. A leur avis, l'Afrique doit s'unir non seulement pour renforcer sa présence sur la scène internationale, mais aussi pour répondre aux besoins concrets de sa population. *"Je veux parvenir à l'intégration intra-africaine*", a déclaré M. AMOAKO[836], *"pas pour obtenir une part chimérique du commerce mondial, mais, en premier lieu, parce que notre vie ici s'en trouvera améliorée. Cela permettra aux hommes d'affaires africains de travailler ici. Cela réduira les coûts et améliorera la situation difficile du consommateur africain. Nous devons bâtir pour nous-mêmes. Si nous le faisons, d'autres nous suivront"*.

L'intégration ne peut être obtenue en adoptant seulement des programmes politiques ou en privilégiant exclusivement la situation économique. Les initiatives entreprises récemment témoignent également d'une perspective plus globale[837]. Contrairement à ce qu'il avait été décidé lors des initiatives précédentes, l'intégration ne peut être obtenue en adoptant seulement des programmes politiques ou en privilégiant exclusivement la situation économique[838]. *"Nous ne pouvons jamais séparer les impératifs politiques et économiques",* note M. Adebayo OLUKOSHI, directeur général du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA[839]).

D'après M. Tajudeen Abdul-Raheem, président du Mouvement panafricain, un groupe de la société civile basé en Ouganda, l'intégration politique et l'intégration économique de l'Afrique sont "inextricablement liées" et passent par la démocratisation des organisations régionales africaines, une plus grande circulation des biens et des individus entre pays et des mesures collectives de lutte contre des problèmes transfrontaliers, comme le sida, le travail des enfants et la traite des femmes. Et puisque les pays africains sont si nombreux à être en guerre, affirme l'ancien Secrétaire général de l'OUA, Salim Ahmed Salim, la paix doit figurer au cœur de toute stratégie d'intégration.

---

[835] GUILLOMONT F., GUILLOMONT S. GIRADIN E. *; L'intégration économique : un nouvel enjeu pour la zone Franc ; Revue d'économie de développement n°2, 1993, pp.83-103*

[836] K.Y. AMOAKO, Secrétaire exécutif de la CEA

[837] Commission de l'UEMOA ; L'UEMOA EN 2020, RAPPORT DU PANEL DE HAUT NIVEAU Ouagadougou, Juin 2011

[838] IBRIGA Luc Marius, *l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) une nouvelle approche de l'intégration économique régionale en Afrique de l'Ouest, in Annuaire Africain de Droit international, Janvier* 1999

[839] Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est basé à Dakar (Sénégal). Il a été créé en 1973 comme une organisation de recherche panafricaine indépendante avec un accent mis sur les sciences sociales, au sens large. Il est reconnu non seulement comme l'organisation pionnière de la recherche africaine en sciences sociales, mais aussi comme le principal centre non gouvernemental de production de connaissances en sciences sociales sur le continent.

Face aux obstacles auxquels se heurtent les efforts d'intégration régionale en Afrique, les partisans[840] d'une plus grande unité ont défini plusieurs conditions à satisfaire :

-- faire participer plus activement à tout programme d'intégration les associations de la société civile, les groupements professionnels, les cadres et d'autres secteurs

-- parvenir à un équilibre entre les initiatives économiques du secteur public et celles du secteur privé

-- concilier les intérêts parfois contradictoires de pays différents par leur taille, leurs ressources naturelles et leurs résultats économiques

-- procéder à l'intégration à un rythme qui soit à la fois ambitieux et réaliste

-- rationaliser les nombreuses institutions régionales de l'Afrique, afin de réduire les efforts redondants et l'inefficacité.

Lors du Forum africain du développement organisé en mars par la CEA à Addis-Abeba (Ethiopie), de nombreux membres de la société civile et d'associations professionnelles se sont dits frustrés d'avoir quasiment été tenus à l'écart des institutions régionales (voir Afrique Relance[841], avril 2002). Si les tentatives d'intégration ont jusqu'ici échoué, estiment-ils, c'est en grande partie parce que les dirigeants africains[842] n'ont pas consulté leurs citoyens lors de l'élaboration de stratégies et de programmes d'intégration. *"Le problème est lié au manque de confiance vis à vis de nos peuples*", explique Maria NZOMO, professeur à l'université de Nairobi[843].

En outre, de nombreux Africains se heurtent à de multiples problèmes lorsqu'ils voyagent ou qu'ils entretiennent des contacts avec des pays voisins. Les petits fabricants ont du mal à obtenir les licences d'importation ou d'exportation nécessaires. Les représentants de commerce sont régulièrement harcelés aux postes de douane. Des voyageurs ordinaires doivent souvent verser des pots-de-vin pour franchir sans encombre les postes de police. Les hommes d'affaires africains doivent souvent patienter de 6 à 8 semaines avant d'obtenir un visa pour se rendre dans d'autres pays africains, alors que les citoyens du Royaume-Uni ou de la France peuvent aller dans de nombreux pays africains et obtenir un visa à l'arrivée. Le secteur privé national a rarement été mentionné dans les programmes d'intégration régionale de l'Afrique[844].

---

[840] Commission de l'UEMOA ; L'UEMOA EN 2020, RAPPORT DU PANEL DE HAUT NIVEAU Ouagadougou, Juin 2011

[841] Afrique Relance est un site développé par le Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies

[842] DUSSEY R., *L'Afrique malades de ses hommes politiques, Jean Picollec, 2° Ed. 2008, op cit*

[843] Voir Justin BAHIRWE MUTABUNGA, *La Souveraineté et l'Intégration Régionale, 2007*

[844] Comme le font observer certains acteurs comme M. Taingam BEKOUTOU, directeur-général de la Chambre de commerce et d'industrie du Tchad, qui dit n'avoir pas non plus été consulté à propos des taxes imposées aux entreprises africaines.

La situation évolue peu à peu. Juste après le Forum africain du développement, des représentants de la société civile africaine se sont réunis à Addis-Abeba pour envisager comment participer davantage aux initiatives régionales, et en particulier au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD[845]), adopté l'an dernier à l'échelle du continent par des dirigeants africains[846].

"D'e-commerce" visant à aider les entreprises africaines à accéder plus facilement aux moyens de communication qu'offre Internet. La BAD a lancé un grand programme de renforcement des sites de transbordement maritime des côtes de l'Afrique de l'Ouest, qui devrait bénéficier de 100 millions de dollars d'investissements provenant d'une entreprise africaine basée au Togo et au Nigéria, Ecomarine, et d'une entreprise américaine. Cela facilitera la circulation de personnes, de biens et de services et favorisera le commerce entre Etats.

Mais il reste beaucoup d'autres efforts à fournir. Lors du Forum africain du développement, Adebayo Adedeji, ancien Secrétaire exécutif de la CEA et principal architecte de bon nombre de tentatives précédentes d'intégration, a incité les participants au Forum à faire « le grand bond en avant » qui consiste à confier au peuple africain la maîtrise de l'intégration régionale. Sans l'appui de la population, estimait-il, on ne peut accomplir grand-chose.

Les premières approches de l'Afrique en matière d'intégration régionale[847], comme le Plan d'actions de Lagos de 1980, tendaient à accorder à l'Etat un rôle prépondérant. Mais nombre de gouvernements africains n'avaient ni les ressources financières ni la crédibilité politique qui leur auraient permis de mettre en œuvre les politiques correspondantes, même à l'intérieur de leurs frontières.

Certains étaient paralysés par la guerre civile ou en conflit avec un ou plusieurs de leurs voisins, ce qui a freiné les progrès en matière de coopération.

---

[845] Le NEPAD est, fondamentalement, une nouvelle intervention conduite par les leaders africains pour mener à bien de nouvelles approches et priorités pour la transformation politique et socio-économique de l'Afrique. Le NEPAD est un engagement des dirigeants africains fondé sur une vision commune et une conviction partagée. Ses objectifs essentiels consistent à placer les pays africains individuellement et collectivement sur la voie du développement et de la croissance durables; et de participer activement à l'économie mondiale. Le NEPAD offre une unique occasion aux pays africains, aux communautés économiques régionales et aux acteurs de prendre le contrôle de leur programme de développement, de travailler plus étroitement ensemble et de coopérer avec plus d'efficacité avec les partenaires mondiaux. En Février 2010, la 14e Assemblée de l'UA a créé l'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD (Agence du NEPAD) comme organe technique de l'UA, en remplacement du Secrétariat du NEPAD. L'Agence du NEPAD est un aboutissement essentiel de l'intégration du NEPAD dans les structures et processus de l'Union Africaine. Voir http://www.nepad.org/fr/

[846] BERG E. ; *L'intégration économique en Afrique de l'Ouest : problèmes et stratégies. Revue d'économie du développement, n°2, 1993, PP ; 51-82*

[847] Évaluation des efforts d'intégration régionale en Afrique en vue de promouvoir le commerce intra-africain, UNECA, (par Mahamat Abdoulahi)

Les crises économiques qui se sont abattues sur la plus grande partie de l'Afrique à la fin des années 70[848] et au début des années 80 n'ont fait que nuire davantage aux efforts d'intégration.

Elles ont également permis aux pays donateurs et aux institutions financières internationales comme le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale de préconiser une grande réforme des politiques économiques. Les programmes d'ajustement structurel que les pays africains ont alors adoptés sous pression ont abouti à la privatisation de centaines d'entreprises publiques, à une libéralisation généralisée du commerce intérieur et international et à une contraction importante des secteurs publics africains.

Malgré la suppression des barrières tarifaires et autres obstacles au commerce, les échanges entre les pays africains n'ont pas beaucoup augmenté. La plupart des pays africains ont continué à exporter des produits de base vers les pays industrialisés et à importer des produits finis venant d'autres continents. Tant que les pays africains ne sont pas en mesure de produire davantage de biens manufacturés pouvant être vendus aux pays voisins, « les mesures de libéralisation des échanges -- aussi nombreuses soient-elles -- ne suffiront pas à faire augmenter sensiblement le volume du commerce régional »[849]

En fait, parce que ces politiques de libéralisation ont ouvert les marchés africains aux produits manufacturés provenant des industries du Nord, les fabricants locaux n'ont tout simplement pas pu faire face à cette concurrence. Des centaines d'entre eux ont dû fermer boutique, ce qui n'a fait qu'affaiblir davantage la production industrielle et a rendu les économies africaines encore plus dépendantes à l'égard des exportations de cacao, de coton, de cuivre et d'autres matières premières.

Le jeu des forces du marché contribue aussi à exacerber les inégalités entre pays. La libéralisation du commerce « ne peut servir de base à un processus de véritable intégration. Les inégalités en matière de production tendront à créer des déficits commerciaux intenables... »[850]

Face à ces risques, de nombreux partisans de l'intégration régionale estiment maintenant qu'il ne faut pas réduire davantage la part d'Etat, ce dernier devant au contraire jouer un rôle actif.

---

[848] Le déclenchement de la crise en 'automne 1973 est due au quadruplement du prix du baril de brut décidé par l'OPEP , pour faire pression sur les pays occidentaux lors de la guerre israelo-arabe du Yom Kippour.

[849] Déclaration faite par a déclaré l'ex- Secrétaire général adjoint de l'OUA, Lawrence O.C. AGUBUZU, au Forum africain du développement.

[850]Cf. Le Président de l'Algérie, M. BOUTEFLIKA. *Afrique Relance, Vol.16 #2-3 (septembre 2002)*

« L'approche minimaliste du rôle de l'Etat ne convient pas". Ce dont les pays africains ont besoin, a-t-il poursuivi, ce sont des Etats solides et démocratiques qui peuvent former de véritables partenariats avec le secteur privé. Leurs efforts conjugués permettront d'améliorer les routes, les circuits commerciaux et d'autres infrastructures essentielles de la région. »[851]

« Privilégier simplement la libéralisation ne marchera pas »[852]. sont cités en exemple des pays de l'Asie de l'Est, dans lesquels les partenariats formés avec les gouvernements ont aidé de façon décisive les entreprises locales à se développer, et leur ont permis de s'imposer à l'échelle mondiale. « C'est ce que nous allons faire, quoi qu'en disent le FMI et la Banque mondiale. »[853]

Comme dans d'autres régions du monde, l'intégration régionale se heurte avant tout à la grande diversité des pays africains, qui diffèrent par leur taille, leurs ressources naturelles, leur degré de développement et leurs relations avec les marchés mondiaux. Minuscule, le Bénin n'a pas les mêmes intérêts économiques que son gigantesque voisin pétrolifère, le Nigéria. Les coûts et les avantages des accords commerciaux régionaux ne sont pas les mêmes en Afrique du Sud et au Malawi.

Pour que l'intégration régionale aboutisse malgré ces problèmes, note M. Amoako, il est absolument nécessaire de procéder à un "développement équilibré et équitable", de façon à ce que tous les pays finissent par y trouver leur compte.

Notons que "tout ce qui va être fait sera déséquilibré", puisque les pays diffèrent par leurs capacités et leur situation de départ. L'un des objectifs des organisations régionales devrait donc être de compenser ces inégalités. Citons le cas de l'Union européenne, qui dispose de nombreux "fonds structurels" et autres mécanismes permettant d'aider les pays qui ont un secteur industriel plus faible ou un taux de chômage plus élevé. Il faut que les gouvernements négocient en connaissance de cause des moyens de remédier à ces inégalités. « Cet objectif ne peut être atteint par le seul jeu des forces du marché. » On peut se demander « qu'est-ce que les petits Etats peuvent attendre en contrepartie ? »[854], Lorsqu'ils adhèrent à des alliances régionales de grande envergure, "qu'est-ce que les petits Etats peuvent attendre en contrepartie ?", demande le général Luis Silvain Goma, Secrétaire général de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC).

---

[851] Évaluation des efforts d'intégration régionale en Afrique en vue de promouvoir le commerce intra-africain, UNECA, (par Mahamat Abdoulahi)Cf. Ancien Ministre sud-africain des transports, Dullah Omar, au Forum d'Addis-Abeba. *Afrique Relance, Vol.16 #2-3 (septembre 2002)*

[852] Cf. Premier Ministre éthiopien, Meles ZENAWI. *Afrique Relance, Vol.16 #2-3 (septembre 2002)*

[853] Cf. Premier Ministre éthiopien, Meles ZENAWI. *Afrique Relance, Vol.16 #2-3 (septembre 2002)*

[854] Interrogation faite par le général Luis Silvain Goma, Secrétaire général de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC)

Estimant que Les plus grands Etats africains ont une "obligation de solidarité[855]", il citesolidaritéet on peut citer en exemple le fonds commun sur les tarifs douaniers de la Communauté de développement de l'Afrique australe : les revenus provenant des droits de douane régionaux sont distribués au profit des membres de la Communauté les plus petits et les plus pauvres. L'Union douanière de l'Afrique australe et la CEDEAO ont des mécanismes de compensation comparables.

Certains pays africains craignent que la réduction ou l'élimination des tarifs douaniers perçus sur les échanges commerciaux avec leurs partenaires régionaux les prive d'une source importante de recettes publiques. [856] En janvier 2000, par exemple, les tarifs sur les échanges intra-régionaux de biens produits à l'intérieur de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui comprend huit pays, ont été complètement éliminés. Les sources de revenus étant de manière générale limitées, la perte des revenus provenant des droits de douane aurait pu fragiliser la situation fiscale de certains gouvernements. Mais l'UEMOA dispose d'un mécanisme permettant de compenser ce manque à gagner et bénéficiant avant tout aux pays pauvres sans littoral faisant partie de l'Union (voir tableau)[857].

Au sein du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, neuf pays ont établi en août 2000 une zone de libre-échange. Cette zone de libre échange est également dotée d'un mécanisme de compensation similaire. Certains analystes de la région estiment que ce mécanisme ne sera que temporaire, puisque l'augmentation des échanges commerciaux finira inévitablement par stimuler les revenus de ces pays provenant des taxes sur la valeur ajoutée, qui à terme dépasseront les revenus précédemment perçus sur les tarifs douaniers.

Lors du forum de la CEA en mars 2001, les participants ont souligné à quel point il était important de procéder à l'intégration de façon plus systématique et délibérée. Pour certains, il s'agissait surtout d'aller plus vite. «« La mondialisation exige un rythme plus rapide », a déclaré M. Delphin RWEGASIRARWEGASIRA, directeur exécutif du Consortium africain de recherches économiques. Pour profiter des avantages de l'intégration mondiale, l'Afrique doit à son avis abandonner l'approche "tournée vers l'intérieur" qu'elle a suivie par le passé et faire preuve à la place d'un "régionalisme ouvert".

---

[855] *Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966*

[856] *Évaluation des efforts d'intégration régionale en Afrique en vue de promouvoir le commerce intra-africain,* UNECA, (par MahamatAbdoulahi)

[857] C.fCf Tableau illustratif infra

D'autres recommandent la prudence. Evoquant les capacités limitées de l'Afrique et les influences contraires des tendances économiques mondiales, FantuFantu CHERU, professeur à l'American University de Washington, a conseillé de suivre une stratégie de "bon sens". *« Nous ne pouvons tout simplement pas nous ruer sur une intégration économique ambitieuse »,* a-t-il expliqué.

En outre, d'après certains experts, il n'est pas nécessaire -- ni possible -- que tous les pays ou groupes de pays progressent au même rythme. Grâce à leur devise commune et à l'élimination des tarifs douaniers au sein de l'Union, les économies de l'UEMOA sont déjà plus intégrées que les économies d'autres pays de la CEDEAO, ce qui incite les autres membres de la CEDEAO à renforcer leurs efforts en matière d'intégration.[858]

La rapidité -- et l'efficacité -- avec laquelle l'Afrique s'intégrera dépendront en grande partie de la réforme de ses institutions régionales[859]. Il s'agit non seulement de permettre au sein de ces institutions une plus grande participation des associations de la société civile et des groupes d'intérêts locaux, mais aussi de simplifier la multitude d'organisations qui existent sur le continent. Outre les institutions continentales telles que l'Union africaine, on compte plus d'une dizaine de "communautés économiques régionales" générales.[860]

Il existe également plus d'une centaine d'autres groupes multinationaux ou bilatéraux ayant pour vocation de favoriser la coopération dans certains secteurs, comme les télécommunications, l'aviation, le transport maritime, la banque, la gestion des rivières, l'agriculture, etc.

Créées à différentes époques et à différentes fins, ces communautés régionales font souvent double emploi, par leurs structures, leur mission ou la composition de leurs membres, et défendent même parfois des objectifs contraires. *"En fait, ces pièces du puzzle ne s'emboîtent pas bien",* explique M. Amoako.

Presque tous les gouvernements africains appartiennent à au moins deux de ces communautés régionales), ainsi qu'à un grand nombre de groupes de défense d'intérêts particuliers.

---

[858] *Évaluation des efforts d'intégration régionale en Afrique en vue de promouvoir le commerce intra-africain*, UNECA, (par MahamatAbdoulahi)

[859] ISAAC (G) D*roit communautaire général, 5 éd , Armand Colin, 1996, Bruxelles p. 44 et svt*

[860] DEVIN G., SMOUTS MC, *Les organisations internationales, Coll. U, Armand Colin, 2011 p. 37*

Etant donné leurs priorités budgétaires importantes, ils sont souvent incapables de s'acquitter de leurs nombreuses contributions et quotes-parts. En 1993, le COMESA et la CEMAC avaient réussi à percevoir presque toutes les contributions des membres, mais en 1998, ils n'en obtenaient plus que la moitié[861]. Et même lorsque les pays sont en mesure de s'acquitter de leur quote-part, fait observer M. Adedeji, "ces ressources allouées aux organisations régionales sont des ressources dont on prive la population de ces pays".

Dans l'ensemble, affirme M. Amoako, "le système actuel de l'Afrique est trop complexe, trop redondant et nécessite trop de mobilisation politique et d'argent pour les résultats obtenus". L'un des principaux défis que devront relever les dirigeants africains dans les années à venir consistera à trouver des moyens de simplifier la "pléthore d'institutions chargées de l'intégration".[862]

Il ne devrait pas seulement s'agir, ajoute M. Amoako, de réduire les coûts superflus. Avant tout, il faudra "créer de solides institutions, capables de donner à tous les membres d'importants avantages". L'intégration de l'Afrique est certes un processus complexe, mais l'enjeu est important et déterminera à terme "notre avenir politique et économique".

Les politiques mises en œuvre par l'UEMOA n'ont aucune chance de succès si les droits de l'homme sont méconnus par les pouvoirs politiques des États souverains[863]. Du reste, les victimes n'ont, dans la plupart des cas, aucun véritable recours. Un droit n'est effectif que si, lorsqu'il est violé, les victimes disposent de réelles possibilités de recours.

Au-delà du débat sur le contenu des droits de l'homme, il n'existe au niveau mondial aucune autorité disposant à la fois de la légitimité nécessaire et des moyens de coercition appropriés pour imposer le respect de ces droits dans chaque pays.

Les citoyens de certains pays ont accès à des Cours de Justice supranationales (c'est le cas en Europe). Bien entendu, il existe une Cour Pénale Internationale ainsi que des tribunaux internationaux à compétences spécifiques pouvant intervenir en matière de violation des droits de l'homme ; mais ces institutions, qui n'opèrent que dans des limites étroites et sur la base du consentement des États concernés, ne sont pas des voies de recours praticables pour la plupart des victimes.

---

[861] IBRIGA Luc Marius, *l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) une nouvelle approche de l'intégration économique régionale en Afrique de l'Ouest, in Annuaire Africain de Droit international, Janvier 1999*

[862] *Évaluation des efforts d'intégration régionale en Afrique en vue de promouvoir le commerce intra-africain*, UNECA, (par MahamatAbdoulahi)

[863] KASSE Moustapha ; *Intégration et partenariat en Afrique : de l'UEMOA au NEPAD, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Yaoundé, 2003, p.66*

La sanction d'une violation massive des droits de l'homme par une juridiction internationale ne peut avoir lieu, en pratique, qu'après le renversement (généralement à l'issue d'une guerre) du régime politique responsable (comme par exemple au procès de Nuremberg). Elle est donc exceptionnelle, n'intervient qu'à la suite de certaines crises majeures, et implique que le régime responsable ait d'abord été vaincu militairement par des puissances décidées à l'appliquer. De telles conditions, qui supposent un usage massif de la force et des vainqueurs bien disposés, rendent ce recours impraticable en temps normal, et totalement exclu si le régime « suspect » est lui-même une grande puissance économique et militaire[864]. De manière générale, chaque État définit et sanctionne le droit applicable sur son territoire, et détermine par conséquent à sa discrétion et selon ses moyens la manière dont les droits de l'homme sont interprétés et mis en œuvre.

De plus, la validité universelle des droits de l'homme semble ici être en contradiction avec le principe d'autodétermination[865] selon lequel chaque peuple est maître du choix de son régime politique. La stricte application du principe d'autodétermination fait en effet prévaloir les choix politiques locaux sur toute valeur universelle ; elle équivaut à légitimer par avance la politique de tout gouvernement national en matière de droits de l'homme, à la seule condition que ce gouvernement ne soit pas imposé par une puissance étrangère.

On a tenté de tempérer ce principe avec la notion d'ingérence humanitaire, mais cette notion est elle-même très controversée, sa légitimité est à démontrer au cas par cas et son application est de toute façon exclue sur le territoire d'un État disposant d'une puissance militaire significative.[866] La première conséquence de cette situation est que les droits de l'homme, même s'ils sont théoriquement universels, ne sont pas universellement opposables et que leur application effective dépend de chaque autorité nationale[867]. Ce qui revient à dire que, même s'ils peuvent faire partie du droit dans un pays donné, les droits de l'homme feraient plutôt figure, sur le plan mondial, de recommandations morales que de règles juridiques. La violation des droits de l'homme est l'abus de personne d'une façon qui abuse n'importe quel droit fondamental. C'est un terme utilisé quand un gouvernement viole le droit national ou droit international relatif à la protection de droits humains.

---

[864] MBAYE Kapet, *Les droits de l'homme en Afrique, PEDONE, 2002, Paris,p.212 et svt*

[865] Droit des peuples à disposer d'eux- même, principe cardinal du droit international i est le corollaire du principe de souveraineté de l'Etat. Voyez DAVID RUZIE, Droit international public D, 16eme ed, 2002,p. 22, 91, 106

[866] ROBERT K., GABRIELE P., *Sylvain VITE, L'application du droit international humanitaire et des droits de l'homme aux organisations internationales. Force de paix et administrations civiles transitoires, BRUYLANT, Belgique, p. 206 et svt*

[867] ROBERT K., GABRIELE P., *Sylvain VITE, L'application du droit international humanitaire et des droits de l'homme aux organisations internationales. Force de paix et administrations civiles transitoires, BRUYLANT, Belgique, idem*

Chapitre III : La formulation expresse et l'insertion de dispositions garantissant les droits de l'homme dans le corpus normatif de l'UEMOA.

C'est une plus-value pour les droits de l'homme chaque fois que leur garantie est expressément inscrite dans des textes[868]. C'est là une condition préalable mais insuffisante. Si les Etats membres de l'UEMOA ont coutume de l'observer dans leur législation interne, la suite qui lui est réservée dans la pratique est dérisoire.

En effet, ces Etats font l'étalage des considérations théoriques suivantes fixant :

- leur appropriation (dans les préambules constitutionnels) de dispositions phares du genre « Profondément attachés aux valeurs civilisationelles qui fondent notre personnalité » ou « Proclamons notre attachement aux principes de la démocratie pluralisme et aux droits de l'homme, [869]à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples… tels qu'ils sont garantis »

-leur adhésion totale aux principes fondamentaux du droit international ;

-leur volonté de tout mettre en œuvre pour l'atteinte des objectifs du millénaire en pour le développement en 2015 ;

- la ratification des pactes internationaux des première et deuxième générations de 1966, relatifs respectivement aux droits civils et politiques et aux droits économiques sociaux et culturels[870] ;

-leur souscription à l'Examen Périodique Universel (EPU), aux procédures d'enquête et de contrôle, notamment celles suivies par Le CCPR (le Comité des droits de l'homme), le CESCR (le Comité des droits économique sociaux et culturels), le CEDDW (le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes), le CAT (le Comité contre la torture), le SPT (Sous-comité pour la prévention de la torture), le CRC (Comité des droits de l'enfant), le CMW (Comité des travailleurs migrants), le CRPD (le Comité des droits des personnes handicapés), le CED (le comité contre les disparitions forcées)…

[868] SHALE H., ALBRECHT S., *Droits de l'Homme et sociétés en transition. Les causes, les conséquences, les réponses, BROCHEE, SL, 2005,p.273*
[869] Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948
[870] *Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966*

Ce « zèle » des gouvernants africains de l'UEMOA n'a malheureusement pas servi de levain à la promotion et protection des droits de l'homme dans l'espace UEMOA[871]. En effet, il ressort de plusieurs rapports (d'institutions internationales, régionales et locales rapports d'ONG du Nord comme du Sud, de structures indépendantes locales) que des violations graves des droits de l'homme persistent et sont légions dans la plupart Etats membres de l'UEMOA.

L'incertitude de lendemains meilleurs en matière de bonne gouvernance, de respect, de promotion et de sauvegarde des droits et liberté de l'homme dans l'espace UEMAO demeure assurément. Et pour preuves :

-le non-respect par les Etats de l'UEMOA des obligations imposées relatives à la soumission aux organes compétents de l'ONU des rapports sur l'état de droits de l'homme, de la démocratie de la bonne gouvernance ;

-les irruptions militaires (que l'on pensait révolues) sur la scène politique,

-les remises en causes de l'ordre constitutionnel (révisions constitutionnelles) pour permettre à des chefs d'Etat de se maintenir au pouvoir,

-l'insécurité sous toutes ses formes ; pauvreté, famines, rébellion, intolérance religieuse (Intégrisme islamique), chômage…

-la corruption et les détournements de deniers publics, etc.

Dans un tel contexte, peut-on raisonnablement attendre de l'UEMOA mieux que ce qu'elle montre en ce moment ? L'optimisme semble permis si et dans les mesure où l'organisation sous régionale accepte d'entreprendre des réformes que nous jugeons incontournables. Elle se doit d'innover et aller plus loin dans sa « législation » par le biais de l'intégration de dispositions spécifiques relative aux droits de l'homme.

Section I : L'insertion de dispositifs innovants de protection des droits dans les instruments juridiques de l'UEMOA.

La liberté, le respect des droits de l'homme et le principe de la tenue d'élections honnêtes et périodiques au suffrage universel sont des valeurs qui constituent des éléments essentiels de la démocratie.

---

[871]IBRIGA Luc Marius, *l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) une nouvelle approche de l'intégration économique régionale en Afrique de l'Ouest, in Annuaire Africain de Droit international, Janvier 1999.*
IBRIGA Luc Marius et COULIBALY Abou Said, *Droit communautaire ouest africain, collection précis de droit burkinabé,*

A son tour, la démocratie devient un environnement naturel pour la protection et la réalisation effective des droits de l'homme. Ces valeurs sont incarnées par la Déclaration universelle des droits de l'homme et développées plus avant dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui consacre toute une série de droits politiques et de libertés civiles qui sont les piliers d'une véritable démocratie.[872]

Le lien entre la démocratie et les droits de l'homme est clairement défini dans l'article 21(3) de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote. »[873]

Les droits inscrits dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et les instruments subséquents relatifs aux droits de l'homme portant sur les droits des groupes (par exemple les peuples autochtones, les minorités, les personnes handicapées) sont tout aussi essentiels à la série de droits politiques et de libertés civiles qui sont les piliers d'une véritable démocratie.

Le lien entre la démocratie et les droits de l'homme est clairement défini dans l'article 21(3) de la Déclaration universelle des droits de l'homme :

« La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote. »

Les droits inscrits dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et les instruments subséquents relatifs aux droits de l'homme portant sur les droits des groupes (par exemple les peuples autochtones, les minorités, les personnes handicapées) sont tout aussi essentiels à la démocratie car ils garantissent une répartition équitable de la richesse et un accès égal et juste aux droits civils et politiques.[874]

[872] Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

[873] Article 21 de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

[874] SHALE H., ALBRECHT S., *Droits de l'Homme et sociétés en transition. Les causes, les conséquences, les réponses, BROCHEE, SL, 2005 op cit Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948*

Pendant plusieurs années, l'Assemblée générale des Nations Unies et l'ancienne Commission des droits de l'homme ont tenté d'utiliser les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pour promouvoir une compréhension commune des principes, des normes, des critères et des valeurs qui constituent le fondement de la démocratie afin d'aider les États Membres à mettre en place des traditions et des institutions nationales démocratiques et à s'acquitter de leurs engagements en matière de droits de l'homme, de démocratie et de développemen[875].Cela a mené à l'adoption de plusieurs résolutions historiques de l'ancienne Commission des droits de l'homme.

En 2000, la Commission a recommandé une série de mesures législatives, institutionnelles et pratiques importantes visant à consolider la démocratie (résolution 2000/47); et en 2002, la Commission a déclaré que les éléments suivants étaient essentiels à la démocratie (résolution 2002/46) :

Respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Liberté d'association, liberté d'expression et d'opinion, liberté de réunion, liberté de manifestation…) ;

Accès au pouvoir et à son exercice conformément à l'état de droit, la tenue d'élections libres, régulières et périodiques au suffrage universel et à bulletin- secret, reflet de l'expression de la volonté du peuple. Un système pluraliste de partis et d'organisations politiques, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, la transparence et la responsabilité dans l'administration publique, des médias libres, indépendants et pluralistes[876].

Les déficits démocratiques et la faiblesse des institutions comptent parmi les principaux obstacles qui entravent l'exercice effectif des droits de l'homme[877]. Le HCDH s'efforce d'aplanir ces problèmes par le biais de ses services consultatifs et de son programme de coopération technique, dont l'objectif est de :

- renforcer le cadre juridique de la protection des droits de l'homme (réforme institutionnelle et juridique); renforcer les capacités;
- autonomiser les segments vulnérables et défavorisés de la société ;
- mener des activités de plaidoyer, sensibiliser l'opinion publique et faire connaître les droits de l'homme.

La communauté internationale doit promouvoir la gouvernance démocratique en :

---

[875] *Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966*

[876] ANDREW F. C., *Test of Global Governances, BROCHEE, SL2005,p.44*

[877] SHALE H., ALBRECHT S., *Droits de l'Homme et sociétés en transition. Les causes, les conséquences, les réponses, BROCHEE, SL, 2005 op cit*

- soutenant les institutions démocratiques, dont les acteurs nationaux et les institutions impliquées dans l'administration de la justice ;
- améliorant la capacité des parlementaires à s'engager dans la protection des droits de l'homme ; [878]
- soutenant la société civile ;
- favorisant les processus électoraux et les processus d'élaboration des constitutions[879].

Dans les démocraties en transition et les pays au sortir de conflits, le Haut-commissariat aux droits de l'homme (HCDH) collabore avec les gouvernements nationaux et d'autres acteurs pour faire face au passé afin de reconstruire la confiance du public et de restaurer la paix et l'état de droit. En se concentrant sur la lutte contre l'impunité, le HCDH a soutenu des programmes de justice transitionnelle dans plus de 20 pays au cours de la dernière décennie[880]. Dans le cadre de ces activités, le HCDH :

- s'assure que les aspects relatifs aux droits de l'homme et à la justice transitionnelle sont reflétés dans les accords de paix ;
- s'implique dans la conception et la mise en œuvre de consultations nationales participatives sur les mécanismes de justice transitionnelle ;
- soutient la mise en place de processus de recherche de la vérité, de mécanisme de responsabilité judiciaire et de programme de réparations ;
- développe la réforme institutionnelle.

Deux séminaires[881] d'experts organisés par le HCDH en 2002 et 2005 ont mis au jour les principaux défis posés à la démocratie, aux droits de l'homme et à l'état de droit, dont notamment :

- Une pauvreté croissante ;
- Des menaces à la sécurité humaine ;
- des empiétements sur les droits individuels et des entraves à l'exercice des libertés fondamentales ;

---

[878] Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

[879] CONAC G., JEAN D. B., CHRISTINE D., *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998,p 234*

[880] HCDH, *Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (19995-2004) n°2, NATIONS UNIES, Genève, 1999, p.212*

[881] HCDH, *Droits de l'Homme : Recueil d'instruments internationaux, Volume 1 (première partie) United Nations publications, Geneva, 2002*

- L'érosion de l'état de droit dans le contexte de la lutte contre le terrorisme ;
- L'occupation illégale accompagnée de l'emploi de la force ;
- L'escalade des conflits armés ;
- Un accès inégal à la justice pour les groupes défavorisés ;
- L'impunité.

Les rapports de ces séminaires [882]servent de guide à la définition de cadres et de stratégies nationaux et régionaux pour la réalisation de la démocratie en tant que concept holistique basé sur le respect rigoureux des droits de l'homme et des principes de l'état de droit.

En outre, le HCDH a publié une compilation de textes qui servent de référence et d'outil analytique pour la rédaction constitutionnelle, la révision/rédaction de législations et de stratégies nationales de consolidation des droits de l'homme et des institutions démocratiques[883].

Le HCDH, en coopération avec d'autres organismes du système des Nations Unies, participe à l'élaboration d'une approche cohérente à l'échelle du système vis-à-vis de la démocratie et de l'assistance constitutionnelle.

Il cherche aussi à s'associer avec des organisations intergouvernementales de défense de la démocratie telles que l'Organisation Internationale de la Francophonie, l'Union interparlementaire, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et des organisations régionales intergouvernementales[884]. Le Haut-commissariat fournit également de l'aide au Fonds des Nations Unies pour la démocratie, en participant par ses conseils aux décisions relatives aux critères de financement des programmes et aux propositions de projets.

Dans le cadre de l'UEMOA, l'ensemble de ces prescriptions exige notamment :

- l'octroi aux organes de cette institution d'un droit de regard sur tout ce qui concerne les droits de l'homme dans les Etats membres ;
- le respect par les instances de l'Union du droit à l'information des populations.

---

[882] Cf. Documents E/CN.4/2003/58 et E/CN.4/2005/59 et HCDH, Droits de l'Homme : *Recueil d'instruments internationaux, Volume 1 (première partie) United Nations publications, Geneva, 2002t*

[883]CONAC G., JEAN D. B., CHRISTINE D., *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998,p.121*

[884] DEVIN G., SMOUTS MC, *Les organisations internationales, Coll. U, Armand Colin, 2011, p.84 et svt*

Paragraphe 1 : L'octroi aux organes de l'UEMOA d'un droit de regard expresse sur les sujets afférents aux droits de l'homme

Dans le paysage juridique actuel de l'Afrique , la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples apparaît comme un des plus beaux joyaux conçu par l'Afrique pour se donner bonne conscience de soi, pour recouvrer une nouvelle image dans la chaîne des peuples du monde, pour se faire une place de choix dans le concert des nations, pour jouer désormais un rôle significatif dans la gestion et la conduite des affaires du monde.

Pourtant à l'expérience, cette Charte semble, pour l'instant, loin de répondre aux espoirs et aspirations légitimes des populations au service desquelles elle a été conçue[885].Tout se passe comme si la vie juridique africaine était aujourd'hui ballottée et tiraillée entre deux pôles, le pôle positif et le pôle négatif, entre « l'Etre et le Néant ».

C'est que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples adoptée en 1981 constitue certes « un important maillon dans l'œuvre de conquête entreprise par l'Afrique dans sa marche vers l'humanité. Mais comme toutes les conquêtes, la Charte n'est seulement un point d'arrivée ; c'est surtout un point de départ dont chaque jour qui passe doit servir d'une part, à consolider les acquis, d'autre part, à éclairer les perspectives, la vie de la Charte n'étant pas un processus statique et linéaire, mais un « défi permanent ».[886]

C'est cette impression de tiraillement, d'avant en arrière, d'arrière en avant, qu'il nous a été donné de recueillir pendant les deux premières années d'existence et de fonctionnement de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples dès le début de son installation officielle, le 2 novembre 1987[887].

Ce qui est certain, c'est que l'éclosion et l'épanouissement de la notion de droits de l'homme sont tributaires d'un certain contexte. Mais cette notion constitue un défi permanent. C'est une conquête de tous les instants, peu importe pour tel peuple que des manifestations en soient apparues plus spectaculaires et plus emphatiques à tel moment de son histoire ; même après avoir expérimenté ou proclamé les droits de l'homme à un moment donné de son histoire, le même peuple peut être amené à les perdre de vue, à les oublier, sinon même à les ignorer. Les droits de prétention consistant à se prévaloir d'un droit de paternité exclusif en matière de droits de l'homme ne peuvent être que vaine illusion.

---

[885] JEAN-MARC C., VEIJO H., *La légitimité des organisations internationales, BROCHEE, SL, 2005,p.87 et svtS.*

[886] VALERE E. Y., *La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Etude comparative, L'Harmattan, Paris, 1996, P.76*

[887] JEAN-MARC C., MICHAEL W.D., ANNE-MARIE G., *La mondialisation des droits de l'homme. Le système des Nations Unies au 21e siècle, BROCHEE, SL, 2005 p .110 et svt*

Inversement la légitimité historique dont on peut se taguer en matière de droits de l'homme n'est pas une base suffisante pour prétendre avoir bonne conscience dans ce domaine.La« magna Carta libertatum » proclamée en 1215 n'a pas empêché les Anglais de se heurter violemment aux aspirations légitimes de leurs colonies américaines décidés à faire valoir leur droit à l'indépendance en 1776. Du reste cette Grande Charte des libertés d'Angleterre fut essentiellement l'œuvre de « barons anglais émigrés, en révolte contre le roi à la suite de la multiplicité des abus, en particulier en matière fiscal et ecclésiastique ». Elle ne profita à personne d'autre.

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 n'a pas empêché la France d'édifier et d'étendre après cette proclamation un vaste empire colonial parmi les « peuples de couleurs », de pratiquer l'esclavage des Noirs.[888]

La Déclaration d'Indépendance de 1776 n'a pas empêché des siècles, à pratiquer l'esclavage des Noirs et à pratiquer une politique d'extermination des Indiens, sans parler de la ségrégation raciale.La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 n'a pas empêché l'Afrique du Sud d'instituer la même année la politique d'apartheid et de discrimination raciale et d'en poursuivre l'application.

Ici encore les exemples peuvent être multipliés. Tout se passe comme si les diverses proclamations des droits de l'homme [889]n'avaient en vue que la défense et la protection des intérêts d'une catégorie de personnes, d'une classe, d'une race, d'une culture, à l'exclusion des intérêts de l'humanité toute entière ; ou plutôt, ce qu'il était convenu d'appeler « Humanité » était circonscrit aux intérêts et aux dimensions des catégories, des classes, des ethnies, des races, des civilisations et des cultures concernées.

A vrai dire, cette discussion sur la légitimité historique de la politique des droits de l'homme est devenue aujourd'hui sans intérêt dès lors que l'on s'accorde à reconnaître qu'elle exprime les aspirations légitimes des populations de l'Afrique actuelle. La légitimité de cette politique n'est plus simplement historique ; elle est devenue essentiellement une légitimité populaire.[890]

---

[888] LINDA A. M., *Les droits de l'homme dans le droit international, NOUVEAUX HORIZONS, 2004, France,p.121*

[889] Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948

[890]BAHAREH H., *Le rôle des droits de l'homme dans les relations extérieures de l'Union européenne, thèse de doctorat, Université d'Aix Marseille 3, sous la direction d'André Roux, 2009*

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948

Convention sur la discrimination et l'élimination de toutes formes des pratiques esclavagistes.

Charte africain des droits de l'homme et des peuples de 1981.

Traité de l'UEMOA de 1994.

Convention des Nations Unies sur l'abolition de l'esclavage.

Si pour l'instant la Commission ne peut se prévaloir d'avoir élaboré une jurisprudence, il reste que l'expérience que possède la Commission sur la vie et la situation des Etats parties à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples peut nous servir à répondre aux préoccupations de la déclaration universelle des droits de l'homme.

A cet égard, on ne peut s'empêcher d'exprimer des appréhensions quant au sort qui semble réservé, dans certains pays, aux dispositions de la Charte dont on sait qu'elle est fille de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à laquelle se réfèrent d'ailleurs la plupart des constitutions des Etat africaine[891]. Ce n'est en effet un secret pour personne que les principes contenus dans cet acte de portée internationale ne reçoivent encore aujourd'hui de la part de la majorité des Etat et des peuples africains qu'un accueil extrêmement réservé. Les difficultés qui se manifestent dans ce domaine peuvent être regroupées selon quatre sources principales :

- Des préjugés idéologiques ;
- Des facteurs d'ordre historique ;
- Des structures sociales ;
- Des conflits de logique, de vision de l'univers et d'organisation du monde.

Dans certains cas en effet, les attitudes et les réactions auxquelles semblent se heurter non nombre de démarches de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples peuvent se résumer en deux propositions :

- Les droits de l'homme n'existent pas dans les sociétés traditionnelles africaines ;
- La politique de promotion et de protection des droits de l'homme est un produit d'importation que l'on impose, de l'extérieur, aux Etats africains.

L'opinion selon laquelle les sociétés traditionnelles africaines n'ont jamais connu ni reconnu l'existence des droits de l'homme est une idée fort ancienne.

Elle participe au courant de pensée qui nie encore aujourd'hui l'existence même du droit dans ces sociétés qui ne connaissent ni l'écriture, ni la notion d'Etat, deux institutions auxquelles on semble lier l'existence et la définition du droit (en tant qu'instrument).

[891] CONAC G., JEAN D. B., CHRISTINE D., *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998,p.92*

Cette opinion semble découler également de thèses qui jadis considéraient que l'Afrique vit de paganisme, de fétichisme et de ténèbres, qu'elle n'a jamais connu de religion au sens noble du terme, et encore moins la notion de personne humaine ayant une valeur sacrée, universelle et éternelle.[892]

Cette thèse, à l'idéologique primitiviste, on le sait, avait servi autrefois de justification à l'entreprise coloniale destinée à l'époque, disait-on, d'une part à apporter la lumière à des pays qui vivaient dans les ténèbres et l'obscurité, d'autre part à assurer le salut des âmes. Si cette thèse semble refaire surface dans certains esprits, c'est pour lui faire produire aujourd'hui des conséquences de nature diamétralement opposée allant jusqu'au rejet, de la part de certains Africains, de la politique de développement des droits de l'homme en Afrique.

A la base d'autres attitudes et réactions semble se profiler l'idée selon laquelle la politique de promotion et de protection des droits de l'homme serait, en Afrique, un produit d'importation destiné à combattre l'arbitraire et la dictature de certains chefs d'Etat africains, théorie des droits de l'homme qui aurait pour point de départ, dans tous les cas, les nations occidentales, en quête d'une part de matière premières à exploiter en toute quiétude, d'autre part de nouveaux marchés à conquérir[893].

La théorie des droits de l'homme n'a-t-elle pas été conçue, dans cette optique, comme ayant pour fonction essentielle de contrebalancer, en son temps, la toute-puissance que l'Etat occidental faisait peser sur la personne humaine dont les droits et la liberté d'entreprise risquaient d'être complètement bafoués, sinon réduits à néant ?.

Toujours est-il que la conséquence que certains semblent tirer de cette idéologie, c'est que l'Afrique indépendante n'a que faire de théories importées, à un moment précisément ou elle lutte pour consolider son indépendance, pour affirmer et maintenir sa souveraineté, pour recouvrer et développer sa liberté, pour récupérer et défendre sa dignité[894].

---

[892] BAHAREH H., *Le rôle des droits de l'homme dans les relations extérieures de l'Union européenne, thèse de doctorat, Université d'Aix Marseille 3, sous la direction d'André Roux, 2009*

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948

Convention sur la discrimination et l'élimination de toutes formes des pratiques esclavagistes.

Charte africain des droits de l'homme et des peuples de 1981.

Traité de l'UEMOA de 1994.

Convention des Nations Unies sur l'abolition de l'esclavage.

[893]BANA Kapet, *Pour une Afrique pédagogique des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique au seuil du XXIème siècle (contribution à l'éducation et l'information pour la promotion et la défense des libertés fondamentales) SD. Paris. 1995 p 44*

[894] -ZERBO Joseph *repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007 op cit*

D'où le peu de cas que certains dirigeants semblent faire dans l'Afrique d'aujourd'hui des principes de respect et de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales : c'est une réaction globale contre l'impérialisme. Mais parmi les facteurs qui semblent freiner l'expansion de la théorie des droits de l'homme en Afrique, il convient de relever aussi le poids des réalités historiques, au premier rang desquelles se trouve l'analphabétisme qui aurait pour origine aux yeux de certains esprits non avertis le mode d'expression essentiellement oral des cultures traditionnelles africaines[895].

Il reste en effet qu'il ne suffit pas de savoir lire et écrire pour que les esprits s'ouvrent automatiquement à la lumière et à l'éclat des vertus cardinales contenues dans la déclaration universelle des droits de l'homme.

C'est le lieu de faire intervenir, parmi ces facteurs historiques, la notion de « mentalité coloniale », faite de résignation et de soumission, « mentalité d'assisté » dont l'esprit est peu enclin à cultiver et à mettre en œuvre le sens de l'initiative et des responsabilités, mentalité coloniale qui a néanmoins trouve une terre de prédilection et de prédisposition dans l'organisation de la vie traditionnelle de la plupart des sociétés africaines où le sort, le comportement et les gestes de l'individu se trouvent essentiellement sous la coupe de normes, de pratiques, de traditions créées et consacrées par la communauté ou le groupe, à l'exclusion de toute démarche, voie personnelle, innovation, choisie par l'individu. Le rôle de la volonté individuelle est réduit au minimum, chacun vivant des règles ou des pratiques découlant de son statut.

Il est vrai que de nos jours, dans certains pays, l'arbitraire et la dictature que semblent faire régner certains dirigeants sont de nature à décourager les volontés les plus aguerries et les initiatives de caractère individuel les plus osées[896].

Il est nécessaire dans ces conditions que la politique de l'éducation mettre l'accent à cet égard non seulement sur la promotion et le développement du sens des responsabilités et du rôle de la volonté individuelle comme condition de jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, mais aussi sur la nécessité de mettre en œuvre une politique de développement endogène, autocentré et auto-entretenu.

---

[895] -ZERBO Joseph *repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007 p 19*

[896] DUSSEY R., *L'Afrique malades de ses hommes politiques, Jean Picollec, 2° Ed. 2008*

Seulement le savoir et le vouloir ne suffisent pas, il faut également pouvoir accomplir les actes nécessaires à la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. C'est le lieu de mettre en relief la nécessité d'un développement économique minimum pour pouvoir se prévaloir de la jouissance des droits à la santé ou le droit à l'éducation si l'on ne dispose pas dans le pays concerné d'un minimum de structure sanitaires ou d'établissements scolaires ?[897]

Or, dans ce domaine, l'Afrique, dont l'économie traditionnelle est une économie de subsistance, éprouve les plus grandes difficultés pour se doter de structures de pays industrialisé. La faim, la misère, la maladie, la sécheresse, les guerres, l'endettement extérieur, les déséquilibres des termes d'échange provoquent çà et là ravages et désolation[898].

L'Afrique compte aujourd'hui le plus grand nombre de réfugiés ou de personnes déplacées ; elle compte le plus grand nombre de pays classés parmi les plus pauvres et les moins avancés de la planète, mais l'Afrique traditionnellement vit sur un mode qui exclut toute accumulation de richesse[899].

Mieux, le prestige social est fonction, dans l'Afrique traditionnelle, de la capacité de partage (ou de gaspillage) de richesses à l'occasion de cérémonies somptuaires consacrées par la communauté (mariage, naissance, deuil, initiation). C'est l'économie du don qui s'impose à l'économie de l'épargne et de la concentration des richesses entre les mêmes mains.

Une politique d'éducation en faveur d'une développement juste, équilibré et solidaire s'avère plus que nécessaire pour assurer non pas seulement la survie, mais aussi le développement des peuples de l'ensemble de la planète.

---

[897] Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948
Convention sur la discrimination et l'élimination de toutes formes des pratiques esclavagistes.
Charte africain des droits de l'homme et des peuples de 1981.
Traité de l'UEMOA de 1994.
Convention des Nations Unies sur l'abolition de l'esclavage.

[898] KEITH K. and W. ANDY K., *L'Etat, la société et le système des Nations Unies. Les perspectives changeantes des relations multilatérales, BROCHEE, SL, 2005,op cit*

[899] KI-ZERBO Joseph *repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007 op cit*

L'économie de traite fondée sur l'exploitation et le pillage des richesses des pays colonisés et la mise en valeur des seules métropoles doit céder la place aux exigences des aspirations à la paix et à la justice qui sont celles de l'époque actuelle[900]. Mieux, il existe de nos jours un véritable droit au développement, à la paix et à la solidarité : ce sont des droits dits de la troisième génération.[901]

Enfin parmi les facteurs historiques qui semblent autant de freins au développement de la politique de promotion et de respect des droits de l'homme en Afrique, il convient de relever le phénomène de la balkanisation, héritage du découpage et des frontières de l'époque coloniale, ce qui semble entraîner aujourd'hui, d'une part l'expansion de sentiments micro-nationalistes favorisant des expulsions massives d'Africains d'autres pays africains, d'autre part une réglementation sévère des autorisations de sortie donnant l'impression ici et là que les Africains sont prisonniers dans leur pays respectifs. Or la liberté de l'homme est une notion indivisible ; elle ne peut souffrir de frontières et encore moinsmoins de restrictions arbitraires.[902]

Dans ce domaine, il est vrai. La constitution des frontières plus ou moins hermétique trouve son domaine d'élection dans les conceptions de l'Afrique traditionnelle ou l'homme n'acquiert de valeur sociale qu'en fonction de son groupe ethnique de sa tribu, de son clan ou de sa caste.

La frontière n'est plus ici d'ordre matériel ni spatial ; structures qui ont, aujourd'hui encore, tellement d'impact et d'influence qu'il convient de les examiner en dehors des facture historiques.

Les structures sociales traditionnelles de l'Afrique d'aujourd'hui peuvent effet être considérées comme les facteurs les plus puissants opposant les plus grandesgrandes forces de résistance au développement de la politique de promotion des droits de l'homme[903]. Plutôt que de les considérer comme des réalités éminemment actuelles, tant leur dynamisme se fait sentir dans tous les domaines de la vie quotidienne, qu'elle soit politique, économique, socio – professionnelle ou culturelle.

---

[900] KEITH K. and W. ANDY K., *L'Etat, la société et le système des Nations Unies. Les perspectives changeantes des relations multilatérales, BROCHEE, SL, 2005,p.203*

[901] *Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966*

[902] Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948

Convention sur la discrimination et l'élimination de toutes formes des pratiques esclavagistes.

Charte africain des droits de l'homme et des peuples de 1981.

Traité de l'UEMOA de 1994.

Convention des Nations Unies sur l'abolition de l'esclavage.

[903] KI-ZERBO Joseph, *repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007 op cit*

La structure sociale de l'Afrique traditionnelles peut être appréhendée et classée schématiquement sous quatre formes principales, sans qu'il soit possible cependant de discerner entre ces différents types de sociétés des cloisonnements étanches, l'objectif de ce découpage étant simplement d'ordre didactique, nécessaire à la clarté de l'exposé.

Le premier type de sociétés apparaît comme le système de « société grégaire » qui se constitue et qui vit en quelque sorte par bandes, sous la direction ou la prééminence d'un « notable » chef du groupe. Ce type de structures sociales caractérise notamment les populations pygmées que l'on trouve, entre autres, en Afrique centrale[904].

Le deuxième type est constitué par le système de « société parentalies » dans lequel les attitudes et les comportements , les gestes et les activités des membres de la communauté sont déterminés en fonction du lien parental. La notion de parenté apparaît comme la matrice sociale, pour ne pas dire le moteur de la vie en société. Ces systèmes sont articulés en « groupes ethniques » qui se subdivisent en « tribus », elles-mêmes éparpilles en « clans », lesquels se composent à leur tour de lignages (cellules sociales de base).

Le troisième type de structure est le système de « société hiérarchisée» dans lequel les règles de conduite, les attitudes, les comportements et les activités sont fonction de la place que l'on occupe dans l'échelle sociale ou du rôle que l'on joue au sein de la société. C'est ainsi que la société Wolof (Sénégal) comporte, d'un côté des gens libres (gor), et de l'autre des esclaves (diam). Par ailleurs la même société est constituée de castes définies en fonction de la division du travail. On y distingue ainsi les « Guer » , au sommet de la hiérarchie sociale , auxquels l'artisanat est interdit , puis les « gnegno » , catégories professionnelles vouées à l'artisanat : cordonnières , travailleurs du bois , tisse rands , griots , etc[905].

Le quatrième type de société est le type de société en voie d'étatisation progressive et systématique qui se caractérise par le fait que la règle s'applique ici à tous les « sujets » du « souverain » régnant , sans distinction de statut ni de groupe de parenté (anciens empires du mali , du Ghana , assez proches de l'Etat postcolonial actuel) [906].

Mais, plutôt que la définition des types de société, ce qui est surtout important, c'est la manière dont les membres d'un groupe ethnique, par exemple, conçoivent et vivent leurs rapports entre eux d'une part, vis – à – vis des membres des autres groupes ethniques d'autre part.

---

[904] KI-ZERBO Joseph, *repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007 ,p.83*

[905] KANKWENDA M. ; *La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne. Ed. Économica ; Paris 1000, p.230*

[906]KI-ZERBO Joseph, *repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007 op cit*

En schématisant quelque peu. On peut dire que les membres d'un même groupe ethnique se considèrent entre eux comme « les seules personnes humaine à part entière» ; «les ressortissants » des autres groupes ethniques sont perçus et considéré, en revanche, comme des «esclaves» des «animaux», des «oiseaux», des «choses». Les première possèdent seuls la personnalité juridique : à ce titre ce sont des sujets de droit, en tant qu'ils sont des êtres humains ; les seconds sont dépourvus de personnalité juridique : ce ne sont pas des sujets de droit, ils n'ont pas les attributs de l'être humain[907].

Dans ce système de pensée, la définition de la personne humaine n'est pas une définition mécanique ni conceptuelle : il ne suffit pas d'avoir deux bras et deux jambes ; il faut faire partie du groupe « ethnique » ; en revanche, en dehors du groupe ethnique, le même individu n'est plus un être humain.[908]

Non seulement la personne humaine ne se définit pas de façon mécanique, mais la définition n'est pas non plus statique : en effet, même à l'intérieur d'un même groupe ethnique, tous les membres n'ont pas la qualité d'être humain , la qualité de sujet de droit , au même degré ; celle – ci s'acquiert par étapes successives , tout au long de la vie , à la suite de rites d'initiations ; certains membre peuvent donc être investis de plus de personnalité ; d'autre , au contraire , peuvent en perdre à la suite d'événements malheureux (maladie , deuil , etc.) . C'est donc une conception dynamique qui caractérise cette pensée.

Enfin , la personnalité juridique n'est pas contenue entre les deux bornes que constituent la naissance et le décès de la personne : on peut épouser une fille encore dans le sein de sa mère ; tandis que l'enfant né de l'union de la veuve et du frère du défunt qui l'a recueillie peut avoir pour père non le géniteur , mais le défunt lui-même : la personnalité juridique n'est pas conçue sous l'angle matérialité , enfermée qu'elle est en principe dans la pensée juridique occidentale , entre la date de naissance et la date de décès , mais fonctionnelle en fonction du rôle que lui assigne la communauté.

---

[907] STEVE K.M., *Pour une réforme des institutions africaines. Droit de propriété, rendements et capacités, BROCHEE, SL, 2005 p.300 Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948*

Convention sur la discrimination et l'élimination de toutes formes des pratiques esclavagistes.

Charte africain des droits de l'homme et des peuples de 1981.

Traité de l'UEMOA de 1994.

Convention des Nations Unies sur l'abolition de l'esclavage.

[908] VALERE E. Y., *La Charte AfricaineDéclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948*

Convention sur la discrimination et l'élimination de toutes formes des Peuples. Etude comparative, L'Harmattan, Paris, 1996,p . 96pratiques esclavagistes.

Charte africain des droits de l'homme et des peuples de 1981.

Traité de l'UEMOA de 1994.

Convention des Nations Unies sur l'abolition de l'esclavage.

Ainsi donc dans ces sociétés, la personne humaine n'a pas de valeur universelle ni éternelle.[909] Il en résulte notamment que les mariages ne peuvent avoir lieu qu'entre les membres d'un même groupe ethnique, le mariage ayant pour fonction, entre autres, la reproduction de l'espèce humaine contenue uniquement parmi les membres du groupe ethnique. En revanche, le mariage reste interdit entre deux personnes de groupes ethniques différents : on ne peut concevoir une alliance matrimoniale entre une personne humaine et un «animal »[910]

Si l'on se place au niveau des clans par exemple, on s'aperçoit que les membres d'un même clan se considèrent comme « frères » le mariage reste interdit entre eux ; en fait ces « frères » sont du même sexe, qu'ils soient homme ou femme : ce sont des « males » En revanche les membres des autres clans sont considérés comme des « femmes » que l'on doit pouvoir épouser pour assurer la procréation : ce sont des « femelles » que ces membres soient hommes ou femme. La conception du sexe dans ce système de pensée n'est pas une conception du sexe dans ce système de pensée n'est pas une conception mécanique, ni statique ; mieux elle ne prend pas en compte la nature des organes physiques : ce n'est pas une pensée matérialité.

Si les membres d'un même clan s'interdisent des alliances matrimoniales, en revanche ils sont tenus au devoir de vengeance en cas d'atteinte portée à un autre membre d'un même clan. C'est le principe de la solidarité clanique : toute atteinte portée à l'un est réputée portée à tous les autres membres clans. On pourrait dire qu'il s'agit d'une solidarité organique. Les membres d'un même clan réagissent comme un seul homme. Etant constitués d'un même corps ; ce n'est pas une collection d'élément. Ce seul exemple tiré de la conception de la personne humaine suggère la mesure et la nature des efforts que l'éducation actuelle, d'origine occidentale, de sujet de droit, de dimension à la fois universelle et éternelle. Cette même observation vaut pour la conception du sexe.

Bien que la politique nouvelle de promotion et de protection des droits de l'homme appariasse aujourd'hui en Afrique comme un produit du système de pensée occidentale, notre sentiment, pour notre part, est que la notion de droit de l'homme qui est en fait la résurrection de la notion de droit de l'homme telle qu'elle est vécue dans le contexte traditionnel, ou l'horizon est constitué par la frontière du groupe ethnique, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui ou la vision du monde devient une vision planétaire[911].

---

[909] WACHSMANN P. ; *Les droits de l'homme, 4ème Ed. Dalloz, Coll. « Connaissance du droit », Paris 2002,p 92*

[910] LAQUEUR Walter, RUBIN Barry, *Anthologie des droits de l'homme, NOUVEAUX HORIZONS, Paris, 1989 p.425*

[911] KI-ZERBO Joseph, *repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007*

Mais qui dit résurrection dit essentiellement mort du vieil homme, transformation, transfiguration, voire mutation. Le changement que subit la société traditionnelle n'est plus seulement quantitatif ni qualitatif, il proprement révolutionnaire. C'est l'avènement de la conscience non plus tribale, mais humaine, l'homme étant aujourd'hui conçu de façon mécanique, statique, mais surtout sous l'angle matérialiste[912]. Dans cette optique, les vieillards ne sont-ils pas considérés en Occident comme des épaves à parquer en marge de la société, et les bébés comme une surcharge inutile ?

Est-ce là le changement auquel aspire l'Afrique, ou en revanche le vieillard inspire le respect et la vénération, ou l'enfant est signe de la continuité et de la vitalité du groupe ? le problème qui se pose est donc celui de savoir quel doit être le sens des transformation qui doivent affecter la conception et la mise en œuvre de la théorie des droits de l'homme dans la nouvelle Afrique, celle des Indépendances et non pas celle de la période postcoloniale, une Afrique réconciliée avec elle-même et avec les autres, en quête non seulement de sa modernité, mais aussi de son unité, de son identité et de sa dignité. Peut – on aboutir dans ce domaine de droits de l'homme[913] à une nouvelle unité de conception, fédératrice d'une nouvelle identité, d'une nouvelle dignité, d'une nouvelle universalité, d'une nouvelle humanité ? C'est ici que se trouvent les conflits de logique et de vision, obstacles, semble-t-il, au développement des droits de l'homme en Afrique.

Pour tenter de fixer des jalons et des points de repère, il convient au préalable, de dégager les caractéristiques spécifiques de chacune des visions des trois principaux univers qui se chevauchent, s'interpénètrent ; ces trois univers sont :

- L'univers mental du monde musulman[914] ;
- L'univers mental du monde dit « animiste »
- L'univers mental du monde occidental

A la lumière en effet des recherches entreprises ou en cours, on peut dire qu'au centre de la vision islamique se trouve la notion de Dieu et non celle de l'Etat, loi divine qui a été relevée aux hommes, soit par l'intermédiaire du Prophète MOHAMED (Révélations qui ont été consignées dans le Coran), soit par l'exemple du Prophète et de ses compagnons (règles constituées aujourd'hui par la Sounna), soit par l'accord unanime des docteurs de la loi (agissant sans doute sous l'inspiration divine) dans les cas sur lesquels les deux sources précédentes sont muettes (règles qui constituent l'Idjma).

---

[912] KI-ZERBO Joseph, *repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007, op cit*

[913] LAQUEUR Walter, RUBIN Barry, *AnthologieDéclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948*
Convention sur la discrimination et l'élimination de toutes formes des pratiques esclavagistes.
Charte africain des droits de l'homme, NOUVEAUX HORIZONS, Paris, 1989 p. 233 et des peuples de 1981.
Traité de l'UEMOA de 1994.
Convention des Nations Unies sur l'abolition de l'esclavage.

[914] BOTIVEAU B., *Loi islamique et droit dans les sociétés arabes : mutations des systèmes juridiques du Moyen-Orient, KARTHALA, Paris*

Il en résulte que la loi n'est pas dans le monde musulman un instrument entre les mains de l'état. Elle s'impose aussi bien aux détenteurs du pouvoir qu'à la communauté des croyants ; mieux, c'est le respect de la loi divine qui fonde la légitimé des responsables de l'Etat. Comment, dans ces conditions, être en mesure de supprimer, le cas échéant, certaines dispositions de la Charia des droits de l'homme, sans heurter de front les exigences de la conscience religieuse des intéressés ? Telle apparaît une des principales difficultés que l'on peut rencontrer dans la logique de la vision islamique, dans cette tentative de recherche des chemins de l'unité de conception des droits de l'homme en Afrique.

En revanche, au centre de l'univers du monde occidental, dominé comme chacun sait par la vision chrétienne, on trouve la notion d'Etat, qui a pris, pour ainsi dire, la place de Dieu, Etat qui utilise la loi pour s'imposer aux hommes. Comme le Dieu chrétien, l'Etat occidental est un Etat transcendant, omnipotent, qui ne souffre pas la présence d'autres divinités devant sa face, que ces divinités s'appellent clans, castes, tribus, ou ethnies. Il en résulte que la loi, qui est différente de la loi divine, l'Etat occidental étant un Etat laïc, doit être la même pour tous les hommes, sans considération de race, de religion, de sexe, de couleur, de classe, etc. c'est cette conception qui se trouve à la base de la Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée par les Nations Unies en 1948 et qui inspire, en partie, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples[915].

Au centre de la vision, « animiste », on trouve l'homme : non pas que Dieu en soit absent, mais Dieu y coexiste avec sa créature, le Dieu »animiste » étant un Dieu immanent ; de même l'Etat n'y est pas absent, mais les fonctions de l'Etat y sont réparties entre les divers membres de la Communauté (forgerons, tisserands, agriculteurs, bijoutiers, cordonniers, bûcherons, chasseurs, etc..) dans cet univers « animiste », nul n'impose sa loi d'en haut, ni Dieu, ni l'Etat.

En outre, toujours dans cet univers « animiste », aucune loi ne s'impose, de l'extérieur, à l'homme. La cohésion et l'harmonie sociale résultent d'une part du désir spontané et de l'élan intérieur qui poussent irrésistiblement chacun à vouloir vivre, à tout prix, en communauté, d'autre part du jeu des solidarités nécessaires qui se tissent entre les membres exerçant des fonctions différentes, aucun des membres de la communauté ne pouvant se suffire à lui-même[916].

---

[915]Charte Africaine Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948
Convention sur la discrimination et l'élimination de toutes formes des Peuples adoptée le 28 juinpratiques esclavagistes.
Charte africain des droits de l'homme et des peuples de 1981.
Traité de l'UEMOA de 1994.
Convention des Nations Unies sur l'abolition de l'esclavage.

[916] SHALE H., ALBRECHT S., *Droits de l'Homme et sociétés en transition. Les causes, les conséquences, les réponses, BROCHEE, SL, 2005*

L'homme « animiste » assume pour ainsi dire sa propre souveraineté, sa propre responsabilité, sa propre liberté, les conflits se règlent, non en fonction de lois préétablies et générales, mais par le dialogue permanent mais patient, et le frottement continu résultant du contact direct entre les intéressés, « l'Homme étant le remède de l'Homme », comme disent les Wolofs.Il en résulte que nos sociétés ancestrales se méfient en quelque sorte du droit, et partant, des tribaux et de la justice institué par l'Etat[917]. Dans ces conditions, comment amener ces populations « animiste » à faire entièrement confiance à nos droits de l'homme, et à notre Commission, inspirés qu'ils sont tous les deux en partie par la vision occidentale ?Pour résoudre les problèmes de l'unification et de transformation des conceptions en vigueur en matière de droits de l'homme, deux voies peuvent être tentées en Afrique.

La première voie consiste à faire des rapprochements entre les différents systèmes de conception et de protection des droits de l'homme pour aboutir à une formule de « synthèse ».La vision islamique et la vision chrétienne ne participent-elles pas toutes les deux de religions révélées, d'origine abrahamique et de structure dite « monothéiste » [918]?

Le droit musulman n'est – il pas plus proche du droit ancestral qui ne distingue pas, d'un cote la règle juridique, de l'autre la règle morale, enfin la règle religieuse ? De plus, le principe de séparation des pouvoirs, cher à Montesquieu, n'est-il pas ignoré aussi bien du droit musulman que du droit ancestral ? Le droit musulman et le droit ancestral ne semblent-ils pas cultiver tous les deux le principe de l'inégalité entre l'homme et la femme, inégalité qui s'exprime notamment dans l'institution de la polygamie, dans le droit successoral, dans la vie publique.

Les sociétés occidentales ne se rapprochent-elles pas en ce qui les concerne des communautés africaines, en raison de l'importance des privilèges et es préférences que les unes et les autres accordent aux relations de type « personnalité », ou « parentalité », que ces relations soient au niveau tribal ou clanique, qu'elles soient au niveau des classes, des corporations, des clubs ou des sectes, au détriment, au-dessus ou au-delà des rapports et des règles objectivement définis par le droit officiel, ou celui éminemment abstrait et théorique des manuels ?[919]Cette voie visant à rapprocher les systèmes présente néanmoins l'inconvénient de ne pas être sincère, de trahir la vérité en ne s'arrêtant qu'aux apparences, de taire les différences.La deuxième voie pouvant conduire à l'unification consiste, de la part des fidèles d'un système donné, à vouloir l'imposer aux autres, soit par la force, soit par la ruse, soit par la séduction.

---

[917]KI-ZERBO Joseph, *repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007*

[918] BOTIVEAU B., *Loi islamique et droit dans les sociétés arabes : mutations des systèmes juridiques du Moyen-Orient, KARTHALA, Paris, p.35*

[919] UNION INTERAFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME (UIDH) : *Les Droits de l 'Homme en Afrique, historique, réalités et perspectives : rapport sur l'état des droits de l'homme en Afrique 1995-1996, UIDH, Cotonou, 1996*

Les différents colonisateurs qui ont prôné directement ou indirectement l'assimilation autrefois n'y guère réussi. Deux des régimes de l'Afrique postcoloniale[920] qui ont voulu imposer des systèmes non provoqué des crises. En face de ces deux voies qui semblent autant d'impasses, pourquoi ne pas reconsidérer dans un esprit d'humilité, de fraternité, de justice, d'amour, de ferveur, nos différents systèmes, à la lumière de l'expérience et de l'enseignement des autres, non pour proposer aux autres d'adopter notre vision du monde, mais pour approfondir cette vision à la lumière des autres ?Toute la difficulté est de savoir si nous sommes capables de cet esprit d'humilité, de fraternité, de justice et d'amour envers notre prochain. Telles sont, à notre avis, les finalités que doit poursuivre l'action pour redynamiser, revitaliser, et redéfinir la dimension universelle des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que leur contenu. Il nous faut une nouvelle universalité, une nouvelle humanité ; non statique ni figée, mais dynamique et spirituelle. Nous devons aujourd'hui retrouver en chaque être humain pris au niveau de la planète les sentiments de « fraternité » et de solidarité vécus dans l'Afrique traditionnelle au niveau des « clan ».La spécificité des conceptions africaines doit servir à redynamiser et à revitaliser l'universalité des droits de l'homme.[921]

La société civile a un rôle important à jouer dans ce processus.

La société civile a vu un développement exponentiel dans les démocraties occidentales. Elle fait partie de ces concepts transposés dans les jeunes démocraties africaines où elle est a fait sa grande apparition dans les années 90 période à laquelle, la majorité des paix africains se sont payé « le luxe de la démocratie »[922].. Traditionnellement la société dite civile (vie civile) est opposée à la société politique (vie politique) donc à l'Etat tel que prônait par Hegel en 1821 dans Les principes de la philosophie du droit. On peut tenter de la définir comme étant l'ensemble des rapports, des interactions (d'ordres divers) et des actions qui se passent dans une société donnée et en dehors de l'Etat. Pour Gramsci considéré comme de la société civile, celle-ci, concerne l'idéologie sous tous ses aspects ainsi que les institutions qui la créent et la diffusent. 923 Ainsi, partant de cette définition, la société civile englobe des individus regroupés sous forme de familles, d'associations, de syndicats ou d'organisations non gouvernementales qui ont une certaine autonomie fonctionnelle et budgétaire par rapport au pouvoir politique.

---

[920] KI-ZERBO Joseph*, repères pour l'Afrique, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007*

[921] Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948
Convention sur la discrimination et l'élimination de toutes formes des pratiques esclavagistes.
Charte africain des droits de l'homme et des peuples de 1981.
Traité de l'UEMOA de 1994.
Convention des Nations Unies sur l'abolition de l'esclavage.

[922] CONAC G., JEAN D. B., CHRISTINE D., *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998,p. 232*

[923] Mamadou Hady DEME, *Du rôle de la société civile pour une consolidation de la démocratie participative au Sénégal, UGB publié dans le site memoireonline.com*

Cependant en Afrique, la société civile comme le montre bien Mamadou Hady DEME est dans un état embryonnaire mais n'empêche, elle est en train de jouer un rôle important dans des différents domaines de la vie sociale. La société civile ayant pour but de contribuer à améliorer la vie des populations par la promotion de valeurs universelles (la démocratie, les droits de l'homme, la paix,…) et la réduction de tout facteur pouvant entraver le bien être de ces populations (pauvreté, non scolarisation, pandémie,…) ; l'Etat ayant aussi pour vocation de satisfaire ces mêmes attentes, il s'en suit donc entre le pouvoir politique et l'Etat il y'a forcément des interactions. Quelle est la nature de ces rapports ? Y'a une subordination entre la société civile et le pouvoir politique ? La société civile est-elle bien outillée pour faire face au pouvoir politique ? Pour répondre à ces interrogations, il convient d'abord d'expliquer les facteurs qui ont aidé à faire émerger une société civile africaine avant d'étudier ses rapports avec le pouvoir politique.

La société civile : Une résultante du processus de démocratisation...

La société civile en tant qu'espace d'épanouissement et d'expression des citoyens ne peut rayonner que dans un environnement plus ou moins démocratique. Le continent africain a vu l'émergence de sa société civile–sous sa forme moderne- qu'avec le processus de démocratisation entamée dans les années 90[924]. Ce processus suppose l'ouverture et l'acception de la contradiction et une transparence dans la gestion des affaires publiques. Ainsi, des investigations et des débats contradictoires sur cette gestion sont sans doute un aspect de cette démocratisation. Mais aussi, il garantit la liberté d'association et de manifestation.[925]En effet, la société civile offre aux citoyens un cadre de participation à la vie de la cité. Avec elle, les affaires de celle-ci ne sont plus discutées simplement dans le cadre des partis politiques ou des institutions étatiques. Ainsi, la démocratie importée a amené avec elle la société civile. Cependant, l'efficacité ou le rayonnement de celle-ci dépend surtout du degré d'éducation et de citoyenneté des populations. Or, nous savons que le continent africain est frappé par un taux d'analphabètes (au sens occidental du terme) très élevé. Ce qui constitue une limite à ses actions. Car la population est censée constituer cette société civile. Donc plus cette population est bien armée intellectuellement, plus on assiste à une société civile puissante capable de faire face à ses défis. Comme le montre bien Mamadou Hady Dème «Point de départ de la participation des citoyens à la vie politique, le mouvement de la société civile constitue le fondement de la démocratie, tandis qu'en Afrique et au Sénégal la gestion du pouvoir politique reste à la seule appréciation des politiques.

[924] CONAC G., JEAN D. B., CHRISTINE D., *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998,op cit*

[925] 1. Mamadou Hady DEME, op cit. *Du rôle de la société civile pour une consolidation de la démocratie participative au Sénégal, UGB publié dans le site memoireonline.com*

Les populations à la base sont quant à elles, réduites en simples observatrices de l'activité politique, à la limite passives. Dans ces pays où la société civile est encore embryonnaire, la présence des citoyens sur le champ politique n'est remarquable que durant les périodes électorales »[926]. Et la présente campagne électorale locale démontre bien cette assertion. En outre, l'émergence de la société civile africaine a été favorisée par la crise de l'Etat africain.

A. Et de la crise de l'Etat-nation

La théorie de l'Etat Nation longtemps mis en branle ne laisse aucune place à d'autres acteurs non étatiques. En effet, selon cette théorie, seuls les Etats investis de la souveraineté du peuple ou de la nation ont le droit de représenter ceux-ci et de parler en leur nom. Mais avec la crise de l'Etat-nation, de nouveaux acteurs émergent. Ainsi, l'Etat n'a plus le monopole des décisions et des politiques à l'intérieur de son territoire[927]. C'est pourquoi, aujourd'hui on voit la présence des OSC dans tous les domaines notamment à travers des organisations non gouvernementales.

Le Sénégal semble être un terrain de prédilection des ONG. Cependant, la société civile ne se réduit pas aux ONG même si ces dernières se sont appropriées durant exclusivement le terme au cours de cette dernière décennie. Dans la famille de la société civile, nous pouvons y mettre tous les mouvements associatifs, syndicaux, religieux, estudiantins, et selon même la conception gramscienne, les partis politiques d'opposition car étant hors du démembrement de l'Etat et de son appareil, etc.[928]

En effet, la mondialisation qui a atténuée la capacité d'intervention de l'Etat a favorisé l'émergence des organisations de la société civile. De nos jours, beaucoup de bailleurs de fonds contournent les Etats Nations pour coopérer avec les ONG surtout spécialisées dans les domaines qui font l'objet de financement. L'aide au développement qui a connu des changements ces dernières années dans sa façon d'être accordée en est une illustration.

---

[926] .Kalilou SYLLA, « *la société civile dans les démocraties naissantes en Afrique de l'ouest : « enfants gâtés » ou alternative a l'etat et au marche pour le financement du développement ? cas des ong en cote d'ivoire » Codesria, West African Région Cotonou, Benin, 6-7 Septembre 2003*

[927] DAVID P. F., *Les droits de l'homme et la politique étrangère comparative, BROCHEE, SL, 2005,p.126*

[928] Kalilou SYLLA, *« la société civile dans les démocraties naissantes en Afrique de l'ouest : « enfants gâtés » ou alternative a l'etat et au marche pour le financement du développement ? cas des ong en cote d'ivoire » Codesria, West African Région Cotonou, Benin, 6-7 Septembre 2003 op cit Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948*

Convention sur la discrimination et l'élimination de toutes formes des pratiques esclavagistes.

Charte africain des droits de l'homme et des peuples de 1981.

Traité de l'UEMOA de 1994.

Convention des Nations Unies sur l'abolition de l'esclavage.

C'est pourquoi, on retrouve une multiplicité d'ONG dans le domaine du développement surtout à la base, socle du développement durable tel que prônait par les institutions internationales de Bretton Woods. Cependant cette très grande importance (qui rime avec puissance) accordée à ces acteurs étatiques faisant d'eux «les enfants gâtés » influence leur rapport avec l'Etat.

B. La société civile, un contre-pouvoir au pouvoir politique :

Avant de se payer « le luxe de la démocratie », le système politique africain est marqué par le parti unique, synonyme de pensée unique qui « se contrôle » lui-même.

Cependant, le processus de démocratisation a favorisé d'autres acteurs qui se sont constitués progressivement comme des contres pouvoir hors du cadre institutionnels. Car les assemblées parlementaires (les partis d'opposition) qui devaient normalement joué ce jeu se trouvent limité par l'organisation du système politique lui-même.[929]

Ainsi, les (OSC) joue aujourd'hui un rôle de sentinelle sur beaucoup de questions allant du respect de l'Etat de droit aux questions de développement. D'ailleurs dans l'histoire, les mouvements contestataires ont pris leur source dans les mouvements de la société civile. On peut citer l'exemple de la révolution de mai 68 avec le mouvement estudiantin qui a plongé beaucoup de pays (surtout les jeunes africains qui venait d'accéder à l'indépendance) dans une instabilité politique sans précédente.

Dans certains pays comme le Burkina Faso ou le Sénégal, le mouvement étudiant a su étrangler le pouvoir politique. Au Burkina par exemple, l'Association nationale des étudiants burkinabé (ANEB), section nationale de l'Union générale des étudiants burkinabé (UGEB) a organisé au printemps 1997 une grève houleuse que le Pr. Augustin Loada qualifie comme étant « la plus longue grève de l'histoire du mouvement étudiant »4 burkinabé.

Cette même situation s'est posée au Sénégal avec les grèves étudiantes de 1988 et de 1993 qui ont conduit respectivement à une année blanche et à une année invalide. Ces tensions souvent teintées de soubresauts politiques sont des moments d'instabilités sociopolitiques que le pouvoir essaye malheureusement de gérer par la répression et la division avec son corollaire, la corruption.

[929] IAN M., JEAN B., TAKASHI I., *Démocratie, gouvernance et performance économique : Asie de l'Est et du Sud-est, BROCHEE, SL, 2005,p.220*

D'ailleurs on note une nouveauté dans la société civile selon le Pr. TESSY BAKARY5 avec « des « mouvements aux groupes de soutien » à des candidats aux élections présidentielles. Quelques-unes de ces organisations qui s'inscrivent dans la durée fonctionnent sur le modèle des « Political Action Committees » (PAC) et procèdent à la levée des fonds pour les campagnes électorales et procurent des services à des électeurs (photos et démarches administratives pour l'obtention des cartes d'électeur, par exemple) ».[930] Ainsi, on voit que cette société dite civile ne se cantonne pas simplement dans la « sphère civile », mais elle s'invite aussi dans le champ politique Cette attitude s'explique bien par la théorie de « Tout est politique », le fameux slogan de mai 68. Cette attitude de la société civile reste cependant très controversée aux yeux de l'opinion.

Dans un dossier réalisé par Sud Echos intitulé « ONG et Politique : Complémentarité ou symétrie ? » les hommes politiques comme Yaya Mané (1er adjoint du maire de la commune de Ziguinchor) pense qu' «il faut procéder à une redéfinition des tâches. Car chacun doit rester dans ses compétences » et Mamadou Konté, responsable politique dans le parti au pouvoir renchéri en dénonçant « l'intrusion des ONG dans l'univers politique »[931].. Mais de l'autre côté, cet engagement est vu simplement par un acte citoyen, selon Ibrahima Ka, le coordinateur de l'ONG PACTE souligne avec regret, le fait que « la présence des ONG aux côtés des populations met souvent les autorités dans une situation embarrassantes ».

Le Collectif burkinabé « Trop c'est Trop » qui lutte pour le respect des valeurs démocratique et de l'Etat de droit, pose ce débat en ces termes « Les organisations ou associations formelles réputées « apolitiques» sont-elles interdites de politique ou d'activités politiques ? Qu'est ce qui est politique, qu'est-ce qui ne l'est pas ? À supposer que ces activités soient politiques, sont-elles illégitimes ? »[932]. Ces positions montrent bien les relations entre le/la politique et les ONG et d'une manière générale les OSC qui « empruntent souvent le chemin des clichés » selon Oumar Ba, Directeur Général de l'ONG ASACASE dans le même dossier. Cependant malgré leurs importantes ressources humaines et financières, qui leur permettent de contrer le pouvoir politique, la société civile souffre de quelques limites face à ce dernier.

---

[930] LOADA, *« Réflexions sur la société civile en Afrique : Le Burkina de l'après-Zongo »in Politique africaine n° 76 - décembre 1999, p 138.*
. TESSY BAKARY, *« La vie politique en Afrique noire francophone entre pesanteurs et métamorphoses », communication présentée au symposium international de Bamako, tenu du 01 au 03 nov 2000, p 326.*

[931] TESSY BAKARY, *« La vie politique en Afrique noire francophone entre pesanteurs et métamorphoses », communication présentée au symposium international de Bamako, tenu du 01 au 03 nov 2000, p 326*

[932] LOADA, *« Réflexions sur la société civile en Afrique : Le Burkina de l'après-Zongo »in Politique africaine n° 76 - décembre 1999*

C. Le pouvoir politique, une menace pour la société civile :

Malgré la crise de l'Etat-nation, certains pouvoirs restent toujours l'apanage du pouvoir politique. Ainsi, la première limite de la société civile face au pouvoir politique est d'ordre institutionnel[933]. En effet, c'est au pouvoir politique qu'il revienne de reconnaître toute OSC. Quel que soit leur nature, les OSC sont organisées du point de juridique en harmonie avec le droit positif du pays où elles sont créées. Donc il y'a pas un droit supra national qui organise les OSC.

Par exemple, Amnesty International malgré son caractère international avec beaucoup de sections dans le monde est régie par le droit anglais où elle a son siège. Cet exemple est valable pour toute autre organisation. Par exemple, au Sénégal, les ONG sous la tutelle du ministère de la Femme. Ce qui signifie donc que ces organisations sont contraintes d'exercer leur activités en respectant du droit positif du pays où elles mènent celle-ci. [934]

Le pouvoir politique n'hésite pas à user de l'intimidation voire de sévères répressions contre les militants de la société civile ou même d'interdire toute manifestation de celle-ci au nom de l'ordre public : L'exemple de la Guinée où depuis la prise du pouvoir par le capitaine Dadis Camara, toute manifestation est interdite car selon lui susceptibles de « trouble à l'ordre publique » (une notion au contour flou mais bien aimée par les préfets et sous-préfets sénégalais). Cette répression s'étend même au cadre d'expression des organisations de la société civile : la Presse. Au Burkina Faso par exemple, le régime de Blaise Compaoré, allergique aux critiques n'a pas hésité à incendier le quotidien privé L'Observation et l'assassinat du Directeur de Publication de l'hebdomadaire L'Indépendant, Norbert Zongo, le 13 décembre 1998 montre à quel point le pouvoir politique est capable de franchir les barrières si il se sent menacé.

En outre, la division et le nombre important des syndicats dans le même domaine, sont une des faiblesses de ceux-ci et réduisent l'ampleur de leur action. Et le pouvoir politique, le plus souvent use de cette division pour mieux les canaliser et les discréditer. Au pays de la Téranga, les syndicalistes et les professionnels politiques sont souvent les mêmes personnes. Ce qui fait que les actions de beaucoup de syndicats sont dictées par des logiques politiques. On a vu même des membres actifs du parti au pouvoir créer leurs propres syndicats surtout dans le domaine de l'éducation, sous prétexte que ce secteur est dominé par des syndicats issus des partis de Gauche actuellement dans l'opposition.

---

[933] IAN M., JEAN B., TAKASHI I., *Démocratie, gouvernance et performance économique : Asie de l'Est et du Sud-est, BROCHEE, SL, 2005,p.233*

[934] Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948

Cependant, malgré ces obstacles la société civile africaine est dans une quête permanente d'indépendance en échappant au pouvoir politique. Cette indépendance est facilitée par la qualité de ses membres et de ses dirigeants issus du milieu intellectuel les plus réputés qui ont un réseau international puissant qui fait qu'ils sont souvent « protégés » au-delà de leurs frontières. En outre, c'est surtout leur autonomie financière par rapport aux Etats qui est le socle de leur indépendance[935].

Aujourd'hui, la société civile africaine est certes jeune mais dynamique. Elle s'est illustrée dans les luttes pour la démocratie, la paix, les droits de l'homme, les questions de genre, etc. La confiance que leur accorde les bailleurs de fonds et les institutions internationales (par exemple à l'ONU les ONG sont admises au niveau de conseil économique et social comme des observateurs et un service de liaison avec ces ONG est mis sur pieds qui publie chaque année une revue qui informe des activités de ONU avec celles-ci) font d'elles des acteurs avec qui les Etats nations gagneraient plus à entretenir des rapports de collaboration que des rapports conflictuels. [936]

Par ailleurs, l'UEMOA devra capitaliser l'apport des institutions nationales des droits de l'homme en mettant en place un comité permanent de promotion desdits droits. Cette institution supranationale sera créée en adéquation avec les principes internationaux, notamment ceux dits de Paris, régissant les institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme (Cf. Résolution 46/134 de l'Assemblée Générale des Nations –Unies du 20 décembre 1993). [937]

Dans cette résolution, l'Assemblée Générale des Nations-Unies, après avoir souligné l'importance que la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'autres instruments internationaux revêtent pour ce qui est de promouvoir le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et mis en exergue le rôle important que des institutions peuvent jouer au niveau national s'agissant de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales ainsi que de faire plus largement connaître ces droits et libertés et d'y sensibiliser l'opinion, a adopté les principes suivants garantissant l'indépendance et la crédibilité desdites institutions[938]:

---

[935] IGUE, John O., *Le territoire et l'Etat en Afrique. Les dimensions spatiales du développement, KARTHALA, Paris, 1995,p.203*

[936] Cf dans ce sens ; - .Augustin LOADA, op cit. *« Réflexions sur la société civile en Afrique : Le Burkina de l'après-Zongo » in Politique africaine n° 76 - décembre 1999,*

[937] Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948

Convention sur la discrimination et l'élimination de toutes formes des pratiques esclavagistes.

Charte africain des droits de l'homme et des peuples de 1981.

Traité de l'UEMOA de 1994.

Convention des Nations Unies sur l'abolition de l'esclavage.

[938] IGUE, John O., *Le territoire et l'Etat en Afrique. Les dimensions spatiales du développement, KARTHALA, Paris, 1995,op cit*

D. Compétences et attributions des institutions nationales

1. Les institutions nationales sont investies de compétences touchant à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

2. Les institutions nationales sont dotées d'un mandat aussi étendu que possible et clairement énoncé dans un texte constitutionnel ou législatif, qui détermine leur composition et leur champ de compétence[939].

3. Les institutions nationales ont, notamment, les attributions suivantes :

a) Fournir à titre consultatif au gouvernement, au parlement et à tout autre organe compétent, soit à la demande des autorités concernées, soit en usant de sa faculté d'auto saisine, des avis, recommandations, propositions et rapports concernant toutes questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme; les institutions nationales peuvent décider de les rendre publics; ces avis, recommandations, propositions et rapports ainsi que toute prérogative des institutions nationales se rapportent aux domaines suivants :

- i) Les dispositions législatives et administratives et les dispositions relatives à l'organisation judiciaire dont l'objet est de protéger et d'étendre les droits de l'homme; [940]à cet égard, les institutions nationales examinent la législation et les textes administratifs en vigueur, ainsi que les projets et propositions de lois, et font les recommandations qu'elles estiment appropriées pour que ces textes se conforment aux principes fondamentaux des droits de l'homme; elles recommandent, si nécessaire, l'adoption d'une nouvelle législation, l'adaptation de la législation en vigueur, et l'adoption ou la modification des mesures administratives;

- ii) Les cas de violations des droits de l'homme dont elles décideraient de se saisir ;

- iii) L'élaboration de rapports sur la situation nationale des droits de l'homme en général, ainsi que sur des questions plus spécifiques ;

---

[939] LAPORTE B. ; *L'intégration monétaire avant l'intégration commerciale : le cas de l'Afrique de l'Ouest. Revue de l'économie de développement, n°3, septembre 1996*

[940] Principe de Paris, conférence de Vienne 1993, Assemblée Générale des INDH, 1993 à Paris.
Réseau des Institutions Nationales Francophones des droits de l'homme (AFCNDH)
Réseau des médiateurs et Ombusman de l'UEMOA.
Association Francophone des hautes juridictions de l'Afrique.
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948.

- iv) Attirer l'attention du gouvernement sur les cas de violations des droits de l'homme où qu'ils surviennent dans le pays, lui proposer toutes initiatives tendant à y mettre fin et, le cas échéant, émettre un avis sur les positions et réactions du gouvernement ;

b) Promouvoir et assurer l'harmonisation des lois, des règlements et des pratiques en vigueur sur le plan national avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, auxquels l'Etat est partie[941], et leur mise en œuvre effective;

c) Encourager la ratification de ces instruments ou l'adhésion à ces textes, et s'assurer de leur mise en œuvre ;

d) Contribuer aux rapports que les Etats doivent présenter aux organes et comités des Nations Unies, ainsi qu'aux institutions régionales, en application de leurs obligations conventionnelles et, le cas échéant, émettre un avis à ce sujet, dans le respect de leur indépendance ;

e) Coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et tout autre organisme des Nations Unies, les institutions régionales et les institutions nationales d'autres pays qui ont compétence dans les domaines de la promotion et de la protection des droits de l'homme ;

f) Coopérer à l'élaboration de programmes concernant l'enseignement et la recherche sur les droits de l'homme et participer à leur mise en œuvre dans les milieux scolaires, universitaires et professionnels ;

g) Faire connaître les droits de l'homme et la lutte contre toutes les formes de discrimination, notamment la discrimination raciale, en sensibilisant davantage l'opinion publique, notamment par l'information et l'enseignement, et en faisant appel à tous les organes de presse.

D1. Composition et garanties d'indépendance et de pluralisme

1. La composition des institutions nationales et la désignation de leurs membres, par voie élective ou non, doivent être établies selon une procédure qui présente toutes les garanties nécessaires pour assurer la représentation pluraliste des forces sociales (de la société civile) concernées par la promotion et la protection des droits de l'homme, en particulier grâce à des pouvoirs permettant une coopération effective avec des représentants, ou grâce à la présence de représentants :

---

[941] LAPORTE B. ; *L'intégration monétaire avant l'intégration commerciale : le cas de l'Afrique de l'Ouest. Revue de l'économie de développement, n°3, septembre 1996*

a) Des organisations non gouvernementales compétentes dans le domaine des droits de l'homme et de la lutte contre la discrimination raciale[942], des syndicats, des organisations socioprofessionnelles intéressées, groupant par exemple des juristes, des médecins, des journalistes et des personnalités scientifiques ;

b) Des courants de pensée philosophiques et religieux ;

c) D'universitaires et d'experts qualifiés ;

d) Du parlement ;

e) Des administrations (auquel cas ces représentants ne participent aux délibérations qu'à titre consultatif).

2. Les institutions nationales doivent disposer d'une infrastructure adaptée au bon fonctionnement de leurs activités, en particulier de crédits suffisants. Ces crédits doivent leur permettre de se doter de leur propre personnel et de leurs propres locaux, afin d'être indépendantes du gouvernement et de n'être pas soumises à un contrôle financier qui pourrait compromettre cette indépendance[943].

3. Pour que soit assurée la stabilité du mandat des membres des institutions nationales, sans laquelle il n'est pas de réelle indépendance, leur nomination doit résulter d'un acte officiel précisant la durée du mandat. Celui-ci peut être renouvelable, sous réserve que le pluralisme de la composition de l'institution reste garanti.

D2. Modalités de fonctionnement

Dans le cadre de leur fonctionnement, les institutions nationales doivent :

a) Examiner librement toutes les questions relevant de leur compétence, qu'elles soient soumises par le gouvernement ou décidées par auto saisine sur proposition de leurs membres ou de tout requérant ;

b) Entendre toute personne, obtenir toutes informations et tous documents nécessaires à l'appréciation de situations relevant de leur compétence ;

---

[942] RAMESH T., Peter M., *De l'impunité souveraine à la responsabilité internationale : De l'état de droit au droit entre états, BROCHEE, SL, 2005,p.182 Principe de Paris, conférence de Vienne 1993, Assemblée Générale des INDH, 1993 à Paris.*
Réseau des Institutions Nationales Francophones des droits de l'homme (AFCNDH)
Réseau des médiateurs et Ombusman de l'UEMOA.
Association Francophone des hautes juridictions de l'Afrique.
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948.

[943] UNION INTERAFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME (UIDH) : *Les Droits de l 'Homme en Afrique, historique, réalités et perspectives : rapport sur l'état des droits de l'homme en Afrique 1995-1996, UIDH, Cotonou, 1996,p.44 et svt*

c) S'adresser à l'opinion publique directement ou par l'intermédiaire des organes de presse, en particulier pour rendre publics leurs avis et leurs recommandations ; [944]

d) Se réunir sur une base régulière et, autant que de besoin, en présence de tous leurs membres régulièrement convoqués ;

e) Constituer en leur sein, le cas échéant, des groupes de travail, et se doter de sections locales ou régionales pour les aider à s'acquitter de leurs fonctions ;

f) Entretenir une concertation avec les autres organes, juridictionnels ou non, chargés de la promotion et de la protection des droits de l'homme (notamment ombudsman, médiateur, ou d'autres organes similaires);

g) Compte tenu du rôle fondamental que jouent les organisations non gouvernementales pour amplifier l'action des institutions nationales, développer les rapports avec les organisations non gouvernementales qui se consacrent à la promotion et la protection des droits de l'homme, au développement économique et social, à la lutte contre le racisme, à la protection des groupes particulièrement vulnérables (notamment les enfants, les travailleurs migrants, les réfugiés, les handicapés physiques et mentaux) ou à des domaines spécialisés[945].

Des institutions nationales peuvent être habilitées à connaître des plaintes et requêtes concernant des situations individuelles. Elles peuvent être saisies, par des particuliers, leurs représentants, des tiers, des organisations non gouvernementales, des associations de syndicats et toutes autres organisations représentatives. Dans ce cas, et sans préjudice des principes ci-dessus concernant les autres compétences des institutions, les fonctions qui leur sont confiées peuvent s'inspirer des principes suivants :

a) Rechercher un règlement amiable par la conciliation ou, dans les limites fixées par la loi, par des décisions contraignantes ou, le cas échéant, en ayant recours à la confidentialité ;

b) Informer l'auteur de la requête de ses droits, notamment des voies de recours qui lui sont ouvertes, et lui en faciliter l'accès ;

---

[944] Principe de Paris, conférence de Vienne 1993, Assemblée Générale des INDH, 1993 à Paris.
UNION INTERAFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME (UIDH) : *Les Droits de l 'Homme en Afrique, historique, réalités et perspectives : rapport sur l'état des droits de l'homme en Afrique 1995-1996, UIDH, Cotonou, 1996, op citRéseau des Institutions Nationales Francophones des droits de l'homme (AFCNDH)*
Réseau des médiateurs et Ombusman de l'UEMOA.
Association Francophone des hautes juridictions de l'Afrique.
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948.

c) Connaître des plaintes ou requêtes ou les transmettre à toute autre autorité compétente dans les limites fixées par la loi ;

d) Faire des recommandations aux autorités compétentes, notamment en proposant des adaptations ou modifications des lois, règlements et pratiques administratives, spécialement lorsqu'ils sont à l'origine des difficultés qu'éprouvent les auteurs des requêtes à faire valoir leurs droits.

Paragraphe 2 : L'information comme facteur de convergence dans le contexte de pluralisme juridique.

Il va de soi que la dynamique d'une telle information lénitive, atténuant les conséquences de l'excès de cloisonnement des institutions (surtout des juridictions) d'intégration, appelle la plus large coopération. Il appartient à tous les promoteurs de la vie juridique (les organisations d'intégration régionale, et leurs institutions, les Etats membres, les institutions et Etats partenaires au développement, les membres et les organisations de profession judiciaires, les universitaires et même les opérateurs de contribuer à la mise en œuvre de l'information dans les conditions appropriées au besoin de complémentarité et de convergence des institutions.[946]

Quelques particularités de l'information appelée à la rescousse du processus d'intégration peuvent être évoquées.

En matière d'Information écrite, force est d'affirmer quela transformation des sociétés africaines depuis l'époque coloniale conduit irrésistiblement à la prédominance du droit écrit. Même si des aménagements sont encore d'usage pour prendre en compte l'illettrisme de la plupart des citoyens dans le formalisme de certains actes, l'écriture a largement remplacé le griot ancestral.

Les retards ou l'irrégularité de la parution du journal officiel dans certains pays ne démentent pas la primauté de l'information écrite. S'agissant, en l'occurrence, d'information scientifique, le publique destinataire est une catégorie de citoyens doués d'une instruction de haut niveau et qui y attachent d'autant plus de crédit que l'information est écrite.

En outre, la complexité, le besoin de détail et de précision de l'information scientifique exigent que celle-ci soit écrite : la perfection technique de l'écrit reste inégalée par les autres formes de communication.

---

[946] Ferdinand AHO (Ingénieur d'étude de droit privé à la faculté de droit de potiers ; Responsable du département Afrique et Francophonie au centre Juriscope (unité mixte de services CNRS-université)
: L'information comme facteur de convergence dans le contexte de disparité juridictionnelle en Afrique

Les nouvelles techniques de l'information et de la communication (NTIC) ont érigé la télématique sur un piédestal. L'évolution a été fulgurante et le droit, surpris, s'y adapte lentement mais sûrement. Il s'attache à encadrer de plus en plus étroitement le commerce électronique tout en devenant à son tour un usager des autoroutes de l'information. Douée d'une extraordinaire rapidité, l'Internet transporte et délivre l'information en temps réel.

La quasi-totalité des organisations régionales africaines sont présentes sur la toile. Offrant sur leurs sites leurs archives et parfois une revue d'actualité. Bien souvent, elles bénéficient de pages ou de sites dédiés par des promoteurs étrangers.

Le service rendu à l'UEMOA et à l'OHADA par les organes de diffusion électroniques est sans doute considérable. Il s'agit en outre d'une technologie d'avenir, qui n'a pas épuisé ses possibilités. En ce sens, il paraît indispensable de conserver, voire de développer la diffusion électronique de l'information sur les organisations d'intégration[947].

Au moins deux faiblesses de ce monde de diffusion appellent cependant à le compléter par un autre. D'abord, l'information électronique est fragile et parfois incertaine[948] . En suite le taux de couverture téléphonique et la qualité des équipements restent faible en Afrique malgré un développement spectaculaire ces dernières années : développement du téléphone portable au détriment du téléphone filaire, sous-équipement des juridictions, instabilité ou absence de courant électrique, difficultés de dépannage dans les localités lointaines, obsolescence rapide des ordinateurs et des logiciels rendant aléatoire la compatibilité avec les produits proposés par les sites serveur.

Une publication sur papier devrait compléter les éditions électroniques. La revue sur support papier préserve son lectorat des vicissitudes de la technologie et des contingences budgétaires puisqu'elles nécessitent moins d'investissement. Elle est plus exigeante en qualité.

La nécessité d'une revue consacrée à l'intégration juridique sous régionale étant constatée, le projet d'une telle publication peut en outre s'appuyer sur des atouts techniques existants. Fortuitement (puisque les différents traités ne l'avait pas prévus), la coopération est apparue comme le mode opératoire efficace pour faire jouer à l'information le rôle de promoteur du droit nouveau.

---

[947] SOUMANIA, DOUMBIA, MAIGA, IDRISSA, 1996, Rencontre de concertation régionale en Afrique de l'Ouest sur les défis à portée régionale en matière de promotion de la démocratie et des droits de la personne, Bamako du 20 au 22 mars 1996, rapport de synthèse, CENAFOD, Bamako, p.88 et svt

[948] Un fichier texte s'altère facilement lors des manipulations, alors que les fichiers images, plus sûrs, nécessitent une capacité de mémoire que le terminal du commun des utilisateurs africains ne possède pas pour pouvoir accumuler des téléchargements

Le même schéma d'organisation devrait tout aussi efficacement aider à rallier la jurisprudence dans l'espace intégré. Le vecteur de l'information étant choisi la coopération s'appuiera sur une maîtrise d'ouvrage professionnelle, une expertise juridique africaine et un large partenariat.[949]

En effet, le traitement de l'information juridique est un métier. Dans le contexte régional africain, pister et collecter la documentation juridique nécessitent à la fois savoir-faire et disponibilité. Il paraît inopportun de charger de tâche éditoriale les institutions et les organes des systèmes d'intégration, sachant qu'ils sont généralement sous-équipés en personnels et autres moyens pour remplir leur mission juridique et dépourvus d'aptitude éditoriale. En outre, une expertise certaine est ici exigée. Par exemple, en ce qui concerne l'OHADA, qu'il s'agisse du code OHADA ou des huit manuels publiés dans la collection « Droit uniforme africain », la préférence donnée aux juristes opérant en Afrique pour la rédaction, a déterminé le succès rencontré par ces produits auprès du public[950].

Ces auteurs, natifs de l'Afrique ou non, ne sont-ils pas mieux que quiconque au fait des réalités locales ? Leurs diversités professionnelles constituent une garantie de richesse pour les analyses, chacun apportant le point de vue favorisé par sa propre activité. La revue s'appuiera aussi bien sur les universitaires, les magistrats, les avocats, les notaires que les juristes des organes et institutions des systèmes régionaux. Du point de vue technique, la coopération des organisations concernées est d'une nécessité absolue. Source de la documentation (Traités, directives, actes uniformes, règlements et jurisprudence), elles sont également un bassin d'expertise de grande qualité (magistrats et conseillers juridiques). Par leurs abonnements ou leurs subventions qu'elles peuvent accorder à la revue, les organisations régionales constituent des soutiens nécessaires. En partenaires privilégiés, ces organisations trouveront dans la revue une plate-forme de communication pour leurs brèves annonces.

Il en est de même des Etats et des partenaires au développement.

Les membres des professions libérales et des corps de magistrats des juridictions nationales participeront à souhait aux études et techniques. Les universitaires et, de façon générale les auteurs, trouveront dans la revue le forum approprié à l'exercice de leur fonction critique de conscience dans le système (voire de conscience du système)[951]..

---

[949] Note bibliographique : - THEVENOT (Christian), *la problématique de l'efficacité dans les juridictions, dans la gestion du contentieux civil et pénal, agence intergouvernementale de la Francophonie, Paris,*
ISSA SAYEGH (joseph) et LOHOUES-OBLE

[950] KASSE Moustapha ; *Intégration et partenariat en Afrique : de l'UEMOA au NEPAD, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Yaoundé, 2003,p. 154*

[951] JEAN-MARC Coicaud, VEIJO Heiskanen, *La légitimité des organisations internationales, BROCHEE, SL, 2005,p.208 et svt*

Enfin les opérateurs économiques exerçant dans le domaine de l'édition pourront prendre place dans l'organisation technique et commerciale de la revue selon des modalités à convenir. Comment ne pas être persuadé que l'information de qualité, portée à temps aux destinataires appropriés, puisse non seulement favoriser la convergence du droit dans notre contexte de disparité normative et juridictionnelle, mais également promouvoir le perfectionnement des normes[952].

Jusqu'à présent, le programme de communication de l'UEMOA a essentiellement mis l'accent sur la visibilité des chantiers de l'Union avec, notamment des voyages de presse organisés sur les sites des réalisations concrètes de l'Union au Burkina Faso, au Togo, au Bénin, au Niger et au Mali. Ces voyages ont conduit, dans chaque pays, une vingtaine de journalistes de la presse nationale sur les sites des forages d'eau, réalisés dans le cadre du Programme d'hydraulique villageoise, des infrastructures routières et auprès des entreprises admises au Programme de restructuration et de mise à niveau.

Cette action a été renforcée par l'appui à l'organisation de la caravane de l'intégration africaine initiée par la chaîne de télévision Africable et qui, pendant trois mois, a servi de canal de visibilité des actions des organes et des chantiers de l'Union dans les Etats membres[953].

En matière de communication multimédia, outre les actions traditionnelles au niveau des médias, une campagne a été conduite en vue de la mise en service du poste de contrôles juxtaposés de Cinkansé, à la frontière entre le Togo et le Burkina. La production du magazine de télévision Espace UEMOA a été poursuivie, renforcée par la production d'émissions dans le magazine Wari de la chaîne de télévision TV5, consacrées à la visibilité des projets du Programme Economique Régional.

De même, le portail d'information www.uemoa.int a été refait pour une plus grande accessibilité et le système de documentation et d'archivage de la Commission a été renforcé par la mise en place d'une plateforme de gestion électronique et de numérisation des documents.

Pour sa part, l'Association IZF a poursuivi son programme de sensibilisation des opérateurs économiques sur le site www.izf.net, en organisant des séminaires au Bénin, au Mali, au Cameroun et au Congo, de même qu'un séminaire de formations des correspondants locaux du site à Lomé.

---

[952] MEYER Pierre et IBRIGA Luc Marius, *la place du droit communautaire UEMOA dans le droit interne des Etats membres. Revue burkinabé de droit n°37 P28*

[953] MEYER Pierre et IBRIGA Luc Marius, *la place du droit communautaire UEMOA dans le droit interne des Etats membres*. Revue burkinabé de droit n°37 op cit Cf. Rapport 2010 de la Commission.

La consolidation de l'image de l'Union a été marquée par l'organisation d'une cérémonie commémorative du cinquantenaire des indépendances africaines, suivie d'une soirée culturelle de l'intégration avec la participation des artistes des huit pays de l'Union.

A ces manifestations, il faut ajouter, dans le cadre de l'appropriation des réformes et chantiers, l'organisation d'un séminaire de mise à niveau sur l'évolution des chantiers de l'Union, à l'occasion de la 14ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, le 20 février 2010 à Bamako.Une cinquantaine de journalistes des médias nationaux des Etats membres et de la presse internationale, y ont pris part.

Section II : La clarification du rôle des organes étatiques de contrôle démocratique et juridictionnel dans le processus d'intégration

L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine développe ses chantiers avec l'appui de partenaires régionaux et internationaux en vue de la réalisation des réformes et projets d'intégration et de la consolidation l'intégration régionale. Son expérience en fait aujourd'hui un modèle d'intégration qu'elle est sollicitée, régulièrement, à partager, aussi bien en Afrique que partout ailleurs dans le monde.

Au niveau régional et africain, elle a poursuivi ses relations avec les diverses organisations et participé ainsi à toutes les rencontres internationales, notamment les sessions de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO et celles des Chefs d'Etat et leaders de la CENSAD.

Elle a poursuivi son partenariat avec diverses organisations sous régionales : Autorité du Bassin du Niger[954], Liptako-Gourma, Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS)[955], etc.

[954] Cf. Convention révisée portant création de l'autorité du Bassin du Niger. Faite à N'Djamena, le 29 octobre 1987. Les missions assignées à l'ABN sont de promouvoir la coopération entre les pays membres et d'assurer un développement intègre du Bassin dans tous les domaines par la mise valeur de ses ressources notamment sur les plans de l'énergie, de l'hydraulique, de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la pisciculture, de la sylviculture, de l'exploitation forestière, des transports et communication et de l'industrie. Un besoin de réorganisation de l'ABN est apparu pour rendre l'organisation à même de remplir ses missions. Une mission de diagnostic et de conseil en ressources humaines a été financée par les bailleurs de fonds internationaux.

[955] Le Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) est une organisation internationale regroupant les pays sahéliens. Il a été créé en 1973, lors de la première grande sécheresse sur la région afin de mobiliser les populations sahéliennes et la communauté internationale autour de l'aide d'urgence et de la mise en œuvre des programmes dans différents domaines : agriculture pluviale et irriguée, hydraulique, environnement, transport, communication. En 1995, il a recentré ses activités autour notamment de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources naturelles. Le secrétariat exécutif est basé à Ouagadougou (Burkina Faso). Le centre agro-hydrométrique (AGRHYMET) créé par l'Organisation météorologique mondiale, est hébergé à Niamey (Niger) et l'Institut du Sahel, centre de recherche agro-socio-économique et sur la « population et le développement », est basé à Bamako (Mali). Suite au 15e sommet des chefs d'État et de gouvernement du CILSS qui s'est tenu à Ndjamena les 27 et 28 mars 2010, le président tchadien Idriss Déby Itno assure la présidence en exercice de l'organisation, succédant au président mauritanien. Voir http://www.cilss.bf/spip.php?rubrique1

Dans le cadre régional, les relations avec la CEDEAO ont été surtout marquées par la tenue de la sixième réunion du Secrétariat Technique Conjoint (STC) UEMOA-CEDEAO [956]à Ouagadougou. Cette rencontre a porté sur la finalisation des documents du protocole établissant le cadre de concertation entre les OIG, l'adoption du TEC CEDEAO et l'harmonisation de la fiscalité intérieure (TVA et droits d'accises).

Paragraphe 1 : La nécessaire appropriation par les juridictions nationales du droit communautaire.

L'intégration économique, régionale et juridique bénéficie d'un consensus général quant à sa pertinence. Le débat ne porte plus sur l'opportunité de cette intégration. Il porte plutôt sur sa mise en pratique, sa réalisation concrète.[957]

A ce titre, la multiplicité des organisations sous régionales constitue le handicap majeur à cette intégration. Il existe dans la sous-région, 12 à 14 organisations de coopération et d'intégration (C.E.D.E.A.O, U.E.M.O.A, OHADA, etc.). La plupart des pays d'Afrique de l'Ouest sont membres de plusieurs de ces organisations d'intégration régionale. En Afrique de l'Ouest, l'intégration s'est construite de façon concurrentielle. On remarque ainsi une sorte de concurrence entre l'U.E.M.O.A et la C.E.D.E.A.O d'une part, et entre l'U.E.M.O.A et l'OHADA d'autre part, bien qu'il n'y ait pas, a priori, d'opposition entre les objectifs de ces différentes organisations d'intégration. Les problèmes suivants se posent : il s'agit des modalités de la réalisation des objectifs de ces organisations d'intégration.[958]

Lorsqu'on examine la question à ce niveau, force est de constater que toutes ces organisations ont créé des cours de justice chargées de veiller à leur ordre juridique. Le risque encouru est que ces différents droits communautaires puissent arriver dans un pays membre avec le même rang, ce qui entraînerait la confusion au niveau du juge national. Il apparaît, à l'évidence des difficultés de cohabitation entre ces cours de justice, ce qui exige de réfléchir à leur nécessaire mise en cohérence.[959]

---

[956] Dans le cadre de l'objectif d'accélération de l'intégration en Afrique de l'ouest, l'UEMOA et la CEDEAO ont formalisé leur relation en signant un Accord de coopération, le 05 mai 2004, à Abuja, au Nigéria. Cet Accord a institué un Secrétariat technique Conjoint pour coordonner le processus de convergence entre les deux Organisations.

[957] Impliquer les citoyens, l'information la consultation et la participation du publique dans le processus de la prise de décision (commission nationale des droits de l'homme et des libertés fondamentales du Niger, 2007).

Investir dans une politique de renforcement des relations entre les administrations et citoyens permet d'améliorer la qualité de la prise de décision. C'est un élément central de bonne gouvernance qui permet de copter de nouveaux courants, d'idées pertinentes et des informations utiles tant pour les prises de décision que pour les mises en œuvre de politiques publiques. Il contribue également au renforcement du sens civique et la confiance du public dans l'administration ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de la démocratie. De tels efforts aident à consolider la démocratie représentative au sein de laquelle le parlement joue un rôle central. (Omar GUAYE, conseiller référendaire au conseil d'Etat du Sénégal)

[958] Cf. Rapport 2010 de la Commission.

[959] GARY P. S., STEPHEN W., *Régionalisme, politique internationale multilatérale et intégration économique, BROCHEE, SL, 2005 p.96*

A. Des difficultés de cohabitation

Les difficultés se posent non seulement en amont, au niveau de la nature du droit produit par les organisations, mais aussi en aval dans les modalités de contrôle juridictionnel.

A.1 Des difficultés liées à la nature des droits produits

Elles apparaissent à l'examen du droit produit en fonction d'une part, des destinataires de la règle de droit :

- si elle est adressée aux particuliers, il s'agit d'un droit supranational.

- si elle est adressée aux Etats, on parlera d'un droit interétatique. Mais aussi le rang du droit communautaire vis-à-vis des droits nationaux.[960]

On note une similitude entre l'UEMOA et l'OHADA :

- l'article 10 du Traité OHADA et l'article 43 du Traité UEMOA posent le principe de l'applicabilité directe : ces deux droits s'adressent aux particuliers.

- dans les deux systèmes, le principe de la primauté est affirmé ; leurs règles respectives ont donc le même rang au plan national. Cela résulte notamment de l'article 6 du Traité UEMOA, et de l'article 10 du Traité OHADA. Cette similitude peut être source de difficultés.[961]

En revanche, il existe une différence entre l'U.E.M.O.A et la C.E.D.E.A.O.Le droit de la C.E.D.E.A.O est un droit de nature interétatique et non supranationale, qui s'adresse aux Etats (articles 9 et 12 du Traité C.E.D.E.A.O). Cela implique que les particuliers ne peuvent saisir directement le juge national en cas de violation des dispositions du Traité C.E.D.E.A.O. Cette différence de régime entraîne des difficultés.

A.2- Difficultés liées aux modalités du contrôle juridictionnel

Il existe trois juridictions communautaires ouest africaines.[962] Le juge national est juge de droit commun de tous ces droits communautaires. Cela implique un conflit de compétences, notamment dû à l'entrelacement des compétences rationae loci et rationae materiae.

---

[960] BECART Alain. ; *Intégration et développement : bilan et perspectives de la zone franc en Afrique, Ed. L'Harmattan, mai 1997,p.24*

[961] Cf. Rapport 2010 de la Commission.

[962] IBRIGA Luc Marius et COULIBALY Abou Said, *Droit communautaire ouest africain, collection précis de droit burkinabé,p.32 et svt*

Comme la plupart des pays sont membres de ces trois juridictions, il se poserait un problème en cas de litige entraînant l'application simultanée des trois règles de droit communautaire susceptibles de s'appliquer. Par exemple, le code des investissements issu du traité U.E.M.O.A comporte des dispositions relatives à la vente qui, dans le même espace, est en principe régi par les dispositions du droit OHADA.

L'OHADA et l'U.E.M.O.A ne prévoient pas le même type de relations entre le juge national et le juge communautaire. Toutes choses qui compliquent la position du juge national quand il a à connaître d'une affaire appelant l'application conjointe des dispositions de ces deux droits communautaires.[963]

Confronté à plusieurs règles venant dans son for et ayant vocation à s'appliquer de la même façon, le juge national se trouve dans une situation très délicate. Pour des litiges de cette configuration, en fonction des invocations des parties, on peut se retrouver avec plusieurs décisions contradictoires : cela entraînerait l'insécurité judiciaire que sont censées empêcher ou éviter la plupart des droits communautaires ayant pour objet l'intégration en Afrique.

A.3 La nécessaire mise en cohérence

Solutions préconisées : la nécessaire mise en cohérence des systèmes d'intégration exige que l'on fasse état des initiatives déjà en cours avant d'explorer de nouvelles pistes de solution.

A- les voies déjà ouvertes

1-Les voies de droit

- En ce qui concerne le traité U.E.M.O.A, les articles 14 et 60 alinéa 2 permettent d'éviter des problèmes de conflits ; le respect de ces dispositions aurait permis de tenir compte des autres dispositions contradictoires.

- En ce qui concerne le traité C.E.D.E.A.O, pouvoir l'article 5 alinéa 1 relatif à l'engagement des Etats.

- Pour sa part, l'article 8 du Traité OHADA prévoit la possibilité de bloquer l'adoption d'un Acte uniforme qui irait à l'encontre des dispositions des autres traités[964].

---

[963] Cf. Rapport 2010 de la Commission.

[964] L'Article 8 du Traité OHADA dispose que *« L'adoption des actes uniformes par le Conseil des Ministres requiert l'unanimité des représentants des Etats Parties présents et votants.*
L'adoption des actes uniformes n'est valable que si les deux tiers au moins des Etats Parties sont représentés.
L'abstention ne fait pas obstacle à l'adoption des actes uniformes. »

- L'article 30 §4 b de la Convention de Vienne sur les traités[965].

2- Les solutions politico-diplomatiques

- Création de secrétariats communs : U.E.M.O.A-C.E.D.E.A.O, rapprochement soutenu par l'Union Européenne.

- Signature des accords de partenariats régionaux.

- L'U.E.M.O.A -OHADA : l'U.E.M.O.A a un statut d'observateur auprès de l'OHADA ; pourtant il y a eu un refus d'adopter le SYSCOA au profit de l'OHADA.

B- Les pistes à explorer

- Réviser le traité U.E.M.O.A pour l'adapter aux autres traités. Il faudrait notamment expurger ce traité de l'article 103.[966]

- Travailler au niveau de l'OHADA pour lui faire reconnaître l'exclusivité de la compétence en ce qui concerne les questions relatives au droit des affaires.[967]

- Essayer de spécialiser les organisations d'intégration régionale dans les domaines où elles sont les plus performantes : la C.E.D.E.A.O dans le règlement des conflits, l'UEMOA dans la construction du marché commun, l'OHADA dans le domaine du droit uniforme des affaires[968].

- Il serait intéressant de s'inspirer de l'article 233 du traité CE[969].

Dans tous les cas, il faudrait retenir la norme ayant le potentiel intégratif le plus important.

---

[965] Article 30 §4 b du Traité dispose que : *« Lorsque les parties au traité antérieur ne sont pas toutes parties au traité postérieur : Dans les relations entre un Etat partie aux deux traités et un Etat partie à l'un de ces traités seulement, le traité auquel les deux Etats sont parties régit leurs droits et obligations réciproques. »*

[966] Article 103 (modifié) en disposant que « Tout Etat ouest africain peut demander à devenir membre de l'Union. Il adresse sa demande à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui se prononce sur rapport de la Commission. » risque de devenir une organisation régionale au même rang que l'Union africaine.

[967] Cf. Rapport 2010 de la Commission.

[968] IBRIGA Luc Marius et COULIBALY Abou Said, *Droit communautaire ouest africain, collection précis de droit burkinabé,op cit*

[969] Article 223 dispose que *« Les juges et les avocats généraux de la Cour de justice, choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des jurisconsultes possédant des compétences notoires, sont nommés d'un commun accord pour six ans par les gouvernements des États membres. ».* voir Journal officiel des Communautés européennes, 24.12.2002

La complication du problème tient à la pluralité de juridictions et au rôle hégémonique de la CEDEAO aux contours encore imprécis. Les spécificités de l'ordre juridique de la communauté CEDEAO au regard de ses compétences pose nécessairement le problème des rapports entre l'institution judiciaire communautaire et les juridictions nationales des Etats Membres de la communauté. En effet si l'on considère l'article 15 (4) du traite révise, il est écrit : «les arrêts de la cour de justice ont force obligatoire à l'égard des Etats Membres, des institutions de la communauté et des personnes physiques et morales» ; et l'article 22(3) du Protocole de 1991 dit ceci : « les Etats Membres et les instituts de la communauté sont tenus de prendre sas délai, toutes les mesures nécessaires, de nature à assurer l'exécution des décisions de la cour»[970]

Par ailleurs, aux termes de l'art. 26 du même protocole de 1991 « la cour peut décider de siéger sur le territoire d'un autre Etats Membres». La lecture combinée de ces dispositions montre que les juridictions Nationale des Etats Membres participent à l'action et à la mission de la cour et donc que la cour communautaire et les juridictions nationales se doivent d'entretenir des rapports de coopération, voire de collaboration étroite[971] ; Outre cela, le mécanisme des questions préjudicielles règle également le problème de rapport entre la juridiction communautaire et la juridiction nationale en ce que l'article 10.f du Protocole additionnel de 2005[972] tout en réservant la compétence exclusive à la cour pour l'interprétation des textes adoptés par la CEDEAO ou sous ses auspices , n'emporte pas dessaisissement du juge national ; mais au contraire lui permet de dire le droit et donc d'appliquer le droit communautaire sur son territoire.

Par ailleurs, dans le domaine des commissions rogatoires, le règlement de la cour en son article 41 prévoit des actes de procédure dont les juridictions nationales constituent les canaux idoines pour leur accomplissement.

---

[970] Principe de Paris, conférence de Vienne 1993, Assemblée Générale des INDH, 1993 à Paris.
Réseau des Institutions Nationales Francophones des droits de l'homme (AFCNDH)
Réseau des médiateurs et Ombusman de l'UEMOA.
Association Francophone des hautes juridictions de l'Afrique.
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948.
Cf. Protocole A/P.1/7/91 relatif à la cour de Justice de la communauté

[971] STEVE K.M., *Pour une réforme des institutions africaines. Droit de propriété, rendements et capacités, BROCHEE, SL, 2005,*

[972] Cf. Protocole additionnel A/SP.l/0l/05 portant Amendement du protocole A/P /17 /91 relatif à la cour de justice de la communauté

Enfin, en matière d'exécution des décisions de la cour, la tâche incombe aux Etats membres et à leurs juridictions nationales. Ainsi, l'art. 24 du Protocole additionnel[973] qui a institué des voies d'exécution des arrêts de la cour, rend la cour nationale partenaire de la cour communautaire et en même temps complémentaire de celle-ci, puisque le juge de la cour en se basant sur des règles de procédure en vigueur sur son territoire, fera exécuter les décisions de la cour communautaire, puis le lui notifiera[974].

Enfin, au plan normatif pur, il n'existe pas de primauté de degré juridictionnel ; c'est-à-dire que les décisions de la cour, tout en s'imposant aux Etats membres ne peuvent infirmer les décisions rendu par les juridictions nationales.

Au total on peut donc dire que entre la cour de justice de la communauté CEDEAO et les juridictions nationales des Etats membres il existe des rapports de complémentarité empreinte d'une coopération qui vise à façonner de manière décisive, l'intégration sous régionale par le droit.

Les regroupements des Etats en communautés régionales, économique ou en Unions monétaires se sont toujours accompagnés de création d'organes judiciaires à caractère international. La CEDEAO, L'UEMOA, la CEMAC ou l'OHADA en sont des exemples[975].

Mais au-delà de différences au contexte spécial de leur création je tenterai, à un examen comparatif des missions et de la pratique de nos cours de justice de la CEDEAO, de la CEMAC, de l'OHADA et de l'UEMOA, étant bien entendu que la CEMAC, son organe judiciaire même s'il est prévu par le traité de ladite communauté, n'est pas encore mis en place.

Il ya lieu de relever que la cour de justice de la communauté, CEDEAO et la cour de l'UEMOA et la cour de la CEMAC ont en commun, la mission de veiller au respect du droit dans l'interprétation et l'application des traités, des protocoles et autres normes dérivées du droit des communauté qui les ont mises en place. Elles sont toutes des juridictions à caractère permanent, pourvues de compétences d'attribution, auxquelles s'ajoute la compétence arbitrale.

---

[973] L'article 24 révisé, intitulé « Voies d'exécution des Arrêts de la Cour » dispose que : *« 1. Les Arrêts de la Cour qui comportent à la charge des personnes ou des Etats, une obligation pécuniaire, constituent un titre exécutoire.*

2. L'exécution forcée, qui sera soumise par le Greffier du Tribunal de l'Etat membre concerné, est régie par les règles de procédure civile en vigueur dans ledit Etat membre.

3. La formule exécutoire est apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité du titre, par l'autorité nationale que le Gouvernement que chacun des Etats membres désignera à cet effet. .

4. Les Etats membres désigneront l'autorité nationale compétente pour recevoir ou exécuter la décision de la Cour et notifieront cette désignation à la Cour.

5. L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour de Justice de la Communauté ». voir Protocole additionnel A/SP.I/0l/05 portant Amendement du protocole A/P /17 /91 relatif à la cour de justice de la communauté

[974] David P.F. *les droits de l'homme et les politiques étrangères comparatives, Brochee, SL 2005, p 154.*

[975] Association Francophone des hautes juridictions de l'Afrique.

Toutefois, il faut préciser qu'au sein de la communauté CEDEAO le traité révisé a prévu la création d'un tribunal arbitral[976], indépendamment de la cour de justice (Art.9 (5) du protocole additionnel) et pour laquelle un projet de règlement d'arbitrage est en cours d'examen.

Dans l'exécution de leur missions respectives les cours ci-dessus citées concourent toutes à l'édification et à la consolidation du droit de leur communauté respective, ceci par l'effet obligatoire et supranational de leurs décisions.

Les cours de justice de la CEDEAO, de l'UEMOA et de la CEMAC statuant comme juridiction de premier et dernier ressort « exception faite des cas de recours prévus à l'article 48 (b) de l'Acte additionnel de la CEMAC » ; rendent ainsi des décisions susceptibles que de révision ou de tierce opposition, mais pas d'appel.

Les décisions de ces juridictions communautaires, dans la mesure où elles s'imposent aux Etats, aux institutions et aux personnes physiques et morales constituent, à n'en point douter, une véritable source de droit[977].

Les principes qui résultent de la jurisprudence de ces juridictions communautaires constituent également une part substantielle du droit communautaire des Etats Membres[978].

D'autre part, la synergie entre ces juridictions communautaires et les juridictions nationales, notamment par les biais des questions préjudicielles, concourt à la diffusion et à l'harmonisation du droit des communautés et au sein de leurs Etats Membres.

Mais les caractéristiques communes ci-dessus évoquées ne doivent pas occulter les particularismes propres à chacune de ces institutions qui sont:

[976] Cf. article 16 du Traité révisé du 24 jullet 1993

[977] David R. *Droit international public*, Dalloz, PARIS 2005,op cit

[978]David P.F. *les droits de l'homme et les politiques étrangères comparatives, Brochee, SL 2005 IBRIGA (L.M) et COULIBALY (S.A), Droit communautaire ouest africain, collection précis de droit burkinabé, 1998, pp. 37- 43*

- L'absence d'avocat général devant la Cour de justice de la CEDEAO. En effet, contrairement à la pratique devant les cours de justice de l'UEMOA[979], de la CEMAC[980] et de l'OHADA, le traité révisé de la CEDEAO et encore moins les protocoles relatifs à la cour de justice de la communauté CEDEAO ne prévoit pas d'Avocat à la cour ; ceci constitue également un sujet de débats au niveau des Barreaux Ouest Africains[981]
- Le rôle de l'avocat général est perçu comme un avantage pour approfondir la recherche, la documentation, la compréhension et l'interprétation des normes juridictionnelles et éclairer la juridiction sur le droit applicable, ce qui, permettra d'appréhender la jurisprudence et de faciliter le travail de la cour. La Cour de justice de la CEDEAO gagnerait certainement à inscrire une réforme de ses textes et procédures en ce sens.
- L'absence d'un dépôt de cautionnement par les parties récurrentes devant la cour de justice de la CEDEAO[982].

Ceci a l'avantage de faciliter l'accès à la cour. Par contre le dépôt de cautionnement devant la cour de justice de l'UEMOA par exemple ajouté à l'obligation pour les parties de se faire assister obligatoirement d'un avocat inscrit au Barreau d'un Etat membre, peuvent constituer un obstacle à la saisine de la juridiction, si l'on considère les revenus faibles de nos populations ; c'est du reste l'une des raisons qui motivent l'art.26 du protocole de 1991 de la cour de justice de la CEDEAO autorisant des sessions hors-siège dans l'un des Etats Membres.

---

[979] Au niveau de l'UEMOA, s'agissant du rôle des avocats généraux, l'Article 9 du Règlement n° 1/96/CM portant Règlement des procédures de la Cour de Justice de l'UEMOA, dispose que : *« Les Avocats généraux sont chargés de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance des conclusions motivées sur les affaires soumises à la Cour, en vue d'assister celle-ci dans l'accomplissement de sa mission.*

L'Avocat général le plus ancien au sens de l'article 4 prend le titre de 1er Avocat Général. Il décide de l'attribution des affaires aux Avocats généraux et prend les dispositions nécessaires en cas d'absence ou d'empêchement d'un Avocat général. »

[980] Aux termes de l'Article 31 de l'ACTE ADDITIONNEL N° 06/00/CEMAC-041-CCE-CJ-02 Portant Statut de la Chambre Judiciaire de la Cour de Justice de la CEMAC : *« Les fonctions de Ministère Public auprès de la Cour peuvent, s'il y a lieu, être assurées par un membre de la Cour appelé Avocat Général.*

Il est désigné par ordonnance du Premier Président. »

[981] Réseau des Institutions Nationales Francophones des droits de l'homme (AFCNDH).)

Réseau des médiateurs et Ombusman de l'UEMOA.

Association Francophone des hautes juridictions de l'Afrique.

Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948.

David P.F. *les droits de l'homme et les politiques étrangères comparatives, Brochee, SL 2005, 360 p.*

David R. *Droit international publique*, Dalloz, PARIS 2005

Voir Dr. Henri TCHANTCHOU, *« LA PLACE DU PARQUET OU MINISTÈRE PUBLIC DANS LES PROCESSUS JUDICIAIRES COMMUNAUTAIRES : LE CAS DE L'OHADA », Revue de l'ERSUMA : Droit des affaires - Pratique Professionnelle*, N° 1 - Juin 2012, *Pratique professionnelle*.

[982] Cf. article 27 du protocole de 1991 qui dispose que : *« Tous les frais fonctionnement de la Cour sont supportés par le budget du Secrétariat Exécutif de la Communauté. »*

Sinon pareilles difficultés bloquent les justiciables ; ceci est constaté dans le système de l'OHADA ou lorsqu'après l'insistance nationale d'appel la partie non satisfaite devrait exercer le pourvoi devant la CCJA-OHADA. En effet, le pourvoi devant la cour de l'OHADA indique pour les parties outre les frais de justice d'autres couts liés à l'éloignement de la juridiction par rapport au lieu de résidence des parties.

S'agissant des relations avec les juridictions nationales, il est utile de rappeler en ce qui concerne spécialement la Cour de justice de l'OHADA, que celle-ci bien qu'étant une juridiction régionale, statue comme une juridiction de cassation des décisions rendues par les juridictions nationales. Ce qui constitue à nos yeux une passation des attributions des cours suprêmes Nationales des Etats Membre à la juridiction communautaire OHADA. En effet, outre sa compétente arbitrale, elle est compétente pour connaitre des pourvois formés contre les arrêts de juridictions nationales, lorsque lesdits arrêts ont trait au droit des affaires.

En outre, contrairement aux juridictions de la CEDEAO, de l'UEMOA et de la CEMAC qui statuent en premier et dernier ressort sur les points de droit et sur les faits, la cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA est juge de dernier ressort pour les questions de droit des décisions attaquées devant elle. S'agissant de la question des droits de l'Homme ; celle-ci constitue l'un des objectifs visés par les pères fondateurs des regroupements communautaires ; et c'est pourquoi la CEDEAO a opéré l'extension des compétences de son institution judiciaire pour y inclure la protection des droits des humains ; ce qui constitue comme une particularité de cette cour[983]. Mais il n'en est rien si l'on considère que pour assurer le plein épanouissement des citoyens communautaires la protection et la promotion des droits de l'Homme sont un élément indispensable de la mission et du rôle de sa juridiction.

Au total, et au-delà des similitudes et des spécificités à chaque communautaire, d'aucun peuvent craindre des chevauchements de compétence ; par exemple en matière de contentieux de la concurrence ou sur la libre circulation des biens devant la cour de l'UEMOA, de l'OHADA ou de la CEDEAO contre un Etat membre de ces trois communautaires, laquelle de ces juridictions est plus compétente que l'autre[984]. Pour éviter d'éventuels chevauchements ou conflits de compétences il importe d'explorer les pistes d'une synergie fonctionnelle entre les différents organes judiciaires communautaires. La recherche de la complémentarité et le partage de nos différences sur un même ensemble régional seraient d'un apport considérable dans l'unification du droit et l'accroissement des échanges commerciaux pour ne s'arrêter que là.

---

[983] Voir l'article de Sandrine TURGIS, Docteur en droit public Université de Paris II, *« Protection des droits de l'homme sur le continent africain - novembre 2010 : activités de la Cour de justice de la CEDEAO et de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples », CESICE,* 14 décembre 2010

[984] IBRIGA Luc Marius et COULIBALY Abou Said, *Droit communautaire ouest africain, collection précis de droit burkinabé, 1998, pp. 37- 43*

La Cour de justice de la Communauté CEDEAO, en tant qu'organe judiciaire principal chargé d'interpréter et d'assurer le respect du droit communautaire se doit de concevoir, d'assoir et de promouvoir un ordre juridique communautaire qui favorise l'intégration sous régionale, le développement économique, scientifique, technologique et social de la Communauté[985]

C'est pourquoi la Cour s'efforce chaque jour de faire du chantier de la coopération sous régionale une réalité dynamique par le respect du droit en vue de l'édification d'une société humaine juste et équitable[986].

Mais la considération du droit communautaire CEDEAO ne peut se faire sans tenir compte des impératifs et des objectifs visés par d'autres communautés sœurs auxquelles sont également parties les Etats membres de la CEDEAO. En effet, le développement des échanges commerciaux et des flux migratoires entre régions obligent nos différentes communautés à interagir et à harmoniser, les ordres juridiques.

Paragraphe 2 : L'institution par l'UEMOA d'un système d'évaluation des performances en matière de respect des droits de l'homme.

Membres de la CEDEAO, les Etats de l'UEMOA sont à la traîne de cette dernière sur le plan normatif. Pourquoi ne pas s'investir à s'approprier et à améliorer le Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance adoptée par la CEDEAO ?

---

[985] Principe de Paris, conférence de Vienne 1993, Assemblée Générale des INDH, 1993 à Paris.
Réseau des Institutions Nationales Francophones des droits de l'homme (AFCNDH)
Réseau des médiateurs et Ombusman de l'UEMOA.
Association Francophone des hautes juridictions de l'Afrique.
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948.
David P.F. *les droits de l'homme et les politiques étrangères comparatives,* Brochee, SL 2005, 360 p.
David R. *Droit international publique,* Dalloz, PARIS 2005
Dans la conclusion à son article sur *« la problématique de la juridictionnalisation des Processus d'intégration en Afrique de l'ouest », disait qu' « Il ressort de ce qui précède que la résolution du problème de la compatibilité U.E.M.O.A.-C.E.D.E.A.O. et U.E.M.O.A.-O.H.A.D.A. est cruciale pour l'avenir de l'intégration en Afrique de l'Ouest. A ce sujet, et il n'y a pas d'illusion à se faire, la seule voie de résolution demeure celle de la négociation, sans idée de préséance, pour un compromis. Reste à espérer que les différentes parties auront une claire et exigeante conscience de l'enjeu et s'attelleront à cette tâche de remodelage des relations inter-O.I.G. en Afrique de l'Ouest car de lui dépendent en grande partie l'avenir et le renforcement de l'intégration régionale. »* Pour plus d'information voir : http://www.institut-idef.org/IMG/pdf/Microsoft_Word_-_LA_PROBLEMATIQUE_DE_LA_JURICTIONALISATION.pdf
[986] David R. *Droit international public ,* Dalloz, PARIS 2005, op cit

Les Etats membres de la CEDEAO se sont en effet dotés d'un document juridique qui, par les principes et valeurs qu'il consacre, est assimilable à une Constitution (au sens matériel). [987] La nouveauté ici est qu'il est question d'une « Constitution régionale ». On pouvait encore avoir quelque doute sur son statut de Constitution ou sur la valeur constitutionnelle de ses dispositions. Le doute n'est plus permis avec la decision du 9 juillet 2009 que vient de rendre la Cour constitutionnelle du Togo[988].

Ainsi que le fait remarquer Stéphane Bolle dans son commentaire, la Cour « vise seulement le protocole CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et non les autres engagements internationaux consacrant ce droit (Déclaration universelle des droits de l'homme, art. 21.1EtPacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 25 a) ».

Faisant montre d'une hardiesse et d'une ouverture d'esprit remarquables et privilégiant les textes endogènes (secrétées en Afrique) sur les textes exogènes venus d'ailleurs, le juge constitutionnel togolais contribue à « vulgariser » les dispositions du protocole et à « réhabiliter » ce texte important qui devrait être considéré comme le texte de référence du constitutionnalisme régional.

Au regard de son importance, ce texte mérite d'être présenté dans ses grandes lignes. Le document dont il est question porte exactement le titre ProtocoleA/SP1/12/01 sur la démocratie et la bonne gouvernance additionnel au Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité[989]. Pour bien en cerner le sens et les enjeux, il importe d'étudier successivement le contexte dans lequel il a été adopté, son contenu et les difficultés que pourrait soulever sa mise en œuvre.

A. Contexte dans lequel le Protocole a été adopté

Le Protocole dont il est question a été signé à Dakar le 21 décembre 2001. Comme l'indique son titre officiel, il se rattache au Protocole dit « de Lomé », adopté en décembre 1999, et qui porte sur le mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité.

---

[987] Banak, *pour une Afrique pédagogique des droits de l'homme et de la démocratie au seuil du 21ème siècle (contribution à l'éducation et l'information pour la promotion et la défense des libertés fondamentales) SD.Paris 1995.*
Agence gouvernementale de la Francophonie, sensibilisation aux droits communautaires de l'UEMOA, acte du séminaire sous régional Ouagadougou (Burkina Faso), 6-10 Octobre 2003.

[988] cf. Babacar Kanté, « Les méthodes et techniques d'interprétation de la Constitution : l'exemple des pays d'Afrique Occidentale francophone » ; in *L'interprétation constitutionnelle* ; Ferdinand Melin-Soucramanien (dir.), Paris, Dalloz, 2005.

[989] Agence gouvernementale de la Francophonie, sensibilisation aux droits communautaires de l'UEMOA, acte du séminaire sous régional Ouagadougou (Burkina Faso), 6-10 Octobre 2003 Téléchargeable sur : http://www.comm.ecowas.int/sec/fr/protocoles/Protocole-additionnel-sur-la-Bonne-gouvernance-et-la-democ.pdf

Plus indirectement, il se rattache également à d'autres instruments adoptés soit dans le cadre même de la CEDEAO, soit dans un cadre plus large, panafricain ou non. Ces divers instruments sont :

- le Traité de la CEDEAO lui-même, plus précisément son article 58, qui est relatif au « maintien de la paix » au sens large ;
- la Déclaration de l'OUA sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (Abuja, 8 et 9 mai 2000) ;
- la Décision prise dans le cadre de l'OUA, en juillet 1999, relative à la réaction de l'OUA face aux changements anti constitutionnels de gouvernement ;
- la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981 ;
- la Déclaration d'Harare adoptée par les Etats du Commonwealth le 20 octobre 1991 ;
- la Déclaration de Cotonou adoptée le 6 décembre 2000 à l'issue de la IVème Conférence internationale sur les démocraties nouvelles ou rétablies.

Au-delà de leur diversité apparente, et de la variété des contextes dans lesquels ils ont été adoptés, ces textes demeurent reliés par une certaine cohérence, par une certaine rationalité. Celle-ci consiste dans le lien, désormais bien établi, entre la paix et la stabilité politique.[990]

Plus précisément, le Protocole se fait l'écho de cette conception, qui a émergé dans les années 90, que les véritables menaces qui pèsent sur la paix du monde se trouvent désormais, non dans l'impérialisme ou la volonté de puissance des nations – comme ce fut le cas naguère -, mais bien dans leur instabilité interne, étant entendu que les dysfonctionnements politiques nationaux des Etats sont susceptibles de produire des conséquences transnationales[991].

Plus fondamentalement encore, cette relation entre la stabilité politique des Etats et la paix internationale participe de la formation de ce « droit d'ingérence » qui implique que les situations politiques nationales intéressent aussi la « communauté internationale », qui a désormais le droit, au moins, de se prononcer sur elles.

C'est de cette nouvelle tendance des relations internationales, de cette innovation audacieuse, que participe le Protocole sur la bonne gouvernance. Ce qui frappe en effet, c'est le caractère ambitieux de son écriture autant que de sa logique profonde.

---

[990] Réseau des Institutions Nationales Francophones des droits de l'homme (AFCNDH)

[991] David P.F. *les droits de l'homme et les politiques étrangères comparatives, Brochee, SL 2005, p.213*

Elle est, d'un point de vue formel, non seulement structurée à la manière d'une Constitution, mais ses dispositions mêmes intéressent directement l'organisation et le fonctionnement des « pouvoirs publics constitutionnels » des Etats.[992]

Il faut, à cet égard, reconnaître ce qu'on pourrait appeler sa « témérité tranquille » : l'on a en effet déjà vu au moins un texte international prétendre à la qualité de « Constitution » - la fameuse « Constitution européenne »[993] rejetée en 2005-, mais l'ambition affichée par ce texte n'était que symbolique, elle s'arrêtait à l'appellation[994]. Au contraire, nous sommes ici en présence d'un texte « matériellement constitutionnel », même s'il ne prétend pas l'être formellement. Il suffit, pour s'en convaincre, de se pencher sur le contenu du Protocole.

B. Contenu du Protocole

Le Protocole se compose de trois « chapitres », dont le dernier porte sur les « dispositions finales ».

Le « chapitre 1 », au contenu très riche, est relatif aux « Principes ». Il s'agit d'abord de ce que les auteurs du texte appellent les « principes de convergence constitutionnelle » (section I). Il est question d'une série d'options constitutionnelles que le Protocole considère comme communs aux Etats membres de la CEDEAO. On peut donc y voir le volet « politique » de l'intégration économique, qui est l'objet initial de la Communauté[995].

---

[992] KASSE Moustapha ; *Intégration et partenariat en Afrique : de l'UEMOA au NEPAD, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Yaoundé, 2003, P.27*

[993] Le traité établissant une Constitution pour l'Europe (aussi appelé traité de Rome II ou traité de Rome de 2004, parfois abrégé TECE ou TCE), signé à Rome par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne le 29 octobre 2004, aurait dû entrer en vigueur le 1er novembre 2006, à condition d'avoir été ratifié par chacun des vingt-cinq États signataires, ce qui n'a pas été le cas in fine. En raison de cet échec, il a été remplacé par un traité modificatif dont le principe a été arrêté le 23 juin 2007 lors du Conseil européen de Bruxelles et dont le texte a été approuvé par le Conseil européen de Lisbonne le 19 octobre 2007, d'où son nom de traité de Lisbonne.

[994] D'un point de vue juridique, le texte n'était pas formellement la constitution d'un État. Ce Traité établissant une Constitution pour l'Europe, intitulé retenu par les parties contractantes, n'avait pas pour vocation affichée de créer un État européen fédéral ou supranational. Ce texte était un traité qui établirait une constitution, comme l'indique son préambule, une fois ratifié. À ce titre, dans les domaines de compétence de l'Union, elle primait sur le droit des États membres (article I-6), ce qui était d'ailleurs déjà souvent le cas sous l'empire des traités existants. En prévision de celle-ci, la plupart des États membres avait amendé leur propre constitution nationale pour permettre ce transfert de souveraineté. La nature de l'Union européenne, par ce traité, aurait ainsi pu ressembler à celle d'une confédération, avec un transfert significatif de compétences des États membres et souverains dans les domaines de la monnaie, du commerce, etc. Toute modification ultérieure de la Constitution aurait exigé un accord unanime des États membres et, en règle générale, la ratification par une majorité d'au moins 4/5 de ceux-ci; toutefois, pour certaines modifications, par exemple pour étendre le champ du vote à la majorité qualifiée, un accord unanime au sein du Conseil européen (donc des gouvernements) aurait été suffisant.

[995] Réseau des Institutions Nationales Francophones des droits de l'homme (AFCNDH)

Ismaila Madior FALL et Alioune SALL, Agrégés des Faculté de droit. Faculté des sciences juridiques et politiques, Université Cheikh Anta Diop, Une constitution régionale pour l'espace CEDEAO : Le protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO, juillet 2009, p.1-7

Ces options sont, pêle-mêle, le principe de la séparation des pouvoirs, le respect des droits du Parlement et de ses membres, l'indépendance de la justice, les droits de la défense reconnus aux avocats, la transparence des élections et le bannissement de tout mode anti constitutionnel d'accession au pouvoir. L'Etat doit être laïc. L'opposition politique doit être libre, et un système de financement public des partis politiques est encouragé. Les Etats membres de la CEDEAO doivent assurer l'exercice sans entraves des libertés publiques, et doivent également élaborer un statut pour les anciens chefs d'Etat[996].

S'agissant de l'épineuse question de l'organisation des élections, le Protocole interdit toute réforme importante de la loi électorale dans les six mois qui précèdent une élection, sauf si un consensus clair se dessine pour la modification[997]. Le fichier électoral des Etats doit être tenu à jour, et sa fiabilité doit être garantie ; les organes de surveillance des élections doivent être réellement indépendants et les scrutins eux-mêmes doivent se tenir à intervalles réguliers et prévisibles. Une fois le verdict des urnes délivré, celui-ci doit être respecté par tous les acteurs du jeu politique. Un esprit de « fair-play » est encouragé, et toute « chasse aux sorcières » exclue, une fois les résultats connus.

Ce texte prévoit de façon précise qu'aucune réforme substantielle de la loi électorale ne doit intervenir dans les six mois précédant l'élection sans le consentement d'une large majorité des acteurs politiques. Il prescrit la tenue régulière des élections à date échue, l'observation des élections et l'assistance de la CEDEAO.

Outre les principes constitutionnels et électoraux, le protocole dégage des principes de bonne gouvernance et recommande la promotion des droits des femmes et des enfants. Pour assurer le respect de ces dispositions et éviter la manipulation malintentionnée des normes constitutionnelles par les pouvoirs, le protocole prévoit, en cas de non-respect des principes, des sanctions applicables aux États[998]

---

[996] Ibidem

[997] KASSE Moustapha ; *Intégration et partenariat en Afrique : de l'UEMOA au NEPAD, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Yaoundé, 2003 opcit*

[998] Principe de Paris, conférence de Vienne 1993, Assemblée Générale des INDH, 1993 à Paris.

Réseau des Institutions Nationales Francophones des droits de l'homme (AFCNDH)

Réseau des médiateurs et Ombusman de l'UEMOA.

Association Francophone des hautes juridictions de l'Afrique.

Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948.

David P.F. *les droits de l'homme et les politiques étrangères comparatives,* Brochee, SL 2005, 360 p.

David R. *Droit international publique*, Dalloz, PARIS 2005

Ismaila Madior FALL et Alioune SALL, Agrégés des Faculté de droit. Faculté des sciences juridiques et politiques, Université Cheikh Anta Diop, Une constitution régionale pour l'espace CEDEAO : *Le protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO, juillet 2009, p.1-7*

Sur le point particulier des élections, le protocole dresse une liste de principes dont le respect est requis des Etats. Sur la base de cet instrument sous régional de garantie des principes démocratiques qu'est le Protocole, serait souhaitable la mise en place, à l'échelle de la CEDEAO, d'un mécanisme de suivi des violations des principes fondamentaux régissant les élections par les Etats qui aurait pour support un format admis par la CEDEAO. La mise en place de ce mécanisme servira à attirer l'attention sur les pays critiques dans lesquels la proactivité s'impose pour éviter les dérives préjudiciables à la paix civile, à la démocratisation et au développement.

Le protocole est ainsi à la fois une bonne base et une source de légitimation de l'entreprise de l'adoption de normes et standards en matière électorale dans la région ouest africaine. Cela peut se révéler d'autant plus réalisable si l'on sait qu'il y a ailleurs dans le continent des expériences concluantes d'harmonisation des normes et pratiques électorales.

Au demeurant, le Protocole ne se contente pas d'exprimer ces « principes de convergence constitutionnelle »[999]. Il énonce la possibilité, pour tout Etat membre, de solliciter l'aide et l'assistance de la CEDEAO dans l'organisation d'élections, « codifiant » ainsi une pratique de l'organisation inaugurée autour des années 90.

Quelques directives sont même énoncées au sujet de l'organisation de la mission d'observation : il est nécessaire qu'elle soit composée de personnes dont l'indépendance est au-dessus de tout soupçon, qu'elle comporte des femmes, qu'elle ait un aperçu du « terrain » avant son déploiement, au besoin en se concertant avec les autorités du pays. La mission d'observation doit également produire un rapport au terme de son travail, et le Protocole indique même quelques règles relatives à la préparation et à l'élaboration de ce rapport[1000]

---

[999] Alioune SALL, Les mutations de l'intégration des Etats en Afrique de l'Ouest, Une approche institutionnelle, L'Harmattan, 2006, p. 179

[1000] Commission de l'UEMOA ; L'UEMOA EN 2020, RAPPORT DU PANEL DE HAUT NIVEAU Ouagadougou, Juin 2011

Principe de Paris, conférence de Vienne 1993, Assemblée Générale des INDH, 1993 à Paris.

Réseau des Institutions Nationales Francophones des droits de l'homme (AFCNDH)

Réseau des médiateurs et Ombusman de l'UEMOA.

Association Francophone des hautes juridictions de l'Afrique.

Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948.

David P.F. *les droits de l'homme et les politiques étrangères comparatives*, Brochee, SL 2005, 360 p.

David R. *Droit international publique,* Dalloz, PARIS 2005

ARTICLE 17 du protocole dispose en effet que : *« 1. Le rapport de la mission d'observation devra être signé par tous les membres de la mission et soumis au Secrétaire Exécutif par le Chef de la mission dans un délai de quinze (15) jours au plus tard pour compter de la date de la fin de la mission.*

2. En vue de la rédaction de ce rapport, la mission tient obligatoirement une réunion de concertation avant de quitter le pays d'accueil.

3. Tout membre de la mission ne pouvant prendre part à ladite réunion, remet un rapport écrit au Chef de mission avant de quitter le pays.

4. Les fonctionnaires du Secrétariat Exécutif assistent la mission dans la préparation du rapport. »

L'armée fait l'objet d'une section spéciale (« section IV »). Cette insistance sur le statut des forces de sécurité se comprend aisément, si l'on se souvient que celles-ci ont été l'instrument de « coups de force », le moyen par lequel, précisément, des changements anti constitutionnels ont été opérés dans la quasi-totalité des Etats africains en général[1001].

Le Protocole insiste donc sur la neutralité politique de l'armée[1002], ainsi que sur son caractère « républicain ». Il énonce la vocation des forces militaires des Etats, le rôle et les fonctions qui doivent être les siens : la défense de l'indépendance, la participation à des tâches de développement national et, éventuellement, à des missions de maintien de la paix confiées à l'organe militaire de la CEDEAO, l'ECOMOG, dont le Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits avait institutionnalisé l'existence.

Le Protocole sur la bonne gouvernance va jusqu'à donner des indications sur ce que doit être la conduite à tenir, pour des militaires chargés de « surveiller » des « manifestations » : interdiction de l'usage d'armes pour disperser des manifestations pacifiques, nécessité et proportionnalité de la violence que les forces de l'ordre pourraient éventuellement être amenées à utiliser…

L'ambition du Protocole sur la bonne gouvernance est également remarquable par le fait qu'il ne se limite pas à formuler des principes simplement « politiques », touchant des principes fondateurs de l'Etat. Il ne se contente pas non plus de mentionner des libertés de l'homme abstraitement considéré. Il va plus loin, il cherche à saisir celui-ci dans sa réalité d'être social et de sujet besogneux, c'est-à-dire d'individu inséré dans une collectivité et pourvu d'aspirations et de besoins.

On pourrait, en reprenant des catégories développées par le constitutionnaliste français G. Burdeau, dire qu'il ne s'attache pas seulement au « citoyen », mais s'intéresse également à l' « homme situé », ou encore, qu'il n'est pas seulement pénétré de « démocratie politique », mais également de « démocratie sociale ». En effet, il cite, au titre des devoirs des Etats, « la lutte contre la pauvreté » et « la promotion du dialogue social »[1003].

[1001] David P.F. *les droits de l'homme et les politiques étrangères comparatives,* Brochee, SL 2005, 360 p.

[1002] ARTICLE 20 dispose que : *« 1. L'armée et les forces de sécurité publique sont soumises aux autorités civiles régulièrement constituées. 2. Les autorités civiles doivent respecter l'apolitisme de l'armée ; toutes activités et propagande politiques, ou syndicales sont interdites dans les casernes et au sein des forces armées. »*

[1003] Cf. les articles 25 à 28 de la Section v du protocole intitulée *« de la lutte contre la pauvreté Et de la promotion du dialogue social »,*

Au titre du premier objectif, les Etats doivent faire tout leur possible pour satisfaire les besoins et services essentiels des populations. Cela passe par la création d'un environnement favorable à l'investissement privé, et par la mise en place de mécanismes de solidarité nationale et de répartition équitable des revenus.

Quant à la promotion du dialogue social, il suppose l'existence d'un cadre légal favorable aux syndicats ainsi que des mécanismes institutionnalisés d'échanges entre « partenaires sociaux », avec éventuellement la participation de l'Etat.

Le Protocole évoque aussi, à côté des droits de la personne en général, les droits de catégories particulières de la population, comme les femmes[1004] et les enfants[1005]. Pour les premières, l'accent est mis sur la nécessité d'éliminer toute forme de discrimination à leur égard, et pour les seconds, le texte insiste plus particulièrement sur le droit à l'éducation, la prohibition de tout asservissement, par le biais du travail ou de tout « trafic ».

L'existence, dans un instrument international comme le Protocole, de mécanismes de sanction des obligations des Etats constitue un autre fait assez surprenant[1006].

Le fait confirme ce qui a été dit, au sujet du caractère quelque peu « téméraire » du Protocole. Il n'est en effet pas courant que des textes de cette nature soient assortis de sanctions.

Or, il s'agit ici, manifestement de « marquer le coup », d'indiquer clairement que l'on entend sortir des « proclamations de principe » pour adopter de véritables engagements juridiques, que l'on entend substituer au « droit mou » un droit impératif.

[1004] Cf. entre autres l'article 40 qui dispose que *« Les Etats membres conviennent de ce que l'épanouissement et la promotion de la femme sont un gage de développement, de progrès et de paix dans la société. Ils s'engagent en conséquence à éliminer toutes formes de pratiques préjudiciables, dégradantes et discriminatoires à l'égard des femmes. »*

[1005] Commission de l'UEMOA ; L'UEMOA EN 2020, RAPPORT DU PANEL DE HAUT NIVEAU Ouagadougou, Juin 2011 Cf. article 41 qui dispose que : *« 1. Les Etats membres veilleront à la protection des droits des enfants et garantiront en particulier leur accès à l'éducation de base.*

2. Des règles particulières seront élaborées dans chaque Etat membre et au sein de la Communauté pour lutter contre le trafic et la prostitution des enfants.

3. Des dispositions communautaires devront également intervenir sur le travail des enfants, conformément aux prescriptions arrêtées par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). »

[1006] Article 45 dispose, en effet, que *: « 1. En cas de rupture de la Démocratie par quelque procédé que ce soit et en cas de violation massive des Droits de la Personne dans un Etat membre, la CEDEAO peut prononcer à l'encontre de l'Etat concerné des sanctions.*

2. Lesdites sanctions à prendre par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement peuvent aller par graduation :

- *‰ Refus de soutenir les candidatures présentées par l'Etat membre concerné à des postes électifs dans les organisations internationales ;*
- *‰ Refus de tenir toute réunion de la CEDEAO dans l'Etat membre concerné ;*
- *Suspension de l'Etat membre concerné dans toutes les Instances de la CEDEAO ; pendant la suspension, l'Etat sanctionné continue d'être tenu au paiement des cotisations de la période de suspension.*

3. Pendant ladite période, la CEDEAO continuera de suivre, d'encourager et de soutenir tout effort mené par l'Etat membre suspendu aux fins de retour à la vie institutionnelle démocratique normale.

4. Sur proposition du Conseil de Médiation et de Sécurité, il peut être décidé à un moment approprié de procéder comme il est dit à l'Article 45 du Protocole. »

La « révolution » est d'autant plus profonde que l'événement susceptible de déclencher lesdites sanctions est défini en termes plutôt « généraux », ce qui ne laisse pas de surprendre eu égard aux graves conséquences qui s'attachent à la transgression des dispositions du Protocole. Ce fait-condition, cette cause de sanction, c'est en effet la « rupture de la démocratie par quelque procédé que ce soit »ou « la violation massive des droits de la personne dans un Etat membre ». Ces événements ne sont pas définis avec toute la rigueur souhaitable, et l'on peut craindre qu'ils ne soient interprétés de manière extensive, pour justifier une sanction infligée à un Etat. Il est vrai que l'on peut comprendre le laconisme des rédacteurs du Protocole, qui, ce faisant, souhaitaient sans doute ménager une part de liberté à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, organe habilité à prendre les sanctions en question.

Dans un ordre de leur gravité, ces sanctions sont les suivantes :

- le refus de soutenir les candidatures présentées par l'Etat qui a méconnu ses engagements à des postes électifs dans les organisations internationales
- le refus de tenir une réunion de la CEDEAO sur le territoire de l'Etat en cause
- la suspension de cet Etat dans toutes les instances de la CEDEAO.

Il est toutefois précisé que pendant la période de suspension, « la CEDEAO continuera de suivre, d'encourager et de soutenir tout effort mené par l'Etat membre suspendu aux fins de retour à la vie institutionnelle démocratique normale »[1007]. L'insertion d'une disposition de cette nature est révélatrice. Elle atteste que les rédacteurs du Protocole sur la bonne gouvernance, tout soucieux qu'ils ont été de concrétiser des valeurs démocratiques, n'en sont pas moins restés « réalistes », et n'ont pas perdu de vue les difficultés, indépendantes de sa volonté, qu'un Etat peut rencontrer dans l'exécution de ses engagements internationaux.[1008]

Comme tout instrument juridique, le Protocole pourrait donc, à l'épreuve des faits, se révéler, au moins provisoirement, totalement ou partiellement inapplicable. Il faut donc, au-delà de l'hypothèse que voilà, se pencher sur ses difficultés d'application en général.

[1007]BECART Alain ; Intégration et développement : bilan et perspectives de la zone franc en Afrique, Ed. L'Harmattan, mai 1997 Principe de Paris, conférence de Vienne 1993, Assemblée Générale des INDH, 1993 à Paris.
Réseau des Institutions Nationales Francophones des droits de l'homme (AFCNDH)
Réseau des médiateurs et Ombusman de l'UEMOA.
Association Francophone des hautes juridictions de l'Afrique.
Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948.
David P.F. *les droits de l'homme et les politiques étrangères comparatives, Brochee, SL 2005, 360 p.*
David R. *Droit international publique*, Dalloz, PARIS 2005
Ismaila Madior FALL et Alioune SALL, Agrégés des Faculté de droit. Faculté des sciences juridiques et politiques, Université Cheikh Anta Diop, Une constitution régionale pour l'espace CEDEAO : Le protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO, juillet 2009, p.1-7

[1008] DAVID P. F., *Les droits de l'homme et la politique étrangère comparative*, BROCHEE, SL, 2005,p.84

C. Les difficultés d'application du Protocole

La première difficulté d'application du Protocole sur la bonne gouvernance tient à sa nature juridique. En effet, il constitue bien un traité international, même si sa structure et son contenu ne se rencontrent pas habituellement. Cela signifie que son destin, c'est-à-dire les suites qui lui seront réservées, dépendent de ces Etats, libres de les ratifier ou non. A cet égard, ces derniers ne sont évidemment soumis à aucune contrainte. S'ils refusent ou rechignent à exprimer leur consentement à être liés par cet instrument, nul ne pourra leur en faire grief, du moins du strict point de vue des principes juridiques. La nature conventionnelle – c'est-à-dire le caractère de traité international – du Protocole comporte ainsi une autre conséquence : c'est l'incertitude susceptible de peser sur l'égalité de ses conditions d'application. En d'autres termes, son application pourrait faire apparaître des distorsions, ou des déphasages, selon les Etats, selon les circonstances.

Le risque que les Etats « rusent » avec leurs obligations est d'autant plus grand que le Protocole s'est « ingéré » dans un secteur sensible de la souveraineté de ces Etats, qui est celui de leur organisation constitutionnelle, politique, administrative[1009]. On pourrait, en caricaturant un peu les choses, avancer que les Etats n'ont, avec le Protocole, que des obligations à assumer et presque aucun avantage à tirer. Ce fait ne les prédispose bien sûr pas à exécuter allègrement leurs engagements. La deuxième difficulté d'application du Protocole sur la bonne gouvernance tient au fait que, comme nous l'avons vu, il demeure un instrument juridique matériellement constitutionnel, c'est-à-dire que les dispositions qu'il renferme touchent la matière constitutionnelle même : le statut du pouvoir dans l'Etat, l'organisation des « pouvoirs publics », les rapports que ceux-ci entretiennent entre eux, les droits et libertés fondamentaux, l'organisation juridictionnelle[1010]…

Or, il existe un autre instrument juridique qui a trait à ces questions, et qui n'est autre que la Constitution même des Etats membres. Cela signifie qu'avec l'entrée en vigueur du Protocole, l'on aura deux textes fondamentaux gouvernant une même matière, et donc, des sources de conflits potentiels entre eux.

[1009] CONAC Gérard, JEAN De Gaudusson, CHRISTINE Desouches*., Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998,p.220*

[1010] Alioune SALL, Les mutations de l'intégration des Etats en Afrique de l'Ouest, Une approche institutionnelle, L'Harmattan, 2006, p. 179

On peut tenter d'écarter le spectre d'un tel conflit en invoquant un principe général de solution, qui est la supériorité du droit international sur le droit interne, et donc la primauté du Protocole sur les Constitutions nationales des Etats[1011]. Dans l'ordre international tout au moins, une telle primauté ne fait pas question, elle est par exemple énoncée dans un texte aussi important que la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 (articles 27 et 46 notamment). Mais justement, une telle solution ne s'impose avec évidence que dans l'ordre international.

Dans l'ordre interne, c'est-à-dire du point de vue du juge national notamment, une telle suprématie de l'instrument international ne va pas de soi. S'appuyant sur le titre en vertu duquel il accomplit son office – qui est un titre constitutionnel, national -, ce juge pourrait ne pas concevoir facilement qu'une norme « extérieure » vienne s'imposer à ce titre.

Telle est, on le sait, la position de juridictions comme celles de la France, pays dont le système juridique, et volontiers la jurisprudence, inspirent la plupart des Etats membres de la CEDEAO.Mais même dans l'hypothèse où la prépondérance du Protocole serait assurée, l'application des dispositions de celui-ci ne cesserait pas d'être problématique, eu égard à leur nature même de règles matériellement constitutionnelles.

Telle est la troisième difficulté d'application du texte conçu par les Etats membres de la CEDEAO. Il existe en effet une spécificité de la norme constitutionnelle, qu'elle soit nationale ou « internationale ». Cette spécificité consiste dans son caractère essentiellement, substantiellement laconique, évasif. Une règle constitutionnelle est souvent formulée de manière plutôt « vague ».

[1011] CONAC Gérard, JEAN De Gaudusson, CHRISTINE Desouches, *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998 op cit*

Principe de Paris, conférence de Vienne 1993, Assemblée Générale des INDH, 1993 à Paris.

Réseau des Institutions Nationales Francophones des droits de l'homme (AFCNDH)

Réseau des médiateurs et Ombusman de l'UEMOA.

Association Francophone des hautes juridictions de l'Afrique.

Déclaration Universelle des droits de l'Homme de 1948.

David P.F. les droits de l'homme et les politiques étrangères comparatives, Brochee, SL 2005, 360 p.

David R. Droit international publique, Dalloz, PARIS 2005

C'est Hans Kelsen qui a expliqué de la façon la plus claire la thèse de la supériorité des normes du droit international sur les normes constitutionnel-les. Selon Kelsen, *« si l'on part de l'idée de la supériorité du droit internatio-nal aux différents ordres étatiques..., le traité international apparaît comme un ordre juridique supérieur aux Etats contractants ». « De ce point de vue, dit-il, le traité a vis-à-vis de la loi et même de la Constitution une prééminence, en ce qu'il peut déroger à une loi ordinaire ou constitutionnelle, alors que l'inverse est impossible. D'après les règles du droit international, un traité ne peut perdre sa force obligatoire qu'en vertu d'un autre traité ou de certains autres faits déterminés par lui, mais non pas par un acte unila-téral de l'une des parties contractantes, notamment par une loi. Si une loi, même une loi constitutionnelle, contredit un traité, elle est irrégulière, à savoir contraire au droit international. Elle va immédiatement contre le traité, médiatement contre le principe pacta sunt servanda ».* Voir Kemal GÖZLER, « La question de la supériorité des normes de droit international sur la constitution », Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi (Revue de la Faculté de droit de l'Université d'Ankara), Cilt (Vol.) 45, 1996, Sayı (No) 1-4, s.195-211.

D'une part, cette « texture ouverte » n'est pas une lacune ou un accident, elle est au principe même d'une norme dont la vocation est précisément de supporter une interprétation évolutive, c'est-à-dire, en fait, changeante. D'autre part, cette norme est rarement « self executing », elle a souvent besoin d'être concrétisée, d'être mise en œuvre, au sens fort du terme, par des normes de rang inférieur[1012]. Elle est donc, fondamentalement, une règle « générale ». Les dispositions du Protocole sur la bonne gouvernance n'échappent pas à ces données. Elles pourraient, à l'épreuve des faits, nécessiter des précisions.

Enfin – quatrième difficulté d'application -, la mise en œuvre du Protocole pourrait être contrariée par des circonstances données. Un texte juridique, en effet, s'insère toujours dans un contexte, qui en permet l'application ou l'observation. Que ce contexte manque, et le texte deviendra lettre morte. En ce sens, toute prescription juridique est conditionnée, au moins implicitement.

Pour obvier à ces circonstances contraires, les instruments juridiques internationaux, notamment ceux qui énoncent des droits ou des libertés – ce qui est aussi le cas du Protocole sur la bonne gouvernance -, prévoient souvent des périodes de « suspension » de leur application, par le biais de « clauses de sauvegarde ».

Or, le Protocole n'en contient aucune, et n'entrevoit même pas la possibilité de son inapplication momentanée. Une telle « omission » est curieuse, quand on sait que le réflexe des gouvernements, confrontés à un contexte adverse, est de décréter la « suspension de la Constitution ».

C'est pour cela, du reste, que les Constitutions nationales elles-mêmes évoquent, au moins dans leur principe, ces dérogations à l'Etat de droit que sont, par exemple, l' « état d'urgence », l' « état de siège », l' « état de guerre », les « circonstances exceptionnelles » et autres « pouvoirs de crise », toutes notions dont le contenu est bien sûr variable, mais dont l'esprit ou la finalité reste la même : la suspension de la légalité normale, dont la plus symbolique et la plus forte est la « légalité constitutionnelle »[1013].

[1012] DAILIER (P) et PELLET (A) : *Droit International public, 7ème éd. LGDJ p.124*

[1013]Ismaila Madior FALL et Alioune SALL, Agrégés des Faculté de droit.
Faculté des sciences juridiques et politiques, Université Cheikh Anta Diop, Une constitution régionale pour l'espace CEDEAO : Le protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO, juillet 2009, p.1-7

L'UEMOA pourrait également s'inspirer du mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) conçu par le NEPAD[1014]. [1015]Il est important de noter qu'aucune conditionnalité n'est liée au Mécanisme d'Evaluation par les Pairs. Structurellement, le Mécanisme d'Evaluation par les Pairs est constitué comme suit :

- Le Comité des Chefs d'État et de Gouvernement participants (Forum du MAEP) est la plus haute instance de décision du MAEP ;
- le Groupe des Personnalités Eminentes supervise le processus d'évaluation afin d'en garantir l'intégrité ; il examine les rapports et fait des recommandations au Forum du MAEP ;
- le Secrétariat du MAEP fournit l'appui technique, administratif et sert d'organe de coordination au MAEP ;

L'Equipe des missions de revues pays visite les Etats membres afin d'évaluer les progrès et élabore un rapport MAEP sur le pays[1016].

Le processus du MAEP s'intéresse à quatre domaines précis :

C1. Démocratie et gouvernance politique

Ce domaine veille à ce que les Constitutions des Etats membres reflètent les valeurs démocratiques, garantissent l'obligation de rendre compte et, promeuvent la représentation politique permettant à tous les citoyens de participer au processus politique dans un environnement libre et équitable[1017].

C2. Gouvernance économique et gestion

La bonne gouvernance économique qui comprend la transparence dans la gestion financière est un prérequis essentiel à la promotion de la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

[1014] Le NEPAD estime qu'il est important, voire indispensable, que le développement de l'Afrique et des programmes régionaux de coopération s'inscrivent dans un contexte de bonne gouvernance économique et politique. Le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs est un Programme accepté d'un commun accord et adopté volontairement par les Etats membres de l'Union Africaine en vue de promouvoir et de renforcer des normes élevées de gouvernance. L'évaluation par les pairs est un mécanisme d'auto-évaluation. Le mandat du MAEP est de veiller à ce que les politiques et pratiques des Etats participants se conforment aux valeurs convenues dans les quatre domaines précis d'intervention suivants : démocratie et gouvernance politique, gouvernance économique, gouvernance des entreprises et développement socio-économique. Comme stipulé dans le mécanisme, Il est procédé à des revues périodiques des pays participants afin d'évaluer les progrès enregistrés dans l'atteinte des objectifs arrêtés d'un commun accord. Voir : http://www.nepad.org/fr/economicandcorporategovernance/m%C3%A9canisme-africain-d%E2%80%99evaluation-par-les-pairs-maep

[1015] KASSE Moustapha ; Intégration et partenariat en Afrique : *de l'UEMOA au NEPAD, Ed. Silex/Nouvelles du Sud, Yaoundé, 2003,p14 3*

[1016] Au 29 Juin 2008, le MAEP comptait 29 Etats membres : Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Gabon, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Nigéria, République du Congo, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan, Tanzanie, Togo, Ouganda et Zambie.

[1017] CONAC Gérard, JEAN De Gaudusson, CHRISTINE Desouches, *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998,p44*

C3. Gouvernance des entreprises

Ce domaine traite de la promotion des principes éthiques, des valeurs et pratiques conformes aux objectifs sociaux et économiques pour le bénéfice de tous les citoyens. Il s'attelle à la promotion d'un cadre solide pour une bonne gouvernance des entreprises.

C4. Développement socio-économique

Il n'est possible de s'attaquer efficacement à la pauvreté qu'en encourageant la démocratie, la bonne gouvernance, la paix et la sécurité ainsi que le développement des ressources humaines et physiques.

Paragraphe 3 : L'engagement des organes de contrôle démocratique et juridictionnel de l'UEMOA dans le processus de consolidation de l'Etat de droit et de la gouvernance démocratique.

A. La crise des fondements de la démocratie

Les années 90 ont été marquées par une grande effervescence constitutionnelle[1018] en Afrique de l'Ouest, effervescence qui coïncide avec le couronnement de certaines revendications démocratiques visant la promotion du pluralisme politique, une meilleure protection des droits et libertés et un meilleur équilibre des pouvoirs dans l'ordonnancement institutionnel des États.

Globalement, parce qu'elle était censée refléter les compromis politiques de l'époque, la constitution semblait être le réceptacle des espoirs nourris pendant les décennies précédentes de lutte contre les régimes de parti unique, les dictatures et les restrictions et violations des libertés individuelles et collectives.

[1018] Cette configuration des constitutions a selon l'avis des constitutionnalistes a été dictée par la nouvelle conditionnalité de l'aide au développement et la dislocation du bloc de l'Est. Ainsi les constitutions issues de ce mouvement étaient plus démocratiques puisqu'elles reconnaissent le suffrage universel, le multipartisme, et accordaient d'avantages de droits et de libertés au peuple. Cette période a de ce fait singulièrement marqué l'histoire constitutionnelle des Etats africains.

Tout se passait comme si la suprématie affirmée de la constitution suffisait à garantir la pérennité des systèmes démocratiques nouvellement installés dans la plupart des pays et des valeurs qu'ils véhiculent. [1019] L'espérance investie dans les constitutions adoptées pendant cette période peut être justifiée par deux raisons au moins.

En premier lieu, les conditions dans lesquelles elles ont été élaborées marquent une rupture profonde par rapport au passé constitutionnel de la plupart des États. Pour la première fois, les constitutions ont été le fruit de larges concertations nationales tenues dans le cadre des « Conférences nationales »[1020]..

Le procédé d'élaboration et d'adoption a légitimement fait croire que la constitution était véritablement une œuvre collective impliquant tous les segments de la nation et que, partant, les compromis qu'elle formalisait jouissaient d'une certaine intangibilité qui devait en assurer la durabilité et la préservation contre les volontés individuelles.

En second lieu, et dans le fond, les constitutions de cette période sont pour la plupart marquées par leur caractère prudentiel. Elles s'affirment comme de véritables instruments de limitation du pouvoir et de soumission de celui-ci à une norme supérieure. Les dérives de la période antérieure ne sont pas étrangères à cette tendance.

Le progrès démocratique impliquait aux yeux du constituant que les régimes présidentialistes fussent bridés par la promotion du bicéphalisme du pouvoir exécutif, une meilleure affirmation du pouvoir législatif, un contrôle juridictionnel plus conséquent des actes susceptibles de porter atteinte à la suprématie de la norme constitutionnelle et des droits et libertés.

[1019] La Conférence des Chefs d'Etats et des gouvernements du 6 Juin 2012 ont relevé la résilience de l'activité économique dans l'Union, ils ont noté que les perspectives macro-économiques apparaissent favorables. Ils nous appartiennent de préparer d'ores et déjà à faire face à des situations de crise encore plus aiguës que celles que nous avons connues jusqu'ici. Pour la question alimentaire l'institution s'est inquiétée de l'incidence de la forte baisse des récoltes de la campagne agricole 2011-2012 notamment dans les pays de l'Hinterland. L'Union entend aussi jouer un rôle politique dans les crises qui secouent le Mali et la Guinée Bissau. Les participants ont condamnés les coups-d'états militaires, mais ce sont déclarés, encourager par les progrès réalisés dans les processus de normalisation.
Charte pour la démocratie.

[1020] CONAC Gérard, JEAN de Gaudusson., CHRISTINE Desouches, *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998 op cit*

Depuis quelques années, l'euphorie consécutive aux conquêtes démocratiques et l'épanouissement corrélatif du constitutionnalisme ont laissé place à une réalité plus mitigée, une sorte de « reflux », suscitant perplexité et interrogation face à des systèmes démocratiques et institutionnels jugés ineffectifs au sens où ils n'ont pas globalement produit les résultats escomptés; ces systèmes sont devenus instables, et, paradoxalement, alimentent les crises et les conflits, parfois violents, plutôt que de les réguler.[1021] Le reflux observé peut se mesurer à l'aune des deux tendances observées précédemment. D'une part, on peut remarquer que le présidentialisme n'a guère été ébranlé et se permet même, parfois, le « luxe » de la «monarchisation»; les procédures de dévolution du pouvoir font encore l'objet de graves contentieux qui continuent de les décrédibiliser ;

Les parlements sont toujours faibles et le contrôle juridictionnel du pouvoir politique n'est pas toujours satisfaisant. Pire, se développe une tendance à une remise en cause des compromis les plus symboliques des années 90 et des conférences nationales ; on songe évidemment aux révisions concernant la limitation de la durée et du nombre de mandats du président de la République. Les constitutions donnent ainsi le sentiment qu'elles ne remplissent pas efficacement leur office de limitation du pouvoir. D'autre part, du point de vue procédural, les révisions constitutionnelles sont redevenues courantes et sont caractérisées par leur unilatéralisme et l'absence de consensus, marque de fabrique des conférences nationales.[1022]

Le « parallélisme des formes » n'est pas respecté, et pour cause ! Les révisions sont imposées par le parti au pouvoir et portent généralement sur l'organisation et la conception du pouvoir et non sur l'approfondissement des mécanismes démocratiques et constitutionnels ou la promotion de nouveaux droits au profit des citoyens.

L'observation de cette évolution générale peut donner lieu à deux approches contradictoires. La première, extrémiste si l'on peut dire, consiste à considérer que les crises constitutionnelles actuelles ne sont que l'expression d'un grand recul au regard des avancées des années 90.

[1021] Nouveau partenariat pour le développement (NEPAD) lancé en 2001 et conférence de Durban de 2002
Charte africaine de 1990 portant sur la participation des peuples au développement.
Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981.
http:// www.umhchr.ch/TBS/doc/msf.

[1022] CONAC Gérard, JEAN de Gaudusson., CHRISTINE Desouches., *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998,op cit*

La seconde, plus nuancée, consiste, sans nier leur existence, à voir dans les crises actuelles la manifestation de systèmes constitutionnels en pleine mutation voire en maturation, le prélude à des changements annonciateurs d'une plus grande stabilité[1023]. Chacune de ces approches mérite d'être éprouvée car, au-delà des tendances générales, il ne faut pas perdre de vue que les expériences nationales gardent une part de spécificité et que certaines d'entre elles évoluent positivement, quoique en « dents de scie ».

Mais quelle que soit l'approche, il demeure intangible que se développe une crise du constitutionnalisme marquée par un affaissement sensible des principes constitutionnels et des mécanismes qui les garantissent, affaissement dont il faut identifier les causes véritables avant de proposer quelques pistes de solution.

Une crise à trois dimensions est notable :

- Crise de la démocratie représentative[1024].

On ne peut échapper à la tentation d'établir un lien entre le constitutionnalisme et la démocratie. En Afrique de l'ouest, la contemporanéité entre les avancées démocratiques et l'essor du constitutionnalisme est manifeste. Celui-ci se nourrit des progrès de celles-là et les traduit formellement dans son contenu. Inversement il est évident que les reculs démocratiques affectent le constitutionnalisme et affaiblissent la croyance dans la supériorité de la norme constitutionnelle et dans sa fonction d'organisation durable du système politique et de limitation du pouvoir.

Or, si ce lien existe, au moins indirectement, il ne faut pas s'étonner que la crise des modèles constitutionnels soit un aspect de la crise du modèle démocratique et plus particulièrement de la démocratie représentative. Celle-ci est essentiellement formelle et procédurale et vidée en quelque sorte de sa substance (gouvernement du peuple par le peuple, quoique par l'intermédiaire des représentants). On peut le constater à un triple de vue pour ce qui concerne la constitution.

[1023] La Conférence des Chefs d'Etats et des gouvernements du 6 Juin 2012 ont relevé la résilience de l'activité économique dans l'Union, ils ont noté que les perspectives macro-économiques apparaissent favorables. Ils nous appartiennent de préparer d'ores et déjà à faire face à des situations de crise encore plus aiguës que celles que nous avons connues jusqu'ici. Pour la question alimentaire l'institution s'est inquiétée de l'incidence de la forte baisse des récoltes de la campagne agricole 2011-2012 notamment dans les pays de l'Hinterland. L'Union entend aussi jouer un rôle politique dans les crises qui secouent le Mali et la Guinée Bissau. Les participants ont condamnés les coups-d 'états militaires, mais ce sont déclarés, encourager par les progrès réalisés dans les processus de normalisation.
Charte pour la démocratie, les élections et la gouvernance CEDEAO, Janvier 2007.
Open Society Institute Africa Governance Monitoring Advocacies Project (AFRIMAP).
Déclaration solennelle sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CSSDCA), Chefs d'Etats Africains.

[1024] IAN M., JEAN B., TAKASHI I., *Démocratie, gouvernance et performance économique : Asie de l'Est et du Sud-est, BROCHEE, SL, 2005 opcit*

Tout d'abord, la crise de la démocratie touche le pouvoir constituant originaire dans la mesure où, en dehors de la parenthèse des conférences nationales, les procédés qui permettent d'associer le peuple à l'élaboration des constitutions sont caricaturaux. Très souvent le contenu de la constitution n'est mis en débat que dans des cercles restreints et généralement de façon techniciste.

La caution populaire n'intervient que dans la phase d'adoption par référendum, les citoyens étant davantage appelés à se prononcer sur un « prêt-à-porter » qu'à effectuer un choix éclairé sur des changements voulus et dont ils comprennent les enjeux. [1025]

De plus, appelés à voter au moment de l'adoption des constitutions, la consultation des citoyens est systématiquement exclue dès lors qu'il s'agit de les réviser et quelle que soit l'importance de la modification entreprise.

Ensuite la crise affecte le pouvoir constituant dérivé. Cette crise qui est celle de la représentation nationale en soi, notamment des parlements, traduit le mieux l'influence que la démocratie représentative peut avoir sur le constitutionnalisme. Le fait majoritaire et les pratiques politiques qu'il induit ainsi que l'hypertrophie présidentielle affaiblissent les principes et garanties constitutionnels.

Il n'est pour s'en convaincre que d'observer la facilité avec laquelle des révisions constitutionnelles d'une légitimité douteuse sont adoptées au sein des parlements par la seule volonté du parti au pouvoir et de celui qui l'incarne.

Enfin la démocratie représentative s'exerce à travers le choix des dirigeants et ce choix résulte notamment de l'élection[1026]. Or l'élection, ou tout au moins les conditions dans lesquelles elle se déroule, est pourvoyeuse d'instabilité, politique mais aussi constitutionnelle. Elle entraîne parfois des réformes constitutionnelles conjoncturelles qui ne résolvent que passagèrement et non durablement des problèmes politiques profonds.

- Crise de la justice constitutionnelle.

Le constitutionnalisme se développe lorsque les mécanismes qui assurent la supériorité de la norme constitutionnelle fonctionnent. La situation de la justice constitutionnelle est un marqueur essentiel du rayonnement d'une constitution. De ce point de vue des progrès indéniables ont été accomplis en Afrique de l'ouest.

[1025] Nouveau partenariat pour le développement (NEPAD) lancé en 2001 et conférence de Durban de 2002
Charte africaine de 1990 portant sur la participation des peuples au développement.
Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981.http:// www.umhchr.ch/TBS/doc/msf.
[1026] IAN M., JEAN B., TAKASHI I., *Démocratie, gouvernance et performance économique : Asie de l'Est et du Sud-est, BROCHEE, SL, 2005,p.87*

Les États ont formellement mis en place des organes de contrôle, défini leurs compétences et un statut qui, sur le plan des textes, leur assure une certaine indépendance. Bien que certaines juridictions nationales, à l'instar de la cour constitutionnelle du Bénin, jouissent d'une réputation d'indépendance, le pouvoir judiciaire en général, les juridictions constitutionnelles en particulier, constituent l'un des maillons faibles du constitutionnalisme pour différentes raisons.

La première tient au juge lui-même et à la manière dont il conçoit et accomplit sa mission. Lorsqu'il a tendance à s'autolimiter, à interpréter littéralement et restrictivement ses compétences et à se prononcer quasi systématiquement sur des questions de régularité formelle et non de fond, il donne le sentiment qu'il n'est pas le recours indiqué contre les atteintes à la constitution et surtout il ne nourrit pas le débat nécessaire à l'enrichissement de la constitution par voie d'interprétation.[1027]

La deuxième raison est liée à la posture du juge dans le cadre du contentieux constitutionnel, posture il est vrai complexe dans la mesure où il lui est davantage demandé, en termes quantitatifs, d'arbitrer des contentieux politiques que de se prononcer sur les droits subjectifs que la constitution reconnaît aux citoyens. Ses décisions sont ainsi systématiquement contestées quel que soit leur sens, parfois pour des raisons de stratégie politique, et surtout lorsqu'ils sont plus souventà l'avantage du parti politique dominant[1028]. Aussi la posture du juge est d'autant plus complexe que ses décisions sont susceptibles d'être analysés sous l'angle de la légitimité.

En effet, appelé à se prononcer sur des actes pris par des organes issus du suffrage citoyen, il court le risque de se voir reprocher la tentation du gouvernement des juges et d'aller à l'encontre de la volonté populaire exprimée par les décisions des élus. Enfin la crise de la justice constitutionnelle est en partie liée aux conditions de sa saisine. Généralement le droit de saisir le juge constitutionnel est restreint et n'est pas reconnu aux citoyens et même lorsqu'il est ouvert plus largement, le rendement des juridictions constitutionnelles est faible en raison d'un faible taux de saisine qui lui-même s'explique à la fois par l'attitude des citoyens à l'égard du droit, leur préférence pour des modes de résolution non contentieuse des litiges et, parfois, par leur perception négative de l'indépendance et de l'impartialité des juges.

[1027] La Conférence des Chefs d'Etats et des gouvernements du 6 Juin 2012 ont relevé la résilience de l'activité économique dans l'Union, ils ont noté que les perspectives macro-économiques apparaissent favorables. Ils nous appartiennent de préparer d'ores et déjà à faire face à des situations de crise encore plus aiguës que celles que nous avons connues jusqu'ici. Pour la question alimentaire l'institution s'est inquiétée de l'incidence de la forte baisse des récoltes de la campagne agricole 2011-2012 notamment dans les pays de l'Hinterland. L'Union entend aussi jouer un rôle politique dans les crises qui secouent le Mali et la Guinée Bissau. Les participants ont condamnés les coups-d 'états militaires, mais ce sont déclarés, encourager par les progrès réalisés dans les processus de normalisation.
Charte pour la démocratie, les élections et la gouvernance CEDEAO, Janvier 2007.
Open Society Institute Africa Governance Monitoring Advocacies Project (AFRIMAP).
Déclaration solennelle sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CSSDCA), Chefs d'Etats Africains.

[1028] CONAC Gérard, JEAN de Gaudusson., CHRISTINE Desouches., *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998,op cit*

- Crise de légitimité de la norme constitutionnelle.

Le questionnement sur la crise du constitutionnalisme en Afrique doit être replacé dans un contexte plus global d'adéquation de la norme constitutionnelle aux sociétés qu'elle est censée réguler. La question intéresse le droit de façon générale. Posée plus directement, elle interroge la problématique de la légitimité de cette institution qu'est la constitution.

On peut en effet se demander si la remise en cause des principaux consensus des années 90, l'inefficacité des oppositions politiques et citoyennes aux révisions unilatérales, ne sont pas fondamentalement liées à ce sentiment que la constitution apparaît comme un corps étranger à la société. On le sait, au moment de leur accession à l'indépendance, la plupart des États africains, encore marqués par une grande fragilité, ont cherché à unifier leur système juridique, le droit étant dans une certaine mesure considéré comme une des pièces maîtresses de l'édification d'États-Nations stables.[1029]

Deux tendances majeures caractérisent ces systèmes juridiques. D'une part, ils sont généralement monistes dans le sens où seul le droit étatique, dit droit « moderne », est reconnu comme producteur de normes juridiques. Dans la plupart des pays, on a procédé au pire des cas, par suppression de toutes les coutumes et au meilleur des cas par intégration de certaines normes et institutions coutumières au droit officiel, la source légale unique demeurant en toute hypothèse l'État. D'autre part, l'édification des droits dits modernes se caractérise par l'importation des systèmes et normes juridiques des anciens colonisateurs. Cette greffe résultant du mimétisme s'est traduite aussi en matière constitutionnelle[1030].

Beaucoup d'observateurs s'interrogent pourtant sur l'efficacité de la greffe et sur ses conséquences sur la supériorité que le droit positif attribue à la norme constitutionnelle. L'interrogation est difficile, presque tabou.

En effet si la constitution n'est pas respectée et si le constitutionnalisme moderne ne rayonne pas, n'est-ce pas en partie en raison des valeurs qu'ils véhiculent et qui les fondent ? Autrement dit, n'aurait-on pas, sous le couvert du principe d'universalité, importé dans les constitutions des valeurs inadaptées aux sociétés africaines et subséquemment des procédés de légitimation du pouvoir, qui ne correspondent pas avec leur substrat historique, social et culturel ?

[1029] Nouveau partenariat pour le développement (NEPAD) lancé en 2001 et conférence de Durban de 2002
Charte africaine de 1990 portant sur la participation des peuples au développement.
Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981.
http:// www.umhchr.ch/TBS/doc/msf.

[1030] DENYS de Béchillon, *Hiérarchie des normes et hiérarchie des fonctions normatives de l'Etat, Economica, France, 1996, op cit*

Et parce que les valeurs prônées par les constitutions seraient la marque d'une greffe qui n'aurait pas pris, on expliquerait ainsi que non seulement les constitutions soient trop souvent et sciemment violées par ceux dont elles limitent le pouvoir mais aussi qu'elles ne soient pas défendues par la société elle-même et précisément par les citoyens ; s'ils ne défendent pas les constitutions et leurs valeurs, n'est-ce pas parce qu'ils n'ont pas le sentiment d'en être les gardiens ?

Le devoir d'obéissance, « naturelle » et « spontanée », à la norme et la reconnaissance de sa supériorité, « transcendantale », ne dépendraient pas exclusivement des mécanismes techniques et procéduraux qui en garantissent le respect. Il y aurait une bonne dose de mythe, de mystique constitutionnelle, de représentation morale et éthique qui constituent le soubassement d'un acte qui institue, constitue un État.[1031]

La recherche de ces « mythes fondateurs » devient une problématique essentielle voire existentielle pour des États dont le socle commun se perd à la faveur des divisions partisanes, ethniques, tribales, confériques ou religieuses.

En second lieu, l'interrogation sur la légitimité des valeurs se double d'un questionnement sur la légitimité des procédés techniques, formels, d'adoption et de révision des constitutions. On l'a évoqué plus haut, sous l'angle de la crise de la démocratie représentative. On peut le rappeler sous l'angle de la crise de la norme constitutionnelle elle-même. De la même manière que la légitimation des dirigeants par l'élection suscite l'interrogation, les procédés d'élaboration, d'adoption et de révision des constitutions affectent leur légitimité[1032].

La diversité des techniques d'élaboration est séduisante mais leur résultat laisse sceptique.

Il n'est alors pas exclu de s'interroger surtout sur de nouvelles modalités d'élaboration des constitutions. La participation de « tous » à la définition et à la modification des règles du vivre ensemble constitue une garantie essentielle de l'adéquation des valeurs qu'elles véhiculent et de leur défense collective.

[1031] La notion de l'Etat n'est pas aussi ancienne comme elle parait l'être. Elle est relativement récente. Elle apparaît dans les langues européennes dans son acception moderne au tournant des XV[e] et XVI[e] siècles et ne se comprend et ne s'organise pas de la même manière dans les différentes parties du monde

La Conférence des Chefs d'Etats et des gouvernements du 6 Juin 2012 ont relevé la résilience de l'activité économique dans l'Union, ils ont noté que les perspectives macro-économiques apparaissent favorables. Ils nous appartiennent de préparer d'ores et déjà à faire face à des situations de crise encore plus aiguës que celles que nous avons connues jusqu'ici. Pour la question alimentaire l'institution s'est inquiétée de l'incidence de la forte baisse des récoltes de la campagne agricole 2011-2012 notamment dans les pays de l'Hinterland. L'Union entend aussi jouer un rôle politique dans les crises qui secouent le Mali et la Guinée Bissau. Les participants ont condamnés les coups-d 'états militaires, mais ce sont déclarés, encourager par les progrès réalisés dans les processus de normalisation.

Charte pour la démocratie, les élections et la gouvernance CEDEAO, Janvier 2007.

Open Society Institute Africa Governance Monitoring Advocacies Project (AFRIMAP).

Déclaration solennelle sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CSSDCA), Chefs d'Etats Africains.

[1032] CONAC Gérard, JEAN de Gaudusson., CHRISTINE Desouches, *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998,*

Particulièrement, n'y aurait-il pas des étapes préalables de consultation des collectivités et des citoyens avant toute assemblée constituante ? Cette consultation pourrait-elle dépasser la collecte de simples avis sur un projet « tout fait » et être le moment de construire collectivement un projet et de donner un véritable sens à la notion de constituant originaire ? Quelles sont les innovations procédurales possibles pour que toute constitution soit, dans le fond c'est-à-dire ses orientations et dans la forme, celle de la société qui l'adopte ?

Au total l'attitude face à la question de la légitimité des valeurs et systèmes constitutionnels et la réponse qu'on lui apporte (au-delà des exigences liées à l'ordonnancement des pouvoirs et du renforcement de la justice constitutionnelle) nous semblent être des éléments déterminants pour que les mutations actuelles se dessinent sous un avenir maîtrisé et fait de progrès politiques et sociaux. Quelques pistes méritent d'être explorées de ce point de vue.

Quelques pistes de réflexion sont ouvertes :

L'essor du constitutionnalisme dépend dans une grande mesure et principalement de la re-légitimation de la constitution, re-légitimation qui suppose que la triple crise décrite soit résolue[1033]. Le chantier le plus redoutable reste celui de l'identification collective des valeurs partagées qui doivent constituer le socle de constitutions crédibles. La difficulté procède de la nécessaire conciliation entre ce qui est dit universel et ce qui pourrait constituer la part de spécificité de chaque société.[1034] Or si l'on peut clairement nommer ces principes universels, il n'en est pas toujours de même pour ce que l'on prétend particulier, l'invocation de valeurs traditionnelles ou coutumières étant souvent davantage affirmée que démontrée, ces valeurs étant elles-mêmes soumises aux mutations des sociétés et ne devant faire l'objet d'aucune idéalisation.

Mais la difficulté de la tâche ne doit pas dissuader de l'accomplir et la recherche interdisciplinaire joue de ce point de vue un rôle fondamental en ce qu'elle peut permettre de suggérer le point d'équilibre nécessaire à la préservation de la stabilité sociale. Elle permet de connaître les hommes, les sociétés et les ressorts sur lesquels elles sont assises pour que les constitutions soient la formalisation des valeurs considérées comme fondamentales (par exemple quelle est la ligne de partage entre des systèmes fondés sur l'individu et des sociétés qui restent attachées à la communauté comme lieu d'identification et de définition d'un statut social? Comment le principe d'égalité peut s'accommoder avec les statuts sociaux ? Etc.).

[1033] CONAC Gérard, JEAN de Gaudusson., CHRISTINE Desouches, *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998, op cit*

[1034] Nouveau partenariat pour le développement (NEPAD) lancé en 2001 et conférence de Durban de 2002

Par ailleurs la re-crédibilisation de la constitution passe, indirectement, par la démonstration, dans les faits, de sa réelle capacité à remplir son office : limiter convenablement le pouvoir et constituer pour le citoyen un rempart efficace contre l'injustice et l'arbitraire.

Au regard des évolutions qui se dessinent, le défi est essentiellement de réintroduire le consensus dans les procédures constitutionnelles, notamment en ce qui concerne les modifications des compromis acquis et d'ouvrir aux citoyens des droits individuels et collectifs efficacement garantis et effectivement protégés.

Ce dernier enjeu n'est pas sans lien avec les défis qui interpellent la justice constitutionnelle à savoir : l'affirmation d'une plus grande influence du juge dans la vie publique, le renforcement de sa crédibilité à travers les modalités de sa nomination et de l'exercice de sa mission, les garanties de son indépendance, particulièrement vis-à-vis du pouvoir politique.[1035]

Quelques perspectives peuvent être suggérées :

Parce qu'elle est éminemment politique, la constitution ne peut totalement échapper aux contingences et rapports de force politiques, aux variations de « température » du système politique et de la démocratie. Pour autant il n'est pas interdit d'en renforcer le caractère sociétal et collectif, de tenter de rétablir la confiance dans le système représentatif et dans la justice constitutionnelle[1036].

Les alternatives résident à la fois dans les options de fond et dans la reformulation technique du projet démocratique. Plusieurs propositions ouvrent des pistes qui peuvent être approfondies.[1037]

Ainsi en ce qui concerne la problématique de l'adéquation des constitutions à la diversité sociale, l'admission du pluralisme juridique, même restreint, et son prolongement au plan institutionnel semblent être une piste stimulante. Deux propositions doivent être rapidement relevées à cet égard :

[1035] La Conférence des Chefs d'Etats et des gouvernements du 6 Juin 2012 ont relevé la résilience de l'activité économique dans l'Union, ils ont noté que les perspectives macro-économiques apparaissent favorables. Ils nous appartiennent de préparer d'ores et déjà à faire face à des situations de crise encore plus aiguës que celles que nous avons connues jusqu'ici. Pour la question alimentaire l'institution s'est inquiétée de l'incidence de la forte baisse des récoltes de la campagne agricole 2011-2012 notamment dans les pays de l'Hinterland. L'Union entend aussi jouer un rôle politique dans les crises qui secouent le Mali et la Guinée Bissau. Les participants ont condamnés les coups-d 'états militaires, mais ce sont déclarés, encourager par les progrès réalisés dans les processus de normalisation.
[1035]Charte pour la démocratie, les élections et la gouvernance CEDEAO, Janvier 2007…
Open Society Institute Africa Governance Monitoring Advocacies Project (AFRIMAP).
Déclaration solennelle sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CSSDCA), Chefs d'Etats Africains.
[1036] BATCHASSI (Y) et YOUGBARE (R), *« Les actes additionnels de l'UEMOA. Analyse juridique, in Cahier du Centre d'Etudes Européennes et de l'intégration Centre Emile NOEL» ; N°001 Faculté de Droit et de Science Politique de l'université de Ouagadougou ; Juin 1999*
[1037] IGUE, John O., *Le territoire et l'Etat en Afrique. Les dimensions spatiales du développement, KARTHALA, Paris, 1995, p.157*

- l'institution d'un constituant permanent (dérivé) représentant un quatrième pouvoir au sein de l'État, garant de la sacralité de la constitution, de l'opportunité et de la pertinence de toute modification et émanation des différentes légitimités de la société par sa composition;
- la réforme ou l'institution au sein des parlements des deuxièmes chambres reflétant la diversité sociale mais dont seraient exclus les partis politiques et ayant le pouvoir législatif.[1038]

En ce qui concerne la préservation du caractère consensuel des constitutions et le maintien des verrous qui symbolisent les limitations du pouvoir, il est suggéré de réfléchir sur :

- un meilleur encadrement de l'initiative de la révision constitutionnelle notamment par l'interdiction faite à tout acteur politique d'initier une révision touchant à l'agencement constitutionnel de son propre statut et de ses propres prérogatives[1039] ;
- un meilleur encadrement de la procédure d'adoption de toute révision en rendant obligatoires des consultations nationales préalables et des processus inclusifs et non plus exclusivement politiques, en supprimant la révision par voie parlementaire ou encore en imposant que les processus de révision soient inscrits dans la durée et concernent une évaluation de l'ensemble du texte constitutionnel pour échapper aux révisions conjoncturelles, faites dans l'urgence et visant exclusivement à instrumentaliser la constitution à des fins partisanes et purement politiciennes;
- l'internationalisation des garanties constitutionnelles par l'établissement de normes de convergence constitutionnelle au niveau régional (par exemple la CEDEAO) et la mise en place de mécanismes efficaces de sanction des violations des constitutions.

Enfin la dernière catégorie de propositions concerne la justice constitutionnelle et touche :

[1038] Nouveau partenariat pour le développement (NEPAD) lancé en 2001 et conférence de Durban de 2002
Charte africaine de 1990 portant sur la participation des peuples au développement.
Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples de 1981.
http:// www.umhchr.ch/TBS/doc/msf.

[1039] CONAC Gérard, JEAN de Gaudusson., CHRISTINE Desouches, *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998, p.83*

- au renforcement de son indépendance par la modification des modalités de désignation des juges constitutionnelles (notamment soit l'obligation d'associer des organes non élus à leur nomination soit, plus énergiquement et en vertu d'une séparation stricte des pouvoirs, retirer le pouvoir de nomination à l'exécutif et au législatif, voire l'attribuer au constituant);[1040]
- la modification de la composition des juridictions constitutionnelles pour les ouvrir à des non juristes en raison des implications des sujets sur lesquels elles statuent et qui ne répondent pas exclusivement à des considérations d'ordre juridique[1041] ;
- la modification des conditions de saisine des juridictions constitutionnelles notamment par la généralisation de l'ouverture du droit d'action aux citoyens ;
- l'extension des catégories d'actes redevables du contrôle de constitutionnalité aux actes infra-législatifs et la consécration d'un principe général de compétence du juge constitutionnel en tant qu'interprète de la constitution dès lors que l'acte qui lui est soumis peut avoir des incidences sur l'interprétation ou la mise en œuvre de la constitution ;
- la création d'une justice constitutionnelle supranationale, juge de recours contre certaines décisions des juridictions nationales touchant les normes de convergence constitutionnelle définies au plan régional.

Le débat est ouvert. Il revient aux organisations régionales africaines de rechercher les voies et moyens pour juguler cette crise dont les graves conséquences affectent le Mali, la Guinée Bissau, aux lendemains des événements tragiques de la Côte-d'Ivoire.

B. L'insécurité alimentaire

Les perspectives alimentaires sont globalement mauvaises dans les pays du Sahel (Mali, Niger, Burkina, Sénégal).

Par exemple au Niger, Les résultats d'une enquête réalisée en 2012 font ressortir que l'insécurité alimentaire (sévère et modérée) affecte globalement près de la moitié de la population. Ainsi, environ cinq (5) ménages sur dix (10) font face à une insécurité alimentaire sous la forme sévère ou modérée.

[1040] La Conférence des Chefs d'Etats et des gouvernements du 6 Juin 2012 ont relevé la résilience de l'activité économique dans l'Union, ils ont noté que les perspectives macro-économiques apparaissent favorables. Ils nous appartiennent de préparer d'ores et déjà à faire face à des situations de crise encore plus aiguës que celles que nous avons connues jusqu'ici. Pour la question alimentaire l'institution s'est inquiétée de l'incidence de la forte baisse des récoltes de la campagne agricole 2011-2012 notamment dans les pays de l'Hinterland. L'Union entend aussi jouer un rôle politique dans les crises qui secouent le Mali et la Guinée Bissau. Les participants ont condamnés les coups-d'états militaires, mais ce sont déclarés, encourager par les progrès réalisés dans les processus de normalisation.
Charte pour la démocratie, les élections et la gouvernance CEDEAO, Janvier 2007.
Open Society Institute Africa Governance Monitoring Advocacies Project (AFRIMAP).
Déclaration solennelle sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CSSDCA), Chefs d'Etats Africains.

[1041] BOUTROS BOUTROS-GHALI, *L'interaction démocratie et développement, UNESCO 2002*

Le contexte international caractérisé par la flambée du prix du pétrole et des denrées alimentaires conjuguée à une série de soulèvements sociaux dans les pays arabes et une situation politique chaotique au Mali constitue un facteur de risque pour l'accès des populations aux produits de première nécessité. Cette situation pourrait exposer les ménages les plus pauvres à l'insécurité alimentaire.[1042]

Ainsi, l'évolution des prix des denrées alimentaires sera déterminante sur celle de la situation alimentaire et nutritionnelle du pays dans les prochains mois. Une forte hausse des prix limiterait l'accès des ménages les plus pauvres à la nourriture surtout en période de soudure avec l'épuisement des stocks paysans. Dans ces conditions, la période de soudure serait particulièrement difficile avec des conséquences néfastes sur la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans au sein des ménages vulnérables ruraux comme urbains[1043].

Cela traduit globalement la nécessité de mettre en œuvre des actions d'atténuation de crises alimentaires localisées et des activités de suivi de l'évolution de la situation alimentaire et nutritionnelle[1044].Au regard du caractère structurel et conjoncturel de l'insécurité alimentaire dans certains pays de l'UEMOA, les options d'assistance doivent répondre à la fois aux besoins à court, moyen et long terme des populations vulnérables[1045].

Les actions doivent cibler prioritairement les ménages en insécurité alimentaire sévère, les ménages pauvres urbains très affectés, les enfants ainsi que les femmes enceintes et allaitantes. Afin de pouvoir détecter le plus rapidement possible le déclenchement éventuel d'une crise alimentaire qui pourrait affecter les ménages les plus pauvres dans les zones les plus vulnérables, les actions à mettre en œuvre sont les suivantes :

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan sous régional de soutien aux populations vulnérables ;
- le suivi permanent des zones vulnérables ;
- le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle à travers les sites sentinelles ;
- la tenue de rencontres d'évaluation de la situation alimentaire dans les Etats membres ;

[1042] 14 février 2012, création d'un comité de haut niveau pour juguler la crise alimentaire dans l'espace UEMOA. Voir entrevue du président de la commission de l'UEMOA du 20 février 2012 à Bruxelles.
Dispositif régional de renforcement et de coordination des stocks nationaux de sécurité alimentaire de l'UEMOA (Avril 2011).

[1043] L'insécurité alimentaire s'aggrave tout particulièrement en Afrique, où la proportion de la population souffrant de faim chronique est la plus élevée au monde. En 2007, 212 millions de personnes souffrent de malnutrition sur le continent africain, soit un tiers de la population, contre 170 millions en 1990. Voir FAO, État de l'insécurité alimentaire dans le monde, Organisation des Nations Unies, Rome, 2008.

[1044] LAURIE D. R., ELLEN M., Sara M., *Qui a faim ? Et comment pouvons-nous en être informés ? Pénurie, pauvreté et privation, BROCHEE, SL, 2005, p.23*

[1045] CAMBREZY Luc, JANIN Pierre., *« Le risque alimentaire en Afrique », in* Veyret, Y. (Dir.), Les risques, Paris, SEDES, 2003.

- l'adoption d'un programme alimentaire et nutritionnel basé sur la promotion de l'agriculture et de l'élevage.

Ces initiatives s'inscriront dans le cadre des recommandations issues des ateliers de dialogue régional et national menés dans les dix-sept (17) pays couverts par la « Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires », approuvée le 17 novembre 2011 par les Ministres en charge de l'alimentation et de l'agriculture des quinze (15) pays membres de la CEDEAO ainsi que de la Mauritanie et du Tchad[1046].

La dite Charte affirme clairement les responsabilités des organisations régionales et des acteurs non étatiques et pose les bases d'une gestion partagée des crises alimentaires.

C. Le chômage des jeunes

On estime à 33 millions environ le nombre de jeunes africains illettrés (soit plus de 50 pour cent du total). La plupart n'ont que peu ou pas de compétences et sont donc pratiquement exclus de la vie économique et sociale. [1047]

Ceux qui ont été plus ou moins formés ont acquis des compétences devenues inutiles pour le marché du travail, alors même que les exigences en compétences théoriques et pratiques réduisent des millions de jeunes sans qualifications au chômage ou en situation de sous-emploi. L'incidence du chômage des jeunes en Afrique subsaharienne pourrait, selon les estimations, dépasser les 20 pour cent (20%).

Trop souvent, la formation professionnelle est considérée comme un moyen de « ramener à l'école »les jeunes pour lesquels le système éducatif de base a échoué (d'où cette idée de la deuxième chance) ou de compléter les acquis de base pour les préparer à répondre aux besoins immédiats du monde du travail (d'où cette notion d'adaptation et de réadaptation permanente à un environnement professionnel en constante évolution).

Ce type de formation professionnelle doit être remplacé ou complété par un système qui assure aux jeunes un maximum de compétences durables (maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul), de connaissances élémentaires et de compétences pour l'apprentissage tout au long de la carrière.

[1046] Cf Communique final de la réunion des ministres en charge de l'agriculture et de l'alimentation des pays Membres de la CEDEAO, la Mauritanie et le Tchad, Adoption de la charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires, Conakry, Guinée, 17 novembre 2011

[1047] L'OIT

, Politique nationale de l'emploi.

Politique macro-économique inspirée par l'ajustement structurelle et la dévaluation. 1966, convention sur la politique de l'emploi, Genève 15 Juillet 1966. Rapport mondial 2011 de l'OIT sur les tendances de l'emploi.

Rapport mondial 2011 de l'OIT sur les tendances de l'emploi

Voir aussi la Recommandation 001/2011/CM/UEMOA relative aux orientations de politiques économiques des Etats membres de l'Union pour l'année 2012.

La formation professionnelle poursuit aussi un objectif bien spécifique : améliorer les compétences liées à des technologies précises et les développer par la suite sur le lieu de travail. [1048] Pourtant, la formation professionnelle seule ne suffira pas pour remédier au fort chômage des jeunes, eu égard aux graves problèmes d'insertion sur le marché du travail, surtout s'ils ont quitté l'école en cours de route. La faiblesse des niveaux de compétences n'est en effet qu'un des multiples facteurs alimentant le chômage des jeunes[1049].

Pour contrer ce phénomène et rendre le DCTP efficace, de nouvelles réformes :

– concernant notamment les politiques du marché du travail pour les jeunes travailleurs

– devront intégrer la formation dans une offre ciblée qui les aidera à franchir les obstacles jusqu'à l'entrée sur le marché du travail. C'est là une condition indispensable pour rendre les programmes de formation efficaces.

Les jeunes se heurtent à des difficultés plus ou moins importantes pour décrocher un emploi et notamment : une création d'emplois inexistante, leur vulnérabilité à un essoufflement de la croissance car ils seront les premiers licenciés, des coûts du travail élevés ou des demandes de salaire non réalistes de la part des jeunes, la discrimination (attitudes négatives à l'encontre des jeunes inexpérimentés), un accès médiocre à l'apprentissage de base (le peu de qualification en l'absence d'expérience professionnelle compromet l'accès à une formation sur le tas), des politiques publiques qui découragent le travail, le rapide changement économique et la difficulté à trouver un emploi qui s'aggrave avec la pauvreté [1050].

C'est dans le secteur informel que la plupart des élèves trouvent un emploi à la sortie de l'école – surtout s'ils ont décroché en cours de route. Les expériences du Bénin et du Sénégal témoignent des efforts consentis pour élargir et mettre à niveau l'apprentissage informel afin d'augmenter l'employabilité des jeunes. L'OIT a beaucoup œuvré pour appuyer la transition des jeunes vers l'emploi.

[1048] La Recommandation 001/2011/CM/UEMOA relative aux orientations de politiques économiques des Etats membres de l'Union pour l'année 2012.
L'OIT, Politique nationale de l'emploi. Politique macro-économique inspirée par l'ajustement structurelle et la dévaluation. 1966, convention sur la politique de l'emploi, Genève 15 Juillet 1966. Rapport mondial 2011 de l'OIT sur les tendances de l'emploi.

[1049] Il est question à ce niveau de l'inadequation du programme educatif à la promotion de l'employabilité des jeunes diplomés. A ce sujet les Etats incitent de plus en plus les jeunes à l'entreprenariat, à travers des prets, des programmes de formations en entrepreneuriat, ainsi que l'insertion socio-professionnelle.

[1050] WILLIAM Ury, *Comment négocier la paix. Du conflit à la coopération chez soi, au travail et dans le monde, NOUVEAUX HORIZONS, Paris, 2001*

Elle soutient notamment les systèmes d'apprentissage en alternance, en plus des initiatives pour améliorer l'accès à la formation des filles, des handicapés et des autres groupes défavorisés et de l'introduction de systèmes de protection sociale pour les apprentis–sans parler de l'appui post-formation pour accéder à la micro finance et à d'autres formes d'aide pour s'installera son compte. [1051]

L'UEMOA doit pouvoir être le théâtre d'une initiative visant à créer des emplois pour les jeunes chômeurs, grâce à des programmes de développement de leurs compétences professionnelles.

D. La politique de l'enseignement supérieur au sein de l'UEMOA

D.1 Vision de l'enseignement supérieur à l'horizon 2020[1052]

À l'horizon 2020, la vision de l'enseignement supérieur pourrait se résumer de la façon suivante :

• Sur le plan des finalités : Les systèmes d'enseignement supérieur de l'espace UEMOA auront été transformés pour soutenir le projet de société des pays membres de l'Union.

• Sur le plan des missions : Le système d'enseignement supérieur sera pertinent. Il aura acquis la capacité de former des ressources humaines compétentes et capables de contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté et au développement intégral des pays sur les plans culturel, économique et social.

• Sur le plan de l'autonomie et du fonctionnement démocratique : L'autonomie et le fonctionnement démocratique des institutions d'enseignement supérieur auront été consolidés grâce à la participation structurée de tous les partenaires à la gouvernance et à l'instauration de mécanismes de gouvernance et de gestion transparents fondés sur des systèmes d'information crédibles et des mécanismes d'évaluation fiables.

• Sur le plan de l'accessibilité : Le nouveau modèle d'organisation de l'ESR répondra à la demande accrue d'enseignement supérieur.

[1051] La politique nationale de l'emploi des jeunes et de la reinsertion socio-professionnelle.
L'OIT, Politique nationale de l'emploi. Politique macro-économique inspirée par l'ajustement structurelle et la dévaluation. 1966, convention sur la politique de l'emploi, Genève 15 Juillet 1966. Rapport mondial 2011 de l'OIT sur les tendances de l'emploi.
Voir aussi la Recommandation 001/2011/CM/UEMOA relative aux orientations de politiques économiques des Etats membres de l'Union pour l'année 2012.

[1052] *Pour une nouvelle vision de l'enseignement supérieur : Intégration, pertinence et qualité.*RAPPORT FINAL 2004 (Burkina-Faso)

• Sur le plan de l'efficacité interne et externe : Les objectifs d'efficacité interne et externe auront été convertis en critères de convergence et permettront aux étudiants un cheminement efficient et efficace dans leurs programmes d'enseignement supérieur. La formation sera plus adaptée aux besoins du marché du travail.

• Sur le plan des ressources humaines : Les enseignants chercheurs et les autres catégories de personnel du système auront été préparés adéquatement pour la carrière et recrutés en nombre suffisant. Les enseignants chercheurs seront répartis adéquatement dans les rangs professoraux et de recherche.

• Sur le plan des technologies de l'information et de la communication : Le système aura intégré les technologies d'information et de la communication dans toutes les dimensions de son fonctionnement.

D.2. Les prospectives de chantiers de l'enseignement supérieur.

Afin d'appuyer ces changements demandés, quatre chantiers peuvent être proposés de part notre analyse objective dans le cas de cette thèse pour véritablement améliorer la pertinence de l'ESR.

Le premier chantier porte sur la reconfiguration de l'offre de formation supérieure en prenant en compte ses effets sur le plan sous régional. Le second chantier porte sur l'amélioration de la qualité des programmes et de la pédagogie, sur la qualification et le déploiement des personnels, ainsi que sur l'introduction des TIC.

Le troisième chantier renforce la gouvernance, le management et la gestion de l'enseignement supérieur. Le quatrième chantier porte sur le dialogue social à créer à l'intérieur des huit systèmes nationaux et sur la participation des décideurs et des acteurs sous régionaux à une plus grande coopération en matière de formation supérieure dans l'Espace UEMOA. [1053]

Ces quatre chantiers constituent les volets d'un programme d'amélioration de la pertinence de l'ESR dans l'Espace UEMOA. Sa mise en œuvre nécessitera des décisions claires de la part des autorités pour enclencher des actions dans chaque système national, et des actions communes dans la sous région qui pourront être pilotées avec l'appui de l'UEMOA.

[1053] *Pour une nouvelle vision de l'enseignement supérieur : Intégration, pertinence et qualité.* RAPPORT FINAL 2004 (Burkina-Faso)

- Reconfiguration de l'offre de formation : La reconfiguration de l'offre de formation constitue la voie essentielle pour améliorer la pertinence de l'ESR. Elle se traduirait dans une toute nouvelle carte de l'enseignement supérieur nationale répondant aux contraintes et aux réalités des pays et de l'espace commun et reposant sur un nouveau modèle d'organisation, planification et évaluation de l'offre de formation. Il s'agit essentiellement de (i) redéfinir les catégories et les missions des établissements et de redéployer l'offre de formation supérieure sur l'ensemble d'un territoire national; (ii) désengorger les filières pléthoriques et trop coûteuses et éliminer ou redéfinir celles qui sont peu efficaces pour ouvrir des filières bien étudiées susceptibles de satisfaire les besoins du marché de l'emploi; (iii) assurer la conception évolutive et la gestion rationnelle des formations de tous les niveaux, qu'il s'agisse de la formation courte postsecondaire professionnelle et technique ou des trois cycles universitaires; (iv) déterminer un cadre de développement pour les établissements privés qui spécifie les critères de qualité exigés de ces établissements ainsi que les modalités de leur contrôle.[1054]

- Amélioration de la qualité de la formation et de la recherche : Le second chantier concerne l'amélioration de la qualité de la formation et de la recherche. Pour améliorer la qualité, il sera nécessaire d'instaurer une culture d'évaluation systématique et de réviser les programmes de formation et de recherche en tenant compte des priorités de la carte universitaire nationale et d'accroître significativement le nombre et la qualification des enseignants chercheurs afin qu'ils soient capables de répondre aux exigences induites par ces changements. Des mécanismes de recrutement et de redéploiement des personnels devront être développés pour tenir compte de l'accroissement des clientèles et du redéploiement de l'offre de formation. L'amélioration de la qualité de la formation et de la recherche passe nécessairement par la rénovation de la pédagogie universitaire. Puisque l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) modifie l'enseignement, l'apprentissage et la recherche, un effort particulier et de grande envergure devra être consenti pour implanter les TIC afin de mettre les systèmes nationaux à niveau et réduire la fracture numérique ouest africaine. Dans le but de soutenir l'amélioration de la qualité de la formation et de la recherche, un programme d'amélioration des infrastructures, orienté principalement vers l'amélioration de l'offre de formation professionnalisante, sera nécessaire.

[1054] *Pour une nouvelle vision de l'enseignement supérieur : Intégration, pertinence et qualité.* RAPPORT FINAL 2004 (Burkina-Faso)

- Adaptation des modes de gouvernance, de management et de gestion : Viser l'accroissement de la pertinence implique des changements majeurs à opérer dans les modes de décision, de management et de gestion des systèmes nationaux. Dans chaque pays, l'objectif est de mettre en place un système compétent, ouvert sur son milieu et capable de prendre les décisions en temps opportuns. Les textes, les missions, les organes et les mécanismes de direction et de gestion doivent être revus et une place plus grande doit être faite aux décideurs, acteurs et partenaires des secteurs social et économique. Un système d'information (SI) de gestion en appui à la prise de décision doit être développé dans chaque institution et des outils de gestion normalisés doivent être implantés dans chaque établissement. Les normes communes développées pour faciliter l'intégration régionale des systèmes nationaux d'ESR doivent se mettre en place.[1055]

- Instauration du dialogue social et appui à la participation : Le quatrième chantier répond au besoin huit fois identifié pendant les ateliers nationaux d'améliorer les relations entre les décideurs, les acteurs et les partenaires de l'enseignement supérieur dans les pays et dans la sous région. La volonté d'intégrer les systèmes nationaux d'enseignement supérieur doit être présentée et expliquée aux divers publics nationaux et régionaux aux fins de contribuer à l'émergence d'une nouvelle vision bien ancrée dans les préoccupations sociales et économiques des citoyens des huit pays. L'image de l'université doit être radicalement changée et l'idéal de poursuivre des études supérieures doit être mieux articulé aux discours de réduction de la pauvreté et de développement économique et social dans chaque pays. Le dialogue social doit renaître dans chaque communauté universitaire pour qu'advienne la confiance sans laquelle la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur demeureront lettre morte. La participation des parents, des entrepreneurs, des professionnels, des créateurs de tous les secteurs de la société, et des étudiants eux-mêmes, doit être rendue possible dans tous les mécanismes de fonctionnement du système ESR, surtout à l'université. Ce chantier s'intéressera aussi aux questions d'égalité entre les sexes sur le campus et aux questions relatives au VIH/SIDA, ainsi l'UEMOA sera en phase avec les droits fondamentaux de l'éducation pour tous dans un cadre harmonieux.

[1055] *Pour une nouvelle vision de l'enseignement supérieur : Intégration, pertinence et qualité.* RAPPORT FINAL 2004 (Burkina-Faso)

E. Place et rôle de la femme dans l'intégration.

Identifier la femme comme espoir de la sous-région, dans un contexte où l'UEMOA est confronté à la fois aux tensions politiques et économiques, aux poussées endémiques et épidémiques, est communément admis comme malade, consisterait à postuler l'hypothèse que la femme serait la réponse, à la problématique de l'intégration.

E.1 L'UEMOA doit ouvrir une prospective sur cette thématique.

Cependant, la considération de spécificités contextuelles relatives au système de représentation, à l'organisation sociale, au statut de la femme, oppose à cet enthousiasme expansif un procès social complexe. En ceci, semblent se déterminer « les difficultés d'évaluation du rôle de la femme dans le changement social. Celle-ci, tour à tour, attributaire de fonctions de production, de reproduction, ou communautaire, est en réalité soit occultée comme actrice de développement, soit surdéterminée dans sa capacité à générer une dynamique globale de transformation. Ces deux dimensions, ambivalentes, seront abordées au fil de notre réflexion, au travers de la hiérarchisation idéologique de l'activité féminine ».[1056]

Le rôle productif distribué à la femme, sur cette échelle, porte un attribut négatif. Caractère qui émerge d'une construction invalidante d'un ensemble d'activités qu'accomplit la femme. En l'occurrence s'agit-il des fonctions maternelles et domestiques ?

Concernant la femme occidentale autant que celle africaine, elles ont une coloration locale déterminée par les interactions avec l'environnement et la culture. Ainsi, dans l'espace UEMOA où l'usage d'outils rudimentaires pour la transformation des aliments est courant, la répétitivité et la pénibilité des gestes sont accentuées. En outre, elles sont parfois prolongées par de longues heures de marche, aux fins de collecter de l'eau ou de ramasser du bois.

Autant d'obligations qui, assumées successivement ou simultanément pour économiser du temps, n'ont pas moins d'incidence sur la longueur de la journée d'activité de la femme africaine. Estimée de quatorze (14) à seize (16), elle n'est pas intégrée dans le

[1056] Félicia BILGHO *: La femme : espoir de l'Afrique, in Portail GENRE EN ACTION, Burkina Faso, juin 2006, p.2*

registre du travail. En effet, l'idéologie dominante ne conçoit comme travail que l'activité rémunérée.

De fait, même si la femme est en mouvement continu, en quête de satisfaction des besoins primaires de son unité familiale, son action est paradoxalement invisible, non seulement parce qu'elle ne comporte pas de rentabilité économique, mais aussi parce que la femme est encore aujourd'hui culturellement perçue davantage comme un produit qu'un producteur.

L'activité reproductive, étant disqualifiée à participer aux mécanismes de production économique, en dépit de son utilité, il demeure en conséquence difficile d'établir un lien significatif entre espace domestique et espace de développement. Le postulat de départ accordant à la femme africaine un rôle moteur dans l'évolution de la sous-région s'en trouve décrédité.

Entre ses activités reproductive et productive, la frontière n'est pas toujours clairement identifiable ; le travail non marchand et le travail marchand pouvant s'imbriquer dans les mêmes tâches. Une telle caractéristique impose de considérer la fonction productive de la femme africaine en relation avec les pratiques sociales. Elles sont plus ou moins contraignantes selon la proximité que les populations entretiennent avec les normes traditionnelles de régulation sociale.

Le milieu urbain, vecteur de pratiques syncrétiques, laisse davantage d'autonomie et de pouvoir aux femmes. Un signe en est la possibilité, pour certaines d'entre elles, d'occuper des espaces politique ou économique importants. [1057]

On citera le rôle des « opératrices économiques » dans différents pays de l'UEMOA et particulièrement celle des « Nanas Benz » dont l'activité, organisée autour du commerce des pagnes de la marque « Wax hollandais » leur donne une puissance économique reconnue outre frontières. Une puissance à double titre intéressante :

- elle libère ces femmes et leurs époux de certaines croyances, en favorisant parfois une inversion des rôles

- elle suscite la mise en œuvre de réseaux par les transactions de demi-gros ou détail, profitables pour une catégorie importante d'acteurs[1058]. Ces réseaux, davantage objet

---

[1057] LEELA D., *Les femmes et la relation entre les membres d'un groupe familial : Perspectives comparatives sur les comportements sexo spécifiques en Asie du sud et en Asie du Sud-est, BROCHEE, SL, 2005 p.192*

Des ateliers nationaux sur l'éducation pour tous (EPT), pour une approche des objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Le Programme minima d'intégration Yaoundé 2009 de l'UA (Union Africaine), (Traité instituant la communauté économique africaine du 12 mai 1994 signé à Abuja le 3 juin 1991).

L'initiation accélérée de l'éducation pour tous d'ici 2015 découlant des OMD de l'ONU soutenue par la Banque Mondiale. (Docteur CELESTIN VENANT C. QUENUM)

des initiatives individuelles que celles des « Nanas Benz », s'insèrent dans un contexte continental où l'activité commerciale est le mode de travail le plus couramment pratiqué par les femmes. A ce registre s'ajoutent les activités salariées dans les domaines public ou privé, touchant une minorité de femmes mais dont le profit s'étend au-delà de la famille nucléaire.

En milieu rural, l'activité commerciale, également pratiquée, est généralement organisée autour de produits de pêche, d'arboriculture et d'agriculture. Une coopération est souvent nécessaire avec les hommes pour la réalisation de ce travail. En réalité, elle est révélatrice de rapports de pouvoir dans lesquels l'autonomie des femmes est affaiblie.

Dans le domaine de la production agricole, on peut retenir les problèmes d'accès à la terre. Dans certains groupes ethniques, à l'instar de la femme mossi (ethnie majoritaire) du Burkina Faso, en dépit de normes nationales d'appropriation et d'exploitation de la terre, par le biais de la réorganisation agraire foncière (RAF), préconisant un égal accès au domaine foncier pour les hommes et les femmes, on constate que la femme en est écartée par le système de régulation de la parenté et d'organisation des alliances matrimoniales[1059].

Dans le premier schéma, « la fille de », en attente de devenir « la femme de » porte un statut provisoire. Dans le second cas, elle parfait un statut d'étranger à la faveur d'un système de parenté se transmettant unilatéralement en ligne masculine. Deux considérations qui la retiennent à distance du système de transmission des biens.

Ainsi affiliée à une formation sociale rigoureusement hiérarchisée dans laquelle son statut de personne est subordonné à celui de l'homme, la femme, en matière d'accès à la terre, est contentée d'attribut d'usufruitière d'une petite parcelle. Celle-ci allouée par l'agrégat familial est affectée à la production de légumes destinés à la consommation domestique et la commercialisation informelle.[1060]

La coercition des règles endogènes au patrilignage agit sur les rapports exogènes de la femme à la société globale, en grossissant ses difficultés d'accès aux intrants agricoles, aux microcrédits à la faveur desquels elle pourrait améliorer sa productivité ou mettre en œuvre des projets individuels.

[1058] Félicia BILGHO : *La femme : espoir de l'Afrique, in Portail GENRE EN ACTION, Burkina Faso, juin 2006,op cit*

[1059] Félicia BILGHO : *La femme : espoir de l'Afrique, in Portail GENRE EN ACTION, Burkina Faso, juin 2006,p.23*

[1060] LEELA D., *Les femmes et la relation entre les membres d'un groupe familial : Perspectives comparatives sur les comportements sexo spécifiques en Asie du sud et en Asie du Sud-est, BROCHEE, SL, 2005, p. 132*

La femme, dans ce domaine, on le constate, est entravée dans ses potentialités d'actrice économique par le dispositif des normes collectives. Des pesanteurs, progressivement contournées par des improvisations trouvant place dans une forme de gestion dite communautaire et qui se destine à couvrir l'aspect collectif de la production.

Le rôle de gestion communautaire de la femme, perçu bien souvent comme une extension de sa fonction domestique, prend en espace UEMOA une dimension contextuelle de réponse à la défaillance des Etats (accentuée par les vagues des programmes d'ajustement structurel) dans des secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation et l'alphabétisation.

Elle se décline sous une multitude d'actions : construction d'école, sensibilisation à la scolarisation des filles, aménagement de cantines scolaires, lutte contre la malnutrition et le VIH, développement de l'artisanat…

Pour l'exercice de ces activités communautaires, dans lesquelles des femmes prennent des responsabilités ou des engagements, elles s'appuient sur des réseaux traditionnels d'alliance de voisinage, de quartier, mais aussi sur de groupements féminins, des associations, financés par des bailleurs de fonds étrangers, trouvant en elles « la clé » du changement social.

L'intérêt investi dans la mobilisation de femmes par des agents exogènes semble se fonder sur un discours commun, accordant l'attribut de travailleuse à la femme, et à l'homme un statut quasi parasitaire.

Ce postulat, alimenté par de variables objectives à l'instar de la longueur de la journée de travail de la femme, construit à partir d'une vision ethnocentrique du monde, en disqualifiant l'homme du processus de changement, entretient une opposition absolue entre l'homme et la femme. Il suggère l'idée d'une transposition de la femme modèle de développement du bien être dans le cadre de l'unité familiale à la femme archétype d'innovation et de mutation à la dimension de l'Etat-nation.[1061]

Dans ce mode d'appréhension des rapports sociaux ne sont pas prises en considération la division sexuelle du travail et la connotation symbolique que véhiculent certaines tâches réputées périlleuses pour la masculinité de l'homme. Celle-ci interpelle sa capacité à procréer, à transmettre un nom et par conséquent au-delà de l'entretien de la

[1061] Félicia BILGHO : La femme : *espoir de l'Afrique, in Portail GENRE EN ACTION, Burkina Faso, juin 2006,* op cit Des ateliers nationaux sur l'éducation pour tous (EPT), pour une approche des objectifs du millénaire pour le développement (OMD).
Le Programme minima d'intégration Yaoundé 2009 de l'UA (Union Africaine), (Traité instituant la communauté économique africaine du 12 mai 1994 signé à Abuja le 3 juin 1991).
L'initiation accélérée de l'éducation pour tous d'ici 2015 découlant des OMD de l'ONU soutenue par la Banque Mondiale. (Docteur CELESTIN VENANT C. QUENUM)

pérennité du patrilignage, à conserver un lien entre le monde des vivants et le monde des morts, dans un processus d'échanges. La division sexuelle des tâches, plus qu'une affaire domestique, se rapporte à la sécurité du groupe. Par une telle structuration sociale, la femme est assujettie à des fonctions limitant sa liberté et sa créativité en matière de progrès[1062].

Ces considérations ne dispensent pas de penser les femmes, comme actrices incontournables sur les chantiers de l'intégration. Ce sont des actrices qui ont des besoins spécifiques, différents de ceux des hommes, selon le genre comme épouses, comme mères.

Des actrices qui ne gagnent pas à être identifiées en opposition constante avec les hommes. Par exemple, dans un programme de planification familiale, même s'il paraît évident que la femme est le premier sujet visé, l'homme ne devrait pas en être exclu, en raison de la conception cosmogonique du monde qui leur est propre.

Dans certaines formations sociales, elle place la femme à l'égard de l'enfant à naître, non pas dans un rapport d'appropriation, mais de confiage, à l'égard de son corps biologique dans un rapport de subordination au mari, au corps social.

A cet effet, « l'appréciation de l'homme et de la femme comme sujets d'information et de sensibilisation est pertinente pour les effets principalement bénéfiques à cette dernière. Il est déductible que l'homme en étant sujet ou acteur, peut être un instrument de progrès pour la femme ou pour le groupe entier.

Autant il importe de ne pas discréditer ce statut de l'homme, autant il compte de reconnaître celui de la femme, en le revalorisant, en lui restituant le qualificatif d'acteur, tout simplement de personne'[1063].

Retenons simplement l'impératif que la femme soit considérée comme une personne, comme une actrice. La cognition d'une telle détermination porte à penser que ses activités ne doivent pas être uniquement circonscrites en termes d'opposition à celles de l'homme, mais sous l'angle d'une complémentarité différenciée ; activités dont la dynamique, pour dépasser une portée paradigmatique improductive, doivent être insérées dans une politique communautaire, cohérente de gestion des biens et des personnes.

L'UEMOA doit résolument œuvrer dans le cadre ainsi décrit afin de respecter l'article 3 de son traité.

[1062] PNUD, Droits de l'homme et développement humain, le rapport mondial sur le développement humain, Edition 2000

[1063] Willy RANDIN, *Femmes sources de progrès, sud : des actes concrets, éd. Favre, 2004, p.53*

F. L'espace UEMOA et le trafic de drogues, un fléau à combattre

Des pays de l'espace UEMOA sont utilisés comme plaque tournante du trafic international de drogues. La culture, la transformation, le trafic et la consommation illicites de drogues sont en hausse dans l'espace communautaire. Comparé à la situation dans le monde, le problème reste certes insignifiant, mais il menace toutefois de créer un autre obstacle au développement de la sous-région. La drogue pourrait en effet être la source d'une crise grave dans l'espace.

Le cannabis et le « khat » sont les principales drogues produites dans nos pays. Toutefois, les stupéfiants, en particulier l'héroïne et la cocaïne, font leur entrée en Afrique subsaharienne, qui sert essentiellement de route de transit reliant les fournisseurs d'Asie et les consommateurs des pays occidentaux.[1064]

Selon une étude du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), les organisations criminelles utilisent les pays africains comme plaque tournante du trafic international de drogues. En outre, elles favorisent de plus en plus la production et la consommation de drogues illicites ainsi que le blanchiment d'argent sur le continent.

Cet accroissement des activités liées à la drogue a notamment pour conséquence l'augmentation du nombre de crimes violents, de la corruption, de la fraude bancaire et de la désintégration de la société. Les gouvernements Ouest-Africains s'efforcent de trouver les moyens d'y faire face.Les pays menacés par les drogues comprennent la majorité des pays de l'UEMOA.

Toutefois, une analyse approfondie du problème de la drogue en Afrique montre que l'Afrique du Sud et le Nigéria occupent une place à part du fait de la gravité de leur situation. Des organisations criminelles bien structurées sont déjà à l'œuvre dans ces pays et le trafic des drogues, le blanchiment d'argent et la corruption mettent à rude épreuve la police et la justice.Dotée de marchés financiers organisés et de réseaux informatiques de pointe, l'Afrique du Sud constitue un endroit idéal pour le blanchiment d'argent. Pays le plus riche d'Afrique, elle offre un vaste marché pour les drogues. Plaque tournante régionale, elle attire de nombreux trafiquants qui acheminent la drogue.[1065]

[1064] PNUD, Droits de l'homme et développement humain, le rapport mondial sur le développement humain, Edition 2000 op cit

[1065] CFDes ateliers nationaux sur l'éducation pour tous (EPT), pour une approche des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Le Programme minima d'intégration Yaoundé 2009 de l'UA (Union Africaine), (Traité instituant la communauté économique africaine du 12 mai 1994 signé à Abuja le 3 juin 1991).
L'initiation accélérée de l'éducation pour tous d'ici 2015 découlant des OMD de l'ONU soutenue par la Banque Mondiale. (Docteur CELESTIN VENANT C. QUENUM)

De nombreux gouvernements prennent des mesures malgré la modicité de leurs ressources financières. Les services de répression renforcent leurs activités dans certains des pays de la CEDEAO où le trafic est pratiqué, et des accords bilatéraux et multilatéraux sont conclus avec d'autres pays intéressés... Des conférences internationales, régionales et interrégionales, sont organisées pour partager des expériences et échanger des idées en vue d'améliorer les mesures de lutte contre le problème[1066].

Les pays en développement manquent souvent de moyens et de ressources humaines pour fournir les services de traitement et de réinsertion des toxicomanes que seuls les pays développés peuvent offrir. Par conséquent, estiment les experts, le coût énorme de la gestion d'une crise de la drogue et les dégâts importants que cette crise peut causer en Afrique exigent l'adoption de mesures préventives rigoureuses. Il appartient à l'UEMOA comme à toutes les organisations régionales du continent africain d'ériger une « barrière » aux marchands de la mort et à tous leurs trafics dont le blanchiment d'argent.[1067]

G. Partenariat CEDEAO-UEMOA contre le terrorisme et traffics assimilés.

La coopération internationale est nécessaire car le phénomène, ses effets et les actions à engager dépassent les limites de la compétence d'un seul Etat. Les travaux de la réunion des experts gouvernementaux sur le projet de stratégie de lutte contre le terrorisme de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et de son plan de mise en œuvre ayant débuté. Participent à la rencontre, les experts gouvernementaux des ministères de la Justice, de la Défense, de la Sécurité et des Affaires étrangères des Etats membres de la communauté. Ils analyseront pendant cette rencontre d'échanges de différents thèmes afin de proposer au Conseil des ministres de la communauté d'utiles recommandations.

La rencontre fait suite à celles tenues en mai et août derniers respectivement à Abuja et Dakar. Elle doit définir le rôle que doivent jouer les principaux acteurs dans la mise en œuvre des projets de stratégie de contre-terrorisme de la CEDEAO et de déclaration politique contre le terrorisme. Bamako traitera aussi du renforcement de la coordination régionale et de la coopération sur les questions de contre-terrorisme et identifiera des ressources et des zones de renforcement des capacités dans la mise en œuvre de la stratégie antiterroriste dans l'espace ouest-africain.

[1066] Elaboration d'un Plan d'Action CEDEAO/UEMOA pour le lutter contre le fléau de la drogue. Conférence des chefs d'Etats et de gouvernements de la 33ème session ordinaire de Ouagadougou 18 janvier 2008.

[1067] Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes 11 novembre 1990.

La fréquence de ces consultations sous-régionales tient au constat que le terrorisme est apparu au cours de cette dernière décennie comme un défi grave à la paix et à la sécurité en Afrique de l'ouest où les actes de terrorisme international sont de plus en plus perpétrés.

Ces actes se manifestent par des attaques, des enlèvements, des prises d'otages, des détournements, des attentats à l'explosif et des assassinats qui privent de nombreux citoyens de la communauté des droits humains fondamentaux.[1068] Le directeur du maintien de la paix et de la sécurité régionale, le général Charles Akae, évoquera quelques causes du terrorisme qui, de son point de vue, sont multiples et variées. Selon l'officier général la menace du terrorisme en Afrique de l'ouest est alimentée par la pauvreté, la mauvaise gouvernance, les conflits, l'instabilité politique, la corruption, la faiblesse des institutions gouvernementales, l'accès facile aux armes légères et de petit calibre, la violence et l'extrémisme religieux.

En se dotant de mécanismes adéquats, expliquera le général Charles Akae, la CEDEAO entend renforcer sa capacité de surveillance, d'harmonisation, de coordination et de réglementation des politiques et pratiques des Etats en matière de prévention et de répression du terrorisme en Afrique de l'ouest. Il a félicité notre pays pour son engagement à faire valoir les idéaux de la CEDEAO.

Le terrorisme a coûté, note Charles Akae, la vie à des milliers de personnes et fait des milliers de blessés, de mutilés et des handicapés. A ce propos, « l'examen de la menace du terrorisme dans les Etats membres et les solutions nationales » était un des thèmes règulièrement abordés. Le ministre malien Soumeylou Boubèye Maïgaa, lui, insisté sur les solutions maliennes en matière de lutte contre le terrorisme. Notre pays, a-t-il indiqué, a fait de la lutte contre le terrorisme, l'un des axes majeurs de sa politique de sécurité qui est en parfaite adéquation avec la stratégie mondiale anti-terrorisme.

La coopération internationale est nécessaire car, précise Soumeylou Boubèye Maïga, le phénomène, ses effets et les actions à engager dépassent les limites de la compétence d'un seul Etat. C'est un combat commun à tous, analysera le ministre. A cet effet, notre

[1068] Les pays producteurs de drogues sont quasiment tous du sud de l'hémisphère (par exemple le Maroc, l'Afghanistan, la Colombie). Ce sont des pays en voie de développement et également des Etats aux politiques instables (politique internationale), trafic de drogue dans la mondialisation 13.08 16.2.
Elaboration d'un Plan d'Action CEDEAO/UEMOA pour le lutter contre le fléau de la drogue. Conférence des chefs d'Etats et de gouvernements de la 33ème session ordinaire de Ouagadougou 18 janvier 2008.
Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes 11 novembre 1990.

pays a pris des mesures internes visant à renforcer les mécanismes juridiques et institutionnels.

La mise en place en 2010 du programme d'urgence pour la réduction de l'insécurité dans le nord Mali est une des réponses nationales à la lutte contre le terrorisme et d'autres crimes transfrontaliers. Une cellule opérationnelle a été instituée auprès du président de la République pour coordonner, suivre et évaluer la nouvelle politique de réduction de l'insécurité au Nord Mali et la lutte contre le terrorisme. [1069]

Ces instruments, a indiqué Soumeylou B. Maïga, ont été suivi par l'adoption du Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement au Nord Mali (PSPSDN). Ce programme constitue un vecteur de réduction des causes de l'insécurité et du terrorisme au Mali avec des actions concrètes en matière de sécurité, de gouvernance, de développement local et de communication.

L'irrédentisme constitue la menace la plus grave à laquelle l'intégration sous régionale est confrontée. La proclamation d'un Etat islamiste au Nord du Mali vient démentir tous les efforts jusque-là entrepris dans le cadre de cette intégration. En effet, le monde entier a pris connaissance avec une certaine appréhension des termes du communiqué rendu public, le vendredi 06 avril 2012, par le conseil consultatif du Mouvement National de Libération de l'Azawad :

« Rappelant les principes du droit international et les principaux instruments juridiques internationaux régissant le droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes, notamment, la charte des Nations Unies en ses articles 1 et 55, les dispositions pertinentes de la déclaration internationale des droits des peuples autochtones;« Considérant, la volonté explicitement exprimée dans la lettre datée du 30 mai 1958 adressée au président français par les notables, guides spirituels de toutes les composantes de l'AZAWAD;

[1069] Les pays producteurs de drogues sont quasiment tous du sud de l'hémisphère (par exemple le Maroc, l'Afghanistan, la Colombie). Ce sont des pays en voie de développement et également des Etats aux politiques instables (politique internationale), trafic de drogue dans la mondialisation 13.08 16.2.
Elaboration d'un Plan d'Action CEDEAO/UEMOA pour le lutter contre le fléau de la drogue. Conférence des chefs d'Etats et de gouvernements de la 33ème session ordinaire de Ouagadougou 18 janvier 2008.
Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes 11 novembre 1990.

« Considérant qu'en 1960, à l'occasion de l'octroi de l'Indépendance aux peuples Ouest-Africains, la France a rattaché sans son consentement l'AZAWAD à l'Etat malien qu'elle vient de créer ;[1070]

« Rappelant les massacres, les exactions et humiliations, spoliations et génocides de 1963, 1990, 2006, 2010 et 2012, qui ont visé exclusivement le peuple de l'AZAWAD jusqu'au 1er avril 2012 ;

« Rappelant, le comportement inhumain du Mali qui a utilisé les différentes sécheresses (1967, 1973, 1984, 2010….) pour faire disparaître notre peuple par anéantissement alors même qu'il a sollicité et obtenu une aide humanitaire généreuse ;

«Considérant l'accumulation de plus de 50 ans de mal gouvernance, de corruption et de collusion militaro politico financière, mettant en danger l'existence du peuple de l'AZAWAD et en péril la stabilité sous régionale et la paix internationale;

« Considérant, la libération complète du territoire de l'AZAWAD ;

« Proclamons irrévocablement, L'ETAT INDEPENDANT de l'AZAWAD à compter de ce jour Vendredi 06 Avril 2012.

DECLARONS :

La reconnaissance des frontières en vigueur avec les états limitrophes et leur inviolabilité ;

L'adhésion totale à la charte des Nations Unies ;

L'engagement ferme du MNLA à créer les conditions de paix durable, à initier les fondements institutionnels de l'Etat basés sur une Constitution démocratique de l'Azawad indépendant.

« Le Comité Exécutif du MNLA invite l'ensemble de la Communauté Internationale dans un élan de justice et de paix à reconnaître sans délais l'Etat de l'AZAWAD Indépendant.

Le Comité Exécutif du MNLA jusqu'à la mise en place de l'Autorité du Territoire de l'AZAWAD continuera à assurer la gestion de l'ensemble du territoire. »

[1070] Les pays producteurs de drogues sont quasiment tous du sud de l'hémisphère (par exemple le Maroc, l'Afghanistan, la Colombie). Ce sont des pays en voie de développement et également des Etats aux politiques instables (politique internationale), trafic de drogue dans la mondialisation 13.08 16.2.
Elaboration d'un Plan d'Action CEDEAO/UEMOA pour le lutter contre le fléau de la drogue. Conférence des chefs d'Etats et de gouvernements de la 33ème session ordinaire de Ouagadougou 18 janvier 2008.
Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes 11 novembre 1990.

Le « nouvel Etat proclamé » ayant vu le jour grâce à la participation active d'islamistes d'Al Qaeda et d'An Sardin, on peut aisément comprendre que le terrorisme international s'est forgé un espace vital au cœur du continent africain.

C'est là une menace pour la paix et la sécurité dans la sous-région que seule la mobilisation de la communauté internationale (par l'entremise du Conseil de sécurité des Nations Unies) peut juguler.[1071]

H. L'UEMOA et les phénomènes migratoires

Parfois, pendant de longs mois, de jeunes Africains, hommes et femmes, risquent tout, y compris leur vie, pour entreprendre un périlleux périple qui leur fait traverser des dizaines de frontières et les dangereux courants de la Méditerranée à la recherche d'une vie meilleure dans le Nord.

Certains y laissent leur vie, d'autres sont renvoyés chez eux et d'autres encore, qui atteignent leur destination, comprennent que leur existence n'y sera pas forcément plus facile[1072]. Mais étant donné le manque d'emplois et les sombres perspectives auxquels ils sont confrontés dans leur pays, des millions de jeunes Africains préfèrent encore l'exode, souvent clandestin.

De tels déplacements de populations posent de sérieux problèmes à de nombreux gouvernements et à la communauté internationale. L'immigration irrégulière constitue l'une des principales préoccupations des pouvoirs publics et des citoyens des pays industrialisés : entrée illégale dans les pays de destination, mariages blancs, dépassement des séjours autorisés, interprétation abusive du droit d'asile et difficulté à renvoyer les candidats éconduits.

L'émigration est l'un des sujets de désaccord entre les pays d'origine, pauvres pour la plupart, et les pays de destination, plus riches. Jamais les régions de la planète n'ont été aussi liées les unes aux autres. L'information, les matières premières et l'argent franchissent rapidement les frontières : c'est ce qu'on appelle souvent la mondialisation.

[1071] Les pays producteurs de drogues sont quasiment tous du sud de l'hémisphère (par exemple le Maroc, l'Afghanistan, la Colombie). Ce sont des pays en voie de développement et également des Etats aux politiques instables (politique internationale), trafic de drogue dans la mondialisation 13.08 16.2.
Elaboration d'un Plan d'Action CEDEAO/UEMOA pour le lutter contre le fléau de la drogue. Conférence des chefs d'Etats et de gouvernements de la 33ème session ordinaire de Ouagadougou 18 janvier 2008.
Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes 11 novembre 1990.

[1072] BADIE Bertrand, *Droits de l'homme et diplomatie, FAYARD, France, 2004, p.243*

Pourtant les pays industrialisés, tout en favorisant la circulation de capitaux, de biens et de services (qu'ils fournissent pour la plupart), freinent le passage de la main-d'œuvre, qui provient surtout des pays en développement.[1073]

Notamment du fait de la pénurie de main d'œuvre dans certains secteurs d'activité, d'une économie mondiale en plein essor et de la tendance à terme au vieillissement démographique, nombre de pays industrialisés ont besoin d'immigrants. Ces pays manquent de personnel dans des domaines hautement spécialisés comme les technologies de l'information et les services de santé, ainsi que de main-d'œuvre dans l'agriculture, le secteur manufacturier et la construction. Les autorités de ces pays ferment donc les yeux sur l'immigration irrégulière pour remplir des postes qui n'intéressent pas la main d'œuvre locale.

Il y a toutefois des limites au nombre d'immigrants que ces pays sont capables d'absorber, notamment en raison de l'augmentation du chômage sur le plan national. Un nombre croissant de pays d'accueil imposent des conditions d'admission plus sévères aux candidats à l'immigration.[1074]

Pour leur part, les pays en développement exigent une libéralisation dans ce domaine, affirmant que l'émigration est un moyen de réduire la masse des chômeurs, de générer des revenus par l'intermédiaire des rapatriements de fonds et d'importer des compétences. Ces pays s'inquiètent également du départ de leur main-d'œuvre qualifiée vers des pays plus riches – c'est-à-dire de la fuite des cerveaux.

Conscients des effets préjudiciables d'une telle émigration, certains pays en développement ont adopté des mesures visant à dissuader le départ des personnes ayant des qualifications nécessaires, comme les médecins et infirmiers.

La formulation de politiques globales susceptibles de remédier à tous ces problèmes constitue un défi formidable. L'émigration se trouve aujourd'hui dans la situation où se trouvait le commerce international il y a une cinquantaine d'années, note Dhananjayan Sriskandarajah de l'Institute for Public Policy Research des Etats-Unis.

[1073] VANDENDRIESSCHE Xavier, *Le droit des étrangers, Dalloz, Paris, 1996*, P. 26, déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. L'Afrique de L'ouest caractérisée par d'autres mouvements migratoires accueillant près de quarante-deux (42) pourcent des migrants internationaux (Lama KABLAMJ, Université de Montréal, Dieudonné OUEDRAGO, Université de Ouagadougou et Victor PICHE, Université de Montréal.).

Politique migratoire et intégration régionale en Afrique de l'Ouest voir Annexe 1 pour quelques données relatives aux migrations dans les pays de la CEDEA0 (Réseau des chercheurs sur les migrations et l'urbanisation d'Afrique de l'Ouest (EMAO), crée en 1989 et qui a réalisé des enquêtes nationales dans huit pays Ouest-africains.

[1074] Politique migratoire et intégration régionale en Afrique de l'Ouest voir Annexe 1 pour quelques données relatives aux migrations dans les pays de la CEDEA0 (Réseau des chercheurs sur les migrations et l'urbanisation d'Afrique de l'Ouest (EMAO), crée en 1989 et qui a réalisé des enquêtes nationales dans huit pays Ouest-africains

A l'époque, explique-t-il, les règles actuelles régissant le commerce international semblaient inimaginables[1075]. "Ceux qui réfléchissent actuellement à un nouveau cadre international pour l'émigration se heurtent à des défis remarquablement similaires, précise-t-il."

La plupart des candidats à l'émigration cherchent à partir en raison des conditions difficiles qui règnent dans leur pays. Dans la plupart des pays d'émigration, les emplois sont rares ou les salaires trop faibles, ce qui amène des habitants à tenter leur chance ailleurs. Il est donc possible, en temps de paix, d'éviter l'émigration en créant des emplois sur place.[1076]

"La mondialisation n'a pas réussi à générer à ce jour un nombre suffisant d'emplois décents et permanents", affirme le Directeur général de l'OIT, Juan Somavia.

De nombreux pays africains ne sont pas parvenus à créer des emplois au cours des dernières décennies, malgré les politiques d'ajustement structurel préconisées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Le nombre d'offres d'emploi et le niveau des revenus réels ont au contraire diminué.

"Je ne veux même pas imaginer ce que nous verrons dans une vingtaine d'années s'il n'y a pas d'effort massif et concerté pour offrir du travail et de meilleures perspectives économiques en Afrique de l'Ouest, déclare le Représentant spécial de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest, Ahmedou Ould-Abdallah."

La Commission économique de l'ONU pour l'Afrique (CEA), qui siège à Addis-Abeba, recommande que les politiques de création d'emplois en Afrique se concentrent sur les secteurs nécessitant une main-d'œuvre importante comme l'agriculture. Dans son Rapport économique de 2005 sur l'Afrique, la CEA invite les gouvernements africains à alléger le plus possible les réglementations concernant les investissements privés, nationaux et étrangers, à offrir une infrastructure satisfaisante et à favoriser des systèmes politiques qui encouragent la participation de la majorité des citoyens.

Les politiques commerciales internationales contribuent à aggraver la situation de nombreux pays africains. C'est ainsi que la plupart des pays d'immigration protègent leurs secteurs agricoles à coups de subventions, ce qui a pour effet de garantir à leurs agriculteurs des prix supérieurs à ceux des marchés mondiaux et d'éliminer toute possibilité de concurrence de la part des agriculteurs pauvres des pays d'émigration.

[1075] Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A157/387. Commission des Communautés Européennes 2002.
[1076] Le Bureau International du Travail (BIT) Genève, Manolo I. ABELLA, Directeur des programmes des migrations internationales.
Résolution 56/203 de l'Assemblée Générale (AG) des Nations Unies du 21 Décembre 2001.
Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A157/387. Commission des Communautés Européennes 2002.

Même constat d'échec pour les politiques d'investissement des pays industrialisés, qui pourraient pourtant servir à réguler les courants d'émigration. "

"Le temps des analyses ou des solutions toutes faites est révolu. Il appartient aux institutions financières internationales, au système des Nations Unies tout entier et à la coopération bilatérale de mettre l'accent sur la création d'emplois, facteur essentiel de paix, de sécurité et d'unité en Afrique", soutient pour sa part M. Somavia.

De nombreux pays en développement estiment qu'une immigration plus libérale leur permettrait de tirer avantage plus rapidement de la mondialisation. Le plus difficile reste l'élaboration de politiques qui conviennent à la fois aux pays industriels et aux pays en développement et soient susceptibles de relancer la croissance économique mondiale.[1077]

"Il nous incombe à nous, Africains et Européens, de démanteler ensemble les réseaux d'immigration illégale, derrière lesquels se dissimule un trafic épouvantable et mafieux, a déclaré le Président français Jacques Chirac au Sommet France-Afrique qui s'est tenu en septembre au Mali. Ensemble, il nous faut encourager l'eco-développement et permettre aux Africains de bénéficier de conditions de vie et de travail décentes dans leurs propres pays."[1078]

Toutefois, la coopération internationale qui permettra de relancer les économies africaines dépendra en fin de compte du niveau de financement accordé au mécanisme de développement du continent, Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), y compris de la hausse de l'aide financière et d'une solution durable au fardeau de la dette africaine[1079].

Les pays africains demandent également aux Etats industriels de lever les obstacles à la libre circulation de la main d'œuvre dans le cadre des négociations de l'OMC. Avec d'autres pays en développement, les pays africains plaident pour la libéralisation de la circulation de la main d'œuvre, à l'instar de ce qui a été fait pour les échanges de biens, de services et d'informations, arguant qu'il s'agit d'un domaine où ils sont bien lotis et dont ils pourraient tirer d'importants revenus.

[1077] Le Bureau International du Travail (BIT) Genève, Manolo I. ABELLA, Directeur des programmes des migrations internationales.
Résolution 56/203 de l'Assemblée Générale (AG) des Nations Unies du 21 Décembre 2001.
Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A157/387. Commission des Communautés Européennes 2002.

[1078] SOUMANIA, DOUMBIA, MAIGA, IDRISSA, 1996, *Rencontre de concertation régionale en Afrique de l'Ouest sur les défis à portée régionale en matière de promotion de la démocratie et des droits de la personne, Bamako du 20 au 22 mars 1996, rapport de synthèse, CENAFOD, Bamako, p.12*

[1079] Rapport de la Commission des Communautés Européennes 2002.

Avec l'Inde comme chef de file, les pays en développement considèrent que la libéralisation de la main-d'œuvre est un critère de succès du cycle actuel de négociations de l'OMC, qui devrait s'achever en 2006.

La Commission mondiale sur les migrations internationales, créée en 2003 à l'initiative du Secrétaire général de l'ONU, propose pour sa part l'établissement par l'ONU d'un Mécanisme inter organisations de migrations internationales, qui réunirait plus d'une douzaine d'institutions des Nations Unies et d'ailleurs et servirait de cadre principal aux débats sur la migration.

Les émigrés qui quittent leur pays à la recherche de travail ne bénéficient pas d'une protection suffisante en droit international. Deux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) sont les principaux instruments qui défendent leurs droits.

Les conventions insistent sur l'équité salariale, exigeant que les migrants reçoivent des rémunérations comparables à celles perçues par les travailleurs exécutant des tâches similaires dans les pays d'accueil. Les pays d'origine et d'accueil sont également invités à conclure des accords bilatéraux destinés à protéger les droits des travailleurs étrangers[1080].

La Convention internationale des Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, qui est entrée en vigueur en 2003, va un peu plus loin. Elle s'applique à tous les migrants économiques, y compris les marins et les travailleurs indépendants. La convention énumère les droits et responsabilités des Etats en matière de contrôle de la circulation transfrontière des personnes et détaille les droits des travailleurs migrants.[1081]

"Il subsiste cependant des lacunes dans le droit et les normes internationales, notamment en ce qui concerne l'émigration pour raisons familiales ou économiques", souligne Susan Martin de l'Institute of International Migration de l'Université de Georgetown (Etats-Unis). Les conventions de l'OIT sont entrées en vigueur avec un nombre relativement restreint de signataires et la convention de l'ONU n'a été ratifiée que par 27 Etats, tous des pays d'émigration.

[1080] Le Bureau International du Travail (BIT) Genève, Manolo I. ABELLA, Directeur des programmes des migrations internationales.

[1081] VANDENDRIESSCHE Xavier, *Le droit des étrangers, Dalloz, Paris, 1996, P. 87.*

Le Bureau International du Travail (BIT) Genève, Manolo I. ABELLA, Directeur des programmes des migrations internationales.
Résolution 56/203 de l'Assemblée Générale (AG) des Nations Unies du 21 Décembre 2001.
Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A157/387. Commission des Communautés Européennes 2002.

Les conventions internationales ne sont pas perçues favorablement dans les pays d'accueil, notamment parce que leur mise en œuvre implique des dépenses, par exemple pour offrir des services aux immigrants. Certains pays industrialisés estiment par ailleurs que ces conventions empiètent sur leurs droits de légiférer en la matière.

"Les Etats-Unis estiment que ces questions doivent être débattues à l'Organisation internationale sur les migrations, bien que celle-ci ne fasse pas partie du système des Nations Unies", explique l'Ambassadeur SichanSiv, représentant américain auprès des Nations Unies, en réponse à la proposition de la Commission mondiale sur les migrations internationales de créer un organisme international consacré à la question.

Bien que la coordination internationale soit importante dans ce domaine, "il ne faudrait toutefois pas oublier qu'en fin de compte les lois et politiques relatives à la migration relèvent du droit souverain des Etats".

Aux Etats-Unis, qui comptent à peu près 34 millions de travailleurs nés à l'étranger (dont 11 millions de clandestins), le Président Bush s'est prononcé pour l'adoption d'une nouvelle législation nationale qui autoriserait l'immigration temporaire de travailleurs pendant trois ans au maximum.

Les candidats au séjour temporaire n'auraient toutefois pas le droit de postuler au statut de résident permanent après la date d'expiration de leur séjour. Plus d'un million d'immigrants ayant été arrêtés en 2005 seulement pour avoir tenté d'entrer aux Etats-Unis depuis le Mexique, le plan de M. Bush prévoit également une multiplication du nombre de patrouilles à la frontière entre les deux pays.[1082]

Ces propositions ont provoqué une vive controverse, certains étant hostiles à toute concession accordée aux immigrants clandestins qui vivent déjà aux Etats-Unis. De telles concessions, affirment-ils, récompenseraient "ceux qui ont enfreint la loi". En revanche, les milieux d'affaires américains exigent de plus en plus une réforme complète des lois sur l'immigration, notamment en faveur du statut de travailleur-temporaire, de manière à ce que ceux qui sont entrés dans le pays illégalement aient des possibilités de continuer à travailler légalement.

[1082] CHARLES A. K., EMANUEL A., JEAN-MARC C.YUEN FOONG k. *D'un pouvoir à l'autre. Le changement paisible de l'ordre international, BROCHEE, SL, 2005, p. 100*

En raison des besoins en main d'œuvre des pays développés, les conditions d'admission de certaines catégories de travailleurs, notamment les agriculteurs saisonniers, ont eu tendance à être assouplies. Le secteur agricole de l'Union européenne (UE) emploie tous les ans près de 500 000 travailleurs saisonniers originaires d'autres pays que les 15 Etats membres les plus anciens de l'UE[1083].

Malgré les tentatives visant à freiner la circulation transfrontière des personnes, les experts prévoient une intensification des flux migratoires. L'une des raisons est démographique, les populations des pays en développement augmentant rapidement, contrairement à celles des pays à haut revenu. Pour faire marcher leurs économies, les pays industrialisés doivent donc faire appel à une main-d'œuvre étrangère.

Le bon fonctionnement du plus important employeur d'Europe, le National Health Service de Grande-Bretagne, repose en grande partie sur le travail des immigrants infirmiers ou médecins, alors que le secteur de la haute technologie aux Etats-Unis a recours à des milliers de jeunes immigrants pour remplir ses nombreux postes vacants.

En outre, l'immigration contribue à la croissance économique. La Banque mondiale estime que si la main-d'œuvre des pays à hauts revenus devait s'accroître de 3 %, et même si cette force de travail n'était composée que d'immigrants, le bénéfice annuel mondial serait de l'ordre de 356 milliards de dollars. "Ces profits seraient supérieurs à ceux générés par le commerce international", note Dilip Ratha, économiste principal à la Banque mondiale.[1084]

Les avantages de l'émigration bénéficient également aux pays en développement, lesquels reçoivent, souligne-t-il, plus de 165 milliards de dollars par an sous forme de fonds envoyés par les travailleurs de l'étranger. "Ces envois de fonds contribuent à réduire la pauvreté, car ils sont directement versés aux ménages", souligne M. Ratha. D'après des enquêtes réalisées auprès des ménages en Ouganda, les envois d'argent de l'étranger ont permis de réduire de 11 % la pauvreté. Vaut-il mieux faciliter ou freiner la mobilité des candidats à l'émigration ? Fermer les frontières aurait de fâcheuses conséquences en matière de droits de l'homme, risquerait de ne pas être efficace et réduirait les avantages que présente la migration pour les pays de destination et d'origine, affirme M. Sriskandarajah, de l'Institute for Public Policy Research aux Etats-Unis.

[1083] D'après l'Etude 2004 sur la situation économique et sociale dans le monde du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

Le Bureau International du Travail (BIT) Genève, Manolo I. ABELLA, Directeur des programmes des migrations internationales.
Résolution 56/203 de l'Assemblée Générale (AG) des Nations Unies du 21 Décembre 2001.
Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A157/387. Commission des Communautés Européennes 2002.

[1084] Le Bureau International du Travail (BIT) Genève, Manolo I. ABELLA, Directeur des programmes des migrations internationales.
Résolution 56/203 de l'Assemblée Générale (AG) des Nations Unies du 21 Décembre 2001.
Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A157/387. Commission des Communautés Européennes 2002.

Une meilleure solution, à son avis, serait d'admettre que la migration peut avoir des effets salutaires pour ceux qui se déplacent, pour les sociétés qui les accueillent et pour les sociétés qu'ils quittent.

En Afrique de l'Ouest, la problématique[1085] de la migration se pose en ces termes :

Principales destinations des migrants en Afrique :

Migrations du Mali-Burkina très importantes vers la Côte d'Ivoire, du Niger vers Libye et Côte d'Ivoire, de la Guinée vers le Sénégal, du Sénégal vers la Gambie. Du fait des migrations internationales et internes, les allogènes sont devenus majoritaires dans l'Ouest et le Sud-ouest de la Côte d'Ivoire autrefois peu peuplés. Au Burkina Faso, dans certaines provinces de l'Ouest où il y a eu une expansion de la production cotonnière, les Mossi sont devenus majoritaires.

La croissance urbaine dans tous les pays a été alimentée en large partie par l'exode

Types de migrations :

Migrations de travail pour accéder à de meilleures conditions de vie et migrations forcées à cause de conflits, de crises économiques et sociales (cas du Nigeria), de la sécheresse, de la dégradation de l'environnement, de la misère...

Frontières et migrations :

Les différents types de frontières pour les migrants sont les frontières matérielles et immatérielles :
- Lorsqu'on évoque les frontières matérielles, on pense aux lignes de démarcation entre Etats à l'intérieur du continent et entre l'Afrique et les autres continents[1086]. Le tracé de ces frontières nationales est bien délimité. Mais à l'intérieur des Etats, les migrants sont confrontés à des frontières dont le tracé est moins perceptible et pourtant significatif.

- Les frontières immatérielles : par exemple des frontières qui évoluent entre les espaces des villes et des campagnes, ou des frontières implicites entre certaines régions où certaines ethnies exercent un pouvoir dans la maîtrise de l'espace. Dans celles-ci, les migrants qui viennent d'ailleurs et appartiennent à d'autres groupes ethniques sont considérés comme des étrangers par rapport aux autochtones et n'ont pas les mêmes droits d'accès à la terre.

[1085] RAMESH Thakur, EDWARD N. ; *Un nouveau millénaire, des perspectives nouvelles : Les Nations Unies, la sécurité et la gouvernance, BROCHEE, SL, 2005*

[1086] Agence gouvernementale de la Francophonie, sensibilisation au droit communautaire de l'UEMOA., acte du séminaire sous régional Ouagadougou, Burkina Faso, 06-10 Octobre 2003

- Les frontières encore plus immatérielles sont liées à certaines normes sociales et culturelles. Elles constituent pour certaines catégories de la population, les femmes par exemple dans certaines ethnies, des limites difficiles à franchir quand certaines conditions ne sont pas réunies. Ainsi là où les femmes disposent d'une faible autonomie (religion, poids des coutumes), elles ne peuvent se déplacer souvent qu'avec leur mari ou des parents.[1087]

Il convient de rappeler que dans l'Afrique précoloniale, la notion de frontière en tant que ligne de démarcation entre plusieurs territoires n'existait pas vraiment. Il y avait plutôt des aires d'influence des ensembles sociopolitiques, et un emboîtement, voire une sédimentation, de ces différents ensembles. Les plus importants laissaient souvent une grande autonomie aux formations politiques plus localisées qui gardaient leurs propres zones d'influence.

Des différences fortes existent entre les limites de ces formations précoloniales et le modèle des frontières étatiques coloniales liées aux formations politiques centralisées de type jacobin que nous connaissons. Il y a une d'une certaine façon imposition de ce modèle, particulièrement dans l'Afrique francophone avec la colonisation. Ces frontières de territoires, devenus ensuite des Etats, ont été fixées souvent tardivement à l'époque coloniale.

Ces frontières nationales ont été imposées par les colonisateurs sans tenir compte des particularités socioculturelles et des disparités de ressources entre les territoires :

- Division et regroupement socioculturels : la première observation qui vient à l'esprit, mais qui n'est pas forcément la plus importante, c'est qu'elles ont eu pour effet de diviser des ensembles socioculturels (ou groupes ethniques) qui présentaient une certaine homogénéité. La seconde observation, qui n'est sans doute pas la plus évidente, mais qui a probablement plus d'importance, c'est qu'elles ont eu pour effet de regrouper dans un même espace des populations, des ethnies qui avaient de fortes différences entre elles au niveau de leurs modes d'organisation, de leurs croyances, de leurs langues.

Ces regroupements ont posé plus de problèmes et suscité plus de conflits que les divisions au sein des groupes créées par les frontières (par exemple au Nigeria, au Tchad, au Soudan, etc.).

- Déphasage avec les espaces d'échanges anciens structurés autour de réseaux marchands. (Dioula, Haoussa, Diakhanké en Afrique de l'Ouest). Dans leur fonctionnement, la notion de contrôle des hommes qui appartiennent au réseau, à partir

[1087] Le Bureau International du Travail (BIT) Genève, Manolo I. ABELLA, Directeur des programmes des migrations internationales. Résolution 56/203 de l'Assemblée Générale (AG) des Nations Unies du 21 Décembre 2001.
Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A157/387. Commission des Communautés Européennes 2002.

du respect de règles partagées, est plus déterminante, que celles liées au contrôle de l'espace. Ces réseaux, qui existent depuis l'époque précoloniale, sont parvenus à adapter leurs trajectoires à l'évolution sur une échelle transnationale des flux de marchandises.[1088]

- Disparités de ressources : L'instauration de frontières a créée de fortes inégalités entre les ressources matérielles, humaines de certains territoires. Il y a de grandes disparités en Afrique entre les Etats sur le plan des écosystèmes, des potentialités agricoles, des richesses minières, de la répartition de la population. Ces inégalités sont flagrantes en Afrique de l'Ouest entre Etats sahéliens enclavés avec des écosystèmes fragiles et des Etats côtiers ouverts sur l'extérieur et qui disposent d'importantes potentialités sur le plan agricole et/ou énergétiques[1089]. Les politiques menées depuis l'époque coloniale ont souvent aggravé ces disparités. Ces disparités ont été un facteur déterminant des migrations internationales.

On constate donc une faible prégnance des frontières en tant qu'obstacles à la migration : longtemps, la circulation des migrants vers les pays en expansion dotés de ressources importantes s'est réalisée sans difficultés aux frontières.
La migration a été organisée, sollicitée par certains Etats. L'installation des migrants a été encouragée, notamment sur les fronts pionniers agricoles, par des normes flexibles facilitant l'accès à la terre.[1090] Le développement de ces espaces requérait une main d'œuvre importante dans le contexte d'une agriculture faiblement mécanisée. Un des moyens utilisés pour sécuriser l'installation de cette main d'œuvre de migrants peu payés est de lui concéder un droit d'usage sur des lopins de terre pour qu'elle puisse faire des cultures vivrières. L'apport du savoir-faire, de la force de travail des migrants était recherché en ville où ils étaient relégués le plus souvent vers des emplois peu valorisés et faiblement rémunérés. L'étranger avait des droits inférieurs aux nationaux. Mais dans bien des contextes surtout ruraux où les communications avec l'extérieur étaient peu développées, on accueillait facilement l'étranger, parce que cela faisait partie des traditions locales d'hospitalité et aussi parce qu'on pouvait du fait de la mobilité se retrouver à son tour en position d'étranger ailleurs. Dans beaucoup d'espaces la différenciation ethnique avait plus d'importance que la différenciation nationale, l'étranger c'était celui qui n'avait pas les mêmes coutumes.

[1088] Le Bureau International du Travail (BIT) Genève, Manolo I. ABELLA, Directeur des programmes des migrations internationales.
Résolution 56/203 de l'Assemblée Générale (AG) des Nations Unies du 21 Décembre 2001.
Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A157/387. Commission des Communautés Européennes 2002.

[1089] Agence gouvernementale de la Francophonie, sensibilisation au droit communautaire de l'UEMOA., acte du séminaire sous régional Ouagadougou, Burkina Faso, 06-10 Octobre 2003

[1090] Le Bureau International du Travail (BIT) Genève, Manolo I. ABELLA, Directeur des programmes des migrations internationales.
Résolution 56/203 de l'Assemblée Générale (AG) des Nations Unies du 21 Décembre 2001.
Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A157/387. Commission des Communautés Européennes 2002.

Dans ce contexte favorable, les migrations saisonnières et pluriannuelles se sont fréquemment transformées en migrations d'établissement.Certains types de population en Afrique, par leur pratique traditionnelle, transgressent les frontières. C'est le cas des nomades. Les populations nomades sont encore présentes en Afrique. On les rencontre entre autres dans des pays comme le Mali, le Niger, l'Algérie, etc. L'instauration des frontières par le colonisateur a fortement perturbé leur mode de vie. Des conflits armés ont souvent opposé ces populations à des gouvernements comme ceux du Mali ou du Niger[1091]. Les problèmes d'intégration des populations nomades dans les schémas d'aménagement territoriaux ont été une des bases des conflits.

Aujourd'hui, l'on assiste à des phénomènes de recomposition au niveau des activités des populations nomades. Beaucoup se sont sédentarisées en devenant des agriculteurs et des éleveurs. Certaines par contre, dans le souci de perpétuer les traditions ancestrales, ont opté pour des départs vers des zones à peuplement très faible où elles développent des stratégies d'expansion dans l'espace.[1092] Dans le contexte actuel de crise économique et sociale et d'affirmation des identités, les représentations de l'étranger se sont dégradées.

En ce qui concerne les crises économiques et sociales, notamment la crise d'un modèle de développement fondé sur l'expansion des cultures de rente et des produits miniers (baisse du prix des produits exportés et endettement des Etats, instauration de plans d'ajustements structurels qui ont des conséquences négatives sur l'emploi et le pouvoir d'achat).

Dans ce contexte, "les étrangers", "les migrants" ont été perçus de plus en plus comme des concurrents pour l'obtention d'emplois en ville, ainsi que pour l'accès à la terre. Les processus de stigmatisation des étrangers se sont accrus, parce que les immigrants sont souvent pauvres et que la pauvreté est perçue comme l'un des causes majeures de l'accroissement de l'insécurité. Du point de vue de l'affirmation des identités nationales et territoriales : la crise renforce l'identité nationale souvent sur une base restrictive. En Côte d'Ivoire, la notion d'ivoirité fondée sur la valorisation de l'autochtonie est devenue populaire dans un contexte de baisse généralisée du niveau de la population. Il y a eu aussi affirmation des identités territoriales et locales. Mais les figures de l'étranger varient selon les contextes et les espaces.

[1091] LAPORTE B. ; *L'intégration monétaire avant l'intégration commerciale : le cas de l'Afrique de l'Ouest. Revue de l'économie de développement, n°3, septembre 1996*

[1092]. Le Bureau International du Travail (BIT) Genève, Manolo I. ABELLA, Directeur des programmes des migrations internationales.
Résolution 56/203 de l'Assemblée Générale (AG) des Nations Unies du 21 Décembre 2001.
Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A157/387. Commission des Communautés Européennes 2002.

Dans le contexte de crise, on assiste à :

- la multiplication des mesures et des pratiques qui limitent l'emploi des étrangers : elles ont été mises en œuvre sur le plan national et au sein des pays entre autochtones et allochtones ou allogènes. Il s'agit de mesures officielles prises par les dirigeants des Etats, mais aussi des Etats fédérés comme au Nigeria. Il y a eu aussi une évolution des normes au sein des sociétés : par exemple dans des contextes fonciers tendus, il est devenu de plus en plus difficile pour les migrants d'avoir un droit d'usage de la terre pour une longue durée. Ceux qui sont les plus visés dans le cadre de ces évolutions sont les non nationaux.

- l'accroissement des entraves à la circulation des migrants lors de leurs déplacements, lors du passage des frontières. La baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires et des forces de l'ordre a provoqué un accroissement de pratiques de corruption et de racket, qui existaient déjà, et dont les immigrants sont souvent victimes.

- l'augmentation du nombre d'expulsions et de retours forcés.[1093]

Néanmoins, le désir de partir persiste. Dans un contexte où le passage des frontières est jalonné d'obstacles de plus en plus difficiles à franchir, l'envie de partir est de plus en plus forte à cause de la stagnation, voire la dégradation des conditions de vie dans de nombreux pays. Cette envie de partir est souvent le fait de jeunes qui n'ont pas le profil du migrant ordinaire en Afrique (rural, faible niveau d'instruction), mais qui ont fait des études et n'arrivent pas à avoir un emploi salarié à la mesure de leurs ambitions. Bien que les femmes migrent plutôt à l'intérieur des pays, des campagnes vers les villes, leur contribution à la migration internationale augmente (cas du Sénégal).

Le désir de partir est alimenté par plusieurs facteurs :

- Réussite et investissements réalisés par les migrants, notamment dans l'immobilier (cas des Sénégalais de l'étranger à Dakar).

- Dynamisme de nouveaux migrants animés d'un véritable esprit d'entreprise : jeunes instruits, femmes d'affaires migrantes, qui explorent de nouveaux créneaux.[1094]

[1093] Ex. d'expulsions : Ghana (1969 : Nigérians, Nigériens), Nigeria (1983-85 : 2 millions en 1983 dont une majorité de Ghanéens), Sénégal-Mauritanie (1989), Côte d'Ivoire (depuis 1999, 600 000 Burkinabé dont 360 000 depuis 2002), Gabon (80 000 en 1995), Libye, Djibouti, Afrique du Sud, etc.
Un certain de migrants contraints de revenir dans l'urgence dans leur pays d'origine et sans y avoir d'attache se retrouvent dans des situations qui s'apparentent à celles des réfugiés.
Le Bureau International du Travail (BIT) Genève, Manolo I. ABELLA, Directeur des programmes des migrations internationales.
Résolution 56/203 de l'Assemblée Générale (AG) des Nations Unies du 21 Décembre 2001.
Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A157/387. Commission des Communautés Européennes 2002.

[1094] SUNIL Mani, HENNY R., 2005*, Les innovations, l'enseignement et le dynamisme technologique des pays en développement, BROCHEE, SL, p.144*

- Transfert de fonds de la diaspora africaine en Europe, sommes très élevées, bien supérieures à l'aide au développement dans certains pays. Avoir un ou plusieurs parents en Europe constitue une ressource importante, voire déterminante pour de nombreuses familles en ville et dans certaines régions rurales où les taux d'émigration sont élevés. La multiplication des systèmes de transfert d'argent, notamment avec Western Union, les modes règlement de dépenses courantes par des membres de la diaspora suite à des accords entre commerçants en Europe et en Afrique sont des éléments importants de ces flux.

- Le progrès des communications (téléphones portables, Internet, cybercafés, cartes prépayées, télécentres) permet de discuter entre parents et amis en Europe et en Afrique, de faire des connaissances, d'identifier des pistes de départ, de trouver un mari ou une épouse.

- Les images mythifiées de l'Europe portées par les médias (sommes fabuleuses gagnées par les footballeurs), les récits des parents installés dans les pays du Nord. Le Nord semble se rapprocher du Sud à cause du développement des technologies de communication, des transferts de fonds, du dynamisme des réseaux à une échelle internationale. En même temps, il est de plus en plus inaccessible.

- L'obstacle des visas : les frontières sont de plus en plus difficiles à franchir pour les catégories de migrants qui ne présentent pas des garanties suffisantes de ressources et d'emploi pour obtenir un visa. L'obtention du visa constitue la première barrière à franchir. Comme les visas ne sont accordés qu'à une minorité, les systèmes parallèles fondés sur des réseaux relationnels et la corruption pour obtenir un visa se développent.

L'obtention d'un visa ne garantit pas nécessairement l'entrée sur le territoire, à l'arrivée dans les aéroports des pays de l'Espace Schengen. Un nombre croissant de voyageurs qui viennent d'Afrique sont refoulés parce qu'ils sont identifiés comme des immigrants clandestins potentiels.[1095]

[1095] Le Bureau International du Travail (BIT) Genève, Manolo ABELLA, Directeur des programmes des migrations internationaleinternationales.
Résolution 56/203 de l'Assemblée Générale (AG) des Nations Unies du 21 Décembre 2001.
Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A157/387. Commission des Communautés Européennes 2002.

- Les risques sont considérables du fait de ces contraintes : de nombreux jeunes africains prennent pour entrer en Europe par des voies détournées. C'est le cas des ressortissants d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale qui tentent de gagner l'Europe par voie maritime en passant par le Maroc ou la Libye[1096].

Le passage de la frontière contraint à passer plusieurs obstacles où le risque est chaque fois très élevé :

- Racket des passeurs, des intermédiaires, des forces de l'ordre sur le parcours ;

- Obstacles physiques avec la traversée du Sahara et des accidents parfois meurtriers ;

- Stigmatisation des subsahariens en tant que noirs et sans papiers au Maroc et en Libye, et vulnérabilité accrue par rapport aux différentes formes d'exactions et de corruption ;
- Accidents mortels lors de la traversée Afrique/Europe (4000 morts depuis quelques années) ;
- Risque d'être arrêté et refoulé à l'arrivée.

Il existe des organisations en Afrique comme l'Union africaine, la CEDEAO et l'UEMOA. Concernant la gestion des frontières, l'OUA créée en 1963 a décidé de ne pas revoir le tracé des frontières même si celui-ci est imparfait. Même si l'ensemble des organisations africaines vise un objectif d'intégration, force est de reconnaître que la tâche est loin d'être accomplie. L'insuffisance des ressources économiques apparaît comme étant le principal facteur de stagnation ou de replis de certaines organisations.[1097]

Sur le plan informel cependant, les anciens circuits d'échanges, établis avant la colonisation, continuent à mobiliser assez de populations venant de pays différents. A ce niveau, l'intégration sur le plan informel est plus avancée en Afrique que celle Les migrations internationales ne sont que l'un des aspects de la redistribution de la population dans l'espace régional de l'Afrique de l'Ouest. L'intégration des peuples passe sans doute par là.[1098]

[1096] SUNIL Mani, HENNY R., 2005, *Les innovations, l'enseignement et le dynamisme technologique des pays en développement, BROCHEE, SL,op cit*

[1097] Le Bureau International du Travail (BIT) Genève, Manolo I. ABELLA, Directeur des programmes des migrations internationales.
Résolution 56/203 de l'Assemblée Générale (AG) des Nations Unies du 21 Décembre 2001.
Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies A157/387. Commission des Communautés Européennes 2002.

[1098] Commission de l'UEMOA ; L'UEMOA EN 2020, RAPPORT DU PANEL DE HAUT NIVEAU Ouagadougou, Juin 2011

Gans cette perspective, on peut espérer que l'amplification des transgressions de frontières soit, avec de multiples avatars, l'un des atouts de l'activité intégrationniste des Etats ouest africains[1099]. Rien ne permet de penser que cette accélération conduise à une remise en question des frontières : tout le monde a intérêt en effet à leur persistance. La fin des frontières marquerait en effet celle de nombre de profits : pas de contrebandiers sans douaniers ; plus de gros bénéfices si le risque disparaît.

Cela conduit à porter un regard nuancé sur le statu quo accepté en termes de frontières et sur l'intériorisation d'un Etat-nation qui doit garder assez de consistance pour justifier et rentabiliser le trafic et en avoir trop peu pour pouvoir le réprimer. Au-delà des réalités étatiques, estompées mais nécessaires, se mettent en place des zones d'influence moins visibles et parfois discontinues, chevauchant bien des frontières, qui ne sont pas nouvelles, certes, mais qui atteignent une ampleur inégalée.

I. L'UEMOA et la lutte contre la corruption

L'Afrique de l'Ouest se trouve dans une situation extrêmement paradoxale : c'est en effet la sous-région la plus pauvre du monde, elle est aussi la plus riche en termes de ressources naturelles et minières. La pauvreté qui y sévit s'explique en grande partie par le manque de main d'œuvre qualifiée, par une mauvaise gestion des ressources existantes qui conduit à une mauvaise redistribution des richesses.

Mais les spécialistes du développement s'accordent à dire que le plus grand mal qui ronge l'Afrique et qui freine sa croissance est la corruption. Présente à tous les niveaux de la société, elle empêche l'établissement d'un environnement économique stable et ruine les effets positifs de l'aide internationale qui afflue pourtant sur le continent. Est-il possible de lutter contre la corruption lorsque celle-ci est profondément ancrée dans les mœurs ? La question est toujours d'actualité[1100]. Il existe de multiples définitions de la corruption mais, expliquée très simplement, la notion se réfère à l'obtention de services indus par le biais d'un abus de pouvoir ou par le versement de pots-de-vin. Elle est généralement réprimée par les lois pénales, tant que son mécanisme est apparent, mais elle échappe souvent à toutes poursuites puisque les appareils judiciaires des pays où elle sévit sont généralement eux-mêmes victimes de la corruption[1101].

[1099] LAPORTE B. ; *L'intégration monétaire avant l'intégration commerciale : le cas de l'Afrique de l'Ouest. Revue de l'économie de développement, n°3, septembre 1996*

[1100] L'UEMOA a décidé de lutter contre la corruption dans plusieurs politiques sectorielles notamment le secteur des marchés publics. Directives aux Etats membres pour l'application des procédures en matière d'infraction pour sanctionner juridiquement et professionnellement les responsables (Mars 2012, Marianne NDIAYE).
Voir aussi Convention des Nations Unies contre la corruption résolution 58/4 de l'Assemblée Générale du 31 Octobre 2003.
NEPAD de 2001
La Conférence de Durban de 2002

[1101] Convention des Nations Unies contre la corruption résolution 58/4 de l'Assemblée Générale du 31 Octobre 2003.
NEPAD de 2001

La corruption existe depuis la nuit des temps, sous des formes diverses, mais certains pays, dont la Finlande et la Norvège, considérés comme les pays les plus intègres de la planète, ont réussi à l'endiguer. Ce n'est pas le cas des pays africains qui la vivent au quotidien et où elle est entrée dans les coutumes de la population. Si au départ, la corruption avait simplement revêtu la forme de troc, un service rendu contre un bien matériel ou une somme d'argent, elle se présente aujourd'hui sous diverses formes parfois difficiles à détecter. Cette situation rend la lutte menée contre elle par les différentes autorités bien plus difficile qu'auparavant[1102].

La corruption en Afrique touche de nombreux domaines et compte de nombreux degrés d'intervention. Le secteur le plus touché est toutefois celui de l'Administration publique[1103] où elle s'exerce à tous les échelons.

Elle est par exemple utilisée par les entreprises privées proches du pouvoir en place pour s'arroger la quasi-totalité des marchés publics, tuant dans l'œuf la transparence et l'équité nécessaires à la bonne gestion des fonds publics, elle est aussi utilisée pour évoluer dans la hiérarchie de la fonction publique, et les personnes compétentes sont ainsi écartées des affaires publiques et remplacées par des personnes à l'influence certaine.

La corruption a cours dans le moindre petit bureau administratif et il n'est pas rare que les citoyens paient un pot-de-vin pour obtenir un titre foncier ou une carte d'identité nationale plus rapidement. Dans un certain sens, la lenteur légendaire de l'Administration africaine a favorisé l'expansion de la corruption. Néanmoins, l'inverse est également valable car le développement de la corruption a habitué les fonctionnaires au gain facile et voue tout effort de mise en place de l'intégrité à l'échec.

[1102] La Conférence de Durban de 2002

[1103] Après les indépendances, l'administration africaine passe graduellement aux mains des autochtones. La loyauté et la probité morale héritées de l'administration coloniale s'effrite pour laisser la place au népotisme, au tribalisme, deux réalités qui sont la conséquence du régionalisme. Et comme la politique ne fait pas bon ménage avec le népotisme et le pouvoir clanique, la justice, très souvent influencé par les politiques, aura des difficultés à combattre la corruption dans les affaires de l'État. Ainsi, ceux qui ne trouvent pas satisfaction dans le traitement de leurs dossiers administratifs à cause de leur appartenance à d'autres ethnies, sont obligés de corrompre des agents de l'État, surtout au niveau des services sanitaires.

La corruption a même cours dans les milieux scolaires et universitaires[1104] car beaucoup d'étudiants africains achètent leurs diplômes au lieu de fournir les efforts nécessaires à leur réussite. Les professeurs, mal rémunérés par l'Etat, y voient un moyen pour arrondir leurs fins de mois et n'hésitent pas à cautionner ces pratiques hautement répréhensibles sous d'autres cieux. Les exemples de manifestations de la corruption ne manquent pas : payer une infirmière pour avoir une chambre d'hôpital décente, pratiquer l'évasion fiscale en graissant la patte des fonctionnaires concernés, importer un bien sans s'acquitter des droits de douane, etc.

La pratique généralisée de la corruption entraîne la perte de crédibilité des appareils étatiques et des fonctionnaires en général, un manque à gagner phénoménal [1105](recettes fiscales et douanières manquantes, etc.) pour l'Etat[1106], une mauvaise exécution des travaux publics issus de marchés[1107] conclus de gré à gré, et donc une faible longévité des infrastructures publiques.Les détournements de fonds nationaux et internationaux sont légion et l'aide internationale octroyée par les bailleurs de fonds (FMI, Banque Mondiale, BAD, etc.) tombe souvent dans les poches de dirigeants véreux et de leurs acolytes.Il n'est pas étonnant que l'Afrique n'ait jamais pu sortir du marasme dans lequel elle est tombée au lendemain de la décolonisation.

Avec l'appui des instances et organisations internationales comme Transparency International, les pays africains ont mis en place des initiatives destinées à réduire les méfaits de la corruption[1108]. Des bureaux anti-corruption, sortes de cours indépendantes, ont été créés dans la plupart des Etats de l'UEMOA mais les résultats se font toujours attendre.

[1104] Dans ce monde où enseignés et enseignants travaillent ensemble dans le donner et le recevoir du savoir, il arrive que la corruption s'y développe. Surtout que les enseignants vivent en général avec des salaires qui ne conviennent pas à l'exercice de leur métier qui demande des sacrifices financiers dans la documentation. Souvent, des élèves et étudiants nantis socialement se plaisent à corrompre certains enseignants à qui ils "achètent" les notes pour passer en classe supérieure. Malgré les directives de bonne conduite de la hiérarchie, rien ne semble aller dans le bon sens ; la corruption s'étant trop généralisée. Nonobstant l'effort de quelques gouvernements dans la réhabilitation du système éducatif, on constate quelquefois la déperdition de fonds entre les ministères de tutelle et les écoles et universités. Aussi, les pots-de-vin et les dessous-de-table qui marquent le monde éducatif n'honorent pas l'école et l'université africaines. Et on n'est pas surpris de constater la détérioration de celles-ci, plus particulièrement dans les pays francophones où aucune université n'est en vue parmi les meilleures du continent.

[1105] Convention des Nations Unies contre la corruption résolution 58/4 de l'Assemblée Générale du 31 Octobre 2003

[1106] La corruption dans les marchés publics est la principale cause de pauvreté en Afrique. Elle est encouragée par une gouvernance médiocre et une législation faible. Selon des études crédibles, la corruption pourrait coûter au continent jusqu'à 148 milliards de dollars par an. Cependant, elle peut être contrée s'il y a une volonté et un savoir-faire. Voir Professeur Awadi Sadiki MAWENYA, Empêcher la corruption dans les marchés publics En Afrique, Publication occasionnelle de SAIIA, Numéro 9, août 2008, p.1

[1107] Commission pour l'Afrique, Our Common Interest. Report of the Commission of Africa, 2005, p. 33.

[1108] Transparency International, Preventing Corruption in Construction Projects, Examples of Corruption. Mars 2005

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Au terme de notre étude relative aux perspectives d'évolution de l'UEMOA (ses chantiers, les expertises et les études qui les sous-tendent), nous sommes restés sur notre faim quant à l'amélioration du sort des droits de l'homme dans l'espace d'activité de l'institution communautaire.

La « vision stratégique » de l'UEMOA pour 2020[1109] n'est qu'un catalogue de projets de développement économique, social et culturel, sans fondement politique clair susceptible de lui servir de levier et de référentiel. Les principes de la bonne gouvernance sur lesquels doivent reposer les institutions publiques étatiques et communautaires sont superficiellement abordés sans considération d'aucune sorte de ligne directrice en ce domaine. Mieux, rien n'est dit en ce qui concerne leurs modalités de mise en œuvre ainsi que les sanctions applicables en cas de violation.

Tout se passe comme si l'UEMOA faisait aveuglement confiance aux Etats ; alors même que dans la plupart d'entre eux des crises sévères dues à la mauvaise gouvernance, des coups d'Etat militaires, des rébellions armées et des journées de violentes manifestations durement réprimées sont devenus des phénomènes courants. Chacun de ces Etats a connu sa crise de gouvernance, ses remises en causes de la démocratie, ses modifications constitutionnelles[1110] autoritaires, ses journalistes emprisonnés, ses ministres, députés et juges corrompus etc.

Force est d'affirmer que les peuples, las des errements de leurs gouvernants qui les maintiennent dans des conditions de vie assez insoutenables, avaient placé beaucoup d'espoir dans cette organisation qui gère leur monnaie commune. Hélas ! Le mal a franchi les frontières et s'est incrusté au cœur de l'institution communautaire, noyautée et dominée qu'elle est par l'Etat omnipotent.

L'UEMOA se distingue par son absence du jeu démocratique au sein des Etats membres, son inertie en cas de crises. La CEDEAO a pris le pas sur elle dans ce domaine. Il lui reste, soit à lui emboîter le pas, soit à s'effacer devant elle.

[1109] *Commission de l'UEMOA ; L'UEMOA EN 2020, RAPPORT DU PANEL DE HAUT NIVEAU Ouagadougou,* Juin 2011

[1110] CONAC Gérard, JEAN de Gaudusson., CHRISTINE Desouches, *Constitutions africaines publiées en langue française, T2, BRUYLANT, Bruxelles 1998, p180.*

Dans l'espace UEMOA, le pessimisme gagne du terrain. Comment peut-il en être autrement quand on y assiste à :

-Des remises en cause de l'ordre constitutionnel,

-Une pauvreté croissante,

-Des menaces à la sécurité humaine,

-Des empiétements sur les droits individuels et des entraves à l'exercice des libertés fondamentales,

-L'érosion de l'état de droit dans le contexte de la lutte contre le terrorisme,

-l'emploi intempestif de la force,

-L'escalade des conflits armés,

-Un accès inégal à la justice pour les groupes défavorisés,

-Des détournements de deniers publics,

-La corruption ;

-L'impunité etc.

Face à tant d'incertitudes, notre contribution a consisté à ouvrir des pistes de réflexion quant à l'avenir serein de l'UEMOA. Il en ressort que cette dernière a grand besoin d'un souffle nouveau. Pour ce faire, il lui faudra absolument être à l'écoute des populations qui ont soif de démocratie, de liberté et de justice. De grandes réformes en profondeur sont donc attendues d'elle, ce, dans la droite ligne des prescriptions internationales, spécifiquement celles relatives aux droits de l'homme.

CONCLUSION GENERALE

CONCLUSION GENERALE

Amnesty International a rendu public, jeudi 24 mai, son rapport annuel sur l'état des droits de l'homme dans le monde. En ce qui concerne le continent africain, l'année 2011 a été incontestablement celle des pays du Maghreb, où le vent du « Printemps arabe » poursuit sa course.

L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient auront été les régions vedettes de l'année 2011. Les chefs d'Etat Ben Ali, Moubarak, Kadhafi, ont tous plié sous le poids des revendications de générations éprises de liberté. Si, dans un premier temps, ces dirigeants ont réagi de manière prévisible en tentant d'étouffer les clameurs sous les balles, ils ont chuté, l'un après l'autre, en quelques mois, bouleversant les équilibres sociaux et politiques dans la région.Et le séisme a gagné la Syrie où, depuis plus d'un an, Bachar al-Assad continue de s'accrocher au pouvoir. Selon les Nations unies, fin 2011 déjà, quelque 5 000 personnes avaient été tuées et des milliers avaient été blessées ou arrêtées. Des cas de torture ont également été constatés, notamment chez des enfants, précise le rapport annuel 2012 sur les droits de l'homme d'Amnesty International.

Si la soif de démocratie a bien balayé, ou fragilisé, les autocraties en place au Maghreb et au Moyen-Orient, la route reste longue et surtout les acquis sont à consolider. En Égypte, le Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA) a, certes, autorisé des partis politiques jusque-là interdits, tel que celui des Frères Musulmans, mais l'état d'urgence a été maintenu et la grève est devenue, depuis, une infraction pénale. En Libye, la chute de Kadhafi a porté le Conseil national de transition au pouvoir et des élections locales ont eu lieu. Mais la situation n'est pas pour autant stable. Les dirigeants libyens peinent à contrôler les milices armées et la xénophobie à l'encontre des subsahariens a crû. L'année 2012 sera sans doute au moins aussi importante que celle qui a vu naître le « Printemps arabe ».

Les pays d'Afrique subsaharienne se sont, à de nombreuses reprises, faits l'écho de leurs homologues nord-africains. Selon Amnesty International, « beaucoup des facteurs sous-jacents qui ont conduit aux soulèvements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient existent également dans d'autres régions d'Afrique » touchées par la pauvreté, le chômage, la corruption et l'absence des libertés les plus élémentaires. Mais les dirigeants subsahariens ont pour la plupart réagi avec fermeté.

Au Zimbabwe, une quarantaine de militants ont été arrêtés pour le simple motif qu'ils avaient discuté des événements d'Afrique du Nord. En Angola, au Burkina Faso, en Guinée, au Liberia, au Malawi, en Mauritanie, au Nigeria, au Sénégal, en Sierra-Leone et au Soudan du Sud, des manifestations ont été réprimées, parfois avec violence. Les défenseurs des droits humains, mais également les journalistes, ont souvent fait l'objet d'arrestations et de détentions arbitraires.

Au Rwanda, certains organes de presse, fermés en 2010, n'ont toujours pas repris leur activité.Parmi les discriminations qui persistent sur le continent, le rapport pointe celles qui visent les homosexuels, régulièrement victimes de violences. Au Cameroun, mais surtout en Ouganda , les cas d'agression sont fréquents. Au Nigéria , le Sénat a adopté une loi interdisant les relations entre personnes du même sexe.

Certains facteurs incitent toutefois à un optimisme relatif, comme la réussite de l'élection présidentielle sénégalaise et la sortie réussie d'Abdoulaye Wade . Une croissance économique durable - qui devra être soutenue par une bonne gouvernance – et, surtout, une société civile de plus connectée aux nouvelles technologies de l'information, contribueront à améliorer la situation des droits humains. « Toute la question est de savoir si les dirigeants d'Afrique adhéreront à ces changements », écrit Amnesty International.

Les événements qui se déroulent au Mali et en Guinée-Bissau (membres de l'UEMOA) révèlent bien le contraire. Coups d'Etat militaires dans ces deux pays, irrédentisme et velléités sécessionnistes au Mali ; le tout sur fond de crise politique et institutionnelle aigue, remettent inévitablement en cause les certitudes présumées entourant le processus démocratique en Afrique de l'Ouest. La réversibilité chronique dudit processus, signe évident de la mal gouvernance dans la plupart des Etats, interpelle plus que jamais les acteurs du jeu politique à placer la personne humaine au centre de la gouvernance étatique.

« Les droits de l'homme ont à voir avec la notion contemporaine de « bonne gouvernance. Si au départ, la référence faite à cette notion traduit une volonté de mieux asseoir les institutions garantes du respect des droits de l'homme, elle peut prendre un sens extensif en rapport avec un large spectre des droits de l'homme …

« La bonne gouvernance est l'exercice de l'autorité, par le biais de traditions et d'institutions formelles et informelles, pour le bien commun. Elle recouvre aussi bien la capacité du gouvernement à gérer efficacement ses ressources, à mettre en œuvre des politiques pertinentes, que le respect des citoyens et de l'Etat, ainsi que l'existence d'un contrôle démocratique sur les agents chargés de l'autorité…

« Dans une vision approfondie, la bonne gouvernance a été entendue (par la Banque mondiale) comme faisant référence aux termes de d'Etat de droit, de transparence et de participation. Elle sous-tend une large gamme de droits fondamentaux… »[1111]

[1111] Extrait tiré de l'ouvrage de Jacques FIALAIRE, Eric MONDIELLI, A GRABOY-GROBESCO : *Libertés et droits fondamentaux, 2° Ed. Coll. Universités-Droit, 2012, p.24*

Lorsque les droits de l'homme sont bafoués, la résistance s'installe. L'armée qui constitue la réelle force organisée d'un pays en mal de gouvernance, s'empresse souvent de tirer les marrons du feu pour accéder au pouvoir. Dans la plupart des cas, le mal empire car le recul de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits de l'homme, constitue la suite logique de l'irruption des forces armées dans l'arène politique.Le Mali fournit l'exemple le plus patent dans ce domaine. Scindé de fait en deux du fait de la rébellion irrédentiste touareg[1112], appuyée par des combattants d'AQMI[1113], le Mali peine à juguler les conséquences du coup d'Etat militaire du 22 mars 2012 en vue de sauver son processus démocratique. Face au double drame malien, la CEDEAO et l'Union Africaine (UA) tergiversent, montrant ainsi leur incapacité à appliquer leurs propres actes afin de contraindre toutes les parties prenantes (Putschistes et sécessionnistes du Nord) à abandonner leurs positions ou à consentir des concessions. Dans tout ce remue-ménage au Mali et en Guinée Bissau, l'UEMOA s'illustre par son absence, son silence et son inertie. Est-ce à dire que cette organisation sous régionale s'est résolue à accepter l'hégémonie de la CEDEAO en matière de règlement des crises qui affectent les fondements mêmes de la démocratie et de l'Etat de droit ?

On est en droit de le croire. Tout comme l'on peut être tenté de douter de la capacité de l'UEMOA à atteindre l'objectif d'intégration qu'elle s'est fixé. L'atteinte à l'intégralité territoriale du Mali (avec la proclamation d'un Etat islamique de l'Azawad dans sa partie Nord) n'est-elle pas symptomatique d'une remise en cause des frontières héritées de la colonisation ? Après l'indépendance du Soudan du Sud, l'Etat africain tel que nous l'avons connu va-t-il survivre aux mouvements irrédentistes qui ne manqueront pas de se faire entendre ? Outre le Mali, de tels mouvements peuvent se révéler actifs notamment au Niger (Rébellion Touareg de l'AÏr et de l'Azawak) et au Sénégal (Indépendantistes casamançais). Le traitement et la solution que la communauté internationale réservera au cas de « l'Etat Islamique de l'Azawad » seront déterminants à ce propos. Sans anticiper sur le dénouement de cette crise, il convient de situer la notion de frontière par rapport à l'intégration des peuples telle que projetée par les organisations régionales d'Afrique. La notion de frontière est relativement récente dans l'histoire africaine. Les frontières africaines actuelles, résultent, bien plus, de l'ordre arbitraire imposé de l'extérieur par des conquérants que la conséquence d'une évolution sociopolitique des sociétés africaines. Le modèle d'organisation spatiale et politique européen, résultat de plusieurs siècles d'évolution, fut transposé tel quel sur le continent africain. Au moment de cette transposition, les royaumes et empires d'Afrique ne connaissaient pas la même notion de frontière que l'Europe.

[1112] La rébellion touareg (MNLA): Mouvement National pour la Libéralisation de l'AZAWAD, qui est le premier des mouvement à prendre les armes dans le Nord Mali. Il convient de rappeler que cette revendication de l'indépendance du Nord Mali remonte à l'ère coloniale.

[1113] Al-Qaïda du Maghreb Islamique

En effet, sur le continent, il y a des ethnies et nations pour qui les frontières étaient inexistantes ou vagues et d'autres pour qui les frontières étaient établies par des éléments naturels comme les montagnes, rivières, lacs, etc. Dans toute l'Afrique précoloniale, elles s'apparentaient à des zones floues, mouvantes et perméables qui séparaient les empires et royaumes. Ces frontières n'étaient jamais occlusives.Depuis ce découpage, les frontières sont restées, depuis plus d'un siècle, presque immuables, à quelques exceptions près. Cette stabilité des frontières africaines, pendant et après la colonisation, s'explique en partie par l'attachement respectif des métropoles à leurs colonies ainsi que par le fait que l'État colonial était avant tout un État militaire. Or, l'État, tel que connu en Afrique, depuis les indépendances, fut également un État militaire et répressif calqué sur le modèle colonial[1114].

En 1963, le principe d'intangibilité des frontières fut adopté dans un but prioritaire de stabilisation des frontières coloniales ainsi que de sécurisation des confins des États africains nouvellement indépendants. En effet, toute revendication territoriale risquait d'enclencher un processus d'instabilité pouvant compromettre la viabilité de certaines entités. Ce fut dans ces limites que les dirigeants africains s'attelèrent à construire leur espace politique pour préserver leur souveraineté nouvellement acquise.Le fondement de l'Afrique postcoloniale est en même temps la trace majeure laissée par le colonisateur : les frontières, les formes politiques et les concepts. L'Acte constitutif de l'Union africaine se fixe comme objectif la «défense de la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance» et affirme comme principe «le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque État et de son droit inaliénable à une existence indépendante».

Malheureusement, plus de quarante ans après les indépendances, force est de constater que la pratique d'intangibilité des frontières et de l'exercice du pouvoir n'a pas vraiment contribué à la stabilisation politique et territoriale, ni au développement économique, ce pour quoi, elle avait été décidée. Plusieurs observateurs ont développé la thèse selon laquelle, la persistance des conflits armés, des tensions entre États ou les velléités sécessionnistes de certains peuples au sein des États découlent de l'application du principe de l'intangibilité des frontières africaines. Dans l'enthousiasme des indépendances, au début des années soixante, le rêve panafricain semblait reprendre forme[1115].

[1114] BANA Kapet, *Pour une Afrique pédagogique des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique au seuil du XXIème siècle (contribution à l'éducation et l'information pour la promotion et la défense des libertés fondamentales) SD. Paris. 1995*

[1115] BERG Elliot ; *L'intégration économique en Afrique de l'Ouest : problèmes et stratégies. Revue d'économie du développement, n°2, 1993, PP ; 51-82 op cit*

Né au début du XXe siècle, ce rêve fut aussi le fruit de la colonisation : l'Afrique dominée, partagée, découvrit dans cette servitude, son unité. De plus, celle-ci dépassait à la fois sa fragmentation tribale et les frontières artificielles des empires coloniaux D'où les projets ou des tentatives éphémères de fédération de certains États africains comme en 1959, pour le Mali, fédération regroupant le Sénégal, le Soudan, le Burkina Faso et le Bénin.

Toutefois, en 1963, le rêve panafricain se concrétisait lors de la constitution de l'organisation de l'Unité africaine (OUA) qui évolua en Union africaine (UA). Or, celle-ci, si elle se référait aux principes tiers-mondistes d'alors (égalité souveraine des États, non-ingérence dans les affaires intérieures…) et eut pour fondement le maintien des frontières héritées de la colonisation. Par ailleurs, l'autre objectif primordial de l'Union africaine est de «réaliser une plus grande unité et solidarité entre les pays africains et entre les peuples d'Afrique». Ainsi, l'UA veut réaliser l'Union tout en maintenant les frontières héritées de la colonisation[1116].

Depuis lors, les prises de position de cette organisation sont le reflet des contradictions internes. Elle défend toujours le statu quo territorial. Ainsi, elle écarta tout soutien à la sécession du Biafra (1967-1970), à la tentative de reconquête de l'Ogaden par la Somalie (1977-1978) ou encore à la déclaration d'indépendance de l'île d'Anjouan de l'archipel des Comores en 1997. La médiation de l'Union africaine fut invoquée dans les conflits armés (Maroc et Algérie en 1977-1978, Ouganda et Tanzanie en 1978-1979, Congo (RDC) et Angola en 1977-1978, dans bien d'autres crises encore ces dernières années) mais la grande majorité de ces affrontements s'épuisèrent ou se fondirent dans d'autres conflits.

Dans le conflit au Sahara occidental, la prise de position de l'Union africaine ne pouvait qu'être le miroir de ses divisions : les partisans du Polisario privilégièrent le respect du tracé des frontières héritées de la colonisation ; les alliés du Maroc soutirent un équilibre politique, la stabilité de la monarchie alaouite. L'admission en 1982 au sein de l'organisation de la République sahraouie confirmait l'attachement au principe d'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Le Maroc se retira de l'organisationpanafricaine.L'UA a toujours souffert d'une pénurie de moyens pour faire face aux différents conflits qui déchirent le continent. Pourtant, à la fin des années 70, certains États africains (Nigeria, Tanzanie), hostiles aux interventions des ex-puissances coloniales, préconisèrent la création d'une force d'interposition interafricaine, mais le projet ne se concrétisa pas.

[1116] BOUTROS BOUTROS-GHALI, *Paix, développement, démocratie, Bruylant, Bruxelles, 1998*

En 1979-1980, une force d'interposition africaine fut déployée quelques mois au Tchad, afin de permettre l'exécution de l'accord de réconciliation nationale et mettre fin aux velléités expansionnistes du colonel Kadhafi sur la bande d'Aouzou.En 1981, la 17e conférence de l'UA adopte une Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

Elle entrait en vigueur le 21 octobre 1986. Le dispositif est plus modeste que ceux des Conventions européenne et américaine des droits de l'homme. Une Commission africaine des droits de l'homme et des peuples peut être saisie, tant par les États que par des personnes physiques ou morales, de plaintes relatives aux violations des droits de l'homme. Mais cette procédure ne conduit pas éventuellement à la saisie d'une juridiction. La Commission attire seulement l'attention de la conférence des chefs d'État et de gouvernement sur les cas graves.

Le seul cas où l'Union africaine accepta une modification majeure des frontières héritées de la colonisation fut lors de l'accession de l'Érythrée (précédemment considérée comme une province éthiopienne) à l'indépendance en mai 1993, suite à un référendum d'autodétermination. Puis ce fut le cas du Sud-Soudan en 2010.Au-delà de cette dichotomie entre la volonté politique de constituer une véritable Union des États africains et le principe d'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, l'Afrique développe une politique de promotion des organisations d'intégration sous régionale censées faciliter et accélérer l'Union.

Pour l'UA, les organisations sous régionales sont le pilier de toute politique d'union. Ce fut dans ce cadre que plusieurs tentatives virent le jour : La Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Douanière et Économique de l'Afrique Centrale (UDEAC), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC).Depuis le recul des régimes autoritaires et les tentatives de démocratisation, la frontière héritée de la colonisation n'est plus le garant de la souveraineté nationale. L'intégration régionale, étape préalable à l'Union africaine, semble être une des voies devant garantir la stabilité et le développement de l'Afrique centrale. Cette intégration est attendue et espérée par les populations locales.

Les espoirs de ces dernières sont, avant tout, ceux d'une intégration régionale dépassant les limites territoriales, qui se traduiraient en une meilleure utilisation des ressources communes, à une extension des échanges commerciaux pour plus de richesses partagées, à un accès à des marchés plus vastes et rentables.

Ils s'interprètent également en espace de paix, de démocratie et de libre circulation pour les citoyens. Mais, souvent, ils s'accompagnent aussi de peurs : perte d'identité et assimilation, dictature, assimilation forcée.[1117]

C'est en fin de compte le citoyen qui sera porteur du projet d'intégration. C'est ce citoyen transfrontalier qui pourra développer des pratiques et des stratégies répondant aux objectifs d'intégration régionale. L'UEMOA doit donc rechercher les voies idoines pour une intégration réussie des peuples de l'espace qui la porte[1118].

[1117] SHALE Horowitz, ALBRECHT Stockmayer, *Droits de l'Homme et sociétés en transition. Les causes, les conséquences, les réponses, BROCHEE, SL, 2005 466 p.*

[1118] ZOUNGRANA S. ; *L'instauration d'un marché contractuel au sein de l'UEMOA, DESS en Droit des affaires, Université de Ouagadougou, 2006*

ANNEXE

ANNEXE

TRAITE DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)

PRÉAMBULE

Le Gouvernement de la République du Bénin,
Le Gouvernement du Burkina Faso,
Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire,
Le Gouvernement de la République du Mali,
Le Gouvernement de la République du Niger,
Le Gouvernement de la République du Sénégal,
Le Gouvernement de la République Togolaise,
- Fidèles aux objectifs de la Communauté Economique Africaine et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO),
- Conscients des avantages mutuels qu'ils tirent de leur appartenance à la même Union Monétaire et de la nécessité de renforcer la cohésion de celle-ci,
- Convaincus de la nécessité d'étendre en conséquence au domaine économique la solidarité qui les lie déjà sur le plan monétaire,
- Affirmant ta nécessité de favoriser le développement économique et social des Etats membres, grâce à l'harmonisation de leurs législations, à l'unification de leurs marchés intérieurs et à la mise en œuvre de politiques sectorielles communes dans les secteurs essentiels de leurs économies,
- Reconnaissant l'interdépendance de leurs politiques économiques et la nécessité d'assurer leurconvergence,
- Déterminés à se conformer aux principes d'une économie de marché ouverte, concurrentielle etfavorisant l'allocation optimale des ressources,
- Désireux de compléter à cet effet l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) par de nouveaux transferts de souveraineté et de transformer cette Union en Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dotée de compétences nouvelles,
- Affirmant la nécessité de renforcer la complémentarité de leurs appareils de production et de réduire les disparités de niveaux de développement entre les Etats membres,
- Soulignant que leur démarche s'inscrit dans la logique des efforts d'intégration régionale en cours en Afrique, et appelant les autres Etats de l'Afrique de l'Ouest qui partagent leurs objectifs à se joindre à leurs efforts,
Conviennent de ce qui suit:

TITRE PRELIMINAIRE: DEFINITIONS

Article 1er
Aux fins du présent Traité, on entend par :
- "UEMOA" : l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, objet du présent Traité ;
- "Union" : l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, objet du présent Traité ;
- "UMOA" : l'Union Monétaire Ouest Africaine visée à l'article 2 du présent Traité ;
- "Organes" : les différents organes de l'Union visés à l'article 16 du présent Traité ;

- "Conférence" : la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union prévue à l'article 17 du présent Traité ;
- "Conseil" : le Conseil des Ministres de l'Union prévu à l'article 20 du présent Traité ;
- "Commission" : la Commission de l'Union prévue à l'article 26 du présent Traité ;
- "Comité" : le Comité Interparlementaire institué par l'article 35 du présent Traité ;
- "Parlement" : le Parlement de l'Union prévu à l'article 37 du présent Traité ;
- "Cour de Justice" : la Cour de Justice de l'Union créée par l'article 38 du présent Traité et régie par lasection 1 du protocole additionnel n° 1 ;
- "Cour des Comptes" : la Cour des Comptes de l'Union créée par l'article 38 du présent Traité et régie par la section Il du protocole additionnel n° 1 ;
- "Institutions spécialisées autonomes" : la BCEAO et la BOAD ;
- "BCEAO" : la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest visée à l'article 41 du présent Traité ;
- "BOAD" : la Banque Ouest Africaine de Développement visée à l'article 41 du présent Traité ;
- "Traité de l'Union" : le présent Traité ;
- "Protocole additionnel n° I" : le protocole prévu à l'article 38 du présent Traité ;
- "Protocole additionnel n° Il" : le protocole prévu à l'article 101 du présent Traité ;
- "Acte additionnel" : l'acte visé à l'article 19 du présent Traité ;
- "Règlement" : l'acte visé à l'article 43 du présent Traité ;
- "Décision" : l'acte visé à l'article 43 du présent Traité ;
- "Directive" : l'acte visé à l'article 43 du présent Traité ;
- "Recommandation" : l'acte visé à l'article 43 du présent Traité ;
- "Avis" : l'acte visé à l'article 43 du présent Traité ;
- "Marché commun" : le marché unifié constitué entre les Etats membres, visé aux articles 4 et 76 duprésent Traité ;
- "Politiques communes" : les politiques économiques communes prévues aux articles 62 à 100 du présent Traité ;
- "Politiques sectorielles" : les politiques sectorielles prévues à l'article 101 du présent Traité et régies par le protocole additionnel n° Il ;
- "Surveillance multilatérale" : le mécanisme communautaire de définition et de contrôle des politiques économiques entre les Etats membres, prévu à l'article 63 et régi par les articles 64 à 75 du présentTraité ;
- "Droit d'établissement" : le droit prévu à l'article 92 du présent Traité ;
- "État membre" : l'Etat partie prenante au présent Traité tel que prévu par son préambule ;
- "Membre associé" : tout Etat admis à participer à certaines politiques de l'Union conformément aux Dispositions de l'article 104 du présent Traité ;
- "État tiers" : tout Etat autre qu'un Etat membre.

TITRE PREMIER : DES PRINCIPES ET OBJECTIFS DE L'UNION

Article 2

Par le présent Traité, les Hautes Parties Contractantes complètent l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) instituée entre elles, de manière à la transformer en Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), ci-après dénommée l'Union.

Article 3

L'Union respecte dans son action les droits fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelledes droits de l'homme de 1948 et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981.

Article 4

Sans préjudice des objectifs définis dans le Traité de l'UMOA, l'Union poursuit, dans les conditions établies par le présent Traité, la réalisation des objectifs ci-après :

- renforcer la compétitivité des activités économiques et financières des Etats membres dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé ;
- assurer la convergence des performances et des politiques économiques des Etats membres parl'institution d'une procédure de surveillance multilatérale ;
- créer entre les Etats membres un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée, ainsi que sur un tarif extérieur commun et une politique commerciale commune ;
- instituer une coordination des politiques sectorielles nationales, par la mise en œuvre d'actionscommunes et éventuellement de politiques communes notamment dans les domaines suivants : ressources humaines, aménagement du territoire, transports et télécommunications, environnement, agriculture, énergie, industrie et mines ;
- harmoniser, dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun, les législations des Etats membres et particulièrement le régime de la fiscalité.

Article 5

Dans l'exercice des pouvoirs normatifs que le présent Traité leur attribue et dans la mesurecompatible avec les objectifs de celui-ci, les organes de l'Union favorisent l'édiction de prescriptionsminimales et de réglementations-cadres qu'il appartient aux Etats membres de compléter en tant que de besoin, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 6

Les actes arrêtés par les organes de l'Union pour la réalisation des objectifs du présent Traité etconformément aux règles et procédures instituées par celui-ci, sont appliqués dans chaque Etat membre nonobstant toute législation nationale contraire, antérieure ou postérieure.

Article 7

Les États membres apportent leur concours à la réalisation des objectifs de l'Union en adoptanttoutes mesures générales ou particulières, propres à assurer l'exécution des obligations découlant duprésent Traité. A cet effet, ils s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de faire obstacle à l'application du présent Traité et des actes pris pour son application.

Article 8

Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement fixedes orientations générales pour la réalisation des objectifs de l'Union. Elle constate à intervalles réguliers l'état d'avancement du processus d'intégration économique et monétaire et fixe, s'il y a lieu, de nouvelles orientations.

TITRE Il: DU SYSTEME INSTITUTIONNEL DE L'UNION

CHAPITRE I : DU STATUT DE L'UNION

Article 9

L'Union a la personnalité juridique. Elle jouit dans chaque Etat membre de la capacité juridique laplus large reconnue aux personnes morales par la législation nationale. Elle est représentée en justice par la Commission. Elle a notamment capacité pour contracter, acquérir des biens mobiliers et immobiliers et en disposer. Sa responsabilité contractuelle et la juridiction nationale compétente pour tout litige y afférent sont régies par la loi applicable au contrat en cause.

Article 10

Le régime des droits, immunités et Privilèges accordés à l'Union, aux membres de ses organes et àson personnel est déterminé par voie d'acte additionnel pris par la Conférence des Chefs d'Etat et deGouvernement.

Article 11

Le statut des fonctionnaires de l'Union et le régime applicable aux autres agents sont arrêtés par le

Conseil statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres sur proposition de la Commission. Les fonctionnaires de l'Union sont en règle générale recrutés par voie de concours parmi les ressortissants des Etats membres. Les fonctionnaires et agents de l'Union sont tenus au secret professionnel même après la cessation de leurs fonctions.

Article 12

L'Union est représentée dans les relations internationales par la Commission agissant selon lesdirectives que peut lui adresser le Conseil.

Article 13

L'Union établit toute coopération utile avec les organisations régionales ou sous régionales existantes. Elle peut faire appel à l'aide technique ou financière de tout Etat qui l'accepte ou d'organisations internationales, dans la mesure où cette aide est compatible avec les objectifs définis par le présent Traité. Des accords de coopération et d'assistance peuvent être conclus avec des Etats tiers ou des organisations internationales, selon les modalités prévues à l'article 84 du présent Traité.

Article 14

Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, les Etats membres se concertent au sein du Conseil afinde prendre toutes mesures destinées à éliminer les incompatibilités ou les doubles emplois entre le droit et les compétences de l'Union d'une part, et les conventions conclues par un ou plusieurs Etats membres d'autre part, en particulier celles instituant des organisations économiques internationales spécialisées.

Article 15

Les États membres se consultent en vue de prendre en commun les dispositions nécessaires afind'éviter que le fonctionnement de l'Union ne soit affecté par les mesures que l'un d'eux pourrait être amené à prendre en cas de troubles intérieurs graves affectant l'ordre public, de guerre ou de tension internationale grave constituant une menace de guerre.

CHAPITRE II : DES ORGANES DE L'UNION

Article 16

Les organes de l'Union sont constitués par :

- la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, telle que définie à l'article 5 du Traité del'UMOA,
- le Conseil des Ministres, tel que défini à l'article 6 du Traité de l'UMOA,
- la Commission,
- la Cour de Justice,
- la Cour des Comptes.

Ces organes agissent dans la limite des attributions qui leur sont conférées par le Traité de l'UMOAet le présent Traité et dans les conditions prévues par ces Traités.

Un Comité Interparlementaire, des organes consultatifs et des institutions spécialisées autonomesconcourent également à la réalisation des objectifs de l'Union.

Section I : Des organes de direction

Paragraphe 1er : De la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement

Article 17

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement définit les grandes orientations de la politiquede l'Union. Elle se réunit au moins une fois par an.

Article 18

La Conférence des Chefs d'Etat de l'Union Monétaire prévue à l'article 5 du Traité de l'UMOA exerceles fonctions qui lui sont dévolues par le présent Traité.

Article 19

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement prend, en tant que de besoin, des actesadditionnels au Traité de l'Union.

Les actes additionnels sont annexés au Traité. Ils complètent celui-ci sans toutefois le modifier. Leurrespect s'impose aux organes de l'Union ainsi qu'aux autorités des Etats membres.

Paragraphe 2 : Du Conseil des Ministres

Article 20

Le Conseil des ministres de l'Union assure la mise en œuvre des orientations générales définies parla Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Il se réunit au moins deux (2) fois par an.

Article 21

Le Conseil des ministres de l'Union Monétaire prévu à l'article 6 du Traité de l'UMOA exerce lesfonctions qui lui sont dévolues par le présent Traité.

Article 22

Toutes les fois que le présent Traité prévoit l'adoption d'un acte juridique du Conseil sur propositionde la Commission, le Conseil ne peut faire d'amendement à cette proposition qu'en statuant à l'unanimité de ses membres.

Article 23

Par dérogation à l'article 6 alinéa 2 du Traité de l'UMOA, pour l'adoption des décisions ne portant pasprincipalement sur la politique économique et financière, le Conseil réunit les ministres compétents. Les délibérations ne deviennent définitives qu'après vérification, par les ministres en charge de l'Economie, des Finances et du Plan, de leur compatibilité avec la politique économique, monétaire et financière de l'Union.Pour les questions politiques et de souveraineté, les Ministres des Affaires Etrangères siégeront auConseil des Ministres de l'UEMOA.

Article 24

Le Conseil peut déléguer à la Commission l'adoption des règlements d'exécution des actes qu'ilédicte.Ces règlements d'exécution ont la même force juridique que les actes pour l'exécution desquels ilssont pris.

Article 25

Les délibérations du Conseil sont préparées par le Comité des Experts, composé de représentantsdes Etats membres. La Commission est représentée aux réunions de ce Comité. Celui-ci adopte à lamajorité de ses membres présents des avis qu'il transmet au Conseil.Le Conseil arrête le règlement intérieur du Comité des Experts à la majorité des deux tiers (2/3) deses membres.

Paragraphe 3: De la Commission

Article 26

La Commission exerce, en vue du bon fonctionnement et de l'intérêt général de l'Union, les pouvoirspropres que lui confère le présent Traité. A cet effet, elle :

- transmet à la Conférence et au Conseil les recommandations et les avis qu'elle juge utiles à lapréservation et au développement de l'Union ;
- exerce, par délégation expresse du Conseil et sous son contrôle, le pouvoir d'exécution des actes qu'il prend
- exécute le budget de l'Union ;
- recueille toutes informations utiles à l'accomplissement de sa mission ;
- établit un rapport annuel sur le fonctionnement et l'évolution de l'Union qui est communiqué au Comité Interparlementaire et aux organes législatifs des Etats membres
- assure la publication du Bulletin officiel de l'Union.

Article 27

La Commission est composée de sept (7) membres appelés Commissaires, ressortissants des Etatsmembres. Les Commissaires sont désignés par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur la base des critères de compétence et d'intégrité morale.Le mandat des membres de la Commission est de quatre (4) ans, renouvelable. Durant leur mandat, les membres de la Commission sont irrévocables, sauf en cas de faute lourde ou d'incapacité.La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement peut modifier le nombre des membres de laCommission.

Article 28
Les membres de la Commission exercent leurs fonctions en toute indépendance dans l'intérêtgénéral de l'Union. Ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions de la part d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Les Etats membres sont tenus de respecter leur indépendance.Lors de leur entrée en fonction, les membres de la Commission s'engagent, par serment devant laCour de Justice, à observer les obligations d'indépendance et d'honnêteté inhérentes à l'exercice de leur charge. Pendant la durée de leur mandat, ils n'exercent aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non.
Article 29
Les traitements, indemnités et pensions des membres de la Commission sont fixés par le Conseil,statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.
Article 30
Le mandat des membres de la Commission peut être interrompu par la démission ou par larévocation. La révocation est prononcée par la Cour de Justice à la demande du Conseil, pour sanctionner la méconnaissance des devoirs liés à l'exercice des fonctions de membre de la Commission.En cas d'interruption du mandat d'un membre de la Commission, l'intéressé est remplacé pour ladurée de ce mandat restant à courir.Sauf révocation, les membres de la Commission demeurent en fonction jusqu'à leur remplacement.
Article 31
Le Gouverneur de la BCEAO participe de plein droit, avec voix consultative, aux réunions de laCommission. Il peut se faire représenter. Il peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour ousuggérer au Conseil d'inviter la Commission à prendre une initiative dans le cadre de sa mission.
Article 32
Les délibérations de la Commission sont acquises à la majorité simple de ses membres. En cas departage, la voix du Président est prépondérante.
Article 33
Le Président de la Commission est désigné parmi les membres de celle-ci par la Conférence desChefs d'Etat et de Gouvernement pour un mandat de quatre (4) ans, renouvelable. Cette désignation se fera de manière à appeler successivement à la présidence de la Commission tous les Etats membres.Le Président de la Commission détermine l'organigramme des services de la Commission dans lalimite du nombre de postes autorisés par le budget de l'Union. Il nomme aux différents emplois.
Article 34
La Commission arrête son règlement intérieur.

Section Il: Des organes de contrôle parlementaire

Article 35
En attendant la création d'un Parlement de l'Union, il est institué un Comité Interparlementaire del'Union. Celui-ci est composé de cinq (5) membres par État, désignés par l'organe législatif de chaque État membre.Le Comité contribue, par le dialogue et le débat, aux efforts d'intégration de l'Union dans lesdomaines couverts par le présent Traité.Il peut exprimer ses vues sous forme de résolutions ou de rapports. Il examine en particulier lerapport annuel que la Commission lui soumet conformément à l'article 36.A l'initiative du Comité ou à leur demande, le Président du Conseil et le Président de la Commissionpeuvent être entendus par le Comité.
La présidence du Comité est exercée par l'État membre qui assure la présidence de la Conférencedes Chefs d'État et de Gouvernement.Le Comité se réunit au moins une fois par an sur convocation de son Président.Le Comité adopte son règlement intérieur.
Article 36
Le Comité reçoit chaque année le rapport établi par la Commission sur le fonctionnement etl'évolution de l'Union, conformément aux dispositions de l'article 26.

Article 37
Le Comité est consulté par la Conférence en vue de la mise en place d'un Parlement de l'Union.Le projet de Traité portant création du Parlement de l'Union sera proposé par la Commission à laConférence.Le Parlement sera chargé du contrôle démocratique des organes de l'Union et participera auprocessus décisionnel de l'Union.

Section III: Des organes de contrôle juridictionnel

Article 38
Il est créé au niveau de l'Union deux organes de contrôle juridictionnel dénommés Cour de Justice etCour des Comptes.Le statut, la composition, les compétences ainsi que les règles de procédures et de fonctionnementde la Cour de Justice et de la Cour des Comptes sont énoncés dans le protocole additionnel no 1
Article 39
Le protocole additionnel no 1 fait partie intégrante du présent Traité.

Section IV: Des organes consultatifs

Article 40
Il est créé au sein de l'Union un organe consultatif dénommé Chambre Consulaire Régionale, regroupant les chambres consulaires des Etats membres et dont les modalités de fonctionnement seront fixées par voie d'acte additionnel de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.D'autres organes consultatifs pourront être créés, en tant que de besoin, par voie d'acte additionnelde la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Section V: Des institutions spécialisées autonomes

Article 41
La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) sont des institutions spécialisées autonomes de l'Union.Sans préjudice des objectifs qui leur sont assignés par le Traité de l'UMOA, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) concourent en toute indépendance à la réalisation des objectifs du présent Traité.

CHAPITRE III: DU RÉGIME JURIDIQUE DES ACTES PRIS PAR LES ORGANES DE L'UNION

Article 42
Pour l'accomplissement de leurs missions et dans les conditions prévues par le présent Traité :
- la Conférence prend des actes additionnels, conformément aux dispositions de l'article 19
- le Conseil édicte des règlements, des directives et des décisions; il peut également formuler desrecommandations et/ou des avis
- la Commission prend des règlements pour l'application des actes du Conseil et édicte des décisions ; elle peut également formuler des recommandations et/ou des avis.
Article 43
Les règlements ont une portée générale. Ils sont obligatoires dans tous leurs éléments et sontdirectement applicables dans tout État membre.Les directives lient tout État membre quant aux résultats à atteindre.Les décisions sont obligatoires dans tous leurs éléments pour les destinataires qu'elles désignent.Les recommandations et les avis n'ont pas de force exécutoire.
Article 44

Les règlements, les directives et les décisions du Conseil et de la Commission sont dûment motivés.
Article 45
Les actes additionnels, les règlements, les directives et les décisions sont publiés au Bulletin Officielde l'Union. Ils entrent en vigueur après leur publication à la date qu'ils fixent.Les décisions sont notifiées à leurs destinataires et prennent effet à compter de leur date de notification.
Article 46
Les décisions du Conseil ou de la Commission qui comportent, à la charge des personnes autres queles Etats, une obligation pécuniaire forment titre exécutoire.L'exécution forcée est régie par les règles de procédure civile en vigueur dans l'État sur le territoireduquel elle a lieu. La formule exécutoire est apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité du titre, par l'autorité nationale que le Gouvernement de chacun des États membres désignera à cet effet.Après l'accomplissement de ces formalités, l'exécution forcée peut être poursuivie en saisissantdirectement l'organe compétent selon la législation nationale.L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour de Justice.Toutefois, le contrôle de la régularité des mesures d'exécution relève de la compétence des juridictions nationales.

TITRE Ill: DU REGIME FINANCIER DE L'UNION
CHAPITRE 1 -: DISPOSITIONS GENERALES

Article 47
Le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, arrête le budget de l'Unionsur proposition de la Commission avant le début de l'exercice budgétaire.Le budget comprend toutes les recettes de l'Union et toutes les dépenses des institutions du présentTraité à l'exception des institutions spécialisées autonomes que sont la BCEAO et la BOAD, ainsi que celles afférentes à la mise en œuvre des politiques communes.Le budget est équilibré en recettes et en dépenses.
Article 48
L'Union est dotée de ressources propres qui assurent le financement régulier de son fonctionnement.
Article 49
Les ressources de l'Union sont soumises au principe de solidarité financière entre les États membres.Aucun État ne peut invoquer une équivalence entre sa contribution financière et les avantages qu'iltire de l'Union.
Article 50
L'Union ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités locales, desautres autorités publiques, d'autres organismes ou entreprises publiques d'un État membre.
Article 51
Sur proposition de la Commission, le Conseil adopte à l'unanimité les règlements financiers spécifiantnotamment les modalités d'élaboration et d'exécution du budget ainsi que les règles de reddition et de vérification des comptes.Les règlements financiers instituent la règle de la séparation des ordonnateurs et des comptables.
Article 52
Avant sa transmission au Conseil, le projet de budget est soumis pour avis au Comité des Expertsvisé à l'article 25.
Article 53
L'exercice budgétaire commence le 1er janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année.Au cas où le budget n'a pas pu être adopté avant le début de l'exercice budgétaire, les dépensespeuvent être effectuées mensuellement dans la limite du douzième des crédits ouverts au titre du budget de l'exercice précédent.

CHAPITRE II: DES RESSOURCES DE L'UNION

Article 54
Les ressources de l'Union proviennent notamment d'une fraction du produit du tarif extérieur commun (TEC) et des taxes indirectes perçues dans l'ensemble de l'Union. Ces ressources seront perçues directement par l'Union.L'Union peut avoir recours aux emprunts, subventions et aides extérieures compatibles avec sesobjectifs.
Article 55
A terme, une taxe à la valeur ajoutée (TVA) de l'Union sera instituée et se substituera à la fraction duproduit des taxes indirectes nationales indiquée à l'article 54. Au besoin, des taxes additionnelles pourront être introduites par l'Union.
Article 56
Dans un délai de deux (2) ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, le Conseil, statuantà la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et sur proposition.de la Commission, arrête les modalités d'application des articles .54 et 55, conformément aux principes directeurs fixés par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement par voie d'acte additionnel.
Article 57
Durant la phase de mise en œuvre du régime de ressources propres de l'Union, qui ne doit pasdépasser trois (3) ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, il sera institué, par voie d'acte additionnel de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, un régime transitoire en vertu duquel le financement de la phase de démarrage de l'Union sera assuré notamment par la BCEAO et la BOAD.

CHAPITRE Ill: DES INTERVENTIONS DE L'UNION

Article 58
Les moins-values de recettes douanières subies par certains États membres du fait de la mise enplace de l'union douanière font l'objet d'un traitement spécifique temporaire.Ce traitement comprend, durant une phase transitoire, un dispositif automatique de compensationsfinancières, conditionnées à la mise en place progressive par les États membres concernés d'une nouvelle assiette et d'une nouvelle structure de leurs recettes fiscales.Les modalités d'application du système transitoire de compensations seront précisées par voie d'acteadditionnel.
Article 59
En vue du financement d'un aménagement équilibré du territoire communautaire, l'Union pourrainstituer des fonds structurels dont les modalités d'intervention seront précisées par voie d'acte additionnel de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement.

TITRE IV: DES ACTIONS DE L'UNION

CHAPITRE 1: DE L'HARMONISATION DES LEGISLATIONS

Article 60
Dans le cadre des orientations prévues à l'article 8, la Conférence des Chefs d'État et deGouvernement établit des principes directeurs pour l'harmonisation des législations des États membres. Elleidentifie les domaines prioritaires dans lesquels, conformément aux dispositions du présent Traité, un rapprochement des législations des États membres est nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Union.Elle détermine également les buts à atteindre dans ces domaines et les principes généraux à respecter.Dans l'exercice de ces fonctions, la Conférence tient compte des progrès réalisés en matière derapprochement des législations des États de la région, dans le cadre d'organismes poursuivant les mêmes objectifs que l'Union.

Article 61
Le Conseil statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, sur proposition de laCommission, arrête les directives ou règlements nécessaires pour la réalisation des programmesmentionnés à l'article 60.

CHAPITRE II : DES POLITIQUES COMMUNES

Section I : De la politique monétaire

Article 62
La politique monétaire de l'Union est régie par les dispositions du Traité du 14 novembre 1973constituant l'Union Monétaire Ouest africaine (UMOA) et par les textes subséquents. Sans préjudice des objectifs qui lui sont ainsi assignés, elle soutient l'intégration économique de l'Union.

Section II: De la politique économique

Article 63
Les États membres considèrent leurs politiques économiques comme une question d'intérêt commun et les coordonnent au sein du Conseil en vue de la réalisation des objectifs définis à l'article 4 paragraphe b) du présent Traité. A cette fin, le Conseil met en place un dispositif de surveillance multilatérale des politiques économiques de l'Union dont les modalités sont fixées aux articles 64 à 75.
Article 64
Sur proposition de la Commission, le Conseil se prononce sur les grandes orientations des politiqueséconomiques des États membres et de l'Union par voie de recommandations arrêtées à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.Ces orientations se rapportent aux objectifs économiques des pays membres et de l'Union, notamment aux objectifs :
- de croissance soutenue du revenu moyen
- de répartition des revenus
- de solde soutenable de la balance des paiements courants;
- d'amélioration de la compétitivité internationale des économies de l'Union.
Elles tiennent également compte de l'exigence de compatibilité des politiques budgétaires avec lesobjectifs de la politique monétaire, en particulier celui de stabilité des prix.Le Conseil informe le Comité Interparlementaire de ses recommandations.
Article 65
1) Afin d'assurer une convergence durable de leurs performances économiques et d'établir les basesd'une croissance soutenable, les États membres mènent des politiques économiques qui respectent les grandes orientations visées à l'article 64 et les règles énoncées au point 3 ci-après.
2) Le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, sur proposition de laCommission :
- adopte les règles supplémentaires requises pour la convergence des politiques économiques nationales et leur mise en cohérence avec la politique monétaire de l'Union ;
- précise les règles prescrites dans cet article et détermine leurs modalités d'application ainsi que leurcalendrier de mise en œuvre;
- fixe les valeurs de référence des critères quantitatifs sur lesquels se fonde l'observation des règles de convergence.
En vertu des règles de convergence arrêtées par le Conseil, tout déficit excessif devra être éliminé et les politiques budgétaires devront respecter une discipline commune, consistant à soutenir les efforts pluriannuels d'assainissement budgétaire et d'amélioration de la structure des recettes et des dépenses publiques.

3) Les États membres harmonisent leurs politiques fiscales, selon la procédure prévue aux articles 60 et 61, pour réduire les disparités excessives prévalant dans la structure et l'importance de leurs prélèvements fiscaux.Les États membres notifient à la BCEAO et à la Commission toute variation de leur dette intérieure etextérieure.La BCEAO et la Commission prêtent leur concours aux États membres qui souhaitent en bénéficier,dans la négociation ou la gestion de leur dette intérieure et extérieure.

Article 66

Le Conseil, sur proposition de la Commission, examine dans quelle mesure les politiques des prix etdes revenus des Etats membres, ainsi que les actions de certains groupes économiques, sociaux ouprofessionnels sont susceptibles de contrarier la réalisation des objectifs de politique économique de l'Union.Il adopte, au besoin, à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, et sur proposition de la Commission,des recommandations et avis. Il en informe le Comité 1 interparlementaire et les organes consultatifs de l'Union.

Article 67

1) L'Union harmonise les législations et les procédures budgétaires, afin d'assurer notamment lasynchronisation de ces dernières avec la procédure de surveillance multilatérale de l'Union.Ce faisant, elle assure l'harmonisation des Lois de Finances et des comptabilités publiques, enparticulier des comptabilités générales et des plans comptables publics. Elle assure aussi l'harmonisation des comptabilités nationales et des données nécessaires à l'exercice de la surveillance multilatérale, en procédant en particulier à l'uniformisation du champ des opérations du secteur public et des tableaux des opérations financières de l'Etat.

2) Le Conseil adopte à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres les règlements et lesdirectives nécessaires à la mise en œuvre des actions visées dans le présent article.

Article 68

1) Afin d'assurer la fiabilité des données budgétaires nécessaires à l'organisation de la surveillancemultilatérale des politiques budgétaires, chaque Etat membre prend, au besoin, les dispositions nécessaires pour qu'au plus tard un (1) an après l'entrée en vigueur du présent Traité, l'ensemble de ses comptes puisse être contrôlé selon des procédures offrant les garanties de transparence et d'indépendance requises. Ces procédures doivent notamment permettre de certifier la fiabilité des données figurant dans les Lois de Finances initiales et rectificatives ainsi que dans les Lois de Règlement.

2) Les procédures ouvertes à cet effet au choix de chaque Etat membre sont les suivantes

- recourir au contrôle de la Cour des Comptes de l'Union
- instituer une Cour des Comptes nationale qui pourra, le cas échéant, faire appel à un système d'audit externe. Cette Cour transmettra ses observations à la Cour des Comptes de l'Union.

3) Les États membres tiennent le Conseil et la Commission informés des dispositions qu'ils ont prisespour se conformer sans délai à cette obligation. La Commission vérifie que les garanties d'efficacité des procédures choisies sont réunies.

4) Le Conseil adopte à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres les règlements et directivesnécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions.

Article 69

Les Présidents des Cours des Comptes des Etats membres et les Conseillers de la Cour desComptes de l'Union se réunissent au moins une fois par an, sur convocation du Président de la Cour des Comptes de l'État assurant la présidence de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, pour procéder à une évaluation des systèmes de contrôle des comptes et des résultats des contrôles effectués durant l'exercice écoulé.Ils établissent un rapport assorti, le cas échéant, de suggestions d'amélioration des systèmes decontrôle, visant notamment l'harmonisation des procédures et la fixation de normes communes de contrôle.Ce rapport se prononce sur la conformité des comptes transmis par les Etats membres à l'Union aux règles comptables et budgétaires de cette dernière, ainsi que sur leur fiabilité comptable. Il est transmis au Conseil, à la Commission et au Comité Interparlementaire.

Article 70

Pour les besoins de la surveillance multilatérale, les Etats membres transmettent régulièrement à laCommission toutes informations nécessaires, en particulier les données statistiques et les informations relatives aux mesures de politique économique.La Commission précise, par voie de décision, la nature des informations dont la transmissionincombe aux Etats membres. Les données statistiques faisant foi pour l'exercice de la surveillancemultilatérale de l'Union sont celles retenues par la Commission.

Article 71

Lorsqu'un État membre est confronté à des difficultés économiques et financières ou est susceptiblede connaître de telles difficultés en raison d'événements exceptionnels, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut exempter, pour une durée maximale de six (6) mois, cet Etat membre du respect de tout ou partie des prescriptions énoncées dans le cadre de la procédure de surveillance multilatérale.Le Conseil, statuant ensuite à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, peut adresser à l'Etatmembre concerné des directives portant sur les mesures à mettre en œuvre.Avant l'expiration de la période de six (6) mois mentionnée à l'alinéa premier, la Commission faitrapport au Conseil sur l'évolution de la situation dans l'Etat membre concerné et sur la mise en œuvre des directives qui lui ont été adressées. Au vu de ce rapport, le Conseil peut décider à l'unanimité, sur proposition de la Commission, de proroger la période d'exemption en fixant une nouvelle échéance.

Article 72

1) Dans le cadre de la procédure de surveillance multilatérale la Commission transmet au Conseil etrend public un rapport semestriel d'exécution. Ce rapport rend compte de la convergence des politiques et des performances économiques ainsi que de la compatibilité de celles-ci avec la politique monétaire de l'Union.
2) Il examine la bonne exécution, par les Etats membres, des recommandations faites par le Conseil en application des articles 64 à 66. Il tient compte des programmes d'ajustement éventuellement en vigueur au niveau de l'Union et des Etats membres.

Si un État membre ne satisfait pas aux exigences mentionnées au paragraphe précédent, laCommission fait, dans une annexe au rapport, des propositions de directives à son intention. Celles-cispécifient les mesures rectificatives à mettre en œuvre. Sous réserve des dispositions prévues auparagraphe 2 du présent article, cette annexe n'est pas rendue publique.

2) Le Conseil prend acte du rapport d'exécution mentionné au paragraphe 1. Il adopte à la majoritédes deux tiers (2/3) de ses membres les propositions de directives faites dans ce cadre par la Commission.Par dérogation à l'article 22 du présent Traité, il a la faculté d'amender celles-ci à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres. Il en informe le Comité Interparlementaire.Si le Conseil n'a pas été en mesure de réunir les conditions de majorité nécessaires à l'adoptiond'une directive à l'issue du premier examen de celle-ci, la Commission a la faculté de rendre sa proposition publique.

Article 73

L'État membre destinataire d'une directive émise par le Conseil dans le cadre de la surveillancemultilatérale, élabore en concertation avec la Commission et dans un délai de trente (30) jours, unprogramme de mesures rectificatives.La Commission vérifie la conformité des mesures envisagées à la directive du Conseil et à lapolitique économique de l'Union et tient compte des éventuels programmes d'ajustement en vigueur.

Article 74

L'exercice de la surveillance multilatérale de l'Union s'appuie sur le rapport de la Commission, leséventuelles directives du Conseil et les éventuels avis du Comité Interparlementaire, en vertu desprocédures indiquées à l'article 72.Le Conseil peut renforcer ces procédures par la mise en œuvre d'une gamme de mesures explicites, positives ou négatives, selon les modalités ci-après

a) la mise en place effective, constatée par la Commission, d'un programme reconnu conforme au sens de l'article 73, offre à l'Etat membre concerné le bénéfice de mesures positives qui comprennent notamment:

- la publication d'un communiqué de la Commission;

- le soutien de l'Union dans la recherche du financement requis pour l'exécution du programme demesures rectificatives, conformément aux dispositions de l'article 75
- un accès prioritaire aux ressources disponibles de l'Union.
b) Si un Etat membre n'a pas pu élaborer un programme rectificatif dans le délai prescrit à l'article 73 ou si la Commission n'a pas reconnu la conformité dudit programme àla directive du Conseil et à la politique économique de l'Union, ou enfin si la Commission constatel'inexécution ou la mauvaise exécution du programme rectificatif, elle transmet, dans les meilleurs délais, au Conseil un rapport assorti éventuellement de propositions de mesures négatives explicites. Elle a la faculté de rendre son rapport public.
c) L'examen des rapports et des propositions de sanctions mentionnés au paragraphe b) est inscrit de plein droit à l'ordre du jour d'une session du Conseil à la demande de la Commission.
Le principe et la nature des sanctions font l'objet de délibérations séparées. Les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres. Par dérogation à l'article 22 du présent Traité, les propositions de sanctions peuvent être amendées par le Conseil à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.Le Conseil informe le Comité Interparlementaire des décisions prises.
d) Les sanctions explicites susceptibles d'être appliquées comprennent la gamme des mesures graduelles suivantes
- la publication par le Conseil d'un communiqué, éventuellement assorti d'informations supplémentaires sur la situation de l'Etat concerné ;
- le retrait, annoncé publiquement, des mesures positives dont bénéficiait éventuellement l'Etat membre - la recommandation à la BOAD de revoir sa politique d'interventions en faveur de l'Etat membre concerné
- la suspension des concours de l'Union à l'Etat membre concerné.
Par voie d'acte additionnel au présent Traité, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement peut compléter cette gamme de mesures par des dispositions complémentaires jugées nécessaires au renforcement de l'efficacité de la surveillance multilatérale de l'Union.
Article 75
A la demande d'un Etat membre éligible aux mesures positives en vertu de l'article 74 paragraphe a), l'Union apportera son aide à la mobilisation des ressources additionnelles nécessaires au financement des mesures rectificatives préconisées. A cette fin, la Commission utilise l'ensemble des moyens et l'autorité dont elle dispose pour appuyer l'Etat membre concerné dans les consultations et négociations requises.

Section III: Du marché commun

Paragraphe 1er : Dispositions générales

Article 76
En vue de l'institution du marché commun prévu à l'article 4 paragraphe c) du présent Traité, l'Unionpoursuit la réalisation progressive des objectifs suivants :
- l'élimination, sur les échanges entre les pays membres, des droits de douane, des restrictionsquantitatives à l'entrée et à la sortie, des taxes d'effet équivalent et de toutes autres mesures d'effetéquivalent susceptibles d'affecter lesdites transactions, sous réserve du respect des règles d'origine de l'Union qui seront précisées par voie de protocole additionnel.
- l'établissement d'un tarif extérieur commun (TEC)
- l'institution de règles communes de concurrence applicables aux entreprises publiques et privées ainsi qu'aux aides publiques ;
- la mise en œuvre des principes de liberté de circulation des personnes, d'établissement et de prestations de services ainsi que de celui de liberté de mouvements des capitaux requis pour le développement du marché financier régional ;

- l'harmonisation et la reconnaissance mutuelle des normes techniques ainsi que des procéduresd'homologation et de certification du contrôle de leur observation.

Paragraphe 2: De la libre circulation des marchandises

Article 77
En vue de la réalisation de l'objectif défini à l'article 76 paragraphe a), les Etats membres s'abstiennent, dès l'entrée en vigueur du présent Traité :
- d'introduire entre eux tous nouveaux droits de douane à l'importation et à l'exportation ainsi que toutes taxes d'effet équivalent et d'augmenter ceux qu'ils appliquent dans leurs relations commerciales mutuelles;
- d'introduire entre eux de nouvelles restrictions quantitatives à l'exportation ou à l'importation ou des mesures d'effet équivalent, ainsi que de rendre plus restrictifs les contingents, normes et toutes autres dispositions d'effet équivalent.
Conformément aux dispositions de l'article XXIV (5) (a) de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT), l'Union s'assure que l'incidence globale des droits de douane et des autres règlements du commerce vis-à-vis des pays tiers n'est pas plus restrictive que celle des dispositions en vigueur avant la création de l'Union.
Article 78
Sur proposition de la Commission, le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de sesmembres, détermine conformément aux dispositions de l'article 5 du présent Traité, le rythme et lesmodalités d'élimination, sur les échanges entre les pays membres, des droits de douane, des restrictions quantitatives et de toutes autres mesures d'effet équivalent. Il arrête les règlements nécessaires.Le Conseil tient compte des incidences de l'unification des marchés nationaux sur l'économie et lesfinances publiques des Etats membres, en créant des fonds de compensation et de développement.
Article 79
Sous réserve des mesures d'harmonisation des législations nationales mises en œuvre par l'Union,les Etats membres conservent la faculté de maintenir et d'édicter des interdictions ou des restrictionsd'importation, d'exportation et de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé ou de la vie des personnes et des animaux, de préservation de l'environnement, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique et de protection de la propriété industrielle et commerciale.Les interdictions ou restrictions appliquées en vertu de l'alinéa précédent ne doivent constituer ni unmoyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce entre les Etats membres.Les États membres notifient à la Commission toutes les restrictions maintenues en vertu de l'alinéapremier du présent article. La Commission procède à une revue annuelle de ces restrictions en vue de proposer leur harmonisation ou leur élimination progressive.
Article 80
Sur proposition de la Commission, le Conseil arrête à la majorité des deux tiers (2/3) de sesmembres un schéma relatif à l'harmonisation et à la reconnaissance mutuelle des .normes techniques et sanitaires ainsi que des procédures d'homologation et de certification en vigueur dans les Etats membres.
Article 81
Le Conseil arrête, sur proposition de la Commission et à la majorité des deux tiers -(2/3) de sesmembres, les règlements nécessaires à la mise en œuvre du schéma mentionné à l'article 80.

Paragraphe 3: De la politique commerciale

Article 82

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article 76 paragraphes a) et b) du présent Traité, le Conseil adopte à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, sur proposition de la Commission :
- les mesures relatives à l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres nécessaires au fonctionnement de l'union douanière
- les règlements relatifs au tarif extérieur commun (TEC);
- les règlements fixant le régime de la politique commerciale avec les Etats tiers d) le régime applicable aux produits du cru et de l'artisanat.

Article 83

Dans la réalisation des objectifs définis à l'article 76 du présent Traité, l'Union respecte les principesde l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT) en matière de régime commercial préférentiel. Elle tient compte de la nécessité de contribuer au développement harmonieux du commerce intra-africain et mondial, de favoriser le développement des capacités productives à l'intérieur de l'Union, de protéger les productions de l'Union contre les politiques de dumping et de subventions des pays tiers.

Article 84

L'Union conclut des accords internationaux dans le cadre de la politique commerciale communeselon les modalités suivantes :
- la Commission présente des recommandations au Conseil qui l'autorise à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres à ouvrir les négociations nécessaires ;
- la Commission conduit ces négociations en consultation avec un Comité désigné par le Conseil et dans le cadre des directives élaborées par celui-ci.Les accords mentionnés à l'alinéa premier sont conclus par le Conseil à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.

Article 85

Si les accords mentionnés à l'article 84 sont négociés au sein d'organisations internationales au seindesquelles l'Union ne dispose pas de représentation propre, les Etats membres conforment leurs positions de négociation aux orientations définies par le Conseil à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et sur proposition de la Commission.Lorsque des négociations en cours au sein d'organisations internationales à caractère économiquesont susceptibles d'avoir une incidence sur le fonctionnement du marché commun, sans pour autant relever des compétences de l'Union, les États membres coordonnent leurs positions de négociation.

Article 86

Le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres sur proposition de laCommission, fixe par voie de règlement les modalités selon lesquelles les Etats membres sont autorisés à prendre, par dérogation aux règles générales de l'union douanière et de la politique commerciale commune, des mesures de protection destinées à faire face à des difficultés graves dans un ou plusieurs secteurs de leurs économies.Les mesures de sauvegarde adoptées en vertu des règlements pris en application de l'alinéaprécédent ne peuvent excéder une durée de six (6) mois, éventuellement renouvelable. Elles doivent être autorisées par la Commission, tant dans leur durée que dans leur contenu, avant leur entrée en vigueur.

Article 87

Les États membres s'abstiennent de conclure de nouvelles conventions d'établissement. Ilsalignent,dans les meilleurs délais possibles, les conventions existantes sur les mesures d'harmonisation deslégislations visées à l'article 23 du Protocole Additionnel no 11, conformément à la procédure prévue aux articles 60 et 61.

Paragraphe 4 : Des règles de concurrence

Article 88

Un (1) an après l'entrée en vigueur du présent Traité, sont interdits de plein droitles accords, associations et pratiques concertées entre entreprises, ayant pour objet ou pour effet derestreindre ou de fausser le jeu

de la concurrence à l'intérieur de l'Union toutes pratiques d'une ou de plusieurs entreprises, assimilables à un abus de position dominante sur le marché commun ou dans une partie significative de celui-ci ; les aides publiques susceptibles de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.

Article 89

Le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et sur proposition de laCommission, arrête dès l'entrée en vigueur du présent Traité par voie de règlements, les dispositions utiles pour faciliter l'application des interdictions énoncées à l'article 88.Il fixe, selon cette procédure, les règles à suivre par la Commission dans l'exercice du mandat que luiconfère l'article 90 ainsi que les amendes et astreintes destinées à sanctionner les violations desinterdictions énoncées dans l'article 88.Il peut également édicter des règles précisant les interdictions énoncées dans l'article 88 ouprévoyant des exceptions limitées à ces règles afin de tenir compte de situations spécifiques.

Article 90

La Commission est chargée, sous le contrôle de la Cour de Justice, de l'application des règles deconcurrence prescrites par les articles 88 et 89. Dans le cadre de cette mission, elle dispose du pouvoir de prendre des décisions. Paragraphe 5: De la libre circulation des personnes, des services et des capitaux

Article 91.

1) Sous réserve des limitations justifiées par des motifs d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique, les ressortissants d'un Etat membre bénéficient sur l'ensemble du territoire de l'Union de la liberté de circulation et de résidence qui implique :

- l'abolition entre les ressortissants des Etats membres de toute discrimination fondée sur la nationalité, en ce qui concerne la recherche et l'exercice d'un emploi, à l'exception des emplois dans la Fonction Publique

- le droit de se déplacer et de séjourner sur le territoire de l'ensemble des Etats membres - le droit decontinuer à résider dans un Etat membre après y avoir exercé un emploi.

2) Le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et sur proposition de laCommission, arrête dès l'entrée en vigueur du présent Traité, par voie de règlement ou de directive, les dispositions utiles pour faciliter l'usage effectif des droits prévus au paragraphe 1.

3) Selon la procédure prévue au paragraphe 2, le Conseil adopte des règles

a) précisant le régime applicable aux membres des familles des personnes faisant usage de ces droits ;

b) permettant d'assurer aux travailleurs migrants et à leurs ayants-droit la continuité de la jouissance des prestations susceptibles de leur être assurées au titre des périodes d'emploi successives sur le territoire de tous les États membres ;

c) précisant la portée des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.

Article 92

1) Les ressortissants d'un Etat membre bénéficient du droit d'établissement dans l'ensemble duterritoire de l'Union.

2) Sont assimilées aux ressortissants des Etats membres, les sociétés et personnes moralesconstituées conformément à la législation d'un Etat membre et ayant leur siège statutaire de leuradministration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur de l'Union.

3) Le droit d'établissement comporte l'accès aux activités non salariées et leur exercice ainsi que laconstitution et la gestion d'entreprises, dans les conditions définies par la législation du pays d'établissement pour ses propres ressortissants, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.

4) Le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et sur proposition de laCommission, arrête dès l'entrée en vigueur du présent Traité, par vole de règlement ou de directive, les dispositions utiles pour faciliter l'usage effectif du droit d'établissement.

5) L'article 91, paragraphe 3, est applicable, mutatis mutandis.

Article 93
Les ressortissants de chaque État membre peuvent fournir des prestations de services dans un autreÉtat membre dans les mêmes conditions que celles que cet État membre impose à ses propresressortissants, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique et sans préjudice des exceptions prévues par le présent Traité.L'article 91, paragraphe 3, et l'article 92, paragraphes 2 et 4, sont applicables, mutatis mutandis.
Article 94
Par dérogation aux articles 92 et 93 et sous réserve des mesures d'harmonisation des législationsnationales mises en œuvre par l'Union, les États membres peuvent maintenir des restrictions à l'exercice, par des ressortissants d'autres États membres ou par des entreprises contrôlées par ceux-ci, de certaines activités lorsque ces restrictions sont justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique, de santé publique ou par d'autres raisons d'intérêt général.Les États membres notifient à la Commission toutes restrictions maintenues en vertu des dispositionsdu paragraphe précédent. La Commission procède à une revue annuelle de ces restrictions en vue deproposer leur harmonisation ou leur élimination progressive.
Article 95
Selon la procédure prévue aux articles 60 et 61, il est procédé à l'harmonisation des dispositionsnationales réglementant l'exercice de certaines activités économiques ou professions ainsi qu'à l'abolition des restrictions maintenues en vertu de l'article 93, en vue de faciliter le développement du marché commun et notamment du marché financier régional.
Article 96
Dans le cadre du présent Traité, les restrictions aux mouvements à l'intérieur de l'Union, des capitaux appartenant à des personnes résidant dans les États membres sont interdite.

Article 97
1) L'article 96 ne porte pas atteinte au droit des Etats membres à
a) prendre des mesures indispensables pour prévenir les infractions à leur législation fiscale
b) prévoir éventuellement des dispositions afin *de renforcer les moyens d'information' statistique sur les mouvements de capitaux ;
c) prendre des mesures justifiées par des raisons d'ordre public ou de sécurité publique.
2) La libre circulation des capitaux liés« à l'investissement direct dans les entreprises définies àl'article 92 paragraphe 2 ne préjuge pas de la possibilité d'appliquer des restrictions en matière de droit d'établissement compatibles avec les dispositions du présent Traité.
3) Les mesures et procédures visées aux paragraphes 1 et 2 ne doivent constituer ni un moyen dediscrimination arbitraire ni une restriction déguisée à la libre circulation des capitaux définie à l'article 96.
Article 98
Sans préjudice de l'application du Traité de l'UMOA, le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers(2/3) de ses membres sur proposition de la Commission, arrête dès l'entrée en vigueur du présent Traité, par voie de règlement ou de directive, les dispositions utiles pour faciliter l'exercice de l'usage effectif des droits prévus aux articles 96 et 97.
Article 99
Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, les Etats membres s'abstiennent d'introduire toute nouvelle restriction à l'exercice des droits prévus aux articles 93 à 96. Aucune restriction existante ne peut être maintenue si elle constitue un moyen de discrimination arbitraire ou une restriction déguisée à l'exercice de ces droits.
Article 100
Pour la réalisation des objectifs définis à l'article 76 du Présent Traité, l'Union prend en compte lesacquis des organisations sous régionales africaines auxquelles participent ses Etats membres.

CHAPITRE III: DES POLITIQUES SECTORIELLES

Article 101
En vue de compléter les politiques économiques communes menées au niveau de l'Union, il estinstitué un cadre juridique définissant les politiques sectorielles devant être mises en œuvre par les Etats membres.Ces politiques sectorielles sont énoncées et définies dans le protocole additionnel n° II.
Article 102
Le protocole additionnel n° Il fait partie intégrante du présent Traité.

TITRE V: DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE 1: DE L'ADMISSION DE NOUVEAUX ETATS MEMBRES ET DE MEMBRES ASSOCIES

Article 103
Tout État ouest africain peut demander à devenir membre de l'Union. Il adresse sa demande à laConférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui se prononce sur rapport de la Commission.Les conditions d'adhésion et les adaptations du présent Traité que celle-ci entraîne font l'objet d'unaccord entre les Etats membres et l'Etat demandeur.Cet accord est soumis à la ratification des Etats membres, conformément à leurs règlesconstitutionnellesrespectives.Toutefois, si l'adhésion n'entraîne que des adaptations d'ordre purement technique, l'accord peut être approuvé par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.
Article 104
Tout État africain peut demander à participer à une ou plusieurs politiques de l'Union en qualité demembreassocié.Les conditions d'une telle association font l'objet d'un accord entre l'Etat demandeur et l'Union.L'accord est conclu par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.
Article 105
La langue de travail de l'Union est le français. La Conférence des Chefs d'Etat et de
CHAPITRE Il : DE LA REVISION ET DE LA DENONCIATION DU TRAITE DE L'UNION

Article 106
Tout État membre ou la Commission peut soumettre à la Conférence des Chefs d'Etat et deGouvernement des propositions tendant à modifier le présent Traité.Les modifications approuvées par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement entrent envigueur après avoir été ratifiées par tous les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.
Article 107.
Le présent Traité peut être dénoncé par tout Etat membre.Sauf dispositions spéciales adoptées par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, ilcesse d'avoir effet à l'égard de l'État en question le dernier jour du sixième mois suivant la date de réception de la dénonciation par l'Etat dépositaire.En cas de dénonciation, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement apporte par voie d'acteadditionnel les adaptations aux dispositions du présent Traité découlant de cette dénonciation.

TITRE VI: DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES
CHAPITRE 1 : DE LA MISE EN PLACE DES ORGANES DE L'UNION

Article 108

Au cours de la première session du Conseil suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, il estprocédé à la constitution de la Commission.La Commission entre en fonction dès sa constitution.

Article 109

La Cour de Justice est constituée dans un délai de six (6) mois après l'entrée en vigueur du présentTraité. La Cour de Justice entre en fonction dès la nomination de ses membres. Elle établit son règlement de procédures dans un délai de trois (3) mois à compter de son entrée en fonction. Les délais d'introduction des recours courent à compter de la date de publication de ce règlement.

Article 110

Le premier exercice financier s'étend de la date d'entrée en vigueur du Traité jusqu'au 31 décembresuivant. Toutefois, cet exercice s'étend jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle d'entrée en vigueur du Traité, si celle-ci intervient au cours du deuxième semestre.En attendant l'adoption du statut des fonctionnaires et du régime applicable aux autres agents del'Union, le personnel nécessaire est recrutépar la Commission qui conclut à cet effet des contrats à durée déterminée.

Article 111

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement détermine le Siège de la Commission, de laCour de Justice et de la Cour des Comptes.

CHAPITRE Il : DE LA REVISION DU TRAITE DE L'UIVIOA

Article 112

En temps opportun, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement adoptera un Traitéfusionnant le Traité de l'UMOA et le présent Traité.En attendant cette fusion, le Traité de l'UMOA est modifié conformément aux dispositions des articles113 à 115 ci-après.

Article 113

1) L'article 1er"L'Union Monétaire Ouest Africaine constituée entre les Etats signataires du présent Traité secaractérise par la reconnaissance d'une même unité monétaire dont l'émission est confiée à un institut d'émission commun prêtant son concours aux économies nationales, sous le contrôle des Gouvernements, dans les conditions définies ci-après." est complété par:

"Le Traité constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) est complété par le Traité de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), ci-après dénommé Traité de l'UEMOA."

2) L'article 2 alinéa 2

"Les modalités de son adhésion seront convenues par accord entre son Gouvernement et lesGouvernements des Etats membres de l'Union sur proposition du Conseil des Ministres de l'Union institué par le Titre 111 ci-après." est rédigé comme suit.

"Les modalités d'admission sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 103 du Traité de l'UEMOA."

3) L'article 4

"Les Etats signataires s'engagent, sous peine d'exclusion automatique de l'Union, à respecter lesdispositions du présent Traité et des textes pris pour son application, notamment en ce qui concerne :

1 - les règles génératrices de l'émission,

2 - la centralisation des réserves monétaires,

3 - la libre circulation des signes monétaires et la liberté des transferts entre États de l'Union.

4 - les dispositions des articles ci-après.

La Conférence des Chefs d'Etat de l'Union constatera, à l'unanimité des Chefs d'Etat des autres membres de l'Union, le retrait de celle-ci d'un Etat n'ayant pas respecté les engagements ci-dessus. Le Conseil des Ministres en tirera les conséquences qui s'imposeraient pour la sauvegarde des intérêts de l'Union." est rédigé comme suit:

"Les Etats membres s'engagent, sous peine d'exclusion automatique de l'Union, à respecter les dispositions du présent Traité, du Traité de l'UEMOA et des textes pris pour leur application, notamment en ce qui concerne

(i) les règles génératrices de l'émission,
(ii) la centralisation des réserves monétaires,
(iii) la libre circulation des signes monétaires et la liberté des transferts entre Etats de l'Union,
(iv) les dispositions des articles ci-après.
Conformément à la procédure prévue à l'article 6 du protocole additionnel no 1, la Cour de Justice del'Union est compétente pour connaître des manquements des Etats membres aux obligations qui leur incombent en vertu du Traité de l'Union. 1Si l'État membre qui n'a pas respecté ses engagements ne s'est pas exécuté suite à l'invitationprévue à l'article 6 dudit protocole, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement constatera, àl'unanimité des Chefs d'Etat et de Gouvernement des autres Etats membres de l'Union, le retrait de cet Etat.L'article 107 alinéa 3 du Traité de l'UEMOA s'applique par analogie.En outre, le Conseil, statuant à l'unanimité de ses membres, peut prendre les mesures quis'imposeraient pour la sauvegarde des intérêts de l'Union."
Article 114
L'article 5
"Les Chefs des Etats membres de l'Union réunis en Conférence constituent l'autorité suprême de l'Union.
La Conférence des Chefs d'Etat décide de l'adhésion de nouveaux membres, prend acte du retrait et de l'exclusion des membres de l'Union et fixe le siège de son institut d'émission.La Conférence des Chefs d'Etat tranche toute question n'ayant pu trouver une solution par accord unanime du Conseil des Ministres de l'Union et que celui-ci soumet à sa décision.Les décisions de la Conférence, dénommées <actes de la Conférence>, sont prises à l'unanimité.La Conférence siège pendant une année civile dans chacun des Etats de l'Union à tour de rôle dans l'ordre alphabétique de leur désignation.Elle se réunit au moins une fois l'an et aussi souvent que nécessaire, à l'initiative du Président en exercice ou à la demande d'un ou plusieurs des Chefs d'État membre de l'Union.La présidence de la Conférence est assurée par le Chef de l'Etat membre dans lequel siège la Conférence.Le Président en exercice fixe les dates et les lieux des réunions et arrête l'ordre du jour des travaux.En cas d'urgence, le Président en exercice peut consulter à domicile les autres Chefs d'Etat de l'Union par une procédure écrite." est complété par l'alinéa suivant:
"Le Président de la Commission, le Gouverneur de la BCEAO et le Président de la BOAD peuvent assister aux réunions de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement pour exprimer les points de vue de leur institution sur les points de l'ordre du jour qui les concernent."
Article 115
1) L'article 7 dernier alinéa
"Pour l'exécution de son mandat, le Président du Conseil des Ministres peut recueillir information etassistance de l'Institut d'Émission de l'Union. Celui-ci pourvoit à l'organisation des séances du Conseil des Ministres et à son secrétariat." est modifié comme suit:
"Le Conseil peut inviter la Commission, la BCEAO et la BOAD à lui soumettre des rapports et à prendre toute initiative utile à la réalisation des objectifs de l'Union. La Commission, la BCEAO et la BOAD pourvoient à l'organisation des séances du Conseil des Ministres et à son secrétariat."
2) L'article 8
" Le Gouverneur de l'Institut d'Émission de l'Union assiste aux réunions du Conseil des Ministres. Il peut demander à être entendu par ce dernier. Il peut se faire assister par ceux de ses collaborateurs dont il estime le concours nécessaire." est rédigé comme suit:
"Le Président de la Commission ou un membre de celle-ci ainsi que le Gouverneur de la BCEAO et lePrésident de la BOAD assistent aux réunions du Conseil. Ils peuvent demander à être entendus par cedernier. Ils peuvent se faire assister par ceux de leurs collaborateurs dont ils estiment le concoursnécessaire."

CHAPITRE III : DE L'ENTREE EN VIGUEUR DU TRAITE DE L'UEMOA

Article 116

Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes, conformément à leurs règlesconstitutionnelles respectives. Les instruments de ratification, seront déposés auprès du Gouvernement de la République du Sénégal.Le présent Traité entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument deratification de l'Etat signataire qui procédera le dernier à cette formalité. Toutefois, si le dépôt a lieu moins de quinze (15) jours avant le début du mois suivant, l'entrée en vigueur du Traité sera reportée au premier jour du deuxième mois suivant la date de ce dépôt.

En foi de quoi, ont apposé leur signature au bas du présent Traité, le 10 Janvier 1994

Pour la République du Bénin Pour la République du Mali
S.E. Nicéphore Dieudonné SOGLO S.E. Alpha Oumar KONARE
Président de la République

Pour le Burkina Faso Pour la République du Niger
S.E. Blaise COMPAORE S.E., Ousmane MAHAMANE
Président du Faso Président de la République

Pour la République de Côte d'lvoire Pour la République du Sénégal
S.E. Daniel Kablan DUNCAN S.E. Abdou DIOUF
Premier Ministre Président de la République

Pour la République Togolaise
S.E. Joseph Kokou KOFFIGOH
Premier Ministre

PROTOCOLE ADDITIONNEL No 1
RELATIF AUX ORGANES DE CONTRÔLE DE L'UEMOA
PRÉAMBULE

Les Gouvernements des Etats signataires du Traité de FUEMOA,
- Convaincus que la bonne marche de l'Union exige la mise en place d'organes de contrôle appropriés,
- Persuadés de la nécessité d'instituer un mécanisme chargé du contrôle des engagements, des Etatsmembres de l'Union,- Conscients de la nécessité de mettre en place un système destiné à rendre plus transparente la gestion financière de l'Union, sont convenus de la création, au sein de l'Union, d'une Cour de Justice et d'une Cour des Comptes.

CHAPITRE. 1: DE LA COUR DE JUSTICE

Article 1 er
La Cour de Justice veille au respect du droit quant à l'interprétation et à l'application du Traité del'Union.
Article 2
La Cour de Justice est composée de sept (7) membres nommés pour un mandat de six (6) ans,renouvelable, par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Les membres de la Cour de Justice sont choisis parmi des personnalités offrant toutes les garanties d'indépendance et de compétence juridique, nécessaires à l'exercice des plus hautes fonctions juridictionnelles.Les membres de la Cour désignent ers leur sain pour trois (3) ans le Président de la Cour de Justice.Ils répartissent entre eux les fonctions de juges et d'avocats généraux.
Article 3

La Cour de Justice se réunit en tant que de besoin sur convocation de son Président. Elle siège enséance plénière. Ses audiences sont publiques.

Article 4

La Cour de Justice nomme un greffier. Le statut de celui-ci sera déterminé conformément auxdispositions de l'article 21.

Article 5

La Cour de Justice connaît, sur recours de la Commission ou de tout Etat membre, desmanquements des Etats membres aux obligations qui leur incombent en vertu du Traité de l'Union.

Article 6

Si la Cour de Justice constate qu'un Etat membre a manqué à une des obligations qui lui incombenten vertu du Traité de l'Union, cet Etat est tenu de prendre les mesures que comporte l'exécution des arrêts de la Cour. En cas d'abstention de l'Etat membre dont le manquement a été constaté, la Commission a la faculté de saisir la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement afin qu'elle invite l'Etat membre défaillant à s'exécuter.

Article 7

Lorsque le recours en manquement est formé par un Etat membre, la Cour, avant de statuer, invite laCommission à lui communiquer ses observations.

Article 8

Sur recours formé par un Etat membre, par le Conseil ou par la Commission, la Cour de Justiceapprécie la légalité des règlements, directives et décisions.Les juridictions nationales statuant en dernier ressort sont tenues de saisir la Cour de Justice. Lasaisine de la Cour de Justice par les autres juridictions nationales ou les autorités à fonction juridictionnelle est facultative.

Article 13

Les interprétations formulées par la Cour de Justice dans le cadre de la procédure de recourspréjudicionnel s'imposent à toutes les autorités administratives et juridictionnelles dans l'ensemble des Etats membres. L'inobservation de ces interprétations peut donner lieu à un recours en manquement.

Article 14

Si, à la requête de la Commission, la Cour de Justice constate que, dans un Etat membre, lefonctionnement insuffisant de la procédure de recours préjudicionnel permet la mise en œuvred'interprétations erronées du Traité de l'Union, des actes pris par les organes de l'Union ou des statuts des organismes créés par un acte du Conseil, elle notifie à la juridiction supérieure de l'Etat membre un arrêt établissant les interprétations exactes. Ces interprétations s'imposent à toutes les autorités administratives et juridictionnelles dans l'Etat concerné.

Article 15

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9 du Traité de l'Union, la Cour de Justice connaîtdes litiges relatifs à la réparation des dommages causés par les organes de l'Union ou par les agents de celle-ci dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 16

La Cour de Justice connaît des litiges entre l'Union et ses agents.

Article 17

La Cour de Justice connaît des différends entre Etats membres relatifs au Traité de l'Union si cesdifférends lui sont soumis en vertu d'un compromis.

Article 24

La Cour des Comptes est composée de trois (3) Conseillers. Les Conseillers sont nommés pour unmandat de six (6) ans, renouvelable une (1) seule fois, par la Conférence des Chefs d'Etat et deGouvernement, parmi des personnalités proposées par le Conseil et offrant toutes les garanties decompétence et d'indépendance requises.

Article 25

Les Conseillers peuvent se faire assister par des collaborateurs. Ils peuvent recourir dans l'exercicede leurs fonctions à un système d'audit externe.

Article 26

Les modalités du contrôle devant être exercé par la Cour des Comptes sont arrêtées par le Conseil,statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres sur recommandation des Conseillers.

PROTOCOLE ADDITIONNEL ND Il

RELATIF AUX POLITIQUES SECTORIELLES DE L'UEMOA

PRÉAMBULE

Les Gouvernements des Etats signataires du Traité de l'UEMOA,

- Conscients de l'urgente nécessité de concrétiser les engagements qu'ils ont solennellement pris auxtermes dudit Traité,
- Persuadés que l'Union Economique à instituer entre les Etats membres ne peut être effective que par la mise en œuvre de politiques communes réalistes et efficientes,
- Convaincus que ces politiques communes doivent concerner l'ensemble des secteurs du développement économique et social de leurs Etats respectifs,
- Soucieux de réaliser l'objectif d'intégration des économies de la sous-région selon des modalités pratiques efficaces, Conviennent de mettre en œuvre les politiques sectorielles ci-après

CHAPITRE 1: DU DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Article 1er

L'Union met en œuvre des actions communes en vue de la rationalisation et de l'amélioration desperformances de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Ces actions peuventcomporter :

a) la création d'institutions communes d'enseignement supérieur et de formation professionnelle, permettant dans certains domaines le rassemblement des moyens que les Etats membres mettent en œuvre de façon dispersée

b) la reconnaissance mutuelle des diplômes sanctionnant les formations dispensées dans cesinstitutions

c) la coordination des programmes d'enseignement et de formation;

- à l'harmonisation des plans nationaux d'infrastructures en vue de l'équilibre des différentescomposantes du territoire communautaire,
- au désenclavement des zones concernées.

CHAPITRE III : DE LA POLITIQUE DES TRANSPORTS ET DES TELECOM MUNICATIONS

Article 7

Le Conseil définit, sur proposition de la Commission et à la majorité des deux tiers (2/3) de sesmembres, un schéma d'amélioration des infrastructures et des systèmes de transports et detélécommunications reliant les Etats membres ainsi que les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

Article 8

Les dispositions relatives à la libéralisation des prestations de services en matière de transports et detélécommunications sont prises en conformité avec les principes et les procédures définies aux articles 91 à 93 du Traité de l'Union. Elles revêtent un caractère graduel afin de permettre l'adaptation, dans chaque Etat membre, des secteurs des transports et des télécommunications aux perspectives offertes par l'ouverture du marché de l'Union. Ces dispositions accordent une importance particulière aux mesures de facilitation du transport en transit.

CHAPITRE IV: DE L'AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT

Article 9

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement fixe, par voie d'acte additionnel, les objectifs etles principes directeurs d'une politique d'amélioration de l'environnement de l'Union ainsi que les pouvoirs conférés au Conseil et à la Commission pour leur mise en œuvre.

CHAPITRE V: DE LA POLITIQUE AGRICOLE

Article 13

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement fixe, par voie d'acte additionnel, les objectifs etles principes directeurs de la politique agricole de l'Union ainsi que les pouvoirs conférés au Conseil et à la Commission pour leur mise en œuvre.

Article 14

1) Dans l'exercice des pouvoirs définis à l'article 13, la Conférence des Chefs d'Etat et deGouvernement veille, dans le respect des équilibres financiers de l'Union et de ses Etats membres, àa) la réalisation de la sécurité alimentaire et d'un degré adéquat d'autosuffisance au sein de l'Union,tenant compte des complémentarités entre les Etats membres et de leurs avantages comparatifs respectifs

b) l'accroissement sur une base durable de la productivité de l'agriculture, grâce à la maîtrise duprogrès technique, au développement et à la rationalisation de la recherche, de la production et des filières agricoles, ainsi qu'à l'utilisation optimale des facteurs de production, notamment de la main d'œuvre et des intrants, en vue d'améliorer le niveau de vie des populations rurales

c) l'amélioration des conditions de fonctionnement des marchés de produits agricoles et des produitsde l'élevage et de la pêche, tant pour les producteurs que pour les consommateurs.

2) Dans l'élaboration des principes directeurs de la politique agricole commune, la Conférence desChefs d'État et de Gouvernement tiendra compte

a) du caractère particulier de l'activité agricole, lié à sa spécificité sociale et aux disparitésstructurelles et naturelles existant entre les différentes régions agricoles b) de la nécessité d'opérergraduellement les ajustements opportuns;

c) du fait que, dans les Etats membres, l'agriculture est intimement liée aux autres secteurs del'économie.

Le Conseil définit, par voie de règlements, les procédures d'information mutuelle auxquellesparticipent les Etats membres en vue de la coordination de leurs politiques énergétiques.Il définit, par voie de recommandations, les orientations que les Etats membres sont invités à mettre en œuvre simultanément en vue de l'optimisation de leur consommation d'énergie et de la sauvegarde de leurs ressources énergétiques.

Article 20

Le Conseil adopte, à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et sur proposition de laCommission, les règlements et recommandations mentionnés à l'article 19. Il délègue à la Commission, dans les mêmes conditions de majorité, tous pouvoirs d'exécution nécessaires à la coordination des politiques énergétiques des Etats membres.

CHAPITRE Vil: DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE ET MINIERE

Article 21

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement fixe, par voie d'acte additionnel, les objectifs etles principes directeurs de la politique industrielle et minière de l'Union ainsi que les pouvoirs conférés au Conseil et à la Commission pour leur mise en œuvre. Cette politique visera

a) l'émergence d'entreprises performantes, y compris communautaires, aptes à satisfaire à desconditions compétitives la demande intérieure, à affronter la concurrence internationale et à favoriser le progrès social ;

b) la valorisation des ressources agricoles, pastorales, halieutiques et minières des Etats de l'Union

c) l'intensification des courants d'échanges intersectoriels

d) l'harmonisation des cadres réglementaires des activités industrielles et minières, notammentl'élaboration d'un code communautaire des investissements; e) le développement économique équilibré des différentes régions de l'Union.

TRAITE MODIFIE DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)

PREAMBULE

Le Gouvernement de la République du Bénin, Le Gouvernement du Burkina Faso,
Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire,
Le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau, Le Gouvernement de la République du Mali,
Le Gouvernement de la République du Niger,
Le Gouvernement de la République du Sénégal, Le Gouvernement de la République Togolaise,
- Fidèles aux objectifs de la Communauté Economique Africaine et de la CommunautéEconomique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO),
- Conscients des avantages mutuels qu'ils tirent de leur appartenance à la même UnionMonétaire et de la nécessité de renforcer la cohésion de celle-ci,
- Convaincus de la nécessité d'étendre en conséquence au domaine économique la solidarité qui les lie déjà sur le plan monétaire,
- Affirmant la nécessité de favoriser le développement économique et social des Etats membres, grâce à l'harmonisation de leurs législations, à l'unification de leurs marchés intérieurs et à la mise en œuvre de politiques sectorielles communes dans les secteurs essentiels de leurs économies,
- Reconnaissant l'interdépendance de leurs politiques économiques et la nécessité d'assurer leur convergence,
- Déterminés à se conformer aux principes d'une économie de marché ouverte, concurrentielle et favorisant l'allocation optimale des ressources,
- Désireux de compléter à cet effet l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) par de nouveaux transferts de souveraineté et de transformer cette Union en Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dotée de compétences nouvelles,
- Affirmant la nécessité de renforcer la complémentarité de leurs appareils de production et de réduire les disparités de niveaux de développement entre les Etats membres,
- Soulignant que leur démarche s'inscrit dans la logique des efforts d'intégration régionale en cours en Afrique, et appelant les autres Etats de l'Afrique de l'Ouest qui partagent leurs objectifs à se joindre à leurs efforts,
Conviennent de ce qui suit :

TITRE PRELIMINAIRE : DEFINITIONS

Article 1er (modifié)
Aux fins du présent Traité, on entend par :
- "UEMOA" : l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, objet du présent Traité ;
- "Union" : l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, objet du présent Traité ;
- "UMOA" : l'Union Monétaire Ouest Africaine visée à l'article 2 du présent Traité ;
- "Organes" : les différents organes de l'Union visés à l'article 16 du présent Traité ;
- "Conférence" : la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union prévue à l'article 17 du présent Traité ;
- "Conseil" : le Conseil des Ministres de l'Union prévu à l'article 20 du présent Traité ;
- "Commission" : la Commission de l'Union prévue à l'article 26 du présent Traité ;
- "Parlement" : le Parlement de l'Union prévu à l'article 35 du présent Traité ;
- "Cour de Justice" : la Cour de Justice de l'Union créée par l'article 38 du présentTraité et régie par la section I du protocole additionnel n° I ;

- "Cour des Comptes" : la Cour des Comptes de l'Union créée par l'article 38 du présent Traité et régie par la section Il du protocole additionnel n° I ;
- "Institutions spécialisées autonomes" : la BCEAO et la BOAD ;
- "BCEAO" : la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest visée à l'article 41 du présent Traité ;
- "BOAD : la Banque Ouest Africaine de Développement visée à l'article 41 du présentTraité ;
- "Traité de l'Union" : le présent Traité;
- "Protocole additionnel n° I" : le protocole prévu à l'article 38 du présent Traité
- "Protocole additionnel n° Il: le protocole prévu à l'article 101 du présent Traité
- "Acte additionnel» : l'acte visé à l'article 19 du présent Traité ;
- "Règlement" : l'acte visé à l'article 43 du présent Traité ;
- "Décision" : l'acte visé à l'article 43 du présent Traité ;
- "Directive" l'acte visé à l'article 43 du présent Traité ;
- "Recommandation" : l'acte visé à l'article 43 du présent Traité ;
- "Avis" : l'acte visé à l'article 43 du présent Traité ;
- "Marché commun" : le marché unifié constitué entre les Etats membres, visé aux articles4 et 76 du présent Traité ;
- "Politiques communes" : les politiques économiques communes prévues aux articles 62 à 100 du présent Traité ;
- "Politiques sectorielles": les politiques sectorielles prévues à l'article 101 du présent
Traité et régies par le protocole additionnel n° Il ;
- "Surveillance multilatérale" : le mécanisme communautaire de définition et de contrôle des politiques économiques entre les Etats membres, prévu à l'article 63 et régi par les articles 64 à 75 du présent Traité
- "Droit d'établissement" : le droit prévu à l'article 92 du présent Traité ;
- "Etat membre" : l'Etat partie prenante au présent Traité tel que prévu par son préambule ;
- "Membre associé" : tout Etat admis à participer à certaines politiques de l'Union conformément aux dispositions de l'article 104 du présent Traité ;
- "Etat tiers" : tout Etat autre qu'un Etat membre.

TITRE PREMIER : DES PRINCIPES ET OBJECTIFS DE L'UNION

Article 2
Par le présent Traité, les Hautes Parties Contractantes complètent l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) instituée entre elles, de manière à la transformer en Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), ci-après dénommée l'Union.
Article 3
L'Union respecte dans son action les droits fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981.
Article 4
Sans préjudice des objectifs définis dans le Traité de l'UMOA, l'Union poursuit, dans les conditions établies par le présent Traité, la réalisation des objectifs ci-après :
a) renforcer la compétitivité des activités économiques et financières des Etats membres dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé ;
b) assurer la convergence des performances et des politiques économiques des
Etats membres par l'institution d'une procédure de surveillance multilatérale ;
c) créer entre les Etats membres un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitauxetledroit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée, ainsi que sur un tarif extérieur commun et une politique commerciale commune ;

d) instituer une coordination des politiques sectorielles nationales, par la mise en œuvre d'actions communes et éventuellement de politiques communes notamment dans les domaines suivants : ressources humaines, aménagement du territoire, transports et télécommunications, environnement, agriculture, énergie, industrie et mines ;
e) harmoniser, dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun, les législations des Etats membres et particulièrement le régime de la fiscalité.

Article 5

Dans l'exercice des pouvoirs normatifs que le présent Traité leur attribue et dans la mesure compatible avec les objectifs de celui-ci, les organes de l'Union favorisent l'édiction de prescriptions minimales et de réglementations-cadres qu'il appartient aux Etats membres de compléter en tant que de besoin, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 6

Les actes arrêtés par les organes de l'Union pour la réalisation des objectifs du présent Traité et conformément aux règles et procédures instituées par celui-ci, sont appliqués dans chaque Etat membre nonobstant toute législation nationale contraire, antérieure ou postérieure.

Article 7

Les Etats membres apportent leur concours à la réalisation des objectifs de l'Union en adoptant toutes mesures générales ou particulières, propres à assurer l'exécution des obligations découlant du présent Traité. A cet effet, ils s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de faire obstacle à l'application du présent Traité et des actes pris pour son application.

Article 8

Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement fixe des orientations générales pour la réalisation des objectifs de l'Union. Elle constate à intervalles réguliers l'état d'avancement du processus d'intégration économique et monétaire et fixe, s'il y a lieu, de nouvelles orientations.

TITRE Il : DU SYSTEME INSTITUTIONNEL DE L'UNION

CHAPITRE 1 : DU STATUT DE L'UNION

Article 9

L'Union a la personnalité juridique. Elle jouit dans chaque Etat membre de la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par la législation nationale. Elle est représentée en justice par la Commission. Elle a notamment capacité pour contracter, acquérir des biens mobiliers et immobiliers et en disposer. Sa responsabilité contractuelle et la juridiction nationale compétente pour tout litige y afférent sont régies par la loi applicable au contrat en cause.

Article 10

Le régime des droits, immunités et privilèges accordés à l'Union, aux membres de ses organes et à son personnel est déterminé par voie d'acte additionnel pris par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Article 11

Le statut des fonctionnaires de l'Union et le régime applicable aux autres agents sont arrêtés par le Conseil statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres sur proposition de la Commission. Les fonctionnaires de l'Union sont en règle générale recrutés par voie de concours parmi les ressortissants des Etats membres.Les fonctionnaires et agents de l'Union sont tenus au secret professionnel même après la cessation de leurs fonctions.

Article 12

L'Union est représentée dans les relations internationales par la Commission agissant selon les directives que peut lui adresser le Conseil.

Article 13
L'Union établit toute coopération utile avec les organisations régionales ou sous régionales existantes. Elle peut faire appel à l'aide technique ou financière de tout Etat qui l'accepte ou d'organisations internationales, dans la mesure où cette aide est compatible avec les objectifs définis par le présent Traité.Des accords de coopération et d'assistance peuvent être conclus avec des Etats tiers ou des organisations internationales, selon les modalités prévues à l'article 84 du présent Traité.
Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, les Etats membres se concertent au sein du Conseil afin de prendre toutes mesures destinées à éliminer les incompatibilités ou les doubles emplois entre le droit et les compétences de l'Union d'une part, et lesconventions conclues par un ou plusieurs Etats membres d'autre part, en particulier celles instituant des organisations économiques internationales spécialisées.
Article 15
Les Etats membres se consultent en vue de prendre en commun les dispositions nécessaires afin d'éviter que le fonctionnement de l'Union ne soit affecté par les mesures que l'un d'eux pourrait être amené à prendre en cas de troubles intérieurs graves affectant l'ordre public, de guerre ou de tension internationale grave constituant une menace de guerre.

CHAPITRE II : DES ORGANES DE L'UNION

Article 16 (modifié)
Les organes de l'Union sont constitués par :
- la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, telle que définie à l'article 5 du
Traité de l'UMOA,
- le Conseil des Ministres, tel que défini à l'article 6 du Traité de l'UMOA,
- la Commission,
- le Parlement,
- la Cour de Justice,
- la Cour des Comptes.
Ces organes agissent dans la limite des attributions qui leur sont conférées par le Traité de l'UMOA et le présent Traité et dans les conditions prévues par ces Traités.Des organes consultatifs et des institutions spécialisées autonomes concourent également à la réalisation des objectifs de l'Union.

Section I : Des organes de direction

Paragraphe 1er : De la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement

Article 17
La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement définit les grandes orientations de la politique de l'Union. Elle se réunit au moins une fois par an.
Article 18
La Conférence des Chefs d'Etat de l'Union Monétaire prévue à l'article 5 duTraité de l'UMOA exerce les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Traité.
Article 19
La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement prend, en tant que de besoin, des actes additionnels au Traité de l'Union.Les actes additionnels sont annexés au Traité. Ils complètent celui-ci sans toutefois le modifier. Leur respect s'impose aux organes de l'Union ainsi qu'aux autorités des Etats membres.

Paragraphe 2 : Du Conseil des Ministres

Article 20

Le Conseil des Ministres de l'Union assure la mise en œuvre des orientations générales définies par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.Il se réunit au moins deux (2) fois par an.

Article 21

Le Conseil des Ministres de l'Union Monétaire prévu à l'article 6 du Traité de l'UMOA exerce les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Traité.

Article 22

Toutes les fois que le présent Traité prévoit l'adoption d'un acte juridique du Conseil sur proposition de la Commission, le Conseil ne peut faire d'amendement à cette proposition qu'en statuant à l'unanimité de ses membres.

Article 23

Par dérogation à l'article 6 alinéa 2 du Traité de l'UMOA, pour l'adoption des décisions ne portant pas principalement sur la politique économique et financière, le Conseil réunit les Ministres compétents. Les délibérations ne deviennent définitives qu'après vérification, par les ministres en charge de l'Economie, des Finances et du Plan, de leur compatibilité avec la politique économique, monétaire et financière de l'Union.Pour les questions politiques et de souveraineté, les Ministres des AffairesEtrangères siégeront au Conseil des Ministres de l'UEMOA.

Article 24

Le Conseil peut déléguer à la Commission l'adoption des règlements d'exécution des actes qu'il édicte.Ces règlements d'exécution ont la même force juridique que les actes pour l'exécution desquels ils sont pris.

Article 25

Les délibérations du Conseil sont préparées par le Comité des Experts, composé de représentants des Etats membres. La Commission est représentée aux réunions de ce Comité. Celui-ci adopte à la majorité de ses membres présents des avis qu'il transmet au Conseil.Le Conseil arrête le règlement intérieur du Comité des Experts à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.

Paragraphe 3 : De la Commission

Article 26 (modifié)

La Commission exerce, en vue du bon fonctionnement et de l'intérêt général de l'Union, les pouvoirs propres que lui confère le présent Traité. A cet effet, elle :

- transmet à la Conférence et au Conseil les recommandations et les avis qu'elle juge utiles à la préservation et au développement de l'Union ;
- exerce, par délégation expresse du Conseil et sous son contrôle, le pouvoir d'exécution des actes qu'il prend ;
- exécute le budget de l'Union ;
- recueille toutes informations utiles à l'accomplissement de sa mission ;
- établit un rapport général annuel sur le fonctionnement et l'évolution de l'Union qui est communiqué par son Président au Parlement et aux organes législatifs des Etats membres ;
- élabore un programme d'actions qui est soumis par son Président, à la session ordinaire du Parlement, qui suit sa nomination ;
- assure la publication du Bulletin officiel de l'Union.

Article 27 (modifié)

La Commission est composée de membres appelés Commissaires, ressortissants des Etats membres. Les Commissaires sont désignés par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur la base des critères de compétence et d'intégrité morale.Le mandat des membres de la Commission est de quatre (4) ans, renouvelable. Durant leur mandat, les membres de la Commission sont irrévocables, sauf en cas de faute lourde ou d'incapacité.

Toutefois, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement peut inviter la Commission à lui présenter sa démission, à la suite du vote d'une motion de censure par le Parlement.La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement peut également modifier le nombre des membres de la Commission.

Article 28

Les membres de la Commission exercent leurs fonctions en toute indépendance dans l'intérêt général de l'Union. Ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions de la part d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Les Etats membres sont tenus de respecter leur indépendance.Lors de leur entrée en fonction, les membres de la Commission s'engagent, par serment devant la Cour de Justice, à observer les obligations d'indépendance et d'honnêteté inhérentes à l'exercice de leur charge. Pendant la durée de leur mandat, ils n'exercent aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non.

Article 29

Les traitements, indemnités et pensions des membres de la Commission sont fixés par le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.

Article 30 (modifié)

Le mandat des membres de la Commission peut être interrompu par la démission ou par la révocation.La démission peut être individuelle ou collective. Elle est collective, lorsqu'elle intervient à l'invitation de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, suite au vote par le Parlement d'une motion de censure contre la Commission.La révocation est prononcée par la Cour de Justice à la demande du Conseil, pour sanctionner la méconnaissance des devoirs liés à l'exercice des fonctions de membre de la Commission.En cas d'interruption du mandat d'un membre de la Commission, l'intéressé est remplacé pour la durée de ce mandat restant à courir,Sauf révocation ou démission, les membres de la Commission demeurent en fonction jusqu'à leur remplacement.

Article 31

Le Gouverneur de la BCEAO participe de plein droit, avec voix consultative, aux réunions de la Commission. Il peut se faire représenter. Il peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour ou suggérer au Conseil d'inviter la Commission à prendre une initiative dans le cadre de sa mission.

Article 32

Les délibérations de la Commission sont acquises à la majorité simple de ses membres. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Article 33

Le Président de la Commission est désigné parmi les membres de celle-ci par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement pour un mandat de quatre (4) ans, renouvelable. Cette désignation se fera de manière à appeler successivement à la présidence de la Commission tous les Etats membres.Le Président de la Commission détermine l'organigramme des services de la Commission dans la limite du nombre de postes autorisés par le budget de l'Union. Il nomme aux différents emplois.

Article 34

La Commission arrête son règlement intérieur.

Section Il : De l'organe parlementaire (modifié)

Article 35 (nouveau)

Le Contrôle démocratique des organes de l'Union est assuré par un Parlement dont la création fait l'objet d'un Traité spécifique.Le Parlement participe au processus décisionnel et aux efforts d'intégration de l'Union dans les domaines couverts par le présent Traité.Le Parlement jouit de l'autonomie de gestion financière.Le Parlement se réunit en deux sessions ordinaires par an, sur convocation de son Président.La deuxième session ordinaire du Parlement est une session budgétaire.Le Parlement peut également se réunir en session extraordinaire, sur un ordre du jour précis.Le Parlement adopte son Règlement Intérieur, à sa session inaugurale.

Article 36 (modifié)

A l'initiative du Parlement ou à leur demande, le Président du Conseil, le Président et les membres de la Commission, le Gouverneur de la BCEAO, le Président de la BOAD et le Président de la Chambre Consulaire Régionale peuvent être entendus par le Parlement.
Article 37 (nouveau)
La composition, l'organisation et le fonctionnement du Parlement sont déterminés par voie d'acte additionnel de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement peut, après consultation duBureau du Parlement et du Conseil des Ministres, dissoudre le Parlement.

Section III : Des organes de contrôle juridictionnel

Article 38
Il est créé au niveau de l'Union deux organes de contrôle juridictionnel dénommés Cour de Justice et Cour des Comptes.Le statut, la composition, les compétences ainsi que les règles de procédures et de fonctionnement de la Cour de Justice et de la Cour des Comptes sont énoncés dans le protocole additionnel n°1.
Article 39
Le protocole additionnel n°I fait partie intégrante du présent Traité.

Section IV : Des organes consultatifs

Article 40
Il est créé au sein de l'Union un organe consultatif dénommé Chambre Consulaire Régionale, regroupant les chambres consulaires des Etats membres et dont les modalités de fonctionnement seront fixées par voie d'acte additionnel de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.D'autres organes consultatifs pourront être créés, en tant que de besoin, par voie d'acte additionnel de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Section V : Des institutions spécialisées autonomes

Article 41
La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) sont des institutions spécialisées autonomes de l'Union.Sans préjudice des objectifs qui leur sont assignés par le Traité de l'UMOA, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) concourent en toute indépendance à la réalisation des objectifs du présent Traité.

CHAPITRE Ill : DU REGIME JURIDIQUE DES ACTES PRIS PAR LES ORGANES DE L'UNION

Article 42 (modifié)
Pour l'accomplissement de leurs missions et dans les conditions prévues par le présent Traité :
- la Conférence prend des actes additionnels, conformément aux dispositions de l'article19 ;
- le Conseil édicte des règlements, des directives et des décisions ; il peut également formuler des recommandations et/ou des avis ;
- la Commission prend des règlements pour l'application des actes du Conseil et édicte des décisions ; elle peut également formuler des recommandations et/ou des avis ;
- Le Parlement prend des actes dont le régime juridique est déterminé par le Traité portant création de cet organe.
Article 43

Les règlements ont une portée générale. Ils sont obligatoires dans tous leurs éléments et sont directement applicables dans tout Etat membre.Les directives lient tout Etat membre quant aux résultats à atteindre.Les décisions sont obligatoires dans tous leurs éléments pour les destinataires qu'elles désignent.Les recommandations et les avis n'ont pas de force exécutoire.

Article 44

Les règlements, les directives et les décisions du Conseil et de la Commission sont dûment motivés.

Article 45

Les actes additionnels, les règlements, les directives et les décisions sont publiés au Bulletin Officiel de l'Union. Ils entrent en vigueur après leur publication à la date qu'ils fixent.Les décisions sont notifiées à leurs destinataires et prennent effet à compter de leur date de notification.

Article 46

Les décisions du Conseil ou de la Commission qui comportent, à la charge des personnes autres que les Etats, une obligation pécuniaire forment titre exécutoire.L'exécution forcée est régie par les règles de procédure civile en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel elle a lieu. La formule exécutoire est apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité du titre, par l'autorité nationale que le Gouvernement de chacun des Etats membres désignera à cet effet.Après l'accomplissement de ces formalités, l'exécution forcée peut être poursuivie en saisissant directement l'organe compétent selon la législation nationale.L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour de Justice. Toutefois, le contrôle de la régularité des mesures d'exécution relève de la compétence des juridictions nationales.

TITRE Ill : DU REGIME FINANCIER DE L'UNION

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 47 (modifié)

Le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, arrête le budget de l'Union sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement, avant le début de l'exercice budgétaire.Le budget comprend toutes les recettes de l'Union et toutes les dépenses des institutions du présent Traité à l'exception des institutions spécialisées autonomes que sont la BCEAO et la BOAD, ainsi que celles afférentes à la mise en œuvre des politiques communes.Le budget est équilibré en recettes et en dépenses.Le budget est exécuté par la Commission. Toutefois, le Parlement, la Cour deJustice et la Cour des Comptes jouissent de l'autonomie de gestion financière.

Article 48

L'Union est dotée de ressources propres qui assurent le financement régulier de son fonctionnement.

Article 49

Les ressources de l'Union sont soumises au principe de solidarité financière entre les Etats membres.Aucun Etat ne peut invoquer une équivalence entre sa contribution financière et les avantages qu'il tire de l'Union.

Article 50

L'Union ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités locales, des autres autorités publiques, d'autres organismes ou entreprises publiques d'un Etat membre.

Article 51

Sur proposition de la Commission, le Conseil adopte à l'unanimité les règlements financiers spécifiant notamment les modalités d'élaboration et d'exécution du budget ainsi que les règles de reddition et de vérification des comptes.Les règlements financiers instituent la règle de la séparation des ordonnateurs et des comptables.

Article 52

Avant sa transmission au Conseil, le projet de budget est soumis pour avis auComité des Experts visé à l'article 25.

Article 53

L'exercice budgétaire commence le 1er janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année.Au cas où le budget n'a pas pu être adopté avant le début de l'exercice budgétaire, les dépenses peuvent être effectuées mensuellement dans la limite du douzième des crédits ouverts au titre du budget de l'exercice précédent.

CHAPITRE II : DES RESSOURCES DE L'UNION

Article 54 (modifié)

Les ressources de l'Union proviennent notamment d'une fraction du produit du tarif extérieur commun (TEC) et des taxes indirectes perçues dans l'ensemble de l'Union. Ces ressources seront perçues directement par l'Union.Les actes prescrivant la perception de ces ressources sont adoptés, après consultation du Parlement.L'Union peut avoir recours aux emprunts, subventions et aides extérieures compatibles avec ses objectifs.

Article 55 (modifié)

A terme, une taxe à la valeur ajoutée (TVA) de l'Union sera instituée et se substituera à la fraction du produit des taxes indirectes nationales indiquée à l'article 54. Au besoin, des taxes additionnelles pourront être introduites par l'Union.Les projets d'actes relatifs à l'ensemble de ces taxes sont adoptés, après consultation du Parlement.

Article 56

Dans un délai de deux (2) ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et sur proposition de la Commission, arrête les modalités d'application des articles 54 et 55, conformément aux principes directeurs fixés par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement par voie d'acte additionnel.

Article 57

Durant la phase de mise en œuvre du régime de ressources propres de l'Union, qui ne doit pas dépasser trois (3) ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, il sera institué, par voie d'acte additionnel de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, un régime transitoire en vertu duquel le financement de la phase de démarrage de l'Union sera assuré notamment par la BCEAO et la BOAD.

CHAPITRE III : DES INTERVENTIONS DE L'UNION

Article 58

Les moins-values de recettes douanières subies par certains Etats membres du fait de la mise en place de l'union douanière font l'objet d'un traitement spécifique temporaire.Ce traitement comprend, durant une phase transitoire, un dispositif automatique de compensations financières, conditionnées à la mise en place progressive par les Etats membres concernés d'une nouvelle assiette et d'une nouvelle structure de leurs recettes fiscales.Les modalités d'application du système transitoire de compensations seront précisées par voie d'acte additionnel.

En vue du financement d'un aménagement équilibré duterritoire communautaire, l'Union pourra instituer des fonds structurels dont les modalités d'intervention seront précisées par voie d'acte additionnel de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

TITRE IV : DES ACTIONS DE L'UNION CHAPITRE 1 : DE L'HARMONISATION DES LEGISLATIONS

Article 60

Dans le cadre des orientations prévues à l'article 8, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement établit des principes directeurs pour l'harmonisation des législations des Etats membres. Elle identifie les

domaines prioritaires dans lesquels, conformément aux dispositions du présent Traité, un rapprochement des législations des Etats membres est nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Union. Elle détermine également les buts à atteindre dans ces domaines et les principes généraux à respecter.Dans l'exercice de ces fonctions, la Conférence tient compte des progrès réalisés en matière de rapprochement des législations des Etats de la région, dans le cadre d'organismes poursuivant les mêmes objectifs que l'Union.

Article 61

Le Conseil statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, sur proposition de la Commission, arrête les directives ou règlements nécessaires pour la réalisation des programmes mentionnés à l'article 60.

CHAPITRE II : DES POLITIQUES COMMUNES

Section I : De la politique monétaire

Article 62

La politique monétaire de l'Union est régie par les dispositions du Traité du 14 novembre 1973 constituant l'Union Monétaire Ouest africaine (UMOA) et par les textes subséquents. Sans préjudice des objectifs qui lui sont ainsi assignés, elle soutient l'intégration économique de l'Union.

Section Il : De la politique économique

Article 63

Les Etats membres considèrent leurs politiques économiques comme une question d'intérêt commun et les coordonnent au sein du Conseil en vue de la réalisation des objectifs définis à l'article 4 paragraphe b) du présent Traité. A cette fin, le Conseil met en place un dispositif de surveillance multilatérale des politiques économiques de l'Union dont les modalités sont fixées aux articles 64 à 75.

Article 64 (modifié)

Sur proposition de la Commission, le Conseil se prononce sur les grandes orientations des politiques économiques des Etats membres et de l'Union par voie de recommandations arrêtées à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.Ces orientations se rapportent aux objectifs économiques des pays membres et de l'Union, notamment aux objectifs :

- de croissance soutenue du revenu moyen
- de répartition des revenus ;
- de solde soutenable de la balance des paiements courants ;
- d'amélioration de la compétitivité internationale des économies de l'Union.

Elles tiennent également compte de l'exigence de compatibilité des politiques budgétaires avec les objectifs de la politique monétaire, en particulier celui de stabilité des prix.Le Conseil informe le Parlement de ses recommandations.

Article 65

1) Afin d'assurer une convergence durable de leurs performances économiques et d'établir les bases d'une croissance soutenable, les Etats membres mènent des politiques économiques qui respectent les grandes orientations visées à l'article 64 et les règles énoncées au point 3 ci-après.

2) Le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, sur proposition de la Commission :

- adopte les règles supplémentaires requises pour la convergence des politiques économiques nationales et leur mise en cohérence avec la politique monétaire de l'Union ;

- précise les règles prescrites dans cet article et détermine leurs modalités d'application ainsi que leur calendrier de mise en œuvre ;
- fixe les valeurs de référence des critères quantitatifs sur lesquels se fonde l'observation des règles de convergence.

En vertu des règles de convergence arrêtées par le Conseil, tout déficit excessif devra être éliminé et les politiques budgétaires devront respecter une discipline commune, consistant à soutenir les efforts pluriannuels d'assainissement budgétaire et d'amélioration de la structure des recettes et des dépenses publiques.

3) Les Etats membres harmonisent leurs politiques fiscales, selon la procédure prévue aux articles 60 et 61, pour réduire les disparités excessives prévalant dans la structure et l'importance de leurs prélèvements fiscaux.Les Etats membres notifient à la BCEAO et à la Commission toute variation de leur dette intérieure et extérieure.

La BCEAO et la Commission prêtent leur concours aux Etats membres qui souhaitent en bénéficier, dans la négociation ou la gestion de leur dette intérieure et extérieure.

Article 66 (modifié)

Le Conseil, sur proposition de la Commission, examine dans quelle mesure les politiques des prix et des revenus des Etats membres, ainsi que les actions de certains groupes économiques, sociaux ou professionnels sont susceptibles de contrarier la réalisation des objectifs de politique économique de l'Union. Il adopte, au besoin, à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, et sur proposition de la Commission, des recommandations et avis. Il en informe le Parlement et les organes consultatifs de l'Union.

Article 67

1)L'Union harmonise les législations et les procédures budgétaires, afin d'assurer notamment la synchronisation de ces dernières avec la procédure de surveillance multilatérale de l'Union. Ce faisant, elle assurel'harmonisation des Lois de Finances et des comptabilités publiques, en particulier des comptabilités générales et des plans comptables publics. Elle assure aussi l'harmonisation des comptabilités nationales et des données nécessaires à l'exercice de la surveillance multilatérale, en procédant en particulier à l'uniformisation du champ des opérations du secteur public et des tableaux des opérations financières de l'Etat.

2) Le Conseil adopte à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres les règlements et les directives nécessaires à la mise en œuvre des actions visées dans le présent article.

Article 68

1)Afin d'assurer la fiabilité des données budgétairesnécessairesà l'organisation de la surveillance multilatérale des politiques budgétaires, chaque Etat membre prend, au besoin, les dispositions nécessaires pour qu'au plus tard un (1) an après l'entrée en vigueur du présent Traité, l'ensemble de ses comptes puisse être contrôlé selon des procédures offrant les garanties de transparence et d'indépendance requises. Ces procédures doivent notamment permettre de certifier la fiabilité des données figurant dans les Lois de Finances initiales et rectificatives ainsi que dans les Lois de Règlement.

2) Les procédures ouvertes à cet effet au choix de chaque Etat membre sont les suivantes :
- recourir au contrôle de la Cour des Comptes de l'Union ;
- instituer une Cour des Comptes nationale qui pourra, le cas échéant, faire appel à un système d'audit externe. Cette Cour transmettra ses observations à la Cour des Comptes de l'Union.

3) Les Etats membres tiennent le Conseil et la Commission informés des dispositions qu'ils ont prises pour se conformer sans délai à cette obligation. La Commission vérifie que les garanties d'efficacité des procédures choisies sont réunies.

4) Le Conseil adopte à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres les règlements et directives nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions.

Article 69 (modifié)

Les Présidents des Cours des Comptes des Etats membres et les Conseillers de la Cour des Comptes de l'Union se réunissent au moins une fois par an, sur convocation du Président de la Cour des Comptes de l'Etat assurant la présidence de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, pour procéder à une évaluation des systèmes de contrôle des comptes et des résultats des contrôles effectués durant l'exercice écoulé.Ils établissent un rapport assorti, le cas échéant, de suggestions d'amélioration des systèmes de contrôle, visant notamment l'harmonisation des procédures et la fixation de normes communes de contrôle. Ce rapport se prononce sur la conformité des comptes transmis par les Etats membres à l'Union aux règles comptables et budgétaires de cette dernière, ainsi que sur leur fiabilité comptable. Il est transmis au Conseil, à la Commission et au Parlement.

Article 70

Pour les besoins de la surveillance multilatérale, les Etats membres transmettent régulièrement à la Commission toutes informations nécessaires, en particulier les données statistiques et les informations relatives aux mesures de politique économique.La Commission précise, par voie de décision, la nature des informations dont la transmission incombe aux Etats membres. Les données statistiques faisant foi pour l'exercice de la surveillance multilatérale de l'Union sont celles retenues par la Commission.

Article 71

Lorsqu'un Etat membre est confronté à des difficultés économiques et financières ou est susceptible de connaître de telles difficultés en raison d'événements exceptionnels, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut exempter, pour une durée maximale de six (6) mois, cet Etat membre du respect de tout ou partie des prescriptions énoncées dans le cadre de la procédure de surveillance multilatérale.Le Conseil, statuant ensuite à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, peut adresser à l'Etat membre concerné des directives portant sur les mesures à mettre en œuvre.Avant l'expiration de la période de six (6) mois mentionnée à l'alinéa premier, la Commission fait rapport au Conseil sur l'évolution de la situation dans l'Etat membre concerné et sur la mise en œuvre des directives qui lui ont été adressées. Au vu de ce rapport, le Conseil peut décider à l'unanimité, sur proposition de la Commission, de proroger la période d'exemption en fixant une nouvelle échéance.

Article 72 (modifié)

1) Dans le cadre de la procédure de surveillance multilatérale, la Commission transmet au Conseil et rend public un rapport semestriel d'exécution. Ce rapport rend compte de la convergence des politiques et des performances économiques ainsi que de la compatibilité de celles-ci avec la politique monétaire de l'Union. Il examine la bonne exécution, par les Etats membres, des recommandations faites par le Conseil en applicationdes articles 64 à 66. Il tient compte des programmes d'ajustement éventuellement en vigueur au niveau de l'Union et des Etats membres.Si un Etat membre ne satisfait pas aux exigences mentionnées au paragraphe précédent, la Commission fait, dans une annexe au rapport, des propositions de directives à son intention. Celles-ci spécifient les mesures rectificatives à mettre en œuvre. Sous réserve des dispositions prévues au paragraphe 2 du présent article, cette annexe n'est pas rendue publique.

2) Le Conseil prend acte du rapport d'exécution mentionné au paragraphe 1. Il adopte à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres les propositions de directives faites dans ce cadre par la Commission. Par dérogation à l'article 22 du présent Traité, il a la faculté d'amender celles-ci à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres. Il en informe le Parlement.Si le Conseil n'a pas été en mesure de réunir les conditions de majorité nécessaires à l'adoption d'une directive à l'issue du premier examen de celle-ci, la Commission a la faculté de rendre sa proposition publique.

Article 73

L'Etat membre destinataire d'une directive émise par le Conseil dans le cadre de la surveillance multilatérale, élabore en concertation avec la Commission et dans un délai de trente (30) jours, un programme de mesures rectificatives.La Commission vérifie la conformité des mesures envisagées à la directive du Conseil et à la politique économique de l'Union et tient compte des éventuels programmes d'ajustement en vigueur.

Article 74 (modifié)
L'exercice de la surveillance multilatérale de l'Union s'appuie sur le rapport de la Commission, les éventuelles directives du Conseil et les éventuels avis du Parlement, en vertu des procédures indiquées à l'article 72.
Le Conseil peut renforcer ces procédures par la mise en œuvre d'une gamme de mesures explicites, positives ou négatives, selon les modalités ci-après :
a) la mise en place effective, constatée par la Commission, d'un programme reconnu conforme au sens de l'article 73, offre à l'Etat membre concerné le bénéfice de mesures positives qui comprennent notamment :
- la publication d'un communiqué de la Commission ;
- le soutien de l'Union dans la recherche du financement requis pour l'exécution du pro- gramme de mesures rectificatives, conformément aux dispositions de l'article 75 ;
-un accès prioritaire aux ressources disponibles de l'Union.
b) Si un Etat membre n'a pas pu élaborer un programme rectificatif dans le délai prescrit à l'article 73 ou si la Commission n'a pas reconnu la conformité dudit programme à la directive du Conseil et à la politique économique de l'Union, ou enfin si la Commission constate l'inexécution ou la mauvaise exécution du programme rectificatif,elle transmet, dans les meilleurs délais, au Conseil un rapport assorti éventuellement de propositions de mesures négatives explicites. Elle a la faculté de rendre son rapport public.
c) L'examen des rapports et des propositions de sanctions mentionnés au para- graphe b) est inscrit de plein droit à l'ordre du jour d'une session du Conseil à la demande de la Commission.Le principe et la nature des sanctions font l'objet de délibérations séparées. Les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres. Par dérogation à l'article 22 du présent Traité, les propositions de sanctions peuvent être amendées par le Conseil à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.Le Conseil informe le Parlement des décisions prises.
d) Les sanctions explicites susceptibles d'être appliquées comprennent la gamme des mesures graduelles suivantes :
- la publication par le Conseil d'un communiqué, éventuellement assorti d'informations supplémentaires sur la situation de l'Etat concerné ;
- le retrait, annoncé publiquement, des mesures positives dont bénéficiait éventuellement l'Etat membre ;
- la recommandation à la BOAD de revoir sa politique d'interventions en faveur de l'Etat membre concerné
- la suspension des concours de l'Union à l'Etat membre concerné.
Par voie d'acte additionnel au présent Traité, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement peut compléter cette gamme de mesures par des dispositions complémentaires jugées nécessaires au renforcement de l'efficacité de la surveillance multilatérale de l'Union.
Article 75
A la demande d'un Etat membre éligible aux mesures positives en vertu de l'article 74 paragraphe a), l'Union apportera son aide à la mobilisation des ressources additionnelles nécessaires au financement des mesures rectificatives préconisées. A cette fin, la Commission utilise l'ensemble des moyens et l'autorité dont elle dispose pour appuyer l'Etat membre concerné dans les consultations et négociations requises.

Section III : Du marché commun

Paragraphe 1er : Dispositions générales

Article 76
En vue de l'institution du marché commun prévu à l'article 4 paragraphe c) du présent Traité, l'Union poursuit la réalisation progressive des objectifs suivants :
a) l'élimination, sur les échanges entre les pays membres, des droits de douane, des restrictions quantitatives à l'entrée et à la sortie, des taxes d'effet équivalent et de toutes autres mesures d'effet

équivalent susceptibles d'affecter lesdites transactions, sous réserve du respect des règles d'origine de l'Union qui seront précisées par voie de protocole additionnel ;
b) l'établissement d'un tarif extérieur commun (TEC) ;
c) l'institution de règles communes de concurrence applicables aux entreprises publiques et privées ainsi qu'aux aides publiques ;
d) la mise en œuvre des principes de liberté de circulation des personnes, d'établissement et de prestations de services ainsi que de celui de liberté de mouvements des capitaux requis pour le développement du marché financier régional ;
e) l'harmonisation et la reconnaissance mutuelle des normes techniques ainsi que des procédures d'homologation et de certification du contrôle de leur observation.

Paragraphe 2: De la libre circulation des marchandises

Article 77
En vue de la réalisation de l'objectif défini à l'article 76 paragraphe a), les Etats membres s'abstiennent, dès l'entrée en vigueur du présent Traité :
a) d'introduire entre eux tous nouveaux droits de douane à l'importation et à l'exportation ainsi que toutes taxes d'effet équivalent et d'augmenter ceux qu'ils appliquent dans leurs relations commerciales mutuelles ;
b) d'introduire entre eux de nouvelles restrictions quantitatives à l'exportation ou à l'importation ou des mesures d'effet équivalent, ainsi que de rendre plus restrictifs les contingents, normes et toutes autres dispositions d'effet équivalent.Conformément aux dispositions de l'article XXIV (5) (a) de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT), l'Union s'assure que l'incidence globale des droits de douane et des autres règlements du commerce vis-à-vis des pays tiers n'est pas plus restrictive que celle des dispositions en vigueur avant la création de l'Union.

Article 78
Sur proposition de la Commission, le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, détermine conformément aux dispositions de l'article 5 du présent Traité, le rythme et les modalités d'élimination, sur les échanges entre les pays membres, des droits de douane, des restrictions quantitatives et de toutes autres mesures d'effet équivalent. Il arrête les règlements nécessaires.Le Conseil tient compte des incidences de l'unification des marchés nationaux sur l'économie et les finances publiques des Etats membres, en créant des fonds de compensation et de développement.
Article 79
Sous réserve des mesures d'harmonisation des législations nationales mises en œuvre par l'Union, les Etats membres conservent la faculté de maintenir et d'édicter des interdictions ou des restrictions d'importation, d'exportation et de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé ou de la vie des personnes et des animaux, de préservation de l'environnement, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique et de protection de la propriété industrielle et commerciale.Les interdictions ou restrictions appliquées en vertu de l'alinéa précédent ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce entre les Etats membres.Les Etats membres notifient à la Commission toutes les restrictions maintenues en vertu de l'alinéa premier du présent article. La Commission procède à une revue annuelle de ces restrictions en vue de proposer leur harmonisation ou leur élimination progressive.
Article 80
Sur proposition de la Commission, le Conseil arrête à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres un schéma relatif à l'harmonisation et à la reconnaissance mutuelle des normes techniques et sanitaires ainsi que des procédures d'homologation et de certification en vigueur dans les Etats membres.

Article 81
Le Conseil arrête, sur proposition de la Commission et à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, les règlements nécessaires à la mise en œuvre du schéma mentionné à l'article 80.

Paragraphe 3 : De la politique commerciale

Article 82
En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article 76 paragraphes a) et b) du présent Traité, le Conseil adopte à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres, sur proposition de la Commission :
a)les mesures relatives à l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres nécessaires aufonctionnementdel'union douanière ;
b) les règlements relatifs au tarif extérieur commun (TEC) ;
c) les règlements fixant le régime de la politique commerciale avec les Etats tiers ;
d) le régime applicable aux produits du cru et de l'artisanat.
Article 83
Dans la réalisation des objectifs définis à l'article 76 du présent Traité, l'Union respecte les principes de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT) en matière de régime commercial préférentiel. Elle tient compte de la nécessité de contribuer au développement harmonieux du commerce intra-africain et mondial, de favoriser le développement des capacités productives à l'intérieur de l'Union, de protéger les productions de l'Union contre les politiques de dumping et de subventions des pays tiers.
Article 84
L'Union conclut des accords internationaux dans le cadre de la politique commerciale commune selon les modalités suivantes :
- la Commission présente des recommandations au Conseil qui l'autorise à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres à ouvrir les négociations nécessaires ;
- la Commission conduit ces négociations en consultation avec un Comité désigné par leConseil et dans le cadre des directives élaborées par celui-ci.Les accords mentionnés à l'alinéa premier sont conclus par le Conseil à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.
Si les accords mentionnés à l'article 84 sont négociés au sein d'organisations internationales au sein desquelles l'Union ne dispose pas de représentation propre, les Etats membres conforment leurs positions de négociation aux orientations définies par le Conseil à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et sur proposition de la Commission.Lorsque des négociations en cours au sein d'organisations internationales à caractère économique sont susceptibles d'avoir une incidence sur le fonctionnement du marché commun, sans pour autant relever des compétences de l'Union, les Etats membres coordonnent leurs positions de négociation.
Article 86
Le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres sur proposition de la Commission, fixe par voie de règlement les modalités selon lesquelles les Etats membres sont autorisés à prendre, par dérogation aux règles générales del'union douanière et de la politique commerciale commune, des mesures de protection destinées à faire face à des difficultés graves dans un ou plusieurs secteurs de leurs économies.

Les mesures de sauvegarde adoptées en vertu des règlements pris en application de l'alinéa précédent ne peuvent excéder une durée de six (6) mois, éventuellement renouvelable. Elles doivent être autorisées par la Commission, tant dans leur durée que dans leur contenu, avant leur entrée en vigueur.
Article 87
Les Etats membres s'abstiennent de conclure de nouvelles conventions d'établissement. Ils alignent, dans les meilleurs délais possibles, les conventions existantes sur les mesures d'harmonisation des

législations visées à l'article 23 du Protocole Additionnel n°2, conformément à la procédure prévue aux articles 60 et 61.

Paragraphe 4 : Des règles de concurrence

Article 88
Droit :
Un (1) an après l'entrée en vigueur du présent Traité, sont interdits de plein
a) les accords, associations et pratiques concertées entre entreprises, ayant pour objet ou pour effet de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur de l'Union ;
b) toutes pratiques d'une ou de plusieurs entreprises, assimilables à un abus de position dominante sur le marché commun ou dans une partie significative de celui-ci
c) les aides publiques susceptibles de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.
Article 89
Le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et sur proposition de la Commission, arrête dès l'entrée en vigueur du présent Traité par voie de règlements, les dispositions utiles pour faciliter l'application des interdictions énoncées à l'article 88.Il fixe, selon cette procédure, les règles à suivre par la Commission dans l'exercice du mandat que lui confère l'article 90 ainsi que les amendes et astreintes destinées à sanctionner les violations des interdictions énoncées dans l'article 88.Il peut également édicter des règles précisant les interdictions énoncées dans l'article 88 ou prévoyant des exceptions limitées à ces règles afin de tenir compte de situations spécifiques.
Article 90
La Commission est chargée, sous le contrôle de la Cour de Justice, de l'application des règles de concurrence prescrites par les articles 88 et 89. Dans le cadre de cette mission, elle dispose du pouvoir de prendre des décisions.

Paragraphe 5 : De la libre circulation des personnes, des services et des capitaux

Article 91 (modifié)
1) Sous réserve des limitations justifiées par des motifs d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique, les ressortissants d'un Etat membre bénéficient sur l'ensemble du territoire de l'Union de la liberté de circulation et de résidence qui implique :
- l'abolition entre les ressortissants des Etats membres de toute discrimination fondée sur la nationalité, en ce qui concerne la recherche et l'exercice d'un emploi, à l'exception des emplois dans la Fonction Publique ;
- le droit de se déplacer et de séjourner sur le territoire de l'ensemble des Etats membres ;
- le droit de continuer à résider dans un Etat membre après y avoir exercé un emploi.
2) Le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement, arrête dès l'entrée en vigueur du présent Traité, par voie de règlement ou de directive, les dispositions utiles pour faciliter l'usage effectif des droits prévus au paragraphe 1.
3) Selon la procédure prévue au paragraphe 2, le Conseil adopte des règles :
a) précisant le régime applicable aux membres des familles des personnes faisant usage de ces droits ;
b) permettant d'assurer aux travailleurs migrants et à leurs ayants droit la continuité de la jouissance des prestations susceptibles de leur être assurées au titre des périodes d'emploi successives sur le territoire de tous les Etats membres ;
c) précisant la portée des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.

Article 92 (modifié)
1) Les ressortissants d'un Etat membre bénéficient du droit d'établissement dans l'ensemble du territoire de l'Union.
2) Sont assimilées aux ressortissants des Etats membres, les sociétés et personnes morales constituées conformément à la législation d'un Etat membre et ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur de l'Union.
3) Le droit d'établissement comporte l'accès aux activités non salariées et leur exercice ainsi que la constitution et la gestion d'entreprises, dans les conditions définies par la législation du pays d'établissement pour ses propres ressortissants, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.
4) Le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres et sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement, arrête dès l'entrée en vigueur du présent Traité, par voie de règlement ou de directive, les dispositions utiles pour faciliter l'usage effectif du droit d'établissement.
5) L'article 91, paragraphe 3, est applicable, mutatis mutandis.
Article 93
Les ressortissants de chaque Etat membre peuvent fournir des prestations de services dans un autre Etat membre dans les mêmes conditions que celles que cet Etat membre impose à ses propres ressortissants, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique et sans préjudice des exceptions prévues par le présent Traité.L'article 91, paragraphe 3, et l'article 92, paragraphes 2 et 4, sont applicables, mutatis mutandis.
Article 94
Par dérogation aux articles 92 et 93 et sous réservedesmesures d'harmonisation des législations nationales mises en œuvre par l'Union, les Etats membres peuvent maintenir des restrictions à l'exercice, par des ressortissants d'autres Etats membres ou par des entreprises contrôlées par ceux-ci, de certaines activités lorsque ces restrictions sont justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique, de santé publique ou par d'autres raisons d'intérêt général.Les Etats membres notifient à la Commission toutes restrictions maintenues en vertu des dispositions du paragraphe précédent. La Commission procède à une revue annuelle de ces restrictions en vue de proposer leur harmonisation ou leur élimination progressive.
Article 95
Selon la procédure prévue aux articles 60 et 61, il est procédé à l'harmonisation des dispositions nationales réglementant l'exercice de certaines activités économiques ou professions ainsi qu'à l'abolition des restrictions maintenues en vertu de l'article 93, en vue de faciliter le développement du marché commun et notamment du marché financier régional.
Article 96
Dans le cadre du présent Traité, les restrictions aux mouvements, à l'intérieur de l'Union, des capitaux appartenant à des personnes résidant dans les Etats membres sont interdites.
Article 97
1) L'article 96 ne porte pas atteinte au droit des Etats membres à :
a) prendre des mesures indispensables pour prévenir les infractions à leur législation fiscale ;
b) prévoir éventuellement des dispositions afin de renforcer les moyens d'information statistique sur les mouvements de capitaux ;
c) prendre des mesures justifiées par des raisons d'ordre public ou de sécurité publique.
2) La libre circulation des capitaux liés à l'investissement direct dans les entreprises définies à l'article 92 paragraphe 2 ne préjuge pas de la possibilité d'appliquer des restrictions en matière de droit d'établissement compatibles avec les dispositions du présent Traité.
3) Les mesures et procédures visées aux paragraphes 1 et 2 ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée à la libre circulation des capitaux définie à l'article 96.
Article 98

Sans préjudice de l'application du Traité de l'UMOA, le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres sur proposition de la Commission, arrête dès l'entrée en vigueur du présent Traité, par voie de règlement ou de directive, les dispositions utiles pour faciliter l'exercice de l'usage effectif des droits prévus aux articles96 et 97.

Article 99

Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, les Etats membres s'abstiennent d'introduire toute nouvelle restriction à l'exercice des droits prévus aux articles 93 à 96. Aucune restriction existante ne peut être maintenue si elle constitue un moyen de discrimination arbitraire ou une restriction déguisée à l'exercice de ces droits.

Article 100

Pour la réalisation des objectifs définis à l'article 76 du présent Traité, l'Union prend en compte les acquis des organisations sous régionales africaines auxquelles participent ses Etats membres.

CHAPITRE Ill : DES POLITIQUES SECTORIELLES

Article 101

En vue de compléter les politiques économiques communes menées au niveau de l'Union, il est institué un cadre juridique définissant les politiques sectorielles devant être mises en œuvre par les Etats membres.Ces politiques sectorielles sont énoncées et définies dans le protocole additionnel n° Il.

Article 102

Le protocole additionnel n° Il fait partie intégrante du présent Traité.

TITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE I : DE L'ADMISSION DE NOUVEAUX ETATS MEMBRES ET DE MEMBRES ASSOCIES

Article 103 (modifié)

Tout Etat ouest africain peut demander à devenir membre de l'Union. Il adresse sa demande à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui se prononce sur rapport de la Commission.

Les conditions d'adhésion et les adaptations du présent Traité que celle-ci entraîne font l'objet d'un accord entre les Etats membres et l'Etat demandeur, après avis conforme du Parlement de l'UEMOA.Cet accord est soumis à la ratification des Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.Toutefois, si l'adhésion n'entraîne que des adaptations d'ordre purement technique, l'accord peut être approuvé par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Article 104 (modifié)

Tout Etat africain peut demander à participer à une ou plusieurs politiques de l'Union en qualité de membre associé.Les conditions d'une telle association font l'objet d'un accord entre l'Etat demandeur et l'Union, après avis conforme du Parlement de l'UEMOA.L'accord est conclu par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Article 105

La langue de travail de l'Union est le français. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement peut ajouter d'autres langues de travail.

CHAPITRE Il : DE LA REVISION ET DE LA DENONCIATION DU TRAITE DE L'UNION

Article 106

Tout Etat membre ou la Commission peut soumettre à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des propositions tendant à modifier le présent Traité.Les modifications approuvées par la Conférence des

Chefs d'Etat et de Gouverne- ment entrent en vigueur après avoir été ratifiées par tous les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 107

Le présent Traité peut être dénoncé par tout Etat membre.Sauf dispositions spéciales adoptées par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, il cesse d'avoir effet à l'égard de l'Etat en question le dernier jour du sixième mois suivant la date de réception de la dénonciation par l'Etat dépositaire.En cas de dénonciation, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement apporte par voie d'acte additionnel les adaptations aux dispositions du présent Traité découlant de cette dénonciation.

TITRE VI : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES CHAPITRE I : DE LA MISE EN PLACE DES ORGANES DE L'UNION

Article 108

Au cours de la première session du Conseil suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, il est procédé à la constitution de la Commission.La Commission entre en fonction dès sa constitution.

Article 109

La Cour de Justice est constituée dans un délai de six (6) mois après l'entrée en vigueur du présent Traité. La Cour de Justice entre en fonction dès la nomination de ses membres. Elle établit son règlement de procédures dans un délai de trois (3) mois à compter de son entrée en fonction. Les délais d'introduction des recours courent à compter de la date de publication de ce règlement.

Article 110

Le premier exercice financier s'étend de la date d'entrée en vigueur du Traité jusqu'au 31 décembre suivant. Toutefois, cet exercice s'étend jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle d'entrée en vigueur du Traité, si celle-ci intervient au cours du deuxième semestre.En attendant l'adoption du statut des fonctionnaires et du régime applicable aux autres agents de l'Union, le personnel nécessaire est recruté par la Commission qui conclut à cet effet des contrats à durée déterminée.

Article 111

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement détermine le Siège de la
Commission, de la Cour de Justice et de la Cour des Comptes.

CHAPITRE II : DE LA REVISION DU TRAITE DE L'UMOA

Article 112

En temps opportun, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement adoptera unTraitéfusionnant le Traité de l'UMOA et le présent Traité.En attendant cette fusion, le Traité de l'UMOA est modifié conformément aux dispositions des article 113 à 115 ci-après.

Article 113

1) L'article 1er

"L'Union Monétaire Ouest Africaine constituée entre les Etats signataires du présent Traité se caractérise par la reconnaissance d'une même unité monétaire dont l'émission est confiée à un institut d'émission commun prêtant son concours auxéconomies nationales, sous le contrôle des Gouvernements, dans les conditions définies ci-après ".est complété par :

"Le Traité constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) est complété par le Traité de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), ci-après dénommé Traité de l'UEMOA".

2) L'article 2 alinéa 2

"Les modalités de son adhésion seront convenues par accord entre son Gouvernement et les Gouvernements des Etats membres de l'Union sur proposition du Conseil des Ministres de l'Union institué par le Titre III ci-après."est rédigé comme suit :

"Les modalités d'admission sont arrêtés selon la procédure prévue à l'article 103 du Traité de l'UEMOA".

3) L'article 4

"Les Etats signataires s'engagent, sous peine d'exclusion automatique de l'Union, à respecter les dispositions du présent Traité et des textes pris pour son application, notamment en ce qui concerne :

1- les règles génératrices de l'émission,

2 - la centralisation des réserves monétaires,

3 - la libre circulation des signes monétaires et la liberté des transferts entre

Etats de l'Union,

4 - les dispositions des articles ci-après.

La Conférence des Chefs d'Etat de l'Union constatera, à l'unanimité des Chefs d'Etat des autres membres de l'Union, le retrait de celle-ci d'un Etat n'ayant pas respecté les engagements ci-dessus. Le Conseil des Ministres en tirera les conséquences qui s'imposeraient pour la sauvegarde des intérêts de l'Union."est rédigé comme suit :

"Les Etats membres s'engagent, sous peine d'exclusion automatique de l'Union, à respecter les dispositions du présent Traité, du Traité de l'UEMOA et des textes pris pour leur application, notamment en ce qui concerne :

(i) les règles génératrices de l'émission,

(ii) la centralisation des réserves monétaires,

(iii) la libre circulation des signes monétaires et la liberté des transferts entre Etats de l'Union,

(iv) les dispositions des articles ci-après.Conformément à la procédure prévue à l'article 6 du protocole additionnel n°I, la Cour de Justice de l'Union est compétente pour connaître des manquements des Etats membres aux obligations qui leur incombent en vertu du Traité de l'Union.Si l'Etat membre qui n'a pas respecté ses engagements ne s'est pas exécuté suite à l'invitation prévue à l'article 6 dudit protocole, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement constatera, à l'unanimité des Chefs d'Etat et de Gouvernement des autres Etats membres de l'Union, le retrait de cet Etat. L'article 107 alinéas 3 du Traité de l'UEMOA s'applique par analogie.En outre, le Conseil, statuant à l'unanimité de ses membres, peut prendre les mesures qui s'imposeraient pour la sauvegarde des intérêts de l'Union."

Article 114

L'article 5"Les Chefs des Etats membres de l'Union réunis en Conférence constituent l'autorité suprême de l'Union.La Conférence des Chefs d'Etat décide de l'adhésion de nouveaux membres, prend acte du retrait et de l'exclusion des membres de l'Union et fixe le siège de son institut d'émission.La Conférence des Chefs d'Etat tranche toute question n'ayant pu trouver une solution par accord unanime du Conseil des Ministres de l'Union et que celui-ci soumet à sa décision.Les décisions de la Conférence, dénommées <actes de la Conférence>, sont prises à l'unanimité.La Conférence siège pendant une année civile dans chacun des Etats de l'Union à tour de rôle dans l'ordre alphabétique de leur désignation.Elle se réunit au moins une fois l'an et aussi souvent que nécessaire, à l'initiative du Président en exercice ou à la demande d'un ou plusieurs des Chefs d'Etat membre de l'Union.La présidence de la Conférence est assurée par le Chef de l'Etat membre dans lequel siège la Conférence.

Le Président en exercice fixe les dates et les lieux des réunions et arrête l'ordre du jour des travaux.En cas d'urgence, le Président en exercice peut consulter à domicile les autresChefs d'Etat de l'Union par une procédure écrite.."est complété par l'alinéa suivant:

"Le Président de la Commission, le Gouverneur de la BCEAO et le Président de la BOAD peuvent assister aux réunions de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement pour exprimer les points de vue de leur institution sur les points de l'ordre du jour qui les concernent."

Article 115

1) L'article 7 dernier alinéa

"Pour l'exécution de son mandat, le Président du Conseil des Ministres peut recueillir information et assistance de l'Institut d'Emission de l'Union. Celui-ci pourvoit à l'organisation des séances du Conseil des Ministres et à son secrétariat."est modifié comme suit:

"Le Conseil peut inviter la Commission, la BCEAO et la BOAD à lui soumettre des rapports et à prendre toute initiative utile à la réalisation des objectifs de l'Union. La Commission, la BCEAO et la BOAD pourvoient à l'organisation des séances du Conseil des Ministres et à son secrétariat."
2) L'article 8
" Le Gouverneur de l'Institut d'Emission de l'Union assiste aux réunions du Conseil des Ministres. Il peut demander à être entendu par ce dernier. Il peut se faire assister par ceux de ses collaborateurs dont il estime le concours nécessaire."est rédigé comme suit:
"Le Président de la Commission ou un membre de celle-ci ainsi que le Gouverneur de la BCEAO et le Président de la BOAD assistent aux réunions du Conseil. Ils peuvent demander à être entendus par ce dernier. Ils peuvent se faire assister par ceux de leurs collaborateurs dont ils estiment le concours nécessaire."

CHAPITRE III : DE L'ENTREE EN VIGUEUR DU TRAITE MODIFIE DE L'UEMOA

Article 116
LeprésentTraité sera ratifié par les Hautes PartiesContractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République du Sénégal.Le présent Traité entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'Etat signataire qui procédera le dernier à cette formalité. Toutefois, si le dépôt a lieu moins de quinze (15) jours avant le début du mois suivant, l'entrée en vigueur du Traité sera reportée au premier jour du deuxième mois suivant la date de ce dépôt.

En foi de quoi, ont apposé leur signature au bas du présent Traité, le 29 janvier 2003.

Pour la République du Bénin Pour la République du Mali

S.E. MATHIEU KEREKOU S.E. AMADOU TOUMANI TOURE
Président de la République Président de la République

Pour le Burkina Faso Pour la République du Niger

S.E. PARAMANGA ERNEST YONLI S.E. MAMADOU TANDJA
Premier Ministre du Burkina Faso Président de la République

Pour la République de Côte d'Ivoire Pour la République du Sénégal

S.E. FATIMATA TANOE TOURE S.E. ABDOULAYE WADE Ambassadeur de la République Président de la République de Côte d'Ivoire au Sénégal

Pour la République de Guinée-Bissau Pour la République Togolaise

S.E. KOUMBA YALA S.E. GNASSINGBE EYADEMA
Président de la République Président de la République

Compilations établies par le Haut Commissariat des droits de l'homme sur les huit (8) Etats membres de l'UEMOA, conformément aux résolutions du Conseil des droits de l'homme.

Nations Unies A/HRC/WG.6/14/BEN/2

Assemblée générale

Distr. générale
13 août 2012
Français
Original: anglais/français

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quatorzième session
22 octobre-5 novembre 2012

Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme

Bénin

Le présent rapport est une compilation des renseignements figurant dans les rapports des organes conventionnels, des procédures spéciales, y compris les observations et les commentaires de l'État intéressé, et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, et dans d'autres documents officiels des Nations Unies. Il est présenté sous une forme résumée en raison des limites fixées à la longueur des documents. Pour le texte complet, voir le document cité en référence. Le rapport ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat, autres que celles qui figurent dans les rapports publics et les déclarations diffusés par celui-ci. Il suit les directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme dans sa décision 17/119. Les sources des renseignements donnés sont systématiquement indiquées dans les notes. Pour établir le rapport, il a été tenu compte de la périodicité de l'Examen et des faits nouveaux enregistrés pendant la période considérée.

GE.12-15963 (F) 110912 120912

Merci de recycler

I. Renseignements d'ordre général et cadre

A. Étendue des obligations internationales[1]

Instruments universels relatifs aux droits de l'homme[2]

	Situation lors du cycle précédent	*Faits nouveaux depuis l'Examen*	*Non ratifié/non accepté*
Ratification, adhésion ou succession	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (2001) Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1992) Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1992) Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1992) Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1992) Protocole facultatif à la Convention contre la torture (2006) Convention relative aux droits de l'enfant (1990) Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (2005) Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (2005) Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (signature seulement, 2005) Convention relative aux droits des personnes handicapées (signature seulement, 2008)	Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (signature seulement, 2010)	Deuxième Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques

	Situation lors du cycle précédent	*Faits nouveaux depuis l'Examen*	*Non ratifié/non accepté*
Réserves, déclarations et/ou interprétations			
Procédures de plainte[3]	Premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 1 (1992) Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, art. 1 et 8 (signature seulement, 2000) Protocole facultatif à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, art. 1 et 6 (signature seulement, 2008) Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, art. 20 (1992)		Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, art. 14 Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, art. 1, 10 et 11 Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 41 Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, art. 21 et 22 Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, art. 5, 12 et 13 Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, art. 76 et 77 Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, art. 30, 31, 32 et 33

Autres principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

	Situation lors du cycle précédent	*Faits nouveaux depuis l'Examen*	*Non ratifié*
Ratification, adhésion ou succession	Statut de Rome de la Cour pénale internationale Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et au Protocole de 1967 s'y rapportant[4] Conventions de Genève du 12 août 1949 et les Protocoles additionnels s'y rapportant[5] Protocole de Palerme[6] Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail[7] Convention de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement	Convention relative au statut des apatrides de 1954 et Convention sur la réduction des cas d'apatridie de 1961[8]	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide Troisième Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949[9] Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail[10] Convention n° 189 de l'Organisation internationale du Travail[11]

1. En 2008, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a invité le Bénin à envisager de ratifier, notamment, la Convention relative aux droits des personnes handicapées ainsi que le Protocole facultatif s'y rapportant, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail[12].

B. Cadre constitutionnel et législatif

2. En 2008, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a recommandé au Bénin de veiller à ce que les droits énoncés dans le Pacte soient directement applicables devant les tribunaux nationaux, à ce que le recours au Pacte en tant que source du droit interne soit encouragé et à ce que la jurisprudence sur l'application du Pacte par les tribunaux nationaux soit systématiquement recueillie[13].

3. En 2008, le Sous-Comité pour la prévention de la torture (SPT) a noté que, malgré les mesures prises en vue d'intégrer la définition de la torture au sens de l'article premier de la Convention contre la torture, il n'existait pas de définition formelle de la torture en droit béninois. Il a également noté que le projet de code pénal communiqué par le Bénin ne contenait pas de définition de la torture et n'érigeait pas la torture en infraction pénale spécifique. Il a demandé au Bénin d'associer des organisations non gouvernementales et des experts universitaires à la révision de la législation nationale, notamment à l'examen des projets de code pénal et de code de procédure pénale, visant à les aligner sur les dispositions de la Convention[14]. En 2011, dans ses réponses au SPT, le Bénin a indiqué que les organisations non gouvernementales, les experts universitaires et les acteurs judiciaires avaient été associés en octobre 2009 à la révision du code de procédure pénale visant à le rendre conforme aux dispositions de la Convention contre la torture et d'autres instruments internationaux des droits de l'homme auxquels le Bénin était partie; le même exercice était envisagé pour le Code pénal[15].

4. En 2011, la Commission d'experts de l'Organisation internationale du Travail sur l'application des conventions et des recommandations (Commission d'experts de l'OIT) a demandé au Bénin de prendre les mesures nécessaires pour que les motifs de la couleur et de l'ascendance nationale soient inclus dans la liste des discriminations interdites explicitement dans le Code du travail. Elle a invité le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs contre toute discrimination par l'inclusion de la définition de la discrimination directe et indirecte et son interdiction explicite[16].

C. Cadre institutionnel et infrastructures des droits de l'homme; mesures de politique générale

Situation des institutions nationales des droits de l'homme[17]

Institution nationale des droits de l'homme[18]	*Statut d'accréditation précédent*	*Statut d'accréditation actuel*
Commission béninoise des droits de l'homme	C (2002)	C (2002)

5. En 2008, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a relevé avec préoccupation que la Commission béninoise des droits de l'homme était dotée du statut d'organisation non gouvernementale et a recommandé au Bénin de renforcer son statut juridique et d'assurer son indépendance ainsi que son financement adéquat, conformément aux Principes de Paris[19]. En 2009, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation a indiqué que la Commission des droits de l'homme était un organisme public mais qu'elle jouissait d'un certain degré d'autonomie qui lui permettait d'émettre des critiques à l'encontre des politiques menées par le Gouvernement. Il a ajouté qu'un comité œuvrait à la réforme de la Commission afin de la rendre conforme aux Principes de Paris: la Commission des droits de l'homme, dans ses modalités de fonctionnement, ne bénéficiait que d'un statut «C» auprès du Comité international de coordination des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme. L'efficacité de cet organe avait jusqu'alors été très limitée, notamment en raison de l'absence de tout financement public[20].

6. En 2008, le SPT a noté qu'il y avait un projet de loi relatif à la mise en place de l'Observatoire national de prévention de la torture[21]. Il a évoqué plusieurs sujets de préoccupation au sujet de sa composition et de son autonomie, et sur le fait que ses modalités de travail seraient fixées par décret ministériel[22]. Dans ses réponses de 2011, les autorités du Bénin ont pris bonne note des recommandations du SPT concernant l'Observatoire[23].

II. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

A. Coopération avec les organes conventionnels[24]

1. État de la soumission des rapports

Organe conventionnel	*Observations finales prises en considération pour l'Examen précédent*	*Dernier rapport soumis depuis l'Examen précédent*	*Observations finales les plus récentes*	*État de la soumission des rapports*
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	--	--	--	Premier au troisième rapports attendus depuis 2002, 2004 et 2006, respectivement
Comité des droits économiques, sociaux et culturels	Mai 2002	2006	Mai 2008	Troisième rapport attendu depuis 2010
Comité des droits de l'homme	Novembre 2004	-	-	Deuxième rapport attendu depuis 2008
Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	Juillet 2005	2011	-	Quatrième rapport en attente d'examen (en 2013) Cinquième rapport attendu depuis 2009
Comité contre la torture	Novembre 2007	-	-	Troisième rapport attendu depuis 2011
Comité des droits de l'enfant	Septembre 2006	-	-	Troisième au cinquième rapports attendus depuis 2011 Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants: rapports initiaux attendus depuis 2007

2. Réponses aux demandes de renseignements des organes conventionnels concernant la suite donnée à des recommandations spécifiques

Observations finales

Organe conventionnel	*Réponse attendue en*	*Concernant*	*Réponse soumise en*
Comité des droits de l'homme	2005	Mutilation génitale féminine, utilisation abusive du système de garde à vue, torture et traitements cruels, inhumains ou dégradants, conditions de détention	-
Comité contre la torture	2008	Expulsion, non-refoulement et extradition; conditions de détention	-
Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	-	-	-
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	-	-	-

Constatations

Organe conventionnel	*Nombre de constatations*	*Situation*
-	-	-

Visites de pays et/ou enquêtes d'organes conventionnels

Organe conventionnel	*Date*	*Concernant*
Sous-Comité pour la prévention de la torture	Mai 2008	Progrès réalisés concernant le mécanisme national de prévention et situation des personnes privées de liberté

B. Coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales[25]

	Situation lors du cycle précédent	*Situation actuelle*
Invitation permanente	Non	Non
Visites effectuées		Droit à l'alimentation (11-20 mars 2009)[26]
Accord de principe pour une visite		
Visite demandée		
Réponses aux lettres d'allégations et aux appels urgents	Pendant la période considérée, aucune communication n'a été envoyée	

C. Coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

7. Depuis sa création en 2008, le bureau régional du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour l'Afrique de l'Ouest, installé à Dakar, a apporté une aide considérable au Bénin[27]. En 2009, des représentants des autorités béninoises ont suivi deux cours de formation sur l'établissement de rapports destinés aux organes conventionnels et sur la Convention internationale sur la protection de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, organisés par le bureau régional, en collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie[28]. En 2010, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a donné des conseils juridiques et techniques au Bénin sur le renforcement de la Commission béninoise des droits de l'homme, conformément aux Principes de Paris[29]. Le bureau régional a également aidé le Bénin à préparer l'examen de la situation par le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel[30].

8. En 2011, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a fourni au Bénin des conseils techniques en matière de mise au point de plans de lutte contre la discrimination raciale[31]. Des juges, des avocats et d'autres professionnels de l'administration judiciaire ont participé à un séminaire organisé par le Haut-Commissariat et par le Comité sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants. Lors de ce séminaire, le Bénin s'est engagé à sensibiliser la population à la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels, à susciter l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans les juridictions internes, et à promouvoir l'inclusion des normes internationales en matière de droits de l'homme, parallèlement à la jurisprudence nationale, régionale et internationale en la matière, dans le programme des institutions universitaires et dans les programmes de formation aux fonctions judiciaires[32].

III. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme

A. Égalité et non-discrimination

9. Malgré les mesures législatives adoptées par le Bénin pour promouvoir l'égalité des hommes et des femmes, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est dit préoccupé par la persistance des traditions et attitudes stéréotypées qui ont un effet négatif sur la jouissance égale par les femmes des droits économiques, sociaux et culturels. Il a invité le Bénin à prendre des mesures en vue de surmonter les traditions et attitudes stéréotypées à l'égard des droits des femmes et de leur rôle dans la société[33]. Également à ce propos, la Commission d'experts de l'OIT a rappelé qu'il importait de veiller à ce que les femmes ne fassent pas l'objet de discrimination en matière d'accès à certaines professions et de lutter contre les conceptions stéréotypées des aptitudes professionnelles des femmes et de leur rôle dans la société pour mettre en œuvre le principe d'égalité entre hommes et femmes[34].

10. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est aussi dit préoccupé par le fait que les enfants nés hors mariage n'avaient les mêmes droits et obligations que les «enfants légitimes» que lorsqu'ils étaient reconnus par leur père, et avec certaines réserves touchant au droit successoral. Il a invité le Bénin à envisager d'amender le Code des personnes et de la famille afin de garantir l'égalité pleine entre les enfants nés dans le cadre du mariage et les enfants nés hors mariage, et de supprimer du langage juridique l'expression «enfants légitimes»[35].

B. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

11. En 2008, le SPT a recommandé que toutes les condamnations à mort soient commuées en condamnations à perpétuité afin qu'il y ait une possibilité de révision et, éventuellement, de libération[36]. Il a aussi recommandé que les condamnés à mort bénéficient de conditions satisfaisantes, y compris d'un espace pour dormir, et que le régime et les restrictions auxquels ils sont soumis soient revus[37].

12. Le SPT a noté les allégations de mauvais traitements corporels de personnes privées de liberté par des policiers ou des gendarmes[38]. Il a recommandé qu'aucun objet autre que l'équipement normal fourni aux policiers ne puisse se trouver dans les commissariats, que dès leur réception dans les commissariats, tous les objets saisis comme éléments de preuve soient répertoriés, étiquetés et conservés en toute sécurité, qu'un système efficace, confidentiel et indépendant en matière de plaintes soit en place concernant la torture ou les traitements cruels, inhumains ou dégradants infligés pendant la détention et, enfin, que soit mis en place un dispositif d'enquête, de signalement et d'enregistrement pour chaque décès qui se produisait en prison[39]. En particulier, il a recommandé qu'il soit procédé à une enquête indépendante sur le traitement des personnes en garde à vue par les agents du commissariat de police de Dantokpa et de la gendarmerie de Bohicon[40]. Dans leurs réponses de 2011, les autorités béninoises ont indiqué que la Direction des droits de l'homme avait été instruite pour diligenter l'enquête à la brigade de gendarmerie de Bohicon et avait rendu compte des recommandations formulées pour garantir l'accès à l'eau des gardés à vue de cette unité[41]. Elles ont ajouté qu'il n'y avait pas eu de décès en garde à vue provoqué par des mauvais traitements ni d'allégations de mauvais traitements infligés par des gendarmes[42].

13. Le SPT et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels se sont dits préoccupés par les conditions d'incarcération déplorables et la surpopulation carcérale[43]. En ce qui concerne la surpopulation, les deux organes ont fait des recommandations similaires; ils ont notamment recommandé au Bénin d'adopter une stratégie concertée pour réduire la population carcérale en substituant au placement en détention d'autres mesures, telles que les mesures non privatives de liberté pour les mineurs, la liberté provisoire, le régime de semi-liberté ou la libération sous caution, les peines de travaux d'intérêt général, les mesures de réparation et de restitution, et le respect des délais légaux prévus pour traiter chaque affaire[44]. En ce qui concerne les conditions matérielles dans les prisons, les deux organes ont aussi fait des recommandations analogues sur les mesures particulières à mettre en place pour que toutes les personnes détenues reçoivent une nourriture suffisante et de l'eau potable, aient accès à des installations sanitaires, fassent de l'exercice dehors quotidiennement, disposent d'un endroit propre où se tenir, reçoivent des soins médicaux, et aient accès à l'éducation et à d'autres activités[45].

14. Le SPT a noté qu'un régime d'autogestion se pratiquait à l'intérieur des prisons béninoises et a recommandé de soumettre ce système d'autogestion à la surveillance attentive de l'administration pénitentiaire pour empêcher les abus ou la corruption; il a aussi recommandé d'assumer le contrôle des prisons pour assurer la sécurité des uns face à la violence des autres, et d'élaborer une politique claire en matière de gestion de la violence entre détenus[46].

15. Le SPT a recommandé au Bénin de prendre diverses mesures afin de garantir les droits des personnes privées de liberté, notamment le droit d'aviser la famille, le droit de notification du placement en garde à vue, le droit à disposer de l'aide juridictionnelle, le droit d'avoir accès à un avocat et à un médecin et le droit de recevoir des visites des membres de la famille; il lui a recommandé de prendre les mesures nécessaires pour que le personnel soit formé au respect de ces droits[47]. Le SPT a noté, en particulier, que l'information des personnes privées de liberté sur leurs droits n'était nullement

systématique et a recommandé que la législation soit modifiée afin d'expliciter leurs droits aux personnes privées de liberté, et de former le personnel des forces de l'ordre afin qu'il informe ces personnes de leurs droits et les aide à les exercer dès le début de la privation de liberté[48].

16. Le SPT a recommandé que la durée légale maximum de quarante-huit heures de la garde à vue au-delà de laquelle tout détenu doit être présenté à un tribunal ait pour pendant un système d'audiences judiciaires permettant de respecter ce délai dans la pratique[49].

17. Le SPT a relevé que 81 % de la population carcérale du Bénin était en détention préventive et qu'elle pouvait être détenue avec des condamnés, dans le même établissement. Il a recommandé que soit mis en place un mécanisme permanent de réexamen, à intervalle régulier, de la durée de la détention préventive des personnes incarcérées[50].

18. Le SPT a rappelé au Bénin qu'aucun moyen de contrainte ne devait être utilisé sur des personnes placées en garde à vue ou enfermées en cellule disciplinaire. Il lui a recommandé de renoncer à l'utilisation d'entraves, de chaînes et de fers, et de mettre au point un programme spécial de formation pour l'ensemble du personnel pénitentiaire[51].

19. Le SPT a relevé que la pratique concernant l'établissement des procès-verbaux d'audience relatifs à la garde à vue et à la privation de liberté variait considérablement selon les locaux visités et que pour certaines des personnes détenues, il n'existait aucune trace officielle de leur garde à vue. Il a recommandé qu'un registre normalisé et unifié soit mis au point sur tout le territoire du Bénin pour permettre l'enregistrement exhaustif et en temps réel de toutes les informations essentielles concernant chaque personne privée de liberté, que le personnel soit formé pour en faire un usage approprié et régulier, et que soient officiellement consignés les renseignements relatifs à la privation de liberté de toutes les personnes, quelle que soit leur situation en droit[52].

20. Le SPT a recommandé que les plaintes portées contre la police et la gendarmerie soient instruites par des organismes indépendants et que les services de police et de gendarmerie se dotent d'un système interne de contrôle régulier de la garde à vue portant tant sur les aspects juridiques que sur les conditions matérielles de la détention[53]. Il a aussi recommandé que toutes les procédures disciplinaires soient autorisées et mises en œuvre par l'administration pénitentiaire et fassent l'objet de règles dûment établies et enregistrées, dont tous les détenus devraient être informés[54].

21. Dans leurs réponses de 2011, les autorités béninoises ont accueilli favorablement les recommandations relatives à la privation de liberté par la police et la gendarmerie, ainsi que toutes les autres recommandations du SPT. Elles ont fait part de leur intention de collaborer avec les institutions publiques concernées afin de mettre en œuvre les recommandations[55]. Elles se sont aussi félicitées de la coopération entretenue avec le SPT, qui avait permis d'améliorer les conditions carcérales et de garantir une meilleure protection des personnes privées de liberté, mais déploraient cependant la quasi-inexistence d'une base de données pouvant donner plus de visibilité aux actions de prévention et sollicitaient en conséquence l'appui du SPT dans ce domaine[56].

22. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est dit préoccupé par la persistance de la violence familiale, y compris le viol conjugal, particulièrement dans le contexte des mariages forcés, par l'absence de dispositions érigeant spécifiquement la violence familiale en délit, et par la réticence des victimes à porter plainte et par celle des juges, des procureurs et des membres de la police à intervenir au titre des dispositions pénales existantes. Le Comité a instamment prié le Bénin d'adopter des dispositions pénales faisant expressément référence à la violence familiale et au viol conjugal en tant que délits et prévoyant des mesures de protection; d'assurer aux juges, aux procureurs et aux membres de la police une formation pour l'application rigoureuse des dispositions

pénales pertinentes; de mettre en place des programmes d'assistance aux victimes et de sensibiliser davantage la population[57].

23. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels restait préoccupé par le fait que, malgré les efforts entrepris par le Bénin en vue de combattre la pratique des mutilations génitales féminines (excisions), notamment par l'adoption de la loi n° 2003-03 (2003) et de la loi n° 2003-04 du 3 mars 2003, incriminant cette pratique et interdisant toutes formes de violences contre la femme et de sévices sexuels sur la personne humaine, cette pratique persistait dans certaines régions du Bénin, et par le fait que la loi relative à la répression de cette pratique et la loi relative à la santé sexuelle et à la reproduction n'étaient pas suivies d'effet. Le Comité a recommandé au Bénin d'assurer aux juges, aux procureurs et aux membres de la police une formation à l'application rigoureuse de ces deux lois, de mener des campagnes de sensibilisation visant à combattre et à éliminer cette pratique traditionnelle et de renforcer les programmes d'assistance aux victimes ainsi que les programmes de réorientation des exciseuses et le soutien financier à celles qui cessent leur activité. Il a prié le Bénin de fournir des informations sur les mesures prises et des données ventilées actualisées sur le nombre de cas signalés d'excisions, ainsi que sur les condamnations et les sanctions pénales prononcées contre les responsables[58].

24. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est dit préoccupé par les informations sur les cas d'infanticide touchant les enfants dits «sorciers», par exemple les nourrissons handicapés ou ceux dont la mère décède après l'accouchement, qui étaient motivés par des croyances traditionnelles. Il a recommandé au Bénin de prévenir et de faire cesser ces infanticides en adoptant des dispositions pénales réprimant cette pratique et en organisant des campagnes destinées à sensibiliser les autorités locales, les médecins, les sages-femmes et la population en général au caractère criminel de cette pratique[59].

25. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est dit préoccupé par la prévalence du travail des enfants, notamment par l'exploitation économique et l'abus fréquent d'enfants engagés comme employés domestiques ou «vidomégons». Il a demandé au Bénin de lui indiquer les mesures prises, et leurs résultats, en vue de lutter contre cette pratique et de mettre fin à la pratique des «vidomégons», et de fournir des informations sur l'assistance accordée aux victimes et à leur famille[60]. En 2011, la Commission d'experts de l'Organisation internationale du Travail a émis l'espoir que le projet de décret portant fixation de la liste des travaux dangereux prévoyant l'interdiction du travail domestique des enfants de moins de 18 ans serait adopté rapidement[61].

26. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a salué l'adoption de la loi n° 2006-04 (2006) portant conditions de déplacement des mineurs et répression de la traite des enfants, et l'élaboration d'un plan national de lutte contre la traite des enfants à des fins d'exploitation de leur travail[62]. Néanmoins, il s'est dit préoccupé par le nombre élevé de personnes victimes de la traite à partir du Bénin et à l'intérieur de celui-ci, à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé. Il s'est inquiété de ce qu'aucune disposition pénale spécifique n'interdise la traite des adultes. Il a recommandé au Bénin de lutter contre la traite des personnes, en assurant aux victimes un accès adéquat aux programmes d'aide et aux programmes de protection des témoins et en assurant aux membres de la police, aux procureurs et aux juges une formation à la stricte application des dispositions pénales qui répriment le délit de traite. Il lui a recommandé d'envisager l'adoption d'une loi relative à la répression de la traite des adultes, d'allouer des fonds suffisants à la mise en œuvre du plan national de lutte contre la traite des enfants ainsi qu'aux comités locaux œuvrant à la protection des enfants, et d'intensifier sa coopération avec les États voisins[63]. En 2011, la Commission d'experts de l'Organisation internationale du Travail a fait des recommandations analogues. Elle a prié le Gouvernement de fournir des informations sur le nombre de condamnations et de sanctions pénales prononcées, et sur les mesures prises ou envisagées pour renforcer la coopération entre les pays qui avaient adopté une feuille de

route à l'issue de la conférence régionale tenue à Cotonou en mai 2010 sur le thème de la lutte contre la traite d'enfants aux fins d'exploitation de leur travail en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale[64].

27. En 2011, notant que les mesures adoptées pour combattre la traite concernaient principalement les enfants, la Commission d'experts de l'Organisation internationale du Travail a demandé au Gouvernement d'indiquer les mesures prises pour élargir la portée de ces mesures à toutes les victimes[65].

28. En 2008, le SPT a recommandé que l'interdiction des châtiments corporels soit consacrée par la loi[66].

C. Administration de la justice et primauté du droit

29. Le SPT a noté qu'aucune disposition législative béninoise n'interdisait d'invoquer un moyen de preuve obtenu par la torture. Il a recommandé de n'exercer aucune pression pour obtenir l'aveu d'un détenu, d'envisager de réexaminer la législation afin de garantir le droit de garder le silence et de ne pas fonder de condamnation pénale sur le seul aveu[67].

30. Le SPT a noté que le droit béninois ne comportait pas de dispositions prévoyant une assistance judiciaire gratuite et a recommandé que le Bénin garantisse aux personnes sans ressources suffisantes l'accès à une assistance judiciaire[68]. Dans leurs réponses de 2011, les autorités béninoises ont indiqué que l'accès à l'aide juridictionnelle pour les personnes dont les revenus étaient insuffisants était prévu dans le cadre de la révision du code de procédure pénale[69].

31. Le SPT a noté qu'il n'existait pas de locaux spéciaux de détention pour les enfants. Il a recommandé que les enfants ne soient pas placés en garde à vue, si ce n'était véritablement en dernier recours, que les détenus adultes et adolescents soient effectivement séparés, y compris les femmes adultes des adolescentes, que leurs droits soient pleinement et clairement expliqués aux enfants, qu'un membre de la famille soit immédiatement informé de la garde à vue de l'enfant concerné, qu'aucun enfant ne soit soumis à un interrogatoire sans qu'un adulte de confiance soit présent, et qu'aucune entrave ne soit appliquée à un enfant dans une cellule de garde à vue[70].

D. Droit au respect de la vie privée, mariage et vie de famille

32. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a salué l'adoption de la loi n° 2002-07 portant Code des personnes et de la famille, qui interdit la polygamie, fixe à 18 ans l'âge de mariage pour les hommes et les femmes, et prévoit que «les coutumes cessent d'avoir force de loi en toutes matières régies par le Code»[71].

33. Le Comité s'est dit préoccupé par les informations selon lesquelles de nombreux enfants béninois n'avaient pas été enregistrés à la naissance, ce qui les empêcherait d'accéder aux services de santé et à l'éducation[72]. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement au Bénin (PCNUAD Bénin 2009-2013) a déclaré que beaucoup d'enfants ne disposent pas d'acte de naissance, situation qui les rend vulnérables à la traite et à l'exploitation économique qui font partie des phénomènes les plus inquiétants dans le pays[73]. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a recommandé l'instauration d'une obligation d'enregistrement de la part des autorités publiques et des services de santé et de l'éducation, la délivrance d'actes de naissance aux enfants non enregistrés et la suppression des frais de dossier[74].

E. Liberté de religion ou de conviction, liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, et droit de participer à la vie publique et politique

34. En 2011, tout en ayant pris note des indications du Gouvernement selon lesquelles les lois relatives à la presse étaient dépassées et devaient être amendées pour être mises en conformité avec les conventions internationales, la Commission d'experts de l'Organisation internationale du Travail a émis l'espoir qu'un nouveau projet de loi serait adopté dans un proche avenir et que la législation régissant le secteur de la presse et des communications audiovisuelles serait modifiée de manière à ce qu'aucune sanction comportant un travail obligatoire ne puisse être imposée pour le simple fait d'exprimer des opinions politiques ou de manifester pacifiquement une opposition à l'ordre politique, social ou économique établi[75].

F. Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables

35. En 2008, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a noté avec préoccupation le taux très élevé de chômage sur le marché de l'emploi formel et s'est inquiété de ce que le secteur informel représente 95 % des actifs, dont plus de la moitié sont des femmes. Il a demandé au Bénin de fournir des informations sur les résultats des mesures prises en vue d'augmenter les possibilités d'emploi dans le secteur formel, de prendre des mesures visant à réduire le secteur informel et de fournir des données actualisées sur le taux de chômage, ventilées par sexe, âge, zones urbaines et rurales, et groupes ethniques[76].

36. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est aussi dit préoccupé par le nombre limité de travailleurs couverts par les systèmes de sécurité sociale. Il a recommandé au Bénin d'assurer à toutes les personnes, sans distinction de leur secteur de travail, une couverture par les régimes de sécurité sociale leur accordant des prestations adéquates d'assurance contre les principaux risques de la vie[77].

37. En 2010, la Commission d'experts de l'Organisation internationale du Travail a noté les observations faites par la Confédération internationale des syndicats, en date du 26 août 2009, qui faisaient état d'actes d'intimidation envers les dirigeants des principales centrales syndicales qui avaient déclenché en 2008 une grève générale de protestation contre la baisse du pouvoir d'achat. La Commission a prié le Gouvernement de répondre aux observations concernant des actes de discrimination et d'intimidation des autorités envers des dirigeants syndicaux, au besoin en diligentant une enquête[78].

38. En 2011, la Commission d'experts de l'Organisation internationale du Travail a demandé au Gouvernement de prendre des mesures adéquates pour améliorer la compréhension du principe d'égalité de rémunération entre hommes et femmes pour un travail de valeur égale, et en particulier du concept de «travail de valeur égale» par les partenaires sociaux, de façon à ce qu'ils puissent assurer que ce principe soit pleinement reproduit dans les conventions collectives. Elle a aussi demandé au Gouvernement de fournir des informations sur les mesures envisagées et, surtout, sur la manière dont ces mesures permettraient d'améliorer, d'une part, la représentation des femmes dans la fonction publique et, d'autre part, d'y réduire les écarts de rémunération entre hommes et femmes[79].

G. Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant

39. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a réitéré sa préoccupation quant au pourcentage important de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté national. Il a recommandé au Bénin d'allouer des fonds suffisants à la mise en œuvre de sa stratégie de réduction de la pauvreté, de veiller à la pleine intégration dans ladite stratégie des droits économiques, sociaux et culturels, et de s'engager spécifiquement à répondre aux besoins des personnes et groupes défavorisés et marginalisés[80].

40. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a relevé avec préoccupation que 43 % de la population béninoise souffrait de malnutrition chronique. Il a recommandé au Bénin d'intensifier ses efforts pour compenser les effets négatifs sur le budget familial de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, en particulier en ce qui concernait les personnes et les familles défavorisées et marginalisées, afin de combattre la malnutrition et la faim[81].

41. En 2009, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation a encouragé les autorités publiques du Bénin à adopter une stratégie nationale visant à la réalisation du droit à l'alimentation, conformément à l'Observation générale n° 12 (1999) du Comité sur les droits économiques, sociaux, et culturels. Une telle stratégie devait arrêter des dates clefs, des objectifs et des indicateurs pour la réalisation de ce droit. Elle devait être adoptée de manière participative, conformément à la directive 3.8 des Directives volontaires de la FAO à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale[82]. Le Rapporteur spécial a souligné qu'il était souhaitable que l'adoption d'une stratégie nationale sur la réalisation du droit à l'alimentation fournisse l'occasion d'un débat public portant sur la réorientation de l'agriculture, prenant en considération l'ensemble de ces dimensions (sociale, environnementale et de santé publique), et posant la question des alternatives disponibles. Le Bénin pouvait tirer profit encore plus utilement de plusieurs techniques, systèmes et innovations agronomiques de type agroécologique, misant sur les atouts naturels des écosystèmes plutôt que sur l'utilisation systématique d'intrants extérieurs coûteux comme les engrais et les pesticides. Ces alternatives étaient déjà utilisées à faible échelle au Bénin, bien que l'expérience du Centre Songhaï à Porto-Novo − qui constituait une référence pour toute la région de Afrique de l'Ouest − ait fait la démonstration de la capacité d'atteindre des niveaux élevés de productivité à l'hectare par des techniques d'agriculture durable et de transformation agroalimentaires intégrées et en harmonie avec les cultures locales[83].

42. Le Rapporteur spécial a aussi relevé que l'amélioration des systèmes et des capacités de stockage de céréales était cruciale pour le Bénin. Le stockage des denrées agricoles permettait en effet aux producteurs de ne pas devoir vendre à des intermédiaires en période de récolte, lorsque le prix était le plus faible. Le système d'achat des récoltes aux producteurs par l'Office national de sécurité alimentaire faisait l'objet de controverses dans le secteur agricole. Les prix, les périodes et les zones d'intervention étaient remis en question par de nombreux acteurs. Une meilleure information sur les choix pratiqués et surtout une plus grande implication des organisations de producteurs, y compris dans la fixation des prix, permettraient de dégager un consensus nécessaire à une relance de l'agriculture impliquant le plus grand nombre d'acteurs[84].

43. Le Rapporteur spécial a aussi engagé le Bénin à poursuivre ses efforts visant à la relance de l'agriculture, en ancrant ces efforts dans la perspective de la réalisation du droit à l'alimentation; à procéder à une étude d'impact sur le droit à l'alimentation avant la conclusion de toute négociation commerciale, suivant un processus participatif; à renforcer la protection du droit des populations urbaines pauvres à la sécurité sociale; et à s'assurer que chacun ait un accès sans discrimination aux avantages sociaux que prévoit la législation nationale[85].

44. Le Rapporteur spécial a recommandé qu'une attention particulière soit portée à la pérennité des projets pilotes menés par des communautés locales ou des organisations non gouvernementales en matière d'agriculture durable et que le potentiel de la recherche participative soit exploité. Il a aussi recommandé de renforcer les capacités des paysans les plus vulnérables en augmentant les capacités de stockage des récoltes, notamment celles de l'Office national d'appui à la sécurité alimentaire; l'investissement dans de nouvelles infrastructures; et, enfin, en créant des mécanismes d'assurance adaptés aux besoins du monde agricole, notamment face aux risques liés aux phénomènes météorologiques[86].

45. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a noté avec préoccupation que les logements sociaux pour les personnes et les familles défavorisées et marginalisées demeuraient insuffisants, la plupart d'entre eux étant réservés aux employés du secteur public. Il a recommandé au Bénin de donner des informations sur les résultats de la mise en œuvre de sa politique de sécurité foncière visant à fournir à toute personne un logement adéquat, en particulier en ce qui concernait les personnes et les familles défavorisées et marginalisées[87].

46. Le PCNUAD Bénin 2009-2013 a déclaré que beaucoup de Béninois n'avaient pas accès à des sources d'eau potable et qu'un nombre encore plus élevé ne disposait pas de latrines ou de toilettes. En outre, dans certaines localités du pays, la qualité de l'eau était sujette à question. Associés au manque d'éducation en matière de santé et d'hygiène de vie, ces phénomènes étaient souvent la cause de nombreuses maladies[88].

H. Droit à la santé

47. En 2008, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a recommandé au Bénin de donner des informations sur le système de santé public et privé, notamment en ce qui concernait la couverture des soins de santé primaires pour toute la population[89].

48. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a aussi salué l'adoption de la loi n° 2005-31 du 10 avril 2006 portant prévention, prise en charge et contrôle du VIH/sida, la diminution du taux de prévalence du VIH/sida, et la distribution gratuite des médicaments antirétroviraux aux malades[90].

49. Le PCNUAD Bénin 2009-2013 a indiqué que, s'agissant de la pandémie du VIH/sida, la persistance des comportements à risque et la faiblesse de la couverture du pays en matière de prévention et de prise en charge demeuraient des défis importants à relever[91].

50. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est dit préoccupé par le taux élevé de mortalité maternelle et infantile ainsi que par l'accès limité des femmes et des jeunes filles aux services de santé génésique et aux consultations prénatales en zones rurales. Il a recommandé au Bénin d'intensifier ses efforts pour que les femmes et les jeunes filles enceintes reçoivent des soins médicaux adéquats lors de la grossesse, et pendant et après l'accouchement, que les femmes et les jeunes filles aient accès aux services de santé génésique et aux consultations prénatales, y compris en zones rurales, et de veiller à ce qu'elles soient sensibilisées à l'importance de la santé sexuelle et de la procréation[92]. Le Comité a également recommandé que l'état de santé des nourrissons soit régulièrement suivi. Le PCNUAD Bénin 2009-2013 a formulé des commentaires et recommandations similaires[93].

I. Droit à l'éducation

51. En 2008, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est félicité du fait que l'enseignement maternel et primaire était gratuit dans les institutions d'éducation

publique du Bénin[94]. Néanmoins, il s'est dit préoccupé par des informations faisant état d'un faible taux de scolarisation dans l'enseignement primaire en zones rurales et dans l'enseignement secondaire, en particulier en ce qui concernait les filles. Il a recommandé au Bénin d'accroître le taux de scolarisation aux niveaux primaire et secondaire, en particulier dans les zones rurales et en ce qui concernait les filles, au moyen de l'augmentation du nombre de salles de classe et d'enseignants, du financement des manuels scolaires et des repas de midi, et par des campagnes publiques de sensibilisation à l'importance de l'éducation, y compris pour les filles[95]. En 2011, la Commission d'experts de l'Organisation internationale du Travail a fait des recommandations similaires, visant à ce que les enfants de moins de 14 ans ne travaillent pas[96]. Le PCNUAD Bénin 2009-2013 a ajouté que pour contribuer au maintien des enfants à l'école, des actions seraient menées qui porteraient notamment sur l'amélioration de la couverture et de la qualité des cantines scolaires, l'acquis des compétences de la vie et des soins de santé dans les écoles, et un meilleur accès des adultes, en particulier des femmes, à une alphabétisation fonctionnelle en vue de créer les conditions d'une meilleure scolarisation des enfants[97].

J. Droits culturels

52. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a noté avec regret l'insuffisance d'informations sur les mesures prises par le Bénin en vue de protéger son patrimoine linguistique et culturel, et en particulier les différentes langues et les différents dialectes[98].

K. Personnes handicapées

53. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a invité le Bénin à envisager d'adopter une loi spécifique garantissant les droits des personnes handicapées et interdisant toute discrimination à leur égard[99].

Notes

[1] Unless indicated otherwise, the status of ratifications of instruments listed in the table may be found in *Multilateral Treaties Deposited with the Secretary-General: Status as at 1 April 2009* (ST/LEG/SER.E/26), supplemented by the official website of the United Nations Treaty Collection database, Office of Legal Affairs of the United Nations Secretariat, http://treaties.un.org/. Please also refer to the United Nations compilation on Benin from the previous cycle (A/HRC/WG.6/2/BEN/2).

[2] The following abbreviations have been used for this document:

ICERD	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
OP-ICESCR	Optional Protocol to ICESCR
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights
ICCPR-OP 1	Optional Protocol to ICCPR
ICCPR-OP 2	Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women
OP-CEDAW	Optional Protocol to CEDAW
CAT	Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment
OP-CAT	Optional Protocol to CAT
CRC	Convention on the Rights of the Child
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography
OP-CRC-IC	Optional Protocol to CRC on communications

ICRMW	International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families
CRPD	Convention on the Rights of Persons with Disabilities
OP-CRPD	Optional Protocol to CRPD
CPED	International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance.

[3] A table in the previous UPR compilation contained the following information under Recognition of specific competences of treaty bodies: Individual complaints: ICCPR-OP 1, art 1; OP-CEDAW, art. 1; OP-CRPD, art. 1; OP-ICESCR, art. 1; OP-CRC-IC, art. 5; ICERD, art. 14; CAT, art. 22; ICRMW, art. 77; and CPED, art. 31; Inquiry procedure: OP-CEDAW, art. 8; CAT, art. 20; CPED, art. 33; OP-CRPD, art. 6; OP-ICESCR, art. 11; and OP-CRC-IC, art. 13; Inter-State complaints: ICCPR, art. 41; ICRMW, art. 76; CPED, art. 32; CAT, art. 21; OP-ICESCR, art. 10; and OP-CRC-IC, art. 12; Urgent action: CPED, art. 30.

[4] 1951 Convention relating to the Status of Refugees and its 1967 Protocol.

[5] Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field (First Convention); Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea (Second Convention); Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War (Third Convention); Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (Fourth Convention); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts (Protocol II). For the official status of ratifications, see Federal Department of Foreign Affairs of Switzerland, at www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/intla/intrea/chdep/warvic.html.

[6] Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime.

[7] International Labour Organization Convention No. 29 concerning Forced or Compulsory Labour; Convention No. 105 concerning the Abolition of Forced Labour; Convention No. 87 concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organise; Convention No. 98 concerning the Application of the Principles of the Right to Organise and to Bargain Collectively; Convention No. 100 concerning Equal Remuneration for Men and Women Workers for Work of Equal Value; Convention No. 111 concerning Discrimination in Respect of Employment and Occupation; Convention No. 138 concerning Minimum Age for Admission to Employment; Convention No. 182 concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour.

[8] 1954 Convention relating to the Status of Stateless Persons and 1961 Convention on the Reduction of Statelessness.

[9] Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Adoption of an Additional Distinctive Emblem (Protocol III).

[10] ILO Convention No. 169 (1989) concerning Indigenous and Tribal Peoples in Independent Countries.

[11] ILO Convention No. 189 (2011) concerning Decent Work for Domestic Workers.

[12] E/C.12/BEN/CO/2, paras. 34, 51 and 52.

[13] Ibid., para. 30.

[14] CAT/OP/BEN/1, paras. 30 and 318.

[15] CAT/OP/BEN/1/Add.1, para. 3.

[16] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Direct Request concerning Discrimination (Employment and Occupation) Convention No. 111 (1958), 2011, Geneva, doc. (ILOLEX) 092011BEN111, second paragraph.

[17] For the list of national human rights institutions with accreditation status granted by the International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights (ICC), see A/HRC/20/10, annex.

[18] According to article 5 of the rules of procedure for the International Coordinating Committee (ICC) Sub-Committee on Accreditation, the different classifications for accreditation used by the Sub-Committee are: A: Voting Member (fully in compliance with each of the Paris Principles), B: Non-Voting Member (not fully in compliance with each of the Paris Principles or insufficient information provided to make a determination); C: No Status (not in compliance with the Paris Principles).

[19] E/C.12/BEN/CO/2, paras. 8 and 29.

[20] A/HRC/13/33/Add.3, para. 11.
[21] CAT/OP/BEN/1, para. 17.
[22] Ibid., paras. 20, 21, 22, 23 and 317.
[23] CAT/OP/BEN/1/Add.1, para. 2.
[24] The following abbreviations have been used for this document:

CERD	Committee on the Elimination of Racial Discrimination
CESCR	Committee on Economic, Social and Cultural Rights
HR Committee	Human Rights Committee
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination against Women
CAT	Committee against Torture
CRC	Committee on the Rights of the Child
SPT	Subcommittee on Prevention of Torture.

[25] For the titles of special procedures, see www.ohchr.org/EN/HRBodies/SP/Pages/Themes.aspx and www.ohchr.org/EN/HRBodies/SP/Pages/Countries.aspx.
[26] A/HRC/13/33/Add.3.
[27] OHCHR, Strategic Management Plan 2008–2009, p. 51.
[28] OHCHR, Annual Report 2009, p. 86.
[29] OHCHR, Annual Report 2010, p. 255.
[30] Ibid., p. 127.
[31] OHCHR, Annual Report 2011, p. 401.
[32] Ibid., pp. 417–418.
[33] E/C.12/BEN/CO/2, paras. 4, 14 and 35.
[34] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Direct Request concerning Discrimination (Employment and Occupation) Convention No. 111 (1958), 2011, Geneva, doc. (ILOLEX) 092011BEN111, para. 7.
[35] E/C.12/BEN/CO/2, paras. 11 and 32.
[36] CAT/OP/BEN/1, paras. 298 and 320.
[37] Ibid., paras. 291 and 320.
[38] Ibid., para. 133.
[39] Ibid., paras. 137, 223, 302, 319 and 320.
[40] Ibid., paras. 143 and 319.
[41] CAT/OP/BEN/1/Add.1, para. 59.
[42] Ibid., paras. 73 and 74.
[43] CAT/OP/BEN/1, paras. 110 and 147, and E/C.12/BEN/CO/2, para. 23.
[44] E/C.12/BEN/CO/2, para. 44 and CAT/OP/BEN/1, paras. 153, 192 and 320.
[45] Ibid., para. 44 and CAT/OP/BEN/1, paras. 125, 126, 128, 129, 131, 190, 204, 208, 211, 214, 217, 246, 270, 273, 275, 276, 277, 280, 319 and 320. See also CAT/OP/BEN/1, para. 191.
[46] CAT/OP/BEN/1, paras. 168, 175, 265, 287, 288 and 320.
[47] Ibid., paras. 82, 85, 87, 92, 284, 297, 319 and 320. See also CAT/OP/BEN/1, para. 178.
[48] Ibid., paras. 69, 71, 72 and 319.
[49] Ibid., paras. 59 and 319.
[50] Ibid., paras. 154, 155, 160 and 320.
[51] Ibid., paras. 132, 229, 243, 258, 319 and 320.
[52] Ibid., paras. 61, 64, 65, 68 and 319.
[53] Ibid., paras. 97, 103 and 319.
[54] Ibid., paras. 246 and 320.
[55] CAT/OP/BEN/1/Add.1, para. 5.
[56] Ibid., paras. 77–79.
[57] E/C.12/BEN/CO/2, paras. 17 and 38.
[58] Ibid., paras. 4, 26 and 47.
[59] Ibid., paras. 19 and 40.
[60] Ibid., paras. 20 and 41.
[61] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Direct Request concerning Minimum Age Convention No. 138 (1973), 2011, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092011BEN138, para. 4.
[62] E/C.12/BEN/CO/2, para. 4.
[63] Ibid., paras. 18 and 39.

[64] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Direct Request concerning Worst Forms of Child Labour Convention No. 182 (1999), 2011, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092011BEN182, paras. 4 and 16.
[65] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Direct Request concerning Forced Labour Convention No. 29 (1930), 2011, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092011BEN029, para. 1.
[66] CAT/OP/BEN/1, paras. 250 and 320.
[67] Ibid., paras. 73, 76, 78 and 319.
[68] Ibid., paras. 55 and 318.
[69] CAT/OP/BEN/1/Add.1, para. 4.
[70] CAT/OP/BEN/1, paras. 105, 109, 193, 319 and 320.
[71] E/C.12/BEN/CO/2, para. 4.
[72] Ibid., para. 12.
[73] République du Bénin, Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PCNUAD Bénin 2009–2013), p. 9, disponible à http://www.undg.org/docs/11476/Benin-UNDAF-2009-2013_DUP_09-15-2010_10-01-48-374_AM.pdf.
[74] E/C.12/BEN/CO/2, para. 33.
[75] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Observation concerning Abolition of Forced Labour Convention No. 105 (1957), 2011, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 062011BEN105, paras. 3 and 4.
[76] E/C.12/BEN/CO/2, paras. 15 and 36.
[77] Ibid., paras. 16 and 37.
[78] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Observation concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention No. 87 (1948), 2010, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 062010BEN087, para. 1.
[79] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Direct Request concerning Equal Remuneration Convention No. 100 (1951), 2011, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092011BEN100, paras. 1 and 4.
[80] E/C.12/BEN/CO/2, paras. 21 and 42.
[81] Ibid., paras. 22 and 43.
[82] A/HRC/13/33/Add.3, para. 65.
[83] Ibid., para. 25.
[84] Ibid., paras. 32 and 33.
[85] Ibid., paras. 66 and 66 (e) and (h).
[86] Ibid., paras. 66 (c) (i) (iv), and (d) (ii) (v).
[87] E/C.12/BEN/CO/2, paras. 24 and 45.
[88] République du Bénin, Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PCNUAD Bénin 2009–2013), p. 9, disponible à http://www.undg.org/docs/11476/Benin-UNDAF-2009-2013_DUP_09-15-2010_10-01-48-374_AM.pdf.
[89] E/C.12/BEN/CO/2, para. 50.
[90] Ibid., para. 5.
[91] République du Bénin, Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PCNUAD Bénin 2009–2013), p. 9, disponible à http://www.undg.org/docs/11476/Benin-UNDAF-2009-2013_DUP_09-15-2010_10-01-48-374_AM.pdf.
[92] E/C.12/BEN/CO/2, paras. 25 and 46.
[93] République du Bénin, Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PCNUAD Bénin 2009–2013), pp. 9 et 15, disponible à http://www.undg.org/docs/11476/Benin-UNDAF-2009-2013_DUP_09-15-2010_10-01-48-374_AM.pdf.
[94] E/C.12/BEN/CO/2, para. 6.
[95] Ibid., paras. 27 and 48.
[96] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Direct Request concerning Minimum Age Convention No, 138 (1973), 2011, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092011BEN138, para. 6.
[97] République du Bénin, Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PCNUAD Bénin 2009–2013), p. 16, disponible à http://www.undg.org/docs/11476/Benin-UNDAF-2009-2013_DUP_09-15-2010_10-01-48-374_AM.pdf.
[98] E/C.12/BEN/CO/2, para. 28.
[99] Ibid., para. 34.

NATIONS
UNIES

A

Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/WG.6/3/BFA/2
6 octobre 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Troisième session
Genève, 1er-15 décembre 2008

COMPILATION ÉTABLIE PAR LE HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME, CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 15 b) DE L'ANNEXE À LA RÉSOLUTION 5/1 DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Burkina Faso

Le présent rapport est une compilation des renseignements figurant dans les rapports des organes conventionnels, des procédures spéciales, y compris les observations et les commentaires de l'État intéressé, et d'autres documents officiels des Nations Unies. Il ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, autres que celles figurant dans les rapports publics diffusés par celui-ci. Il suit la structure des directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme. Les sources des renseignements figurant dans la compilation sont systématiquement indiquées dans les notes. Le premier cycle de l'Examen étant de quatre ans, la plupart des documents utilisés sont parus après le 1er janvier 2004. En l'absence d'informations récentes, les derniers rapports et documents disponibles ont également été pris en considération, à moins qu'ils ne soient dépassés. Comme le présent rapport ne rassemble que des informations figurant dans des documents officiels des Nations Unies, l'absence de renseignements concernant des questions spécifiques ou le traitement succinct de celles-ci tient peut-être au fait que l'État n'a pas ratifié tel ou tel instrument ou que l'interaction ou la coopération avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme a été faible.

GE.08-16279 (F) 141108 171108

I. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GÉNÉRAL ET CADRE

A. Étendue des obligations internationales[1]

Principaux instruments universels relatifs aux droits de l'homme[2]	*Date de la ratification, de l'adhésion ou de la succession*	*Déclarations/ réserves*	*Reconnaissance des compétences particulières des organes conventionnels*
Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	18 juillet 1974	Non	Plaintes émanant de particuliers (art. 14): Non
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	4 janvier 1999	Non	–
Pacte international relatif aux droits civils et politiques	4 janvier 1999	Non	Plaintes inter-États (art. 41): Non
Pacte international relatif aux droits civils et politiques – premier Protocole facultatif	4 janvier 1999	Non	–
CEDAW	14 octobre 1987	Non	–
CEDAW – Protocole facultatif	10 octobre 2005	Non	Procédure d'enquête (art. 8 et 9): Oui
Convention contre la torture	4 janvier 1999	Non	Plaintes inter-États (art. 21): Non Plaintes émanant de particuliers (art. 22): Non Procédure d'enquête (art. 20): Oui
Convention relative aux droits de l'enfant	31 août 1990	Non	–
Convention relative aux droits de l'enfant – Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés	6 juillet 2007	Oui (art. 3)[3]	–
Convention relative aux droits de l'enfant – Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants	31 mars 2006	Non	–
Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	26 novembre 2003	Non	Plaintes inter-États (art. 76): Non Plaintes émanant de particuliers (art. 77): Non
Instruments fondamentaux auxquels le Burkina Faso n'est pas partie: Pacte international relatif aux droits civils et politiques – deuxième Protocole facultatif – Convention contre la torture – Protocole facultatif (signature seulement, 2005), Convention relative aux droits des personnes handicapées (signature seulement, 2007), Convention relative aux droits des personnes handicapées – Protocole facultatif (signature seulement, 2007) et Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (signature seulement, 2007)			

Autres principaux instruments internationaux pertinents[4]	*Ratification, adhésion ou succession*
Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide	Oui
Statut de Rome de la Cour pénale internationale	Oui
Protocole de Palerme[5] (Protocole se rapportant à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée)	Oui

Autres principaux instruments internationaux pertinents[4]	*Ratification, adhésion ou succession*
Convention relative au statut des réfugiés et protocoles s'y rapportant; Convention relative au statut des apatrides et Convention sur la réduction des cas d'apatridie[6]	Oui, excepté la Convention relative au statut des apatrides et la Convention sur la réduction des cas d'apatridie
Conventions de Genève du 12 août 1949 et Protocoles facultatifs[7]	Oui, excepté le Protocole III
Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail[8]	Oui
Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement	Non

1. En 2008, le Burkina Faso a indiqué au Conseil des droits de l'homme qu'il avait signé et qu'il s'engageait à ratifier la Convention relative aux droits des personnes handicapées ainsi que le Protocole facultatif s'y rapportant, de même que la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées[9].

B. Cadre constitutionnel et législatif

2. En 2002, le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Burkina Faso de prendre toutes les mesures nécessaires pour aligner la législation et le droit coutumier actuel sur la Convention[10].

C. Cadre institutionnel et infrastructures des droits de l'homme

3. En 2002, le Comité des droits de l'enfant a accueilli avec satisfaction la création, en 2001, de la Commission nationale des droits de l'homme, constatant toutefois avec préoccupation que cette commission n'était pas encore pleinement opérationnelle et qu'elle n'était pas compétente pour recevoir et traiter des plaintes émanant de particuliers concernant des violations des droits de l'enfant[11]. Le Comité a encouragé le Burkina Faso à examiner la structure et le mandat de cette commission, à la lumière des Principes de Paris[12]. La Commission a obtenu son accréditation dans la catégorie B en tant qu'institution nationale de défense des droits de l'homme par le Comité international de coordination des institutions nationales (ICC) en 2007[13].

4. Le Comité des droits de l'enfant a aussi pris note avec satisfaction de la création d'un Ministère de la promotion des droits de l'homme[14], d'un Parlement des enfants, d'un Conseil national pour la promotion de l'enfance[15], d'un Comité national de lutte contre la pratique de l'excision[16] et de la création d'un Comité technique interministériel chargé de la mise en œuvre du nouveau plan d'action national en faveur des enfants[17]. En 2005, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est félicité de la création du Comité national de lutte contre la discrimination[18].

5. Dans un rapport publié en 2005, l'UNESCO a mentionné la création, en 2002, d'un Ministère de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle et en 2001 d'un fonds national pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle[19].

D. Mesures de politique générale

6. En 2002, le Comité des droits de l'enfant a pris note avec satisfaction de l'adoption d'un plan d'action national en faveur des enfants en deux étapes (première étape 2000-2005 et deuxième étape 2005-2010)[20]. Il a recommandé au Burkina Faso de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la pleine mise en œuvre de ce plan d'action[21].

7. Conformément à ses précédentes recommandations, le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Burkina Faso de former et sensibiliser systématiquement aux dispositions de la Convention tous les groupes de professionnels qui travaillent pour et avec des enfants[22].

8. Dans un rapport publié en 2008, le Fonds monétaire international (FMI) a pris note de l'adoption d'un programme d'action prioritaire pour 2006-2007 en vue de promouvoir l'enseignement des droits de l'homme, relevant toutefois que l'introduction des droits de l'homme dans les programmes d'enseignement primaire et secondaire n'était pas encore effective[23].

II. PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE PAYS

A. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

1. Coopération avec les organes conventionnels

Organe conventionnel[24]	*Dernier rapport examiné*	*Observations finales les plus récentes*	*Réponse suite aux observations finales*	*État de la soumission des rapports*
CERD	1996	août 1997	–	Douzième au dix-septième rapports attendus depuis 1997 à 2007 respectivement
Comité des droits économiques, sociaux et culturels	–	–	–	Rapport initial et deuxième rapport attendus depuis 2000 et 2005 respectivement
Comité des droits de l'homme	–	–	–	Rapport initial et deuxième rapport attendus depuis 2000 et 2005 respectivement
CEDAW	2003	juillet 2005	–	Sixième rapport devant être soumis en novembre 2008
Comité contre la torture	–	–	–	Rapport initial à troisième rapport attendus depuis 2000 à 2008 respectivement
Comité des droits de l'enfant	1999	septembre 2002	–	Troisième et quatrième rapports soumis en un seul document, en mars 2008
Comité des droits de l'enfant – Protocole facultatif – Conflits armés	–	–	–	Rapport initial devant être soumis en août 2009
Comité des droits de l'enfant – Protocole facultatif – Vente d'enfants	–	–	–	Rapport initial attendu depuis avril 2008
Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	–	–	–	Rapport initial attendu depuis 2005

9. En 2005, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est déclaré préoccupé par le fait que les mesures appropriées pour donner suite à ses précédentes recommandations, en particulier celles qui concernaient la priorité à donner à l'éducation des filles, au respect du droit des femmes à la propriété et à leur accès au crédit, et l'application de la

législation sur le travail visant à éliminer la discrimination dans le domaine de l'emploi, n'avaient pas été prises[25].

10. En 2007, l'expert indépendant sur la dette extérieure a reçu du Gouvernement l'assurance que les deux premiers rapports au Comité des droits économiques, sociaux et culturels étaient en cours d'élaboration et seraient soumis prochainement[26].

2. Coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Invitation permanente à se rendre dans le pays	Non
Visites ou rapports de mission les plus récents	Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants (2-9 février 2005)[27], expert indépendant sur les effets des politiques de réforme économique et de la dette extérieure sur la jouissance effective de tous les droits de l'homme (23-27 avril 2007)[28]
Accord de principe pour une visite	Aucun
Visite demandée et non encore accordée	Aucune
Coopération/moyens mis à disposition pour faciliter les missions	La Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants a remercié le Ministère de la promotion des droits de l'homme d'avoir organisé sa visite[29]. L'expert indépendant sur la dette extérieure a remercié le Gouvernement du Burkina Faso et en particulier le Ministère de la promotion des droits de l'homme pour l'aide et l'appui apportés à la mission et pour son rôle indispensable en matière de coordination[30].
Suite donnée aux visites	Aucune
Réponses aux lettres d'allégations et aux appels urgents	Entre le 1er juillet 2004 et le 30 juin 2008, une communication au total a été adressée au Burkina Faso. En plus des communications relatives à des groupes particuliers, cette communication concernait une personne (un homme). Pendant cette période, le Burkina Faso a répondu à une communication (100 %).
Réponses aux questionnaires sur des questions thématiques[31]	Le Burkina Faso n'a répondu à aucun des 12 questionnaires envoyés par des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales[32] entre le 1er juillet 2004 et le 30 juin 2008, dans les délais prescrits.

3. Coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

11. Le Burkina Faso relève du bureau régional du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour l'Afrique de l'Ouest qui a été créé au début de l'année 2008[33]. La Haut-Commissaire s'est rendue dans le pays en novembre 2004 lors du sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie. Un atelier sous-régional organisé par le HCDH au Burkina Faso en 2007, sur la suite donnée aux recommandations contenues dans la Convention relative aux droits de l'enfant, a été l'occasion de souligner l'importance de la mise en œuvre des recommandations des organes conventionnels[34].

B. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme

1. Égalité et non-discrimination

12. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a redit sa préoccupation concernant le maintien des attitudes patriarcales et de stéréotypes, coutumes et traditions bien ancrés qui constituent une forme de discrimination à l'égard des femmes, en particulier dans les zones rurales et constituent des violations de leurs droits fondamentaux[35]. Il a appelé le Burkina Faso à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le plein respect des

dispositions de la Convention, du Code des personnes et de la famille, du Code pénal et autres lois pour ce qui est des pratiques traditionnelles ou coutumières pernicieuses qui violent les droits des femmes.

13. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a exhorté le Burkina Faso à faire en sorte que les femmes rurales aient pleinement accès à l'éducation, aux soins de santé et au crédit et qu'elles puissent participer pleinement aux processus de prise de décisions. Il l'a également exhorté à appliquer les dispositions de la réforme agraire et foncière qui accordent aux femmes un égal accès aux terres arables et au logement et à mettre en pratique le principe de l'égalité des sexes en tant que facteur essentiel de l'élimination de la pauvreté[36].

14. En 2002, le Comité des droits de l'enfant a noté que la discrimination était interdite par la Constitution, que les actes de discrimination étaient qualifiés de délits dans le nouveau Code pénal et que plusieurs mesures avaient été prises pour promouvoir les droits des filles et des femmes (création du Ministère de la promotion de la femme et de la Direction de la promotion de l'éducation des filles, etc.)[37]. Il a toutefois constaté avec inquiétude la persistance d'une discrimination de fait au Burkina Faso et s'est dit particulièrement préoccupé par les inégalités dans la jouissance des droits, par exemple du droit à l'éducation, des enfants appartenant aux groupes les plus vulnérables, notamment les filles, les enfants handicapés, les enfants nés hors mariage, les enfants issus de rapports incestueux et les enfants vivant dans des zones rurales[38], et réitéré ses précédentes recommandations à ce sujet[39]. Le Comité a également recommandé au Burkina Faso d'examiner la situation des enfants souffrant de handicaps physiques et mentaux du point de vue de leur accès aux soins de santé et des services d'éducation; de renforcer les politiques et les programmes d'intégration de ces enfants dans le système éducatif général, de former des enseignants et de rendre les établissements scolaires accessibles à ces enfants; et de sensibiliser la population aux droits des enfants handicapés[40].

15. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est déclaré préoccupé par le maintien de plusieurs dispositions discriminatoires du Code des personnes et de la famille, concernant en particulier l'âge minimum du mariage, qui est de 17 ans pour les filles et de 20 ans pour les garçons, et la polygamie, admise par le Code[41]. Il a demandé instamment au Burkina Faso d'accélérer le processus de réforme juridique afin de relever l'âge minimum du mariage pour les filles et d'interdire la polygamie[42].

16. En 2006, une Commission d'experts de l'OIT a noté avec satisfaction que l'article 3 du nouveau Code du travail (2004) reprenait presque mot pour mot les dispositions de l'article premier de la Convention (n° 111) de l'OIT sur la discrimination (emploi et profession) de 1958. Elle a relevé en particulier dans le nouveau Code du travail (à l'article 3) le terme «couleur» et l'expression «ascendance nationale» qui ne figuraient pas dans le Code de 1992[43].

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

17. Le Comité des droits de l'enfant a demandé instamment au Burkina Faso de prendre toutes les mesures nécessaires pour améliorer les conditions de détention des enfants, qui constituaient souvent des traitements cruels, inhumains ou dégradants[44], en particulier dans les commissariats de police et les gendarmeries, et de s'assurer que chaque cas de violence et de mauvais traitement fasse l'objet d'une enquête en bonne et due forme, que les auteurs soient traduits sans délai en justice et que les victimes obtiennent réparation[45]. Le Comité a recommandé en particulier au Burkina Faso de créer des prisons spéciales pour enfants, adaptées à leur âge et à leurs besoins, en dotant tous les centres de détention du pays de services sociaux et, dans l'intervalle, en veillant à ce que les enfants

soient séparés des adultes dans toutes les prisons ainsi que dans les centres de détention provisoire[46].

18. Le Comité des droits de l'enfant s'est dit préoccupé par le nombre d'enfants maltraités, victimes de violences sexuelles et privés de soins et par l'insuffisance des efforts déployés pour protéger les enfants[47]. Il a recommandé au Burkina Faso de prendre toutes les mesures nécessaires pour introduire l'interdiction légale de la pratique des châtiments corporels dans les écoles et autres institutions, d'enquêter comme il convient sur les cas de violence, de mettre en place une procédure appropriée de dépôt de plaintes et d'informer les enfants de son existence, de fournir des services de réadaptation et de réinsertion sociale des victimes de viol, de brutalités, de négligence, de mauvais traitements, de violences ou d'exploitation et de prendre des mesures pour empêcher la criminalisation et la stigmatisation des victimes[48].

19. En 2005, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a demandé au Burkina Faso d'adopter, dès que possible, une législation sur la violence à l'égard des femmes, notamment la violence au sein de la famille, de manière que la violence contre les femmes constitue un délit pénal, que les femmes et les fillettes qui sont victimes de violence aient immédiatement des voies de recours et accès à une protection et que les coupables soient poursuivis et punis. Le Comité a recommandé au Burkina Faso d'adopter également des mesures éducatives et de lancer des initiatives de sensibilisation. Tout en notant qu'il avait affirmé que les victimes de la violence bénéficiaient des services médicaux et juridiques, le Comité s'est déclaré préoccupé par le fait qu'il n'avait fourni aucun détail sur ces services et leur accessibilité aux femmes[49].

20. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est félicité de la législation interdisant les mutilations génitales féminines[50]. Dans un rapport publié en 2005, l'UNICEF a noté que, dans le contexte des efforts déployés en vue de lutter contre les mutilations génitales féminines, la détermination exemplaire dont avait fait preuve le Gouvernement burkinabè pendant une période de treize ans semblait porter ses fruits. Une vaste campagne de sensibilisation à ces pratiques avait été entreprise vers le milieu des années 90 puis les mutilations génitales féminines avaient été officiellement interdites en 1996. Avant cette interdiction, près de deux tiers des fillettes étaient mutilées. Selon les estimations de l'UNICEF[51], le Burkina Faso a réussi à ramener le nombre de cas à 32 %. Conformément à la loi, les personnes qui pratiquaient des mutilations sexuelles féminines encouraient une peine privative de liberté de trois ans, qui pouvait être portée à dix ans en cas de décès de la victime. Une permanence téléphonique avait été mise en place à l'échelon national pour permettre à la population de signaler de façon anonyme tous les cas de mutilation pratiqués ou prévus[52].

21. Le Comité des droits de l'enfant s'est déclaré préoccupé par la pratique des mariages forcés et des mariages précoces qui est encore très répandue[53] et il a recommandé au Burkina Faso d'élaborer des programmes de sensibilisation avec la participation des chefs communautaires et traditionnels et de l'ensemble de la société, y compris les enfants eux-mêmes, pour mettre fin à ces pratiques[54].

22. Le Comité s'est dit préoccupé par le nombre d'enfants victimes de la traite qui sont exploités au Burkina Faso et dans les pays voisins[55]. La Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants a souligné qu'il s'agissait là d'un phénomène important et que de nombreux enfants quittaient leur famille pour «améliorer leur sort», soit de leur plein gré, soit poussés par leurs parents. Elle a relevé que la plupart d'entre eux travaillaient dans les plantations, effectuaient des tâches domestiques ou étaient confiés aux maîtres coraniques et que, dans la majorité des cas, ils étaient exposés au risque de traite et finissaient par être exploités. Malgré les résultats positifs de l'établissement de comités de vigilance, la Rapporteuse spéciale a recommandé que ces mesures ponctuelles soient accompagnées d'actions structurelles plus vigoureuses[56]. En 2008, une

commission d'experts de l'OIT a pris note avec intérêt des informations communiquées par le Gouvernement selon lesquelles, depuis l'adoption et la mise en œuvre de la loi de 2003 portant définition et répression du trafic d'enfants, 31 cas de traite avaient été jugés par des tribunaux de grande instance et 18 personnes avaient été condamnées à des peines d'emprisonnement allant de un à trois ans[57].

23. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Burkina Faso d'entreprendre des études visant à déterminer l'ampleur du phénomène de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales[58]. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a dit qu'il n'était pas certain que la loi visant à prévenir et combattre le trafic des enfants à des fins d'exploitation de leur travail porte sur le trafic des enfants, en particulier des filles, à des fins d'exploitation sexuelle[59]. Il a demandé instamment au Burkina Faso de redoubler d'efforts pour lutter contre la traite des femmes et des fillettes à des fins d'exploitation sexuelle. Il lui a recommandé de mettre en œuvre une stratégie nationale de lutte contre ces pratiques, prévoyant la poursuite et le châtiment des coupables et l'adoption de mesures visant à améliorer la situation économique des femmes et des fillettes, d'initiatives éducatives et de mesures de soutien social, de réadaptation et de réinsertion pour les femmes et les fillettes qui ont été victimes d'un trafic[60].

24. Le Comité des droits de l'enfant s'est déclaré extrêmement préoccupé par le fait que le travail des enfants était une pratique répandue et que de jeunes enfants pouvaient faire de longues heures de travail[61]. Il s'est inquiété de ce que l'âge minimum d'admission à l'emploi soit fixé à 14 ans alors que la scolarité était obligatoire jusqu'à 16 ans[62]. Le Comité a encouragé le Burkina Faso à poursuivre sa collaboration avec le Programme pour l'élimination du travail des enfants de l'OIT[63] et à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que le travail des enfants ne porte pas atteinte à leur droit à l'éducation[64].

25. Le Comité a pris note du projet pilote mis en place avec l'UNICEF et des organisations non gouvernementales pour lutter contre le problème des enfants des rues mais s'est déclaré préoccupé par le nombre croissant d'enfants vivant dans la rue et par l'absence de stratégie globale et systématique pour faire face à cette situation[65]. Il a recommandé l'adoption de plusieurs mesures concrètes à cet égard[66].

26. Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a noté en 2006 que le Gouvernement avait fourni des renseignements sur les trois cas de disparition qui lui avaient été transmis[67].

3. Administration de la justice et primauté du droit

27. L'expert indépendant sur la dette extérieure a relevé les limites du système juridique formel pour faire appliquer les normes des droits de l'homme. Il a déclaré par exemple qu'une partie de la société, en particulier dans les régions rurales, ne reconnaissait pas le droit formel qui vise à promouvoir l'égalité des femmes et des hommes dans ce domaine, car il était perçu comme étant en contradiction avec les traditions culturelles. La justice était rarement saisie d'affaires de ce type qui étaient traitées par les chefs traditionnels. Lorsque la justice était saisie, les décisions judiciaires n'étaient souvent pas bien reçues par la majorité de la société, ce qui se traduisait par une pression sociale sur la plaignante. Il a précisé que tous ses interlocuteurs avaient souligné la nécessité de poursuivre les efforts en vue de remédier à cette situation, notamment avec la traduction des dispositions juridiques pertinentes dans les langues locales[68]. L'expert a aussi noté que pour la plupart des interlocuteurs les codes juridiques du Burkina Faso étaient progressistes, en ce sens que les détenteurs de droits pouvaient engager une action devant un tribunal pour obtenir réparation en cas de violation de leurs droits fondamentaux sur les plans économique, social et culturel. Il a

toutefois fait observer qu'à l'époque de sa visite les juridictions locales n'étaient saisies d'aucune affaire concrète dans ce domaine faisant référence au droit international des droits de l'homme[69].

28. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Burkina Faso de prendre les mesures nécessaires pour réformer la législation relative à l'administration de la justice pour mineurs en s'alignant sur les dispositions de la Convention et d'autres normes des Nations Unies dans le domaine de la justice pour mineurs. Dans le cadre de cette réforme, il lui a recommandé en particulier de prendre toutes les mesures nécessaires pour que, dans toutes les régions du pays, des tribunaux pour mineurs soient créés et des juges des mineurs dûment nommés; de n'envisager une mesure privative de liberté qu'en dernier ressort et pour la période la plus courte possible; de limiter par des dispositions législatives la durée de cette détention provisoire et de s'efforcer de mettre en place un programme de réadaptation et de réinsertion des mineurs à l'issue d'une procédure judiciaire[70].

29. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a demandé instamment au Burkina Faso d'améliorer l'accès des femmes aux voies de recours, notamment par le biais d'efforts de sensibilisation et de mesures visant à renforcer les notions élémentaires que les femmes ont du droit[71].

4. Droit au respect de la vie privée, mariage et vie de famille

30. Tout en notant que le Burkina Faso avait ratifié certains instruments internationaux relatifs à l'enlèvement et à l'adoption, le Comité des droits de l'enfant s'est déclaré préoccupé par le peu d'intérêt suscité par l'adoption officielle, qui pouvait favoriser des pratiques de *confiage* et d'adoption coutumière et une augmentation du nombre des adoptions internationales qui ont lieu en l'absence de mécanisme de surveillance approprié[72].

31. Selon un rapport publié par le FMI[73] en 2008, le Burkina Faso a mis en place, en août 2006, une procédure spéciale pour délivrer des certificats de naissance aux enfants qui n'en possédaient pas dans quatre départements du pays.

5. Liberté d'expression et droit de participer à la vie publique et politique

32. Le Rapporteur spécial sur la torture, dans une communication qu'il a envoyée conjointement avec le Groupe de travail sur la détention arbitraire et le Rapporteur spécial sur la promotion du droit à la liberté d'opinion et d'expression en 2005, a évoqué le cas du directeur d'un hebdomadaire qui aurait été arrêté par des membres des services de la sécurité nationale à son arrivée à l'aéroport de Ouagadougou alors qu'il rentrait d'un autre pays, où il était allé suivre l'évolution de la tension entre les parties à un conflit, et qui était semble-t-il toujours en détention sans qu'aucune charge ait été retenue contre lui[74].

33. En 2005, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a déclaré qu'il demeurait préoccupé par le faible niveau de représentation des femmes dans la vie politique et publique et aux postes de décision, y compris aux affaires étrangères. Le Comité a noté avec préoccupation l'absence de mesures temporaires spéciales visant à remédier à ce problème[75]. Selon des informations publiées en 2008 par la Division de statistique de l'ONU, la proportion des sièges détenus par des femmes au Parlement national est passée de 11,7 % en 2004 à 15,3 % en 2008[76].

6. Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables

34. En 2008, une commission d'experts de l'OIT a indiqué à propos de l'article 353 du Code du travail que les pouvoirs de réquisition des autorités publiques devaient être circonscrits uniquement

aux cas dans lesquels le droit de grève pouvait être limité, voire interdit. Dans sa réponse, le Gouvernement a indiqué que la loi n° 45-60/AN, du 25 juillet 1960, était toujours en vigueur et qu'il envisageait sa révision dans le prolongement de celle de l'article 353 du Code du travail[77]. La même année, une commission d'experts de l'OIT a noté qu'il serait important de clarifier le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale dans le cadre de cette révision[78].

35. En 2005, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a notamment félicité le Burkina Faso d'avoir introduit dans son Code du travail des modifications interdisant le harcèlement sexuel[79].

7. Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant

36. Dans un rapport publié en 2005, la Banque mondiale a estimé que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté avait diminué de 8 % entre 1998 et 2003 et que ces progrès récents contrastaient fortement avec les précédentes décennies où le Burkina Faso était considéré comme l'un des pays les plus pauvres d'Afrique[80].

37. L'expert indépendant sur la dette extérieure a fait observer que bien que le Gouvernement ait fait de la santé un domaine prioritaire, l'engagement qu'il avait pris d'investir 15 % du budget national dans ce secteur n'avait pas encore été concrétisé[81].

38. Selon un rapport de l'ONUSIDA/OMS publié en 2006, l'épidémie de VIH poursuivait sa régression dans les zones urbaines du Burkina Faso et, parmi les femmes enceintes jeunes qui fréquentaient les consultations prénatales des zones urbaines, la prévalence du VIH avait chuté de moitié entre 2001 et 2003, passant à un peu moins de 2 %[82]. Selon des informations communiquées par la Division de statistique de l'ONU en 2008, la proportion des personnes âgées de 15 à 49 ans vivant avec le VIH/sida est passée de 2,1 % en 2001 à 1,6 % en 2007[83]. Tout en prenant acte de la création d'un Conseil national de lutte contre le sida et d'un Réseau national de jeunes contre le sida ainsi que des efforts déployés par l'État partie dans ce domaine, le Comité des droits de l'enfant demeure extrêmement préoccupé par le nombre d'enfants rendus orphelins par le VIH/sida[84]. Dans un rapport publié en 2004, l'UNICEF a annoncé qu'en 2003 le nombre d'enfants rendus orphelins par le VIH/sida au Burkina Faso était de 260 000[85].

39. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé le développement des services d'hygiène sexuelle et de santé génésique, y compris les services de planification familiale, dans le but, entre autres, de prévenir les avortements clandestins[86]. En 2002, le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Burkina Faso de mener une étude approfondie pour évaluer la nature et l'ampleur des problèmes de santé des adolescents, avec la pleine participation des enfants et des adolescents, et d'élaborer, à partir de cette étude, des politiques et des programmes axés sur la santé des adolescents, en portant une attention particulière aux problèmes des adolescentes; de renforcer les programmes d'éducation sexuelle et d'information en matière de santé génésique, et les services psychopédagogiques prenant en compte les besoins des adolescents et de les leur rendre accessibles[87].

40. Le Comité des droits de l'enfant s'est déclaré profondément préoccupé par les taux élevés de mortalité infantile et postinfantile et par le faible niveau de l'espérance de vie au Burkina Faso et il s'est inquiété aussi de ce que la survie et le développement de l'enfant dans cet État étaient toujours menacés par les maladies de la petite enfance, les maladies infectieuses, la diarrhée et la malnutrition[88]. Il a fait des recommandations à cet égard[89]. Pour sa part, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est inquiété des taux élevés de mortalité

infantile et maternelle[90]. Dans un rapport publié en 2007, le Programme alimentaire mondial a évoqué la dernière enquête démographique et sanitaire dont il ressort que 90 % des enfants de moins de 5 ans souffrent d'anémie. Il a en outre relevé que la dénutrition aiguë était passée de 13 à 18,6 %, chiffre bien supérieur au seuil critique fixé par l'OMS[91]. La FAO a annoncé que le Burkina Faso avait adopté en 2007, avec d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, des recommandations tendant à intégrer le droit à l'alimentation dans les stratégies nationales de lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, en se fondant sur les directives de la FAO sur le droit à l'alimentation[92].

41. Dans un rapport publié en 2007, ONU-Habitat a noté qu'en 2001 76,5 % de la population urbaine du Burkina Faso vivait dans des taudis[93]. L'État soutient de plus en plus l'assainissement et la prévention des taudis et travaille à l'élaboration de cadres en vue de la réalisation progressive des droits à la terre et au logement[94].

42. Le Comité des droits de l'enfant s'est dit préoccupé par la précarité des conditions d'hygiène et l'accès insuffisant à l'eau potable, notamment dans les zones rurales[95]. Dans un rapport publié en 2006, le PNUD a relevé qu'à Ouagadougou moins de 30 % des ménages étaient raccordés au réseau d'eau potable[96].

43. L'expert indépendant sur la dette extérieure a déclaré avoir eu en général l'impression que les ressources dégagées au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) avaient été utilisées dans des domaines intéressant les droits économiques, sociaux et culturels[97]. Depuis 2003, le champ des secteurs prioritaires avait été élargi et incluait aussi désormais la promotion des droits des femmes, l'emploi, l'action sociale, la justice, les mines, les carrières et l'énergie, ainsi que l'économie et le développement[98]. Par exemple, la construction de «maisons des femmes», lieux autonomes où les femmes peuvent se rencontrer sans l'autorisation de leur mari, faisait partie des principales priorités mentionnées par les bénéficiaires elles-mêmes[99].

8. Droit à l'éducation et droit de participer à la vie culturelle de la communauté

44. L'expert indépendant sur la dette extérieure a déclaré que les efforts entrepris avaient conduit à une hausse impressionnante du taux net de scolarisation pour l'éducation de base[100] mais que ces succès n'étaient pas toujours durables. Les taux élevés d'abandon dès le premier mois de l'année scolaire étaient principalement attribuables à la pauvreté[101]. La qualité de l'éducation de base lui paraissait être aussi un problème[102]. En dépit des progrès rapides enregistrés au Burkina Faso sur la voie de la scolarisation de tous les enfants et de la parité entre les sexes dans le primaire, ainsi que l'a relevé l'UNESCO dans un rapport qu'elle a publié en 2007[103], l'expert indépendant a fait observer que l'égalité des sexes dans l'éducation de base n'était pas encore pleinement réalisée, ce qui s'expliquait principalement par les traditions culturelles et les mentalités[104], et que le Gouvernement avait pour objectif d'atteindre la parité d'ici à 2015, dans le cadre d'une éducation de base obligatoire, gratuite et universelle[105].

45. Dans un rapport publié en 2007, le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) a pris note de la décision annoncée par le Gouvernement en 2007 d'assurer gratuitement l'enseignement de base jusqu'à l'âge de 16 ans et des résultats importants enregistrés dans l'enseignement primaire y compris concernant les filles[106]. Selon un rapport publié en 2006 par la Banque mondiale, le Burkina Faso a assoupli son attitude en matière de rescolarisation et autorise les filles enceintes à poursuivre leur scolarité pendant leur grossesse, ce qui est un progrès par rapport aux années 90[107].

9. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

46. La Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants a relevé que la crise que traversait un État voisin avait pris des proportions énormes, entraînant une crise humanitaire et économique au Burkina Faso ainsi que de graves violations des droits de l'homme pour les rapatriés de ce pays et pour les communautés vers lesquelles ils s'étaient acheminés[108]. Elle a précisé que les rapatriés étaient privés de certains droits fondamentaux, en matière d'emploi, de sécurité sociale, de santé, de logement, d'alimentation et d'éducation notamment, et que la majeure partie d'entre eux étaient confrontés à une situation de précarité extrême qui les amenait, les hommes en particulier, à repartir dans cet État voisin, malgré les conditions d'insécurité qui y persistaient. Les femmes, laissées seules avec leurs enfants, étaient particulièrement touchées par cette situation[109].

47. La Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants s'est félicitée de la décision du Gouvernement d'encourager la réintégration socioéconomique au sein des communautés d'origine tout en constatant qu'un effort considérable devait encore être fourni pour assurer l'efficacité de ces mesures[110]. Elle a estimé que la protection consulaire des ressortissants burkinabè en Côte d'Ivoire était insuffisante[111].

48. Elle a relevé que le Burkina Faso tendait également à devenir un pays d'origine et de transit vers les pays occidentaux et que cette migration devait être résolue dans le cadre de processus consultatifs régionaux et d'accords bilatéraux avec des pays clefs afin d'assurer le rapatriement des migrants irréguliers dans des conditions dignes et humaines[112]. Elle a ajouté que la définition d'une politique migratoire était nécessaire, non seulement pour mieux gérer les flux migratoires irréguliers (y compris ceux qui transitent par le Burkina Faso) mais aussi pour optimiser les bénéfices que la migration internationale pouvait apporter au développement du pays[113].

III. PROGRÈS, MEILLEURES PRATIQUES, DIFFICULTÉS ET CONTRAINTES

49. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a félicité le Burkina Faso pour sa campagne contre les mutilations génitales féminines, qui s'était traduite par une diminution notable de cette pratique[114]. Il l'a félicité pour ses mesures visant à promouvoir le rôle des femmes dans le développement et dans le secteur agricole[115].

50. Dans un rapport publié en 2005, le PNUD a fait observer qu'au Burkina Faso plus de 40 % des dépenses budgétaires étaient financées par l'aide au développement[116]. Le Comité des droits de l'enfant a reconnu que la dette extérieure et la pénurie de ressources humaines qualifiées avaient eu des répercussions négatives sur la protection sociale et sur la situation des enfants et qu'elles faisaient obstacle à la pleine mise en œuvre de la Convention[117].

IV. PRIORITÉS, INITIATIVES ET ENGAGEMENTS NATIONAUX ESSENTIELS

A. Engagements exprimés par l'État

51. En 2008, le Burkina Faso s'est engagé notamment à: poursuivre son action contre le trafic et le travail des enfants; poursuivre son engagement en faveur de la lutte contre l'implication des enfants dans les conflits armés; intensifier ses efforts nationaux de lutte contre les mutilations génitales féminines; renforcer sa politique de protection des droits catégoriels; poursuivre les actions éducatives de grande ampleur dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales; et renforcer la lutte contre l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme[118].

B. Recommandations spécifiques appelant une suite

52. Outre les recommandations déjà mentionnées, la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants a recommandé notamment au Gouvernement d'aborder expressément la situation des femmes et des enfants rapatriés; d'appuyer en particulier les projets promouvant les activités génératrices de revenus pour les femmes rapatriées; d'envisager la possibilité d'établir un fonds d'assistance pour les rapatriés[119]; de mettre en place des procédures transparentes et une formation à ce sujet, incluant les droits de l'homme des migrants, à l'intention des agents de sécurité[120].

V. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET ASSISTANCE TECHNIQUE

53. Le Comité des droits de l'enfant a encouragé le Burkina Faso à solliciter une assistance dans le domaine technique et d'autres domaines auprès du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de la Banque mondiale et de diverses organisations non gouvernementales internationales[121] et à explorer d'autres possibilités de coopération et d'assistance avec, entre autres, l'OMS, en vue d'améliorer la santé des enfants[122].

54. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2006-2010 énumère sept objectifs à atteindre d'ici à 2010 dans cinq domaines prioritaires: i) développement des possibilités d'emploi et des activités génératrices de revenus en particulier pour les jeunes et les femmes; ii) amélioration de l'accès à des soins médicaux de qualité, en particulier pour les femmes et les enfants; iii) amélioration de l'accès à l'éducation de base pour les enfants et les jeunes; iv) renforcement des quatre composantes d'une bonne gouvernance pour garantir le respect des droits de l'homme; v) renforcement de la culture de la paix; vi) amélioration de la sécurité alimentaire pour les groupes vulnérables et gestion des ressources naturelles; et vii) renforcement et intensification de l'action nationale contre le VIH/sida[123].

55. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) a rendu compte de l'aide qu'il avait apportée dans la lutte contre le blanchiment d'argent, le terrorisme et la traite des personnes, notamment en organisant des ateliers de formation d'instructeurs nationaux, consacrés plus particulièrement aux cadres juridiques internationaux et nationaux de lutte contre la traite des êtres humains, aux mesures de prévention et aux techniques d'enquête ainsi qu'à l'engagement de poursuites contre les coupables, à la protection des victimes et à la coopération internationale et dans le domaine du renforcement des capacités de la Commission de lutte contre la corruption[124].

Notes

[1] Unless indicated otherwise, the status of ratifications of instruments listed in the table may be found in *Multilateral Treaties Deposited with the Secretary-General: Status as at 31 December 2006* (ST/LEG/SER.E.25), supplemented by the official website of the United Nations Treaty Collection database, Office of Legal Affairs of the United Nations Secretariat, http://untreaty.un.org/.

[2] The following abbreviations have been used in this document:

ICERD	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights
ICCPR-OP 1	Optional Protocol to ICCPR
ICCPR-OP 2	Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women
OP-CEDAW	Optional Protocol to CEDAW
CAT	Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment
OP-CAT	Optional Protocol to CAT

CRC	Convention on the Rights of the Child
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography
ICRMW	International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families
CPD	Convention on the Rights of Persons with Disabilities
OP-CPD	Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities
CED	International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance

[3] Declaration on minimum age for voluntary recruitment (18 years old).

[4] Information relating to other relevant international human rights instruments, including regional instruments, may be found in the pledges and commitments undertaken by Burkina Faso before the Human Rights Council, as contained in the note verbale dated 9 May 2008 sent by the Permanent Mission of Burkina Faso to the United Nations addressed to the President of the General Assembly (A/62/837).

[5] Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime.

[6] 1951 Convention relating to the Status of Refugees and its 1967 Protocol, 1954 Convention relating to the status of Stateless Persons and 1961 Convention on the Reduction of Statelessness.

[7] Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field (First Convention); Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea (Second Convention); Convention relative to the Treatment of Prisoners of War (Third Convention); Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (Fourth Convention); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts (Protocol II); Protocol additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Adoption of an Additional Distinctive Emblem (Protocol III). For the official status of ratifications, see Federal Department of Foreign Affairs of Switzerland, at www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/intla/intrea/chdep/warvic.html.

[8] International Labour Organization Convention No. 29 concerning Forced or Compulsory Labour; Convention No. 105 concerning the Abolition of Forced Labour, Convention No. 87 concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organize; Convention No. 98 concerning the Application of the Principles of the Right to Organize and to Bargain Collectively; Convention No. 100 concerning Equal Remuneration for Men and Women Workers for Work of Equal Value; Convention No. 111 concerning Discrimination in Respect of Employment and Occupation; Convention No. 138 concerning Minimum Age for Admission to Employment; Convention No. 182 concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour.

[9] Burkina Faso's voluntary pledges submitted in support of its candidacy to the membership of the Human Rights Council, New York, 1 May 2008, (A/62/837, p. 3). Document available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/62/837&Lang=E.

[10] CRC, concluding observations (CRC/C/15/Add.193, para. 8).

[11] Ibid., para. 13. See also A/HRC/7/9/Add.1, para. 12.

[12] CRC/C/15/Add.193, para. 14.

[13] For the list of national human rights institutions with accreditation status granted by the International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights (ICC), see A/HRC/7/69, annex VIII, and A/HRC/7/70, annex I.

[14] See also A/HRC/7/9/Add.1, para. 13.

[15] CRC/C/15/Add.193, para. 3 (b).

[16] Ibid., para. 3 (e).

[17] Ibid., para. 9.

[18] CEDAW, concluding comments (CEDAW/C/BFA/CO/4-5, para. 18).

[19] UNESCO, Education For All. Global Monitoring Report 2006, Paris, 2005, p. 32.

[20] CRC/C/15/Add.193, para. 9.

[21] Ibid., para. 10.

[22] Ibid., para. 20 (c).

[23] IMF, Burkina Faso Country Report No. 08/212, July 2008, Washington, p. 56. Report available at www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2008/cr08212.pdf.

[24] The following abbreviations have been used in this document:

CERD	Committee on the Elimination of Racial Discrimination
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination against Women
CRC	Committee on the Rights of the Child

[25] CEDAW/C/BFA/CO/4-5, para. 21.

[26] A/HRC/7/9/Add.1, para. 17.

[27] Report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants (E/CN.4/2006/73/Add.2).

[28] A/HRC/7/9/Add.1.

[29] E/CN.4/2006/73/Add.2, para. 2.

[30] A/HRC/7/9/Add.1, para. 7.

[31] The questionnaires included in this section are those which have been reflected in an official report by a special procedure mandate-holder.

[32] See (i) report of the Special Rapporteur on the right to education (A/HRC/4/29): questionnaire on the right to education of persons with disabilities sent in 2006; (ii) report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants (A/HRC/4/24): questionnaire on the impact of certain laws and administrative measures on migrants sent in 2006; (iii) report of the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially women and children (A/HRC/4/23): questionnaire on issues related to forced marriages and trafficking in persons sent in 2006; (iv) report of the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders (E/CN.4/2006/95 and Add.5): questionnaire on the implementation of the Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms sent in June 2005; (v) report of the Special Rapporteur on the situation of human rights and fundamental freedoms of indigenous people (A/HRC/6/15): questionnaire on the human rights of indigenous people sent in August 2007; (vi) report of the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially in women and children (E/CN.4/2006/62) and the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (E/CN.4/2006/67): joint questionnaire on the relationship between trafficking and the demand for commercial sexual exploitation sent in July 2005; (vii) report of the Special Rapporteur on the right to education (E/CN.4/2006/45): questionnaire on the right to education for girls sent in 2005; (viii) report of the Working Group on mercenaries (A/61/341): questionnaire concerning its mandate and activities sent in November 2005; (ix) report of the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (A/HRC/4/31): questionnaire on the sale of children's organs sent on July 2006; (x) report of the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (E/CN.4/2005/78): questionnaire on child pornography on the Internet sent in July 2004; (xi) report of the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (A/HRC/7/8): questionnaire on assistance and rehabilitation programmes for child victims of trafficking and sexual commercial exploitation sent in July 2007; (xii) report of the Special Representative of the Secretary-General on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises (A/HRC/4/35/Add.3): questionnaire on human rights policies and management practices.

[33] High Commissioner's Strategic Management Plan 2008-2009, pp. 50-51.

[34] OHCHR 2007 Report - Activities and Results, p. 25. See also the 2008 report of the Secretary-General (A/HRC/7/58, para. 16).

[35] CEDAW/C/BFA/CO/4-5, para. 27.

[36] Ibid. para. 34.

[37] CRC/C/15/Add.193, para. 23.

[38] Ibid.

[39] Ibid., para. 24.

[40] Ibid., para 47.

[41] Ibid., para. 25.

[42] Ibid., para. 26.

[43] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, 2008, Geneva (062006BFA111).

[44] CRC/C/15/Add.193, para. 30.

[45] Ibid., para. 31.

[46] Ibid., para. 61.

[47] Ibid., para. 36.

[48] Ibid., para. 37.

[49] CEDAW/C/BFA/CO/4-5, para. 23.

[50] Ibid., para. 27.

[51] UNICEF, The State of the World's Children 2006, New York, 2005, p. 65.

[52] Ibid.

[53] Ibid., para. 21.

[54] Ibid., para. 22.

[55] Ibid., para. 54.

[56] E/CN.4/2006/73/Add.2, para. 91.

[57] CRC/C/15/Add.193, para. 59.

[58] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, 2008, Geneva (062008BFA182).

[59] CEDAW/C/BFA/CO/4-5, para. 29.

[60] Ibid., para. 30.

[61] CRC/C/15/Add.193, para. 52.

[62] Ibid., para. 21.

[63] Ibid., para. 53.

[64] Ibid., para. 22 (a).

[65] Ibid., para. 56.

[66] Ibid., para. 57.

[67] Report of the Working Group (E/CN.4/2006/56, para. 115).

[68] A/HRC/7/9/Add.1, para. 11.

[69] Ibid., para. 10.

[70] CRC/C/15/Add.193, para. 61.

[71] CEDAW/C/BFA/CO/4-5, para. 28.

[72] CRC/C/15/Add.193, para. 34.

[73] IMF, Burkina Faso Country Report No. 08/212, July 2008, Washington, p. 57. For the website, see note 23.

[74] Report of the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment (E/CN.4/2005/62/Add.1, para. 164).

[75] CEDAW/C/BFA/CO/4-5, para. 37.

[76] United Nations Statistics Division, Coordinated data and analyses by country. Data available at http://mdgs.un.org/unsd/mdg.

[77] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, 2008, Geneva (062008BFA087).

[78] Ibid., 062008BFA100.

[79] CEDAW/C/BFA/CO/4-5, para. 16.

[80] The World Bank, Country Assistance Strategy for Burkina Faso, Washington, 2005, p. iii. Report available at www.wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2005/06/03/000090341_20050603143937/Rendered/PDF/32187a.pdf.

[81] A/HRC/7/9/Add.1, para. 25.

[82] UNAIDS/WHO, 07 AIDS Epidemic Update, Geneva, 2007, p. 19.

[83] United Nations Statistics Division, Coordinated data and analyses by country. Data available at http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Data.aspx.

[84] CRC/C/15/Add.193, para. 42.

[85] UNICEF, The State of the World's Children 2005, New York, 2004, p. 84.

[86] CEDAW/C/BFA/CO/4-5, para. 36.

[87] CRC/C/15/Add.193, para. 41.

[88] Ibid., para. 38.

[89] Ibid., para. 39.

[90] CEDAW/C/BFA/CO/4-5, para. 35.

[91] WFP, Protracted Relief and Recovery Operations approved by the Executive Director (1 July-31 December 2006), Burkina Faso, 10541.0 (WFP/EB.A/2007/10-B/3, p. 3). Report available at http://www.wfp.org/eb/docs/2007/wfp124323~1.pdf.

[92] FAO submission, p. 2.

[93] UN-HABITAT, Global Report on Human Settlements 2007, p. 352.

[94] UN-HABITAT, Annual Report 2006, Nairobi, 2007, p. 15.

[95] CRC/C/15/Add.193, para. 38.

[96] UNDP, Human Development Report 2006, New York, 2006, p. 9.

[97] A/HRC/7/9/Add.1, para. 41.

[98] Ibid., para. 37.

[99] Ibid., para. 40.

[100] Ibid., para. 20.

[101] Ibid., para. 21.

[102] Ibid., para. 22.

[103] UNESCO, Education For All. Global Monitoring Report 2008, Paris, 2007, p. 4.

[104] A/HRC/7/9/Add.1, para. 23.

[105] Ibid.

[106] UNDG, 2007 Resident Coordinator Annual Report; Burkina Faso, p. 2. Report available at http://www.undg.org/RCAR/07/finalized/pdfs/RCAR_2007_BKF_NAR.pdf.

[107] World Bank, World Development Report 2007, Washington D.C., 2006, pp. 156-157.

[108] E/CN.4/2006/73/Add.2, para. 85.

[109] Ibid., para. 86.

[110] Ibid., para. 87.

[111] Ibid., para. 88.

[112] Ibid., para. 89.

[113] Ibid., para. 90.

[114] CEDAW/C/BFA/CO/4-5, para. 19.

[115] Ibid., para. 16.

[116] UNDP, Human Development Report 2005, New York, 2005, p. 98.

[117] CRC/C/15/Add.193, para. 4.

[118] Burkina Faso's voluntary pledges submitted in support of its candidacy to the membership of the Human Rights Council, New York, 1 May 2008 (A/62/837, pp. 3-4). For the website, see note 9.

[119] E/CN.4/2006/73/Add.2, para. 92.

[120] Ibid., para. 93.

[121] CRC/C/15/Add.193, para. 10.

[122] Ibid., para. 39 (d).

[123] UNDAF, Burkina Faso 2006-2010, p. 8, available at http://www.undg.org/docs/7720/UNDAF%20document%20finalisé.doc.

[124] UNODC submission, pp. 2-3. See also UNODC, Annual Report 2008, Vienna, 2008, p. 48.

Nations Unies A/HRC/WG.6/6/CIV/2

Assemblée générale

Distr. générale
18 septembre 2009
Français
Original: anglais/français

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Sixième session
Genève, 30 novembre-11 décembre 2009

Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme

Côte d'Ivoire

Le présent rapport est une compilation des renseignements figurant dans les rapports des organes conventionnels, des procédures spéciales, y compris les observations et les commentaires de l'État intéressé, et d'autres documents officiels des Nations Unies. Il ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, autres que celles figurant dans les rapports publics diffusés par celui-ci. Il suit la structure des directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme. Les sources des renseignements figurant dans la compilation sont systématiquement indiquées dans les notes. Le rapport a été établi en tenant compte de la périodicité du premier cycle de l'Examen, qui est de quatre ans. En l'absence d'informations récentes, les derniers rapports et documents disponibles ont également été pris en considération, à moins qu'ils ne soient dépassés. Comme le présent rapport ne rassemble que des informations figurant dans des documents officiels des Nations Unies, l'absence de renseignements concernant des questions spécifiques ou le traitement succinct de celles-ci tient peut-être au fait que l'État n'a pas ratifié tel ou tel instrument ou que l'interaction ou la coopération avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme a été faible.

GE.09-15752 (F) 261009 041109

I. Renseignements d'ordre général et cadre

A. Étendue des obligations internationales[1]

Principaux instruments universels relatifs aux droits de l'homme[2]	*Date de la ratification, de l'adhésion ou de la succession*	*Déclarations/ réserves*	*Reconnaissance des compétences particulières des organes conventionnels*	
Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	4 janvier 1973	Aucune	Plaintes émanant de particuliers (art. 14):	Non
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	26 mars 1992	Aucune	-	
Pacte international relatif aux droits civils et politiques	26 mars 1992		Plaintes inter-États (art. 41):	Non
Pacte international relatif aux droits civils et politiques – premier Protocole facultatif	5 mars 1997	Aucune	-	
CEDAW	18 décembre 1995	Aucune	-	
Convention contre la torture	18 décembre 1995		Plaintes inter-États (art. 21): Plaintes émanant de particuliers (art. 22): Procédure d'enquête (art. 20):	Non Non Non
Convention relative aux droits de l'enfant	4 février 1991	Aucune	-	

Instruments fondamentaux auxquels la Côte d'Ivoire n'est pas partie: Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels – Protocole facultatif[3], Pacte international relatif aux droits civils et politiques – deuxième Protocole facultatif, CEDAW – Protocole facultatif, Convention contre la torture – Protocole facultatif, Convention relative aux droits de l'enfant – Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, Convention relative aux droits de l'enfant – Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, Convention relative aux droits des personnes handicapées (signature seulement, 2007), Convention relative aux droits des personnes handicapées – Protocole facultatif (signature seulement, 2007) et Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Autres principaux instruments internationaux pertinents	*Ratification, adhésion ou succession*
Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide	Oui
Statut de Rome de la Cour pénale internationale	Non
Protocole de Palerme[4] (Protocole se rapportant à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée)	Non
Convention relative au statut des réfugiés et protocoles s'y rapportant; Convention relative au statut des apatrides et Convention sur la réduction des cas d'apatridie[5]	Oui, excepté les Conventions de 1954 et de 1961
Conventions de Genève du 12 août 1949 et Protocoles facultatifs additionnels[6]	Oui, excepté le Protocole additionnel III
Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail[7]	Oui
Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement	Oui

1. En 2001, le Comité des droits de l'enfant a encouragé la Côte d'Ivoire à ratifier et à mettre en œuvre les deux Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant, d'une part, la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et, d'autre part, l'implication d'enfants dans les conflits armés[8]. En 2003, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a exhorté la Côte d'Ivoire à envisager de faire la déclaration facultative prévue à l'article 14 de la Convention[9].

B. Cadre constitutionnel et législatif

2. Tout en rappelant le paragraphe 3 de l'article premier de la Convention, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a noté avec préoccupation en 2003 que l'utilisation abusive à des fins politiques de la loi de 1961 portant Code de la nationalité, modifiée par la loi de 1972, avait donné lieu à des pratiques discriminatoires. Le Comité a recommandé une application du Code de la nationalité conforme aux dispositions de la Convention[10].

3. En 2003, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a noté avec préoccupation que la loi de 1998 relative au domaine foncier avait provoqué, lors de son application, une insécurité foncière pour les étrangers de certains groupes ethniques qui possédaient des terres antérieurement à son adoption et a prié instamment la Côte d'Ivoire de poursuivre ses efforts pour mieux expliquer ce texte auprès des populations concernées et pour mieux protéger les droits acquis[11].

4. En mai 2007, le Secrétaire général a indiqué que l'Accord politique de Ouagadougou, signé le 4 mars 2007, qui cherchait à résoudre la crise, était silencieux sur la promotion et le suivi des droits de l'homme, aspect crucial de la normalisation de la situation politique en Côte d'Ivoire[12].

C. Cadre institutionnel et infrastructures des droits de l'homme

5. En avril 2009, l'Équipe du système des Nations Unies en Côte d'Ivoire (le système des Nations Unies) mentionnait que les statuts de la Commission nationale des droits de l'homme créée en 2005 n'étaient pas conformes aux Principes de Paris[13]. Au 8 juin 2009, la Côte d'Ivoire n'avait pas d'institution nationale des droits de l'homme accréditée par le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme[14]. En juillet 2009, le Secrétaire général a indiqué que la Commission nationale des droits de l'homme avait présenté le 29 juin son premier rapport annuel dans lequel elle formulait des recommandations au Gouvernement visant à renforcer encore son efficacité, son autonomie et son indépendance, conformément aux Principes de Paris[15].

D. Mesures de politique générale

6. En 2005, la Côte d'Ivoire a adopté le Plan d'action 2005-2009 pour le Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme (à compter de 2005)[16]. Le 18 juillet 2006, le Gouvernement a décidé que le Conseiller juridique auprès du Ministre de l'éducation servirait d'agent de liaison pour le Programme mondial[17].

7. En 2001, tout en prenant note des efforts entrepris par l'État dans le cadre de son plan d'action visant à lutter contre la traite des enfants, le Comité des droits de l'enfant est resté profondément préoccupé par le fait qu'un grand nombre d'enfants étaient victimes de traite aux fins de leur exploitation en tant que domestiques ainsi que dans l'agriculture et le

secteur minier notamment[18]. En octobre 2007, le Secrétaire général a indiqué qu'en mai de la même année, le Ministère de la famille, des femmes et des affaires sociales, la police judiciaire, l'Organisation internationale pour les migrations et plusieurs organisations nationales avaient adopté un programme de lutte contre la traite qui devait permettre de renforcer les capacités nationales en matière d'enquête, de poursuites judiciaires et de protection juridique des victimes[19], conformément à la recommandation formulée par le Comité des droits de l'enfant en 2001[20].

II. Promotion et protection des droits de l'homme dans le pays

A. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

1. Coopération avec les organes conventionnels

Organe conventionnel	*Dernier rapport soumis et examiné*	*Observations finales les plus récentes*	*Réponse suite aux observations finales*	*État de la soumission des rapports*
CERD[21]	2003	Mars 2003		Quinzième au dix-septième et dix-huitième rapports attendus depuis 2006 et 2008, respectivement
Comité des droits économiques, sociaux et culturels			-	Rapport initial au troisième rapport attendus depuis 1994, 1999 et 2004, respectivement
Comité des droits de l'homme				Rapport initial attendu depuis 1993
CEDAW			-	Rapport initial au troisième rapport attendus depuis 1997, 2001 et 2005, respectivement
Comité contre la torture			-	Rapport initial au troisième rapport attendus depuis 1997, 2001 et 2005, respectivement
Comité des droits de l'enfant	2001	Juin 2001	-	Deuxième au quatrième rapport attendus depuis 1998, 2003 et 2008, respectivement

2. Coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Invitation permanente à se rendre dans le pays	Non
Visites ou rapports de mission les plus récents	Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (9-21 février 2004)[22]; Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression (28 janvier-5 février 2004)[23]; Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays (17-24 avril 2006)[24]; Rapporteur spécial sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme (3-8 août 2008)[25].
Accord de principe pour une visite	Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.
Visite demandée et non encore accordée	Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Coopération/moyens mis à disposition pour faciliter les missions	Le Représentant du Secrétaire général pour les personnes déplacées dans leur propre pays a exprimé sa profonde gratitude au Gouvernement pour son invitation et pour l'organisation très rapide de la partie officielle de sa mission[26].
Réponses aux lettres d'allégations et aux appels urgents	Durant la période à l'examen, 7 communications ont été adressées concernant notamment des groupes particuliers, 11 hommes et 1 femme. Le Gouvernement a répondu à trois communications, ce qui représente un taux de réponse de 43 %.
Suite donnée aux visites	-
Réponses aux questionnaires sur des questions thématiques[27]	La Côte d'Ivoire n'a répondu dans les délais prescrits à aucun des 15 questionnaires envoyés par des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales[28].

3. Coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

8. En février 2004, par sa résolution 1528 (2004), le Conseil de sécurité a créé l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Modifié par la résolution 1609 (2005) du Conseil de sécurité, le mandat de l'Opération dans le domaine des droits de l'homme consiste à contribuer à la promotion et à la défense des droits de l'homme en Côte d'Ivoire en prêtant une attention particulière aux actes de violence commis contre les enfants et les femmes; à surveiller et aider à enquêter sur des violations des droits de l'homme pour mettre fin à l'impunité; et à tenir le Comité du Conseil de sécurité établi par la résolution 1572 (2004) régulièrement informé de l'évolution de la situation à cet égard[29]. Le HCDH appuie la composante droits de l'homme de l'ONUCI dans le cadre de ses activités de formation, de plaidoyer, de sensibilisation et d'assistance technique visant à résoudre les principaux problèmes qui se posent dans le domaine des droits de l'homme, notamment l'impunité et le non-respect des droits de l'homme et des enfants[30]. C'est dans ce contexte que la composante droits de l'homme de l'ONUCI a par exemple suivi au quotidien la situation des droits de l'homme et réalisé des missions d'enquêtes extraordinaires sur les allégations de violations des droits de l'homme[31]. En janvier 2009, le Secrétaire général a indiqué que l'ONUCI continuerait à suivre les violations des droits de l'homme et à enquêter à leur sujet, en vue de contribuer aux efforts visant à mettre fin à l'impunité, s'agissant notamment de la violence à l'égard des femmes et des enfants, ainsi que de tout incident pouvant avoir une incidence sur la sécurité du processus électoral[32].

9. La composante droits de l'homme de l'ONUCI fournit également des services d'assistance technique et d'appui technique à la Commission nationale des droits de l'homme[33] et réalise de nombreuses activités de formation et de sensibilisation, notamment à l'intention des agents des forces de l'ordre, des fonctionnaires, des enseignants et de la société civile[34]. Elle collabore avec le Ministère de l'éducation nationale afin d'intégrer les questions relatives aux droits de l'homme dans les programmes scolaires et d'organiser des activités de formation et d'assistance technique aux associations d'élèves et d'étudiants qui s'occupent des droits de l'homme[35]. Le Secrétaire général a également indiqué que l'ONUCI avait intensifié sa campagne de sensibilisation auprès des parties au conflit pour les inciter à formuler un plan d'action national pour la protection des enfants en situation de conflit armé[36]. En avril 2009, le Secrétaire général a également fait observer que les spécialistes des droits de l'homme de l'ONUCI continuaient de fournir une assistance aux victimes de violence, en collaboration avec des partenaires extérieurs[37].

B. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme

1. Égalité et non-discrimination

10. En 2003, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a exprimé sa préoccupation eu égard aux informations faisant état de violences raciales et xénophobes qu'atteste l'existence de charniers dans différentes régions du pays, et a encouragé la Côte d'Ivoire à poursuivre ses efforts pour en prévenir la répétition et en punir les responsables[38]. Parallèlement, le CERD a accueilli avec satisfaction l'engagement pris par le Gouvernement de poursuivre tout média qui aurait incité à la haine ou à la discrimination raciale[39]. En avril 2009, le système des Nations Unies a signalé la promulgation par le Président de la République de la loi d'août 2008 portant répression du racisme, de la xénophobie, du tribalisme et des discriminations raciales et religieuses en application de l'une des recommandations du Rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression lors de sa visite en 2004[40].

11. Tout en notant qu'elle était interdite par la Constitution, le Comité des droits de l'enfant s'est inquiété en 2001 de la persistance de la discrimination dont étaient victimes les enfants étrangers, les enfants handicapés, les enfants nés hors mariage, les enfants appartenant aux minorités ethniques, les enfants musulmans et les filles. Le Comité s'est en outre inquiété des difficultés de certains groupes vulnérables d'enfants à exercer leurs droits[41]. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé notamment à la Côte d'Ivoire de faire des efforts concertés à tous les niveaux pour lutter contre la discrimination par le biais d'un examen et d'une réorientation des politiques, y compris l'augmentation des allocations budgétaires consacrées aux programmes destinés aux peuples les plus vulnérables et à lancer de vastes campagnes d'information pour prévenir et combattre toutes les formes de discrimination, le cas échéant dans le cadre de la coopération internationale[42].

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

12. En janvier 2009, le Secrétaire général a indiqué que des éléments des Forces nouvelles avaient commis de graves violations des droits de l'homme contre des éléments démobilisés à Vavoua, Séguéla, Korhogo et Bouaké[43]. En avril 2009, il a signalé que les responsables du maintien de l'ordre avaient continué de faire un usage excessif de la force à l'encontre des civils[44] et a indiqué que dans les zones tenues par les Forces nouvelles de nombreux cas de torture et de mauvais traitements avaient été signalés[45].

13. En octobre 2007, le Secrétaire général a fait référence à l'engagement pris par les Forces nouvelles de mettre en œuvre un plan d'action pour en finir avec l'utilisation d'enfants soldats[46] et, en juillet 2008, il a annoncé son intention de retirer les Forces nouvelles et les milices favorables au Gouvernement de la liste des parties au conflit armé qui recrutaient ou utilisaient des enfants soldats[47]. En mars 2009, il a indiqué qu'aucun élément d'information relatif à l'utilisation d'enfants soldats par les forces armées ou des groupes armés entre septembre 2007 et décembre 2008 n'avait été corroboré[48].

14. En 2009, l'UNICEF a indiqué que 21 % des enfants âgés de 2 à 14 ans étaient battus tandis que 39 % des mères ou des adultes responsables considéraient que les enfants devaient faire l'objet de châtiments corporels pour être bien éduqués. La violence contre des enfants fait écho à la violence contre les femmes qui est socialement acceptée[49].

15. Concernant la violence sexuelle en général, en janvier 2009, le Conseil de sécurité a exhorté toutes les parties ivoiriennes à prendre les mesures voulues pour protéger les civils contre toutes formes de violence sexuelle[50]. En avril 2009, le Secrétaire général a déclaré que la violence à l'égard des femmes et des filles demeurait un grave motif de préoccupation, surtout dans l'ouest et dans la région de Vavoua, tout en notant que la plupart des auteurs de ces actes jouissaient de l'impunité dans tout le pays du fait de la

corruption et parce que le système judiciaire ne s'attaquait pas au problème de façon énergique[51], ainsi qu'en raison des normes culturelles et traditionnelles largement acceptées[52]. Il a relevé que le climat généralisé d'impunité existait en particulier pour les crimes contre les enfants[53]. Le Secrétaire général a en outre indiqué que l'ONUCI avait accueilli avec satisfaction un plan d'action présenté par les Forces nouvelles le 19 janvier 2009, dans lequel celles-ci s'étaient engagées à combattre la violence sexuelle dans les zones classées sous leur contrôle[54]. En juillet 2009, le Secrétaire général a indiqué que les enlèvements, le viol et actes de violence dirigés contre les filles et les femmes demeuraient fréquents, que cette tendance inquiétante persistait surtout dans l'ouest et dans le nord du pays, où de jeunes enfants auraient été violés par des hommes non identifiés[55]. Il a signalé que des consultations se poursuivaient avec le Gouvernement et les autres parties prenantes pour mettre au point le plan d'action national de lutte contre les violences sexuelles[56].

16. En 2001, le Comité des droits de l'enfant s'est inquiété de la fréquence des sévices, y compris des violences sexuelles, et du délaissement des enfants, et s'est déclaré préoccupé par l'insuffisance des efforts faits pour protéger les enfants. Il s'est aussi déclaré particulièrement préoccupé par le taux élevé de violence familiale et les violences sexuelles dont étaient victimes les filles à l'école et qui conduisait à un taux d'abandon élevé dans le primaire et le secondaire. En outre, il s'est inquiété du manque de ressources financières et humaines et du manque de personnel suffisamment formé pour prévenir les violences physiques et sexuelles et lutter contre ces violences[57]. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Gouvernement d'adopter les mesures et politiques nécessaires et de contribuer à l'évolution des mentalités; d'enquêter en bonne et due forme sur les cas de violence familiale et de sévices sexuels à l'école et de punir les auteurs, en veillant particulièrement aux droits des enfants témoins et des enfants victimes; et de prendre des mesures pour prévenir la culpabilisation et la stigmatisation des victimes[58].

17. En juillet 2009, le Secrétaire général a indiqué que les enfants continuaient de faire l'objet de violences sexuelles dans l'ensemble du pays, en particulier dans les régions où les forces de l'ordre n'exerçaient qu'une autorité limitée; et que la plupart des actes de violence s'étaient produits dans le contexte d'autres actes criminels graves[59].

18. En 2001, tout en saluant l'adoption d'une nouvelle loi sur les mutilations génitales féminines (1998), le Comité des droits de l'enfant s'est inquiété du caractère généralisé de cette pratique[60], et a exhorté l'État à poursuivre ses efforts pour mettre fin à la pratique des mutilations génitales féminines, notamment en élaborant et en appliquant une législation et des programmes visant à sensibiliser la population à ses effets préjudiciables[61]. En 2009, l'UNICEF a noté que les mutilations génitales féminines continuaient d'être pratiquées en Côte d'Ivoire[62]. En juillet 2009, le Secrétaire général a rendu compte des tables rondes organisées par l'ONUCI sur le thème de la mutilation génitale féminine, qui faisaient suite à une série de réunions de sensibilisation des élèves à l'école; la table ronde avait été l'occasion d'étudier avec des représentants de l'administration et des acteurs locaux les incidences juridiques, sociales et sanitaires des mutilations génitales féminines[63].

19. En 2001, le Comité des droits de l'enfant s'est inquiété des très mauvaises conditions de détention des enfants, conditions assimilables dans de nombreux cas à un traitement cruel, inhumain ou dégradant, comme énoncé à l'alinéa *a* de l'article 37 de la Convention[64]. Le Comité a engagé la Côte d'Ivoire à prendre toutes les mesures nécessaires pour améliorer les conditions de détention des enfants incarcérés et pour veiller à ce que tous les cas de violence et de sévices fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme[65].

20. En 2007, la Commission d'experts de l'OIT, dans ses observations concernant la Convention n° 182 sur les pires formes de travail des enfants, s'est référée à des allégations de traite d'enfants à des fins d'exploitation économique et d'une pratique répandue selon laquelle des travailleurs migrants, y compris des enfants, étaient forcés de travailler dans des plantations, en particulier des plantations de cacao, contre leur gré[66]. En 2009,

l'UNICEF a indiqué qu'en raison de sa base économique relativement forte en Afrique occidentale, la Côte d'Ivoire demeurait l'une des principales destinations pour la traite d'enfants dans la sous-région[67]. En avril 2009, le système des Nations Unies a signalé que dans le domaine de la protection de l'enfance, le Gouvernement a initié un avant-projet de loi (2006) portant interdiction de la traite et des pires formes de travail des enfants. Un arrêté déterminant la liste des travaux dangereux pour les enfants avait été publié en 2005[68].

3. Administration de la justice, y compris impunité, et primauté du droit

21. En 2001, tout en reconnaissant les efforts entrepris par l'État, le Comité des droits de l'enfant est resté préoccupé par le peu de progrès accomplis dans la création d'un système performant de justice pour mineurs dans le pays et a recommandé à l'État de prendre des mesures supplémentaires pour réformer le système de la justice pour mineurs[69]. En 2009, l'UNICEF a relevé que sur les 22 prisons que comptait le pays, seulement huit disposaient d'une section spéciale pour les garçons mineurs et a indiqué que les filles mineures étaient systématiquement détenues avec des adultes. Il n'existait pas de budget destiné à l'alimentation et aux soins de santé des mineurs incarcérés et il n'existait pas de département spécial pour mineurs, sauf à Abidjan[70].

22. En mai 2008, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme s'est déclarée préoccupée par l'ordonnance de 2007 sur l'amnistie, qui semblait ne pas être conforme aux dispositions de l'Accord politique de Ouagadougou relatives à l'amnistie et aux dispositions de la loi de 2003 sur l'amnistie. Elle a rappelé que dans le cadre de la lutte contre l'impunité, il ne devrait pas y avoir d'amnistie pour les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les autres violations des droits de l'homme, et a encouragé le Gouvernement à revoir l'ordonnance de 2007 sur l'amnistie afin de l'aligner sur les normes internationales[71].

23. En octobre 2008, le Secrétaire général a indiqué que des éléments des Forces nouvelles extorquaient souvent de l'argent des victimes elles-mêmes et des membres de leur famille pour mettre en liberté des personnes qui se trouvaient en détention arbitraire[72]. En outre, il a signalé en avril 2009 que dans les zones tenues par les Forces nouvelles, des cas fréquents d'arrestation arbitraire et de détention illégale étaient signalés[73].

24. Toujours en octobre 2008, le Secrétaire général a indiqué que l'impuissance des agents de l'ordre public à arrêter ou identifier les auteurs de violations des droits de l'homme avait exacerbé les tensions au sein des communautés ethniquement mixtes, ce qui avait entraîné des affrontements entre les communautés concernées et un cercle vicieux d'attaques et de représailles[74]. En avril 2009, le Secrétaire général a fait les observations similaires concernant le nord du pays, où la situation continuait d'être marquée par la persistance de l'impunité, compte tenu du mauvais fonctionnement du système judiciaire[75], notamment l'insuffisance des effectifs de police et de gendarmerie, des tribunaux mal équipés ou sécurisés et de la nécessité de remettre en état les bâtiments abritant les tribunaux[76]. En juillet 2009, il a fait observer que l'absence de progrès accomplis dans la réaffectation d'officiers de police judiciaire et de personnel pénitentiaire continuait d'entraver les tentatives visant à rétablir la primauté du droit dans tout le pays[77]. Il a souligné que les efforts déployés par l'ONUCI afin de prévenir les actes de violence contre les filles et les femmes et faire en sorte qu'ils ne restent pas impunis s'étaient poursuivis avec un succès limité, notamment en raison des retards intervenus dans le redéploiement effectif de l'appareil judiciaire[78].

25. Toujours en juillet 2009, le Secrétaire général a indiqué que les actes de violence perpétrés par des membres de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire et d'autres groupes d'étudiants provoquaient des troubles dans le secteur de l'éducation, avaient fait des blessés et des victimes et avaient entraîné la destruction de biens publics et privés. Il a ajouté que ces actes restaient souvent impunis[79].

4. Droit au respect de la vie privée, mariage et vie de famille

26. En 2001, le Comité des droits de l'enfant s'est inquiété de la différence entre l'âge légal minimum du mariage pour les garçons (20 ans) et pour les filles (18 ans)[80] et a recommandé à la Côte d'Ivoire de revoir sa législation en la matière[81].

5. Liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, et droit de participer à la vie publique et politique

27. En 2003, le Comité pour l'élimination et la discrimination raciale a noté avec préoccupation que l'interprétation abusive des lois électorales avait provoqué des tensions entre les groupes ethniques et religieux et a recommandé que ces lois fassent l'objet d'un réexamen eu égard aux dispositions de la Convention quant au droit de tous les citoyens de participer à la vie politique[82].

28. En janvier 2008, le Secrétaire général a noté que l'érosion de l'autorité des organes de contrôle qui surveillent la couverture médiatique des activités des partis politiques était préoccupante[83]. Malgré l'adoption en mai 2008 de directives relatives à la couverture des élections par les médias ainsi que les déclarations sur la liberté du discours politique, la liberté d'expression dans les médias et contre les discours incitant à la haine[84], le Secrétaire général a noté en juillet 2009 que plusieurs médias privés avaient continué de se faire l'écho de déclarations provocatrices de partis et de groupes politiques contre leurs rivaux et que les médias audiovisuels publics n'avaient toujours pas rendu compte de façon impartiale des activités des groupements politiques. L'ONUCI avait organisé des consultations avec les principales institutions ivoiriennes responsables de la surveillance des médias afin de mettre en place un mécanisme d'alerte rapide et de prévention[85].

29. En octobre 2008[86], et de nouveau en janvier 2009[87], le Secrétaire général a rendu compte des problèmes rencontrés dans le cadre des opérations d'identification de la population et d'inscription des électeurs, et a indiqué qu'en consultation avec les dirigeants des Forces de défense et de sécurité et des Forces nouvelles, l'ONUCI avait mis au point un plan de sécurisation des élections[88]. En juillet 2009, il a indiqué que si les chiffres définitifs officiels consolidés n'avaient toujours pas été publiés au 1er juillet, quelque 6,4 millions d'Ivoiriens avaient été identifiés et inscrits sur les listes électorales dans l'ensemble du pays en dépit des problèmes financiers et des retards techniques, et que les opérations d'identification et d'inscription des électeurs s'étaient officiellement achevées le 30 juin[89]. Il a également déclaré qu'il se félicitait que les parties ivoiriennes aient réaffirmé et officialisé l'engagement qu'elles avaient pris dans le contexte des négociations de Pretoria de 2005, à savoir que tous les signataires de l'Accord de paix de Linas-Marcoussis (2003) étaient habilités à se présenter comme candidats aux élections présidentielles, ce qui était crucial pour la crédibilité et la transparence du processus électoral[90].

30. En mai 2009, le Conseil de sécurité s'est félicité du communiqué du Cadre permanent de concertation de l'Accord politique de Ouagadougou, qui prévoit un calendrier électoral détaillé fixant au 29 novembre 2009 la date du premier tour des élections présidentielles en Côte d'Ivoire, et a souligné que la mise en œuvre du calendrier refléterait le degré d'engagement politique des acteurs politiques ivoiriens dans la tenue d'élections libres, justes, ouvertes et transparentes dans un environnement sûr[91]. En juillet 2009, le Secrétaire général a exhorté les parties ivoiriennes à respecter la date des élections présidentielles et à faire en sorte que les élections soient libres, ouvertes et transparentes[92].

6. Droit au travail et droit des conditions de travail justes et favorables

31. En 2007, la Commission d'experts de l'OIT s'est déclarée préoccupée par l'application de la Convention n° 87 de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du

droit syndical et, en particulier, par la situation politique dans le pays, qui avait à l'évidence des effets négatifs sur les droits syndicaux et le respect des conventions collectives[93].

7. Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant

32. En juillet 2009, le Secrétaire général a indiqué que la cohésion sociale se trouvait menacée dans plusieurs villages du fait du conflit récurrent qui, dans le nord, opposait les agriculteurs et les éleveurs en raison des dommages causés aux cultures par le bétail[94].

33. En 2009, l'UNICEF a indiqué que l'augmentation du coût de la vie continuait d'influer sur les conditions de vie[95]. Le Fonds a également indiqué que la santé maternelle demeurait un problème majeur et que le niveau élevé du taux de mortalité maternelle était principalement dû à la médiocrité des services sanitaires et à l'accès insuffisant aux services de santé durant la grossesse[96].

34. En avril 2009, le Secrétaire général a indiqué que les grèves dans plusieurs secteurs du service public, notamment l'éducation, l'administration civile et les services de santé, avaient entraîné des perturbations dans le bon fonctionnement de l'administration et dans la fourniture des services de base[97].

35. En 2009, la Commission d'experts de l'OIT a noté que, d'après les renseignements figurant dans la brochure épidémiologique du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), on comptait environ 310 000 orphelins du VIH/sida en Côte d'Ivoire. La Commission a fait observer que le VIH/sida avait un impact sur les orphelins, qui risquaient ainsi d'être impliqués dans les pires formes de travail des enfants[98].

36. Durant sa visite officielle en 2008, le Rapporteur spécial sur les déchets toxiques a noté que des déchets toxiques avaient été déversés en un total de 18 points répartis sur sept sites à Abidjan et dans ses banlieues. Après presque deux ans, ces sites n'avaient toujours pas été dépollués et continuaient de menacer la vie et la santé de dizaines de milliers de résidents, toutes couches sociales confondues, à Abidjan. La question de l'indemnisation soulevait également des inquiétudes. Le Gouvernement a tenté de prendre des mesures pour enregistrer les victimes; celles qui ont été enregistrées dans les centres de santé ont bénéficié d'un traitement médical gratuit après la crise. Toutefois, beaucoup restait encore à faire d'après le Rapporteur spécial[99].

37. En avril 2009, le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire créé par les résolutions 1572 (2004) et 1584 (2005) du Conseil de sécurité a indiqué que, dans le nord du pays, des milices quasi privées contrôlaient les ressources naturelles et continuaient d'extorquer des loyers aux entreprises locales et à la population civile[100].

8. Droit à l'éducation

38. En 2009, l'UNICEF a indiqué que, d'après les statistiques récentes, 45 % des enfants en âge scolaire n'allaient pas à l'école; que les écarts entre zones rurales et urbaines étaient respectivement de 52 % et de 33 %, et entre les pauvres et les non-pauvres de 65 % et 19 %. L'UNICEF a souligné que, si cette tendance se poursuivait, l'objectif de la Côte d'Ivoire de parvenir à l'éducation universelle primaire d'ici à 2015 ne serait pas atteint[101]. En 2009, la Commission d'experts de l'OIT a indiqué que le pays ne parviendrait probablement pas à garantir la parité entre les sexes pour ce qui est de l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2015[102].

39. En juillet 2009, le Secrétaire général a relevé que, par suite des grèves répétées des syndicats d'enseignants, les élèves s'étaient vus privés de leur droit à l'éducation[103]. Ces grèves, telles que celles de décembre 2006 et janvier 2007, avaient déjà été considérées par

le Secrétaire général en mars 2007 comme créant des difficultés majeures dans le secteur de l'éducation[104].

9. Personnes déplacées à l'intérieur du pays

40. Dans son rapport de 2006, le Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a noté, comme l'avait fait le HCR[105], que la Côte d'Ivoire ne connaissait pas une crise humanitaire mais faisait néanmoins face à une crise s'agissant de la protection des droits de l'homme des personnes déplacées. Tout en appréciant le fait que le Gouvernement partageait sa préoccupation, il a relevé que la crise tenait au fait qu'aucune mesure appropriée n'avait été prise pour répondre aux besoins des personnes déplacées. En outre, parce qu'elles ne connaissaient pas leurs droits, les personnes déplacées ne pouvaient demander qu'ils soient effectivement respectés. D'après les renseignements reçus, le Représentant du Secrétaire général a estimé que le nombre de personnes déplacées devait être compris entre 500 000 et un million, dont un petit nombre seulement vivait dans des camps. L'écrasante majorité − environ 98 % − vivait avec des familles hôtes, ce qui témoignait de l'esprit de solidarité du peuple ivoirien. Toutefois, cette intégration faisait qu'il était d'autant plus difficile pour les autorités d'identifier les personnes déplacées et de leur fournir l'assistance nécessaire. Le Représentant du Secrétaire général s'est déclaré profondément préoccupé par le dénuement de nombreuses personnes déplacées et par leur vulnérabilité au racket et à la corruption[106].

41. Le Représentant du Secrétaire général a recommandé au Gouvernement d'élaborer une stratégie globale et un plan d'action détaillé traitant des problèmes des personnes déplacées. Pour ce qui est du processus électoral, il a recommandé de prendre les mesures nécessaires pour assurer la pleine participation des personnes déplacées, sans discrimination. Des mesures devraient aussi être prises pour faciliter le retour de ceux qui le souhaitent, dans la sécurité et la dignité. À l'intention des Forces nouvelles, il a recommandé de prendre les mesures nécessaires pour créer des conditions qui permettent aux personnes déplacées de revenir dans les zones qu'elles contrôlent, en particulier des mesures de restitution des biens[107].

42. En janvier 2009, le Secrétaire général a rendu compte des affrontements intercommunautaires ayant pour motif des questions foncières entre des personnes déplacées de retour au pays et les populations locales dans l'ensemble du pays, affrontements qui ont fait des victimes[108]. En juillet 2009, il a indiqué que la violence intercommunautaire alimentée par la résistance des populations locales au retour de personnes déplacées originaires d'autres localités, particulièrement dans la région occidentale du pays, menaçait la cohésion sociale dans plusieurs villages[109].

III. Progrès, meilleures pratiques, difficultés et contraintes

43. En juillet 2009, le Secrétaire général a indiqué que la question de la réunification demeurerait probablement un défi majeur après les élections. Il a en outre indiqué que la stabilité à long terme de la Côte d'Ivoire dépendrait aussi de l'attitude des parties et des dirigeants ivoiriens, avant comme après les élections du mois de novembre, à résoudre les problèmes qui étaient au cœur de la crise. Il a ajouté que la réforme du secteur de la sécurité était une autre question essentielle qui devait être réglée afin d'instaurer une paix durable en Côte d'Ivoire, et que l'ONUCI, conformément à son mandat, épaulerait encore les parties ivoiriennes dans les efforts déployés pour faire avancer la réforme du secteur de la sécurité et mettre un terme à l'impunité[110].

IV. Priorités, initiatives et engagements nationaux essentiels

Recommandations spécifiques appelant une suite

44. En 2007, le Secrétaire général a formulé plusieurs recommandations à la Côte d'Ivoire, notamment de prendre des mesures concrètes manifestes pour remédier à la persistance de la culture d'impunité pour les violations commises contre les enfants, notamment en diligentant des enquêtes rigoureuses en temps voulu sur les incidents et en poursuivant les auteurs[111], d'élaborer un plan national d'action pour s'occuper de la prévalence des sévices sexuels, en particulier de la violence contre les filles[112]; et d'élaborer et de mettre en place, avec l'appui de l'ONU, des arrangements institutionnels appropriés pour faire en sorte que les enfants constituent une priorité dans le cadre des processus de paix, de reconstruction et de développement[113].

45. En 2008, le Rapporteur spécial sur les déchets toxiques a recommandé au Gouvernement de relancer la procédure pénale en souffrance à l'égard des particuliers et des entreprises impliqués dans des catastrophes résultant de déversements de déchets toxiques[114].

V. Renforcement des capacités et assistance technique

46. En 2001, le Comité des droits de l'enfant a recommandé à la Côte d'Ivoire de demander une assistance technique, notamment au Haut-Commissariat aux droits de l'homme et à l'UNICEF, dans le domaine de la justice pour mineurs et de la formation de la police[115]; à l'UNICEF, pour ce qui est de la violence, des sévices, de la négligence et de la maltraitance des enfants[116]; et à l'ONUSIDA en ce qui concerne le VIH/sida et les enfants[117].

47. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) 2009-2013 indique les objectifs suivants pour la Côte d'Ivoire dans le cadre de la consolidation de la paix et de la protection des droits de l'homme: récupération des biens arbitrairement pris ou compensation pour leurs propriétaires; pleine jouissance de la personnalité juridique pour tous les résidents du pays; reprise de la vie et du travail en commun pour les communautés affectées par la crise; libre circulation et sécurité sur l'étendue du territoire ivoirien[118] des personnes et des biens.

Notes

[1] Unless indicated otherwise, the status of ratifications of instruments listed in the table may be found in *Multilateral Treaties Deposited with the Secretary-General: Status as at 31 December 2006* (ST/LEG/SER.E.25), supplemented by the official website of the United Nations Treaty Collection database, Office of Legal Affairs of the United Nations Secretariat, http://treaties.un.org/.

[2] The following abbreviations have been used for this document:

ICERD	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
OP-ICESCR	Optional Protocol to ICESCR
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights
ICCPR-OP 1	Optional Protocol to ICCPR
ICCPR-OP 2	Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty

CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women
OP-CEDAW	Optional Protocol to CEDAW
CAT	Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment
OP-CAT	Optional Protocol to CAT
CRC	Convention on the Rights of the Child
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography
ICRMW	International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families
CRPD	Convention on the Rights of Persons with Disabilities
OP-CRPD	Optional Protocol to Convention on the Rights of Persons with Disabilities
CED	International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance

[3] Adopted by the General Assembly in its resolution 63/117 of 10 December 2008, in which the General Assembly recommended that a signing ceremony be organized in 2009. Article 17, paragraph 1, of OP-ICESCR states that "The present Protocol is open for signature by any State that has signed, ratified or acceded to the Covenant".

[4] Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime.

[5] 1951 Convention relating to the Status of Refugees and its 1967 Protocol, 1954 Convention relating to the status of Stateless Persons and 1961 Convention on the Reduction of Statelessness.

[6] Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field (First Convention); Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea (Second Convention); Convention relative to the Treatment of Prisoners of War (Third Convention); Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (Fourth Convention); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts (Protocol II); Protocol additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Adoption of an Additional Distinctive Emblem (Protocol III). For the official status of ratifications, see Federal Department of Foreign Affairs of Switzerland, at www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/intla/intrea/chdep/warvic.html.

[7] International Labour Organization Convention No. 29 concerning Forced or Compulsory Labour; Convention No. 105 concerning the Abolition of Forced Labour, Convention No. 87 concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organize; Convention No. 98 concerning the Application of the Principles of the Right to Organize and to Bargain Collectively; Convention No. 100 concerning Equal Remuneration for Men and Women Workers for Work of Equal Value; Convention No. 111 concerning Discrimination in Respect of Employment and Occupation; Convention No. 138 concerning Minimum Age for Admission to Employment; Convention No. 182 concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour.

[8] Concluding observations of the Committee on the Rights of the Child (CRC/C/15/Add.155), para. 64.

[9] Concluding observations of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD/C/62/CO/1), para. 25.

[10] Ibid., para. 11.

[11] Ibid., para. 13.

[12] S/2007/275, paras. 2 and 15.

[13] UNCT submission to UPR on Côte d'Ivoire, p. 4.

[14] For the list of national human rights institutions with accreditation status granted by the International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights (ICC), see A/HRC/10/55, annex I.

[15] S/2009/344, para. 35.

[16] See General Assembly resolution 59/113 B and Human Rights Council resolution 6/24. See also letters from the High Commissioner for Human Rights dated 9 January 2006 and 10 December 2007, at www2.ohchr.org/english/issues/education/training/Summary-national-initiatives2005-2009.htm (accessed on 27 April 2009).

[17] Letter from the National Ministry of Education dated 18 July 2006, and letters from the High Commissioner for Human Rights dated 9 January 2006 and 10 December 2007. See www2.ohchr.org/english/issues/education/training/Summary-national-initiatives2005-2009.htm (accessed on 27 April 2009). See also General Assembly resolution 59/113 B and Human Rights Council resolution 6/24.

[18] CRC/C/15/Add.155, para. 55.

[19] S/2007/593, para. 41.

[20] CRC/C/15/Add.155, para. 56.

[21] The following abbreviations have been used for this document:

CERD	Committee on the Elimination of Racial Discrimination
CESCR	Committee on Economic, Social and Cultural Rights
HR Committee	Human Rights Committee
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination against Women
CAT	Committee against Torture
CRC	Committee on the Rights of the Child

[22] E/CN.4/2005/18/Add.3.

[23] E/CN.4/2005/64/Add.2.

[24] A/HRC/4/38/Add.2.

[25] Press release, "Special Rapporteur on toxic waste concludes his mission to Côte d'Ivoire, Abidjan, 8 August 2008.

[26] A/HRC/4/38/Add.2, para. 3.

[27] The questionnaires included in this section are those which have been reflected in an official report by a special procedure mandate holder.

[28] See (a) report of the Special Rapporteur on the right to education (A/HRC/4/29), questionnaire on the right to education of persons with disabilities sent in 2006; (b) report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants (A/HRC/4/24), questionnaire on the impact of certain laws and administrative measures on migrants sent in 2006; (c) report of the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially women and children (A/HRC/4/23), questionnaire on issues related to forced marriages and trafficking in persons sent in 2006; (d) report of the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders (E/CN.4/2006/95 and Add.5), questionnaire on the implementation of the Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms sent in June 2005; (e) report of the Special Rapporteur on the situation of human rights and fundamental freedoms of indigenous people (A/HRC/6/15), questionnaire on the human rights of indigenous people sent in August 2007; (f) report of the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially in women and children (E/CN.4/2006/62) and the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (E/CN.4/2006/67), joint questionnaire on the relationship between trafficking and the demand for commercial sexual exploitation sent in July 2005; (g) report of the Special Rapporteur on the right to education (E/CN.4/2006/45), questionnaire on the right to education for girls sent in 2005; (h) report of the Working Group on mercenaries (A/61/341), questionnaire concerning its mandate and activities sent in November 2005; (i) report of the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (A/HRC/4/31), questionnaire on the sale of children's organs sent on July 2006; (j) report of the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (A/HRC/7/8), questionnaire on assistance and rehabilitation programmes for child victims of sexual exploitation sent in July 2007; (k) report of the Special Representative of the Secretary-General on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises (A/HRC/4/35/Add.3), questionnaire on human rights policies and management practices; (l) report of the Special Rapporteur on the right to education (A/HRC/8/10), questionnaire on the right to education in emergency situations sent in 2007; (m) Report of the Special Rapporteur on the right to education (June 2009) (A/HRC/11/8), questionnaire on the right to education for persons in detention; (n) report of the independent expert on the question of human rights and extreme poverty (June 2009) (A/HRC/11/9), questionnaire on

cash transfer programmes sent in October 2008; (o) report of the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences (June 2009) (A/HRC/11/6), questionnaire on political economy and violence against women.

[29] Resolution1528 (2004), para. 6 (n); resolution1609 (2005), para. 2 (t).
[30] OHCHR, *2008 Report: Activities and Results*, p. 86.
[31] Ibid.
[32] S/2009/21, para. 60.
[33] OHCHR, *2008 Report: Activities and Results*, p. 86.
[34] Ibid. and *2007 Report: Activities and Results*, p. 76; *Annual Report 2006*, p. 47.
[35] OHCHR, *2008 Report: Activities and Results*, p. 86.
[36] S/2009/21, para. 23.
[37] S/2009/196, para. 26.
[38] CERD/C/62/CO/1, para. 12.
[39] Ibid., para. 5.
[40] UNCT submission to UPR on Côte d'Ivoire, p. 11.
[41] CRC/C/15/Add.155, para. 22.
[42] Ibid., para. 23.
[43] S/2009/21, para. 19.
[44] S/2009/196, para. 25; see also S/2009/21, para. 20.
[45] S/2009/196, para. 25.
[46] S/2007/515, paras. 38–45.
[47] S/2008/451, para. 44.
[48] A/63/785-S/2009/158, para. 35.
[49] UNICEF submission to UPR on Côte d'Ivoire, pp. 5–6.
[50] Security Council resolution 1865 (2009), para. 12.
[51] S/2009/196, para. 26; see also S/2009/21, para. 20; S/2008/451, para. 41.
[52] S/2008/451, para. 52.
[53] S/2007/515, para. 7.
[54] S/2009/196, para. 28; see also A/63/785-S/2009/158, para. 38.
[55] S/2009/344, para. 34.
[56] Ibid., para. 37.
[57] CRC/C/15/Add.155, para. 36.
[58] Ibid., para. 37.
[59] S/2009/344, para. 37.
[60] CRC/C/15/Add.155, para. 44.
[61] Ibid., para. 45.
[62] UNICEF submission to UPR on Côte d'Ivoire, pp. 5–6.
[63] S/2009/344, para. 36.
[64] CRC/C/15/Add.155, para. 30.
[65] Ibid., para. 31.
[66] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, 2007, Geneva, doc No. (ILOLEX) 062007CIV0182, p. 1.
[67] UNICEF submission to UPR on Côte d'Ivoire, p. 4.
[68] UNCT submission to UPR on Côte d'Ivoire, p. 4.
[69] CRC/C/15/Add.155, para. 62.
[70] UNICEF submission to UPR on Côte d'Ivoire, p. 4.
[71] Press release, "United Nations Deputy High Commissioner for Human Rights concludes visit to Côte d'Ivoire", 27 May 2008, available at www.unhchr.ch/huricane/huricane.nsf/view01/08093CA320A0C313C12574560048398E?opendocument (last visited on 5 June 2009).
[72] S/2008/645, para. 45.
[73] S/2009/196, para. 25.
[74] S/2008/645, para. 44.
[75] Ibid., para. 45.
[76] S/2009/196, para. 10.
[77] S/2009/344, para. 10.
[78] Ibid., para. 34.

[79] S/2007/133, para. 38.
[80] CRC/C/15/Add.155, para. 20.
[81] Ibid., para. 21.
[82] CERD/C/62/CO/1, para. 14.
[83] S/2008/1, para. 55.
[84] S/2008/451, para. 51.
[85] S/2009/344, para. 44.
[86] S/2008/451, para. 11 and S/2008/645, para. 6.
[87] S/2009/21, para. 3.
[88] S/2008/645, para. 11.
[89] S/2009/344, paras. 18–19.
[90] Ibid., para. 48.
[91] S/PRST/2009/16, p. 1.
[92] S/2009/344, para. 54.
[93] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, 2007, Geneva, doc No. (ILOLEX) 062007CIV087, paras. 1–2.
[94] S/2009/344, para. 32.
[95] UNICEF submission to UPR on Côte d'Ivoire, p. 1.
[96] Ibid., p. 3.
[97] S/2009/196, para. 4. See also S/2009/344, para. 31.
[98] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, 2007, Geneva, doc No. (ILOLEX) 092009CIV182, pp. 4–5.
[99] Press release, "Special Rapporteur on toxic waste concludes his mission to Côte d'Ivoire", Abidjan, 8 August 2008.
[100] S/2009/188, paras. 3 and 65–70.
[101] UNICEF submission to UPR on Côte d'Ivoire, p. 2.
[102] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, 2007, Geneva, doc No. (ILOLEX) 092009CIV138, p. 2.
[103] S/2009/344, para. 31.
[104] S/2007/133, para. 38.
[105] UNHCR Submission to UPR on Côte d'Ivoire, pp. 2–3, citing A/HRC/4/38/Add.2.
[106] A/61/276, paras. 12–18.
[107] Ibid.
[108] S/2009/21, para. 4; see also S/2008/645, para. 8.
[109] S/2009/344, para. 32.
[110] Ibid., paras. 53, 56–57.
[111] S/2007/515, para. 48.
[112] Ibid., para. 50.
[113] Ibid., para. 51.
[114] Press release, "Special Rapporteur on toxic waste concludes his mission to Côte d'Ivoire", Abidjan, 8 August 2008.
[115] CRC/C/15/Add.155, para. 63 (e).
[116] Ibid., para. 37.
[117] Ibid., para. 43.
[118] UNDAF 2009–2015 Côte d'Ivoire, Abidjan, July 2008, pp. 20–22, available at planipolis.iiep.unesco.org/upload/Cote%20Ivoire/Cote_Ivoire_UNDAF_2009-13.pdf (accessed on 2 June 2009).

Nations Unies A/HRC/WG.6/8/GNB/2

Assemblée générale

Distr. générale
19 février 2010
Français
Original: anglais/français

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Huitième session
Genève, 3-14 mai 2010

Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme

Guinée-Bissau

Le présent rapport est une compilation des renseignements figurant dans les rapports des organes conventionnels, des procédures spéciales, y compris les observations et les commentaires de l'État intéressé, et d'autres documents officiels des Nations Unies. Il ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, autres que celles figurant dans les rapports publics diffusés par celui-ci. Il suit la structure des directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme. Les sources des renseignements figurant dans la compilation sont systématiquement indiquées dans les notes. Le rapport a été établi en tenant compte de la périodicité du premier cycle de l'Examen, qui est de quatre ans. En l'absence d'informations récentes, les derniers rapports et documents disponibles ont également été pris en considération, à moins qu'ils ne soient dépassés. Comme le présent rapport ne rassemble que des informations figurant dans des documents officiels des Nations Unies, l'absence de renseignements concernant des questions spécifiques ou le traitement succinct de celles-ci tient peut-être au fait que l'État n'a pas ratifié tel ou tel instrument ou que l'interaction ou la coopération avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme a été faible.

GE.10-10901 (F) 220310 250310

Merci de recycler

I. Renseignements d'ordre général et cadre

A. Étendue des obligations internationales[1]

Principaux instruments universels relatifs aux droits de l'homme[2]	*Date de la ratification, de l'adhésion ou de la succession*	*Déclarations /réserves*	*Reconnaissance des compétences particulières des organes conventionnels*	
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	2 juillet 1992	Non	-	
CEDAW	23 août 1985	Non	-	
CEDAW – Protocole facultatif	5 août 2009	Non	Procédure d'enquête (art. 8 et 9):	Oui
Convention relative aux droits de l'enfant	20 août 1990	Non	-	

Instruments fondamentaux auxquels la Guinée-Bissau n'est pas partie: Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (signature seulement, 2000), Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels – Protocole facultatif (signature seulement, 2009)[3], Pacte international relatif aux droits civils et politiques (signature seulement, 2000), Pacte international relatif aux droits civils et politiques – premier Protocole facultatif (signature seulement, 2000), Pacte international relatif aux droits civils et politiques – deuxième Protocole facultatif (signature seulement, 2000), Convention contre la torture (signature seulement, 2000), Convention contre la torture – Protocole facultatif, Convention relative aux droits de l'enfant – Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (signature seulement, 2000), Convention relative aux droits de l'enfant – Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (signature seulement, 2000), Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (signature seulement, 2000), Convention relative aux droits des personnes handicapées, Convention relative aux droits des personnes handicapées – Protocole facultatif, et Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Autres principaux instruments internationaux pertinents	*Ratification, adhésion ou succession*
Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide	Non
Statut de Rome de la Cour pénale internationale	Non
Protocole de Palerme[4] (Protocole se rapportant à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée)	Oui
Convention relative au statut des réfugiés et protocoles s'y rapportant; Convention relative au statut des apatrides et Convention sur la réduction des cas d'apatridie[5]	Oui, excepté les Conventions de 1954 et de 1961
Conventions de Genève du 12 août 1949 et Protocoles additionnels[6]	Oui, excepté Protocole III
Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail[7]	Oui, excepté Convention n° 87
Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement	Non

1. En 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a encouragé le Gouvernement de la Guinée-Bissau à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, qu'il avait signés en 2000, ainsi que la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées[8].

B. Cadre constitutionnel et législatif

2. En 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé que, dans le cadre de la réforme constitutionnelle en cours, la Guinée-Bissau envisage l'adoption d'une disposition en termes clairs qui donne aux instruments relatifs aux droits de l'homme ratifiés par l'État partie force de loi en vertu de la législation nationale et primauté sur toutes les lois nationales qui leur seraient contraires[9].

3. En 2009, le Conseil de sécurité a appelé le Gouvernement et tous les acteurs politiques de la Guinée-Bissau à s'employer ensemble à créer les meilleures conditions pour la réconciliation nationale et à asseoir la paix et la sécurité dans l'ensemble du pays[10].

C. Cadre institutionnel et infrastructures des droits de l'homme

4. En 2009, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a souligné que la nouvelle Commission nationale pour les réfugiés et les personnes déplacées était prête à examiner les recours introduits contre des décisions de première instance[11].

5. Au 4 janvier 2010, la Guinée-Bissau n'avait pas d'institution nationale des droits de l'homme accréditée par le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme[12].

D. Mesures de politique générale

6. En 2005, la Guinée-Bissau a adopté le Plan d'action pour la mise en œuvre de la première phase (2005-2009) du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, en mettant l'accent sur le système éducatif national[13].

7. En 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a exhorté la Guinée-Bissau à adopter une politique nationale en faveur de l'égalité des sexes qui regroupe les divers plans et politiques en attente concernant cette question, à renforcer son mécanisme national pour la promotion de la femme et à lui donner les ressources humaines et financières, les mandats clairement définis et les pouvoirs qui lui étaient nécéssaires[14].

II. Promotion et protection des droits de l'homme dans le pays

A. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

1. Coopération avec les organes conventionnels

Organe conventionnel[15]	*Dernier rapport soumis et examiné*	*Observations finales les plus récentes*	*Réponse suite aux observations finales*	*État de la soumission des rapports*
Comité des droits économiques, sociaux et culturels	-	-	-	Rapport initial et deuxième et troisième rapports périodiques attendus depuis 1994, 1999 et 2004 respectivement
Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	2008	août 2009	Devant être soumis en 2011	Septième et huitième rapports périodiques devant être soumis en un seul document en 2014
Comité des droits de l'enfant	2000	mai 2002	-	Deuxième et troisième rapports attendus depuis 1997 et 2002 respectivement

2. Coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Invitation permanente à se rendre dans le pays	Non
Visites ou rapports de mission les plus récents	-
Accord de principe pour une visite	-
Visite demandée et non encore accordée	Groupe de travail sur la détention arbitraire (2007, 2009).
Coopération/moyens mis à disposition pour faciliter les missions	-
Suite donnée aux visites	-
Réponses aux lettres d'allégations et aux appels urgents	Pendant la période à l'examen, quatre communications ont été envoyées[16]. Le Gouvernement n'a répondu à aucune de ces communications.
Réponses aux questionnaires sur des questions thématiques	La Guinée-Bissau n'a répondu à aucun des 21 questionnaires envoyés par des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales[17].

3. Coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

8. Depuis 2007, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) apporte un soutien à la composante droits de l'homme du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BANUGBIS) afin de mener des activités de suivi et d'enquête, d'éducation dans le domaine des droits de l'homme et de coopération technique et d'intégrer les droits de l'homme dans les travaux des partenaires des Nations Unies[18].

9. En 2007, par l'intermédiaire de la composante droits de l'homme du BANUGBIS, le HCDH a facilité les échanges entre les parlementaires et la société civile sur le projet de loi d'amnistie, ce qui a abouti à la modification de la loi et à son adoption ultérieure par le Parlement[19]. Entre 2006 et 2008, le HCDH et la composante droits de l'homme du BANUGBIS ont fourni une assistance technique et des conseils en vue de l'élaboration du rapport que l'État a présenté en 2008 au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, ainsi qu'au sujet de l'établissement et de l'efficacité opérationnelle d'une institution nationale des droits de l'homme[20].

10. En 2008, la composante droits de l'homme du BANUGBIS a organisé des sessions de formation destinées aux journalistes et aux professionnels des médias, ce qui a contribué à l'augmentation du nombre de programmes de radio consacrés aux droits de l'homme et à la création d'un réseau de journalistes pour les droits de l'homme[21]. Elle a également organisé des sessions de formation et des activités de sensibilisation à l'intention des policiers et a apporté son appui à l'élaboration d'un code de conduite qui leur est destiné[22]. En 2008 et 2009, elle a suivi les procès de militaires dissidents soupçonnés d'être impliqués dans l'attaque de la résidence du Président, perpétrée le 23 novembre 2008, et les enquêtes préliminaires menées sur les assassinats de mars et juin 2009[23], afin de s'assurer du respect de la primauté du droit et des normes relatives aux droits de l'homme[24].

B. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme

1. Égalité et non-discrimination

11. En 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est dit préoccupé par l'absence, dans la Constitution et dans la législation de la Guinée-Bissau, d'une définition de la discrimination. Il a demandé instamment à l'État d'inscrire dans la législation nationale appropriée ou dans la Constitution une définition de la discrimination à l'égard des femmes ainsi que le principe d'égalité entre les femmes et les hommes, conformément à la Convention[25]. Il lui a également demandé instamment de procéder à un examen systématique de sa législation nationale en vue de s'assurer dans les plus brefs délais que toute loi discriminatoire soit expressément modifiée ou abrogée, et mise en totale conformité avec la Convention et les recommandations générales du Comité[26]. Il lui a en outre demandé instamment de mettre en place dans les plus brefs délais une stratégie très complète visant à modifier ou à éliminer les pratiques culturelles et les stéréotypes qui étaient nocifs et discriminatoires pour les femmes[27]. La Commission d'experts de l'OIT sur l'application des Conventions et recommandations (ci-après «la Commission d'experts de l'OIT») a fait des observations analogues en 2009[28].

12. En 2002, le Comité des droits de l'enfant s'est dit préoccupé, notamment, par le fait que les droits des enfants handicapés n'étaient guère respectés et que la discrimination à l'égard de ces enfants était très répandue dans la société[29]. Il a recommandé à la Guinée-Bissau de renforcer ou de modifier la législation pour assurer l'interdiction de la discrimination au motif du handicap et faire en sorte que les enfants handicapés aient accès aux transports publics et aux bâtiments publics, y compris toutes les écoles et tous les hôpitaux; d'assurer l'application de toutes les mesures législatives de protection des enfants

handicapés, en particulier en ce qu'elles concernaient la non-discrimination, en tenant compte des pratiques comme le meurtre de nouveau-nés handicapés; de renforcer sensiblement son aide aux enfants handicapés et de veiller, entre autres, à ce que ces enfants aient accès aux établissements médicaux, scolaires et professionnels; d'examiner de nouveau les recommandations qui avaient été formulées à la première Conférence nationale des handicapés et de mettre en œuvre celles qui demeuraient pertinentes; et de réactiver les services qui avaient été mis en place pour venir en aide aux personnes handicapées mais qui avaient cessé de fonctionner ou qui ne fonctionnaient plus que partiellement[30].

13. Le Bilan Commun de Pays 2006 (2006 CCA) pour la Guinée-Bissau a souligné que «les personnes vivant avec handicap ne jouissent d'aucune protection, ni d'assistance particulière. Elles représentent une charge lourde pour leur famille et souffrent d'une négligence tacite ou ouverte, voire de violences acceptées et parfois soutenues par la famille et la société de manière générale»[31].

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

14. En 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est dit préoccupé par le fait qu'il manquait à la Guinée-Bissau des modalités détaillées de lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles[32]. Il lui a demandé instamment, entre autres, de considérer comme prioritaires l'adoption et la mise en œuvre de modalités détaillées de lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, y compris la violence familiale, et de promulguer les lois en attente en les inscrivant dans un cadre juridique très complet; de sensibiliser le public, par la voie des médias et par des programmes d'éducation, au fait que toutes les formes de violence à l'égard des femmes étaient inacceptables; de donner aux autorités judiciaires, aux forces de l'ordre, aux juristes, aux travailleurs sociaux et au personnel de santé une formation sur la violence à l'égard des femmes et de veiller à ce que celle-ci fasse dûment l'objet d'enquêtes, que ses auteurs soient réellement poursuivis en justice et sanctionnés et qu'une aide effective et antisexiste soit prévue pour les victimes, notamment des refuges ainsi qu'un soutien juridique, médical et psychologique; et de prendre des dispositions adéquates pour venir en aide aux femmes et aux filles qui subissaient des violences pendant des périodes de conflit et d'instabilité politique et institutionnelle[33].

15. Tout en prenant note des dispositions prises pour lutter contre le fléau des mutilations génitales féminines, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes restait préoccupé par la persistance de cette pratique[34]. Il a notamment demandé instamment à la Guinée-Bissau de promulguer dans les plus brefs délais une législation interdisant expressément les mutilations génitales féminines; de veiller à ce que les contrevenants soient poursuivis en justice et sanctionnés; et de renforcer les efforts d'éducation et de sensibilisation afin d'éliminer cette pratique et les justifications culturelles sur lesquelles elle reposait[35].

16. En 2009, le Conseil de sécurité a condamné les cas récents de détentions arbitraires, d'attaques armées et d'intimidation et a exigé que les droits de l'homme et les libertés fondamentales du peuple bissau-guinéen soient pleinement protégés[36].

17. Le Secrétaire général a indiqué que le BANUGBIS, au cours des visites qu'il avait effectuées dans des centres de détention le 7 octobre 2008, avait relevé plusieurs violations des droits de l'homme, notamment l'absence d'installations adéquates ou de conditions de vie minimums; le manque d'eau et de nourriture dans le centre de détention du commissariat de police de la «Segunda Esquadra»; la détention d'hommes et de femmes dans des cellules communes, au mépris de leurs besoins spécifiques; la détention d'enfants avec des adultes; le manque de soins médicaux; et l'absence de programmes de réhabilitation et d'assistance sociale en faveur des détenus. À la suite de ces visites, plusieurs recommandations avaient été formulées, telles que celles tendant à instituer des

visites médicales hebdomadaires dans tous les centres de détention; à créer de nouveaux centres de détention et à mettre en place de mesures de sécurité adaptées aux enfants et aux adolescents, ainsi qu'à instituer des quartiers pénitentiaires distincts pour les femmes; à mettre en place des systèmes de distribution d'eau et de nourriture dans les centres de détention de la police judiciaire et du commissariat de police de la «Segunda Esquadra»; et à fermer les cellules de détention souterraines des commissariats de la «Primeira» et de la «Segunda Esquadra» à Bissau[37].

18. En 2009, tout en se réjouissant des dispositions prises pour lutter contre la traite des personnes et des accords bilatéraux passés avec les pays limitrophes, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est dit préoccupé par le caractère restreint des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la traite des femmes, puisque ses efforts de lutte contre la traite étaient à ce moment-là centrés sur les enfants[38]. Il a notamment prié la Guinée-Bissau d'intégrer au projet de loi relatif à la traite des personnes une définition de la traite au sens du Protocole de Palerme; de s'attaquer aux causes profondes de la traite; et d'améliorer la situation économique des femmes pour mettre fin à leur vulnérabilité à l'exploitation et à la traite[39].

19. En 2008, le Secrétaire général a indiqué que la traite des enfants demeurait un problème très préoccupant. Il a également noté que la police des frontières, les principales organisations de protection de l'enfance et les responsables locaux étaient en train d'être formés, avec l'appui de l'UNICEF, au maniement de certains outils destinés à prévenir ce phénomène. Il a ajouté que les relations entre les défenseurs des droits de l'enfant qui œuvraient aux échelons international et local et le Conseil islamique de Guinée-Bissau étaient tendues, celui-ci s'opposant à l'utilisation du concept de «traite» en arguant que les enfants talibés se rendaient dans un autre pays pour des motifs religieux[40].

20. Dans un rapport publié en 2009, l'UNICEF a souligné que l'augmentation récente du trafic de drogue rendait les adolescents et les autres jeunes particulièrement vulnérables[41]. En 2009, la Commission d'experts de l'OIT a prié le Gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées afin de lutter contre la traite, que les victimes soient des enfants ou des adultes, et de préciser les difficultés rencontrées par les autorités publiques pour appréhender et sanctionner les personnes responsables de tout déplacement de personnes en vue de l'exploitation de leur travail ou de leur exploitation sexuelle[42].

3. Administration de la justice, y compris impunité, et primauté du droit

21. En 2002, le Comité des droits de l'enfant s'est dit préoccupé par le fait que la législation en ce qui concerne «les services judiciaires» était insuffisante et inefficace, et que le système judiciaire manquait de tribunaux et de personnel qualifié pour traiter les affaires de mineurs en conflit avec la loi[43]. Il a notamment recommandé à la Guinée-Bissau de modifier la législation ou d'adopter et d'appliquer des lois de façon que les infrastructures et le système de la justice pour mineurs soient pleinement utilisés, conformément aux dispositions de la Convention et aux autres normes internationales[44].

22. En 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est dit préoccupé par le fait que les femmes n'avaient pas accès à la justice et ne pouvaient pas faire valoir leurs droits consacrés par la Convention[45]. Il a notamment prié la Guinée-Bissau de veiller à ce que tous les obstacles qui bloquaient l'accès des femmes à la justice soient levés et de diffuser largement la Convention auprès du public, y compris en créole et dans les autres langues locales, afin de faire prendre conscience des droits fondamentaux des femmes[46].

23. Le Bilan Commun de Pays 2006 (2006 CCA) pour la Guinée-Bissau a indiqué que «*l'administration de la justice souffre de beaucoup de maux dont le faible nombre de magistrats formés, le recours à des supplétifs non formés et l'absence de système*

correctionnel. L'absence de qualification de nombreuses personnes conduit à des errements et à la non-satisfaction des droits des populations et à des situations de grande confusion dans les décisions judiciaires. Les auxiliaires de la justice que sont les policiers sont aussi assez vieillissants. Nombre d'entre eux sont issus de la lutte de libération nationale, tandis que les jeunes recrues manquent de formation adéquate»[47]. Un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de 2006 pour la Guinée-Bissau a ajouté que «*des collusions fréquentes entre le secteur public et privé et le clientélisme politique ont fragilisé l'autorité de l'État et annihilé toute confiance vis-à-vis du système judiciaire*»[48].

24. Le Secrétaire général a indiqué qu'en avril 2008, le Président a signé la loi d'amnistie, qui mettait à l'abri de poursuites judiciaires toutes les personnes ayant commis des infractions politiques et militaires avant octobre 2004 et rétablissait les droits politiques et civiques des personnes qui les avaient perdus du fait des crises passées. La loi a officialisé aussi la création de la Commission de réconciliation nationale, qui aurait notamment pour fonctions d'indemniser les personnes ayant subi des dommages ou des pertes matérielles du fait des conflits politico-militaires passés[49].

25. En 2009, le Conseil de sécurité a condamné l'assassinat du Président de la Guinée-Bissau, João Bernardo Vieira, et celui du chef d'état-major des armées, Tagme Na Waie, commis les 1er et 2 mars 2009[50]. En 2009 également, le Secrétaire général a rendu compte des tensions qui ont suivi l'assassinat, le 5 juin 2009, à la veille de l'ouverture officielle de la campagne électorale du candidat à la présidence et ancien Ministre de l'administration territoriale, Baciro Dabó, et de l'ancien Ministre de la défense, Helder Proença[51]. À ce sujet, le Secrétaire général a indiqué qu'à plusieurs reprises, le Procureur général s'était dit préoccupé par le manque de ressources financières et techniques appropriées et par les conditions de sécurité qui ne permettaient pas à la Commission d'enquête de vraiment s'acquitter de sa tâche en ce qui concernait, notamment, les événements des 1er et 2 mars 2009. La Commission avait contesté la validité de l'enquête parallèle menée par l'armée et s'était interrogée sur le peu d'empressement mis par celle-ci à révéler le nom des militaires de service au domicile du Président Vieira au moment de l'assassinat de celui-ci. La police judiciaire s'était plainte aussi du manque d'empressement des autorités judiciaires à remettre entre ses mains les militaires de service qui étaient détenus dans des cellules de la police judiciaire en relation avec l'attaque menée en novembre 2008 au domicile du Président Vieira, mais qui avaient ensuite été libérés le 2 mars par des hommes armés en uniforme[52]. Au nombre des suspects ainsi détenus figuraient aussi des civils qui, eux, ne relevaient pas des juridictions militaires. Les avocats et les familles des détenus n'avaient eu accès à ceux-ci que de façon intermittente et, selon la Ligue internationale des droits de l'homme, certains détenus portaient la marque d'actes de torture[53].

26. Toujours en 2009, le Conseil de sécurité a souligné l'importance de la réconciliation nationale et de la lutte contre l'impunité. Il a invité le Gouvernement bissau-guinéen à mener des enquêtes crédibles et transparentes sur la série d'assassinats politiques perpétrés en mars et juin 2009, et à traduire en justice les responsables de ces actes. Il a invité également la communauté internationale à appuyer les activités de la Commission d'enquête[54] et a de nouveau exhorté les forces armées à honorer sans réserve l'engagement qu'elles avaient pris de respecter les autorités civiles et l'ordre constitutionnel[55]. Le Secrétaire général a apporté des informations sur cette question à diverses reprises[56].

27. En 2007, le Secrétaire général a indiqué que les fonctionnaires enquêtant sur le trafic de drogues étaient particulièrement exposés aux pressions et aux menaces des individus impliqués dans la criminalité organisée et que le problème de la protection de ces fonctionnaires courageux devait être examiné d'urgence[57].

28. En 2008, le Secrétaire général a indiqué que le trafic de la drogue avait amplifié la corruption et affaibli davantage encore les institutions nationales[58]. Il a également noté que la Ministre de la justice, à la suite de l'enquête intitulée «Opération Bissalanca», avait fait observer que cette opération avait mis en évidence, notamment, l'insuffisance des capacités opérationnelles et des moyens de la police judiciaire pour les enquêtes, la réaction insuffisante de cette police, et la nécessité d'envisager des mesures plus rigoureuses contre les trafiquants nationaux et étrangers[59].

4. Droit au respect de la vie privée, mariage et vie de famille

29. En 2007, la Rapporteuse spéciale sur les droits fondamentaux des victimes de la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, a indiqué qu'en Guinée-Bissau, le droit matrimonial prévoyait encore que l'un des partenaires (généralement la femme) ou les deux pouvaient être mariés avant d'avoir 18 ans révolus, avec le consentement des parents/du tuteur ou celui d'une autorité publique après qu'il avait été établi que l'intéressé était apte au mariage[60].

30. En 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est dit préoccupé par le fait que les pratiques traditionnelles nocives étaient très largement acceptées en vertu du droit coutumier, notamment les mariages précoces et forcés, la polygamie et le lévirat, qui sont contraires aux droits fondamentaux des femmes et des filles[61]. Il a demandé instamment à la Guinée-Bissau d'abroger d'urgence et en termes clairs toutes les dispositions discriminatoires de la législation nationale et du droit coutumier dans les domaines du mariage et des relations familiales, et de prendre les mesures qui s'imposaient pour éliminer les pratiques traditionnelles nocives et les coutumes et traditions qui les justifient et qui les perpétuent[62].

5. Liberté de religion ou de conviction, liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, et droit de participer à la vie publique et politique

31. En 2007, la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion a fait part de son regret concernant l'absence de réponse du Gouvernement à sa communication du 19 décembre 2005 dans laquelle elle attirait l'attention du Gouvernement sur la question de la communauté religieuse de «ahmadiyya». Selon les informations reçues par la Rapporteuse spéciale, le Président du Conseil national islamique du pays aurait le 14 octobre 2005 fait appel aux autorités afin qu'elles expulsent cette communauté du pays[63].

32. En 2007, le Secrétaire général a indiqué que les journalistes effectuant des reportages sur le trafic de drogues s'étaient plaints de pressions et d'actes d'intimidation[64]. En 2008, il a noté que plusieurs affaires de harcèlement des journalistes avaient été signalées. Il a également relevé que la télévision publique était de plus en plus partiale dans les émissions qui rendaient compte des activités du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert, au détriment des autres partis politiques[65]. En 2009, la Commission d'experts de l'OIT a prié le Gouvernement de fournir des informations sur tout changement apporté à l'article 41 de la loi sur la presse, aux termes duquel la preuve de la véracité des faits pouvait ne pas être apportée lorsqu'il s'agissait d'injure ou de diffamation contre le chef de l'État. Elle l'a également prié de préciser si, dans la pratique, les personnes condamnées à une peine de prison avaient l'obligation de travailler en prison et, le cas échéant, en vertu de quelles dispositions[66].

33. En 2006, la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme a noté que le taux élevé d'analphabétisme rendait difficile l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Elle a souligné que cette éducation était plus difficile à l'intérieur du pays, où il y avait peu de défenseurs des droits de l'homme qui pouvaient assurer des campagnes de sensibilisation. Les défenseurs et organisations de

droits de l'homme souffraient d'une absence de ressources matérielles affectant leur capacité à mener à bien leurs activités[67].

34. En 2008, le Rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression a appelé l'attention du Gouvernement sur le cas d'un militant des droits de l'homme de renom qui aurait été dans la clandestinité depuis début juillet 2007, date à laquelle des agents des forces armées nationales s'étaient présentés à son domicile avec un mandat d'arrestation. Cette arrestation aurait été motivée par une déclaration faite par l'intéressé à une station de radio locale, proposant de limoger certains officiers de haut rang des forces armées pour résoudre le problème du trafic de drogues. Le Rapporteur spécial s'est déclaré préoccupé par l'intégrité physique et psychologique de la victime et de sa famille[68].

35. En 2009, le Secrétaire général a fait mention de plusieurs cas de harcèlement liés aux assassinats politiques de mars et juin 2009[69]. Il a également indiqué que le 2 avril 2009, un individu armé avait menacé la sécurité du Président de la Ligue des droits de l'homme de Guinée-Bissau peu après que la Ligue eût publié un communiqué de presse dans lequel elle dénonçait les graves violations des droits de l'homme commises par des militaires. Le Représentant du Secrétaire général en Guinée-Bissau avait publié un communiqué de presse rappelant que tous les citoyens avaient droit à la liberté d'expression et condamnant les faits. Le Procureur général avait créé une commission chargée d'enquêter sur ces événements[70].

36. En 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est dit préoccupé par le faible degré de participation des femmes de Guinée-Bissau à la vie politique et publique, ainsi que par leur très faible représentation aux plus hauts niveaux de la prise de décisions[71]. Il a invité la Guinée-Bissau à fixer des objectifs concrets et des calendriers afin d'accroître le nombre de femmes participant à la vie politique et publique et aux processus de prise de décisions, à contrôler l'incidence des mesures prises et les résultats obtenus, et à en rendre compte[72]. Une source de la Division de statistique de l'ONU a indiqué en 2009 que la proportion de sièges occupés par des femmes au Parlement national avait diminué, passant de 14 % en 2006 à 10 % en 2009[73].

6. Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables

37. En 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a notamment prié la Guinée-Bissau de prendre toutes les mesures qui s'imposaient pour garantir l'égalité des chances des femmes et des hommes sur le marché du travail, conformément à l'article 11 de la Convention; d'appliquer la Convention n° 100 (1951) de l'OIT concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale; et de se pencher tout particulièrement sur les conditions des travailleuses dans le secteur informel[74]. Également en 2009, la Commission d'experts de l'OIT a fait des observations analogues[75].

38. En 2009, la Commission d'experts de l'OIT a demandé au Gouvernement de donner des informations sur les mesures prises en vue de l'adoption de la loi spéciale qui devait réglementer le droit de négociation collective des fonctionnaires qui n'étaient pas commis à l'administration de l'État. Elle l'a prié de prendre des mesures concrètes en vue de promouvoir une plus grande utilisation dans la pratique de la négociation collective dans les secteurs privé et public[76].

39. En 2009, la Commission d'experts de l'OIT a noté que la législation nationale ne comportait toujours aucune disposition sur le harcèlement sexuel. Elle a prié le Gouvernement de donner des informations sur les autres mesures prises ou envisagées pour faire face au harcèlement sexuel, comme par exemple des programmes éducatifs s'adressant aux employeurs et aux travailleurs des secteurs public et privé[77].

7. Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant

40. En 2009, le Secrétaire général a noté que les tensions sociales sur les prix des denrées alimentaires avaient diminué, en particulier grâce aux contrôles exercés sur le prix des aliments de base et du carburant. Cependant, selon une analyse de la sécurité alimentaire menée par le Gouvernement avec la société civile et des partenaires de la coopération pour le développement, une crise alimentaire n'était pas à exclure[78].

41. Dans un rapport publié en 2009, l'UNICEF a souligné que les résultats de la dernière enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS), menée dans le pays en 2006, indiquaient un taux de mortalité infantile de 138 décès pour 1 000 naissances vivantes, un taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans de 223 décès pour 1 000 naissances vivantes et un taux de mortalité maternelle de 1 100 décès pour 100 000 naissances vivantes. Le paludisme, les infections respiratoires aiguës, la diarrhée et la malnutrition étaient toujours les principales causes de mortalité des enfants[79]. En 2009, le HCR a souligné qu'en matière d'accès aux soins de santé publique, les réfugiés bénéficiaient d'une égalité de traitement avec les nationaux[80]. Également en 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a demandé instamment à la Guinée-Bissau de prendre des dispositions pour améliorer l'infrastructure sanitaire du pays, en particulier dans les zones rurales; de réduire l'incidence de la mortalité maternelle et des grossesses précoces; et de multiplier les services de santé liée à la sexualité et à la procréation, notamment les informations et les services relatifs à la planification familiale et l'éducation sexuelle, ainsi que d'améliorer l'accès aux services prénatals, postnatals et obstétriques afin de réduire la mortalité maternelle[81].

42. Le Secrétaire général a indiqué qu'en octobre 2007, le Gouvernement avait adopté un plan national de lutte contre le VIH/sida et que la prévention de la transmission du VIH/sida de la mère à l'enfant demeurait un sujet de préoccupation[82]. En 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a demandé instamment à la Guinée-Bissau de réduire l'incidence du VIH/sida[83].

43. Dans un rapport publié en 2009, l'UNICEF a souligné que 57 % seulement de la population avaient accès à l'eau potable[84]. En 2009, le Secrétaire général a indiqué que Bissau, la capitale, souffrait de graves pénuries d'eau, faute de disposer de suffisamment d'électricité pour faire fonctionner le matériel de pompage. La vulnérabilité au choléra, lequel était endémique en Guinée-Bissau, s'en trouvait accrue[85]. En 2008 déjà, le Secrétaire général avait indiqué que les conditions de vie dans la capitale s'étaient détériorées à cause de graves pénuries d'eau, qui avaient duré plusieurs mois. De même, la fourniture d'électricité, d'ordinaire insuffisante, était pratiquement arrêtée, ce qui perturbait la fourniture d'eau[86].

8. Droit à l'éducation et droit de participer à la vie culturelle de la communauté

44. Le 24 décembre 2008, le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation a adressé une communication au sujet du report du début de l'année scolaire 2008/09, qui était initialement prévu en octobre 2008. Selon les informations reçues, les étudiants et les élèves avaient été privés de leur droit à l'éducation parce qu'une grève générale des enseignants due à des arriérés de salaire avait empêché la reprise des cours. Le Gouvernement aurait reconnu qu'il était dans l'incapacité de verser ces salaires. La faible rémunération des enseignants a également été mentionnée, ainsi que le fait que beaucoup n'étaient pas formés, certains n'ayant pas achevé l'école primaire[87]. Le Secrétaire général a rendu compte de cette grève en 2009 et de grèves semblables en 2008[88] et en 2006[89].

45. En 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a notamment demandé instamment à la Guinée-Bissau d'accroître les investissements dans l'éducation, surtout dans les zones rurales, et de faire reconnaître davantage l'importance de

l'éducation en tant que droit fondamental et base de l'autonomisation des femmes; de prendre dans les plus brefs délais les dispositions voulues pour mettre en œuvre des mesures propres à assurer aux filles et aux femmes l'égalité d'accès à tous les niveaux de l'éducation et à retenir les filles à l'école, notamment des mesures temporaires spéciales; et de déployer des efforts sur plusieurs fronts afin d'améliorer le niveau d'alphabétisation des filles et des femmes[90].

9. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

46. En 2007, le Secrétaire général a indiqué que les autorités nationales étaient de plus en plus préoccupées par l'incidence croissante des migrations illégales, du fait notamment qu'elles n'avaient pas les moyens de contrôler les flux. De nombreux migrants viendraient de pays voisins et ne possédaient aucun document d'identité. Un grand nombre d'entre eux étaient détenus pour de longues périodes sans avoir été inculpés[91].

47. En 2009, le HCR a souligné que les autorités avaient délivré en janvier 2002 des cartes d'identité de réfugié à quelque 6 000 réfugiés présumés venant d'un pays voisin. Alors que ces documents avaient expiré en 2006, elles seraient réticentes à les renouveler en raison de contraintes financières. De nombreux réfugiés ne pouvaient donc plus se déplacer librement et n'avaient plus qu'un accès restreint à l'éducation, aux services bancaires et aux possibilités d'emploi. Les autorités ont décidé de délivrer de nouveaux documents en 2010[92]. Le HCR a recommandé à la Guinée-Bissau de poursuivre ses efforts pour protéger les réfugiés et les demandeurs d'asile. À ce sujet, il a souligné qu'en 2008, le pays avait adopté une nouvelle législation sur les réfugiés qui était entrée en vigueur en avril 2009 et qui contenait des dispositions détaillées sur l'exclusion et la cessation du statut de réfugié, le non-refoulement et l'enregistrement des demandeurs d'asile et la délivrance de documents aux intéressés[93].

III. Progrès, meilleures pratiques, difficultés et contraintes

48. En 2002, le Comité des droits de l'enfant a noté avec préoccupation qu'une série de facteurs entravaient très gravement la réalisation des droits de l'enfant, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Il a noté en particulier que le conflit armé qui s'était déroulé en 1998/99 avait eu des effets très destructeurs sur les infrastructures du pays, notamment en matière d'éducation et de santé. Il avait conscience des conditions économiques déplorables et du poids de la dette extérieure, et a constaté qu'une grande partie de la population vivait dans une extrême pauvreté et que l'indicateur de développement humain pour le pays était très bas. Enfin, il a noté le faible taux d'alphabétisation de la population en général et le fardeau de traditions séculaires, dont certaines entravaient l'application de la Convention[94].

49. En 2008, le Groupe consultatif spécial du Conseil économique et social pour la Guinée-Bissau a indiqué que celle-ci continuait d'être en proie à de graves problèmes, le dernier étant que ces dernières années elle était devenue un point de transit important pour le trafic de stupéfiants. Il s'est déclaré préoccupé par ce problème et les activités criminelles associées, qui pourraient affaiblir davantage l'État, et a demandé à la communauté internationale d'aider le pays à résoudre ce nouveau problème[95].

50. En 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a reconnu que les obstacles économiques, sociaux et politiques dus aux périodes de conflit et d'instabilité politique et institutionnelle que l'État partie avait traversées et sa situation précaire d'extrême pauvreté avaient des conséquences négatives pour la population dans son ensemble, en particulier pour les femmes et les filles[96].

IV. Priorités, initiatives et engagements nationaux essentiels

Recommandations spécifiques appelant une suite

51. En 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a prié la Guinée-Bissau de lui communiquer, dans les deux ans à venir, des informations écrites sur les dispositions prises pour donner suite aux recommandations concernant les mutilations génitales féminines et l'éducation[97].

V. Renforcement des capacités et assistance technique

52. En 2007, le Secrétaire général a appelé l'attention sur l'observation formulée par le Fonds monétaire international selon laquelle la Guinée-Bissau continuerait d'avoir besoin d'une assistance à moyen terme pour pouvoir atteindre ses objectifs économiques et sociaux et assurer des conditions de vie minimums à la population, objectifs dont la réalisation était estimée indispensable à la consolidation de la paix et au développement d'un État fondé sur l'état de droit[98].

53. En 2008, le Conseil de sécurité a réaffirmé l'importance de la réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau, encouragé le Gouvernement à poursuivre ses efforts de mise en œuvre du programme national dans ce domaine et souligné qu'il était nécessaire que la communauté internationale poursuive à cet effet son assistance coordonnée[99].

54. En 2008, le Secrétaire général a indiqué que les autorités nationales continuaient à demander une aide internationale pour lutter contre le trafic de drogues face à la forte augmentation de ce trafic et de la criminalité organisée en général[100].

Notes

[1] Unless indicated otherwise, the status of ratifications of instruments listed in the table may be found in *Multilateral Treaties Deposited with the Secretary-General: Status as at 31 December 2006* (ST/LEG/SER.E.25), supplemented by the official website of the United Nations Treaty Collection database, Office of Legal Affairs of the United Nations Secretariat, http://treaties.un.org/.

[2] The following abbreviations have been used for this document:

ICERD	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination;
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights;
OP-ICESCR	Optional Protocol to ICESCR;
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights;
ICCPR-OP 1	Optional Protocol to ICCPR;
ICCPR-OP 2	Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty;
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women;
OP-CEDAW	Optional Protocol to CEDAW;
CAT	Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment;
OP-CAT	Optional Protocol to CAT;
CRC	Convention on the Rights of the Child;
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict;
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography;
ICRMW	International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families;
CRPD	Convention on the Rights of Persons with Disabilities;

OP-CRPD	Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities;
CED	International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance.

[3] Adopted by the General Assembly in its resolution 63/117 of 10 December 2008. Article 17, paragraph 1, of OP-ICESCR states that "The present Protocol is open for signature by any State that has signed, ratified or acceded to the Covenant".

[4] Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime.

[5] 1951 Convention relating to the Status of Refugees and its 1967 Protocol, 1954 Convention relating to the Status of Stateless Persons and 1961 Convention on the Reduction of Statelessness.

[6] Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field (First Convention); Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea (Second Convention); Convention relative to the Treatment of Prisoners of War (Third Convention); Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (Fourth Convention); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts (Protocol II); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Adoption of an Additional Distinctive Emblem (Protocol III). For the official status of ratifications, see Federal Department of Foreign Affairs of Switzerland, at www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/intla/intrea/chdep/warvic.html.

[7] International Labour Organization Convention No. 29 concerning Forced or Compulsory Labour; Convention No. 105 concerning the Abolition of Forced Labour; Convention No. 87 concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organise; Convention No. 98 concerning the Application of the Principles of the Right to Organise and to Bargain Collectively; Convention No. 100 concerning Equal Remuneration for Men and Women Workers for Work of Equal Value; Convention No. 111 concerning Discrimination in Respect of Employment and Occupation; Convention No. 138 concerning Minimum Age for Admission to Employment; Convention No. 182 concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour.

[8] Concluding observations of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women (CEDAW/C/GNB/CO/6), para. 49.

[9] Ibid., para. 10.

[10] S/RES/1876 (2009), para. 7.

[11] UNHCR submission to the UPR on Guinea-Bissau, p. 2.

[12] For the list of national human rights institutions with accreditation status granted by the International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights (ICC), see A/HRC/10/55, annex I.

[13] See General Assembly resolution 59/113 B and Human Rights Council resolution 6/24. See also letters from the High Commissioner for Human Rights dated 9 January 2006 and 10 December 2007. Available at http://www2.ohchr.org/english/issues/education/training/Summary-national-initiatives2005–2009.htm.

[14] CEDAW/C/GNB/CO/6, para. 20.

[15] The following abbreviations have been used for this document:

CESCR	Committee on Economic, Social and Cultural Rights
HR Committee	Human Rights Committee
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination against Women
CRC	Committee on the Rights of the Child

[16] The communications referred to a group of trade union activists and three individuals (men).

[17] The questionnaires referred to are those reflected in an official report by a special procedure mandate holder issued between 1 January 2006 and 31 January 2010. Responses counted for the purposes of this section are those received within the relevant deadlines, relating to the following questionnaires: (a) report of the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially in women and children (E/CN.4/2006/62) and the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (E/CN.4/2006/67), joint questionnaire on the relationship between trafficking and the

demand for commercial sexual exploitation, 2005; (b) report of the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (A/HRC/4/31), questionnaire on the sale of children's organs, 2006; (c) report of the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially women and children (A/HRC/4/23), questionnaire on issues related to forced marriages and trafficking in persons, 2006; (d) report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants (A/HRC/4/24), questionnaire on the impact of certain laws and administrative measures on migrants, 2006; (e) report of the Special Rapporteur on the right to education (A/HRC/4/29), questionnaire on the right to education of persons with disabilities, 2006; (f) report of the Special Representative of the Secretary-General on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises (A/HRC/4/35/Add.3), questionnaire on human rights policies and management practices; (g) report of the Special Rapporteur on the situation of human rights and fundamental freedoms of indigenous people (A/HRC/6/15), questionnaire on the human rights of indigenous people, 2007; (h) report of the Working Group on the use of mercenaries (A/62/301), questionnaire on measures adopted and envisaged, including legislation, regarding mercenaries, 2007; (i) report of the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (A/HRC/7/8), questionnaire on assistance and rehabilitation programmes for child victims of sexual exploitation, 2007; (j) report of the Special Rapporteur on violence against women (A/HRC/7/6), questionnaire on indicators on violence against women, 2007; (k) report of the Special Rapporteur on the right to education (A/HRC/8/10), questionnaire on the right to education in emergency situations, 2007; (l) report of the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially women and children (A/HRC/10/16 and Corr.1), questionnaire on trafficking in persons, 2008; (m) report of the independent expert on the question of human rights and extreme poverty to the eleventh session of the Council (A/HRC/11/9), questionnaire on Cash Transfer Programmes, 2008; (n) report of the Special Rapporteur on the right to education, (A/HRC/11/8), questionnaire on the right to education for persons in detention, 2009; (o) report of the Special Rapporteur on violence against women (A/HRC/11/6), questionnaire on violence against women and political economy, 2008; (p) report of the Special Rapporteur on contemporary forms of slavery, including its causes and consequences (A/HRC/12/21), questionnaire on national legislation and initiatives addressing the issue of bonded labour, 2009; (q) report of the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (A/HRC/12/23), questionnaire on measures to prevent and combat online child pornography, 2009; (r) report of the Special Rapporteur on the right to food (A/HRC/12/31), questionnaire on world food and nutrition security, 2009; (s) report of the Working Group on Arbitrary Detention (A/HRC/13/30), questionnaire on the detention of drug users, 2009; (t) joint study on global practices in relation to secret detention in the context of countering terrorism (A/HRC/13/42), questionnaire on secret detention, 2009; (u) report of the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders (A/HRC/13/22), questionnaire on the security and protection of human rights defenders, 2009.

[18] OHCHR, *2008 Annual Report: Activities and Results* (Geneva, OHCHR, 2008), p. 89.

[19] OHCHR, *2007 Annual Report: Activities and Results* (Geneva, OHCHR, 2007), p. 78.

[20] See for example OHCHR, *2006 Annual Report: Activities and Results* (Geneva, OHCHR, 2006), p. 48.

[21] OHCHR, *2008 Annual Report: Activities and Results* (Geneva, OHCHR, 2008), p. 72.

[22] Ibid., p. 89.

[23] See para. 25 of the present document (administration of justice, including impunity, and the rule of law).

[24] S/2009/302, para. 38.

[25] CEDAW/C/GNB/CO/6, para. 12.

[26] Ibid., para. 14.

[27] Ibid., para. 24.

[28] ILO Committee of Experts, Individual Direct Request concerning ILO Discrimination (Employment and Occupation) Convention, 1958 (No. 111), 2009, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092009GNB111, second paragraph.

[29] Concluding observations of the Committee on the Rights of the Child (CRC/C/15/Add. 177), para. 36.

[30] Ibid., para. 37.

[31] Common Country Assessment (CCA) – Guinea-Bissau, 2006, pp. 27–28. Available at http://www.undg.org/docs/8455/CCA-prova-final-FR.pdf.

[32] CEDAW/C/GNB/CO/6, para. 27.
[33] Ibid., para. 28.
[34] Ibid., para. 25.
[35] Ibid., para. 26.
[36] S/PRST/2009/6, p. 1.
[37] S/2008/751, paras. 40–41.
[38] CEDAW/C/GNB/CO/6, para. 29.
[39] Ibid., para. 30.
[40] S/2008/395, para. 42; see also S/2009/302, para. 36.
[41] *Humanitarian Action Report 2009*, p. 209.
[42] ILO Committee of Experts, Individual Observation concerning ILO Forced Labour Convention, 1930 (No. 29), 2009, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092009GNB029, third paragraph.
[43] CRC/C/15/Add. 177, para. 58.
[44] Ibid., para. 59.
[45] CEDAW/C/GNB/CO/6, para. 17.
[46] Ibid., para. 18.
[47] CCA – Guinea-Bissau, p. 16.
[48] UNDP, *Rapport national sur le développement humain en Guinée-Bissau 2006 : Reformer les politiques pour atteindre les Objectives du Millénaire pour le Développement en Guinée-Bissau*, pp. 9-10. Available at http://www.gw.undp.org/rapports/RapportDevHumainPNUDGUINEE-BISSAU%20Synth%C3%A8se.pdf.
[49] S/2008/395, para. 8.
[50] S/PRST/2009/2; see also S/2009/552, para. 4; S/2009/302, para. 3; S/2009/169, para. 4.
[51] S/2009/552, para. 2; S/2009/302, para. 3.
[52] S/2009/302, para. 38.
[53] Ibid., para. 39.
[54] S/RES/1876 (2009), para. 10.
[55] S/PRST/2009/29; see also S/PRST/2009/6.
[56] S/2007/715, para. 4; S/2009/302, para. 10.
[57] S/2007/576, para. 21.
[58] S/2008/751, para. 52.
[59] S/2008/628, para. 22.
[60] A/HRC/4/23, para. 40.
[61] CEDAW/C/GNB/CO/6, para. 41.
[62] Ibid., para. 42.
[63] A/HRC/4/21/Add. 1, paras. 168–169.
[64] S/2007/576, para. 25.
[65] S/2008/628, para. 36.
[66] ILO Committee of Experts, Individual Direct Request concerning ILO Abolition of Forced Labour Convention, 1957 (No. 105), 2009, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092009GNB105, second paragraph.
[67] E/CN.4/2006/95/ Add. 5, paras. 693–694.
[68] A/HRC/7/14 /Add. 1, para. 250.
[69] S/2009/552, para. 32.
[70] S/2009/302, para. 40.
[71] CEDAW/C/GNB/CO/6, para. 31.
[72] Ibid., para. 32.
[73] United Nations Statistics Division, coordinated data and analyses. Available at: http://mdgs.un.org/unsd/mdg.
[74] CEDAW/C/GNB/CO/6, para. 36.
[75] ILO Committee of Experts, Individual Direct Request concerning ILO Equal Remuneration Convention, 1951 (No. 100), 2009, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092009GNB100, third paragraph.
[76] ILO Committee of Experts, Individual Observation concerning ILO Right to Organise and Collective Bargaining, 1949 (No. 98), 2009, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 062009GNB098, fourth and fifth paragraphs.

[77] ILO Committee of Experts, Individual Direct Request concerning ILO Discrimination (Employment and Occupation) Convention, 1958 (No. 111), 2009, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092009GNB111, third paragraph.
[78] S/2009/302, para. 35.
[79] *Humanitarian Action Report 2009*, p. 209.
[80] UNHCR submission to the UPR on Guinea-Bissau, p. 2.
[81] CEDAW/C/GNB/CO/6, para. 38.
[82] S/2007/715, para. 15.
[83] CEDAW/C/GNB/CO/6, para. 38.
[84] *Humanitarian Action Report 2009*, p. 209.
[85] S/2009/302, para. 36.
[86] S/2008/181, para. 15.
[87] A/HRC/11/8/Add. 1, paras. 77–80.
[88] S/2008/751, para. 33.
[89] S/2006/946, para. 10.
[90] CEDAW/C/GNB/CO/6, para. 34.
[91] S/2007/576, para. 28; see also S/2007/401, para. 22.
[92] UNHCR submission to the UPR on Guinea-Bissau, p. 3.
[93] Ibid., pp. 2–3.
[94] CRC/C/15/Add. 177, para. 6.
[95] E/2008/55, para. 20.
[96] CEDAW/C/GNB/CO/6, para. 15.
[97] Ibid., para. 52.
[98] S/2007/715, para. 29.
[99] S/PRST/2008/37.
[100] S/2008/628, para. 23.

NATIONS
UNIES

A

Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/WG.6/4/SEN/2
18 décembre 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quatrième session
Genève, 2-13 février 2009

COMPILATION ÉTABLIE PAR LE HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME, CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 15 b) DE L'ANNEXE À LA RÉSOLUTION 5/1 DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Sénégal

Le présent rapport est une compilation des renseignements figurant dans les rapports des organes conventionnels, des procédures spéciales, y compris les observations et les commentaires de l'État intéressé, et d'autres documents officiels des Nations Unies. Il ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, autres que celles figurant dans les rapports publics diffusés par celui-ci. Il suit la structure des directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme. Les sources des renseignements figurant dans la compilation sont systématiquement indiquées dans les notes. Le rapport a été établi en tenant compte de la périodicité du premier cycle de l'Examen, qui est de quatre ans. En l'absence d'informations récentes, les derniers rapports et documents disponibles ont également été pris en considération, à moins qu'ils ne soient dépassés. Comme le présent rapport ne rassemble que des informations figurant dans des documents officiels des Nations Unies, l'absence de renseignements concernant des questions spécifiques ou le traitement succinct de celles-ci tient peut-être au fait que l'État n'a pas ratifié tel ou tel instrument ou que l'interaction ou la coopération avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme a été faible.

GE.08-17410 (F) 190109 210109

I. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GÉNÉRAL ET CADRE

A. Étendue des obligations internationales[1]

Principaux instruments universels relatifs aux droits de l'homme[2]	*Date de la ratification, de l'adhésion ou de la succession*	*Déclarations/ réserves*	*Reconnaissance des compétences particulières des organes conventionnels*
Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	19 avril 1972	Non	Plaintes émanant de particuliers (art. 14): Oui
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	13 janv. 1978	Non	
Pacte international relatif aux droits civils et politiques	13 janv. 1978	Non	Plaintes inter-États (art. 41): Oui
Pacte international relatif aux droits civils et politiques − premier Protocole facultatif	13 janv. 1978	Non	
CEDAW	5 janv. 1985	Non	
CEDAW − Protocole facultatif	26 mai 2000	Non	Procédure d'enquête (art. 8 et 9): Oui
Convention contre la torture	21 août 1986	Non	Plaintes inter-États (art. 21): Oui Plaintes émanant de particuliers (art. 22): Oui Procédure d'enquête (art. 20): Oui
Convention contre la torture − Protocole facultatif	18 oct. 2006	Non	
Convention relative aux droits de l'enfant	31 juill. 1990	Non	-
Convention relative aux droits de l'enfant − Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés	3 mars 2004	Déclaration contraignante en vertu de l'article 3: 20 ans	-
Convention relative aux droits de l'enfant − Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants	5 nov. 2003	Non	-
Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	9 juin 1999	Non	Plaintes inter-États (art. 76): Non Plaintes émanant de particuliers (art. 77): Non

Instruments fondamentaux auxquels le Sénégal n'est pas partie: Pacte international relatif aux droits civils et politiques − deuxième Protocole facultatif, Convention relative aux droits des personnes handicapées (signature seulement, 2007), Convention relative aux droits des personnes handicapées − Protocole facultatif (signature seulement, 2007), Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (signature seulement, 2007).

Autres principaux instruments internationaux pertinents	*Ratification, adhésion ou succession*
Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide	Oui
Statut de Rome de la Cour pénale internationale	Oui
Protocole de Palerme[3] (Protocole se rapportant à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée)	Oui
Convention relative au statut des réfugiés et protocoles s'y rapportant; Convention relative au statut des apatrides et Convention sur la réduction des cas d'apatridie[4]	Oui
Conventions de Genève du 12 août 1949 et Protocoles facultatifs[5]	Oui, excepté Protocole facultatif III
Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail n[os] 29, 105, 87, 98, 100, 111, 138 et 182[6]	Oui
Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement	Oui

1. Dans un rapport de 2007, le Haut-Commissariat pour les réfugiés a relevé comme un fait nouveau positif l'adhésion du Sénégal aux deux conventions internationales relatives à l'apatridie[7]. En 2006, le Comité des droits de l'enfant a recommandé de mener à bien la procédure de ratification de la Convention de La Haye de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale[8].

2. En 2006, le Sénégal s'est engagé à ratifier d'autres instruments internationaux en matière de droits de l'homme comme la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, signée en novembre 1968[9].

3. Le Comité sénégalais des droits de l'homme a obtenu en 2000 du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CIC) le statut d'accréditation de type «A», en tant qu'institution nationale des droits de l'homme. L'accréditation a été réexaminée et confirmée en octobre 2007 et sera à nouveau examinée en octobre 2010[10].

B. Cadre constitutionnel et législatif

4. Dans un rapport de 2008, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a indiqué qu'il avait apporté au Sénégal un appui pour incorporer les dispositions du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer dans sa législation nationale. Il a noté également que le Sénégal avait ainsi la première loi contre le trafic de migrants et était un modèle pour les autres États d'Afrique centrale et occidentale[11].

5. En 2006, le Comité des droits de l'enfant a accueilli avec satisfaction l'intégration de la Convention relative aux droits de l'enfant à la Constitution de 2001 ainsi que l'adoption des lois suivantes: le Code du travail de 1997, qui fixe à 15 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi; la loi n° 99-05 de 1999 réprimant toutes les formes de mutilations sexuelles, les violences sexuelles et la corruption de mineurs; la loi n° 91-92 telle que modifiée en 2004 qui instaure l'instruction obligatoire et gratuite pour les enfants de 6 à 16 ans; la loi n° 2005-02 de 2005 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes[12]. En décembre 2004, le Sénégal a adopté la loi n° 2004-38 abolissant la peine de mort[13].

6. En 2001, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a relevé au nombres des aspects positifs le rang que la Constitution octroie aux instruments internationaux ratifiés par le Sénégal, en leur reconnaissant une valeur supérieure à celle de la loi nationale[14]. Il a également noté

l'adoption de la loi n° 99-03 de janvier 1999, qui criminalise, entre autres, les mutilations génitales féminines, le harcèlement sexuel et la violence contre les femmes au sein de la famille[15].

C. Cadre institutionnel et infrastructures des droits de l'homme

7. En 2006, le Comité des droits de l'enfant a noté avec satisfaction la mise en place d'une Direction interministérielle de la protection et de la promotion des droits de l'enfant, conformément à la recommandation contenue dans ses précédentes observations finales, chargé de coordonner les activités de toutes les institutions participant à la mise en œuvre de la Convention[16]. Il a également noté la mise en place du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et à la promotion de la paix, rattaché à la présidence, qui est habilité à recevoir des plaintes d'enfants[17].

8. En 2002, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a pris note des efforts du Sénégal dans la mise en place d'institutions de protection des droits de l'homme, telles que le Comité des droits de l'homme, la Commission interministérielle des droits de l'homme et le Guichet des droits de l'homme et des droits humanitaires[18].

D. Mesures de politique générale

9. En 2006, le Comité des droits de l'enfant a pris note du cadre d'action global, qui comprend notamment plusieurs plans d'action en faveur de l'enfance et le Document de stratégie de réduction de la pauvreté[19]. Dans un rapport de 2005, le Fonds monétaire international (FMI) a signalé qu'en 2003 le Conseil d'administration du FMI avait approuvé, en faveur du Sénégal, un accord de trois ans au titre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance couvrant la période 2003-2005 afin de soutenir l'application du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté des autorités[20]. Le Comité des droits de l'enfant a également salué les efforts accomplis dans le domaine de la justice pour mineurs, en particulier le projet intitulé «Renforcement de la protection juridique des mineurs au Sénégal»[21]. Il a cependant regretté l'absence d'un plan d'action national exhaustif consacré à l'enfance, qui couvrirait tous les domaines visés par la Convention[22].

II. PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE PAYS

A. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

1. Coopération avec les organes conventionnels

Organe conventionnel[23]	*Dernier rapport soumis et examiné*	*Observations finales les plus récentes*	*Réponse suite aux observations finales*	*État de la soumission des rapports*
Comité des droits économiques, sociaux et culturels	2000	sept. 2001	-	Troisième rapport attendu depuis 2003
Comité des droits de l'homme	1996	nov. 1997	-	Cinquième rapport attendu depuis 2000
CERD	2001	nov. 2002	-	Seizième, dix-septième et dix-huitième rapports attendus depuis 2004
Comité des droits de l'enfant	2006	oct. 2006	-	Troisième, quatrième et cinquième rapports, devant être soumis en un seul document en 2011
CEDAW	1991	févr. 1994	-	Troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième rapports devant être soumis en 2010

Organe conventionnel[23]	*Dernier rapport soumis et examiné*	*Observations finales les plus récentes*	*Réponse suite aux observations finales*	*État de la soumission des rapports*
Comité contre la torture	1995	juill. 1996	-	Troisième, quatrième, cinquième et sixième rapports attendus depuis 1996
Comité des droits de l'enfant − Protocole facultatif − Conflits armés	-	-	-	Rapport initial attendu depuis 2006
Comité des droits de l'enfant − Protocole facultatif − Vente d'enfants	-	-	-	Rapport initial attendu depuis 2005

10. En 2006, le Sénégal s'est engagé à respecter les délais fixés pour la soumission des rapports périodiques aux organes conventionnels[24].

2. Coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Invitation permanente à se rendre dans le pays	Non
Visites ou rapports de mission les plus récents	Aucun
Accord de principe pour une visite	Représentant spécial du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme; Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation; Groupe de travail sur la détention arbitraire; Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants; Rapporteur spécial sur les droits fondamentaux des victimes de la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants.
Visite demandée et non encore accordée	Aucune
Coopération/moyens mis à disposition pour faciliter les missions	-
Suite donnée aux visites	Aucune
Réponses aux lettres d'allégations et aux appels urgents	Entre le 15 novembre 2004 et le 14 novembre 2008, 6 communications relatives à 7 personnes, dont 6 journalistes, ont été envoyées au Gouvernement. Durant la même période, le Sénégal a répondu à deux communications (33 %).
Réponses aux questionnaires sur des questions thématiques[25]	Le Sénégal a répondu à un des 12 questionnaires envoyés par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales[26] entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2007, dans les délais impartis[27].

11. En 2006, le Sénégal s'est engagé à accueillir les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et à leur offrir les meilleures conditions pour accomplir leurs missions[28].

3. Coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

12. En 2006, le Sénégal s'est engagé à apporter son soutien au Haut-Commissaire aux droits de l'homme[29]. En décembre 2007, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, représenté par le Haut-Commissaire adjoint, a signé à Dakar un accord avec le Gouvernement sénégalais établissant un bureau régional pour l'Afrique occidentale[30]. Situé à Dakar, le bureau a été ouvert en 2008[31].

B. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme

1. Égalité et non-discrimination

13. Il est indiqué dans le bilan commun de pays (BCP) de 2006 que la Constitution de 2001 consacre le principe de l'égalité des sexes et se réfère expressément à la Convention pour l'élimination des discriminations à l'égard des femmes. Il y est également indiqué que, au niveau législatif, en dépit d'efforts importants réalisés pour rétablir l'équité et l'égalité entre hommes et femmes, il existe encore au Sénégal des dispositions discriminatoires à l'égard des femmes[32]. En 2001, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est déclaré préoccupé par l'inégalité de droit et de fait qui existait entre les hommes et les femmes dans la société sénégalaise. Il était préoccupé en particulier par le fait que le Sénégal n'avait pas progressé dans l'élimination des pratiques discriminatoires qui perduraient à l'égard des femmes et des filles[33] et a demandé instamment au Sénégal de prendre immédiatement des mesures pour faire face au problème de la discrimination à l'encontre des femmes dans l'emploi et de surveiller de près, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, l'application de la loi sur le congé de maternité[34].

14. En 2008, une Commission d'experts de l'OIT a rappelé que l'article 105 du Code du travail prévoyait que, lorsque les conditions de travail, les qualifications professionnelles et le rendement sont égaux, le salaire sera égal pour tous les travailleurs quels que soient leur origine, leur sexe, leur âge ou leur statut. Le Comité a demandé au Gouvernement de transmettre des informations sur l'application pratique de l'article 105 du Code du travail[35].

15. En 2002, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a constaté avec préoccupation la persistance au Sénégal de certaines séquelles d'un système qui était fondé sur des castes malgré son interdiction par la loi, et il a recommandé au Sénégal de veiller à ce que les dispositions existantes soient appliquées efficacement[36].

16. En 2006, le Comité des droits de l'enfant a noté avec inquiétude que la discrimination persistait dans la pratique à l'égard de certains groupes d'enfants, en particulier les enfants nés hors mariage, les enfants handicapés, les enfants touchés par le VIH/sida, les filles, les enfants des rues et les talibés[37]. Il a engagé le Sénégal à adopter une stratégie globale pour éliminer toute discrimination, quel qu'en soit le motif, à l'égard de tous les groupes d'enfants vulnérables[38].

17. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé de prendre toutes les mesures nécessaires pour favoriser encore l'inclusion des enfants handicapés dans le système éducatif ordinaire et dans la société. Il a également recommandé au Sénégal d'adopter un cadre juridique intégrateur et axé sur les droits, qui réponde aux besoins spécifiques des enfants handicapés, d'appliquer toutes les dispositions pertinentes de la législation existante relative aux enfants handicapés, et d'organiser des campagnes de sensibilisation axées sur les enfants handicapés, en y associant les enfants[39].

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

18. En 2006, le Comité des droits de l'enfant s'est félicité des efforts accomplis par le Sénégal pour combattre la pratique des mutilations génitales féminines. Il restait toutefois préoccupé par la persistance de pratiques nuisibles pour les filles, notamment les mutilations génitales féminines, les mariages précoces et forcés et les nouvelles formes de violence telles que l'infanticide[40]. D'après des estimations de l'UNICEF en 2006 28 % des femmes âgées de 15 à 49 ans avaient subi des mutilations génitales[41]. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Sénégal de poursuivre les campagnes de sensibilisation visant à combattre et à éliminer les mutilations génitales féminines et les autres pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé, à la vie et au développement des

enfants. Il a également recommandé de mettre en place des programmes d'information et de sensibilisation destinés aux praticiens et au grand public afin d'encourager l'évolution des comportements traditionnels et de décourager les pratiques préjudiciables. Il a en outre recommandé au Sénégal de veiller à l'application de la loi n° 99-05 en ce qui concernait notamment l'interdiction de toutes les formes de mutilation sexuelle, et de faire en sorte que les auteurs de ces pratiques soient traduits en justice[42].

19. En 2006, tout en notant que les châtiments corporels étaient interdits à l'école, le Comité des droits de l'enfant a constaté avec inquiétude que la loi n'interdisait pas l'administration de tels châtiments au sein de la famille et qu'ils étaient utilisés dans les établissements scolaires et dans d'autres institutions[43]. Il a recommandé au Sénégal, conformément à son Observation générale n° 8 (2006) sur le droit de l'enfant à une protection contre les châtiments corporels et les autres formes cruelles ou dégradantes de châtiments, de modifier tous les textes de loi pertinents afin que les châtiments corporels soient expressément interdits en toute circonstance, et de sensibiliser les parents, les tuteurs et les professionnels travaillant avec et pour des enfants[44].

20. En 2008, le Réseau régional intégré d'information a signalé qu'une femme sur quatre était victime de violences dans la famille. Il a noté que bien que le Gouvernement ait conscience du problème et ait pris l'initiative de lancer une campagne nationale, il y avait quelques années, il n'avait pas mis en place de structure pour traiter ces incidents violents et aucun centre d'accueil n'avait été créé pour les femmes ayant fui leur foyer[45].

21. En 2001, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a demandé au Sénégal de prendre toutes les mesures qui s'imposaient, notamment de faire appliquer les lois existantes et de lancer des campagnes de sensibilisation nationales, en vue d'éliminer toutes les formes de violence à l'encontre des femmes[46].

22. En 2006, le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Sénégal d'assurer l'application de la loi n° 2005-02 contre la traite des êtres humains et les autres formes d'exploitation et des dispositions du Code pénal interdisant les relations sexuelles avec une fille de moins de 12 ans. Il a également recommandé de renforcer les mesures juridiques qui protégeaient les enfants victimes d'exploitation sexuelle, de faire une priorité de l'aide à la réadaptation et de veiller à ce qu'une éducation, une formation, une aide psychologique et des conseils soient fournis aux victimes. Il a en outre recommandé de dispenser une formation aux agents de la force publique, aux travailleurs sociaux et aux procureurs, pour que ceux-ci soient à même de recevoir des plaintes émanant d'enfants, de les examiner et d'enquêter à leur sujet, de mettre en œuvre des politiques et programmes appropriés, conformément à la Déclaration et au Programme d'action et à l'Engagement mondial adoptés par le Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales[47]. En 2008, une Commission d'experts de l'OIT a indiqué que, dans ses précédents commentaires, elle avait prié le Gouvernement de fournir des informations sur l'application pratique de la loi n° 2005-02. Elle a également demandé au Gouvernement de donner des renseignements sur les mesures prises ou envisagées pour lutter contre la traite, en termes de prévention et de répression[48].

23. En 2006, le Comité des droits de l'enfant a pris note des mesures de prévention adoptées par le Sénégal contre l'utilisation de filles comme travailleuses domestiques (les «petites bonnes») et les protéger contre l'exploitation économique et les abus sexuels[49]. Il a recommandé de prendre toutes les mesures nécessaires pour mieux sensibiliser aux dangers auxquels est exposée une fille employée comme travailleuse domestique, et d'adopter des lois visant à protéger les filles contre l'exploitation économique[50].

24. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Sénégal d'intensifier ses efforts tendant à éliminer le travail des enfants, en particulier en s'attaquant aux causes profondes de l'exploitation économique des enfants, grâce à l'éradication de la pauvreté et l'accès à l'éducation, et de prendre des mesures pour assurer l'application effective des Conventions de l'OIT n° 138, concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, et n° 182, concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, que le Sénégal a ratifiées[51].

25. Le Comité des droits de l'enfant s'est inquiété du grand nombre d'enfants qui travaillent et, en particulier, des pratiques actuelles dans les écoles coraniques dirigées par des marabouts, consistant à utiliser à grande échelle les talibés à des fins économiques. Il a noté avec satisfaction la mise en place de projets visant à améliorer le programme d'enseignement des talibés[52]. Le Comité des droits de l'enfant a réitéré ses précédentes observations finales et recommandé au Sénégal d'adopter de nouvelles mesures pour faire en sorte que les talibés puissent exercer effectivement leurs droits fondamentaux et de déployer des efforts en vue de l'instauration d'un système permettant de suivre efficacement l'évolution de la situation de ces enfants[53].

26. Le Comité des droits de l'enfant a pris note des mesures prises par le Sénégal pour défendre les droits et répondre aux besoins des enfants qui vivent dans la rue ou qui mendient mais était toujours préoccupé par l'augmentation du nombre de ces enfants[54]. Il a recommandé de défendre leurs droits, de répondre à leurs besoins et de faciliter leur réinsertion sociale, en entreprenant une étude et une évaluation de la situation de ces enfants, et d'élaborer une politique globale qui leur offre la protection nécessaire et des services visant leur réinsertion sociale[55].

3. Administration de la justice, y compris impunité, et primauté du droit

27. En 2006, dans l'affaire *Suleymane Guengueng* c. *Sénégal*[56], le Comité contre la torture a conclu à la violation par le Sénégal des articles 5, paragraphe 2, et 7 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants car celui-ci avait manqué à l'obligation de poursuivre ou d'extrader l'ancien Président du Tchad, Hissène Habré. La plainte avait été adressée au Comité contre la torture par un groupe de personnes de nationalité tchadienne, qui déclaraient avoir été victimes de torture et d'autres formes de mauvais traitements commis par des agents de l'État placés sous la responsabilité directe de Hissène Habré entre 1982 et 1990, lorsque celui-ci était Président du Tchad. Ces personnes avaient déposé une plainte contre Hissène Habré au Sénégal, où il résidait depuis 1990. Les autorités judiciaires sénégalaises avaient refusé d'engager des poursuites pour les griefs de torture et de mauvais traitements à la demande des requérants, parce que les amendements législatifs devant permettre au Sénégal d'exercer la compétence universelle pour des actes de torture commis à l'étranger n'avaient pas été adoptés. Le Comité contre la torture a relevé que le Sénégal était tenu d'adopter les mesures nécessaires, y compris les mesures législatives, pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées ou d'extrader Hissène Habré[57]. En avril 2008, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme a accueilli avec satisfaction la modification apportée à la Constitution du Sénégal, qui rendait possible le jugement de Hissène Habré par un tribunal sénégalais. Selon la Haut-Commissaire, il s'agissait d'un progrès très notable dans la lutte visant à renforcer l'obligation de rendre des comptes et d'un pas important dans la lutte contre l'impunité[58].

28. En 2006, le Comité des droits de l'enfant s'est déclaré préoccupé par le manque de juges spécialisés dans la justice pour mineurs, le nombre insuffisant de tribunaux pour mineurs appropriés et le nombre limité d'éducateurs sociaux correctement formés. Il était également inquiet de ce que la privation de liberté ne soit pas utilisée en dernier recours et que des filles aient été détenues dans des prisons pour adultes[59]. Il a recommandé notamment au Sénégal de continuer à former le personnel chargé de l'administration de la justice pour mineurs aux normes internationales

pertinentes en la matière. Il a également recommandé au Gouvernement de veiller à ce que la privation de liberté ne soit qu'une mesure de dernier recours et que sa durée soit la plus courte possible. Il lui a recommandé aussi de veiller à ce que les personnes de moins de 18 ans soient détenues dans des installations distinctes de celles des adultes, et aient accès à une aide juridictionnelle appropriée. Il a en outre recommandé de mettre à la disposition des mineurs en détention des possibilités de formation et des services de réinsertion sociale, d'établir dans tout le pays des tribunaux pour mineurs spécialisés, et de continuer à solliciter une assistance technique auprès du Groupe de coordination interinstitutions dans le domaine de la justice pour mineurs[60].

4. Droit au respect de la vie privée, mariage et vie de famille

29. Le Comité des droits de l'enfant a noté que l'adoption nationale était largement pratiquée conformément à la tradition et à la coutume mais il demeurait préoccupé par l'absence d'une véritable réglementation pour ce type d'adoption qui garantisse l'enregistrement en bonne et due forme de l'enfant adopté[61]. Il a recommandé au Sénégal de réglementer l'adoption nationale dans le cadre de la famille élargie et de la communauté, de manière compatible avec la Convention, afin de renforcer la protection des droits des enfants adoptés[62].

5. Liberté de religion ou de conviction, liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, et droit de participer à la vie publique et politique

30. En 2006 et 2007, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a envoyé deux communications, dont une conjointement avec le Président-Rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire, concernant des journalistes condamnés à des peines d'emprisonnement pour diffamation. À ce sujet, le Gouvernement a fait savoir que le Président de la République du Sénégal avait décidé en 2004 de décriminaliser les délits de presse[63]. Pendant la période examinée, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a envoyé d'autres communications portant sur des allégations de violence, des arrestations arbitraires, des violences en détention et des menaces contre des journalistes[64].

31. En 2006, le Comité des droits de l'enfant s'est déclaré toujours préoccupé par le fait que les comportements sociaux traditionnels semblent empêcher les enfants d'exprimer librement leurs opinions au sein de la famille, à l'école, dans la communauté, devant les tribunaux et dans d'autres institutions[65], et il a recommandé au Sénégal de redoubler d'efforts pour faire en sorte que les opinions des enfants soient davantage prises en considération et d'entreprendre des campagnes de sensibilisation auprès de l'ensemble de la population, y compris dans les communautés traditionnelles par le truchement des dirigeants religieux[66].

32. D'après un document publié en 2008 par la Division de statistique de l'ONU, la proportion de sièges occupés par des femmes au Parlement national est passée de 19,2 % en 2005 à 22 % en 2008[67].

6. Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables

33. En 2008, une Commission d'experts de l'OIT a noté qu'en ratifiant la Convention n° 138 (Convention sur l'âge minimum d'admission à l'emploi), le Sénégal avait spécifié que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail était de 15 ans. Elle a relevé toutefois que cet âge ne s'appliquait pas «aux travaux traditionnels champêtres ou ruraux non rémunérés effectués dans le cadre familial par des enfants de moins de 15 ans, et qui sont destinés à mieux les intégrer dans leur milieu social et dans leur environnement». La Commission a rappelé au Gouvernement qu'aux

termes de l'article premier de la Convention sur l'âge minimum (Agriculture − n° 10), les enfants de moins de 14 ans ne peuvent être employés ou travailler dans les entreprises agricoles publiques ou privées ou dans leurs dépendances qu'en dehors des heures fixées pour l'enseignement scolaire, et ce travail, s'il y a lieu, doit être tel qu'il ne puisse nuire à leur assiduité à l'école[68]. La Commission a indiqué qu'elle avait déjà relevé que, selon les résultats d'une enquête menée par le BIT sur le travail des enfants au Sénégal, environ 40 % des enfants de 5 à 14 ans travaillaient, dont 75,3 % dans le secteur agricole[69].

34. En 2001, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a constaté avec préoccupation que, alors que la moitié des travailleurs sénégalais étaient employés dans le secteur informel, la plupart d'entre eux ne bénéficiaient pas de services sociaux de base, comme la sécurité sociale et l'assurance maladie, et travaillaient de longues heures dans des conditions manquant de sécurité[70]. Il a recommandé au Sénégal de prendre des mesures effectives pour réduire le chômage, notamment en assurant une formation aux jeunes des villes, et de procéder régulièrement à la révision des salaires minimaux, de façon à permettre aux travailleurs d'atteindre un niveau de vie convenable pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille[71].

7. Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant

35. En 2006, le Comité des droits de l'enfant s'est déclaré toujours préoccupé par les disparités qui existaient entre les régions et départements en matière d'accès aux services de santé, ainsi que par la persistance de taux élevés de mortalité maternelle et infantile, le taux élevé de malnutrition et le nombre de cas de paludisme. Il s'inquiétait en outre de l'imposition d'un ticket modérateur, qui risquait de limiter l'accès à des services de santé appropriés[72].

36. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Sénégal d'amplifier ses efforts tendant à garantir un accès universel aux services et structures de santé maternelle et infantile, en particulier dans les zones rurales et reculées, et de prendre toutes les mesures de prévention nécessaires contre la malnutrition et le paludisme. Il lui a également recommandé de s'employer plus vigoureusement à apporter un soutien et une aide matérielle, en étant particulièrement attentif aux familles les plus marginalisées et défavorisées, et à garantir autant que faire se peut le droit des enfants à un niveau de vie suffisant[73].

37. Il est indiqué dans le rapport du Bilan commun de pays de 2006 que la malnutrition des enfants de moins de 5 ans continue d'être un problème de santé publique et que l'insuffisance pondérale continue à affecter 16 % des enfants en 2005. En milieu rural, le taux de malnutrition des enfants atteint 23,3 % contre 12,2 % en milieu urbain[74]. Il est noté aussi que le faible niveau de scolarisation des femmes est un des facteurs aggravants de la malnutrition. En effet, la malnutrition est beaucoup plus fréquente chez les enfants nés de femmes non scolarisées (21 % contre moins de 10 % chez les enfants nés de femmes scolarisées)[75].

38. Dans un rapport de 2007, la FAO a noté que le Sénégal avait décidé d'«intégrer le droit à l'alimentation dans des stratégies de lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, en tenant compte des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, adoptées en 2004»[76]. Compte tenu de cet engagement, le Sénégal a demandé à la FAO de l'aider, par l'intermédiaire de son Unité pour le droit à l'alimentation, à introduire les principes du droit à l'alimentation dans sa Stratégie nationale de sécurité alimentaire, actuellement en cours de préparation par le Conseil national pour la sécurité alimentaire[77].

39. D'après un document publié en 2008 par la Division de statistique de l'ONU, la proportion de personnes âgées de 15 à 49 ans vivant avec le VIH est passée de 0,40 % en 2001 à 1 % en 2007[78]. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé, en faisant référence à son Observation générale n° 3 sur le VIH/sida et les droits de l'enfant (2003) ainsi qu'aux Directives internationales concernant le VIH/sida et les droits de l'homme, que le Sénégal associe les enfants au programme de lutte contre le VIH/sida, en particulier en veillant à ce qu'une attention accrue soit accordée à la question des enfants et du VIH/sida. Le Comité des droits de l'enfant a également recommandé au Sénégal d'intensifier la lutte contre le VIH/sida, de prévenir la discrimination à l'égard des enfants contaminés ou affectés par le VIH/sida, et d'améliorer la protection et le soutien apportés aux orphelins du sida[79].

40. Dans un rapport de 2004 l'OMS a noté que le Sénégal, avec le soutien de l'Alliance nationale contre le sida et l'Association des femmes africaines face au sida en Afrique, distribuait des fournitures scolaires aux enfants touchés par le VIH/sida. Elle a noté aussi que le Sénégal organisait des activités rémunérées pour les femmes, participait à un programme national en vue de réduire la transmission de la mère à l'enfant, et donnait des conseils nutritionnels et d'autres formes de soutien psychosocial[80].

8. Droit à l'éducation et droit de participer à la vie culturelle de la communauté

41. En 2006, le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Sénégal, compte tenu de son Observation générale n° 1 sur les buts de l'éducation (2001), de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que les enseignants soient correctement formés, et à ce que les filles et les garçons des zones urbaines, rurales et les moins développées aient accès, dans des conditions d'égalité, à des possibilités d'éducation. Il a également recommandé au Gouvernement d'intensifier ses efforts en vue d'accroître sensiblement le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire en accordant une attention particulière aux disparités entre zones urbaines et zones rurales, d'adopter des mesures visant à réduire le taux d'abandon scolaire, et d'annuler la circulaire administrative qui empêche les filles enceintes de poursuivre leurs études en fonction de leurs aptitudes individuelles, conformément à l'article 11 6) de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (1990)[81].

42. Selon l'UNESCO, 70 % de filles et 71 % de garçons sont inscrits au niveau primaire, et 18 % de filles et 23 % de garçons sont inscrits dans l'enseignement secondaire[82]. La pauvreté joue un rôle dans les disparités entre les sexes dans l'éducation: les parents préfèrent souvent envoyer les garçons à l'école et les filles qui commencent l'école sont souvent obligées d'abandonner les cours pour travailler, se marier ou s'occuper de leurs frères et sœurs[83]. Dans un rapport de 2005, l'UNESCO a noté que l'écart entre les taux d'alphabétisation des ménages les plus pauvres et des ménages les plus riches était de plus de 40 points de pourcentage[84]. Elle a également relevé que de nombreux cours d'alphabétisation sont donnés oralement et que les rares livres disponibles étaient mal conçus et écrits[85]. Dans un rapport de 2006, l'UNESCO a noté que le Sénégal envisageait d'organiser des cours d'alphabétisation associés à la formation professionnelle ou aux activités génératrices de revenu afin de permettre aux jeunes quittant prématurément l'école de se mettre au niveau du premier cycle du secondaire[86].

9. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

43. Dans un rapport de 2007, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a relevé que les affrontements armés de mars et avril 2006 à la frontière entre la Guinée-Bissau et le Sénégal avaient entraîné le déplacement forcé de quelque 2 500 personnes vers le Sénégal[87].

44. Dans le même rapport, le HCR indiquait également qu'il continuerait de négocier avec le Gouvernement sénégalais et le Gouvernement mauritanien en vue de trouver une solution à la situation des réfugiés mauritaniens sans papiers vivant depuis longtemps au Sénégal et d'organiser un jour le rapatriement volontaire des réfugiés souhaitant retourner dans leur pays[88]. Dans un autre rapport datant de 2007, le HCR a signalé qu'il avait procédé à une enquête, avec des organismes gouvernementaux sénégalais, auprès des Mauritaniens vivant au Sénégal et avait conclu qu'environ 24 000 souhaitaient rentrer dans leur pays[89].

III. PROGRÈS, MEILLEURES PRATIQUES, DIFFICULTÉS ET CONTRAINTES

45. Dans un rapport de 2006, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT) a noté que le Sénégal faisait de plus en plus montre de la volonté politique nécessaire pour assainir les quartiers insalubres et empêcher leur apparition, et qu'il collaborait avec ONU-HABITAT à l'adoption de mesures permettant la réalisation progressive des droits fonciers et du droit au logement[90]. D'après un document de la Division de statistique de l'ONU datant de 2008, la proportion totale de la population urbaine vivant dans des logements insalubres est passée de 76,4 % en 2001 à 38,1 % en 2005[91].

46. Dans un rapport de 2004, l'UNESCO a noté que le Sénégal avait manifesté un ferme engagement pour la mise en œuvre du programme «Éducation pour tous». Il avait permis d'accroître le nombre d'enfants ayant accès à l'enseignement primaire et avait accompli des efforts importants pour améliorer la qualité de l'enseignement, en termes de résultats. Le principal défi était de réduire les inégalités dans le taux de scolarisation primaire sans négliger la qualité[92].

IV. PRIORITÉS, INITIATIVES ET ENGAGEMENTS NATIONAUX ESSENTIELS

Engagements exprimés par l'État

47. En 2006, le Sénégal s'est engagé à continuer et à renforcer sa coopération active et ses consultations avec les organisations non gouvernementales aux niveaux national et international[93].

V. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET ASSISTANCE TECHNIQUE

48. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour la période 2007-2011 indique que les trois axes stratégiques de la coopération sont les suivants: la création de richesse et la lutte contre la pauvreté, les services sociaux de base, la bonne gouvernance et la promotion du partenariat pour le développement[94]. Le PNUAD a précisé que la troisième stratégie comprenait principalement: le renforcement des capacités des institutions nationales et des organisations de la société civile, l'appropriation de l'approche des droits de l'homme par les principaux organes publics de décision et par les organisations de la société civile, l'amélioration de l'environnement législatif et juridique et l'introduction des dimensions juridiques, éthiques et légales dans la lutte contre le VIH/sida[95].

Notes

[1] Unless indicated otherwise, the status of ratifications of instruments listed in the table may be found in *Multilateral Treaties Deposited with the Secretary-General: Status as at 31 December 2006* (ST/LEG/SER.E.25), supplemented by the official website of the United Nations Treaty Collection database, Office of Legal Affairs of the United Nations Secretariat, http://untreaty.un.org/.

[2] The following abbreviations have been used for this document:

ICERD	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights
ICCPR-OP 1	Optional Protocol to ICCPR
ICCPR-OP 2	Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women
OP-CEDAW	Optional Protocol to CEDAW
CAT	Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment
OP-CAT	Optional Protocol to CAT
CRC	Convention on the Rights of the Child
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography
ICRMW	International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families
CPD	Convention on the Rights of Persons with Disabilities
OP-CPD	Optional Protocol to Convention on the Rights of Persons with Disabilities
CED	International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance

[3] Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime.

[4] 1951 Convention relating to the status if Refugees and its 1967 Protocol, 1954 Convention relating to the status of Stateless Persons and 1961 Convention on the Reduction of Statelessness.

[5] Convention (I) for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field; Convention (II) for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea, Convention (III) relative to the Treatment of Prisoners of War; Convention (IV) relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the protection of victims of International Armed Conflicts (Protocol I); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflict (Protocol II); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Adoption of an Additional Distinctive Emblem (Protocol III)

[6] International Labour Organization Convention No.29 Concerning Forced or Compulsory Labour; Convention No.105 concerning the Abolition of Forced Labour; Convention No. 87 concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organize and to Bargain Collectively; Convention No.100 concerning Equal Remuneration for Men and Women Workers for Work of Equal Value; Convention No.111 concerning Discrimination in Respect of Employment and Occupation; Convention No.138 concerning Minimum Age for Admission to Employment; Convention No. 182 concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour.

[7] UNHCR, Global Appeal 2007, *Strategies and programmes*, Geneva, 2007, p. 64, available at: http://www.unhcr.org/static/publ/ga2007/ga2007toc.htm.

[8] Concluding observations of the Committee on the Rights of the Child (CRC/C/SEN/CO/2), para. 35.

[9] Pledges and commitments undertaken by Senegal before the Human Rights Council, as contained in the letter dated April 26, 2006 sent by the Permanent Mission of Senegal to the United Nations addressed to the President of the General Assembly, p. 3, available at: http://www.un.org/ga/60/elect/hrc/senegal.pdf.

[10] A/HRC/7/70, annex 1, p. 6. For the list of national human rights institutions with accreditation status granted by the International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights (ICC), see A/HRC/7/69, annex VIII, and A/HRC/7/70, annex I.

[11] UNODC, *Annual Report 2008*, Vienna, 2008, p. 35, available at http://www.unodc.org/documents/about-unodc/AR08_WEB.pdf.

[12] Concluding observations of the Committee on the Rights of the Child (CRC/C/SEN/CO/2), para. 3.

[13] Report of the Secretary-General on capital punishment and implementation of the safeguards guaranteeing protection of the rights of those facing the death penalty (E/2005/3), para. 23. See also pledges and commitments undertaken by Senegal before the Human Rights Council, as contained in the letter dated 26 April 2006 sent by the Permanent Mission of Senegal to the United Nations addressed to the President of the General Assembly, p. 2, available at: http://www.un.org/ga/60/elect/hrc/senegal.pdf.

[14] A/51/44, para. 105.

[15] Concluding Observations of the Committee on Economic, Social and Cultural Rights (E/C.12/1/Add.62), para. 6.

[16] CRC/C/SEN/CO/2, para. 9.

[17] Ibid., para. 13.

[18] A/57/18, para. 440.

[19] CRC/C/SEN/CO/2, para. 11.

[20] IMF, *Annual Report of the Executive Board, Financial Year 2005*, Washington D.C., 2005, p. 51, available at http://www.imf.org/external/pubs/ft/ar/2005/eng/index.htm.

[21] CRC/C/SEN/CO/2, para. 68.

[22] Ibid., para. 11.

[23] The following abbreviations have been used for this document:

CERD	Committee on the Elimination of Racial Discrimination
CESCR	Committee on Economic, Social and Cultural Rights
HR Committee	Human Rights Committee
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination against Women
CAT	Committee against Torture
CRC	Committee on the Rights of the Child

[24] Pledges and commitments undertaken by Senegal before the Human Rights Council, as contained in the letter dated April 26, 2006 sent by the Permanent Mission of Senegal to the United Nations addressed to the President of the General Assembly, p. 3, available at: http://www.un.org/ga/60/elect/hrc/senegal.pdf.

[25] The questionnaires included in this section are those which have been reflected in an official report by a special procedure mandate holder.

[26] See (a) report of the Special Rapporteur on the right to education (A/HRC/4/29), questionnaire on the right to education of persons with disabilities sent in 2006; (b) report of the Special Rapporteur on the human rights of migrants (A/HRC/4/24), questionnaire on the impact of certain laws and administrative measures on migrants sent in 2006; (c) report of the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially women and children (A/HRC/4/23), questionnaire on issues related to forced marriages and trafficking in persons sent in 2006; (d) report of the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders (E/CN.4/2006/95 and Add.5), questionnaire on the implementation of the Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms sent in June 2005; (e) report of the Special Rapporteur on the situation of human rights and fundamental freedoms of indigenous people (A/HRC/6/15), questionnaire on the human rights of indigenous people sent in August 2007; (f) report of the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially in women and children (E/CN.4/2006/62) and the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (E/CN.4/2006/67), joint questionnaire on the relationship between trafficking and the sent in July 2005; (g) report of the Special Rapporteur on the right to education (E/CN.4/2006/45), questionnaire on the right to education for girls sent in 2005; (h) report of the Working Group on mercenaries (A/61/341), questionnaire concerning its mandate and activities sent in November 2005; (i) report of the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (A/HRC/4/31), questionnaire on the sale of children's organs sent on July 2006; (j) report of the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (E/CN.4/2005/78), questionnaire on child pornography on the Internet sent in July 2004; (k) report of the Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography (E/CN.4/2004/9), questionnaire on the prevention of child sexual exploitation sent in July 2003; (l) report of the Special Representative of the Secretary-

General on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises (A/HRC/4/35/Add.3), questionnaire on human rights policies and management practices.

[27] Questionnaire on the right to education for girls.

[28] Pledges and commitments undertaken by Senegal before the Human Rights Council, as contained in the letter dated 26 April 2006 sent by the Permanent Mission of Senegal to the United Nations addressed to the President of the General Assembly, p. 3, available at: http://www.un.org/ga/60/elect/hrc/senegal.pdf .

[29] Ibid, p. 3.

[30] United Nations Press Release, *High Commissioner for Human Rights and Senegal sign Agreement for the Establishment of a regional office for West Africa*, 3 December 2007, available at: http://www2.ohchr.org/english/press/newsFrameset-2.htm.

[31] High Commissioner's Strategic Management Plan 2008-2009, pp. 50-51.

[32] See Bilan Commun de Pays (CCA), Sénégal, November 2006, p.38, available at: http://www.undg.org/docs/6948/CCA_SEN_%202006.pdf .

[33] E/C.12/1/Add.62, para. 15.

[34] Ibid., para. 40.

[35] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, 2007, Geneva, Doc. No. 092007SEN100, para. 2.

[36] A/57/18, para. 445.

[37] CRC/C/SEN/CO/2, para. 23.

[38] Ibid., para. 24.

[39] Ibid., para. 43.

[40] CRC/C/SEN/CO/2, para. 50.

[41] UNICEF Statistics, Senegal, available at http://www.unicef.org/infobycountry/senegal_statistics.html.

[42] CRC/C/SEN/CO/2, para. 51.

[43] Ibid., para. 36.

[44] Ibid., para. 37.

[45] Integrated Regional Information Networks (IRIN) of the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), available at: http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=78743.

[46] E/C.12/1/Add.62, para. 46.

[47] CRC/C/SEN/CO/2, para. 65.

[48] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, 2008, Geneva, Doc. No. 092008SEN029, para. 6.

[49] CRC/C/SEN/CO/2, para. 62.

[50] Ibid., para. 63.

[51] Ibid., para. 63.

[52] Ibid., para. 60.

[53] Ibid., para. 61.

[54] Ibid., para. 58.

[55] Ibid., para. 59.

[56] Communication No. 181/2001, *Suleymane Guengueng* v. *Senegal*, Views adopted on 17 May 2006, U.N. Doc. (CAT/C/36/D/181/2001).

[57] Ibid., see in particular paras. 9 and 10.

[58] United Nations Press Release, *Senegal constitutional change paves way for Habré trial*, 11 April 2008, available at: http://www2.ohchr.org/english/press/newsFrameset-2.htm.

[59] CRC/C/SEN/CO/2, para. 68.

[60] Ibid., para. 69.

[61] Ibid., para. 34.

[62] Ibid., para. 35.

[63] A/HRC/7/14/Add.1 paras 589 and 590; A/HRC/4/27/Add.1 paras 567 and 568.

[64] A/HRC/4/27/Add.1 para. 566; A/HRC/7/14/Add.1 paras. 591 and 592.

[65] CRC/C/SEN/CO/2, para. 28.

[66] Ibid., para. 29.

[67] United Nations Statistics Division coordinated data and analyses, available at: http://mdgs.un.org/unsd/mdg/SeriesDetail.aspx?srid=557&crid=686.

[68] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, 2008, Geneva, Doc. No. 092008SEN010, para. 1.

[69] Ibid., para. 2.

[70] E/C.12/1/Add.62, para. 20.

[71] Ibid., para. 42.

[72] CRC/C/SEN/CO/2, para. 44.

[73] Ibid., para. 53.

[74] See Bilan Commun de Pays (CCA) Sénégal, November 2006, pp. 35-36, available at: http://www.undg.org/docs/6948/CCA_SEN_%202006.pdf.

[75] Ibid p. 36.

[76] FAO, *Right to Food in Action: Examples of how FAO Member Countries Make it Happen*, Rome, 2007, p. 5, available at: http://www.fao.org/righttofood/wfd/pdf2007/rtf_in_action_en.pdf.

[77] Ibid.

[78]United Nations Statistics Division coordinated data and analyses, available at: http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Data.aspx?cr=686.

[79] CRC/C/SEN/CO/2, para. 49.

[80] WHO, World Health report 2004, Changing history, Geneva, 2004, p. 45, available at: http://www.who.int/whr/2004/en/report04_en.pdf.

[81] CRC/C/SEN/CO/2, para. 55.

[82] UNESCO Institute for statistics, Education in Senegal, available at http://stats.uis.unesco.org/unesco/TableViewer/document.aspx?ReportId=121&IF_Language=eng&BR_Country=6860

[83] Integrated Regional Information Networks (IRIN) of the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), available at: http://www.irinnews.org/country.aspx?CountryCode=SN&RegionCode=WA.

[84] UNESCO, EFA Global Monitoring report 2006, *Literacy for life*, Paris, 2005, p. 173, available at http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001416/141639e.pdf.

[85] Ibid., p. 220.

[86] UNESCO, EFA Global Monitoring Report 2007, *Strong foundations: early childhood care and education*, Education for All, Paris, 2006, p. 68, available at http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001477/147794E.pdf.

[87] UNHCR, Global Appeal 2007, *Strategies and programmes*, Geneva, 2007, p. 147, available at http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/publ/opendoc.pdf.

[88] Ibid., p. 149.

[89] UNHCR, Global Appeal 2008-2009, Geneva, 2007, p. 164, available at: http://www.unhcr.org/publ/3b7b87e14.html.

[90] UN-HABITAT, Annual Report 2006, Kenya, 2006, p. 15, available at http://www.unhabitat.org/pmss/getPage.asp?page=periodView&period=2343.

[91] United Nations Statistics Division coordinated data and analyses, available at: http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Data.aspx?cr=686.

[92] UNESCO, EFA Global Monitoring Report 2005, *The quality imperative*, Paris, 2004, p. 49, available at: http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001373/137333e.pdf.

[93] Pledges and commitments undertaken by Senegal before the Human Rights Council, as contained in the letter dated 26 April 2006 sent by the Permanent Mission of Senegal to the United Nations addressed to the President of the General Assembly, p. 3, available at: http://www.un.org/ga/60/elect/hrc/senegal.pdf.

[94] See UNDAF for Senegal, Plan-cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement, Sénégal 2007-2011, p. 19, available at: http://www.undg.org/docs/6949/UNDAF_SEN_2007_2011.pdf.

[95] Ibid., p. 29.

Nations Unies A/HRC/WG.6/12/TGO/2

Assemblée générale

Distr. générale
25 juillet 2011
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Douzième session
Genève, 3-14 octobre 2011

Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme

Togo

Le présent rapport est une compilation des renseignements figurant dans les rapports des organes conventionnels, des procédures spéciales, y compris les observations et les commentaires de l'État intéressé, et d'autres documents officiels des Nations Unies. Il ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, autres que celles figurant dans les rapports publics diffusés par celui-ci. Il suit la structure des directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme. Les sources des renseignements figurant dans la compilation sont systématiquement indiquées dans les notes. Le rapport a été établi en tenant compte de la périodicité du premier cycle de l'Examen, qui est de quatre ans. En l'absence d'informations récentes, les derniers rapports et documents disponibles ont également été pris en considération, à moins qu'ils ne soient dépassés. Comme le présent rapport ne rassemble que des informations figurant dans des documents officiels des Nations Unies, l'absence de renseignements concernant des questions spécifiques ou le traitement succinct de celles-ci tient peut-être au fait que l'État n'a pas ratifié tel ou tel instrument ou que l'interaction ou la coopération avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme a été faible.

GE.11-15268 (F) 190911 190911

Merci de recycler

I. Renseignements d'ordre général et cadre

A. Étendue des obligations internationales

Instruments universels relatifs aux droits de l'homme[1]	*Date de la ratification, de l'adhésion ou de la succession*	*Déclarations/ réserves*	*Reconnaissance des compétences particulières des organes conventionnels*	
Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	1er septembre 1972	Néant	Plaintes émanant de particuliers (art. 14):	Non
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	24 mai 1984	Néant	-	
Pacte international relatif aux droits civils et politiques	24 mai 1984	Néant	Plaintes inter-États (art. 41):	Non
Pacte international relatif aux droits civils et politiques – premier Protocole facultatif	30 mars 1980	Néant	-	
CEDAW	26 septembre 1983	Néant	-	
Convention contre la torture	18 novembre 1987	Néant	Plaintes inter-États (art. 21): Plaintes émanant de particuliers (art. 22): Procédure d'enquête (art. 20):	Oui Oui Oui
Convention contre la torture – Protocole facultatif	20 juillet 2010	Néant	-	
Convention relative aux droits de l'enfant	1er août 1990	Néant	-	
Convention relative aux droits de l'enfant – Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés	28 novembre 2005	Déclaration contraignante au titre de l'article 3: 18 ans	-	
Convention relative aux droits de l'enfant – Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants	2 juillet 2004	Néant	-	
Convention relative aux droits des personnes handicapées	1er mars 2011	Néant	-	
Convention relative aux droits des personnes handicapées – Protocole facultatif	1er mars 2011	Néant	Procédure d'enquête (art. 6 et 7):	oui

Instruments fondamentaux auxquels le Togo n'est pas partie: Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels – Protocole facultatif (signature seulement, 2009); Pacte international relatif aux droits civils et politiques – deuxième Protocole facultatif; Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes – Protocole facultatif; Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (signature seulement, 2001); et Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (signature seulement, 2010).

Autres principaux instruments internationaux pertinents	*Ratification, adhésion ou succession*
Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide	Oui
Statut de Rome de la Cour pénale internationale	Non
Protocole de Palerme[2] (Protocole se rapportant à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée)	Oui
Convention relative au statut des réfugiés et protocoles s'y rapportant; Convention relative au statut des apatrides et Convention sur la réduction des cas d'apatridie[3]	Oui, excepté Convention relative au statut des apatrides
Conventions de Genève du 12 août 1949 et Protocoles additionnels[4]	Oui, excepté Protocole III
Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail[5]	Oui
Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement	Non

1. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a encouragé le Togo à envisager de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille[6].

2. En 2011, le système des Nations Unies-Togo (SNU-Togo) a recommandé l'adhésion du Togo au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels[7].

3. En 2011, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a recommandé au Togo de ratifier la Convention de 1960 de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement[8].

B. Cadre constitutionnel et législatif

4. En 2011, le Comité des droits de l'homme a noté avec préoccupation que les réformes législatives permettant de garantir une égalité de droits entre les hommes et les femmes, notamment l'adoption d'un nouveau code pénal et du code des personnes et de la famille, n'ont toujours pas abouti et que les projets de loi en la matière n'abolissaient toujours pas toutes les dispositions discriminatoires vis-à-vis des femmes, telles que celles sur la polygamie. Le Togo devrait accélérer ses réformes législatives pour ériger les violences faites aux femmes, telles que la violence domestique et le viol conjugal, en infractions dans le Code pénal[9] et modifier toute disposition du Code des personnes et de la famille perpétuant l'inégalité entre hommes et femmes, telles que les dispositions érigeant l'homme en «chef de famille»[10].

5. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué que l'harmonisation de la législation nationale avec la Convention relative aux droits de l'enfant et les autres normes internationales relatives à la protection de l'enfant par le biais de l'adoption du Code de l'enfant constituait une grande avancée dans la mise en œuvre des droits de l'enfant au Togo[11]. Le Comité des droits de l'enfant (CRC) a recommandé au Togo de revoir le Code de l'enfant, suivant un processus participatif afin de garantir le respect intégral de la Convention; et d'entreprendre un examen attentif de la législation existante afin de recenser les domaines où il est nécessaire de procéder à une réforme[12].

C. Cadre institutionnel et infrastructures des droits de l'homme

6. En 1999, le Comité international de coordination des institutions nationales de défense des droits de l'homme a accordé le statut A à la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), ce qui a été reconfirmé en 2000 puis en 2007[13].

7. Le Comité des droits de l'homme a constaté que le budget limité alloué à la CNDH ne permettait pas à celle-ci de s'acquitter pleinement de son mandat. Il a jugé préoccupant le manque de suivi des recommandations formulées par la Commission et encouragé le Togo à allouer à la CNDH des ressources supplémentaires afin qu'elle puisse s'acquitter efficacement de son mandat, et le cas échéant saisir les tribunaux[14].

8. Le Comité contre la torture (CAT) a recommandé au Togo de prendre les mesures adéquates pour garantir l'indépendance et l'impartialité de la CNDH et garantir son habilité à recevoir des plaintes et à enquêter sur des violations de la Convention contre la torture[15].

9. Le Comité contre la torture a accueilli avec satisfaction la création, en 2005, de l'Inspection générale des services de sécurité, chargée de veiller aux conditions de garde à vue, ainsi qu'au respect de la durée de celle-ci[16].

10. Le SNU-Togo a recommandé l'entrée en fonction effective, dans un délai raisonnable, du Médiateur de la République, conformément aux dispositions de la Constitution[17].

11. En 2011, l'UNICEF a indiqué que le Comité national des droits de l'enfant (CNE) prévu à l'article 453 du Code de l'enfant n'avait pas encore été mis en place[18].

D. Mesures de politique générale

12. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a indiqué qu'un plan et un programme national d'action pour les droits de l'homme avaient été adoptés en mai 2007 et que le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2008-2012 intégrait une approche fondée sur les droits de l'homme[19].

13. En 2011, l'UNICEF a indiqué que le Document de politique nationale de protection de l'enfant et le Plan stratégique national quinquennal 2009-2013, validés en décembre 2008 par tous les acteurs de la protection de l'enfant, n'avaient pas encore été adoptés par le Gouvernement[20].

II. Promotion et protection des droits de l'homme dans le pays

A. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

1. Coopération avec les organes conventionnels

Organe conventionnel[21]	*Dernier rapport soumis et examiné*	*Observations finales les plus récentes*	*Réponse suite aux observations finales*	*État de la soumission des rapports*
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	2007	Août 2008	Soumise en mars 2009	Dix-huitième à vingtième rapports attendus en 2011
Comité des droits économiques, sociaux et culturels	-	Mai 2001	-	Rapport initial attendu en juin 1986, soumis en 2010

Organe conventionnel[21]	*Dernier rapport soumis et examiné*	*Observations finales les plus récentes*	*Réponse suite aux observations finales*	*État de la soumission des rapports*
Comité des droits de l'homme	2009	Mars 2011	Attendue en 2012	Cinquième rapport attendu en 2015
CEDAW	2004	Janvier 2006	-	Sixième et septième rapports soumis en un seul document en 2010
Comité contre la torture	2004	Mai 2006	Attendue depuis 2007	Deuxième rapport soumis en 2011
Comité des droits de l'enfant	2003	Janvier 2005	-	Troisième et quatrième rapports soumis en un seul document en 2011
Comité des droits de l'enfant – Protocole facultatif – Conflits armés	-	-	-	Rapport initial attendu depuis 2007
Comité des droits de l'enfant – Protocole facultatif – Vente d'enfants	-	-	-	Rapport initial attendu depuis 2009
Comité des droits des personnes handicapées	-	-	-	Rapport initial attendu en 2013

14. En 2008, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) s'est félicité de pouvoir renouer le dialogue avec le Togo après une longue interruption et l'a invité à présenter dorénavant ses rapports de manière régulière[22].

15. Par l'entremise de son bureau de pays au Togo, le HCDH a apporté son assistance au Gouvernement en vue de la soumission des rapports en retard, dont les rapports au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2008), au Comité des droits de l'homme (2009), au Comité des droits économiques, sociaux et culturels (2009), au Comité des droits de l'enfant (2010) et au Comité contre la torture (2011)[23].

2. Coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Invitation permanente à se rendre dans le pays	Non
Visites ou rapports de mission les plus récents	Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme (2008); Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (2007).
Accord de principe pour une visite	Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires.
Visite demandée et non encore accordée	-
Coopération/moyens mis à disposition pour faciliter les missions	-
Suite donnée aux visites	-

Réponses aux lettres d'allégations et aux appels urgents	Pendant la période considérée, aucune communication n'a été envoyée.
Réponses aux questionnaires sur des questions thématiques	Le Togo a répondu à 4 des 23 questionnaires adressés par des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales[24], dans les délais impartis.

3. Coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

16. La coopération est facilitée par le bureau de pays du HCDH au Togo, qui a été créé en 2006, dans le but de renforcer les capacités nationales relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme, y compris pour ce qui a trait à la mise en œuvre des 22 engagements relatifs à la démocratie et aux droits de l'homme souscrits par le Gouvernement togolais avec l'Union européenne en avril 2004, des recommandations de la Mission d'établissement des faits de 2005, et des recommandations des organes conventionnels et d'autres mécanismes de protection des droits de l'homme mis en place au sein des Nations Unies[25].

B. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

1. Égalité et non-discrimination

17. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a exhorté le Togo à prendre des mesures pour modifier ou abroger les coutumes et pratiques culturelles et traditionnelles discriminatoires à l'égard des femmes, en particulier le mariage forcé ou précoce, les pratiques discriminatoires liées au veuvage, le lévirat, la servitude et les mutilations génitales féminines. Le Comité a invité le Togo à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre des programmes de sensibilisation en collaboration avec les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales de femmes et les responsables locaux[26].

18. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a engagé vivement le Togo à prendre les mesures voulues pour éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en ce qui concerne la propriété et l'héritage des biens fonciers. Il a invité le pays à faire une large place aux droits fondamentaux des femmes dans l'ensemble des programmes de développement[27].

19. LE Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a constaté avec préoccupation que le nombre de femmes occupant des postes de décision sur la scène politique ou dans la vie publique demeurait faible, y compris au Parlement, dans la fonction publique et dans la magistrature[28]. En 2011, le SNU-Togo a constaté que la proportion des femmes siégeant au Parlement était de 11 %. Un avant-projet de loi visant à instituer un quota de représentativité des femmes de 30 % dans les instances de décision était en attente d'adoption[29].

20. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a noté avec appréciation l'adoption, dans les domaines de l'éducation et de l'emploi, de mesures temporaires spéciales, telles que la baisse des frais de scolarité pour les filles et l'institution de quotas d'entrée pour les femmes dans des secteurs traditionnellement réservés aux hommes, comme la police et l'armée[30].

21. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes demeurait préoccupé par le fait que, selon le Code de la nationalité, une étrangère qui épousait un Togolais perdait la nationalité togolaise en cas de divorce[31]. Le Comité des droits de

l'enfant était préoccupé par le fait que les enfants nés hors mariage ou dont le père est étranger pouvaient, dans certains cas, être privés de la citoyenneté togolaise[32].

22. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a encouragé le Togo à intégrer dans sa législation une définition de la discrimination raciale qui soit pleinement conforme à l'article premier de la Convention[33] et a recommandé que les activités du Gouvernement, et notamment celles du Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale, tiennent compte du principe de non-discrimination[34].

23. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a noté avec préoccupation le déséquilibre ethnique dans la fonction publique et l'armée, le groupe Kabye-Tem-Losso étant dominant dans cette dernière. D'autres ethnies, telles que les peulhs, étaient sous-représentées au Gouvernement, à l'Assemblée, dans la magistrature et dans les institutions publiques. Il a encouragé le Togo à continuer dans ses efforts pour mettre en œuvre les recommandations de la mission d'établissement des faits de 2005, en prenant des mesures urgentes et adéquates pour transformer en profondeur le recrutement dans l'armée et dans la fonction publique afin qu'elles reflètent la diversité culturelle et ethnique de la société togolaise[35].

24. Le Comité des droits de l'homme et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale se sont déclarés préoccupés par le fait que le Togo n'ait pas pris de sanction pénale contre les dirigeants politiques et les journalistes dont les appels à la haine ethnique au cours du processus électoral de 2005 avaient déclenché des massacres et des déplacements massifs de la population[36]. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale était préoccupé par les tensions qui pourraient persister entre les différentes ethnies au Togo et qui pourraient constituer des entraves au processus de réconciliation. Il a invité le Togo à redoubler d'efforts pour promouvoir des relations harmonieuses entre les différents groupes ethniques et culturels du pays[37].

25. Le Comité des droits de l'enfant a noté avec préoccupation la persistance dans la société d'une discrimination à l'encontre des groupes vulnérables d'enfants, notamment les filles et les enfants handicapés. Il s'est déclaré préoccupé par la persistance de discriminations envers les jeunes filles dans le domaine de l'accès à l'éducation, à l'emploi et à l'héritage. Il a demandé instamment au Togo d'entreprendre un examen approfondi de sa législation, en particulier du Code des personnes et de la famille et du Code de la nationalité de 1998, afin de garantir pleinement l'application du principe de non-discrimination et d'adopter une stratégie globale pour éliminer la discrimination, quel qu'en soit le motif, à l'égard de tous les groupes vulnérables[38]. En 2011, l'UNICEF a indiqué que malgré la signature en 2008 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, les enfants handicapés au Togo continuaient de faire face à une forte exclusion, tant au niveau de la famille que de la communauté[39]. Le Comité des droits de l'enfant était préoccupé par le très petit nombre d'enfants handicapés qui avaient accès aux services d'éducation et d'emploi[40].

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

26. En 2011, le Comité des droits de l'homme s'est félicité de l'adoption par le Togo de la loi abolissant la peine de mort (2009)[41].

27. Le Comité des droits de l'homme restait préoccupé par les allégations de torture et de mauvais traitements en détention, notamment dans les locaux de l'Agence nationale de renseignement (ANR), et par les allégations de décès résultant de mauvais traitements en détention. Le Togo devrait prendre des mesures afin d'enquêter sur toutes les allégations de torture et de mauvais traitements, ainsi que sur tout décès survenu en détention afin de traduire les auteurs en justice et d'offrir des réparations effectives aux victimes[42]. L'équipe de pays des Nations Unies a formulé des observations analogues[43].

28. Le Comité contre la torture était préoccupé par les allégations qu'il a reçues, en particulier après les élections d'avril 2005, faisant état d'une pratique généralisée de la torture, de disparitions forcées, d'arrestations arbitraires et de détentions au secret, ainsi que de viols fréquents de femmes par le personnel militaire, ainsi que de l'impunité apparente dont bénéficiaient les auteurs de ces actes. Le Togo devrait s'assurer que le personnel militaire n'était en aucun cas associé à l'arrestation et à la détention de civils. Il devrait prendre des mesures urgentes pour que tout lieu de détention soit sous autorité judiciaire et pour empêcher ses agents de procéder à des détentions arbitraires et de pratiquer la torture. Il devrait mener des enquêtes promptes, impartiales et exhaustives, veiller à ce que les auteurs d'actes de torture soient jugés et, s'ils étaient reconnus coupables, condamnés à des peines proportionnelles à la gravité des actes commis[44].

29. Le Rapporteur spécial sur la question de la torture, tout en notant que le Gouvernement s'était engagé d'une manière générale à lutter contre la torture, a eu connaissance de preuves d'actes de torture et de mauvais traitements commis dans les commissariats de police et postes de gendarmerie dans lesquels il s'était rendu en 2007, ainsi que d'allégations et de preuves concernant plusieurs cas de passages à tabac auxquels des gardiens de prisons s'étaient livrés à titre de punition. Il a noté que cet état de choses était causé par une impunité presque totale et par l'absence d'une interdiction explicite de la torture et d'un système indépendant de surveillance[45].

30. Le Comité contre la torture et le Comité des droits de l'homme ont recommandé au Togo d'intégrer dans son Code pénal une définition de la torture conforme aux normes internationales et à la législation[46].

31. Le Comité des droits de l'homme était préoccupé par le nombre important de personnes détenues de manière arbitraire et par l'indisponibilité de recours immédiats pour contester la légalité de la détention. Il était également préoccupé par le manque de formation des magistrats, qui semblent acquiescer à la pratique de la détention pour dette. Le Togo devrait mettre fin à toute détention arbitraire, y compris des personnes détenues pour dette[47]. En 2011, le SNU-Togo a relevé que la Commission de recouvrement persistait à recourir à la contrainte par corps pour le recouvrement des créances civiles en application du décret 2001-11/PR (2001)[48].

32. Le Comité contre la torture a noté les conditions de détention préoccupantes au Togo, en particulier dans les prisons de Lomé et de Kara. Les problèmes les plus courants étaient la surpopulation, une nourriture insuffisante, les mauvaises conditions d'hygiène. Le traitement des prisonniers, en particulier des cas de châtiments corporels, restait un sujet de préoccupation. Il était fréquent que des enfants et des femmes ne soient pas séparés des adultes et des hommes et que des prévenus ne soient pas séparés des personnes condamnées. Le Togo devrait respecter l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus[49]. Le Comité des droits de l'homme était aussi préoccupé par le surpeuplement des prisons qui était en partie dû au phénomène persistant de la détention arbitraire[50].

33. En 2011, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a noté que 10 affaires de disparition étaient en suspens et qu'il n'avait reçu aucune réponse du Gouvernement togolais concernant ces cas[51].

34. Le Comité des droits de l'enfant était vivement préoccupé par les informations selon lesquelles, dans certaines régions, les enfants nés avec un handicap, une malformation ou une décoloration de la peau étaient tués, de même que les enfants nés avec des dents ou dont la mère était décédée pendant l'accouchement. Il a demandé instamment au Togo d'empêcher de tels meurtres, de traduire les auteurs en justice et de sensibiliser l'ensemble de la population à la nécessité d'éliminer de telles pratiques[52].

35. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a prié instamment l'État partie d'accorder un rang de priorité à la lutte contre la violence à l'égard

des femmes et des filles et de promulguer une législation visant la violence domestique, y compris le viol conjugal, et sur les sévices et harcèlements sexuels. Une telle législation devrait veiller à ce que les femmes et les filles victimes de violence aient immédiatement des moyens de recours et de protection et à ce que les auteurs de ces délits soient poursuivis et sanctionnés[53].

36. Le Comité des droits de l'homme et le Comité contre la torture ont constaté avec regret que la pratique des mutilations génitales féminines restait répandue[54]. Selon le SNU-Togo, une étude sur les mutilations génitales féminines en 2008 révélait que 6,9 % des femmes et des filles en étaient encore victimes dans le pays[55]. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Togo de collaborer avec les chefs traditionnels et religieux pour faire en sorte que les pratiques traditionnelles préjudiciables soient effectivement interdites et pour sensibiliser davantage aux conséquences négatives des mutilations génitales féminines et d'autres pratiques traditionnelles préjudiciables pour les filles[56].

37. Tout en prenant note de la loi sur le trafic des enfants adoptée en 2005, le Comité contre la torture s'est déclaré préoccupé par les informations faisant état de la persistance de ce phénomène, en particulier dans le nord et le centre du pays[57]. L'UNICEF a indiqué que la traite des enfants prenait une proportion inquiétante[58] en raison de l'absence d'un système national de protection sociale capable d'apporter une réponse holistique à la pauvreté et à la vulnérabilité des enfants. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a indiqué qu'en 2007 six hommes avaient été reconnus coupables de traite des personnes mais que les peines prononcées à leur encontre n'avaient pas excédé un an d'emprisonnement[59]. La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail (OIT) a prié le Gouvernement togolais de s'assurer que des enquêtes approfondies et la poursuite efficace des personnes qui se livrent à la vente et à la traite d'enfants de moins de 18 ans soient menées à leur terme et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées[60]. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Togo de veiller à la mise en place de programmes efficaces visant à protéger les enfants, à rapatrier les victimes et à les aider à se réadapter; de renforcer l'application des lois, d'intensifier ses efforts de sensibilisation et de traduire les coupables en justice[61].

38. Le Comité des droits de l'enfant s'est inquiété du grand nombre d'enfants victimes de violence, de mauvais traitements et de négligence, y compris d'abus sexuels, à l'école, dans les centres de détention, dans les lieux publics et dans la famille[62]. En 2011, l'UNICEF a indiqué que les violences, les abus et l'exploitation sexuelle des enfants augmentaient de façon inquiétante[63].

39. En 2010, la Commission d'experts de l'OIT a prié le Gouvernement togolais de prendre d'urgence des mesures pour mettre un terme aux situations d'exploitation que connaissaient certains enfants dans les services domestiques et dans l'apprentissage, qui s'assimilent à du travail forcé au sens de la Convention n° 29 sur le travail forcé (1930)[64]. En 2011, le SNU-Togo a constaté que bien que le Code de l'enfant fixe l'âge minimum du travail à 15 ans, 29 % des enfants âgés entre 5 et 14 ans étaient occupés à un travail considéré comme dangereux pour leur développement[65]. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Togo de s'attaquer aux causes profondes de l'exploitation économique des enfants par l'élimination de la pauvreté et l'accès à une éducation de qualité, ainsi qu'en mettant au point un système global de surveillance du travail des enfants en collaboration avec les organisations non gouvernementales, les organisations locales, le personnel chargé de l'application des lois, les inspecteurs du travail et le Programme international pour l'abolition du travail des enfants de l'Organisation internationale du Travail (IPEC/OIT)[66].

40. En 2011, le SNU-Togo a fait observer que le Code de l'enfant consacrait l'interdiction des châtiments corporels et des violences faites aux enfants en milieu familial et scolaire. Or, dans la pratique, l'école restait bien souvent un lieu où les élèves se

retrouvaient en butte aux violences[67]. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Togo d'adopter une loi interdisant expressément toutes les formes de châtiment corporel des enfants, d'entreprendre des campagnes de sensibilisation du public aux conséquences négatives des châtiments corporels pour les enfants, et de fournir aux enseignants et aux parents une formation aux formes de discipline non violente qui pouvaient remplacer les châtiments corporels[68].

41. Le Comité des droits de l'enfant s'est déclaré préoccupé par le grand nombre d'enfants vivant et travaillant dans les rues, par la vulnérabilité de ces enfants à diverses formes de violence, notamment d'abus sexuels et d'exploitation économique, par l'absence de stratégie systématique et globale visant à remédier à cette situation et à protéger ces enfants, et par le fait que la police ne faisait pas tout le nécessaire pour enregistrer les cas de disparitions d'enfants et rechercher la trace de ces enfants[69].

3. Administration de la justice, y compris impunité, et primauté du droit

42. En 2008, le HCDH a indiqué que des consultations organisées au niveau national avaient précédé l'adoption du décret présidentiel portant création de la Commission Vérité, justice et réconciliation[70].

43. En 2011, le Comité des droits de l'homme a noté avec regret que les violations graves des droits de l'homme commises pendant et après les élections présidentielles de 2005 n'avaient toujours pas fait l'objet d'enquête judiciaire, que les responsables n'avaient pas été poursuivis et condamnés et que les réparations dues aux victimes de ces violations n'avaient pas été octroyées. Le Togo devrait poursuivre ses efforts pour aboutir à la conclusion prochaine des travaux de la Commission Vérité, justice et réconciliation. La mise en place d'un système de justice transitionnelle ne saurait toutefois dispenser de poursuivre pénalement les violations graves des droits de l'homme[71]. Le SNU-Togo a recommandé l'accélération du processus de justice transitionnelle et la mise en œuvre par le Gouvernement des recommandations issues des travaux de la Commission Vérité, justice et réconciliation[72].

44. En 2011, le SNU-Togo a indiqué que le Programme national de modernisation de la justice (PNMJ), mis en place entre 2005 et 2010, avait piloté une réforme du droit judiciaire et abouti à 23 projets de loi et règlements relatifs à l'organisation judiciaire, aux statuts des magistrats et des autres professions judiciaires et à la mise en conformité du droit pénal par rapport aux conventions internationales ratifiées par le Togo. Ces projets de texte validés en atelier technique en novembre 2008 attendaient toujours d'être transmis au Parlement[73].

45. Le Comité contre la torture a constaté avec préoccupation que les dispositions du Code de procédure pénale relatives à la garde à vue ne prévoyaient ni la notification des droits ni la présence d'un avocat, que le délai de quarante-huit heures pour la garde à vue était peu respecté en pratique, et que certaines personnes, y compris des enfants, étaient détenues sans inculpation ou en attente de jugement pendant plusieurs années[74].

46. Le SNU-Togo a indiqué que l'immixtion de l'exécutif dans le fonctionnement du pouvoir judiciaire, même si elle semblait en diminution par rapport à 2006, restait une préoccupation majeure[75]. Le Comité contre la torture a recommandé au Togo d'adopter des mesures efficaces visant à garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire[76].

47. Le SNU-Togo a constaté qu'il était rare, dans la pratique, que des poursuites judiciaires soient engagées contre certains auteurs d'actes répréhensibles, en particulier les forces de défense et de sécurité. En effet, celles-ci semblaient bénéficier parfois d'une «quasi-immunité» de juridiction[77].

48. Le Comité des droits de l'homme s'est déclaré préoccupé par le fait que le principe de la présomption d'innocence était bafoué par les juges et que la pratique de la détention

préventive était devenue la règle. Le Comité s'est également inquiété du défaut d'accès des détenus à leur avocat et des retards pris pour faire adopter la législation sur l'aide juridictionnelle. Les avocats commis d'office n'étaient attribués qu'au dernier stade de la procédure pénale[78]. En 2009, avec l'assistance du HCDH, l'ordre togolais des avocats a lancé un projet destiné à aider les personnes les plus démunies à accéder à la justice en leur fournissant une assistance juridique gratuite[79].

49. Le Comité des droits de l'homme a recommandé au Togo d'assurer la formation adéquate et continue des magistrats, avocats et auxiliaires de justice sur le contenu du Pacte afin de garantir l'application de celui-ci par les autorités judiciaires[80]. En 2011, le SNU-Togo a indiqué que le nombre insuffisant de magistrats concourait à la lenteur des procédures judiciaires[81].

50. Le Comité contre la torture a recommandé au Togo de prendre des mesures législatives, administratives et judiciaires efficaces pour veiller à ce que toutes les allégations de torture et de traitements cruels, inhumains ou dégradants donnent rapidement lieu à des enquêtes et des poursuites. Les suspects devraient être suspendus de leurs fonctions, le cas échéant[82]. Il était préoccupé par l'absence dans le Code de procédure pénale de dispositions prescrivant la nullité des déclarations obtenues sous l'effet de la torture[83]. Le Comité contre la torture a recommandé l'adoption de mesures pour veiller à ce que toutes les personnes dénonçant des tortures ou des mauvais traitements soient protégées contre tout acte d'intimidation[84].

51. Le Comité contre la torture a recommandé au Togo de mettre en place un mécanisme efficace chargé de recevoir les plaintes pour violence sexuelle, y compris au sein du système pénitentiaire, et de fournir aux victimes une protection et une aide. Le Togo devrait s'assurer que les femmes détenues soient gardées par des fonctionnaires pénitentiaires exclusivement féminins[85]. Le Togo devrait également envisager d'instaurer un système national visant à surveiller les lieux de détention[86].

52. Le Comité contre la torture s'est déclaré préoccupé par l'absence de système de justice pour mineurs compatible avec la Convention contre la torture et, en particulier, par le nombre très limité de juges pour mineurs qualifiés; par l'absence d'autres solutions que la détention pour les personnes de moins de 18 ans en conflit avec la loi; et par le fait que les personnes de moins de 18 ans soient souvent détenues avec des adultes, dans de très mauvaises conditions et pendant de longues périodes[87]. En 2011, le SNU-Togo a indiqué que le Code de l'enfant de 2007 mettait l'accent désormais non pas sur l'emprisonnement mais plutôt sur les mesures d'une justice restauratrice. La mise en place de structures de réinsertion des mineurs en nombre suffisant, la nomination de juges des mineurs dans chaque juridiction et l'institution de services sociaux spécialisés dans la prise en charge psychologique des enfants restaient à parachever[88].

53. En 2011, le SNU-Togo a estimé que la carence fondamentale du système judiciaire restait l'absence complète d'un contentieux administratif[89].

4. Droit au respect de la vie privée, mariage et vie de famille

54. Le Comité des droits de l'homme restait préoccupé par l'incrimination des relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe, passibles de peines d'emprisonnement d'un à trois ans et d'une amende en vertu de l'article 88 du Code pénal en vigueur. Le Togo devrait mettre sa législation en conformité avec le Pacte en dépénalisant les relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe et prendre des mesures pour mettre fin à la stigmatisation sociale de l'homosexualité[90].

55. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Togo de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les enfants adoptés, y compris en créant un système permettant de surveiller et de superviser efficacement le système d'adoption d'enfants[91].

5. Liberté de religion ou de conviction, liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique et droit de participer à la vie publique et politique

56. En 2007, le HCDH a signalé que, pour la première fois en quasiment vingt ans, des partis d'opposition avaient pu participer aux élections législatives d'octobre 2007, qualifiées d'équitables et de libres par les observateurs[92].

57. Le Comité des droits de l'homme a noté avec inquiétude les restrictions injustifiées de la liberté d'expression, notamment la censure de certains médias par la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), dont l'indépendance et les modalités de fonctionnement avaient été mises en cause. Il était en outre préoccupé par les restrictions imposées à la liberté de manifester pacifiquement et par les menaces dont étaient victimes certains journalistes et défenseurs des droits de l'homme. Le Togo devrait prendre des mesures pour s'assurer de la conformité de la nouvelle loi sur la liberté de manifestation avec le Pacte. L'État devrait également réviser les statuts et les modalités de fonctionnement de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, de manière à garantir l'indépendance et l'impartialité de cet organisme[93].

58. En 2011, l'UNESCO a recommandé au Togo d'introduire des dispositions dans la législation en vigueur pour garantir la liberté d'expression, la liberté des médias et le droit d'accès à l'information et veiller à l'indépendance de l'organisme d'autoréglementation des médias[94].

59. Suite à sa visite au Togo du 28 juillet au 4 août 2008, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme a noté les défis auxquels étaient toujours confrontés les défenseurs des droits de l'homme dans leurs activités légitimes, dont leur stigmatisation par les autorités, qui considèrent qu'ils appartiennent à l'opposition politique, les retards injustifiés dans la délivrance aux organisations non gouvernementales des récépissés d'enregistrement, les restrictions illégitimes de l'exercice des droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'opinion et d'expression, et l'impunité pour les abus dont les défenseurs des droits de l'homme ont été victimes dans le passé[95].

60. En 2011, le SNU-Togo a constaté que des procès en diffamation avaient été intentés par les autorités de la police nationale contre trois organes de presse pour la parution d'informations concordantes dans leurs colonnes. D'autres procédures étaient en cours[96].

61. Le SNU-Togo a indiqué que l'exercice de la liberté de manifestation se heurtait parfois à des difficultés dans la mesure où, hormis dans la Constitution, aucune disposition légale n'en précisait les contours. Un projet de loi sur les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation sur la voie publique ou dans les lieux publics était à l'étude[97].

6. Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables

62. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est déclaré préoccupé par la discrimination à laquelle se heurtent les femmes dans le domaine du travail, comme en attestaient les procédures de recrutement, les inégalités salariales et la ségrégation dans l'emploi. Il a engagé le Togo à assurer des chances égales et l'égalité de traitement aux femmes et aux hommes sur le marché du travail ainsi que la pleine application du Code du travail, y compris en ce qui concernait la protection de la maternité[98].

7. Droit à la sécurité sociale et à un niveau de vie adéquat

63. En 2005, le Comité des droits de l'enfant était préoccupé par la forte diminution des dépenses publiques consacrées à l'éducation et à la santé et par le manque de fonds disponibles pour les enfants vivant dans la pauvreté[99].

64. En 2011, le SNU-Togo a indiqué que 61,7 % des Togolais vivaient en 2007 au-dessous du seuil de pauvreté, contre 30% en 1990[100]. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a constaté avec préoccupation que la pauvreté généralisée chez les femmes et la précarité socioéconomique favorisaient les violations de leurs droits fondamentaux. Il s'est dit particulièrement préoccupé par la situation des femmes en milieu rural, du fait de leurs conditions de vie précaires et du fait qu'elles n'avaient pas suffisamment accès à la justice, à la santé, à l'éducation, au crédit et aux services collectifs. Il a invité instamment le Togo à faire de la promotion de l'égalité des sexes un élément à part entière de ses stratégies et plans nationaux de développement[101].

65. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a prié instamment le Togo de poursuivre son action pour améliorer l'infrastructure sanitaire du pays et l'accès des femmes aux soins de santé ainsi qu'aux services et aux informations relatifs à la santé, y compris dans les zones rurales[102]. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Togo d'accroître ses efforts pour sensibiliser les adolescents au VIH/sida[103].

66. Le Comité des droits de l'enfant était également préoccupé par l'augmentation du taux de mortalité infantile, les taux élevés de mortalité juvénile et maternelle, l'insuffisance pondérale à la naissance, la malnutrition infantile, le faible taux d'allaitement maternel, la faiblesse de la couverture vaccinale, la prévalence des maladies infectieuses, les maladies transmises par les moustiques, dont le paludisme, et le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Il était en outre préoccupé par l'écart entre les zones rurales et urbaines en ce qui concernait le nombre de centres de santé[104].

8. Droit à l'éducation et droit de participer à la vie culturelle de la communauté

67. En 2011, le SNU-Togo a indiqué que des efforts restaient à faire, notamment pour assurer la qualité de l'enseignement, alléger les classes pléthoriques dans les écoles publiques et mieux encadrer l'exercice de la profession d'enseignant[105].

68. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Togo de faire en sorte, à titre prioritaire, que l'enseignement primaire au moins soit obligatoire et gratuit; de veiller à ce que les filles et les garçons des zones urbaines et rurales jouissent tous de l'égalité d'accès aux possibilités d'éducation sans qu'il y ait d'obstacles financiers; et de veiller à ce que les enseignants soient correctement formés et rémunérés. Le Togo devrait également prendre les mesures nécessaires pour prévenir et réprimer les mauvais traitements d'élèves de la part d'enseignants, y compris le harcèlement sexuel et l'exploitation économique, et introduire les droits de l'homme dans les programmes scolaires[106].

69. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé au Togo de prendre des mesures pour garantir l'accès, sur un pied d'égalité, des filles et des jeunes femmes à tous les niveaux d'enseignement, de retenir les filles à l'école et d'abroger la circulaire n° 8478/MEN-RS, qui interdit la fréquentation des établissements scolaires aux élèves enceintes[107].

70. En 2011, l'UNICEF a indiqué que seuls 51% des nouveau-nés étaient enregistrés à leur naissance. Cette situation pénalisait considérablement les enfants car ceux qui n'avaient pas de certificat de naissance n'étaient pas autorisés à se présenter aux examens nationaux de passage d'un cycle à l'autre au sein de l'enseignement primaire[108].

9. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

71. Le Comité contre la torture a recommandé au Togo de prendre des mesures urgentes pour garantir le retour pacifique des réfugiés togolais en provenance des pays avoisinants et veiller au respect absolu de leur intégrité physique et psychique[109].

72. Le Comité contre la torture a recommandé au Togo de prendre des mesures pour interdire l'expulsion, le refoulement ou l'extradition d'une personne vers un autre État où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture[110].

III. Progrès, meilleures pratiques, difficultés et contraintes

73. Le Comité des droits de l'enfant a noté que le Togo figurait parmi les pays les moins avancés et qu'une grande partie de la population vivait en deçà du seuil de pauvreté[111]. Il était préoccupé par des informations faisant état d'une corruption généralisée, qui avait un impact négatif sur le montant des ressources disponibles pour la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant[112].

74. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a salué le processus de réconciliation initié par le Togo, qui avait abouti à la signature de l'Accord politique global, le 20 août 2006, et au déroulement pacifique des élections législatives en octobre 2007[113].

75. En 2011, l'UNICEF a indiqué que la mise en place de la ligne verte «ALLO 111» avait permis de lever le tabou sur les violations des droits de l'enfant en général, et plus particulièrement sur les violences, les abus et les exploitations graves[114].

IV. Priorités, initiatives et engagements nationaux essentiels

Recommandations spécifiques appelant une suite

76. En 2011, le Comité des droits de l'homme a demandé au Togo de présenter dans un délai d'un an les informations demandées sur la mise en œuvre des recommandations figurant aux paragraphes 10 (élections présidentielles d'avril 2005), 15 (incrimination de la torture) et 16 (torture en détention) de ses observations finales[115].

77. En 2008, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a demandé au Togo de l'informer au plus tard le 15 août 2009 de la suite donnée aux recommandations figurant aux paragraphes 13 (incitation à la haine), 17 (droit des peuples autochtones à la terre) et 18 (représentation ethnique dans la fonction publique) de ses observations finales[116]. Une réponse a été reçue en 2009.

78. En 2006, le Comité contre la torture a demandé au Togo de lui fournir, dans un délai d'un an, des renseignements sur les suites données aux recommandations exprimées dans les paragraphes 21 (visite des lieux de détention), 25 (défenseurs des droits de l'homme), 29 (situation d'une femme qui aurait été détenue depuis 1998) et 30 (justice militaire) de ses observations finales[117]. Aucune réponse n'a été reçue à ce jour.

V. Renforcement des capacités et assistance technique

79. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Togo de solliciter, notamment, l'assistance de l'UNICEF et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)[118] pour ce qui a trait aux enfants handicapés; de solliciter l'assistance de l'UNICEF, de l'OMS et du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)[119] concernant le VIH/sida et de solliciter la coopération technique du HCDH et de l'UNICEF dans le domaine de la justice pour mineurs[120].

80. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Togo de poursuivre et de renforcer sa coopération avec l'UNICEF et la Division de la promotion de la femme pour lutter contre la pratique des mutilations génitales féminines[121].

81. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Togo de renforcer sa coopération avec l'UNESCO, l'UNICEF et d'autres partenaires en vue d'améliorer le secteur de l'éducation[122].

Notes

[1] The following abbreviations have been used for this document:

ICERD	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
OP-ICESCR	Optional Protocol to ICESCR
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights
ICCPR-OP 1	Optional Protocol to ICCPR
ICCPR-OP 2	Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women
OP-CEDAW	Optional Protocol to CEDAW
CAT	Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment
OP-CAT	Optional Protocol to CAT
CRC	Convention on the Rights of the Child
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography
ICRMW	International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families
CRPD	Convention on the Rights of Persons with Disabilities
OP-CRPD	Optional Protocol to CRPD
CED	International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance.

[2] Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime.

[3] 1951 Convention relating to the Status of Refugees and its 1967 Protocol, 1954 Convention relating to the status of Stateless Persons and 1961 Convention on the Reduction of Statelessness.

[4] Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field (First Convention); Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea (Second Convention); Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War (Third Convention); Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (Fourth Convention); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts (Protocol II); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Adoption of an Additional Distinctive Emblem (Protocol III). For the official status of ratifications, see Federal Department of Foreign Affairs of Switzerland, at www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/intla/intrea/chdep/warvic.html.

[5] International Labour Organization Convention No. 29 concerning Forced or Compulsory Labour; Convention No. 105 concerning the Abolition of Forced Labour; Convention No. 87 concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organise; Convention No. 98 concerning the Application of the Principles of the Right to Organise and to Bargain Collectively; Convention No. 100 concerning Equal Remuneration for Men and Women Workers for Work of Equal Value; Convention No. 111 concerning Discrimination in Respect of Employment and Occupation; Convention No. 138 concerning Minimum Age for Admission to Employment; Convention No. 182 concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour.

[6] Concluding observations of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women (CEDAW/C/TGO/CO/5), para. 35.

[7] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 55.
[8] UNESCO submission to the UPR on Togo, para. 21.
[9] Concluding observations of the Human Rights Committee (CCPR/C/TGO/CO/4), para. 11.
[10] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 12.
[11] Rapport de l'UNICEF-Togo pour l'évaluation périodique universelle, p. 9.
[12] Concluding observations of the Committee on the rights of the Child (CRC/C/15/Add.255), , paras. 8–9.
[13] For the list of national human rights institutions with accreditation status granted by the International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights (ICC), see A/HRC/16/77 of 3 February 2011, annex.
[14] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 8.
[15] Concluding observations of the Committee against Torture (CAT/C/TGO/CO/1), para. 23.
[16] CAT/C/TGO/CO/1, para. 4.
[17] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 57.
[18] Rapport de l'UNICEF-Togo pour l'évaluation périodique universelle, p. 2.
[19] OHCHR 2007 Annual Reports, Activities and Results, p. 66.
[20] Rapport de l'UNICEF-Togo pour l'évaluation périodique universelle, p. 3.
[21] The following abbreviations have been used for this document:

CERD	Committee on the Elimination of Racial Discrimination
CESCR	Committee on Economic, Social and Cultural Rights
HR Committee	Human Rights Committee
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination against Women
CAT	Committee against Torture
CRC	Committee on the Rights of the Child
CRPD	Committee on the Rights of Persons with Disabilities.

[22] Concluding observations of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD/C/TGO/CO/17), para. 3.
[23] See http://tb.ohchr.org/default.aspx?country=tg.
[24] The questionnaires referred to are those reflected in an official report by a special-procedure mandate holder issued between 1 January 2007 and 1 June 2011. Responses counted for the purposes of this section are those received within the relevant deadlines, and referred to in the following documents: (a) A/HRC/6/15, para. 7; (b) A/HRC/7/6, annex; (c) A/HRC/7/8, para. 35; (d) A/HRC/8/10, para. 120, footnote 48; (e) A/62/301, paras. 27, 32, 38, 44 and 51; (f) A/HRC/10/16 and Corr.1, footnote 29; (g) A/HRC/11/6, annex; (h) A/HRC/11/8, para. 56; (i) A/HRC/11/9, para. 8, footnote 1; (j) A/HRC/12/21, para. 2, footnote 1; (k) A/HRC/12/23, para. 12; (l) A/HRC/12/31, para. 1, footnote 2; (m) A/HRC/13/22/Add.4; (n) A/HRC/13/30, para. 49; (o) A/HRC/13/42, annex I; (p) A/HRC/14/25, para. 6, footnote 1; (q) A/HRC/14/31, para. 5, footnote 2; (r) A/HRC/14/46/Add.1; (s) A/HRC/15/31/Add.1, para. 6 – for list of responding States, see http://www.ohchr.org/EN/Issues/WaterAndSanitation/SRWater/Pages/ContributionsPSP.aspx; (t) A/HRC/15/32, para. 5; (u) A/HRC/16/44/Add.3; (v) A/HRC/16/48/Add.3, para. 5 endnote 2; (w) A/HRC/16/51/ Add.4; (x) A/HRC/17/38, see annex I.
[25] OHCHR press release, 10 July 2006 available at: http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=5549&LangID=F ; OHCHR 2009 Annual Report, Activities and Results, pp. 77–79; OHCHR 2008 Annual Report, Activities and Results, p. 75; OHCHR 2007 Annual report, Activities and Results, pp. 66–67; OHCHR 2006 Annual Report, p. 42.
[26] CEDAW/C/TGO/CO/5, para. 15.
[27] Ibid., paras. 30–31.
[28] Ibid., para. 20.
[29] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 14.
[30] CEDAW/C/TGO/CO/5, para. 5.
[31] Ibid. para. 22.
[32] CRC/C/15/Add.255, para. 34.
[33] CERD/C/TGO/CO/17, para. 11.
[34] Ibid., para. 14.

[35] Ibid., para. 18.
[36] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 9; CERD/C/TGO/CO/17, para. 13.
[37] CERD/C/TGO/CO/17, para. 15.
[38] CRC/C/15/Add.255, paras. 25–26.
[39] Rapport de l'UNICEF-Togo pour l'évaluation périodique universelle, p. 7.
[40] CRC/C/15/Add.255, para. 48.
[41] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 5.
[42] Ibid., para. 16.
[43] UNCT submission to the UPR on Togo, para. 18.
[44] CAT/C/TGO/CO/1, para. 12.
[45] A/HRC/7/3/Add5, summary, p. 2.
[46] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 15; CAT/C/TGO/CO/1, para. 10.
[47] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 17.
[48] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 17.
[49] CAT/C/TGO/CO/1, para. 19.
[50] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 18.
[51] A/HRC/16/48, paras. 495–496. See also E/CN.4/2006/56 and Corr. 1.
[52] CRC/C/15/Add.255, paras. 30–31.
[53] CEDAW/C/TGO/CO/5, para. 19.
[54] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 13; CAT/C/TGO/CO/1, para. 27.
[55] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 15.
[56] CRC/C/15/Add.255, para. 57.
[57] CAT/C/TGO/CO/1, para. 26.
[58] Rapport de l'UNICEF-Togo pour l'évaluation périodique universelle, p. 9.
[59] UNODC, Global Report on Trafficking in Persons, February 2009, p. 109, available at http://www.unodc.org/documents/human-trafficking/Global_Report_on_TIP.pdf.
[60] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Observation concerning ILO Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182), 2011, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 062011TGO182, fifth paragraph.
[61] CRC/C/15/Add.255, 31 March 2005, para. 73.
[62] Ibid., para. 46.
[63] Rapport de l'UNICEF-Togo pour l'évaluation périodique universelle, p. 8.
[64] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Observation concerning ILO Forced Labour Convention, 1930 (No. 29), 2010, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 062010TGO029, second to fourth paragraphs.
[65] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 42.
[66] CRC/C/15/Add.255, 31 March 2005, para. 65.
[67] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 22.
[68] CRC/C/15/Add.255, 31 March 2005, para. 39.
[69] Ibid., para. 68.
[70] OHCHR 2008 Annual Report, Activities and Results, p. 76.
[71] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 10.
[72] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 67.
[73] Ibid., par. 23.
[74] CAT/C/TGO/CO/1, para. 11.
[75] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 27.
[76] CAT/C/TGO/CO/1, para. 12.
[77] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 28.
[78] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 19.
[79] OHCHR 2009 Annual Report, Activities and Results, p. 77.

[80] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 7.
[81] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 25.
[82] CAT/C/TGO/CO/1, para. 22.
[83] Ibid., para. 24.
[84] Ibid., para. 25.
[85] Ibid., para. 20.
[86] Ibid., para. 21.
[87] CRC/C/15/Add.255, para. 74.
[88] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 20.
[89] Ibid., para. 26.
[90] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 14.
[91] CRC/C/15/Add.255, para. 43.
[92] OHCHR 2007 Annual Report, Activities and Results, p. 66.
[93] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 20.
[94] UNESCO submission to the UPR on Togo, para. 24.
[95] A/HRC/10/12/Add.2, para. 93.
[96] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 30.
[97] Ibid., para. 31.
[98] CEDAW/C/TGO/CO/5, paras. 26–27.
[99] CRC/C/15/Add.255, para. 17.
[100] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 44.
[101] CEDAW/C/TGO/CO/5, paras. 30–31.
[102] Ibid., para. 29.
[103] CRC/C/15/Add.255, para. 53.
[104] Ibid., para. 50.
[105] Rapport de l'Équipe-pays du système des Nations Unies au Togo dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), par. 38.
[106] CRC/C/15/Add.255, para. 61.
[107] CEDAW/C/TGO/CO/5, para. 25.
[108] Rapport de l'UNICEF-Togo pour l'évaluation périodique universelle, p. 5.
[109] CAT/C/TGO/CO/1, para. 12.
[110] Ibid. para. 13.
[111] CRC/C/15/Add.255, para. 5.
[112] Ibid., para. 17.
[113] CERD/C/TGO/CO/17, para. 5.
[114] Rapport de l'UNICEF-Togo pour l'évaluation périodique universelle, p. 9.
[115] CCPR/C/TGO/CO/4, para. 23.
[116] CERD/C/TGO/CO/17, para. 27.
[117] CAT/C/TGO/CO/1, para. 34.
[118] CRC/C/15/Add.255, para. 49.
[119] Ibid., para. 53.
[120] Ibid., para. 75.
[121] Ibid., para. 57.
[122] Ibid., para. 61.

Nations Unies A/HRC/WG.6/10/NER/2

Assemblée générale

Distr. générale
18 octobre 2010
Français
Original: anglais/français

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Dixième session
Genève, 24 janvier-4 février 2011

Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme

Niger

Le présent rapport est une compilation des renseignements figurant dans les rapports des organes conventionnels, des procédures spéciales, y compris les observations et les commentaires de l'État intéressé, et d'autres documents officiels des Nations Unies. Il ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, autres que celles figurant dans les rapports publics diffusés par celui-ci. Il suit la structure des directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme. Les sources des renseignements figurant dans la compilation sont systématiquement indiquées dans les notes. Le rapport a été établi en tenant compte de la périodicité du premier cycle de l'Examen, qui est de quatre ans. En l'absence d'informations récentes, les derniers rapports et documents disponibles ont également été pris en considération, à moins qu'ils ne soient dépassés. Comme le présent rapport ne rassemble que des informations figurant dans des documents officiels des Nations Unies, l'absence de renseignements concernant des questions spécifiques ou le traitement succinct de celles-ci tient peut-être au fait que l'État n'a pas ratifié tel ou tel instrument ou que l'interaction ou la coopération avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme a été faible.

GE.10-16980 (F) 251110 261110

Merci de recycler

I. Renseignements d'ordre général et cadre

A. Étendue des obligations internationales[1]

Principaux instruments universels relatifs aux droits de l'homme[2]	*Date de la ratification, de l'adhésion ou de la succession*	*Déclarations/ réserves*	*Reconnaissance des compétences particulières des organes conventionnels*
Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	27 avril 1967	Néant	Plaintes émanant de particuliers (art. 14): Non
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	7 mars 1986	Néant	-
Pacte international relatif aux droits civils et politiques	7 mars 1986	Néant	Plaintes inter-États (art. 41): Non
Pacte international relatif aux droits civils et politiques – premier Protocole facultatif	7 mars 1986	Néant	-
CEDAW	8 octobre 1999	Oui (art. 2 d), 2 f), 5 a), 15 4), 16 (1 c), e), g)), 29) Réserves[3] Déclaration (art. 5 b))	-
CEDAW – Protocole facultatif	30 septembre 2004	Néant	Procédure d'enquête (art. 8 et 9): Oui
Convention contre la torture	5 octobre 1998	Néant	Plaintes inter-États (art. 21): Non Plaintes émanant de particuliers (art. 22): Non Procédure d'enquête (art. 20): Oui
Convention relative aux droits de l'enfant	30 septembre 1990	Néant	-
Convention relative aux droits de l'enfant – Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants	26 octobre 2004	Néant	-
Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	18 mars 2009	Néant	Plaintes inter-États (art. 76): Non Plaintes émanant de particuliers (art. 77): Non
Convention relative aux droits des personnes handicapées	24 juin 2008	Néant	-
Convention relative aux droits des personnes handicapées – Protocole facultatif	24 juin 2008	Néant	Procédure d'enquête (art. 6 et 7): Oui

Principaux instruments universels relatifs aux droits de l'homme[2]	*Date de la ratification, de l'adhésion ou de la succession*	*Déclarations/ réserves*	*Reconnaissance des compétences particulières des organes conventionnels*
Instruments fondamentaux auxquels le Niger n'est pas partie: Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels – Protocole facultatif[4], Pacte international relatif aux droits civils et politiques – deuxième Protocole facultatif, Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants – Protocole facultatif, Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés – Protocole facultatif et Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (signature seulement, 2007).			

Autres principaux instruments internationaux pertinents	*Ratification, adhésion ou succession*
Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide	Non
Statut de Rome de la Cour pénale internationale	Oui
Protocole de Palerme[5] (Protocole se rapportant à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée)	Oui
Convention relative au statut des réfugiés et protocoles s'y rapportant; Convention relative au statut des apatrides et Convention sur la réduction des cas d'apatridie[6]	Oui, excepté la Convention de 1954
Conventions de Genève du 12 août 1949 et Protocoles additionnels[7]	Oui, excepté Protocole additionnel III
Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail[8]	Oui
Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement	Oui

1. En 2007, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a appelé l'attention du Niger sur le fait que ses réserves aux articles 2 et 16 étaient contraires à l'objet et au but de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes[9], et l'a prié de redoubler d'efforts en vue de retirer ses réserves[10]. En 2009, le Comité des droits de l'enfant a également invité le Niger à envisager de retirer ses réserves à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes[11].

B. Cadre constitutionnel et législatif

2. En 2007, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a encouragé le Niger à intégrer dans sa Constitution ou dans toute autre législation appropriée une définition de la discrimination à l'égard des femmes, tant directe qu'indirecte, conformément à la Convention[12]. Il l'a également invité à réviser les lois et réglementations discriminatoires à l'égard des femmes et à les mettre en conformité avec la Convention[13].

3. En juillet 2010, l'Équipe de pays des Nations Unies au Niger a indiqué que depuis les événements du 18 février 2010, le Niger vivait sous un régime de transition dirigé par un organe militaire dénommé Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD). Le cadre institutionnel actuel du pays était défini par l'ordonnance n° 2010-001 du 22 février portant organisation des pouvoirs publics pendant la période de transition. Aux termes de cette ordonnance, le CSRD réaffirmait l'attachement de l'État du Niger à garantir les droits et libertés de la personne humaine et du citoyen et s'engageait à restaurer le processus démocratique engagé par le peuple nigérien. Conformément au calendrier adopté par le CSRD, la durée de la transition était d'un an à compter du 18 février et prendrait fin le 1er mars 2011 avec l'investiture du nouveau président de la République[14].

4. En juin 2010, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a déclaré que de nouvelles dispositions avaient été intégrées dans le Code pénal nigérien de 2003, abolissant les mutilations génitales féminines (MGF), l'esclavage et le harcèlement sexuel, et élargissant la définition du viol[15].

C. Cadre institutionnel et infrastructures des droits de l'homme

5. Le 13 septembre 2010, le Niger n'avait pas d'institution nationale des droits de l'homme accréditée par le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme[16]. À la suite du coup d'État du 18 février 2010, la Commission des droits de l'homme et des libertés fondamentales, institution nationale de défense des droits de l'homme accréditée de catégorie A, a été dissoute par le Gouvernement. Le 20 mai 2010, le Gouvernement a créé un Observatoire national des droits de l'homme qui a rempli les fonctions d'organisme de surveillance du respect des droits de l'homme pendant la période de transition. En mai 2010, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a fourni un avis juridique au Gouvernement du Niger concernant les données d'expérience analogues d'autres institutions nationales de protection des droits de l'homme[17].

D. Mesures de politique générale

6. En 2007, tout en saluant l'adoption de la loi n° 2000-008 instituant un système de quotas pour les postes réservés aux femmes dans les instances de prise de décisions, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes craignait que le Niger n'ait mal compris l'objet des mesures temporaires spéciales[18]. Le Comité a recommandé au Niger de veiller, dans ses politiques et ses programmes, à établir une nette distinction entre les politiques et programmes d'ordre social et économique qui sont adoptés en application de la Convention d'une part, et les mesures temporaires spéciales qui tendent à accélérer la réalisation de l'égalité de fait entre les sexes, d'autre part[19].

II. Promotion et protection des droits de l'homme dans le pays

A. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

1. Coopération avec les organes conventionnels

Organe conventionnel[20]	*Dernier rapport soumis et examiné*	*Observations finales les plus récentes*	*Réponse suite aux observations finales*	*État de la soumission des rapports*
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	1997	Août 1998		Quinzième à vingtième rapports attendus depuis 1998, 2000, 2002, 2004, 2006 et 2008 respectivement
Comité des droits économiques, sociaux et culturels				Rapport initial attendu depuis 1990
Comité des droits de l'homme	1991	Mars 1993		Deuxième rapport attendu depuis 1994
CEDAW	2005	Mai 2007		Troisième et quatrième rapports devant être soumis en un seul document en 2012

Organe conventionnel[20]	*Dernier rapport soumis et examiné*	*Observations finales les plus récentes*	*Réponse suite aux observations finales*	*État de la soumission des rapports*
Comité contre la torture				Rapport initial attendu depuis 1999
Comité des droits de l'enfant	2007	Juin 2009		Troisième à cinquième rapports devant être soumis en un seul document en 2012
Comité des droits de l'enfant – Protocole facultatif – Vente d'enfants				Rapport initial attendu depuis 2006
Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille				Rapport initial devant être soumis en 2010
Comité des droits des personnes handicapées				Rapport initial devant être soumis en 2010

7. En 2009, le Comité des droits de l'enfant a encouragé le Niger à soumettre son rapport initial sur l'application du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants[21].

2. Coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Invitation permanente à se rendre dans le pays	Non
Visites ou rapports de mission les plus récents	Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation (27 août-3 septembre 2001[22] et 8-12 juillet 2005[23]).
Accord de principe pour une visite	-
Visite demandée et non encore accordée	-
Coopération/moyens mis à disposition pour faciliter les missions	Le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation a remercié le Gouvernement d'avoir coopéré avec lui pendant sa première visite du 27 août au 3 septembre 2001.
Suite donnée aux visites	-
Réponses aux lettres d'allégations et aux appels urgents	Pendant la période examinée, 13 communications ont été envoyées. Le Gouvernement a répondu à 3 communications.
Réponses aux questionnaires sur des questions thématiques	Le Niger n'a répondu à aucun des 23 questionnaires envoyés par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales[24].

3. Coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

8. En 2009, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), en collaboration avec l'Équipe de pays des Nations Unies, a appuyé la mise en œuvre du

projet Action 2 en partenariat avec le Ministère de la justice, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)[25]. Le conseiller pour les droits de l'homme de l'Équipe de pays des Nations Unies au Niger a été dépêché le 17 juillet 2008 et chargé de donner des conseils sur des stratégies visant à renforcer les capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme, de former les membres de l'Équipe de pays des Nations Unies ainsi que les acteurs nationaux dans le domaine des droits de l'homme à l'approche fondée sur les droits de l'homme et d'organiser des formations[26].

B. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme

1. Égalité et non-discrimination

9. En 2007, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est dit préoccupé par l'existence d'une idéologie patriarcale fondée sur des stéréotypes profondément ancrés en ce qui concerne les rôles et les responsabilités de la femme et de l'homme au sein de la famille et dans la société. Il était également préoccupé par la persistance d'us, de coutumes et de traditions néfastes tout aussi profondément ancrés, notamment le mariage forcé et précoce, la pratique de la mutilation génitale féminine et la répudiation, qui constituent diverses formes de discrimination vis-à-vis des femmes, perpétuent la violence à leur encontre et font gravement obstacle à l'exercice de leurs droits fondamentaux[27]. Il a prié instamment le Niger de mettre en place sans plus tarder une stratégie d'ensemble assortie d'objectifs et d'échéances clairs afin de modifier ou d'éliminer les pratiques culturelles et les stéréotypes préjudiciables qui constituent des discriminations à l'encontre des femmes[28].

10. En juillet 2010, l'Équipe de pays des Nations Unies a déclaré qu'il existait des progrès notables, notamment dans le domaine de l'éducation des filles. Néanmoins, elle a noté des formes de discrimination dans le respect des droits entre les hommes et les femmes. Les réserves formulées à l'égard de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en étaient une illustration. Cette situation affectait négativement plusieurs domaines tels que l'emploi, l'accès aux moyens de production, le droit de la famille, l'accès des femmes aux instances de prise de décisions ainsi qu'aux services juridiques et judiciaires, la santé génésique et la sécurité sociale[29].

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

11. En 2009, le Comité des droits de l'enfant s'est dit préoccupé par le fait que l'âge minimum de l'enrôlement volontaire ou obligatoire dans l'armée n'était pas fixé par la loi et que des enfants pouvaient s'inscrire à l'école militaire de Niamey dès l'âge de 13 ans et y apprendre les rudiments du maniement des armes à feu[30]. Il a recommandé au Niger d'adopter une législation fixant à 18 ans l'âge minimum du recrutement dans les forces armées et de relever l'âge légal pour entrer dans une école militaire[31].

12. En juin 2010, l'UNICEF a noté que la violence à l'égard des femmes était multiforme et qu'elle était généralement considérée comme un phénomène répandu. Outre la violence physique, verbale et psychologique, il existait une violence liée aux croyances traditionnelles et tolérée par la société, malgré ses conséquences physiques, morales et économiques sur les femmes et leurs enfants, se traduisant par la répudiation, l'isolement, les mariages forcés et la privation du droit de succession[32]. En 2007, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a exprimé des préoccupations similaires et a recommandé au Niger d'adopter, à titre prioritaire, une démarche globale qui permettrait de combattre toutes les formes de violence dirigée contre les femmes[33].

13. En 2009, le Comité des droits de l'enfant a noté avec préoccupation que les mutilations génitales féminines étaient encore pratiquées couramment parmi certaines femmes[34]. Il a recommandé au Niger de mettre en œuvre des mesures législatives et autres pour interdire les pratiques traditionnelles préjudiciables aux enfants, y compris les mutilations génitales féminines, et de faire en sorte que les auteurs d'actes de ce type soient traduits en justice; de poursuivre et renforcer les activités de sensibilisation destinées aux praticiens, aux familles, aux chefs traditionnels ou religieux et au grand public, afin d'encourager l'évolution des mentalités, et de concentrer ses efforts sur l'éradication des mutilations génitales féminines dans les régions où ces pratiques sont encore répandues[35].

14. En 2008, la Commission d'experts de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour l'application des conventions et recommandations (Commission d'experts de l'OIT) a relevé qu'il existait au Niger un esclavage archaïque qui se manifestait au sein des communautés nomades et que le statut d'esclave continuait à être transmis par la naissance aux personnes issues de certains groupes ethniques. La Commission a souligné qu'il était indispensable que les auteurs de délit d'esclavage soient traduits en justice et, le cas échéant, condamnés[36]. En 2009, le Comité des droits de l'enfant a engagé le Niger à prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer toutes les formes d'esclavage; à veiller à ce que les auteurs de pratiques de ce type soient systématiquement poursuivis en justice; et à adopter un plan d'action national de lutte contre l'esclavage, y compris des mesures efficaces pour libérer les victimes de pratiques esclavagistes traditionnelles et faire en sorte que les enfants aient accès à des aides et à des services de réadaptation et d'accompagnement psychologique[37].

15. En 2009, le Comité des droits de l'enfant a relevé avec préoccupation le nombre croissant d'enfants victimes d'exploitation sexuelle, notamment la pratique dite «Wahaya», selon laquelle des riches ou des personnalités éminentes, ainsi que des chefs et des marabouts importants, achètent des jeunes filles pour en faire leurs concubines, qui semble largement acceptée par la société[38]. Il a recommandé au Niger d'élaborer des mesures législatives et de renforcer les mesures existantes pour lutter contre les sévices et l'exploitation sexuels; et de prendre des mesures appropriées pour que les auteurs d'infractions à caractère sexuel visant des enfants soient rapidement poursuivis en justice[39]. En 2007, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a formulé des recommandations similaires[40].

16. En 2008, la Commission d'experts de l'OIT a noté les informations recueillies entre le 10 et le 20 janvier 2006 par la Mission d'investigation de haut niveau, selon lesquelles le Niger serait à la fois un pays d'origine et de destination en ce qui concerne le trafic d'êtres humains, y compris des enfants. Elle a exprimé le ferme espoir que le Gouvernement prendrait les mesures nécessaires pour que le projet de loi visant à prévenir, réprimer et punir la traite au Niger soit élaboré et adopté le plus rapidement possible[41]. De son côté, le Comité des droits de l'enfant a recommandé en 2009 au Niger d'adopter sans retard une loi réprimant la traite des enfants, de garantir que les affaires de traite d'enfants fassent l'objet d'enquêtes appropriées et de poursuivre et de punir les auteurs d'infractions; et d'allouer des ressources supplémentaires pour financer l'hébergement et la réadaptation de tous les enfants victimes de vente ou de la traite[42].

17. En 2008, la Commission d'experts de l'OIT a noté que le travail des enfants dans des petites exploitations minières était répandu, principalement dans l'économie informelle où le travail était le plus dangereux, et a exprimé la préoccupation que lui inspirait le travail des enfants, en particulier dans les mines et les carrières[43]. En 2009, le Comité des droits de l'enfant a exprimé des préoccupations similaires et a recommandé l'adoption et la mise en œuvre d'un plan d'action national visant à prévenir et à combattre le travail des enfants[44].

18. En 2009, le Comité des droits de l'enfant a constaté avec préoccupation que les dispositions contre la violence et les sévices que renferment la Constitution et le Code pénal n'étaient pas interprétées comme interdisant les châtiments corporels dans le cadre de

l'éducation des enfants et qu'il n'y avait pas d'interdiction explicite des châtiments corporels à l'école et dans les établissements de protection de remplacement[45]. Il a recommandé au Niger, entre autres, d'interdire expressément par voie législative les châtiments corporels et toutes les formes de violence à l'encontre des enfants dans la famille, à l'école et dans les autres institutions; de mener des campagnes d'éducation, de sensibilisation et de mobilisation du public concernant les effets nuisibles des châtiments corporels; d'assurer la réadaptation et la réinsertion sociale des victimes de châtiments corporels; de donner un degré de priorité élevé à l'élimination de toutes les formes de violence à l'encontre des enfants en prenant toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations contenues dans l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre d'enfants; et d'établir l'obligation de répondre de ses actes et de mettre fin à l'impunité[46].

19. Le Comité des droits de l'enfant et la Commission d'experts de l'OIT ont exprimé leur préoccupation, en 2009[47] et 2008[48] respectivement, en ce qui concerne la situation des enfants talibé qui sont contraints de mendier dans les rues. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Niger de définir des mesures de prévention et de protection visant à réduire le nombre d'enfants vivant dans la rue[49]. Il l'a également invité à présenter des informations sur les mesures prises par le Comité national de lutte contre le phénomène des enfants des rues pour secourir les enfants des rues et veiller à leur réadaptation et à leur réinsertion sociale[50].

3. Administration de la justice, y compris impunité, et primauté du droit

20. En juillet 2010, l'Équipe de pays des Nations Unies a indiqué que l'égalité devant la loi et le droit à la justice pour tous ne levaient pas les obstacles rencontrés par la population en matière d'accès à la justice en raison notamment de la méfiance des citoyens vis-à-vis du système judiciaire; de l'éloignement géographique des tribunaux et de la lenteur des procédures judiciaires; du nombre réduit d'avocats en exercice dans le pays (119 en 2008) et de leur concentration dans la capitale; ainsi que de la connaissance limitée qu'avaient les citoyens des droits qui leur sont accordés par la loi[51].

21. En 2009, le Comité des droits de l'enfant était préoccupé par le fait que les enfants âgés de 16 à 18 ans ayant commis des crimes avec des adultes étaient traduits devant des tribunaux pour adultes et pouvaient être condamnés à la peine capitale. Il a exprimé une nouvelle fois la vive préoccupation que lui inspirait le fait que des enfants continuaient d'être détenus avec des adultes[52]. Il a recommandé au Niger de prendre des mesures immédiates pour faire cesser et abolir, par la loi, l'imposition de la peine de mort et la condamnation à perpétuité pour des crimes commis par des personnes de moins de 18 ans; de faire en sorte que les affaires impliquant des enfants soient jugées dans les meilleurs délais; de prendre d'urgence des mesures pour que, dans tous les établissements de détention, les enfants ne soient plus détenus avec les adultes; et de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que les enfants ne soient placés en détention qu'en dernier ressort et pour la durée la plus courte possible, qu'ils ne soient pas victimes de mauvais traitements pendant la détention et que les conditions de détention soient conformes aux normes internationales minima[53].

22. En 2007, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a demandé au Niger de lever les obstacles pouvant entraver l'accès des femmes, notamment les femmes vivant en milieu rural, à la justice et l'a invité à solliciter l'aide de la communauté internationale pour appliquer des mesures qui, dans la pratique, faciliteraient cet accès[54].

4. Droit au respect de la vie privée, mariage et vie de famille

23. Le Comité des droits de l'enfant et l'UNICEF ont noté en 2009[55] et en 2010[56], respectivement, que l'âge minimum légal du mariage était de 15 ans pour les filles et de 18 ans pour les garçons. Le Comité des droits de l'enfant a invité instamment le Niger à fixer l'âge minimum du mariage à 18 ans pour les garçons et les filles[57] et l'a prié de prendre des mesures immédiates pour interdire les mariages précoces et les mariages forcés et d'organiser des campagnes de sensibilisation en partenariat avec les chefs traditionnels à propos des conséquences nocives des grossesses précoces[58]. En 2007, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a formulé des recommandations similaires[59].

24. En 2009, le Comité des droits de l'enfant était préoccupé par la baisse du pourcentage des enfants enregistrés à la naissance[60]. Il a engagé le Niger à redoubler d'efforts pour faire en sorte que tous les enfants, en particulier les enfants mahamides, soient enregistrés et veiller à ce que les bureaux d'enregistrement soient faciles d'accès, en particulier dans les régions rurales et reculées, et que la procédure soit gratuite[61].

25. En 2009, le Comité des droits de l'enfant a constaté avec préoccupation qu'aucune mesure concrète n'avait été prise pour réduire le nombre d'adoptions non officielles[62] et a engagé le Niger à prévenir la pratique des adoptions non officielles et à mettre en place un mécanisme efficace pour contrôler les adoptions[63].

5. Liberté de religion ou de croyance, liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique et droit de participer à la vie publique et politique

26. Les 27 juillet et 26 octobre 2007, le Rapporteur spécial sur la liberté d'expression a attiré l'attention du Gouvernement sur le cas du correspondant de Reporters sans frontières et de Radio France Internationale au Niger qui aurait été menacé de mort, puis arrêté et inculpé pour «complicité de complot contre l'autorité de l'État»[64].

27. En juillet 2010, l'Équipe de pays des Nations Unies a déclaré que la liberté de la presse était régie au Niger par un cadre juridique et institutionnel à même de garantir aux citoyens la liberté d'expression. Cependant, les institutions en charge de cette question n'exerçaient pas toujours leur rôle de régulateur et de garant des libertés individuelles conformément aux textes en vigueur. Dans le passé, plusieurs cas de violation de ces droits avaient été enregistrés. Depuis le nouveau régime, plusieurs avancées avaient eu lieu dans ce domaine, avec notamment l'organisation des états généraux de la presse du 29 au 31 mars 2010, la dépénalisation des délits par voie de presse et la réouverture de la maison de la presse[65].

28. En 2009, le Comité des droits de l'enfant était préoccupé par les restrictions dont certaines organisations de la société civile faisaient l'objet et a regretté, en particulier, que de sévères restrictions d'ordre administratif et pratique soient imposées à des ONG internationales qui travaillent dans le domaine des droits de l'homme et de l'assistance humanitaire aux enfants[66]. Il a recommandé au Niger de respecter le rôle essentiel joué par la société civile dans la poursuite de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant[67].

29. En 2008, la Commission d'experts de l'OIT a demandé une nouvelle fois au Niger de réexaminer l'article 9 de l'ordonnance n° 96-009 du 21 mars 1996 qui dispose que les agents publics qui violeraient les dispositions régissant l'exercice du droit de grève pourraient être sanctionnés par une peine de prison comportant du travail pénitentiaire obligatoire, afin de la rendre conforme à la Convention n° 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical[68].

30. En 2007, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes était préoccupé par le fait que les femmes continuaient d'être sous-représentées dans la vie publique et politique et aux postes de responsabilité, notamment à l'Assemblée nationale, au Gouvernement, dans le corps diplomatique et les organismes locaux[69]. Il a encouragé le Niger à prendre des mesures qui s'inscrivent dans la durée afin d'accélérer la pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité, dans les organes dont les membres sont élus ou nommés[70].

6. Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables

31. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et la Commission d'experts de l'OIT ont exprimé leur préoccupation, en 2007[71] et 2010[72] respectivement, quant au fait que certaines lois nigériennes prévoyaient des mesures de protection permettant d'exclure les femmes de certains emplois pour protéger leur santé et leur sécurité, mais qui pourraient constituer un obstacle à la participation des femmes au marché du travail et perpétuer les stéréotypes sexistes. La Commission de l'OIT a demandé au Niger de modifier ces lois[73] et de supprimer toute disposition discriminatoire à l'égard des femmes fonctionnaires[74], tandis que le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes l'a prié de veiller à ce que, sur le marché du travail, les femmes et les hommes aient des possibilités égales et soient traités sur un pied d'égalité et l'a engagé notamment à renforcer l'inspection du travail[75].

32. En 2010, la Commission d'experts de l'OIT a noté que le projet de Code du travail contenait un nouvel article interdisant le harcèlement sexuel (art. 42) qui ne semblait pas couvrir l'environnement de travail intimidant, hostile ou humiliant et a invité le Niger à modifier cet article pour faire en sorte que la définition et l'interdiction du harcèlement sexuel couvrent tous les éléments visés dans l'observation générale qu'elle avait formulée en 2002[76].

7. Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant

33. Lors de sa visite de 2001, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation a noté que jusqu'à 80 % de la population était en proie à l'insécurité alimentaire et que plus de 4,2 millions de personnes souffraient de malnutrition chronique[77]. Au cours de sa visite de 2005, il a pris la mesure de la gravité de la situation: près d'un tiers de la population souffrait de malnutrition aiguë et, dans certaines régions, les personnes vulnérables mourraient déjà de faim. Cette crise était due à des tendances économiques défavorables et à des insuffisances structurelles, mais les causes plus profondes étaient liées à l'insécurité alimentaire généralisée qui exacerbait la vulnérabilité aux crises alimentaires. Le Rapporteur spécial a engagé le Gouvernement nigérien ainsi que d'autres gouvernements et organisations internationales à prendre immédiatement des mesures pour respecter, protéger et réaliser le droit à l'alimentation au Niger[78].

34. En 2009, le Comité des droits de l'enfant a constaté avec préoccupation qu'alors que les taux de malnutrition aiguë et chronique et de mortalité maternelle restaient très élevés, l'attention portée à ces questions essentielles semblait insuffisante; il était également préoccupé par l'insuffisance des services de santé en termes d'accès, d'utilisation et de qualité et par les croyances traditionnelles ou religieuses qui restreignaient l'accès des enfants aux soins de santé[79]. Il a recommandé au Niger de considérer l'alimentation comme une priorité nationale et de fournir des ressources appropriées pour permettre la mise en œuvre d'activités dans ce domaine; de renforcer ses efforts tendant à faire baisser encore la mortalité infantile et postinfantile; de redoubler d'efforts pour réduire la mortalité maternelle; et de poursuivre ses efforts en matière de vaccination[80].

35. En juin 2010, l'UNICEF a déclaré que la mortalité infantile demeurait un problème de santé majeur. D'après les études menées en 2008, un enfant sur cinq (19,8 %) mourait avant l'âge de 5 ans. Outre le paludisme, les principales causes de ces décès étaient les

infections respiratoires et les diarrhées aiguës. La situation alimentaire des enfants de moins de 5 ans continuait de susciter de vives préoccupations: 2 enfants sur 5 souffraient de malnutrition chronique, en raison d'une alimentation inadaptée et de maladies de longue durée, et 1 enfant sur 10 mourait de malnutrition aiguë[81].

36. En 2007, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a engagé le Niger à améliorer la fourniture de services de santé sexuelle et génésique, dont la planification familiale; à adopter des programmes et des politiques pour mieux faire connaître les méthodes contraceptives peu coûteuses et y donner accès; et à mettre en œuvre un programme global pour réduire la mortalité maternelle et infantile[82].

37. En juillet 2010, l'Équipe de pays des Nations Unies a déclaré que la situation sanitaire du Niger était dominée par de nombreuses maladies transmissibles endémo-épidémiques (paludisme, choléra, méningites, VIH/sida) et l'émergence de maladies non transmissibles (hypertension artérielle, diabète, cancers…) auxquelles le pays n'était pas toujours préparé. Cette situation était aggravée par la faible protection sociale de la population face au risque de maladie. Seulement 3 % de la population bénéficiait d'une couverture maladie. Le pays avait accordé la gratuité des soins aux enfants et aux femmes en cas d'accouchement difficile. Malheureusement, cette gratuité ne bénéficiait pas à d'autres groupes vulnérables, à savoir les personnes âgées, les déficients mentaux et les personnes ayant un handicap physique ne recevant aucune autre forme d'assistance[83].

38. En juillet 2010, l'Équipe de pays des Nations Unies a déclaré que l'accès à l'eau potable restait insuffisant, environ 50 % de la population nigérienne n'en bénéficiant pas[84]. L'UNICEF a fait remarquer que les conditions de vie des enfants et des femmes ne favorisaient pas leur bien-être et leur bon état de santé. La majorité de la population habitait des huttes de terre à toit de chaume et plus de la moitié vivait dans une situation de surpeuplement. Les services d'assainissement adéquats étaient très rares. La moitié de la population utilisait toujours l'eau non traitée des puits et d'autres sources à haut risque, et la gestion de l'élimination des déchets était rudimentaire[85]. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le Comité des droits de l'enfant ont exprimé des préoccupations similaires en 2007[86] et 2009[87], respectivement. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a engagé le Niger, entre autres, à veiller à ce que les plans et stratégies de réduction de la pauvreté comportent tous une perspective sexospécifique[88].

8. Droit à l'éducation et droit de participer à la vie culturelle de la communauté

39. En juillet 2010, l'Équipe de pays des Nations Unies a déclaré que le taux brut de préscolarisation restait limité à 2,5 %, que 1 enfant de 7 à 12 ans sur 3 n'était pas scolarisé, 9 sur 10 restaient non scolarisés dans le premier cycle (collège) et que moins de 2 % accédaient au second cycle (lycée). La forte croissance démographique augmentait la pression exercée sur le système éducatif[89].

40. Du point de vue de l'équité, la contrainte était également forte: les filles pauvres des zones rurales n'avaient que très peu de chances d'exercer leur droit à l'éducation de base. Les disparités s'accentuaient lorsque l'on passait de l'enseignement primaire (où les filles représentaient 43 % des effectifs) au deuxième cycle du secondaire (38 % des effectifs)[90].

41. Les causes de ces écarts résidaient soit dans la réticence des parents à scolariser leur fille du fait du rôle social qu'ils lui imposaient (mariage précoce, travaux domestiques), soit dans le fait que les écoles étaient trop éloignées, que les programmes éducatifs ne répondaient pas assez aux attentes ou qu'il y avait des risques de violence. L'analphabétisme restait une entrave majeure au développement. La proportion de femmes sachant lire et écrire un texte simple représentait près de 12 % contre 28 % pour les hommes, ce qui ne jouait pas en faveur de la scolarisation des filles[91].

42. La qualité de l'enseignement était extrêmement insuffisante: de nombreux enfants sortaient de l'école primaire sans savoir lire ni écrire. Cette baisse de qualité était due à l'accélération rapide de la couverture: pour ne citer que quelques exemples, 50 % des classes étaient en paillotes et devaient être reconstruites chaque année après les récoltes, et 90 % des enseignants étaient contractuels, justifiaient souvent d'un niveau scolaire médiocre et étaient insatisfaits de leurs conditions de travail, ce qui les poussait à s'absenter souvent[92].

43. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité des droits de l'enfant et l'UNICEF ont exprimé des préoccupations similaires en 2007[93], 2009[94] et 2010[95], respectivement. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé au Niger d'améliorer la qualité de l'éducation et de prendre toutes les mesures permettant aux enfants d'achever leur scolarité; d'éliminer plus efficacement les disparités; de veiller à ce que le système d'éducation publique dispose de fonds suffisants et à ce que l'enseignement obligatoire soit gratuit; de rendre l'enseignement obligatoire pour les enfants au-delà de 6 ans; et de développer l'accès à l'éducation préscolaire[96].

9. Minorités et peuples autochtones

44. En septembre 2009, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a examiné des questions liées aux effets négatifs présumés des activités d'extraction de l'uranium menées par une société étatique étrangère sur les terres traditionnelles des Touaregs du Niger. Le Comité a décidé d'adresser des lettres distinctes au Niger et à un pays tiers dans lesquelles il demandait des informations sur cette question et sur les mesures qui ont été prises pour obtenir le consentement en connaissance de cause des communautés touchées, au sujet des activités d'extraction en cours ou envisagées dans cette région[97]. En décembre 2009, le Niger a fourni les informations requises. En mars 2010, le Comité lui a demandé des informations supplémentaires[98]. Plusieurs titulaires de mandat au titre de procédures spéciales avaient également envoyé au Gouvernement nigérien une lettre d'allégations à ce sujet le 10 octobre 2007[99]. Le Gouvernement avait répondu et fourni des informations supplémentaires le 6 décembre 2007[100].

45. La situation des Touaregs a encore fait l'objet de deux autres lettres d'allégations, en 2008 par le Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires, et en 2009 par le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones[101]. Le Gouvernement nigérien a également répondu à ces lettres[102].

10. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

46. En juillet 2010, l'Équipe de pays des Nations Unies a déclaré que, confronté aux problèmes de développement, le Niger ne disposait pas de moyens adéquats pour accueillir et réintégrer un grand nombre de migrants conformément aux normes internationales en la matière. Néanmoins, dans la perspective d'une gestion plus efficace des migrations, un comité interministériel avait été créé en 2007 pour l'élaboration d'une politique migratoire[103].

47. En juillet 2010, le HCR a recommandé au Niger de mettre en place une procédure d'asile plus efficace et mieux adaptée, l'enquête menée avant qu'une décision ne soit prononcée au sujet d'une demande d'asile étant très longue[104]. Il a également recommandé au Gouvernement de réexaminer de façon globale la législation et les politiques nationales pour prévenir l'apatridie et réduire le nombre d'apatrides, notamment en faisant en sorte que les enfants nés sur le territoire national puissent acquérir la nationalité nigérienne et en modifiant les dispositions législatives en vue de garantir l'égalité entre les sexes en ce qui concerne l'acquisition, le changement et la conservation de la nationalité[105]. Il a en outre recommandé au Niger de résoudre le problème des apatrides potentiels parmi les Mahamides en accordant la nationalité aux personnes souhaitant être naturalisées[106].

11. Personnes déplacées à l'intérieur du pays

48. En juillet 2010, l'Équipe de pays des Nations Unies a déclaré qu'il existait une méconnaissance de la situation des déplacés internes par les pouvoirs publics, situation amplifiée par les crises alimentaires et les déplacements des populations rurales vers les grandes villes[107]. En outre, en juillet 2010, le HCR a recommandé au Gouvernement nigérien de prendre des mesures pour protéger davantage les droits fondamentaux des personnes déplacées à l'intérieur du pays, en particulier dans le cas des rapatriés, en leur garantissant le droit de rentrer chez eux librement et en toute sécurité et en les aidant à retrouver, dans la mesure du possible, leur propriété et les biens dont ils avaient été dépossédés au moment de leur déplacement[108].

III. Progrès, meilleures pratiques, difficultés et contraintes

49. Le 23 mai 2008, le HCDH a publié une déclaration dans laquelle il indiquait que la situation générale en matière de sécurité au nord du Niger était particulièrement instable depuis l'insurrection armée menée par le Mouvement nigérien pour la justice (MNJ) en février 2007. Embuscades, descentes armées, enlèvements, meurtres, mines posées le long des routes, prises d'otages et autres actes violents étaient devenus relativement répandus depuis cette date[109].

50. En 2009, le Comité des droits de l'enfant était préoccupé par la poursuite du conflit militaire au nord du pays, susceptible d'appauvrir davantage les populations chroniquement pauvres et les populations nomades vulnérables[110].

51. En juin 2010, l'UNICEF a déclaré que comme en 2005 le Niger souffrait des effets d'une crise alimentaire qui aggravait l'état nutritionnel déjà précaire des enfants du pays. Conjuguée à la pauvreté, la crise alimentaire avait provoqué le déplacement des habitants des zones touchées, en particulier les femmes seules ayant des enfants à charge, vers les centres urbains. De plus, les ressources naturelles du pays avaient diminué au cours des trente dernières années en raison des incidences conjuguées de la croissance démographique et du changement climatique. Les crises alimentaires récurrentes dans le pays s'étaient ainsi aggravées et risquaient de compromettre la survie des générations futures[111].

52. En juillet 2010, l'Équipe de pays des Nations Unies a déclaré que le Niger, en dépit de tous les bouleversements institutionnels et politiques qu'il traversait, enregistrait des avancées importantes en matière de protection et de promotion des droits de l'homme[112]. Néanmoins, plusieurs facteurs entravaient les performances du Niger dans ce domaine, dont l'absence de plan national pour les droits de l'homme et pour l'éducation aux droits de l'homme[113].

IV. Priorités, initiatives et engagements nationaux essentiels

Recommandations spécifiques appelant une suite

53. En juillet 2010, l'Équipe de pays des Nations Unies a recommandé notamment que le Gouvernement nigérien continue à sensibiliser la population à propos de ses droits et ses devoirs; procède à la codification des coutumes pour éliminer celles qui étaient en contradiction avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme; lève ses réserves à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; et organise des campagnes de sensibilisation concernant les risques liés à la migration irrégulière[114].

V. Renforcement des capacités et assistance technique

Sans objet.

Notes

[1] Unless indicated otherwise, the status of ratifications of instruments listed in the table may be found in *Multilateral Treaties Deposited with the Secretary-General: Status as at 1 April 2009* (ST/LEG/SER.E/26), supplemented by the official website of the United Nations Treaty Collection database, Office of Legal Affairs of the United Nations Secretariat, http://treaties.un.org/.

[2] The following abbreviations have been used for this document:

ICERD	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
OP-ICESCR	Optional Protocol to ICESCR
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights
ICCPR-OP 1	Optional Protocol to ICCPR
ICCPR-OP 2	Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women
OP-CEDAW	Optional Protocol to CEDAW
CAT	Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment
OP-CAT	Optional Protocol to CAT
CRC	Convention on the Rights of the Child
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography
ICRMW	International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families
CRPD	Convention on the Rights of Persons with Disabilities
OP-CRPD	Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities
CED	International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance.

[3] Objections by Denmark, Finland, Norway and Sweden.

[4] Adopted by the General Assembly in its resolution 63/117 of 10 December 2008. Article 17, paragraph 1, of OP-ICESCR states that "The present Protocol is open for signature by any State that has signed, ratified or acceded to the Covenant."

[5] Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime.

[6] 1951 Convention relating to the Status of Refugees and its 1967 Protocol, 1954 Convention relating to the status of Stateless Persons and 1961 Convention on the Reduction of Statelessness.

[7] Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field (First Convention); Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea (Second Convention); Convention relative to the Treatment of Prisoners of War (Third Convention); Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (Fourth Convention); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts (Protocol II); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Adoption of an Additional Distinctive Emblem (Protocol III). For the official status of ratifications, see Federal Department of Foreign Affairs of Switzerland, at www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/intla/intrea/chdep/warvic.html.

[8] International Labour Organization Convention No. 29 concerning Forced or Compulsory Labour; Convention No. 105 concerning the Abolition of Forced Labour, Convention No. 87 concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organise; Convention No. 98 concerning the Application of the Principles of the Right to Organise and to Bargain Collectively; Convention No.

100 concerning Equal Remuneration for Men and Women Workers for Work of Equal Value; Convention No. 111 concerning Discrimination in Respect of Employment and Occupation; Convention No. 138 concerning Minimum Age for Admission to Employment; Convention No. 182 concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour.

[9] Concluding observations of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women (CEDAW/C/NER/CO/2), para. 9.

[10] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 10.

[11] Concluding observations of the Committee on the Rights of the Child (CRC/C/NER/CO/2), para. 10.

[12] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 12.

[13] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 16.

[14] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 6-8.

[15] UNICEF submission to the UPR on Niger, para. 22.

[16] For the list of national human rights institutions with accreditation status granted by the International Coordinating Committee of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights (ICC), see A/HRC/13/45, annex I.

[17] A/65/XX (21907), forthcoming OHCHR report to 65th General Assembly.

[18] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 21.

[19] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 22.

[20] The following abbreviations have been used for this document:

CERD	Committee on the Elimination of Racial Discrimination
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination against Women
CRC	Committee on the Rights of the Child.

[21] CRC/C/NER/CO/2, para. 82.

[22] E/CN.4/2002/58/Add.1.

[23] A/60/350 and E/CN.4/2006/44.

[24] The questionnaires referred to are those reflected in an official report by a special procedure mandate holder issued between 1 January 2006 and 30 June 2010. Responses counted for the purposes of this section are those received within the relevant deadlines, and referred to in the following documents: (a) E/CN.4/2006/62, para. 24, and E/CN.4/2006/67, para. 22; (b) A/HRC/4/23, para. 14; (c) A/HRC/4/24, para. 9; (d) A/HRC/4/29, para. 47; (e) A/HRC/4/31, para. 24; (f) A/HRC/4/35/Add.3, para. 7; (g) A/HRC/6/15, para. 7; (h) A/HRC/7/6, annex; (i) A/HRC/7/8, para. 35; (j) A/HRC/8/10, para. 120, footnote 48; (k) A/62/301, paras. 27, 32, 38, 44 and 51; (l) A/HRC/10/16 and Corr.1, footnote 29; (m) A/HRC/11/6, annex; (n) A/HRC/11/8, para. 56; (o) A/HRC/11/9, para. 8, footnote 1; (p) A/HRC/12/21, para. 2, footnote 1; (q) A/HRC/12/23, para. 12; (r) A/HRC/12/31, para. 1, footnote 2; (s) A/HRC/13/22/Add.4; (t) A/HRC/13/30, para. 49; (u) A/HRC/13/42, annex I; (v) A/HRC/14/25, para. 6, footnote 1; (w) A/HRC/14/31, para. 5, footnote 2.

[25] 2009 OHCHR Report on Activities and Results, p. 106.

[26] 2008 OHCHR Report on Activities and Results, p. 96.

[27] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 17.

[28] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 18.

[29] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 48 à 50.

[30] CRC/C/NER/CO/2, para. 68.

[31] CRC/C/NER/CO/2, para. 69.

[32] UNICEF submission to the UPR on Niger, para. 27.

[33] CEDAW/C/NER/CO/2, paras. 23-24.

[34] CRC/C/NER/CO/2, para. 59.

[35] CRC/C/NER/CO/2, para. 60.

[36] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Observation concerning Forced Labour Convention, 1930 (No. 29), 2008, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 062008NER029, paras. 1-5.

[37] CRC/C/NER/CO/2, para. 34.

[38] CRC/C/NER/CO/2, para. 78.

[39] CRC/C/NER/CO/2, para. 79.

[40] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 26.
[41] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Observation concerning Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182), 2008, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 062008NER182, paras. 2-3.
[42] CRC/C/NER/CO/2, para. 77.
[43] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Observation concerning Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182), 2008, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 062008NER182, paras. 7-8.
[44] CRC/C/NER/CO/2, para. 75.
[45] CRC/C/NER/CO/2, para. 37.
[46] CRC/C/NER/CO/2, paras. 38 and 40.
[47] CRC/C/NER/CO/2, para. 72.
[48] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Observation concerning Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182), 2008, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 062008NER182, paras. 4-6.
[49] CRC/C/NER/CO/2, para. 73.
[50] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Observation concerning Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182), 2008, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092008NER182, para. 5.
[51] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 45.
[52] CRC/C/NER/CO/2, para. 80.
[53] CRC/C/NER/CO/2, para. 81.
[54] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 14.
[55] CRC/C/NER/CO/2, para. 25.
[56] UNICEF submission to the UPR on Niger, para. 8.
[57] CRC/C/NER/CO/2, para. 26.
[58] CRC/C/NER/CO/2, para. 61.
[59] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 34.
[60] CRC/C/NER/CO/2, para. 35.
[61] CRC/C/NER/CO/2, para. 36.
[62] CRC/C/NER/CO/2, para. 49.
[63] CRC/C/NER/CO/2, para. 50.
[64] A/HRC/7/14/Add.1, paras. 466 and 468.
[65] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 60-61.
[66] CRC/C/NER/CO/2, para. 23.
[67] CRC/C/NER/CO/2, para. 24.
[68] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Direct Request concerning Abolition of Forced Labour Convention, 1957 (No. 105), 2008, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092008NER105, para. 5.
[69] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 27.
[70] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 28.
[71] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 31.
[72] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Direct Request concerning Discrimination (Employment and Occupation) Convention, 1958 (No. 111), 2010, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092010NER111, para. 4.
[73] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Direct Request concerning Discrimination (Employment and Occupation) Convention, 1958 (No. 111), 2010, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092010NER111, para. 4.
[74] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Direct Request concerning Equal Remuneration Convention, 1951 (No. 100), 2010, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092010NER100, para. 1.
[75] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 32.

[76] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Individual Direct Request concerning Discrimination (Employment and Occupation) Convention, 1958 (No. 111), 2010, Geneva, doc. No. (ILOLEX) 092010NER111, para. 1.
[77] E/CN.4/2002/58/Add.1, paras. 1-3.
[78] A/60/350, paras. 9-16. See also E/CN.4/2006/44, paras. 13-16 and A/61/306, para. 18.
[79] CRC/C/NER/CO/2, para. 55.
[80] CRC/C/NER/CO/2, para. 56.
[81] UNICEF submission to the UPR on Niger, paras. 10-11.
[82] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 34.
[83] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 19.
[84] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 22.
[85] UNICEF submission to the UPR on Niger, para. 14.
[86] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 35.
[87] CRC/C/NER/CO/2, para. 64.
[88] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 36.
[89] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 32.
[90] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 33.
[91] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 34.
[92] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 35.
[93] CEDAW/C/NER/CO/2, para. 30.
[94] CRC/C/NER/CO/2, para. 66.
[95] UNICEF submission to the UPR on Niger, para. 21.
[96] CRC/C/NER/CO/2, para. 67.
[97] A/64/18, para. 25.
[98] See letter: http://www2.ohchr.org/english/bodies/cerd/docs/early_warning/Niger12032010.pdf.
[99] A/HRC/7/21/Add.1, paras. 41-44, A/HRC/7/5/Add.1, para. 81, A/HRC/9/9/Add.1, paras. 358-366, A/HRC/9/22/Add.1, paras. 16-19, A/HRC/7/11/Add.1, para. 37.
[100] A/HRC/9/9/Add.1, paras. 367-374, A/HRC/9/22/Add.1, paras. 20-27, A/HRC/12/26/Add.1, paras. 41-46, A/HRC/12/34/Add.1, paras. 302-329.
[101] A/HRC/12/34/Add.1, paras. 296-301, A/HRC/11/2/Add.1, pp. 280-285.
[102] A/HRC/12/34/Add.1, para. 329 and A/HRC/11/2/Add.1, pp. 285-288.
[103] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 52 à 54.
[104] UNHCR submission to the UPR on Niger, p. 2.
[105] UNHCR submission to the UPR on Niger, pp. 3-4.
[106] UNHCR submission to the UPR on Niger, p. 3.
[107] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 55.
[108] UNHCR submission to the UPR on Niger, p. 3.
[109] Statement issued by OHCHR on 23 May 2008.
[110] CRC/C/NER/CO/2, para. 68.
[111] UNICEF submission to the UPR on Niger, para. 4.
[112] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 63.
[113] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 64 et 67.
[114] Rapport de l'Equipe de Pays du Système des Nations Unies au Niger pour l'Examen Périodique Universel, juillet 2010, par. 30, 46, 51 et 58.

Nations Unies A/HRC/WG.6/15/MLI/2

Assemblée générale

Distr. générale
9 novembre 2012
Français
Original: anglais/français

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quinzième session
21 janvier-1er février 2013

Compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme

Mali

Le présent rapport est une compilation des renseignements figurant dans les rapports des organes conventionnels, des procédures spéciales, y compris les observations et les commentaires de l'État intéressé, et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, et dans d'autres documents officiels des Nations Unies. Il est présenté sous une forme résumée en raison des limites fixées à la longueur des documents. Pour le texte complet, voir le document cité en référence. Le rapport ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat, autres que celles qui figurent dans les rapports publics et les déclarations diffusées par celui-ci. Il suit les directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme dans sa décision 17/119. Les sources des renseignements donnés sont systématiquement indiquées dans les notes. Pour établir le rapport, il a été tenu compte de la périodicité de l'Examen et des faits nouveaux enregistrés pendant la période considérée.

GE.12-18134 (F) 221112 041212

Merci de recycler

I. Renseignements d'ordre général et cadre

A. Étendue des obligations internationales[1]

Instruments universels relatifs aux droits de l'homme[2]

	Situation lors du cycle précédent	*Faits nouveaux depuis l'Examen*	*Non ratifié/non accepté*
Ratification, adhésion ou succession	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1974)	Convention relative aux droits des personnes handicapées (2008)	Pacte international relatif aux droits civils et politiques – deuxième Protocole facultatif
	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1974)	Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (2009)	
	Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1974)		
	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1985)		
	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1999)		
	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants – Protocole facultatif (2005)		
	Convention relative aux droits de l'enfant (1990)		
	Convention relative aux droits de l'enfant – Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (2002)		
	Convention relative aux droits de l'enfant – Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (2002)		
	Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (2003)		
Réserves, déclarations et/ou interprétations	Convention relative aux droits de l'enfant Réserve: art. 16 (1990)		

	Situation lors du cycle précédent	*Faits nouveaux depuis l'Examen*	*Non ratifié/non accepté*
Procédures de plainte, d'enquête et d'action urgente[3]	Pacte international relatif aux droits civils et politiques – premier Protocole facultatif (2001)	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels – Protocole facultatif (signature seulement, 2009)	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, art. 14
	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes – Protocole facultatif, art. 8 (2000)	Convention relative aux droits de l'enfant – Protocole facultatif établissant une procédure de présentation de communications (signature seulement, 2012)	Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 41
	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, art. 20 (1999)	Convention relative aux droits des personnes handicapées – Protocole facultatif, art. 6 (2008)	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, art. 21 et 22
		Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, art. 31 et 32 (2010)	Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, art. 76 et 77

Autres principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

	Situation lors du cycle précédent	*Faits nouveaux depuis l'Examen*	*Non ratifié*
Ratification, adhésion ou succession	Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1974)		Convention de 1954 relative au statut des apatrides
	Statut de Rome de la Cour pénale internationale (1998)		Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie
	Protocole de Palerme (2002)[4]		Protocole III additionnel aux Conventions de Genève de 1949[7]
	Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et Protocole de 1967 s'y rapportant (1973)		Conventions n[os] 169 et 189 de l'OIT[8]
	Conventions de Genève du 12 août 1949 et Protocoles additionnels I et II s'y rapportant[5]		
	Conventions fondamentales de l'OIT[6]		
	Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (2007)		

B. Cadre constitutionnel et législatif

1. En 2012, le Secrétaire général de l'ONU a constaté que l'instabilité qui régnait au Mali résultait du déclenchement de la rébellion armée dans le nord du pays au début de janvier 2012 et du coup d'État militaire subséquent mené contre le Président du Mali le 22 mars 2012. Ce coup d'État avait été perpétré par une junte militaire qui s'était baptisée «Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État 2012» (CNRDRE)[9]. Le Conseil de sécurité a condamné la prise par la force par certains éléments des forces armées du pouvoir détenu par le Gouvernement démocratiquement élu et a exhorté ces éléments à respecter l'ordre constitutionnel, la tutelle civile et les droits de l'homme[10]. Le Secrétaire général a indiqué que le coup d'État du 22 mars avait été à l'origine de violations des droits de l'homme à Bamako[11]. La Haut-Commissaire aux droits de l'homme (ci-après la Haut-Commissaire) a elle fait observer que de graves violations des droits de l'homme se seraient produites ailleurs dans le pays à la suite du coup d'État[12].

2. Le Secrétaire général a indiqué que le CNRDRE avait signé le 6 avril 2012 sous l'égide de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) un accord-cadre établissant une période de transition de quarante jours placée sous la direction d'un gouvernement civil. Le 26 avril, les chefs d'État de la CEDEAO avaient décidé de prolonger de douze mois cette période de transition, durant laquelle des élections présidentielles devaient en principe se tenir[13].

3. En septembre 2012, le Conseil de sécurité a salué la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale et a demandé aux autorités de transition de poursuivre les efforts déployés en vue de renforcer les institutions démocratiques et de rétablir l'ordre constitutionnel[14].

4. La Haut-Commissaire a indiqué que le nord du Mali était occupé par plusieurs groupes armés, dont Ansar Dine et le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest, qui seraient liés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), ainsi que le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et d'autres groupes de Touaregs[15]. En juillet 2012, le Conseil de sécurité a réaffirmé son rejet catégorique des déclarations du MNLA relatives à la prétendue «indépendance» du nord du Mali et a réaffirmé en outre qu'il considérait de telles annonces comme nulles et non avenues[16].

5. Depuis le mois de mars 2012, le Secrétaire général[17] et la Haut-Commissaire[18] se sont dits préoccupés par la situation des droits de l'homme et la situation humanitaire au Mali, en particulier dans le nord du pays. Ils ont pris note d'informations alarmantes faisant état de graves violations des droits de l'homme qu'auraient commises les différents groupes armés contrôlant le nord du pays. En juillet 2012, le Conseil de sécurité a appelé toutes les parties présentes dans le nord du Mali à mettre un terme à toutes violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire[19]. En juillet et septembre 2012, le Conseil des droits de l'homme a condamné les exactions et les abus commis au Mali, en particulier dans sa partie nord, par, notamment, les rebelles, les groupes terroristes et les autres réseaux de criminalité transnationale organisés, et a appelé à un arrêt immédiat de ces abus et de toutes les violations des droits de l'homme et des actes de violence ainsi qu'à un strict respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales[20].

C. Cadre institutionnel, infrastructures des droits de l'homme et mesures de politique générale

6. En 2009 et 2010, l'Équipe de pays du système des Nations Unies au Mali (SNU-Mali) notait que, dans le domaine des droits humains, des efforts avaient été consentis. Ainsi, des politiques nationales et des plans d'action de promotion et protection des droits humains portant sur l'égalité des sexes (2009-2018), le mariage précoce ou forcé, l'abandon de la pratique de l'excision (2008-2012) et l'élimination du travail des enfants, ont été élaborés et/ou validés[21].

7. L'Équipe des Nations Unies au Mali relevait également que des activités de formation sur différents aspects des droits humains avaient ciblé les forces armées et de sécurité, les magistrats ainsi que les auxiliaires de justice, de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée. Elle notait que les forces armées et de sécurité avaient ainsi été sensibilisées au problème de la violence faite aux femmes. De plus, l'Équipe des Nations Unies soulignait que des modules de formation aux droits humains avaient été incorporés au cursus de l'école nationale de police et de l'école de gendarmerie[22].

Statut des institutions nationales des droits de l'homme[23]

Institution nationale des droits de l'homme	*Statut d'accréditation précédent*	*Statut d'accréditation actuel*
Commission nationale des droits de l'homme	Pas de statut d'accréditation	B (2012)

II. Coopération avec les mécanismes des droits de l'homme

A. Coopération avec les organes conventionnels[24]

8. En juillet et septembre 2012, le Conseil des droits de l'homme a invité la Haut-Commissaire à lui faire rapport sur la situation des droits de l'homme au Mali, en particulier dans sa partie nord[25].

1. État de la soumission des rapports

Organe conventionnel	*Observations finales prises en considération pour l'Examen précédent*	*Dernier rapport soumis depuis l'Examen précédent*	*Observations finales les plus récentes*	*État de la soumission des rapports*
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	Août 2002	–	–	Quinzième et seizième rapports soumis en un seul document attendus depuis 2005
Comité des droits économiques, sociaux et culturels	Novembre 1994	–	–	Rapport initial attendu depuis 1990
Comité des droits de l'homme	Avril 2003	–	–	Troisième rapport attendu depuis 2005
Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	Janvier 2006	–	–	Sixième et septième rapports soumis en un seul document attendus depuis 2010
Comité contre la torture	–	–	–	Rapport initial attendu depuis 2000
Comité des droits de l'enfant	Février 2007	–	–	Troisième, quatrième et cinquième rapports devant être soumis en un seul document en 2012 Rapports initiaux sur l'application des Protocoles facultatifs attendus depuis 2004

Comité des travailleurs migrants	Avril 2006	–	–	Deuxième rapport attendu depuis 2009
Comité des droits des personnes handicapées	–	–	–	Rapport initial attendu depuis 2010
Comité des disparitions forcées	–	–	–	Rapport devant être soumis en 2013

2. Réponses aux demandes de renseignements des organes conventionnels concernant la suite donnée à des recommandations spécifiques

Observations finales

Organe conventionnel	*Réponse attendue en*	*Concernant*	*Réponse soumise en*
Comité des droits de l'homme	2004	Droits des époux dans le cadre du mariage et du divorce; abolition du lévirat; mutilations génitales féminines; et violence domestique[26]	2007[27]

Visites de pays et/ou enquêtes d'organes conventionnels

Organe conventionnel	*Date*	*Objet*
Sous-Comité pour la prévention de la torture	Décembre 2011	Rapport confidentiel

B. Coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales[28]

	Situation lors du cycle précédent	*Situation actuelle*
Invitation permanente	Néant	Néant
Visites effectuées	–	–
Accord de principe pour une visite	Défenseurs des droits de l'homme	–
Visite demandée	–	Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires
Réponses aux lettres d'allégations et aux appels urgents	Pendant la période considérée, aucune communication n'a été envoyée.	

C. Coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

9. En août 2012, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a dépêché auprès de l'équipe de pays de l'ONU un conseiller pour les droits de l'homme chargé d'œuvrer au renforcement de la capacité en matière de droits de l'homme des organisations de la société civile et de la Commission nationale des droits de l'homme ainsi qu'à l'intégration des questions relatives aux droits de l'homme dans les programmes des Nations Unies[29].

III. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

A. Égalité et non-discrimination

10. En octobre 2012, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a indiqué que les premières victimes du conflit dans le nord du Mali étaient les femmes, qui étaient touchées de façon disproportionnée par celui-ci. Leurs droits fondamentaux à l'emploi, à l'éducation et à l'accès aux services sociaux de base avaient été gravement compromis[30].

11. En septembre 2012, la Haut-Commissaire a fait observer que les groupes islamiques contrôlant le nord du Mali appliqueraient une politique consistant à séparer les hommes des femmes dans l'accès aux services de base[31].

12. En 2011, le Coordonnateur résident des Nations Unies relevait que l'adoption du Code des personnes et de la famille avec des dispositions contraires aux conventions internationales constituait une préoccupation majeure par rapport aux droits des femmes et des filles[32].

13. En 2011, le Coordonnateur résident des Nations Unies notait que, malgré quelques progrès, les femmes subissaient encore de réelles contraintes dans l'accès au foncier, au microcrédit, dans l'enseignement secondaire et supérieur ainsi que dans l'emploi et les activités génératrices de revenus[33]. Concernant le rôle des femmes dans le secteur agricole, l'Équipe des Nations Unies au Mali signalait que les femmes restaient confinées dans les jardins maraîchers et que leur apport dans les cultures productives de devises restait méconnu[34].

B. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

14. En septembre 2012, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a indiqué que, dans la nuit du 8 septembre, l'armée malienne avait abattu 16 prédicateurs musulmans non armés à un point de contrôle situé près de la ville de Diabali. La fusillade s'était produite lorsqu'un véhicule ne s'était pas arrêté et que des soldats avaient apparemment soupçonné les personnes qui se trouvaient à bord de celui-ci d'être des militants islamistes. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a également indiqué que le Gouvernement avait ordonné le jour suivant l'ouverture immédiate d'une enquête[35].

15. En juin 2012, le Secrétaire général a souligné que des incidents liés à la sécurité ayant ciblé des personnes originaires du nord du Mali et plusieurs cas d'arrestation et de détention arbitraires s'étaient produits à Bamako après le coup d'État du 22 mars[36].

16. En septembre 2012, la Haut-Commissaire a fait observer que, dans le sud du Mali, il faudrait remédier au manque de clarté entourant les arrestations et la détention arbitraires, les disparitions forcées et les actes de torture dont auraient fait l'objet des soldats accusés d'avoir pris part à la tentative de contre-coup d'État du 30 avril[37]. Le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a ajouté à ce sujet qu'au moins 30 personnes ayant participé à ce contre-coup d'État étaient en détention, semble-t-il, sans qu'aucune charge ait été retenue contre nombre d'entre elles. Des informations faisaient état d'actes de torture et de conditions de détention inhumaines, et le sort de 20 soldats impliqués dans le contre-coup d'État devait encore être élucidé[38].

17. En octobre 2012, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a constaté qu'il avait été fait état d'exécutions sommaires de militaires, de viols, de pillages, de déplacements forcés de population et d'enrôlements forcés d'enfants lorsque le MNLA avait avancé vers le nord du Mali et en avait pris le contrôle[39].

18. Le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a indiqué que depuis la prise de contrôle du nord du pays par des groupes islamistes, dont Ansar Dine, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest et AQMI, d'autres genres de violation des droits de l'homme étaient commises. Il a fait observer que des peines cruelles et inhumaines, notamment des exécutions, des mutilations et des lapidations, avaient été infligées de manière systématique. Le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a ajouté à ce sujet qu'il aurait été procédé au minimum à trois exécutions, huit amputations et deux flagellations[40].

19. La Haut-Commissaire a indiqué que plus de 30 personnes se trouvaient en détention et attendaient que soit prononcée à leur encontre, en application de la charia, une peine qui pourrait notamment être l'amputation. Elle a signalé le cas d'un jeune couple non marié enterré jusqu'au cou et lapidé à mort le 30 juillet 2012 dans la région de Kidal, dans l'est du Mali. La Haut-Commissaire a également indiqué que, le 1er septembre 2012, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest avait annoncé l'exécution d'un diplomate algérien[41].

20. En juillet 2012, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) s'est dit vivement préoccupé par la situation dans le nord du Mali, où les faits montraient que des enfants étaient tués ou blessés par des engins explosifs[42].

21. L'UNICEF a en outre indiqué que la protection des enfants constituait un défi majeur dans le nord du Mali compte tenu des informations faisant état de cas d'enfants non accompagnés, d'association d'enfants avec des groupes armés et de violences sexuelles[43]. Il a demandé à toutes les parties au conflit, aux chefs communautaires et aux membres des communautés de veiller à ce que les enfants soient protégés des effets néfastes du conflit armé et à ce qu'ils ne participent pas aux hostilités[44].

22. En septembre 2012, la Haut-Commissaire a indiqué que 30 femmes âgées de 12 à 45 ans avaient subi des violences sexuelles de la part d'hommes armés dans la région de Gao[45].

23. En octobre 2012, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a fait observer que les mariages forcés étaient semble-t-il courants dans le nord du Mali, où des femmes étaient vendues et contraintes au remariage, une pratique qui s'apparentait au viol et à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Le Sous-Secrétaire général a également fait observer que les groupes islamistes extrémistes établissaient des listes de femmes ayant eu des enfants hors mariage ou célibataires et enceintes. Ces listes pouvaient porter à penser que ces femmes risquaient d'être soumises à des peines cruelles et inhumaines[46].

24. En septembre 2012, le Secrétaire général a indiqué que, tout comme le trafic de drogues et la contrebande d'armes, la traite des personnes était en hausse dans le nord du Mali[47].

25. En 2010, l'Équipe des Nations Unies au Mali notait qu'à part l'excision, les autres formes de violences basées sur le genre n'avaient fait l'objet que de peu d'attention de la part des autorités maliennes[48].

26. Selon le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la prévalence des mutilations génitales féminines était, en 2009, de 91 % dans le nord et de 87 % dans le sud du pays. Certains groupes ethniques n'en pratiquaient pas[49]. L'UNICEF et le FNUAP ont souligné que, s'il n'y avait encore au Mali aucune loi interdisant les mutilations génitales féminines, des progrès avaient été faits, à l'instar de l'adoption du Code des personnes et de la famille[50]. Ils ont indiqué que les responsables de l'élaboration des politiques nationales n'avaient par contre toujours pas officiellement reconnu les mutilations génitales féminines comme un problème de santé publique et que les agents de santé gouvernementaux ne se souciaient guère de cette question il n'y a encore pas si longtemps[51].

27. La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail (ci-après la Commission d'experts de l'OIT) a indiqué qu'environ deux enfants sur trois âgés de 5 à 17 ans étaient économiquement actifs[52]. Dans le rapport du Bureau international du Travail, de l'UNICEF et de la Banque mondiale, paru en 2009, il était relevé que l'agriculture était de loin le secteur qui employait le plus grand nombre d'enfants, 83 % de la totalité des enfants de moins de 15 ans y étant affectés, et qu'elle était suivie par les services domestiques, à hauteur de 10 %, et l'industrie et le commerce, qui comptaient pour les 6 % restants. Par ailleurs, il était souligné que les filles étaient relativement plus présentes dans les services domestiques et que le risque de devenir victime d'une exploitation, notamment de mauvais traitements physiques et mentaux, ainsi que d'abus sexuels étaient grands dans ce secteur[53].

28. La Commission d'experts de l'OIT a pris note de la validation technique du Plan d'action national pour l'élimination du travail des enfants au Mali (PANETEM) et de l'adoption de ce Plan en 2011. Elle a vivement encouragé le Mali à redoubler d'efforts dans sa lutte contre le travail des enfants, à soustraire les enfants aux pires formes de travail et à communiquer des informations tant sur les résultats obtenus dans la protection des filles employées à des travaux domestiques contre l'exploitation économique et l'exploitation sexuelle que sur la mise en œuvre du PANETEM[54].

29. La Commission d'experts de l'OIT a constaté qu'en dépit des mesures déjà prises, la traite des enfants constituait toujours un problème dans la pratique. Elle a demandé instamment au Mali de veiller à ce que les enfants de moins de 18 ans soient protégés contre la vente et la traite, à ce que des enquêtes soient menées et à ce que les auteurs soient poursuivis et condamnés. En outre, compte tenu de l'importance de la traite transfrontière dans le pays, la Commission d'experts de l'OIT a vivement encouragé le Mali à prendre des mesures telles que la mise en place d'un système d'échange d'informations propre à faciliter la mise au jour des réseaux de traite d'enfants et l'arrestation des personnes opérant dans ces réseaux[55].

C. Administration de la justice, y compris impunité, et primauté du droit

30. La Haut-Commissaire a salué la visite qu'ont effectuée en septembre 2012 des représentants de la Cour pénale internationale au Mali pour y mener des enquêtes préliminaires sur les crimes de guerre qui pourraient y avoir été commis[56].

31. En juillet 2012, le Conseil de sécurité a demandé que les auteurs de l'agression perpétrée en mai contre le Président par intérim soient traduits en justice et a appuyé, à cet égard, la mise en place annoncée par le Gouvernement d'une commission d'enquête malienne[57].

32. En septembre 2012, la Haut-Commissaire a fait observer que les autorités de transition devraient enquêter sur les cas d'arrestation et de détention arbitraires, les disparitions forcées et les actes de torture dont auraient fait l'objet des soldats accusés d'avoir pris part à la tentative de contre-coup d'État du 30 avril 2012[58].

33. En juillet 2012, le Conseil des droits de l'homme a appelé à la traduction en justice les auteurs des violations des droits de l'homme et des actes de violence perpétrés dans le nord du Mali[59]. Le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a lui aussi insisté sur la nécessité d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commises tant dans le nord que dans le sud du pays et sur l'importance de demander des comptes aux auteurs de ces violations en tant que condition nécessaire à la réconciliation et à la cohésion sociale[60].

D. Liberté de religion ou de conviction, liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique et droit de participer à la vie publique et politique

34. En septembre 2012, la Haut-Commissaire a indiqué que des non-musulmans auraient été délibérément pris pour cible et tués par des groupes armés dans le nord du Mali[61].

35. En juillet 2012, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de conviction et la Rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels (ci-après les Rapporteurs spéciaux) ont condamné les graves violations du droit à la liberté de religion et de conviction survenues dans le nord du Mali par la destruction de sites religieux importants, notamment de mausolées du site de Tombouctou qui est inscrit au patrimoine de l'humanité. Le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction a fait observer que la destruction de ces mausolées privait les populations locales et les Maliens dans leur ensemble ainsi que le reste du monde d'un patrimoine d'une immense richesse. Les deux Rapporteurs spéciaux ont demandé instamment aux États de veiller à ce que les sites religieux soient pleinement respectés et protégés. Rappelant la résolution sur la protection des sites religieux adoptée en 2001 par l'Assemblée générale des Nations Unies, ils ont appelé toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées à contribuer à cette protection[62].

36. La Haut-Commissaire a indiqué que des militants du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest avaient interdit des actions de santé publique visant à prévenir le choléra, faisant notamment appel à la musique et aux messages radiodiffusés, au motif que la musique et les messages provenant des organismes humanitaires étaient contraires à la charia[63].

37. En 2012, la Haut-Commissaire a fait observer que des femmes non voilées avaient fait l'objet de menaces et d'actes d'intimidation dans le nord du Mali[64].

38. En juillet 2012, le Conseil de sécurité a exhorté tous les acteurs de la crise au Mali à prendre des mesures pour accroître le nombre de femmes associées à la médiation et a souligné l'importance que revêtait la création de conditions propices à la participation et à l'autonomisation des femmes, à toutes les étapes du processus de médiation[65].

39. En octobre 2012, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a constaté que, pour faire progresser les droits de la femme et permettre son autonomisation, des mesures devaient être prises pour promouvoir sa participation à la vie publique. Il a proposé l'instauration d'un quota de 30 % de femmes au Parlement avant les prochaines élections législatives[66].

40. En 2010, l'Équipe des Nations Unies au Mali soulignait que le problème des pressions dont faisaient l'objet les défenseurs des droits des femmes n'était pas abordé, entraînant une démotivation pour soutenir ces causes[67].

41. Le Coordonnateur résident des Nations Unies relevait, en 2009, que la représentation des femmes dans les instances de décision avait connu un certain progrès avec la nomination de femmes à de hautes responsabilités administratives, l'augmentation de leur nombre dans les instances communales ainsi que dans les comités de gestion communautaire[68]. Toutefois, en 2011, il soulignait que malgré les progrès accomplis et même si le Mali avait adopté une politique nationale genre, les femmes restaient encore faiblement représentées dans la vie politique et publique (10 % des sièges à l'Assemblée nationale et 14 % à des postes nominatifs)[69].

E. Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables

42. La Commission d'experts de l'OIT a constaté que les femmes travaillaient essentiellement dans certains secteurs de l'économie tels que le commerce et étaient sous-représentées dans l'industrie textile et la construction, tout comme aux postes de rang élevé. Elle a également constaté que 43 % des femmes étaient employées dans l'économie informelle et que ce pourcentage était en augmentation[70]. La Commission a en outre souligné que les femmes demeuraient cantonnées dans l'économie informelle et l'agriculture, qu'elles exerçaient des activités mal payées et caractérisées par la précarité et qu'elles avaient souvent de la peine à accéder au crédit et aux moyens de production. La Commission d'experts de l'OIT a encouragé le Mali à prendre des mesures pour promouvoir l'accès des femmes à un plus large éventail d'emplois et lui a demandé de s'attaquer aux causes de la concentration des femmes dans l'économie informelle[71].

43. L'Équipe des Nations Unies au Mali notait, en 2010, que les initiatives de création d'emploi ne prenaient pas souvent en compte les relations de genre et contribuaient à maintenir les inégalités. Elle signalait toutefois que des initiatives encourageantes, telles que la création de banques de céréales gérées par les femmes, avaient été prises, en relevant qu'il fallait cependant veiller à ce que les femmes aient davantage de responsabilités dans la gestion et les questions de maintenance[72].

F. Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant

44. En août 2012, le Secrétaire général a appelé l'attention sur les souffrances incommensurables causées par une terrible crise alimentaire et nutritionnelle qui empirait encore[73]. L'UNICEF a constaté que le revenu des ménages dans le nord du Mali était plus faible qu'à l'accoutumée en raison des conséquences de l'insécurité alimentaire et du conflit. Les prix des céréales au niveau local étaient supérieurs à la moyenne sur cinq ans alors que l'accès au marché était difficile, particulièrement pour les ménages ruraux[74].

45. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a indiqué que, dans le sud du Mali, les effets de la sécheresse persistante avaient créé une situation d'insécurité alimentaire et fait perdre leurs moyens de subsistance à quelque 3,5 millions de personnes[75]. Il a ajouté à ce sujet que la situation alimentaire était particulièrement critique du fait qu'une invasion de criquets dans le nord du Mali gagnait du terrain et menaçait la production agricole dans le reste du pays[76]. L'UNICEF a communiqué l'estimation selon laquelle le Mali comptait en juillet 2012 environ 560 000 jeunes enfants risquant de souffrir de malnutrition aiguë, dont 175 000 à 220 000 avaient besoin de traitements indispensables à leur survie. Selon lui, si la plupart des enfants atteints de malnutrition vivaient dans le sud du pays, les conditions prévalant dans le nord avaient considérablement réduit l'accès des familles à l'alimentation, à l'eau et aux soins de santé de base[77].

46. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement demeurait aigu dans tout le pays, ce qui augmentait le risque de contamination par le choléra[78].

47. En 2011, l'Équipe des Nations Unies au Mali soulignait que plus de 80 % de la population était concentrée en milieu rural où le nombre de gens vivant en dessous du seuil de pauvreté était plus important. Il relevait également que les femmes et les enfants constituaient les couches les plus vulnérables et que cette situation était attribuable, en grande partie, aux pesanteurs socioculturelles[79].

48. De plus, l'Équipe des Nations Unies au Mali notait, en 2010, que les changements climatiques pouvaient multiplier les risques de catastrophes non seulement parce que les phénomènes climatiques extrêmes allaient se multiplier et gagner en intensité, mais

également en raison de leurs effets sur les facteurs de vulnérabilité, en particulier l'insécurité alimentaire, la perte des services fournis par les écosystèmes et les nouveaux schémas migratoires[80].

G. Droit à la santé

49. En août 2012, l'UNICEF a constaté des cas de choléra dans le nord du Mali et a souligné qu'une propagation très probable de la maladie était à craindre du fait de la saison des pluies et des mouvements de population liés à l'instabilité politique[81]. Il a également souligné que le manque d'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires exposait les enfants au risque de contracter des affections potentiellement mortelles telles que la diarrhée et la déshydratation.[82]

50. La Haut-Commissaire a appelé l'attention sur le fait que 94 % des dispensaires et des hôpitaux du nord du Mali avaient été détruits ou pillés par les groupes armés, que des programmes de santé essentiels avaient été suspendus et que 90 % du personnel de santé avait quitté le nord du pays pour s'installer dans le sud[83]. L'UNICEF s'est dit préoccupé par le manque de soins qualifiés pour les femmes pendant la grossesse et l'accouchement, qui augmentait le risque de mortalité liée à la maternité et de mortalité néonatale[84].

51. En 2010, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) estimait que le Mali comptait 100 000 personnes vivant avec le VIH/sida[85]. L'Équipe des Nations Unies au Mali notait que la séroprévalence était grande au niveau de certains groupes à risque tels que les femmes, notamment celles engagées dans l'économie informelle ainsi que dans le secteur domestique, les jeunes, les enfants et les handicapés[86]. Le Coordonnateur résident des Nations Unies relevait, en 2010, qu'un plan national pour la prévention du VIH/sida ciblant les jeunes/adolescents avait été élaboré[87]. L'Équipe des Nations Unies au Mali mentionnait, en 2010, qu'une large diffusion d'informations relatives à la prévention efficace du sida, à la lutte contre les fausses croyances concernant la contamination et celle contre l'isolement et la discrimination des personnes infectées avait été menée[88].

52. Le Directeur exécutif de l'ONUSIDA a réitéré son appel à l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant et a encouragé le Mali à poursuivre sur sa bonne lancée en redoublant d'efforts pour permettre la naissance d'une génération sans VIH. En 2008, on estimait en effet à 12 % le pourcentage de femmes enceintes ayant subi un test de dépistage du VIH. En 2008 également, 18 % seulement des enfants nés de mères séropositives avaient bénéficié d'une prophylaxie antirétrovirale pour prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant[89].

H. Droit à l'éducation

53. En août 2012, l'UNICEF a constaté que l'éducation de plus de 300 000 enfants, qui fréquentaient les écoles des régions du nord du Mali (Tombouctou, Kidal et Gao) avant la crise, avait été compromise[90]. Il a souligné que les enfants déscolarisés étaient davantage exposés au recrutement, à la violence et à l'exploitation[91]. Le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a fait observer que la fermeture des écoles dans le nord du Mali engendrée par la fuite de nombreux enseignants privait les enfants de leur droit à l'éducation. Il a ajouté à ce sujet que la pauvreté extrême ainsi que l'absence de perspectives d'emploi et d'éducation augmentaient le risque pour des jeunes gens de tomber aux mains de groupes armés[92].

54. En septembre 2012, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a indiqué que le système éducatif était sous pression dans le sud du Mali en raison de l'afflux depuis

le nord du pays d'écoliers frappés par le conflit. En outre, des écoles avaient été touchées par des inondations ou avaient temporairement servi d'abri à la population locale[93]. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a également indiqué que 14 écoles primaires de Mopti avaient été occupées par des groupes militaires[94].

55. La Commission d'experts de l'OIT a constaté que, s'il avait fait de considérables progrès en matière d'éducation, le Mali était encore loin d'avoir atteint l'objectif de l'enseignement primaire pour tous fixé pour 2015. Elle a souligné que les faibles taux de scolarisation dans le secondaire démontraient qu'un nombre important d'enfants ne poursuivaient pas leur scolarité au-delà du cycle primaire. Considérant que la scolarité obligatoire était l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre le travail des enfants, la Commission d'experts de l'OIT a vivement encouragé le Mali à poursuivre les efforts déployés pour améliorer le fonctionnement de son système éducatif, notamment en augmentant les taux de scolarisation[95].

I. Droits culturels

56. En juillet 2012, le Comité du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a condamné la destruction de sites du patrimoine mondial et a créé un fonds spécial à l'appui des efforts du Mali pour préserver les biens du patrimoine mondial touchés par le conflit dans le nord du pays, notamment les sites de Tombouctou et le tombeau des Askia à Gao[96]. Le Conseil de sécurité a, lui, condamné la profanation, la dégradation et la destruction de sites de caractère sacré, historique ou culturel et a exhorté toutes les parties à prendre les mesures voulues pour assurer la protection des sites maliens inscrits au patrimoine mondial[97]. En juillet 2012, le Conseil des droits de l'homme a lui condamné les pillages, les vols et la destruction des sites culturels et religieux[98].

57. Le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction et la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels ont fait écho à l'appel du Procureur de la Cour pénale internationale demandant aux personnes concernées de cesser leurs attaques délibérées contre des sites religieux historiques, qui pourraient constituer des crimes de guerre. La Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels a fait observer qu'il importait que tous les acteurs présents au Mali et la communauté internationale unissent leurs efforts pour garantir le respect et la protection des droits de la population dans le nord du pays, en particulier leurs droits culturels et leur droit à la liberté de religion ou de conviction. La Rapporteuse spéciale a en outre appelé les pays voisins du Mali à lutter contre le trafic illicite de biens culturels provenant du nord du pays[99].

58. Les Rapporteurs spéciaux ont indiqué qu'une interdiction de la musique avait été décrétée à Tombouctou, Gao et Kidal en avril 2012. Cette interdiction constituait une violation flagrante de la liberté artistique et culturelle et attestait du dessein des groupes armés implantés dans le nord du Mali d'imposer leur vision du monde aux populations locales[100].

J. Personnes déplacées

59. En juin 2012, la Haut-Commissaire a souligné que, dans le nord du Mali, les violations des droits de l'homme et les perturbations touchant les services de base avaient engendré des déplacements massifs de population vers le sud du pays. L'insécurité et les difficultés d'accès aux populations touchées avaient sérieusement entravé les efforts pour remédier à la situation humanitaire et à la situation des droits de l'homme[101]. En juin 2012[102] puis en août 2012, le Secrétaire général a constaté que le conflit avait encore

aggravé une situation humanitaire déjà critique[103]. En juillet 2012, le Conseil de sécurité s'est déclaré profondément préoccupé par la détérioration de la situation humanitaire et par le flux croissant de déplacés et de réfugiés[104]. Le Conseil des droits de l'homme a, quant à lui, demandé instamment à la communauté internationale de continuer à apporter, en concertation avec les autorités maliennes, une assistance humanitaire adéquate aux personnes déplacées[105].

60. En septembre 2012, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a indiqué que près d'un demi-million de personnes avaient dû fuir de chez elles en raison du conflit dans le nord du pays[106]. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Mali comptait 185 889 déplacés[107]. L'UNICEF constatait que 57 % des personnes déplacées recensées à Bamako étaient des enfants et de jeunes adolescents (âgés de 0 à 17 ans)[108].

61. En ce qui concerne les conditions de vie générales des déplacés, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a souligné que l'accès à l'eau potable demeurait un grand sujet de préoccupation[109].

Notes

[1] Unless indicated otherwise, the status of ratifications of instruments listed in the table may be found on the official website of the United Nations Treaty Collection database, Office of Legal Affairs of the United Nations Secretariat, http://treaties.un.org/. Please also refer to the United Nations compilation on Mali from the previous cycle (A/HRC/WG.6/2/MLI/2).

[2] The following abbreviations have been used for this document:

ICERD	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
OP-ICESCR	Optional Protocol to ICESCR
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights
ICCPR-OP 1	Optional Protocol to ICCPR
ICCPR-OP 2	Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women
OP-CEDAW	Optional Protocol to CEDAW
CAT	Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment
OP-CAT	Optional Protocol to CAT
CRC	Convention on the Rights of the Child
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography
OP-CRC-IC	Optional Protocol to CRC on a communications procedure
ICRMW	International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families
CRPD	Convention on the Rights of Persons with Disabilities
OP-CRPD	Optional Protocol to CRPD
CPED	International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance.

[3] Individual complaints: ICCPR-OP 1, art 1; OP-CEDAW, art. 1; OP-CRPD, art. 1; OP-ICESCR, art. 1; OP-CRC-IC, art. 5; ICERD, art. 14; CAT, art. 22; ICRMW, art. 77; and CPED, art. 31. Inquiry procedure: OP-CEDAW, art. 8; CAT, art. 20; CPED, art.33; OP-CRPD, art. 6; OP-ICESCR, art. 11; and OP-CRC-IC, art. 13. Inter-State complaints: ICCPR, art. 41; ICRMW, art. 76; CPED, art. 32; CAT, art. 21; OP-ICESCR, art. 10; and OP-CRC-IC, art. 12. Urgent action: CPED, art. 30.

[4] Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime.

[5] Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field (First Convention); Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea (Second Convention); Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War (Third Convention); Geneva Convention

relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (Fourth Convention); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I); Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Protection of Victims of Non-International Armed Conflicts (Protocol II). For the official status of ratifications, see Federal Department of Foreign Affairs of Switzerland, at www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/intla/intrea/chdep/warvic.html.

[6] International Labour Organization Convention No. 29 concerning Forced or Compulsory Labour; Convention No. 105 concerning the Abolition of Forced Labour; Convention No. 87 concerning Freedom of Association and Protection of the Right to Organise; Convention No. 98 concerning the Application of the Principles of the Right to Organise and to Bargain Collectively; Convention No. 100 concerning Equal Remuneration for Men and Women Workers for Work of Equal Value; Convention No. 111 concerning Discrimination in Respect of Employment and Occupation; Convention No. 138 concerning Minimum Age for Admission to Employment; Convention No. 182 concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour.

[7] Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the Adoption of an Additional Distinctive Emblem (Protocol III). For the official status of ratifications, see Federal Department of Foreign Affairs of Switzerland, at www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/intla/intrea/chdep/warvic.html.

[8] International Labour Organization Convention No. 169, concerning Indigenous and Tribal Peoples in Independent Countries and International Labour Organization Convention No.189 concerning Decent Work for Domestic Workers.

[9] Report of the Secretary-General on the Activities of the United Nations Office for West Africa (S/2012/510), para. 24.

[10] Security Council resolution 2056 (2012), preambular paragraph 3 and para. 4.

[11] S/2012/510, para. 15.

[12] Oral report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the human rights situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012.

[13] S/2012/510, paras. 27 and 30.

[14] Security Council press statement on Mali and Sahel, 21 September 2012 (SC/10772-AFR/2443).

[15] Oral report of the High Commissioner for Human Rights on the Human Rights situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012.

[16] Security Council resolution 2056 (2012), preambular paragraph 9.

[17] See verbatim report of the 6820th meeting of the Security Council, 8 August 2012, S/PV.6820, p. 2.

[18] "Pillay Calls for major efforts to halt human rights abuses in Mali", Press Release, 27 March 2012, available from www.ohchr.org/EN/NewsEvents; opening statement by Navi Pillay, High Commissioner for Human Rights to the Human Rights Council, twentieth special session, 18 June 2012, p. 3, available from www.ohchr.org/EN/NewsEvents; oral report of the High Commissioner for Human Rights on the Human Rights Situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012, available from http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12486&LangID=E.

[19] Security Council resolution 2056 (2012), para. 13.

[20] Human Rights Council resolution 20/17, paras. 2 and 3, and Human Rights Council resolution 21/25, paras. 1 and 2.

[21] *Revue à mi-parcours du Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement du Mali (UNDAF 2008-2012)* (Bamako, décembre 2010), p. 10, et Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), *2010 Resident Coordinator Annual Report – Mali*, p. 2.

[22] Ibid, p. 10. See also GNUD, *2009 Resident Coordinator Annual Report – Mali*, p. 4.

[23] According to article 5 of the rules of procedure for the International Coordination Committee (ICC) Sub-Committee on Accreditation, the different classifications for accreditation used by the Sub-Committee are: A: Voting Member (fully in compliance with each of the Paris Principles), B: Non-Voting Member (not fully in compliance with each of the Paris Principles or insufficient information provided to make a determination); C: No Status (not in compliance with the Paris Principles).

[24] The following abbreviations have been used for this document:

CERD	Committee on the Elimination of Racial Discrimination
HR Committee	Human Rights Committee
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination against Women

CAT Committee against Torture
SPT Subcommittee on Prevention of Torture.

[25] Human Rights Council resolutions 20/17, p. 2, and 21/25, p. 2.
[26] Concluding observations of the HR Committee, CCPR/CO/77/MLI, para. 22.
[27] Response by State party to the concluding observations of the HR Committee, CCPR/CO/77MLI/Add.1.
[28] For the titles of special procedures, see www.ohchr.org/EN/HRBodies/SP/Pages/Themes.aspx and www.ohchr.org/EN/HRBodies/SP/Pages/Countries.aspx.
[29] Oral report of the High Commissioner for Human Rights on the human rights situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012.
[30] OHCHR, News Release, "Violence in Northern Mali Becoming Systematic Say Leading UN Human Rights Official".
[31] Oral report of the High Commissioner for Human Rights on the human rights situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012, p. 2.
[32] GNUD, *2011 Resident Coordinator Annual Report – Mali*, p. 2.
[33] GNUD, *2011 Resident Coordinator Annual Report – Mali*, p. 2.
[34] *Revue à mi-parcours du Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement du Mali (UNDAF 2008-2012)*, p. 24.
[35] OCHA, "Mali Complex Emergency, Situation Report No. 15", 11 September 2012, pp. 1–2.
[36] S/2012/510, para. 15.
[37] Oral report of the High Commissioner for Human Rights on the Human Rights Situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012.
[38] "Violence in Northern Mali Becoming Systematic Say Leading UN Human Rights Official".
[39] Ibid.
[40] Ibid.
[41] Oral report of the High Commissioner for Human Rights on the Human Rights Situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012.
[42] UNICEF, press note, "Violence against children mounting in Mali", Bamako/Geneva, 6 July 2012.
[43] "UNICEF Mali Situation Report", 28 August 2012.
[44] "UNICEF Raises the Alarm in Mali over Recruitment of Children", news note, Bamako/Geneva/Dakar, 17 August 2012. Available from http://unicef.org/media/media_65568.html.
[45] Oral report of the High Commissioner for Human Rights on the Human Rights Situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012.
[46] "Violence in Northern Mali Becoming Systematic Say Leading UN Human Rights Official".
[47] UN News Centre, "Ban warns of 'perfect storm' of crisis confronting Sahel Region of Africa", New York, 26 September 2012.
[48] Revue à mi-parcours du Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement du Mali (UNDAF 2008-2012), Bamako, décembre 2010, p. 23.
[49] UNFPA, *Global Consultation on Female Genital Mutilations/Cutting* (New York, 2009), p. 50.
[50] UNFPA-UNICEF Joint Programme on Female Genital Mutilation/Cutting, *Accelerating Change, Annual Report 2011* (New York, 2012), p. 4.
[51] Ibid. p. 21.
[52] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Observation concerning ILO Minimum Age Convention, 1973 (No. 138), adopted 2011, published 101st ILC session (2012), first paragraph. Available from www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:13100:0:NO:13100:P13100_COMMENT_ID:2699963.
[53] Understanding Children's Work: An Inter-Agency Research Cooperation Project, Comprendre le travail des enfants au Mali (ILO, UNICEF and World Bank, 2009), pp. 25–26.
[54] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Observation concerning ILO Minimum Age Convention, 1973 (No. 138), adopted 2011, published 101st ILC session (2012), second paragraph. Available from www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:13100:0::NO:13100:P13100_COMMENT_ID:2699963.
[55] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Observation concerning ILO Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182), adopted 2011, published 101st ILC session (2012), first and second paragraphs. Available from www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:13100:0::NO:13100:P13100_COMMENT_ID:2700638.

[56] Oral report of the High Commissioner for Human Rights of the human rights situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012.
[57] Security Council resolution 2056 (2012), para. 5.
[58] Oral report of the High Commissioner for Human Rights of the human rights situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012.
[59] Human Rights Council resolution 20/17, para. 2.
[60] "Violence in Northern Mali Becoming Systematic Say Leading UN Human Rights Official".
[61] Oral report of the High Commissioner for Human Rights of the human rights situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012.
[62] "A very dark future for the local populations in Northern Mali' warn UN experts", press release, Geneva, 10 July 2012. Available from http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12337&LangID=E. See also oral report of the High Commissioner for Human Rights of the human rights situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012.
[63] Oral report of the High Commissioner for Human Rights of the human rights situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012.
[64] Ibid.
[65] Security Council resolution 2056 (2012), para. 26. See also the oral report of the High Commissioner for Human Rights of the human rights situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012, p. 3.
[66] "Violence in Northern Mali Becoming Systematic Say Leading UN Human Rights Official".
[67] *Revue à mi-parcours du Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement du Mali (UNDAF 2008-2012)*, p. 23.
[68] GNUD, *2009 Resident Coordinator Annual Report – Mali*, p. 6.
[69] GNUD, *2011 Resident Coordinator Annual Report – Mali*, p. 2.
[70] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Direct Request concerning ILO Discrimination (Employment and Occupation) Convention, 1958 (No. 111), adopted 2008, published 98th ILC session (2009), third paragraph. Available from www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:13100:0::NO:13100:P13100_COMMENT_ID:2304231.
[71] Ibid.
[72] *Revue à mi-parcours du Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement du Mali (UNDAF 2008-2012)*, pp. 24–25.
[73] S/PV.6820, p. 2.
[74] UNICEF, "Mali Situation Report", 28 August 2012, p. 2.
[75] OCHA, "Mali: It only costs around US$100 to prevent a child from dying from severe acute malnutrition", 30 August 2012. Available from www.unocha.org/top-stories.
[76] UN News Centre, "Over 435,000 Malians displaced as country faces complex emergency – UN", 16 August 2012.
[77] UNICEF, "Violence against children mounting in Mali".
[78] OCHA, "Mali – Complex Emergency Situation Report No. 13", 14 August 2012, p. 2.
[79] *Revue à mi-parcours du Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement du Mali (UNDAF 2008-2012)*, p. 37.
[80] Ibid., pp. 35–36.
[81] UNICEF, "Mali Situation Report", 28 August 2012, pp. 3–4.
[82] UNICEF, "As the crisis in Mali worsens, UPS and UNICEF deliver humanitarian aid", Bamako, Mali, 21 August 2012. Available from http://www.unicef.org/infobycountry/mali_65574.html.
[83] Oral report of the High Commissioner for Human Rights on the human rights situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012.
[84] UNICEF, "Mali instability increases health risks for children and mothers", news note, Press Centre, Bamako, 22 May 2012. Available from www.unicef.org/media.
[85] UNAIDS, "UNDP and UNAIDS Joint Mission to Mali Continues", 3 May 2010. Available from www.unaids.org.
[86] *Revue à mi-parcours du Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement du Mali (UNDAF 2008-2012)*, pp. 20-21.
[87] GNUD, *2010 Resident Coordinator Annual Report – Mali*, p. 3.
[88] *Revue à mi-parcours du Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement du Mali (UNDAF 2008-2012)*, p. 22.

[89] UNDP and UNAIDS, "Joint Mission to Mali Concludes, Feature Story", 6 May 2010. Available from www.unaids.org.
[90] UNICEF, "Mali Situation Report", 28 August 2012, p. 1.
[91] UNICEF, "Violence against children mounting in Mali".
[92] "Violence in Northern Mali Becoming Systematic Say Leading UN Human Rights Official".
[93] OCHA, "Mali – Complex Emergency Report No. 15", 11 September 2012, p. 5.
[94] OCHA, "Mali – Complex Emergency Situation Report No. 16", 26 September 2012, p. 5.
[95] ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations, Observation concerning ILO Minimum Age Convention, 1973 (No. 138), adopted 2011, published 101st ILC session (2012), seventh and ninth paragraphs. Available from www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:13100:0::NO:13100:P13100_COMMENT_ID:2699963.
[96] UNESCO, "Creation of a Special Fund for the Safeguarding of Mali's World Heritage Sites", press release, 24 July 2012. Available from http://www.unesco.org/new/en/media-services/single-view/news/.
[97] Security Council resolution 2056 (2012), p. 2 and para. 16, p. 4, 5 July 2012. See also "Resolving Mali crisis requires 'Holistic and comprehensive' approach, not partial disconnected measures, Secretary-General tells Security Council", SG/SM/14450-SC/10738-AFR/2428, Department of Public Information, News and Media Division, New York, 8 August 2012. See also oral report of the High Commissioner for Human Rights of the human rights situation in Mali, twenty-first session of the Human Rights Council, 17 September 2012.
[98] Human Rights Council resolution 20/17, para. 2.
[99] "'A very dark future for the local populations in Northern Mali', warn UN experts".
[100] Ibid..
[101] Opening statement by Navy Pillay, High Commissioner for Human Rights, to the Human Rights Council twentieth special session, 18 June 2012.
[102] Security Council resolution 2056 (2012), p. 2.
[103] SG/SM14450-SC/10738-AFR/2428. See also UNHCR website.
[104] Security Council resolution 2056 (2012), p. 2.
[105] Human Rights Council resolution 20/17, para.
[106] OCHA, "Mali – Complex Emergency Situation Report No. 15", 11 September 2012, p. 2.
[107] UNHCR, "Mali Situation Update", No. 10, 7 September 2012, p. 2.
[108] UNICEF, "Mali Situation Report", 28 August 2012, p. 1.
[109] OCHA, "Mali – Complex Emergency Situation Report No. 13", 14 August 2012, p. 2.

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

ADDA, J. (1996). La mondialisation de l'économie 1. Genèse. 124. Paris: Collection Repères, La Découverte.

ADDA, J. (1997). La mondialisation de l'économie 2. Problèmes . 124 pages. Paris: Collection Repères, La Découverte.

JEAN MATRINGE. (1996). Tradition et modernité dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples: étude du contenu normatif de la Charte et de son apport à la théorie du droit international des droits de l'homme. 137 pages. Ed Bruylant

MAURICE KAMTO, NAVANETHEM PILLAY. (2011). La charte africaine des droits de l'homme et des peuples et le protocole y relatif portant création de la Cour afri1caine [sic] des droits de l'homme. Volume 67 de Collection de droit international. 1628 pages. Ed Bruylant.

HORACE ADJOLOHOUN. (2011). Droits de l'homme et justice constitutionnelle en Afrique: le modèle béninois : à la lumière de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples. 193 pages. Ed L'Harmattan.

PAUL TAVERNIER. (2008). Regards sur les droits de l'Homme en Afrique: actes du Colloque du 23 novembre 2006 à la Faculté Jean Monnet à Sceaux. Presses universitaires de Sceaux. Collection Presses universitaires de Sceaux. 306 pages. Ed L'Harmattan.

Théodore Ottro Abie. (2009). De l'Union africaine à un État fédéral africain. Collection Points de vue. 128 pages. Ed L'Harmattan.

Fatsah Ouguergouz. (2003). The African Charter of Human and People's Rights: A Comprehensive Agenda for Human Dignity And Sustainable Democracy In Africa. 1016 pages. Ed Martinus Nijhoff Publishers

Donald K. Anton, Dinah L. Shelton. (2011). Environmental Protection and Human Rights. 1124 pages. Ed Cambridge University Press.

Jean Didier Boukongou. (2007). Protection des droits de l'homme en Afrique: manuel des formateurs. Collection Apprendre. 195 pages. Ed Presses de l'UCAC

Herménégilde-Richard Gueret-Gbagba. (2006). Les droits de l'homme dans la prévention et la résolution des conflits en Afrique subsaharienne. 499 pages. Ed Atelier national de reproduction des thèses.

Benoît Saaliu Ngom. (1984). Les droits de l'homme et l'Afrique. 113 pages. Ed Silex

Charles Ntampaka. (2005). Introduction aux systèmes juridiques africains. Volume 26 de Travaux de la Faculté de droit de Namur. 190 pages. Ed Presses universitaires de Namur.

Sidiki Kaba. (1996). L'avenir des droits de l'homme en Afrique à l'aube du XXIè siècle. 198 pages. Ed Panafrican Systèmes

OUMAR BA. (1993). La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples: analyse juridique. Volume 152 de Diplôme d'études supérieures / IUHEI. 60 pages. Ed IUHEI

KEBA MBAYE. (1992). Les droits de l'homme en Afrique. 312 pages. Ed A. Pedoné

SOLANGE NGONO. (2002). LE PROCÈS PÉNAL CAMEROUNAIS AU REGARD DES EXIGENCES DE LA CHARTE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES. 312 pages. Ed L'Harmattan.

EVELYN A. ANKUMAH. (1995). La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples: pratique et procedures. 248 pages. Ed Société Africaine de droit international et comparé.

BARNABE GEORGE GBAGO. (2001). LE BÉNIN ET LES DROITS DE L'HOMME. 266 pages. Ed L'Harmattan.

MUTOY MUBIALA. (2005). Le système régional africain de protection des droits de l'homme. Volume 59 de Organisation internationale et relations internationales. 299 pages. Ed Bruylant.

C. MONTESQIEU de l'esprit des lois, 1748, livre X1, chapitre 6, PARIS, NATHAM, 1999, pages 104

D. BREILLART, Libertés publiques et droits de la personne humaine, PARIS, GUALIMO, Ed 2003, pages 77-82.

J. RIVERRO, Les libertés publiques, PARIS, PUF, 1978, P. 52;

D. LOCHAK, les droits de l'homme, PARIS, La découverte, 2005, page 17.

J. MOUNGHAM, les droits de l'homme, PARIS, PUF, 2003, page 24;

R. SAYEGH, l'évolution millénaire des droits hummains, une approche de 5000 ans, LAUVIN. La merve 2000, page 63

ADEDEJI, A. (1980, avril 15-20). Perspectives de coopération et intégration économique. *Colloque de Conakry*. Conakry.

Agence gouvernementale de la Francophonie (AGF). (2003, Octobre 06-10). sensibilisation au droit communautaire de l'UEMOA. *Actes du séminaire sous régional de Ouagadougou,*. Ouagadougou.

ALBERT , S., & HANS GEORG , E. (2005). La réforme du secteur de la sécurité et le rétablissement de la paix après les conflits. 370. BROCHEE, SL.

ALBERT , S., & RAMESH, T. (2005). Le Kosovo, ou l'intervention humanitaire au défi. Indignation, actions collectives et la citoyenneté internationale. 600. BROCHEE, SL.

ANDREW, F. (2005). Test of Global Governances. 400. BROCHEE, SL.

ANDREW, F., JOHN, E., & RAMESH, T. (2005). Mettre en valeur la gouvernance mondiale. Faut-il une nouvelle diplomatie? 320. BROCHEE, SL.

ATUL, K., CHUNG-IN, M., & GEORG, S. (2005). L'Etat, les marchés et le principe d'une croissance équitable. Le développement au 21e siècle. 306. BROCHEE, SL.

AUBY, J., & DRAGO, R. (s.d.). Traité de contentieux administratif. pp. 441-443. LGD Tome 2.

BADIE, B. (2004). Droits de l'homme et diplomatie. 324. France: FAYARD.

BAHAREH, H. (2009). Le rôle des droits de l'homme dans les relations extérieures de l'Union européenne. *Thèse de doctorat*. Université d'Aix Marseille 3.

BANA, K. (1995). ., Pour une Afrique pédagogique des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique au seuil du XXIème siècle (contribution à l'éducation et l'information pour la promotion et la défense des libertés fondamentales). Paris: SD.

BARRY, H., & KRISHNAN, S. (2005). La finance internationale et les pays en voie de développement pendant une année de crise. *Colloque de 1997 aux Nations Unies*, 144. BROCHEE.

BARRY, H., FEDERICA , P., & KRISHNAN, S. (2005). Financer le développement. Les propositions du secteur économique et de la société civile. 192 p. BROCHEE, SL.

BATCHASSI, Y., & YOUGBARE, R. (1999, Juin). Les actes additionnels de l'UEMOA. Analyse juridique. *Cahier du Centre d'Etudes Européennes et de l'intégration (Centre Emile NOEL)*.

BECART, A. (1997, Mai). Intégration et développement : bilan et perspectives de la zone franc en Afrique. Ed. L'Harmattan.

BERGE, E. (1993). L'intégration économique en Afrique de l'Ouest : problèmes et stratégies. *Revue d'économie du développement, n°2*, pp 51-_é.

BIDAULT , M. (1997). Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Analyse d'une dynamique institutionnelle. 230 p. Paris: MONTCHRESTIEN.

BOSSE-PLATIERE. (1993). Article 3 du traité UE : Recherche sur une exigence de cohérence de l'action extérieure de l'union européenne. Bruxelle: Bruyant.

BOTIVEAU, B. (s.d.). Loi islamique et droit dans les sociétés arabes : mutations des systèmes juridiques du Moyen-Orient. 379 p. Paris: KARTHALA.

BOTOKO-CLAESEN, C. (2002). L'identité européenne des droits de l'homme à l'épreuve des engagements universels. *Thèse de doctorat*. Université de Picardie.

BOUREL , P. (2007). A propos de l'OHADA : Libres opinons sur l'harmonisation du droit des affaires en Afrique. *(n°14)*. Recueil DALLOZ.

BOUTROS BOUTROS-GHALI. (1998). Paix, développement, démocratie. Bruxelle: Bruylant.

BOUTROS BOUTROS-GHALI. (2002). L'interaction démocratie et développement. Unesco.

BRADNEE , C., & JESSICA, F. (2005). *, Pour une réforme de la gouvernance environnementale. Des limites institutionnelles aux réformes innovatrices*, 300 p. BROCHEE, SL.

BRADNEE, C. (2005). , Interconnexions : Le protocole de Kyoto et les régimes de commerce et d'investissement internationaux. 300 p. BROCHEE, SL.

BRAIBANT, G. (2005). La charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. 317 p. Paris: SEUIL.

BRIGITTE, S. (2005). Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. La politique de la France. 144 p. BROCHEE, SL.

CABRILLAC , R., FRISON-ROCHE, & REVET , T. (2005). Libertés et droits fondamentaux. *14ème*. Dalloz.

CAMMILLERI-SUBRENAT, A. (2010). Le droit de la politique européenne de sécurité et de défense dans le cadre du traité de Lisbonne . Paris: Lavoisier.

CATTANEO , O. (2002). ., La stratégie d'influence de l'Union européenne 2. Quelles ambitions pour la politique commerciale de l'Union Européenne. Paris: IFRI.

CECILY , N., & MARKKU , T. (2005). Le développement économique rural. Une comparaison géographique de restructuration de communautés rurales. 382 p. BROCHEE, SL.

CEFOD. (2005). Les droits de l'homme et les devoirs du citoyen. 52 p. N'Djamena: CEFOD.

CEREEXHE , H., & HARDY, L. (1997). Introduction de l'union monétaire ouest africaine. *6ème éd.*, pp 603-610. Bruxelle: De Boeck & Larcier.

CHADWICK , F. (2005). L'avenir du système des Nations Unies. Les enjeux au 21e siècle. 400 p. BROCHEE, SL.

CHARLES , A., EMANUEL , A., JEAN-MARC, C., & YUEN FOONG , K. (2005). D'un pouvoir à l'autre. Le changement paisible de l'ordre international,. 192 p. BROCHEE, SL.

CNDH. (1999). La Déclaration universelle des droits de l'homme, 1948-1998 Avenir d'un idéal commun (Acte de colloque international d'ouverture des célébrations du 50e anniversaire de la DUDH). 415 p. Paris: La documentation française.

COHEN-JONATHAN , G. (1989). La protection internationale des droits de l'homme dans le cadre des organisations régionales. *coll. « Documents d'étude. Droit international public »*. Paris: La documentation française.

Commission de l'UEMOA. (2004, novembre). Pour une nouvelle vision de l'enseignement supérieur : Intégration, Pertinence et Qualité. *Rapport intermédiaire de la phase 1 Synthèse et options d'appui*. UEMOA.

Commission de l'UEMOA. (2011, juin). L'UEMOA EN 2020. *RAPPORT DU PANEL DE HAUT NIVEAU*. Ouagadougou: UEMOA.

CONAC , G., JEAN , D., & CHRISTINE , D. (1998). Constitutions africaines publiées en langue française. 458 p. Bruxelles: BRUYLANT.

CONSTANTIN , S. (1985). LA Communauté Européenne et ses Etats membres dans les enceintes internationales. Paris: PUF.

CONTARTESE , C. (2010). La participation de l'Union Européenne aux organisations internationales . Strasbourg: Thèse de l'Université de Strasbourg.

COT , J., & PELLET , A. (2005). La Charte des Nations Unies : Commentaire article par article. 2351 p. Paris: ECONOMICA.

DAILIER , P., & PELLET , A. (s.d.). Droit International public. *7ème éd.* LGDJ.

DAVID , C., & ALBERT , S. (2005). La prévention des conflits. Un chemin vers la paix ou une immense illusion. 308 p. BROCHEE, SL.

DAVID , M. (2005). Lieux à risques et périls. Les méga-cités et les désastres en transition. 552 p. BROCHEE, SL.

DAVID, E. (2002). Principes de droit des conflits armés. 994 p. Bruxelles: BRUYLANT.

DAVID, P. (2005). Les droits de l'homme et la politique étrangère comparative. 360 p. BROCHEE, SL.

DAVID, R. (2006). Droit international public. Paris: DALLOZ.

DDC-Suisse, & Fondation Charles Léopold Mayer . (2007). PROFILS DE GOUVERNANCE, un diagnostic de la gouvernance en Afrique à partir des expériences concrètes d'acteurs. *Cahier n° 2007-02*, 112 p.

DE WILDE d'ESTEMAEL , T. (1998). La dimension politique des relations économiques extérieures de la communauté Européenne -sanction et incitant économiques comme moyens de politique étrangères . Bruxelles: Bruylant.

DECAUX, E. (1999). Le droit face au racisme. 172 p. Paris: PEDONE.

DECAUX, E. (2010). Droit international public. *7ème éd;*. DALLOZ.

DECAUX, E. (2011, janvier 17 - 21). Le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme. *Sixième session*. CDH, Comité consultatif.

DECAUX, E. (s.d.). Justice et droits de l'homme. *XXVIIIE congrès de L'IDEF*.

DENYS de , B. (1996). Hiérarchie des normes et hiérarchie des fonctions normatives de l'Etat. 555 p. France: Economica.

DEVIN , G., & SMOUTS , M. (2011). Les organisations internationales. Coll. U, Armand Colin.

DOMINIQUE , C. (2005). Droit international. Paris: PEDONE.

DUPUY, P. (2004). Droit international public. 811 p. Paris: DALLOZ.

DUSSEY , R. (2008). L'Afrique malades de ses hommes politiques. *2ème éd.* Jean Picollec.

EDWARD , N., & ROLAND , R. (2005). Le rôle des Nations Unies dans la promotion de la démocratie : Des idéaux à la réalité. 352 p. BROCHEE, SL.

ENDA SYNFEV. (s.d.). *La marche inachevée des droits des femmes.* Récupéré sur http://synfev.enda.sn/droitsfemmes.html

ERNEST , A., JULIUS , C., MACHIKO , N., & BEATRICE , W. (2005). L'Asie et l'Afrique au sein de l'économie mondiale. 428 p. BROCHEE, SL.

FAVRET , J. (2003). l'essentiel de l'UE et du droit communautaire. *5è éd* . Gualino éditeur.

FIALAIRE , J., MONDIELLI , E., & GRABOY-GROBESCO, . (2012). Libertés et droits fondamentaux. *2° Ed*. Coll. Universités-Droit.

FLAESH-MOUGIN , C. (2005). Union Européenne et sécurité -aspects interne et externe . Bruxelles: Bruylant.

FLAUSS , J. (2003). Les nouvelles frontières du droit international humanitaire. 218 p. Blegique: BRUYLANT.

FRITOJ , C., & GUNTER , P. (2005). Changement de direction dans l'entreprise : vers le développement durable. 192 p. BROCHEE, SL.

FROUVILLE , O. (2004). L'intangibilité des droits de l'homme en droit international. 561 p. Paris: PEDONE.

FU-CHEN, L., & PETER , J. (2005). La mondialisation et le développement durable des villes de la région de l'Asie pacifique. 536 p. BROCHEE, SL.

FU-CHEN, L., & YUE-MAN, Y. (2005). La mondialisation et le monde des grandes cités. 536 p. BROCHEE, SL.

GARY , P. (2005). Le rôle de l'Organisation Mondiale du Commerce dans la gouvernance mondiale. 306 p. BROCHEE, SL.

GARY , P., & STEPHEN , W. (2005). Régionalisme, politique internationale multilatérale et intégration économique. 380 p. BROCHEE, SL.

GARY , P., & W. B. C. (2005). Le commerce, l'environnement et le millénaire. 452 p. BROCHEE, SL.

GEOPOLITIQUE DE LA FAIM. (2000). 404 p. France: PUF.

GIS, Groupement Economie Mondiale, & Tiers Monde, Développement. (1994). L'Intégration régionale dans le monde : innovations et ruptures. 305 p. Paris: KARTHALA.

GNESOTO , N. (2011). L'Europe a-t-elle un avenir stratégique ? Paris: Armand colin.

GUILLOMONT , F., GUILLOMONT , S., & GIRADIN , E. (1993). L'intégration économique : un nouvel enjeu pour la zone Franc . *(2)*, pp 83-103. Revue d'économie de développement.

GUTIERREZ , R. (2011). La politique étrangère Européenne : contribution à l'analyse d'une diplomatie européenne commune de l'Union Européenne. *thèse de doctorat*. Université de Montpelier 1.

HAMONIC , A. (2007). L'Union européenne à l'ONU- perspectives ouvertes par le traité constitutionnel. Apogée, Université de Rennes 1.

HANS , V., BRENDAN , B., JULIUS , C., & JERRY , V. (2005). Le développement humain et l'environnement : Les Nations Unies et les défis du nouveau millénaire. 324 p. BROCHEE, SL.

HARDY , L. (1996). introduction à l'Union monétaire ouest africaine. Bruxelles: De Boeck & Larcier.

HARLOD , B., HELEN , P., & MURIEL , B. (2005). La diversité de l'agriculture : Apprendre avec les agriculteurs du monde entier. 368. BROCHEE, SL.

HCDH. (1994). Formation aux droits de l'homme. 19 p. Genève: NATIONS UNIES.

HCDH. (1997). Droits de l'homme et applications des lois. 228. Genève: NATIONS UNIES.

HCDH. (1999). Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004). 37 p. Genève: NATIONS UNIES.

HCDH. (2002). Abolir l'esclavage et ses formes contemporaines. 63 p. Genève: NATIONS UNIES.

HCDH. (2002). Droits de l'Homme : Recueil d'instruments internationaux. *Volume 1 (première partie)* , 536 p. Genève: United Nations publications.

HCDH. (2002). Droits de l'Homme : Recueil d'instruments internationaux. *Volume 1 (deuxième partie*, 1090 p. Geneva: United Nations publications.

HCDH. (2004). Sélection de décisions du comité des droits de l'homme prises en vertu du protocole facultatif. *Volume4*, 148 p. Genève : NATIONS UNIES.

HEATHER , L. (2005). La résolution des conflits concernant les ressources d'eaux douces transfrontalières. Théorie, pratique et références annotées. 336 p. BROCHEE, SL.

HELLRIEGEL, D., & WOODMAN, J. (1992). Management des organismes. *collection Management*, 693 p. De Boeck Larcier.

HENRI , O., & JACQUES , R. (2004). Libertés Fondamentales et droits de l'homme. *6ème éd.*, 814 p. France: Montchrestien.

IAN , M., JEAN , B., & TAKASHI , I. (2005). Démocratie, gouvernance et performance économique : Asie de l'Est et du Sud-est. 372 p. BROCHEE, SL.

IBRIGA , L. (1999, janvier). L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) une nouvelle approche de l'intégration économique régionale en Afrique de l'Ouest. *Annuaire Africain de Droit international*.

IBRIGA , L., & COULIBALY, A. (1999). Droit communautaire ouest africain. *collection précis de droit burkinabé*, pp 37-43.

IGUE, J. O. (1995). Le territoire et l'Etat en Afrique. Les dimensions spatiales du développement. 272 p. Paris: KHARTALA.

ISAAC, G. (1983). Droit communautaire général. Paris: Masson.

ISAAC, G. (1996). Droit communautaire général. *5ème éd.* Bruxelles: Armand Colin.

ISABELLE , G., & SARBULAND , K. (2005). La mondialisation : Le dialogue sur le développement des Nations Unies. Les finances, le commerce, la pauvreté, le maintien de la paix. 232 p. BROCHEE, SL.

JACQUES , F., & ERIC , M. (2005). Les libertés et droits fondamentaux en QCM. 124 p. Paris: Ellipses.

JAMES , K. (2005). La longue route vers la reprise. La communauté face aux désastres industriels. 308 p. BROCHEE, SL.

JEAN , C., & SERGE , S. (1995). Droit international public. Paris: MONTCHRESTIEN.

JEAN-MARC, C., & DANIEL , W. (2005). L'éthique et les affaires internationales. Etendue et limites,. 288 p. BROCHEE, SL.

JEAN-MARC, C., & VEIJO , H. (2005). La légitimité des organisations internationales. 588 p. BROCHEE, SL.

JEAN-MARC, C., MICHAEL , W., & ANNE-MARIE, G. (2005). La mondialisation des droits de l'homme. Le système des Nations Unies au 21e siècle. 220 p. BROCHEE, SL.

JEANNE , X., & ROGER , E. (2005). Le risque environnemental mondial. 592 p. BROCHEE, SL,.

JOEL , R. (2005). La coopération pour le développement dans la pratique. Les volontaires des Nations Unies au Népal. 160 p. BROCHEE, SL.

JOHN , H., & KHALIL , A. (2005). La mondialisation et les pays en développement. 336 p. BROCHEE, SL.

JUHA , I., & ASIT , K. (2005). De l'eau pour les régions urbaines. Défis et perspectives. 244 p. BROCHEE, SL.

KANKWENDA , M. (2000). La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne. 473 p. Paris: Ed. Économica.

KASSE , M. (2003). Intégration et partenariat en Afrique : de l'UEMOA au NEPAD. 254 p. Yaoundé: Ed. Silex/Nouvelles du Sud.

KEITH , K., & ANDY , W. (2005). L'Etat, la société et le système des Nations Unies. Les perspectives changeantes des relations multilatérales. 268 p. BROCHEE, SL.

KI-ZERBO, J. (2007). Repères pour l'Afrique. Dakar: Ed. Silex/Nouvelles du Sud.

KUMAR , R., & MARCIAL , R. (2005). Les relations entre la culture et la violence. 292 p. BROCHEE, SL.

LA POLITIQUE EN AFRIQUE NOIRE. Le haut et le bas. (1981). 159 p. Paris: KARTHALA.

LAFARGUE, P. (1880). Le droit à la paresse. Paris: 12 Broché.

LAGELEE , G., & MANCERON , G. (1998). La conquête mondiale des droits de l'homme. *Recueil de textes*, 537 p. Paris: UNESCO.

LALUMIERE, C. (2001). *Coopération internationale et droits de l'homme.*

LAPORTE , B. (1996, septembre). L'intégration monétaire avant l'intégration commerciale : le cas de l'Afrique de l'Ouest. *Revue de l'économie de développement(n°3)*.

LAQUEUR , W., & RUBIN , B. (1989). Anthologie des droits de l'homme. 594 p. Paris: NOUVEAUX HORIZONS.

LAURIE , D., ELLEN , M., & SARA, M. (2005). Qui a faim ? Et comment pouvons-nous en être informés ? Pénurie, pauvreté et privation. 200 p. BROCHEE, SL.

LEAH , L. (2005). Droits DE l'homme. Questions et réponses. 224 p. Paris: Editions UNESCO.

LEELA , D. (2005). Les femmes et la relation entre les membres d'un groupe familial : Perspectives comparatives sur les comportements sexo spécifiques en Asie du sud et en Asie du Sud-est. 212 p. BROCHEE, SL.

LENOIR , N., & MATHIEU , B. (2004). Les normes internationales de la bioéthique. 128 p. Paris: PUF.

LIBERTE JUSTICE TOLERANCE. (2004). *Mélange en hommage au doyen Gérard Cohen-Jonathan, Vol. 1*, 855 p. Belgique: BRUYLANT.

LIBOR , J., MARIN , J., & HAUSHILA , P. (2005). Gestion durable des eaux de source. Résultats des travaux effectués en Inde et en Afrique. 320 p. BROCHEE, SL.

LINDA , A. (2004). Les droits de l'homme dans le droit international. 172 p. France: NOUVEAUX HORIZONS.

LOIC , C. (1997). Découvrir la justice. 259 p. Paris: DALLOZ.

LONG, M., WEIL, P., DELVOVE, P., & GENEVOIS, B. (2005). Les grands arrêts de la jurisprudence administrative. 974 p. France: DALLOZ.

MARIAN , F. (2005). Améliorer le bien-être familial. Le développement de l'enfant dans le contexte social général. 268 p. BROCHEE, SL.

MARIE , S., & GILLIAN , R. (2005). Recherche au sein des sociétés déchirées par la violence. Problème d'éthique et de méthodologie. 240 p. BROCHEE, SL.

MBAYE , K. (2002). Les droits de l'homme en Afrique. 386 p. Paris: PEDONE.

MEYER , P. (1987). Droit international privé. 653 p. Paris.

MEYER , P., & IBRIGA , L. (s.d.). La place du droit communautaire UEMOA dans le droit interne des Etats membres. *(n°37)*, p 28. Ouagadougou: Revue burkinabé de droit (RBD).

MICHEL , B. (2006). L'art de la thèse. 196 p. Paris: Ed. la Découverte.

MIKIYASU , N. (2005). Les eaux internationales en Afrique australe. 316 p. BROCHEE, SL.

MILLET-DEVALL, A. (2010). L'Union européenne et le droit international humanitaire. *Colloque Nice 18 et 19 juin 2009*. PEDONE.

MOHAMED , E. (1986). Les garanties fondamentales de la personne en droit humanitaire et droits de l'homme. 258 p. Netherlands: MARTINUS NIJHOFF PUBLISHERS.

MORIN, J. (1998). Libertés et droits fondamentaux. 726 p. Bruxelles: BRUYLANT.

MUTHIAH , A., & TAKASHI , I. (2005). La gestion de la sécurité internationale et les Nations Unies : Le système des Nations Unies au 21e siècle. 488 p. BROCHEE, SL.

N'GUESSAN, T. (1998, nov. 4-6). La zone franc : éléments de bilan économique et institutionnel. *Rapport du symposium du CODESRIA*, P.8. Dakar.

NASER , F., ASIT , K., & MURAD , B. (2005). La gestion de l'eau selon l'Islam. 220 p. BROCHEE, SL.

NEFRAAMI , E. (2010). Les accords mixtes de la communauté européenne : fondements, moyens, principes. Paris: LGDJ.

NGUEMA, I. (1995). Violence, Droits de l'Homme et développement en Afrique. *Revue ''Parlements et Francophonie''*(no. 94-95).

NGUYEN , Q., DAILLIER , P., & PELLET , A. (2002). Droit international public. 150 p. France: L.G.D.J.

NIGER PROGRES. (2006). Population et Développement, Graphique Industrie. 39 p.

NORICHIKA , K., & PETER , M. (2005). Les nouveaux réseaux d'action dans la politique de l'environnement. 310 p. BROCHEE, SL.

OBERDORFF , H., & ROBERT , J. (2004). Libertés fondamentales et droits de l'homme. *6° Ed.* Montchrestien.

OLGA , P. (2005). Système d'accords régionaux et sécurité internationales en Amérique latine. 156 p. BROCHEE, SL.

PADMASHREE , G. (2005). Des lois pour la prospection en biotechnologie : Les institutions de recherche pharmaceutique, l'accès aux ressources et la partage des bénéfices. 340 p. BROCHEE, SL.

PAMELA , S. (2005). L'environnement mondial au XXIe siècle : Les perspectives d'une coopération internationale. 476 p. BROCHEE, SL.

PASCAL , J. (2005). Institutions administratives. 259 p. Paris: Litec.

PATRICK , D., & ALAIN, P. (2002). Droit international public. Paris: Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.

PERRIN de BRICHAMBAUT , M., DOBELLE , J., & COULEE , F. (2011). Leçons de droit international . *2° Ed.* . Presses de Sciences politiques et Dalloz.

PERROT, R. (1989). Institutions judiciaires. 559 p. Paris: MONTCHRESTIEN.

PETTITI , L., DECAUX , E., & IMBERT , P. (1999). La Convention européenne des droits de l'Homme Commentaire article par article. 1230 p. Paris: ECONOMICA.

PHILIPPE , B. (2008). Droit des relations internationales. *2ème édition*, 163 p. Litec.

PIERRE-MARIE , D. (2006). Droit international public. Paris: DALLOZ.

PNUD. (2000). Droits de l'homme et développement humain, le rapport mondial sur le développement humain. PNUD.

PRASAD , M., & ASIT , K. (2005). La conduite d'évaluations d'impact environnemental pour les pays en développement. BROCHEE, SL.

R, D. (2002). *Droit international Public.* DALLOZ.

RAMESH , T., & , E. N. (2005). Pour élargir le débat sur la sécurité en Asie : Les perspectives politiques, sociales et environnementales. 358 p. BROCHEE, SL.

RAMESH , T., & ALBRECHT , S. (s.d.). Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Missions ad hoc, engagements permanents. 280 p. BROCHEE, SL.

RAMESH , T., & EDWARD , N. (2005). Un nouveau millénaire, des perspectives nouvelles : Les Nations Unies, la sécurité et la gouvernance. 336 p. BROCHEE, SL.

RAMESH , T., & ODDNY , W. (2005). L'Asie du Sud dans le monde. Les perspectives de résolution de problèmes de sécurité, développement durable et bonne gouvernance. 476 p. BROCHEE, SL.

RAMESH , T., & PETER , M. (2005). De l'impunité souveraine à la responsabilité internationale : De l'état de droit au droit entre états. 324 p. BROCHEE, SL.

REAL , L. (1996). Intégration et coopération régionale en Afrique de l'ouest. 406 p. CRDI, Karthala,.

RENOUCHI , J.-F. (2002). Droit européen des droits de l'homme. *3e Ed.* Paris: LGDJ.

ROBERT , J., & DUFFAR , J. (1999). Droits de l'homme et Libertés fondamentales. 909 p. Paris: MONTCHRESTIEN.

ROBERT , J., & DUFFAR , J. (2009). Droits de l'homme et libertés fondamentales. *8° Ed.* Montchrestien.

ROBERT , K., GABRIELE , P., & VITE, S. (s.d.). L'application du droit international humanitaire et des droits de l'homme aux organisations internationales. Force de paix et administrations civiles transitoires. 495 p. Belgique: BRUYLANT.

ROBERT , U., & WEARVER , P. (2005). Eco restructuration : Implication pour le développement durable. 416 p. BROCHEE, SL.

ROLAND , J. (2005). La croissance des méga-cités et le futur. 440 p. BROCHEE, SL.

ROLLAND , P., & TAVERNIER , P. (2007). La protection internationale des droits de l'homme. Paris: Coll. « Que sais-je ? ».

ROLPH , V., & ANTHONY , S. (2005). Perspectives de croissance et pauvreté. 328 p. BROCHEE, SL.

RUZIE , D., & TEBOUL , G. (2012). Droit international public. *21° Ed.* . Mémento Dalloz.

RYFMAN , P. (2004). Les ONG. 122 p. Paris: Ed. La Découverte.

SHALE , H., & ALBRECHT , S. (2005). Droits de l'Homme et sociétés en transition. Les causes, les conséquences, les réponses. 466 p. BROCHEE, SL.

SOUMANIA, DOUMBIA, & MAIGA, I. (1996). *, Rencontre de concertation régionale en Afrique de l'Ouest sur les défis à portée régionale en matière de promotion de la démocratie et des droits de la personne.* Bamako: CENAFOD.

STEFAN , A. (2005). Ces nuisances qui persistent. Le métabolisme industriel, la pollution aux métaux lourds et la transition environnementale. 196 p. BROCHEE, SL.

STEPHANE , M. (2002). Les sanctions de la violation du droit communautaire de la concurrence. 665 p. Paris: L.G.D.J.

STEVE , K. (2005). Pour une réforme des institutions africaines. Droit de propriété, rendements et capacités. 372 p. BROCHEE, SL.

SUNIL , M., & HENNY , R. (2005). Les innovations, l'enseignement et le dynamisme technologique des pays en développement. 260 p. BROCHEE, SL.

SY , F. (2004). L'Ordre Juridique de l'UEMOA. *Mémoire de Maîtrise en Sciences Juridiques*. Université de Ouagadougou.

TAKASKI , I., EDWARD , N., & GLEN , P. (2005). Les cités et l'environnement : Nouvelles approches pour les éco-sociétés. 368 p. BROCHEE, SL.

TAKASKI , I., JOHN , K., & EDWARD , N. (2005). Le caractère capricieux de la démocratie. 284 p. BROCHEE, SL.

TAVERNIER , P. (1996). Quelle Europe pour les droits de l'homme ? La Cour de Strasbourg et la réalisation d'une « union plus étroite ». 512 p. Belgique: BRUYLANT.

TERPAN , F. (2010). La politique étrangère, de sécurité et de défense dans l'union européenne. La documentation française, Reflexe Europe.

TOM , K., & ANDY , K. (2005). Rétablir une paix durable. 502 p. BROCHEE, SL.

UNION INTERAFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME (UIDH). (1996). Les Droits de l 'Homme en Afrique, historique, réalités et perspectives : rapport sur l'état des droits de l'homme en Afrique 1995-1996. 357 p. Cotonou: UIDH.

VALERE , E. (1996). La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Etude comparative. 476 p. Paris: L'Harmattan.

VANDENDRIESSCHE , X. (1996). Le droit des étrangers. 147 p. Paris: Dalloz.

WACHSMANN , P. (2002). Les droits de l'homme. *4ème Ed.* . Paris: Dalloz, Coll. « Connaissance du droit ».

WILLIAM , U. (2001). Comment négocier la paix. Du conflit à la coopération chez soi, au travail et dans le monde. Paris: NOUVEAUX HORIZONS.

YOICHI , K., & KEIICHI , Y. (2005). L'environnement, l'énergie et l'économie. Des stratégies pour la durabilité. 392 p. BROCHEE, SL.

Zakane, J. Y. (2OO6). *Droit du commerc international.* Ouagadougou: Imprimerie Presses Africaines.

ZOUNGRANA , S. (2006). L'instauration d'un marché contractuel au sein de l'UEMOA. *DESS en Droit des affaires*. Université de Ouagadougou.

CHARTES, TRAITES, CONSTITUTIONS

Charte des Nations Unies de 1945

Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948

Charte Internationale des Droits de l'Homme adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 217A (III) du 10 décembre 1948.

Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples adoptée le 28 juin 1981

Traité du 10 janvier 1994 portant création de l'UEMOA et les deux protocoles additionnels dont le 1er est relatif aux organes de contrôle et le 2ème aux politiques sectorielles de l'UEMOA

Traité révisé de l'UEMOA (projet)

Traité de la CEDEAO et Protocole de la CEDEAO sur la gouvernance démocratique et les élections

Traité de l'OHADA

Traité de la CEMAC

Protocole additionnel n°1 portant création d'une cour de justice et d'une cour de comptes de l'UEMOA

Règlement n°07/2010/CM/UEMOA portant statut du personnel de l'UEMOA

Acte additionnel n°2/2009/CCEG/UEMOA portant création et organisation du conseil du travail et dialogue sociale de l'UEMOA

Constitutions des Etats membres de l'UEMOA.

ANNUAIRES, REVUES ET RECUEILS

ANNUAIRES, REVUES ET RECUEILS

Annuaire africain de droit international (AADI),

American Journal of International Law (AJIL),

Annuaire de l'Institut de droit international (AFDI),

Annuaire français de droit international (AFDI),

Annuaire suisse de droit international (ASDI),

Revue africaine de droit international et comparé (RADIC),

Revue générale de droit international public (RGDIP),

Revue belge de droit international (RBDI),

Revue trimestrielle des droits de l'homme, (BRUYLANT)

Annuaire Français de droit international (AFDI)

Recueil des Cours de l'Académie de Droit International de la Haye (RCADI)

European Journal of International Law (EJIL),

British Yearbook of International Law (BYIL),

German Yearbook of International Law (GYIL),

Journal de droit international (JDI ou Clunet),

Netherlands international Law Review (NILR),

Netherlands yearbook of International Law (NYIL)

Recueil de jurisprudence N°1 -2002 de la cour de justice de l'UEMOA

Bulletin officiel de l'UEMOA depuis 1995.

Recueil des actes additionnels depuis 1995

Bases de données officielles de l'UEMOA : http//www.uemoa

Bases de données officielles, droit européen : www. Europa.eu.int/prelex,

Procédures institutionnelles : http// www. Europa.eu.int/prelex,

Observatoire législatif http// www.eurparl.eu.int/dors/oeil/fr

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS..... 9

INTRODUCTION GENERALE.....15

PREMIERE PARTIE : LA COOPERATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'UEMOA ET LES NORMES INTERNATIONALES RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME.....43

Chapitre I : La nature et les enjeux de la coopération internationale mise en œuvre par l'UEMOA..... 44
Section I : Les objectifs fondamentaux de l'UEMOA 46
Paragraphe 1 : L'intégration monétaire préalable à l'union économique 46
Paragraphe 2 : La transition de l'union monétaire à l'union économique 48
A. L'assainissement du cadre macro-économique et réglementaire 50
B. L'unification des espaces économiques nationaux 50
C. L'harmonisation des politiques sectorielles..... 51
Section II : Le dispositif institutionnel de l'UEMOA. 52
Paragraphe 1 : L'organisation et le fonctionnement de l'UEMOA..... 52
A. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. 53
B. Le Conseil des Ministres. 54
C. La Commission de l'UEMOA..... 55
Paragraphe 2 : Les organes de contrôle parlementaire et juridictionnel de l'UEMOA. 62
A. Le Comité interparlementaire. 62
B. Les organes de contrôle juridictionnel..... 62
Paragraphe 3 : Les organes consultatifs de l'UEMOA 63
A. La Chambre Consulaire Régionale :..... 63
B. Le Conseil du Travail et du Dialogue Social (CDTS)..... 63
Paragraphe 4 : Les institutions spécialisées autonomes de l'UEMOA 64
A. La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest..... 64
B. La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)..... 64

Chapitre II : La problématique d'intégration des droits de l'homme dans l'ordre juridique de l'UEMOA..... 65
Section I : Le droit communautaire de l'UEMOA et la garantie des droits de l'homme 65
Paragraphe 1 : Le contenu et les limites du droit primaire de l'UEMOA 73
Paragraphe 2 : Le contenu et la portée du droit dérivé de l'UEMOA 73
Paragraphe 3 :L'UEMOA et la vaine tentative de mimétisme du dispositif juridique de l'Union européenne 74
Section II : Le droit communautaire de l'UEMOA confronté au pluralisme juridique régional..... 79
Paragraphe 1 : La pluralité des institutions régionales et les conflits de compétences intercommunautaires. 79
A. La Cour de justice de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale..... 80
B. La Cour de Justice de l'UEMOA. 82
C. La Cour de Justice de la CEDEAO..... 86
D. La Cour de justice et d'arbitrage de l'OHADA 90
Paragraphe 2 : La pluralité des juridictions communautaires régionales et la pluralité des conflits. 90

A. La primauté des droits communautaires sur les droits nationaux et leur applicabilité directe.... 92
B. Les zones de friction entre l'UEMOA et l'OHADA 93
Paragraphe 3 : L'harmonisation des normes juridiques régionales, un défi pour l'UEMOA. 97
A. Problématique relative au choix des méthodes et modalités de l'intégration juridique et judiciaire. 97
B. Problématique relative aux matières entrant dans le domaine de l'harmonisation..... 100
C. Problématique relative aux questions institutionnelles..... 101
D. Problématique relative à l'application des actes uniformes..... 102
E. Problématiquerelative à la sécurité judiciaire 104

Chapitre III : Les actions concrètes de l'UEMOA dans l'optique d'une coopération respectueuse des droits de l'homme..... 108
Section I : La libre circulation des personnes et des biens, du droit d'établissement et de circulation des capitaux au sein de la Communauté. 108
Paragraphe 1 : Les normes juridiques de l'UEMOA relatives à la circulation des personnes et des biens dans l'espace communautaire..... 109
Paragraphe 2 : Les entraves à la libre circulation dans l'espace : Cas de la libre concurrence..... 110
A. Les actes collectifs anticoncurrentiels..... 112
B. L'atteinte à la concurrence 114
C. Les dérogations aux interdictions 124
D. Les procédures administratives et judiciaires relatives à la mise en œuvre du droit de la concurrence en matière d'actes collectifs et d'abus de position dominante 139
E. Les assistances anticoncurrentielles :..... 152
Section II : Les droits de l'homme dans les politiques sectorielles de l'UEMOA et des Etats membres (Cas de la Côte d'Ivoire pays à littoral et le Mali, pays sahélien) 183
Paragraphe 1 : Droit au développement par la lutte contre la pauvreté. 183
A. La République de Côte d'ivoire : la stratégie pour la réduction de la pauvreté – intérimaire vue sous l'angle des droits de l'homme..... 193
B. La République du Mali : La stratégie de réduction de la pauvreté et de croissance accélérée, vue sous l'angle des droits de l'homme 202
Paragraphe 2 : Les préoccupations sécuritaires au sein de l'espace UEMOA sous l'angle des droits civils et politiques, droits sociaux économiques et culturels, et le droit à un environnement sain..... 217

Chapitre IV : Les particularismes étatiques et la problématique de l'inclusion des droits de l'homme aux politiques de l'UEMOA. 222
Section I : Les conventions internationales relatives aux droits de l'homme dans le droit interne des Etats membres de l'UEMOA. 224
Paragraphe 1 : L'adhésion explicite des Etats membres de l'UEMOA aux normes internationales relatives aux droits de l'homme 225
Paragraphe 2 : La discordance entre la théorie et la pratique des droits de l'homme au sein des Etats de l'UEMOA..... 230
A. La construction de la nation 231
B. La revendication de l'égale souveraineté des Etats sur le plan international..... 231
Section II : L'impact négatif des ingérences étatiques sur l'activité normative de l'UEMOA en matière de droits de l'homme. 233
Paragraphe 1 : Le manque de volonté des Etats de coopérer au sein de l'UEMOA à la promotion des droits de l'homme. 233

Paragraphe 2 : La mal gouvernance politique, entrave à l'émergence d'un droit communautaire harmonisé afférent aux droits de l'homme..... 238
A. La nécessité de tenir compte des réalités internes..... 238
B. L'objectif de développement, justification d'une coopération exclusive des droits de l'Homme 242

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE 254

DEUXIEME PARTIE : L'EVOLUTION DE LA COOPERATION VERS L'INTEGRATION DES ETATS DE L'UEMOA ET LA PLACE DES DROITS DE L'HOMME 257

Chapitre I : La vision stratégique de l'UEMOA pour 2020, envisagée sous l'angle des droits humains. 264
Section I : De l'intégration des Etats à l'intégration des peuples. 266
Paragraphe 1 : La prise en compte des valeurs de solidarité. 267
Paragraphe 2 : La reconnaissance des diversités culturelles. 289
Section II : L'internalisation par l'UEMOA des principes Directeurs de la gouvernance démocratique 295
Paragraphe 1 : Le renforcement de la démocratie représentative par l'accroissement des compétences du parlement communautaire. 297
A. La Constitution burkinabè 302
B. La Constitution Ivoirienne 302
C. La Constitution Nigérienne 303
D. La Constitution Togolaise 304
Paragraphe 2 : L'instauration du dialogue entre les institutions communautaires et les citoyens. 326

Chapitre II : La réforme des mécanismes d'élargissement et de renforcement du contrôle juridictionnel dans l'optique de l'intégration sous régionale. 331
Section I : L'élargissement et la facilitation de l'accès des citoyens de l'Union à la justice communautaire. 333
Paragraphe 1 : La révision de la procédure de saisine des institutions judiciaires de l'UEMOA 333
Paragraphe 2 : L'adoption du système d'arbitrage dans le règlement de certains types de conflits. 339
Section II : La prise en compte des droits sociaux et culturels, constat explicite de la diversité socio culturelle au sein de l'UEMOA. 342
Paragraphe 1 : La protection judiciaire des droits sociaux et culturels, socle de paix et de développement. 343
A. Du pluralisme culturel au pluralisme dialogique : l'apport du communautarisme 351
B. Du pluralisme dialogique au dialogue de rupture : l'obstacle du communautarisme 352
C. La référence aux valeurs culturelles africaines positives et autres notions clés. 353
D. L'enjeu de l'interprétation au regard de l'évolution de la protection des Droits de l'Homme en Afrique. 354
Paragraphe 2 : L'impact positif attendu de la prise en compte des droits sociaux et culturels sur le processus d'intégration sous régionale 355

Chapitre III : La formulation expresse et l'insertion de dispositions garantissant les droits de l'homme dans le corpus normatif de l'UEMOA. 368
Section I : L'insertion de dispositifs innovants de protection des droits dans les instruments juridiques de l'UEMOA. 369
Paragraphe 1 : L'octroi aux organes de l'UEMOA d'un droit de regard expresse sur les sujets afférents aux droits de l'homme 374

A. Et de la crise de l'Etat-nation 389
B. La société civile, un contre-pouvoir au pouvoir politique : 390
C. Le pouvoir politique, une menace pour la société civile : 392
D. Compétences et attributions des institutions nationales 394
Paragraphe 2 : L'information comme facteur de convergence dans le contexte de pluralisme juridique. 398
Section II : La clarification du rôle des organes étatiques de contrôle démocratique et juridictionnel dans le processus d'intégration 402
Paragraphe 1 : La nécessaire appropriation par les juridictions nationales du droit communautaire. 403
A. Des difficultés de cohabitation 404
Paragraphe 2 : L'institution par l'UEMOA d'un système d'évaluation des performances en matière de respect des droits de l'homme. 412
A. Contexte dans lequel le Protocole a été adopté 413
B. Contenu du Protocole 415
C. Les difficultés d'application du Protocole 421
Paragraphe 3 : L'engagement des organes de contrôle démocratique et juridictionnel de l'UEMOA dans le processus de consolidation de l'Etat de droit et de la gouvernance démocratique. 425
A. La crise des fondements de la démocratie 425
B. L'insécurité alimentaire 436
C. Le chômage des jeunes 438
D. La politique de l'enseignement supérieur au sein de l'UEMOA 440
E. Place et rôle de la femme dans l'intégration. 444
F. L'espace UEMOA et le trafic de drogues, un fléau à combattre 449
G. Partenariat CEDEAO-UEMOA contre le terrorisme et traffics assimilés. 450
H. L'UEMOA et les phénomènes migratoires 454
I. L'UEMOA et la lutte contre la corruption 468

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE 472

CONCLUSION GENERALE 475

ANNEXE 483

TRAITE DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA) 483

TRAITE MODIFIE DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA) 507

Compilations établies par le Haut Commissariat des droits de l'homme sur les huit (8) Etats membres de l'UEMOA, conformément aux résolutions du Conseil des droits de l'homme. 528

BIBLIOGRAPHIE GENERALE 670

ANNUAIRES, REVUES ET RECUEILS 684

TABLE DES MATIERES 686

RESUME

COOPERATION INTERNATIONALE ET DROIT DE L'HOMME – CAS DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE ET DES ETATS MEMBRES (LE BENIN, LE BURKINA FASO, LA COTE D'IVOIRE, LA GUINEE-BISSAU, LE MALI, LE NIGER, LE SENEGAL ET LE TOGO)

L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est une organisation de coopération internationale tendue vers l'intégration économique et monétaire des Etats qui la composent. Ces dernières années elle a mis en œuvre un vaste chantier de réformes institutionnel et organisationnel ainsi qu'économique et politique, visant au renforcement du processus d'intégration. Notons la mise en place du Tarif Extérieur Commun et du Programme économique Régionale (PER), le renforcement des organes de l'Union etc.

Toutefois si l'une des finalités de l'intégration est de répondre aux questions d'intérêt général pour les générations actuelles comme pour les générations à venir notamment : la démocratie, la bonne gouvernance, et le respect des droits de l'homme, force est de constater que dans les faits une place relativement insignifiante est réservée à ces droits au niveau de l'Union et de ses Etats membres.

A l'heure pourtant où, l'espace communautaire est confronté à de graves crises sécuritaires (Le Mali, La Guinée Bissau et la Côte d'Ivoire), la question du rétablissement ou du maintien de l'ordre démocratique et notamment du respect des droits de l'homme se révèle être la clé de voûte de toutes les médiations et négociations en cours. L'on est donc amené à s'interroger sur le fait de savoir : qu'est-ce qui explique le peu d'intérêt pour la question des droits de l'Homme dans l'ordonnancement institutionnel et la pratique de l'UEMOA ? Quelles pistes de solutions peuvent être dégagées ? C'est à ces interrogations et préoccupations que cette thèse va apporter des réponses et solutions à travers une analyse sur l'UEMOA, ses Etats membres et leurs diverses politiques et autres instruments d'actions

Les mots clés : Intégration sous-régionale, droits de l'homme en Afrique, coopération internationale, droit communautaire Ouest africain, UEMOA, CEDEAO, OHADA.

ABSTRACT

INTERNATIONAL COOPERATION AND RIGHT OF THE MAN - CASE OF THE ECONOMIC AND MONETARY UNION THE WEST AFRICAN AND MEMBER STATES (BENIN, BURKINA FASO, IVORY COAST, GUINEA-BISSAU, MALI, NIGER, SENEGAL AND TOGO)

The West African Economic and Monetary Union (Also known as UEMOA from its name in French Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) is an international cooperation organization striving for the economic and monetary integration of its States. These last years it set in motion a vast yard of reforms institutional and organizational as well as economic and political, aiming to the backing of the integration process. Note the setting up of the Common outside Tariff and the Regional economic Program (PER), the backing of the organs of the union etc.

However if one of the finalities of the integration is to answer the questions of general interest for the present generations as for the generations to come notably: the democracy, the good governance, and the respect of the human rights, strength is to note that in the facts a relatively petty place is reserved to these rights to the level of the union and its member states.

On time yet where, the communal space is confronted to serious security crisis (Ivory Coast Republic, Mali), the question of the restoration or the maintenance of the democratic order and notably the respect of the human rights proves to be in progress the key of arch of all mediations and negotiations. One is brought therefore to wonder about the fact to know: what explains the lack of interest in Human rights through the institution and the reality of the UEMOA organization? What solutions can be drawn? It is to these questioning and preoccupations that this thesis is going to bring the answers and solutions through an analysis on the UEMOA, its member states and their various policies and other instruments of actions.

Keywords: sub regional integration, human rights in Africa, international cooperation, West African community law, UEMOA, CEDEAO, and OHADA.